THESE

pour obtenir le grade de

Docteur

de

l'Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement
(Agro Paris Tech)

Spécialité : Sciences de l'Environnement

présentée et soutenue publiquement par

Romain TARAVELLA

La frontière pionnière amazonienne aujourd'hui :

Projet socio-environnemental de conservation forestière contre dynamique pastorale de déforestation

Une analyse stratégique 2000-2006
de l'action collective
en « Terra do Meio » (Pará, Brésil)

Sommaire

Remerciements ix

Résumé/Abstract/Resumo xi

Introduction generale 15

Chapitre 1 : Demarche de recherche : quelle posture et quel terrain pour contribuer au debat ? 27

A- La production intellectuelle de la frontière pionnière : une trajectoire transdisciplinaire 29

B- Construire une lecture éco-centrée des dynamiques territoriales 38

C- L'enquête sur le terrain de la gestion du territoire et des ressources naturelles 106

Chapitre 2 : La genese du territoire Terra do Meio : une structuration progressive au rythme des conquetes pionnieres 163

A- Le Brésil aux portes de São Félix do Xingu : l'arrivée de la route 165

B- La construction du « centre » de la Terra do Meio 187

Chapitre 3- Des acteurs au systeme de la pastoralisation 239

A- Le territoire de la frange pionnière pastorale 242

B- La pastoralisation de la Terra do Meio des routes 277

C- La pastoralisation de la Terra do Meio des fleuves 344

D- La puissante filière d'appui à la pastoralisation de la Terra do Meio 378

Chapitre 4 : Action coalisee et strategique pour la conservation de la Terra do Meio 423

A- Le modèle des coalitions de cause (*advocacy coalition framework*) 426

B- L'émergence de la coalition restreinte pour la conservation de la Terra do Meio 438

C- L'action coalisée élargie pour la création des UCI de la Terra do Meio 470

D- La gestion émergente du territoire et des ressources naturelles 516

Conclusion generale 549

Références bibliographiques 569

Sigles & abréviations 603

Table des matières 607

Table des figures 614

Table des tableaux 617

Table des encadrés & des planches photographiques 619

Annexes 621

À mon père

Les journalistes, souvent friands de pathos et de niaiseries sentimentales, ont régulièrement demandé à mon père : « A quoi pensez-vous pendant ces méharées interminables ? » La réponse a été invariablement : « A un verre d'orangeade et à un camembert ! »
Boutade pudique pour masquer une réalité très différente.
A quoi donc pensait-il ? Bien sûr à son programme de recherche, à son espoir de découverte, mais bien plus à « serrer les dents » en prenant l'air du « monsieur-qui-n'a-pas-mal-du-tout »… Et il m'a avoué avoir souvent pleuré au sommet de son dromadaire.

Préface de CYRILLE MONOD dans THEODORE MONOD, *Tais-toi et marche… Journal d'exploration El Ghallaouya – Aratane – Chinguetti (Décembre 1953 – janvier 1954)*.

« Voudriez-vous me dire, s'il vous plaît, par où je dois m'en aller d'ici ?
– Cela dépend beaucoup de l'endroit où tu veux aller.
– Peu m'importe l'endroit…
– En ce cas, peu importe la route que tu prendras.
– … pourvu que j'arrive quelque part », ajouta Alice en guise d'explication.
« Oh, tu ne manqueras pas d'arriver quelque part si tu marches assez longtemps. »

LEWIS CARROLL, *Les Aventures d'Alice au pays des merveilles*.

Remerciements

J’ai une pensée toute particulière pour celles et ceux qui ont supporter mes exigences, envies ou lubies tout au long de ce travail. Grâce à eux j’ai pu me démultiplier au Brésil comme en France. Elles et ils sont nombreuses et nombreux. Ils sauront se reconnaître.

Une pensée toute particulière pour Virginia, Fernando, Suely et Raimundo. Merci encore pour votre aide.

Je remercie Maya Leroy et Laurent Mermet pour leurs conseils, leurs encouragements et la grande liberté qu’il m’ont laissé.

J’exprime encore une fois toute ma reconnaissance à Tarcísio sans qui tout aurait été vraiment différent.

Merci à Roberto Araújo pour les discussions passionantes et sa confiance.

Je remercie spécialement toutes celles et ceux qui m’ont accueilli une heure, une nuit ou une semaine à l’ouest du Xingu.

Une pensée tendre pour Fany.

Pour finir, j’adresse toute ma reconnaissance à João et sa famille.

RESUME

Titre : La frontière pionnière amazonienne aujourd'hui : projet socio-environnemental de conservation forestière contre dynamique de déforestation. Une analyse stratégique 2000-2006 de l'action collective en « Terra do Meio » (Pará, Brésil)
Mots clés : Amazonie, Brésil, deforestation, frontière pionnière, élevage bovin, aire protégée, action collective, analyse stratégique, environnement.

La Terra do Meio est une région de 7,9 millions d'hectares, localisée dans le sud de l'État du Pará, qui cristallise, depuis quelques années seulement mais de manière tout à fait exemplaire, la conflictualité inhérente à la construction contemporaine du territoire amazonien. Traversée par la frontière pionnière, des projets territoriaux différents, divergents voire contradictoires s'y rencontrent.
Le premier vise la conversion accélérée de l'espace forestier en espace fourrager consacré à l'élevage de bovins – ou pastoralisation du territoire. Le second, en réaction au premier, défendra la conservation des caractéristiques sociales et environnementales de la région. Pour saisir et suivre la rencontre de ces dynamiques collectives antagonistes j'adopterai un point de vue spécifique, qualifié d'éco-centré, c'est-à-dire centré sur le maintien de l'état bio-physico-chimique des écosystèmes forestiers de la région.

D'abord, je m'attacherai à appréhender et comprendre les dynamiques de la pastoralisation accélérée du territoire. J'observerai ainsi qu'entre l'année 2001 et 2004, plus de 50 000 ha en moyenne ont été défrichés et ensemencés de graminées fourragères. Fait important, l'analyse des images satellites révèle que plus de 70% de cette surface correspond à des polygones de déboisement annuels dépassant les 100 ha. Ces derniers indiquent la présence d'éleveurs latifundiaires fortement capitalisés. Mais, pour rendre compte de la conquête territoriale phénoménale accomplie par ces hommes, acteurs clés de la déforestation amazonienne, il faut quitter l'acteur pour comprendre le système. On verra alors que le succès des grands éleveurs s'appuie sur le fonctionnement d'une organisation collective particulièrement efficace qui réunit autour d'une même dynamique territoriale les différents protagonistes de la frontière pionnière.
Non sans surprise, on découvrira encore que l'avancée pionnière est également portée par les populations dites traditionnelles, situées sur le bord des fleuves de la région. Ces acteurs y trouvent en effet l'unique alternative à leur portée pour s'extraire de la relation de dépendance perpétuellement reconduite par les commerçants fluviaux dont ils dépendent.
Mais, l'avancée des pâturages ne doit pas uniquement être comprise et décrite comme une organisation locale. Une véritable filière d'appui à la pastoralisation peut aussi être dégagée, dès lors que l'on accepte d'intégrer à l'analyse les échelons régionaux et nationaux des pouvoirs publics.

Ensuite, je présenterai l'action mise en place par ceux qui se sont mobilisés pour s'opposer à cette pastoralisation de l'espace. Apprenant progressivement à travailler les uns avec les autres, une coalition restreinte pour la conservation socio-environnementale de la Terra do Meio s'est structurée. Elle réunit des acteurs locaux (fédération d'associations principalement agricoles et évêché), un acteur national (Organisation Non Gouvernementale brésilienne) et un acteur international (Organisation Non Gouvernementale états-unienne). Cette coalition restreinte plaidera en faveur de la création d'une mosaïque d'aires protégées dans la Terra do Meio.

Prenant le relais, les acteurs gouvernementaux appartenant à la coalition élargie sont à l'origine de la création de deux aires protégées strictes, décrétées par le gouvernement fédéral en février 2005 : le Parc national de la Serra do Pardo et la Station écologique de la Terra do Meio, totalisant à elles deux un peu plus de 3,7 millions d'hectares. Au regard de l'histoire de la construction territoriale brésilienne, j'interpréterai cette création d'aires protégées strictes à la pointe de la frontière pionnière amazonienne comme un véritable changement de politique publique, qu'il importe de décrypter.
Ce changement sera analysé en deux temps. D'abord, je décrirai, au moyen de la théorie de la guerre clauzewitzienne, l'action stratégique mise en œuvre par les acteurs gouvernementaux. Puis, je reviendrai sur le terrain de la frontière pionnière pour évaluer les conséquences de la création des aires protégées. Le changement effectif des pratiques a bien eu lieu puisque entre août 2003-juillet 2004 et août 2005-juillet 2006, la surface défrichée dans la Terra do Meio a diminué de moitié. Après avoir proposé une explication au succès immédiat connu par la création des aires protégées, j'évoquerai la manière dont les pionniers ont entamé leur riposte à l'action fédérale, ouvrant ainsi un nouvel épisode de la dialectique de gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio.

ABSTRACT

Title : The Amazon pioneer frontier today : socio-environmental project of forest conservation against dynamics of deforestation. A strategic analysis 2000-2006 of the collective action in « Terra do Meio » (Pará, Brazil)
Key words : Amazon, Brazil, deforestation, pioneer frontier, protected area, collective action, strategic analysis, environment.

The Terra do Meio is a region of only 79,000 km², localized in the south of the state of the Pará. It crystallizes, for few years but in a quite exemplary way, the conflictual situation inherent to the contemporary construction of the Amazonian territory. In that place, crossed over by the pioneer frontier, some different, divergent or even contradictory territorial projects join in.
The first of them aims at the accelerated conversion of the forest space into a forage space dedicated to cattle raising - or territory "cattlelization". In reaction against the first, the second project will defend the conservation of the regional social and environmental features. So as to understand and to follow the meeting of these antagonistic collective dynamics, I will adopt a specific point of view, that I labelled eco-centered, which means focused on the maintenance of the bio-physico-chemical state of the forest ecosystems in this region.

First of all, I will try to apprehend and to understand the dynamics of the accelerated territory "cattlelization". Thus, I will observe that between 2001 and 2004, on average, more than 500km² have been cleared and have been sowed by gramineous fodder. As a significant fact, the analysis of satellite images reveals that more than 70% of this surface corresponds to polygons of yearly deforestation passing 1km². This indicates the presence of big cattle breeder highly capitalized. But, to account to the phenomenal territorial conquest achieved by these men, key actors of the Amazonian deforestation, it is necessary to leave the actor so as to understand the system. This way, we will find out that the success of such big cattle breeder leans on a greatly efficient collective organization that gathers the various protagonists of the pioneer frontier round the same territorial dynamics.
Much to our surprise, we will find out again that the pioneer progress is also beared by populations labelled as traditional, living by the regional streams. Indeed, these actors meet

there the unique alternative within reach to free themselves from the perpetual relation of dependence to the fluvial tradesmen on which they depend.
But the progress of grazings must not only be understood or described as a local organization. A real network to support “cattlelization” can also be drawn, as soon as we accept to integrate national and regional authorities to the analysis.

Then, I will present the action set up by those who mobilized themselves to thwart that space “cattlelization”. By learning progressively to work one with another, a restricted coalition for the socio-environmental conservation of the Terra do Meio has structured itself. This coalition groups together local actors (federation of associations mainly with agricultural purpose and a bishopric), a national actor (a Brazilian Non Governmental Organization) and an international actor (a North American Non Governmental Organization). This restricted coalition will speak for the creation of a mosaic of protected areas in the Terra do Meio.
Taking over, governmental actors belonging to a broadened coalition are at the origin of the creation of two strict protected areas, which will be decreeted by the federal government in February of 2005: the National Park da Serra do Pardo and the Ecological Station da Terra do Meio, both totalizing a little bit more than 37,000 km². Considering the Brazilian territorial construction, I will interpret the creation of these strict protected areas, located to the forefront of the Amazonian pioneer fringe, as a real change in public policies, which is important to decypher.
This change will be analyzed in two times. At first, using the clauzewitzian war theory, I will describe the strategic action implemented by the governmental actors. Then, I will analyze back the pioneer frontier, in order to value the consequences of the creation of these protected areas. An effective change in practices has really occured, since between August 2003-July 2004 and August 2005-July 2006, the cleared area in the Terra do Meio half decreased. I will first propose an explanation to the immediate success led to by the creation of the protected areas, and only then I will touch on how the pioneers answered back the federal action, opening a new moment in the dialectics of territorial and natural resources management of the Terra do Meio.

RESUMO

Título : A fronteira pioneira amazônica hoje : projeto socioambiental de conservação florestal contra dinámica de desmatamento. Uma análise estratégica 2000-2006 da ação coletiva na « Terra do Meio » (Pará, Brasil)
Palavras chaves : Amazônia, Brasil, desmatamento, fronteira pioneira, pecuária, unidade de conservação, ação coletiva, análise estratégica, meio ambiente.

A Terra do Meio é uma região de 7,9 milhões de hectares, localizada no sul do Estado do Pará. Esta região cristaliza, há somente alguns anos mas de forma bastante exemplar, a conflitualidade inerente à construção contemprânea do território amazônico. Atinginda pelo avanço da fronteira agricola, projetos territoriais diferentes, divergentes e até contraditórios aí se encontram.
O primeiro deles ambiciona converter o espaço florestal num espaço coberto de brachiarião (*Brachiaria brizantha*) dedicado à criação de gado, fala-se de “pecuarização” do território. O segundo, em contrapartida, vai defender a conservação das características sociais e ambientais da região. Assim, para poder entender e acompanhar o encontro destas dinâmicas coletivas antagonistas, adotarei um ponto de vista específico, focado na permanência do estado bio-físico-chimico dos ecossistemas florestais da região.

O meu priemiro cuidado será apreender e entender as dinâmicas da "pecuarização" acelerada do território. Desta forma, será possível observar que entre o ano de 2001 e o ano de 2004, em média, mais de 50.000 ha tem sido desmatados e semeados com gramíneas forrageiras. Vale ressaltar que a análise das imagens de satelite revelou que mais de 70% desta área corresponde à polígonos de desmatamentos anuais ultrapassando 100 ha. Isto aponta para a presença de pecuaristas altamente capitalizados. Todavia, no fim de relatar a fenomenal conquista territorial que estes homens, atores-chave do desmatamento amazônico, conseguiram, é preciso deixar do lado o ator para analisar o sistema. Desta forma, observeremos que o sucesso dos fazendeiros se sustenta no funcionamento de uma organização coletiva particularmente eficaz, a qual reune numa mesma dinâmica territorial os diversos protagonistas da frente pioneira.
Com surpresa, descobriremos ainda que os ribeirinhos, as populações chamadas tradicionais morando na beira dos rios da região, também participam do avanço pioneiro. De fato, é alí que estes atores encontram a única alternativa ao seu alcance para liberar-se da relação de depêndencia perpetualmente reconduzida pelos comerciantes fluviais dos quais eles dependem.
Entretanto, o avanço das pastagens não deve meramente ser entendido, nem descrito, como uma organização regional. Uma verdadeira cadeia de apoio à "pecuarização" pode também ser evidenciada, assim que se aceita integrar os poderes públicos, atuando nas escalas regionais e nacionais, como parte da análise

Em seguida, apresentarei a ação implementada por aqueles que se mobilizaram para conter esta "pecuarização" do espaço. Aprendendo progressivamente a trabalhar uns com os outros, uma coalição restrita pela conservação socio-ambiental da Terra do Meio se estruturou. Ela reune atores locais (federação de associações principalmente agrícolas e prelazia), um ator nacional (Organização Não Governamental brasileira) e um ator internacional (Organização Não Governamental estadunidense). Esta coalição restrita vai advogar a favor da criação de um mosaico de unidades de conservação na Terra do Meio.
Dando continuidade, outros atores governamentais, formando uma coalição larga, deram origem à criação de duas unidades de conservação integral, decretadas pelo Governo federal no mês de fevereiro de 2005 : o Parque Nacional da Serra do Pardo e a Estação Ecológica da Terra do Meio. Juntas, elas totalizam um pouco mais de 3,7 milhões de hectares. Levando em consideração a história da construção territorial brasileira, interpretarei esta criação de unidades de conservação na ponta da frente pioneira amazônica como uma verdadeira mudança nas politicas públicas, que se torna importante desvelar.
Esta mudança sera analizada em dois momentos. Primeiro, me apoiando na teoria da guerra clauzewitziana, descreverei a ação estratégica implementada pelos atores governamentais. Pois, percorrendo novamente a frente pioneira, avaliarei as conseqüências da criação das unidades de conservação. A mudança efetiva das práticas realmente ocorreu, pois no periodo de agosto de 2003 até julho de 2004 e de agosto de 2005 até julho de 2006, a área desmatada na Terra do Meio foi reduzida pela metade. Após propor uma explicação pelo sucesso imediato à criação das unidades de conservação, evocarei como os pioneiros retrucaram contra a ação federal, abrindo assim uma nova época na dialética da gestão do território e dos recursos naturais da Terra do Meio.

Introduction générale

Les années passent en Amazonie brésilienne et avec elles, la forêt s'en va et les hommes s'en viennent. Si j'avais émis ce constat au milieu des années soixante-dix, il n'aurait probablement pas suscité le moindre sourcillement chez un interlocuteur au fait de la politique étatique brésilienne. En effet, comment pourrait-il en être autrement, quand un État moderne décide que le salut de la nation se trouve dans un territoire amazonien intégré au reste du pays et qu'il déploie, pour atteindre ses fins, les moyens politiques, financiers, fiscaux et idéologiques colossaux qui sont en son pouvoir ? Des routes sont ouvertes, des mines sont creusées, des barrages sont construits, à chaque fois, les hommes se déplacent par centaines ou milliers, les villes poussent. La conversion des massifs forestiers en parcelles agro-pastorales sont, directement et indirectement, soutenues par l'État fédéral brésilien. La population de l'Amazonie légale passe de deux millions d'habitants en 1960, à plus de dix millions en 1980. Elle atteint seize millions en 1991. Dans ce contexte, on s'étonnerait surtout de la non augmentation des défriches amazoniennes… si nous étions au milieu des années soixante-dix.

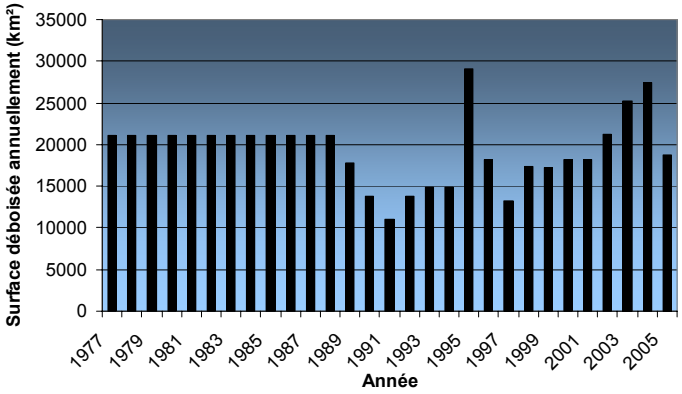
Dès la fin des années quatre-vingt, la communauté internationale a massivement condamné la déforestation amazonienne jugeant qu'elle représentait un grave problème global d'environnement (Smouts 2001 ; Le Prestre 2005). Ne dit-on pas qu'il s'agirait du premier ? Dès lors, programmes et projets internationaux de lutte contre les défriches amazoniennes se multiplient. Après un refus catégorique de considérer la croissance des déboisements amazoniens comme un véritable problème, l'État brésilien change sa position officielle, sous la pression internationale et après avoir perçu les avantages remarquables qu'il pourrait en retirer (Hurrel 1992). Aides financières et fiscales venant en appui aux défriches forestières sont suspendues. La Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED) organisée par le Brésil à Rio de Janeiro en 1992 témoigne de ce revirement entamé par le président José Sarney et largement approfondi par son successeur Felipe Collor de Mello (élu en mars 1990). Les institutions brésiliennes dédiées à la question environnementale en générale et aux problèmes amazoniens en particulier font alors leur apparition. Alimentés par d'importantes lignes de financement internationales, l'Amazonie devient en quelques années l'un des principaux terrains d'expérimentation des projets de développement durable (Albaladejo et Arnauld de Sartre 2005).

Signe du temps, le président Luiz Inácio « Lula » da Silva consacre dès sa première campagne présidentielle, en 2002, un programme entier à la question amazonienne. Il répond en cela à une société civile qui s'est efficacement organisée depuis la fin des années quatre-vingt, de l'échelle locale à l'échelle internationale, autour d'un projet de territoire alliant l'amélioration des conditions de vie des populations amazoniennes et la conservation environnementale (on parle au Brésil de « socio-environnementalisme »). Ainsi, comme l'analyse P. Léna (1999), le statut privilégié récemment conquis par l'Amazonie ne semble pas relever d'un seul registre argumentaire ou d'une catégorie unique d'intérêt (écologique). Bien au contraire, les années

quatre-vingts ont vu l'émergence d'un faisceau d'interactions qui lient étroitement entre elles les différentes échelles d'action et les acteurs les plus variés que l'on peut, pour simplifier, regrouper autour d'un pôle social (question des minorités ethniques, des conditions de vies, de l'éducation, etc.) et d'un pôle environnemental (problématique de la déforestation). Le rapprochement de ces deux pôles et leur renforcement mutuel, ont notamment été scellés par la lutte (et la mort) du *leader* charismatique Chico Mendès, dont les revendications, défendues depuis les forêts de l'Acre jusque devant le Congrès états-unien, mêlaient intimement préocupation foncière et environnementale.

Et pourtant les années passent en Amazonie brésilienne et avec elles, la forêt s'en va et les hommes s'en viennent… et les surfaces défrichées ne cessent de gagner du terrain (figure1). Le rythme des défriches de l'Amazonie légale connaît pourtant quelques fluctuations, au gré des conjonctures politico-économiques nationales et internationales. Mais il reste sensiblement du même ordre de grandeur depuis 1988, date à partir de laquelle l'analyse des images satellites par l'Institut National de Recherches Spatiales (INPE) permet de suivre la surface annuellement défrichée en Amazonie légale. Mobilisant la moyenne calculée par l'INPE entre 1977 et 1988, on observe que la surface défrichée chaque année dans les années deux mille est tout à fait comparable (si ce n'est supérieure) à celle de la fin des années soixante-dix, des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix. Comment expliquer cette permanence des déboisements amazoniens alors que tout semble avoir été fait pour les endiguer ?

Figure 1 – Évolution de la surface défrichée annuellement en Amazonie légale



Source : auteur à partir des données INPE
N.B. 1– la valeur calculée sur la période 1977-1989 est une moyenne
2 – la valeur calculée sur la période 1994-1995 est une moyenne
3 – la valeur de 2005 est une estimation

Plus d'un se sont penchés sur la question. Des hypothèses explicatives variées ont été avancées. On a d'abord suspecté l'État brésilien : véritable « État-spectacle » (Ost 2003[1995]) qui donnerait l'image de l'action pour l'image et non pour les résultats de l'action. Ensuite, on a critiqué le « fossé » qui séparerait irrémédiablement le monde de la pratique de celui des discours : il y aurait d'un côté les belles paroles environnementales et de l'autre des dures réalités amazoniennes. On a encore invoqué l'incompétence des hommes et des institutions qui prétendent vouloir changer le cours des choses, vouloir lutter contre la déforestation, mais qui ne savent pas s'y prendre, qui n'ont jamais rien compris. En matière de lutte contre les déboisements amazoniens, on parierait toujours sur le mauvais cheval. Il y a les explications fatalistes aussi, celles qui opèrent peu ou prou à la « naturalisation »

tautologique de l'avancée pionnière en Amazonie : la frontière pionnière ne peut que continuer à exister… car elle existe et a toujours existé.

Encadré 1 – Amazonie / déforestation : de quoi parle-t-on ?

À l'instar de P. M. Fearnside (2002), je distinguerai trois définitions géographiques de l'« Amazonie ».
D'abord, il y a celle délimitée par le bassin hydrographique du fleuve Amazone qui couvre quelques 7 350 621 km², dont 4 982 000 km² (67,8 %) appartiennent au Brésil. Le restant se répartit entre le Pérou (13 %), la Bolivie (11,2 %), la Colombie (5,5 %), l'Équateur (1,7 %), le Venezuela (0,7 %) et la Guyane (0,1 %).
Ensuite vient l'Amazonie végétale. Selon l'auteur, la forêt amazonienne s'étendrait sur 4 à 7 millions de km² en Amérique du Sud. Près de 60 % de cette surface se trouverait au Brésil. Le nombre exact dépend de la définition adoptée pour les différents types de végétation. Ainsi, pour l'Institut brésilien de géographie et statistiques (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatísticas – IBGE 2003) les types de végétation amazoniens se répartiraient de la façon suivante (chiffres arrondies) :

- forêt ombrophile (ou forêt dense) : 3 114 000 km²
- forêt saisonnière et zone de transition forêt-savane (ou forêt ouverte) : 888 000 km²
- savanes : 731 000 km².

On retiendra donc que les forêts amazoniennes, de densité variable, couvrent près de 4 millions de km².
Finalement, il existe la région administrative brésilienne définie par le gouvernement fédéral en 1946, dite « Amazonie légale ». Il s'agit de la région cible « à développer », choisie par l'État fédéral, qui y consacre alors 3 % de son budget annuel. Elle représente 5 millions de km², près de 60 % du Brésil, et recouvre les États de l'Acre, Rondônia, Amazonas, Mato Grosso, Roraima, Amapa, Pará, ainsi qu'une partie du Maranhão et du Tocantins. Un million de km² de l'Amazonie légale n'est pas originellement couvert de forêts, mais plutôt de divers types de savanes plus ou moins arborées.

Les statistiques officielles de la déforestation divulguées chaque année par l'Institut national de recherches spatiales (Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais – INPE) portent sur l'Amazonie légale. Ainsi, comme l'expliquent P. Barretos, C. Souza Jr. *et al.* (2006), la surface forestière amazonienne déboisée chaque année diffère du chiffre annoncé annuellement par le gouvernement, qui inclue aussi les défriches de savanes. Selon les auteurs, en 2001, 11 % de la forêt amazonienne aurait été détruite. Le total pour l'Amazonie légale atteint, la même année, 15 %. L'écart entre les deux chiffres est loin d'être négligeable. Néanmoins, il ne fait aucun doute que l'évolution des défriches à l'échelle de l'Amazonie légale même si elle surestime structurellement les défriches amazoniennes strictement forestières, offre de précieux renseignements sur les dynamiques régionales.

Me référant au dictionnaire *Le Petit Larousse* (1997), j'emploierai les termes :

- « défricher » comme « rendre propre à la culture » ;
- « déboiser » comme « dégarnir un terrain, une région, de ses arbres, ses forêts » ;
- « déforestation » comme « action de détruire la forêt ; déboisement » ;

J'observerai que dans le cas spécifique des frontières pionnières, l'action de déboiser représente souvent la première étape du processus de défriche.

Le terme de « déboisement » recouvre, en fonction des définitions techniques qui lui sont donnée des réalités de terrain diverses qui oscillent, comme le note R. J. Buschbacher (1986) entre « toutes perturbations anthropiques des dynamiques forestières » et « une conversion de long terme d'une forêt en une aire de végétation non forestière ». Pour la FAO (1994), qui reste la principale institution internationale en charge de la question forestière tropicale, la déforestation serait « la conversion de terres forestières à d'autres

usages ou la réduction du couvert forestier à une densité inférieure à 10 % » (: 18). La notion de déforestation apparaît étroitement liée à celle de forêt définit par l'organisation comme un « écosystème où la densité minimale du couvert d'arbres et/ou de bambous est de 10 % et qui ne fait pas l'objet d'utilisation agricole » (*ibid.* : 18). Pour ma part, et compte tenu du contexte brésilo-amazonien de mon étude, je reprendrai la définition proposée par l'IBAMA (2002) qui définit la déforestation comme l'« action qui implique la suppression totale de la végétation native occupant une aire donnée pour un usage alternatif du sol ». Elle rejoint celle adoptée par P. M. Fearnside (1990) pour qui la déforestation concerne uniquement les superficies où la forêt a été totalement supprimée. Dans les deux cas, l'extraction sélective de quelques spécimens d'arbre est exclue de la définition, on parle alors de coupe sélective.

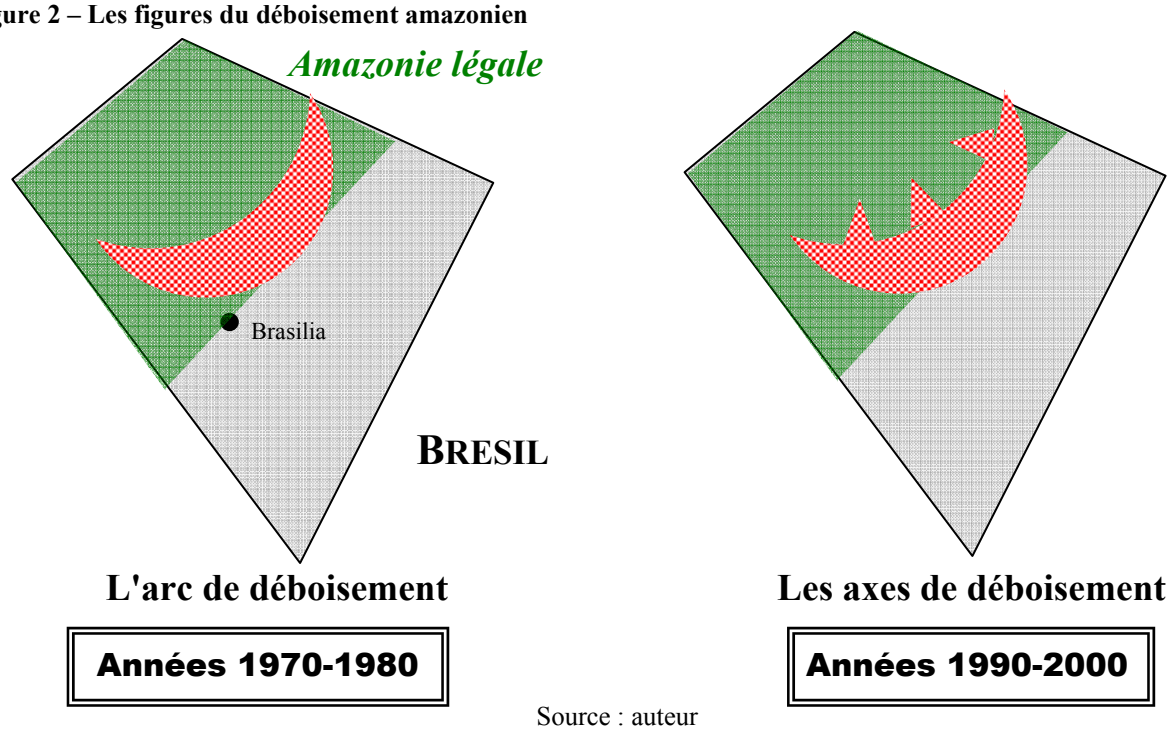
D'autres analyses se sont aussi faites entendre, soulignant le poids des politiques publiques, d'hier et d'aujourd'hui, dans les dynamiques de déboisement amazoniens. Elles relèvent les contradictions manifestes qui existent entre les diverses politiques publiques sectorielles mises en œuvre en Amazonie (Mello et Théry 2002). Certes, l'État fédéral brésilien crée des aires protégées, participe au développement de projets pilotes cherchant des alternatives économiquement et socialement viables à déforestation. Mais il est aussi celui qui projette et construit des infrastructures en plein cœur amazonien, destinées à l'agro-exportation et à la conquête pionnière, il également celui qui implante des projets de colonisation et soutien le secteur agro-pastoral en Amazonie. Comme le dira F.-M. Le Tourneau (2004), le positionnement de l'État brésilien est pour le moins « ambigu ». En tout état de cause, l'appui à la conquête pionnière est encore une réalité amazonienne. Grâce à ces politiques sectorielles les terres amazoniennes continuent d'être les « terres libres » de l'« accumulation prédatrice » (Léna 2005). L'accès gratuit aux ressources naturelles et à la terre est ainsi à la base de stratégies socio-économiques tout à fait rationnelles qui permettent aux pionniers de réaliser sur la frontière leur rêve d'ascension sociale. La gestion de l'Amazonie brésilienne est incontestablement plurielle. Pour en rendre compte, certains n'hésiteront pas à évoquer « les Amazonies » brésiliennes (Pasquis, Nunes *et al*. 2003).

La diversité qui se manifeste à l'échelle amazonienne entre des processus de construction territoriale contrastés (mettant, pour simplifier, tantôt l'accent sur la production agro-pastorale, l'exploitation minière ou la colonisation et tantôt sur la conservation environnementale) conduit, lorsque ces dynamiques se croisent, à des situations fortement marquées du sceau de la conflictualité. Les différents « territoires » dont il est question ici, comme tout au long de la thèse, représentent avant tout des espaces appropriés. Plus précisément, chacun d'entre eux correspond à un « espace dans lequel on vit, dont on vit, que l'on « marque » et pour lequel, même, on se battrait » (Brunet 2001: 17). Les « amazonistes » les plus expérimentés ne partagent-ils pas sur cette lecture, lorsqu'ils s'accordent pour placer la figure du conflit au centre de leurs analyses des dynamiques contemporaines (Becker 2005 ; Ferreira et Salati 2005 ; Théry 2005) ? Autrement dit, l'émergence à partir des années quatre-vingts d'un secteur socio-environnemental fort combinée à la reprise des projets explicitement tournés vers la conquête pionnière dans les années quatre-vingt-dix, ont fait de l'Amazonie brésilienne le lieu d'une « synthèse contradictoire » des modèles de construction territoriale (Becker 1996). Cette rencontre conflictuelle ne s'observe évidemment pas sur l'ensemble de l'espace amazonien. Depuis l'an 2000, quelques régions l'ont cristallisé de manière tout à fait caractéristique.

Ces régions sont les frontières pionnières contemporaines. C'est en effet là que se concentrent les pratiques pionnières de défriche forestière les plus intenses et les projets de conservation qui tentent de s'y opposer. Car, si aujourd'hui comme hier, les forêts s'en vont et les hommes

s'en viennent en Amazonie, les phénomènes à l'œuvre ne sont pourtant plus les mêmes. Les puissants flux migratoires dirigés vers l'Amazonie se sont estompés (Perz 2002). L'Amazonie légale qui comptait déjà seize millions d'habitants en 1991 en comporte aujourd'hui à peine vingt millions. Les migrations contemporaines vers les marges méridionales et orientales de l'Amazonie brésilienne paraissent infimes lorsqu'on les compare à celles dirigées vers les centres économiques de la région Sud-est où se sont développés les principaux cœurs économico-industriels du pays (Théry 2005[1985]).
Pour marquer cette différence entre les phénomènes pionniers d'hier et d'aujourd'hui, certains aiment à parler des « nouvelles frontières pionnières » amazoniennes (Castro, Monteiro *et al*. 2002 ; Becker 2004). Leur spécificité serait double. D'abord, elles ne bénéficieraient plus des incitations financières et fiscales octroyées par l'État « développementiste » promoteur d'une intégration nationale à tout prix[1]. Les pionniers d'aujourd'hui investissent leurs capitaux propres. Ensuite, et c'est un point important, les nouvelles franges pionnières seraient extrêmement localisées. Ainsi, plutôt que l' « Arc de déboisement »[2], on parle plus volontiers aujourd'hui des « axes » (Becker 2004) ou « points chauds » (Alencar, Nepstad *et al.* 2004) des déboisements (figure 2).

Figure 2 – Les figures du déboisement amazonien



Source : auteur

Ainsi, c'est bien au niveau de ces « points chauds » que les conflits entre processus de construction territoriale contradictoires se sont aiguisés. Ces zones clés pour la compréhension des dynamiques amazoniennes contemporaines, souvent marquées par la violence, l'irrespect généralisé de la loi et la faible présence de l'État de droit restent mal connues. L'évolution extrêmement rapide des phénomènes locaux, surtout en ce qui concerne

[1] Je montrerai que cette assertion même si elle reste vraie mérite d'être relativisée.
[2] Cette figure géographique des déboisements amazoniens permet d'illustrer de manière simple deux aspects fondamentaux de la déforestation amazonienne. D'baord, les surfaces défrichées se concentrent sur une partie du territoire. Ensuite, elles se situent en périphérie amazonienne, le long d'une demie lune d'approximativement trois mille kilomètres de long et deux à six cents kilomètres de large, qui relie l'est de l'État de l'Acre, traverse le Rondônia, le nord du Mato Grosso, le sud du Pará avant d'atteindre le Maranhão. Les chiffres qui traduisent cette réalité sont éloquents : plus des trois quarts (77,4 %) des surfaces défricheés en Amazonie légale sont localisées sur moins d'un quart (22,3 %) des *municípios* de la région (Menezes 2001).

les premières années de la construction conflictuelle du territoire, les rendent particulièrement difficiles à saisir et appréhender. Pourtant, face au contexte de forte incertitude qui plane sur l'avenir de ces régions, la production d'informations de qualité sur les dynamiques à l'œuvre devient un enjeu en soi, puisqu'elle conditionne le débat politique sur le futur de ces zones et les mesures à prendre dès à présent pour éviter le scénario du pire. Cette thèse sera précisément consacrée à l'étude d'une des régions ayant cristallisé de manière assez exemplaire la conflictualité de la construction territoriale amazonienne contemporaine. Localisée dans le sud de l'État du Pará, cette zone est connue comme la « Terra do Meio ».

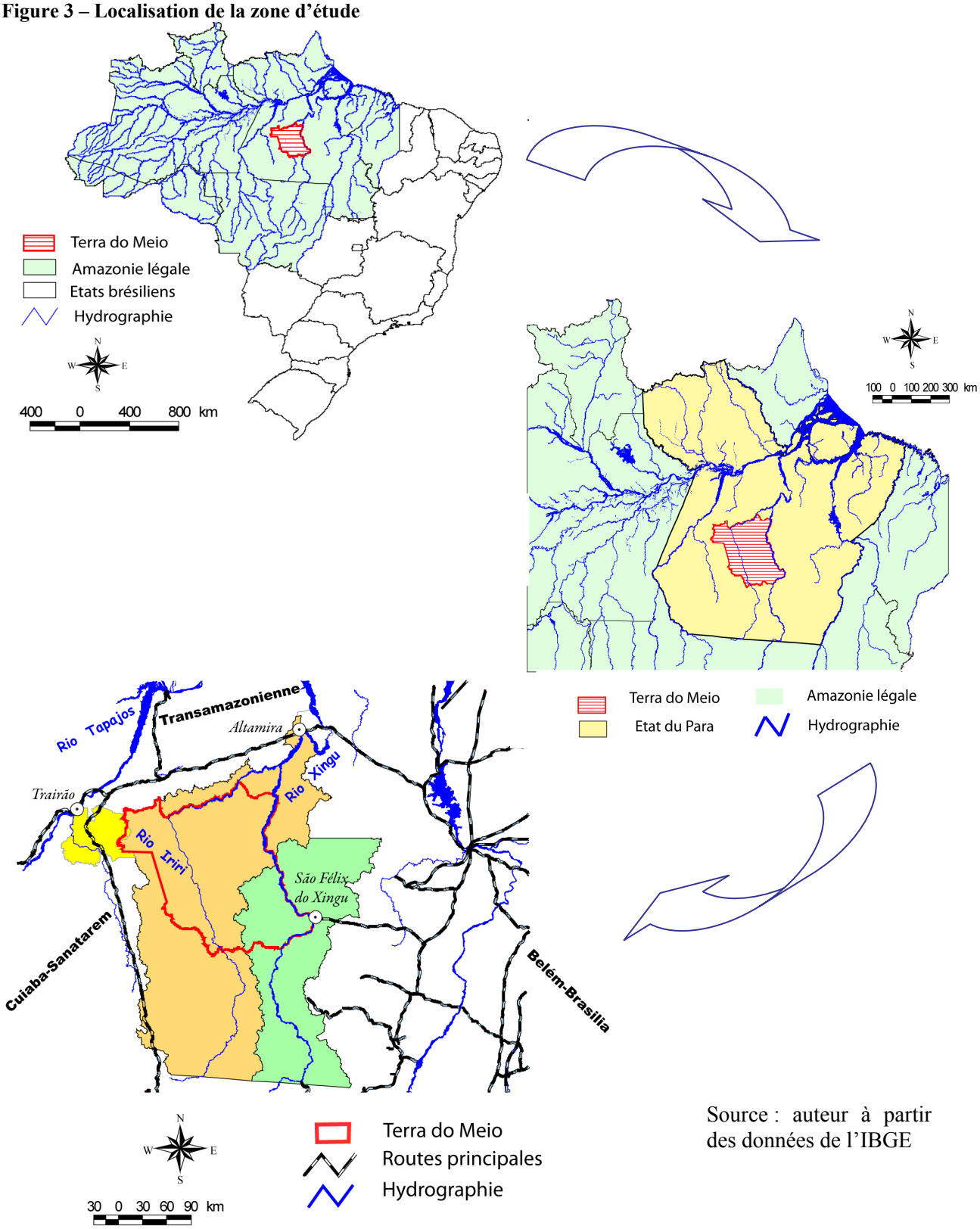
La « Terra do Meio », telle que l'a défini le rapport de l'ISA-MMA (2003), est une région forestière d'Amazonie brésilienne de quelques 7,9 millions d'hectares, principalement comprise entre les fleuves Xingu et Iriri (figure 3). D'un point de vue administratif, elle appartient aux *municípios*[3] de São Félix do Xingu, Altamira et Trairão pour une toute petite partie. Comme l'illustre la figure 4, la région se situe à la pointe de l'axe de déboisement « Xingu-Iriri » identifié par B. Becker (2004). Cette localisation particulière permet de rendre compte de deux aspects importants de la dynamique locale des défriches. D'abord, j'observerai l'accélération brutale des défriches à partir de l'an 2000 (figure 5). En effet, avant 1997, moins de 50 000 ha de forêt avaient été défrichés dans la Terra do Meio. Depuis 2001, entre 50 000 et 80 000 ha sont détruits chaque année. Ensuite, et malgré cette augmentation brutale des déboisements, les surfaces défrichées annuellement dans cette région, localisée à l'extrémité d'un axe de déboisement, restent faible relativement à l'Amazonie brésilienne. Couvrant 1,6 % de la surface totale de l'Amazonie légale, la Terra do Meio ne représente que de 2,4 % (moyenne sur la période 2000-2005) des défriches globale de l'Amazonie légale. Des résultats assez similaires sont obtenus si l'on s'intéresse, non plus à l'Amazonie administrative brésilienne, mais aux types de végétation. D'après l'Atlas de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatistica – IBGE 2003), la forêt ombrophile, les forêts saisonnières et les zones de transition forêt-savane couvriraient approximativement 4 millions d'hectare. La Terra do Meio en représente 2,0 %. Ainsi, les déboisements localisés dans cette région représenteraient 3,9 % (en moyenne sur la période 2000-2005) de ceux enregistrés en forêt amazonienne.

Qu'arrive-t-il aux surfaces défrichées dans la Terra do Meio ? D'après une évaluation personnelle, plus de 90 % d'entre elles sont ensuite semées de graminées fourragères et sont destinées à l'élevage bovin. L'activité pastorale représente le moteur de l'avancée des déboisements dans la région. L'étude de la géographie des déboisements locaux apporte une autre information cruciale : près de 70 % des surfaces défichées chaque année ont une taille supérieure à 100 ha. De telles pratiques de conversion massive de l'espace forestier en espace fourrager témoignent à coup sûr de la présence d'acteurs particulièrement capitalisés (Laques 2003 ; Mertens, Poccard-Chapuis *et al*. 2002). Ces éleveurs latifundiaires absentéistes (moins de 5 % d'entre eux vivent dans la Terra do Meio) ont fait leur entrée dans la région en l'an 2000. Ainsi, en quelques mois seulement ils sont parvenus à devenir les possesseurs (puisqu'ils ne possèdent aucun titre de propriété légal) de plusieurs centaines ou milliers d'hectares. Après avoir ouvert des routes jusqu'à leur exploitation, ils ont entamé leur travail de conversion systématique de l'espace forestier en espace fourrager, puis ont fait venir des cheptels de plusieurs centaines de tête. En 2005, la Terra do Meio compterait approximativement 150 000 têtes bovins. La vélocité avec laquelle ces chantiers ont été menés ne peut que laisser perplexe. Le succès indéniable de la pastoralisation du territoire,

[3] Je conserverai le terme brésilien de *munícipio* pour désigner la plus petite circonscription administrative aunome du pays. Elle est gouvernée par un *prefeito*, qui siège à la *prefeitura*, et des députés locaux, les *vereadores*, qui siègent à la chambre des députés locale.

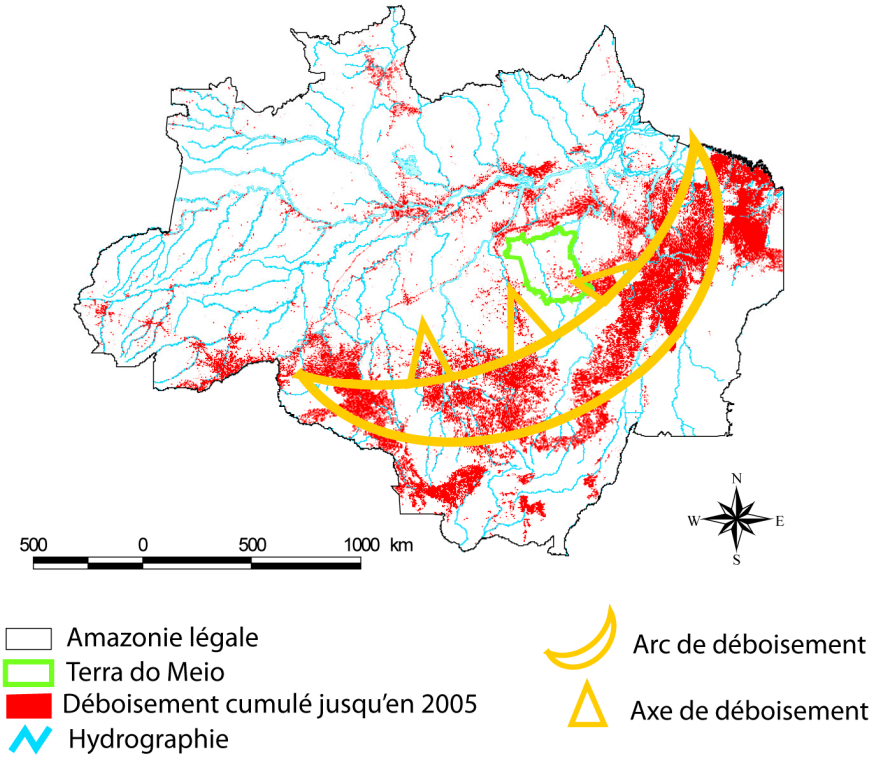
que traduit l'accélération fulgurante des défriches dans la région interroge. Quelles peuvent être les clés de cette conquête amazonienne ?

Figure 3 – Localisation de la zone d'étude



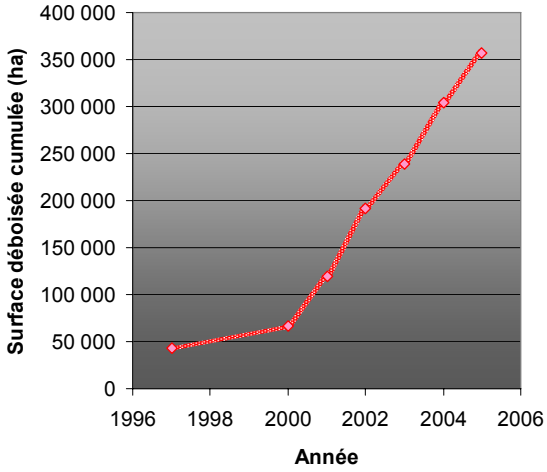
Source : auteur à partir des données de l'IBGE

Figure 4 – L'Arc de déboisement, les axes de déboisement et la Terra do Meio



Source : auteur à partir des données INPE

Figure 5 - La dynamique des déboisements cumulées dans la Terra do Meio



Source : auteur à partir des données INPE

Mais, ce qui pour certains est synonyme d'une grande victoire sur la forêt, représente pour d'autres une véritable menace pour la socio-biodiversité locale. En effet, si le cœur de la Terra do Meio était vide d'hommes à l'arrivée des éleveurs, les bords de fleuves étaient en revanche peuplés de familles arrivées dans la région au début du siècle dernier, vivant difficilement de la pêche et de l'extractivisme de la Noix du Pará. La Terra do Meio a aussi été désignée comme l'une des régions prioritaires pour la conservation de la biodiversité amazonienne et nationale (Capobianco, Veríssimo *et al.* (éds) 2001 ; Brasil 2001; Brasil 2002). Son nom même de « Terre du Milieu »[4], donné (ou popularisé) par l'ONG Greenpeace lors de sa

[4] Nom qui rappelle que la région est protégée par une ceinture de terres indigènes.

campagne contre l'exploitation illégale de l'acajou amazonien au tout début des années deux mille, ne rappelle-t-il pas la résistance opposée à l'avancée de la frontière pionnière dans la région ? Ainsi, la « Terra do Meio » ne serait-elle pas née, précisément, de la mobilisation socio-environnementale contre la conquête pionnière de la région ?

Pour répondre à l'augmentation des défriches illégales, à l'occupation irrégulière des terres publiques, à la recrudescence des violences rurales, à l'exploitation prédatrice des ressources naturelles amazoniennes et à l'expulsion des populations du bord des fleuves une coalition d'acteurs multiscalaire et pluri-institutionnelle s'est ainsi mise en place. On y retrouve une fédération d'associations locale/régionale, des mouvements sociaux liés à l'Eglise catholique, des Organisations Non Gouvernementales (ONG) brésilienne et internationales. On découvre également des liens forts qui lient ces acteurs extra-gouvernementaux aux principaux responsables du ministère de l'Environnement. L'action coalisée en faveur de la conservation socio-environnementale de la Terra do Meio conduira, notamment, à la progressive mise en place d'une mosaïque d'aires protégées[5] dans la région (figure 6), alliant unités de conservation de protection intégrale (UCI) et unités de conservation d'usage durable (UCUS). La mosaïque d'aires protégées de la Terra do Meio est explicitement destinée à défendre la région contre les conséquences désastreuses sur le plan environnemental, social et foncier de l'avancée pionnière. Deux UCI en particulier, la Station écologique de la Terra do Meio et le Parc national de la Serra do Pardo traduisent par leur taille (plus de 3,5 millions d'hectares à elles deux), leur localisation (à l'extrémité de la frange pionnière) et leur configuration (en fer à cheval) de la volonté collective des acteurs coalisés de faire barrage à l'avancée pionnière dans la région.

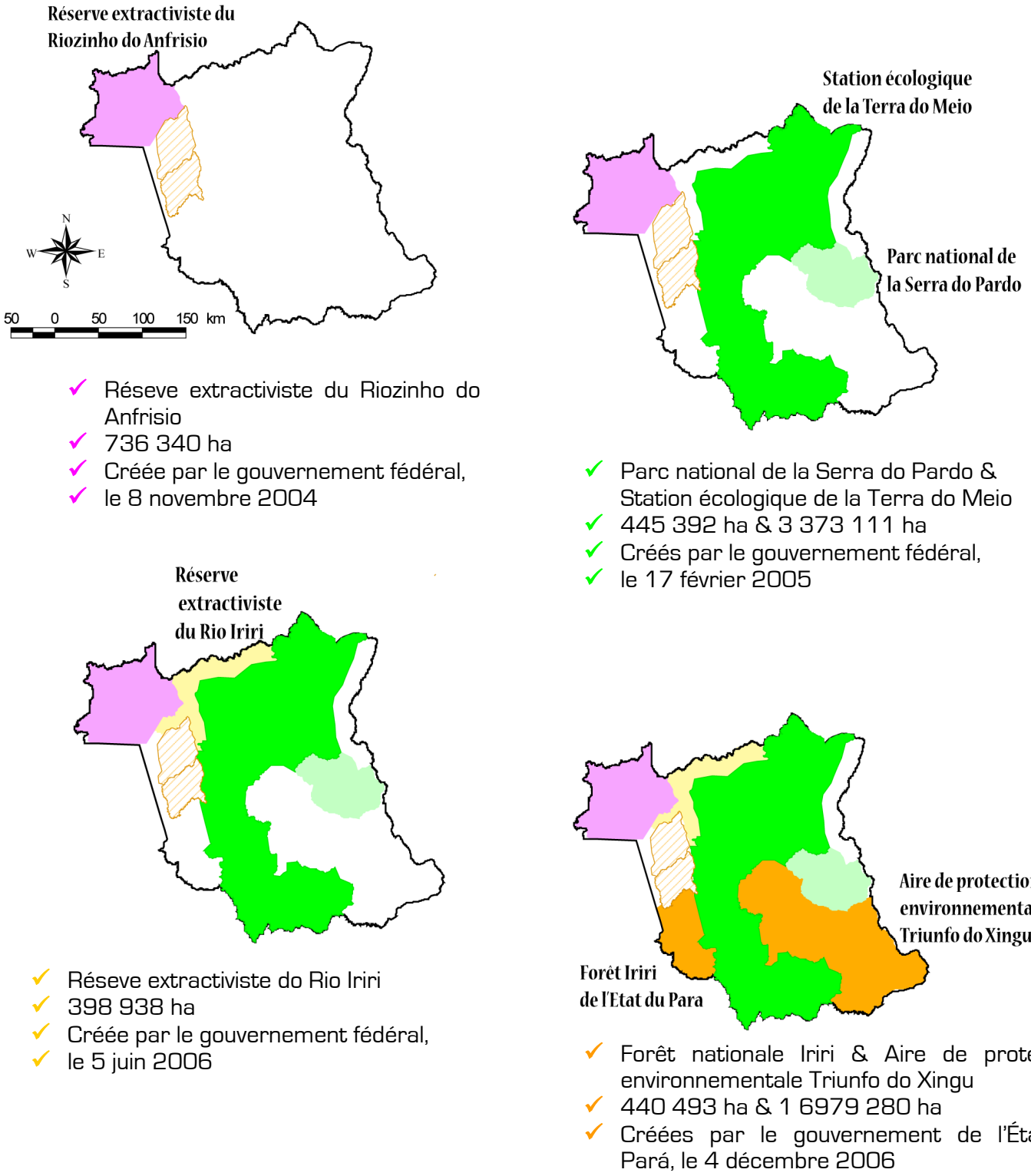
La création successive des aires protégées de la Terra do Meio, célébrée comme autant de victoires par les acteurs défendant la conservation de la région n'a rien d'anodin. Remettant en cause de manière directe la politique publique d'appui à la conquête pionnière de l'Amazonie brésilienne, elle rompt franchement avec la formation historique du territoire national (Théry 1986). Les conséquences de la création des aires protégées pourraient être plus profondes encore si l'on admet, à l'instar de M. Droulers et C. Broggio (2001), que la « géophagie » pionnière pourrait être un socle de l'identité brésilienne. Dès lors on peut se demander avec intérêt de quelle manière l'action coalisée est parvenue à se mettre en place et à atteindre ce résultat surprenant.

La construction conflictuelle du territoire, caractéristique des dynamiques amazoniennes contemporaines, se dégage assez nettement des dynamiques spatiales connues par la Terra do Meio entre les années 2000 et 2006. Mais mon travail de thèse ne consistera pas seulement à décrire les dynamiques collectives de gestion du territoire mise en place par les uns et par les autres. Pour saisir ces éléments empiriques et les problématiser, j'adopterai un point de vue particulier sur l'action en cours qui conduit à placer la question environnementale au centre de l'analyse des dynamiques territoriales. Ce regard particulier porté sur la manière dont les groupes humains s'organisent pour gérer le territoire forestier de la Terra do Meio s'ancre dans la perspective théorique définie par l'Analyse Stratégique de la Gestion de l'Environnement (ASGE). Ce cadrage spécifique admet comme axe directeur l'idée simple, selon laquelle, face à la multiplication des « problèmes environnementaux » et la démultiplication des efforts mis en œuvre pour y répondre, une lecture spécifiquement centrée sur l'analyse de l'efficacité et de la cohérence de l'action en matière environnementale s'impose (Mermet 1992 ; Mermet, Billé *et al*. 2005). La double question posée est alors celle

[5] J'emploierai indifféremment le terme d'aire protégée et son équivalent brésilien : l'unité de conservation (*unidade de conservação* – UC).

de la responsabilité vis-à-vis de la destruction des écosystèmes forestiers amazoniens et de l'efficacité, et la cohérence, de l'action en matière environnementale.

Figure 6 - La constitution de la mosaïque de la Terra do Meio[6]



- ✓ Réseve extractiviste du Riozinho do Anfrisio
- ✓ 736 340 ha
- ✓ Créée par le gouvernement fédéral,
- ✓ le 8 novembre 2004

- ✓ Parc national de la Serra do Pardo & Station écologique de la Terra do Meio
- ✓ 445 392 ha & 3 373 111 ha
- ✓ Créés par le gouvernement fédéral,
- ✓ le 17 février 2005

- ✓ Réseve extractiviste do Rio Iriri
- ✓ 398 938 ha
- ✓ Créée par le gouvernement fédéral,
- ✓ le 5 juin 2006

- ✓ Forêt nationale Iriri & Aire de protection environnementale Triunfo do Xingu
- ✓ 440 493 ha & 1 6979 280 ha
- ✓ Créées par le gouvernement de l'État du Pará, le 4 décembre 2006

Source : auteur à partir des données de l'IBAMA

[6] Les aires hachurées représentent les deux terres indigènes (Xipaia et Curuá) situées à l'intérieur de la Terra do Meio. Elles sont encore en cours de reconnaissance officielle (cf. figure 5).

C'est bien à partir de ce double questionnement que j'analyserai les dynamiques à l'œuvre dans la Terra do Meio sur la période 2000-2006, me proposant de répondre à la question suivante : comment expliquer l'évolution de l'état de l'écosystème forestier de la Terra do Meio, à partir de la compréhension des formes d'organisation conflictuelles qu'ont mis en place les différents groupes humains dans leur gestion du territoire ?

Pour répondre à ce questionnement, j'organiserai ma réflexion en quatre chapitres. Le premier d'entre eux sera consacré à la démarche de recherche suivie lors de la thèse. Je commencerai par présenter les principales interprétations disciplinaires qui ont été faites de la frontière pionnière amazonienne. Ce bref état des connaissances me permettra d'introduire après du lecteur le regard spécifique que j'entends porter sur la frontière pionnière du Sud-Pará, inscrivant ainsi mon travail au carrefour des différentes interprétations disciplinaires. Ensuite, afin d'expliciter au mieux mon point de vue analytique sur les dynamiques à l'œuvre dans la Terra do Meio, je décrirai pas à pas la réflexion qui fonde la lecture située et éco-centrée que je proposerai. Pour finir, ce premier chapitre sera pour moi l'occasion d'exposer de façon réflexive le cheminement de mon enquête de terrain et le processus de production des données.

Le deuxième chapitre me permettra de replacer, dans le temps et l'espace, les dynamiques pionnières que j'ai pu observer dans la région de la Terra do Meio. Cette mise en contexte sera réalisée en deux temps. D'abord, j'inviterai le lecteur à suivre la lente progression de la route « Brasília - Terra do Meio ». Cet artifice de recherche, grâce auquel je relie par un axe routier continue la nouvelle capitale fédérale brésilienne à ma région d'étude, me permettra d'insister sur l'événement géohistorique considérable qu'a représenté l'avancée de la route en Amazonie et plus spécifiquement son arrivée dans la bourgade de São Félix do Xingu. Puis, emboîtant le pas des colons, des bûcherons et autres acteurs des franges pionnières locales, je franchirai le Xingu pour accompagner la conquête de la Terra do Meio. Je mettrai en évidence la structuration progressive du territoire produite par la succession des franges pionnières

Le chapitre suivant sera entièrement consacré à l'analyse de l'organisation pionnière qui sous-tend le succès des éleveurs latifundiaires et la fulgurante pastoralisation du territoire de la Terra do Meio. Pour cela, je commencerai par présenter les principaux acteurs locaux de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri. Après avoir identifié les *fazendeiros* de la Terra do Meio comme les principaux responsables de l'augmentation des défriches annuelles dans la région, je m'attacherai à décrire leurs pratiques, reprenant soigneusement chacune des étapes de la « formation d'une *fazenda* » dans la Terra do Meio. Empruntant alors les outils heuristiques et conceptuels de la sociologie de l'action collective, je démontrerai que la formation d'une *fazenda* dans la Terra do Meio peut être comprise comme une action organisée, structurée autour de jeux possédant leurs règles et leurs modes de régulation d'ordre supérieur qui garantissent tout à la fois leur maintien et leur adaptabilité. La formation d'une *fazenda* apparaîtra alors comme un phénomène d'action collective où chacun des participants, depuis le travailleur saisonnier nordestin jusqu'au *fazendeiro*, ressort gagnant. Dans une troisième section, passant du centre de la Terra do Meio à ses bords, j'aborderai les jeux sous-tendant la pastoralisation de la Terra do Meio des fleuves. Je montrerai alors que l'avancée des pâturages est également soutenue par certains riverains pour qui elle représente la seule alternative viable aux relations de sujétion entretenues par les commerçants fluviaux de la région. Je refermerai ce chapitre en reprenant un peu de hauteur. Abandonnant l'organisation locale, je dirigerai mon regard sur la structure verticale, la « filière », qui lie les acteurs, essentiellement publics (individuels ou collectifs), de l'échelon local à l'échelon international venant en appui à la pastoralisation du territoire de la Terra do Meio.

Opposés aux conséquences socio-environnementales de la pastoralisation de la Terra do Meio, certains acteurs (de l'échelle locale à l'échelle internationale), se sont mobilisés contre l'avancée des éleveurs dans la région. Je centrerai le chapitre 4 sur l'étude de leur action de changement et plus particulièrement sur la création des deux UCI de la Terra do Meio. Pour ce faire, je structurerai ce dernier chapitre en quatre sections. Dans la première (section A), je présenterai le modèle de coalition de cause (*advocacy coalition framework*) grâce auquel je suivrai et analyserai le changement de politique que constitue, d'après moi, la création en février 2005 de la Station écologique de la Terra do Meio et le Parc national de la Serra do Pardo. Ensuite, à partir du cadrage proposé par le modèle, j'étudierai l'émergence de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio (section B) et la façon dont elle parvenue à obtenir le décret présidentiel de création (section C). Afin de saisir au plus près le caractère essentiellement stratégique de l'action suivie par les membres gouvernementaux de la coalition (élargie), je mobiliserai extensivement l'ouvrage principal d'un des plus éminents théoriciens de la guerre, C. Von Clausewitz (1955[1832]). Mais, le changement de politique publique ne signifie pas nécessairement le changement effectif des pratiques. Ainsi, pour suivre ce qu'il en est du point de vue de la gestion effective du territoire et des ressources naturelles, il me faudra revenir sur le terrain de la frange pionnière afin d'évaluer l'impact de la création des UCI. Cette analyse de l'efficacité de l'action en faveur de l'environnement permettra de rendre compte de la chute de près de 50 % des défriches annuelles dans la Terra do Meio, deux ans seulement après la création des aires protégées.

CHAPITRE 1
Démarche de recherche : quelle posture et quel terrain pour contribuer au débat ?

Introduction

Ce premier chapitre a pour objectif de présenter au lecteur la démarche de recherche que j'ai suivie durant cette recherche doctorale. J'insisterai non seulement sur les ancrages théoriques qui fondent ma lecture des dynamiques territoriales amazoniennes, mais aussi sur la pratique de recherche concrète qui les alimente. C'est en effet dans cette interaction entre théories et pratiques que s'est progressivement construite mon étude. J'en décrirai le cheminement à partir de trois sections distinctes.

Comme je l'ai annoncé dans l'introduction générale de la thèse, la Terra do Meio est connue comme le théâtre privilégié de la « nouvelle frontière pionnière » d'Amazonie brésilienne. C'est à ce titre qu'elle attire le plus souvent l'attention des observateurs appartenant au milieu académique. Car l'intérêt des chercheurs pour le phénomène frontière pionnière n'est pas nouveau au Brésil. Au contraire, la production de connaissances sur la longue avancée des hommes depuis le littoral sud-est du pays jusque dans le nord-ouest amazonien bénéficie d'une riche histoire, notamment marquée par une succession d'interprétations disciplinaires. Au cours de mon travail, je puiserai abondamment dans ces différents héritages, dans ces manières distinctes d'appréhender un phénomène, qui lui-même évolue dans l'espace et le temps. Pour cette raison, il m'est apparu important de dresser synthétiquement, une sorte de bilan, un état des connaissances, sur la question pionnière au Brésil. Ce trop bref passage en revue me servira ainsi à situer mon travail de recherche et d'en dégager les ascendances majeures.

Dans la section suivante, je décrirai aussi précisément que possible la construction du regard particulier que j'ai choisi de porter sur les dynamiques territoriales de la Terra do Meio. Il s'agira en somme d'expliquer au lecteur d'où je parle. Je défendrai la légitimité et l'intérêt de la lecture éco-centrée que je propose. Cette explicitation de ma posture de recherche connaîtra quatre temps.

D'abord, je reprendrai les engagements politiques exprimés, à différentes époques, en faveur de la conservation de la forêt amazonienne. Dans un deuxième temps, décidant de prendre au sérieux ces annonces, je les adopterai comme référent, externe, de l'analyse des dynamiques territoriales contemporaines en Amazonie. Je montrerai ensuite que l'objectif de « conservation forestière » poursuivi par les engagements politiques se révèle pluriel, puisqu'il allie des objectifs sociaux, écologiques et économiques. Or, la pratique nous apprendra que la conciliation de ces objectifs différents, divergents voire contradictoires s'avère fréquemment problématique. Ainsi, le chercheur, qui ne peut ni adopter simultanément, ni même successivement, ces différents points de vue comme référent de son analyse, devra faire un choix. Pour ma part, je saisirai les objectifs écologiques de la conservation forestière comme référentiel analytique. Je développerai donc une lecture éco-centrée des dynamiques territoriales. Ensuite, afin d'aiguiser mon regard analytique sur les dynamiques territoriales, il me faudra spécifier un peu mieux l'objectif écologique de la conservation forestière, il s'agira du troisième temps. S'en suivra, la présentation des principaux concepts du cadre théorique, l'Analyse Stratégique de la Gestion Environnementale (ASGE), qui guideront et structureront mon analyse éco-centrée. J'illustrerai le cadrage spécifique des dynamiques environnementales auquel l'ASGE invite en jetant les bases de la gestion environnementale effective de la Terra do Meio.

La dernière section retracera le cheminement de mon enquête de terrain sur la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio. J'y détaillerai le quand et le comment de la production des données quantitatives et qualitatives.
Après avoir justifié l'importance de l'explicitation du lien entre le chercheur, son sujet d'étude, les moyens employés et les objectifs visés, j'aborderai les trois temps clés de mon investigation : le faux-pas qui inaugure mon entrée sur le terrain de la gestion intentionnelle, le succès inespéré de mon enquête sur la gestion effective de la Terra do Meio puis mon retour négocié auprès des acteurs de la gestion intentionnelle. Sur le mode réflexif, j'inviterai le lecteur à suivre la trajectoire intérieure de l'enquêteur, ses conséquences sur la dynamique de recherche et sur les résultats produits. Cette section, qui a pour objectif de dévoiler une partie de ce qui reste d'ordinaire hors champ, s'est imposée comme une étape importante pour que le lecteur puisse se saisir au mieux des résultats que je présenterai dans les chapitres qui suivront.

A - La production intellectuelle de la frontière pionnière : une trajectoire transdisciplinaire

Afin d'éviter toute confusion, je distinguerai dès à présent, à l'instar de P. Léna et A. Oliveira (1991), le concept de frontière pionnière de celui de front pionnier.
Le premier est un concept heuristique appliqué à une région concrète dans l'idée de mieux comprendre les phénomènes qui la traversent et qui seraient communs, précisément, à toutes les zones dites de frontière pionnière (Oliveira 1979). P. Léna et A. Oliveira (*op. cit*.) distinguent quatre traits caractéristiques du phénomène frontière pionnière. D'abord, il y a le rôle privilégié qu'y tient l'État. Une frontière pionnière est avant tout une affaire d'État, comme l'expliquera P. Monbeig (1981). Ensuite, il s'agit de l'avancée d'une société nationale, c'est-à-dire l'intégration socio-économique à cette dernière, d'espaces peuplés présentant des caractéristiques culturelles et socio-économiques différentes. La frontière pionnière est donc avant tout un lieu de conquête. Troisième point, le phénomène frontière pionnière est aussi une question d'échelle. L'apparition de quelques enclaves isolées ne saurait être le signe de la progression d'une frontière pionnière. Finalement, il s'agit d'un phénomène démographique. Elle représente le déplacement permanent de populations venant participer au développement de nouvelles activités, chacune de ces activités gagnant du terrain au rythme de la conquête pionnière. Ces nouvelles activités peuvent être décrites comme la combinaison concrète de forces productives et de relations de production liées à l'exploitation d'une ressource naturelle particulière (Sawyer, Torres *et al.* 1990). L'avancée de chacune de ces activités constitue un front pionnier.
Ainsi, les fronts pionniers sont des objets empiriques concrets liés à un secteur d'activité. Une même frontière pionnière pourra être le théâtre de la succession, juxtaposition, confrontation de divers fronts pionniers qui, suivant l'activité à laquelle ils sont liés, seront qualifiés de « forestiers », « agropastoraux », « miniers », « énergétiques », etc.
Je terminerai ce paragraphe introductif en soulignant que cette thèse sera pour moi l'occasion d'employer (réhabiliter ?) le terme de « frange » pionnière, chère au géographe français P. Monbeig (1966 ; 1984). Plutôt que le « front » qui suscite immanquablement une image mentale d'une grande linéarité dans la conquête territoriale, l'idée de « frange » rappelle que la progression pionnière est avant tout irrégulière, confuse, buissonnante et incertaine. Je rejoints ici la réflexion de M. Droulers et P. Maury (1981). Le terme de « frange » présente en revanche l'inconvénient de gommer l'idée que l'avancée pionnière est toujours une bataille, une lutte, une véritable conquête, que le « front », par l'image militaire qu'il rappelle, met bien en lumière.

Ces quelques lignes suffiront à montrer, s'il était nécessaire, que mon travail sur les dynamiques contemporaines à l'œuvre en Amazonie Orientale n'a rien de pionnier ! Il s'inscrit au contraire dans une filiation qui traverse les époques et les disciplines. M'y situer représente un impératif. Réaliser une rétrospective des différents courants qui ont animé les travaux sur les fronts pionniers et les frontières d'Amazonie brésilienne me permettra de matérialiser une tradition de recherche dont je suis, peu ou prou, l'héritier. Sur la base de cette « archéologie du savoir » (Foucault 1969), il me sera alors possible de présenter ce que mon

travail prétend apporter et comment il le fera. Mais avant d'ouvrir cette fouille, une double précision s'impose.
En effet, si l'axe directeur de l'exposé est le temps, il ne présume en rien de la qualité, de la pertinence ou même de l'actualité des connaissances produites par les divers courants, écoles ou disciplines selon les périodes. Dit autrement, je n'entends pas rendre compte, ici, d'un processus évolutif qui conduirait des travaux les plus anciens, donc frustres et erronés, aux recherches les plus récentes, donc précises et exactes.
Bien que chaque regard sur la frontière appartienne indubitablement à son époque, il ne faut pas en conclure pour autant que chaque regard n'appartient qu'à une époque. Les courants qui ont dominé les manières de voir, penser, décrire et comprendre la frontière pendant un temps ne se sont pas éteints. Ils poursuivent en silence leur trajectoire propre (influencés par leurs successeurs), ayant cédé la place aux autres paradigmes devenus dominants.

1. Les origines turnuriennes

Difficile d'entamer cette archéologie du savoir sur la frontière pionnière brésilienne sans me référer au travail fondateur de l'historien états-unien Frederick Jackson Turner sur la conquête du Grand Ouest nord-américain. Son texte le plus connu, *The significance of the frontier in American history*, publié à la fin du 19ème siècle, est à l'origine de la célèbre *Turner thesis* (thèse de Turner) qui repose sur trois piliers (Mac Faragher 1994). Le premier est explicitement présenté par F. J. Turner (1994[1893]) : « l'existence d'une région de terres libres, sa diminution continuelle, et l'avancée vers l'ouest de la colonisation américaine, explique le développement américain » (: 31). Le deuxième établit que la frontière en mouvement permet de rendre compte du régime démocratique aux Etats-Unis ainsi que du « caractère » de son peuple (« entrepreneur », « individualiste », « autonome », « indépendant », « déterminé », etc.). C'est en effet sur la frontière, face aux dangers rencontrés et dans les épreuves traversées, que l'américanisation du migrant européen se produit. Le troisième aspect fondamental tient à l'idée de « fermeture » de la frontière nord-américaine et à ses conséquences, que l'auteur pressent déjà en cette fin de 19ème siècle. D'après lui, la place occupée par la frontière pionnière dans l'identité nationale est telle, que le sort de la nation entière se joue lorsque les limites continentales seront atteintes.

Des critiques nombreuses s'élèveront avec les années contre cette vision jugée trop romantique et naïve des processus pionniers. On lui reproche de passer sous silence les violences perpétrées contre les populations indiennes et les conflits pour la terre qui éclatent entre les migrants. Certains acteurs et certaines pratiques restent absentes des descriptions et du schéma théorique turnurien, tels que les soldats, les spéculateurs fonciers, les groupes religieux ou les marchands. On reproche finalement un certain déterminisme géographique douteux lorsque l'auteur relie explicitement l'éclosion de l'américanité et du modèle démocratique états-unien aux conditions de vie simples et rudes du Grand-Ouest (Mac Faragher *op. cit.* ; Godfrey 1979).

Je restreindrai à présent mon analyse aux lectures spécifiques de la frontière pionnière d'Amazonie brésilienne.

2. L'accompagnement des géographes

La géographie française, au travers des recherches menées par Pierre Monbeig et ses successeurs, est sans doute la première discipline à s'être intéressée de près aux dynamiques pionnières brésiliennes. Les régions pionnières sont alors définies comme des « secteurs en

cours d'incorporation à l'œkoumène[7] » (Monbeig 1966). Le point clé de cette approche réside dans l'idée que « Les poussées pionnières modernes ne furent pas simplement une étape entre les autres de l'expansion de l'espace œukouménique mais elles ont marqué l'intégration de toutes les parties du monde dans un seul espace économique dont l'unité de direction appartenait à l'Europe. Où qu'elles fussent situées, les impulsions pionnières recevaient leur impulsion de l'Europe, et surtout de l'Europe occidentale. » (*ibid.* : 979). Les dynamiques pionnières sont appréhendées comme des phénomènes universels. Ainsi, les fronts pionniers modernes ne se caractériseraient pas seulement par une expansion de l'espace géographique, mais aussi (et surtout) par une intégration à un même espace économique, centré sur l'Europe. La force motrice des avancées pionnières est liée à la volonté des « centres » de drainer les matières premières de leurs « périphéries ». Ainsi, le facteur déterminant de la poussée pionnière serait lié à la nécessité d'approvisionnement, via des cycles extractifs successifs, des « centres » par leurs « périphéries ». On retrouve ici les bases de l'analyse de la nature et de l'évolution des disparités spatiales au cours des étapes du développement développée par F. Perroux (1969[1961]).
Les géographes s'intéressent également à la manière dont ces premières brèches ouvertes sont ensuite consolidées. O. Dollfus (1981) évoque le processus de « fabrication de l'espace régional ». C'est également cette lecture de la genèse et de l'évolution territoriale que partagent C. Albaladejo et J.-C. Tulet (1996) lorsque, pour présenter l'ouvrage de synthèse qu'ils dirigent sur les dynamiques pionnières amazoniennes, ils écrivent : « nous choisissons de nous intéresser à ce qui vient après cette fièvre de l'extraction, lorsque les blessures faites à des espaces auparavant jamais encore intégrés à une économie de marché servent de voies d'entrée pour des installations d'entreprises, d'individus et de familles susceptibles de contribuer à l'émergence d'une économie et d'une société régionale. » (: 22).
L'étude des processus spatio-temporels de création et consolidation de la société régionale, c'est-à-dire la « génétique des régions » selon les mots d'O. Dollfus (*op. cit.*), est riche d'enseignements. Elle permet de rendre compte de manière précise des transformations profondes que connaissent les régions pionnières contemporaines, dans des pas de temps souvent très courts. Pour rendre compte de ces différenciations et mutations internes, M. Coy (1996) proposera un modèle explicatif du « cycle de vie » du front pionnier. L'auteur distingue les quatre phases typiques du processus pionnier : l'occupation, la différenciation interne, l'incorporation et la décadence écologique et socio-économique. De leur côté, C. Albaladejo, I. Duvernoy *et al.* (1996), par analogie au processus de développement tel que le définit J. Piaget (1968), rendent compte du processus de construction ayant lieu sur les fronts pionniers au travers de la succession : front potentiel, installation et expansion et consolidation.

Malgré la prise de conscience par certains de la « décadence écologique et socio-économique » qui suit souvent l'effervescence pionnière, le regard des géographes s'est souvent concentré sur les prouesses de l'avancée humaine. La philosophie de ce courant me semble parfaitement décrite, sur le mode réflexif-critique, par R. Gaignard (1996) :

> « J'appartiens à la génération des géographes-historiens qui étaient passionnés par le phénomène de Front Pionnier, de Conquête et de mise en valeur des nouveaux espaces que l'homme (migrant européen au départ) s'appropriait et maîtrisait. Cette maîtrise et cette organisation de l'espace dans un monde qui se dilate nous fascinaient. Au point qu'après avoir lu P. Monbeig et F. Braudel, je me suis moi-même attaché à comprendre la genèse de l'espace pampéen en Argentine.
> Nous raisonnions en termes positifs : expansion, occupation du sol, colonisation agricole, peuplement et mise en valeur. Même si nous ne nous voilions pas la face

[7] L'« œkoumène » ou « écoumène » représente, d'après *Le Petit Larousse* (1997), la partie habitable de la surface de la terre.

> et cherchions à expliciter les causes – souvent lointaines dans le temps et dans l'espace – de telles structures ou évolutions sociales, économiques, techniques, politiques, que nous tenions pour désastreuses, alarmantes, ou apparemment incompréhensibles au regard des ressources naturelles et humaines. En considérant les pires situations, notre regard ne se portait jamais que sur les nouveaux arrivants et leurs descendants, jamais ou bien rarement sur les indigènes, les peuples qui étaient là avant et que l'on avait refoulés et exterminés le plus souvent. Et qui se souciait de préservation du milieu naturel? » (: 13).

Cette lecture en mouvement de la frontière pionnière se propose avant tout d'accompagner les colons, d'en suivre le travail, d'en comprendre les succès.

3. La critique socio-anthropologique

Dans la deuxième moitié du 20ème siècle, une deuxième production intellectuelle de la frontière pionnière se met en place, bien distincte de la précédente. Elle est portée par les anthropologues qui s'attachent à décrire les déplacements de populations et l'arrivée des activités économiques liées (d'une manière ou d'une autre) au marché. Plutôt que de « front pionnier » ces derniers parlent de « front d'expansion ». La différence avec les géographes n'est pas que d'ordre lexical. C'est véritablement une nouvelle manière de se positionner par rapport au phénomène pionnier qui est proposée. Avec ce déplacement, la perception des auteurs change fondamentalement. Il ne s'agit plus de suivre la frontière pionnière, mais de la voir venir. La frontière pionnière devient frontière de civilisation. Les auteurs s'intéressent à la violence avec laquelle les nouveaux venus parviennent à s'imposer (physiquement et symboliquement) sur les populations humaines déjà présentes. Ce recadrage de la problématique pionnière, qui met au cœur du débat le choc entre cultures et les rapports de forces inégaux entre la société des « blancs » et celle des populations indigènes, *caboclos* ou autres, s'illustre tout particulièrement dans le travail de D. Ribeiro (1986[1970]).

D'après J. de S. Martins (1997), géographes et anthropologues se différencient par deux « façons de voir » la frontière, deux lieux à partir desquels la réalité est observée :

> « celui du dit entrepreneur pionnier et celui de l'anthropologue intéressé par l'impact de l'expansion blanche sur les populations indigènes. Cette analyse anthropologique ne voit pas le front d'expansion comme le seul déplacement d'agriculteurs entrepreneurs, de commerçants, de villes, d'institutions politiques et juridiques. Il inclut aussi dans sa définition les populations pauvres, les saisonniers non indigènes ou métisses, comme les mineurs ou les vachers, les saigneurs d'hévéas, les cueilleurs de noyers du Brésil, les petits agriculteurs qui pratiquent une agriculture de subsistance à la limite du marché. »

La frontière d'expansion est constituée par tous les groupes de « blancs » qui d'une manière ou d'une autre rentreront en contact avec les populations indiennes. La frontière d'expansion n'est donc pas définie en soi. Elle apparaît en creux de la rencontre avec les populations indigènes.

Avec le temps et selon les auteurs, la frontière d'expansion deviendra synonyme de l'expansion de la société nationale, du capitalisme ou du mode de production capitaliste. Les années passant on observe, comme le note J. de S. Martins (1997), une certaine perte de la substance anthropologique au profit de lecture plus économique et marxiste des processus à l'œuvre. La frontière pionnière comme lieu de l'affrontement des civilisations s'efface progressivement.

Cette évolution peut être expliquée, il me semble, par la propre évolution de la réalité de la frontière pionnière. En effet, la fin des années soixante puis les années soixante-dix sont profondément marquées par l'entrée du mouvement pionnier brésilien en Amazonie, devenue, sous la houlette des gouvernements militaires successifs, la région à intégrer au reste du pays. S'ouvre l'âge d'or des études sur la frontière pionnière. Les chercheurs deviennent les

témoins privilégiés de l'histoire en marche. Le scénario qu'ils voient se répéter sous leurs yeux est désormais bien connu. Incitées par l'État, les familles les plus démunies s'installent en Amazonie (le long des voies routières récemment ouvertes ou le long du tracé des voies à ouvrir) à la recherche d'une terre pour y planter et y vivre. Après quelques semaines, quelques mois ou quelques années, ces dernières sont violement expulsées par les nouveaux arrivants bien plus capitalisés (entrepreneurs, éleveurs ou spéculateurs fonciers) venus s'enrichir en Amazonie, via l'accès à l'occupation ou à la propriété foncière.

Une lecture dualiste des processus pionniers s'impose progressivement. Elle postule que les paysans peu capitalisés (occupant des terres et non propriétaires) sont animés par une vision non-mercantile et non-capitaliste (parfois même anticapitaliste) de la propriété foncière. La « terre du travail » ne serait qu'un instrument au service de la reproduction familiale et non une fin en soi : « En vérité, l'occupant ne valorise pas la terre comme terre […], la notion d'occupation est une notion qui privilégie non la terre mais le travail : la terre n'est que l'instrument du travail, comme le médiateur du travail. […] Etre propriétaire de la terre pour lui [l'occupant] n'a pas le moindre sens. Ce qui a du sens pour lui, ça oui, c'est d'être le maître de son travail. » (Martins 1981 : 131). Pour O. G. Velho (1981[1972]), la terre est par nature « non appropriable » aux yeux des « petits agriculteurs ». L'économie paysanne est décrite comme une économie de subsidence ou d'excédent, fondée sur le travail familial et tournée vers la simple reproduction familiale (Martins 1975). Ainsi, les terres libres de la frontière pionnière, encore non soumises aux règles juridiques et économiques dominantes, sont décrites comme le lieu naturel de la reproduction paysanne.
D'après cette interprétation le mode de vie ainsi que les aspirations paysannes s'opposent frontalement et ontologiquement à l'idéologie capitaliste dont l'expansion progressive sur le territoire prend les formes de la propriété privée et du marché. Ainsi, la venue sur la frontière d'acteurs (spéculateurs fonciers, éleveurs, grandes entreprises) de la société capitaliste, porteurs de la conception dominante de la propriété et de l'accumulation capitaliste conduirait nécessairement à l'expulsion violente des premiers par les seconds. La « terre des affaires » prendrait alors la place de la « terre du travail », la logique du marché remplacerait celle de l'autoconsommation et de la simple reproduction de la force de travail. A mesure que les terres sont appropriées et rendues inaccessibles au paysannat de frontière, que le « cercle se referme » (Hébette (éd.) 1991), la question se pose : « Une colonisation pour qui ? » (Hébette et Acevedo 1979).
Le conflit pour la terre en zone de frontière pionnière devient une lutte sociale. C'est ce qu'exprime J. de S. Martins (1980 *in* Musumeci 1988) : « Les milliers de familles d'occupants éparpillées dans tout le Brésil, mais surtout concentrées dans le Nord, sont en ce moment engagés dans une lutte pour la reconnaissance de la terre comme bien collectif, sujet au travail privé mais non à la propriété privée. » La frontière est à nouveau comprise comme rencontre d'altérités qui appartiennent, cette fois, à la même société nationale. Comme l'explique R. Araújo (1993), les études sur la frontière connaissent un véritable tournant marqué par l'adoption de la thèse d'une « dichotomie sociologique constitutive du processus d'occupation géographique : dichotomie entre un « front d'expansion » d'agriculteurs paysans et un « front pionnier » de spéculateurs capitalistes. » (: 273).

Le conflit pour la terre dont paysans, riches éleveurs, entrepreneurs fortunés, saisonniers, vachers, mineurs sont les protagonistes s'impose comme le point focal de la majorité des recherches menées sur les frontières pionnières amazoniennes (Ianni 1978 ; Schmink et Wood 1992). Le modèle dualiste s'affirme (encore aujourd'hui) comme la principale grille de lecture des dynamiques pionnières. Quelques critiques seulement parviennent à pointer ses principales limites. L. Musumeci (1988) met en évidence, de manière très convaincante, les

processus de différenciation interne aux acteurs les moins capitalisés et la manière dont certains d'entre eux parviennent, pour assoir leur domination socio-économique locale, à mettre en place un réseau de relations paternalistes très structuré et efficace. La lecture dualiste des processus pionniers, conduisant à l'homogénéisation des paysans peu capitalisés s'avère incapable de saisir et rendre compte de telles dynamiques. Comme l'explique P. Léna (1992a), « une telle perspective d'analyse se révèle fréquemment incapable de rendre compte des situations concrètes, favorisant directement ou indirectement la cristallisation d'images simplistes, schématiques et idéalisantes à propos de « l'univers paysan », exagérant son extériorité au système capitaliste, ainsi qu'à l'idéologie et aux valeurs ayant cours dans le reste de la société. » (: 20). L'auteur, souligne également que le défaut de cette interprétation dualiste de la frontière, largement partagée par les universitaires et les agents sociaux en charge de la « conscientisation » et de l'appui à l'organisation des mouvements paysans (aile progressiste de l'Église, Commission Pastorale de la Terre, militants, Organisation Non Gouvernementale), est d'opérer à une forme de naturalisation des migrants les moins capitalisés en négligeant, consciemment ou non, les aspects qui risqueraient de remettre en cause l'identité qui leur a été assignée. Le problème est clair, une telle approche « interdit l'accès à la compréhension des enjeux sociaux concrets » (*ibid.*).

Comme le souligne également B. Becker (1986), on retrouve les prémisses de la vision dualiste des socio-anthropologues dans les recherches menées à la même époque par les économistes. Ces derniers se réclament d'un marxisme orthodoxe et défendent la thèse « fonctionnelle » qui se rapproche de la thèse dualiste, d'inspiration marxiste très fortement teintée de populisme (Léna 1992a). La frontière est considérée comme le lieu de la reproduction paysanne progressivement soumises et incorporées aux relations de marché. Devant la persistance aux marges de la société brésilienne d'une frange de territoires où des formes d'agricultures « retardées » se maintiennent, les économistes politiques élaborent la thèse de la « fonctionnalité » de la frontière. Selon elle, ces dynamiques archaïques, extrêmement flexibles, joueraient un rôle essentiel comme soupape de sécurité au trop-plein de main d'œuvre dans les centres urbains-industriels (Paiva 1971 *in* Becker 1986). Elles seraient aussi indispensables pour préparer le terrain (on dit « apprivoiser la terre » littéralement) aux acteurs plus capitalisés responsables de la production des denrées alimentaires. La reproduction du paysannat de frontière et de ses formes de production spécifiques est fonctionnelle puisqu'elle assure la reproduction élargie du capital. Finalement, par leur intégration progressive, aux travers de « cycles d'accumulations » successifs (non-capitaliste, précapitaliste puis « capitaliste »), elles assureraient la fourniture en aliments indispensables à la concentration des hommes dans les nouvelles capitales : « En un mot, la frontière est d'abord ce qui nourrit les villes » (Forweraker 1981).

4. La préoccupation environnementale

Le décalage introduit par les anthropologues et les sociologues qui posent comme objet d'étude la rencontre, souvent brutale, entre deux mondes étrangers l'un à l'autre sera radicalisée à partir de la fin des années quatre-vingts. On ne s'intéresse plus seulement aux impacts sociaux, socio-économiques ou socioculturels de la conquête pionnière. Les conséquences environnementales sont désormais intégrées au cœur des débats et des productions intellectuelles de la frontière pionnière amazonienne.

Cette irruption de la problématique écologique et du « pillage amazonien » (Englin et Théry 1982) semble directement liée à l'évolution même du phénomène pionnier et à sa progressive avancée sur le territoire brésilien.

Le lecteur attentif de l'influent ouvrage *Ecological aspect of development in the humid tropics*, publié en 1982, par le National Research Council des Etats-Unis, notera que la déforestation amazonienne n'est qu'à peine évoquée. Il faut se rappeler qu'à cette époque les déboisements brésiliens se concentrent dans les régions méridionales de l'Amazonie alors que l'Asie et l'Afrique, ayant entamé leur destruction forestière au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, attirent l'attention des principaux observateurs internationaux (Wood 2002). Au Brésil, après avoir traversé les savanes ou savanes arborées des plateaux du Centre-Ouest (Aubertin 1986; Aubertin 1991), les dynamiques pionnières n'atteignent les zones de transition avec la forêt humide puis, grâce à un appui gouvernemental indéfectible, s'y engouffrent bel et bien qu'à partir de la fin des années soixante-dix. Pour cette raison, les conséquences environnementales perçues ou prévues à l'échelle locale, régionale, continentale ou mondiale de la pénétration pionnière en Amazonie ne sont massivement dénoncées qu'à partir du milieu des années quatre-vingts, lorsque la région devient le symbole des problèmes environnementaux globaux (Smouts 2001). Les recherches d'E. Salati et de ses collaborateurs (1978 ; 1979) sur les conséquences climatiques de la déforestation ainsi que celles de N. Myers (1984) sur la perte de biodiversité, marquent l'avènement d'une prise de conscience durable des conséquences désastreuses de l'avancée pionnière en Amazonie.

D'amples programmes de recherche sont lancés pour tenter d'évaluer les conséquences de la déforestation et de la fragmentation des écosystèmes forestiers amazoniens (Bierregaard et Gascon 2001). Reconduits, année après année, ils deviennent les catalyseurs d'une production de connaissances sur l'impact des activités humaines en milieu tropical unique au monde (Bierregaard, Gascon *et al*. (éds) 2001; Laurance et Bierregaard (éds) 1997). À leur côté, un nombre incalculable d'études s'attèlent à la quantification et à la qualification aussi précise que possible des impacts environnementaux des diverses franges pionnières en Amazonie brésilienne (défriche-brûlis agro-pastorale, exploitation forestière, ouverture d'axes routiers, construction de barrages, exploitation minière, etc.). L'étude des conséquences de l'avancée de la société nationale sur les écosystèmes amazoniens s'intéressent aussi bien à l'érosion de la biodiversité amazonienne (Myers 1984 ; Fearnside 1990 ; Laurance 1997 ; Silva, Rylands *et al.* 2005) qu'à l'évolution de la qualité des sols (Desjardins, Barros *et al*. 2004), des eaux (Molinier, Guyot *et al.* 1997), du climat régional (Durieux, Machado *et al.* 2003 ; Freitas, Longo *et al*. 2005) ou global (Fearnside 1997a). Les acteurs académiques changent leur façon de voir. Comme l'explique A. Hennessy (1981) :

> « À mesure que de nouveaux territoires sont ouverts, les manières dont ils sont exploités, ou devraient être exploités, devient un souci international pour les environnementalistes en ce qui concerne l'exploitation des peuples indigènes, la perte des ressources naturelles et les conséquences écologiques de l'application de technologies inadaptées. L'attitude en direction de la « dernière frontière » passe d'un optimisme déchaîné à un pessimisme apocalyptique. » (: 9).

La violence environnementale rejoint la violence sociale comme l'une des caractéristiques cardinales de l'avancée pionnière en Amazonie brésilienne. J. V. Tavares dos Santos, N. A. Teixeira *et al*. (2000) proposent une double typologie de la violence sur les frontières pionnières brésiliennes : la première « dérive du type de relation de l'homme avec la nature », la seconde « *est la violence coutumière qui apparaît dans la dynamique des relations de domination entre les classes et les groupes sociaux* ».

Pour appréhender la violence des phénomènes de frontière pionnière dans leur complexité, leur diversité et leur ampleur, un changement d'échelle devient nécessaire. Le concept de frontière pionnière prend une forme et un nom en Amazonie : l'Arc de déboisement. L'avancée destructrice de chacune des franges pionnières localisées, spatialisées et particularisées devient une sous unité d'un tout qui établit une continuité spatiale sur plus de

2 000 km de long entre les différentes régions de la périphérie amazonienne brésilienne : Acre oriental, Rondônia, Mato Grosso septentrional, Pará méridional et Maranhão occidental.

5. La mise en perspective géopolitique

La critique environnementale de l'avancée pionnière ne conserve pas le monopole du changement d'échelle et de la vision globalisante des phénomènes pionniers. L'approche géopolitique, dont Bertha K. Becker est la représentante la plus connue, y ancre également son analyse de la frontière pionnière. Elle développe en effet une réflexion novatrice qui lie trois pôles : espace et ressources naturelles amazoniennes, État national et globalisation (Becker 1988).
Selon cette lecture,

> « La frontière n'est pas synonyme de terres *devolutas* dont l'appropriation économique serait assurée pour les pionniers. Elle ne se réduit pas non plus au processus de colonisation agricole. Ce n'est pas l'espace physique qui caractérise la situation de frontière agricole, mais l'espace social, politique, idéologiquement marqué, qu'elle engendre. L'hypothèse alternative est que la frontière constitue un espace en cours d'incorporation à l'espace global-fragmenté » (Becker 1986 : 302).

Le sens géopolitique de la frontière ne peut être saisi qu'à partir de l'insertion du Brésil dans le monde capitaliste contemporain. La frontière devient l'espace stratégique maîtrisé partiellement par l'État qui se consacre à sa structuration accélérée et son contrôle afin de l'intégrer à la sphère productive mondiale. Pris dans la dynamique de globalisation des échanges, l'État national tente de préserver, tant bien que mal, par la production de la frontière, son rôle d'organisateur et de régulateur à l'intérieur des limites du territoire national. Pour contrôler son territoire et réaliser le « projet géopolitique de la modernité », l'État met en place un « double maillage programmé » du territoire amazonien, technique et politique qui se réalise dans l'avancée de la frontière pionnière soutenue directement et/ou indirectement par les politiques étatiques (Becker 1990a ; Becker 1990b).

Mais ça n'est pas tout, les projets de conservation qui ont pour but de préserver des espaces alternatifs au développement de la frontière pionnière permettent également à l'Etat brésilien de développer sa stratégie politique dans l'espace globalisé. L'Amazonie devient, dans tous les sens du terme, la « nouvelle frontière de ressources » pour l'Etat nation brésilien (Becker 1994).
La géographie, dans sa version géopolitique, c'est-à-dire lorsqu'elle se livre à l'analyse spatiale des politiques sectorielles menées en Amazonie, parvient à proposer une nouvelle approche du phénomène frontière pionnière et des recompositions spatio-historiques auxquelles il donne lieu. Le point focal des recherches revient à décrire, comprendre et expliquer la manière dont les politiques étatiques sectorielles conduites en Amazonie (essentiellement fédérales) produisent d'un côté des dynamiques de conquêtes pionnières et de l'autre des enclaves de conservation. Une attention toute particulière est alors donnée (comme je l'ai souligné dans l'introduction) au point de rencontre, souvent conflictuel, entre visions et pratiques de territorialisation divergentes (Mello et Théry 2002 ; Mello 2002). Une place importante est faite à la compréhension de la diversité des « Amazonies » brésiliennes (Mello et Théry 2004 ; Le Tourneau 2006 ; Bursztyn 2006).
Fidèle à un regard accompagnant l'avancée pionnière et la construction des nouveaux territoires, cette nouvelle production intellectuelle de la frontière amazonienne nous amène à suivre le processus de régionalisation : partant de l'Amazonie des fleuves, parcourant l'Amazonie des routes, on débouche sur celle des régions (Droulers, 2003[1995] ; Sayago, Tourrand *et al.* (éds) 2004). Avec les auteurs, on comprend que l'expansion de la frontière pionnière et les jeux spatio-temporels existant entre les diverses franges pionnières qui la

composent sont des dynamiques complexes. Elles sont évolutives, toujours diversifiées et parfois contradictoires. Cette perspective d'analyse qui invite à porter son attention sur les spécificités de chaque processus de construction territoriale et tente de dégager certains traits structurels plus généraux se place dans la continuité des premiers travaux des géographes sur la frontière pionnière. P. Léna (1986 ; 1992b) ne nous invite-t-il pas, dès la seconde moitié des années quatre-vingts, à étudier dans leur spécificité des situations pionnières amazoniennes très contrastées (projet de colonisation publique dans le Rondônia, colonisation privée dans le Mato Grosso et occupation non encadrée dans le Goiás) ?

Cette rétrospective de l'histoire des idées sur la frontière pionnière brésilienne est sans aucun doute imparfaite. Des noms, des idées ou même des concepts restent manquants. Des raccourcis ont été pris. Mais j'ose espérer que le mouvement général, dans ses grandes inflexions, satisfera les connaisseurs et intéressera les néophytes. Mais comment vais-je m'y situer ? L'interprétation de la frontière pionnière que je proposerai, dont l'objectif est d'expliquer l'évolution de l'état de l'écosystème forestier de la Terra do Meio, à partir de la compréhension des formes d'organisation qu'ont mis en place les différents groupes humains lors du processus de construction territorial, emprunte aux quatre productions distinctes de la frontière pionnière brésilienne.
Le point de départ de ma production composite de la frontière pionnière de la Terra do Meio est se trouve dans l'interprétation proposée par les écologues et leurs collègues des sciences naturelles qui n'ont cessé d'attirer l'attention, depuis le milieu des années quatre-vingts, sur les lourdes conséquences environnementales de l'avancée pionnière en Amazonie. Comme eux, j'ancrerai ma lecture de la frontière pionnière sur les impacts écologiques des dynamiques territoriales pionnières contemporaines. À partir de cet ancrage, je basculerai de l'autre côté de la frontière pour tenter de reconstruire la rationalité des dynamiques anthropiques impactant l'écosystème forestier de la Terra do Meio. Je glisserai de l'écosystème à l'éco-socio-système. J'adopterai alors le regard des premiers géographes, tentant d'accompagner les dynamiques pionnières et la genèse des nouveaux territoires. Pour comprendre la rationalité des impacts écologiques de la structuration territoriale pionnière, il me faudra ensuite remonter aux formes d'organisation, c'est-à-dire aux modes d'action collective mises en place par les pionniers pour assurer leur conquête territoriale. J'étudierai alors, à la manière des sociologues et anthropologues qui se sont penchés sur le phénomène pionnier amazonien dans la seconde moitié du 20ème siècle, les relations sociales, socio-économiques ou sociotechniques qui sous-tendent la réussite pionnière et la construction des nouveaux territoires. Mais, comme l'ont montré les géopoliticiens, accompagner les pionniers n'est plus suffisant lorsqu'il s'agit de dégager la logique du phénomène frontière pionnière contemporain. Désormais, celui-ci doit être appréhendé comme le lieu de conflit entre projets de territoires sectoriels antagonistes. Ainsi, je replacerai l'évolution des impacts environnementaux liés à l'avancée pionnière dans le cadre de la « synthèse contradictoire » propre au modèle de construction territoriale amazonien (Becker 1996).

Pour que le lecteur puisse comprendre et se saisir de la logique sous-jacente à cet agencement de trois axes d'analyse, à cette hybridation des lectures de la frontière pionnière, il me faut présenter dès à présent ma posture théorique de recherche.

B - Construire une lecture éco-centrée des dynamiques territoriales

La perspective théorique suivie dans la thèse s'ancre dans les travaux menés par un collectif de recherche[8], qui, pour simplifier, admet comme axe directeur de ses réflexions, l'idée que face à la multiplication des « problèmes environnementaux » et la démultiplication des efforts mis en œuvre pour y répondre, un lecture spécifiquement centrée sur l'analyse de l'efficacité et de la cohérence de l'action en matière environnementale s'impose. Pour répondre à ce postulat de recherche, un cadre analytique a progressivement été élaboré, à partir du travail de recherche séminal de L. Mermet (1992 ; 1994), il porte le nom d'Analyse Stratégique de la Gestion de l'Environnement (ASGE).

Ce cadre heuristique, destiné à produire un nouvel éclairage des questions environnementales, conjugue trois niveaux d'étude : une perspective théorique, une organisation de l'espace de travail heuristique et une pratique de recherche (Mermet, Billé *et al*. 2005). J'aborderai dans la thèse ces trois aspects complémentaires qui ont fondamentalement orienté et structuré ma recherche doctorale. Les questions inhérentes à la pratique de recherche, encore peu systématisées par un travail collectif de réflexion, seront abordées dans la conclusion générale de la thèse. Le cadrage théorique qui organise un espace de travail heuristique ouvert, pour lequel le chercheur-ASGE devra mobiliser les acquis, les concepts ou les théories du corpus des sciences sociales ou naturelles (en fonction des questions spécifiques que lui posent le cas d'étude), sera décrit dans la section 4 de ce chapitre. Les trois sections qui la précèdent seront consacrées à la construction de la posture de recherche adoptée dans la recherche doctorale, étroitement guidée par la perspective théorique de l'ASGE.

L'ASGE, comme perspective théorique, pose quelques conditions d'ordre très général que doit remplir l'analyse d'une situation lorsque cette analyse a pour but de répondre à une question de responsabilité portant sur l'état d'un système écologique (Mermet, Billé *et al*. 2005). Le principe directeur fondamental de ce positionnement théorique réside dans le fait que l'analyste choisit de donner à l'état d'un système écologique le statut de référentiel externe, fondateur pour l'analyse et l'évaluation des dynamiques territoriales. Sur quoi repose un tel postulat ? Est-il légitime ? Qu'est-ce qui autorise le chercheur à adopter ce point de vue spécifique sur l'action ?

Pour répondre à ces questions et justifier la lecture éco-centrée que je proposerai des dynamiques territoriales de la Terra do Meio, je décrirai pas à pas dans cette section la construction du référentiel normatif fondant mon analyse critique. Pour entamer cette présentation, il me semble utile de revenir à la source, c'est-à-dire au concept d'« environnement ». À l'instar de B. Picon (2003), j'observerai que :

> « si l'on a forgé dans les dernières décennies la notion d'environnement, c'est bien qu'elle doit désigner autre chose que la nature. En effet, l'environnement n'est pas une donnée et affirmer cela n'est pas nier l'existence d'objets naturels pas plus que celle d'objets sociaux, cela revient seulement à désigner l'environnement comme

[8] Je renvoie les lecteurs intéressés aux travaux de R. Billé (2004), J.-B. Narcy (2004), M. Leroy (2006[2004]), S. Treyer (2006) et A. Emerit (2007).

> problématique scientifique et sociétale, comme rapport que les sociétés entretiennent avec les objets et les processus naturels.
> L'objet environnemental n'est donc pas, comme le craignent certains, une négation de l'objet naturel, il désigne un objet naturel socialement investi. Socialement investi parce que les sociétés interviennent sur les processus naturels, qu'elles portent des jugements de valeur sur ce qui résulte de ces intervenions, qu'elles en subissent les conséquences et qu'elles sont à la recherche de nouveaux rapports homme-nature plus durables » (: 77).

L'« environnement », tel que nous le vivons, le concevons, le revendiquons est d'abord une construction sociale. Autrement dit, et comme l'exprime P. Lascoumes (1994), « notre environnement est une nature travaillée par la politique », la « politique » étend comprise au sens anglo-saxon de *policy*, c'est-à-dire d'une action collective organisée selon un projet de changement. Par définition, l'environnement est donc une notion relationnelle, et non essentialiste, qui concentre notre attention sur l'action collective :

> En fait, tout ce à quoi nous avons accès, c'est à des relations avec la nature : relations de connaissance intuitive ou rationalisée par les sciences, relations d'exploitation ou de conservation médiatisée par les techniques, relations imaginaires enfin, faires d'expériences sensibles et de protection. C'est à travers la combinaison de ces différents facteurs que la nature a été et est toujours l'objet des politiques humaines. C'est aussi ce que désigne l'émergence récente de la notion d'environnement elle-même. Elle est le résultat d'une façon nouvelle de formuler ce problème classique. Non pour dénoncer la colonisation avilissante du naturel par le culturel, mais pour exprimer la nécessité contemporaine de repenser les rapports homme-nature à partir d'une ensemble de connaissances nouvelles, créatrices d'une plus grande proximité et d'une série de diagnostics, incitant à l'urgence des décisions collectives » (Lascoumes 1994 : 13).

Ainsi, l'environnement n'a émergé comme nouvelle question sociale qu'à partir du moment ou des groupements privés ou les pouvoirs publics s'en sont saisis pour en faire l'objectif principal de leurs revendications ou interventions (*ibid*.).

M'appuyant sur cette conception de l'environnement, comme action collective visant une plus grande prise en charge de nos actions affectant les processus et les objets naturels qui nous entourent, j'observerai, à l'instar de L. Mermet, R. Billé *et al.* (*op. cit.*), que cette nouvelle prise de responsabilité a débouché sur deux types d'acquis. D'un côté, elle a conduit à la constitution progressive d'un ensemble d'engagements pris vis-à-vis du public en matière de gestion de l'environnement (lois, protocoles, conventions internationales, etc.), de l'autre elle s'est traduite dans la mise en place de dispositifs de gestion innombrables (aires protégées, taxes, conditionnements, pratiques agro-environnementales, etc.). Afin de poser, d'emblée, la question de la légitimité du regard analytique et critique que je porterai aux dynamiques territoriales de la Terra do Meio, j'ai choisi d'ancrer la construction du référent de mon analyse dans les engagements politiques pris par nos sociétés en direction de la conservation de la forêt de la Terra do Meio.

Ne nous y trompons pas, il ne s'agit pas ici de dissimuler sous un scientisme de façade mes propres options, puisque précisément la construction de la posture éco-centrée passe nécessairement (comme je le montrerai) par le choix assumé du chercheur. L'objectif recherché est d'étayer et de fonder le « point de vue » engageant des valeurs que j'adopterai et sans lequel, comme l'enseignait Max Weber, il s'avérerait impossible de sélectionner, dans le flux confus des événements, ce qui mérite d'être relevé, décrit et analysé (Boltanski et Chiapello 1999).

1. Des engagements précoces en faveur de la conservation de la forêt

La plupart des recherches menées dans l'une ou l'autre des régions de l'Amazonie brésilienne abordant, de près ou de loin, la question forestière font remonter les premiers engagements politiques en faveur de la conservation de la forêt à la fin des années quatre-vingts. C'est en effet à cette période que la question de la conservation amazonienne fait son entrée, à grand bruit, dans l'écopolitique internationale (Smouts *op. cit.* ; Le Prestre 2005[1997]). Pourtant, plusieurs recherches semblent indiquer que la prise de responsabilité collective à l'égard de la conservation des massifs forestiers brésiliens serait bien plus ancienne. En effet, s'il fallait attendre 1988 pour que le pays, soumis à diverses pressions internationales, s'intéresse au sort de ses forêts, comment expliquer la promulgation, dès 1934, du premier Code Forestier ? Comment rendre compte de la publication en 1965 du second Code Forestier (toujours en vigueur) et de l'accent tout particulier qu'il met sur la conservation des ressources forestières nationales ? Comment expliquer la création des premières Réserves forestières brésiliennes dès la fin du 19ème siècle et les discours enflammés en faveur de la protection des forêts brésiliennes tenus par celui qui prend la tête du premier gouvernement indépendant, au début du 19ème siècle ?

De toute évidence, faire commencer l'histoire du souci environnemental collectivement exprimé et assumé à la fin des années quatre-vingts représente une troncature assez grossière. C'est oublier que la pensée d'écologie politique brésilienne se confond dès les premiers pas de l'indépendance avec une réflexion portée sur le sens historique du Brésil. C'est omettre que, bien avant la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED) de 1992, les problématiques du bon usage des massifs forestiers nationaux, du mode de civilisation et de l'avenir du pays ont été posés ensemble.
Présenter les différents engagements politiques pris par nos sociétés en faveur de la conservation de la forêt de la Terra do Meio n'est pas chose simple puisque se pose immanquablement la question de l'échelle. En effet, comme pour les poupées russes, le lecteur conviendra aisément que la problématique des engagements politiques en faveur de la conservation de la forêt de la Terra do Meio est incluse dans celle de la forêt amazonienne, dans celle des forêts brésiliennes, dans celle des forêts tropicales et dans celle des massifs forestiers mondiaux. Chaque niveau à son histoire. Mais l'histoire de chaque niveau influence également, souvent, celle des autres. Les interactions sont multiples. Comme ce travail historiographique ne représente pas le cœur de mon travail de recherche, j'opérerai à des choix simplificateur, je prendrai des raccourcis, passant d'une échelle à l'autre, tentant d'aborder (même succinctement) les principales prises de responsabilités en faveur de la conservation de la forêt de la Terra do Meio.

1.1. Les racines de l'écologie politique brésilienne

Dès la fin du 18ème siècle, une critique environnementale virulente en faveur de la conservation des forêts se développe au Brésil. D'après J.-A. Pádua (2004[2002]), elle serait intimement liée au retour au pays d'étudiants partis faire leurs études supérieures en Europe (il n'y a pas à cette époque d'universités au Brésil), formés par le naturaliste italien Domenico Vandelli de l'université de Coimbra. Ainsi, avant même l'indépendance de 1822, certaines voix s'élèvent contre la destruction par le système colonial des ressources naturelles et en particulier des forêts du littoral gérées par le fer et le feu (Dean 2004[1995]). Elles prennent une nouvelle ampleur suite à l'indépendance du pays en 1822, bien que celle-ci n'instaure par

un changement profond dans les modes de production d'abord fondés sur la conversion des espaces forestiers en terres agricoles. L'indépendance n'abolit ni l'esclavage, ni les latifundios (Pádua 1997).

Une critique environnementale forte se fait néanmoins entendre lors de cette période de transition. Elle s'incarne dans la figure de José Bonifácio, celui là même qui prend la direction du premier gouvernement du Brésil indépendant. Dès 1815, l'homme défend déjà la conservation des forêts brésiliennes écrivant que « Si la navigation donne vie au commerce et à la production agricole, il ne peut y avoir de navigation sans fleuves, pas de fleuves sans sources, pas de sources sans pluies, pas de pluies sans humidité, pas d'humidité sans forêts » (Bonifácio 1963a : 176 *apud* J. A. Pádua 1997). Quelques années plus tard, alors qu'il est à la tête du gouvernement, il déclare :

> « Nos terres sont pauvres et le peu que nous avons mis en culture sont mal cultivées car elles le sont par des bras indolents et contraints. Nos précieuses forêts vont disparaître, victimes du feu, de la machette, de l'ignorance et de l'égoïsme. Nos montagnes se décharnent quotidiennement, et le temps passant, manqueront les pluies fécondes qui donnent naissance à la végétation et alimentent nos sources et fleuves, ainsi notre beau Brésil, en moins de deux siècles, sera réduit au désert de Lybie et viendra ce jour terrible et fatal que la Nature outragée se trouvera vengée de tant d'égarements et de crimes commis. » (Bonifácio 1963b : 156 *apud* J. A. Pádua 1997).

Ne nous y trompons pas, l'auteur de ces mots, n'est pas ému par la perte de telle ou telle espèce en particulier, par la destruction de tel ou tel paysage forestier particulièrement harmonieux. Durant les vingt-deux mois qu'il passe à la tête du gouvernement, José Bonifácio défend les forêts pour leur rôle central dans le projet de construction nationale qu'il a pour son pays : des ressources naturelles conservées, gérées avec discernement sont indispensables au futur d'une grande nation. Ainsi, les attaques portées par le responsable politique vont moins au modèle prédateur de la colonisation en soi qu'à sa continuation lors de la période post-indépendance. La vision « immédiatiste » et destructrice des ressources naturelles instaurée pendant l'époque coloniale ne peut être poursuivie par un pays indépendant soucieux de son avenir et désireux d'accomplir son destin de grande nation (Pádua 2004[2002]). Dès sa naissance, l'environnementalisme brésilien se caractérise comme une préoccupation politique claire. Le souci pour la conservation forestière est lié à la destinée du pays. C'est le destin collectif de la société brésilienne qui est en jeu. Ce constat rejoint les travaux de l'historien R. Grove (1997[1995]) qui démontrent, contrairement à l'idée reçue, que l'environnementalisme ne serait pas né aux Etats-Unis ou en Europe, avant d'être exporté vers les tropiques. Bien au contraire, il serait apparu de manière précoce dans les Caraïbes, en Inde, en Afrique du Sud, en Australie et en Amérique du Sud en réaction aux modes prédateurs d'exploitation des ressources naturelles mis en place par les puissances coloniales.

La pensée de José Bonifácio ouvrira la voie à une lignée d'intellectuels développant une critique environnementale acerbe de la gestion du territoire national et en particulier de la politique forestière. Pour mémoire, on citera Joaquim Nabuco qui après avoir diagnostiqué l'épuisement de la fertilité des sols de Rio de Janeiro et la décadence des monocultures du Nordeste, critiquera sévèrement les pratiques extractivistes amazoniennes (Pádua 1987).

1.2. Quand la forêt fait défaut à la Cour

Les premières pratiques de conservation forestière au Brésil ont été observées, d'après H. T. Barreto Filho (2001), dans la région sud du littoral atlantique. Elles remontent à l'ouverture, en 1862, du chantier royal de préservation et de reforestation des reliefs bordant Rio de Janeiro, alors capitale de l'Etat.

En effet, suite à l'installation de la famille royale (à partir de 1808) dans la ville de Rio de Janeiro, la dégradation des forêts situées sur les versants de la Serra de Carioca, déjà entamées par l'avancée des plantations de café, s'accélère dangereusement (Drummond 1997a). Il en résulte une crise grave de la fourniture en eau potable. Les conditions sanitaires de la ville se dégradent. Elles auraient poussé le gouvernement impérial, sur les conseils des experts de l'époque, à développer un ample programme de reforestation des sources des cours d'eau. D'après J. O. Drummond (*ibid.*), les décrets royaux se succèdent entre 1817 et 1844 afin d'interdire tout déboisement à proximité des cours d'eau de la région. Une Réserve de Forêts est créée suite à la sécheresse qui frappe la ville en 1833. La Couronne entreprend également la désappropriation de toutes les terres privées situées le long des cours d'eau en vue de les reboiser. Finalement, en 1861, les Forêts de Tijuca et des Paineiras sont créées et placées sous la responsabilité du ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Ouvrages Publics qui doit superviser le reboisement à partir d'espèces natives. Selon H. T. Barreto Filho (2004) :

> « on arrive à la fin du 19ème siècle avec une collection dispersée et désarticulée de jardins botaniques et récréatifs laissés aux administrations provinciales et régionales, deux forêts et de nombreuses autres terres publiques de la capitale considérées comme Réserves Forestières (sujettes à d'innombrables changement de juridiction en moins de cinquante ans) et une initiative de reboisement indiquant la préoccupation croissante des élites en ce qui concerne les déboisements et la conservation des forêts. […] Le déboisement et la conservation des forêts devient progressivement un problème soumis au débat dans les associations et les sociétés scientifiques et culturelles caractéristiques des « associations culturelles volontaires » qui marquent l'organisation du travail intellectuel dans le Brésil monarchique » (: 55-56).

Comme le remarque encore l'auteur, l'arbre devient l'opérateur métonymique de la Nature. C'est ainsi que le premier Service Forestier est créé, il gère les espaces protégés de l'époque, tous centrés sur la conservation forestière, qu'il s'agisse de Forêts Protectrices, Réserves Forestières ou Parcs Nationaux. Les espaces forestiers sont désignés comme des biens communs nationaux qu'il incombe aux pouvoirs publics de conserver au nom de tous. Dans ces conditions, on ne s'étonnera guère que la première aire protégée brésilienne ait été la Réserve Forestière de l'Acre, créée en 1911, pour protéger l'arbre amazonien.

1.3. La gestion des ressources forestières comme « problème national »

Le Brésil entre dans le 20ème siècle comme un pays situé à l'arrière de la périphérie des centres économiques occidentaux. Il produit essentiellement du sucre et du café, exportés vers l'Europe et les Etats-Unis. Comme le rappelle L. Barbosa (2000), suite à l'indépendance, le Brésil est devenu un pays de la périphérie de la Grande Bretagne, au travers de contrats commerciaux bilatéraux exigés par les Britanniques en échange de leur reconnaissance de l'indépendance brésilienne. Dans le cadre de ces accords, les produits manufacturés britanniques affluent au Brésil à partir du 19ème siècle, étouffant une industrie brésilienne quasi-inexistante (*ibid.*). Une vive critique de la dépendance économique à l'égard des grandes nations européennes émerge dans les premières décennies du 20ème siècle (Becker 1982[1972]). Une forme de nationalisme économique insistant sur la nécessité de développer l'industrie nationale se met en place. Sous la première présidence de Getúlio Vargas (1930-1945), l'industrialisation devient la clé de l'indépendance effective du Brésil face aux vieilles nations européennes.

Un nouveau regard est alors posé sur les ressources naturelles nationales. Il est fortement influencé par la pensée politique d'Alberto Torres (mort en 1917) qui a profondément marqué

le paysage intellectuel national de la fin du 19ème siècle et de la période pré-républicaine. L'homme se situe dans la continuité directe de l'écologie politique défendue par José Bonifácio (Pádua 1987). Pour lui,

> « L'Homme s'est avéré un destructeur implacable et vorace des richesses naturelles. La vie historique complète de l'humanité est une vie de dévastation et d'épuisement des sols, d'incendies des trésors des forêts, de pillages miniers, de stérilisation de la superficie terrestre […]
> Lorsque le progrès nous attire avec ses parfums et le spectacle de ses grandeurs et de ses jeux de lumière théâtraux, nous ne voyons pas que le Brésil réel, celui des forêts vierges et des mines, avec ses alluvions et sédiments de milliers de siècles, celui du travail du temps et de la Nature est progressivement dénudé, miné, râpé, pulvérisé, desséché. » (Torres 1978[1914] : 91-94).

L'auteur s'indigne de la destruction, du gaspillage, de l'épuisement des ressources naturelles alors même qu'il s'agit de ressources présentes en quantité finie sur le territoire national. Il fonde son écologie politique sur une comparaison entre le temps long de la construction des nations européennes et le temps court de la nation Brésil. Ecologie politique et stratégie géopolitique nationale ont partie liée. S'il veut réaliser son futur de grande nation, le Brésil doit résoudre son « Problème National » par un engagement politique conscient et actif (ce que le temps long a donné aux nations européennes, le temps court de la volonté politique doit l'offrir au Brésil). La clé du succès est le suivi d'une politique nationaliste, non conçue comme l'« exacerbation morbide du patriotisme », mais comme « une nécessité élémentaire pour un peuple jeune qui jamais n'atteindra l'âge de la vie dynamique sans se faire nation ». Pour y arriver, il faut dépasser le principal obstacle que constitue la soumission du Brésil aux puissances européennes qui pérennise la dégradation des ressources naturelles nationales. La mise en exécution du projet national repose donc sur la prise de contrôle effective par le pays de ses ressources naturelles, leur juste utilisation et leur conservation sur le long terme. La politique menée dans les années trente suivra précisément cette voie.

Le Code des Eaux et des Mines ainsi que celui de la Chasse et de la Pêche sont institués en 1934. La même année, la Constitution Fédérale introduit pour la première fois dans la législation brésilienne la catégorie de « monument public naturel ». Les années trente sont encore celles de la création des trois premiers Parcs Nationaux brésiliens : Itatia (1937), Iguaçu (1939) et Serra dos Orgãos (1939). Tous situés dans la région Sud-est, ils ont comme objectif de protéger le patrimoine naturel national. Cette hémorragie législative » (Dean *op. cit.*) des années trente traduit la transition politico-historique brésilienne du libéralisme vers un élargissement du rôle de l'Etat dans la conduite de la modernisation capitaliste du pays. Ce dernier s'affirme alors comme l'articulateur, centralisé et autoritaire, de l'unité nationale (Costa 1988).

Les années trente marquent l'une des plus intenses périodes de production législative environnementale de toute l'histoire brésilienne (Drummond 1997b). Pour les gouvernants de l'époque, les ressources forestières doivent être extraites d'urgence du marché pour être confiées à la gestion avisée et souveraine de l'Etat. Soutenu, encouragé et même poussé par les associations de l'époque (comme les Amis d'Alberto Torres ou les Amis des Arbres), le premier Code Forestier est adopté en 1934 (*ibid.*). Comme l'analyse S. Ahrens (2003), au Brésil, qu'on se place à l'époque coloniale, impériale ou républicaine, la perception interventionniste des pouvoirs publics pour garantir la conservation forestière s'est toujours imposée sur la propriété des forêts par les particuliers. Néanmoins, c'est seulement à partir de la période républicaine que l'on peut identifier une institutionnalisation légale et juridique cohérente de la question forestière, auparavant réglée par des lois et décrets épars. Le Code Forestier de 1934 (Décret n°23.793 du 23.01.1934) a été élaborée par une commission dirigée

par Luciano Pereira da Silva, procureur juridique du Service forestier du Brésil[9]. L'article 1° exprime l'intérêt national pour les forêts du Brésil : « Les forêts existantes sur le territoire national, considérées comme un ensemble, constituent un bien d'intérêt commun à tous les habitants du pays, les droits de propriété sur ces dernières s'exercent dans les limites que les lois en général et ce code en particulier établissent ».

En raison des immenses difficultés rencontrées pour rendre effectives les normes fixées par le Code Forestier de 1934, un nouveau code sera adopté trente ans plus tard. Le Code Forestier de 1965, toujours en vigueur, reprend dans son article 1°, le statut accordé aux forêts brésiliennes par le code de 1934 : « Les forêts existantes sur le territoire national et les autres types de végétation, reconnues utiles aux terres qu'elles recouvrent sont des biens d'intérêt commun à tous les habitants du Pays, les droits de propriété s'exercent sur celles-ci suivant les limites établies par la législation en général et cette Loi en particulier ». Y sont ajoutées deux figures importantes de la législation forestière actuelle qui témoignent clairement de l'intérêt porté à la conservation forestière : les « Forêts et autres formes de végétations naturelles de Préservation Permanente »[10] et la « Réserve Légale ». Le territoire national n'apparaît donc pas uniforme aux yeux de la législation brésilienne. Comme l'explique P. L. Machado (2002) : « Le législateur a manifesté la volonté du peuple brésilien afin qu'il y ait plus de temps laissé et plus de discussion, quand il est question de supprimer ou altérer les espaces protégés ou leurs composantes » (: 686).

Je remarquerai que les codes forestiers brésiliens (surtout le premier) sont emprunts d'une vision explicitement utilitariste des « ressources forestières » nationales. La forêt doit être conservée car elle préserve les sols contre l'érosion (article 2° incise d, e, f, g ; article 3° et article 10°), car elle prévient la dégradation des ressources hydriques (article 2° incise a, b, c) et parce qu'elle est la pourvoyeuse en bois-énergie et en bois d'œuvre pour le marché.

Je noterai, pour finir, que la réglementation instituée par le Code Forestier sera reprise et réaffirmée, trente ans plus tard, au travers de la loi n°9.605 du 12 février 1998, plus connue sous le nom de loi des crimes environnementaux. Cette loi a permis de réunir, ordonner et systématiser dans un acte législatif unique les normes de droit pénal environnemental auparavant dispersées, afin de les rendre plus visibles et lisibles pour les citoyens brésiliens. Les normes du Code Forestier restent en vigueur. Elles se trouvent renforcées par le truchement des articles 38 et 39 consacrées aux « crimes contre la flore ». Selon l'article 38, « Détruir ou endommager une forêt considérée de préservation permanente, même en formation, ou l'utiliser en infraction aux normes de protection :

Peine : détention, de un à trois ans, ou amende, ou les deux

Paragraphe unique. Si le crime est reconnu, la peine sera réduite de moitié ». L'article 39 établit quant à lui que « Couper des arbres dans une forêt considérée de préservation permanente, sans permission de l'autorité compétente :

[9] Créée en 1921, cette « section spéciale » du ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce a comme attribution officielle de conserver, reconstituer, former et tirer profit des forêts présentes sur le territoire national.

[10] L'Aire de Préservation Permanente (APP) est définie, selon la Mesure Provisoire 2.166-67 du 24 août 2001 comme une aire couverte de végétation (native ou non) ayant la fonction environnementale de préserver les ressources hydriques, le paysage, la stabilité pédologique, la biodiversité, les flux génétiques, la faune et la flore en vue d'assurer le bien-être des populations humaines. À ce titre, les forêts présentes sur les marges des cours d'eau ou sur le flanc/sommet des reliefs acquièrent automatiquement le statut de réserve forestière qu'il est formellement interdit de défricher. La Réserve légale (RL) est, selon la même Mesure Provisoire, une aire située à l'intérieur d'une propriété rurale nécessitant une utilisation durable des ressources naturelles afin de permettre la conservation des dynamiques écologiques. La végétation de la RL ne peut être supprimée. En revanche, elle peut être utilisée, selon les critères techniques établis par la législation en vigueur.

Peine : détention, d'un à trois ans, ou amende, ou les deux. »

Mais le souci étatique de conservation tel qu'il s'exprime dans les années trente n'aura qu'un temps. L'euphorie économique internationale qui succède à la Seconde Guerre Mondiale et le coup d'Etat de 1964 qui place les militaires au pouvoir changent profondément la donne. L'exploitation minière des ressources naturelles conçue comme la cause du retard pris par le Brésil, devient, par un étrange renversement, le prix à payer pour le combler.

1.4. Le préservationnisme étatique

L'idéologie du développement à tout prix, prédateur des ressources naturelles et destructeur des forêts atteint son paroxysme sous le gouvernement Médici (1969-1974). C'est la période de l'autoritarisme le plus dur, celle qu'on qualifie à la fois comme le temps du « miracle économique » (croissance économique phénoménale) et comme les « années de plomb » (répression violente). C'est à cette époque que le gouvernement brésilien publie des annonces dans les plus grands journaux occidentaux invitant sans pudeur les investisseurs étrangers à délocaliser leurs industries les plus polluantes au Brésil, où elles ne souffriraient aucune forme de restriction environnementale ou sociale (Viola 1987a). La position de la délégation brésilienne lors de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement Humain en 1972 (« Conférence de Stockholm ») a également marqué les esprits : le Brésil prend la tête des pays qui dénoncent la préoccupation environnementale comme le masque des intérêts néo-impérialistes tentant d'entraver le progrès des pays en voie de développement. Un diplomate brésilien aurait ainsi déclaré que la pollution est avant tout le signal du progrès et que l'environnementalisme est un luxe de pays développés (Hogan 2000). Sur le plan de la politique intérieure, la fin des années soixante et les années soixante-dix sont celles d'un appui étatique direct et indirect, sans failles, à la colonisation et au « développement » de l'Amazonie qui doit être intégrée au plus vite au reste du pays (cf. chapitre 2 section A). La création en 1974 du secrétariat de l'Environnement (Secretaria do Meio Ambiente - SEMA) résulte bien davantage des pressions mises en place par les institutions internationales qui commencent à conditionner leurs prêts à certaines exigences environnementales institutionnelles, que des revendications des mouvements écologistes brésiliens en pleine démobilisation (Corten 1990).

Il faut attendre l'accession au pouvoir du général Ernesto Geisel (1974-1979) et surtout celle du général João Figueireido (1979-1985) pour que les nouvelles marques politiques de la gestion environnementale de la forêt amazonienne s'imposent. Jusqu'en 1974, le bassin hydrographique de l'Amazone représente l'une des plus grandes lacunes, en termes de protection environnementale, de toute l'Amérique du Sud (Wetterberg, Pádua *et al.* 1976). L'Amazonie brésilienne ne compte qu'un parc national situé à sa périphérie (le Parc national de l'Araguaia a été créé en 1959) et des réserves forestières créées par décret en 1911 puis en 1961, qui n'ont jamais vraiment été mises en place (Barreto Filho 2001). La création en 1974 du Parc national de l'Amazonie (994 000 ha situés dans le *municípios* d'Itaituba dans l'État du Pará) est un véritable événement politique.
La « détente » politique (commencée en 1979 et qui s'achève avec la fin de la dictature en 1985) marque la seconde période la plus importante de l'institutionnalisation de la question environnementale au Brésil. À partir de 1979, une vague de création d'aires protégées traverse tout le pays. L'Amazonie connaît une croissance considérable de ses espaces protégés. Entre 1979 et 1985, dix parcs nationaux (dont quatre en Amazonie) sont créés, treize réserves biologiques (dont cinq en Amazonie) et quinze stations écologiques (dont onze en Amazonie). La période voit également l'adoption de la Réglementation des Parcs nationaux du Brésil, de

la loi de la Politique nationale de l'environnement (qui institue le Système National de l'Environnement et le Conseil National de l'Environnement) et de deux nouvelles catégories d'aires protégées au Brésil (la station écologique et l'aire de protection environnementale).

La prise de conscience de la nécessité de la préservation amazonienne est illustrée par la publication de l'*Analyse des priorités de conservation de la nature en Amazonie* (Wetterberg, Pádua *et al. op. cit*.). Ce programme d'action témoigne de la première réflexion de fond menée sur la conservation forestière en Amazonie brésilienne, envisagée à l'échelle régionale. Un système d'aires prioritaires pour la conservation de la biodiversité amazonienne est défini, sur la base d'une rigoureuse synthèse des connaissances scientifiques alors disponibles[11]. Ce travail marquera profondément les pratiques de conservation des ressources naturelles amazoniennes et nationales. Il préfigure en effet le Plan du Système d'Unités de Conservation du Brésil (Brasil 1979 ; 1982) établi quelques années plus tard, qui donnera lui-même naissance, après bien des débats (Mercadante 2001), au Système National des Unités de Conservation (SNUC) adopté en l'an 2000. La rupture opérée par le travail de G. B. Wetterberg, M. T. J. Pádua *et al.* (*op. cit.*) est décrite par l'un des co-auteurs : « les premières unités de conservation ont été crées sans aucun critère technique et scientifique, autrement dit, elles ont été établies seulement en raison des beautés paysagistiques, comme ça a été le cas du Parc national d'Itaguaçu, ou à cause d'une particularité géologique spectaculaire, comme le Parc national d'Ubajara, ou encore, par pure opportunisme politique comme le Parc national de l'Amazonie » (Pádua 1978). Devant ce changement d'attitude en direction des massifs forestiers amazoniens, une question mérite d'être posée : comment expliquer l'explosion institutionnelle de la préservation amazonienne dans les dernières années de la dictature militaire, alors que les gouvernants n'ont cessé d'encourager, pendant plus de quinze ans, la colonisation et l'occupation sans état d'âme de la région ?

Comme je l'ai déjà souligné, l'installation de la dictature au pouvoir à partir de 1964 provoque la démobilisation des mouvements sociaux et en particulier des associations de défense environnementale. Dans ces conditions, l'action en faveur de l'environnement et de la conservation ne peut être menée que depuis l'intérieur de la structure politico-étatique dictatoriale. C'est dans les universités, les centres de recherche, les musées, les administrations sectorielles et même l'armée que les techniciens et scientifiques formés en biologie, en agronomie ou en foresterie et sensibles à la question environnementale trouveront à partir de 1979 les marges de manœuvre pour engager le pays sur la voie de la conservation des forêts amazoniennes que l'intégration nationale a violemment mise en péril (Urban 2001). Deux institutions, en particulier, seront à l'origine de la majorité des actions de préservation mises en œuvre à cette époque, il s'agit de l'Institut Brésilien de Développement Forestier (Instituto Brasileiro do Desenvolvimento Florestal - IBDF) et de la SEMA (Mittermeier, Da Fonseca *et al*. 2005).
R. Foresta (1991), interprète la multiplication des aires protégées créées en Amazonie par l'IBDF et la SEMA entre la fin des années soixante-dix et le milieu des années quatre-vingts comme le résultat du talent et de l'ingéniosité politique des acteurs de la préservation qui

[11] Les auteurs croisent les informations cartographiques relatives à la phytogéographie des régions amazoniennes, aux types de formations végétales, aux refuges du Pléistocène (tirées de la théorie éponyme). La localisation des « pôles de développement » choisis par les gouvernants militaires est également prise en compte, puisqu'au titre de l'article 5 du décret POLAMAZONIA, chaque pôle doit notamment permettre la démarcation d'espaces protégés. Ainsi, pour G. B. Wetterberg, M. T. J. Pádua *et al.* (1976), les pôles de développement constituent tout autant l'« opportunité » pour la création de parcs et réserves que la possibilité de « perdre » des aires biologiquement importantes. On notera avec intérêt que deux zones prioritaires de préservation sont précisément localisées dans la Terra do Meio : la zone d'Altamira (zone n°8) et la zone Caxinduba (zone n°9).

auraient su tirer parti des opportunités offertes par le contexte politique technocratique et centralisé de l'époque. L'auteur souligne encore l'affinité entre les initiatives de préservation techniquement étayées, scientifiquement fondées et la vision moderne de gestion du territoire et des ressources naturelles défendue par les gouvernants militaires. H. T. Barreto Filho (2001), quant à lui, radicalise cette interprétation en notant la coïncidence normative profonde qui existe entre les projets de préservation environnementale et le projet « géopolitique de la modernité » (Becker 1990a) promu par les militaires. Selon cette interprétation, la création d'aires protégées strictes créées de « haut en bas », c'est-à-dire sans consultation des populations traditionnelles amazoniennes, participerait du projet moderne technico-politico-scientifique de maillage pour le contrôle de l'espace.

Cette même conception géopolitique de la conservation des forêts amazoniennes transparait également dans le Traité Amazonien de Coopération (TCA) signé à Brasília en juillet 1978. Huit pays (Bolivie, Brésil, Equateur, Guyane, Pérou, Surinam et Venezuela) sont réunis dans le but de coordonner leurs efforts de protection et de développement dans le bassin amazonien. Le traité met l'accent sur la nécessité de l'usage « rationnel » des cours d'eau et de la faune. Sur la base de son article 1°, les pays signataires « s'accordent à réaliser des efforts et des actions communes afin de promouvoir le développement harmonieux de leurs territoires amazoniens respectifs, de manière à ce que ces actions communes produisent des résultats équitables et mutuellement profitables, en ce qui concerne la préservation de l'environnement, la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles ». Reflet des préoccupations politiques de l'époque, le TCA souligne le rôle souverain de l'État dans la gestion du territoire et des ressources naturelles amazoniennes : « l'usage et l'exploitation exclusifs des ressources naturelles sur leurs territoires respectifs, est un droit inhérent à la souveraineté de l'État et son exercice n'aura d'autres restrictions que celles qui découlent du droit international » (article 4°). Le leitmotiv de ce traité semble être l'usage rationnel des ressources naturelles amazoniennes que l'on retrouve encore dans l'article 7° qui établit que :

> « Gardant à l'esprit la nécessité que l'usage de la flore et de la faune de l'Amazonie soit rationnellement planifiée, afin de garantir l'équilibre écologique de la région et préserver les espèces, les parties signataires décident de : a. promouvoir la recherche scientifique et l'échange d'informations et de personnel technique entre les entités compétentes des différents pays, afin d'accroître les connaissances sur les ressources de la flore et de la faune de leurs territoires amazoniens, qui donneront lieu à un rapport annuel présenté par chaque pays. »

Les projets de conservation du territoire hyper-centralisés qui se mettent en place entre la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingts refusent de prendre en compte et parfois même déclarent une guerre ouverte aux pratiques de gestion effective des ressources naturelles forestières mises en place par les « populations traditionnelles » amazoniennes. Les activités de chasse, pêche ou cueillette qu'elles pratiquent sont perçues comme la principale menace portant sur la préservation des ressources forestières locales. Pour cette raison, plusieurs communautés seront expulsées de leur territoire, lorsque celui-ci devient un espace strictement protégé par le gouvernement fédéral (Diegues 1994). La redémocratisation nationale qui s'ouvre en 1985 sera le moyen pour de nombreux acteurs collectifs de réagir à cette vision préservationiste stricte des forêts amazoniennes. Par un renversement complet de perspective, les populations autochtones deviennent en quelques années seulement les seules garantes et gardiennes légitimes de la conservation forestière amazonienne. Une série de phénomènes marquent ainsi l'avènement d'un nouveau paradigme alliant conservation environnementale et amélioration des conditions de vie socio-économiques des populations humaines les plus défavorisées.

1.5. L'Amazonie : des éco-sociosystèmes objets de toutes les attentions

1.5.1. La conservation forestière dans les constitutions

Après le retour des exilés en 1979, l'année 1982 est décrite par A. Corten (*op. cit.*) comme une année clé de la transition vers la démocratie au Brésil. Il s'agit en effet des premières élections (régionales) réellement compétitives depuis 1965 (durant la période militaire deux partis politiques seulement étaient autorisés à concourir). La libération d'initiatives et d'aspirations provoquées par la campagne électorale est si forte qu'elle conduit le mouvement écologiste, principalement présent dans régions Sud du pays (Urban 2001), à prendre position sur l'échiquier politique national, à l'instar d'autres mouvements sociaux (nouveau syndicalisme, association de quartier, mouvement féministe). Quelques figures de l'environnementalisme brésilien s'engagent dans la campagne, mais la majorité se contente de soutenir politiquement les candidats qui reprennent leurs principales préoccupations (souvent les candidats du Parti du Mouvement Démocratique Brésilien et du Parti des Travailleurs).
Déçus par le profil traditionnel que les membres du Parti des Travailleurs (PT) adoptent suite aux élections (entre 1983 et 1985), les membres du mouvement environnementaliste comprennent qu'ils ne parviendront à influencer la politique nationale, lors de cette période charnière, qu'en entrant directement dans l'arène politique (Viola 1987a). À l'occasion de la campagne pour les élections présidentielles « directes » (entre 1984 et 1985), l'engagement des différentes composantes écologistes se fait vigoureux dans les trois Etats du Sud (Santa Catarina, Rio Grande do Sul, Paraná) ainsi que dans ceux de São Paulo et Rio de Janeiro. L'idée d'un parti vert commence à faire son chemin. Parallèlement, les premières discussions sur la participation du mouvement écologiste à la Constituante commencent à émerger.
En 1985, les écologistes de six Etats (le Minas Gerais ayant rejoint les cinq autres) arrivent à la conclusion commune qu'il est nécessaire d'« écologiser » les débats de la Constituante pour influencer la rédaction du texte de la nouvelle Constitution. Il faut donc s'assurer l'élection de constituants qui formeront un groupe parlementaire écologiste (Viola 1987b). Cette stratégie est facilitée par le fait qu'en même temps que le mouvement écologiste fait son entrée dans l'espace politique national, il entame une percée transversale dans les autres mouvements sociaux (association de quartier, syndicat ouvrier, milieu étudiant et mouvement de « sans-terres » du Sud du pays). Dans cette période d'effervescence démocratique, les idées environnementales circulent et parviennent à se recombiner avec les divers intérêts sociaux. Un bloc de parlementaire, mené par le constituant Fabio Feldman et sensible aux questions environnementales est formé (le « Front national d'action écologique »). Il réunit vingt-six parlementaires de la Constituante (Corten *op. cit.*). La question environnementale occupera, d'une manière tout à fait imprévue, une place centrale dans les débats pour la rédaction de la nouvelle constitution. La Constitution Fédérale adoptée en 1988 incorpore ainsi plusieurs articles directement destinés à assurer la conservation des forêts nationales.

La Constitution Fédérale de 1988 institue le droit à un environnement de qualité comme un droit fondamental des citoyens brésiliens : « Chacun a droit à un environnement écologiquement équilibré, bien d'usage commun au peuple et essentiel à une saine qualité de vie, il incombe au Pouvoir Public et à la collectivité le devoir de le défendre et le préserver pour les générations présentes et futures » (article 225). Le paragraphe 4° va plus loin sur la question forestière en établissant que « la forêt amazonienne brésilienne, la Mata Atlântica […] font parti du patrimoine national et leur utilisation devra se conformer à la loi, respectant les conditions qui assurent la préservation de l'environnement en général et des ressources naturelles en particulier ». Finalement, comme l'exprime L. C. Dormelles (2002), l'environnement est l'objet d'un nouveau « contrat social » puisque l'exigence écologique

intègre de manière explicite la fonction « sociale de la propriété ». Le respect du droit de propriété privé devient conditionné au respect de certaines normes environnementales telles que la protection du sol, la préservation des cours d'eau et des espaces protégés forestiers (Aire de Préservation Permanente et Réserve Légale). L'appropriation de la terre engendre des droits mais aussi des devoirs qui désormais touchent au respect des équilibres environnementaux.

Je remarquerai que dans la lignée ouverte par la Politique Nationale de l'Environnement (loi n°6.938 du 31.08.1981), la Constitution Fédérale de 1988 consacre une nouvelle approche de la conservation forestière. Celle-ci n'est plus justifiée par une vision instrumentale des « ressources naturelles » mais par une valeur intrinsèque conférée aux écosystèmes forestiers amazoniens. La forêt devient un bien d'intérêt commun à tous pour sa valeur d'existence et non plus seulement pour sa valeur d'usage. La forêt acquiert ce que les juristes nomment un « nouveau droit » ou « droit de troisième génération », inhérent aux « intérêts diffus » que l'on retrouve dans le Droit du Consommateur ou le Droit des Minorités Ethniques (Leite et Ayal 2003).

Dans la foulée de l'adoption de la Constitution Fédérale de 1988, l'État du Pará promulgue le 5 octobre de l'année suivante sa propre constitution. Selon le chapitre 2 consacré à la « Compétence de l'État », il lui incombe de : « VI – protéger l'environnement et combattre la pollution sous toutes ses formes, notamment sur les eaux maritimes, fluviales et lacustres ; VII – préserver les forêts, la faune et la flore ». Ces engagements environnementaux assumés par l'État du Pará sont repris et spécifiés au travers de la loi n°5.887 du 9 mai 1995 qui statut sur la Politique de l'Environnement de l'État du Pará. Comme la législation des États fédérés sont souvent laissées pour compte dans les analyses, je me permettrai d'y faire extensivement référence ici. L'article 1° spécifie que

> « La Politique de l'Environnement de l'État du Pará est un ensemble de principes, d'objectifs, d'instruments d'action, de mesures et de directrices fixés par cette Loi, dans le but de préserver, conserver, protéger et défendre l'environnement naturel et restaurer ou améliorer l'environnement anthropisé, artificiel ou de travail, en s'appuyant sur les particularités régionales et locales, en harmonie avec le développement économique et social, afin de garantir la qualité environnementale propice à la vie. »

Le Paragraphe Unique qui suit précise que « Les normes de la Politique de l'Environnement de l'État du Pará seront obligatoirement observées dans la définition de toute politique, programme ou projet, public ou privé, sur le territoire de l'État, comme garantie du droit de la collectivité à un environnement sain et écologiquement équilibré ». Les articles consacrées au patrimoine naturel et aux ressources génétiques fixent également des normes prépondérantes pour la conservation des forêts de la Terra do Meio :

> « Article 4° - Le patrimoine naturel comprend les écosystèmes existants dans l'Etat du Pará, avec ses éléments, lois, conditions, processus, fonctions, structures, influences, interrelations et intra-relations, d'ordre physique, chimique, biologique et social, qui contiennent, permettent et sélectionnent toutes les formes de vie.
>
> §1° - La protection du patrimoine naturel se fera au travers des instruments qui vise à implanter la Politique de l'Environnement de l'Etat du Pará
>
> §2° - L'élaboration de normes touchant à l'utilisation ou l'exploration des ressources qui font parties du patrimoine naturel de l'Etat, devra observer et respecter ce qui est prévu par la Loi, permettant de garantir les principes et objectifs de la Politique de l'Environnement de l'Etat du Pará ;
>
> Article 5° - Le patrimoine génétique de l'Etat du Pará est composé par les génotypes des êtres vivants dans ses écosystèmes.
>
> Article 6° - Pour s'assurer la protection du patrimoine naturel et le potentiel génétique, il revient au Pouvoir Public de :

> I. garantir les espaces territoriaux spécialement protégés prévus par la législation en vigueur, comme tout ceux qui viendront à être déclarés comme tels par acte du Pouvoir Public ;
>
> II. garantir les centres prépondérants de la biodiversité ;
>
> III. créées et maintenir des réserves génétiques et des banques germoplasmiques comprenant des échantillons significatifs du potentiel génétique, en particulier des espèces menacées d'extinction ;
>
> IV. inciter à l'élevage et la plantation d'espèces natives et autochtones, visant la conservation ex-situ. »

Comme l'attestent ces citations, la législation de l'État du Pará n'est pas en reste. Tout comme celle de l'État fédéral, qu'elle se doit de respecter[12], elle place de manière tout à fait explicite la conservation des forêts présentes sur son territoire comme un des objectifs de son action.

1.5.2. Un pays concerné par la conservation amazonienne

Selon P. Le Prestre (*op. cit.*), l'année 1986 ouvre une nouvelle ère de l'écopolitique internationale. Contrairement à la période 1968-1986, consacrée à l'amélioration du cadre de vie des citoyens occidentaux, la fin des années quatre-vingts voit l'émergence d'un nouveau type de problèmes environnementaux. Les risques quittent la sphère du familier, du proche pour celle du lointain, du multiforme et du diffus (Theys et Kalaora 1992). Les nouvelles catastrophes environnementales se déploient désormais à l'échelle internationale. Les motifs d'inquiétude ne sont plus liés aux conditions de vie quotidiennes, ils touchent à l'appauvrissement de la couche d'ozone, au changement climatique ou à la perte de la biodiversité internationale. La parution, en 1987, du Rapport Brundtland qui vient réconcilier la promotion du développement et la protection environnementale autour de la notion de « développement durable » témoigne de cette évolution. La relation qui se tisse entre le registre de la globalité et l'importance subitement donnée à la déforestation amazonienne est illustrée de manière éloquente par M.-C. Smouts (2001) :

> « L'été 1988 a été le plus chaud jamais enregistré sur le continent nord-américain. La sécheresse a détruit les récoltes dans le Middle West et les grandes plaines du Canada. Les incendies ont dévasté les forêts. Le célèbre parc national de Yellowstone n'a pas été épargné. Le Nord de l'Europe a souffert. Et c'est précisément à ce moment-là que les premières photos prises par satellite de la saison des feux en Amazonie en 1987, année record de la déforestation, commencent à être publiées […] en recevant ces images dramatiques dans un été caniculaire, les Américains et le Européens sensibles aux questions d'environnement entendent crépiter les brasiers de la forêt amazonienne comme un écho de leur propre angoisse » (: 78).

Grâce à leur capacité de simplifier des relations socio-environnementales particulièrement complexes, les images alarmantes de la forêt amazonienne en flamme, brillamment mises en page et en scène par les médias internationaux, concentrent subitement tous les regards sur l'Amazonie (Wood *op. cit.*). De vives critiques sont émises par les membres de la communauté internationale contre la destruction accélérée de la forêt. De manière souvent brutale, maladroite ou peu diplomatique, l'État fédéral brésilien est accusé (à juste titre) d'avoir orchestré et incité le désastre écologique amazonien (Little 2001). Face à la multiplication de ces attaques directes, il réagit, assez logiquement, par un sursaut souverainiste qui, dans ses formes d'expression publique, n'est pas sans rappeler les discours tenus par les gouvernants militaires quinze années plus tôt. L'ingérence étrangère (tant physique que symbolique) en Amazonie est violement dénoncée. On se souvient du discours tenu par le président José Sarney lors de la parade militaire de mars 1989 : « Le Brésil est

[12] Comme le remarquent M. A. A. Bursztyn, M. Bursztyn *et al.* (2004), de manière générale, la thématique environnementale n'a réussi à s'imposer dans les agendas des États fédérés amazoniens que sous la forte pression des organismes nationaux et internationaux inquiets de l'accélération du rythme des déboisements dans la région.

menacé dans son droit souverain d'utiliser son propre territoire. […] Chaque jour de nouvelles formes d'intervention contenant des menaces voilées ou explicites, destinés à nous forcer à prendre des décisions qui n'ont pas été construites par nous-mêmes pour la défense de nos intérêts (*Jornal do Brasil*, 18 mars 1989 *apud* Hurrel 1992). Les dénonciations du complot visant l'internationalisation amazonienne resurgissent, tout comme la critique formulée à l'égard des pays du Nord, soupçonnés de rechercher des moyens d'entraver le développement brésilien.

Pourtant, la position officielle de l'Etat brésilien évolue. José Sarney répond aux pressions internationales par le lancement du programme « Notre Nature »[13], en avril 1989, qui comprend entre autre la création de l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources renouvelables (Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renovaveis – IBAMA). Le changement de cap est plus marqué encore après l'accession à la présidence de Felipe Collor de Mello (en mars 1990). La troisième période de forte institutionnalisation de la conservation forestière amazonienne s'ouvre alors (Mello 2002 ; Little 2003). La position brésilienne officielle à l'égard de la forêt l'Amazonie évolue nettement. José Lutzemberg, environnementaliste très critique est nommé au secrétariat de l'Environnement. La première visite présidentielle en dehors de la capitale sera organisée dans l'Etat amazonien du Roraima afin d'annoncer solennellement le lancement de l'Opération Amazonie destinée à mettre un terme aux déboisements illégaux. D'autres mesures suivront : création d'un nouveau secrétariat de l'Environnement, adoption du Programme National de l'Environnement (PNMA), nomination d'un nouveau directeur à la tête de l'IBAMA, création d'un centre de recherche sur les forêts tropicales dédié à l'étude et à la promotion des pratiques de développement durable en Amazonie. En termes de politique extérieure, les dénonciations de l'ingérence étrangère laissent place à un discours faisant appel, sans détour, à l'assistance internationale pour la conservation de la forêt amazonienne (Barbosa 2003). C'est dans le cadre de ce changement assez radical de posture qu'il convient de replacer l'accord donné par le gouvernement brésilien à la décision prise par les pays du G7 (groupe des sept pays les plus industrialisés) lors du Sommet de Houston de juillet 1990, d'appuyer financièrement le combat pour la conservation de la forêt amazonienne. A quoi tient cette brusque requalification de la question de la conservation amazonienne ? Trois arguments peuvent être avancés.

Le premier, tient à l'émergence d'une puissante coalition socio-environnementale multiscalaire qui lie les *seringueiros* amazoniens aux écologistes brésiliens et internationaux. Depuis la fin des années soixante-dix, la situation des *seringueiros* amazoniens est désastreuse :

> « Il n'y a plus de monopole d'État sur le caoutchouc ; les politiques d'aides de la SUDAM, les programmes Polamazônia et Polonoroeste, l'ouverture et le goudronnage de la route reliant Cuiabá-Porto Velho jusqu'à Rio Branco, tout concourt à la destruction de la forêt. Les patrons vendent leurs terres qui se transforment en lotissements ou en grandes propriétés d'élevage. Les *seringueiros* sont alors dépossédés, oubliés, dans des transactions où la forêt recule devant les tronçonneuses et la spéculation foncière. Les usines de traitement du caoutchouc ferment. Avec l'avancée des routes, les terres utilisées depuis un siècle par les *seringueiros* brûlent. » (Aubertin 1995 : 106).

Parallèlement à l'avancée des pâturages, l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária - INCRA) réalise le lotissement des terres non occupées par les nouveaux arrivants et les distribue aux *seringueiros*. La

[13] On retrouve ici la volonté d'affirmer publiquement la souveraineté nationale sur les objets écologiques brésiliens et en particulier sur la forêt amazonienne.

délimitation et l'individualisation des lots bouleversent le système d'utilisation collective des ressources qui devient tributaire de chacune des stratégies familiales. En effet, les sentiers que parcourent quotidiennement les *seringueiros* pour se rendre d'un arbre à l'autre s'enchevêtrent : il est impossible d'en suivre un sans en croiser plusieurs autres. Dès lors, lorsqu'une famille décide de vendre sa terre à un *fazendeiro* qui la convertit en pâturage, c'est l'exploitation du territoire par toutes les familles voisines qui est soudainement compromise (Pinton et Aubertin 2000).

Francisco Alves Mendes Filho, plus connu comme Chico Mendès, est fils d'un *seringueiro* nordestin de l'État de l'Acre. Lui-même *seringueiro*, il engage dès le milieu des années soixante-dix une action de résistance, soutenue par l'Eglise catholique, contre la destruction forestière accélérée et l'expulsion des familles de *seringueiros*. Il crée le premier syndicat régional des travailleurs ruraux. Pour lutter contre la venue des équipes de travailleurs chargées de la défriche des terres qu'ils occupent et dont ils vivent depuis des années, Chico Mendes et ses compagnons organisent des manifestations pacifiques contre les déboisements (*empates*) à partir de 1976. En 1982, Chico Mendes assume la présidence du Syndicat des Travailleurs Ruraux de Xapuri. Comme il l'explique lui-même, cette période scelle son engagement accru dans le mouvement syndical (Mendes 1990[1989]). Le premier Congrès national des *seringueiros* qui se tient à Brasília en octobre 1985 est organisé sous l'impulsion du STR-Xapuri. Le Conseil National des *Seringueiros* (Conselho Nacional dos Seringueiros - CNS) est fondé dans son sillage. Pour répondre à l'expulsion des populations de *seringueiros*, un projet de réforme agraire adapté à leurs besoins est imaginé en 1985, dès la constitution du CNS. Il prendra le nom de « réserve extractiviste » et verra le jour quatre ans plus tard[14]. Mais, la réserve extractiviste est bien plus qu'un projet ad hoc de réforme agraire. Le Manifeste des *seringueiros* spécifie que « La réserve extractiviste n'est pas seulement la réforme agraire des *seringueiros*, elle est aussi une forme de préservation de la nature par ceux qui en dépendent. C'est une alternative économique pour l'Amazonie. » (CNS 1989 *apud* Corten *op. cit.*). Cette déclaration se rapproche de l'idéal décrit la même année dans la Déclaration des Peuples de la Forêt : « Cette alliance des peuples, qui réunit des Indiens, des *seringueiros* et des communautés riveraines et qui a été fondée ici, dans l'Acre, accueille tous les efforts faits pour protéger et préserver cet immense, mais fragile système vivant, dans lequel s'inscrivent nos forêts, nos lacs, nos fleuves et nos sources ; il est l'origine de nos richesses et la base de nos cultures et de nos traditions » (CNS 1989 *apud* Mendes *op. cit.*). En quelques années seulement, la question foncière des *seringueiros* semble s'être muée en une problématique socio-environnementale qui noue intimement préoccupations territoriales, économiques, culturelles et souci de conservation des ressources forestières amazoniennes.
Comme le souligne l'abondante littérature sur le sujet (Léna 1999 ; Aubertin 1996 ; Smouts 2001 ; Hurrel 1992 ; Barbosa 2000 ; Mello 2002), une puissante coalition socio-environnementale multiscalaire et transnationale s'est formée à partir de 1987. Chico Mendes en devient l'une des figures de proue. L'alliance objective qui se met en place rapproche le *leader* syndical des *seringueiros* et les puissantes ONG environnementales des États-Unis. L'un comme l'autre cherchent à mettre un terme aux travaux d'ouverture de la route reliant Porto Velho (Rondônia) à Rio Branco (Acre). La convergence des intérêts conduit chacun à intégrer dans son discours et ses pratiques la position de son partenaire. En 1987, Chico Mendes est invité aux États-Unis, il prononce un discours sur les conséquences socio-environnementales de l'avancée de la route dans l'Acre devant le Sénat. Visiblement touché par ce témoignage, les sénateurs parviennent à suspendre l'aide financière états-unienne

[14] Douze aires prioritaires sont choisies pour implanter les premières réserves extractivistes, après discussion entre l'INCRA et le CNS : quatre dans l'Acre, trois dans l'Amazonas, une dans l'Amapa, trois dans le Pará et une dans le Rondônia.

apportée à la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour la construction de la route Porto Velho – Rio Branco. Chico Mendes devient une icône internationale en même temps qu'il intègre dans sa lutte pour l'amélioration des qualités de vie des *seringueiros* une forte composante environnementale dont la Déclaration des Peuples de la Forêt et Le Manifeste des *seringueiros* portent la trace. Son assassinat, le 22 décembre 1988, popularise et scelle définitivement l'alliance entre revendications sociales et environnementales en Amazonie.

Ce lien ombilical réciproque établit entre le respect de la vie humaine et la conservation environnementale est explicité par l'actuelle ministre de l'Environnement, Marina Silva, compagnon de lutte de Chico Mendes : « Le grand mérite de Chico a été d'insister sur le caractère social et humain de la défense de la forêt. Cette défense avait un sens qui ne pouvait être vu en dehors de nos propres vies. Nous devions montrer à nos alliés que les millions de personnes qui vivaient de la forêt – seringueiros, ribeirinhos, indiens – étaient intimement liés à son processus de préservation et ne pouvaient être exclues des discussions et des solutions » (Silva 2001 : 208). L'étroite articulation entre préoccupation sociale et environnementale s'incarne aussi dans le Mouvement des victimes des barrages (Movimento dos Atingindos por Barragens – MAB) encore que dans la résistance rapprochant organisations indigènes, organisations d'appui aux indiens et environnementalistes contre la construction du premier barrage du Complexe hydroélectrique du Xingu, symbolisée par la Rencontre des Peuples Indigènes du Xingu dans la ville d'Altamira le 24 février 1989 (Santilli 2005).

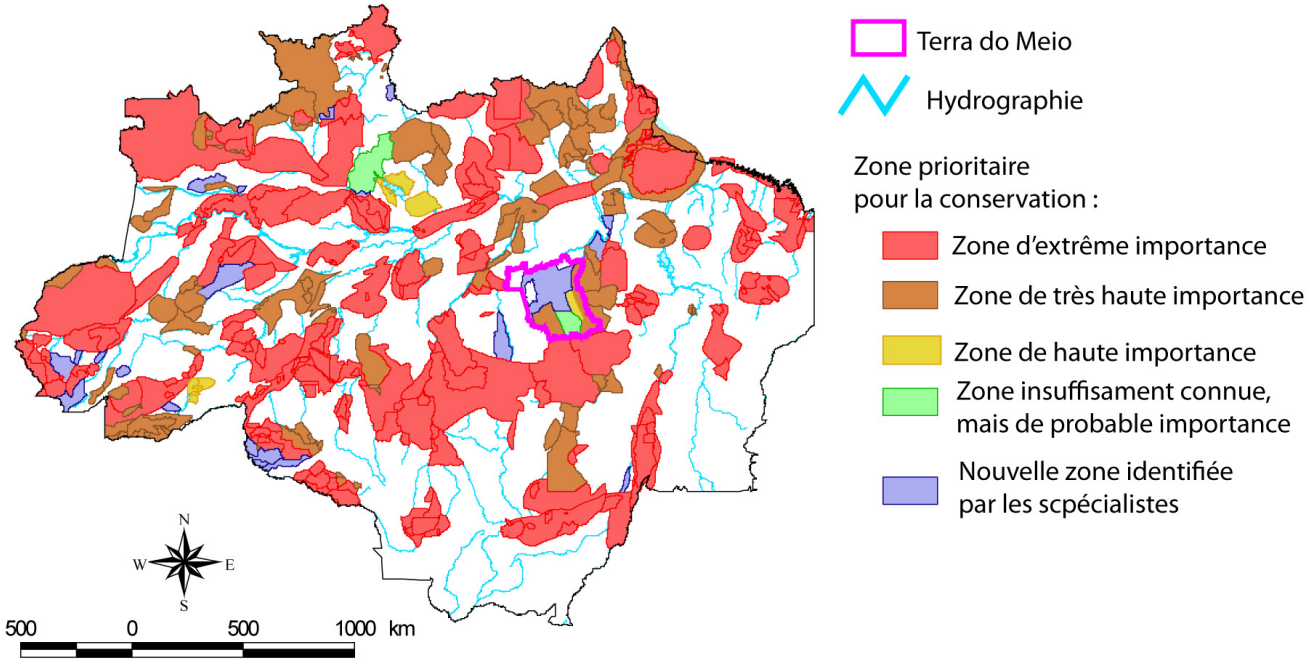
Deux autres facteurs permettent, selon A. Hurrell (1992) d'expliquer le changement de posture de l'État brésilien en faveur de la conservation amazonienne. D'abord, à partir de 1989, le refus brésilien de tenir compte des critiques internationales à propos de la destruction forestière amazonienne aurait compliqué les négociations ouvertes par le Brésil avec ses principaux partenaires commerciaux internationaux. Ainsi, l'auteur invite à faire le lien entre les nouveaux objectifs de politique extérieure que se fixe le gouvernement brésilien dans la fin des années quatre-vingts, désireux de sortir d'un nationalisme économique jugé contre-productif, et le changement de position à l'égard de la question amazonienne. L'évolution de la posture brésilienne en matière de politique environnementale reflèterait la volonté d'atteindre certains objectifs en termes de libéralisation économique jugés d'ordre supérieur. Ensuite, l'auteur souligne que la question amazonienne est perçue par le nouveau gouvernement de Felipe Collor de Mello comme une véritable opportunité pour le pays à l'échelle internationale. Renversant le cours de choses, la question de la conservation forestière en Amazonie pourrait permettre au Brésil d'acquérir une place de choix dans les négociations environnementales internationales. Ce qui pourrait notamment conduire à l'obtention de nouvelles sources de financement[15]. Un large programme financé par le G7 est effectivement adopté en 1990, le Programme Pilote pour la Protection des Forêts Tropicales du Brésil (Programa Piloto para a Proteção das florestas tropicais do Brasil – PPG7).
Le président Felipe Collor de Mello parvient, en deux ans, à modifier considérablement l'image du Brésil sur la scène internationale. Il appuie la démarcation des plus grandes terres indigènes au Brésil. Il exerce un puissant *lobbying* pour que le Brésil accueille la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED) en 1992 (« Conférence de Rio »).

[15] L'époque est propice : la Conférence de Toronto de l'Organisation Météorologique Mondiale (juin 1988) est marquée par le projet de transferts financiers et technologiques en direction des pays en développement. L'année suivante, lors du Sommet des Non-Alignés de Belgrade, l'Inde demande la création d'un Fond de protection de la planète. La même idée est ensuite reprise lors du Sommet du Commonwealth de Malaisie (octobre 1989) puis à la Conférence de Noordwijk sur le changement climatique (novembre 1989).

1.5.3. La stratégie nationale de conservation de la biodiversité

Lors de cet événement international, plusieurs accords multipartites sont conclus. L'un d'eux est la Convention sur la Diversité Biologique. En application de cet accord dont il est l'un des signataires, l'État brésilien, par l'intermédiaire du ministère de l'Environnement lance le Programme National de Diversité Biologique (PRONABIO). Ce dernier doit permettre au pays d'élaborer sa Stratégie Nationale sur la Biodiversité. C'est dans ce cadre qu'est réalisé le projet Evaluation et identification des actions prioritaires pour la conservation, l'utilisation durable et la répartition des bénéfices de la biodiversité de l'Amazonie brésilienne. Plus de dix-huit mois de travail ont été nécessaires pour réunir, organiser et rendre compatibles les informations sur l'Amazonie légale recueillies dans plusieurs dizaines d'administrations publiques et d'organisations privées. A partir de la constitution de cette base de données exceptionnelle, plus de deux cent chercheurs et spécialistes amazoniens ont été réunis entre le 20 et le 25 septembre 1999 dans la ville de Macapá afin de croiser leurs regards sur les aires écologiquement importantes connues et menacées, mais aussi sur les zones de fort intérêt écologique présumé, c'est-à-dire encore mal connues. Pas moins de 385 zones prioritaires pour la conservation de la diversité biologique amazonienne brésilienne sont identifiées (figure 7). La Terra do Meio recouvre à elle seule cinq de ces zones prioritaires : deux zones de « très haute importance » (numérotée BX016 et BX013), une zone de « haute importance » (numérotée BX023), une zone « insuffisamment connue mais d'importance probable » (BX022) et une « nouvelle zone identifiée » par les spécialistes.

Figure 7 - Les zones prioritaires pour la conservation de la biodiversité de l'Amazonie légale



Source : (Capobianco 2001) et (Brasil 2001)

La carte des zones prioritaires pour la conservation de la biodiversité amazonienne issue du « Séminaire de Macapá » s'inscrit dans la lignée du travail mené par G. B. Wetterberg, M. T. J. Pádua *et al.* (*op. cit.*) décrit plus haut. Il reprend le mode opératoire mis en place lors du « Séminaire de Manaus » réalisé en 1990 et du « Séminaire de Miami » de 1994. En effet, l'extrême complexité de la biogéographie amazonienne et la taille de la région placent les décideurs devant une variété considérable de choix pour l'action en faveur de la conservation forestière régionale. Pour orienter ces décisions, plusieurs séminaires sont organisés dans les

années quatre-vingt-dix afin de réunir les spécialistes de nombreuses disciplines des sciences naturelles pour qu'ils déterminent quelques critères permettant d'orienter la sélection des aires prioritaires à conserver en Amazonie. Le premier de ces séminaires s'est tenu à Manaus en 1990. Organisé conjointement par l'INPA, l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) CI, l'IBAMA (entre autres), il réunit pendant dix jours une centaine de scientifiques qui délimitent 94 aires prioritaires pour la conservation, sur la base de la distribution des typologies végétales, l'endémisme, l'abondance des espèces et le degré de menace pesant sur les taxons les plus connus (Rylands 1990). Le Séminaire de Miami, en 1994, rassemble chercheurs et preneurs de décisions de toute l'Amérique du Sud afin de mettre en place quelques critères visant à orienter les investissements vers quelques grandes aires continentales de conservation écologique. Le positionnement des zones prioritaires s'appuie sur l'étude de la valeur biologique estimée, du degré de menace et des scénarios politico-institutionnels nationaux (Ayres, Da Fonseca *et al.* 2005).

Les informations à partir desquelles les aires ont été désignées lors de ces divers séminaires sont souvent empruntes d'une grande subjectivité, puisqu'elles s'ancrent dans l'expérience et l'évaluation personnelle des experts participants. Les différentes cartes proposant une localisation grossière des zones prioritaires de conservation en Amazonie ont toutes été produites « à dire d'experts ». Comment pourrait-il en être autrement lorsque l'on se rappelle l'hétérogénéité extrême des connaissances existantes sur les divers taxons, les biais inhérents à l'effort de collecte et les lacunes importantes du savoir naturaliste en Amazonie (Lewinsohn et Prado 2004 ; 2005) ? Ainsi, comme l'expliquent A. Peres et J. W. Terborgh (1995), « la carte du Séminaire de Manaus ne peut pas être prise pour une vision fantaisiste de la réalité. En fait, elle doit être reconnue comme un effort de bonne foi réalisé pour localiser les régions biologiquement importantes en Amazonie, admettant que les informations sur lesquelles elle se base sont sujettes à une révision continuelle. » (: 43). Le Séminaire de Macapá et la carte des aires prioritaires pour la conservation de la biodiversité amazonienne sur laquelle il débouche, représente le même effort de « bonne foi » pour localiser, sur la bases de critères objectifs et subjectifs, les aires amazoniennes clés devant intégrer la stratégie nationale de conservation de la biodiversité. Il s'agit également d'un engagement fort pris par les responsables politiques en direction du public brésilien et international, en faveur de la conservation de certaines régions amazoniennes particulières (comme la Terra do Meio).

1.6. Faute d'un accord international spécifique, des engagements internationaux épars

La Conférence de Nations Unies organisée à Rio de Janeiro en 1992 scelle le rapprochement du souci environnemental et social pour la conservation de la forêt amazonienne en le rapprochant du concept de développement durable qui acquiert lors de cette conférence ses lettres de noblesse.

Lors des négociations préparatoires, la question forestière fait l'objet de toute l'attention de la communauté internationale. Elle semble s'imposer comme un point de passage obligé des débats sur les moyens de lutte contre le réchauffement climatique et l'érosion de la biodiversité mondiale. La préservation des écosystèmes forestiers, et en particulier de l'Amazonie, est alors considérée comme un problème qui mérite le renforcement des dispositifs de l'action collective internationale. La déclaration du G7 lors du sommet de Houston n'appelle-t-elle pas de ses vœux une convention internationale sur les forêts ? A maintes reprises lors de la préparation de la CNUCED, la possibilité de traiter les forêts comme un objet de négociation spécifique et d'organiser une table des négociations qui y

répondrait est évoquée (Smouts *op. cit.*). L'idée serait de ponctuer la conférence par la signature d'une convention internationale sur les forêts. Cette perspective s'effondre à mesure que les négociations multipartites se mettent en place. La différence de point de vue entre les pays du Nord et du Sud semble trop forte. Face à la tentative de globalisation des enjeux forestiers défendue par les premiers, les seconds invoquent leur droit souverain dans la gestion des forêts présentes sur leur territoire. Afin d'expliquer l'échec d'une approche multilatérale de la question forestière, R. Smeraldi (2004) rapporte une série de veto croisés :

- les pays de l'Union Européenne, comme les environnementalistes de ces latitudes, sont favorables à une convention internationale sur les forêts dont le cœur doit être la préoccupation écologique ;
- les pays aux nombreuses plantations (comme le Canada) sont également très favorables à l'adoption d'une convention internationale dont la philosophie doit être dictée par les impératifs de production forestière;
- la majorité des pays du Sud, riches en forêts, sont réticents à l'adoption d'une convention contraignante et exigent la mise en place de mécanismes effectifs de transferts de ressources du Nord vers le Sud ;
- certains pays du Sud comme l'Inde, l'Indonésie ou la Malaisie se montrent réticents à tout accord international contraignant, invoquant le traditionnel argument « développementiste » selon lequel l'adoption d'une convention viendrait entraver leur perspective de développement économique ;
- pour la plupart des pays africains, la question forestière doit trouver sa place dans la Convention contre la Désertification ;
- d'autres délégations, principalement les USA et les pays de l'OPEP, tentent de transférer la question forestière sur la Convention sur le Climat afin de rendre cette dernière plus complexe et en repousser encore l'adoption ;
- de nombreuses organisations environnementalistes préfèrent concentrer leurs efforts pour inclure la question forestière dans le cadre de la Convention sur la Diversité Biologique, jugeant le terrain plus propice à la prise en compte de leurs préoccupations ;
- plusieurs représentants influents de la société civile des pays du Sud considèrent dangereux de s'engager dans la voie d'un accord multilatéral qui pourrait conduire à des formes d'ingérence de la part des pays du Nord ;

On comprend aisément l'effet paralysant sur les négociations qu'ont pu avoir ces tirs croisés. La détermination de certains pays (comme l'Allemagne) et de certains acteurs-clés (comme le Secrétaire général de la conférence) permettent néanmoins de ne pas entamer complètement la crédibilité de la CNUED. Un document est signé, le moins connue et le plus vite oublié de toute la conférence, « Son titre, de longueur exceptionnel, est une synthèse adéquate de l'inefficience de son contenu et de la crainte des parties de le signer. Il exprime en effet tout ce que le document n'est pas » (*ibid*.). Comment ne pas partager l'opinion de l'auteur en découvrant le titre du document : « Déclaration de principe, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts ».

Cette déclaration apparaît plus que toute autre comme un compromis politique donnant satisfaction (partielle) à toutes les parties, mais sans engager rien de précis. Dans les principes 1a et 2b, les pays du Sud liront avec plaisir que « les États ont le droit souverain et inaliénable d'utiliser, de gérer et d'exploiter leurs forêts conformément à leurs besoins ». Les environnementalistes préféreront le principe 10 selon lequel « des ressources financières particulières devraient être fournies aux pays en développement dotés d'un important couvert forestier qui établissent des programmes de conservation ». Les rôles écologiques joués par la

forêt sont repris dans le principe 4 qui spécifie l'importance du « maintien des processus et de l'équilibre écologique au niveau local, national, régional et mondial ». Mais, l'accent est indubitablement mis sur la dimension économique et sociale des espaces forestiers, que l'on retrouve dans le principe 6a qui mentionne l'importance de la forêt pour la « satisfaction des besoins énergétiques […] l'approvisionnement en bois de feu ou en bois industriel ». On note également le droit laissé à la conversion des espaces forestiers à « d'autres usages » dans le cadre du plan général de développement économique et social adopté par le pays. Aucun principe directeur n'émerge à proprement parler du document. La CNUED, comme toutes les tentatives de moindre ampleur qui l'ont précédé, marque la difficulté concrète de concilier de manière claire les objectifs sociaux, économiques et écologiques en matière de gestion forestière (Humphreys 1996).

Malgré l'échec des négociations multipartites de Rio, il serait inexact d'en conclure que l'écopolitique forestière internationale est au point mort. Un discours normatif sur la conservation de la forêt amazonienne, par bribes, est progressivement composé. Je reprendrai dans les lignes qui suives les principaux accords internationaux concernant la forêt de la Terra do Meio dont le Brésil est signataire:

▪ la Convention de Ramsar sur les zones humides d'importance internationale (signée en 1971 à Ramsar) cherche à enrayer la disparition des zones humides telles que les forêts de marécage et les mangroves, soulignant « leurs fonctions écologiques fondamentales en tant que régulateur du régime des eaux et en tant qu'habitats d'une flore et d'une faune caractéristiques et, particulièrement des oiseaux d'eau ». La convention fixe la conservation de la diversité biologique que recèlent ces écosystèmes et leurs fonctions écologiques comme une préoccupation internationale. Le rôle de ces espaces pour l'homme n'est pas non plus négligé, puisqu'ils sont considérés comme une « ressource de grande valeur économique, culturelle, scientifique et récréative, dont la disparition serait irréparable. »

▪ la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction (signée en 1973 à Washington) réglemente les passages aux frontières, commerciaux ou pas, de plusieurs dizaines de milliers d'espèces : animaux et plantes, vivants ou morts, ainsi que les parties qui les composent et les produits qui en sont dérivés. L'Annexe I de cette convention comporte l'acajou à grandes feuilles (*Swietenia macrophylla* King), espèce ligneuse très présente dans la Terra do Meio (cf. chapitre 2 B-III.d)iii-). L'interdiction ou la restriction commerciale de certaines espèces est fondée sur quelques principes élémentaires que la convention rappelle :

> « Les Etats contractants
> *Reconnaissant* que la faune et la flore sauvages constituent de par leur beauté et leur variété un élément irremplaçable des systèmes naturels, qui doit être protégé par les générations présentes et futures ;
> *Conscients* de la valeur toujours croissante, du point de vue esthétique, scientifique, culturel, récréatif et économique, de la faune et de la flore sauvages ;
> *Reconnaissant* que les peuples et les Etats sont et devraient être les meilleurs protecteurs de leur faune et de leur flore sauvages ;
> *Reconnaissant* en outre que la coopération internationale est essentielle à la protection de certaines espèces de la faune et de la flore sauvages contre une surexploitation par suite du commerce international ;
> *Convaincus* que des mesures doivent être prises d'urgence à cet effet ; »

▪ La Convention sur la diversité biologique (signée à Rio de Janeiro en 1992) est l'accord international qui, aujourd'hui, pose les principales normes de la conservation de la forêt de la Terra do Meio. Les objectifs, bien connus, de la convention sont la conservation de

la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques. Trois articles en particulier posent les bases de la conservation forestière. L'article 6, consacré aux mesures générales en vue de la conservation et de l'utilisation durable établit que :

> « Chacune des Parties contractantes, en fonction des conditions et moyens qui lui sont propres :
> a) Elabore des stratégies, plans ou programmes nationaux tendant à assurer la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ou adapte à cette fin ses stratégies, plans ou programmes existants qui tiendront compte, entre autres, des mesures énoncées dans la présente Convention qui la concernent ;
> b) Intègre, dans toute la mesure possible et comme il convient, la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans ses plans, programmes et politiques sectoriels ou intersectoriels pertinents ; »

L'article 8, dédié à la conservation *in situ* établit que

> « Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra :
> a) Etablit un système de zones protégées ou de zones où des mesures spéciales doivent être prises pour conserver la diversité biologique ;
> […]
> c) Réglemente ou gère les ressources biologiques présentant une importance pour la conservation de la diversité biologique à l'intérieur comme à l'extérieur des zones protégées afin d'assurer leur conservation et leur utilisation durable ;
> d) Favorise la protection des écosystèmes et des habitats naturels, ainsi que le maintien de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel ;
> e) Promeut un développement durable et écologiquement rationnel dans les zones adjacentes aux zones protégées en vue de renforcer la protection de ces dernières ;
> f) Remet en état et restaure les écosystèmes dégradés et favorise la reconstitution des espèces menacées moyennant, entre autres, l'élaboration et l'application de plans ou autres stratégies de gestion ;
> […]
> h) Empêche d'introduire, contrôle ou éradique les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces ; »

Finalement, l'article 10, visant l'utilisation durables des éléments constitutifs de la diversité biologique, fixe que :

« Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra :

> a) Intègre les considérations relatives à la conservation et à l'utilisation durable des ressources biologiques dans le processus décisionnel national ;
> b) Adopte des mesures concernant l'utilisation des ressources biologiques pour éviter ou atténuer les effets défavorables sur la diversité biologique ; »

▪ La Convention sur les changements climatiques (signée à Rio de Janeiro en 1992) se préoccupe de la question forestière dans son lien direct avec les dynamiques d'émission et de stockage des gaz à effet de serre. Dans le cadre de cette convention, la forêt est simultanément un « réservoir », un « puits » et une « source ». Elle se place donc sous le coup de la convention et en particulier de son article 3.3 selon lequel :

> « Il incombe aux Parties de prendre des mesures de précaution pour prévoir, prévenir ou atténuer les causes des changements climatiques et en limiter les effets néfastes. Quand il y a risque de perturbations graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour différer l'adoption de telles mesures, étant entendu que les politiques et mesures qu'appellent les changements climatiques requièrent un bon rapport coût-efficacité, de manière à garantir des avantages globaux au coût le plus bas possible. Pour atteindre ce but, il convient que ces politiques et mesures tiennent compte de la diversité des contextes socio-économiques, soient globales, s'étendent à toutes les sources et à tous les puits et réservoirs de gaz à effet de serre qu'il conviendra, comprennent des mesures d'adaptation et s'appliquent à tous les secteurs économiques. Les

initiatives visant à faire face aux changements climatiques pourront faire l'objet d'une action concertée des Parties intéressées. »

Les articles 4.1.c) et 4.1.d) établissent que toutes les pays signataires, tenant compte de leurs responsabilités communes mais différenciées et de la spécificité de leur priorités nationales et régionales de développement ainsi que de leur situation,

« c) Encouragent et soutiennent par leur coopération la mise au point, l'application et la diffusion − notamment par voie de transfert − de technologies, pratiques et procédés qui permettent de maîtriser, de réduire ou de prévenir les émissions anthropiques des gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal dans tous les secteurs pertinents, en particulier compris ceux de l'énergie, des transports, de l'industrie, de l'agriculture, des forêts et de la gestion des déchets;

d) Encouragent la gestion rationnelle et encouragent et soutiennent par leur coopération la conservation et, le cas échéant, le renforcement des puits et réservoirs de tous les gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal, notamment la biomasse, les forêts et les océans de même que les autres écosystèmes terrestres, côtiers et marins; »

▪ Le chapitre XI de l'Agenda 21 (adopté à Rio de Janeiro en 1992) est consacré à la question forestière. S'y manifeste à nouveau la divergence des points de vue sur la plurifonctionnalité des forêts. Tout comme pour la « Déclaration de principes… » l'approche de la problématique forestière ne pourra être qu'exhaustive et peu hiérarchisée, débouchant sur l'équivalent d'un mémento de la question forestière caractéristique du début des années quatre-vingt-dix. On y retrouve donc la nécessité de conservation, juxtaposée au maintien des rôles sociaux et économiques joués par la forêt. Les trois premières phrases décrivant les principes d'action à suivre donnent le ton :

« Les politiques, méthodes et mécanismes adoptés pour soutenir et développer les rôles écologique, économique, social et culturel multiples des arbres, des forêts et des terres forestières souffrent de graves insuffisances. De nombreux pays développés sont confrontés aux effets de la pollution atmosphérique et des incendies de leurs forêts. Il faut souvent adopter au niveau national des mesures et des méthodes plus efficaces pour améliorer et harmoniser l'élaboration des politiques, les plans et les programmes, les mesures et instruments législatifs, les modes de développement, la participation du grand public, et notamment des femmes et des populations autochtones, la (participation des jeunes, le rôle du secteur privé, des organisations locales, des Organisations Non Gouvernementales et des coopératives, le développement des compétences techniques et pluridisciplinaires et la qualité des ressources humaines, la vulgarisation forestière et l'éducation du public, les moyens de recherche et l'appui à la recherche, les structures et mécanismes administratifs, y compris la coordination intersectorielle, la décentralisation et les systèmes de responsabilité et d'incitation, la diffusion de l'information et les relations publiques. »

▪ L'Accord International sur les Bois Tropicaux (conclu à Genèvre en 1994), est jusqu'alors le seul accord multilatéral exclusivement dédié aux forêts tropicales. Il a été adopté dans le sillage de la CNUCED afin d'éviter une polarisation des débats et/ou leur fermeture. L'accord est principalement tourné vers une production forestière respectueuse de l'environnement. Le souci de conservation est exprimé dans deux articles présentant les objectifs écologiques de l'accord :

« j) Encourager les membres à appuyer et à développer des activités de reboisement en bois d'œuvre tropicaux et de gestion forestière, ainsi que la remise en état des terres forestières dégradées, compte dûment tenu des intérêts des communautés locales qui dépendent des ressources forestières ;

[…]

l) Encourager les membres à élaborer des politiques nationales visant à l'utilisation et à la conservation durables des forêts productrices de bois d'œuvre et de leurs

ressources génétiques, et au maintien de l'équilibre écologique des régions concernées, dans le contexte du commerce des bois tropicaux ; »

▪ La Déclaration finale du Sommet mondial du développement durable (adoptée à Johannesburg en 2002) indique que la gestion durable des forêts « est un objectif essentiel du développement durable » et « un moyen critique d'éliminer la pauvreté, de réduire sensiblement le déboisement, de faire cesser la perte de diversité biologique des forêts et la dégradation des sols et des ressources naturelles et d'améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à une eau salubre et à des sources d'énergie abordables ». Le plan d'action du Sommet mondial du développement durable souligne encore la nécessité de faire de la gestion durable des forêts un objectif prioritaire au niveau international. Il apporte son soutient aux travaux du Forum des Nations Unies sur les Forêts et appuie la mise en œuvre des recommandations issues de ce processus de négociation.

Cette rétrospective des engagements politiques montre l'existence d'un souci collectivement assumé et périodiquement réaffirmé en faveur de la conservation de la forêt amazonienne. Comme on l'a vu, cette préoccupation conservatrice s'est développée à des échelles différentes et dans des contextes socio-historiques distincts. La conservation de l'écosystème forestier a tantôt été affirmée comme une fin en soi, tantôt comme un objectif intermédiaire permettant d'atteindre une fin d'ordre supérieur (la grandeur de la nation, l'indépendance économique à l'égard des pays occidentaux, le maintien de la production en bois d'œuvre ou en bois-énergie, le bien être des populations locales, etc.). Ainsi, les engagements politiques en faveur de la conservation forestière poursuivent *in fine* des objectifs pluriels qui mêlent étroitement intérêts écologiques, sociaux et économiques. La réalisation simultanée de ces intérêts est souhaitée. Pourtant, dans les faits, et comme l'illustre l'impossible émergence d'un accord international contraignant sur les forêts, les objectifs écologiques, économiques et sociaux de la conservation forestière ne font pas toujours bon ménage. Leur adéquation n'est que rarement aussi évidente, aisée, naturelle et logique qu'on aime parfois à le faire croire. Pour cette raison, il importe, comme je le montrerai dans la section suivante, d'opérer une distinction claire entre les différents objectifs découlant de l'engagement de nos sociétés en faveur de la conservation forestière, pour ne pas perdre leurs singularités et leurs exigences propres.

2. De la nécessité d'assumer une lecture partielle pour instruire la question forestière

La section qui s'ouvre est déterminante pour mon propos. À partir des prises de responsabilité collectives en faveur de la conservation forestière (cf. *infra*), je justifierai l'intérêt (la nécessité) d'une analyse partielle, éco-centrée dans mon cas, des dynamiques à l'œuvre sur le terrain. Ce passage d'engagements politiques forts et pluriels à un référentiel normatif spécifiquement écologique, que j'adopterai dans cette thèse, se fera en trois temps.
D'abord, il s'agira de prendre au sérieux les engagements politiques en faveur de la conservation de la forêt amazonienne. Partant de là, il conviendra ensuite de reconnaître le pluralisme des préoccupations (sociale, environnementale et économique), difficilement conciliables en pratique, qui sous-tend ces annonces. Enfin, après avoir fait le constat de l'impossibilité pour un même chercheur de porter dans son analyse cette pluralité, je défendrai la nécessité d'adopter une lecture partielle des dynamiques territoriales contemporaines. Dans mon cas, celle-ci sera centrée sur l'état bio-physico-chimique de l'écosystème forestier.

2.1. Prendre au sérieux les engagements politiques pour la conservation forestière

D'abord, et malgré son caractère d'évidence, je commencerai par affirmer explicitement ma prise au sérieux des annonces politiques présentées dans la section précédente. Cette prise de position se différencie assez nettement de celle parfois adoptée par certains observateurs des dynamiques territoriales amazoniennes, qui décrivent le fossé incommensurable qui existerait entre les annonces politiques de conservation forestière d'un côté et la réalité des pratiques, de l'autre. Cette posture s'accompagne généralement de vives critiques qui viennent immanquablement souligner l'écart insurmontable qui séparerait les bureaucrates de Brasília, Washington ou d'ailleurs et la dure réalité amazonienne, entre les mots des politiques et les haches (ou tronçonneuses) des populations locales, entre la vision éco-romantique des dirigeants et la nécessité de survie humaine. Or, comme l'a défendu M. Leroy (2006[2004]), ce réflexe conduit en pratique à s'interdire toute critique constructive et fondée des pratiques à l'œuvre :

> « Notre sentiment est que cette façon de poser le problème bloque l'analyse de processus complexes, qu'il faut inverser la critique et énoncer au contraire : refuser de prendre au sérieux l'annonce politique c'est s'empêcher de la soumettre à la critique. Ce serait ne pas se donner les moyens d'analyser ce que les gens en font dans leurs univers d'action, s'empêcher de la mettre en discussion dans la sphère citoyenne et profane qui s'ancre sur les faits au-delà des annonces » (: 30).

À l'instar de cet auteur, je ferai le choix de pendre au sérieux les annonces politiques, les lois adoptés, les accords internationaux signés qui témoignent du souci collectif de conservation du massif forestier de la Terra do Meio. Cette prise au sérieux fonde le socle normatif de mon analyse des dynamiques territoriales actuelles de la région. Le référent normatif à partir duquel sera construit ma lecture des processus à l'œuvre dans la Terra do Meio est donc, par construction, extérieur aux pratiques et aux discours des acteurs engagés dans la gestion effective du territoire.

2.2. Abandonner le monisme de la « multifonctionnalité » forestière pour le pluralisme des objectifs de la conservation forestière

Comme l'expliquent E. Rodary et C. Castellanet (1998), le terme de conservation, en particulier dans le monde anglo-saxon, désigne une gestion prudente et mesurée (*wise use*) des ressources naturelles, c'est-à-dire une utilisation de la nature avec une finalité explicite de protection destinées à assurer les usages futurs. Ce constat est d'ailleurs partagé par P. Little (2004) qui explique, à propos du cas particulier de la gestion forestière amazonienne, que le terme de « conservationnisme » aurait surgi à la fin du 19ème siècle, au sein du corps des ingénieurs forestiers, lorsque aurait émergée la préoccupation d'exploiter les ressources naturelles sans qu'elles s'épuisent pour autant. On retrouve ici, en germe, les principes du désormais bien connu concept de développement durable.

Comme beaucoup d'autres espaces forestiers, la Terra do Meio recouvre un écosystème[16] complexe qui par son fonctionnement répond aux attentes, tant pratiques que symboliques, de

[16] S. Frontier et D. Pichod-Viale (1998[1993]) définissent l'écosystème comme « un système d'interaction complexe des espèces entre elles et entre celles-ci et le milieu » (: 1). S. Frontier (1997) complète : « On identifie des systèmes écologiques à tous les niveaux d'échelles d'espace (écosystèmes « locaux », « régionaux », « planétaires »), de temps (écosystème « saisonniers », « temporaires », « pérennes ») et de complexité (système d'intéractions prenant en compte un petit ou un grand nombre d'espèces, et leurs

différents groupes humains. Pour désigner ces attentes humaines nourries par les systèmes dits naturels, je parlerai, à l'instar de L. Mermet (2007[1998]) des « qualités désirables » forestières.
Il est possible, pour simplifier, d'en distinguer trois types : les qualités désirables écologiques (elles résultent de la diversité biologique des forêts et des différentes interactions avec l'atmosphère, l'eau et le sol), les qualités désirables sociales (on y retrouve l'usage de la forêt comme espace de loisir ainsi que ses composantes patrimoniales, historiques et culturelles) et les qualités désirables économiques (c'est-à-dire la fourniture de denrées en matières premières comme le bois ou les produits forestiers non ligneux).

Pour décrire la pluralité des rôles que les espaces boisés sont susceptibles de jouer, un mot s'est imposé, on parle de la « multifonctionnalité » forestière. La multifonctionnalité est aux forêts ce que le concept de développement durable[17] est à l'ensemble des processus et objets naturels planétaires. Les deux mots se sont hissés, avec le même succès, au hit-parade du vocabulaire sociopolitique contemporain. Il n'est pas un discours généraliste sur les écosystèmes qui n'évoquent et n'invoquent l'importance de leur durabilité du point de vue économique, social et écologique ou, dans le cas des forêts, le maintien ou la restauration de leur multifonctionnalité (Husson 2006b).
Comme l'analysent C. Aubertin et F.-D. Vivien (2006) à propos du développement durable, cet engouement s'explique par l'ambition normative du concept qui propose d'instaurer un état universel de bien-être. Il présente schématiquement un monde où ce que nos sociétés considèrent comme des anomalies, des problèmes, des défauts, auraient disparu (pauvreté, inégalité, prédation de la nature, etc.). M. Jollivet (2001) ne dit pas autre chose. Pour lui, le succès du concept « peut être ressenti comme fort réconfortant, dans la mesure où l'expression de « développement durable » est porteuse d'un condensé de valeurs essentielles que l'on pourrait appeler un « humanisme moderne ». Comment en effet ne pas adhérer à l'idée d'un développement économiquement pérenne, socialement équitable et écologiquement viable ? » (: 9). De même, comment ne pas épouser l'idée d'une forêt qui serait simultanément lieu de loisir, moyen de subsistance, source de matière première pour les marchés locaux ou internationaux et objet de préservation écologique ? La charge utopique des concepts est lourde. Un regard pluraliste porté sur ce qu'ils proposent permet d'éclairer un peu mieux leur succès retentissant.

Les auteurs sus cités (mais ils ne sont évidemment pas les seuls) rappellent que le développement durable, comme la multifonctionnalité forestière, touchent l'un et l'autre à des éléments fondamentaux, à des éléments normatifs. Ils mobilisent tous deux une diversité de valeurs essentielles et énoncent *a priori* l'existence d'une solution unique à toutes les situations où elles seraient amenées à se rencontrer. Ces deux concepts nourrissent l'expectative de la formulation possible d'un système unique à partir duquel nous pourrions apporter une réponse, toujours correcte, à tous les problèmes sociaux, économiques et environnementaux qui se posent à nous. Autrement dit, ces concepts conduisent au monisme, tel que le définit I. Berlin (2002) : loin de refuser la différence entre certaines valeurs (économiques, écologiques et sociales), les formules monistes que sont devenues le

environnements respectifs plus ou moins complexes). On parlera de l'écosystème forêt ou de l'écosystèe océanique, mais chacun de leur sous-systèmes est également un écosystème. » (: 137).

[17] Le développement durable connaît de multiples définitions. La plus connue reste sans doute la formulation initiale, attribuée à la « commission Brundtland » (1987) pour qui le développement durable est un type de développement qui permet de satisfaire les besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Quelques années plus tard, le Sommet de Rio (1992) traduira cet objectif en distinguant les trois composantes fondamentales qu'il s'agit d'intégrer : économique, sociale et environnementale.

développement durable et la multifonctionnalité forestière postulent l'existence d'une solution qui permettrait, dans chaque conflit de valeur, de les réunir. Pour Isaiah Berlin, qui s'est affirmé comme l'un des plus grands théoriciens du pluralisme (Walzer 1996), la faillite de telles conceptions monistes du monde est criante dans leur incapacité à rendre compte de l'expérience ordinaire (et pas seulement morale) des individus, en ce qu'elle est traversée par une pratique permanente : le choix (Gray 1995). C'est ce que semble vérifier les pratiques de gestion forestière.

Lorsque l'on commence à s'intéresser concrètement, à la mise en pratique de la multifonctionnalité forestière c'est bien à des choix, à des arbitrages, auxquels on se trouve confronté en permanence. Comme l'exprime X. Rochel (2006), à propos de la gestion des forêts françaises :

> « le concept de multifonctionnalité est récent, immanquablement cité par les publications récentes portant sur les rapports forêt-société ; mais les réalités qu'il recouvre ne sont absolument pas propres à ce début de 21ème siècle. La forêt a longtemps joué, comme elle joue encore aujourd'hui des rôles multiples, partiellement antagonistes, dont la coexistence nécessitait comme elle nécessite aujourd'hui d'être gérée, par des arbitrages entre les différents intérêts et par des aménagements particuliers » (: 155).

D'après l'auteur, gérer une forêt c'est choisir. Cette même observation est fréquemment reprise, sous une forme ou sous une autre, parfois à demi-mot seulement, par les ouvrages abordant le rôle des forêts (tempérées et tropicales). G. Buttoud (2003) constate que les « utilités » de la forêt sont difficilement atteintes simultanément, car « certaines de ces utilités sont plus ou moins compatibles entre elles ». M. Galochet (2006) évoque quant à lui l' « ambivalence forestière » entre ressource économique à valoriser et patrimoine naturel à protéger. J.-P. Husson (2006b) de son côté explique que

> « Les forêts ne sont pas enfermées dans des définitions simples, réductrices. Il s'agit de territoires sur lesquels les interlocuteurs multiplient leurs interrogations et ont exprimé des ambitions élargies, avec des outils de connaissances et d'inventaire depuis peu considérablement amplifiés. L'aménagement, discipline d'ingénieur n'est plus le seul discours qui sied à la forêt. Cet espace producteur qui est aussi un objet patrimonial est le lieu d'arbitrage entre des utilisations, des superpositions d'usages d'autant plus délicates à faire cohabiter que les bois demandent pour être en bonne santé, de prendre un aspect mosaïque complexe, élaboré et devant respecter la contrainte du temps long (: 127).

P. Falcone, S. Rocard *et al.* (2003) partagent le même constat en ce qui concerne les forêts tropicales :

> « Même avec un accord sur des principes, la définition précise, au niveau local, de ce qu'est une gestion durable n'est pas toujours techniquement aisée. Ce d'autant que la durabilité absolue, dans tous ses aspects, n'est qu'un idéal : ainsi, il est impossible d'exploiter de bois d'une forêt tropicale à une échelle commerciale en conservant l'intégralité de sa biodiversité. » (: 27).

J.-C. Bergonzini et J.-P. Lanly (2000) renchérissent :

> « La gestion durable ne se résume pas à la reproduction à l'identique de l'écosystème et de son environnement par référence à leur état d'origine. […] lorsque la gestion a pour objectif principal la production de bois, la durabilité peut être comprise comme le maintien, voire l'accroissement de la productivité, ce qui conduit concrètement à accepter une évolution de la structure de l'écosystème, d'autant plus nécessaire en forêt tropicale que les rendements à l'hectare y sont généralement faibles. » (: 142).

Une conclusion simple peut être tirée de ces quelques témoignages : il paraît pour le moins risqué de postuler *a priori* que la conservation des qualités désirables d'un type (quel qu'il soit : écologique, économique ou social) aille de paire avec la conservation des qualités désirables des deux autres… même si cela s'avérerait souhaitable. Ce constat pratique est

d'ailleurs renforcé si l'on se rappelle que les engagements politiques pour la conservation forestière laissent ouverte, pour la plupart, la possibilité de détruire une partie des forêts, lorsque cela s'impose. L'espace forestier est alors converti à d'autres usages du sol. En Amazonie, l'élevage occuperait à lui seul près de 80 % des usages alternatifs des forêts (Chomitz et Thomas 2001). On perçoit ainsi ce qu'il faut bien considérer comme le quatrième service que peut rendre la forêt : être détruite afin de libérer de la place aux usages agro-pastoraux, tout en apportant aux futures cultures de précieux nutriments minéraux (Veiga, Tourrand *et al*. 2004). La forêt devient une réserve spatiale et minérale à défricher pour des usages alternatifs du sol. Ces pratiques très médiatisées et devenues communes en Amazonie, au niveau des franges pionnières agro-pastorales, ne sont pas nouvelles. Les écologues S. Frontier et D. Pichod-Viale (1998[1993]]) assurent que les trois facteurs destruction du couvert végétal, surpâturage et feu ont été associés depuis le Néolithique. Comme l'expliquent les auteurs,

> « On peut dire que depuis le Néolithique, une guerre exterminatrice a été déclarée par l'humanité à l'encontre de la végétation. Des connotations valorisantes subsistent encore (« coloniser » et « civiliser » une terre vierge signifient, en premier lieu, la défricher) et, au-delà des connotations, de « grands desseins civilisateurs » passant par la destruction des forêts et autres végétations hostiles. […] Cette activité en région intertropicale ne fait que poursuivre l'œuvre des défricheurs de l'Europe au Moyen-âge, et de l'Afrique pendant la colonisation – œuvre, elle-même, en continuité rigoureuse avec l'explosion démographique du Néolithique, corrélative de l'apparition des cultures donc du défrichage systématique.
>
> Car, il faut bien le reconnaître, la forêt n'a jamais pu nourrir des densités humaines importantes. […] Le Néolithique a vu augmenter le besoin d'espace non seulement pour implanter des cultures, mais pour faire passer des troupeaux et les nourrir… et la forêt n'a jamais nourri les troupeaux. Déforestation et destruction de la végétation « par le fer, le feu, la dent » représentent une entreprise multimillénaire. » (: 193).

L'histoire des agricultures du monde racontée par M. Mazoyer et L. Roudart (2002[1997]) ne dit pas autre chose. L'espace forestier s'est souvent transformé en négatif des attentes pédologiques exprimées par les communautés paysannes de proximité. Sylvosystèmes et agro-sociosystèmes ont évolué en terme d'affrontement, de conflits, de recul des forêts, d'appauvrissement des lisières (Husson 2006a).

D'ici 2050, la Terre devrait accueillir près de 3 milliards d'habitants supplémentaires, soit un accroissement de la population mondiale de 50 % en cinquante ans. Plus de 90 % de cet accroissement concernent les pays en développement. Sans recourir à des schémas mécaniques, il n'en demeure pas moins qu'inévitablement, les systèmes agricoles et les systèmes forestiers des pays concernés subiront de fortes pressions, que se soit en termes d'intensification de leur gestion ou de changement d'affectation de leurs terres (Falcone, Rocard *et al*. *op. cit.*). Dans ces conditions, il ne faut pas considérer l'arrêt de la déforestation comme un objectif absolu mais le replacer dans une gestion pluraliste de l'espace forestier : il peut être tout à fait légitime de sacrifier une partie des forêts si les aspects sociaux ou économiques le justifient. Le choix, en dernière instance, est toujours d'ordre politique, comme le rappellent J. Theys et B. Kalaora (1992) :

> « L'impossibilité dans beaucoup de domaines de l'environnement de se référer à une objectivité extérieure incontestable, les incertitudes fondamentales qui subsistent (en particulier sur les risques planétaires), les controverses non closes entre les experts, la résistance de l'opinion à se laisser convaincre par les argumentations scientifiques les plus formelles peuvent redonner toute sa force à une évidence : à savoir que les décisions relatives à l'environnement sont aussi et sans doute surtout des arbitrages entre des valeurs, c'est à dire des choix éminemment politiques. Dans les

> Etats démocratiques il n'y a pas d'autre alternative pour résoudre ces conflits de valeurs que le débat public qui laisse une large part à l'expression des différents intérêts en présence. »

Au sein de ces débats publics, la question fondamentale devient alors de comprendre où le déboisement représente un « problème » (Alencar, Nepstad *et al.* 2004) et donc où l'évaluation environnementale des performances du système de gestion est appelée à jouer un rôle capital.

Que faut-il conclure ? Que la gestion durable des forêts n'est qu'un doux rêve, un objectif inatteignable ? Pas le moins du monde, il s'agit simplement de reconnaître que les objectifs politiques de conservation formulés en terme de multifonctionnalité forestière, c'est-à-dire comme la volonté de combiner qualités désirables d'ordre écologique, économique et social, ne résolvent en aucun cas le problème de la gestion forestière, bien au contraire, ils la posent. Accepter de prendre au sérieux les engagements politiques en faveur de la conservation forestière de la Terra do Meio conduit en premier lieu à reconnaître l'existence d'objectifs de conservation différents, divergents et parfois contradictoires. Mais, reconnaître la pluralité des objectifs sous-tendant les annonces politiques de conservation forestière ne doit pas conduire à la résignation ou au scepticisme. Au contraire, j'interpréterai cette pluralité comme une invitation à promouvoir et à prendre part au moment politique inhérent à toute prise de décision collective. Mais, à ce stade du raisonnement une question émerge. Admettant que les engagements politiques en faveur de la conservation de la forêt sont pluriels, comment celui qui a fixé comme référent extérieur à son analyse ces objectifs peut-il s'en saisir ? A quoi est-il conduit pour mener à bien son travail d'analyse ?

2.3. Faire le choix d'une critique partielle

J'observerai pour commencer qu'il me paraît très difficile qu'un individu, quel qu'il soit, puisse réaliser l'étude des dynamiques territoriales, en fondant simultanément son analyse sur les différents objectifs de conservation, souvent antagonistes en pratique, fixés par les engagements en faveur de la conservation forestière. En effet, puisque les objectifs fixés s'avèrent différents, divergents voire contradictoires, il faut nécessairement choisir, à chaque analyse, un point de vue particulier à partir duquel pourront être observées et décrites les pratiques humaines.

On pourrait alors imaginer, qu'il suffirait à l'analyste de réaliser trois lectures sélectives successives des dynamiques territoriales à l'œuvre, avant d'en proposer une synthèse qui poserait, de manière exhaustive, les termes critiques du débat sur la conservation des forêts de la Terra do Meio. Malheureusement, comme l'exprime G. Arnaud (1996), l'atopie du chercheur, qui pourrait par exemple lui permettre d'adopter différents successifs regards normatifs sur la réalité, est une utopie. Il ne m'est sans doute pas possible, pas plus qu'à un autre d'ailleurs, d'adopter (même alternativement) différentes lectures des dynamiques territoriales à l'œuvre dans la Terra do Meio[18]. Cette impossibilité, dont L. Mermet (2004 ; 2006b ; 2007) fait également le constat, a été particulièrement bien décrite par M. Walzer (1996[1995]) :

> « Imaginez un critique social qui romprait ses attaches avec sa famille et son pays, qui quitterait la caverne, découvrirait la Vraie Doctrine, et puis reviendrait pour mesurer ses semblables et leur mode de vie commun à l'aune de sa nouvelle norme objective. Ce serait certainement un héros (ne souhaiterions-nous par le tuer ?) et il suffirait entièrement à satisfaire le

[18] Il m'est encore moins possible de rabattre le moment politique sur mon seul travail de recherche et prétendre offrir « la » vision globale du sujet.

> besoin de critique : il n'y aurait aucun sens à avoir plus d'une personne de ce genre. S'il connaissait la Vérité et nous jugeait sans passion, de manière impartiale, nous ne pourrions écouter qu'en silence : sa critique se substituerait à nos plaintes. Bien plus, pas seulement la nôtre ; s'il en avait le temps et l'énergie, un tel critique, un Hercule de la critique, pourrait servir le monde entier. Si sa norme était objective, nul ne pourrait nier la portée mondiale de sa critique.
> Il n'existe pas de Hercule, il n'existe par de critique qui à lui seul suffise à satisfaire le besoin de critique dans sa totalité : c'est là un fait dont nous pouvons probablement tous nous imputer la responsabilité les uns aux autres. […] Nous ne sommes pas d'accord quant à savoir quelle doctrine est la Vraie Doctrine, et ainsi nous avons plusieurs critiques sociaux : la critique nous vient de tous les côtés. » (: 29).

La critique est nécessairement pluraliste, partielle et jusqu'à un certain point, partiale. L'auteur nous invite à nous méfier des critiques herculéens qui prétendent embrasser toutes les approches d'une question. N'est-ce pas à ce genre de critique auquel je me livrerai si je me lançais dans une analyse des dynamiques territoriales amazoniennes du point de vue des objectifs écologiques, économiques et sociaux de la conservation forestière ?

Conscient, à l'instar de L. Mermet (2005a), que les analyses du chercheur sont inévitablement porteuses de points de vue normatifs quant aux performances attendues ou réelles du système de gestion du territoire et des ressources naturelles, j'admettrai que le travail du chercheur doit se construire en lien avec une perspective partielle. Le point essentiel est alors de l'assumer et de l'expliciter afin de contribuer au fonctionnement pluraliste du système de gestion.
Pour ma part, je choisirai de m'intéresser aux qualités désirables écologiques de l'écosystème forestier de la Terra do Meio[19]. Dès lors, le référentiel normatif de mon analyse des dynamiques territoriales, découlant de ma prise au sérieux des engagements politiques en faveur de la conservation de la Terra do Meio, peut s'exprimer de manière simple comme : conserver ou rétablir les qualités désirables écologiques (Mermet 2007[1998]) de la forêt de la Terra do Meio. La lecture spécifiquement écologique ou éco-centrée de la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio que je propose n'est, il faut en convenir, qu'une vision partielle de la situation qui accepte autant de lectures qu'il y a de préoccupations d'intérêt général.

Mais, la vision pluraliste du monde conduit souvent à un malaise. En effet, si l'on considère qu'il existe une pluralité de manières bonnes de gérer la forêt de la Terra do Meio (privilégiant la composante sociale, environnementale, économique de sa conservation ou sa destruction pure et simple) irréductibles les unes aux autres, fréquemment conflictuelles et parfois incommensurables, comment sera-t-il possible, le moment venu, de fonder l'arbitrage politique[20] ? A quoi peut bien servir une lecture éco-centrée assumée et étayée si, en tout état de cause, elle ne pouvait entrer en discussion avec une lecture alternative qui aurait pour référent normatif le maintien des qualités désirables économiques (ou sociales) ? Certains auteurs pluralistes aiment à décrire les choix entre valeurs, selon une veine existentialiste, comme toujours non-rationnels, comme des sauts dans le vide répétés (Gray *op. cit.*). D'autres pourtant ont privilégié des postures moins tragiques. Pour eux, un choix raisonné et assumé entre valeurs incommensurables est souvent possible, non dans l'abstrait (par recours à une

[19] Les motifs de ce choix seront notamment abordés dans la section C-I.b de ce chapitre.
[20] Des valeurs dites incommensurables ne peuvent être positionnées sur une même échelle pour être mesurées et/ou comparées. Un bien incommensurable est par définition sa propre et seule mesure. Il faut convenir que dans le cas de conflits entre valeurs incommensurables, la plus petite perte de l'une des valeurs ne peut en aucun cas être rattrapée ou compensée par l'ajout, même en quantité infinie, d'une autre. Le choix entre valeurs incommensurables, lorsqu'il s'impose, conduit nécessairement à une perte.

conception moniste), mais au contraire dans la particularité du cas concret rencontré (Walzer 1997[1983]). Ainsi, alors que des valeurs s'avèrent incommensurables d'un point de vu abstrait, il peut exister de « bonnes raisons », dépendantes du contexte spécifique, de faire un choix plutôt que l'autre. Localement, il peut y avoir des motifs valables permettant d'opérer à une hiérarchisation pragmatique des valeurs en conflit. Pour décrire cette perspective, P. Ricœur (1995) parlera d'un « pluralisme contrôlé ». C'est aussi vers cette direction que se tourne I. Berlin (1990 *apud* Crowder 2004), rejetant toute forme de relativisme pour conclure que « la situation concrète est à peu près tout ».
Une lecture éco-centrée n'est donc pas vaine si elle permet de faire ressortir lors de l'analyse, et du point de vue des objectifs écologiques fixés par les engagements politiques, les spécificités de la situation de gestion de la forêt Terra do Meio.

À quel résultat sommes nous parvenus ? J'ai montré que celui ou celle qui décidait, à la fois, de prendre au sérieux les engagements pris en faveur de la conservation de la forêt et de placer leurs objectifs comme référent de l'analyse des dynamiques territoriales, était conduit *nolens volens* à choisir une lecture partielle de la situation centrée sur l'une ou l'autre des qualités désirables des forêts. Pour ma part, j'ai choisi d'adopter les objectifs écologiques fixés par les engagements politiques forestiers. J'assume donc une lecture éco-centrée, c'est-à-dire centrée sur la conservation des qualités désirables écologiques de la forêt. Comme je l'ai également montré, cette lecture partielle des dynamiques territoriales à l'œuvre en Amazonie brésilienne ne peut rentrer en dialogue avec les autres regards partiaux, qu'à la condition expresse de se placer dans le cadre d'un « pluralisme contrôlé », c'est-à-dire de s'attacher à révéler la situation concrète dans sa particularité, au regard des objectifs écologiques placés comme référent de l'analyse. Mais comment cela est-il possible ? Je défendrai dans la section suivante l'idée que l'élaboration d'un référentiel normatif concret, c'est-à-dire fondé sur l'état bio-physico-chimique de la forêt permet d'arriver à ce résultat.

3. L'élaboration d'un référentiel normatif centré sur l'état bio-physico-chimique de la forêt

Comment traduire et intégrer dans mon raisonnement l'idée, tirée de la réflexion des théoriciens du pluralisme, selon laquelle « la situation concrète est à peu près tout » ? Autrement dit : comment faire ressortir les particularités de la situation de gestion territoriale locale, du point de vue de l'objectif choisi qu'est la conservation des qualités désirables écologiques ? Pour cela, il convient de spécifier en termes concrets, matériels, les objectifs écologiques qui constitueront le référentiel de l'analyse, c'est-à-dire définir l'état bio-physico-chimique des systèmes forestiers dits naturels qu'il s'agit de conserver. Une fois cette précision apportée, il sera alors possible à l'analyste de suivre et évaluer de manière concrète, simple et transparente, les dynamiques territoriales qu'il entend étudier. À la suite, les pratiques humaines pourront ouvertement être analysées au regard de l'évolution de l'état bio-physico-chimique de l'écosystème forestier.

Je décrirai la construction du référentiel normatif traduisant en termes concrets les objectifs écologiques fixés par les engagements politiques en faveur de la conservation forestière en deux temps. D'abord, je spécifierai les enjeux écologiques ou qualités désirables écologiques, de la conservation forestière amazonienne, m'attachant à souligner dès que ça sera possible les caractéristiques propres du massif forestier de la Terra do Meio. Ensuite, je m'efforcerai

de présenter, l'état bio-physico-chimique forestier qui constituera, malgré les lourdes incertitudes planant sur le sujet, le référent pratique de l'analyse.

3.1. Les enjeux écologiques de la conservation forestière

Comme l'explique R. Barbault (1997[1983]), du pôle à l'équateur se succèdent, en bandes parallèles, de grands types de formations végétales, caractéristiques des grandes zones climatiques de la biosphère. Ces phytocénoses constituent, avec la faune qui leur est associée, les biomes. La distribution de ces grandes formations végétales est largement gouvernée par les caractéristiques des variables climatiques majeures que sont la température et la pluviosité. Je reprendrai la classification de l'auteur en inscrivant la forêt amazonienne dans le biome « forêt sempervirente tropicale ». Au Brésil, une autre classification s'est imposée. D'après celle-ci (figure 8), le pays serait découpé en sept biomes différents et trois zones de transition. La Terra do Meio appartient alors au biome[21] Amazonie qui s'étend de l'océan Atlantique aux contreforts orientaux de la cordillère des Andes. Neuf pays d'Amérique du Sud se partageraient le biome amazonien. Le Brésil en représenterait à lui seul près de 69 % (Ab'Saber 1977), qui couvriraient près de 48 % du territoire national (4 105 401 km²). Le biome amazonien a lui-même été décomposé en vingt-trois écorégions[22] (WWF 1999 ; Ferreira 2001). Les 7,9 millions d'hectares de la Terra do Meio appartiennent à l'écorégion Xingu-Tapajos.

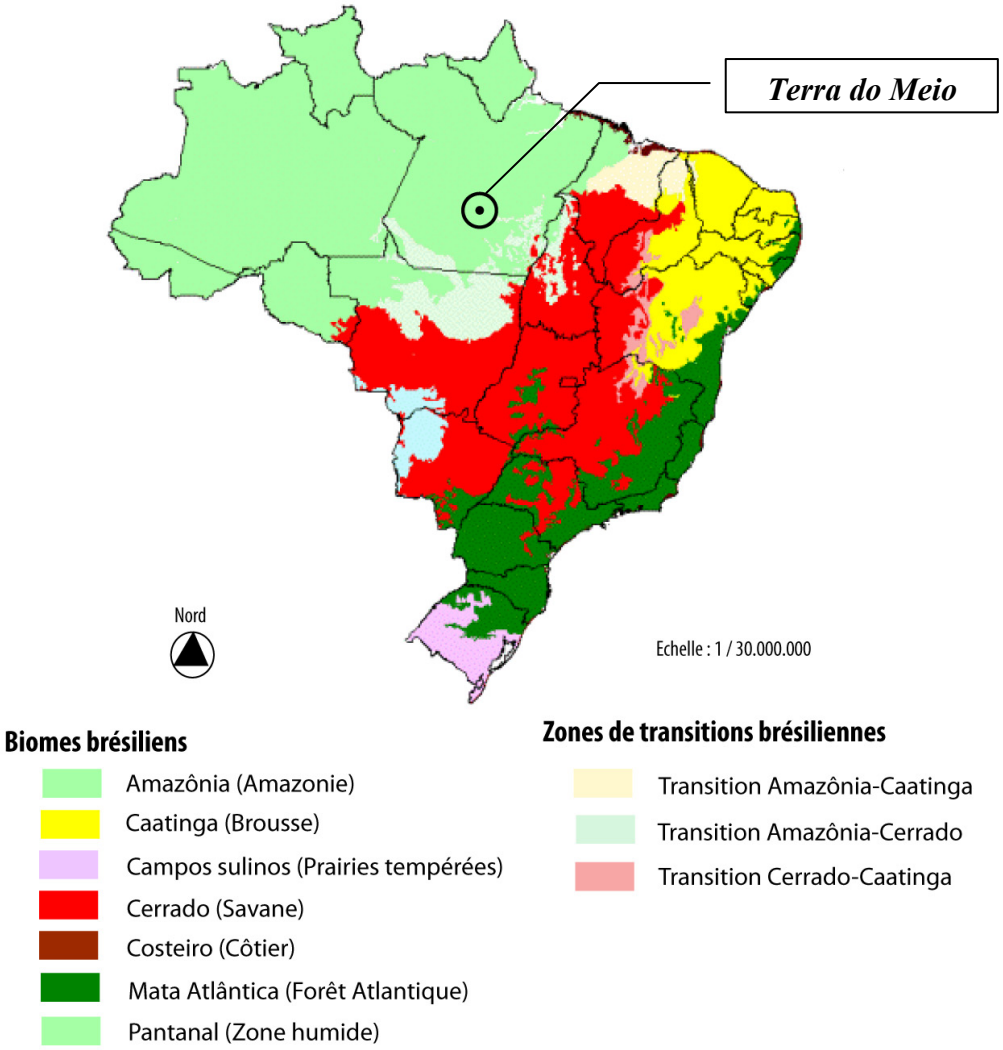
Comme le rappellent S. Frontier et D. Pichot-Viale (*op. cit.*), alors qu'il convient d'en finir avec le mythe des « forêts poumons de la Terre »[23], il faut reconnaître les multiples services écologiques que celles-ci rendent et au nom desquels sa protection apparaît tout à fait justifiée : rôle dans le cycle de l'eau et pour le climat, formation du sol par attaque de la roche-mère, protection des sols une fois constitués, stabilisation de la biomasse produite, etc. Pour les auteurs, les arguments ne manquent pas. Le rôle régulateur fondamental de l'Amazonie dans les grands équilibres écologiques régionaux et nationaux s'est imposé comme l'un des principaux résultats des recherches scientifiques menées ces dernières années (Laurance 1999 ; Laurance, Cochrane *et al.* 2001). On relèvera notamment que la forêt amazonienne fixe plus d'une centaine de trillions de tonnes de carbone, sa masse végétale libère, via les processus d'évapotranspiration, près de sept trillions de tonnes d'eau dans l'atmosphère chaque année, ses fleuves déverseraient approximativement 20 % de toute l'eau douce qui se jette dans les océans (Brasil 2002).

[21] Le « biome » est défini par L. Ferreira, R. L. Sá *et al.* (2001) comme « un ensemble d'écorégions, présentant une faune, une flore, des dynamiques et des processus écologiques similaires » (: 270).

[22] Selon E. Dinerstein, D. M. Olson *et al.* (1995 *apud* Ferreira, Sá *et al.* 2001 : 270), une écorégion est « un ensemble de communautés naturelles, géographiquement distinctes, qui partagent la majorité de leurs espèces, dynamiques et processus écologiques, ainsi que des conditions environnementales similaires au sein desquelles les interactions écologiques sont indispensables pour leur survie à long terme ». Le concept d'écorégion peut être utilement employé pour définir les unités d'analyse du paysage, en vue de la gestion de la conservation des espaces naturels, parce qu'il combine différentes échelles biogéographiques. Ainsi, selon les auteurs, ce concept présente l'avantage considérable de prendre en considération les phénomènes évolutifs responsables de la biodiversité et d'agréger les composantes relatives à la rareté de la biodiversité (habitat, communauté ou espèce unique), qui ressortent lors du changement d'échelle biogéographique.

[23] L'Amazonie en réalité ne « produit » pas d'oxygène, mais se contente de le recycler en même temps que le carbone d'ailleurs.

Figure 8 – Localisation de la Terra do Meio dans les biomes brésiliens



Source : (WWF 2000)

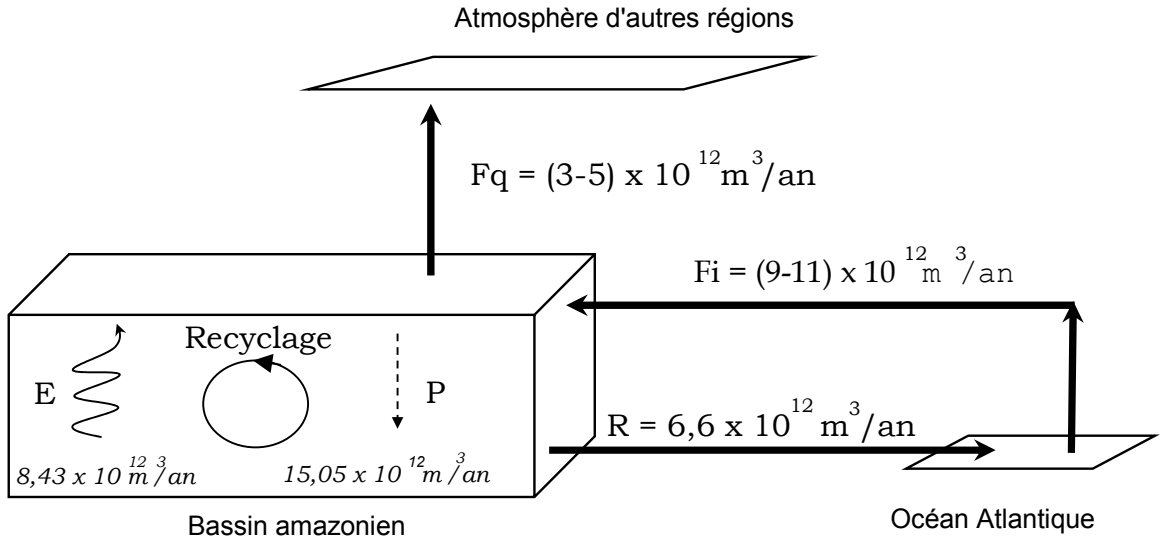
3.1.1. Les cycles naturels

Cycle de l'eau et climat

Les anecdotes ou adages selon lesquels la forêt « attirerait » la pluie ou la « créerait », et inversement la défriche la « ferait fuir », sont connus de tous. Les travaux scientifiques réalisés dans la fin des années quatre-vingts en Amazonie ont permis de vérifier empiriquement ces observations populaires (Lovejoy et Salati 1983). Le flux de masses d'air au dessus du Brésil est unidirectionnel, il va de l'Atlantique aux Andes. Bien que certains fronts d'air froid remontent parfois du Sud jusqu'au cœur de l'Amazonie, ils restent rares. Il n'y a donc généralement pas de mélange de masses d'air au dessus de l'Amazonie. Cette stabilité a permis d'étudier, dès la fin des années soixante-dix, le mouvement des masses d'air au dessus de la région. Comme l'ont montré E. Salati, A. Dall'Olio *et al.* (1979) et E. Salati, J. Marques *et al.* (1978), à partir du marquage isotopique des molécules d'oxygène, la moitié seulement des précipitations sur le bassin amazonien sont originaires de l'Atlantique. Autrement dit, l'évapotranspiration forestière dégage à elle seule près de 50 % des molécules d'eau qui, après un processus de condensation, forment les précipitations qui arrosent presque quotidiennement la région. Retenons une idée simple : la moitié de l'eau qui tombe sur la forêt amazonienne est produite par la forêt elle-même.

La Terra do Meio, en particulier, doit très certainement jouer un rôle fondamental dans le maintien de ces équilibres climatiques régionaux. En effet, de la même manière que les régions d'Amazonie Orientale reçoivent les pluies issues de la condensation de la vapeur d'eau océanique, les régions d'Amazonie Centrale reçoivent les masses d'eau issues du refroidissement de la vapeur d'eau produite par les forêts situées plusieurs centaines de kilomètres plus à l'est (Victoria, Martinelli *et al.* 1991). Ainsi, d'une manière assez surprenante, la forte pluviométrie sur le cœur amazonien dépend des processus d'évapotranspiration qui ont lieu dans des régions avec des périodes sèches plus marquées, situées à la périphérie du massif forestier, comme c'est le cas de la Terra do Meio. E. Salati (2001) proposent un modèle schématique du cycle de l'eau dans la région amazonienne qui met en évidence la circulation de la vapeur d'eau liée au fonctionnement de l'écosystème forestier (figure 9). Comme le démontre l'auteur, le transfert de masses d'eau occasionné par le fonctionnement de l'écosystème forestier est à l'origine du microclimat local, mais doit aussi être relié au climat régional et global. J'aborderai l'évaluation des conséquences des déboisements amazoniens un peu plus loin.

Figure 9 – Modèle du cycle de l'eau dans la région amazonienne



Source : (Salati 2001)
N.B. P = précipitation, E = évapotranspiration, R = écoulement du fleuve, Fi = flux de vapeur d'eau provenant de l'Atlantique et Fq = flux sortant du bassin amazonien

Pour P. Moutinho et D. Nepstad (2001), la forêt amazonienne remplirait également un rôle de « climatiseur » essentiel, dans la mesure où la conversion d'eau en vapeur d'eau est un processus biologique endothermique, c'est-à-dire consommateur d'énergie. Le fonctionnement des écosystèmes forestiers, absorbant de l'énergie, c'est-à-dire de la chaleur, « refroidirait » l'atmosphère. Les auteurs observent encore que les forêts situées dans les régions d'Amazonie Orientale ou Méridionale, comme celles de la Terra do Meio, subissent une période sèche de trois à cinq mois entre avril et septembre. Elles jouent alors un rôle important de « pare-feux » pour l'ensemble du massif amazonien. En effet, grâce à un système racinaire capable de puiser l'eau à plus de dix mètres de profondeur parfois, les massifs forestiers de ces régions parviennent à maintenir un feuillage « toujours vert » durant la période d'étiage (Nepstad, Carvalho *et al.* 1994). Les rayons solaires ne parviennent pas à percer la canopée, même durant l'époque la plus sèche. Le micro-climat humide de sous-bois, garant de la faible vulnérabilité au feu de la forêt amazonienne (Holdsworth et Uhl 1997), est donc préservé.

Cycle des mineraux

Les caractéristiques des climats tropicaux, en particulier le maintien de températures élevées associées à de fortes précipitations ainsi que les variations climatiques, qui ont tenu la région amazonienne à l'écart d'une influence trop marquée des grandes glaciations du quaternaire, expliqueraient le haut degré d'altération des sols tropicaux (Bergonzini et Lanly *op. cit.*). L'importance et l'ancienneté de cette altération est à l'origine de ces sols relativement pauvres chimiquement mais très profonds. Les argiles, essentiellement composés de kaolinite, leur donnent un aspect friable et une faible capacité à retenir les nutriments (*ibid.*). Ces argiles présentent de faibles capacités d'échange et d'absorption des cations. Les sols amazoniens ne peuvent donc conserver de manière réversible les nutriments minéraux essentiels à la survie végétale (Schubart 1991).

La forêt tropicale supplée à cette carence minéralogique par un processus de recyclage des nutriments intense, rapide et constant, via l'association entre les mycorhizes (champignons filamenteux microscopiques) et les racines. Cette symbiose favorise la solubilisation rapide des minéraux essentiels (phosphore et nitrogènes) et augmente la surface d'absorption du système racinaire. Les nutriments solubilisés ou transportés par les pluies sont ensuite efficacement capturés par les végétaux (Falesi 1991). Ainsi, l'impression d'abondance donnée par la biodiversité amazonienne et l'exubérance forestière trouvent leur explication dans le fonctionnement des écosystèmes amazoniens qui contribuent à la formation et à l'amélioration des sols, au travers de leur capacité unique à recycler très rapidement les substances nutritives libérées par les organismes en décomposition (feuilles, insecte, champignons).

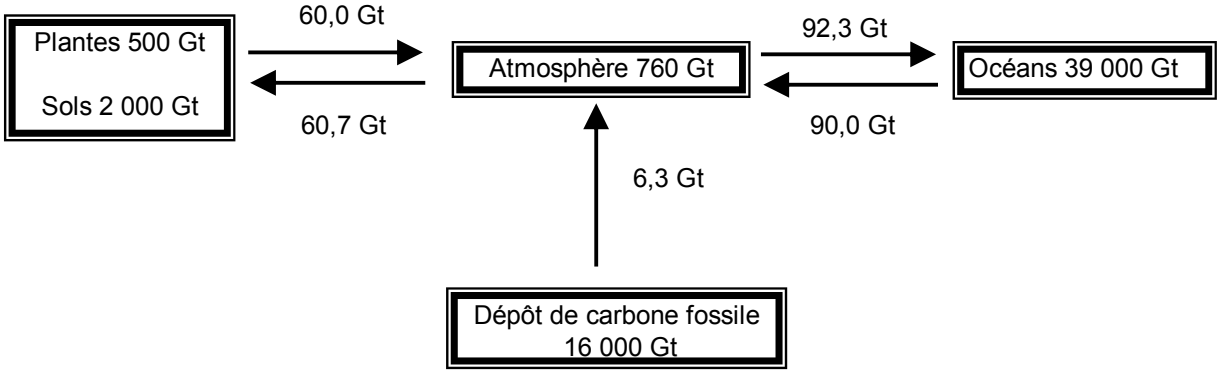
La forêt offre également une protection aux sols formés (Frontier et Pichod-Vidal 1998[1993]). Entre cycle hydrique et cycle des nutriments, la forêt concourt également à la régulation de l'écoulement des eaux. Les racines absorbent l'eau du sol alors que les cimes des arbres retiennent l'eau des pluies avant qu'elle ne s'évapore. Les arbres et souches formeraient quant à eux de véritables obstacles naturels à l'écoulement des eaux de ruissellement (Kellman et Tackaberry *op. cit.*).

Cycle du carbone

Ces dernières années, l'accent a été particulièrement mis sur le rôle fondamental joué par la forêt amazonienne dans le cycle planétaire du carbone. Comme le rappelle M. Y. Chang (2004), l'effet de serre est un phénomène naturel dû à la présence de certains gaz, présents en faible quantité, dans l'atmosphère terrestre (1 % de vapeur d'eau et 0,04 % de dioxyde de carbone). Sans la présence de cette « couverture naturelle », les radiations infrarouges absorbées par la Terre se dissiperaient dans l'espace. La température à la superficie de la terre serait 33°C moins élevée qu'elle ne l'est actuellement.

Le dioxyde de carbone est le principal gaz responsable de l'effet de serre. Il circule entre les quatre réservoirs principaux : atmosphère, océans, biomasse terrestre et dépôts de carbone fossile. Selon les données de l'Intergovernmental panel on climate change (IPCC 2000), des 6,3 Gt de carbone émises par les activités anthropiques, 3,3 Gt resteraient dans l'atmosphère (figure 10), provoquant l'augmentation de l'effet de serre (le reste serait réabsorbé par les océans et la biomasse terrestre).

Figure 10 – Flux et stocks du cycle du carbone à l'échelle mondiale



Source : IPCC (2000)

Les forêts contribuent aux échanges de carbone entre la végétation, le sol et l'atmosphère de deux manières. Elles fixent du carbone par photosynthèse et en libèrent par respiration ou décomposition de matière organique (Falcone, Rocard *et al. op. cit.*). Une forêt en croissance est fixatrice nette de carbone. Arrivée à maturité, son bilan est à peu près équilibré : elle représente alors un réservoir de carbone. P. Fearnside (1997c) évalue qu'une forêt du biome amazonien est capable de stocker, en moyenne, 460 tonnes de biomasse à l'hectare, ce qui représenterait approximativement 230 tonnes de carbone. J. P. R. Capobianco (2001) évalue ainsi que l'Amazonie représenterait un réservoir d'une centaine de trillions de tonnes de carbone. Lorsque la forêt est détruite (par brûlis ou décomposition), elle restitue brutalement à l'atmosphère le carbone stocké et devient alors émettrice nette.

Certaines études (Phillips, Malhi *et al*. 1998 ; Grace, Lloyd e*t al*. 1995) indiquent qu'à maturité, la forêt pourrait même s'avérer fixatrice nette de carbone (la quantité fixée par la photosynthèse serait supérieure à la quantité émise par la respiration et la décomposition), avec une quantité annuelle stockée de l'ordre de 0,4 tonnes.

3.1.2. Une biodiversité remarquable… et méconnue

À L'ECHELLE AMAZONIENNE

Depuis R. A. Mittermeier (1997[1988]), on a coutume de considérer le Brésil comme un pays de « mégadiversité ». Il s'agirait même, selon les estimations de l'auteur, du pays présentant la plus grande biodiversité[24] au monde. Les six ou douze autres pays de la mégadiversité mondiale (dont la Colombie, le Mexique, le Zaïre, Madagascar et l'Indonésie), représenteraient à eux seuls entre 50 et 80 % du total de la biodiversité planétaire. Pour C. Joly et C. Bicudo (1998 *apud* Capobianco 2001), le Brésil abriterait la plus grande biodiversité mondiale, comptant entre 10 et 20 % des 1,5 millions d'espèces déjà enregistrées. L'inventaire de la biodiversité brésilienne réalisé par les auteurs ne peut qu'impressionner : 55 000 espèces de plantes supérieures (22 % du total mondial), 502 espèces de mammifères (10,8 % du total mondial), 1 677 oiseaux (17,2 % du total mondial), 600 amphibiens (15 % du

[24] Le mot « *biodiversity* » a été forgé par Walter G. Rosen en 1985. Il n'est porté à l'attention d'un large public que trois ans plus tard avec la parution d'un livre coordonné par O. Wilson. et M. Peter (1988). Selon R. Barbault (1997[1983]), la diversité biologique comprend trois composantes distinctes : la variabilité génétique, spécifique et écologique. Avant l'avènement du concept de diversité biologique, ou biodiversité, ces trois facettes de la diversité du vivant étaient abordées par des spécialistes et des disciplines qui s'ignoraient souvent mutuellement. C'est pourquoi, comme le note l'auteur, parler de biodiversité n'est pas anodin : c'est attirer l'attention sur la nécessité d'appréhender simultanément ces trois dimensions de la diversité du vivant et d'en saisir les interactions.

total mondial) et 2 657 poissons (10,7 % du total mondial). Des résultats tout à fait similaires ont été présentés par CI (2002). Mais ces chiffres ne sont que des estimations.

Dans leur ouvrage de synthèse sur la biodiversité brésilienne (sans doute le plus complet et le plus récent sur le thème), T. M. Lewinsohn et P. I. Prado (2004) déplorent en effet l'absence d'une compilation extensive des différentes espèces enregistrées au Brésil. Leur estimation des espèces recensées est de 200 000 (dans un intervalle de 180 000 à 225 000). L'extrapolation qu'ils construisent à partir de ce résultat, selon laquelle il y aurait au Brésil une espèce connue pour dix espèces encore inconnues, leur permet de conclure que le pays comporterait près de deux millions d'espèces vivantes. Ces résultats seront confirmés et précisés (Lewinsohn et Prado 2005). Ainsi, le nombre d'espèces connues au Brésil serait compris entre 170 000 et 210 000 (soit 9,5 % du total des espèces recensées mondialement). Le nombre d'espèces présentes sur le territoire brésilien serait de l'ordre d'1,8 millions (soit 13,1 % du total mondial). Ces résultats sont évidemment à considérer avec la plus grande circonspection. Il s'agit, comme le reconnaissent les auteurs, d'ordre de grandeur. L'état des connaissances naturalistes actuelles reste excessivement lacunaire. Les taxons sont connus de manière fort hétérogène alors que les biais de collecte sont omniprésents. Au rythme auquel avance le savoir naturaliste, il faudra plusieurs siècles pour combler ce retard… si les pressions anthropiques en laissent le temps.

Quelle place peut bien occuper l'Amazonie dans la diversité biologique connue et à connaître au Brésil ? La question paraît simple. Pourtant, comme le déplorent T. M. Lewinsohn et P. I. Prado (2004), il est actuellement impossible d'obtenir ou même de produire une estimation de la diversité spécifique totale par biome ou même région brésilienne. Les auteurs identifient ici l'une des principales limites de leur travail :

> « Ce problème a été le plus persistant, et aussi le plus ardue, de toute la réalisation du projet. Nous avons identifié différentes causes qui contribuent pour rendre si difficile cet objectif. La plus importante, certainement, est l'absence réelle des informations nécessaires. Pour de nombreux groupes on ne dispose pas aujourd'hui du moindre comptage localisé par un nom valide, reconnu au Brésil. Ensuite, en ce qui concerne les groupes pour lesquels il existe ce type d'information, il s'agit le plus souvent d'une liste partielle, mentionnant des régions géographiques souvent mal circonscrites.
>
> En plus, nous soulignerons la difficulté usuelle de rapporter les espèces ou taxons à certains biomes ou milieux. Ceci est notamment le résultat du manque de nomenclatures bien établies et d'utilisation généralisée, pour les différents types de milieux. Ce problème est spécialement accentué dans les milieux terrestres, où différents systèmes classificatoires et conceptuels coexistent de manière confuse. Nous ajouterons encore le fait simple que pour la majorité des espèces des collections brésiliennes, il n'existe aucune information associée (quelle que soit sa qualité) sur le milieu, le biome, l'écosystème où les spécimens ont été rencontrés ou collectés. Par conséquent, pour de nombreux taxons, il n'existe pas aujourd'hui le minimum d'information nécessaire qui permettrait de les associer à un milieu ou biome. » (: 131-132).

Le témoignage de W. L. Overal (2001), spécialiste de la vie invertébrée amazonienne, vient également éclairer, à titre d'exemple, le manque de connaissances naturalistes amazoniennes : « Comme le lecteur doit le savoir, les invertébrés constituent plus de 95 % des espèces animales et appartiennent à un total de 20 à 30 filons. Les estimations du nombre d'espèces atteignent des valeurs astronomiques. En même temps, plus de 70 % des espèces amazoniennes ne possèdent pas encore de nom scientifique, et, considérant le rythme actuel des travaux de collecte et de classement, une telle situation se vérifiera encore très longtemps » (: 50). Malgré cette lacune effective des connaissances naturalistes, quelques

chiffres peuvent être avancés afin d'appréhender, même approximativement, la diversité biologique amazonienne.

Je commencerai par citer l'un des chiffres les plus souvent avancés : la forêt amazonienne dans son ensemble[25] représenterait près de 10 % de la diversité biologique mondiale (Mittermeier, Ayres *et al.* 1992). En ce qui concerne les recherches menées sur certaines espèces ou groupes, on pourra se reporter à l'étude d'A. Oliveira et S. Mori (1999) qui indique qu'un hectare de forêt primaire en Amazonie Centrale brésilienne (près de Manaus) compte en moyenne entre 280 et 285 espèces végétales de plus de 10 cm de diamètre à hauteur de la poitrine par hectare. Pour mémoire, ce nombre dépasse rarement la dizaine dans les forêts tempérées d'Europe. Ce résultat, déjà fort impressionnant, ne prend en compte qu'une partie seulement de la diversité spécifique floristique. Mais, la forêt amazonienne représente aussi la plus grande concentration de plantes supérieures et de poissons d'eau douce (Barthem 1999). La plupart des groupes étudiés par les naturalistes ont révélé en Amazonie une diversité considérable (cf. encadré 2). C'est le cas des mammifères qui compteraient 320 espèces (Silva, Rylands *et al.* 1999), des oiseaux avec 1 300 espèces (Mittermeier, Brooks *et al.* 1993 *in* Marini et Garcia 2005) et des reptiles avec 550 espèces (Dixon 1979). Mais la diversité biologique ne doit pas être réduite à un nombre d'espèces, la diversité génétique est aussi l'une de ses trois composantes. On s'intéressera alors à l'individu et non plus à l'espèce. I. C. G. Vieira, J. M. C. Silva *et al.* (2005), réunissant les résultats de différentes études faunistiques et floristiques amazoniennes, concluent que chaque kilomètre carré de forêt primaire amazonienne comporte de 45 000 à 55 000 arbres de plus de 10 cm de diamètre à hauteur de poitrine, de 1 658 à 1 910 oiseaux et 35 à 81 primates.

Encadré 2 – Origines de la biodiversité amazonienne

Comme l'expriment J. M. Silva, A. B. Rylands *et al.* (2005), l'Amazonie ne constitue pas une grande région biogéographique homogène. Au contraire, elle présente une grande diversité de communautés animales et végétales qui ne sont pas réparties de manière uniforme sur tout le territoire. L'étude de la distribution des vertébrés terrestres, a montré que la plupart des espèces occupent des régions clairement délimitées. Ces régions portent le nom de « zones d'endémisme ». L'Amazonie représenterait ainsi une mosaïque biogéographique, composée de huit grandes zones d'endémisme séparées les unes des autres par les principaux fleuves de la région (Silva, Novaes *et al.* 2002). La diversité biologique exceptionnelle de la région s'expliquerait par l'histoire évolutive distincte connue par chacune de ces zones.

Lors des 100 000 dernières années, plusieurs périodes glaciaires (froides et sèches) ont alternées avec des périodes chaudes et humides, provoquant des contractions suivies d'expansions répétées des écosystèmes d'Amérique du Sud (Haffer 1969). Ainsi, en période sèche et froide, la forêt resterait confinée dans quelques zones seulement, véritables îles forestières entourées de savanes. À l'inverse en période chaude et humide, la superficie forestière s'étendrait sur tout le continent.

Lorsque la forêt est présente sous forme fragmentée, les nombreux organismes adaptés à cet environnement particulier ne peuvent que s'isoler dans ces véritables « refuges » forestiers (d'où le nom donné à cette théorie) cernés par la savane. Au rythme de l'évolution, les espèces forestières, isolées les unes des autres, s'adapteront de manière

[25] Je rappelle que près de 60 % de la forêt amazonienne est brésilienne.

très poussée aux conditions particulières (habitats et ressources) du refuge forestier dans lequel elles vivent, se différenciant ainsi les unes des autres (Machado et Aguiar 2001).
Lors de la période chaude et humide qui suit, des espèces distinctes se répandront donc à partir des différents refuges forestiers. La plupart des espèces nouvelles qui avancent au rythme de l'expansion forestière seront limitées dans leur progression par les grands obstacles naturels que constituent les fleuves ou les changements de conditions biogéographiques. Les espèces resteront ainsi inféodées à une zone particulière, une zone d'endémisme.

Le résultat de cette évolution serait ainsi à l'origine de l'impressionnante diversité biologique amazonienne : dans toute l'Amazonie, les espèces se substituent les unes aux autres pour occuper au mieux les grandes régions phytogéographiques. La dernière grande variation climatique enregistrée serait survenue au Pléistocène, il y a 20 000 ans de cela. La cartographie des refuges du Pléistocènes se recoupe pour plusieurs groupes taxonomiques comme les plantes (Prance 1974), les oiseaux (Haffer *op. cit.*) et les papillons (Brown 1979). Cette théorie est encore confirmée par les études paléo-écologiques (Liu et Colinvax 1988).

Mais en quoi un tel degré de diversité biologique est-il si appréciable ou avantageux ? Plusieurs réponses peuvent être apportées à cette question. D'abord, on peut considérer que la biodiversité amazonienne mérite d'être valorisée en elle-même puisqu'elle serait, selon R Barbault (2000 ; 2005), une propriété fondamentale du vivant. Ainsi, comme l'énonce l'auteur, la diversité biologique conférerait aux systèmes dits naturels qu'elle caractérise la faculté de s'adapter aux modifications de leur contexte, aux perturbations de leur environnement. C'est l'évolutivité et l'adaptabilité des processus naturels de la forêt amazonienne qui sont en jeux lorsque l'on porte atteinte à sa diversité biologique. Conserver la biodiversité c'est maintenir le potentiel évolutif de la vie sur terre.

C. Lévêque (1997) admet pour sa part que la biodiversité serait non seulement à la source même des processus évolutifs du monde vivant, amis qu'elle garantirait encore les régulations des grands équilibres physico-chimiques de la biosphère

On peut également porter au crédit de la biodiversité, ce que l'on pourrait appeler, reprenant l'expression de C. Larrère et R. Larrère (1997), un certain « goût du divers ». Ce goût se manifeste autant chez les profanes, que chez les artistes ou les scientifiques les plus spécialisés, d'aujourd'hui et d'hier. La biodiversité forestière concourt à n'en pas douter à la qualité des paysages amazoniens : on y découvrira donc une dimension esthétique cruciale. La diversité biologique est également celle qui inspire les artistes : poètes, peintres ou écrivains. Elle est aussi celle qui fait rêver, qui transporte. La forêt occupe sans aucun doute une grande place dans l'inconscient collectif des civilisations qui ont de tout temps utilisés le monde forestier, animal et végétal, dans leurs manifestations artistiques et religieuses. Le spectacle de la nature forestière a toujours servi de référence aux poètes, et les émotions ésotériques qu'elle suscite sont un fondement de la culture humaine (Levêque 2003 ; Harrison 1992).

Dans le cas particulier du Brésil, cette émotion si particulière est probablement à l'origine de la conquête même de la nouvelle terre par les portugais. S. Buarque de Holanda (1969), étudiant la symbologie des premières heures de la colonisation, attirent l'attention sur le caractère profondément mythique et fantastique des premiers comptes-rendus d'expédition. Il évoquera alors les « raisons édéniques de la découverte et de la colonisation du Brésil ». En effet, les premiers écrits des chroniqueurs et voyageurs qui décrivent au début du 16ème siècle les terres de la nouvelle colonie s'adressent à un public européen épris de la culture de la

Renaissance, fasciné par l'ouverture de nouveaux horizons, enthousiasmé par la découverte de savoirs et de régions nouvelles. Car, la Renaissance, en même temps qu'elle voit se développer les sciences expérimentales et l'observation empirique est également le berceau d'un retour à la pensée magique et mythologique. La nostalgie d'un paradis perdu serait l'un des symboles les plus forts de la psyché collective de l'époque. Dès lors on ne peut s'étonner que les premiers contacts avec la forêt tropicale brésilienne se fassent dans la reviviscence du propre éden (Pádua 1977).
Le nom même qui sera donné à la région, Amazonie, témoigne de ces véritables rêves éveillés, voyages intérieurs, provoqués par la découverte d'une nature forestière mythique. La première descente de l'Amazone depuis les contreforts andins jusqu'à l'Atlantique est réalisée par Francisco de Orellana (1541-1542) et une poignée d'hommes. Au rythme des embarcations, ils pénètrent un nouveau monde : celui d'une forêt et d'un fleuve qui n'en finissent pas. Progressant dans ce paysage extraordinaire, le fantastique prend peu à peu le pas sur le réalisme. L'historiographe de l'expédition, le père Gaspar de Carjaval, décrit dans son journal, le 24 juin 1542, les terres entourant le fleuve comme le pays des Amazones, ces guerrières mythique tout droit sorties de l'antiquité capables de se battre contre dix hommes. Alain Gheerbrant, organisateur de l'expédition Orénoque-Amazone (1948-1950) explique, dans un entretien donné à R. Uztarroz (1990a), ce qui justifierait la propension à l'affabulation des premiers explorateurs amazoniens : « Pour comprendre le choc culturel provoqué par cette découverte, il faut comparer leur aventure à ce que pourrait être pour notre civilisation le débarquement de cosmonautes, pour la premières fois, sur une planète habitée. […] L'Atlantique a été pour les *conquistadores* ce que l'éther est pour les cosmonautes. » (: 13). Il n'existe aucun dénominateur commun entre le monde découvert et la réalité européenne de l'époque. Dans ces conditions, comment appréhender cet univers fantastique autrement qu'en mobilisant son imagination et les mythes fondateurs de sa propre culture. Alain Gheebrant observe ainsi : « Les premières représentations d'Indiens étaient à l'antique. Elles font immanquablement penser à Pline. S'ajoute à cela que la nature est totalement différente de tout ce qu'ils connaissaient auparavant. Faune et flore leur sont totalement inconnues. Donc la réalité qu'ils découvrent les fait pénétrer de plain-pied dans le rêve » (*ibid.* : 14).

Dans tous les cas donc, les processus naturels fascinent par leur infinie variété. C. Larrère et R. Larrère (1997) offrent à mon sens quelques lignes éclairantes sur ce point :

> « Si nous aimons la diversité dans la nature, nous ne l'en apprécions pas moins dans la société et dans les ouvrages des hommes. Le produit standard attire aussi peu que le « Français moyen ». Nous avons de bonnes raisons d'acheter des objets fabriqués en masse, parce qu'ils sont moins chers et censés correspondre à des normes de qualité précises. Mais nous désirons tant acquérir des œuvres originales que tout l'art de l'industriel est de diversifier ses gammes ou de donner à ses produits le cachet de la fabrication artisanale. Nous avons de bonnes raisons d'exiger que le droit nous considère comme des individus égaux, indifférenciés, des « hommes sans qualité ». Mais nous tenons à nous distinguer des autres, à nous écarter des normes, par un aspect ou par un autre de notre comportement. Pour peu enfin que nous ne versions pas dans l'ethnocentrisme, nous apprécions la diversité des cultures. Voyagerait-on si volontiers si l'on n'était curieux d'autres façons de s'habiller, d'autres manières de construire, d'autres mœurs, d'autres paysages portant la marque d'autres manières d'aménager la nature ? » (: 285-286).

Ca n'est pas tout. Les scientifiques partagent également, d'une certaine manière, ce « goût du divers », sinon comment expliquer la curiosité, l'intérêt que n'a cessé de susciter la diversité biologique amazonienne chez les découvreurs de la Renaissance, les explorateurs du 18ème siècle et les chercheurs scientifiques spécialisés chacun dans un domaine de la nature qui lui est propre. Les plus connus sont Charles-Marie La Condamine (La Condamine 2004[1745)], Alexandre de Humboldt (Gayet 2006), Alfred Russel Wallace (Wallace [1853]) ou Henri

Anatole Coudreau (Benoît 2000). Aujourd'hui, on retrouve leurs héritiers perchés dans le « radeau des cimes »[26].

Pour certains, le respect de la diversité biologique est d'ordre éthique. Ainsi, les éthiques écocentrées (Leopold 1987[1949] ; Callicot 1999) ou biocentrées (Taylor 1986 ; Rolston 1993) accordent une valeur intrinsèque aux organismes vivants et à leur diversité. M.-C. Smouts (*op. cit.*) présente de manière assez éclairante la valeur d'existence internationale acquise par la forêt amazonienne :

> « Beaucoup de ceux qui, dans le monde occidental, s'inquiètent du sort des forêts tropicales, cotisent au WWF ou participent à des mouvements de boycottage des objets en bois tropical n'ont jamais pénétré dans une forêt humide et ne s'y rendront jamais. Ils ne supporteraient probablement pas dix minutes les moustiques, les bourdons agressifs et les reptiles tombant des branches. Pourtant l'idée que cet univers puisse disparaître leur est pénible. C'est une part de poésie, un lieu avec le surgissement originel, une source inépuisable de curiosité qui risquent de s'en aller » (: 30-31)

Comme le note M. Freitas (2004) l'Amazonie a acquis une fonction symbolique considérable. La biodiversité acquiert alors une véritable valeur « patrimoniale » (Guéneau 2006) : elle est perçue comme un héritage qui résulte de l'histoire de notre planète, de l'évolution du monde vivant. Elle est le résultat de quelques trois milliards d'années d'évolution.

La diversité biologique amazonienne recouvre encore des valeurs culturelles puisqu'elle représente fréquemment une composante identitaire, symbolique voire religieuse essentielle de groupes humains, comme en témoignent les cosmologies indigènes d'Amazonie (Descola 2005). L'émergence des « populations traditionnelles » sur la scène politique et publique a elle-même été reliée à la capacité de gestion durable de cette biodiversité revendiquée par ces populations amazoniennes (Cunha et Almeida 2001).

Mais ça n'est pas tout, outre les « services écologiques » rendus par la biodiversité forestière amazonienne, cette dernière a acquis d'autres valeurs instrumentales indéniables, qu'elles soient effectives ou potentielles. La diversité biologique garantit en effet la disponibilité des diverses ressources naturelles fournies par la forêt, qu'il s'agisse du bois ou des produits forestiers non ligneux. Cet usage de la diversité biologique forestière est souvent vital aux populations dites traditionnelles (Santilli 2001). Comme le rappelle S. Guéneau (*op. cit.*), la biodiversité représente une source de richesse, c'est-à-dire une source de biens qui ont un usage direct.

Elle est également à l'origine d'une multitude de potentialités non exploitées, soit parce qu'elles sont inconnues, soit parce qu'elles ne répondent pas à un besoin actuel. On pense immédiatement à la pharmacopée amazonienne : la région recèlerait de nombreuses substances pharmaceutiques connues et qu'il reste à découvrir (Balick 1990). L'utilisation de la biodiversité est identifiée par J. P. Velloso (2002), Président de l'Institut Brésilien du Marché des Capitaux (Instituto Brasileiro de Mercado de Capitais - IBMEC), comme la « stratégie moderne du développement de l'Amazonie », bien que « le Brésil n'ait pas encore montré savoir vraiment que faire de l'Amazonie. » Pour l'auteur, la biodiversité doit constituer la base de l'insertion internationale de l'Amazonie.

[26] Dispositif scientifique, pareil à un radeau aérien, permettant l'exploration et l'étude de la canopée amazonienne.

À l'echelle de la Terra do Meio

Comme le constatent les auteurs du rapport (ISA-MMA 2003), les premières recherches menées sur la biodiversité amazonienne se concentraient exclusivement le long des grands fleuves régionaux. Plus récemment, avec l'entrée des routes dans la région, c'est sur leurs bords, devenus aisément accessibles, que se sont concentrées les recherches des naturalistes. Dans ces conditions, les forêts de *terra firme* situées au centre des interfluves amazoniens, qui n'ont été atteintes que tardivement par les voies routières, comme c'est le cas de la Terra do Meio, constituent véritablement les lacunes naturalistes les plus importantes, tant d'un point de vue floristique que faunistique. Ainsi, je ne pourrai appuyer ma présentation de la diversité biologique de la Terra do Meio sur une batterie d'inventaires décrivant minutieusement les espèces de la région. Pour palier à ce manque, il me faudra suivre les travers des auteurs du rapport (ISA-MMA *op. cit*.) en me contentant d'estimer la diversité biologique locale à partir d'indices, notamment biogéographiques.

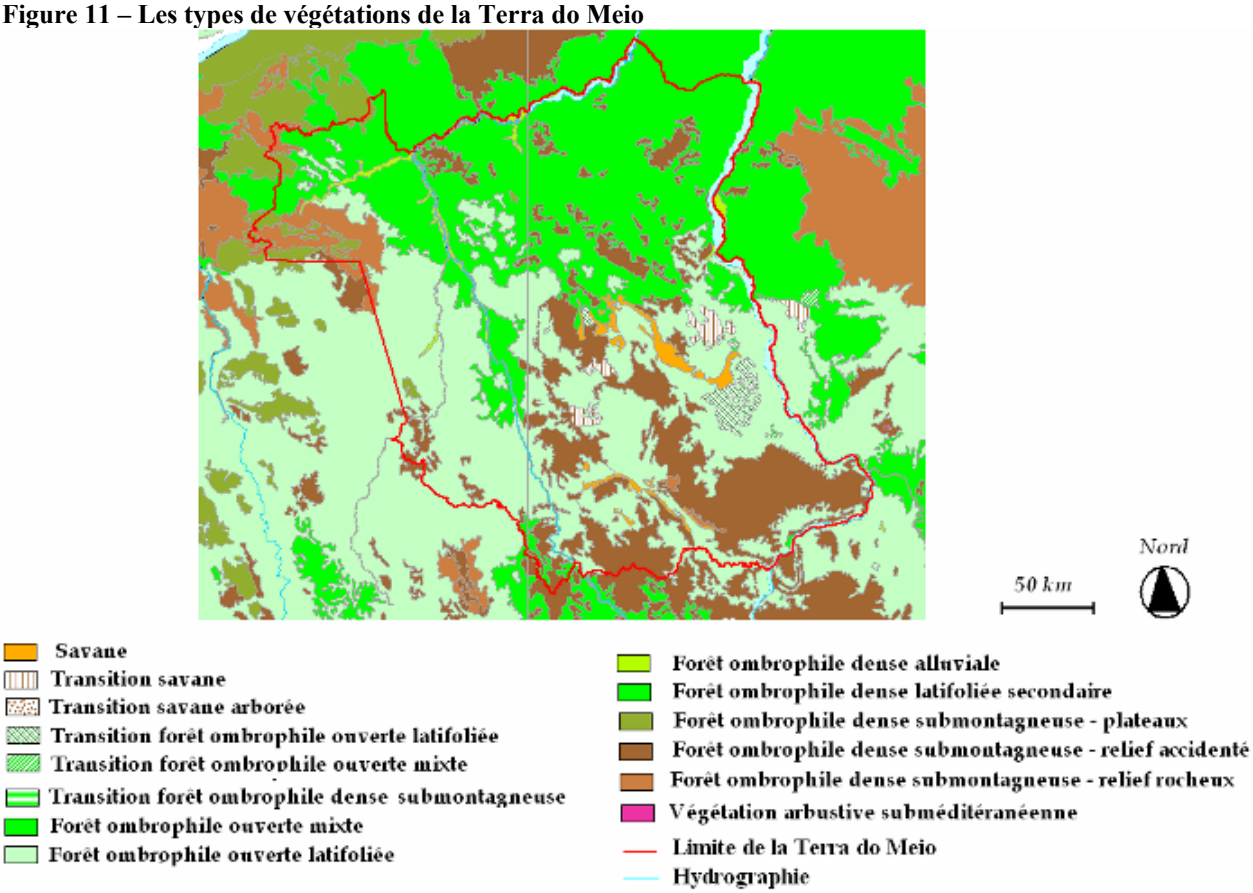
La Terra do Meio présente en effet plusieurs indices indiquant une forte diversité biologique locale. On notera, pour commencer, la présence d'unités géomorphologiques très diverses avec des affleurements rocheux, des variations topographiques et l'existence de plusieurs types de sols qui influent directement, comme l'ont décrit M. Kellman et R. Tackaberry (1997), sur les principales caractéristiques floristiques et faunistiques des forêts tropicales. Les auteurs du rapport (ISA-MMA *op. cit.*) ont ainsi distingué pas moins de vingt-cinq types paysagers distincts à partir de l'analyse des données (RADAMBRASIL 1968-1978): un type de savane, trois types de transition savane-forêt et vingt-deux types de forêt. Trois types de végétation dominent : la forêt ombrophile ouverte (avec les sous-types forêt mixte et forêt de lianes) qui couvre plus de la moitié de la zone d'étude, la forêt ombrophile dense (dont on distingue les sous-types forêt alluviale, forêt de terre ferme de plateaux et forêt submontagneuse) sur un peu moins du quart du territoire et les aires de contacts forêt/savane (figure 11) Les zones de transition entre forêt et savane confèrent à la région, malgré leurs surfaces réduites (3 % de la zone d'étude), un degré élevé de diversité paysagère. La Terra do Meio représente une mosaïque complexe de paysages allant de la forêt ombrophile dense aux savanes plus ou moins arborées. Cette mosaïque pourrait ainsi fonctionner comme de véritables barrières biogéographiques qui sépareraient les formations végétales et donc les espèces animales et végétales inféodées à ces différents habitats (ISA-MMA *op. cit*).

J'observerai que la forêt de la Terra do Meio est pour l'essentiel une forêt non alluviale, qui se développe hors des milieux aquatiques, on parlera d'une forêt de *terra firme*, comme on en retrouve sur 90 % de la surface forestière amazonienne (Guillaumet 1987).

Comme l'avait pressenti A. R. Wallace (1853) et l'ont confirmé les naturalistes depuis (cf. encadré 2), les grands fleuves amazoniens jouent très probablement le rôle de barrières biogéographiques. Cette hypothèse pourrait en particulier se vérifier dans le cas de la Terra do Meio, pour les terres comprises entre le fleuve Xingu à l'est et le fleuve Iriri à l'ouest. Ces deux fleuves ont très certainement représenté des obstacles difficilement franchissables pour la faune terrestre de la région. Cet isolement des populations aurait alors conduit à des processus de spéciation diversifiés (Ayres et Clutton-Brock 1992).
En ce qui concerne l'ichtyofaune, les grands fleuves fonctionneraient à l'inverse comme de vastes corridors favorisant les migrations. Dans ce cas, un processus de spéciation a certainement pu se mettre en place entre la région des sources du Xingu (dans le Mato Grosso) et celle du Moyen-Xingu (région de la Terra do Meio), en raison des rapides et cascades qui les séparent. On peut donc s'attendre, à l'instar des auteurs du rapport (ISA-MMA *op. cit.*), à une spéciation fonctionnant en sens inverse pour la faune terrestre et les

poissons. Alors que les sources seraient le lieu d'un fort endémisme pour les organismes aquatiques, ce sont les régions de l'interfluve (comme la Terra do Meio) qui présenteraient le degré le plus important d'endémisme pour les animaux terrestres.

Figure 11 – Les types de végétations de la Terra do Meio



Source : (RADAMBRASIL 1968-1978)

Finalement, on pourra observer le rôle de l'espèce humaine comme facteur d'accroissement de la biodiversité locale. La présence de « terre noire de l'indien » (*terra preta do índio*) dans certaines localités, associée à une forte concentration de babaçus (*Orbignya speciosa* Barb. Rodr.) et une forêt riche en lianes traduirait une occupation humaine ancienne et importante (Pires et Prance 1985). Ces résultats sont d'ailleurs confirmés par les recherches menées par W. Balée et D. G. Campbell (1990) dans le bassin hydrographique du Xingu. La biodiversité de la Terra do Meio aurait donc, en partie, une origine anthropogénique. Ce résultat tendrait à être confirmé par la concentration de certaines espèces forestières utiles à l'homme, telles que le noyer du Brésil (*Bertholletia excelsa*) souvent associer à une occupation très ancienne des forêts (Balée 1989).

S'appuyant sur une triangulation réalisée à partir d'inventaires effectués dans quatre zones situées à proximité de la Terra do Meio, les auteurs du rapport (ISA-MMA *op. cit.)* font l'hypothèse de la présence locale de près de 350 espèces différentes d'arbres, de palmiers et de lianes. Les espèces forestières les plus représentées sont : *Bertholletia excelsa* (castanha-do-pará), *Ceiba pentandra* (sumaúma), *Apuleia molaris* (amarelão), *Cordia goeldiana* (freijó), *Didymopanax morototoni* (morototó), *Ficus* sp. (gameleira), *Jacaranda copaia* (caroba) e *Myrcia floribunda* (goiabinha). La présence d'acajou à grandes feuilles (*Swetenia macrophylla* King), espèce menacée d'extinction, accentue l'importance de la région pour la conservation de la biodiversité amazonienne.

La diversité de la faune locale en a fait une zone prioritaire pour la conservation de la biodiversité amazonienne (ISA-MMA 2003 ; Capobianco 2001 ; Brasil 2001). Les auteurs du rapport (ISA-MMA *op. cit.*) estiment que la Terra do Meio pourrait comporter plus de mille espèces animales différentes (tableau 1).

Tableau 1 – Evaluation de la diversité spécifique de la région

Groupe	Nombre d'espèces estimé
Flore (arbres)	346
Poissons	530
Amphibiens et reptiles	190
Oiseaux	536
Mamifères	142

Source : (ISA-MMA *op. cit.)*

L'importance des enjeux écologiques de la région est renforcée par l'hypothèse d'un endémisme élevé (présence très probable de nouvelles espèces de primates) et l'existence d'espèces vulnérables ou menacées d'extinction (tableau 2 et 3).

Tableau 2 –Espèces animales menacées d'extinction, de présence avérée ou probable, dans l'interfluve Xingu-Iriri

	Nom scientifique	Nom populaire
Mamifères arboricoles	*Alouetta belzebul belzebul*	Guariba
	Ateles belzebuth	Macaco-aranha
	Chiroptes albinasus	Cuxiu
	Chiroptes satanas utahicki	Cuxiu
Mamifères terrestres	*Atelocynus microtis*	Cachorro-do-mato-de-orelha-curta
	Leopardus tigrinus	Gato-do-mato
	Leopardus wiedii	Gato-do-mato, maracaja
	Herpailurus yagouaroundi	Maracaja-preto
	Leopardus pardalis	Jaguatirica
	Puma concolor	Sussuarana, onça-parda
	Panthera onca	Onça-pintada
	Grammogale africana	Doninha amazônica
	Lutra longicaudis	Lontra
	Pteronura brasiliensis	Ariranha
	Mycercophaga tridactyla	tamandua-bandeira
	Priodontes maximus	Tatu-canastra, tatuaçu
Oiseaux	*Accipiter poliogaster*	Tauato-pintado
	Morphnus guianensis	Gavião-de-penacho
	Harpia harpyja	Gavião-real
	Spizastur melanoleucus	Gavião-pato
	Falco deiroleucus	Falcão-de-peito-laranja
	Anodorhynchus hyancinthinus	Arara-azul
	Guaruba guarouba	Ararajuba
	Pipra vilasboasi	Dançador-de-coroa-dourada

Source : (ISA-MMA *op. cit.*)

Tableau 3 – Avifaune endémique

Nom scientifique	Nom populaire
Pyrrhyra perlata	Tiriba-da-barriga-vermelha
Amazona kawalli	Papagaio-de-cara-branca
Ortalis motmot ruficeps	Aracuã-de-cabeça-avermelhada
Topaza pella	Beija-flor-brilho-de-fogo
Pharomachrus pavoninus	Surucua-açu
Myrmotherula sclateri	Choquinha-de-garganta-amarelada
Dichrozona cincta	Tovaquinha
Pyrglena leuconota similis	Papa-toaca
Rhegmatorhina gymnops.	Mãe-de-toaca-de-cara-branca
Chamaeza nobilis fulvipectus	Tovaca-estriada
Sporophila schistacea	Cigarrinha-do-norte

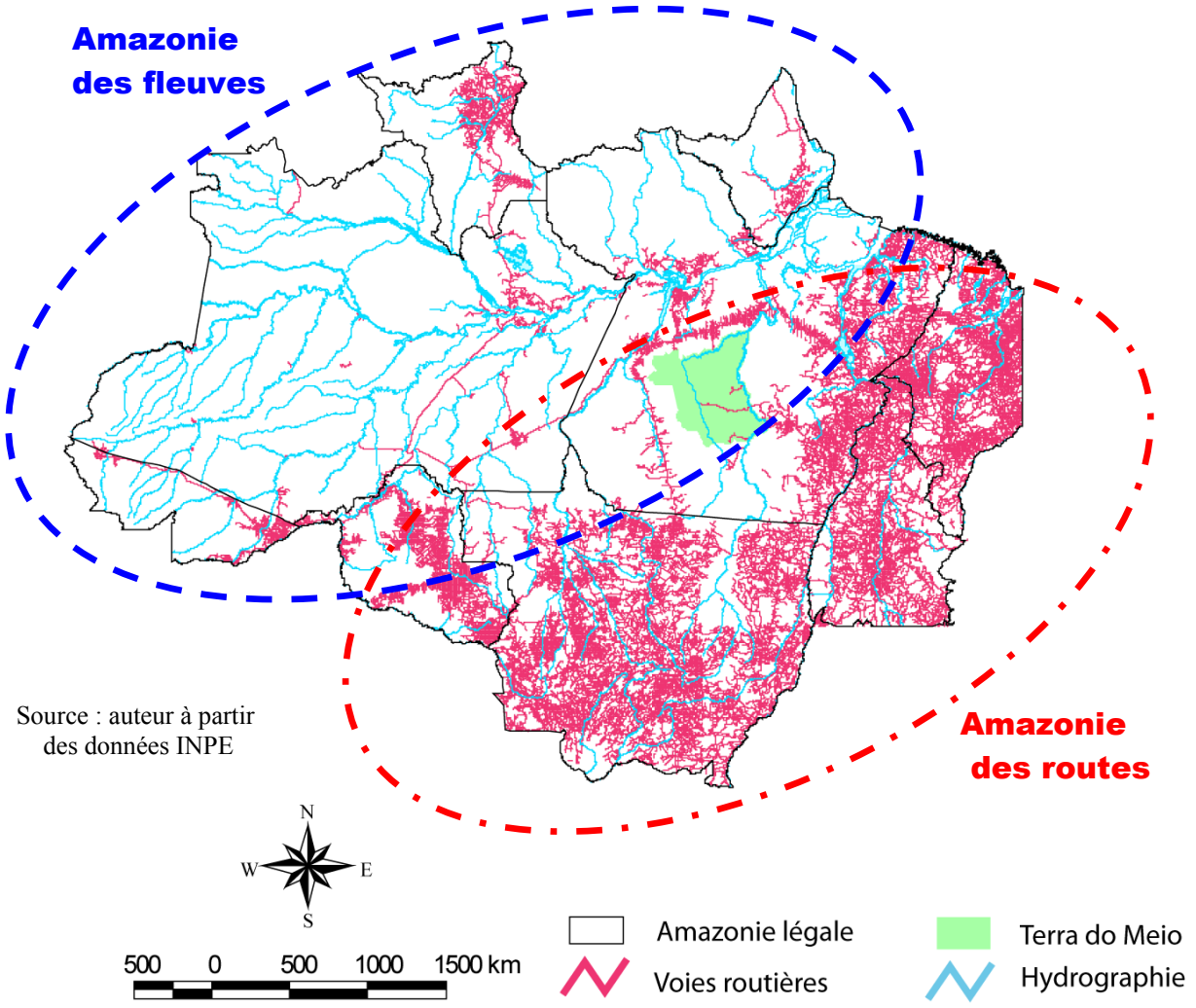
Source : (ISA-MMA *op. cit.*)

3.1.3. Une pièce maîtresse de la conservation régionale

Pour comprendre davantage encore la Terra do Meio dans sa « situation concrète », il m'est apparu important de la replacer dans le contexte régional de la conservation de la forêt amazonienne et des enjeux écologiques particuliers qui lui sont liés.

D'abord, il convient de noter que la Terra do Meio est une région de grande superficie, près de 7,9 millions d'hectares, présentant un très bon état de conservation écologique, 4 % de sa superficie ont été défrichés, alors qu'elle est située dans une région marquée par d'importantes dynamiques pionnières de colonisation depuis une trentaine d'années. Trois axes routiers principaux ceignent la Terra do Meio : la Transamazonienne (BR-230) au nord, la Cuiabá-Santarém (BR-163) à l'ouest et la Belém-Brasilia (BR-010) à l'est (cf. figure 3). Ainsi, la Terra do Meio appartient aujourd'hui à la zone de transition entre l'Amazonie des routes et l'Amazonie des fleuves (Théry 2005[1985] ; Droulers 2003[1995]) qui recouvre le sud et l'est du Pará, le nord-ouest du Mato Grosso, le nord du Rondônia et le sud de l'Amazonas (figure 12).

Figure 12 – La Terra do Meio : entre Amazonie des fleuves et Amazonie des routes



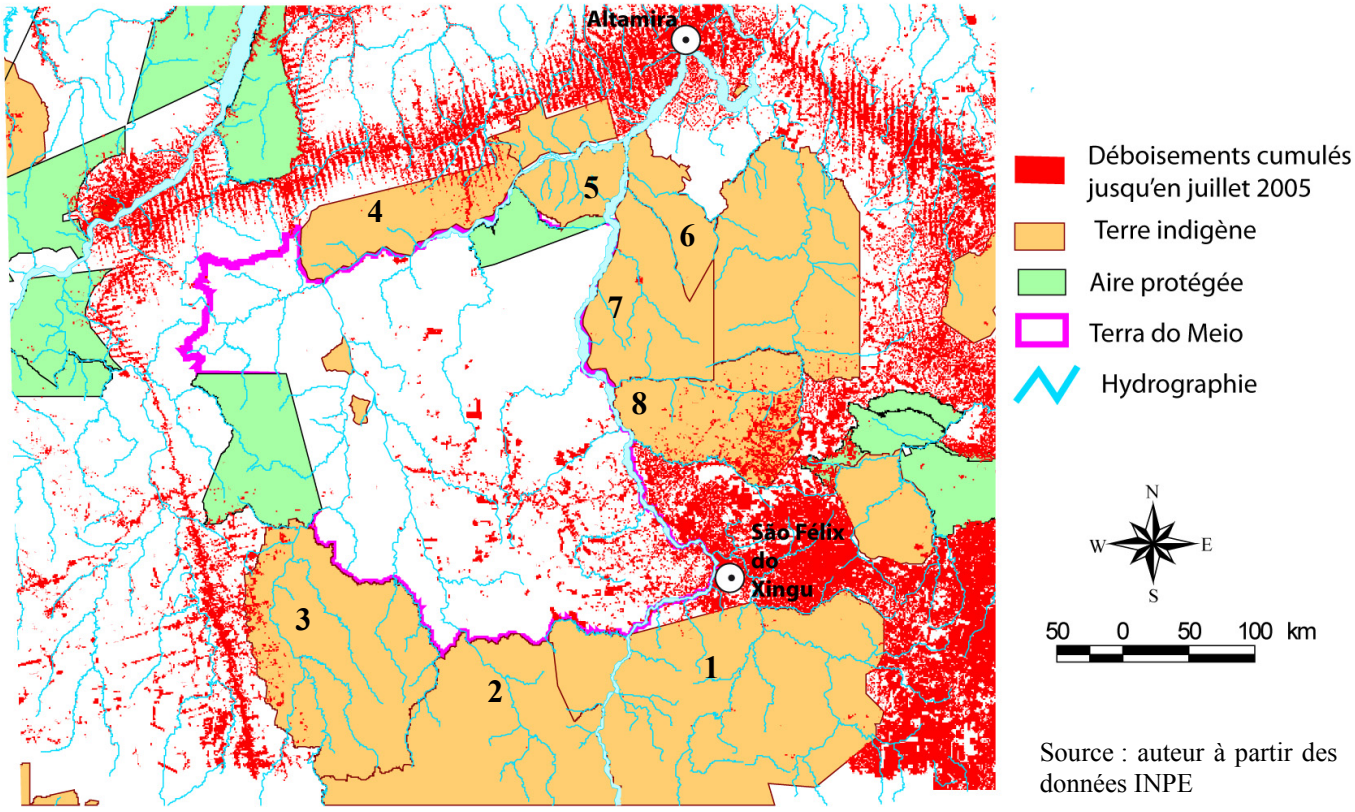
Source : auteur à partir des données INPE

La nécessité de conserver des régions forestières de grande taille dans cette zone de frontière a été récemment mise en évidence par C. A. Peres (2005). L'auteur rejoint ainsi le constat établi quelques années plus tôt par A. Rodrigues et K. Gaston (2001), selon lequel seul un espace

effectivement protégé de plus d'un million d'hectares en Amazonie peut permettre la conservation de près de 90 % des espèces présentes.

Ensuite, il convient de noter que l'état de conservation exceptionnel de la Terra do Meio (compte tenu de sa localisation) s'explique en grande partie par le rôle de barrière contre l'avancée des déboisements joué par les terres indigènes qui l'entourent (figure 13). Cette ceinture de territoires spécialement conservés se composent de huit terres indigènes, en plus des deux (de taille plus réduite) présentes à l'intérieur de ses limites (Terre indigène Xipaya et Kuruaya) : la Terre indigène Kayapó, la Terre indigène Menkranotire, la Terre indigène Bau, la Terre indigène Cachoeira Seca, la Terre indigène Kararahô, la Terre indigène Koatinemo, la Terre indigène Araweté Igarapé Ipixuna et la Terre indigène Apiterewa (tableau 4 et 5). Cette fonction protectrice effective des terres indigènes, bien qu'imparfaite, a été mise en évidence par de nombreuses études récentes (Nepstad, Schwartzman *et al*. 2006 ; Ferreira, Ventincinque *et al.* 2005 ; Zimmerman, Peres *et al.* 2001). La conservation de la Terra do Meio s'inscrit donc dans un scénario régional d'espaces protégés : la diversité des écosystèmes forestiers est intégrée aux espaces environnants.

Figure 13 – Le rôle protecteur de la gangue de terres indigènes



Source : auteur à partir des données INPE

Tableau 4 – Les terres indigènes entourant la Terra do Meio

	Terre indigène	Peuple	Population	Superficie (ha)	Situation actuelle
1	Kayapo	Kayapo	3 319	3 284 005	Enregistrée - (CRI/DPU)
2	Menkragnoti	Menkragnoti	626	4 914 255	Enregistrée - (CRI/DPU)
3	Bau	Menkranotire	120	1 543 460	Déclarée - Décret n°1 487 du 08.03.2003 (DOU - 09.10.2003)
4	Cachoeira Seca	Arara	58	760 000	Déclarée - Décret n°26 du 22.01.1993
5	Kararahô	Kararahô	29	330 837	Enregistrée - (CRI/DPU)
6	Koatinemo	Assurini	91	387 834	Enregistrée - (CRI/DPU)
7	Araweté Igarapé Ipixuna	Araweté	247	940 901	Enregistrée - (CRI/DPU)
8	Apyterewa	Parakanã	219	773 000	Déclarée - Décret n° 2581 du 21.09.2004

Source : (Conselho Indigenista Missionário - CIMI 2006)

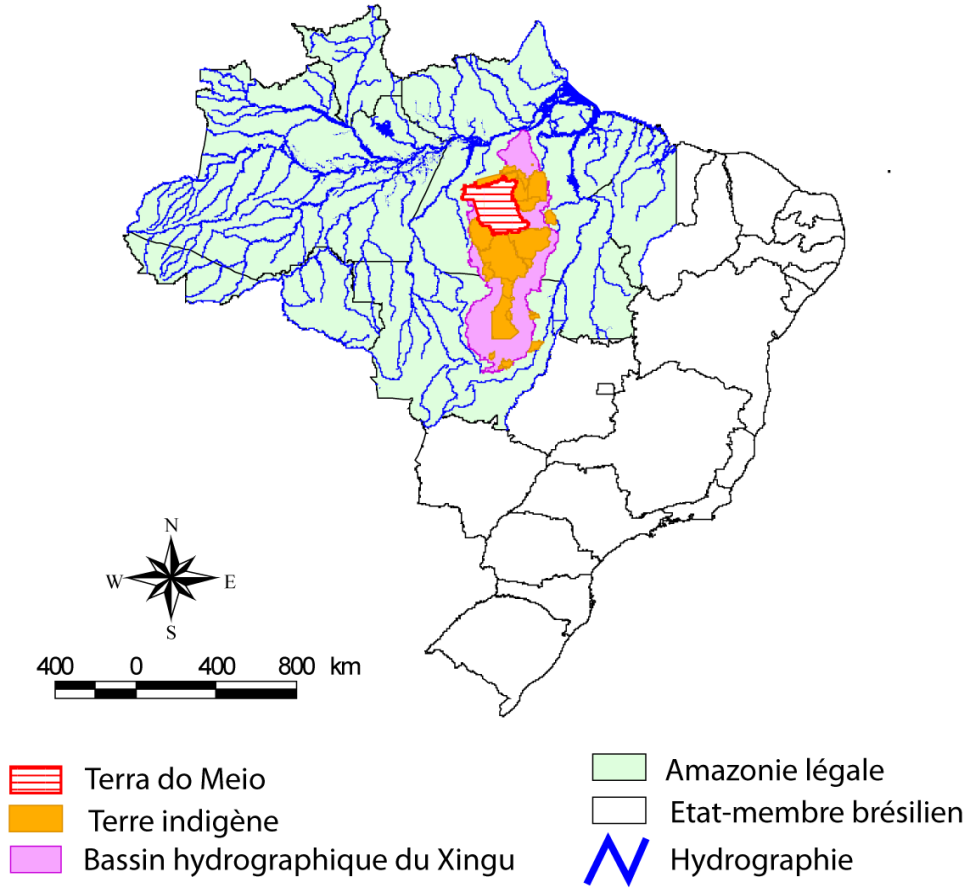
Tableau 5 – Les terres indigènes présentes dans la Terra do Meio

Terre indigène	Peuple	Population	Superficie (ha)	Situation actuelle
Xipaya	Xipaya	66	178 624	Identifiée - Décision du 23.03.2005
Kuruaya	Xipaya/Kuruaya	107	166 700	Déclarée - Décret n°3 008 du 30.12.2003

Source : (CIMI 2006)

Finalement, j'observerai que le scénario de conservation régional dans lequel s'inscrit la Terra do Meio dépasse largement les écosystèmes du Sud-Pará. Comme le souligne le rapport (ISA-MMA *op. cit.*), l'intérêt de la conservation écologique de la forêt de la Terra do Meio ne peut être saisi à sa juste valeur qu'en le replaçant au sein du « corridor écologique du bassin hydrographique du Xingu ». Ce dernier présente en effet une opportunité exceptionnelle de préserver les flux naturels existant entre le biome Cerrado, la zone de transition Amazônia-Cerrado et le biome Amazonia (figure 14). Puisque la zone de transition entre la savane et la forêt amazonienne est déjà partiellement protégée par le Parc indigène du Xingu et la Terre indigène Kayapo, la conservation effective de la Terra do Meio garantirait la protection et le fonctionnement d'un corridor écologique de plus de 25 millions d'hectares, orienté nord-sud. Ce couloir de protection composé d'une mosaïque d'aires protégées rejoint précisément la définition des « corridors écologiques » de la forêt tropicale brésilienne proposée par J. M. Ayres, G. A. B. Da Fonseca *et al.* (*op. cit.*). Selon les auteurs, la gestion intégrée de « ces grandes aires forestières biologiquement prioritaires, délimitées en grande partie par un ensemble d'aires protégées (existantes ou proposées) et par les communautés écologiques qu'elles contiennent » (: 23), faciliterait les flux des individus et des gènes entre populations et sous-populations, augmentant ainsi la probabilité de leur survie à long terme et garantissant le maintient de processus écologiques et évolutifs à grande échelle.

Figure 14 – Le corridor écologique du bassin hydrographique du Xingu



Source : auteur à partir des données ISA-MMA (op. cit.)

Après avoir présenté les enjeux écologiques de la conservation de la Terra do Meio, il convient maintenant de déterminer, aussi clairement que possible, les conditions d'existence, exprimées en terme d'état bio-physico-chimique de ces objectifs écologiques. Cette explicitation concrète, matérielle, me permettra ainsi de présenter le référentiel normatif éco-centré sur lequel je fonderai mon analyse des dynamiques territoriales de la Terra do Meio.

3.2. Des objetifs écologiques de conservation à l'état de l'écosystème à conserver

Le référentiel normatif choisi pour l'analyse des dynamiques territoriales de la Terra do Meio sera forestier. Pour le décrire j'aurai recours aux principaux critères écologiques et physionomiques employés par les phytogéographes.

La tâche n'est pourtant pas aussi simple qu'il y paraît, car comme le décrit M.-C. Smouts (*op. cit.*), on sait finalement assez peu de chose sur la forêt tropicale, qu'il s'agisse de sa structure, son fonctionnement, les clés de sa régénération et encore moins sur les espèces qui la composent et sur leur évolution. Comme le note d'ailleur l'auteur, la terminogie elle-même n'est pas vraiment claire. Ainsi, quand on évoque les forêts tropicales on fait le plus souvent référence aux forêts denses pluviales (*rain forest*) telles que les a définit A. F. W. Shimber (1898 *in* Smouts *op. cit.*). Il parlait de « *regenwald* » pour désigner des forêts qui croissent dans un environnement constamment humide avec des pluies s'étalant régulièrement toute l'année, très peu de période sèche, une pluviosité importante et une température élevée. Depuis, comme le note M.-C. Smouts (op. cit.), de nombreuses tentatives ont tenté d'améliorer la nomenclature des formations forestières sous les tropiques (à partir des données sur les climats, les essences, l'altitude, etc.), sans qu'auncune ne parvienne à s'imposer. Il semble ainsi que « la langue vulgaire utilisé par les acteurs internationaux l'a emporté sur les catégories scientifiques » (*ibid.* : 23). Ainsi, la « forêt tropicale humide de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation inclut aussi bien les « forêts toujours vertes » (on dit aussi sempervirentes) que les forêts en partie à feuilles caduques (on dit aussi décidues). Ainsi, pour simplifier on en est venue à désigner par forêt tropicale humides toutes les forêts comprises sous les tropiques où les précipitations annuelles dépassent la quantité d'eau perdue par évaporation et transpiration (*ibid.*).

Bien qu'aucune classification ne fasse consensus à l'heure actuelle, certaines caractéristiques classificatoires sont assez largement partagées : la structure verticale de la forêt qui traduit la façon dont les arbres s'organisent pour accéder à la lumière et la composition floristique, c'est-à-dire l'abondance relative des espèces dont certaines d'entre elles, comme les lianes ou les palmiers, permettent de particulariser les formations observées.

Comme l'expliquent M. Kellman et R. Tackaberry (1997), la très grande complexité floristique des forêts tropicales et l'abscence apprente d'associations végétales, ont conduit les premiers écologues à s'intéresser de manière privilégiée aux caractéristiques structurelles des forêts, laissant de côté leur composition foristique. Ainsi, les « profils de végétation » sont devenus des éléments importants de la description forestière. L'intérêt pour la structure a rapidement conduit les scientifiques à rechercher des formes caractéristiques que l'on pourrait retrouver d'une forêt à l'autre. Ces études déboucheront sur la distinction des différentes strates forestières. L'étude menées par R. A. A. Oldeman (1974 *in* Chauvel, E. M. Barbosa *et al.* (1997) de la forêt amazonnien guyannaise l'amène à distinguer quatre strates principales de végétation s'étageant entre la surface du sol et jusqu'à plus de quarante cinq mètres pour les émergents. Ce couvert végétal constituerait un écran qui protège efficacement le sol des

rayons du soleil, de l'évapotranspiration superficielle, et le maintiendrait à une température quasiment constante tout au long de l'année. Ainsi, la proportion de l'énergie lumineuse parvenant jusqu'au sol est extrêmement faible. Elle avoisinnerait les $1^{0}/_{00}$ de celle qui arrive au sommet des arbres (Frontier et Pichod-Viale *op. cit.*). Pour cette raison, les sous-bois sont très dégarnis.

À partir de (Kellman et R. Tackaberry 1997), j'identifierai les caractéristiques principales de l'architecture des forêts tropicales. Il y a la dominance des plantes ligneuses associée à la tendance à obtenir des arbres de grande taille avec peu de banches, exceptées au niveau de la canopée qui s'avère souvent très dense et compacte. Certaines formes végétales, telles que les palmiers et lianes, qui sont rares voire absentes des autres types de forêts, sont très présentes dans les forêts tropicales. La canopée est située entre 25 m et 45 m du sol, avec certaines cimes dominant de manière éparse la canopée et pouvant alors atteindre plus de 60 m. Pour décrire la structure forestière, deux mesures sont fréquemment utilisées : la densité des arbres de plus de 10 cm de diamètre à hauteur de poitrine (DHP) et la surface totale couverte par les sections de tronc à cette hauteur. D'après les travaux de Meave et Kellman (1994), qui ont comparé la structure de nombreuses forêts tropicales, on trouverait en moyenne 487,4 (±135,0) troncs à l'hectare et une superficie couverte par leur section de 36,6 (± 11,5) m²/ha. Ces caractéristiques simples de la structure de la forêt tropicale amazonienne peuvent être complétée par la composition floristique. Je renvoie le lecteur à la section précédente où ont été présentées les espèces forestières les plus communes de la Terra do Meio et les espèces rares ou menacées.

Un autre aspect qui caractérise de manière assez spécifique les forêts tropicales est leur microclimat forestier, c'est-à-dire le climat observé à l'intérieure de la strate végétale forestière. Comme le détaillent S. Frontier et D. Pichod-Viale (*op. cit*.), en forêt, en plus de la diminution de luminosité et du changement de longueur d'onde dominante, les caratères microclimatiques suivants apparaissent :

- atmosphère plus humide qu'à l'extérieur de la forêt en raison de la transpiration végétale et du renouvellement ralenti de l'air. L'hygrométrie atteint parfois 100 % au niveau du sol ;
- température moins variable qu'à l'extérieur, à cause du rôle de tampon thermique joué par la vapeur d'eau, de l'effet de serre et de l'évapotranpiration au niveau des feuilles qui abaisse la température locale ;
- l'atmosphère de sous-bois est légèrement plus en riche en dioxyde de carbone en forêt qu'à l'extérieur, en raison de l'intense respiration du sol.

Ainis, les organismes vivants sous couvert forestier se trouvent dans un climat localement plus tempéré, plus tamponné qu'à l'extérieur, avec une température plus constante et plus basse en moyenne, avec une humidité plus constante et plus élevée, une lumière atténuée, etc. Flore et faune tropicale sont évidemment adaptées à cette ambiance si particulière et pour cette raison diffèrent de celles des alentours.

Comme l'a noté M. Huston (1994), tant la diversité spécifique que la quantité totale de biomasse des comunautés animales est supérieure dans les forêts tropicales que dans les forêts tempérées. Ceci s'expliquerait notamment par le fait que la nourriture est disponible durant toute l'année. Cette abondance contraste évidemment avec les périodes de froid les plus rigoureuses qui restreignent durant plusieurs mois les aliments diponibles pour les animaux des forêts européennes, par exemple. Les forêts tropicales présentent aussi des caractéristiques taxonomiques bien spécifiques. D'abord, en ce qui concerne les mammifères, la plupart des espèces sont de petite taille, avec en particulier un nombre élevé de chauve-souris (Kellman et

Tackaberry 1997). Les nombreuses espèces arboricoles, comme les primates, absentes des forêts tempérées, représentent une caractéristique des forêts tropicales. En effet, la disparition des fruits durant une période de plusieurs mois contraint drastiquement l'existence de ces frugivores sous nos latitudes. Ces animaux joueraint d'ailleurs un rôle crucial dans la dispersion des semences des plantes tropicales qui sont souvent de grande taille. J. A. Upchurch et G. R. Wolf (*in* Kellman et R. Tackaberry 1997) ont ainsi souligné la coévolution qui se serait mise en place depuis le tertiaire entre la dispersion des semences des plantes des forêts tropicales et les animaux frugivores. Comme ce cas l'illustre, des mécanismes intéractifs étroits entre espèces animales et végétales se sont mis en place au cours de l'évolution. Des associations très poussées, chacune ayant un rôle fonctionnel particulier, et participant à l'existence de l'ensemble (abri, prédation, pollinisation, dispersion des semences, fourniture de nourriture, etc.), se sont ainsi développées.

Les naturalistes ont montré que le haut niveau de biodiversité des forêts tropicales s'accompagnait et dépendait, d'interrelations innombrables. Ces associations interspécifiques qui impliquent parfois plus d'une dizaine d'espèces intimement liées les unes aux autres pour leur croissance et leur développement sont essentielles au fonctionnnement de l'écosystème forestier. Ainsi, la disparition d'une espèce ou d'un groupe d'espèces entraîne inévitablement une modification de l'ensemble. On trouve ici une autre différence importante avec les forêts tempérées où les écosystèmes sont moins complexes et les risques d'anéantissement moins élevés, sous l'effet de la perturbation anthropique massive du milieu (Smouts *op. cit.*). Ainsi, la diversité biologique considérable des forêts tropicales signale en premier lieu l'existence d'équilibres dynamiques extrêmement fragiles, basés sur de multiples interdépendances assez mal connues. La faune et la flore tropicale restent souvent assez difficiles à étudier, notamment en raison de la rareté des effectifs. Ainsi, autant une perturbation locale et limitée peut s'avérer favorable à la diversité biologique, autant une déforestation massive entraînera inévitablement la disparition d'habitats rares et fragiles, et donc une rupture de la chaine des interactions écologiques.

Afin de comprendre l'importance de ce faisceau de relations interspécifiques pour les écosystèmes forestiers amazoniens, il importe de s'intéresser au caractère dynamique de la régénération forestière. Comme l'explique J. L. Guillaumet (1987), l'apparente homogénéité, à l'échelle du paysage, du couvert forestier amazonien, dissimule une structure mosaïque dynamique qui se caractérise par la juxtaposition de petites surfaces (quelques dizaines à quelques centaines de mètres de diamètres) représentant différentes phases de l'évolution de la forêt : arbres abattus par le vent ou chablis, forêt juvénile, forêt dense, forêt mature ou décadente. Ainsi, la forêt est en perpétuelle évolution : les phases de construction/destruction/reconstruction se juxtaposent dans l'espace. Le moteur de cette dynamique est la lutte pour l'accès à l'énergie lumineuse. Lorsqu'une clairière se forme, les plantes pionnières, héliophiles, dont les graines étaient en réserve dans le sol, germent et croissent rapidement. Il suffit de quelques mois ou années pour que le couvert se referme et assure une atmosphère humide plus favorable au développement d'espèces à croissance plus lente mais à durée de vie plus longue. Se juxtapose ainsi dans l'espace mosaïque de la forêt, des phases de rajeunissement et de vieillissement organisées de manière asynchrone. L'enchaînement de ces différentes phases n'est rendu possible que par la coexistence d'une grande diversité d'espèces arborées (Bergonzini et Lanly *op. cit*.).

Après avoir présenté le référentiel normatif forestier qui fondera ma lecture des dynamiques territoriales, il convient d'éclaircir pour le lecteur la manière précise avec laquelle je l'emploierai dans l'analyse.

4. L'ASGE : un cadre pour penser la gestion de l'environnement

Comme je l'ai présenté dans l'introduction à la section B- de ce chapitre, consacrée à la construction de la lecture éco-centrée des dynamiques territoriales, l'ASGE peut être décrite comme une architecture heuristique comportant trois niveaux.

Les sections 1,2 et 3 m'ont pemis d'investir, d'étayer et de justifier à ma manière, la perspective théorique défendue par l'ASGE (premier niveau) qui consiste, pour résumer, à donner à l'état d'un système écologique le statut d'un référentiel externe fondateur pour l'analyse de l'éco-sociosystème. Il me faut maintenant présenter comment l'ASGE, dans un deuxième niveau, s'apparente à un méta-langage permettant d'instruire, au travers de ces concepts propres (gestion intentionnelle, gestion effective, gestion émergente), certaines problématiques environnementales, depuis un point de vue éco-centré.

4.1. Le cadre théorique : les principes d'une lecture dialectique des dynamiques territoriales

Le cadrage théorique proposé par l'ASGE s'est résolument ancré dans les sciences de gestion (Mermet 1994 ; Narcy *op. cit.* ; Leroy *op. cit.*). Ce choix disciplinaire n'est pas anodin. Alors que certains considèrent que le terme de « gestion environnementale » est actuellement utilisé comme concept fourre-tout qui aurait perdu tout son sens (Rodary et Castellanet *op. cit.*), L. Mermet (2007[1998]) en propose au contraire une définition précise, au service d'une finalité claire :

> « Il n'y a pas de gestion sans objectif, ni responsabilités. Voir une situation environnementale en terme de gestion, c'est projeter sur un système (biologique, technique, économique et social) complexe une référence simple, conserver ou rétablir les qualités désirables de l'environnement, qui recouvre à la fois un but que la gestion vise à atteindre, et une responsabilité qui incombre, *nolens volens*, à ceux qui ont quelque pouvoir dans le cadre de cette situation » (: 188).

Cette lecture en terme de gestion environnementale des dynamiques territoriales a pris forme dans ce que je décrirai comme la construction d'une lecture dialectique de la gestion du territoire et des ressources naturelles qui se structure autour de trois moments conceptuels distincts : celui de la gestion effective, celui de la gestion intentionnelle et celui de la gestion émergente du territoire et des ressources naturelles.

La « gestion effective » de l'environnement est définie comme « l'ensemble des actions anthropiques qui, consciemment ou non, intentionnellement ou non, ont une influence déterminante » sur l'état du milieu naturel (Mermet, Billé *et al. op. cit.*). Pourquoi est-il important de distinguer de manière claire les pratiques humaines qui dans les faits sont responsables de l'état de l'écosystème ? Si l'on admet d'abord que l'état et l'évolution physique, chimique et biologique des écosystèmes résultent de l'enchevêtrement des dynamiques naturelles et de l'ensemble des actions humaines. Si l'on admet ensuite que la nature est indifférente aux intentions des hommes. On conviendra que toute action anthropique qui possède un effet sur le terrain, qu'elle soit consciente ou non, voulue ou non, doit être considérée comme un acte de gestion du point de vue de ses conséquences concrètes (Mermet 1991).

La « gestion intentionnelle » de l'environnement a été définie par L. Mermet (1992) comme « les initiatives qu'un acteur spécialisé entreprend, dans le contexte d'une situation de gestion

effective, pour faire évoluer l'état du milieu dans un certain sens » (: 58). La gestion intentionnelle a son opérateur conceptuel, il s'agit de l'« acteur d'environnement ». Il joue, vis-à-vis des acteurs responsables des processus dommageables pour l'environnement, ou des acteurs régulateurs (élus, préfet, etc.), un rôle d'agent de changement en faveur de l'objectif environnemental pris en référence par le chercheur dans son analyse. L'acteur d'environnement n'est pas défini par son statut institutionnel mais par le rôle fonctionnel qu'il joue dans le processus de gestion étudié. Comme nous le verrons dans le cas de la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio, un acteur officiellement en charge des responsabilités en matière de « science, technologie et environnement » pourra agir, dans les faits, contre l'amélioration de l'état des écosystèmes forestiers de la région.
M'inspirant du retournement auquel L. Quéré (1998) invite à propos du sujet, ce dernier étant pour l'auteur le « résultat émergent de l'action plutôt que le contraire », je dirai que l'acteur d'environnement est un résultat émergent de l'action en faveur de l'objectif environnemental pris en référence, plutôt que le contraire. Il faut passer par l'action pour accéder à l'acteur. L'action d'environnement doit être comprise comme une authentique *praxis*.
Il convient de garder à l'esprit que l'acteur d'environnement n'est pas un acteur réel, il s'agit d'un acteur conceptuel. Sur le terrain, je n'observerai pas l'« acteur d'environnement de la Terra do Meio », mais je suivrai des actions de gestion intentionnelle dirigées vers le maintien ou la restauration de l'état bio-physico-chimique des forêts de la Terra do Meio. Cet aspect fondamental sera approfondi dans la conclusion générale de cette thèse.

Le dernier moment conceptuel de la dialectique de gestion du territoire identifiée par l'ASGE est le temps de l'intégration, souvent partielle, des préoccupations portées par les acteurs d'environnement dans la « gestion émergente » de l'environnement. Comme l'illustre la figure 15, la gestion émergente au temps t devient par le mouvement propre à la dialectique, la gestion effective de l'instant t+1, que les acteurs du système de gestion intentionnelle, s'ils reste insatisfaits des résultats environnementaux obtenus, tenteront à nouveau d'infléchir.

La figure 15 reprend la grille analytique de l'ASGE et tente d'en offrir une image processuelle. Un aspect essentiel doit être précisé : le cadre analytique que propose l'ASGE, articulé sur les concepts de gestion effective, gestion intentionnelle et gestion émergente, doit être compris comme un *soft sytem* (Checkland (2005[1981]) centré sur l'état de l'écosystème forestier. Autrement dit, le système dialectique de la gestion du territoire présenté ici doit être construit par le chercheur, lors de ses interactions avec le monde réel, pour répondre à la question qu'il se pose (celle du maintien ou de la restauration des qualités désirables écologiques). Le système de gestion de la forêt qu'illustre la figure 11 n'a pas d'existence en soi, dans le monde. Il est le produit d'un questionnement du monde, on retrouve ici les hypothèses fondamentales des épisthémologies constructivistes (Le Moigne 1999[1995]). Selon cette perspective, l'existence de l'objet de recherche est rendu inséparable du choix d'approche du chercheur (Von Glasefeld 1988[1984]). L'ASGE est donc une architecture conceptuelle heuristique, une grille d'investigation du monde, qui doit permettre de répondre à une question simple : comment peut-on expliquer l'évolution de l'état bio-physico-chimique de l'écosystème forestier et donc des qualités désirables écologiques que nos sociétés ont choisi de maintenir ou restaurer ?

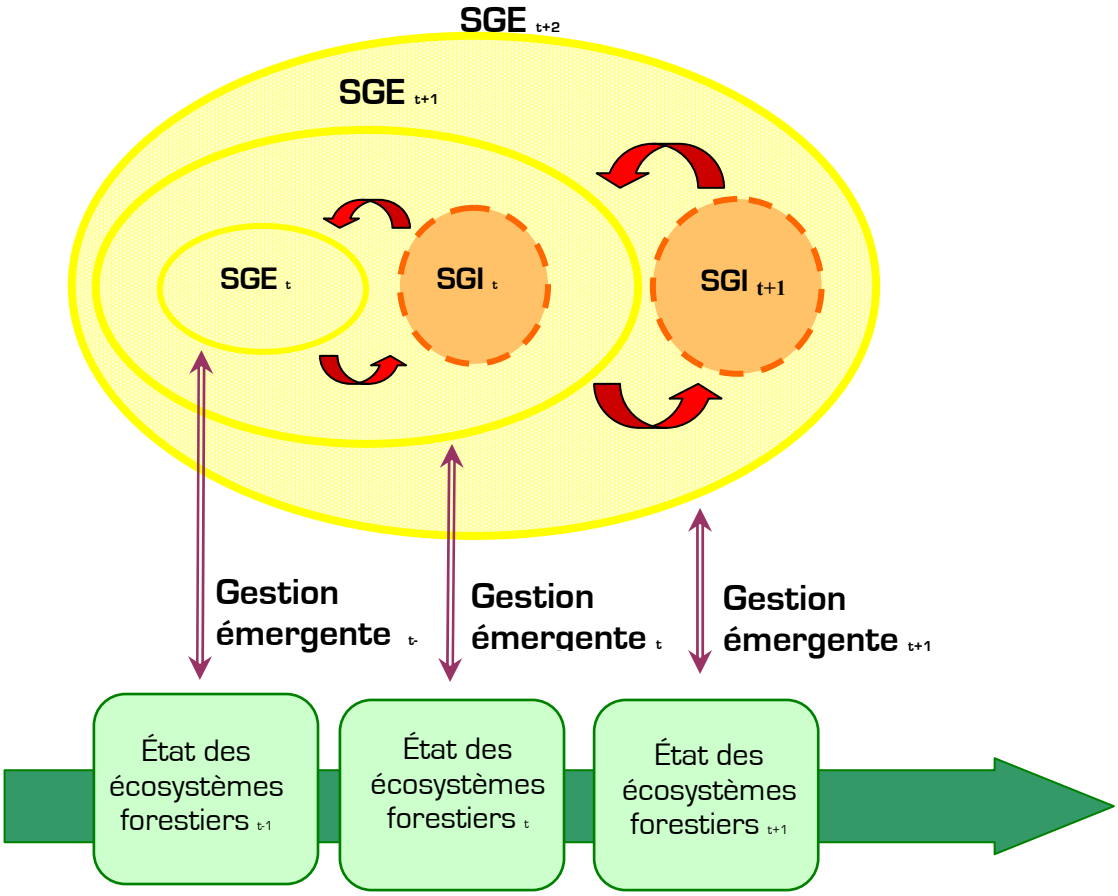
Cette présentation des concepts, que je mobiliserai à maintes reprises dans le courant de la thèse, me conduit à une remarque importante. Conformément à la dialectique hégelienne, on notera la place centrale réservée dans l'ASGE à la structuration par la contradiction :

> « La contradiction est la racine de tout mouvement et de toute manifestation vitale ; c'est seulement dans la mesure où elle renferme une contradiction qu'une chose est capable de mouvement, d'activité, de manifester des tendances ou impulsions […]

> Une chose n'est donc vivante que pour autant qu'elle referme une contradiction et possède la force de l'embrasser et de la soutenir. La dialectique, telle que nous le comprenons ici, et qui consiste à concevoir les contraires comme fondus en une unité ou le positif comme immanent au négatif, constitue le spéculatif. » (Hegel 1816 *apud* Pascal 1986[1968] : 170).

Ainsi, comme l'explique J.-F. Kervégan (2005), la dialectique, en toute rigueur, ne désigne qu'un moment, le moment médian qui représente le moteur du concept. C'est ce moment « négativement rationnel » qui est placé au cœur du processus. Le système conceptuel que propose l'ASGE est explicitement destiné à saisir et à analyser, de la manière la plus fine et fidèle qui soit, les situations de gestion environnementale marquées par l'opposition, c'est-à-dire la rationnalité négative de l'action de gestion intentionnelle par rapport à l'action de gestion effective. Bien que ces situations soient fréquentes au Brésil, au point d'avoir acquis l'étiquette propre de « conflits d'environnement » (Acselrad 2004a ; Acselrad 2004b ; Almeida, Shiraishi Neto *et al.* 2005), elles ne couvrent pas pour autant l'ensemble des problématiques environnementales.

Figure 15 – La dialectique de gestion de l'espace et des ressources naturelles



Avec : SGE = Système d'acteurs de la Gestion Effective
SGI = Système d'acteurs de la Gestion Intentionnelle

Source : auteur

À ce titre, l'ASGE ne doit pas être perçu comme un outil passe-partout, il s'agit au contraire d'un cadre analytique adapté à certaines situations seulement. Comme le reconnaît A. Emerit (2007), il n'est sans doute pas le modèle théorique le plus adéquat pour traiter des situations

dans lesquelles l'amélioration de l'état environnemental dépendrait, par exemple, d'un apprentissage collectif[27].
Considérant que le rapport conflictuel qui s'établit entre gestion intentionnelle et gestion effective est le moteur de la gestion de l'environnement (Mermet 1992), l'ASGE permet de saisir finement les situations où l'état des écosystèmes est menacé par certaines pratiques humaines et où cette dégradation des conditions environnementales provoquent la réaction de certains acteurs. Dans ce type de situation, l'ASGE offre un recadrage éclairant de la problématique environnementale, centré sur l'évolution de l'état de l'écosystème.

Cette manière de poser le problème de l'environnement transforme profondément la manière d'envisager le rapport que les sociétés entretiennent avec les objets et processus naturels. L'antagonisme entre l'Homme et la Nature est écarté. Pour saisir la manière dont l'ASGE m'a permis de cadrer les pratiques gestionnaires de la Terra do Meio, j'en propose une mise en application immédiate. Cette section me permettra également de justifier auprès du lecteur pourquoi j'ai choisi de focaliser mon étude sur les pratiques de gestion effective portées par les acteurs de la frange pionnière pastorale et non celles des populations riveraines du bord des fleuves.

4.2. La pratique du cadre : faire le tri des formes de gestion effective de la Terra do Meio

Analyser les dynamiques territoriales au regard d'un référent écologique ne revient aucunement à reprendre le « grand partage » moderne, si tant est qu'il est effectivement existé (Latour 1997[1991]), qui pose l'irrémédiable extériorité de l'homme et de la nature sur le plan ontologique (sujet *vs*. objet), scientifique (sciences de la nature *vs*. sciences de l'homme) et moral (humanisme *vs*. anti-humanisme) (Besse 1997). Comme le démontrent C. Larrère et R. Larrère (1997), le schisme établi par les modernes est construit sur le jeu de deux images issues du regard porté depuis un pôle sur l'autre. Depuis le pôle « homme », on voit une nature que l'on domine, dont on peut user et abuser. Depuis le pôle de la « nature » vierge, on identifie toute présence humaine à une intrusion, une agression irréparable. Dans les deux cas, le grand partage en ressort est renforcé.
L'émergence des « problèmes d'environnement » a mis à mal cette répartition en éclairant ce que D. Bourg (1997 ; 2003) décrit comme notre relation paradoxale à la nature, qui résulterait d'une double inscription contraire : celle des hommes dans la nature (portée par les représentations suscitées par les progrès scientifiques) et celle de la nature dans la société des hommes (provoquée par les effets pratiques de ces mêmes sciences qui conduisent à une nécessaire prise en charge par les politiques de la nature). Un constat tout à fait similaire est établi par O. Godard (1994) qui décrit pour sa part, le concept d'environnement comme une « hierarchie enchevêtrée ».

Ainsi, la question n'est donc plus d'opposer l'homme à la nature mais de suivre et tenter d'évaluer concrètement les impacts sur les écosystèmes de la Terra do Meio des diverses pratiques humaines. Ce recadrage des relations homme-nature rejoint intimement la réflexion menée par les deux anthropologues D. Lima et J. Pozzobon (2005) qui se proposent d'utiliser le concept de « durabilité écologique » comme nouveau critère de classification de la diversité sociale amazonienne. Les auteurs distinguent ainsi les différentes catégories d'acteurs en fonction de la « pression d'usage et l'impact exercé sur l'environnement, en lien avec la

[27] Dans ces situations, les acteurs impliqués dans la gestion de l'environnement ne se connaissent que peu ou pas. Le « problème » d'environnement pourrait être résolu si on leur permet de se découvrir mutuellement au cours d'un processus d'apprentissage collectif.

manière dont ils occupent, explorent et conçoivent les relations avec la nature » (: 47). Neuf catégories sont distinguées : populations indigènes commerçant sporadiquement, population indigène commerçant fréquement, population indigènes dépendant de la production mercantile, petits producteurs « traditionnels », latifundiums « traditionnels », latifundiums récents, migrants/frontière, grands projets et explorateurs itinérants. La classification est basée sur une évaluation, succinte mais éclairante, de l'impact environnemental des modes d'occupation humaine. Une haute durabilité signifie une occupation humaine qui n'interfère que marginalement avec les processus naturels, c'est-à-dire « qui ne dégrade pas l'environnement, qui ne provoque pas d'altérations microclimatiques, qui ne pollue pas, qui ne détruit pas l'habitat, qui n'explore pas les ressources naturelles renouvelables au delà de leur capacité de régénération, et ne conduit pas à l'extinction des espèces » (: 48). D'après ce critère, les « petits producteurs « traditionnels » auraient un degré de durabilité écologique « moyen », les « migrants/frontière » un degré « bas » et les « latifundiums récents » un degré « très bas » (atteignant ainsi le niveau le plus bas de la classification).

C'est dans le même esprit que l'ASGE opère au recadrage de la situation, distinguant les pratiques humaines sur la base de leur impact sur les qualités écologiques forestières jugées désirables par la société. Pour comprendre ce qui m'a conduit à centrer mon travail d'enquête sur la gestion effective de l'espace réalisée par les pionniers de la Terra do Meio et les actions de gestion intentionnelle visant à les faire évoluer, il convient de décrire rapidement les impacts sur l'écosystème forestier des deux modes principaux de gestion de l'espace observables dans la Terra do Meio : celui des populations riveraines et celui des populations de pionniers.

4.2.1. La gestion effective des riverains de la Terra do Meio

Les riverains de la Terra do Meio ont mis en place, pour la plupart, ce que l'on qualifie généralement comme d'un système d'agriculture itinérante sur brûlis. Dans ce système, parfois qualifié d'« agraire forestier » (Mazoyer et Roudar 2002[1997]), une surface forestière de petite taille (< 1 ha) est défrichée par essartage, c'est-à-dire par un abatti suivi d'un brûlis, mais sans essouchage. Les parcelles sont ensuite mises en culture (manioc, maïs et marginalement riz) durant une, deux voire trois années de suite avant d'être abandonnées à la friche boisée durant une ou plusieurs décennies après quoi elles seront à nouveau défrichées et cultivées (*ibid.*). Il s'agit donc de systèmes de culture temporaires alternant avec une friche boisée de longue durée pour former une rotation dont la période varie d'une dizaine d'années à une cinquantaine d'années.

Ces pratiques se caractérisent par l'ouverture de clairières de surface réduite converties temporairement aux usages agricoles. Ces deux aspects, taille de la parcelle et temps de mise en culture, sont fondamentaux pour expliquer le faible impact des pratiques humaines sur les écosystèmes forestiers.
L'ouverture d'une clairière de taille réduite garantit que les semences venues des espaces forestiers environnants seront facilement disséminées sur toute la surface ouverte. Une mise en culture de deux ou trois ans au maximum, assure que le stock de semences ne sera pas complètement anéanti (notamment dans les zones ombragées et humides comme le long des plus gros troncs en décomposition) et que le stock de nutriments du sol n'a pas été épuisé au point d'interdire la repousse des formations sylvestres (Uhl 1987). Dans ces conditions, une fois la parcelle abandonnée, le cycle végétatif de reboisement va pouvoir se mettre en place : d'abord le développement des espèces végétales pionnières (héliophiles) qui domineront la friche pendant une dizaine d'année avant de mourir et de laisser la place à des espèces de croissance plus lente mais de durée de vie plus longue qui domineront la canopée pendant 50

à 100 ans, avant que ne s'établissent, à nouveau, les espèces ombrophiles aux développement le plus lent. J. G. Saldarriaga (1986 *in* Uhl, Nepstad *et al.* 1990) a estimé que cette reconquête forestière des clairières de petite taille s'étend sur une période de l'ordre 200 ans ou plus. D'après C. Uhl (1997[1977]), la pratique d'agriculture itinérante sur brûlis ne conduit pas à une altération de la structure forestière du massif ni même à la mise en danger du fonctionnement de l'écosystème local. Elle pourrait même contribuer à un enrichissement de la biodiversité forestière.

Ce résultat est partagé par de nombreux auteurs travaillant sur les forêts tropicales. Le cas des agroforêts à damar de Sumatra (Michon, Foresta *et al.* 2000) est bien connu. Dans ce cas précis, les pratiques anthropiques participent au maintien d'un degré élevé de biodiversité. Les frontières entre forêts « naturelles », « anthropisées » et « artificielles » devient problématique (Michon et Bouamrane 2000). La « forêt naturelle », c'est-à-dire la « forêt fonctionnant sans perturbation d'origine anthropique et se reproduisant de façon autonome » apparaît plus virtuelle que réelle. Ce constat vaut sans doute aussi pour les forêts de la Terra do Meio qui ne sont sûrement pas « vierges ». Comme je l'ai montré dans la section précédente, la diversité biologique actuelle de la Terra do Meio admet très certainement des facteurs explicatifs d'ordre anthropogénique. Plusieurs auteurs estiment ainsi que les « forêts vierges » d'Amazonie brésilienne seraient beaucoup plus rares qu'on ne l'a cru (Denevan 1992 ; Balée 1989). D. Posey (1987) avance ainsi que le maintien voire l'augmentation de la biodiversité amazonienne serait directement liée aux pratiques traditionnelles d'agriculture itinérante.

Les populations riveraines situées sur les bords des fleuves de la Terra do Meio ne mettent pas seulement en place une agriculture itinérante de subsistance. Elles pratiquent également l'extractivisme des ressources forestières. Comme le définissent L. Emperaire et J.-P. Lescure (1996), l'extractivisme est un mot emprunté au brésilien *extrativismo* qui recouvre l'ensemble des systèmes d'exploitation des produits de la forêt à condition que ceux-ci soient intégrés dans une économie de marché à l'échelle régionale, nationale ou internationale. Ainsi, la logique de l'extractivisme, régulée par un marché extérieur, est fondamentalement différente de celle de la cueillette pour la consommation familiale, d'abord réglée par les besoins de l'unité domestique.
Dans la Terra do Meio, les principales activité extractivistes des riverains sont la cueillette des fruits de *Bertholletia excelsa* (noix du Brésil) et le forage du tronc de *Copaifera spp*. pour en extraire la résine (huile de copaiba). Comme l'ont montré plusisuers auteurs (Emperaire et Lescure 1996 ; Lescure, Pinton *et al.* 1994 ; Emperaire et Lescure 2000), l'impact écologique de ces activités tant sur l'individu, que sur la population ou sur son environnement est souvent faible. L'impact des activités extractivistes sur l'état de la forêt de la Terra do Meio serait donc ténu. Les cas de surexploitation sont rares, le plus souvent, les seuils biologiques de prélèvement compatibles avec une régénération de la ressource sont respectés. Mes observations, les résultats des diagnostics socio-économiques réalisés sur les bords du Iriri et du Xingu (IBAMA/CNPT 2006a ; IBAMA/CNPT 2006b) ainsi que les principales études réalisées sur les populations riveraines de la région tendent à confirmer cette évaluation (ISA-MMA 2003 ; Rocha, Silva *et al.* 2005). À l'instar de L. Emperaire et P. Lescure (1996 : 15), je reconnaîtrai donc que : « La permanence globale de la forêt après plusieurs décennies d'exploitation témoigne de l'impact réduit des activités extractives sur le milieu naturel. Cette faible emprise est liée à l'utilisation quasiment exclusive de l'homme comme force de travail. Certes, quelques espèces exploitées par abattage ont pu se raréfier mais globalement les potentialités des écosystèmes forestiers n'ont pas été altérées. »

En ce qui concerne les impacts de la chasse, le bilan est sans doute plus mitigé. Comme l'a montré C. A. Peres (2000), la biomasse de la population de vertébrés totale moyenne diminue significativement avec l'augmentation de la pression de chasse. Les espèces les plus affectées sont les plus grands vertébrés, très prisés des chasseurs. Ainsi, si la densité animale reste à peu près constante, la population de vertébrés se transforme sous la pression cynégétique. Les pratiques de chasse réalisées par les populations riveraines peuvent donc avoir un effet marqué sur la structure des populations amazoniennes de vertébrés en grande partie due à la pression excessive sur les espèces de vertébrés de plus grande taille (Peres 1990 ; 1996). Certains auteurs rapportent même des phénomènes d'extinction locale (Redford 1992).

Les populations du bords des fleuves de la Terra do Meio ont des pratiques qui ne semblent pas altérer durablement la structure et le fonctionnement des écosystèmes forestiers de la Terra do Meio. Les qualités désirables écologiques ne sont donc pas menacées. L'évaluation est toute autre, si l'on s'intéresse maintenant aux pratiques des pionniers de la Terra do Meio.

Planche photographique n°1 : la Terra do Meio des fleuves

Le Xingu, l'un des plus importants affluents de l'Amazone : vue d'une berge sur l'autre (photographie : ISA-MMA *op. cit.*)

Le fleuve Iriri : des berges très peu affectées par les défriches (photographie : ISA-MMA *op. cit.*)

Le Riozinho do Anfrísio est un affluent du Iriri, très étroit, il serpente au milieu de la forêt (photographie : ISA-MMA *op. cit.*)

Une myriade d'îles au milieu du Iriri : un paysage entre eau et terre aussi remarquable que périlleux pour la navigation (photogaphie : ISA-MMA *op. cit.*)

L'observation du foyer de riverains du Iriri témoigne des impacts visiblement réduits de leurs pratiques sur l'écosystème forestier (photographie : ISA-MMA *op. cit.*)

Une habitation de *ribeirinho* se fond dans le paysage d'une île fluviale du Xingu (photographie : ISA-MMA *op. cit.*)

Vue du « port » d'un foyer de riverain du Xingu : le canoë et la pagaie restent les principaux moyens de locomotion pour ces populations du fleuve (photographie : ISA-MMA *op. cit.*)

« Tout le monde dehors ! » : devant l'habitation couverte de feuilles séchées de babaçu, trois générations de *ribeirinhos* posent pour la photo de famille (photographie : ISA-MMA *op. cit.*)

Dans l'atmosphère fraîche de la case, les nombreux membres de la famille fuient lles heures les plus chaudes de la journée (photgraphie : ISA-MMA *op. cit.*)

4.2.2. La gestion effective des pionniers de la Terra do Meio

Comme je le montrerai dans le chapitre 2, plusieurs poussées pionnières ont précédé l'entrée de la frange pionnière de l'élevage dans la région de la Terra do Meio. D'après les informations que j'ai pu recueillir, l'orpaillage artisanal et l'extractivisme de la feuille de jaborandi (*Pilocarpus jaborandi*), qui se développent entre la fin des années soixante-dix et la fin des années quatre-vingts, n'ont eu que des conséquences bénignes sur l'écosystème forestier local. Il en va tout autrement de la frange pionnière de l'exploitation forestière.

La coupe sélective des acajous de la région a pu provoquer des dommages directs et collatéraux importants. En effet, même si l'exploitation forestière ne conduit pas à la destruction de tous les arbres, les dommages causés peuvent s'avérer très lourds. Les recherches menées en Amazonie Orientale montrent que l'exploration forestière prédatrice, du type de celle développée dans la Terra do Meio entre le milieu des années quatre-vingts et la fin des années quatre-vingt-dix peut conduire à la destruction ou l'endommagement de 10 à 40 % de la biomasse vivante, lors des périodes d'exploitation forestière successives (Uhl, Veríssimo *et al.* 1991 ; Veríssimo, Barreto *et al.* 1992 ; Veríssimo, Barreto *et al.* 1995). Mais ce n'est pas tout : les pistes forestières, les chemins de débardage ou les clairières d'abattage, mêmes s'ils sont repris par la végétation forestière en moins de cinq ans, augmentent considérablement l'inflammabilité de la forêt en réduisant la couverture offerte par la canopée. L'ouverture des clairières et des pistes, favorisant la pénétration directe des rayons solaires dans les sous-bois, conduit à sécher la matière organique qui prend plus facilement feu suite à un incendie d'origine humaine ou naturelle et peut conduire à la destruction de 10 à 80 % de la biomasse forestière (Uhl et Kauffman 1995 ; Holdsworth et Uhl 1997 ; Uhl et Buschbacher 1985). Cette première inflammation provoquera elle-même l'augmentation de la vulnérabilité future du massif aux feux. Les conséquences de l'exploitation forestière sur la faune forestière, des invertébrés aux mamifères en passant par les oiseaux et les batraciens, a également été mise en évidence, malgré les lacunes scienttifiques sur le thème et la difficile comparabilité des cas d'étude (Azevedo-Ramos, Carvalho *et al.* 2002 ; Fimbel, Grajal *et al.* (éds) 2001). En ce qui concerne les cycles naturels évoqués plus haut, D. Nepstad, A. Veríssimo *et al*. (1999) ont mis en évidence que l'exploitation forestière pouvait porter atteinte aux cycles hydriques locaux et régionaux. Elle perturberait également les capacités de stockage du CO_2 par la forêt.

Les dégradations environnementales causées par la frange pionnière de l'exploitation forestière de l'acajou sont considérables. Pourtant, ces impacts semblent encore en deçà de ceux provoqués par la frange pionnière pastorale qui a fait son entrée de manière massive dans la région de la Terra do Meio à partir de l'an 2000. Les pratiques d'abatti, brûlis, semis de graminées fourragères suivies par un désherbage annuel ou bisannuel mis en œuvre par les pionniers sur les prairies implantées au milieu du massif forestier de la Terra do Meio interdisent, dans la majorité des cas, le développement des recrus forestiers et donc l'apparition des friches secondaires. Tant que ces pratiques de désherbage, essentiellement mécaniques, sont maintenues, les prairies s'imposent sur la reprise forestière. Ainsi, l'implantation de pâturages et l'activité de nettoyage semblent correspondre à ce que G. Rossi (2001) qualifie de « véritables » pratiques de déforestation. Car, comme l'explique l'auteur :

> « Concrètement, ce n'est pas parce que l'on observera, à quelques années d'intervalle, sur deux images [satellite] de la même région, des taux de couverture forestière différents que l'on peut en déduire mécaniquement une déforestation irréversible. Cette observation n'a de sens que si l'on peut mettre en évidence, au niveau des unités d'exploitation, des indicateurs de tendances longues comme l'extension régulière des surfaces annuellement mises en cultures ou l'accélération de la vitesse de rotation des brûlis de la même catégorie de champs à contexte économique constant » (: 148).

Les « indicateurs de tendances longues » apparaissent facilement si l'on suit les pratiques communes de pastoralistion mis en place en Amazonie. Comme l'explique C. Uhl (1997[1977]), et comme j'ai pu le vérifier empiriquement sur le terrain, la pastoralisation de la Terra do Meio se caractérise par :

- une utilisation agro-pastorale prolongée des espaces gagnés sur la forêt ;
- une utilisation intense du stock de nutriments du sol ;
- la répétition des opérations de désherbage et de mise à feu ;
- des ouvertures de grande voire très grande taille;

Compte tenu de ces pratiques, la régénération forestière sans intervention humaine est compromise et demande de nombreux siècles. Pour comprendre la difficile reprise par les forêts des espaces prairiaux, il est opportun de reprendre les principaux obstacles identifiés par D. Nepstad, C. Uhl *et al.* (1990) et C. Uhl (1997[1977]) dans la reconquête par la forêt des pâturages abandonnés d'Amazonie Orientale ayant connu un usage intense. D'abord, les auteurs observent que l'usage intensif des pâturages provoque la destruction quasi-totale de la banque de semences des espèces forestières, originellement présente dans le sol. Comme, par ailleurs, le développement des jeunes pousses à partir des résidus racinaires ou des tubercules est compromis, la reprise forestière dépend entièrement de la dissémination des semences par le vent ou les animaux, à partir du massif forestier environnant. Or, le nombre d'espèces à dissémination anémophile présentes en forêt primaire est réduit alors que les flux d'animaux venant de la forêt et s'aventurant dans les pâturages sont rares. Quand bien même certaines graines pourraient être transportées par les oiseaux ou chauve-souris venus se percher sur l'un des arbres qui s'élèvent encore au milieu des pâturages, les auteurs observent que la probabilité de survie des graines est excessivement réduite : plus qu'en forêt, elles seront un met de choix pour les rongeurs vivant dans les pâturages ou elle seront transportées par les insectes. Les quelques plantules qui pourraient avoir germer devront également résister aux attaques des prédateurs ainsi qu'aux périodes de sécheresse. En effet, les conditions d'ensoleillement des pâturages représentent un important facteur limitant pour nombre de semences forestières. Ca n'est pas tout : les graminées fourragères constituent de redoutables compétiteurs pour l'espace, l'eau, la lumière et les nutriments du sol. Ainsi, directement ou indirectement, les herbacées implantées par l'homme représentent une barrière efficace à la reprise forestière. Cela ne tient pas au hasard puisque, comme l'expliquent J. B. Veiga, J.-F. Tourrand *et al.* (2004), la variété *Brachiaria brizantha* (ou « *brachiarião* ») qui couvre près

de 95 % des surfaces plantées en pâturages en Amazonie, a été sélectionnée pour sa haute compétitivité face aux plantes adventices. Pour finir, C. Uhl, D. Nepstad *et al.* (1990) soulignera que l'appauvrissement en nutriments du sol des prairies mal gérées, représente également un sérieux obstacle au retour de la forêt.

Dès lors, quels sont les impacts de la pastoralisation sur l'état de l'écosystème forestier et sur les principaux enjeux écologiques liés à la conservation forestière ? Parce que la pastoralisation des territoires forestiers correspond à une conversion des surfaces forestières en surfaces prairiales, la première conséquence de l'avancée des pâturages en Amazonie est la destruction directe, pour une longue période de temps, des écosystèmes forestiers. Ce résultat est évidemment très négatif au regard du référentiel normatif forestier adopté. Je suivrai et évaluerai dans cette thèse la conversion de l'espace forestier dans la Terra do Meio à partir de l'analyse des images satellites des défriches amazoniennes rendues publiques par l'INPE (encadré 3). J'ai ainsi pu évaluer que la surface annuelle déboisée dans la Terra do Meio entre 2001 et 2004 varie entre 50 000 ha et 70 000 ha, alors que le total de la surface déboisée jusqu'en 1997 n'atteignait pas 50 000 ha. Je décrirai amplement la géographie des déboisements locaux dans le chapitre 3 de cette thèse. Pour le moment, je me bornerai à constater que ces déboisements annuels, qui dépasent pour plus de 70 % d'entre eux la centaine d'hectares, constituent après seulement trois ou quatre années des superficies défrichées contiguës de 500 à plus de 1 000 ha, menaçant fortement la structure forestière et les processus naturels caractéristiques des écosystèmes forestiers locaux.

Encadré 3 – Les données satellitaires des défriches amazoniennes publiées par l'INPE

En ce qui concerne l'évaluation de l'évolution de la couverture forestière amazonienne, le Brésil fait figure à part. Le pays se distingue en effet par la fréquence et l'étendue sur laquelle sont analysés les déboisements. Alors que la plupart des pays tropicaux réalisent un suivi de leur couvert forestier tous les cinq ou dix ans, bien souvent de forme partielle, le Brésil produit et rend disponible au public (http://www.obt.inpe.br) chaque année depuis 1988 des estimations de la surface totale défrichée et de la localisation des déboisements en Amazonie légale, issues de l'analyse d'images satellites. L'INPE n'a commencé à divulguer les cartes digitales qui décrivent précisément la localisation et la taille des défriches amazonienne qu'à partir de 2003. Auparavant, seule la valeur totale des défriches pour l'année étudiée était rendue publique.

Cette production de données satellitaires sur les défriches amazonniennes est placée sous la responsabilité de l'INPE. L'institut utilise des images satellites états-uniennes fournies par le satellite LANDSAT, en composition de couleur et à l'échelle 1 : 250 000. Point important : cette échelle permet seulement l'identification des surfaces défrichées supérieures à 6,25 ha. Toutes les surfaces déboisées inférieures sont invisibles. L'Amazonie légale qui couvre approximativement cinq millions de km² est couverte par 229 images du senseur TM (*Thematic Mapper*) du satellite LANDSAT. Le Projet d'Estimation de la Déforestation Amazonienne (Projeto de Estimativa do Desflorestamento da Amazônia – PRODES) conduit par l'INPE, considère que la « déforestation » représente la « conversion des zones de physionomie forestière pour le développement d'activités agricoles ou d'élevage, détectée à partir des donnée acquises depuis les platte-formes orbitales » (Krug 1992). Autement dit, seules les aires déboisées par action anthropique de coupe rase de plus de 6,25 ha seront contabilisées comme surface déforestées. Les activités de coupes sélectives, liées par exemple à l'exploitation forestière ne sont pas prises en compte. Tout comme les défriches annuelles isolées de moins de 6,25 ha. Ainsi, les impacts de

l'exploitation forestière et la surface des déboisements estimée par l'INPE sont structurellement sous-estimés.

Afin de comparer les images satellites d'une année sur l'autre, et calculer ainsi la surface défrichée sur la période, une date de référence a été choisie : le 1er août. Ce jour situé en plein cœur de la saison sèche amazonienne permet de diminuer la quantité de nuages présents sur les images et donc d'augmenter la surface analysée. Ainsi, chaque année, les techniciens de l'INPE choisissent pour chaque scène satellitaire, carré de 185 km de côté de la surface terrestre pour lequel le satellite acquiert une image à chacun de ses passages, l'image satelitte présentant la couverture nuageuse la plus faible et dont la date d'acquisition est la plus proche du 1er août. Ensuite, à partir du calcul de la moyenne journalière de la surface déboisée sur la scène étudiée, la surface totale défrichée sur la scène est artificiellement ramenée à la date de référence. Ainsi, les défriches observable sur chaque image satellite pour l'année X ont eu lieu entre le 1er août de l'année X-1 et le 31 juillet de l'année X (Câmara, Valeriano *et al.* 2006).

On notera que les données produites par l'INPE sont relatives au déboisement brute, et non liquide. Le déboisement liquide représente la différence entre les aires défrichées une année auxquelles on aurait soustrait les zones de repousses secondaires. Le déboisement brut, en revanche, ne s'intéresse qu'au total des aires défrichées durant une même année, sans prendre en considération les zones de reprise forestière (Krug *op. cit.*).

Je rappelle que deux types de données sont produites par l'INPE : les images des « défriches annuelles projetées » et des « défriches annuelles consolidées ». Dans la mesure où 75 % des défriches annuelles en Amazonie légale se concentrent sur 20 % des scènes satellites, l'INPE a mis en place une procédure d'estimation des défriches par échantillonage qui permet un traitement plus rapide des données pour une plus grande réactivité. Cet échantillonage consiste à analyser en priorité les scènes LANDSAT qui présentent les plus importantes défriches lors de l'année précédente, jusqu'à atteindre 75 % de la surface moyenne défrichée dans toute la région. Après le travail sur les régions critiques du déboisement amazonien, toutes les scènes manquantes seront analysées pour couvrir toute l'Amazonie légale.
Jusqu'en 2004, chaque année t, le gouvernement annonçait les estimations provisoires de la période t-2→ t-1 et les estimations finales de la période t-3 → t-2. Ainsi, en 2003 étaient officiellement fournies les estimations finales pour la période allant du 1er août 2000 au 31 juillet 2001 et les estimations provisoires pour la période 1er août 2001 - 31 juillet 2002. Depuis 2005, une année a été gagnée dans l'analyse. L'année t, le gouvernement annonce les estimations provisoires de la période t-1→t et les estimations finales de la période t-2→t-1.

En ce qui concerne les limitations propres aux données de l'INPE, il convient de souligner que le PRODES est né à la fin des années quatre-vingts pour fournir au gouvernement brésilien une valeur actualisée des défriches amazoniennes, afin de répondre, en particulier, aux spéculations émises par les experts nationaux et internationaux sur la contribtution du Brésil à la dégradation des forêts tropicales. Ainsi, le point focal de l'analyse était la quantification de l'altération globale connue par la forêt amazonnienne, sans se préoccuper de la précision cartographique des polygones de déboisement délimités. En d'autres mots, l'intérêt n'était pas de géoréférencer les données de la déforestation. Mais, depuis la divulgation des données satelittaires par l'INPE (depuis 2003), l'analyse des figures du déboisement, leur localisation et leur progression se sont avérées des instruments efficaces pour lutter contre la destruction amazonienne. Pourtant, en raison de leur histoire, ces analyses sont souvent biaisées car les cartes de déboisement produite d'une année sur l'autre ne se superposent pas parfaitement (*ibid.*).

La conversion d'un hectare de forêt en un hectare de pâturage provoque une perte nette de la diversité biologique considérable. Pour illustrer cette chute, il suffit d'imaginer la différence qui peut exister entre une forêt primaire contenant entre 280 et 285 espèces végétales de plus de 10 cm de diamètre à hauteur de la poitrine par hectare (Oliveira et Mori 1999) et une prairie implantée, résultant du semis de trois à cinq espèces de graminées fourragères enrichie par quelques recrus forestiers adventices. Cette comparaison, particulièrement évocatrice, ne prend en compte qu'une partie de la diversité floristique. L'écart se creuse encore si l'on considère l'ensemble de la flore et de la faune ainsi que les autres composantes de la biodiversité, à savoir la diversité générique et écosystémique. On passe ainsi d'une mosaïque de formation végétale présentant près de 350 tonnes de biomasse se déployant sur une quarantaine de mètre de hauteur, à une dizaine de tonnes de biomasse (à peine), comparctée sur un ou deux mètres de hauteur (Mattos et Uhl 1996).

Outre la biodiversité, il est possible d'évaluer les conséquences directes de la pastoralisation sur le climat. Selon A. C. Gómez-Pompa, C. Vásquez-Yañes *et al.* (1972), une zone déboisée de diamètre compris entre un et cent kilomètres affecterait directement le cycle de l'eau à l'échelle locale. La multiplication de ces aires défrichées pourrait conduire à une diminution de plus de 20 % des précipitations sur l'Amazonie (IPCC 1996). De façon générale plusieurs « expérimentations » faisant appel à des modèles climatologiques ont montré que les déboisements accrus de la forêt amazonienne conduiraient à une réduction globale de 20 à 30 % du volume des pluies et à une augmentation de plusieurs degrés de la température de l'air (Shukla, Nobre *et al.* 1990 ; Nobre, Sellers *et al.* 1991). La transformation des forêts en pâturage affecte directement le cycle local et régional de l'eau car, comme l'observent P. Jipp, D. C. Nepstad *et al.* (1998), les pâturages présentent une évapotranspiration au moins 15 % inférieure à celle de la forêt. L'assèchement du climat conduirait à une dessiccation généralisée des forêts (même celles présentes à l'intérieur des aires protégés !) et à leur dégradation rapide. Leur vulnérabilité au feu serait accrue (Nepstad, Moreira *et al*. 1998), accélérant un plus encore la destruction du massif forestier. L'évapotranspiration en serait d'autant réduite…
D'après Hastenrath (1997), la forêt absorbe une bien plus grande quantité de radiations solaires incidentes que la terre nue ou la plupart des cultures mises en place par l'homme. La destruction du couvert forestier conduit donc à une augmentation de l'albédo (réflexion des rayons solaires), ce qui provoquerait un changement des régimes pluviométriques dans les régions tropicales et tempérées (Myers 1984).
S. R. Freitas, K. M. Longo *et al.* (2005) ont démontré les impacts directs des feux amazoniens sur la composition et les propriétés physico-chimiques de l'atmosphère en Amérique du Sud, sur les zones océaniques voisines. Les auteurs identifient également les impacts indirects à l'échelle globale.

La défriche ouvre la voie au double phénomène érosif éolien et hydrique. Privé de la couverture forestière, les couches superficielles du sol soumises à des régimes venteux importants et à de fortes précipitations se détériorent très rapidement. Un processus de désertification peut parfois s'engager localement (Bergonzini et Lanly *op. cit.*).

En ce qui concerne le cycle du carbone, la destruction de la forêt provoquerait non seulement la libération massive du carbone stocké, mais éliminerait également sa fonction fixatrice permanente. Ces dernières années, avec une moyenne de l'ordre de 20 000 km² défrichés annuellement, les déboisements amazoniens seraient responsables de la libération de 0,2 milliard de tonnes de carbone chaque année (Laurance, Laurance *et al.* 1997 ; Houghton, Skole *et al.* 2000). P. Fearnside (1997c) évalue, quant à lui, les émissions annuelles de gaz à

effet de serre liées à la déforestation amazonienne à 0,3 milliard de tonnes de carbone par an. Si l'on accroit de 5 à 10 % le premier chiffre, pour tenir compte des actions de coupe forestière sélectives, le Brésil représenterait 2,5% des émissions globales de gaz à effet de serre, dont 75 % proviendraient des défriches amazoniennes (Diaz et Schartzman 2005). Mais, comme le notent D. C. Nepstad, A. Veríssimo *et al.* (1999), ce chiffre sous-estime probablement la réalité puisque les incendies de sous-bois ne sont pas pris en compte. Les auteurs en concluent que les émissions totales annuelles en Amazonie résultant de l'action anthropique, lors d'une année de sécheresse particulièrement sévère, pourraient atteindre 10 % des émissions anthropiques globales. Pour cette raisons, plusieurs études soulignent l'importance de la réduction des défriches amazoniennes comme l'une des actions importantes d'une stratégie de lutte efficace contre l'effet de serre (Santilli, Moutinho *et al.* 2005 ; Houghton, Skole *et al. op. cit.*).

Mais l'impact des surfaces défrichées et semées de pâturage sur le couvert forestier amazonien n'est pas uniquement direct puisque les surfaces déboisées provoquent également la fragmentation du massif forestier relictuel. La fragmentation forestière peut être définie comme la réduction de taille et l'isolement des aires forestières restantes (Lovejoy, Bierregaard *et al*. 1986). Elle affecte considérablement l'état des forêts encore sur pied. Les impacts sont divers et leur évaluation s'avère complexe. L. Laurance (2001) décrit une érosion intense de la diversité floristique à l'intérieur des fragments. Dans de nombreux cas, les impacts sur la diversité spécifique intra-fragment forestier sont négatifs (Bierregaard et Stouffer 1997 ; De Souza et Brown 1994 ; Bierregaard, Lovejoy *et al.* 1992 ; Scwarzkopf et Rylands 1989 ; Powell et Powell 1987). Mais, il arrrive parfois que le nombre d'espèces reste inchangé ou augmente (Bierregaard et Lovejoy 1989). C'est en particulier le cas pour les amphibiens (Tocher, Gascon *et al.* 1997) et les papillons (Brown et Hutchings 1997). Dans ce cas, la composition spécifique s'en trouve radicalement transformée. Dans le cas des amphibiens, par exemple, l'augmentation de la diversité spécifique s'explique par la perte de quelques espèces forestières rares remplacées par un grand nombre d'espèces caractéristiques des zones ouvertes. Il en va de même pour les papillons : 40 % des espèces inféodées aux habitats ombragés disparaissent alors que les espèces plus communes deviennent surabondantes. Dans tous les cas, il convient de garder à l'esprit que ces changements ne sont pas nécessairement immédiats, ils ne se sont pas non plus statiques. Souvent la fragmentation se mêle et accentue les dynamiques naturelles, conduisant à des processus complexes difficilement interprétables (Didham 1997).

Pour rendre compte de l'évolution des fragments forestiers suite à la fragmentation, trois phénomènes doivent être décrits. D'après la théorie de la biogéograhie des îles et la relation espèce-aire, la diminution de la superficie couverte par un ou des écosystèmes conduit à une diminution du nombre d'espèces présentes[28]. En effet, d'une part, les populations forestières voient leur nombre d'individus chuter. Elles sont donc plus sensibles aux alléas naturels, alors que la consanguinité augmente. Et d'autre part, certains habitats (dont dépendent certaines espèces) ont pu disparaître. Cette perte de la diversité des habitats est d'ailleurs accentuée par ce que les biologistes de la conservation ont décrit comme l'« effet de prélèvement », qui s'explique par le fait que les zones forestières relictuelles correspondent le plus souvent à des

[28] Les recherches récentes (Gascon, Bierregaard *et al.* 2001) ont démontré que bien que les principes généraux de la biogéopraphie des îles se vérifient, les effets de la fragmentation des massifs forestiers sur les dynamiques écologiques savèrent en réalité bien plus complexes. En effet de multiples phénomènes naturels sont à prendre en compte : pollinisation, décomposition, cycle des nutriments, régulation hydrologique, évapotranspiration sensibilité aux feux, etc.

zones impropres aux usages agro-pastoraux. Il s'agit fréquement des sols les plus pauvres ou des zones aux reliefs les plus accentués. Seules les espèces adpatées à ces milieux exigeants pourront survivre (Usher 1987). La localisation des fragments est un élément fondamental de l'inclusion ou de l'exclusion des certaines espèces. Cet aspect est particulièrement pregnant dans les forêts tropicales où les espèces ont une dispersion limitée et ou de petites aires forestières peuvent présenter un degré élevé d'espèces endémiques (Terborgh et Winter 1980). A l'opposé, les espèces nécessitant des territoires étendus (comme les grands prédateurs) peuvent aussi disparaître dès lors que la superficie du fragment forestier devient inférieure à la taille minimale de l'espace nécessaire à leur survie (Lovejoy, Bieeregaard *et al* 1986)

La fragmentation conduit également à l'augmentation des bords de la forêt. Ces nouveaux bords diffèrent fondamentalement des zones de transition naturelle, notamment en raison du brusque contraste qu'ils établissent entre les deux habitats. Pour cette raison, les « effets de bords » sont nombreux. Dans un massif forestier continu, les rayons solaires ne pénètrent le sous-bois que verticalement, après avoir traversé toutes les strates forestières, et donc de manière excessivement limitée. Dans les fragments forestiers, à l'inverse, les rayons solaires peuvent pénétrer latéralement sur toutes les marges. Les changements affectant le microclimat forestier sont drastiques (Murcia 1995). De telles modifications ont de lourds effets sur les processus naturels (Kapos, Wandelli *et al.* 1997) en raison des effets en chaîne qui se mettent en place. D'abord, la structure et la dynamique des arbres sont atteintes. L. V. Ferreira et Laurance (1997) rapportent en effet l'augmentation importante du taux de mortalité et des dégâts subits par les arbres, sur une bande de 100 m de large à partir du bord, zone subitement exposée à des vents violents, à des températures plus élevées et à un taux d'humidité réduit. Ces changements affectent ensuite, par le biais des effets en cascade, les interactions plante-insecte, puis les relations trophiques des animaux insectivores (Didham 2001). De manière tout à fait préoccupante, J. M. Rankin-de Merona et R. W. Hutchings (2001) ont enregistré les impacts des effets de bord à plus de 500 m à l'intérieur de fragments forestiers amazoniens.

Finalement, les scientifiques se sont récemment intéressés à l'effet de la « matrice » de pâturages qui entoure les reliquats forestiers. La présence de ce nouvel écosystème n'est pas neutre. Trois phénomènes ont été distingués. Premièrement, la matrice agirait comme un filtre sélectif pour les flux d'espèces entre les fragments, ou entre les autres écosystèmes et les fragments forestiers : si les déplacements de certaines espèces sont interdits, d'autres au contraire peuvent être facilités. Deuxièmement, on observe également l'invasion des fragments forestiers par les espèces adaptées aux espaces fourragers. Troisièmement, il a été démontré que la nature de la matrice (pâturages, forêts secondaires, pâturages fortement dégradés) influerait considérablement sur la sévérité de l'effet de bord. Ce dernier serait maximal dans le cas de pâturages fréquement entretenus (De Souza, Shoereder *et al.* 2001).

Le bilan que l'on peut tirer de cette évaluation environnementale des pratiques humaines dans la Terra do Meio est assez clair. Du point de vue du référentiel normatif forestier adopté, deux modes de gestion assez distincts se dégagent. D'un côté, on trouve les pratiques de populations riveraines dont la gestion effective du territoire ne semble pas remettre en cause, jusqu'à présent, les dynamiques écologiques de la Terra do Meio. De l'autre, l'avancée de la frange pionnière de l'élevage constitue une atteinte massive, directe et indirecte, à l'état bio-physico-chimique de l'écosystème forestier. Ce diagnostic est d'ailleurs partagé par la plupart des auteurs travaillant sur les relations sociétés-environnements en contexte de forêt tropical. C'est le cas, par exemple, de G. Rossi (1998) qui compare l'histoire des fronts pionniers amazoniens contemporains à ceux des grands défrichements du XII^{ème} et XIII^{ème} siècles en Europe, lorsque l'agriculture sur brûlis était avant tout une technique destructrice visant la

« disparition rapide et définitive du couvert forestier pour le remplacer par l'agriculture ». E. Rodary et C. Castellanet (*op. cit.*) en conviennent également :

> « Dire que l'homme a toujours influencé les écosystèmes ne signifie pas que cette influence ne puisse pas avoir des conséquences catastrophiques comme cela a sans doute été le cas dans le passé à de nombreuses reprises. Dire que l'agriculture sur brûlis reproduit d'une certaine manière les cycles naturels de régénération forestière et entretient une certaine biodiversité est exact, mais de là à conclure que le défrichement à grande échelle des forêts tropicales est un mythe et un faux problème…il y a là un saut fort dangereux. Quiconque a vu le développement des prairies extensives en Amazonie ne peut guère avoir de doute sur le fait qu'il s'agit là d'un écosystème extrêmement appauvri sur le plan biologique (et moins productif) comparé à celui de la forêt ou d'une agro-foresterie encore peu développée » (: 28)

C. Aubertin (1996a) reconnaît également que « Les dommages portés par la cueillette des produits de la forêt à l'environnement sont en effet minimes par rapport aux dégâts énormes causés dans l'Amazonie des routes » (: 24).

Planche photographique n°2 : la Terra do Meio des routes

Le sud-ouest de la Terra do Meio : sur le bord du Xingu les pâturages entrecoupés par la route ont entièrement remplacé la forêt (photographie : ISA-MMA *op. cit.*)

La *vila* Central (au premier plan) se situe à l'intersection de la route de la Canopus (venant de la droite de l'image) et de la Route Nouvelle (venant de la gauche de l'image). La route de la Canopus, bordée par les quelques pâturages déjà ouverts à l'été 2002, s'enfonce plein ouest en direction du cœur de la Terra do Meio (photographie : ISA-MMA *op. cit.*)

Le long de la route de la Canopus, les parcelles défrichées de quelques hectares se jouxtent les unes aux autres pour repousser toujours plus loin l'espace forestier (photographie : ISA-MMA *op.cit.*)

En quelques semaines à peine, une déviation de la Route Nouvelle a été ouverte en plein cœur de la forêt. Les pionniers s'avanceront bientôt sur les traces des bulldozers (photographie : Araújo 2004)

Une frontière toujours nette et rectiligne se dresse entre l'espace forestier et l'espace pastoral (photographie : ISA-MMA *op. cit.*).

Le corps de ferme d'une *fazenda* de la Terra do Meio : un véritable poste avancé de la conquête pastorale du territoire (photographie : ISA-MMA *op. cit.*).

Un déboisement de plusieurs dizaines d'hectares réalisé à l'été 2002. Quelques arbres seulement ont été laissés, ils seront calcinés par le brûlis de la couche de végétation desséchée qui jonche le sol. (photographie : ISA-MMA *op. cit.*)

Poussère et fumée au cœur de la saison sèche. Les brûlis qui suivent les abatis ne laissent que quelques troncs calcinés qui s'élèvent au milieu des futurs pâturages. (photographie : auteur)

En conclusion, j'insisterai sur le fait que les pratiques qui s'avèrent problématiques au regard du référentiel normatif centré sur la conservation de l'état bio-physico-chimique des forêts de la Terra do Meio ont été clairement identifiées. C'est sur elles que je centrerai mon travail de recherche. L'analyse que je réaliserai prendra comme point focal la dynamique de pastoralisation accélérée du territoire forestier de la Terra do Meio. Partant de celle-ci, je tenterai de reconstruire la dialectique conflictuelle de gestion du territoire qui me conduira à suivre les pratiques de gestion effective (conversion de l'espace forestier en espace fourrager), les pratiques de gestion intentionnelle (action s'opposant à la pastoralisation du territoire) et le jeux d'interactions qui se développent entre elles.
La production des données nécessaire à cette reconstruction du système de gestion, permettant d'éclairer les variations de l'état de l'écosystème forestier pris comme référence, s'ancrera dans une enquête de terrain consacrée à la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio, qui me fera passé du terrain de la gestion effective à celui de la gestion intentionnelle. C'est à la description de cette investigation que sera consacrée la prochaine section.

C - L'enquête sur le terrain de la gestion du territoire et des ressources naturelles

Comme l'exprime déjà L. Mermet (1994), la reconstruction du système de gestion du territoire et des ressources naturelles, selon le cadrage théorique proposé par l'ASGE, invite à l'élucidation fine des dynamiques socio-écosystèmiques à l'œuvre. Pour ma part, j'interpréterai cette proposition comme l'exigence d'une compréhension intime des phénomènes qui lient l'homme au milieu naturel.

Cette priorité donnée à la description des pratiques souvent ignorées, méprisées ou facilement stéréotypées rapproche à bien des égards la pratique de l'ASGE, telle que je la conçois[29], de la pratique ethnographique. En effet, pour S. Beaud et F. Weber (2003[1997]), l'enquête ethnographique n'est pas un outil neutre des sciences sociales. Elle est un combat à la fois scientifique et politique : « L'ethnographe est par définition celui qui ne se contente pas de visions de surplomb, qui ne se satisfait pas des catégories déjà existantes de description du monde social (catégories statistiques, catégories de pensée dominantes ou standardisées). Il manifeste un scepticisme de principe à l'égard des analyses « généralistes » et des découpages préétablis du monde social » (: 10). Voilà précisément la piste qu'il importe de suivre si l'on souhaite, comme c'est mon cas, approcher les ressorts fondamentaux de la dialectique de gestion du territoire, en évitant l'écueil, particulièrement dangereux pour des sujets aussi traités et médiatiques que la déforestation amazonienne, des idées préconçues sur les responsables, leurs motifs et leurs opposants « verts ».

Pour répondre à cette exigence, l'ethnographe a le souci d'aller voir de plus près ce qui se passe et comment ça se passe. On dit qu'il se rend sur le « terrain ». C'est là qu'il mène son enquête et effectue un minutieux et laborieux « travail de terrain », véritable geste « d'aller

[29] Comme je l'ai exprimé précédement, l'ASGE constitue un espace ouvert de travail qui permettra à chaque praticien, ou analyste stratégique, de s'approprier et mettre en œuvre à sa manière les quelques principes directeurs du cadre analytique.

comprendre soi-même, en propre, sur place, *on the spot*, *in the open* [en anglais dans le texte], et de privilégier cette source d'information parmi d'autres » (Cefaï 2003 : 498). Les textes (classiques) de G. Stocking (1983) ou J. Urry (1972) rappellent utilement qu'il s'agit là de l'un des acquis fondamentaux de l'anthropologie britannique de la fin du 19ème siècle, grâce à laquelle le travail de terrain devient la garantie d'objectivité et d'impartialité des énoncés scientifiques. Codifié définitivement par B. Malinowski (1989[1922]), il acquiert le statut de véritable rituel professionnel initiatique, associant lors d'une immersion prolongée (selon les termes de la célèbre introduction de l'auteur) : le recueil méthodique de données, la pénétration intime d'une langue et d'une culture puis sa restitution savante au travers de la monographie.

La proximité aux pratiques ethnographiques et ethnologiques s'explique également par l'influence considérable que la « méthode heuristique d'investigation de l'action collective » (Pavé 1994), développée par les tenants de la sociologie de l'action organisée, a eu sur moi[30]. La parenté avec le travail ethnographique est d'ailleurs soulignée par E. Friedberg (1988) : « Lorsque le sociologue de l'organisation aborde son terrain d'étude, il ressemble – toute proportion gardées – à l'ethnologue qui débarque chez une peuplade indigène dont il veut étudier les us et coutumes pour comprendre les fondements et régulations de son ordre social. » (: 104). L'association que réalise F. de Closets (1994) est tout aussi éloquente :

> « Michel Crozier me fait penser à quelque médecin de campagne, à ces praticiens, hélas de plus en plus rares, qui se soucient du malade plus que du remède et voient dans l'organisme le principal acteur de la guérison. À l'opposé des jeunes spécialistes, riches de leur savoir tout neuf, bardés de certitudes opératoires, qui décident au vu des résultats d'examens et au su de la thérapeutique moderne, ils se fondent d'abord sur une longue familiarité avec le patient. Ils en connaissent la psychologie, les antécédents, la situation, les inquiétudes et les ressources et ne prescrivent rien qu'en fonction de ces particularités. » (: 266-267).

M. Crozier et E. Friedberg (1977) proposent également une présentation éclairante (en annexe de leur ouvrage) de la pratique de la démarche de recherche qui donne la priorité à la découverte du terrain dans sa particularité et sa spécificité. Les auteurs décrivent le cheminement du chercheur comme la succession de trois moments distincts.

D'abord, pour pouvoir observer, analyser et interpréter le comportement des acteurs, le chercheur devra le mettre en question. Il s'agit de se ménager une distance critique qui permette de rompre avec les évidences, les explications et interprétations communes. Il faut « enlever aux données ce caractère d'évidence qu'elles revêtent le plus souvent aux yeux des participants » (: 455). La construction d'un référentiel normatif éco-centré, a notamment permis dans mon cas cette mise à distance critique initiale des pratiques de gestion du territoire amazonien. Ensuite, puisque l'objectif de la recherche est de comprendre les comportements observés et non de les critiquer ou les juger, le chercheur devra admettre que « Si aberrants, contradictoires et dépourvus de sens qu'ils lui paraissent de prime abord, il sait – c'est là le postulat heuristique de base qui commande toute la démarche – que tous les phénomènes qu'il observe ont un sens et correspondent à une rationalité à partir du moment où ils existent. » (: 456). L'enquêteur est ainsi invité à accomplir un « détour » par l'intériorité des acteurs car : « ça n'est qu'en reconstruisant de l'intérieur la logique propre des situations telle qu'elle est perçue et vécue par les acteurs eux-mêmes qu'il pourra découvrir les données implicites par rapport auxquelles seules leurs conduites, apparemment aberrantes, prennent sens et signification. » (: 456). D'une manière caricaturale, on dira qu'il convient d'admettre que « l'acteur a toujours raison ». Finalement, après s'être mis à la place

[30] Michel Crozier et Erhard Friedberg sont les pères fondateurs de cette sociologie des systèmes d'action conçue comme un outil transversal dédié, comme son nom l'indique, à l'étude de l'action collective.

des différents acteurs, le chercheur s'efforcera de retrouver son extériorité en confrontant les unes aux autres les multiples rationalités.
Cette description de la pratique de recherche sur l'action collective s'éloigne considérablement de la caricature du sociologue dont l'enquête vise d'abord à valider ou à infirmer (essentiellement par l'application de questionnaires) un questionnement préalablement construit. La sociologie de l'action collective appartient bien à ce que P. Corcuff (2004) identifie comme les « nouvelles sociologies », qu'il rassemble autour d'une thèse minimale : les réalités sociales doivent être appréhendées comme des constructions des acteurs individuels et collectifs. Mais, si cette approche du travail de terrain permet d'apporter de riches réponses empiriques aux questions portant sur les pratiques effectivement mises en œuvre par les protagonistes de la gestion du territoire et des ressources naturelles, elle n'est pas sans soulever quantité d'autres.

1. « Faire du terrain » : comment ? où ?

1.1. Les questions qui se posent

Le travail ethnographique, comme les autres pratiques en sciences sociales, a largement évolué depuis ses débuts. J.-M. Berthelot (2001) rend compte de ces transformations en distinguant l'émergence d'un espace épistémologique constitué de trois pôles assez distincts : le pôle objectiviste, le pôle compréhensif et le pôle herméneutique. C'est à ce dernier, lui-même constitué d'une constellation de positions, que ma recherche se rattache. J.-M. Berthelot (*op. cit.*) identifie deux orientations globales partagées par l'ensemble (hétéroclite) des groupes constituant le pôle herméneutique, qui rassemble entre autre l'ethnométhodologie, la sociologie herméneutique, la sociologie constructiviste de la science, l'ethnologie interprétative et l'ethnologie contextualiste : le *linguistic turn* (tournant linguistique) et l'*interpretative turn* (tournant interprétatif). Le tournant linguistique est fondé sur l'argument contextualiste selon lequel « toute activité sociale, tout énoncé ne prennent sens que par l'insertion du sujet dans un contexte ; activités et énoncés sont eux-mêmes solidaires en ce que les membres d'une situation l'élaborent et la construisent par les commentaires dont ils usent pour en rendre compte et s'accorder » (: 259). Le tournant interprétatif interfère avec le précédent mais s'en distingue en ce qu'il réactive les thématiques de l'herméneutique dans le contexte renouvelé de l'ethnologie : il devient alors important pour le chercheur de montrer simultanément les dimensions subjectives du rapport au terrain, intersubjectives de la relation à l'autre et herméneutique du décryptage des significations collectives. Quelles sont les conséquences de ces deux tournants sur l'étude de la gestion du territoire et des ressources naturelles ?

Je considérerai que les pratiques de gestion (effective et intentionnelle) du territoire de la Terra do Meio ne peuvent être saisies dans leur force, leur résilience et leur évolution qu'en revenant aux significations sociales que leur attribuent les acteurs en interaction les uns avec les autres. Pour rendre compte de la rationalité du système de gestion, il me faudra décrire et analyser les « perspectives » dans lesquelles se placent les différents protagonistes du système de gestion et plus précisément le « sens subjectif » que chacun donne à la gestion en cours et aux actions des autres. Pour R. Emerson (1981),

> « Cette recherche d'un « sens subjectif » trouve ses origines dans la tradition européenne de la sociologie compréhensive et a des racines dans l'école américaine de l'interactionnisme symbolique. H. Blumer soutient que « pour analyser l'action sociale, on doit observer les processus à travers lesquels elle est construite ». De même, J. Lofland écrit : « Pour capturer [la perspective] des acteurs « dans leurs propres termes », il faut apprendre leurs manières d'ordonner analytiquement le

> monde, leurs catégories pour rendre cohérent et explicable le flux de la réalité brute. C'est, sans aucun doute le principe premier de l'analyse qualitative. » » (: 354).

Ce choix fait de s'attacher à comprendre au plus près, lors de l'enquête de terrain, le sens subjectif donné par les acteurs à leurs pratiques de gestion du territoire n'est pas sans poser quelques questions en matière d'épistémologie des sciences sociales.

K. Popper (1973[1959]) classerait sans doute cette manière de produire des connaissances sur les protagonistes de la gestion du territoire, depuis les protagonistes de la gestion du territoire, dans la « phase de découverte », c'est-à-dire celle de la récolte des matériaux d'observation dans des conditions peu ou pas contrôlables, nécessairement maculées de l'imprécision perceptive et des variations affectives inhérentes aux expériences corporelles (Cefaï *op. cit*). Le travail de terrain serait alors assimilé aux opérations mentales qui précèdent et préparent la logique de la justification, moment de la science par excellence. Or, l'enquête de terrain ne relève pas du raisonnement hypothético-déductif et de la falsification logico-expérimentale. La tentative de plaquer les référentiels des sciences de laboratoire (physiques, chimiques ou biologiques) aux sciences sociales a d'ailleurs été disqualifiée par le travail de J.-C. Passeron (2006[1991]) qui pose les bases d'une épistémologie propre à ces dernières. Pour Céfaï (*op. cit.*),

> « Que la production de savoir y soit indissociable du parcours *in situ* de l'enquêteur, de ses parentages corporels, de ses imprégnations atmosphériques, de ses expériences sensibles et de ses bricolages pratiques, n'implique pas que celui-ci s'abîme dans l'infinie profusion des sensations de son « courant de conscience » ou dans la peinture impressionniste et intuitionniste de son « monde vécu ». On a longtemps confondu la reconnaissance du statut d'opérateur, de percepteur et de descripteur de l'enquêteur avec celle d'un tropisme fatal vers le subjectivisme. Au lieu de quoi, cette reconnaissance est une façon d'accéder à plus de réflexivité, d'objectivité et d'impartialité dans la conscience du processus de l'enquête. » (: 517).

Le travail de terrain met inévitablement en jeu la partialité de l'ethnologue. Depuis C. Geertz (1973), il est admis que l'enquêteur n'a accès, au mieux, qu'à des interprétations toujours « positionnées » de sa culture et de celle qu'il observe. L'anthropologie est alors conçue comme une science plus interprétative qu'explicative. Cela n'enlève rien à la scientificité de la discipline. Comme l'exprime J.-P. Olivier de Sardan (2003) : « L'objectivité de nos disciplines réside dans un objectif d'objectivité, non dans l'illusuoire accomplissement intégral de cet objectif » (: 15). Puisque toute description est indissociablement une posture interprétative, la « prétention réaliste » des sciences sociales suppose de se soumettre à une forte exigence de « véridicité » et de « plausibilité » (*ibid*.). Comment remplir ces exigences ? Comment le lecteur peut-il en juger ?

D'abord, on demande au chercheur en sciences sociales de respecter un certain « pacte réaliste » (*ibid.*) qui s'énoncerait ainsi : « ce que je vous décris ou ce que je vous projette est vrai, même si cela a été fabriqué, cela n'a pas été inventé » (: 24). Le produit final du travail de recherche entretien bien une relation de véridicité, plausibilité avec la réalité de référence. Mais ça n'est pas tout. Pour que le lecteur puisse lui-même juger du respect, ou non, de ce « pacte réaliste », on demandera au chercheur en sciences sociales d'avoir un souci particulier : celui d'expliciter au mieux le lien entre le sujet étudié, les moyens employés et les objectifs visés par la recherche. M. Abélès (2004) exprime cet impératif en soulignant la nécessité de dévoiler au lecteur la manière dont a été menée l'enquête de terrain, ce qu'il qualifie, par un bon mot, le « sous-terrain ». S. Beaud et F. Weber (*op. cit*.) ne disent pas autre chose lorsqu'ils invitent à abandonner l'opposition enquête quantitative *vs*. enquête qualitative pour le couple d'antagonistes : enquête mécanique *vs*. enquête réflexive. Dans la deuxième

paire d'opposés, le premier élément ne se donne pas pour objet les conditions de production de ses données alors que le second les soumet constamment à l'œil du lecteur et à son propre regard critique.
Avec le temps et l'évolution des disciplines, le constat que « le savoir de l'homme sur l'homme est inséparable du cheminement de l'être individuel qui le découvre » (J. Jamin 1985 *apud* Leservoisier 2005 : 12) a progrsessivement été intégré au cœur de la pratique et de la théorie scientifique. Une anthropologie réflexive particulièrement féconde s'est ainsi développée depuis quelques années dans ce sillage (Ghasarian (éd.) 2004 ; Leservoisier (éd.) 2005). Selon elle, le chercheur façonne inévitablement la réalité qu'il rapporte. Ainsi, sans tomber dans l'introspection narcissique exagérément autocentrée, qui mettrait au premier plan de l'étude le chercheur et ses considérations (Ghasarian 1997), il est essentiel pour celui-ci d'intégrer à sa réflexion la manière dont il a appréhendé et mené son enquête de terrain. Cette réflexion devra se doubler d'un souci de démonstration de la plausibilité et de la validité du corpus de données produit et des analyses qui en découlent. J.-P. Olivier de Sardan (1995) en appelle ainsi à une « rigueur du « qualitatif » » qui garantirait la pertinence et la fiabilité des données en assurant leur « présence finale » dans le produit écrit du chercheur. Démarche réflexive et souci d'exposition du cheminement de recherche (allant du choix du sujet à la description des analyses réalisées) doivent donc figurer dans le bilan final.

Or, comme l'explique de manière éclairante C. Ghasarian (2004), chacun fait du terrain, et un terrain en particulier, pour des raisons propres qu'il s'agit d'expliquer et non de dissimuler car « Plus l'auteur est prolixe au sujet des conditions de production de son texte, plus il dévoile les mécanismes de son autorité, mieux il justifie son analyse » (: 19-20). Ainsi,

> « L'ethnologue n'est pas un être objectif observant des objets mais un sujet observant d'autres sujets. S'il s'efforce d'entrer sur le terrain avec un « esprit ouvert », l'ethnographe, quelles que soient ses bonnes intentions, n'est pas exempt de préconceptions et de présupposés (que l'on trouve déjà dans le choix du sujet, du lieu géographique et des personnes étudiées). Non contrôlées, c'est-à-dire non explicitées, ces préconceptions peuvent saper la recherche. L'effort de ne pas juger les phénomènes observés en fonction de ses propres critères peut limiter les influences restrictives des positionnements idéologiques, mais cela ne suffit généralement pas car l'ethnographe sélectionne et classe les différents types de données bien avant qu'une analyse formelle du terrain soit engagée. » (*ibid.* : 11).

Certains vont jusqu'à souligner la nécessité d'accorder une place prépondérante aux émotions et sentiments vécus par le chercheur sur son terrain, les tirants du hors-texte où ils sont traditionnellement relegués. On se souvient alors que l'immersion dans le terrain est d'abord celui d'une sensibilité, d'une vie émotionnelle qui ne peut que ressurgir au détour du processus de recherche (Kleinman et Coop 1993).

Avant d'aller plus loin, une remarque s'impose. Les multiples références déjà faites au corpus de l'anthropologie et celles qui suivront, pourraient laisser penser que je prends mon travail pour ce qu'il n'est pas, à savoir une ethnographie de la frange pionnière du Xingu-Iriri[31]. Ce qui n'est pas le cas. En revanche, il convient de reconnaître que je me suis livré et investi dans ce qu'il faut bien nommer une « enquête de terrain » sur la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio. Ce long travail d'investigation, par l'importance qu'il a pris (pour moi comme pour ma recherche), m'a conduit à intégrer au cœur de l'analyse une réflexion approfondie sur le mode de production des données de terrain. Et c'est principalement dans le corpus de l'anthropologie que j'ai trouvé les points d'ancrages et

[31] et/ou une étude ethnologique de la frontière pionnière d'Amazonie Orientale et/ou une réflexion anthropologique sur la gestion contemporaine du territoire et des ressources naturelles en Amazonie brésilienne (suivant la partition faite par C. Lévi-Strauss).

lignes directrices qui m'ont permis de structurer et restituer ma réflexion. Gageons que ce travail d'introspection et d'exposition ne me fera pas tomber dans la « ronde du moi » (Sardan 2000) mais me permettra plutôt de trouver la « juste mesure » de l'explication subjective de ma recherche et des conditions de production des données.

1.2. Un tropisme amazonien

J'arrive au Brésil pour la première fois il y a six ans, en mai 2001. Je viens y effectuer le traditionnel stage qui sanctionne la deuxième année de la formation d'ingénieur agronome à l'Institut National Agronomique de Paris-Grignon (INA P-G). Ce premier contact se fera d'emblée dans la durée, puisque je ne rentre en France que onze mois plus tard. Le premier volet d'une « césure » prolonge en effet mon expérience brésilienne dans le département d'Amélioration des Méthodes pour l'Innovation Scientifique du Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD-AMIS). Pendant huit mois, je suivrai les itinéraires techniques de semis direct mis en place par les agriculteurs du *município* de Rio Verde.
Les recherches « au champ » menées dans le sud du Goiás joue un rôle singulier dans la stratégie institutionnelle mondiale du CIRAD. La mission déclarée de l'organisation est de contribuer au développement rural des producteurs tropicaux et subtropicaux, au travers des actions de recherche, des réalisations expérimentales et des actions de formation. En ce qui concerne les recherches sur le semis direct, les actions d'aide au développement sont explicitement destinées aux agriculteurs familiaux faiblement capitalisés. Pour atteindre cet objectif, le CIRAD a développé des formes de coopération technico-scientifiques avec certains grands propriétaires terriens du Centre-Ouest brésilien. Les parcelles de ces exploitations permettent la réalisation d'expérimentations grandeur nature. Les résultats obtenus, en terme de compréhension fine des dynamiques géochimiques, hydriques ou agronomiques des pratiques de semis direct, doivent ensuite être transférés et adaptés aux conditions de production des agriculteurs familiaux moins capitalisés.
Le point essentiel à retenir ici est que cette première expérience dans la région des plateaux agricoles du Centre-Ouest brésilien m'a permis de fréquenter quotidiennement une grande diversité de producteurs. J'ai pu, en particulier, me familiariser avec les comportements et systèmes de représentation des plus capitalisés d'entre eux. Leur gentillesse sans égale et leur formidable accueil m'ont permis d'apprécier, plus que je n'aurais pu l'imaginer, cette région agricole de l' « intérieur » brésilien absente des cartes touristiques.

De retour France, je suis les cours du Diplôme d'Etude Approfondi (DEA) d'Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles. A l'heure de la recherche du stage de « mémoire majeur », mon projet est de retourner au Brésil, valorisant pour cela les compétences lusophones dors et déjà acquises l'année précédente. Captivé par l'enseignement de « gestion du territoire et des ressources naturelles » dispensé par Laurent Mermet, j'entends m'exercer en terre brésilienne au diagnostic stratégique de gestion de l'environnement. Un dernier aspect, plus diffus sans doute, oriente ma recherche de stage. Je souhaite m'intéresser à l'une des problématiques environnementales les plus connues : la déforestation amazonienne. Pour cette raison, je reconnais bien volontiers qu'en héritier de la culture occidentale, j'en partage l'imaginaire, notamment sur les forêts, comme l'a décrit R. Harrison (1992). Ainsi, comme l'exprime l'auteur, une forêt qui recule toujours plus devant l'avancée humaine nous émouvrait bien au-delà du rationnel. Devant un tel spectacle de destruction, dont l'Amazonie est devenue l'un des plus forts symboles, chacun réagit et mobilise sa mémoire culturelle. Ainsi, R. Harrison (*op. cit.*) écrit :

> « Dans ce livre, je n'énumère pas les problèmes bien connus liés au déboisement de la planète – disparition de l'habitat sauvage, de la diversité des espèces, de la

> régulation des climats, et ainsi de suite ; non, ils sont évidents. Je souhaite montrer combien de souvenirs enfouis, de peurs et de rêves ancestraux, de traditions populaires, de mythes et de symboles plus récents partent en fumée dans les incendies de déforestation dont on entend tellement parler aujourd'hui ; ces feux nous émeuvent pour des raisons qui échappent partiellement à notre entendement ; ils nous font réagir à un autre niveau, celui de notre mémoire culturelle. Dans l'histoire de la civilisation occidentale, les forêts représentent un monde à part, opaque, qui a permis à cette civilisation de se dépayser, de s'enchanter, de se terrifier, de se mettre en question, en somme de projeter dans les ombres de la forêt ses plus secrètes, ses plus profondes angoisses. A cet égard, la disparition des écosystèmes n'est pas la seule disparition des forêts. » (: 11).

N'est-il pas dangereux de placer au fondement d'un projet de recherche un désir intime, un souci personnel ? Je ne le pense pas. L'idée que les émotions s'avèrent indispensables à la mise en œuvre d'un comportement rationnel et qu'être rationnel (c'est-à-dire prendre les décisions justes au bon moment) suppose de ne pas se couper de ses émotions ne constituent-elles pas les acquis, depuis bien des années déjà, des neurosciences (Damasio 2006[1994]) ? Les dynamiques cognitives n'ont-elles pas été étroitement reliées, de manière riche et complexe, aux dynamiques affectives et *vice versa* (Livet 2002) ? Ainsi, si les émotions et les passions ne sont, à coup sûr, pas les seuls moteurs de nos actions et de nos révisions cognitives, mais elles y participent pourtant.

On comprend, dans ce contexte, le vif intérêt qu'a immédiatement suscitée la proposition de stage sur un front pionnier amazonien formulée par Hervé Théry. Lorsque quelques semaines plus tard je pénètre dans les locaux du Centro de Desenvolvimento Sustentavel (CDS) de l'Université de Brasília (UnB) où Hervé Théry (chercheur CNRS/IRD) est professeur invité, la localisation précise du terrain de ma recherche n'est pas encore définie. Une chose est sûre, elle aura lieu dans l'ouest du Mato Grosso, reste à savoir où exactement. Après deux semaines à Cuiabá (capitale de l'État du Mato Grosso) passées à rencontrer les autorités régionales et plusieurs chercheurs, ma décision n'est toujours pas prise. Mieux vaut encore s'y rendre en personne et décider « sur place, on the spot, in the open ». Je quitte ainsi Cuiabá en direction du nord-ouest de l'État. Après un arrêt de plusieurs jours dans le *município* de Juína, je comprends que les dynamiques pionnières qui m'intéressent véritablement ont déjà disparu, remplacées par celles de la stabilisation du front pionnier (Coy *op. cit.*). Pour retrouver les dynamiques pionnières caractéritiques des pointes de franges pionnières, je gagne Cotriguaçu, *município* situé à l'extrême nord de l'État du Mato Grosso, à la frontière avec celui de l'Amazonas.

Mise à part une chute de motocyclette qui m'handicape plusieurs semaines, l'« Analyse Stratégique de la Gestion Environnementale en frontière pionnière d'Amazonie brésilienne méridionale » que je réalise pendant presque cinq mois se déroule pour le mieux (Taravella 2003). Après un retour précipité en France, j'obtiens une allocation de recherche de trois ans attribuée par l'école doctorale Économie et Mathématiques de Paris-Ouest (EMPO) de l'Université Paris X – Nanterre. Cette indépendance financière explique mon inscription institutionnelle lâche et la grande liberté, toujours orientée par mes directeurs de recherche, dont j'ai pu jouir pour constuire et mener à bien le projet de recherche qui m'intéresse. Le contexte institutionnel de la recherche n'est pas un milieu neutre. Il joue un rôle de structuration prépondérant dans la pratique même de cette activité puisqu'il la soutient et la contraint en même temps (Latour et Woolgar 1996[1979]).

Mon projet de recherche doctoral et sa mise en pratique s'inscrivent dans la continuité directe de mon expérience de DEA. La problématique est connue (gestion du territoire et des ressources naturelles en contexte de frontière pionnière d'Amazonie brésilienne), le cadre

théorique éprouvé (analyse stratégique de la gestion de l'environnement), reste à trouver le ou les unités de lieux de la recherche. Dans un premier temps, je m'efforce de suivre depuis Paris puis Brasília (tout comme le DEA, la thèse sera réalisée en coopération scientifique avec le CDS-UnB) l'activité pionnière amazonienne et ses principales avancées. Mes sources d'informations sont les quotidiens brésiliens nationaux et régionaux, les rapports thématiques ou bulletins d'informations quotidiens divulgués par les Organisations Non Gouvernementales (Greenpeace, Amis de la Terre, IPAM, ISA, IMAZON). Je consulte plusieurs chercheurs, des professeurs de l'UnB, des responsables d'ONG basés à Brasília (CI, ISA, IPAM) et des agents de l'IBAMA de Brasília.
Le Sud-Pará se dégage rapidement comme la région où l'avancée pionnière en Amazonie brésilienne semble la plus virulente. Elle est aussi le point focal de la plupart des dénonciations faites contre les défriches amazoniennes. Une région en particulier, la « Terra do Meio », attire tous les regards et suscite de nombreux commentaires. Suivant les conseils de prudence prodigués par Hervé Théry, je décide de m'y rendre quelques semaines seulement, « pour voir ». Je dois reconnaître l'influence indéniable, à ce stade de ma recherche, de Jean-François Tourrand (CIRAD). Il est à l'époque l'un des seuls chercheurs à s'être aventuré en personne dans la région pour y observer la vigueur des dynamiques de pastoralisation du territoire (Tourrand et Piketty non publié). Confiant dans sa longue expérience amazonienne et son regard exercé sur les dynamiques territoriales pastorales, je me fie à son jugement lorsqu'il m'indique la région de São Félix do Xingu comme l'archétype des nouvelles frontières amazoniennes.

2. Trébucher sur le terrain de la gestion intentionnelle

Après un peu plus de trois mois passés à Paris et deux mois à Brasília pour préparer ma recherche doctorale, la « Terra do Meio » s'est imposée comme un terrain particulièrement approprié à la réalisation d'une Analyse Stratégique de la Gestion Environnementale en contexte de front pionnier d'Amazonie brésilienne puisqu'on retrouve d'une part une dynamique de destruction anthropique poussée et d'autre part un phénomène de mobilisation dénonçant et agissant contre cette évolution de l'état de l'écosystème local. Les deux pôles de la dialectique se détachent clairement (cf. *infra*). Mais la plupart des informations indispensables à la bonne préparation de l'enquête de terrain restent encore bien minces. Pour y palier, Hervé Théry me conseille de rencontrer au plus tôt les chercheurs de l'Université Fédérale du Pará (en particulier ceux du Núcleo de Altos Estudos Amazonicos), ceux du Museu Paraense Emilio Goeldi (MPEG) et ceux des ONG basées à Belém (capitale de l'État du Pará). Après l'envoi de quelques courriels présentant mon projet de recherche à mes futurs interlocuteurs et préparant ma venue, je quitte Brasília pour Belém.

2.1. Des conversations embarrassées

Le travail que je prévois de mener dans la capitale du Pará est double. D'abord, il s'agit de réunir des informations détaillées, récentes et si possible de première main sur la dynamique pionnière de la Terra do Meio. Ensuite, j'espère profiter de ces premières rencontres dans la capitale du Pará pour poser les jalons d'une relation fructueuse avec les acteurs d'environnement régionaux de la Terra do Meio. J'espère en dégager une première image de la gestion intentionnelle de la Terra do Meio. Pour répondre à ce double objectif, je mène ce qu'il est commun de décrire comme une enquête par réputation ou par arborescence (Beaud et Weber *op. cit.* ; Combessie 2001[1996]). Je conçois un canevas d'entretien structuré autour de trois pôles de questions. Le premier est consacré au recueil d'informations de première main

sur la gestion effective du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio (mon interlocuteur connaît-il précisément la situation locale ? de quoi s'agit-il exactement ? quels sont les acteurs impliqués? a-t-il écrit ou publié un document qui en rende compte ?). Le deuxième est dédié aux actions que mon interlocuteur a menées, mène ou envisage de mener à propos de la Terra do Meio (quand ? comment ? avec qui ? pourquoi ? quels résultats attendus ? quels résultats obtenus ?). La troisième série d'interrogations est tournée vers les connaissances qu'il a des acteurs ayant agi, agissant ou prétendant agir en faveur de la conservation des qualités désirables écologiques de la Terra do Meio (qui ? quand ? comment ? où ? pourquoi ?).

Après quelques jours de travail et d'entretiens seulement, un réseau[32] d'acteurs de la gestion intentionnelle commence à se dessiner sous mes yeux. Il lie entre eux les principaux acteurs *beleense* mobilisés, sous une forme ou sous une autre, contre les dynamiques pionnières qui touchent la Terra do Meio depuis l'année 2000-2001. Mais le succès de l'entreprise n'est qu'apparent. Pour le comprendre, je propose de revenir sur deux entretiens réalisés lors de cette période. Le premier a lieu le 14 mai 2004 auprès d'un professeur du Núcleo de Altos Estudos Amazônicos (NAEA) de l'Université Fédérale du Pará (UFPa). Voici la fidèle retranscription des notes prises lors de l'entretien :

« - bibliothèque Naea : Transamazonienne, Altamira
- Ufra : Cordeiro
- Museu : Ima Vieira (ver relatorio Ideias sobre TM), ima@museu-goeldi.br
- Felicio Ponte (Ministerio Publico)
- Embrapa : Roma (sobre agricultura familial)
- IPAM : procurar Vera[33] ou Socorro
- IMAZO : Betto
- SECTAM : Paulo Altieri
- GEOMA : Roberto Araujo et Diogene Alves (INPE)
- Viviane (ONG) Zeidemeann (indiens Kayapo région de São Félix)
  Perso : 225-5849 ; 91121930 ; 2425343
  v.zeidermann@bno.com.br
- Ph. Sabayroles (LAET) Altamira
- Iliane Salgado (LAET) Altamira
- Ver Neaf : Iran Veiga »

Plusieurs remarques s'imposent, tant sur la forme que sur le fond. Les lecteurs initiés à l'univers socio-environnemental amazonien ne manqueront pas de relever les erreurs orthographiques qui émaillent ces quelques lignes. Il s'agit notamment d'« IMAZON » et non d'« IMAZO ». Ces fautes grossières, malgré l'effort de mon interlocutrice que j'invite à épeler soigneusement à chaque instant noms et acronymes, ne sont pas le résultat d'oublis ou d'inattentions. Tout comme mon ignorance de ce que le terme « Museu » est l'abréviation populaire de « Museu Paraense Emilio Goeldi », elles témoignent du fait que je n'appartiens pas, alors, à l'univers de ces références institutionnelles et individuelles. L'absence frappante de la moindre annotation mérite aussi d'être expliquée. Elle traduit mon incapacité à alimenter l'entretien sur la gestion effective de la Terra do Meio. Par ailleurs, la discussion avec le

[32] On reconnaîtra ici l'emploi du terme réseau dans sa forme *a minima*, telle que la définit M. Callon (1999). Cette « proto-notion » du réseau permet de décrire « toute réalité comme un faisceau de relations entre des entités » (: 2), sans qualifier *a priori* les entités ou les relations en jeu.

[33] Afin de protéger mes sources, j'ai rendu anonyme toutes les données relatives à leur identité. Les noms, en particulier, qui apparaîtront dans le texte sont tous fictifs, à l'exception des principaux responsables politiques, qui sont des personnages publics.

professeur de sociologie ayant effectué son doctorat à la Sorbonne est des plus agréables, dès lors qu'elle s'engage sur les choix théoriques que je me propose de suivre.

Quelques jours plus tard, je rencontre Vera, de l'Instituto de Pesquisa da Amazônia (IPAM). C'est elle qui se cache derrière le mystérieux « Ane » cité par Edna Castro que la réceptionniste de l'IPAM m'aide à éclaircir. Je mesure, lors de l'entretien auprès d'Ane, le succès de ma précédente entrevue avec le professeur de l'UFPa. Alors que j'ai soigneusement préparé une batterie de questions pour ma première rencontre avec la représentante de l'une des principales ONG socio-environnementales amazoniennes, l'entretien fait long feu. Moins de quinze minutes après mon entrée au siège de l'IPAM, j'en ressors tête basse. La conversation a été très pénible, pour elle comme pour moi. Si les notes d'entretien témoignent de la pauvreté des informations recueillies, elles ne parviennent que très imparfaitement à restituer les silences embarrassés qui ont ponctué les rares propos échangés :

> « População ribeirinha volta para Altamira porque historicamente ligada.
> Dentro da Terra do Meio : - madeireiros
> - grileiros
> - fazendeiros
> - garimpeiros
> Ler : "A batalha do Riozinho do Anfrisio" (2003) [écrit de sa main, car je n'avais aucune idée de l'ortographe de ce qui sonne comme riozignodouanfrisio »

Cette forme d'embarras conversationnel a été finement décryptée par E. Goffman (1988[1953]). L'auteur présente et analyse ce qu'il nomme « l'ordre de l'interaction », c'est-à-dire l'ordre social situé au niveau microsociologique qui régit en particulier les conversations entre individus. L'embarras, forme de désorganisation personnelle ressentie par les participants d'une conversation qui ne prend pas, signale une désorganisation sociale. Il témoigne douloureusement du fait que les règles de l'ordre de l'interaction n'ont pas été respectées. Dans mon cas, une raison simple semble l'expliquer : leur méconnaissance. Dès lors, les participants cessent de savoir comment se comporter ou ce qu'ils doivent attendre d'autrui. Les anges passent. Quelle(s) règle(s) ai-je pu enfreindre lors de l'entretien ? Comment expliquer cet échec interactionnel qui se reproduit à plusieurs reprises lors de ce premier séjour à Belém ?

Une première partie de la réponse tient probabalement au « temps ethnographique », c'est-à-dire au temps nécessaire pour que le nouvel entrant se familiarise avec les situations communes d'interaction qu'il entend suivre et leurs principaux protagonistes. C'est le temps de l'entrée sur le terrain, indispensable et inévitable, lorsqu'il s'agit de faire un « détour par la subjectivité » de l'Autre pour pénétrer un milieu humain spécifique. Je remarquerai que cette entrée en matière s'est imposée alors même que : je parle un portugais courant sans trop d'erreurs, je suis familier du Brésil et de l'Amazonie en particulier (cf. *infra*) et je connais déjà le monde des acteurs de la gestion intentionnelle (scientifique et ONG). Mais c'est encore insuffisant.

2.2. La disconvenance et ses motifs

Pour pousser plus avant la signification de ces embarras répétés avec les personnes qui, à l'échelle régionale, poursuivent des actions en faveur de la conservation des qualités désirables écologiques de la forêt de la Terra do Meio, j'aurai recours à la notion de « disconvenance » telle que l'emploie L. Thévenot (2006), c'est-à-dire comme la marque de jugements différents formulés par deux individus en relation l'un avec l'autre sur « l'action

qui convient ». Ce détour par la sociologie des régimes d'engagement me semble pouvoir éclairer la différence de posture adoptée par mon interlocuteur et moi-même à l'occasion de ces premières rencontres.

Inconsciemment, je me plaçais d'emblée lors de ces premiers entretiens avec les acteurs de la gestion intentionnelle régionale, dans le régime de convenances du « familier ». Autrement dit, je considérais comme acquis une certaine « intimité », proximité avec celui dont je partage *a priori* un certain souci de conservation pour la Terra do Meio. Je postulais de manière inconsciente qu'une union étroite, une entente innée me lierait instantanément à ceux que j'identifiais comme les acteurs d'environnement. Selon le scénario imaginé, notre rencontre devait nécessairement nous mettre « à l'aise » l'un avec l'autre puisque nos intérêts, mon sujet de recherche et leurs actions, ma posture et la leur s'épousaient naturellement.

Mes interlocuteurs avaient évidemment un tout autre point de vue sur notre interaction. Il ne s'agissait de rien de plus que d'un entretien « normal » (Thévenot *op. cit.*), professionnel, avec un doctorant européen inconnu de tous, prétendant étudier l'une des régions de frontière les plus violentes de l'Etat à partir d'une méthodologie de recherche tout aussi inconnue. La rencontre ne pouvait à leurs yeux que se dérouler dans le régime de convenances du « plan », bien moins personnel que celui que j'envisageait de mon côté. Dans ces conditions, les propos échangés et les informations fournies doivent rester ordinaires. Ce statut est d'ailleurs amplement confirmé par les épreuves qui, lors de la conversation, viennent attester de ma méconnaissance de l'univers socio-environnemental régional et de la force des dynamiques pionnières locales (cf. les remarques sur le « temps éthnographique » faites plus haut).

Je soulignerai encore que le contexte hautement stratégique dans lequel se déploie, tout particulièrement à cette époque, l'action de gestion intentionnelle impose à mes interlocuteurs un contrôle efficace des informations offertes au nouvel arrivant. On ne peut pas trop en dire à celui qu'on ne connaît pas encore. Le registre de la normalité permet précisément de ne livrer que des informations ou commentaires ordinaires qui ne risquent pas de mettre en péril l'action en faveur de la conservation de la Terra do Meio mise en œuvre en coulisse. Il est hors de propos pour les acteurs de la gestion intentionnelle de me livrer aussi directement et rapidement les éléments clés concernant leur stratégie d'action passée, présente et encore moins à venir. De nombreux aspects de la gestion intentionnelle seront tus par ses principaux protagonistes. Les actions de *lobbying* mise discrètement en place par l'Instituto Socioambiental (ISA) et les négociations avec le gouvernement fédéral ne sont jamais évoquées lors de ces premières rencontres (je l'aprendrai par la suite). On me refuse même l'accès à certaines informations clés de première main, telles que le rapport d'expertise (ISA-MMA 2003) sur le scénario de création des aires protégées de la Terra do Meio, encore tenu secret. Comme ils me le confieront plus tard, les acteurs les plus impliqués dans la gestion intentionnelle de la Terra do Meio se « méfient » de moi lors de ces premières rencontres.

La dernière caractéristique de l'interaction permettant d'expliquer le choix du mode plan par les personnes interrogées tient sans doute à l'unilatéralité du flux informationnel. Non seulement les détails qui m'intéressent présentent un caractère confidentiel mais en outre, je n'ai rien à offrir en échange du risque que courent mes interlocuteurs en me les livrant. Etranger au monde socio-environnemental amazonien, je le suis davantage encore de la gestion effective du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio. Aucune conversation de type donnant-donnant ne peut s'établir. On pourra encore rapprocher cette constatation de l'atmosphère de don, de l'obligation et de la liberté mêlés, décrite par M. Mauss (2003[1950]) dans son étude des dynamiques de don/contre-don et de l'obligation de

rendre les présents. Si aujourd'hui ces remarques critiques sur mon engagement initial sur le terrain de la gestion intentionnelle font figure d'évidence, à l'époque, il en va tout autrement[34].

Pour toutes ces raisons, mon comportement, qui se réfère à une entente intime innexistante lors de ces premières rencontres, ne convient pas. Cette confrontation entre le « régime du plan » dans lequel s'inscrivent mes interlocuteurs et le « régime du familier » dans lequel je me suis intuitivement positionné conduit à l'échec, au silence. Mon intervention, c'est-à-dire mes entretiens et ma rencontre des acteurs de la gestion intentionnelle, ne peut être couronnée de succès car les exigences de convenance des protagonistes appartiennent à deux niveaux distincts. Ca n'est pas tout. Comme le prévoit L. Thévenot (*op. cit*. : 93-111), le défaut de coordination ainsi que la frustration affective et informationnelle vécues à l'occasion de ce premier contact avec les acteurs de la gestion intentionnelle de la Terra do Meio conduisent à la plainte et à la révolte. La déconvenue impose un réaménagement de mon attitude envers les acteurs de la gestion intentionnelle. Celle-ci prendra deux formes. Intérieurement, j'accuse la médiocrité des acteurs d'environnement, leur incompétence à réunir les informations clés sur la situation de la Terra do Meio et leur manque d'ouverture. Extérieurement, j'en viens à sous-entendre de manière répétée lors des entretiens une véritable critique de leur mode d'action : se sont-ils vraiment donné les moyens de leur fin ? Ont-il seulement installé un bureau local dans la Terra do Meio ou la ville de São Félix do Xingu ? Ont-ils réalisé un diagnostic approfondi des dynamiques en marche ? Connaissent-ils précisément les acteurs de la frange pionnière ? La manière dont je réagis à l'éconduite jne fait qu'accentuer le fossé qui me sépare des acteurs de la gestion intentionnelle.

Bien que la compréhension globale de la situation et de mon échec m'échappe encore, la méfiance sensible des acteurs de la gestion intentionnelle et la difficulté réelle à obtenir les informations désirées me font très concrètement prendre conscience de la négociation sous-jacente à toute situation d'entretien et d'enquête de terrain (Abélès 2004). J'en tire une règle d'action qui orientera durablement ma démarche d'enquête à leur égard : je n'aurai accès aux données les plus pertinentes pour reconstruire leur stratégie qu'en échange d'informations que je pourrai moi-même leur apporter.

2.3. La position de l'« entre-preneur »

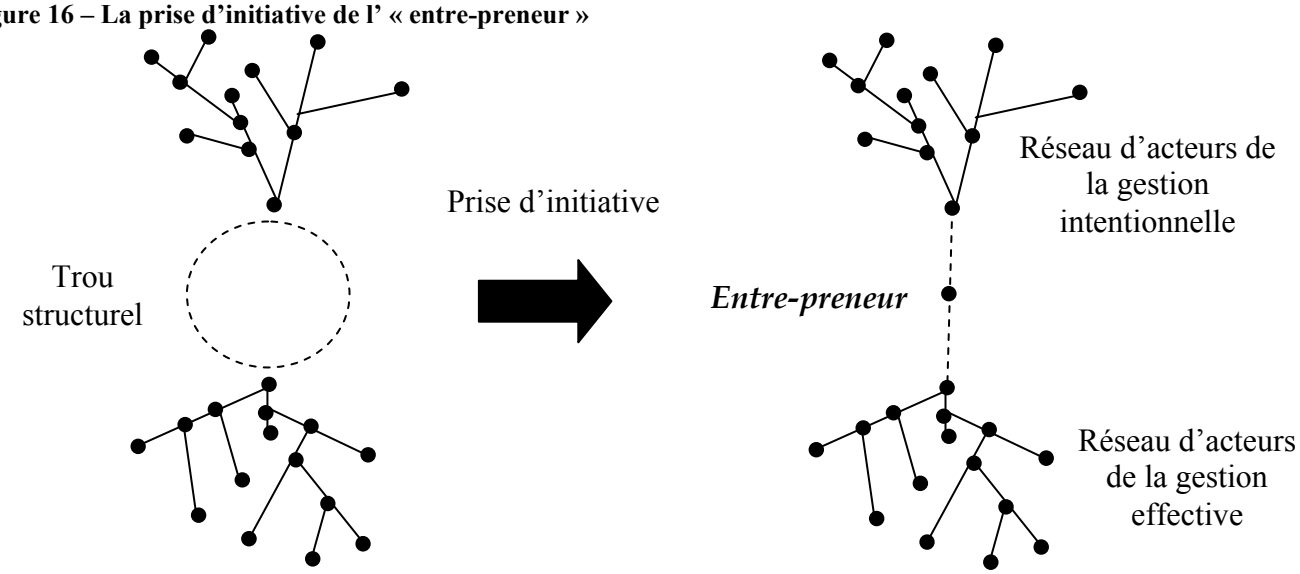
Après deux semaines d'entretiens et de rencontres avec les principaux acteurs de la gestion intentionnelle basés à Belém, un double constat s'impose. D'abord, les dynamiques de gestion effective du territoire conduisant à l'avancée des déboisements dans la région de la Terra do Meio s'avèrent mal connues dans leurs détails. Edna Castro est la seule à avoir mené une recherche de terrain approfondie sur la frange pionnière de São Félix do Xingu. Mais elle n'a pu s'aventurer dans la Terra do Meio (Castro, Monteiro *et al.* 2002). La plupart des autres travaux que je parviens à réunir se concentrent sur la description de l'avancée pionnière, généralement faite à partir d'image satellite et/ou de brèves incursions sur le terrain (Greenpeace 2004 ; Alencar, Nepstad *et al.* 2004 ; Pontes, Castro *et al* 2004). Ensuite, il

[34] Il ne s'agit pas de succomber ici à l'autosatisfaction de l'enquêteur qui *a posteriori* se plaît, avec une certaine fierté, à se remémorer le chemin parcouru et les épreuves traversées, qui l'ont conduit, il le sait maintenant, à faire un « bon terrain ». Comme je le montrerai, ces détails sur les premiers faux-pas commis sur le terrain de la gestion intentionnelle s'avèrent cruciaux pour comprendre mon engagement sur le terrain de la gestion effective qui suivra et la difficulté de mon retour sur le terrain de la gestion intentionnelle. Ces éléments sur la production des données sont indispensables au lecteur désireux de se saisir au mieux des informations présentées dans les chapitres 3 et 4. Je l'invite, par exemple, à rapprocher l'importance donnée aux différentes pratiques de gestion (effective et intentionnelle) dans le produit final, de la dynamique d'enquête décrite dans ce chapitre.

m'apparaît que la qualité de mes relations avec les acteurs de la gestion intentionnelle est étroitement conditionnée par ma capacité à produire et négocier des informations sur la gestion effective de la Terra do Meio. Ce premier diagnostic de la situation souligne l'enjeu fondamental que constitue la compréhension fine des dynamiques de la frange pionnière du Xingu-Iriri.

La prise d'initiative, l'investissement en temps et en énergie dans l'enquête de terrain sur l'avancée pionnière de la Terra do Meio apparaît comme un moyen d'acquérir et contrôler certaines ressources informationnelles indispensables aux autres acteurs de la gestion du territoire et des ressources naturelles. Cette relation étroite existant entre prise de risque, contrôle de l'information et bénéfice espéré a été modélisée par R. S. Burt (1995[1992]). Suivant son modèle, on dira qu'à mon arrivée dans le système de gestion de la Terra do Meio, je fais le constat d'existence d'un « trou structurel » (*structural hole*) séparant deux réseaux d'acteurs : celui de la gestion intentionnelle et celui de la gestion effective. Dans cette configuration, si les informations circulent aisément à l'intérieur de chacun des deux réseaux, elles ne parviennent pas, en revanche, à franchir le trou pour passer de l'un à l'autre. Ce dernier représente alors une opportunité d'investissement pour un « entrepreneur », c'est-à-dire pour celui qui, littéralement, désire « entre-prendre » les deux réseaux afin de tirer profit du contrôle des informations passant de l'un à l'autre (figure 16).

Figure 16 – La prise d'initiative de l' « entre-preneur »



D'après R. S. Burt (1995[1992])

Ainsi, la théorie burtienne permet de mettre en lumière deux aspects centraux de ma pratique de recherche et de ma progressive exploration du contexte d'enquête sur la gestion intentionnelle. D'abord, on notera que la réalisation d'une enquête de terrain appliquée et fouillées sur les dynamiques de la gestion effective représente (en plus de ses apports directs pour ma recherche) une sorte de laisser-passer pour mon retour sur le terrain de la gestion intentionnelle. Les informations que je produirai lors d'une enquête *in loco* sur les dynamiques contemporaines de pastoralisation du territoire de la Terra do Meio me permettront de reprendre, sur de nouvelles bases, la négociation avec les acteurs de la gestion intentionennelle, indispensable à la progression de mon investigation sur ce terrain. Ensuite, le modèle burtien a le mérite de souligner que si l'action du chercheur-entrepreneur, comme prise de risque, est indéniablement individuelle, l'unité d'analyse permettant d'en expliquer le succès et la rationnalité est la structure sociale dans laquelle elle s'inscrit. On comprend ainsi que ma prise d'initiative, qui se manifeste dans le choix de la Terra do Meio comme

« terrain » et dans le choix d'une investigation de terrain prolongée, est par nature ambivalente, puisqu'elle résulte d'une part de ma prise d'initiative individuelle et d'autre part du contexte structurel (du « trou »). Ce contexte structurel peut d'ailleurs être compris comme le résultat de l'action collective des acteurs de la gestion intentionnelle qui accordent tous une importance considérable et croissante à la situation de la Terra do Meio, lorsque je les rencontre en 2004. Une illustration du tropisme de ce contexte structurel, qui porte la Terra do Meio comme « la » zone de déboisement à connaître, peut être obtenue à partir de la figure 104 et du tableau 21 qui rendent compte de la médiatisation croissante de la région par le secteur socio-environnemental brésilien. L'action de recherche se situe donc à l'intersection de l'opportunité structurelle et de la motivation individuelle.

2.4. Prise de contact avec les acteurs locaux/régionaux

Alors que je m'apprête à quitter Belém pour me rendre dans le *município* de São Félix do Xingu et commencer mon enquête de la gestion effective, je fais la connaissance de Stefano, membre de la Commission Pastorale de la Terre (Comissão Pastoral da Terra – CPT) de la ville d'Altamira. La prise de contact avec Stefano a été réalisée par l'intermédiaire d'un membre de l'ONG Greenpeace[35] vers qui je me suis tourné, à la recherche de personnes ressources sur lesquelles je pourrai compter localement. Après une brève entrevue au siège de la Conférence Nationale des Evêques Brésiliens (Conferência Nacional dos Bispos Brasileiro – CNBB) de la région Nord, Stefano m'invite à le suivre à Altamira où il retourne le lendemain (figure 17).

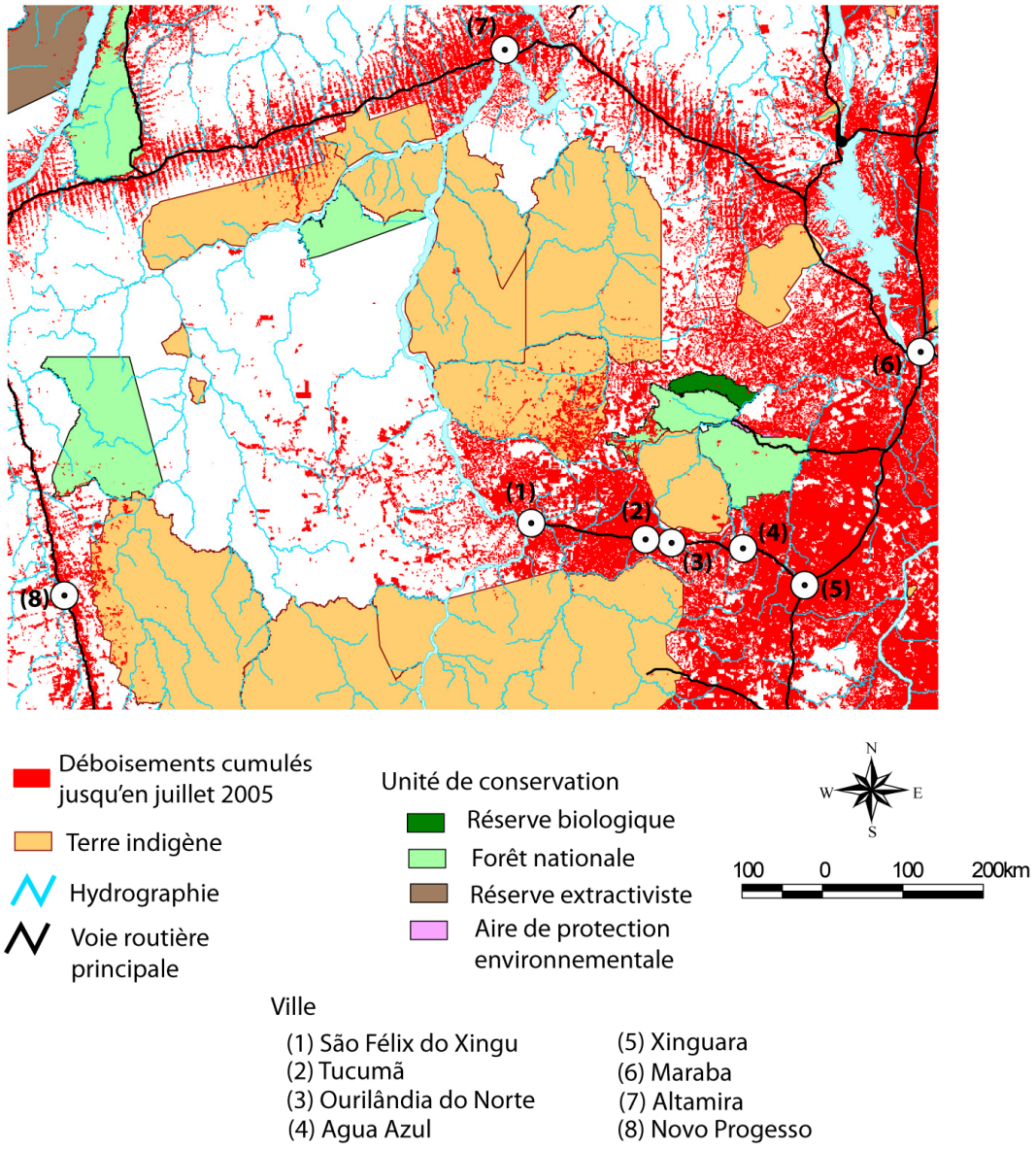
Les deux semaines que je passe à Altamira me permettent d'établir de bons contacts avec les principaux acteurs de la gestion intentionnelle de l'échelon local : la Fondation Vivre, Produire, Préserver (Fundação Viver, Produzir, Preservar – FVPP), le Syndicat des Travailleurs Ruraux (Sindicato dos Trabalhadores Rurais – STR) et la coordinatrice régionale du Groupe de Travail Amazonien (Grupo de Trabalho Amazônico – GTA). Mettant à profit l'expérience tirée des échecs de Belém, je me contente prudemment de poser les premiers jalons d'une relation de coopération/négociation qui s'annonce particulièrement fructueuse. En effet, les acteurs locaux de la gestion intentionnelle interviennent directement dans la Terra do Meio où ils ont centré leur action sur les populations riveraines des principaux cours d'eau de la Terra do Meio (cf. chapitre 4 section B-2.). Les dynamiques de pastoralisation qui se déploient dans le cœur de la Terra do Meio les intéressent grandement et leur sont encore mal connues. Ainsi, un « partenariat » se dessine, comme l'exprime Stefano, entre ma recherche sur la pastoralisation du cœur de la Terra do Meio et leur action sur les bords des fleuves.

Une remarque importante mérite d'être faite. Comme le lecteur l'aura peut-être relevé, les acteurs du niveau local de la gestion intentionnelle se concentrent dans la ville d'Altamira (pour des motifs décrits dans le chapitre 4 section B-2.) et non dans celle de São Félix do Xingu (SFX) qui s'impose, en revanche comme la dernière ville relais de la frange pionnière du Xingu-Iriri (figure 17). Ainsi, à l'échelle locale, deux pôles de la gestion du territoire de la

[35] L'ONG Greenpeace est à l'époque l'une de mes principales sources bibliographiques en ce qui concerne les dynamiques de gestion effective de la Terra do Meio. Outre les multiples rapports publiés quelques années plus tôt sur l'exploration forestière prédatrice et illégale de l'acajou (cf. section B.III.D.ii), l'ONG rend public en début d'année 2004 une première version du document « Pará : État de conflit » (2005) qui présente avec précision les pratiques d'appropriation illégale des terres de la Terra do Meio, l'enchaînement des cycles d'exploitation des ressources naturelles et les prémisses de la pastoralisation du territoire.

Terra do Meio peuvent être distingué : le pôle de la gestion intentionnelle est centré sur la ville d'Altamira alors que la ville de SFX s'impose come la principale porte d'entrée de la frange pionnière du Xingu-Iriri. C'est bien à SFX qu'il faut me rendre pour entamer mon enquête sur la gestion effective contemporaine de la Terra do Meio.

Figure 17 – Villes et vecteurs de pénétration dans la Terra do Meio



Source : auteur

Grâce aux deux semaines passées à Altamira, j'ai pu m'entretenir avec les principaux protagonistes locaux de la gestion intentionnelle de la Terra do Meio et présenter mon projet de recherche. Je me suis plus particulièrement rapproché de Stefano (CPT-Altamira). Par son intermédiaire, je rentre en contact avec le « Père Beto », prêtre et *leader* charismatique[36] de la CPT de la ville de Tucumã que je retrouve quelques jours plus tard[37].

[36] Le Père Beto m'a été décrit par plusieurs interlocuteurs (de Brasília, Belém et Altamira) comme un personnage clé pour l'entrée sur le terrain de la gestion effective de la Terra do Meio.

[37] Aucune route ne relie directement Altamira à São Félix do Xingu. Pour se rendre d'une ville à l'autre par voie de terre, il faut emprunter la Transmazonienne vers l'est jusqu'à Marabá puis suivre la route PA-279 qui mène jusqu'à São Félix do Xingu et passe par Tucumã (figure 17).

3. Se raccrocher sur le (au) terrain de la gestion effective[38]

L'escale de trois jours faite à Tucumã me permet d'aborder amplement en compagnie du Père Beto le motif de ma venue et la situation locale de la frange pionnière du Xingu-Iriri. Engagé depuis plus de dix ans dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs familiaux faiblement capitalisés de la région, l'homme d'Église me dresse un premier bilan de la situation de « non droit » de la Terra do Meio. Visiblement intéressé par l'objectif de ma recherche, il me met en relation avec les membres de la CPT de São Félix do Xingu, qu'il charge de m'accueillir à mon arrivée en ville. Lors des trois semaines suivantes, je serai hébergé dans le bureau de la CPT de SFX. Durant cette période, je me rapproche des membres de la jeune équipe locale et profite de leurs contacts.

3.1. Sur les routes de la Terra do Meio

L'investigation de la gestion effective de la Terra do Meio des routes s'ouvre par une phase préparatoire qui articule trois aspects fondamentaux de la stratégie d'enquête : le choix de mon identité de chercheur, la sélection du procédé d'entretien et la prise des premiers contacts avec les acteurs de la Terra do Meio des routes.

3.1.1. Préparation

Le soutien initial apporté par la CPT est inestimable. Il permet de me familiariser progressivement, à l'abri de ses infrastructures et de son réseau local de collaborateurs, à l'atmosphère si particulière des villes situées en pointe de frange pionnière amazonienne. Grâce à cet appui, je parviens à concentrer mon attention sur les premiers échanges avec mes interlocuteurs locaux et sur les principales règles qui les régissent. J'en déduis rapidement quelques principes qui orienteront durablement ma stratégie de recherche.

L'IDENTITE D'ETUDIANT HISTORIEN-GEOGRAPHE-AGRONOME

Quelques jours après mon arrivée dans la ville d'une vingtaine de milliers d'habitants, je dois me rendre à l'évidence : ma présence ne passe pas inaperçue, au contraire, elle interroge. Les commerçants curieux chez qui je fais mes emplettes questionnent. D'autres n'hésitent pas à m'aborder dans la rue pour me demander ce que je suis venu faire dans la région. On m'a pris pour un touriste à Belém, un chercheur à Altamira (en raison de la présence historique de chercheurs français dans la ville). A São Félix do Xingu, je deviens un acheteur de terres étranger ou un « espion » à la solde de Greenpeace. On me conseille plusieurs fois de faire demi-tour au plus vite si tel est le cas, car je ne suis « pas le bienvenu ». On n'accepte de me parler que sur présentation de la lettre de recommandation de l'Université de Brasília. Certains me demandent mon passeport pour réaliser une recherche internet.

A maintes reprises, les séquelles laissées par l'action de l'ONG environnementaliste dans la région ressurgissent. Trois ans plus tôt, en effet, suite aux missions de terrain répétées de l'ONG dans la Terra do Meio et aux campagnes dénonçant l'illégalité généralisée de l'exploitation forestière locale de l'acajou à grandes feuilles (*Switenia macrophylla* King), de nombreuses scieries de SFX ont brusquement dû fermer leurs portes (cf. chapitre 3). La fin de

[38] La distinction entre la « Terra do Meio des routes » et la « Terra do Meio des fleuves » reprend de la célèbre dichotomie mise en évidence par M. Droulers (2003[1995]) et H. Théry (2005[1985]) entre « Amazonie des routes » et « Amazonie des fleuves ».

la principale activité économique locale plonge alors la ville dans une profonde récession dont tous se souviennent.

Mais, à partir de mon expérience de la frontière pionnière du nord du Mato Grosso et mes premières rencontres avec les acteurs des mouvements sociaux d'Altamira, je comprends très vite que la fin de l'exploitation de l'acajou à grandes feuilles n'a pas pour autant mis un terme aux activités illicites. Transformées, adaptées, recyclées ou simplement reconduites, ces dernières alimentent à présent le nouveau cycle de l'économie locale. Comme je le montrerai, les pratiques illégales imprègnent de bout en bout la spéculation foncière et l'élevage qui se développent dans la région : l'occupation des terres publiques est toujours irrégulière et souvent illégale, les défriches-brûlis enfreignent la loi de manière criante puisqu'elles ne bénéficient d'aucune autorisation légale, la formation d'une *fazenda* s'avère le moyen de blanchir/recycler à bon compte l'argent sale gagné dans les « affaires » qui fleurissent sur la frontière. Plus généralement, le *município* de SFX, à l'image des autres frontières pionnières les plus actives, est le théâtre d'actes de violence brutaux et souvent restés impunis. Les droits de l'homme sont violés au quotidien alors que l'État ne se fait présent dans la région qu'en appui aux plus puissants (Pinto 2005a). La région est une « terre sans lois », un *no man's land* de l'État de droit (Feitosa 2005).
Dans ce contexte si spécifique, poser des questions, enquêter sur les processus territoriaux et sur les rouages de la société locale n'est pas facilement admis. Interroger sur la gestion effective n'est pas légitime sur la scène locale. Le nouveau venu qui enquête est toujours suspect : ne m'accuse-t-on pas d'être un agent infiltré de la police fédérale ou de la police environnementale ? Ma nationalité étrangère que mon accent encore trop prononcé ne parvient à dissimuler (tout comme mes manières ou mon style vestimentaire…je n'avais pas encore adopté les bottines) est rapidement interprétée comme une preuve supplémentaire du complot d'internationalisation dont l'Amazonie brésilienne serait l'objet.

Je tire de cette entrée en matière dans l'univers pionnier du Sud-Pará, une double conclusion sur mon identité. D'abord, ma présence dans le *município* et la recherche que j'entreprends doivent être solidement justifiées aux yeux de mes interlocuteurs. La contexte local est si spécifique et ses protagonistes en ont une telle conscience que toute tentative de minimiser l'intérêt que je porte aux dynamiques de la frontière pionnière agro-pastorale inspire immédiatement une certaine suspicion chez mes interlocuteurs. Comme me l'apprend un interlocuteur, quelques jours seulement après mon arrivée, « on ne vient pas à São Félix par hasard…surtout quand on vient d'aussi loin ». Ensuite, je dois exclure tout affichage de la problématique environnementale qui motive ma venue, si je veux mener à son terme mon enquête sur la gestion effective. L'omission volontaire d'une partie de ma problématique de recherche apparaît comme une condition nécessaire à la poursuite de l'enquête. Il s'agit également d'une mesure indispensable à ma protection personnelle. Je choisis donc de taire l'évaluation environnementale que j'entreprends. À aucun moment, je ne la confierai, pas même aux personnes qui me seront les plus proches. Cette forme de déni, assumé, pose évidemment des questions d'ordre déontologique et éthique sur lesquelles je reviendrai dans la conclusion finale de la thèse.

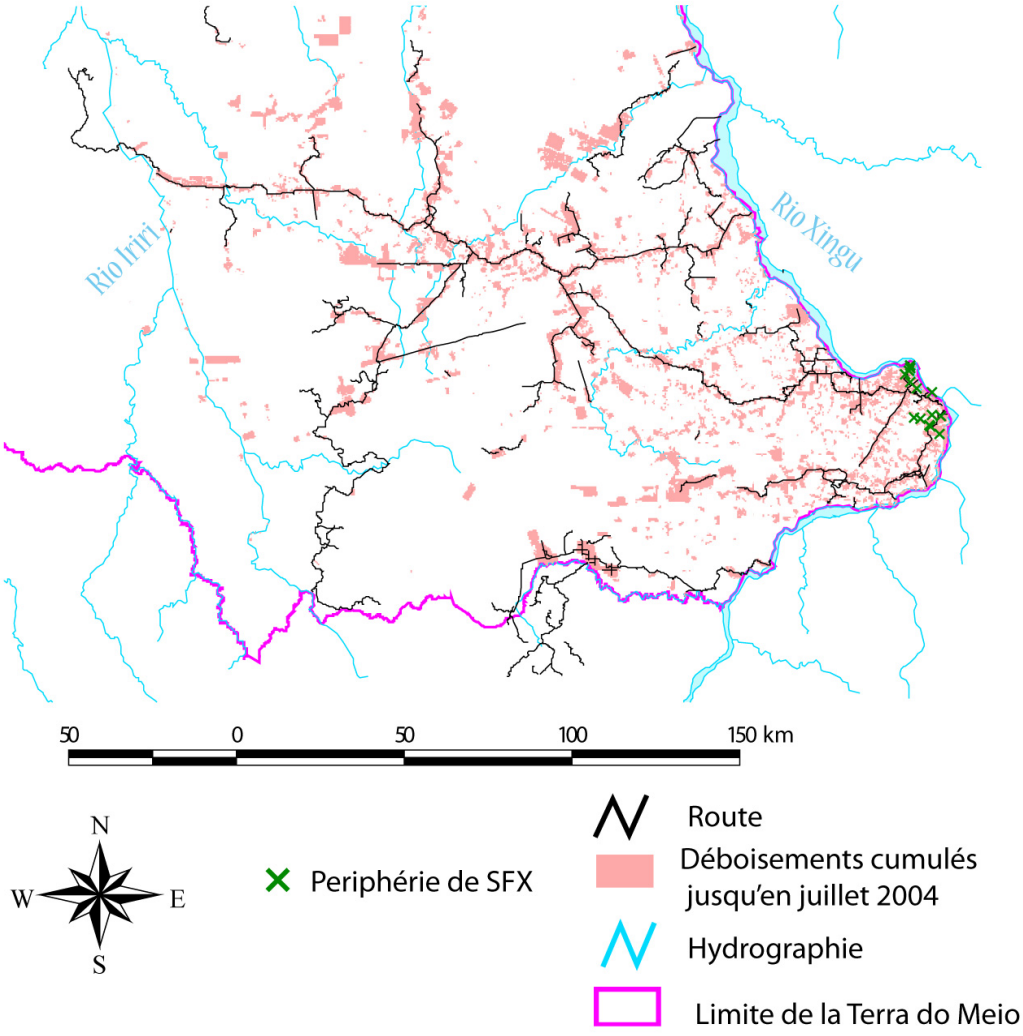
Pris dans un système de double contrainte (Watzlawick, Beavin *et al*. 1972[1967]), je dois reconnaître mon intérêt pour la frontière pionnière mais masquer celui pour la gestion des ressources naturelles. Pour y répondre, je mobilise mon expérience de DEA dans le Nord-Ouest du Mato Grosso et prends le parti d'incarner la figure de l'étudiant historien-géographe-agronome venu dans la région pour retracer fidèlement et empiriquement l'histoire de la colonisation locale. L'historien et le géographe peuvent avouer sans crainte l'attention qu'ils

portent aux dynamiques spatio-temporelles pionnières dont SFX représente l'archétype contemporain. L'agronome, quant à lui, peut aisément franchir la porte des exploitations agricoles (il y est même invité) pour interroger concrètement, sur le terrain, les modes de gestion effectifs du territoire de la frontière pionnière. La question qui motive mon enquête (le sort réservé à la forêt de la Terra do Meio) sera toujours traitée en creux lors de mes entretiens, mes rencontres ou mes observations *in situ*. Elle ne prendra jamais la forme d'une investigation explicite mais sera systématiquement réintroduite « par la bande » après plusieurs mois d'enquête (cf. *supra*).

Le mode d'entretien

Les premiers contacts que me fournissent les membres de la CPT me permettent de rôder ma stratégie d'entretien auprès des agriculteurs familiaux de la Terra do Meio présents dans la périphérie de SFX (figure 18). Le procédé d'entretien doit lui aussi être adapté au contexte local et à l'identité d'étudiant historien-géographe-agronome que j'adopte. Celui que je dis être doit correspondre à celui que je montre être lors de l'interaction. En préparation de ces premiers entretiens, je rédige une liste de questions ouvertes initialement destinées à être le *vade-mecum* d'entretiens semi-directifs sur l'histoire du lot occupé, l'histoire migratoire de la famille et la gestion actuelle de la terre.

Figure 18 - Mission première (17.06.2004 – 26.06.2004) : la périphérie de São Félix do Xingu



Source : auteur

Lors de ces premiers entretiens, je constate, à ma grande surprise, que la passation explicite d'un questionnaire « historico-agronomique » (cf. annexe 1) s'avère une forme d'entretien particulièrement fructueuse. Plusieurs raisons permettent de l'expliquer.
Comme mes interlocuteurs me l'apprennent bien vite, les questions qui m'intéressent se rapprochent de celles formulées par les enquêteurs gouvernementaux lors des traditionnels recensements quinquennaux réalisés par l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE). L'emploi du questionnaire semble inscrire mon action dans les formes de comportements que le groupe auquel je m'adresse connaît et reconnaît[39]. De plus, le questionnaire garantit à l'enquêté que l'anonymat (annoncé en début d'entretien) sera préservé. Le questionnaire, destiné, par essence, à un grand nombre d'individus et au traitement statistique des données, assure à chacun que ses réponses se noieront dans la masse des acteurs de la frange pionnière du Xingu-Iriri.
En outre, je remarque que les questions posées, auxquelles les chefs de famille répondent facilement, provoquent un certain soulagement chez celui qui a « su répondre ». L'ouverture du questionnaire par des interrogations relatives aux migrations familiales, fait instantanément ressurgir les multiples anecdotes de l'histoire familiale ou individuelle du chef de famille[40]. L'évocation de ces souvenirs dont l'enquêté est le seul maître permet d'emblée sa mise à l'aise.
Alors que les premières tensions inhérentes à la situation d'entretien se dissipent, les commentaires ponctuant chaque question se font plus fréquents. Les interrogations à mon sujet, tues dans les premiers instants, surgissent elles aussi. Quand le questionnaire s'achève, après une vingtaine de minutes, le trouble initial est apaisé. Les discussions peuvent alors se poursuivre pendant quelques minutes ou quelques heures, stylo toujours en main, lors d'entretiens semi-directifs qui me permettent de pénétrer la subjectivité des chefs de famille interrogés sur les aspects qui m'intéressent. En fonction des qualités et connaissances présentées par mon interlocuteurs et de l'avancement de ma recherche, les thématiques centrales de mon enquête sont abordées (interactions entre acteurs de la frange pionnière, projets familiaux, historique de la région, évolution du prix de la terre, sources des revenus, etc.) au rythme de la visite de l'exploitation agricole. C'est aussi le moyen pour moi de revenir sur certaines réponses faites lors de la passation du questionnaire.

L'usage que je fais du questionnaire, comme moyen d'ajustement entre enquêteur et enquêté, contraste avec la manière dont il est communément dépeint dans la littérature :

> « Rapprocher au maximum l'entretien guidé d'une situation d'interaction quotidienne, à savoir la conversation, est une stratégie récurrente de l'entretien ethnographique, qui vise justement à réduire au minimum l'artificialité de la situation d'entretien, et l'imposition par l'enquêteur de normes méta-communicationnelles perturbantes.
> Le « dialogue », constitutif de toute conversation, n'est pas ici considéré comme une exigence idéologique, contrairement aux discours moralisateurs des postmodernes. C'est une contrainte méthodologique, visant à créer, si besoin est, une situation d'écoute telle que l'informateur de l'anthropologue puisse disposer

[39] Je veille à préciser lors de chaque nouvelle présentation de ma recherche aux enquêtés que mon travail n'a aucun lien avec celui réalisé par l'IBGE ou un quelconque autre programme gouvernemental. Je souligne toujours que ma recherche est avant tout d'ordre académique, mais que les résultats produits sur l'histoire de la région ainsi que ma description des conditions de vie locales seront, bien évidemment, destinés à être mis à disposition des décideurs gouvernementaux.
[40] La question du genre s'est posée de manière aiguë au cours de l'enquête. Les sociétés pionnières présentent souvent un taux de masculinité supérieur à la moyenne (en raison des conditions de vie très dures). D'une façon plus générale, il convient de remarquer que dans cet univers excessivement masculin, les femmes occupent fréquemment une place en retrait. Il s'est avéré particulièrement délicat pour moi d'accéder jusqu'à elles. Mes diverses tentatives de leur donner voix au cours des entretiens se soldent par un échec. Prenant mon parti de cette situation, j'ai décidé de réaliser les entretiens et questionnaires avec le père de famille ou l'homme du couple.

> d'une réelle liberté de propos, et ne se sente pas en situation d'interrogatoire. Il s'agit autrement dit de rapprocher le plus possible l'entretien d'un mode de communication reconnu dans la culture locale. L'entretien de terrain tend ainsi à se situer aux antipodes de la situation de passation de questionnaires, qui relève d'un fort coefficient d'artificialité et de directivité, et représente assez bien cette perspective minière [d'extraction d'information] que j'évoquais plus haut. » (Olivier de Sardan 1995 : 83).

A contrario, dans la modalité d'entretien que je décris, l'artificialité créée par le questionnaire permet de soulager les participants à la situation d'entretien. L'interviewé n'est pas le seul à bénéficier de cette entrée en matière (cf. *infra*). En ce qui me concerne, la passation du questionnaire permet de dissimuler ma forte implication dans la recherche en cours et prévient certains dérapages qui signaleraient le cœur environnemental de ma problématique de travail. Car, à la différence de J.-P. Olivier de Sardan (1995), j'ai fait le choix d'une recherche orientée.

L'artificialité créée par le questionnaire, en dépersonnalisant l'interaction dans un premier temps, y invite paradoxalement ensuite. Ainsi, non seulement le questionnaire formel assure la production de données systématisées ouvrant la voie à des analyses quantitatives (cf. chapitre 3 section A-2.) mais il peut s'avérer un moyen efficace pour préparer et provoquer l'entretien semi-directif qui lui fait suite. Pour cela, je transige évidemment avec l'austère directivité souvent de rigueur lors de la passation de questionnaire. Le soulagement de l'interrogé et de l'interrogateur pose les conditions favorables à la tenue d'une conversation orientée par un mémento des thèmes qui m'intéressent sur le moment. J'appliquerai lors de mes différentes incursions dans la Terra do Meio, complétées par des entretiens menés dans la ville de São Félix do Xingu et de Tucumã, cette même technique à un total de deux cent trente-quatre chefs d'exploitation.

LA PRISE DE CONTACT

Le dernier moment de la phase préparatoire s'ouvre par la mission réalisée en compagnie des techniciens agricoles de la Commission éxécutive du plan de culture cacaoyère (Comissão Executiva do Plano da Lavoura Cacaueira – CEPLAC)[41]. Comme les locaux de la CPT de SFX sont distants de quelques mètres à peine de ceux de la CEPLAC, j'ai pu faire connaissance, dès les premiers moments de mon séjour, avec les deux jeunes techniciens agricoles qui y travaillent. Ainsi, je parviens sans trop de difficultés à les convaincre de m'emmener avec eux lors de la mission annuelle qu'ils s'apprêtent à réaliser dans la Terra do Meio. Il leur faut, en une semaine, traverser sur leurs motocyclettes presque toute la Terra do Meio d'est en ouest afin d'assurer le suivi technique des projets de culture cacaoyère ayant bénéficié d'un crédit subventionné (FNO-Espécial anciennement Pronaf) de l'État fédéral. Ils en profitent pour réaliser par la même occasion l'évaluation technique des nouveaux projets présentés.

C'est bien callé entre le dos de Rivaldo (chef local de la CEPLAC) et le sac de nos affaires de rechange fermement arrimé au porte–bagage, que je traverse pour la première fois la Terra do Meio. En une semaine, nous rencontrerons plus d'une trentaine d'agriculteurs familiaux. Le projet de culture cacaoyère le plus éloigné de la ville de SFX se situe à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de la *vila* do Caboclo (c'est-à-dire plus de 200 km à l'ouest de la ville de SFX). Cette brève incursion initiale dans le cœur de la Terra do Meio en compagnie de Rivaldo et Roméo sera déterminante pour la préparation des missions en solitaire que j'effectuerai par la suite (figure 19). D'abord, elle m'offre l'occasion d'être présenté en

[41] La CEPLAC est un organisme de développement agricole, dépendant du ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, spécialisé dans le soutien de la filière cacaoyère.

personne par ces deux garçons connus et appréciés de tous. Ensuite, elle me permet de faire connaissance avec nombre d'agriculteurs familiaux et « chefs locaux » qui m'invitent à les rencontrer à nouveau pour ma recherche. Enfin, en raison de l'état encore très mauvais des routes (la saison des pluies s'achève seulement), nous avons dû solliciter inopinément à plusieurs reprises l'hospitalité de grands éleveurs de la région, à la nuit tombée. Fatigué, couvert de boue et mort de faim, ma première rencontre avec les éleveurs capitalisés de la région se passe pour le mieux. Les dîners sont ponctués des anecdotes de voyage qui, comme s'en félicitent mes hôtes, font comprendre au *gringo* ce qu'est la région. A leur tour, les éleveurs qui nous accueillent pour la nuit m'assurent leur soutien pour la suite de mon travail dans la région.

Cette traversée de la Terra do Meio me permet également de comprendre l'importance qu'y joue l'élevage et le procès de pastoralisation du territoire en cours. Les prairies occupent toutes les terres gagnées sur la forêt. Une évaluation grossière me conduit à penser que plus de 95 % des surfaces forestières défrichées sont couvertes de pâturages destinés à l'élevage bovin. A n'en plus douter, la frange pionnière de la Terra do Meio est aujourd'hui celle de l'élevage.

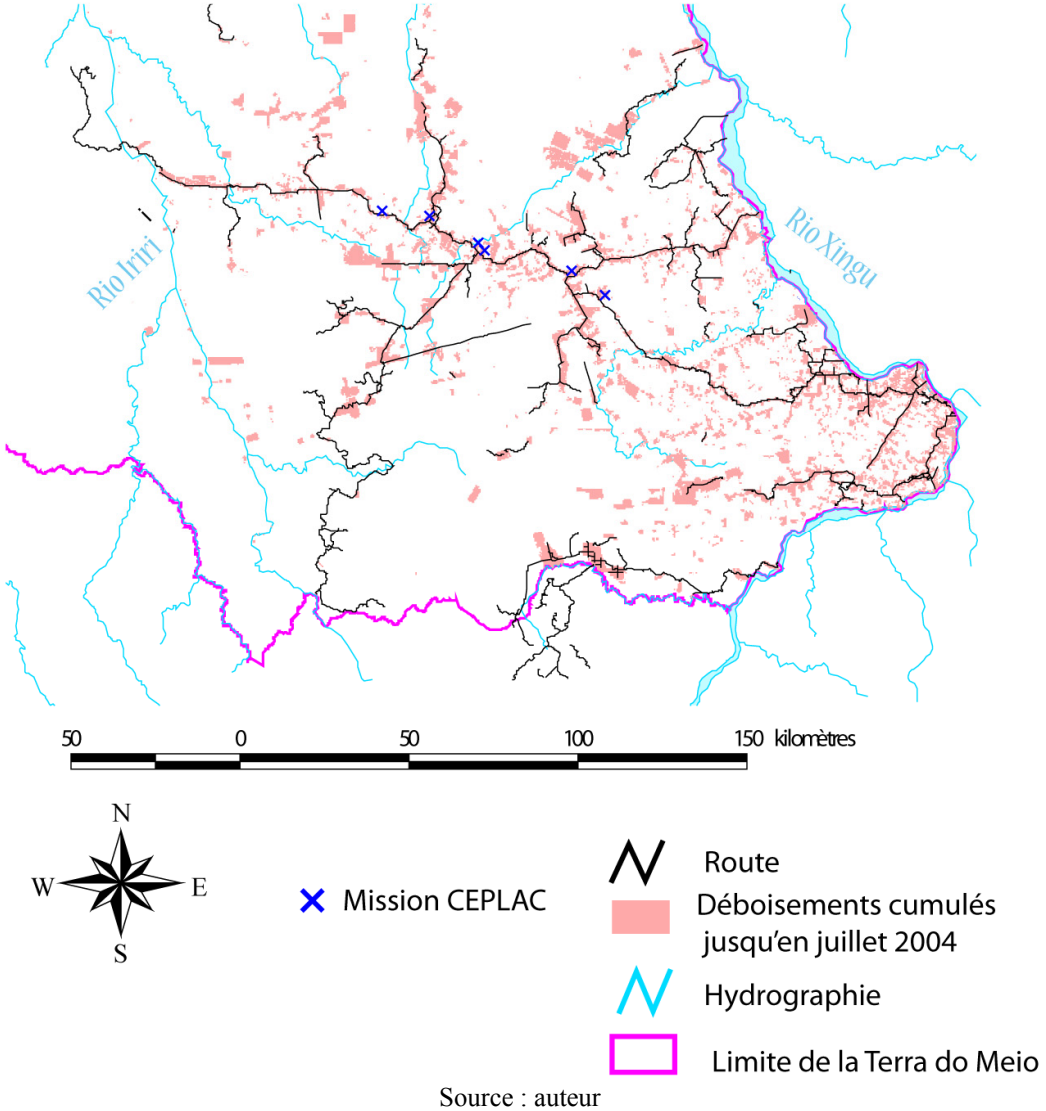
Mon retour dans la ville de SFX est suivi par l'arrivée de Pierre, Français, membre du Groupement de Recherche et d'Échanges Technologiques (GRET)[42] et basé à Santarém (Pará). Le GRET est engagé aux côtés de la CPT de Tucumã et de São Félix do Xingu dans un projet d'appui à l'agriculture familiale locale. Suite à une riche discussion durant laquelle je lui présente ma problématique de recherche, ce dernier me conseille fermement, accompagné par le Père Beto (venu pour l'occasion à SFX), de prendre ostensiblement mes distances vis-à-vis de la CPT. En effet, la recherche que j'amorce et que je souhaite poursuivre, doit me conduire à rencontrer et côtoyer l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion effective de la Terra do Meio, qu'ils s'agissent des agriculteurs familiaux ou des éleveurs latifundiaires capitalisés. Or, la CPT locale s'est illustrée depuis plusieurs années, conformément à son mandat, dans la dénonciation répétée des violences rurales, des formes de travail-esclave, de l'appropriation illégale des terres publiques, de la corruption des services de police, etc. L'institution s'est imposée comme le principal recours local des agriculteurs familiaux contre les exactions perpétrées par les propriétaires latifundiaires. Comme l'ont compris le Père Beto et Pierre, il serait excessivement risqué (et sans doute impossible) pour moi de mener un travail d'enquête auprès des grands occupants de terres locaux tout en étant assimilé aux membres locaux de la CPT. Je quitte le lendemain même les locaux de la Commission Pastorale de la Terre de São Félix do Xingu. Pour me protéger, nous conviendrons de ne plus nous rencontrer au grand jour.

Cette phase préparatoire m'a conduit à réaliser une série de choix en termes de méthode, de pratiques, d'identité, de stratégies d'investigation, de collaborateurs et de partenaires. Comme l'exprime J.-C. Combessie (2001[1996]) : « Un choix de méthode s'inscrit dans une stratégie de recherche. On ne peut isoler les méthodes, les abstraire, ni des voies ouvertes par les "intérêts" du chercheur (questions, valeurs, idéologies ou théories orientant les objectifs) ni des caractéristiques de l'information accessible » (: 9). Un retour réflexif sur les décisions prises pour suivre et analyser la conversation de l'espace forestier en espace fourrager dans la Terra do Meio me conduit à formuler le paradoxe dans lequel semble pris tout travail d'enquête *in situ* sur la pastoralisation de l'Amazonie en zone de frontière pionnière. D'un côté, la présence d'immenses étendues pastorales récemment implantées est évidente. Elle se

[42] Le GRET est une « association française de solidarité et de coopération internationale ».

donne à voir de manière immédiate. Elle crève les yeux : comment ne pas être frappé par les centaines de milliers d'hectares de pâturages fraîchement semés sur le bord des routes de la Terra do Meio ? Comment ne pas être surpris, alors que la région appartient au biome des « forêts sempervirentes tropicales » (Barbault 1997[1983]), de ne traverser que des espaces ouverts ? En quelques années seulement, la forêt a été repoussée à plusieurs dizaines de kilomètres le long des principales pistes de la Terra do Meio. De l'autre, le processus concret de conversion par défriche, brûlis et semis faisant suite à l'occupation des terres publiques, reste du domaine du caché, du non-dit. Interroger sur les pâturages est accepté, questionner sur les déboisements est jugé suspect. Etudier les pratiques d'élevage est encouragé, s'intéresser à la forêt est une faute qui attire la suspicion et entraîne la sanction. La frange pionnière trace la ligne de démarcation entre l'évident et le caché, entre le permis et l'interdit. En vertu des convenances sociales ou morales locales, il est malséant d'évoquer la pastoralisation, comme processus de conversion, parce qu'elle est de bout en bout illégale. Il s'agit d'un tabou.

Figure 19 – La mission des techniciens de la CEPLAC (28.06.2004-03.07.2004)



Source : auteur

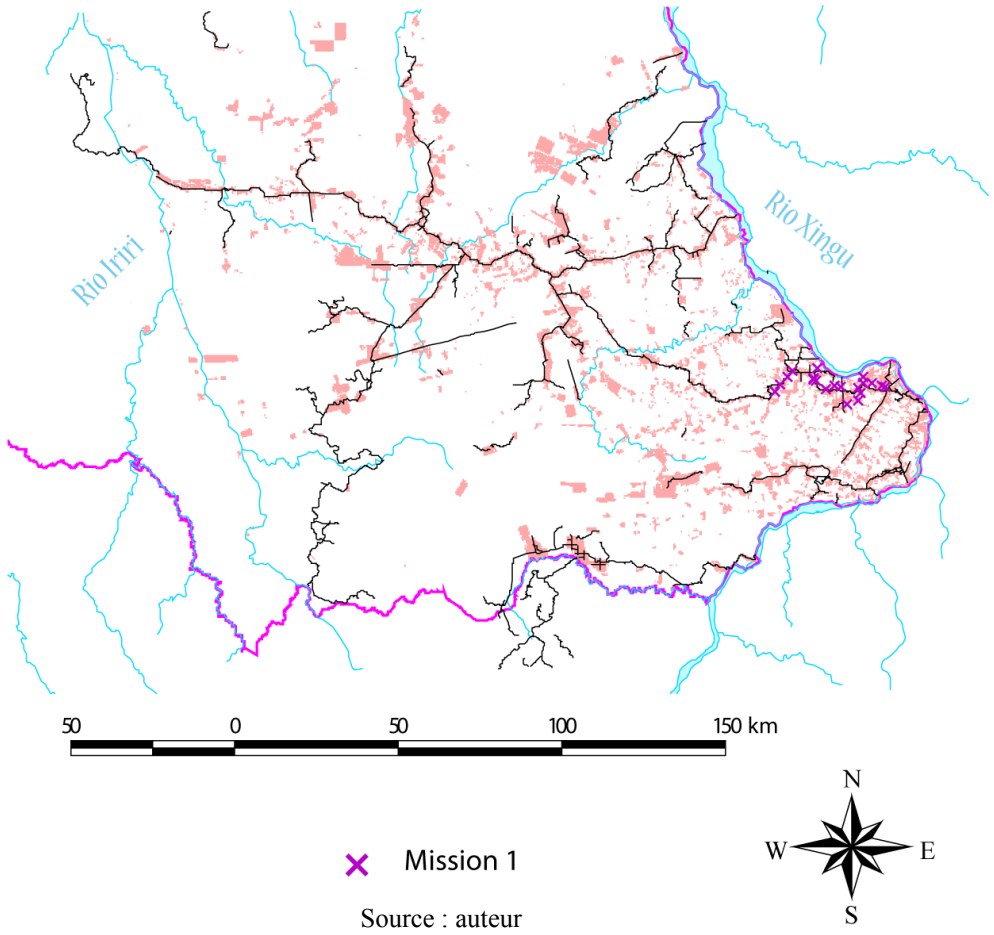
Les problèmes d'ordre méthodologique, théorique et pratique que je rencontre rejoignent selon moi ceux que mentionne M. Blundo (2003) à propos de la sociologie de la déviance et de la sociologie criminelle (enquêtes sur la délinquance, la prostitution, les circuits

commerciaux parallèles, l'économie de la drogue, etc.). Pour l'auteur, les principales caractéristiques en sont des « terrains d'accès difficile, fermés aux non initiés, demandant la mobilisation de méthodes d'approche appropriées qui ne sont pas sans poser des problèmes de caractère éthique et déontologique » (: 81). A chaque instant de l'enquête, à chaque rencontre, une même question se pose : comment aborder le thème qui m'intéresse sans risquer, d'une part de rompre la relation de confiance, si fragile, établie entre le chercheur et son interlocuteur et, d'autre part, de donner l'impression de chercher des aveux, en raison du caractère presque toujours illégal des pratiques observées. Apprendre à répondre habilement et prudemment à cette interrogation semble le seul moyen de reconstruire la gestion effective du territoire de la Terra do Meio.

3.1.2. Exploration-Reconnaissance

Mon départ de la CPT-SFX scelle l'engagement d'une enquête destinée à approcher l'ensemble des acteurs impliqués dans la pastoralisation de la Terra do Meio. Abandonnant la bicyclette pour la motocyclette, s'ouvre une période de reconnaissance et d'exploration de la Terra do Meio des routes. Elle prendra la forme d'une succession de missions[43] réalisées dans la Terra do Meio, séparées par des périodes de récupération (physique autant que morale) et d'investigation dans la ville de SFX. Les figures 20, 21, 22 et 23 présentent la localisation de tous les questionnaires passés lors des trois premières missions réalisées en solitaire dans le cœur de la Terra do Meio.

Figure 20 – Mission n°1 (08.07.2004-17.07.2004)



Source : auteur

N.B. Je renvoie le lecteur aux figures 18 et 19 pour la légende complète

[43] Je qualifierai par ce terme chacunes de mes incursions solitaires en motocyclette dans la Terra do Meio.

Figure 21 – Mission n°2 (22.07.2004-14.08.2004)

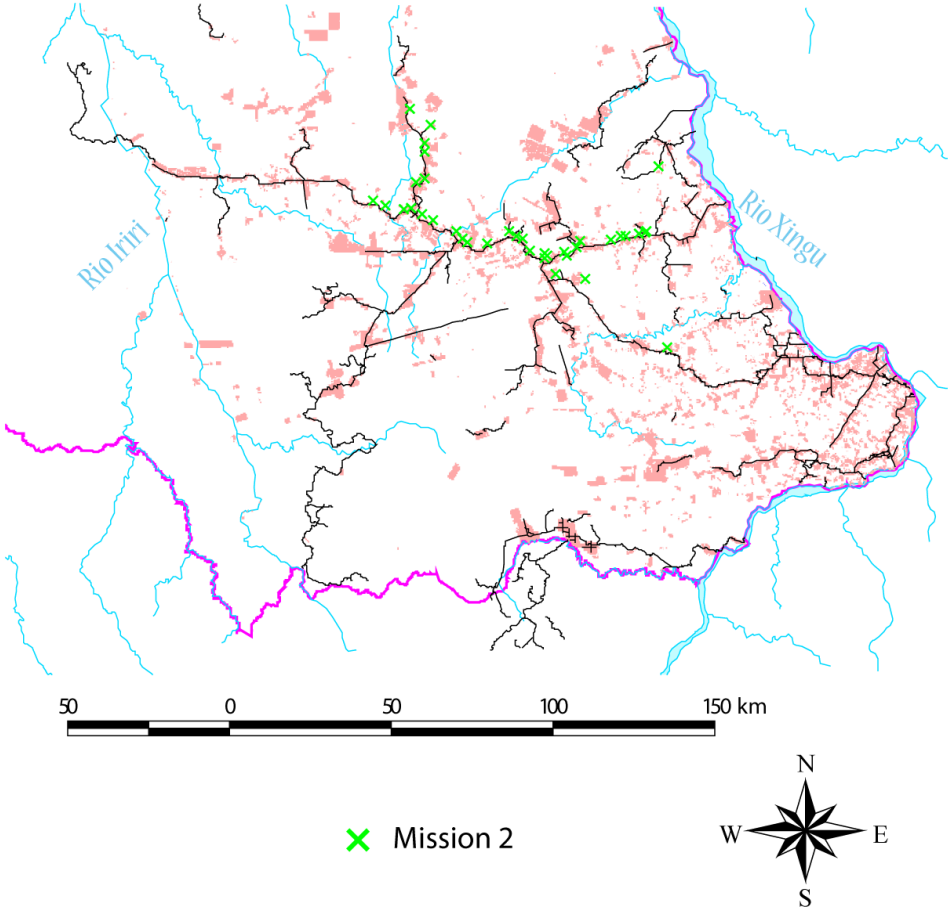
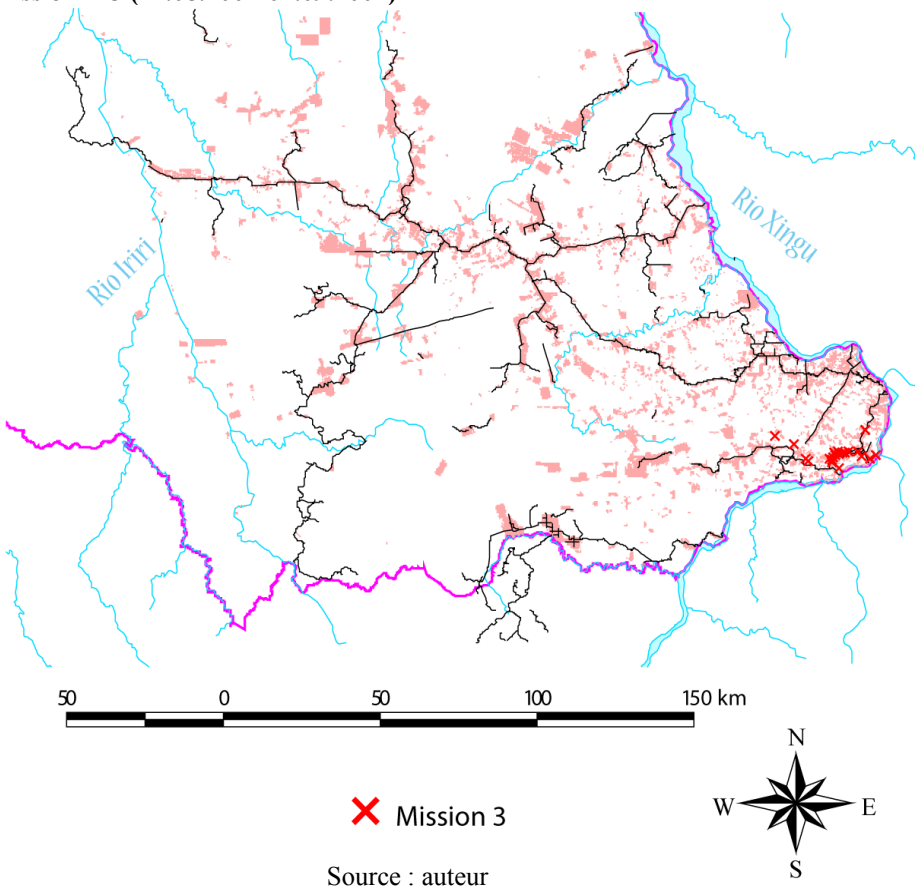


Figure 22 – Mission n°3 (27.08.2004-04.09.2004)



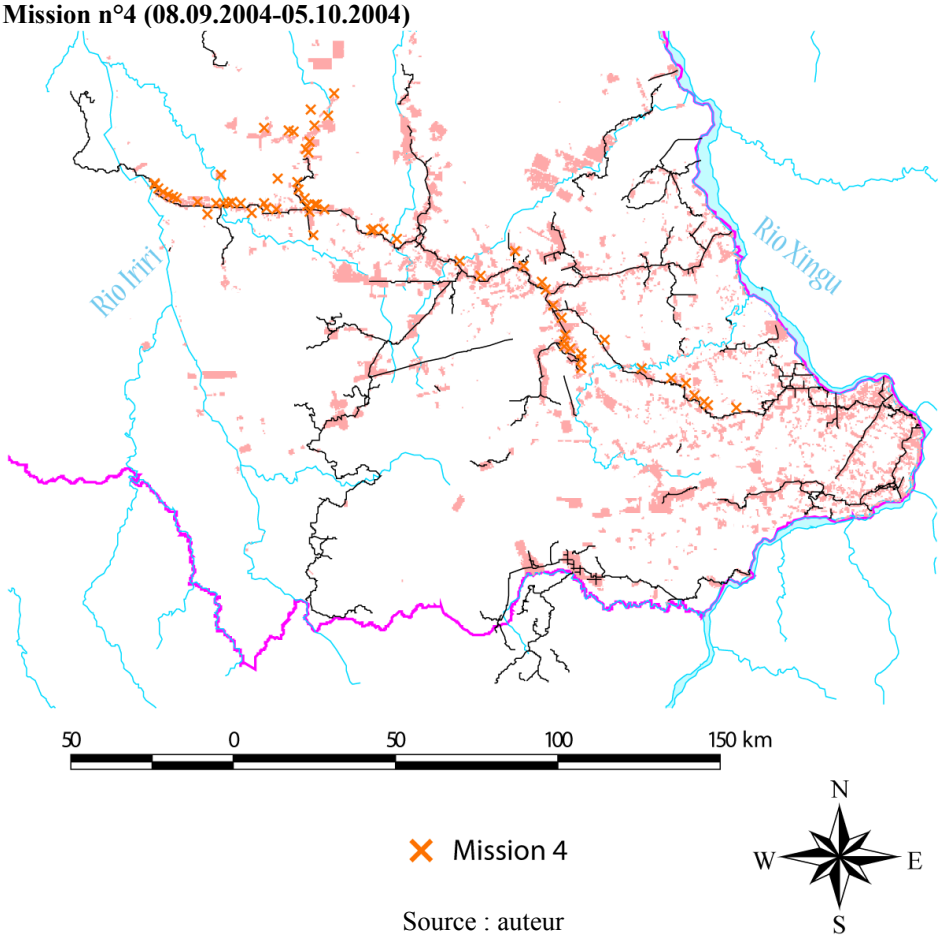
Source : auteur

N.B. Je renvoie le lecteur aux figures 18 et 19 pour la légende complète

L'objectif étant de reconnaître l'ensemble du territoire de la Terra do Meio des routes, je reproduis à chaque mission, de manière systématique, une même stratégie de recherche exploratoire. Elle consiste à me rendre de foyer en foyer pour y réaliser un entretien avec le chef de famille. Le soir venu, je dois compter sur l'hospitalité des familles rencontrées pour trouver une poutre où accrocher mon hamac pour la nuit. S'il m'est arrivé de sauter quelques repas, je n'ai jamais eu à me préoccuper de savoir où dormir. Dès le milieu de l'après midi, les familles enquêtées s'inquiètent de mon sort et proposent spontanément de m'héberger pour la nuit. Je mène donc à l'occasion de chaque mission une recherche itinérante qui me conduit de famille en famille où je passe entre une demi-heure et une journée ou deux.

Mon imprégnation grandissante de la société pionnière du Xingu-Iriri est ponctuée par des moments de mise à plat des données ou des hypothèses, à l'occasion de mes retours dans la ville de São Félix do Xingu. Ces séjours d'une à trois semaines me permettent une prise de recule (relative) par rapport à l'investigation de la Terra do Meio en cours. Les hypothèses émises sur la gestion effective du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio que je dégage lors de ces périodes de réflexion en ville sont testées et validées de manière itérative à chaque nouvelle mission. Je dresse les grandes lignes du plan de route à venir à partir des nouvelles hypothèses à tester, maintenant l'optique d'une poursuite du travail exploratoire.

Figure 23 - Mission n°4 (08.09.2004-05.10.2004)



Source : auteur

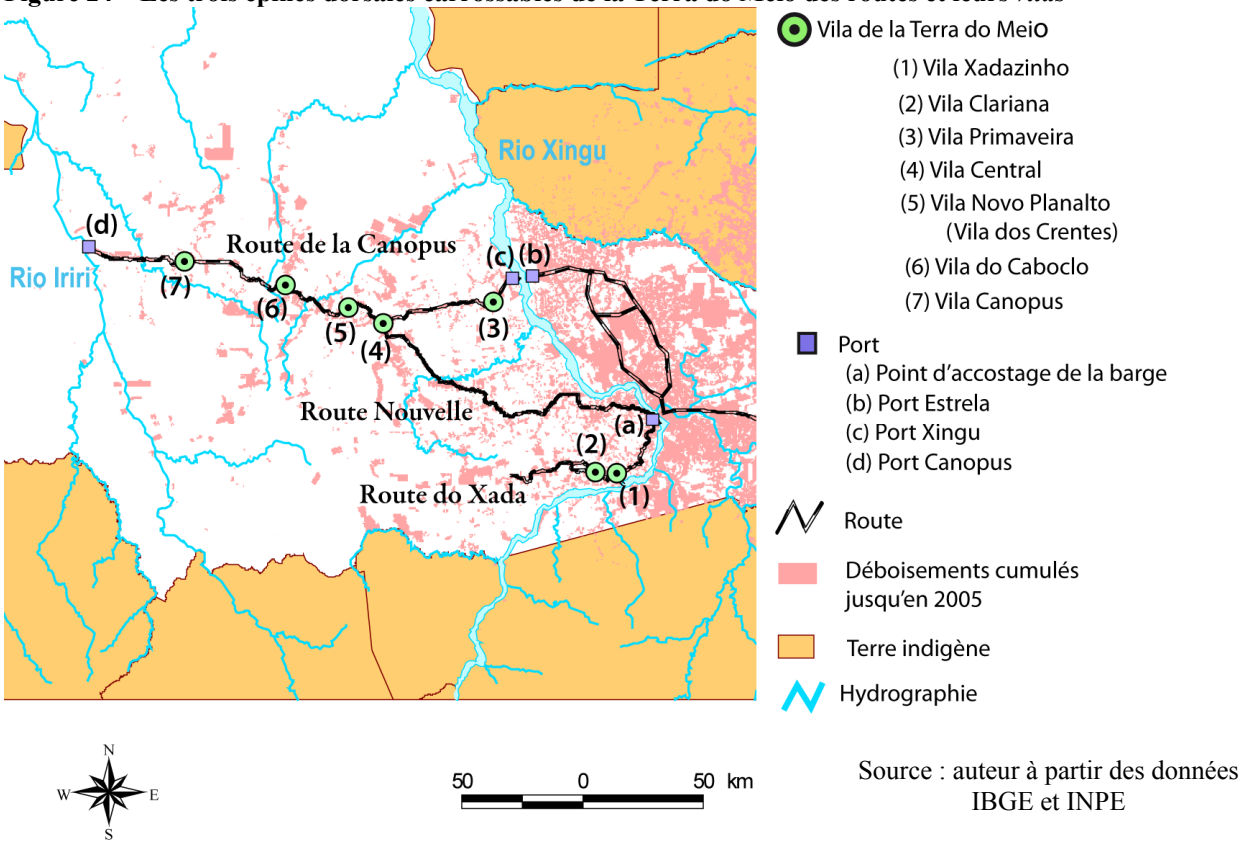
N.B. Je renvoie le lecteur aux figures 18 et 19 pour la légende complète

Cette pratique de recherche répond autant à l'objectif que je me suis fixé qu'aux impératifs matériels de la zone d'étude, qu'il convient ici d'expliciter. Le territoire de la Terra do Meio des routes peut être décrit comme un réseau de pistes plus ou moins carrossables articulé

autour de trois épines dorsales que sont la route de la Canopus, la Route Nouvelle et la route du Xadá (figure 24). C'est sur leurs bords ou le long des routes secondaires qui en partent (longues de quelques kilomètres tout au plus), que vit la grande majorité des habitants de la région. La population totale de la Terra do Meio des routes a été estimée par les auteurs du rapport (ISA-MMA 2003) à cinq mille individus. Ce résultat semble confirmé par la récente recherche menée le long de la route de la Canopus par la CPT, qui a dénombré un total de deux milles habitants (Sablayrolles (éd.) 2006). Les habitations éparses sont distantes de quelques centaines de mètres à plusieurs kilomètres parfois[44]. Sept *vilas* se sont formées le long de cette maille routière. Elles rassemblent chacune entre 20 et 70 habitations, quelques commerces, une pension, plusieurs bars et un lieu de culte. La Terra do Meio n'est pas reliée au réseau national d'électricité. Dans les *vilas*, les habitants les plus fortunés possèdent un moteur diesel mis en fonctionnement le soir pour alimenter les quelques ampoules de la maison et surtout pour suivre le feuilleton télévisé quotidien.

Conduire une enquête de terrain dans ces conditions conduit inévitablement le chercheur à compter sur l'hospitalité des habitants de la région. J'intègre très tôt cette dépendance à l'égard des populations locales pour le gîte et le couvert au cœur de ma stratégie de recherche. Si, comme je l'ai décrit, l'entretien semi-directif succède au questionnaire, le lecteur comprend désormais que celui-là est lui-même suivi du repas, de la sieste ou du coucher, du lever et de toutes les conversations libres qui les accompagnent. Il est alors question pêle-mêle de Paris, de la Tour Eiffel, de Zidane ainsi que du cours de la terre, des cycles économiques locaux, du calendrier annuel, de la gestion de l'exploitation, etc.

Figure 24 – Les trois épines dorsales carrossables de la Terra do Meio des routes et leurs *vilas*



Source : auteur à partir des données IBGE et INPE

[44] La densité populationnelle de la Terra do Meio des routes est très faible. À titre d'exemple, je remarquerai que la route de la Canopus qui mesure plus de 210 km de long ne compte, d'après P. Sablayrolles (éd) (2006), que 2 000 habitants.

Deux aspects complémentaires doivent à présent être abordés pour qualifier au plus près le corpus des données produites. Il s'agit de l'équipement employé et de l'échantillonnage réalisé. Le paquetage qui m'accompagne de foyer en foyer est sommaire. Il réunit : un hamac, des effets de toilettes, deux ou trois tenues de rechange, un ou deux livres, une trousse à outils et quelques stylos. Je garde toujours à porté de main le précieux carnet de terrain. Sur le porte-bagages de ma motocyclette XLR-150 de marque Honda (plus légère, plus maniable et dont les pièces de rechange sont meilleure marché que les plus grosses cylindrées rares dans la région) achetée d'occasion dans la ville de SFX, j'amarre un jerrican en plastique de quinze litres précautionneusement rempli d'essence au début de chaque mission. Il assure mon autonomie de circulation sur les routes de la Terra do Meio. Il m'arrive parfois de faire le plein dans l'une des trois stations service de la Terra do Meio (deux la *vila* Central et une dans la *vila* Canopus) ou dans le commerce de Chico Preto (dans la *vila* do Caboclo). Mais les livraisons de carburant sont trop aléatoires pour que je puisse m'y fier. Ma réserve d'essence permet aussi de m'enfoncer sans préoccupation le long des « lignes de *fazendas* »[45] m'éloignant de plus de 100 km de la pompe à essence la plus proche. Par ailleurs, le prix de l'essence dans la Terra do Meio, de deux à cinq fois plus élevé (en fonction de la distance) que celui du centre-ville de SFX, m'incite également à réduire le nombre de pleins dans la *vila* Central, la *vila* do Caboclo ou la *vila* Canopus. Finalement, il n'est pas rare que je distribue plusieurs décilitres d'essence dans les familles qui m'accueillent, lorsque celles-ci en manquent. Mes propositions de dédommagement pour le gîte et le couvert seront toujours repoussées avec vigueur. On me demande plus volontiers de rapporter de la ville, à mon prochain voyage, « ce qu'on ne trouve pas ici [dans la Terra do Meio] ». Il peut s'agir de bonbons ou de biscuits pour les enfants, des viennoiseries fraîches pour leurs parents ou des légumes en conserve.

Revenons à mon outillage d'enquête. Certains objets brillent par leur absence : le dictaphone, l'appareil photographique ou le Global Position System (GPS)[46]. Effectivement, je n'ai jamais eu recours à l'enregistrement des entretiens ou des conversations. On peut y voire, à la suite de J.-C. Combessie (2001[1996]), un défaut de jeunesse du chercheur de terrain qui craint d'enregistrer ce qui lui est donné à voir ou à entendre. Selon l'auteur, cette gêne traduirait la peur d'assumer sa position d'enquêteur. Cette observation tout à fait pertinente est sans doute justifiée à mon égard. Elle n'explique pourtant pas tout. D'abord, il convient de noter que la peur de l'enregistrement ne s'est jamais traduite par une autolimitation des prises de notes sur le vif. Bien au contraire, je me suis toujours fait violence pour consigner en temps réel, c'est à dire sous leurs yeux, les moindres paroles de mes interlocuteurs. Motif d'interrogation puis de plaisanteries, on parle volontiers de moi comme du « Français et son carnet ». Avec le temps, j'impose ma prise de note continuelle comme un aspect routinier de mon travail de recherche déclaré. Ensuite, je suis enclin à penser que les scrupules épistémologiques qui font des appareils électroniques d'enregistrement (dictaphones, caméras, appareil photographique ou GPS) des trouble-fêtes de la situation d'entretien en contexte d'illégalité généralisée, tel que celui de la frange pionnière pastorale de la Terra do Meio, ne sont pas infondés. J'ai pu mesurer à de multiples reprises la méfiance des acteurs locaux à l'égard de ces instruments qui, sous une forme ou sous une autre, sont capables de témoigner de manière excessivement précise des pratiques illégales (ou de leurs résultats telles que la présence de pâturages) et des

[45] J'expliciterai cette expression utilisée localement, pour décrire la disposition actuelle des *fazendas* de la Terra do Meio, dans le chapitre 2 de la section B.III.e.

[46] La localisation précise des exploitations visitées sur la carte de la Terra do Meio des routes a été rendue possible en croisant mon expérience du réseau routier local et l'information systématiquement recueillie lors des entretiens concernant la distance du foyer au point d'appareillage de la barge venant de la ville de São Félix do Xingu.

paroles échangées. Avec le recul, je suis porté à croire que l'absence de ces appareils d'enregistrement et de mesure a contribué à l'entretien de l'image que je souhaitais donner : celle de l'étudiant étranger inoffensif réalisant un simple stage dans le cadre de sa formation (est-ce si inexact d'ailleurs ?).

Par souci de transparence un autre point mérite d'être abordé. Je n'ai que tardivement consigné de manière systématique sous forme de descriptions mes observations des situations et interactions qui m'étaient données à voir. Les observations *in situ* dans la Terra do Meio n'ont donc pas donné lieu à un corpus fourni de données descriptives. Néanmoins, à l'état informel, latent, elles ont participé de ce que J.-P. Olivier de Sardan (1995) appelle « l'imprégnation quotidienne banale et discrète », cet apprentissage culturel silencieux et progressif qui échappe à toute tentative d'auto-analyse prend forme dans la richesse croissante des entretiens ainsi que dans l'amélioration de la qualité des données produites.

Le second aspect qu'il importe d'éclaircir est l'échantillonnage réalisé lors de la phase exploratoire de l'enquête de terrain. Cette question est épineuse puisque ma stratégie d'enquête a été, durant cette première phase, d'allier entretiens directifs[47] et entretiens semi-directifs. L'échantillon des entretiens directifs réalisés est bien évidemment biaisé, puisque le nombre et la composition du public sur lequel porte mon enquête sont mal identifiés. L'échantillonnage est né du croisement de quatre procédures de choix des individus interrogés. D'abord, il y a les indications ou recommandations faites lors d'un entretien qui influencent le choix du (ou des) suivant(s). Ainsi, face aux questions que je me pose, notamment sur l'histoire du processus d'occupation et de pastoralisation de la région, il n'est pas rare que mon interlocuteur m'invite à rencontrer untel ou untel qui « connaît bien ça », qui « a participé » à ci ou ça, qui « est très ouvert » et devrait m'aider dans ma recherche, etc. Je mets toujours à profit du mieux possible ces formes de recommandation qui facilitent grandement mon introduction auprès des familles rencontrées. Ensuite, même quand la recommandation n'a pas eu lieu, je m'efforce de rencontrer en personne le ou les individus dont il a été question, de manière directe ou indirecte, sur le mode déclaré ou voilé, lors d'un entretien. Je parviens ainsi à croiser les regards sur les interactions et interdépendances soulevées lors des conversations. Troisièmement, je structure mon exploration de la Terra do Meio des routes, sur une investigation et un raisonnement basé « sur les écarts » (Crozier et Friedberg 1977). Comme l'expliquent les auteurs, cette pratique consiste

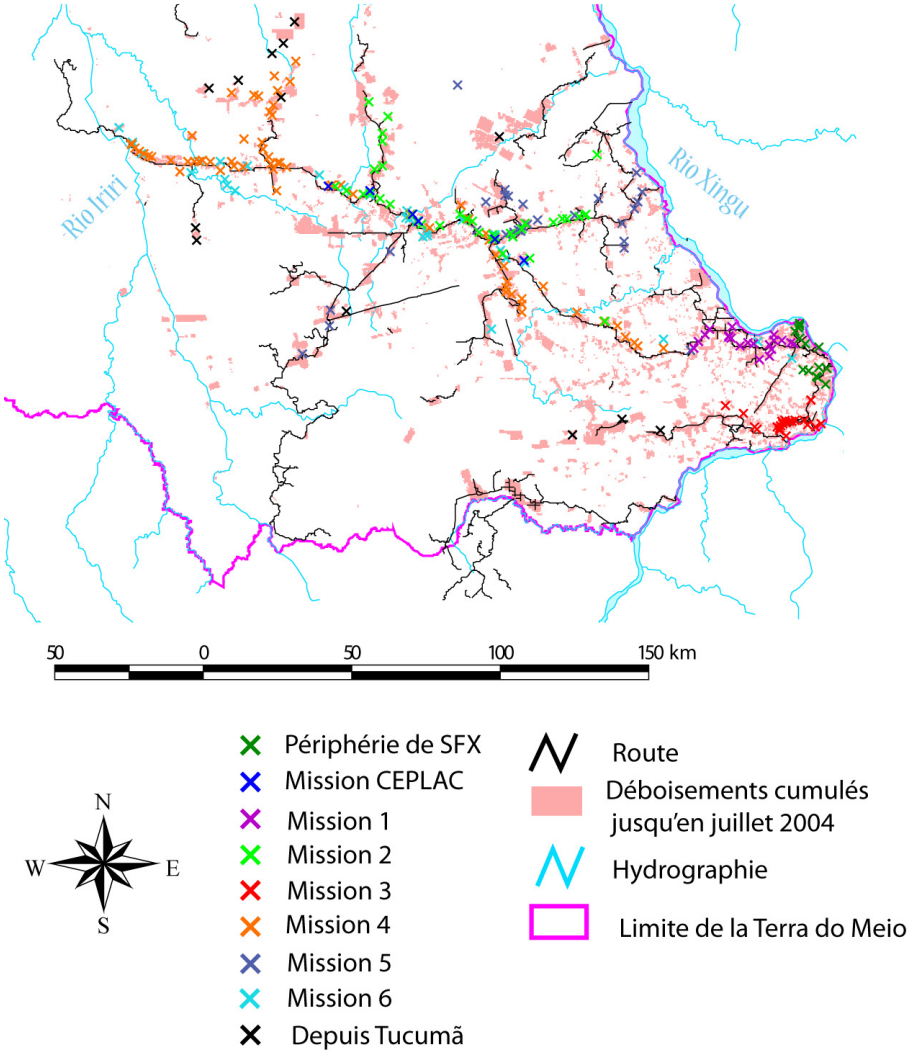
> « à se servir à tout moment, et de façon plus ou moins formalisée selon les phases de sa recherche, des données descriptives dont il dispose sur son champ pour formuler une série d'hypothèses sur ce qui devrait se passer, sur ce qu'il devrait observer si tout se passait « normalement », c'est-à-dire conformément à la logique et à la « rationalité » qu'il a suivies pour élaborer ses hypothèses. En confrontant ensuite celles-ci à la réalité des pratiques telles qu'il peut les observer, il découvrira toute une série d'anomalies ou « d'écarts » c'est-à-dire de conduites et processus qui ne semblent pas obéir aux « normes » rationnelles qu'il s'est lui-même données à travers ces hypothèses.
>
> Et ces « écarts » lui sont précieux. Car en lui indiquant les endroits ou les zones où ses hypothèses sont en contradiction avec les comportements réels des acteurs, où donc une autre rationalité que celle qu'il pouvait connaître commande les relations entre les individus et les groupes, ces « écarts » lui fournissent les points à partir

[47] Comme le font remarquer J.-P. Durand et R. Weil (1993), il conviendrait, pour qualifier mon recours à une suite de questions prédéfinies dans un ordre fixé, de parler d'« entretien directif » plutôt que de « questionnaire ». En effet, selon les auteurs, l'entretien directif ressemble fort à une enquête par questionnaire avec questions ouvertes (sans réponses préétablies). Il ne s'en différencierait que par la procédure d'échantillonnage : l'enquête par questionnaire renvoie à une procédure d'échantillonnage exigeante, de taille représentative de la population étudiée en vue d'une inférence statistique, ce qui n'est pas le cas de l'entretien directif.

> desquels son raisonnement peut s'articuler et se développer, les points dont la compréhension lui permettra de découvrir des caractéristiques de l'ensemble qu'il ne connaît pas encore. » (: 457-458).

Ce principe de raisonnement peut également être appliqué lors de simples observations : pourquoi n'y a-t-il aucune maison le long de la route durant deux kilomètres et subitement trois maisons presque à touche-touche ? Pourquoi cet individu-ci a-t-il planté du cacao alors que tous ses voisins on choisi de semer des graminées fourragères ? Pourquoi y a-t-il encore un bois en bordure de route dans ce virage ? Pourquoi y a t-il un grand propriétaire terrien au milieu de petits, et inversement ? Finalement, le dernier processus de sélection des personnes interviewées repose sur ma volonté de couvrir la diversité spatiale des pratiques de la frange pionnière du Xingu-Iriri. Cet objectif s'observe de manière assez nette dans le plan de route par tronçon ou zone mis en place lors de chaque mission (figure 25). Or, la visée exploratoire nécessite de couvrir, tant bien que mal, l'ensemble du territoire de la Terra do Meio des routes. Pour y répondre, j'ai dû réaliser un nombre d'entretiens non négligeable sur le mode aléatoire[48]. Bien que la « tentation du « porte-à-porte » » soit vivement déconseillée par S. Beaud et F. Weber (*op. cit.*) lors d'une enquête de terrain, elle s'est avérée payante lors de cette première phase dédiée à la reconnaissance de ma zone d'étude.

Figure 25 – La reconnaissance par tronçon de la Terra do Meio des routes



Source : auteur

[48] Je choisis par exemple de réaliser un entretien tous les cinq kilomètres, ou tous les trois ou quatre exploitations afin d'obtenir un échantillon conséquent pour chaque tronçon de route exploré.

Avec le temps mon identité locale évolue. Après plusieurs missions, je suis devenu l'« habitué » de plusieurs foyers où je m'arrête à chaque passage, de quelques minutes à quelques heures. Le bouche à oreille de la frange pionnière sur ma personne et mon travail dans la région va bon train. Quelques épisodes en particulier marquent mon identité locale : ma participation au rassemblement régional annuel (trois jours et trois nuits) organisé par la principale Eglise évangélique de la Terra do Meio (Assembléia de Deus), mon inexpérience criante comme pilote de motocyclette, mes pannes ou crevaisons à répétition ou encore le contrôle musclé par les agents de la police environnementale[49] dont je fais l'objet (cf. chapitre 3 section B-6.2.). Dès le mois de juillet, l'entrée hésitante de la motocyclette du « Français » jusqu'au seuil des maisons ne surprend plus, au contraire, elle est attendue. C'est ce qu'explique Ernesto, lors de ma quatrième mission, lorsqu'il m'accueille sur ces mots : « Je t'attendais… Je t'ai vu passer plusieurs fois devant chez moi sans que tu t'arrêtes. […] Et puis les voisins m'ont raconté. Alors je suis prêt à répondre à toutes tes questions. Mais rentrons d'abord. » Cette évolution de mon identité va me permettre d'ouvrir une phase plus intensive de mon enquête

3.1.3. Approfondissement

À mesure que mon statut de chercheur itinérant se stabilise, que le « Français » commence à faire partie du décor de l'été 2004 dans la Terra do Meio, ma stratégie d'entretien évolue. Je continue à appliquer studieusement les questions de l'entretien directif qui s'affirment comme d'utiles « procédés de recension » (Olivier de Sardan 1995). Mais ils sont désormais inclus dans un entretien semi-directif englobant dédié aux formes d'interaction existant entre mon interlocuteur et les autres protagonistes de la frange pionnière. Je commence à dégager des formes type de négociations et d'échanges entre les acteurs.

Les premiers résultats de cette construction et compréhension par induction de la frange pionnière du Xingu-Iriri se montrent particulièrement surprenants. Ils entrent en contradiction avec l'image assez commune de la frontière pionnière selon laquelle agriculteurs familiaux et éleveurs latifundiaires seraient exclusifs les uns des autres sur le territoire : les seconds chassant les premiers dès leur arrivée. Dans la Terra do Meio, que je connais entre juin 2004 et août 2005, il semble que ces deux groupes d'acteurs aient établi des formes de coexistence, mutuellement avantageuses, au travers desquelles ils ne cessent d'interagir les uns avec les autres. L'avancée fulgurante des déboisements apparaît alors comme le résultat du succès de ces négociations entre acteurs (cf. chapitre 3). Pour répondre à cette hypothèse forte, je décide, lors de ma quatrième mission, de systématiser la production d'informations et de formaliser la construction du système des relations locales au travers des outils conceptuels crozieriens tels que le « jeu » et la « stratégie ». Pour ce faire, il me faut approfondir davantage le « détour » par la subjectivité des protagonistes de la frange pionnière. À cette fin, je demande l'hospitalité pour quelques semaines afin que je puisse resserrer mon étude sur la région de la *vila* Central. Ce choix n'est pas anodin.

Lors de ma phase exploratoire, j'ai pu observer une grande homogénéité, du point de vue des acteurs et de leurs pratiques, le long de la route de la Canopus. Ainsi, il m'a semblé judicieux de choisir le lieu d'une enquête resserrée sur d'autres critères que ceux des pratiques de gestion mises en œuvre.

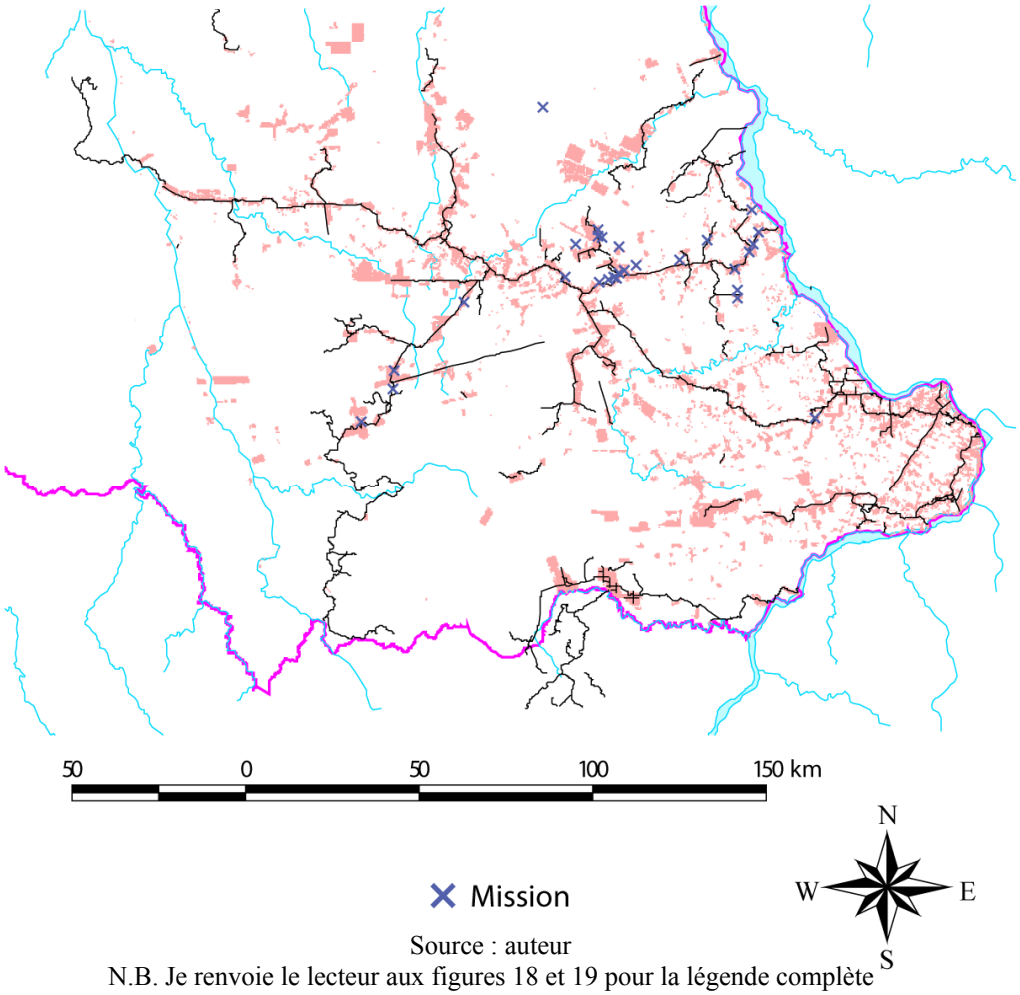
[49] Ce dernier élément se rapproche de manière presque carricaturale du célèbre récit de C. Geertz (1973 : 165-215). L'auteur décrit comment la descente de police dans une salle clandestine de combats de coqs où il se trouve lui permettra d'être accepté par la population locale.

D'abord, le foyer d'Adalberto compte parmi ceux dont je suis devenu l'hôte privilégié au fur et à mesure de mes missions. Ma première rencontre avec cet homme rondouillard à la bonhomie qui inspire confiance remonte à la traversée de la Terra do Meio réalisée au côté des techniciens de la CEPLAC. C'est dans son commerce de la *vila* Central que nous faisons notre premier arrêt pour reconstituer nos forces autour d'un verre de boisson gazeuse et d'un paquet de gâteaux. Depuis lors, chaque passage dans la *vila* Central est l'occasion d'un arrêt chez cette famille originaire du Ceará. Dès ma seconde visite, la famille aménage une pièce servant de débarras pour que je puisse y suspendre mon hamac. En raison, de mes arrêts fréquents chez Adalberto, je fais rapidement la connaissance de la plupart des habitants de la *vila* qui s'accoutument à mes va-et-vient. Ensuite, il faut reconnaître que la *vila* Central occupe une position privilégiée dans le territoire de la Terra do Meio des routes (cf. figure 24 et planche d'illustration n°2), puisqu'elle se situe au point de rencontre des deux seules pistes qui permettent de gagner, à partir de SFX, le cœur de la Terra do Meio et ses régions occidentales. Dans la *vila* Central, je peux rencontrer quotidiennement, ou entendre parler de, ceux qui y vivent mais aussi et surtout, ceux qui y passent. Il s'agit des camionneurs qui font escale avant de rejoindre l'une ou l'autre des *fazendas* de la région ou des éleveurs latifundiaires absentéistes venus pour quelques jours dans leur exploitation de la Terra do Meio.

La famille d'Adalberto m'hébergera pendant un peu plus d'un mois (22.10.2004 - 27.11.2004), lors de mon cinquième voyage. Je passe certaines de mes journées dans la *vila* Central, au rythme de ceux qui y vivent. Je participe bien volontiers aux tâches quotidiennes de la gestion de l'exploitation agricole d'Adalberto (observation du troupeau, mesure d'une surface de pâturage à nettoyer) et apporte mon aide à quelques autres. J'accompagne le long procès de production de *farinha* (farine de manioc) depuis l'arrachage des tubercules jusqu'à la torréfaction du produit du râpage. Je chasse en forêt avec les chiens et le fusil. Je prends part à la découpe collective de la vache vendue à la population locale. Je participe à la confection des briques de terre cuite pour la nouvelle habitation de Gustavo, etc.

Malgré ma participation à toutes ces activités, avec un plaisir non feint, je ne délaisse par pour autant mon travail officiel d'enquêteur. Car, pour mes interlocuteur, je reste l'étudiant « historien-agronome-géographe » venu étudier la dynamique pionnière de la région et ayant choisi de résider quelques temps dans la *vila* Central pour faciliter ses déplacements et approfondir son travail de recherche. Ainsi, comme j'ai pu m'en rendre compte, mes périodes « d'arrêt » étonnent et interrogent. Je poursuis donc mes entretiens semi-directifs/directifs ouverts et explore de nouvelles régions de la Terra do Meio (figure 26). Auprès des populations de la *vila* Centrale, que je fréquente quotidiennement, mon enquête de terrain prend un nouveau tour. Le questionnaire s'efface totalement pour laisser place à des entretiens guidés, à des observations ou à la participation à des discussions donnant lieu à des prises de note différées. Les descriptions commencent à s'insinuer dans les pages de mon carnet de terrain. Mais, l'acceptation locale du « Français et de son carnet » comme témoin privilégié des échanges de paroles concernant les *fazendeiros* de la région, les « hommes » de la police environnementale, les déboisements, le marchandage de terre ne va pas de soi. De même, la liberté de solliciter l'expérience ou l'avis de mes interlocuteurs sur des questions touchant au droit d'occupation de la terre, à l'histoire locale de l'appropriation foncière, à la nature des relations existant entre agriculteurs familiaux et éleveurs (grands ou moyens) devra être gagnée. Un épisode en particulier signe mon acceptation par la communauté locale des habitants de la *vila* et de ses alentours.

Figure 26 – Mission n°5 dans le cœur de la Terra do Meio (15.10.2004-27.11.2004)



Source : auteur
N.B. Je renvoie le lecteur aux figures 18 et 19 pour la légende complète

Les dimanches à la *vila* Central sont d'ordinaire assez calmes. Le silence est parfois troublé par les *peões* sortis des *fazendas* voisines pour dépenser leur argent en bière ou *cachaça* dans les commerces et bars de la *vila*, au son du poste radiophonique portatif grésillant les derniers succès du *brega* paraense. Entouré de quelques autres, je suis assis, comme à l'accoutumée, sur le perron du commerce de Tassio. Bien installés à l'ombre, une bière à la main, nous laissons s'écouler les plus chaudes heures de l'après-midi. Les discussions à bâtons rompus se succèdent lorsque le maître de maison, Tassio, sort subitement de son commerce et s'approche de moi. Il dit avoir un service important à me demander. Sa motocyclette est en panne et il lui faut se rendre aujourd'hui même jusqu' à la « rue » (dans la ville de São Félix do Xingu) pour une « affaire d'argent ». Son retour est prévu pour le lendemain dans l'après-midi, ou au plus tard, le surlendemain en milieu de journée. Mais encore faut-il que quelqu'un consente à lui prêter une motocyclette. Tous ses proches amis ont besoin de la leur. Alors il compte sur mon aide. Il me demande de lui prêter ma motocyclette.
Sa demande me tire brusquement de la douce torpeur dans laquelle je me trouve. Ma Honda XLR-150 est mon instrument de travail le plus précieux et le plus indispensable. S'il m'arrivait de la perdre, il me faudrait plusieurs jours pour gagner la ville de São Félix do Xingu, puis plusieurs semaines pour faire l'achat d'un nouvel engin, l'enregistrer à mon nom avant de revenir poursuivre mon investigation. A la perte de temps et à l'embarras, viennent évidemment s'ajouter le coût moral et financier. Alors que Tassio se tient devant moi et me demande les clés, les multiples complications qui découleraient de la perte, du vol ou de la casse de l'engin motorisé défilent dans ma tête. Mais ai-je bien le choix ? Comment ne pas

rendre ce service à Tassio, l'un des « petits chefs » de la communauté locale. Mon refus reviendrait à dresser un homme puissant contre moi. Ma lente tentative d'approche et d'intégration à la société locale serait lourdement compromise, d'autant que Tassio s'est déjà montré particulièrement soupçonneux à mon égard.
La mort dans l'âme, je lui tends les clés de ma motocyclette. Il s'en saisit et dans le même mouvement les offre à son voisin, Joaquim, en m'expliquant avec un large sourire que puisque je lui ai fait confiance et qu'il fait lui-même confiance à Joaquim, il n'y aucun problème à ce que ce dernier prenne la motocyclette pour se rendre en ville. Concluant sa démonstration par un « n'est-ce pas ? », il me place devant un nouveau choix. Je peux opposer mon refus et reprendre les clés des mains de Joaquim, ce maquignon et courtier en terres que je connais à peine. Mais puis-je vraiment faire machine arrière sans me condamner à subir de lourdes sanctions ?
Au comble du désespoir, j'accepte à nouveau. Qu'il parte. Après m'avoir remercié, Joaquim enfourche maladroitement la motocyclette et quitte la ville. Sa course est hésitante. Je demande fébrilement : « Mais, il sait conduire ? ». Tassio, le sourire jusqu'aux oreilles acquiesce « Oui, oui, un peu, je crois ». A ces mots, mes derniers espoirs s'envolent. Au pire, l'homme disparaît et je perds mon principal outil de travail. Au mieux, il met l'engin en pièce sur le trajet aller-retour de 250 km de mauvaises pistes. Mes jambes se dérobent, je tombe assis sur les marches du perron alors que les bruits du moteur s'éloignent. La tête basse j'imagine déjà la série de nouvelles épreuves qui s'annoncent.
Quelques instants plus tard, le vrombissement de la motocyclette se fait plus fort, elle semble rebrousser chemin ! Incrédule, je lève la tête. Tassio me décoche une violente tape amicale sur l'épaule et explose de rire en me demandant si j'ai apprécié la petite plaisanterie. Tous les hommes réunis autour de moi l'accompagnent de leurs éclats de rire. Me tendant une bière fraîche, il m'avoue que je l'ai surpris : « T'as pas la tête, mais t'es un gars, Français ». Il m'explique qu'il sait à présent qu'on peut compter sur moi, et qu'inversement je peux compter sur lui et ses camarades : « Maintenant, on sais que t'es avec nous ! ». Une demi-heure plus tard, tout le monde rit encore de moi lorsque Chico da Careta, qui n'avait pas assisté à la scène, gare sa motocyclette au pied du perron et, sans prendre le temps de descendre, demande : « Alors il l'a prêtée ? ». La moitié de la *vila* était dans le secret de l'épreuve qui allait m'être infligée. Des paris ont même été ouverts sur ma réaction.

Cet événement, rite d'intronisation caricatural, transforme profondément mes relations avec les habitants de la *vila* Central et de ses alentours. Je deviens coutumier des discussions matinales qui se tiennent sur le perron de Tassio. C'est en effet là qu'à peine levés, alors que la brume enveloppe encore la forêt, les hommes se regroupent pour prendre leur café et discuter des événements de la veille ou de la nuit (passage d'une camionnette, arrêt d'un camion). C'est là, que les routiers font escale au petit matin. Mes regards, mon écoute et mes questions sont désormais acceptées. Mes prises de notes n'attirent plus les commentaires inquiets. Toujours avec une grande précaution, j'aborde avec mes interlocuteurs locaux les sujets les plus délicats : l'action de la police environnementale, l'appropriation illégale des terres, la venue des *fazendeiros* dans la région. Logé chez Adalberto, je m'enfonce dans « l'implication douce » préconisée par J.-P. Olivier de Sardan (2000), grâce à laquelle « On n'attend pas de lui [le chercheur] qu'il soit candidat à la chefferie pour lui parler de pouvoir, qu'il cultive un champ de mil pour lui parler de systèmes de culture, qu'il se marie sur place pour lui parler de la parenté, qu'il soit possédé pour lui parler de génies » (: 433). Grâce à cette production de données intensives, je parviens à donner une cohérence aux éléments épars de la gestion effective. L'organisation de la frange pionnière du Xingu-Iriri commence à prendre corps. J'en dégage son évolution diachronique.

Alors que le système de relations d'interdépendances entre les acteurs locaux commence à se structurer dans mon esprit, que des schémas de l'organisation locale font leur apparition sur mon carnet de terrain, une pièce centrale reste manquante : les *fazendeiros*. Comme l'illustre la figure 25, qui reprend la localisation de tous les entretiens directifs réalisés dans la Terra do Meio, je n'ai pas hésité à m'éloigner de soixante-dix à cent kilomètres de la route de la Canopus pour visiter les *fazendas* d'élevage de la Terra do Meio[50]. Dans le meilleur des cas, j'ai été accueilli froidement par le vacher ou le garde de l'exploitation qui m'informe que le propriétaire absentéiste vit à plusieurs centaines ou milliers de kilomètres de là. Ces employés, souvent méfiants parfois menaçants, me décrivent grossièrement le système d'élevage et la gestion de l'exploitation. Les questions plus précises concernant l'histoire de la formation de la *fazenda* ou son propriétaire restent sans réponse. L'atmosphère de ce qu'on désigne localement comme les « lignes de *fazendas* » est bien différente de celle du bord des principales routes, là où se masse la population de la Terra do Meio des routes.

Il est rare de rencontrer qui que ce soit lorsque l'on parcourt les lignes de *fazendas*. On suit péniblement une piste forestière à peine carrossable avant de déboucher soudainement sur un espace ouvert de plusieurs centaines d'hectares, entièrement défriché et couvert de pâturages à perte de vue. On n'y croise que des troupeaux de bovins qui paissent librement dans ces immenses prairies ouvertes au milieu de la forêt. Ces prairies artificielles attestent bien évidemment de la présence d'une *fazenda* mais où se trouve le corps de ferme ? Les sillons ocre ouverts par les troupeaux au milieu de l'étendue fourragère semblent se ramifier à l'infini pour prendre toutes les directions. Sans clôtures pour délimiter les pâturages, on peut s'enfoncer sur des kilomètres sans trouver le moindre indice de vie humaine. Les traces laissées par les *pick-up*, motocyclettes ou chevaux sont régulièrement effacées par la pluie ou les piétinements bovins. Aucune plaque, aucun panneau n'indique le lieu, le nom de la *fazenda*, la direction ou quoi que ce soit d'autre. Il m'est arrivé de chercher pendant des heures le siège d'une *fazenda*, sous un soleil de plomb, avant d'abandonner, poursuivre ma route et tenter ma chance dans la suivante. Encore faut-il savoir quelle direction prendre… Quand par bonheur je découvre le siège de la *fazenda* (une habitation en bois, parfois une bâtisse de parpaings accompagnée d'une étable), il est souvent vide. Il me faut inspecter les lieux à la recherche des traces indiquant une présence humaine récente. Puis commence l'attente de l'occupant qui parfois ne prendra fin qu'au retour du vacher, après plusieurs heures.

J'ai vanté plus haut l'hospitalité sans égale des habitants du bord des routes principales de la Terra do Meio (qu'il s'agisse d'agriculteurs familiaux, d'éleveurs patronaux ou capitalistes), il en va tout autrement dans les lignes de *fazendas*. Si certains vachers ou contremaîtres m'accueillent avec plaisir et semblent satisfaits d'avoir de la compagnie pour quelques heures, il en est qui refusent froidement de me recevoir et de me parler. D'autres encore, menacent « l'espion », arme au poing. Lorsqu'il m'arrive, rarement, de rencontrer le *fazendeiro* en personne, il se montre d'une extrême méfiance à mon égard. Toujours sur la défensive, il se prête au jeu des questions-réponses et cherche à en finir au plus vite. Ses réponses sont brèves, sèches et volontairement mensongères. Je profite de la bonne prise de contact avec certains vachers pour recouper les informations. En leur compagnie, je reprends une à une mes notes et découvre, sans trop de surprise, que j'ai été grossièrement trompé. La triangulation des informations indique que tout a été systématiquement minimisé : la surface totale occupée, la taille des pâturages, le cheptel. Certains déguisent leur nom, d'autres mentent sur leur Etat d'origine.

[50] J'y reviendrai en détail par la suite, mais il convient dès à présent de noter que si le bord des pistes principales de la Terra do Meio est peuplé par les agriculteurs familiaux peu capitalisés, les zones périphériques sont, quant à elles, occupées par les grands propriétaires terriens.

A mon départ de la Terra do Meio et du *município* de São Félix do Xingu, le 27 novembre 2004, après plus de six mois d'enquête de terrain, ma reconstruction des stratégies des *fazendeiros* de la Terra do Meio, au sens crozierien du terme, est encore bien lacunaire. Je détiens, certes, quelques éléments tangibles qui permettent de structurer mon raisonnement autour de la construction de l'organisation de la frange pionnière du Xingu-Iriri, mais des points clés me manquent encore pour cerner le rôle central joué par ces personnages dans la pastoralisation du territoire.

3.2. Avec les *fazendeiros*

3.2.1. Entre hasard et prise d'initiative

Je quitte le sud du Pará à la fin novembre pour participer quelques jours plus tard (le 30 novembre 2004) à la réunion « Terra do Meio, réalités et perspectives » organisée dans les locaux de l'IPAM, à Belém. Grâce à mon insistance et à l'intervention en ma faveur de Stefano (CPT-Altamira), ma présence a finalement été acceptée dans cette rencontre qui réunit tous les acteurs de la gestion intentionnelle de la Terra do Meio (CPT, IPAM, ISA, CI, WWF, ED, MPEG, ministère Public Fédéral, IBAMA). Outre l'observation directe des relations entre les différents acteurs de la gestion intentionnelle, l'enjeu de la réunion est aussi pour moi de signaler à ses participants mon retour du terrain de la gestion effective. La réunion se passe pour le mieux. Bien que je n'aborde que l'ébauche de résultats de recherche, mon expérience et ma connaissance de la région intéressent plusieurs des participants.

Afin de me permettre d'entamer le traitement systématique des données de terrain produites, l'anthropologue du Museu Paraense Emilio Goeldi (MPEG), Roberto Araújo, dont j'ai fait la connaissance quelques mois plus tôt, parvient à libérer pour moi une salle du MPEG. Cette période marque ma première véritable prise de distance physique et intellectuelle par rapport aux acteurs de la gestion effective de la Terra do Meio. Par son énergie, son expérience des sociétés de frontières pionnières (tant pratique que théorique) et ses idées bouillonnantes, Roberto Araújo a été un catalyseur puissant de mon retour réflexif sur les dynamiques pionnières dont j'ai pu être l'observateur privilégié.

Une vingtaine de jours après mon arrivée à Belém, j'apprends que la réalisation de deux audiences publiques vient précipitamment d'être décidée par le ministère de l'Environnement (MMA), l'IBAMA et la SECTAM. Les audiences ont pour thème la création de deux aires protégées dans la Terra do Meio. La première est prévue trois jours plus tard dans la ville d'Altamira (20.12.2004) et la seconde est fixée le lendemain dans la ville de São Félix do Xingu (21.12.2004). Après avoir obtenu confirmation de la nouvelle auprès des responsables de la SECTAM, je prends le premier bus en direction de São Félix do Xingu. A mon arrivée, la ville est en ébullition. Les haut-parleurs des quatre coins du centre-ville annoncent en boucle l'événement du lendemain. J'apprends par les membres de la *prefeitura* qu'un fax est arrivé le jour même (20.12.2004), envoyé par la SECTAM. Il présente officiellement l'ordre du jour : « Création de réserves des Terres do Meio Iriri ».

Le 21.12.2004, à 10h25 précisément s'ouvre l'audience publique dont un *poster* annonce aux participants l'objectif : « Présentation et Discussion de la proposition de création d'un parc national et d'une station écologique dans la Terra do Meio ». Après avoir salué plusieurs connaissances, je prends place au deuxième rang, entouré des *fazendeiros* de la Terra do Meio dont certains visages ne me sont pas inconnus. Mon voisin m'explique à voix basse que tous les *fazendeiros* de la Terra do Meio semblent s'être réunis pour l'occasion. Ils sont venus de

Tucumã, Xinguara, Redenção ou de plus loin encore. Lui-même a parcouru en toute hâte les 260 km qui séparent la ville de Xinguara de celle de São Félix do Xingu.
L'audience publique à laquelle j'assiste se déroule de manière bien différente de celle qui s'est tenue la veille dans la ville d'Altamira, où les prises de parole des représentants du mouvement socio-environnemental local se sont succédées pour saluer et apporter leur soutien au projet de création des aires protégées. A São Félix do Xingu, les *fazendeiros* de la Terra do Meio, leurs représentants et les personnalités politiques présentes protestent avec véhémence contre le projet de création des unités de conservation de protection intégrale. Sous la pression populaire, les représentants gouvernementaux n'ont d'autre alternative que d'accepter la possibilité de réviser leurs plans au regard d'une « contre-proposition » formulée par les *leaders* de l'opposition locale. La force avec laquelle les *fazendeiros* défendent ce que le président de l'association Agropastorale des Producteurs des Terres du milieu (Associação agropecuária dos produtores das terras do meio – XINGURI) nomme « la culture des déboisements » prend au dépourvu les organisateurs.

La réunion close, les *fazendeiros* qui m'entourent restent sur les lieux et tentent d'organiser leur résistance. Malgré l'agitation, je m'efforce de suivre le président de l'association XINGURI, rencontré quelques semaines plus tôt, qui s'affirme comme le principal porte-parole des *fazendeiros* et coordinateur de la contre-proposition. Alors qu'un débat improvisé s'ouvre sur les éléments à intégrer dans cette contre-proposition, je prends à plusieurs reprises la parole pour proposer mon aide et mettre à disposition les informations recueillies lors de mon enquête de terrain[51]. Dans l'urgence du moment, mon aide est acceptée sans trop de difficulté. Certains la jugent particulièrement opportune. C'est le cas de José, chez qui les *fazendeiros* doivent se réunir l'après-midi même, dans la ville voisine de Tucumã, pour élaborer leur contre-proposition.

Je parcours les 100 km qui séparent la ville de São Félix do Xingu de celle de Tucumã, dans la camionnette d'un *fazendeiro* rencontré quelques semaines plus tôt dans son exploitation de la Terra do Meio. Il me conduit jusqu'à la maison de José. J'y découvre un bureau équipé d'un émetteur-récepteur radiophonique, d'un ordinateur connecté à Internet, d'une imprimante et de nombreuses cartes topographiques de la région de la Terre do Meio placardées au mur et abondamment crayonnées. Quand j'arrive chez lui, José est assis devant l'ordinateur. Il rectifie laborieusement, à l'aide du logiciel Paint de Microsoft, une carte colorée représentant les aires protégées présentées lors de l'audience publique. Il s'agit en réalité d'une carte de la proposition du Macro Zonage Ecologique Economique de l'Etat du Pará (MZEE-PA) trouvée sur Internet. Les limites des aires protégées ne sont pas exactement celles présentées par les autorités le matin même. Faute de mieux, ce fond de carte s'avère bien suffisant pour construire la contre-proposition.
Malgré son diplôme d'architecte et sa pratique répétée de géomètre au service des plus puissants *fazendeiros* de la Terra do Meio, José n'a qu'une connaissance médiocre du logiciel de dessin. Il est handicapé par une presbytie naissante. Alors que je lui donne quelques conseils par-dessus l'épaule, m'impatiente de ses erreurs puis mets la main sur la souris, il me cède sa place devant l'écran. Ensemble, nous réalisons les premières retouches graphiques et commençons à modifier les limites des aires protégées. Quelques minutes plus tard, les premiers *fazendeiros* font leur entrée dans le bureau de celui qui est également le trésorier de l'association XINGURI. Passée la surprise initiale de me retrouver aux commandes de

[51] Je précise que j'avance cette proposition avec l'intime conviction, suite aux entretiens réalisés avec les responsables de la SECTAM quelques jours plus tôt, que les dés sont déjà jetés. L'aide que je pourrais apporter aux *fazendeiros* n'a auncune chance de remettre en cause la création inexorable des aires protégées.

l'opération informatique, chacun vient à tour de rôle, studieusement, s'asseoir à mes côtés pour m'indiquer avec précision (sur les conseils de José) la localisation exacte de la terre occupée dans la Terra do Meio et ses limites. Un a un, les *fazendeiros* veillent, avec une attention extrême, à ce que j'extrais intégralement leur possession du projet de création des aires protégées gouvernementales.
Je reste à mon poste pendant presque douze heures d'affilées. Il est plus de deux heures du matin lorsque le dernier des *fazendeiros* pénètre dans le bureau de José. L'urgence de la situation (les représentants gouvernementaux n'ont accordé que deux semaines pour présenter la contre-proposition) à raison des caractères les plus méfiants. Tard dans la nuit, la tâche s'achève enfin. Les démembrements successifs des aires protégées les ont réduites à peau de chagrin. L'aire totale couverte par les unités de conservation excisées représente, sur cette première carte, moins de la moitié de celle présentée la veille par les représentants gouvernementaux. Les *leaders* des *fazendeiros*, qui ont accompagné toute l'opération, se rendent d'eux-mêmes à l'évidence : une telle contre-proposition n'a aucune chance d'être prise au sérieux par les autorités. Il faudra refaire le travail, dès le lendemain, en demandant à chacun de n'extraire qu'une partie de sa possession.
Le jour suivant, de multiples négociations s'ouvrent entre les *fazendeiros*. Chacun doit se résoudre à perdre une partie de la terre qu'il occupe pour le succès de l'entreprise collective. J'assiste avec grand intérêt à ces tractations et distille quelques conseils sur la stratégie à suivre, m'appuyant sur ma connaissance des points jugés non négociables par les pouvoirs publics tels que le respect d'une taille minimale pour les aires protégées, le maintien d'un corridor écologique entre leurs parties nord et sud ou la nécessité de maintenir la Serra do Pardo et sa magnifique cascade à l'intérieur des limites. Mes remarques participent à l'élaboration finale de la carte de la contre-proposition défendue par les *fazendeiros* de la Terra do Meio (cf. annexe 2).

Les deux jours de travail intense dans la ville de Tucumã préfigurent la fonction de consultant que j'occupe quelques semaines plus tard auprès des *fazendeiros* de la Terra do Meio, et plus particulièrement des responsables de l'association XINGURI, dans la ville de Belém. En effet, afin de gagner le soutien de la SECTAM (représentant l'Etat du Pará dans les négociations avec l'Union à propos de la création des aires protégées), les *fazendeiros* organisent une réunion (le 10 janvier 2005) avec le Secrétaire de l'institution. Pour renforcer leur contre-proposition et multiplier les contacts avec ceux qui pourraient l'appuyer politiquement, plusieurs membres de l'association XINGURI décident de prolonger leur séjour à Belém. Dans la capitale, je continue à mettre à leur service mes connaissances informatiques et celles relatives au projet de création. Je rédige des notes de synthèse sur la législation en vigueur sur les aires protégées, sur la nature des aires protégées prévues pour la Terra do Meio, sur les conséquences de la création en terme de restriction d'usages, etc. Je facilite également leur mise en relation avec les agents de la SECTAM que j'ai côtoyé quelques semaines auparavant. Quels sont les gains réels venant récompenser mon travail de consultant et mon rapprochement des *fazendeiros* de la Terra do Meio?

En premier lieu, j'ai pu obtenir des informations cartographiques précises sur l'occupation du territoire de la Terra do Meio par ces acteurs. J'ai également eu l'opportunité d'observer les *fazendeiros* de la Terra do Meio dans un contexte d'urgence propre à révéler les principes fondamentaux de leur vision du monde, leur mode d'organisation et leur analyse stratégique de la situation. Les quatre semaines passées à leur côté dans la capitale de l'Etat du Pará me permettent encore de réaliser quelques entretiens sur le vif. Néanmoins, ces derniers restent rares, car l'action en cours ne s'y prête guère. L'accord que nous concluons fixe à plus tard ma juste rétribution.

De fait, la question de ma rémunération se pose assez rapidement. Je comprends, après plusieurs refus, que cette réaction n'est pas appropriée. Décliner le paiement du service rendu revient, aux yeux de mes partenaires, à dénier l'engagement réciproque qui nous lie et renier la relation (professionnelle et humaine) qui s'établit entre nous. Comme l'un d'entre eux le dira « tu as honte de travailler avec nous, ou quoi ? ». Je décide finalement d'accepter les petits « cadeaux » qui me sont faits et les promesses d'un dédommagement futur à la mesure de mon travail (en terre, argent liquide et/ou bovins)[52]. Afin de clarifier mes attentes auprès des *fazendeiros*, je prends le parti de formuler explicitement une demande en termes d'entretiens futurs. Comme je tente de l'expliquer, mon intérêt ne va pas, pour l'instant, à l'argent mais bien à la réalisation d'une enquête fine et documentée sur ceux que l'on considère encore comme les « vilains » de l'Amazonie et qui, plus que quoi que ce soit d'autre, garantira mon avenir professionnel.

3.2.2. « Être pris » : de l'engagement aux mots

Le contrat informel liant mon activité de consultant à la réalisation future d'entretiens peut surprendre le lecteur. Outre les questions déontologiques que ne manque pas de soulever un tel pacte (abordées en conclusion de cette thèse), il est loisible de se demander si ma demande expresse d'entretiens ne s'avérerait pas contre-productive, dans la mesure où sa formulation même en interdirait la réalisation. Cette remarque, pertinente, mérite que je m'y arrête quelques instants. Elle éclaire le lien étroit existant entre place de la parole, accès à l'information et engagement du chercheur. La dynamique de ce triptyque, tel que j'ai pu en faire l'expérience sur une frontière pionnière amazonienne, renvoie à la recherche en anthropologie des sorts menée par J. Favret-Saada (1977) dans le Bocage mayennais. Pour l'auteur :

> "Parler, en sorcellerie, ce n'est jamais pour informer. Ou si l'on informe, c'est pour que celui qui doit tuer (le désenvoûteur) sache où faire ses coups. Il est littéralement incroyable d'informer un ethnographe, c'est-à-dire quelqu'un qui assure ne vouloir faire aucun usage de ces informations, qui demande naïvement à savoir pour savoir. Car c'est une parole (et seulement une parole) qui noue et dénoue le sort, et quiconque se met en position de la dire est redoutable. Le savoir sur les sorts attire l'argent, accroît la puissance, déclenche la terreur : réalités autrement fascinantes aux yeux de l'interlocuteur que l'innocente accumulation du savoir scientifique, la rédaction d'un ouvrage bien documenté ou l'obtention d'un grade universitaire" (: 26).

Cette citation emblématique va me permettre d'éclairer mon propre vécu. Comme dans le bocage de l'Ouest français, le savoir en contexte de frontière pionnière est pouvoir. On se rappelle du paradoxe de la pastoralisation de la Terra do Meio : si l'espace fourrager est immédiatement accessible au regard de tout voyageur qui emprunte les pistes de la Terra do Meio des routes, le processus reste quant à lui dans secret, dissimulé, tabou. En frange pionnière, là où l'illégalité des pratiques est la règle, savoir c'est pouvoir dénoncer ou avertir, c'est avoir une arme contre la situation et ses protagonistes, c'est aussi pouvoir exercer un chantage, c'est toujours être menaçant ou potentiellement dangereux. Dans la région du Sud-Pará, ne parle-t-on pas d'« archives brûlées » lorsque des hommes de main qui en savaient trop sont retrouvés morts au matin sur une route forestière abandonnée ? Savoir c'est pouvoir faire-savoir. C'est une modalité du « parler c'est faire ».

On comprend à présent que si les *fazendeiros* respectent la parole donnée et acceptent de me parler, ça n'est sans doute pas parce que ma démonstration de l'importance de leurs mots pour ma recherche et ma carrière les a convaincus. C'est plus certainement que ma pratique de consultant leur a montré que pour moi aussi, savoir c'est pouvoir. Pour eux et avec eux, je

[52] Comme je n'y reviendrai jamais, le dédomagement futur ne sera jamais acquité.

transforme les savoirs acquis en pratiques : mes conversations passées avec les agents de la SECTAM deviennent des contacts et des sources de conseils dont ils profitent, ma connaissance des lois prennent la forme de notes de synthèse et de guides à l'action, les données recueillies sur les kilomètres de clôtures, les milliers de têtes de bétail, le nombre de salariés, les surfaces « mises en valeur » par les pâturages deviennent des points clés de l'argumentaire qui présente les pratiques locales comme productives. Avec moi aussi, les informations deviennent actes. Et, point essentiel, j'apporte la preuve que l'agir ne se retournera pas contre eux. Comment peuvent-ils en avoir la certitude lorsqu'ils décident de me parler ?

La réponse est simple. Si je sollicite sans crainte leurs paroles, les reçois sans surprise, les annote sans méfiance, c'est parce que désormais je les crois. A leur contact ma vision de la situation s'est progressivement transformée. Perdant mon extériorité, j'ai, sans même m'en rendre compte, adopté lentement leur vision du monde. Je suis convaincu que les aires protégées font d'eux des victimes. Je suis « pris » :

> « Le premier point à élucider, quand on fait l'ethnographie des sorts, c'est donc de savoir à qui chaque « informateur » croit s'adresser, puisqu'il tient des discours si radicalement différents selon la place où il situe son interlocuteur. A quelqu'un qui n'y est « pas pris », il dira : « les sorts, ça n'existe pas » ; « ça n'existe plus » ; « c'est d'l'ancien » ; « ça existait, chez nos arrières » ; « ça existe, mais pas ici : allez à Saint-Mars (où à Monjean, ou à Lassay ; ou ailleurs, en tout cas) ; « là-bas, ils arriérés » ; « ah ! les sorts ! j'n'aime point c'te connerie-là !». A quelqu'un qui « y est pris », on parle différemment selon qu'on le met en position d'ensorcelé ou de désenvoûteur. […] Quand un ethnographe travaille sur un terrain exotique, il est, lui aussi, tenu de se situer quelque part. Mais le bon sens et les manuels qui enseignent les vertus de la distance et le parti qu'on peut tirer du statut de riche cannibale. Prétendre, au contraire, qu'on veut entendre parler de sorcellerie paysanne et y rester étranger, c'est se condamner à n'entendre que des déclarations objectivistes, à collectionner des historiettes fantastiques et des recettes de désenvoûtement – soit à relever des énoncés que les sujets de l'énonciation désavouent formellement. » (Favret-Saada *op. cit.* : 36-37).

Les *fazendeiros* de la Terra do Meio ne me parlent librement que parce que je suis entré dans la situation. Cela ne signifie pas pour autant que je suis devenu un *fazendeiro* ou que j'ai joué à le devenir. Je suis pris avec mon identité propre d'étudiant français travaillant sur la frontière pionnière du Xingu-Iriri. C'est ce qu'exprime José à Belém, un jour que nous sortons d'une séance de plusieurs heures de travail consacrées à la rédaction d'une nouvelle contre-proposition plaidant pour la modification des limites des aires protégées de la Terra do Meio : « Chacun de nous a un rôle dans le groupe. Chacun a une étiquette. Moi, je suis le fou et l'excentrique. […] Toi, tu es l'étudiant, l'étranger qui peut servir. Ils ne savent pas exactement ce que tu veux. Mais ils te laisseront. Maintenant, tu peux passer entre nous, dans nos pattes, il ne t'arrivera rien ». Ce commentaire de mon compagnon indique qu'être « pris » ne remet pas en cause ce qu'A.-M. Losonczy (2004) nomme, pour qualifier le processus relationnel entre le chercheur et les enquêtés, d'« énigme réciproque ». Comment pourrait-il en être autrement ? Mes habitudes, ma nationalité, mes impératifs ne sont pas les leurs et elles leurs sont partiellement inconnues. Le billet d'avion qui doit me ramener en France pour quelques temps est déjà pris. Alors que les *fazendeiros* de la Terra do Meio quittent Belém, je ne peux les suivre.

3.2.3. La violence de la Terra do Meio

Je quitte le Brésil pour le France le 15 février 2005. J'y reste près de trois mois, durant lesquels je poursuis mon analyse des données produites, présente l'avancée de mon travail, réfléchis avec Laurent Mermet et Maya Leroy aux orientations suivies et prépare la suite de ma recherche sur la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio. Quarante huit heures après mon arrivé en France, la religieuse états-unienne Dorothy Stang

est assassinée dans le *município* d'Anapú[53]. Quelques jours plus tard le président Luiz Inácio « Lula » da Silva signe le décret de création du Parc national de la Terra do Meio et de la Station écologique de la Serra do Pardo. A la vue du corpus de données déjà bien fourni que j'ai réuni sur la pastoralisation et en prévision des tensions locales que la création des aires protégées ne manquera pas de provoquer, Laurent Mermet et Maya Leroy me conseillent de ne pas revenir à SFX, pour consacrer ce second temps de terrain aux acteurs de la gestion intentionnelle. Je défends, pour ma part, un bref retour sur le terrain de la gestion effective pour évaluer l'impact des aires protégées sur les stratégies des acteurs et cueillir les fruits de mon investissement auprès des *fazendeiros* de la Terra do Meio. Nous convenons finalement qu'un court séjour sur le terrain de la Terra do Meio des routes mérite d'être réalisé avant de m'engager, plus longuement, sur celui de la gestion intentionnelle.

A mon retour au Brésil, je mets en pratique les conseils reçus à l'occasion d'un séminaire doctoral qui s'est tenu à Paris à la mi-mars et complète mon enquête de la gestion effective par la rencontre des acteurs régionaux (politiques, scientifiques, techniques) de la filière d'appui à la pastoralisation de l'espace (cf. chapitre 3 section D). Après trois semaines passées à Belém, je rejoins la ville de Tucumã pour y retrouver les responsables de l'association XINGURI. Nos retrouvailles se passent pour le mieux. Mon absence de la scène locale n'a pas brisé l'engagement qui nous liait. Fort de ce constat, je poursuis ma route jusqu'à SFX où j'arrive le 25 juillet 2005. Suite à mon départ, il y a sept mois de cela (après l'audience publique), la vie locale a été profondément perturbée par l'impact des diverses actions fédérales (création des unités de conservation, envoi de troupes militaires et d'agents de la police environnementale). Le contraste avec l'effervescence de la saison sèche passée est saisissant. Les commerçants se plaignent d'une chute de 35 % de leur chiffre d'affaire. Après quelques jours en ville, il me tarde de franchir le Xingu pour rentrer dans la Terra do Meio et observer les conséquences de l'action gouvernementale sur la gestion effective du territoire.

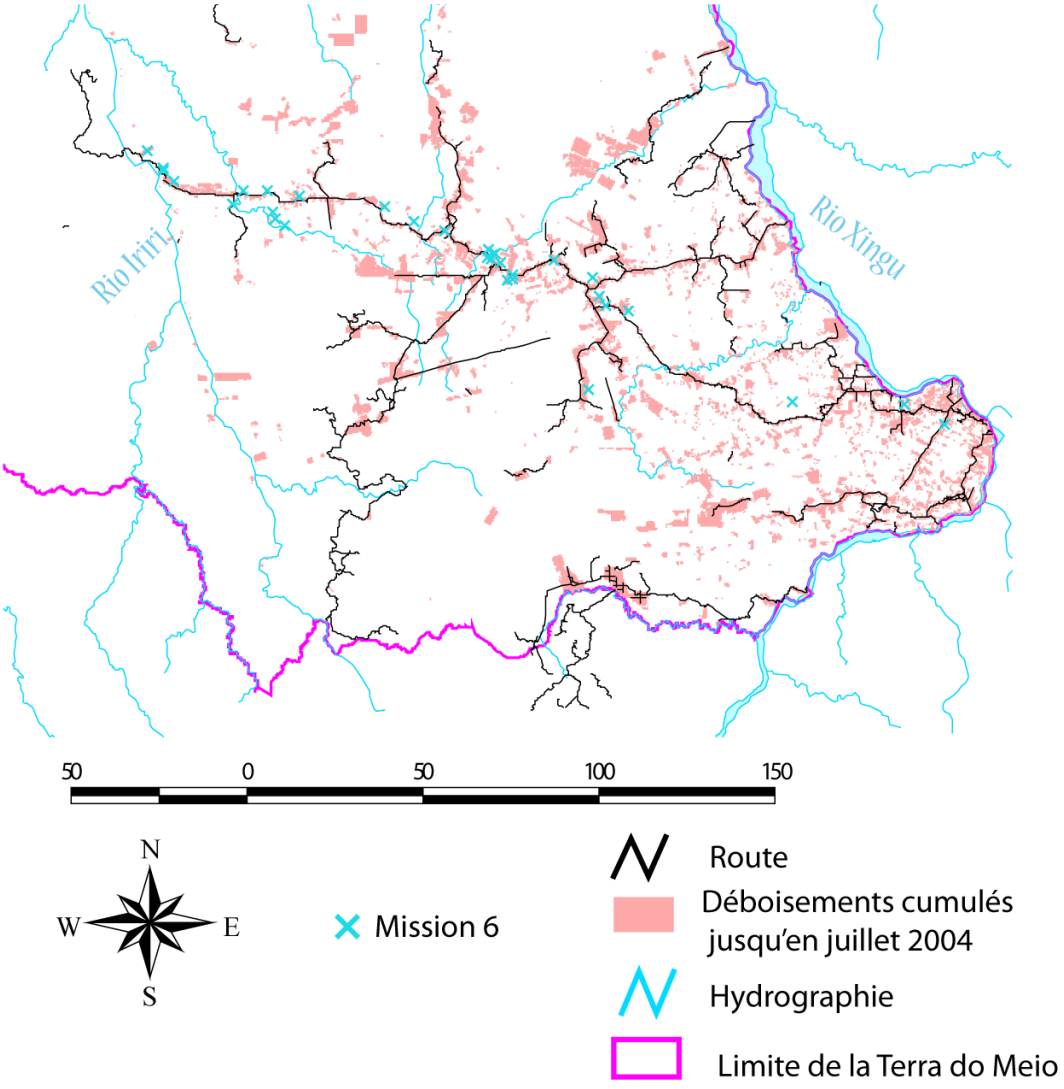
Je franchis le Xingu le 12 août 2005. Après une nuit passée chez mon compagnon de voyage (pour la première fois, j'ai préféré ne pas voyager seul), j'arrive enfin à la *vila* Central. L'accueil qui m'est réservé est bien différent de celui que j'ai pu imaginer. Sans attendre que je descendre de motocyclette, Tassio se précipite à ma rencontre et d'un air affolé me conseille de ne pas retirer mon casque et de faire demi-tour immédiatement si je veux échapper aux personnes qui « veulent ta [ma] tête ». Tout à coup, j'hésite. Mais Venturi, un autre habitant de la *vila* que je connais bien, s'approche déjà et me rassure. Je reste. Il faut préciser que depuis mon retour dans la région, commentaires et plaisanteries douteuses sur ma mort prochaine, rappelant le sort réservé à la religieuse nord-américaine, vont bon train. Les avertissements de « faire attention à moi », donnés avec le sourire, se sont multipliés. On me raconte comment untel ou untel a juré ma mort, me tenant personnellement responsable de la création des aires protégées.

L'atmosphère dans la *vila* Central a changé. Les discussions auxquelles j'assistais et participais librement s'éteignent désormais à mon approche. Après quelques jours passés, comme à l'accoutumée, dans la famille de Adalberto, je préfère prendre la route vers l'ouest jusqu'au Iriri. Je ne fais escale que dans les foyers connus. A chaque arrêt les mêmes conseils se répètent : éviter telle ou telle maison, ne pas m'engager dans telle ou telle ligne de *fazendas* où je suis « attendu ».

[53] Le *município* d'Anapú est situé à l'est de celui d'Altamira. À vol d'oiseau, la ville d'Anapú est distante de plus de 400 km de celle de São Félix do Xingu, alors que les deux *municípios* sont frontaliers.

M'approchant du fleuve Iriri, je rencontre Enrique, un *fazendeiro* de l'association XINGURI qui a suivi mon action de consultant à Belém. Tout comme les *fazendeiros* rencontrés à Tucumã, il m'accueille à bras ouverts et m'invite à passer quelques jours à ses côtés dans sa *fazenda* située au bord de l'Iriri. J'accepte et en profite pour réaliser plusieurs entretiens dans la région qui appartient, depuis le décret présidentiel, à la Station écologique de la Terra do Meio (figure 27). Les entretiens guidés sont consacrés à la compréhension de l'impact de l'action gouvernementale sur les stratégies des acteurs locaux.

Figure 27 – Mission n°6 dans le cœur de la Terra do Meio (08.08.2005-21.08.2005)



Source : auteur

Quelques jours plus tard, je suis de retour dans la *vila* Central pour participer à la fête de la Saint Jean organisée le samedi soir et à la réunion de l'association des agriculteurs locaux qui se tiendra le lendemain. Entre représentations théâtrales, danses et parties de billard, je retrouve de nombreux hommes (*peões*, éleveurs patronaux ou agriculteurs familiaux) venus de toute la région pour boire et s'amuser. Sous l'effet de l'alcool, les langues se délient. Aux plaisanteries sur les risques que je cours en revenant dans la région après avoir créé les aires protégées, succèdent les intimidations, puis les menaces ouvertes. Il est un peu plus de deux heures du matin, lorsque cinq coups de pistolets sont tirés. Une motocyclette démarre en trombe. Un habitant de la *vila* Central s'effondre. La fête touchait à sa fin. Femmes et enfants l'avaient déjà quitté depuis longtemps, la plupart des maris aussi. J'étais moi-même allongé

dans mon hamac, presque endormi déjà. Sortant de la maison, je découvre immédiatement l'homme mort qui gît à terre. On l'a tué devant la maison de Adalberto où il s'était probablement adossé quelques instants, encore saoul, avant de poursuivre son chemin jusqu'à son logis. Une mince paroi de bois séparait son corps du mien, lorsque les balles l'ont transpercé. Pour la première fois, je ne trouve pas le sommeil dans le débarras que la famille d'Adalberto a aménagé pour moi.

Le lendemain, le ciel est gris et la *vila* est sous le choc. L'homme habitait la Central depuis une dizaine d'années. Il était connu comme « celui qui avait la machine à décortiquer le riz ». De l'avis de tous, c'était un « brave gars », « travailleur » qui « buvait un peu trop, et parfois donnait une correction aux femmes », c'est-à-dire aux prostituées avec qui il s'enivrait. La veille au soir, l'une d'elles s'en est plaint et il en est mort. La réunion de l'après-midi est annulée. Les familles se relaient devant le corps de l'homme étendu sur quelques planches où des bougies blanches ont été disposées. Les capsules de bière éparses rappellent la fête. Le pistolet qu'il n'a pas eu le temps de tirer de la ceinture, fait dire à certains « qu'il devait s'y attendre ».
Je comprends subitement que la violence meurtrière qui m'avait épargnée l'été précédent peut ressurgir à mes dépends à chaque instant. Je me sens soudainement très vulnérable. Il est midi passé lorsque je quitte pour la dernière fois la *vila* Central. De retour à São Félix do Xingu, je reste profondément marqué par l'événement. Quelques jours plus tard, la nouvelle se répand en ville : un bandit serait mort dans la Terra do Meio, un règlement de compte, la police n'a évidemment aucune piste pour identifier les responsables…

Les entretiens réalisés dans la ville de São Félix do Xingu auprès d'éleveurs, de commerçants et de responsables politiques locaux soulignent le profond impact de la création des unités de conservation intégrales sur l'économie locale. Sur l'autre rive du Xingu, dans la Terra do Meio, j'ai aussi pu enregistrer au travers d'observation et d'entretiens (une quinzaine) les séquelles laissées par la création des aires protégées. Les menaces directes que je subis témoignent elles aussi de la crise que traverse la frange pionnière de la pastoralisation. Je ressens de manière très directe cette reconfiguration brutale du système de relations qui jusqu'alors assurait, au travers d'un ordre local négocié et pacifié, le succès de la conquête du territoire par les acteurs de l'élevage. La dynamique pionnière responsable de la déforestation accélérée du territoire de la Terra do Meio est atteinte (cf. chapitre 4).

Réfléchissant à la suite de mon enquête de terrain, je comprends que les protagonistes de la frange pionnière du Xingu-Iriri forment à présent deux groupes. Il y a ceux qui ont observé mes allers et venues sur place et les ont relié à la création des aires protégées. Et puis il y a ceux qui ont suivi mon travail de consultant pour les responsables de l'association XINGURI. Si les premiers me tiennent personnellement responsable de la création des unités de conservation de protection intégrale, les seconds voient en moi un collaborateur dévoué. Par sécurité, je choisis de poursuivre mon enquête auprès des seconds, dans la ville de Tucumã.

3.2.4. « Être membre » : des mots au monde

Je passe presque six semaines dans la ville de Tucumã au côté des *fazendeiros* de la Terra do Meio. Hébergé par José, j'assiste et prends part à toutes les conversations qui se tiennent dans son bureau, véritable quartier général de l'association XINGURI et base avancée de la résistance contre la création des aires protégées de la Terra do Meio. Les *fazendeiros* de la Terra do Meio (habitant Tucumã ou ailleurs) se succèdent dans son bureau. Les uns viennent aux nouvelles, les autres en apportent. José en maître aiguilleur habile, coordonne l'ensemble. Outre ma participation aux discussions, mon observation des rencontres entre *fazendeiros*, je

réalise de nombreux entretiens semi-directifs, sur plusieurs journées parfois. Deux thèmes orientent ces rencontres : les relations que mon interlocuteur entretient avec les autres acteurs de la frange pionnière (agriculteurs familiaux, commerçants locaux, *fazendeiros*) et le changement de stratégie provoqué par l'action fédérale dans la Terra do Meio. Je maintiens également certains « procédés de recension » qui me permettent de produire systématiquement des données quantitatives en nombre fini. Les premiers entretiens sur les lignes de *fazendas* sont repris, complétés et très largement approfondis. Les hypothèses faites sur le contexte d'action de la frange pionnière du Xingu-Iriri sont testées, corrigées et adaptées alors que je suis « pris ».

Mais être « pris » n'est pas qu'une formule empruntée à la légère à J. Favret-Saada (1977), pour décrire ma proximité grandissante aux *fazendeiros*, pour authentifier la qualité des informations produites ou pour légitimer mes analyses sur leurs pratiques. C'est aussi « croire » aux paroles des *fazendeiros*, c'est-à-dire comprendre et partager ce qui est dit du monde ou mieux, être engagé à leur côté dans cette production du monde et de la frange pionnière du Xingu-Iriri. Au fondement de l'herméneutique se trouve cette idée qu'il est impossible de séparer radicalement le langage et ce qu'il représente (Terzi 2003). L'ordre social est compris comme constitué à la fois d'actions, d'objets, d'acteurs et de discours qui en rendent compte. Selon cette perspective, les faits et leurs descriptions apparaissent comme constitutifs l'un de l'autre. L'ethnométhodologie, cette « sociologie radicale » (Fornel, Ogien *et al*. (éds) 2001), s'intéresse de manière spécifique à ce travail de construction du monde par les acteurs. Elle la saisit au travers de l'un de ses concepts clés, la réflexivité, qui désigne les pratiques qui tout à la fois décrivent et constituent un cadre social. Les acteurs en parlant construisent en même temps, au fur et à mesure de leurs énoncés, le sens, l'ordre, la rationalité de ce qu'ils sont en train de faire à ce moment là. Les descriptions deviennent, aussitôt faites, des parties constitutives de ce qu'elles décrivent. Ainsi :

> « Pour les membres de la société, la connaissance de sens commun des faits de la vie sociale est institutionnalisée comme connaissance du monde réel. La connaissance de sens commun ne dépeint pas seulement une société réelle pour les membres, mais, à la manière d'une prophétie qui s'accomplit, les caractéristiques de la société réelle sont produites par l'acquiescement motivé des personnes qui ont déjà ces attentes » (Garfinkel, 1984 [1967] : 55).

Comme le résume A. Coulon (2002[1987]) : décrire une situation c'est la constituer. Lorsque j'adhère au discours des *fazendeiros* et le reproduis, j'en viens à partager avec eux une construction du monde dans laquelle ils sont des « producteurs honnêtes », des « travailleurs courageux », des « victimes » de l'action fédérale « injuste » venant « paralyser la région » et « interdire le développement ». Je partage la même représentation du monde. J'en ai la même intelligibilité (*accountability* dans le vocabulaire ethnométhodologique) qui repose sur des « allant-de-soi », c'est-à-dire des « affirmations que l'on n'a pas besoin d'expliciter parce qu'elles « vont de soi » ; mais des affirmations indispensables pourtant à la cohérence des informations que l'on échange » (Lecerf 1985), qui m'ont été transmis : l'espace forestier doit être ignoré ou considéré comme problème à résoudre par le fer et le feu, l'Etat est illégitime dans son action de création des aires protégées, les *fazendeiros* sont légitimes dans leur appropriation des terres publiques et dans leur conversion en pâturages, les ONG environnementales ne connaissent rien à la réalité locale, etc. Je suis devenu un « membre » de la société des *fazendeiros* de la Terra do Meio:

> « La notion de membre est le fond du problème. Nous n'utilisons pas le terme en référence à une personne. Cela se rapporte plutôt à la maîtrise du langage commun, que nous entendons de la manière suivante. Nous avançons que les gens, à cause du fait qu'ils parlent un langage naturel, sont en quelque sorte engagés dans la production et la présentation objectives du savoir de sens commun de leurs affaires

> quotidiennes en tant que phénomènes observables et racontables » (Garfinkel et Sachs 1970 *apud* Coulon 1986)

Si la capacité des chercheurs à devenir membre est l'une des exigences propre du travail ethnométhodologique[54], le processus d'adhésion au groupe étudié n'en demeure pas moins une démarche fondamentalement risquée. Etre membre c'est toujours une manière singulière d'être au monde, d'appréhender et de prendre part aux institutions sociales de la vie quotidienne. Une fois affilié, les membres n'ont plus à s'interroger sur ce qu'ils font. On perçoit le danger qui guette le chercheur devenu membre. Qu'on le nomme enclinage (Olivier de Sardan 1995), perte de distance critique, indigénisation sélective non conscientisée (Berry 1984), phagocytage par un groupe d'acteurs (Dumez 1988), il s'agit à chaque fois de désigner le risque d'une production de recherche purement idéologique et incantatoire. Ce risque est loin d'être anecdotique. Dans mon cas, malgré les exhortations de Laurent Mermet et Maya Leroy, malgré l'engagement donné quelques semaines plus tôt à Paris de ne réaliser qu'un bref retour sur le terrain de la gestion effective avant de me consacrer pleinement à celui de la gestion intentionnelle, malgré les menaces subies, il m'est de plus en plus difficile de laisser le groupe des *fazendeiros* de la Terra do Meio de Tucumã pour revenir à l'étude des protagonistes de la gestion intentionnelle. La manière dont cet arrachement aura lieu éclaire le caractère essentiellement collectif de la pratique réflexivité de l'enquêteur de terrain.

4. Négocier son retour sur le terrain de la gestion intentionnelle

Pour « gérer » leur affiliation, les ethnométhodologues se sont donné des méthodes et des techniques, comme la posture d'« indifférence ethnométhodologique » ou la réalisation de provocations expérimentales. Pourtant, comme l'explique A. Coulon (2002[1987]) : « Dans la pratique, et quand ils vont sur le terrain, les ethnométhodologues, puisqu'ils n'ont pas produit une technologie originale, sont bien obligés de se donner des outils d'investigation. Ces outils, ils les empruntent à l'ethnographie » (: 79). Nous voilà revenus aux considérations faites plus haut sur le travail ethnographique de terrain, sur la rigueur du qualitatif et la nécessité réflexive. Mais en chemin, on aura compris que derrière le principe de réflexivité auquel chacun émarge bien volontiers, se trouve une pratique de recherche fragile, toujours en tension entre mouvement d'adhésion et de prise de distance. Lorsque l'on devient « membre », lorsque l'on se trouve « pris », l'exigence de réflexivité, ce « travail de l'expérience sur elle-même » (Cefaï *op. cit.*) devient éminemment problématique. Pour cette raison, et comme l'observe D. Cefaï (*op. cit.*), la réflexivité n'est que rarement une activité solitaire, bien au contraire, elle est essentiellement collective, inhérente aux collaborations et aux controverses :

> « Elle prend appui sur des banques de données, des bibliothèques universitaires, des laboratoires de recherche, des associations professionnelles, des mains d'édition et des revues scientifiques. Elle s'exerce dans les discussions qui ont lieu dans des congrès et des conférences, dans les disputes à travers des articles et des recensions, à travers la transmission de savoirs et de savoir-faire entre professeurs et étudiants, au moment de la configuration de problèmes et de solution dans des équipes d'enquêteurs. La réflexivité n'est pas une vertu individuelle : elle est rendue possible par l'existence de ces lieux et moments de la médiation. » (: 525).

Cette pratique collective de l'acte réflexif s'est d'abord ancrée dans les séminaires doctoraux de Recherche sur la Gestion du Territoire et de l'Environnement. A ces occasions, chercheurs,

[54] L'ethnométhodologie, comme son nom l'indique, est la « science » (*logos*) des « ethnométhodes ». Elle consiste à rechercher empiriquement les méthodes que les individus utilisent au jour le jour pour donner sens et en même temps accomplir leurs actions.

professeurs, étudiants et autres participants du groupe de recherche mettent collectivement en discussion leurs travaux. Ces moments de prise de distance réflexive sont complétés par des journées de travail et de discussion sur ma recherche réalisées avec Laurent Mermet et Maya Leroy. Mais, comme nous l'avons vu, le choix de consacrer un temps important à l'enquête de terrain m'a conduit à concentrer ces exercices de mise en perspective sur les quelques semaines passées en France entre février et juin 2005. Ces salutaires, mais trop brèves mises en discussion du travail de recherche, peinent à contrebalancer ma forte implication auprès des *fazendeiros* de la Terra do Meio. Pour m'aider à retrouver l'équilibre perdu, Maya Leroy organise une mission d'une vingtaine de jours au Brésil entre septembre et octobre 2005.

4.1. Le désengagement du lien transféro-contre-transférentiel

La mission de Maya Leroy m'oblige à quitter la région du Sud-Pará pour l'accompagner à Manaus, puis à Belém. Grâce à sa venue, je rencontre les professeurs et étudiants de l'Institut National de Recherche de l'Amazonie (INPA). Lors d'une brève présentation de l'avancement de mes recherches sur la frange pionnière du Xingu-Iriri, les critiques fusent : « Tu n'es plus un chercheur, tu parles comme eux [les *fazendeiros*] ! », « Tu as le même discours que les *fazendeiros* ! », « Où est ton regard critique ? », « Il faut que tu arrêtes, que tu sortes de la Terra do Meio ». Cet épisode rappelle l'« arrachement au terrain » que doivent connaître les thésards placés en immersion pendant plusieurs mois dans une entreprise, tel que le décrit M. Berry (2000), du Centre de Gestion de l'Ecole Polytechnique (CRG) :

> « Mais le temps court et le thésard réalise, un jour, qu'une bonne thèse n'est pas dans une continuité tranquille avec le travail de terrain. Un événement lui en fait parfois brutalement prendre conscience, par exemple, lors d'une séance du séminaire de thèse du CRG, où il reçoit un déluge de critiques, alors qu'il était fier d'expliquer tout ce qu'il avait vu et fait depuis un an : « On s'y perd » (vu le degré de détails rapportés), « Tu ne proposes que des hypothèses ad hoc », « A quelle littérature vas-tu te raccrocher ? », etc. Le directeur de thèse compatit, bien sûr, mais n'est pas forcément mécontent : la séance va l'aider à arracher le thésard à son terrain. » (: 92).

A partir de cet électrochoc initial, Maya Leroy s'emploie à jouer son rôle de médiatrice. Nous multiplions les discussions sur mon travail de recherche, reliant dans une même réflexion son orientation actuelle, ma problématique de départ et mes prévisions futures. Nous réinterrogeons les certitudes que je me suis construites et par lesquelles je justifie d'un côté la prise de distance par rapport aux acteurs de la gestion intentionnelle et de l'autre mon rapprochement continu des *fazendeiros* de la Terra do Meio. Maya Leroy m'encourage à reprendre contact avec les acteurs de la gestion intentionnelle basés à Belém que j'ai négligé depuis l'échec de notre rencontre initiale. Joignant la parole au geste, nous réalisons plusieurs entretiens avec ceux-ci. Leur succès inattendu me remplit d'étonnement.

Lorsque quelques jours plus tard, Maya Leroy quitte la ville de Belém, j'ai retrouvé ma posture de recherche initiale et l'envie de reprendre l'enquête sur le terrain de la gestion intentionnelle. Si je parviens, dans les faits, à réorienter mon travail de recherche, les enjeux du basculement en cours m'échappent encore. Il me faudra plusieurs mois pour le décrypter. J'en propose ici une analyse s'appuyant et prolongeant les réflexions de G. Devereux (1980) sur les dynamiques de transfert et de contre-transfert comme schéma d'interaction observateur-observé. A l'instar de l'auteur, « je ne nomme pas certains de mes collègues dont je décris les réactions de contre-transfert ; des miennes, au contraire, je parle ouvertement, espérant de ceux de mes collègues qui se rendent compte qu'il n'est nullement avilissant mais, en fait, réellement utile de reconnaître ses propres limites humaines, publieront leur auto-

observation pour l'exploration plus ample de cet aspect important mais impardonnablement négligé du travail scientifique » (: 76).

G Devereux (1980) opère au mariage entre psychanalyse et ethnologie afin de souligner le rôle de la subjectivité inhérente aux recherches en sciences de l'homme. L'auteur souligne d'abord que ce qui se passe « à l'intérieur de l'observateur », comme être humain spécifique doué d'une mémoire, résultat d'une histoire, vient inévitablement perturber l'observation, la consignation et l'interprétation des données. Cette déformation est, selon lui, d'autant plus accusée que le matériau observé est anxiogène. Mais il va plus loin, rappelant que les sciences du comportement sont marquées par la réciprocité de l'observation. Toute observation conduit à une contre-observation, où selon ses mots, « l'observé est l'observateur de son observateur ». Cette dynamique est anxiogène pour le chercheur qui « cherche à se protéger contre l'angoisse par omission, mise en sourdine, non-exploitation, malentendu, description ambiguë, surexploitation ou réaménagement de certaines parties de son matériau » (: 77). L'auteur qualifie ces conduites de contre-transférentielles.
Pour saisir la richesse heuristique de cette interprétation du lien observateur-observé à partir du lien transféro-contre-transférentiel tel qu'il est décrit en psychanalyse, je propose de la pousser plus avant en revenant à la définition même du transfert. Décrivant le transfert vécu par de jeunes filles ou des femmes en analyse, S. Freud (1961[1916-1917]) écrit :

> « elles prétendent avoir toujours su qu'elles ne pourraient guérir que par l'amour et avoir eu la certitude, dès le début du traitement, que le commerce avec le médecin qui les traitait leur procurerait enfin ce que la vie leur avait toujours refusé. C'est seulement soutenues par cet espoir qu'elles auraient dépensé tant d'efforts au cours du traitement et surmonté toutes les difficultés de la confession. Et nous ajouterons pour notre part : c'est seulement soutenues par cet espoir qu'elles ont si facilement compris des choses auxquelles on croit en général difficilement » (: 419).

L'analysé répondra à l'attention, à l'écoute que lui offre l'analyseur comme s'il s'agissait de celle de la personne, effectivement importante pour lui, qui les lui a toujours refusées jusqu'alors. Pour cette raison, s'opère le « transfert » de sentiments sur la personne de l'analyste.
Revenant au cas qui me concerne, on reconnaîtra que l'écoute attentive que je démontre à l'égard des *fazendeiros*, accompagnée des signes incontestables de ma croyance en leurs paroles, ont provoqué un transfert de sentiments de leur part sur ma personne. Le crédit que je donne à leurs descriptions du monde tranche avec le refus d'y croire exprimé par les autorités publiques, les acteurs de la gestion intentionnelle et les médias en général, qui s'incarne dans les dénonciations répétées de l'avancée de la frange pionnière du Xingu-Iriri. Cette interprétation repose sur la constatation faite plus haut selon laquelle les acteurs de la frange pionnière sont parfaitement informés et conscients des critiques que leurs pratiques provoquent chez les autres membres de la société nationale et internationale. Ainsi, à travers moi, c'est indirectement à tous ceux-là qu'ils s'adressent.
Ce transfert doit conduire les *fazendeiros*, selon les termes de S. Freud (*op. cit.*), à « surmonter les difficultés de la confession ». La proximité de ce constat avec ma propre expérience est surprenante. Elle s'illustre notamment dans la relation entretenue avec Seu Luis. Lors d'entretiens et de conversations libres qui se déroulent sur plusieurs jours, le *fazendeiro* sexagénaire habitant Xinguara passe en revue la trajectoire socio-historique de sa famille depuis l'acquisition pas son père d'une *fazenda* dans l'Etat du Goiás jusqu'à l'occupation actuelle de 75 000 ha de terres dans la Terra do Meio par un groupe de parents proches. L'homme m'invite à plusieurs reprises dans sa *fazenda*, me présente à sa famille et à ses amis. La sincérité avec laquelle il dévoile la stratégie mise en œuvre pour défricher des centaines d'hectares puis pour acheminer à moindre coût, depuis le Goiás, des tonnes de semences est troublante. Elle s'éclaire par une phrase lâchée, quelques instants seulement

avant mon départ : « On [lui et son petit-fils] te parle beaucoup, n'est-ce pas ? Comme ça, on a un peu l'impression de confesser nos péchés ».

Si l'explication par le transfert, permet de rendre compte fidèlement de l'intérêt que les *fazendeiros* me portent, le contre-transfert semble particulièrement adapté pour décrire ma réponse affective à leur égard. Le transfert et le contre-transfert ont des sources et des structures identiques. Comme l'analyste, le chercheur réagit lui-même au transfert de sentiments en fonction de ses propres besoins, souhaits ou fantasmes. Pour comprendre cette réponse et ses implications dans mon cas propre, il faut observer la trajectoire suivie par ma recherche.
On se rappelle que mon enquête de terrain s'est ouverte par une éconduite de la part des acteurs de la gestion intentionnelle. Après plusieurs mois de recherche sur la Terra do Meio des routes, et de façon tout à fait inattendue, je trouve chez les *fazendeiros*, la reconnaissance qui m'a été refusée par les acteurs de la gestion intentionnelle. Une telle décharge affective faisant suite à la désillusion initiale ne peut qu'atteindre la personne du chercheur. Son effet est renforcé par le fait que les *fazendeiros*, « grands vilains » de la déforestation amazonienne, sont encore mal connus. Leur transfert me confère une importance inespérée.
Pour reprendre mon enquête de la gestion intentionnelle, il me faut renverser la dynamique : m'éloigner des *fazendeiros* et employer les informations produites à leurs côtés pour m'ouvrir la voie des négociations avec les protagonistes de la gestion intentionnelle. Cette inversion est d'autant plus douloureuse qu'elle s'apparente, à bien des égards, à une véritable trahison.

Pris dans la dynamique d'ajustement transféro-contre-transférentiel, seule l'action médiatrice de proximité et d'accompagnement réalisée par Maya Leroy permet de reconfigurer mes relations aux acteurs de la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio.

4.2. L'approche

Tirant les conclusions de la « désillusion » passée, je comprends qu'il me faut organiser avec le même soin mon retour sur le terrain de la gestion intentionnelle que mon enquête sur la gestion effective. Je me prépare à mener des négociations, suivre des stratégies d'enquête et d'entretien aussi élaborées que celles imaginées pour l'étude de l'avancée pionnière. Malgré la dissymétrie caractéristique du regard que l'ASGE porte à la gestion du territoire, il me faut aborder l'enquête sur la gestion intentionnelle de la Terra do Meio avec les mêmes précautions que celles prises pour l'investigation de la gestion effective.

Le deuxième semestre de l'année 2005 touche à sa fin. Le temps court, plus que cinq mois avant de repartir en France. Les conditions de mon retour sur le terrain de la gestion intentionnelle sont, à cet égard, bien différentes de celles de mon entrée sur le terrain de la gestion effective, commencée quelques mois seulement après le début de ma recherche doctorale. La contrainte temporelle me conduit à faire des choix, à cerner les informations stratégiques nécessaires au traitement de ma problématique. Quels sont les points clés qu'il me faut éclaircir à tout prix, au regard du référentiel normatif qui guide mon questionnement et mon approche du système de gestion de la Terra do Meio ? Quels sont les moyens dont je dispose et les personnes ressources sur lesquelles je peux m'appuyer ?

Pour faciliter mon retour sur le terrain de la gestion intentionnelle, je m'appuierai sur l'influence et l'engagement de Stefano (CPT-Altamira). Il incarne la figure bien connue du « portier » (*gatekeeper*), notamment décrite par H. Schwartz et J. Jacobs (1979) : « L'idée ici

est qu'il existe dans chaque situation des personnes dont ils faut être accepté afin de gagner l'accès à la scène et à ses participants. Ceci se réalise souvent en « passant par des canaux » dans l'espoir de recevoir une acceptation officielle et ainsi légitimer sa présence. Une méthode moins formelle et plus directe est de réaliser une approche grâce à un ami ou un complice dont la présence a déjà été légitimée » (: 53). C'est avec cet acteur local de la gestion intentionnelle que mes premières relations ont été les plus fructueuses. Grâce à son aide, je parviens *in extremis* à assister à la réunion « Terra do Meio, réalités et perspectives » organisée le 30 novembre 2004 dans les locaux de l'IPAM, à Belém. Je passe une vingtaine de jours à ses côtés après ma dernière mission dans la Terra do Meio et avant mon enquête auprès des *fazendeiros* de la ville de Tucumã.
Ce séjour à Altamira est motivé par la présence de Natalia Bonnet, étudiante du Master Production Animale en Région Chaude (PARC) de l'Université de Montpellier[55]. Sur place, le stage de Natalia est encadré par Stefano. La tâche de Natalia s'est montrée, pour de multiples raisons, bien plus ardue que nous ne l'avions imaginé ensemble. Les difficultés inhérentes à l'enquête sur la gestion intentionnelle de la Terra do Meio font à nouveau surface. Sa présence continue à Altamira pendant plus de deux mois et le travail de coopération qu'elle développe avec les acteurs locaux (CPT, FVPP et GTA) facilite considérablement mon retour sur le terrain de la gestion intentionnelle à l'échelle locale. Sa recherche apporte également un résultat de toute première importance.

Natalia Bonnet a en effet pu participer à l'expédition fluviale sur le *rio* Iriri organisée par l'IBAMA. Cette mission gouvernementale de plusieurs semaines a pour objectif de réaliser un diagnostic socio-économique de la situation des populations riveraines de l'Iriri. Il s'agit, selon les termes de l'article 22[56] de la loi sur le Système National des Unités de Conservation (n°9.985/2000), d'une étape imprescriptible pour la création d'un espace protégé au Brésil. Bien qu'elle n'ait pu accompagner de près les actions des agents fédéraux et des représentants des mouvements sociaux d'Altamira, produisant des résultats d'enquête assez éloignés de la problématique environnementale initialement définie, N. Bonnet (2005) offre une description pertinente du contexte d'action local. M'appuyant sur ce résultat, je saisis l'opportunité qui m'est offerte (grâce à la nouvelle intervention de Stefano en ma faveur) de participer à la prochaine mission fluviale gouvernementale sur le *rio* Xingu.

4.3. Sur les berges du fleuve Xingu

Mon retour sur le terrain de la gestion intentionnelle s'effectue dans le cadre du processus de création des réserves extractivistes du Xingu et de l'Iriri. Je participe en effet à la mission fluviale de diagnostic socio-économique de la situation des populations riveraines du Xingu ainsi que des deux audiences publiques réalisées à sa suite (réunissant respectivement les populations riveraines du Xingu et de l'Iriri).

[55] Lors de mon retour en France, percevant le retard pris par l'enquête sur la gestion intentionnelle, j'ai proposé un sujet d'étude de Master portant sur l'analyse stratégique des actions de conservation dans la Terra do Meio mises en œuvre par les acteurs locaux-régionaux basés à Altamira.
[56] Loi n°9.985 du 18.07.2000 – « Article 22 §2° La création d'une unité de conservation doit être précédée d'études techniques et d'une audience publique qui permettent d'identifier la localisation, la dimension et les limites les plus adéquates à l'unité, conformément aux dispositions réglementaires ». Décret n°4.340 du 22.08.2002 – « Article 4° L'élaboration des études techniques préliminaires, la réalisation, quand cela est nécessaire, de l'audience publique et les autres procédures administratives nécessaires à la création de l'unité [de conservation], sont de la responsabilité de l'organe exécuteur proposant la nouvelle unité de conservation ».

4.3.1. La mission de diagnostic socio-économique de la situation des populations riveraines du Xingu

D'UN MONDE A L'AUTRE

La mission fluviale de trois semaines (du 26 novembre au 16 décembre 2005) organisée par l'IBAMA a pour point de départ et de retour le port d'Altamira. La flotte est composée de trois bateaux aux équipages spécifiques. Sur le premier, se trouvent les agents du Centre National des Populations Traditionnelles et du Développement Durable de l'IBAMA (Centro National de Populações Tradicionais e Desenvolvimento Sustentável – CNPT), une représentante du ministère de l'Environnement et les membres du mouvement socio-environnemental d'Altamira (CPT et FVPP). C'est en leur compagnie que je voyage. Notre mission a pour objectif la passation des questionnaires socio-économiques de l'IBAMA/CNPT. L'action gouvernementale est si rare dans la région de la Terra do Meio, qu'il a été décidé de coupler la mission de l'IBAMA avec d'autres tâches incombant aux pouvoirs publiques. La première est l'émission de pièces d'identités pour les habitants et le recensement des populations riveraines. L'équipage du « bateau de la documentation », qui en est chargé, est composé de policiers, de membres du Tribunal de Justice du Pará et d'un représentant notarial. La dernière embarcation conduit de foyer en foyer une équipe formée d'aides soignantes, d'une infirmière et d'un médecin réalisant consultations et vaccinations des populations riveraines.

Grâce à la mission fluviale menée sur le Xingu, je rencontre pour la première fois les populations traditionnelles vivant sur les bords des fleuves. Les diverses missions réalisées en motocyclette ne m'ont jamais permis de croiser ces acteurs de la Terra do Meio des fleuves. Cette lacune m'apparaît révélatrice de la frontière séparant les deux mondes, ou les deux Amazonies (Pasquis, Nunes *et al.* 2003) de la Terra do Meio. Les fleuves, avec leurs populations et leurs ressources, sont exclus de la construction du territoire opérée par les pionniers. Au mieux ils suscitent l'indifférence, au pire ils sont considérés comme les marques du « retard » dont souffre la région.

L'ENQUETE SUR LA GESTION EFFECTIVE DES RIVERAINS DE LA TERRA DO MEIO

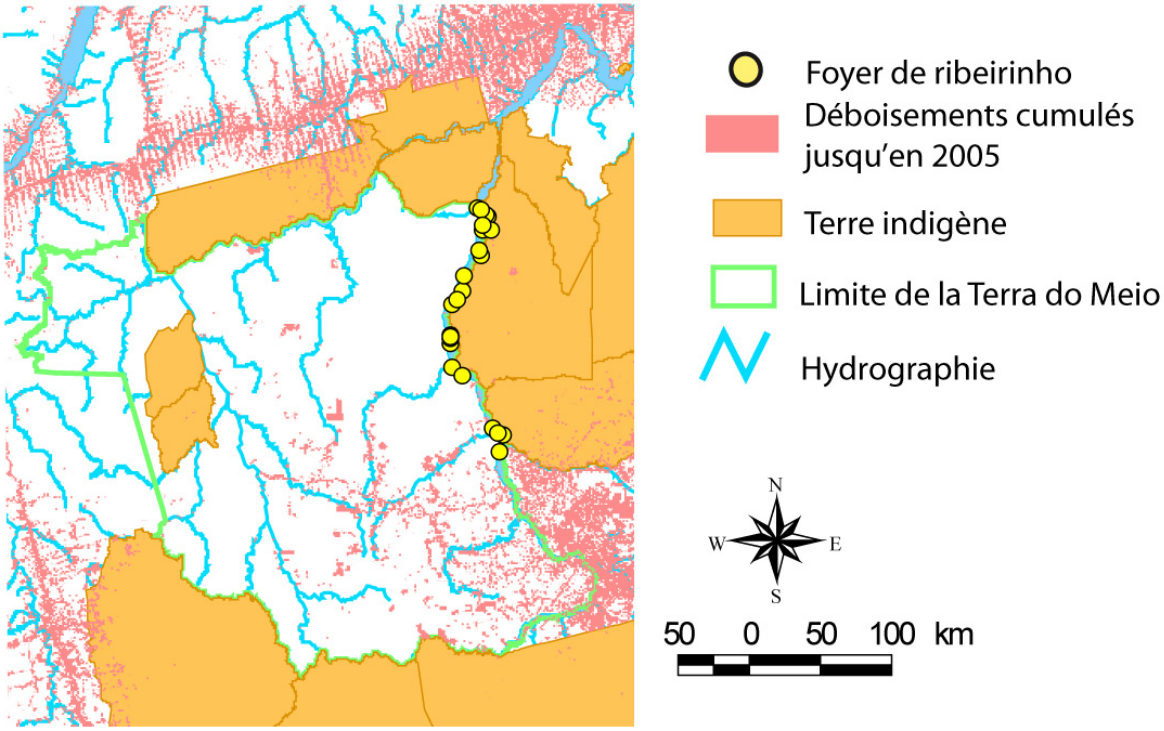
C'est dans le contexte tout à fait spécifique de la mission officielle organisée par l'IBAMA sur le Xingu et des audiences publiques qui la suivent que je constitue une part importante de mon corpus de données sur la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio des fleuves (cf. chapitre 3 section C).

Le diagnostic socio-économique officiel de la situation des riverains du Xingu s'appuie sur la passation d'un questionnaire auprès des populations locales. Il sera appliqué à quarante-deux foyers de riverains (sur les quarante-sept identifiés lors de la mission fluviale), localisés entre l'embouchure de l'Iriri en aval et celle du cours d'eau Balisa en amont (figure 28). Tous les foyers sont visités, les uns après les autres. À chaque débarquement de l'équipage, le rituel est le même : l'un ou l'autre des représentants de l'IBAMA/CNPT prend la tête du groupe et va à la rencontre du chef de famille. S'en suit une présentation d'une vingtaine de minutes de l'objectif de la mission et de chacun des membres de l'expédition. Après quoi, les entretiens commencent.

Le questionnaire officiel « Cadastre et suivi des habitants» de l'IBAMA/CNPT, généralement passé auprès du chef de famille accompagné de sa femme et entouré de ses enfants, comporte plus de cent quatre questions. Elles passent en revue de manière extensive la plupart des aspects de la vie des populations locales : identité, âge, niveau scolaire, données sanitaires,

localisation, situation foncière, mode de locomotion, infrastructures, activités agricoles (cultures pérennes et annuelles) et extractives (chasse, pêche, collecte et autre), saisonnalité des pratiques, destination de la production familiale, revenu familial annuel, organisation sociale, évolution des caractéristiques environnementales du lieu de vie, connaissances détenues sur les réserves extractivistes, loisirs, etc. Le questionnaire est très complet.
Les enquêteurs interviennent souvent en binôme pour fluidifier l'interaction et la rendre plus vivante. Très intéressé par la production des données, je prends personnellement part à plus de la moitié des entretiens réalisés. Chaque binôme a la responsabilité d'aborder de façon systématique l'ensemble des items du questionnaire. L'ordre exact dans lequel ils sont abordés varie d'un entretien à l'autre, en fonction de la discussion qui ne manque pas de s'engager avec l'enquêté. Les questions prédéfinies sont l'occasion de digressions que, pour ma part, j'encourage volontiers.

Figure 28 – Localisation des questionnaires appliqués lors de la mission sur le Xingu



Source : auteur à partir des données INPE

Une fois le questionnaire rempli, il est de coutume que l'équipage prolonge sa visite quelques minutes ou quelques heures. Ces instants de sociabilité partagés sont chers aux uns comme aux autres. Des conversations informelles se nouent à propos du quotidien des habitants, de leurs projets et de leurs craintes. La future création de la réserve extractiviste et ses conséquences sont abondamment abordées. Dans ces moments, je parviens à aborder avec l'un ou l'autre des membres de la famille, les aspects importants pour ma propre enquête. J'en profite pour pénétrer, un peu plus, l'univers de la Terra do Meio des fleuves (expédition en forêt, activité de pêche, visite des parcelles agricoles, présentation du mode de construction d'une habitation en cours, etc.). Les entretiens semi-directifs que je mène visent à approfondir les relations socio-économiques qui sous-tendent la gestion effective du territoire par les populations riveraines. Deux pôles se dégagent rapidement : d'un côté les interactions avec les acteurs de la Terra do Meio des fleuves (tels que les marchands fluviaux) et de l'autre celles établies récemment avec les protagonistes de la frange pionnière du Xingu-Iriri.

Malgré ces instants privilégiés au cours desquels je tente de me familiariser à l'univers quotidien des populations riveraines, il m'est impossible d'échapper complètement à un contexte d'énonciation profondément marqué par la présence des représentants de l'action gouvernementale. A bien des égards, la situation d'enquête le long des fleuves tranche avec celle de la Terra do Meio des routes (temps, condition et registre de l'interaction avec les populations locales). Le corpus de données produites et les analyses qui les suivent ne peuvent que refléter ce contraste. Je ne parviens pas à approfondir, autant que je le souhaiterais, les pratiques de gestion effective de la forêt de la Terra do Meio. Les éléments empiriques restent trop fragmentaires. Ils n'apportent que peu d'éléments nouveaux aux riches travaux académiques[57] conduits sur les pratiques de production matérielles et immatérielles du territoire par les populations riveraines amazoniennes.

Mon travail de terrain auprès des populations riveraines intervient après plus de deux ans de recherche doctorale, ma problématique de recherche est déjà bien structurée. Le référentiel normatif, centré sur l'état bio-physico-chimique de la forêt de la Terra do Meio, indique de manière assez nette la différence d'impact qui existe entre les pratiques des riverains et celles des pionniers (cf. section B-4.2 de ce chapitre). Guidé par la volonté d'éclairer de manière précise la pastoralisation accélérée du territoire, qui constitue la principale menace pour les enjeux écologiques, j'ai centré mon travail d'enquête auprès des populations riveraines sur leurs modes d'interactions avec ces nouvelles dynamiques. C'est dans cette optique, restreinte mais cohérente au regard de ma problématique de recherche, que j'ai spécifiquement abordé les entretiens réalisés auprès des *ribeirinhos*[58] de la Terra do Meio (lors du voyage sur le Xingu et des audiences publiques).

Afin de préserver une certaine unité dans l'analyse, j'ai décidé de recourir aux outils heuristiques de sociologie de l'action organisée (déjà utilisés dans l'analyse de l'avancée de la frange pionnière) pour rendre compte des comportements des riverains. Ce choix m'a permis de développer un raisonnement homogène centré sur l'organisation collective des hommes pour la gestion effective du territoire de la Terra do Meio.

AVEC LES ACTEURS DE LA GESTION INTENTIONNELLE

La mission sur le Xingu ne présente pas seulement une opportunité d'étudier la gestion effective du bord des fleuves de la Terra do Meio. Il s'agit aussi d'un moment privilégié pour me rapprocher des acteurs de la gestion intentionnelle (gouvernementaux et non gouvernementaux) et observer *in loco* leurs pratiques. Le contexte de la mission fluviale s'est avéré particulièrement propice à un tel travail.

D'abord, les longues heures de navigation sur le Xingu m'offrent le temps de rencontrer posément, dans de bonnes conditions d'écoute mutuelle, des acteurs généralement très sollicités et pas toujours accessibles. Ensuite, le cadre même de la mission s'avère particulièrement adéquat à un rapprochement rapide de ses membres. Il y a l'exiguïté physique. L'embarcation, de taille moyenne pour la région, nous maintient à une distance maximale de quatre à cinq mètres les uns des autres. Il y a le temps passé ensemble. Les membres de l'équipage partagent, sur le bateau ou à terre, l'ensemble de leurs journées et de

[57] En France, par exemple, les équipes pluridisciplinaires de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) réalisent depuis plus de quinze ans d'éclairantes recherches sur les populations traditionnelles amazoniennes. Je renvoie en particulier au numéro 1, volume 32, du *Cahier des Sciences humaines* intitulé « Les ressources naturelles – Pratiques et représentations » (1996).

[58] J'utiliserai indifféremment dans la suite du texte les termes de « populations riveraines », « riverains » ou leur traduction brésilienne « *ribeirinhos* ».

leurs nuits. Il y a les moments de convivialité. Les membres de l'équipe partagent leurs repas et leurs moments de détente. Il y a le travail réalisé en équipe qui soude tous les membres de l'équipage.
Après plusieurs jours de voyage et à mesure qu'une familiarité s'établit entre nous, j'entame une série d'entretiens dirigés avec chacun d'entre eux. L'objectif est de saisir la façon dont ils perçoivent le système de gestion du territoire de la Terra do Meio. Croisant les regards, je parviens également à reconstituer certains aspects du processus politique qui a abouti à la création des aires protégées de la Terra do Meio.

Les liens qui se nouent lors de la mission fluviale puis à l'occasion du travail de rédaction du diagnostic, que je prends en charge, m'accompagnent jusqu'à aujourd'hui. Ces derniers faciliteront considérablement ma rencontre, quelques semaines plus tard, avec les principaux responsables du ministère de l'Environnement et de l'IBAMA impliqués dans la création des aires protégées de la Terra do Meio.

4.3.2. Les audiences publiques sur les bords du Xingu et de l'Iriri

Suite à l'expédition sur le Xingu, j'ai été invité à participer aux deux audiences publiques organisées par l'IBAMA/CNPT. La première, réalisée sur les bords du Xingu (dans la localité connue comme Pedra Preta) du 12 au 14 janvier 2006, réunit l'ensemble des populations riveraines du Xingu. Celle réalisée sur l'Iriri (dans la localité connue comme la plage do Anfrísio) entre le 18 et le 20 janvier 2006, rassemble les ribeirinhos de l'Iriri. La réalisation des audiences publiques est, comme celle du diagnostic socio-économique, une étape prépondérante de la création des réserves extractivistes de la Terra do Meio (cf. article 22 de la loi n°9.985/2000 et article 4° du Décret n°4.340/2002).

A l'instar de la mission sur le Xingu, les audiences publiques constituent pour moi des occasions propices pour mener simultanément une étude sur les acteurs de la gestion effective du territoire du bord des fleuves et sur ceux de la gestion intentionnelle. Ce sont aussi des moments privilégiés pour observer les relations que les uns entretiennent avec les autres. Cette problématique, particulièrement intéressante à mes yeux, sera pourtant absente du produit final de thèse. En effet, désireux de défendre…une thèse et non de proposer une monographie sur la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio, j'ai préféré laisser de côté cette question importante qui méritera sans doute, sous une forme ou sous une autre, un traitement futur. Ainsi, je n'évoquerai que marginalement dans la suite de ce travail la création des Réserves extractivistes du Rio Xingu et du Rio Iriri, afin de resserrer mon analyse sur la création des deux unités de conservation de protection intégrale (la Station écologique de la Terra do Meio et le Parc national de la Serra do Pardo) de la Terra do Meio. Il s'agit en effet de l'événement qui m'est apparu le plus déterminant, au regard du référentiel normatif adopté, pour comprendre la transformation des dynamiques territoriales en cours dans la région.

Les audiences publiques représentent une nouvelle occasion pour rencontrer et interroger les riverains de la Terra do Meio afin de reconstruire leurs stratégies et les jeux (au sens crozierien) auxquels ils participent. Malgré leur brièveté, ces événements (deux fois cinq jours) sont d'un grand intérêt pour mon enquête puisqu'ils réunissent en un même lieu l'ensemble des riverains de la région du Xingu ou de l'Iriri. Auprès des *ribeirinhos* du Xingu, que je retrouve, je mène des entretiens dirigés qui me permettent d'étayer et mettre à l'épreuve les hypothèses que j'ai pu élaborer. Je rencontre pour la première fois, sur la plage do Anfrísio, les populations riveraines de l'Iriri. Après avoir été officiellement présenté

comme « chercheur sur qui l'on peut compter » et « écrivain », j'emploie tous mes temps libres à rencontrer les *ribeirinhos*. J'ai pu préparer ces entretiens grâce aux commentaires livrés par les agents de l'IBAMA, du MMA et les représentants du secteur associatif qui ont participé aux deux missions fluviales sur l'Iriri et sur le Xingu.
Je débattrai amplement de mes hypothèses et de ma reconstruction des dynamiques locales en termes de jeu (au sens crozierien) avec l'agent de l'IBAMA/CNPT responsable des missions et des audiences publiques du Xingu et de l'Iriri. L'agent Felipe Regis de Siqueira connaît, en effet, mieux que personne la situation des riverains de la Terra do Meio. Outre sa participation aux deux missions fluviales et aux audiences publiques, il a réalisé, seul, pendant presque deux mois, une première mission de reconnaissance sur le Iriri en début d'année 2005[59].

En tout état de cause, la participation à la mission sur le Xingu puis aux audiences publiques signe mon retour sur le terrain de la gestion intentionnelle. Après les audiences publiques, je reste une quinzaine de jours à Altamira pour rencontrer une dernière fois les principaux représentants des mouvements sociaux locaux et régionaux. À ma grande surprise, ma participation active à la mission sur le Xingu et aux audiences publiques, et la publicité qui en a été faite, engage mes relations avec ces derniers sur des bases nouvelles. Les entretiens, auparavant brefs et quelque peu impersonnels, durent maintenant plusieurs heures dans une atmosphère détendue. Je centre la quinzaine d'entretiens dirigés auprès des responsables et membres de la FVPP, du GTA et de la FETAGRI sur l'historique et les ressorts de l'action des mouvements associatifs locaux et régionaux dans la Terra do Meio.

Afin de poursuivre mon travail de recherche sur les actions de gestion intentionnelle de la Terra do Meio, je quitte Altamira pour rejoindre Belém puis Brasília.

4.4. Avec les membres de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio

4.4.1. La négociation comme figure du rapport observateur-observé

Je passe trois semaines dans la capitale du Pará. J'y retrouve les acteurs de la gestion intentionnelle de l'échelon régional rencontrés deux ans auparavant et avec qui j'ai rapidement repris contact lors de la venue de Maya Leroy. Le contexte de nos entrevues a considérablement évolué. D'abord, j'ai accepté le caractère négocié des relations que je suis amené à établir avec ses protagonistes. J'ai compris et admis qu'il ne pourrait y avoir de terrain de la gestion intentionnelle, sans « sous-terrain », selon l'expression de M. Abélès (2004). En effet, comme l'explique l'auteur :

> « L'accès au terrain va donc impliquer la négociation préalable d'un contrat. Par contrat, l'on n'entend pas nécessairement l'existence d'un document précisant les droits et les obligations des deux partenaires. La procédure peut être moins formelle et se limiter à des engagements oraux de part et d'autre. Ce qui importe, c'est l'existence d'un accord qui permette de mener l'entreprise à bien et, pour commencer d'accéder aux individus et aux groupes qui font l'objet de la recherche. » (: 38).

[59] Les échanges avec Felipe s'intensifient davantage lorsque, quelques mois plus tard, il me sollicite pour la rédaction finale du diagnostic socio-économique de la situation des populations riveraines de l'Iriri (mission à laquelle je n'ai pas participé). Une fois prêt, le diagnostic viendra rejoindre les autres pièces constitutives du procès administratif de création de la Réserve extractiviste du Rio Iriri qui s'achèvera par le décret présidentiel de création signé le 5 juin 2006.

Accepter de considérer ma relations aux acteurs de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio sous le prisme de la négociation invite à un double travail. Il s'agit d'abord d'identifier de manière précise la demande que j'entends formuler. Ensuite, si négocier c'est savoir ce que l'on veut, c'est aussi savoir ce que l'on a et que l'autre convoite. Cette double clarification me semble à la base de l'arrangement que désormais je suis prêt à établir avec les acteurs de la gestion intentionnelle. Non seulement j'ai pris conscience de son existence, mais j'ai les moyens d'y participer. Cette reconnaissance du caractère négocié et non immédiat (ou fusionnel) des rapports aux acteurs de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio me permettra de poser des bases d'interaction saines avec ces derniers. Je reconnais leur altérité à mon projet de recherche et à ma posture d'analyse. Admettre la négociation comme figure de la relation observateur-observé avec les acteurs de la coalition, c'est reconnaître que mon adhésion à leurs objectifs ne revient pas à réduire leur point de vue au mien (et *vice versa*).

Cette compréhension des rapports noués avec les acteurs de la gestion intentionnelle est loin d'être triviale. En effet, comme la montré la « désillusion » vécue lors de l'entrée sur le terrain de la gestion intentionnelle, le fait que le chercheur épouse (au travers d'un référentiel normatif assumé et explicité) les objectifs de ceux qu'il est amené à étudier et enquêter est assez problématique. Ainsi, avec J.-B Narcy (2001), je conviendrai que ce n'est pas parce que l'observateur et l'observé partagent une même volonté d'amélioration d'un système de gestion que d'une part ils y occupent la même position et que d'autre part ils le considèrent de la même façon. Dans le domaine des sciences de gestion, cette situation caractérisée par la convergence des positions normatives mais la disjonction des points de vue entre enquêteur et enquêté, a été théorisée par H. Dumez (1988) et M. Berry (1984). Le premier en viendra à distinguer trois niveaux d'analyse des pratiques de gestion. Pour les deux premiers niveaux (celui du « substrat matériel de gestion » et celui de la « donation de sens par les acteurs »), l'auteur souligne la différence existant entre l'analyse pratiquée par le chercheur et celui qu'il observe, indépendamment du degré d'adhésion à ses objectifs. De manière encore plus frappante, l'auteur dégage un troisième niveau, celui de la « donation de sens par le chercheur » dont l'existence même révèle la différence de point de vue entre le chercheur-observateur et l'acteur-observé. M. Berry (1984) opère une distinction similaire, lorsqu'il différencie la « logique de l'action » de la « logique de la connaissance ». À l'instar de ce dernier, je conviendrai que le regard différent que porte le chercheur-observateur et l'acteur-observé sur un système de gestion (comme celui du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio) fait écho à cette différence de logique. Le regard du chercheur, mu par la logique de la connaissance, est nécessairement décalé.

La prise de conscience de ce décalage par le chercheur me parait fondamentale. Elle permet d'une part à l'enquêteur de régler la distance aux enquêtés, trouvant ainsi une position de soulagement fondée sur l'ambivalence : proximité et altérité. D'autre part, elle permet au chercheur de construire une carte mentale de la négociation en cours et des marges de manœuvre qui lui sont disponibles.

4.4.2. Une stratégie de recherche en trois temps

Je mettrai en pratique la figure de la négociation, comme mode de relation privilégié aux acteurs de la gestion intentionnelle de la Terra do Meio, au travers d'une stratégie de recherche se déroulant en trois temps. C'est à partir de cette dernière que je poursuivrai mon investigation auprès des acteurs régionaux et nationaux, privés (IMAZON, IPAM, ISA) et publics (ministère de l'Environnement et IBAMA), de la gestion intentionnelle. J'appliquerai cette approche

Le premier temps est celui d'une rencontre organisée avec l'un des membres de l'institution, que je connais déjà ou bien qui m'a été recommandé. Ce premier « entretien » a pour objectif principal de démontrer à mon interlocuteur (membre du ministère de l'Environnement, d'ONG ou d'association) la connaissance que j'ai acquise du terrain de la gestion effective de la Terra do Meio. Pour cela, je présenterai sommairement quelques-unes de mes conclusions. De manière spontanée ou sur proposition de ma part, mon interlocuteur m'invitera à faire une présentation des principaux résultats de l'enquête devant quelques uns de ses collègues. Comme il l'expliquera, cela représente également une opportunité pour moi de me présenter, de bénéficier de leurs critiques croisées sur mon travail et de faire connaissance avec ces derniers. Après s'être entendu sur la réalisation de la présentation, je mènerai un entretien dirigé tourné sur la participation directe ou indirecte de l'organisation (ou de l'individu interviewé en particulier) au processus de création des unités de conservations de protection intégrale de la Terra do Meio. Je tente également de saisir la vision que mon interlocuteur a du système de gestion de la Terra do Meio et ses prévisions futures.

Le deuxième temps est marqué par une restitution des résultats auprès des membres de l'organisation. Cette présentation, centrée sur les jeux d'acteurs de la gestion effective, réunira entre neuf et vingt-deux personnes. Ces moments sont particulièrement riches pour moi. Mon travail est évalué et reçoit les critiques constructives que je prends soin d'intégrer d'une restitution à l'autre. Les présentations se terminent toujours par une série de questions ouvertes que j'adresse à l'assemblée et au travers desquelles je sollicite leurs conseils ou réflexion sur un thème ou un autre. Une réflexion collective s'amorce sur les points qui me posent problème où que j'envisage d'approfondir. Je mobilise également l'auditoire pour me livrer à une réflexion sur leur participation aux processus de création des aires protégées de la Terra do Meio. Grâce à cette restitution de mon enquête sur la gestion effective, les membres de l'organisation identifient facilement la nature de mon travail, ma problématique de recherche, mon positionnement et mes intérêts propres. À partir de cette clarification de mon identité, je sollicite les personnes présentes pour la réalisation d'entretiens individuels. Les réunions s'achèvent immanquablement par des prises de rendez-vous, des échanges de courriels ou des recommandations pour prendre contact tel ou tel collègue absent.

Le dernier temps est celui des entretiens individuels et dirigés avec les acteurs rencontrés lors de la présentation collective. Le vade-mecum guidant l'entretien est similaire à celui de la première rencontre avec la personne-contact de l'organisation. Grâce à la mise en lisibilité de mon travail de recherche et l'intérêt suscité lors des présentations, les entretiens individuels se montrent particulièrement riches. Je rencontrerai douze membres de l'ONG IMAZON, neuf de l'IPAM, trois de l'ISA, douze du ministère de l'Environnement. Je rapproche de ces entretiens les onze autres réalisés auprès d'agents de l'IBAMA et de directeurs de l'IBAMA appartenant à différents départements : direction des Ecosystèmes (Diretoria de Ecossistemas – DIREC), division de Contrôle et Fiscalisation (Divisão de Controle e Fiscalização – DICOF) et centre national de Développement durable des Populations traditionnelles (Centro Nacional de Desenvolvimento Sustentado das Populações Tradicionais – CNPT).

Grâce à ce retour négocié sur le terrain de la gestion intentionnelle, je serai inclus dans le « réseau d'action pour la conservation de la Terra do Meio », participants ainsi aux diverses réunions du groupe et au forum interactif ouvert entre les membres. Cette participation aux actions collectives menées par la coalition pour la conservation de la Terra do Meio (cf. chapitre 4) me permettra de saisir les relations et interactions mises en place entre ses membres.

Conclusion

Ce premier chapitre m'a permis de fournir au lecteur les éléments théoriques, pratiques et personnels qui devraient lui permettre de se saisir au mieux les lignes qui suivront et les principaux résultats de recherche qui les ponctuent. Pour une plus grande clarté de l'exposé, j'ai présenté les fondations du produit écrit de ma recherche à partir de trois sections distinctes. D'abord, m'appuyant sur les différentes interprétations faites de la frontière pionnière, j'ai introduit l'hybridation disciplinaire à laquelle, le regard éco-centrée que j'ai choisi de porter sur les dynamiques territoriales de la Terra do Meio, me conduira. Afin d'expliciter le ressort de mon analyse des dynamiques territoriales, je me suis ensuite efforcé de présenter la réflexion personnelle et les principaux ancrages théoriques qui la fondent. J'ai alors défendu l'intérêt et la légitimité d'une lecture éco-centrée. Finalement, souscrivant pleinement à l'exigence de réflexivité et d'exposition défendue par la littérature en sciences sociales, j'ai choisi de reprendre et analyser précisément le cheminement de mon enquête de terrain et ses principaux mouvements. Je souhaiterai conclure cette présentation de ma démarche de recherche en abordant trois points.

D'abord, j'aimerai souligner la tension motrice qui existe entre le pôle « critique » et le pôle « clinique » de ma démarche de recherche. Loin de former deux moments exclusifs l'un de l'autre, je défendrai l'idée que ces derniers se co-construisent mutuellement, même si chacun d'eux s'impose de manière privilégiée à un moment où l'autre du travail de recherche. Je rejoints ici, à partir de mon expérience personnelle, les réflexions proposées par L. Mermet (2007 ; 2005b).

Le pôle « critique » est celui de la mise à distance des dynamiques de gestion du territoire et des ressources naturelles auxquelles s'intéresse l'analyste stratégique[60]. Il permet de problématiser les pratiques des acteurs à partir d'une lecture dialectique de cette gestion. Il s'ancre sur la construction et l'étaiement rigoureux, et parfois laborieux, d'un référentiel normatif centré sur l'état de l'écosystème. Le pouvoir de « distanciation » et de « problématisation » du référentiel normatif tient à ce qu'il traduit en termes concrets, assez facilement observables ou mesurables sur le terrain, un objectif politique assez flou et général. Par delà les discours et justifications avancés par les uns ou les autres, le référentiel normatif, équipé des concepts de gestion effective et de gestion intentionnelle, permet d'interroger depuis un point de vue spécifique la gestion du territoire et des ressources naturelles. Ainsi, pour se déployer, la critique ne peut se réduire à l'édification, aussi soigneuse soit elle, d'un référent normatif. Puisqu'elle naît de l'écart observé et analysé entre ce qui est et ce qui devrait être, elle invite à une compréhension fine des dynamiques de gestion territoriale à l'œuvre.

Le travail du pôle « clinique » revient à pénétrer intimement le système de gestion, au travers du vécu de ses acteurs, afin de le comprendre « de l'intérieur ». La priorité est alors donnée à la découverte du point de vue des protagonistes de la gestion du territoire et des ressources naturelles. L'approche clinique s'ancre dans la capacité qu'a le chercheur de se laisser « embarquer » par la subjectivité de ses interlocuteurs. Mais ce travail de proximité n'est jamais à sens unique. Accéder au vécu de l'autre, dans son épaisseur, ne se fait qu'au prix d'une perte de ses propres repères, au prix d'une entrée dans la situation de gestion. La démarche clinique travaille précisément avec cette perte de repère qu'elle instrumentalise, transformant en moyen d'investigation ce que certains considèrent comme obstacle (Revault D'allonnes 1989). Le risque est alors grand de « perdre le cap » du travail de proximité mis en place. Cela se manifestera lorsque le chercheur ne parvient plus qu'à reproduire les discours

[60] Je désignerai ainsi celui qui se proposede suivre, en pratique, la perspective théorique proposée par l'ASGE.

des acteurs, lorsqu'il ne propose plus qu'une lecture mosaïque des dynamiques observées au gré des seules connaissances interpersonnelles qu'il a, lorsqu'il ne travaille plus qu'avec un groupe d'acteurs seulement. Dans tous ces cas, le résultat est le même, le chercheur échouera à comprendre les acteurs la singularité du rôle qu'ils tiennent dans la gestion du territoire étudié. Pour parvenir à replacer chacun des acteurs, selon ses spécificités, dans l'ensemble du socio-système qui gère, dans les faits, les ressources naturelles l'analyste stratégique devra saisir le référentiel normatif qui lui permet d'interroger le système de gestion dans sa globalité. Le référentiel normatif guidera également le chercheur dans ses choix d'investissement clinique, l'aidant à choisir auprès de qui rester, jusqu'où, afin de comprendre le fonctionnement de l'éco-sociosystème.

Ensuite, je soulignerai que les détails fournis sur l'implication assez poussée à laquelle j'ai dû me livrer lors de mon enquête sur le terrain de la gestion effective ne représentent en rien une démonstration de sa nécessité absolue, ni même de son efficacité. Bien au contraire, je crois volontiers qu'il n'y a pas de correspondance simple entre le degré d'implication et la qualité de la production des données. Dit autrement, l'implication forte n'est pas valorisable en soi, elle doit rester le moyen au service d'une fin qui est la question de recherche. Je m'élève ainsi, à l'instar de J.-P. Olivier de Sardan (1995), contre le dogme de « l'implication-forte-sinon-rien », contraire aux fondements même de l'action de recherche dont les contours, toujours contingents, se définissent au croisement du contexte d'étude, des qualités/ressources du chercheur et de la question à laquelle il s'attèle. Ainsi, le cas particulier de mon travail sur le terrain de la gestion du territoire et des ressources naturelles en Amazonie brésilienne m'a conduit à associer et accorder deux modes d'implication assez distincts. D'un côté une implication forte, conduisant à une perte effective de repère, et de l'autre, une implication douce, maîtrisées et consciente. Les résultats de l'investigation dépendent non seulement du choix des implications mais aussi de leur combinaison dans le temps.

Je terminerai cette conclusion en remarquant que l'enquête de terrain sur la gestion du territoire et des ressources naturelles soulève des problématiques d'actualité dans le champ des sciences sociales et en particulier de l'anthropologie. En effet, comme le diront A. Gupta et J. Ferguson (1997), elle entraîne une certaine remise en cause la « localité anthropologique » au profit d'un travail poussé sur une « localité politique ». Le « terrain » de l'analyse stratégique de la gestion environnementale est réticulé et triple. Il consiste toujours à suivre les actions de gestion intentionnelle, celles de la gestion effective et surtout leurs formes d'interaction. Les sites d'observation et d'entretien sont multiples, mais toujours reliés les uns aux autres par des flux d'actions et de discours. Dans mon cas, il s'est agit de la *vila* Central, des bureaux du ministère de l'Environnement, de la salle de réunion de l'IMAZON, du séminaire pour la conservation de la Terra do Meio, etc. L'enquête de terrain, clinique, doit être incarnée, située, mais elle doit aussi permettre de saisir la pluralité des sites où se jouent, d'une manière ou d'une autre le sort de la forêt de la Terra do Meio. Plus précisément, l'ASGE nous invite à nous positionner précisément au point de rencontre des forces opposées dont résulte la dialectique de gestion du territoire.

CHAPITRE 2
La genèse du territoire Terra do Meio : une structuration progressive au rythme des conquêtes pionnieres

Introduction

Le cœur de cette thèse est consacré à la reconstruction du socio-système gestionnaire de la forêt de la Terra do Meio. Il s'agira de comprendre et analyser les actions de gestion effective et intentionnelle du territoire de la Terra do Meio qui se sont répondues entre l'année 2000 et 2006. Mais, cette étude que je développerai dans les chapitres 3 et 4, nécessite au préalable une brève mise en contexte géohistorique. Ce chapitre la proposera.

Dans la première section, je commencerai par revenir, succinctement, sur la naissance de São Félix do Xingu et son passé de ville d'Amazonie des fleuves. Il s'agit ici de reconnaître que l'intérêt que je porte à la compréhension des dynamiques pionnières ne doit pas pour autant faire oublier ou même effacer celles et ceux qui leur préexistaient. Une fois ce travail fait, il sera possible de me consacrer pleinement aux profonds changements qu'a connus la région depuis la fin des années soixante-dix. Pour les décrire, je procéderai en deux temps.
D'abord, je présenterai la forte implication de l'État, au travers de ses politiques publiques, dans la colonisation amazonienne. Tout a déjà été dit ou écrit sur la manière dont l'État brésilien s'est organisé, dans la seconde moitié du 20ème siècle, pour mener à bien l'intégration de la région amazonienne au reste du Brésil. Il me faut pourtant y revenir une nouvelle fois (rapidement) pour que le lecteur ait en mémoire les efforts considérables tant humains, que financier, technique, logistique, politique ou symbolique déployés pour occuper à tout prix les terres amazoniennes. Car, si l'engagement étatique pour la colonisation de l'Amazonie a pris fin officiellement, la brèche physique, politique et symbolique ouverte dans le massif forestier n'a cessé de s'élargir. Dans la Terra do Meio, où les routes continuent d'avancer, elle se fait plus profonde saison sèche après saison sèche.

Ensuite, j'aborderai de manière spécifique le facteur clé de la conquête de la Terra do Meio, c'est-à-dire l'arrivée de la route jusqu'à São Félix do Xingu. Afin d'en rendre compte à sa juste mesure, je suivrai cette avancée phénoménale, presque trentenaire, parcourant plus de 1 500 km, depuis Brasília jusqu'au bord du Xingu et aux portes de la Terra do Meio. J'insisterai plus particulièrement sur les dynamiques d'occupation et de lutte pour la terre qui ont accompagné, depuis sa naissance, la « Brasília-Terra do Meio ».

Arrivé aux portes de la Terra do Meio, la seconde section permettra au lecteur d'y pénétrer de plein pied, suivant la trace des premiers pionniers, connaissant stade après stade la genèse d'un nouveau territoire, conquis progressivement par ces derniers sur la forêt. À l'instar d'O. Velho (1981[1972]), je parlerai alors de la construction du « centre » de la Terra do Meio. Et, plutôt que de marquer les différences entre les phases pionnières qui se succèdent, je m'efforcerai de produire une lecture spatialisée et continue du phénomène de structuration territorial. Pour cela, j'articulerai dans le temps et l'espace l'occupation de la région par les diverses franges pionnières. M'attachant aux marques concrètes laissées sur le territoire, tout à la fois produits et productrices de l'occupation humaines, je chercherai à rendre compte des modalités par lesquelles les pionniers sont parvenus à « prendre » la Terra do Meio. Je proposerai une modélisation de cette conquête de l'espace forestier par la succession de quatre moments distincts.
D'abord, il y a l'installation de quelques postes avancés, véritables enclaves pionnières au milieu de la forêt, uniquement reliées par les airs. Ensuite, vient la colonisation de la région sud-est de la Terra do Meio, la plus proche du centre-ville de SFX, que j'appellerai la « périphérie de SFX ». Les bûcherons, puis les colons s'y avancent, les pistes forestières ouvertes par les uns sont ensuite entretenues par les autres. On peut désormais circuler sur la terre ferme du sud-est de la Terra do Meio, empruntant les sentiers forestiers le long desquels s'établissent les premières baraques. Pour le troisième temps, décisif, il faut quitter le sud-est de la Terra do Meio pour s'intéresser à son « cœur ». C'est là que les bûcherons feront leur entrée avant même la fin des années quatre-vingts. La suite du scénario de conquête de cette région centrale de la Terra do Meio n'a plus rien de classique, contrairement à celle de la « périphérie de SFX » qui reproduit un mouvement pionnier bien connu en Amazonie. Un élément marquera profondément le rythme et la forme prise par la colonisation du « cœur » de la région. Il s'agit de la « route de la Canopus » ouverte dès le milieu des années quatre-vingts par l'entreprise minière éponyme. Elle traverse la Terra do Meio sur presque toute sa largeur, reliant le *rio* Iriri au *rio* Xingu. Elle constituera l'épine dorsale de la conquête pionnière locale. Au gré des cycles qui se succèdent (celui de l'acajou puis de l'or) et des encouragements du syndicat agricole local, les bords de la route se peuplent. À partir de la fin des années quatre-vingt-dix, un nouveau cycle se développe : celui de la terre. Il préfigure le cycle de l'élevage, auquel il semble indissociablement lié, comme l'illustre l'apparition des lignes de *fazendas*. Alors que les cycles s'enchaînent, l'occupation du territoire se renforce, s'affermit. Le quatrième et dernier moment est celui de l'ouverture de la Route Nouvelle. Cet axe routier qui reliera les deux pôles (la « périphérie de SFX » et le « cœur ») de la Terra do Meio déclenche une nouvelle structuration du territoire.

A - Le Brésil aux portes de São Félix do Xingu : l'arrivée de la route

1. São Félix do Xingu, bourgade de l'Amazonie des fleuves

> « Quant à l'Amazonie, patrimoine naturel, culturel, économique et social d'importance stratégique pour le Brésil et pour la planète, il faut préciser que nous allons modifier les politiques de peuplement et les politiques agricoles, qui ont été dévastatrices et ne créent ni emplois ni revenus pour la population locale. L'Amazonie est perçue comme une frontière où l'on va chercher des profits faciles et rapides, sans penser aux conséquences sur l'environnement et sur les communautés. Lorsqu'on parle de « l'occupation de l'Amazonie », on a souvent l'idée qu'il s'agit d'un « vide démographique », une sorte de « terre de personne ». De fait, rien moins que 20 millions de Brésiliens y habitent, sans compter les nombreuses expériences qui allient la protection environnementale, les objectifs sociaux, les innovations technologiques et institutionnelles et des bénéfices économiques significatifs ».

Ces mots ne sont pas ceux d'un chercheur diplômé spécialiste du sujet, un « amazoniste », au fait, mieux que quiconque, des « réalités » amazoniennes passées sous silence lorsqu'il a fallu promouvoir l'intégration nationale à tout prix. Ils ne sont pas là pour choquer ou pour opérer à un recadrage décapant de la situation. Non, ce bilan est dressé par un candidat en campagne pour l'élection présidentielle d'octobre 2002[61]. On considérera plutôt ces paroles comme un constat assez largement partagé qui permet au politicien en campagne de rassembler autour d'un projet de territoire : celui d'une société amazonienne qui n'a pas attendu la seconde moitié du vingtième siècle et l'arrivée des pionniers pour exister. Des populations bien réelles, rayées des cartes pour les besoins de la cause, occupent bel et bien ce « vide »-qui-n'en-n'était-pas-un. La société brésilienne a donc (au moins pour une partie d'entre elle) changé de regard sur le territoire amazonien.

Comme l'a annoncé l'introduction générale de cette thèse, mon attention est toute entière tournée vers la colonisation d'un territoire d'Amazonie Orientale et ses conséquences environnementales. Même si mon regard se porte avec insistance sur ces dynamiques pionnières, il ne doit pas conduire, pour autant, à effacer ou faire oublier la réalité sociale qui leur préexiste. Cette première section, sans doute trop courte, sera pour moi le moyen de réaliser cet effort de mémoire.

1.1. L'avant boom

Comme j'en ai fait l'expérience, les berges du Xingu et de l'Iriri, ainsi que leurs principaux affluents présentent de nombreux sites archéologiques où l'on découvre aisément céramiques, inscriptions rupestres et sites de fabrication ou de polissement d'instruments lithiques. Ils représentent autant de témoignages d'une occupation très ancienne et avérée de la région par

[61] *Em defesa do meio ambient*, Luiz Inácio Lula da Silva, Linha Aberta, Brasil, 11 juin 2002.

des populations humaines. Selon le rapport (ISA-MMA 2003), il est possible, à partir de l'étude de la profondeur, de la répartition et de la nature des éléments archéologiques découverts, de déduire que l'occupation humaine de la région a été réalisée lors de périodes distinctes par des groupes différents. Ainsi, les premières inscriptions rupestres seraient antérieures à l'occupation de la région par les groupes des familles Juruna et Munduruku et donc, de tous ceux qui les suivent tels que les groupes Gê (Kayapó), Karibe (Arara) et Tupi-Guarani (Assurini, Araweté et Parakanã).

Les premiers blancs à s'aventurer sur les eaux du Xingu sont les jésuites. Ils remontent son cours depuis l'embouchure avec l'Amazone, au 17ème puis au 18ème siècle. En raison des rapides qui barrent leur progression vers le Moyen et le Haut Xingu, ces derniers établissent leurs premières missions en aval de la « Volta Grande »[62]. Les missionnaires créent dans le Bas Xingu, quatre centres d'évangélisation situés à environ une journée de barque l'un de l'autre. Ils permettent la collecte des « *drogas do sertão* » (Clouet, Paralieu *et al*. 1996). Suite à l'expulsion des jésuites du Brésil en 1758, les missions implantées dans la région, comme partout ailleurs en Amazonie, périclitent puis disparaissent (Aubertin 1996b).

La forte variation saisonnière du débit du Xingu rend des plus périlleuses sa navigation en période d'étiage. Pour cette raison, les grandes expéditions scientifiques qui parcourent les fleuves amazoniens jusqu'au milieu du 19ème siècle ne s'aventurent que tardivement sur les eaux du Xingu. La description que nous laisse E. Snethlage (1910 *apud* Godfrey 1979), qui a voyagé entre 1908 et 1909 sur le Xingu, est éloquente des difficultés que rencontrent les navigateurs en saison sèche :

> « La partie du Xingu que nous avons parcouru jusqu'à l'embouchure du Iriri a un singulier aspect en été. Ils disent que ce fleuve a plus de rochers que d'eaux, et c'est bien l'impression que j'ai eu de cette immensément longue vallée, interrompue par d'innombrables îles, grandes et petites, couvertes de rares arbustes ou de basses et petites forêts luxuriantes. La vallée est formée d'une série de plages et de rochers donnant lieu à nombreuses chutes d'eau, cet ensemble forme le Xingu de la saison sèche » (: 53-54).

Le missionnaire de l'église catholique E. Kräutler (1978 ; 1979) rapporte lui aussi, sous une forme romancée particulièrement expressive, les dangers encourus par quiconque décide d'entreprendre le voyage entre Altamira et SFX.

Le premier voyage en amont des rapides qui nous est rapporté a été mené par le prince Albert de Prusse en 1842 (Kräutler 1979). Les expéditions scientifiques sur le Xingu datent seulement de la fin du 19ème siècle. La première est menée par l'ethnologue allemand Karl Von des Steinen, en 1884. Avec son équipage, il descend le Xingu depuis ses sources jusqu'à l'Amazone (Steinen 1940[1886] *apud* ISA-MMA 2003). Dans son récit d'expédition, l'ethnologue décrit pour la première fois les populations indigènes régionales. Il livre aussi sa rencontre avec les indiens Juruna, alors en pleine migration vers l'amont du Xingu, fuyant la domination des Kayapós et l'arrivée des blancs dans le Moyen Xingu (Steinen 1940[1886] *apud* Hemming 1995[1987]). Cette époque marque en effet l'ouverture du cycle du caoutchouc dans la région. Douze ans plus tard, Henri Coudreau, « le dernier explorateur français » (Benoit 2000) prend la tête de la seconde expédition réalisée sur le Xingu. Il témoigne dans ses écrits de la première vague d'occupation de la région par les *seringueiros*[63] venus du Nordeste. Dans son recensement approximatif des populations blanches vivant dans la région (Coudreau 1977[1897]), il estime à 804 le nombre d'habitants sur les berges du

[62] Nom donné au plus grand méandre fait par le Xingu.
[63] Individu qui travaille à l'extraction du latex de l'hévéa à partir duquel il prépare, par fumaison, les boules de caoutchouc.

Xingu et 220 sur celles de l'Iriri. Comme le rappelle J. Hemming (1995[1987]), l'arrivée d'un contingent élevé de *seringueiros* dans la région du Xingu, de l'Araguaia et du Tocantins au début du 20ème siècle, se solde notamment par la recrudescence des conflits entre populations indigènes et migrants nordestins.

1.2. Le boom du caoutchouc

Selon les entretiens réalisés par B. J. Godfrey (1979), le premier groupe de *seringueiros* à s'aventurer sur les marges du Xingu, en 1888, est constitué de vingt-deux hommes, tous venus du Nordeste. Après avoir franchi le *rio* Fresco, le groupe aurait rencontré les indiens Chipaia et Juruna. Ces derniers, enrôlés comme guides, leur auraient défendu de pénétrer le territoire Kayapó situé plus à l'ouest. Suivant ces conseils, les migrants auraient concentré leurs recherches sur les bords du Xingu où ils découvrent rapidement la présence de *seringa* (*Hevea brasiliensis*) et *caucho* (*Castiloa ulei*). Quand, quelques mois plus tard, ils reviennent du Nordeste, plusieurs dizaines de compagnons se pressent à leurs côtés. Tous sont bien décidés à entrer et vivre en pleine forêt. Ils sont venus saigner la *seringa* et abattre le *caucho* pour en extraire le précieux latex. Toujours selon B. J. Godfrey (*op. cit.*), la vente de caoutchouc sur le Xingu est entièrement placée, à cette époque, sous la domination du Sénateur José Porfírio de Miranda Junior. Ce dernier a imposé son autorité par le contrôle du port situé à l'embouchure du Xingu et de l'Amazone. Comme les affaires fleurissent, le Sénateur installe un ancien colonel de la Garde Nationale, Tancredo Martins Jorge, pour représenter ses intérêts dans la région du Moyen Xingu. Comme le rapportent encore aujourd'hui les plus anciens habitants de la région, l'entrepôt (*barracão*) du colonel est initialement construit sur une île située à quelques kilomètres en aval de l'actuel centre urbain de São Félix do Xingu. Suite à la crue de 1914, désastreuse pour ses marchandises, le colonel déplace son entrepôt jusqu'à la confluence du Xingu et du Fresco, endroit connu comme Boca do Rio. Lors de son déplacement, le colonel Tancredo emporte avec lui sa précieuse image de Saint Félix de Valois qui lui assure protection, notamment contre les flèches indiennes, depuis le début de sa retraite amazonienne. Comme souvent, l'entrepôt provoque le regroupement des familles de *seringueiros* à son entour. La *colocação* qui naît à l'embouchure du *rio* Fresco et du *rio* Xingu, tout comme la bourgade à laquelle elle donne naissance, sont placées sous la protection du saint français et en gardent le nom. Comme s'en souvient l'historien local W. da Silva Nunes (1998), quelques appellations intermédiaires auront tout de même court. On parle du hameau de *Barro Branco*, de la bourgade de *Boca do Rio*, avant que la *Vila de São Félix de Gradaus* puis finalement São Félix do Xingu s'imposent. Selon les mots de l'auteur, « Ce lieu attirait déjà en 1923 toute l'attention car s'y trouvait quatre maisons en dur. C'était le point stratégique pour les activités commerciales et l'extractivisme végétale ».
Le déplacement de l'entrepôt admet peut être une autre explication, annonciatrice de la « double vie », entre fleuves et routes, que sera amenée à jouer la ville de SFX. Comme l'observent M. Schmink et C. H. Wood (1992), la première piste forestière reliant les rives de l'Araguaia[64] à celles du Xingu est ouverte en 1910. Le point d'arrivée sur le Xingu est situé à proximité de l'embouchure du *rio* Fresco. Dès l'ouverture, un intense flux commercial se met en place, à dos de mules, entre Conceição do Araguaia et la bourgade naissante sur les rives du Xingu. Cette piste forestière, qui assure l'approvisionnement des *seringueiros* en viandes bovines séchées, fromages, chapeaux ou sacoches de cuir est baptisée la « route du bœuf ».

C. Aubertin (1996b) souligne le rôle crucial joué par la navigation motorisée au moment de l'explosion du « boom du caoutchouc » en Amazonie. Sur le Xingu, le milieu des années mil neuf cent dix marque, en effet, l'apparition des embarcations motorisées faisant route entre

[64] Autre affluent de l'Amazone situé à l'est du Xingu et s'écoulant comme celui-ci du sud vers le nord.

SFX et Altamira. Six jours suffisent, en saison des pluies, pour rallier Altamira depuis SFX, au lieu des trois mois nécessaires à la rame. Une flotte constituée d'une quinzaine d'embarcations, entièrement placée sous le contrôle du colonel Tancredo, sillonne le Xingu. A l'époque de la Première Guerre Mondiale, pas moins de 5 000 hommes (2 000 *seringueiros* et 3 000 *cocheiros*) dépendent de lui dans la région (Godfrey *op. cit.*). À partir de 1912, pourtant, les cours mondiaux s'effondrent (suite à la mise en production des plantations asiatiques). A la faveur des rapprochements géopolitiques de la Seconde Guerre Mondiale, l'Amazonie redevient pour quelques temps, un haut lieu de production de caoutchouc pour les États-Unis. Suite aux accords de Washington (1942) une armée de « soldats du caoutchouc » nordestins est équipée et envoyée extraire le latex des hévéas amazoniens (Weinstein 1983). Comme le confirment les entretiens réalisés, l'extrême majorité des familles de riverains vivant aujourd'hui le long des fleuves de la Terra do Meio, descendent de cette vague migratoire du milieu du 20ème siècle.

1.3. L'après boom

Mais les accords internationaux n'ont qu'un temps. Avec la fin de la guerre, les cours du caoutchouc s'effondrent définitivement. Le système socio-économique de l'*aviamento*[65] tombe en déliquescence en quelques années. Les populations riveraines du Xingu et de l'Iriri se retrouvent rapidement coupées du reste du monde. L'extractivisme de la noix du Brésil se maintient. Le commerçant fluvial ou *regatão* est responsable, à lui seul, de l'intermédiation entre les riverains et les villes de SFX ou Altamira. Les échanges commerciaux avec le *regatão* ne suffisent pas à assurer la survie des familles. Comme partout ailleurs en Amazonie, elles commencent à adopter des formes d'agriculture de subsistance, auparavant interdites ou fortement découragées par les *patrões* du caoutchouc désireux de maintenir la dépendance des *seringueiros* à leur égard. Des formes élaborées d'agro-extractivisme apparaissent sur les bords des fleuves amazoniens (Pinton et Emperaire 1992). Par ailleurs, nombreux sont les hommes ou les familles qui abandonnent les rives du Xingu pour se rendre dans la région de l'Araguaia-Tocantins. La région sombre dans une profonde léthargie.

Pourtant, comme le narre W. da Douza Nunes (*op. cit*.), le *município* de São Félix de Gradaus est officiellement créé le 25 juin 1955 par le gouverneur Alexandre Zacarias de Assunção. La même année, il est rayé de la carte par son successeur, Joaquim Cardoso de Magalhães Barata, « pour des raisons personnelles ». Après six ans d'une lutte menée par les représentants locaux, le *município* renaît de ses cendres, au travers de la loi n°2460 du 29 décembre 1961. Il prend officiellement le nom de São Félix do Xingu qu'il garde jusqu'à aujourd'hui. Gonflé d'orgueil, l'auteur raconte comment le gouverneur Newton Miranda Junior remet officiellement le pouvoir exécutif local aux mains d'Antônio Marques Ribeiro, lors d'une cérémonie organisée le 10 avril 1962. Après quoi, « La programmation officielle s'est poursuivie par une fête dansante qui s'est prolongée jusqu'au jour suivant, laissant la communauté pleinement satisfaite et joyeuse. » (*ibid.*).
A l'heure de sa création, São Félix do Xingu est avec quelques 0,05 hab./km², l'un des *municípios* les moins densément peuplés du Brésil. La production agricole et l'élevage local sont quasi inexistants. La demande en produits manufacturés et alimentaires est assurée à 85 % par transport fluvial depuis Altamira. Le reste emprunte la voie aérienne depuis Redenção (Godfrey 1979). Comme me le rappelle l'un des plus vieux habitants de la ville :

[65] Selon L. Emperaire (1996) (éd.) : « le terme aviamento se réfère au système économique qui sous-tend l'extractivisme et dans lequel chaque maillon de la chaîne est relié au précédent par une relation de dépendance qui se concrétise dans la remise d'une avance en produits manufacturés contre une certaine quantité de produits forestiers. Le dernier maillon de cette chaîne est le collecteur, et le premier, la maison exportatrice. » (: 205).

« le seul lait que nous connaissions à l'époque, c'était celui de noix de coco ». J'observerai qu'à la différence des rives de l'Amazone, celles du Xingu sont dépourvues des *várzeas* où l'agriculture amazonienne fleurit (Guillaumet, Grenand *et al.* 1990). Dans la région du Xingu, les terres fertiles sont couvertes par les forêts de *terra firme*. Localisées dans les interfluves, il faudra attendre l'arrivée des routes pour que les parcelles forestières défrichées, brûlées et semées révèlent leur potentiel agronomique.

2. Quand l'État fédéral investit en/l'Amazonie

Entre la crise du caoutchouc amazonien de 1912 et la fin de la Seconde Guerre Mondiale, deux plans nationaux sont spécifiquement destinés à l'Amazonie. Il y a d'abord le Plan de défense du caoutchouc (1912-1913) puis celui de la « bataille du caoutchouc » (1942-1947), conséquence des accords de Washington. L'un comme l'autre s'efforcent de répondre à la crise socio-économique que connaît l'Amazonie brésilienne par un soutien exclusif, direct et indirect, apporté à la production caoutchoutière régionale. Avec la fin de la Seconde Guerre Mondiale et le retour des prix à son niveau le plus bas, de nouveaux plans, considérés comme les leviers du développement régional, sont imaginés. Comme l'explique D. J. Mahar (1978), ces derniers traduisent la nouvelle Amazonie dont rêve le Brésil. En effet, au sortir de la guerre, l'Amazonie de la production caoutchoutière apparaît « retardée ». Elle doit être remplacée par une Amazonie moderne, du moins modernisée. Ce changement de cap radical s'incarne institutionnellement dans l'extinction de la Banque du caoutchouc (créée en 1942) au profit de la Banque de Crédit de l'Amazonie (Banco de crédito da Amazônia - BCA). Mais, une Amazonie modernisée, c'est d'abord une Amazonie reliée au reste du pays, une Amazonie intégrée.

2.1. De l'émergence du « système spatial national » aux premiers temps de l'intégration nationale

Le virage que doit prendre la nation Brésil est considérable. On se souvient que jusque dans les premières décennies du 20ème siècle, l'espace brésilien est organisé par les flux de matières premières exportées vers l'Europe. H. Théry (2005[1985]) décrit « l'archipel Brésil », c'est-à-dire un ensemble de régions situées sur le littoral atlantique, isolées les unes des autres, mais étroitement reliées par les échanges commerciaux aux métropoles européennes. A partir de la fin du 19ème siècle, ce premier schéma spatial est profondément remodelé par le développement d'une politique nationale de substitution des importations visant la mise en place d'un secteur industriel national fort. L'espace se polarise selon un schème de type centre-périphérie interne au pays ouvrant, selon B. Becker (1982[1972]), la voie à l'émergence d'un « système spatial national ». Le processus cumulatif de croissance et d'industrialisation provoque une forte concentration des investissements dans les principales métropoles du sud que sont Rio de Janeiro et São Paulo. Les flux régionaux, auparavant tournés vers l'extérieur, lient maintenant ces centres nationaux aux régions périphériques du pays. Comme auparavant, le centre capture les ressources de la périphérie et y diffuse ses innovations. L'archipel Brésil s'efface petit à petit. Deux aires émergent comme problématiques : « la périphérie déprimée » du Nordeste et la « périphérie non-intégrée » d'Amazonie (*ibid.*). De leur côté, São Paulo et Rio do Janeiro, avançant dans leur processus respectif d'industrialisation, doivent affronter la capacité limitée de leur marché interne, des difficultés d'importations depuis les régions périphériques en même temps que de forts indices d'inflation (Becker 1982[1974]). Pour répondre à ces problèmes et garantir la

continuité du développement national, il devient indispensable d'élargir le marché interne aux régions périphériques et conjointement, mobiliser plus efficacement les ressources qu'elles offrent. Ainsi,

> « La nécessité d'une intégration nationale émerge, donc, spontanément, comme une réalité indispensable à la continuité de la croissance du « centre » dynamique, et ainsi, du système dans son ensemble. C'est cette réalité qui, ajoutée aux tensions présentes dans la périphérie déprimée et les exigences de sécurité nationale, conduisent à la prise de conscience de la nécessité d'une politique d'intégration nationale. Dans ces conditions, commence à se dessiner une politique nationale de développement régional. » (*ibid.* : 27).

La thématique de l'intégration nationale apparaît, il est vrai, dans certains discours présidentiels tenus avant la Seconde Guerre Mondiale. Mais, c'est avec l'État Nouveau (« *Estado Novo* ») (1937-1945) et la planification régionale promue par Getúlio Vargas, que l'action intégratrice devient effective (Becker 2001). L'homme incarne la transition socio-historique que connaît l'Amazonie puisqu'il défend une politique d'aménagement régionale s'appuyant d'un côté sur la « bataille du caoutchouc » et de l'autre, sur la modernisation amazonienne engagée au rythme de la « marche vers l'ouest ». Lorsqu'il revient au pouvoir entre 1950 et 1954, l'Amazonie a déjà été lancée sur sa nouvelle voie de développement.
En effet, la Constitution Fédérale de 1946 (par son article 199) jette déjà les bases du Programme de développement pour l'Amazonie. Il est seulement appliqué à partir de 1953, au travers de la loi n°1806 dont l'article premier appelle la création d'un plan de développement régional : le Plan de Valorisation Economique de l'Amazonie (Plano de Valorização Econômico da Amazônia – PVEA). Ce plan de politique publique est essentiellement tourné vers le développement de l'agriculture, de l'extraction minière et de la production industrielle grâce à la mise en place d'infrastructures et d'aides dirigées. Pour l'exécuter, la superintendance du Plan de Valorisation Économique de l'Amazonie (Superintendência do Plano de Valorização Econômico da Amazônia – SPVEA) est créée. Condition indispensable à la réussite de l'entreprise, une Amazonie cible est délimitée et désignée comme l'« Amazonie légale ». C'est là que se concentre pendant 20 ans l'action de l'État fédéral, financée par l'application de 3 % de ses recettes. En raison du manque de moyens effectivement employés et de la multiplication des dysfonctionnements internes, les résultats ne se montrent pas à la hauteur des espérances (Mahar *op. cit*). Le Plan ouvre néanmoins la voie à l'intégration nationale par la construction des deux premiers grands axes routiers corsetant l'Amazonie : la Belém-Brasília et la Cuiabá-Santarém.

2.2. La période militaire (1964-1985)

2.2.1. Intégration territoriale et souveraineté nationale

L'échec de la SPVEA et le coup d'État de 1964, qui marque la prise de pouvoir par les militaires jusqu'en 1985, offrent à l'Amazonie une nouvelle place dans le scénario de développement national. Pour opérationnaliser ce changement, une batterie de lois et de décrets se succèdent entre 1966 et 1967. Ils prennent le nom d'« Opération Amazonie ». R. Uztarroz (1990b) nous en fait sentir l'enjeu :

> « Dans une très large mesure, sur le plan strictement économique, l'Amazonie a été aux militaires brésiliens ce que la Sibérie a été à Staline, à savoir un immense vide qu'il convient de combler au plus vite si l'on vent que le pays accède au rang de puissance et que baissent les tensions internes afin de construire une société nouvelle. Bien qu'opposées idéologiquement, les deux régimes ont eu de nombreuses convergences : même mystique du progrès économique, même foi dans le gigantisme des investissements, même goût pour les réalisations pharaoniques, même obsession de l'ordre » (: 19).

En raison du mépris dans lequel les tenait l'Empire, les militaires ont très tôt (dès la fin du 19ème siècle) épousé les idées républicaines. Leur idéologie est ainsi indélébilement marquée par les penseurs tels qu'Auguste Comte. Armés du paradigme positiviste, les militaires au pouvoir appréhendent l'Amazonie et le rôle qui lui incombe dans l'affirmation de la nation Brésil. Son développement doit permettre au pays d'acquérir le statut de grande puissance internationale qui lui revient. Pour cela, les militaires se font ingénieurs de l'ordre social et économique de la région.

L'Amazonie reste perçue comme « frontière de ressources » (Becker 1982[1972]). Ainsi, si elle se situe, avec le Nordeste dans la « périphérie » nationale, elle n'en reste pas moins une région aux richesses naturelles incomparables. Les opportunités qu'elle offre sont les garanties de l'avènement d'une grande nation. Pour explorer ces ressources, les militaires livreront leurs plus grandes batailles. Leurs victoires amazoniennes sont la construction d'usines hydroélectriques gigantesques, l'ouverture de routes sans fin, le creusement de mines aux dimensions surhumaines. Mais la place géopolitique centrale qu'occupe l'Amazonie dans le destin du pays ne s'arrête pas là. Très grande et trop peu peuplée, elle doit être occupée pour ne pas être abandonnée aux mains des pays voisins qui la convoitent. Finalement, la région doit aussi servir de valve d'échappement aux tensions sociales qui montent dans les régions du Sud et du Nordeste (Becker 1990a). L'abondance en terres et en ressources naturelles la désigne comme la région « solution » aux problèmes nationaux. Il ne reste aux militaires qu'à traduire l'idéal comtien « d'ordre et progrès » en celui de « sécurité et développement », qui prend notamment corps dans la doctrine de Sécurité Nationale au nom de quoi tout devient permis (Uztarroz 1990b).

Pour tenir les rênes de cette politique régionale et nationale de développement, l'État brésilien s'équipe d'une puissante structure administrative, liée au ministère de l'Intérieur : la superintendance du Développement de l'Amazonie (SUDAM). L'organe financeur qui naît à ses côtés est la Banque de l'Amazonie (BASA). Créée en 1966, elle vient remplacer la BCA. Ces deux institutions sont à la tête de la kyrielle d'aides fiscales et financières qui guideront et marqueront profondément le développement amazonien pendant vingt ans. Dans le lot des mesures prises, certaines attirent aujourd'hui l'attention de tous les observateurs. Il en va ainsi de l'exemption fiscale par laquelle l'Etat fédéral renonce à 50 % de l'impôt sur le revenu de toute entreprise, dès lors qu'elle réinvestit cette somme dans un projet économique inducteur de développement en Amazonie. Selon l'évaluation de F. de A. Costa (2000), l'entreprise peut se contenter d'apporter 25 % de la prévision des investissements nécessaires au projet, les 75 % restants provenant des aides fiscales. Ces mesures phares sont accompagnées de réductions sur les taxes d'importation et d'exportation pour les entreprises installées en Amazonie légale. Des lignes de crédits subventionnés, facilement disponibles, sont également ouvertes en appui aux activités agro-pastorales mise en place en Amazonie.

Quelques chiffres méritent d'être cités. Selon F. de A. Costa (*op. cit*), jusqu'en 1985, la SUDAM aurait approuvé un montant total d'aides fiscales de 3 928 millions de dollars. Pas moins de 959 entreprises en auraient profités. Près de six cents projets sont à vocation agropastorale. A partir d'un échantillon de 55 projets considérés « techniquement mûrs », l'auteur obtient un taux moyen de perte cumulé de l'ordre de 20,4 %. Ces résultats sont confirmés par la recherche de terrain mise en place par l'IPEA/SUDAM (1985). Les performances techniques des exploitations financées apparaissent catastrophiques. Alors que l'indice de charge bovine prévu dans les projets d'élevage est de l'ordre de 1,4 tête par hectare, le résultat effectif ne dépasse par 0,65. Certains cas extrêmes atteignent 0,4. Ce bilan, véritable secret de polichinelle national, inspirera d'ailleurs les paroles d'une chanson à Chico

Buarque. L'auteur y tourne en dérision le « bœuf volant », c'est-à-dire ce bovin, financé par l'État, qu'on ne retrouve jamais au champ. Grâce à l'aide d'Hervé Théry, j'en donne ici une traduction. Les rimes valent par paragraphe (rimes plates aa bb ou embrassées ab ab) :

Quem falou no boi voador
Manda prender esse boi
Seja esse boi o que for

Qui donc, qui donc connaît ce bœuf volant?
Il faut le jeter en prison, ce bœuf
Qui que soit ce bœuf

O boi ainda da bode
Qual é a do boi que revoa
Boi realmente não pode
Voar a toa

Ce bœuf est bien emmerdant
Mais qu'est ce qu'il veut ce bœuf volant?
Un bœuf ne peut vraiment pas
Voler comme ça

E fora, é fora, é fora
E fora da lei, é fora do ar
E fora, é fora, é fora
Segura esse boi
Proibido voar

C'est fou, c'est fou, c'est fou
C'est illégal, c'est dingue
C'est fou, c'est fou, c'est fou
Arrêtez cette bringue
Ce bœuf est interdit de vol

Si l'appui donné par l'État brésilien à la colonisation amazonienne, entre le milieu des années soixante et le milieu des années quatre-vingts est considérable, les investissements fédéraux réalisés durant les premières années ne sont pourtant pas à la hauteur des objectifs visés. C'est ce que dénonce le premier plan directeur publié en 1968 (Mahar *op. cit.*). Cet appel n'est pas entendu avant le début des années soixante-dix. S'ouvre alors une nouvelle phase de la politique fédérale en Amazonie. Bien que le développement économique de la région reste l'enjeu maître, une place importante est accordée à l'occupation et l'intégration physique du territoire.

2.2.2. Intégration nationale et colonisation

À partir du modèle des pôles de développement proposé par l'économiste français François Perroux, les militaires repensent la construction du territoire amazonien au sein du Programme d'Intégration National (PIN). Lancé sous la présidence du général Emilio Médici, le PIN reste connu par les deux leitmotivs qui l'orientent : « intégrer pour ne pas brader » et « donner la terre sans hommes aux hommes sans terre ». Comme le détaille M. Droulers (2003[1995]), le premier se réalise dans la construction d'un système de « liaisons interrégionales multimodales » (route, chemin de fer, voie navigable). Le second vise explicitement le déplacement du trop plein humain nordestin vers le trop vide amazonien. La construction de la Transamazonienne reste l'emblème de cette vision territoriale et régionale.
La première crise pétrolière de 1974 raréfie les ressources financières disponibles pour les chantiers amazoniens. Lorsqu'il succède au général Medici, en 1975, le général Ernesto

Geisel entend mettre un terme au gâchis des fonds publics destinés à soutenir la colonisation amazonienne par les agriculteurs familiaux (Moran 1990). L'échec de la colonisation de la Transamazonienne, cette route « qui mène rien à nulle part », en devient l'exemple le plus frappant. Trop coûteuse et pas assez efficace, la promotion de l'intégration amazonienne par l'appui donné aux agriculteurs familiaux est abandonnée. Les gouvernants en reviennent à un schéma de développement visant à attirer les investissements privés en Amazonie (Becker 1990a).

2.2.3. Intégration nationale et pôles de développement

Ce changement de stratégie étatique pour l'intégration amazonienne s'incarne notamment dans l'avènement du Programme des pôles agropastoraux et agro-minéraux d'Amazonie (POLAMAZONIA). Ce dernier, défini en 1974, propose la création de 15 « pôles de développement » sélectionnés sur la base des avantages comparatifs qu'ils offrent aux secteurs agro-pastoraux ou miniers. Selon D. J. Mahar (*op. cit*), « Dans le fond, POLAMAZONIA est un programme de développement d'infrastructures destiné à créer un « climat d'investissement » plus favorable pour les entreprises privées. » (: 27). L'appui donné aux immenses projets agropastoraux amazoniens conduisant à une accélération sans précédent des surfaces défrichées, reprend de plus belle. Plus que jamais on peut parler avec A. A. Santiago (1972 *apud* Veiga, Poccard-Chapuis *et al*. 2003) du développement de l'Amazonie « par la patte du bœuf ». Comme on le verra dans le cas précis du Sud-Pará, ce choix géopolitique étatique conduit à la recrudescence des conflits sociaux pour la terre qui opposent populations traditionnelles, migrants faiblement capitalisés, grands éleveurs fortement capitalisés et firmes multinationales.

Avec la présidence de João Batista Figueireido, dernier président militaire, le « développement par la mine » se substitue partiellement au « développement par le bœuf ». Les principaux symboles de ce populisme minier sont l'exploitation de la plus grande mine d'or à ciel ouvert du monde (Serra Pelada) et la mise en place du Programme Grand Carajas (PGC). Pour accompagner l'exploitation des sous-sols amazoniens un large programme énergétique est aussi lancé dans la région. Trois barrages hydroélectriques verront le jour : celui de Tucuruí sur le fleuve Tocantins, celui de Balbina près de Manaus et celui de Samuel dans les environs de Porto Velho. Le premier est destiné à alimenter les usines d'aluminium des entreprises Albras et Alunor, le second à pourvoir en énergie les industries qui se sont installées dans la zone franche de Manaus (Sévilla 1990). Les impacts écologiques de cette dernière phase du projet d'intégration amazonien sont considérables.

La rétrospective des politiques fédérales de développement menées en Amazonie est synthétisée dans le tableau 6.

Tableau 6 – Les politiques publiques amazoniennes 1966-1990

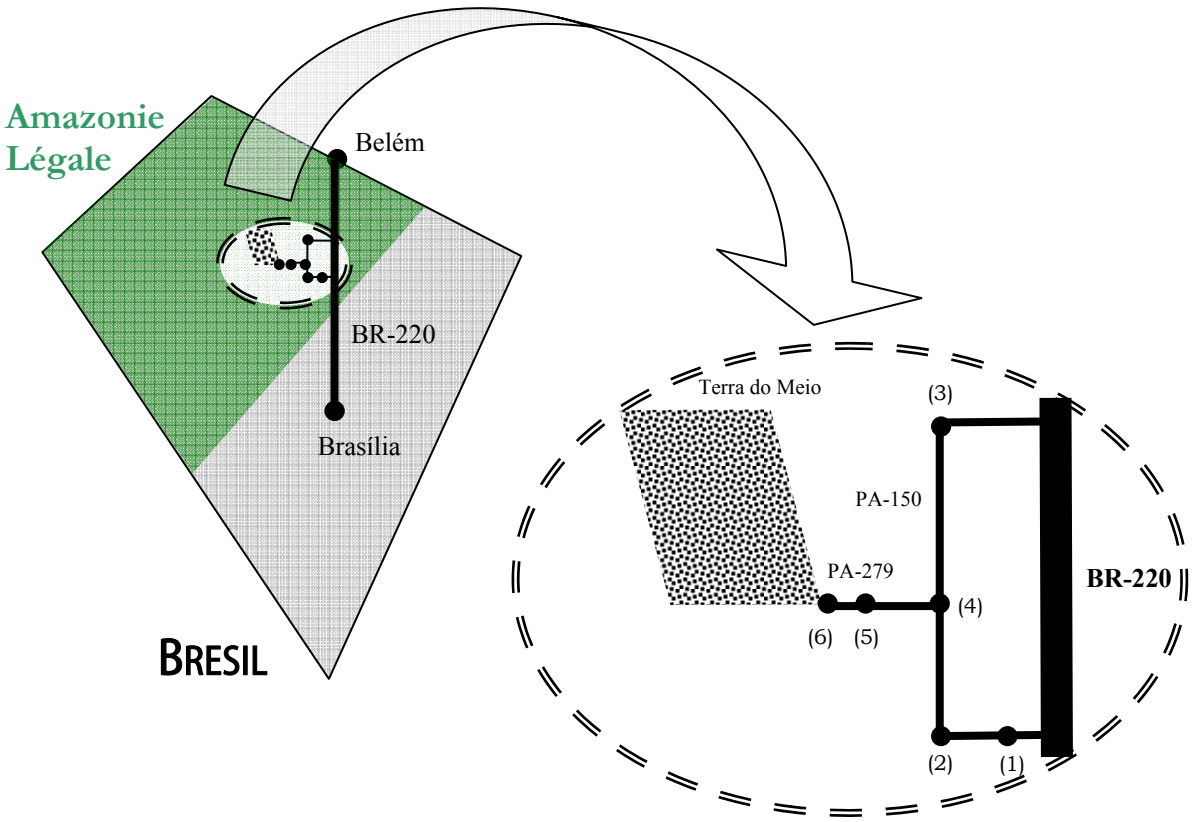
	1966-1970	1970-1974	1975-1979	1981-1985	1985-1990
	Opération Amazonie	Plan d'Intégration National	Poloamazonia	Polnoroeste	Calha Norte
Objectif	Souveraineté nationale	Intégration nationale	Pôle de développement économique	Régularisation foncière et développement agricole	Défense de la frontière septentrionale
Localisation	Para et Mato Grosso	Transamazonienne	15 pôles	Rondônia	Amazonas, Roraima, Amapa
Organisme responsable	SUDAM, BASA	INCRA, RADAM	SUDA, BASA, CVRD, SUFRAMA	INCRA, SUDECO, BIRD	Forces armées
Actions-clés	Incitations fiscales	Lotissements ruraux	Incitations fiscales	Lotissement ruraux	Bataillons de frontière

Source : (Browder et Godfrey 1997) et (Droulers 2003[1995])

3. Sur la route Brasília-Terra do Meio

Après cette présentation assez générale de l'intégration amazonienne promue par l'État fédéral entre les années soixante et le milieu des années quatre-vingts, je resserrerai maintenant mon attention sur le processus spécifique d'intégration de la Terra do Meio au reste du territoire brésilien. Pour en décrire la dynamique et en saisir l'inertie, j'invite le lecteur à suivre à mes côtés l'arrivée de la route dans la bourgade d'Amazonie des fleuves qu'est São Félix do Xingu et ses conséquences. À partir de l'artifice de raisonnement de 1 500 km de long, que je nommerai la « Brasília–Terra do Meio », j'espère donner à voir le formidable basculement d'une nation sur elle-même que représente l'arrivée de la route aux portes de la Terra do Meio. Pour accompagner, sur presque trente ans, la construction de cette immense voie routière, je partirai de la naissance de la nouvelle capitale nommée Brasília, prendrai plein Nord avec l'ouverture de la BR-010 (ou Brasília-Belém), avant de m'enfoncer progressivement vers l'ouest, au rythme de l'avancée de la PA-150 puis de la PA-279 (figure 29).

Figure 29 – Localisation de la Brasília – Terra do Meio



Villes

(1) Conceição do Araguaia	(4) Xinguara
(2) Redenção	(5) Tucumã
(3) Marabá	(6) São Félix do Xingu

Source : auteur

3.1. Quitter Brasília en prenant plein nord

Le général Meira Mattos, l'un des principaux stratèges brésiliens des années soixante-dix et quatre-vingts, explique la nécessité de la marche colonisatrice de son pays vers le nord-ouest en le décrivant « prisonnier de l'Atlantique » (*in* Uztarroz 1990b). Pour s'évader, le Brésil doit, selon lui, déplacer son centre de gravité vers l'intérieur du continent et s'ouvrir les voies de la conquête amazonienne.

Alors que la Constitution Fédérale de 1891 mentionne déjà le transfert de la capitale nationale vers l'intérieur du pays, il faut attendre la présidence de Juscelino Kubitschek (1956-1961) pour que la translation devienne réalité (Barbosa 2000). Désireux de faire avancer son pays de « cinquante ans en cinq ans », Juscelino voit dans la conquête du plateau central brésilien la clé du développement national. Il rend précisément compte de cette vision dans son livre « Por que construí Brasília ? »[66] (1975). Pour l'auteur, le défi à relever est simple, il s'agit de « forcer le changement dans l'axe du développement national ». La nouvelle capitale doit jouer un rôle de catalyseur territorial, elle doit être un pôle d'attraction d'hommes et de capitaux vers « l'intérieur » brésilien. Le dirigeant se propose de « changer le cours de l'histoire national ». Or,

> « Pour atteindre cet objectif une révolution doit avoir lieu, non une révolution sanglante mais une révolution des méthodes d'administrations. D'abord, le Brésil doit éliminer ses espaces vides, pour cela plusieurs changements doivent avoir lieu : mettre en marche l'exploration des immenses ressources naturelles ; mettre fin aux énormes inégalités sociales ; rapprocher les centres de population par des routes ouvertes dans toutes les directions […] ouvrir la forêt amazonienne afin de l'incorporer au reste du territoire national ; et finalement, déplacer le centre de décision gouvernemental en construisant la nouvelle capitale au centre géographique du pays. » (*ibid*.: 13).

O. G. Velho (1981[1972]) invite, de son côté, à relativiser l'effort « héroïque » de l'État brésilien. Comme il le remarque, la croissance démographique dans le centre du Brésil a précédé la construction de la capitale et « on parle du transfert de la Capitale Fédérale depuis 1822, ça n'est sans doute pas le simple fruit du hasard s'il s'est produit de nos jours et non avant » (: 93). Bien qu'il faille se méfier d'une lecture trop héroïsante, selon laquelle l'État brésilien aurait ouvert par sa seule volonté de nouveaux territoires à son peuple, on ne peut sous-estimer l'importance stratégique et politique de l'action gouvernementale. Comme en témoigne le texte de J. Kubitschek (*op. cit*.), l'exploration de l'Amazonie est déjà en ligne de mire lorsque Brasília est officiellement inaugurée, le 21 avril 1960. A cette date, les deux groupes d'hommes partis en éclaireurs, l'un depuis Brasília, l'autre depuis Belém, pour repérer le tracé de la nouvelle route, se sont déjà rejoints depuis plus d'un an (Barbosa 2000). L'ouverture de la nouvelle route, à partir de Brasília, a débuté en 1956. Progressant lentement en direction du Nord, elle atteint le sud du Pará quatre ans plus tard. Cette laborieuse progression est d'ailleurs mise à profit par les vagues de migrants qui ne se contentent plus de suivre la route, mais la devancent en forêt. La description de cette dynamique pionnière par M. Carvalho (1975 *apud* Ianni 1978) reste un modèle du genre. On y saisit l'évidence et l'apparente simplicité avec lesquelles des hommes affluent de toute part pour jeter leur vie au milieu de la forêt :

> « De grandes vagues de travailleurs ruraux venus principalement du Goiás, Minas Gerais et Maranhão commencèrent à arriver dans les *municípios* de Conceição et Marabá. Ainsi, une occupation désordonnée des terres libres de l'État a commencé à se développer. Il n'y avait rien d'illégal dans l'occupation de la terre, la colonisation était même encouragée par le gouvernement du Pará (afin de peupler et

[66] « Pourquoi ai-je construit Brasília ? »

> développer la région). Après les excellents résultats obtenus par les premiers agriculteurs, grâce à la fertilité du sol, d'autres familles vinrent à la recherche d'une vie meilleure (attirées par les nouvelles mirobolantes qui couraient les routes). […] Le processus d'occupation des terres libres a toujours été facile, il n'exigeait aucune formalité anticipée. Il suffisait (jusqu'à peu encore) de s'enfoncer dans la forêt, construire une habitation, nettoyer les alentours, planter une parcelle agricole et démarquer avec une allée rustique l'aire d'occupation. Ensuite il fallait présenter une demande de titre d'occupation qui, plus tard, donnerait lieu à un titre de propriété définitif. La procédure est simple, mais même ainsi, elle ne peut être suivie par les occupants. La plupart sont analphabètes et sans ressources. Ils n'ont que leurs bras et leur volonté de travailler. » (Carvalho 1975 : 8 *apud* Ianni 1978 : 113).

Ce paragraphe illustre de manière exemplaire ce que représente la frontière pionnière amazonienne pour les hommes qui s'y ruent : des terres libres, fertiles, aisément occupables et facilement régularisables. Dès ces débuts, la frontière pionnière a intimement noué, dans ses pratiques et ses mythes, mobilité spatiale et mobilité sociale (Théry, 2005[1985] ; Léna 1992b).

Derrière la simplicité déroutante de l'action pionnière, surgissent les véritables épreuves que les hommes doivent affronter pour gagner leur terre. Il y a le combat permanent contre un environnement forestier hostile et complètement inconnu : climat infernal, nuées de parasites, hordes de bêtes sauvages. Il y a aussi le travail considérable que demande la conversion aux usages agro-pastoraux de la moindre surface forestière. Il a encore l'isolement, la distance aux hôpitaux, aux écoles et aux parents proches. Mais il y a surtout les conflits pour la terre qui accompagnent pas à pas l'avancée de la route. Ils ponctuent chaque avancée de la Brasília-Terra do Meio qui apparaît comme la répétition sur quelques mille cinq cent kilomètres des mêmes conflits fonciers entre migrants faiblement capitalisés, peuples indigènes, anciens *seringueiros*, *caboclos*, agriculteurs familiaux, spéculateurs fonciers, mineurs, hommes d'affaires et grands éleveurs capitalistes (Schmink et Wood *op. cit.* ; Ianni *op. cit.* ; Forweraker *op. cit*. ; Velho *op. cit.*).

Les conflits qui éclatent lors de l'ouverture des premiers tronçons de la Brasília-Belém (dans les États actuels du Goiás et du Tocantins) préfigurent toute l'histoire colonisatrice du Sud-Pará qui suivra. Le schéma est désormais bien connu. Les premiers migrants, sans ressources, se positionnent en amont de l'ouverture de la route, le long de la trajectoire prévue. Après plusieurs mois d'attente et de souffrances en pleine forêt, la route arrive enfin. Mais à sa suite viennent aussi les acteurs plus capitalisés qui s'approprient, par la force et l'appui indéfectible de l'État (fédéral ou régional), les terres à proximité des routes. Parfois, la vente de la terre « domestiquée » aux nouveaux venus fait partie intégrante de la stratégie d'échappement territorial développée par les familles peu capitalisées qui prévoient une ascension sociale en deux ou trois bonds pionniers consécutifs (Thiele 1991). Dans tous les cas, il semble que les migrants les plus capitalisés acquièrent le monopole de la terre dans une logique de colonisation inverse à celle des premiers migrants : ils planifient leur occupation, sollicitent et obtiennent le titre de propriété puis profitent des aides fédérales pour implanter des projets agro-pastoraux de grande ampleur. Les expulsés, quant à eux, trouvent refuge dans les centres urbains en pleine expansion ou dans les *fazendas* à proximité des bourgs. Ils y offrent, pour quelques mois, leur force de travail, avant de tenter à nouveau leur chance en forêt en attendant l'arrivée de la route (Schmink et Wood *op. cit.* ; Ianni *op. cit.* ; Forweraker *op. cit.* ; Velho *op. cit.*)

En quelques années seulement, la région du Sud-Pará est profondément transformée. À partir de l'exemple de la ville de Conceição do Araguaia, O. Ianni (*op. cit.*) identifie les deux

facteurs principaux de cette transformation. Le premier est la construction de la route Brasília-Belém:

> « Comme cette route passe à 130 km de Conceição, il s'en est immédiatement construit une autre, reliant Conceição à la Belém-Brasília. Ainsi les années soixante commençaient pour Conceição avec de nouvelles possibilités d'échange de marchandises, de personnes et d'informations. En peu de temps, le camion et l'automobile entrèrent dans le quotidien de la grande partie de la population urbaine et rurale du *município* de Conceição do Araguaia » (: 97-98).

Le second est la politique menée par l'Union et l'État du Pará qui apporte son soutien aux investissements agropastoraux privés dans la région. Comme l'écrit l'auteur : « C'est grâce aux aides de la SUDAM que le secteur agropastoral de Conceição de Araguaia est entré dans une phase de grande expansion » (: 99). Cet appui en faveur d'un développement agro-pastorale à tout prix de la région conduit à ce que l'auteur qualifie de « fièvre de l'élevage »*: «* On défrichait toutes les forêts et on construisait des chemins et des routes pour que se mettent en place et se répandent les fazendas d'élevage » (: 99). L'explosion de l'élevage dans la région de Conceição do Araguaia est loin d'être anecdotique. La région devient en quelques années l'une des zones d'élevage les plus courues et prometteuses du pays. Entre 1966 et 1975, la SUDAM a approuvé trente-trois projets dans le seul *município* de Conceição do Araguaia. Il s'agit du plus grand nombre de projets financés dans un même *município* pour toute l'Amazonie brésilienne (Schmink et Wood *op. cit.*).

3.2. Dans le sud du Pará, aller vers l'ouest avec la PA-150

Depuis l'ouverture de la première piste forestière dans la région, la « route du bœuf » (cf. *infra*), une zone attire l'attention de tous ceux qui la traverse. D'abord nommée « *solta* » (littéralement « lâchée »), elle présente de larges prairies naturelles situées en pleine forêt amazonienne où les voyageurs laissent paître quelques heures ou quelques jours leurs animaux avant de reprendre leur route. L'ouverture de la Belém-Brasília puis le développement de l'élevage à Conceição do Araguaia poussent de nombreux investisseurs à s'intéresser de près à cette région au potentiel naturel pour l'élevage indéniable. Suite aux demandes et pressions renouvelées de ces investisseurs, le département de l'Etat du Pará en charge des routes annonce officiellement, en 1966, la construction de la PA-150 reliant la zone des prairies naturelles à la ville de Conceição do Araguaia (Schmink et Wood 1992). La ville qui verra le jour quelques années plus tard est baptisée « Redenção ». Comme en témoigne cette toponymie, la foi en Dieu et en un avenir meilleur, sont des soutiens indispensables pour les migrants face aux épreuves de la colonisation.

Trois cent cinquante kilomètres au nord de Redenção, une autre route quitte la Belém-Brasília pour s'enfoncer vers l'ouest. Ouverte en 1964, elle relie la Belém-Brasília au sud de la ville de Marabá. Comme l'expliquent Y. Clouet, N. Paralieu *et al.* (*op. cit.*), Marabá et sa région subissent de profondes transformations entre le milieu des années soixante et le milieu des années soixante-dix. Ville de l'Amazonie des fleuves située sur les bords du Tocantins, elle devient en quelques années l'un des principaux points de carrefour du maillage routier amazonien (De Reynal 1999).

Au début des années soixante-dix, Marabá est choisie comme point de départ de la Transamazonienne. Attirées par les propagandes étatiques, des milliers de familles s'installent le long de la route. L'afflux migratoire est considérable. Il dépasse rapidement la capacité d'accueil et d'installation prévue par le gouvernement qui abandonne, après quelques années, le projet de colonisation, sans l'avoir conduit à son terme (Becker 1990a ; Castellanet et Jordan 2002). Les déçus venus du Nordeste à la recherche d'une terre libre sont nombreux.

Certains partent en quête d'une nouvelle région amazonienne d'accueil. Le reflux provoqué par l'échec de la colonisation de la Transamazonienne s'engouffre sur les routes du Sud-Pará alors en construction. Plus que jamais, les familles anticipent l'avancée des routes. Elles sont notamment guidées par le tracé prévu de la PA-150 qui doit relier les villes de Marabá et Redenção. Dans leur progression et leur installation en pleine forêt, les migrants reçoivent l'appui d'autres acteurs biens connus de la colonisation amazonienne : les bûcherons.

La Belém-Brasília et de manière plus spécifique la PA-150, ont révélé et rendu accessible aux équipes d'exploitation forestière venues du sud, l'une des régions les plus riches en acajou à grandes feuilles (*Swietenia macrophylla* King)[67] de toute l'Amazonie. Des dizaines de pistes forestières sont ouvertes dès la fin des années soixante. Les scieries précèdent, elles aussi, l'avancée de la route et s'installent au beau milieu de la forêt. A la fin des années soixante-dix, les « années d'or » de l'extraction de l'acajou dans la région de la PA-150 sont déjà révolues (Schmink et Wood *op. cit.*). En moins de quinze ans, les acteurs de la frange pionnière forestière ont mis à sac les massifs forestiers sur plusieurs centaines de kilomètres à la ronde. Le cycle local de l'acajou s'achève aussi vite qu'il a commencé, selon la dynamique de *boom and bust* caractéristique de l'exploration prédatrice des ressources amazoniennes (Schneider, Arima *et al.* 2000).
Comme on l'a souvent écrit, l'avancée des équipes de bûcherons en Amazonie ouvre les brèches à l'intérieures desquelles les populations de migrants s'engouffrent afin d'occuper le territoire avant même l'arrivée de la route officielle (Veríssimo, Barreto *et al.* 1992). Les mêmes dynamiques sociales, la même lutte pour la terre se rejouent sur les bords de la PA-150. En quelques années seulement, toutes les terres du bord de la route sont occupées ou appropriées par les acteurs fortement capitalisés.

Les regards des migrants et des bûcherons se tournent ensemble vers les nouveaux horizons forestiers à conquérir. Les premiers travaux d'une nouvelle route officielle prenant la direction de l'ouest s'annoncent. Très attendue, elle ouvre la porte aux terres et aux acajous de la région du Xingu.

3.3. Poursuivre toujours et s'enfoncer vers l'Ouest lointain en suivant la PA-279

Le premier projet de route officiellement conçu par l'État du Pará et permettant de relier São Félix do Xingu date de 1963. Il ouvre une période de plusieurs années de négociation entre le département des Routes du Pará et la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI). Le premier entend définir le tracé le plus court possible et le plus facile à suivre. La seconde défend les limites des terres indigènes en cours de démarcation dans la région. De multiples tracés sont

[67] Avec une canopée située à plus de trente mètres du sol et des troncs de plus d'un mètre et demi de diamètre, ces arbres sont parmi les plus imposants de la forêt amazonienne. L'acajou est extrêmement prisé sur les marchés internationaux : son bois, tirant du rouge au jaune à l'abattage, se fonce avec le temps pour prendre une belle teinte rouge sombre. D'une grande facilité de travail, il laisse libre court aux usages décoratifs les plus variés sous la forme de plaques de quelques millimètres d'épaisseur qui viennent décorer bureaux et cabinets occidentaux. Les populations d'acajous se retrouvent le long d'un arc de cercle parcourant toute l'Amérique du Sud : partant de la région de Tampico au Mexique, passant par l'Equateur, le Pérou, les sources du Rio Paraguay en Bolivie avant de rejoindre la vallée du Tocantins-Araguaia (Rodan, Newton *et al.* 1992). Á partir de l'époque coloniale, l'acajou a été systématiquement exporté depuis l'Amérique Centrale et les Caraïbes. Au Brésil, son exploitation a commencé dans l'État de l'Acre autour des années vingt. Objet d'une extraction sélective prédatrice extrêmement virulente, la population disparaît en quelques années seulement. Les nouvelles ressources découvertes dans le sud du Pará, suite à l'ouverture de la Bélem-Brasília et de la PA-150, attisent toutes les convoitises (Grogan 2001).

imaginés. Un terrain d'entente est finalement trouvé en septembre 1975 : la PA-279 doit relier la PA-150 à la ville de São Félix do Xingu en contournant les terres indigènes de la région (Xikrin et Kayapó). Le point de départ sur la PA-150 est situé à 112 km au nord de Redenção. Les travaux commencent dès la fin de l'année 1975 (Schmink et Wood *op. cit.*)

On observera avec intérêt que l'ouverture de la route PA-279 est le résultat d'un montage institutionnel et financier qui réunit l'État du Pará et l'État fédéral. Cette convergence d'intérêt, assez rare, mérite quelques précisions.
Initialement exclu du programme POLAMAZONIA, le *município* de SFX y est intégré à partir du milieu des années soixante-dix, au travers du Pôle Grand Carajas. Les 20 millions de dollars qui sont destinés au *município* ont pour objectif principal de briser son isolement, grâce à la construction de la PA-279. On retrouve ici l'esprit du programme fédéral qui vise par la construction des infrastructures *ad hoc*, dans certaines zones de développement stratégiquement choisies, à attirer les investissements privés qui se chargeront de l'exploitation des ressources naturelles amazoniennes (Droulers 2003[1995]).
Le *município* de São Félix do Xingu présente en effet des potentialités naturelles exceptionnelles qu'il convient de mettre en valeur au plus vite. Les cartes divulguées à partir de 1975 par le projet fédéral RADAMBASIL (« Radar de l'Amazonie ») l'indiquent clairement[68]. Les sols et sous-sols de la région du *município* attisent toutes les convoitises. Quatre-vingt-dix pour cent des sols du *município* de SFX appartiennent, selon la classification brésilienne, au type « podzolique rouge jaune » (sur schistes et granits) et « litholique » (sur granits seuls)[69]. Les 10% restants sont constitués d'une terre extrêmement fertile connue dans tout le Brésil comme « *terra roxa* ». Ce type « podzolique rouge » (équivalent à l'*afisol* de la classification américaine) se développe sur des roches éruptives basiques. Il est réputé pour ses caractéristiques chimiques et physiques excellentes, malgré une carence naturelle en phosphore (Follet 2002). Après défriche du couvert forestier et brûlis, ce sol est tout indiqué pour la mise en culture des variétés pérennes et annuelles traditionnellement commercialisées au Brésil (riz, maïs, haricot et cacao).
Les sous-sols dévoilés par les cartes RADAM, davantage que les sols encore, attirent tous les regards. Le *município* présente des ressources minières exceptionnelles (or, argent, zinc, cuivre, manganèse, nickel, cassitérite et wolframite). Durant la seule année 1975, le département national de Production minière (DNPM) aurait reçu trois cent soixante huit demandes d'autorisation de recherches minières pour le *município* de SFX. Soixante-deux auraient été accordées (Godfrey *op. cit*).

L'avancée de la route vers l'ouest intéresse également l'État du Pará. Comme me l'explique l'actuel Secrétaire spécial de production[70] de l'État, Sergio Leão, avant l'arrivée de la route, le

[68] Le recours aux images satellites permet, pour la première fois, d'obtenir une cartographie homogène de l'espace amazonien. En effet, les nouvelles images dépassent en qualité mais surtout par la superficie couverte les photographies aériennes utilisées jusqu'alors (le plafond nuageux presque permanent au dessus de la forêt ne vient plus perturber l'observation). Des cartes thématiques des sols, des sous-sols, de la couverture végétale, de la géomorphologie et des potentialités agricoles sont produites à l'échelle 1 :1.000.000.
[69] Les premiers sont des sols à horizon B structuré, plus argileux que le A. Cette famille de sols comprend les sols ferrugineux tropicaux et une partie des sols ferralitiques de la classification française (ou *utisols* dans la classification américaine). Ils sont directement liés aux formations géologiques en place et sont présents sur des formes jeunes de relief. Ces sols sont eutrophiques et profonds, caractérisés par une forte rétention d'eau et un niveau de fertilité moyen. Les seconds sont les équivalents des ferrasols de la légende FAO (ou *oxisols* de la classification américaine). Ils sont caractérisés par un horizon B oxyque. On les rencontre sur des topographies planes ou faiblement ondulées appartenant aux restes d'anciennes surfaces d'érosion (Follet 2002).
[70] Le secrétariat spécial de Production est une sorte de super secrétariat qui a pour fonction de coordonner les secrétariats sectoriels (Transport, Industrie, Agriculture, Education, Santé, Environnement, etc.) de l'État du Pará.

Sud-Pará était une région particulièrement enclavée, restée à l'écart de la capitale Belém. Avec l'ouverture de la Belém-Brasília la région s'est subitement retrouvée colonisée par de nombreuses familles venues des États du Centre-Ouest ou du Sud du pays. Les flux commerciaux qui s'établissent, relient directement les villes champignons du Sud-Pará aux principales agglomérations du Goiás, Mato Grosso ou São Paulo. Le fossé existant entre Belém et la région se creuse davantage encore. En plus de la distance physique, s'ajoute la distance culturelle, puisque les familles venues s'installer dans le Sud-Pará maintiennent fermement leurs habitudes (alimentaires, vestimentaires, langagières) et leur attachement à leur région d'origine. J. O. Browder et B. J. Godfrey (1997) décrivent la dichotomie culturelle et géographique qui séparerait la société de *terra firme* et des routes du Sud-Pará, de la culture des fleuves et des *várzeas* du nord de l'État. Selon les auteurs, l'écart grandissant aurait d'ailleurs nourri des volontés sécessionnistes. Inquiétées par les gains marginaux obtenus lors du développement économique de la région et par les projets séparatistes, les autorités du Pará voient dans l'avancée de la route un moyen efficace de reprendre le contrôle d'un territoire qui semble leur échapper.

Ainsi, État régional et fédéral invitent l'un et l'autre, à partir du milieu des années soixante-dix, à la conquête des terres et des ressources naturelles de la région du Xingu. Pour prendre le départ de cette nouvelle course à la terre, des milliers de familles se massent au point d'ouverture de la PA-279. Ce rassemblement (au point de rencontre de la PA-150 et de la PA-279), initialement connu comme « Jonction du Xingu », voit naître une ville qui prendra le nom de Xinguara[71]. Un article du journal régional datant de l'époque de l'ouverture du chantier de la PA-279 permet de saisir la fièvre pionnière qui s'empare de la région :

> « Le député Lucival Barbalho s'est déclaré profondément concerné par la situation, tous les jours plus compliquée de la Jonction du Xingu. Cette zone située à la bifurcation des routes Marabá-São Félix do Xingu et Marabá-Conceição do Araguaia, est le lieu d'un afflux considérable d'aventuriers venus des autres Etats et attirés par de fantastiques rumeurs selon lesquelles il y aurait, en abondance, des terres inoccupées. Plus récemment, les rumeurs de la promesse de « l'or de la Serra dos Andorinhas », ont transformé la région en un immense désordre » (Província do Pará 1977 *apud* Godfrey 1979 : 197).

La nouvelle de l'ouverture de la route et de la délimitation de lots de colonisation est diffusée par une ample propagande étatique. Comme l'écrit R. E. Coutinho (1976 *apud* Godfrey 1979) : « il y a avait des jours où jusqu'à six camions remplis de familles débarquaient, le plus souvent du Nord du Goiás, sans compter les camionnettes et les vans qui se succédaient quotidiennement ». Mes propres entretiens confirment l'effervescence provoquée par l'ouverture de la « route vers le Xingu ». Patricio, pionnier de la première heure de la Terra do Meio, explique : « À l'époque [1973] il y avait un message : « que celui qui veut une terre aille en Amazonie. » […] Et puis quand on arrivait, un autre « que celui qui veut une terre vienne dans la région [de la PA-279]. C'est comme ça que je suis arrivé. Il fallait se battre et suivre le mouvement ». La lutte pour la terre prend dans la région une intensité sans égale. Pour y répondre l'État du Pará créé l'Institut des Terres du Pará (Instituto de Terras do Pará – ITERPA).

Pourtant, deux après son ouverture, le chantier de la PA-279 est suspendu pour de nouvelles négociations avec la FUNAI (Schmink et Wood *op. cit*). Le montage institutionnel et financier qui réunit le Pará et l'Union est également source de bien des complications. Afin de mettre un terme au chantier, l'Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire

[71] Cette ville de l'Amazonie des routes née de la volonté de relier les fleuves Xingu et Araguaia, s'efforce déjà de les rapprocher par son nom : « Xingu-Ara ».

(INCRA) lance en 1978 un appel d'offre pour un projet de colonisation privé couvrant 40 0000 ha et situé dans la partie orientale du *município* de SFX.
L'entreprise de construction d'Andrade Gutierrez (CONTAG) remporte le marché qui place aussi sous sa responsabilité la poursuite de la construction de la route PA-279 jusqu'à la ville de São Félix do Xingu. Après bien des contretemps, le centre urbain du projet de colonisation Tucumã (situé à 100 km à l'est de la ville de SFX et 160 km à l'ouest de la ville de Xinguara) voit finalement le jour en 1981. Pour garantir le succès de son projet de colonisation, l'entreprise réalise seulement les travaux de construction de la route PA-279 jusqu'au centre urbain de Tucumã. La construction du dernier tronçon conduisant à la ville de São Félix do Xingu est différée (Castro, Monteiro *et al.* 2002). De plus, les responsables de la CONTAG sélectionnent pour peupler leur projet de colonisation les migrants venus de São Paulo ou des Etats du Sud (Paraná et Santa Catarina), réputés plus travailleurs, meilleurs entrepreneurs et techniquement plus habiles. Les familles venues du Nordeste sont systématiquement refoulées. Dès 1982, des campements s'établissent aux portes de la ville (Browder et Godfrey *op. cit*.). Après quelques mois, un important filon d'or est découvert en périphérie du centre urbain. La population d'orpailleurs dépasse rapidement celle du projet de colonisation de Tucumã. Des invasions répétées du projet de Tucumã sont organisées. Incapable d'y faire face, la CONTAG abandonne en 1985 un projet de colonisation qui, par ailleurs, tourne à la banqueroute.
Attirés par une rumeur qui décrit des centaines de filons d'or sur les bords du Xingu (entretien personnel), une caravane de migrants traverse le projet de colonisation de Tucumã en direction du Xingu. En 1983, le *prefeito* de SFX prend la tête d'une cinquantaine d'hommes et ouvre le dernier tronçon de quelques kilomètres qui maintenait encore la ville à l'écart du réseau routier national. En juin de la même année, le bus venant de Xinguara dépose pour la première fois ses passagers au terminus routier de la PA-279, la ville de São Félix do Xingu.

3.4. L'arrivée à São Félix do Xingu

La route fait son entrée dans la ville de São Félix do Xingu en 1983. Mais comme partout ailleurs, des milliers de personnes l'ont précédée. Il y a d'abord les aventuriers et mineurs artisanaux. Le premier filon de cassitérite[72] est découvert, d'après B. J. Godfrey (*op. cit)*, en 1976. En moins de deux ans, 14 000 mineurs seraient venus tenter leur chance sur les bords du Xingu, alors que la bourgade de São Félix do Xingu compte tout au plus 1 500 âmes. A partir du milieu des années soixante-dix, SFX figure sur toutes les cartes des aventuriers courant l'Amazonie à la recherche des meilleurs filons métallifères. Pour se rendre aux mines qui s'ouvrent aux quatre coins du *município*, les hommes font appel aux services des derniers vrais « fous volants » (Uztarroz 1990c). Les mines ouvertes, véritables postes avancés de la colonisation, ne contribuent que très marginalement à l'amélioration des conditions socio-économiques locales. Les ponts aériens les rapprochent bien plus des principales villes du Pará ou du Centre-Ouest que de la bourgade amazonienne de SFX. Plus d'une cinquantaine d'avions atterrissent ou décollent nuit et jour du *município* (entretien personnel).
Certaines aventures minières restent encore aujourd'hui des figures mythiques de la colonisation locale pour les anciens *garimpeiros* que j'ai pu rencontrer. Au premier rang d'entre elles, vient la piste[73] Bom Sucesso. Ouverte en juillet 1976, elles attirent en quelques jours plus de mille hommes venus de toute la région. Un mois plus tard surgit la piste São Lourenço qui prendra par la suite, le nom de son découvreur, « Jabá » (j'en reparlerai). Lui succède, en 1977, la Grota do Xicão. Puis la piste Nova (ou piste São Raimundo). Près des filons les plus importants et les plus courus poussent de véritables villes miniatures. Comme

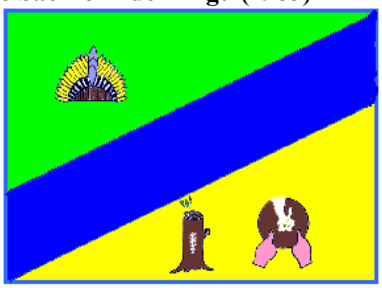
[72] La cassitérite, de composition SnO2, est le minerai principal à partir duquel est produit l'étain.
[73] Les mines sont repérées et identifiées par le nom de la « piste » d'aviation qui en permet l'accès.

le rapportent plusieurs entretiens, confirmés par B. Godfrey (*op. cit*), la piste Nova compte à elle seule deux salles de cinémas, une vingtaine de commerces, plus d'une dizaine de bars et de cabarets…tout ce qui manque à la ville de SFX.

Le drapeau de São Félix do Xingu (figure 30), adopté officiellement en 1983 par la chambre législative locale et imaginé par trois citoyens d'honneur de la ville (Wilson da Silva Nunes, Antônio Farias et Rauneick Bessa), témoigne de l'influence de l'avancée des différentes franges pionnières sur la manière dont la population locale perçoit son territoire. Il partage avec le blason (figure 31), créé l'année suivante par le *sãofelense* dévoué Antônio Marcos Alves, les mêmes éléments symboliques caractéristiques de la vision du développement local, lors de la première moitié des années quatre-vingts.

Ces représentations composites de l'identité locale sont révélatrices du moment de transition que connaît le *município*. La diversité culturelle locale est saluée par la coiffe indienne qui rappelle la présence ancienne des populations indigènes dans la région. Le passé extractiviste est lui aussi mis à l'honneur par la représentation du tronc d'hévéa strié, si caractéristique des pratiques des « saigneurs » d'hévéas, les *seringueiros*. Mais l'histoire du *município* ne s'arrête pas là, bien au contraire. Les deux franges pionnières qui l'ont atteint sont, elles aussi, mises en valeur. Il y a d'abord la ruée vers l'or, tantôt représentée par une pépite étincelante (blason) tantôt par le tamis qu'agitent les mains de l'orpailleur (drapeau). Le jaune éclatant du drapeau rappelle aussi le précieux minerai. Il y a ensuite la ruée vers « l'or vert » de l'Amazonie, l'acajou, que les premiers bûcherons qui s'aventurent dans la région découvrent en abondance. Il est évoqué par l'arbre majestueux du blason et la couleur verte du drapeau. On note l'absence de l'élevage qui aujourd'hui fait la renommée du *município*. En 1983, la frange pionnière pastorale n'a pas encore atteint les rives du Xingu. Les prairies et leurs bovins ne figurent pas encore dans l'imaginaire local comme les principales ressources que peut offrir le territoire.

Figure 30 – Drapeau du município de São Félix do Xingu (1983)



Source : *prefeitura* de São Félix do Xingu

Figure 31 – Blason du município de São Félix do Xingu (1984)

Source : *prefeitura* de São Félix do Xingu

L'exploitation des richesses naturelles par les nouveaux venus, qu'ils soient *seringueiros*, orpailleurs ou bûcherons est au centre de l'identité locale. L'avenir de São Félix do Xingu semble placé entre les mains de ces migrants venus tirer profit en « paix » et par leur « travail » (cf. blason), des immenses ressources naturelles qu'offrent les bords du Xingu. Dans l'imaginaire local, le *município* devient la corne d'abondance du Sud-Pará. Ses richesses naturelles diversifiées et abondantes sont encore louées par l'hymne local dont je rends l'un des paragraphes :

Oh! São Félix de matas e ouro
Como podes ser tão rico assim
Oh! São Félix tu és um tesouro
Num Brasil de riquezas sem fim

Oh! São Félix de forêts et d'or
Comment peux-tu être aussi riche
Oh! São Félix tu es un trésor
D'un Brésil aux richesses sans fin

La forêt et l'or sont révérés, encore et toujours. Ces richesses naturelles attirent des milliers d'aventuriers et de familles. Mais elles ne sont pas les seules à remplir d'espoir les migrants qui s'engagent, dès le milieu des années soixante-dix, sur la PA-279 en direction de SFX. Il y a encore la terre, la terre « libre ». Comme l'or et les forêts d'acajous, le *município* de São Félix do Xingu présente, en abondance, des terres qui n'attendent qu'à être occupées. Sa superficie totale[74] actuelle[75] est de 84 707 km². Même en déduisant la surface les terres indigènes[76] qui occupent près des deux tiers du *município*, la manne de terres libres qui s'offre aux migrants, 34 109 km², reste impressionnante.

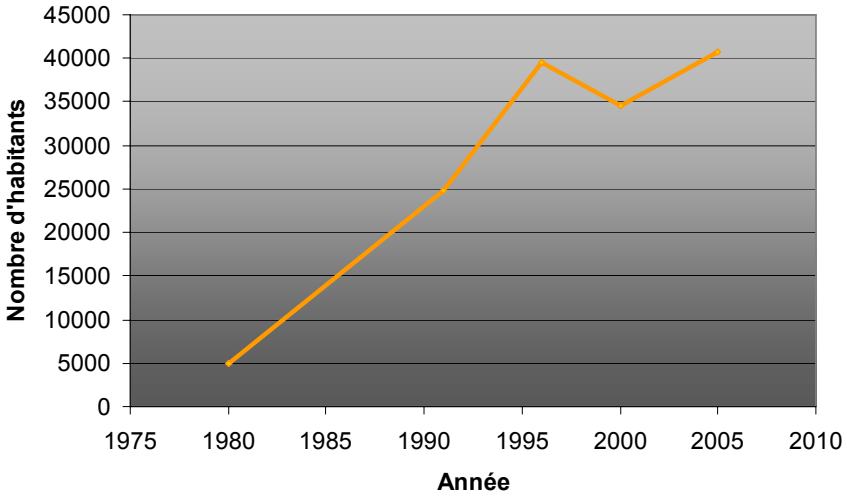
Comme partout ailleurs dans le sud du Pará, plusieurs centaines de familles de colons devancent la route et s'installent dès le milieu des années soixante-dix dans le *município*. B. J. Godfrey (*op. cit*) rapporte l'apparition, en 1978, d'une cinquantaine de maisons dans ce qui commence à devenir la ville de São Félix do Xingu. Le quartier, officiellement baptisé Novo Horizonte (« Nouvel Horizon »), est plus familièrement connu comme *vila* Redenção, rappelant ainsi l'avant dernière étape de l'histoire migratoire de la majorité des familles qui s'y installent. Les populations riveraines vivant jusqu'alors sur les bords du Xingu participent également à cette croissance urbaine. C'est ce que me décrit Esmeralda. Elle est née dans les années trente, sur une petite île du Xingu connue comme Tabão. Jusqu'à la fin des années cinquante, elle travaille avec ses frères et son père à l'extraction du latex des hévéas. En 1978, elle migre avec toute sa famille sur l'île de Bacaba, afin de se rapprocher du bourg de São Félix do Xingu. Esmeralda, accompagnée de son conjoint et de leurs enfants, s'installe six ans plus tard dans la ville de SFX. Ses « voisins » du Xingu et nombres de ses parents font de même. Tous s'installent dans le quartier connu aujourd'hui comme la « vieille ville ». Les années 1983 à 1987 marquent l'exode des familles de riverains du Xingu situées à une journée ou deux de bateau (secteur Bacabal, Triunfo, Lua Nova, Primavera, São Francisco et São Sebastião) de la ville en pleine expansion. Les motifs évoqués par les familles pour justifier leur migration sont toujours les mêmes : scolariser les enfants, participer à la croissance

[74] Elle est supérieure à six États brésiliens : Alagoas, Espirito Santo, Paraiba, Rio Grande do Norte, Rio de Janeiro et Sergipe. São Félix do Xingu est le second *município* brésilien par la taille après celui d'Altamira.
[75] Les lois n°5.449 et n°5.455 du 10 mai 1988 instituent le démembrement de la partie orientale du territoire de São Félix do Xingu, donnant naissance à deux nouveaux *municípios* : Ourilândia do Norte (13 885 km²) et Tucumã (2 523 km²).
[76] Terre Indigène Menkranotire (14 137 km²), Kayapo (23 592 km²), Apiterewa (7 960 km²), Arawete Igarapé Ipixuna (1 654 km²) et Trincheira Parajá (3 254 km²).

économique locale, changer de mode de vie, profiter du confort urbain. Certains soulignent aussi la fin de l'aide apportée par la *prefeitura* aux communautés des fleuves : le professeur ne vient plus, le combustible (nécessaire au moteur diesel qui assure l'éclairage de la *colocação*) se fait rare.

Pour tenter, tant bien que mal, de contrôler l'afflux populationnel, la *prefeitura* entreprend la mise en place d'un projet de colonisation (en partenariat avec l'INCRA) et d'un plan d'urbanisme. L'un comme l'autre sont financés par le programme POLAMAZONIA. Le projet de colonisation, situé à l'intérieur d'une réserve forestière nationale préexistante, ne sera jamais régularisé. Le plan d'urbanisation ne sera respecté que dans les premiers temps. À partir du début des années quatre-vingts et l'arrivée de la route, l'afflux populationnel submerge les autorités locales qui ne reçoivent qu'un maigre soutien de l'État fédéral. Il faut se rappeler qu'à cette époque, l'État fédéral a abandonné depuis presque dix ans déjà sa stratégie d'intégration amazonienne basée sur l'appui fourni à la colonisation par des familles peu capitalisées. Comme l'indique la figure 32, la population totale du *município* quintuple (d'après les chiffres officiels de l'IBGE) entre le début des années quatre-vingts et le début des années quatre-vingt-dix.

Figure 32 – Évolution de la population du *município* de SFX



Source : Recensement démographique IBGE (1980, 1991 et 2000), comptage populationnel IBGE (1996) et estimation populationnelle IBGE (2005)

Contre toute attente, puisque la colonisation de l'Amazonie est fréquemment décrite comme un phénomène majoritairement urbain (Becker 1990a), on observe un taux d'urbanisation relativement faible pour le *município* : 33 % en 1991, 23 % en 1996 et 36 % en 2000. Les deux tiers des migrants semblent d'abord intéressés par l'occupation d'une terre rurale. Cette ruée vers les terres libres permet probablement d'expliquer la chute démographique, assez surprenante, survenue lors de la seconde moitié des années quatre-vingt-dix. Ce reflux pourrait traduire un fait simple, décrit par un de mes interlocuteurs arrivé dans le *município* en 1991 : « toutes les terres avaient déjà un propriétaire ». D'autres, arrivés à la même époque, renchérissent : « il y avait des propriétaires partout », « tout était plein de ce côté ». Il faut comprendre par là que toutes les terres facilement accessibles aux nouveaux venus sont déjà occupées. São Félix do Xingu cesse, momentanément, d'être l'Eldorado des terres libres. Les rumeurs s'estompent partiellement. Sur place, les conflits entre migrants s'intensifient. La loi du « premier venu, premier servi » cède la place à celle du plus fort, du plus riche, ou du plus violent. Témoins privilégiés de cette période, M. Schmink et C. W. Wood (*op. cit.*) croient

voir dans la recrudescence des conflits fonciers locaux, l'indice annonciateur de la fermeture de la frontière du Sud-Pará. L'arrivée jusqu'au Xingu marquerait la fin de l'épopée de la conquête du Grand Ouest de la région : « Les luttes pour la terre, l'or ou le bois ont eu lieu avec l'avancée de la route vers l'ouest dans tout l'Etat, mais jamais une telle intensité ne s'est retrouvée autre part [qu'à SFX]. L'histoire de São Félix do Xingu, plus que toute autre dans la région illustre la « fermeture » de la frontière amazonienne dans le sud du Pará » (: 277).

Planche photographique n°3 : la cité pionnière de SFX

La ville de São Félix do Xingu s'est développée à l'embouchure du *rio* Fresco avec le *rio* Xingu (celui qui traverse la photographie de haut en bas). Sur la rive droite du Xingu, il y a le noyau urbain de SFX. Sur la rive gauche, on retrouve la région sud-est de la Terra do Meio qui s'est retrouvée la plus exposée à la poussée pionnière. En raison de la proximité de cette région au centre-ville, je la désignerai comme la « périphérie de SFX ». Depuis le ciel, on découvre un espace forestier très morcelé par l'avancée des terres converties aux usages agro-pastoraux.

En se rapprochant du centre-ville, on découvre un quadrillage de l'espace très ordonné, fréquent dans les noyaux urbains pionniers. La ville de SFX est l'ultime ville relai de la PA-279, avant l'entrée dans la Terra do Meio.

Cette vue en trois dimensions permet d'illustrer la traversée de plusieurs centaines de mètres qu'il faut effectuer pour passer du port de la ville de SFX au point d'appareillage de la barge dans la Terra do Meio. De là, et comme on l'aperçoit à l'arrière plan, deux pistes s'enfoncent dans la Terra do Meio. En direction du nord-ouest (vers le coin supérieur droit de la photographie), il s'agit de la Route Nouvelle. Vers le sud-ouest (se rapprochant du coin supérieur gauche de la photographie), c'est la route du Xadá.

L'histoire de la conquête et de la colonisation de la Terra do Meio que j'aborde dans la suite de cette thèse infirme évidemment le scénario d'une quelconque fermeture de la frontière à partir du milieu des années quatre-vingt-dix. L'hypothèse émise par les auteurs, dans un ouvrage extrêmement documenté sur l'avancée de la frontière pionnière dans le Sud-Pará, témoigne de la barrière symbolique et physique que le Xingu a pu représenter dans les années qui ont suivi l'arrivée de la route à SFX. L'entrave à l'avancée pionnière que constitue le Xingu, large de près de 500 m au niveau de la ville de SFX, est illustrée par les figures 17 ou 24 et par les images de la planche photographique n°3. On y observe facilement la différence dans la densité des surfaces déboisées entre l'est du Xingu (côté ville de SFX et point d'arrivée de la PA-279) et l'ouest (côté Terra do Meio). Le *rio* Fresco, large d'une centaine de mètres seulement, est plus rapidement franchi par les colons. Ces derniers, laissant le Xingu à leur gauche et franchissant le Fresco, s'ouvrent le stock de terres libres situées au nord du centre urbain. En quelques années, un chapelet de *vilas* longeant le Xingu sur sa rive droite, s'allonge en direction du nord: *vila* Canaã, *vila* Tancredo Neves, *vila* Nereu puis *vila* Taboca (cf. figure 42). Chacune des *vilas* a son histoire, souvent violente, en raison des multiples conflits qui éclatent entre migrants peu capitalisés et grands éleveurs depuis le milieu des années quatre-vingts jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix (Follet 2002).

Si certains tentent leur chance au-delà du *rio* Fresco, d'autres franchissent le Xingu pour s'ouvrir les terres d'un nouvel ouest à conquérir. C'est le cas de Raimundo. Arrivé du Maranhão en 1986 avec toute sa famille, il explique : « il n'y avait que des grands de ce côté du Xingu, les petits comme nous, on a dû trouver un autre endroit pour s'installer ». Dès son arrivée, Raimundo commence vend sa main-d'œuvre dans la ville qui sort de terre et où l'on manque de maçons, charpentiers, ouvriers, ou hommes à tout faire. Dans les exploitations situées à proximité du noyau urbain, on recherche des travailleurs pour faire reculer la forêt. Raimundo, ses frères et son père travaillent presque un an en ville. Avec le capital qu'ils ont constitué, la famille part à la recherche d'une terre. Raimundo et son père traversent pour la première fois le Xingu en 1988. On leur a indiqué des terres « pas trop chères ». Après avoir marqué l'occupation par une première défriche de quelques ares, Raimundo laisse son père et retourne en ville pour travailler. Il faut reconstituer un stock de vivres, réunir un peu d'argent avant de repartir « de l'autre côté ».

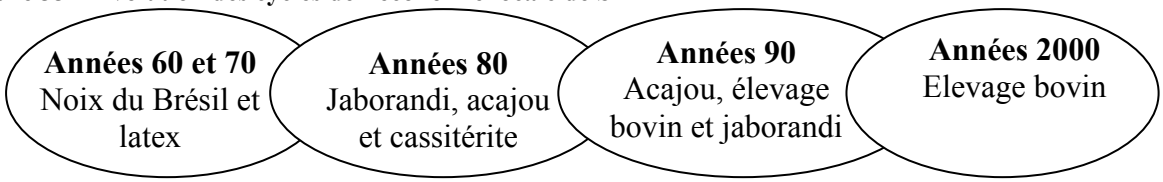
Au terme d'une trajectoire spatio-temporelle de 20 ans, parcourant 1 500 km, nous sommes arrivés au bord du Xingu et, emboîtant le pas de Raimundo et son père, l'avons franchi. Un nouveau territoire s'ouvre à la géophagie pionnière (Droulers et Broggio 2001). Si on l'appelle d'abord « l'autre côté du Xingu », puis « les terres du Iriri » il est aujourd'hui connu comme « Terra do Meio ». Je consacrerai la section suivante à la conquête de ce nouveau territoire.

B - La construction du « centre » de la Terra do Meio

Les différents cycles économiques connus par le *município* de SFX ont déjà été présentés par E. Castro, R. Monteiro *et al.* (2002). Leur description a d'ailleurs été prolongée et approfondie, dans le cas spécifique de la Terra do Meio, par les recherches de J. Pinto (2005a) et P. Sablayrolles (éd.) (2006). L'historique des cycles et leur séquence chronologique semble désormais bien établie (figure 33).

Proposer une nouvelle lecture séquentielle de la région m'est apparue de peu d'intérêt, compte tenu de la qualité des travaux de recherche déjà réalisés. Une autre approche m'a semblé plus féconde. Elle viendra compléter les résultats dors et déjà obtenus par les auteurs tout en permettant, dans le cadre de mon raisonnement propre, de poser les bases de la gestion effective contemporaine du territoire de la Terra do Meio. Cette nouvelle approche consiste à produire une lecture spatialisée et continue du « centre » de la Terra do Meio. Quelques précisions s'imposent pour présenter ce projet géohistorique et l'intérêt qu'il présente.

Figure 33 – Evolution des cycles de l'économie locale de SFX



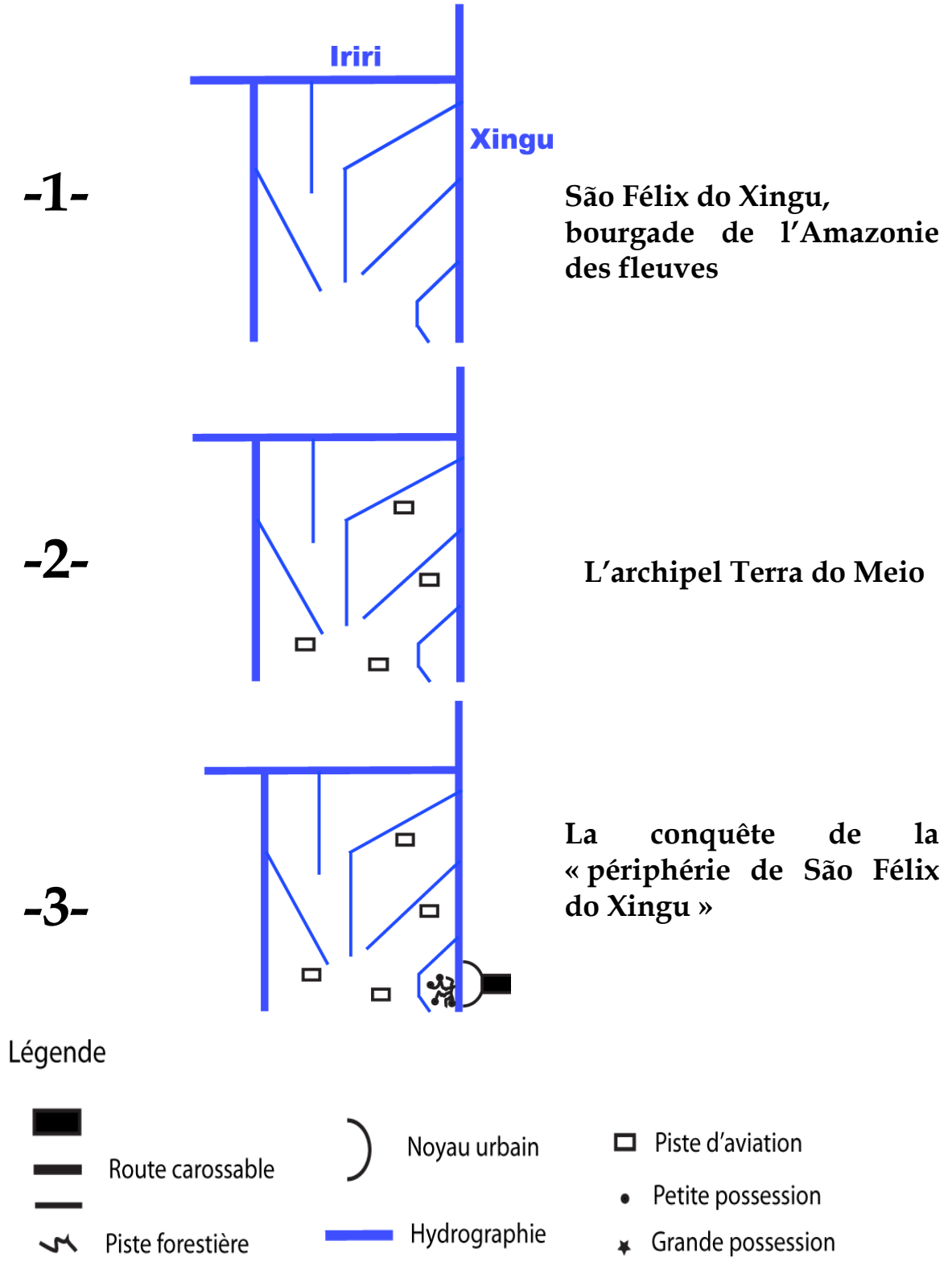
Source : (Castro, Monteiro *et al*. 2002)

Le concept de « centre », fréquemment utilisé par les populations pionnières en Amazonie, a été décrit par O. Velho (1981[1972]). Il fait référence à la dichotomie par laquelle « *le front pionnier agricole définit son identité par la pénétration continentale et en opposition à une pénétration fluviale* » (: 102). Parler de « centre », c'est donc parler de routes qui avancent et s'enfoncent dans la forêt. Mais ce n'est pas tout, c'est aussi mettre l'accent sur une néo-construction territoriale. En effet, avant la venue de la route, seul le « bord » des fleuves amazoniens était peuplé (comme on l'a vu dans le cas spécifique du Xingu). L'intérieur des terres était laissé à la forêt et aux bêtes sauvages. La venue de la route conduit à un véritable retournement territorial (le dedans devenant le dehors et inversement) puisque les terres libres convoitées par les migrants se situent maintenant à l'intérieur des terres, au milieu de la forêt. Avec l'avancée des routes naît le « centre ». Cette catégorie spatiale porte aussi en elle l'effort et le travail nécessaire à l'installation des colons. Elle est chargée de la peine et des souffrances endurées. Elle en vient ainsi à s'opposer au « bord », synonyme de la vie facile sur les rives des fleuves (c'est là que l'on trouve les principales villes et les richesses halieutiques qui détournent d'un travail de défriche acharné). Le « centre » n'est pas un lieu mais un concept, une catégorie spatiale qui s'incarne, dans le cas particulier de la Terra do Meio, deux lieux physiques que je désignerai comme la « périphérie de SFX » et le « cœur de la Terra do Meio ».

Evoquer une lecture spatialisée signifie que je m'attacherai à suivre la manière concrète dont les hommes « prendront » le territoire forestier de la Terra do Meio. Conquérir un espace forestier, le garder et à partir de celui-ci en construire un nouveau, nécessite des efforts, du travail et des compétences diverses. C'est à cet effort collectif (loin d'être harmonieux) que sera dédiée cette partie.
Annoncer une interprétation continue du processus de conquête revient à déclarer un intérêt pour les « contre-temps » (par opposition au temps), c'est-à-dire pour les entre-deux qui lient un cycle d'activités au suivant. Plutôt que la séquence et ses discontinuités, c'est l'enchaînement et le passage qui retiendront mon attention. Je m'intéresserai à la permanence et au changement, à la manière dont une construction du territoire s'appuie sur la précédente, pour la compléter ou la contrarier, et prépare la suivante. Je soulignerai les survivances spatiales qui accompagnent la dynamique de construction progressive des « nouveaux territoires » (Albaladejo et Tulet (éds) 1996).
Afin de faciliter la lecture et la compréhension de cette construction progressive du « centre » de la Terra do Meio, j'en propose dès maintenant une représentation géohistorique

synthétique (figure 34). Cinq moments seront distingués. Passé le premier, qui rend compte du territoire de la Terra do Meio avant l'arrivée des principales franges pionnières région, les quatre autres correspondent aux quatre sections qui suivront.

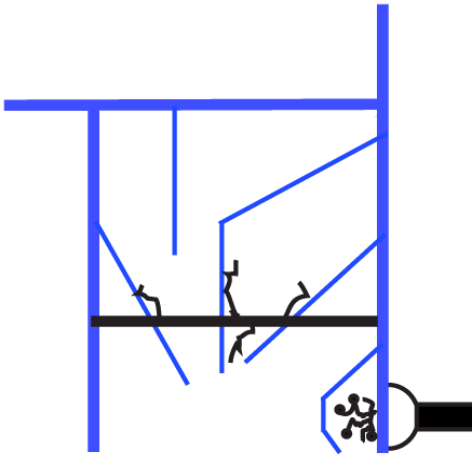
Figure 34- Les étapes de la construction du territoire du « centre » de la Terra do Meio



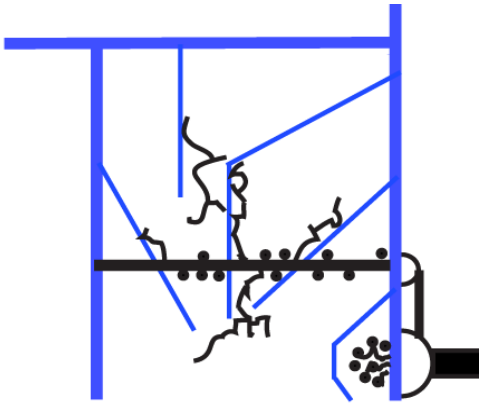
La conquête du « cœur »

-4-

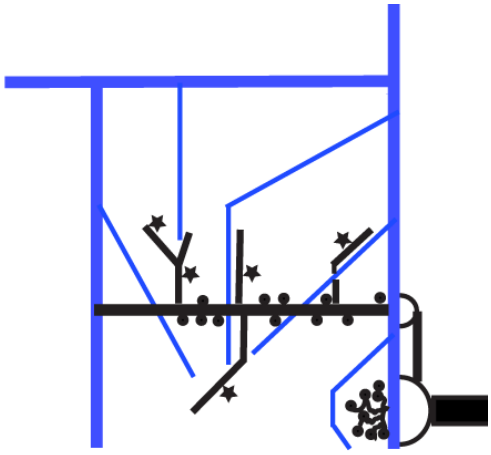
de la Terra do Meio



L'ouverture de la route de la Canopus

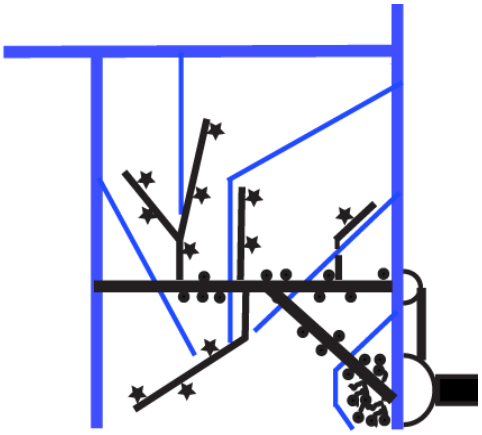


La colonisation des bords de la route de la Canopus & l'avancée des bûcherons



L'émergence des lignes de fazendas

-5-



L'ouverture de la Route Nouvelle

Source : auteur

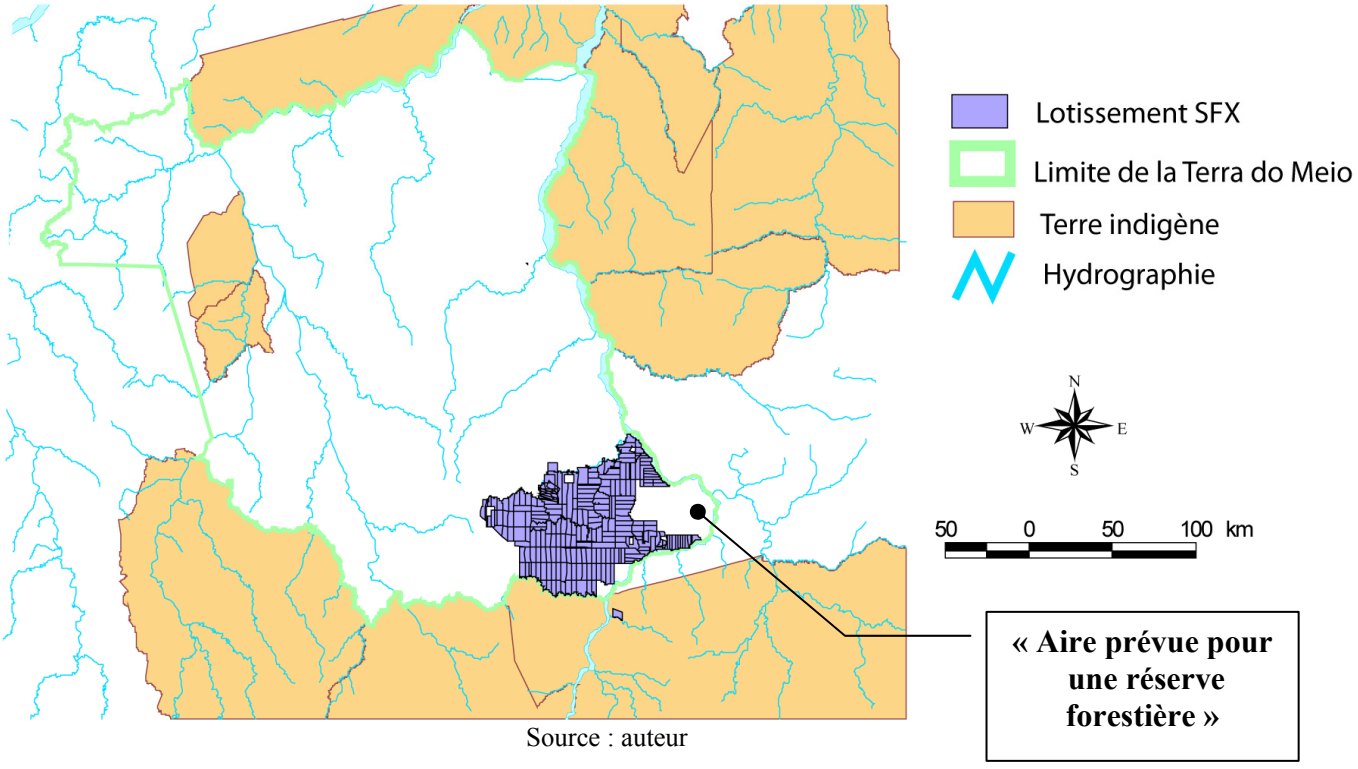
1. L'archipel Terra do Meio

Avant le maillage étroit du territoire résultant de l'avancée des routes et des pistes forestières, le « centre » de la Terra do Meio s'est construit autour d'incursions ponctuelles, insulaires, faites au milieu du massif forestier.

1.1. Le lotissement São Félix do Xingu

À y regarder de près, il semble que les pouvoirs publics se soient soigneusement employés à éviter la « fermeture de la frontière » imaginée par M. Schmink et C. Wood (*op. cit.*) au début des années quatre-vingt-dix. Pour cette raison, je dirai que la frontière pionnière du sud du Pará est toujours restée « entrebâillée » ou « entrouverte ». Bien avant l'arrivée du premier bus à SFX, l'Etat du Pará (via l'ITERPA) et l'Union (via l'INCRA) prennent les devants et indiquent officiellement la région sud-est de la Terra do Meio (faisant face à la ville de SFX) comme une zone destinée à la colonisation. Les deux organisations en charge de la colonisation et des questions foncières s'associent pour promouvoir la vente (sous forme d'enchères montantes) de lots situés dans la Terra do Meio, sur des terres placées officiellement sous la responsabilité de l'État du Pará (comme toutes les terres de la Terra do Meio d'ailleurs). Les terres du « lotissement São Félix do Xingu » seront vendues aux particuliers durant trois années consécutives (1979, 1980 puis 1981). Un titre de propriété officiel est remis sur le champ à l'acheteur privé. Le lotissement couvre une superficie totale de 500 000 ha (figure 35). Comme l'un de ces propriétaires officiels me l'explique, les lots vendus individuellement ne dépassaient pas 300 ha. Néanmoins, plusieurs hommes d'affaires de São Paulo et propriétaires de scieries de Xinguara réussissent, par l'emploi de prête-nom, à acquérir plus d'une dizaine de lots chacun.

Figure 35 – Le lotissement São Félix do Xingu



Source : auteur

La démarcation *in situ* du lotissement commence en juin 1981. Mais l'expédition s'arrête brutalement quelques mois plus tard, suite à la mort du topographe. En tout et pour tout, seule une ligne de seize kilomètres aura été démarquée. Aucun lot ne sera officiellement délimité. Cet arrêt prématuré des opérations pourrait apparaître comme un lourd handicap pesant sur la colonisation effective de la région. Mais il n'en est rien. L'extrême majorité des propriétaires n'entend pas investir dans la région, du moins, pas immédiatement. Selon l'un des propriétaires, les titres officiels permettent avant tout de bénéficier des aides publiques concédées par l'Union, ensuite réinvesties en dehors de la Terra do Meio. D'autres encore utiliseront ces titres pour « blanchir » l'exploitation forestière d'acajous réalisée dans la région. D'après mes entretiens, seules trois *fazendas* d'élevages sont effectivement mises en place à l'époque[77]. Les pâturages et les infrastructures principales s'organisent autour de la piste d'aviation, lien principal entre la *fazenda* et le monde extérieur.

Les colons peu capitalisés qui s'installent, à partir du milieu des années quatre-vingts, dans la Terra do Meio n'ont que faire des titres de propriétés officiels du lotissement de São Félix do Xingu. Nombreux en ignorent même l'existence. Aujourd'hui, sur les terres du Lotissement de São Félix do Xingu, propriétaire officiel et occupant de fait sont des individus distincts. La découpe, la disposition et la taille des lots, telles qu'on peut les observer aujourd'hui, ne reflètent en rien ce qui était originellement prévu par le plan de colonisation.

1.2. Les « pistes » d'aviation des mines d'or

Les trois premières *fazendas* ne sont pas les seuls lieux d'occupation ponctuels du territoire de la Terra do Meio. Comme je l'ai décrit, dès le milieu des années soixante-dix, les sites d'exploration minière se multiplient dans le *município* de São Félix do Xingu (cf. *infra*). Certains d'entre eux sont localisés dans la Terra do Meio. Un homme, en particulier[78], se souvient de l'ouverture des multiples « pistes » de la Terra do Meio. Jabá est né dans la capitale du Goiás (Goiânia). Au côté de son père, il travaille la terre jusqu'à l'âge de 29 ans, puis décide de partir pour la région Nord, en quête d'« opportunités » et d'« aventures ». Après quelques mois passés dans la mine Serra Branca, près de Santarém, il vient tenter sa chance, en 1974, sur les bords du Xingu. Il explique : « Quand je suis arrivé, il n'y avait que le commencement d'une toute petite mine de cassitérite ici, presque rien. C'est moi qui ai ouvert l'époque de l'exploration minière dans la région ». L'homme, il est vrai, prend la tête de l'exploitation des principales mines ouvertes à l'époque. Elles sont identifiées par les pistes d'aviation qui permettent d'y accéder. Avec ses hommes, Jabá découvre les gisements, ouvre les pistes et gère les plus importantes mines artisanales de la région : Gameleiro, Bom Sucesso, Bom Futuro, Santo Antônio, São Raimundo, Piauí. Selon lui, les pistes de la Terra do Meio ont été ouvertes dans un « deuxième temps », après l'expulsion par la Companhia Vale do Rio Doce (CVRD) des mineurs de la piste São Raimundo. C'est à ce moment là que les premières équipes de chercheurs d'or tentent leur chance dans la Terra do Meio. Chaque fleuve aura sa mine et ses orpailleurs. Il y a celle du *rio* Iriri (entre 1985 et 1989), celle du *rio* Pardo (entre 1985 et 1987), celle *rio* Novo (en 1986 et 1987), celle du *rio* Guarajari (de 1987 à 1989) et finalement, celle qui gardera son nom, Jabá.

[77] L'observation des images satellites de l'INPE présentant les surfaces défrichées de grande taille antérieures à 1997 confirme ce résultat.
[78] Une région de la Terra do Meio porte encore aujourd'hui son nom.

1.3. Les secteurs de la « feuille »

L'exploration du jaborandi (*Pilocarpus jaborandi*) dans la Terra do Meio fait immédiatement suite à l'arrivée de la route. On en collecte les feuilles pour en extraire, une fois séchées, la pilocarpine, un alcaloïde à usage pharmaceutique qui entre dans la composition de nombreux collyres. La collecte de la « feuille », comme on la désigne localement, doit être réalisée entre avril et septembre.

L'extractivisme local du jaborandi s'est développé suite à l'installation dans la ville de SFX, dès la première moitié des années quatre-vingts, de la multinationale pharmaceutique Merck Vejetec. Les feuilles collectées et séchées dans la région de la Terra do Meio sont ensuite expédiées par la route vers les principales métropoles du sud du pays ou vers l'étranger. Comme on me l'a décrit, les acteurs locaux ont répondu très rapidement à la demande de l'entreprise. L'extractivisme du jaborandi fait renaître, pour un temps, les pratiques caractéristiques de l'a*viamento* sur les bords du Xingu. Les commerçants de la ville de SFX deviennent les nouveaux *patrões*. Cícero raconte comment, ayant travaillé dix années « dans la feuille », il est toujours resté « lié » au même commerçant local. Le *patrão* avance les provisions et le bateau à l'équipe de *folheiros*[79] qui part en forêt pour plusieurs mois. À leur retour, les travailleurs soldent leurs comptes grâce à la vente des feuilles séchées au commerçant. D'après les estimations de mes interlocuteurs (ayant participé à ce cycle économique) près de 1500 hommes auraient travaillé chaque saison à la collecte de la feuille, entre le milieu des années quatre-vingts et le début des années quatre-vingt-dix.

À la tête de chaque équipe, se trouve un chef ou *gato* (« chat »). Il est l'intermédiaire entre les hommes et le commerçant, parfois entre les cueilleurs et la Merck Vegetec. Comme le résume Geraldo (cueilleur) : « les *gatos* sont apparus pour prendre l'argent de la multinationale et en échange mettre les hommes au travail. C'est tout ». Selon plusieurs récits, les *gatos* s'entourent fréquemment des services de *pistoleiros* (tueurs à gage). Ces bandes armées permettent au *gato* de « tenir » une zone de collecte face à ces concurrents. Grâce à eux, il maintient sa domination sur un secteur d'extraction ou organise l'attaque d'un secteur voisin, pour en prendre le contrôle ou en dérober la récolte.

L'équipe de *folheiros* reste entre trois et quatre mois en forêt, sans jamais rentrer en ville. Durant cette période, elle se déplace d'un secteur de collecte à l'autre, tous placés sous la surveillance de la même bande armée. Chaque secteur comprend une aire d'extraction, une clairière de séchage, le campement et parfois une piste d'aviation. Une fois séchées, les feuilles sont acheminées vers la ville de SFX par voie d'eau ou par les airs. De nombreux « travailleurs de la feuille » racontent comment les hélicoptères ayant décollé de la ville de SFX venaient se positionner à la verticale des clairières pour y descendre un crochet où les *folheiros* suspendaient des sacs de feuilles séchées mesurant plus de deux mètres de long.

Si le cycle de l'acajou a été fulgurant, celui de la feuille semble l'avoir été encore bien davantage. Après plusieurs soubresauts, l'entreprise Merck Vegetec ferme définitivement ses portes en 1998. Cette fermeture scelle la fin de l'extractivisme de la feuille.

[79] Individu travaillant à la collecte des feuilles de jaborandi.

2. La « périphérie de SFX »

La première occupation humaine du « centre » et l'ouverture des premières pistes forestières qui l'accompagne ont lieu dans la région sud-est de la Terra do Meio. Située sur la rive gauche du Xingu, elle fait face à la ville de São Félix do Xingu, pour cette raison je la désignerai comme la « périphérie de SFX ». C'est en effet là que les autorités régionales et fédérales décident d'implanter un nouveau projet de colonisation.

2.1. La colonie Linhares de Paiva

Le nouvel accord de coopération qui rapproche l'ITERPA et l'INCRA, pour la création de la colonie Linhares de Paiva, est signé en 1982. La colonie est découpée en secteurs portant le nom des cours d'eau locaux : Santa Rosa, Xateturu, Xadá, etc. Si le lotissement São Félix do Xingu, destiné aux investisseurs du sud du pays, n'a pas conduit à l'occupation effective de la région (cf. infra), il en va tout autrement pour la « colonie Linhares de Paiva ». Cette dernière semble destinée à réorienter en direction des nouvelles terres libres situées à l'ouest du Xingu, la population de migrants qui commence à affluer de manière croissante en direction du *município*. Une nouvelle fois dans l'histoire nationale, les pouvoirs publics répondent à l'exacerbation des conflits pour la terre par l'ouverture de nouveaux territoires à la colonisation. Les gouvernants préfèrent inviter à la fuite en avant des migrants, toujours plus à l'ouest, plutôt qu'à la prise de mesures qui porteraient atteinte aux puissants intérêts locaux et régionaux. La colonie Linhares de Paiva vient précisément se loger dans l'«aire prévue pour une réserve forestière » du lotissement São Félix do Xingu (cf. figure 35).

Pour rendre compte de l'appel d'air (ou d'hommes !) que l'annonce du projet de colonisation a provoqué, je suivrai les pas de Valdizão. Comme il le déclare fièrement, et d'autres le confirment après lui, il serait « le premier habitant du secteur Santa Rosa [de la colonie Linhares de Paiva] ». Il quitte son Minas Gerais (où il est né en 1982), pour trouver une « grande terre à cultiver en Amazonie ». Mais la surface n'est pas son seul souci, il cherche avant tout « une bonne terre et un titre de propriété légal ». Lorsqu'à son arrivée dans la ville de SFX il formule ses exigences aux courtiers en terres, tous lui indiquent une même zone : « de l'autre côté du Xingu ». On lui explique alors que c'est là que l'État du Pará et l'Union se sont entendus pour promouvoir ensemble un nouveau mouvement de colonisation. Il y « croit » et achète 100 ha de terre situés à 16 km des berges du Xingu, « au milieu de la forêt ». À cette époque, comme il le dit lui-même : « Il n'y avait personne ! Et moi je suis entré avec mon tracteur rouge à chaînes flambant neuf, venu tout droit du Minas. […] Ca a attiré l'attention de toute la ville. Tout le monde s'est dit que si moi, avec mon tracteur et mon argent, j'y allais, c'est que c'était bon. Alors tout le monde est entré […] Je me souviens, c'était l'année de l'ouverture de la PA-279 ». Depuis 10 ans maintenant et malgré les changements de *prefeito*, Valdizão occupe imperturbablement le secrétariat des Routes et Transports du *município* de SFX. Les vocations ne s'inventent pas !
Même si le caractère héroïque de l'épopée que conte Valdizão peut laisser perplexe, ce cas exemplaire me permet d'incarner le lien existant entre la politique gouvernementale et les stratégies individuelles pionnières qui l'investissent et se la réapproprient. De cette interaction naîtront les premières « baraques » installées dans l'intérieur des terres de la Terra do Meio.

Mais toutes les familles qui arrivent dans la ville de SFX n'ont pas un « tracteur rouge flambant neuf » à rôder dans les forêts de la Terra do Meio. Pour inciter ces familles plus modestes à participer à la construction du « centre » de la Terra do Meio, l'État devra prendre d'autres mesures. Un bureau de l'ITERPA est ouvert dans la ville de SFX en 1986. Il est

chargé de coordonner la démarcation des lots de la colonie Linhares de Paiva. À cette fin, il emploie des hommes comme Seu Heraldo.
Seu Heraldo entre pour la première fois dans la Terra do Meio en 1986. Il a été placé à la tête d'un groupe d'une dizaine d'hommes chargé par l'ITERPA et le STR-SFX de délimiter les lots de 100 ha à partir du plan de colonisation qui lui a été remis. À cette époque, et comme Seu Heraldo s'en rappelle, seules les rives du Xingu sont occupées par quelques *ribeirinhos* (anciens *seringueiros* survivant d'un agro-extractivisme mixte et n'ayant pas été tentés par l'exode rural). Pendant plusieurs mois, il emprunte avec ses collègues les différents cours d'eau locaux pour s'enfoncer, sur quelques kilomètres, dans l'intérieur de la Terra do Meio et y délimiter des lots de colonisation.
Une fois ce travail achevé, l'ITERPA lui permet de s'installer sur l'un des lots. Pendant deux années, il promouvra l'occupation des terres démarquées. Pour cela, il réalise chaque fin de semaine un aller-retour jusqu'à la ville de SFX (grâce à l'aide apportée par le STR-SFX). Là, il y rencontre les hommes, sélectionnés par le STR-SFX, désireux de tenter leur chance de l'autre côté du Xingu. De nombreux se hasardent, quelques-uns seulement restent. Comme le passeur du Xingu l'explique : « La vie dans la forêt c'est beaucoup trop difficile pour un homme tout seul. Les colons ont besoin les uns des autres. Quand il y en a un, il faut toujours qu'il y en ait d'autres. Sinon, ça ne marche pas ».

Chiquinho est l'un des premiers hommes conduits par Seu Heraldo. Il est aujourd'hui le propriétaire officiel du lot qu'il choisit à l'époque de sa première traversée. Chiquinho vient du Maranhão. Lorsqu'il arrive à SFX en 1984, toutes les terres aux alentours de la ville sont déjà occupées et soumises à de fortes pressions. Comme il cherche une « terre plus calme », il décide de franchir le Xingu. Selon lui, après la démarcation de l'ITERPA, « en moins d'un an tout s'est rempli de l'autre côté du Xingu ». Mais ceux qui aujourd'hui occupent une terre de la colonie et peuvent, comme Chiquinho, présenter un titre de propriété officiel son rares. L'ITERPA, manquant à ses engagements, n'a distribué qu'à une occasion seulement, une poignée de titres de propriété. D'après plusieurs enquêtés, trente-six familles seulement auraient bénéficié en 1986, des « titres de l'élection ». Comme le rapportent les observateurs de l'époque, la création de la colonie Linhares de Paiva, puis sa démarcation expresse et la distribution de quelques titres, ont d'abord été des « actions publicitaires » menées par Jader Barbalho (alors directeur de l'ITERPA) lors de sa campagne pour les élections législatives de 1986. Chiquinho se rappelle en effet, la grande fête donnée en ville à l'occasion de la remise officielle des titres. Pour lui, son titre reste une « donation de Jader Barbalho ». Malheureusement, une fois l'élection passée, plus aucun titre ne sera distribué.

La plupart de ceux « entrés » dans la Terra do Meio à partir de l'annonce de la colonisation officielle rapportent qu'à leur première visite exploratoire sur leur terre, ils n'ont trouvé, déçus, que les souches des plus importants acajous qui y poussaient. Les équipes de bûcherons sont déjà passées par là quelques semaines ou quelques mois auparavant. En raison de sa proximité à la ville, la région sud-est de la Terra do Meio est aussi la première cible de la frange pionnière de l'exploitation forestière

2.2. Les pistes forestières ouvertes par le « *prefeito* acajou »

Pedro fait partie de l'une des premières équipes d'exploitation forestière qui pénètrent dans la Terra do Meio. Selon lui, les titres distribués en 1986, tout comme ceux du lotissement São Félix do Xingu, ont d'abord servi les intérêts des scieries, leur permettant d'obtenir les autorisations officielles de transport et d'extraction des grumes d'acajou, délivrées par

l'IBDF. Selon une pratique commune en Amazonie, la distribution de quelques titres de propriété combinée à une surévaluation grossière, lors de l'inventaire forestier, du volume exploitable à l'unité de surface permet de « blanchir »[80] l'extraction forestière sur des surfaces dépassant très largement l'unité d'exploitation prévue (Smeraldi et Veríssimo 1999 ; Bonaudo 2005).
Ces pratiques s'avèrent particulièrement répandues pour les essences, comme l'acajou, que P. Fearnside (1997b) qualifie d'« espèce catalytique » de la destruction amazonienne. En effet, avec des prix à l'exportation avoisinant les mille dollars au mètre cube et malgré le coût élevé de l'ouverture d'une piste en pleine forêt, il devient économiquement rentable pour les bûcherons de parcourir plusieurs centaines de kilomètres pour abattre quelques individus seulement. Ainsi, A. Veríssimo, P. Barreto *et al.* (1995) ont pu évaluer, à partir du suivi d'équipes forestières dans le Sud-Pará, que la distance moyenne entre le lieu d'abattage et le lieu de sciage était de 245 km ± 130 km.
Or, les pistes ouvertes en plein cœur du massif forestier sont autant de voies de pénétration laissées aux colons en quête de terre. Souvent, les équipes de bûcherons incitent même cette colonisation « spontanée » par des familles peu capitalisées. João Juquira s'exclame fièrement : « J'en ai mis des colons dans ce monde !». Les familles déposées en pleine forêt par les camions des bûcherons leur permettent notamment de « marquer leur territoire » et garantir leur domination sur une zone. Elles représentent aussi une source de main-d'œuvre bon marché, corvéable à merci. Quelque fois des accords sont conclus : les bûcherons ouvrent une piste forestière jusqu'à l'occupation du colon et reçoivent en paiement les acajous qu'ils y découvrent. Par une personnification surprenante et évocatrice, permettant de railler l'incompétence des gouvernants et de saluer le travail des équipes de bûcherons, on dit à SFX que le « *prefeito* acajou » est le premier responsable de l'ouverture des routes de la Terra do Meio.

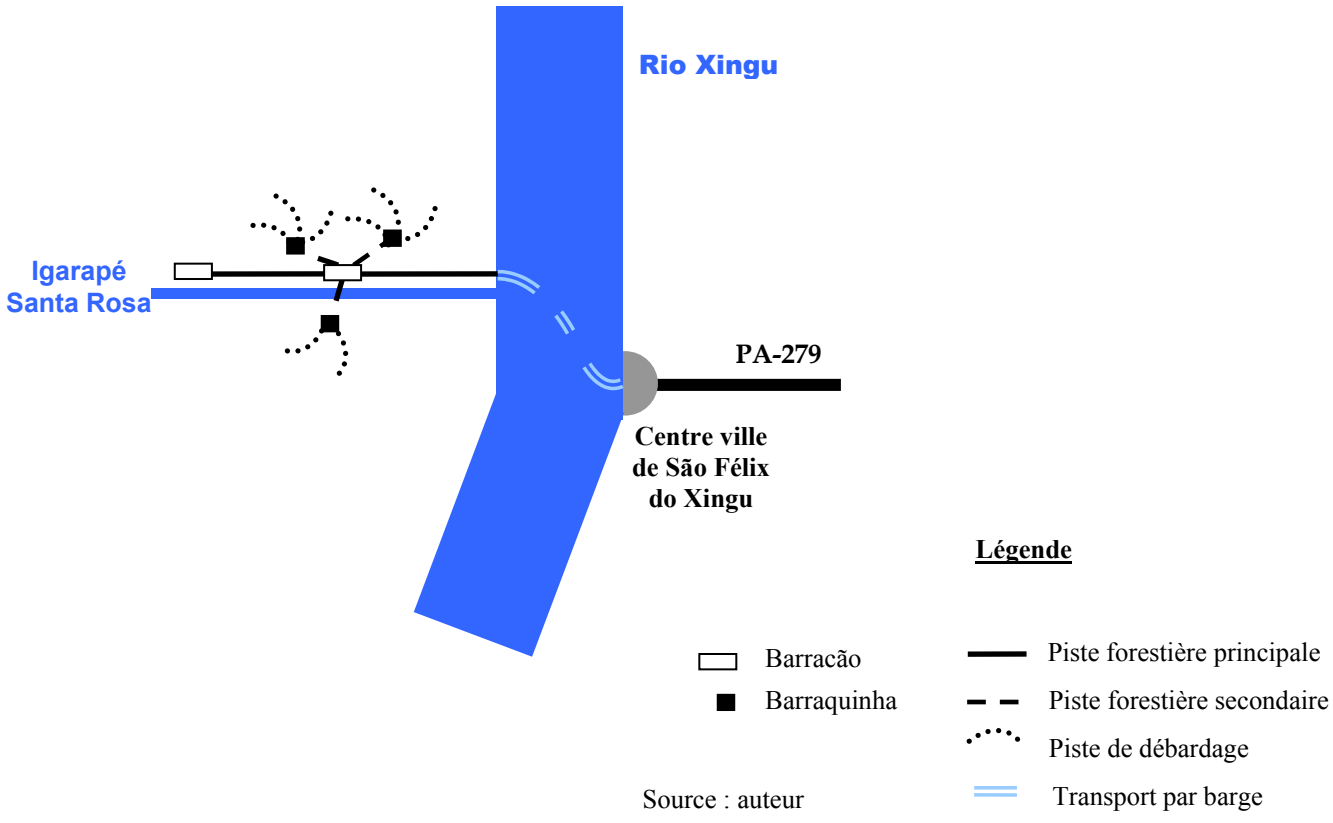
Les bûcherons qui ont parcouru la Terra do Meio à la recherche de ses acajous, découpent encore aujourd'hui son territoire en bassins versants. Ils décrivent leurs explorations et leur progression dans la région comme le passage de l'un à l'autre. Pour comprendre cette lecture du territoire héritée de l'époque de la frange pionnière de l'exploitation forestière, il faut revenir à l'écologie des populations d'acajous.
Les recherches menées dans le sud du Pará révèlent une grande occurrence d'individus sur les rives des cours d'eau saisonniers et surtout pérennes (Grogan, Barreto *et al.* 2002 ; Grogan 2002). Les auteurs expliquent cette répartition par deux facteurs. D'une part, l'augmentation de la fréquence des perturbations hydriques (associées aux fortes variations du débit des cours d'eau en raison de l'existence d'une saison sèche et d'une saison pluvieuse bien marquées) serait profitable au développement du cycle végétatif de l'acajou. D'autre part, le taux de germination et de croissance élevé des jeunes acajous dans les zones basses s'expliquerait par la présence de sols plus riches en nutriments que dans les zones plus élevées. Les forestiers locaux résument la géographie de l'acajou en expliquant qu'il « aime avoir les pieds dans l'eau » ou « aime se baigner ».

C'est donc sur les bords des principaux cours d'eau de la Terra do Meio que les équipes d'exploitation forestière trouvent les individus à abattre lorsqu'ils s'enfoncent dans le sud-est de la Terra do Meio. Les engins nécessaires à l'exploration forestière (tracteur, bulldozer, camion et camionnette) arrivés, avec la route, à São Félix do Xingu sont ensuite transportés

[80] En brésilien, les grumes issues de l'exploitation illégale ne sont pas « blanchies » mais littéralement « réchauffées » (*esquentadas*). Je renvoie au travail de recherche de T. Bonaudo (2005) pour plus de détails sur les différentes voies par lesquelles les produits de l'exploitation forestière illégale parviennent à être réincorporés à la filière légale.

par barge, depuis le port du centre-ville, jusqu'à l'embouchure des cours d'eau (ou « *igarapé* »). Une fois débarqués, les engins de terrassement entament l'ouverture de la piste forestière principale qui longe le cours d'eau (figure 36). Après un kilomètre ou deux, un premier « *barracão* » (« grand campement ») est établi. Il représente le point névralgique de la progression des équipes forestières vers l'intérieur des terres fermes de la région. C'est là que sont réparées les machines endommagées. C'est aussi depuis ce campement que le chef de l'équipe forestière et ses assistants coordonnent l'extraction et sa progression. À partir du *barracão*, deux ou trois pistes forestières secondaires sont ouvertes en direction des zones où se concentrent les acajous à abattre. Un « petit campement », ou « *barraquinha* », est installé. En général, quatre hommes (deux paires constituées chacune d'un « tronçonneur » et de son assistant chargé du ravitaillement) y travailleront pendant une vingtaine de jours. Les engins de terrassement ouvrent ensuite les pistes de débardages qui conduisent de l'esplanade de la *barraquinha* jusqu'aux lieux d'abattage. Les camions transportant les grumes d'acajous se rendent jusqu'à l'embouchure du cours d'eau où une barge leur fait traversé le Xingu et les conduit jusqu'au port du centre-ville de São Félix do Xingu. Les camions acheminent ensuite leur précieuse cargaison jusqu'au patio de la scierie pour laquelle ils travaillent. Après un ou deux mois, lorsque la ressource acajou de « proximité » est épuisée, le *barracão* est vers l'avant, ouvrant la voie à l'exploitation de nouvelles ressources forestières. La progression des équipes de l'exploitation forestière se poursuit durant toute la période de saison sèche.

Figure 36 – L'avancée des équipes de bûcherons dans la « périphérie de SFX »



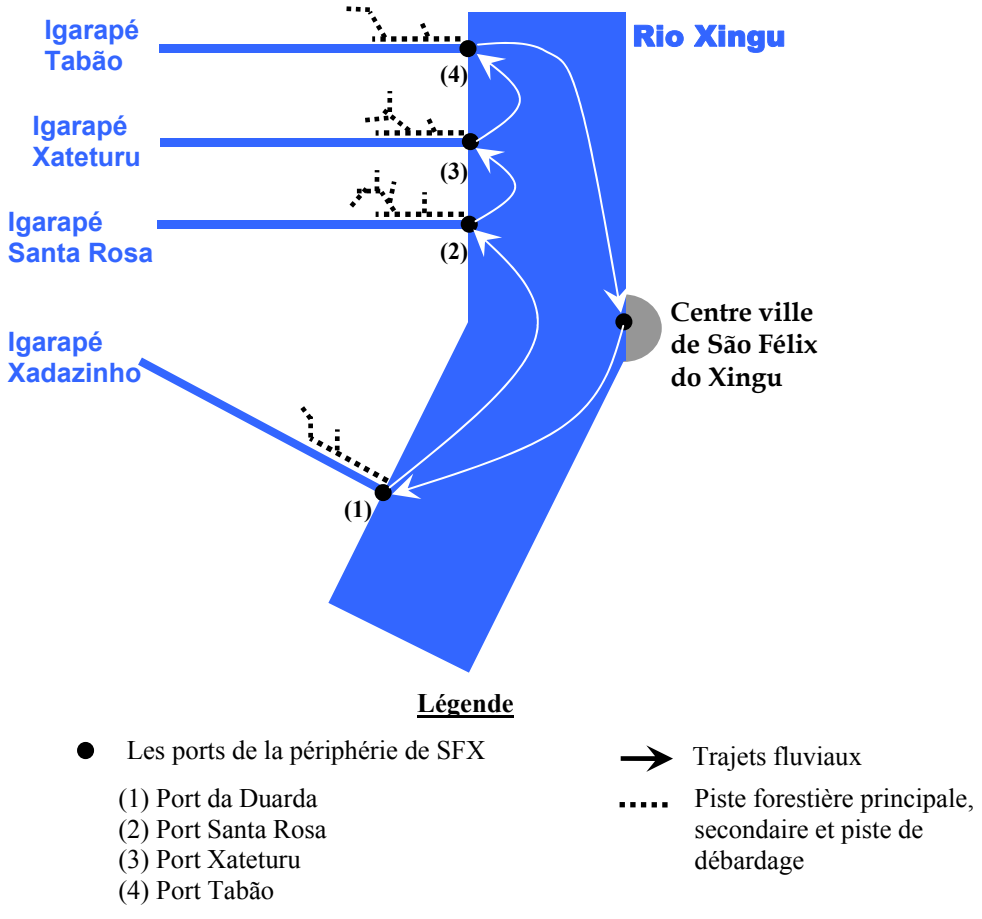
Source : auteur

Dès le milieu des années quatre-vingts plusieurs dizaines de scieries se sont déplacées depuis Redenção, Conceição do Araguaia ou Marabá en direction de São Félix do Xingu (Schmink et Wood *op. cit.* ; Veríssimo, Barreto *et al. op. cit.*). Avec l'entrée des équipes de bûcherons dans le sud-est de la Terra do Meio un réseau dense de chemins de débardage toujours localisés à proximité des affluents du Xingu se met en place.

Les colons installent fréquemment leurs premières baraques forestières en enfilade, le long des voies d'accès ouvertes par les équipes de bûcherons. Même après le départ des équipes forestières, ils continuent à les emprunter et à les entretenir, par élagage périodique. C'est aussi grâce aux pistes forestières que les colons délimitent leurs lots et marquent leur occupation du territoire. La découpe des lots et leur agencement, tels qu'on peut les observer aujourd'hui, sont étroitement liés au tracé des premières pistes forestières réappropriées par les colons.

La localisation et la connectivité des voies de pénétration ouvertes par les bûcherons influent également sur la géographie des déplacements des colons jusqu'à la ville et sur la consolidation de leur occupation territoriale. Les embouchures des cours d'eau du sud-est de la Terra do Meio deviennent les points de passage très fréquentés par les protagonistes de la frange pionnière de l'exploitation forestière : ils représentent les lieux d'embarquement et de débarquement qui permettent de relier les rives de la Terra do Meio au centre-ville de São Félix do Xingu. C'est là que les colons installés en pleine forêt, après avoir emprunté les pistes ouvertes par les équipes de bûcherons, trouvent les embarcations ou barges qui les conduisent jusqu'en ville. Les premiers « ports » (selon l'appellation locale) du sud-est de la Terra do Meio naissent ainsi à l'embouchure des cours d'eau explorés par les forestiers. Après quelques temps, des embarcations feront lignes, régulièrement, entre le centre ville de SFX et les différents ports, suivant un itinéraire bien établi (figure 37).

Figure 37 – Les premiers temps de la colonisation de la « périphérie de SFX » : entre fleuves et routes



Source : auteur

Depuis le lot qu'ils occupent, Raimundo et son père doivent marcher huit kilomètres en pleine forêt, suivant les voies de pénétration ouvertes par les bûcherons afin de rejoindre le port da Duarda. D'autres décrivent des marches de plus de vingt kilomètres pour atteindre le port le plus proche de leur occupation. Zé Cachimbo se rappelle qu'à son arrivée en 1986, il n'y avait qu'un bateau qui faisait la traversée, deux fois par semaine, entre la rive gauche et droite du Xingu. Son capitaine partait le samedi matin de la ville de SFX, aux aurores. Suivant le courant, il appareillait successivement dans tous les ports du sud-est de la Terra do Meio, de l'amont vers l'aval. Là, les colons réunis depuis le matin ou la veille au soir l'attendaient. Le dimanche après midi, la même route était prise. Ces horaires de voyage permettaient aux colons de la Terra do Meio de participer au marché du centre-ville de SFX, qui se tenait du samedi au dimanche matin. Ils y vendaient leurs productions agricoles aux citadins et faisaient leurs principaux achats. Zé Cachimbo se rappelle de la traversée du samedi : « À l'époque, le bateau était complètement rempli de colons avec leurs poules, leurs sacs de riz, leurs haricots, leurs bananes. Il y en avait partout. C'était un désordre complet. Mais il y avait toujours de la place pour tout le monde !»

2.3. La route du Xadá : une victoire populaire

Comme on vient de le voir, l'entrée des colons dans le sud-est de la Terra do Meio a eu lieu dès le milieu des années quatre-vingts, dans le sillage des équipes de bûcherons. Selon C. Follet (2002), cette première vague de migrants, principalement intéressés par la spéculation foncière et la vente d'acajous aux bûcherons, laisse place entre la fin des années quatre-vingts et le début des années quatre-vingt-dix, à un deuxième type de migrants. Les nouveaux venus, généralement plus capitalisés que leurs prédécesseurs, cherchent à s'installer durablement à l'intérieur des terres pour y construire le « centre » de la Terra do Meio. C'est le cas, en particulier, de Dalton.

Après 23 années passées dans le Mato Grosso, Dalton découvre pour la première fois SFX en 1986, suite à l'invitation d'un parent qui l'incite depuis plusieurs mois à venir s'installer dans la région. Selon Dalton, l'ambition de ce premier voyage de reconnaissance est modérée : il s'agissait tout au plus de « jeter un œil, faire un tour et voir comment ça se passait par ici ». Mais, les nombreuses opportunités de terres et de travail qu'offre la région l'attirent immédiatement : « avant de repartir dans le Mato Grosso, j'avais déjà négocié une terre !» assure-t-il. Quelques mois plus tard, il s'installe, avec sa femme, sur la terre achetée dans le sud-est de la Terra do Meio. Malheureusement, la terre achetée à la va-vite ne convient pas aux projets de production agricole qu'il nourrit. Les terrains du bord de fleuve sont trop accidentés pour y développer une agriculture performante. Moins d'un an après sa venue, Dalton revend sa terre et avec l'argent, acquiert un droit d'occupation situé dans l'intérieur des terres. La même année, il profite du départ de son voisin pour racheter sa terre et la proposer à un de ses frères, qui prend place à ses côtés quelques semaines plus tard. Puis un autre de ses frères acquiert une occupation située à quelques kilomètres de la sienne.
Selon un processus de regroupement familial tout à fait similaire, des familles entières originaires du Centre-Ouest acquièrent deux, trois ou quatre lots dans la région du sud-est de la Terra do Meio. Les colons qui s'installent sont à la recherche de terres forestières qu'ils souhaitent défricher et rendre « productives ».
Alors que ces familles désireuses de s'établir durablement dans la région remplacent progressivement la première vague de colons, les services minimums dont le *município* a la charge (santé, éducation, infrastructure routière) restent manquants. La région du sud-est de la Terra do Meio, située à moins d'une dizaine de kilomètres de la ville de SFX, est encore, à la fin des années quatre-vingts, une zone négligée par les responsables politiques locaux. Sous

l'impulsion de l'Eglise catholique, les colons s'organisent progressivement pour faire valoir, auprès de la *prefeitura*, leurs droits élémentaires. L'association Alliance du Xingu est créée en 1989. Dalton en deviendra l'un des principaux *leaders*.

Dans sa « lutte », l'Alliance du Xingu trouve main forte auprès du STR-SFR et surtout, comme le rappelle Dalton, auprès des représentants locaux de l'Eglise catholique. La fin des années quatre-vingts et le début des années quatre-vingt-dix sont marqués par les nombreuses réunions organisées pour « structurer la demande de l'association » et « discuter des problèmes » de la région. L'ouverture d'une route carrossable qui relierait en toute saison la rive gauche du Xingu aux habitations des colons localisées dans l'intérieur des terres devient la revendication centrale du mouvement social local.

Lors des élections au poste de *prefeito* de 1992, l'un des principaux thèmes de campagne est l'appui à la colonisation par l'agriculture familiale. Si la route de la Canopus fait l'objet de nombreuses promesses de campagne (cf. *supra*), le sud-est de la Terra do Meio n'est pas en reste. L'ouverture d'un tronçon routier d'une cinquantaine de kilomètres est promise à l'association par le *prefeito* réélu. Quatre ans plus tard, les travaux n'ont toujours pas commencé. Profitant de la campagne pour les élections locales de 1996, la coalition formée par le STR-SFX, l'association Alliance du Xingu et l'Eglise catholique occupent pendant cinq jours la chambre législative locale et la *prefeitura*. Les négociations avec le pouvoir en place conduisent les représentants des associations de colons jusqu'à Belém. Sous la pression, le *prefeito* signe officiellement le contrat d'ouverture des travaux. En juin 1996, les premiers engins de terrassement franchissent le *rio* Xingu et ouvrent le chantier. Peu de temps après sa prise de pouvoir, le nouveau *prefeito* élu, suspend les travaux. La pression renouvelée des mouvements sociaux locaux conduit à la reprise et l'achèvement de l'ouvrage. Le secteur du Xadá est finalement relié à la rive du *rio* Xingu par une route carrossable de 35 km, empruntable été comme hiver. Comme s'en souvient Abillo : « la route du Xadá, c'est une victoire du peuple ». Avec l'arrivée de la route, les conditions de vie s'améliorent nettement pour les colons. D'après Raimundo, il s'agit de l'événement le plus important depuis son arrivée à SFX, « sans elle, je ne sais pas si nous serions restés » avoue-t-il. La dynamique d'occupation locale ressort considérablement renforcée de l'ouverture de la « route du Xadá ». Les propositions d'achat de terre se démultiplient. Les prix du foncier s'envolent. Les surfaces défrichées augmentent et se concentrent en bordure de route.

3. Le « cœur » de la Terra do Meio

Il n'aura fallu que trois ou quatre ans, tout au plus, aux équipes de bûcherons pour abattre la grande majorité des acajous présents dans la région du sud-est de la Terra do Meio. L'un des principaux chefs d'équipe de l'époque, Jonas, prétend avoir atteint les marécages du Triunfo (situés entre 70 et 100 km de la ville de SFX) dès l'année 1988. Comme il l'explique, la zone inondée ralentit considérablement l'avancée des camions qui restent prisonniers du bourbier pendant des jours entiers. Pour s'ouvrir les portes du cœur de la Terra do Meio et des acajous qui s'y trouvent, les troupes forestières contourneront cet obstacle par le nord.

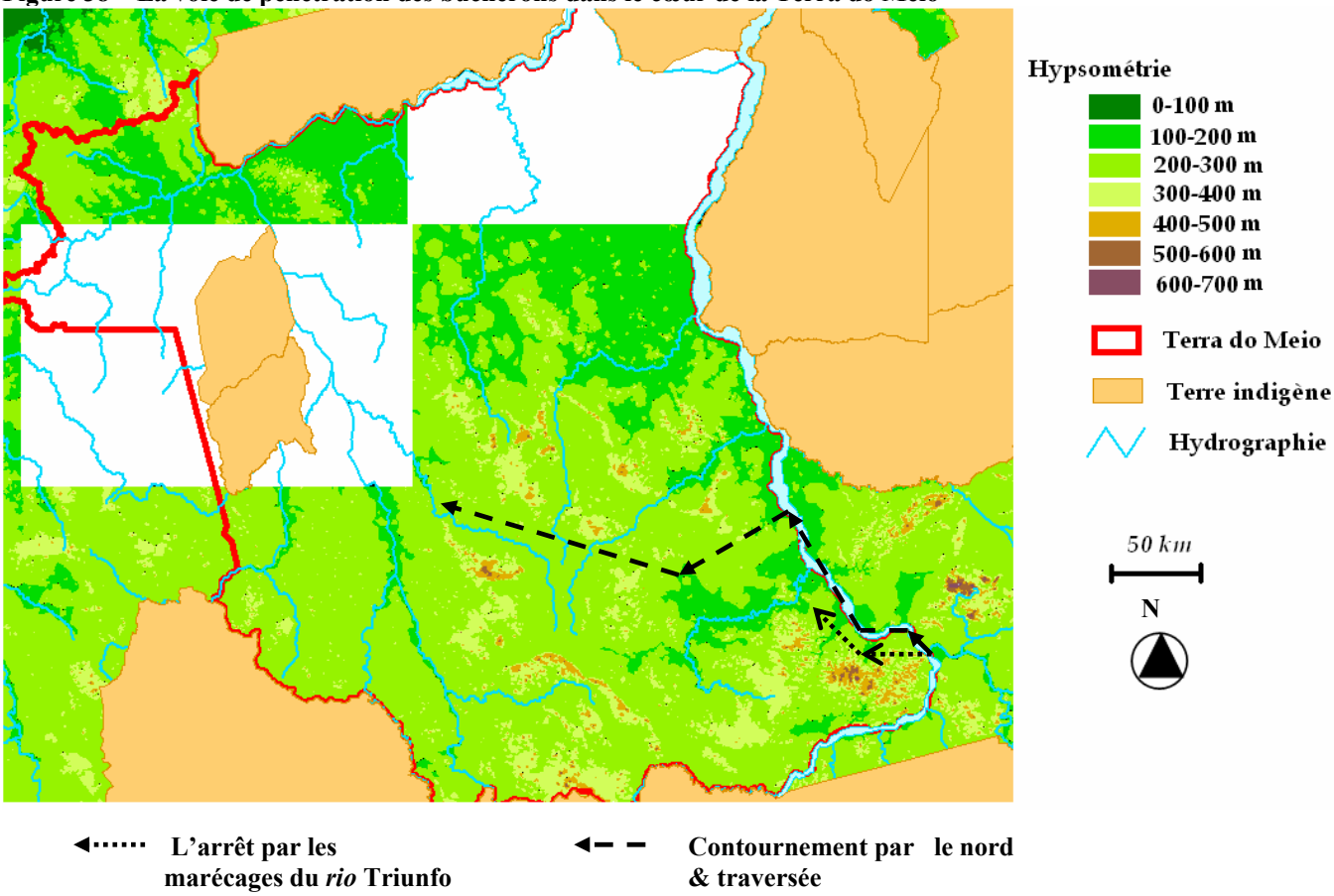
3.1. L'ouverture de la « route de la Canopus »

3.1.1. Par les bûcherons

Selon Jonas, les équipes de bûcherons les plus « téméraires » se sont, très tôt, lancées à l'assaut du cœur de la Terra do Meio, laissant la périphérie de SFX aux « autres, moins courageux ». Puisque aucune route n'y mène, les équipes d'exploitation forestière

commencent, pour s'y rendre, par descendre le Xingu par barge (figure 38). Après avoir parcouru une cinquantaine de kilomètres depuis la ville de SFX, ils s'enfoncent dans la forêt. Le lieu du débarquement des hommes et des machines prend le nom de « port Xingu ». D'après Jonas, dès l'année 1983, « les hommes d'Alcidio Fontana » auraient ouvert la première piste forestière quittant le port Xingu en direction du cœur de la Terra do Meio. En moins d'un mois, ils auraient atteint la piste d'aviation Primavera, point d'appui ouvert par les *folheiros* de la région. Cette piste s'avérera « vitale » aux forestiers puisqu'elle permet d'acheminer depuis SFX, Xinguara ou Redenção les pièces mécaniques de rechange pour les engins mis à l'arrêt. C'est aussi de là que les blessés et malades sont retirés. La concentration des activités des bûcherons autour de la piste donnera naissance à la *vila* Primavera.

Figure 38 – La voie de pénétration des bûcherons dans le cœur de la Terra do Meio



Source : auteur

L'année suivante, l'expédition aurait poussé un peu plus son avancée vers l'ouest, installant la première esplanade (1984-1985) dans ce qui deviendra le lieu-dit de la « Bifurcation » ou de la « Bifurcation de la serra do fogo ». L'installation d'une scierie, dix ans plus tard, donnera naissance à la *vila* Centrale (j'y reviendrai). Pour les bûcherons, l'emplacement de cette esplanade est particulièrement stratégique. Elle assure en effet l'accès et le contrôle des principales « réserves d'acajous » du cœur de la Terra do Meio, localisées au nord, au sud et à l'ouest de l'esplanade[81].

[81] Reprenant la représentation du territoire des bûcherons, on se réfèrera aux principaux bassins hydrographiques de la Terra do Meio : celui du *rio* Triunfo, du *rio* Bala, du *rio* Pardo et du *rio* Novo.

L'équipe d'Alcidio Fontana aurait continué sa progression et atteint sa base occidentale en 1987-1988 où une nouvelle esplanade aurait été ouverte. Les forestiers y auraient rencontré Manoel Caboclo, *ribeirinho* isolé, ancien *seringueiro* vivant de la chasse et de la pêche. L'esplanade gardera son nom, tout comme la bourgade à laquelle elle donne naissance devenue la *vila* do Caboclo.

L'exploration forestière menée par Alcidio Fontana s'arrête à l'esplanade do Caboclo. A l'ouest, commence le territoire d'un puissant acteur : l'entreprise minière Canopus. L'entreprise est bien connue des bûcherons qui ont croisé, quelques mois plus tôt, ses équipes de travailleurs à cinquante kilomètres de là, en plein travail d'ouverture d'une route progressant d'ouest en est, destinée à relier le *rio* Iriri au *rio* Xingu.
Cette rencontre au beau milieu de l'immensité forestière de la Terra do Meio n'est pas le fruit du hasard. Il s'avère en effet que les deux chefs d'équipe ont adopté, sur la base des informations présentées par les cartes d'état major de la région, la même stratégie pour traverser le massif forestier. Elle consiste à éviter la traversée des cours d'eau dans leur partie la plus large, dévier des marécages et contourner les principaux reliefs. C'est précisément avec cette lecture du territoire qu'Alcidio Fontana a choisi de débarquer son équipe au port Xingu, point de départ idéal pour suivre une trajectoire quasi rectiligne d'est en ouest dans le cœur de la Terra do Meio et en éviter les principaux obstacles naturels (figure 38).
Dans les plans d'Alcidio Fontana, révélés par Jonas, l'épine dorsale de l'exploration forestière ouverte d'est en ouest, doit être complétée par l'ouverture de ramifications orthogonales qui s'enfoncent dans le cœur de la Terra do Meio en longeant les principaux cours d'eau de la région, accédant ainsi aux principales réserves d'acajous de chaque bassin versant.
Après s'être croisée, chacune des deux équipes emprunte, sur le chemin qui lui reste à parcourir, la voie ouverte par l'autre. Les motifs de l'ouverture d'une piste forestière en plein cœur de la Terra do Meio par les équipes de bûcherons sont bien connus. Mais quels sont ceux de l'entreprise d'exploitation minière Canopus ?

3.1.2. Par la Canopus

L'entreprise d'exploitation minière « Canopus » Ltda., créée en 1979, est une filiale de la Rhodia dédiée à l'exploration des ressources minières dans l'État du Pará. Après avoir acheté le droit d'occupation, détenu par l'entreprise Excencil, sur une aire de 200 000 ha située sur la marge droite de l'Iriri, la Canopus commence (dès 1979) la prospection minière du secteur qu'elle nomme Bom Destino. En 1982, l'entreprise reçoit officiellement le permis d'extraction de cassitérite délivré par les pouvoirs publics. La même année, elle achève la route de 47 km qui relie le site d'extraction au *rio* Iriri. Le point de rencontre du fleuve et de la route est désigné comme le « port de la Canopus ». Le 29 juin 1983, le jour de la Saint Pedro, l'entreprise inaugure le site d'exploration minière baptisé São Pedro de l'Iriri. Il comporte un site d'extraction et une ville miniature habitée par plus de trois cent cinquante employés.

Selon les premiers plans de l'entreprise, les approvisionnements extérieurs et l'exportation du minerai suivent deux modalités distinctes, en fonction de la période de l'année. En saison des pluies, les cargaisons de fournitures quittent Altamira pour remonter le cours du Xingu puis celui de l'Iriri. Arrivé au port de la Canopus, les marchandises sont débarquées puis chargées dans des camions qui les transportent jusqu'au site d'extraction ou jusqu'au « siège » de la Canopus. En saison sèche, le *rio* Iriri est innavigable. Les échanges entre le site d'exploration et le monde extérieur se font par voie aérienne. Les coûts de transports aériens sont rapidement jugés exorbitants par les dirigeants du site. Pour y remédier, ils décident l'ouverture d'une route traversant d'est en ouest la Terra do Meio qui permettrait de rejoindre

le Xingu, la ville de São Félix do Xingu et la PA-279. Les travaux commencent en 1985. Quelques mois plus tard, les travailleurs de l'entreprise rencontrent les équipes forestières d'Alcidio Fontana. En 1986, le Xingu est atteint. Selon l'un des contremaîtres de l'époque, l'entreprise exporte entre 1986 et 1988 quelques 200 000 tonnes annuelles de cassitérite (équivalent à la production de 260 tonnes d'étain.) Avec un cours international de l'ordre de 13 US$/kg, l'exploitation minière locale est très rentable.

La route ouverte par la Canopus jusqu'au Xingu n'est pas une banale piste forestière, sinueuse et chaotiquement empruntable par les camions. Après la définition du tracé, une bande de plus de trois mètres de large s'étendant sur plus de 250 km de long est soigneusement défrichée, dessouchée, terrassée, remblayée, compactée, nivelée et couverte de gravillons assurant des conditions de transit exceptionnelle pour la région. Pour en préserver l'état impeccable, la route n'est utilisée par les camions de l'entreprise qu'en saison sèche. Ceux qui, à l'époque, la parcourent décrivent une route « plate comme une assiette ». Grâce à elle, les camions rejoignent la rive du Xingu le temps d'« un tir ». La route, entretenue à chaque saison sèche par la Canopus, représentera également la principale voie de pénétration des migrants dans le cœur de la Terra do Meio.

3.2. Le contrôle du territoire par l'exploitation forestière

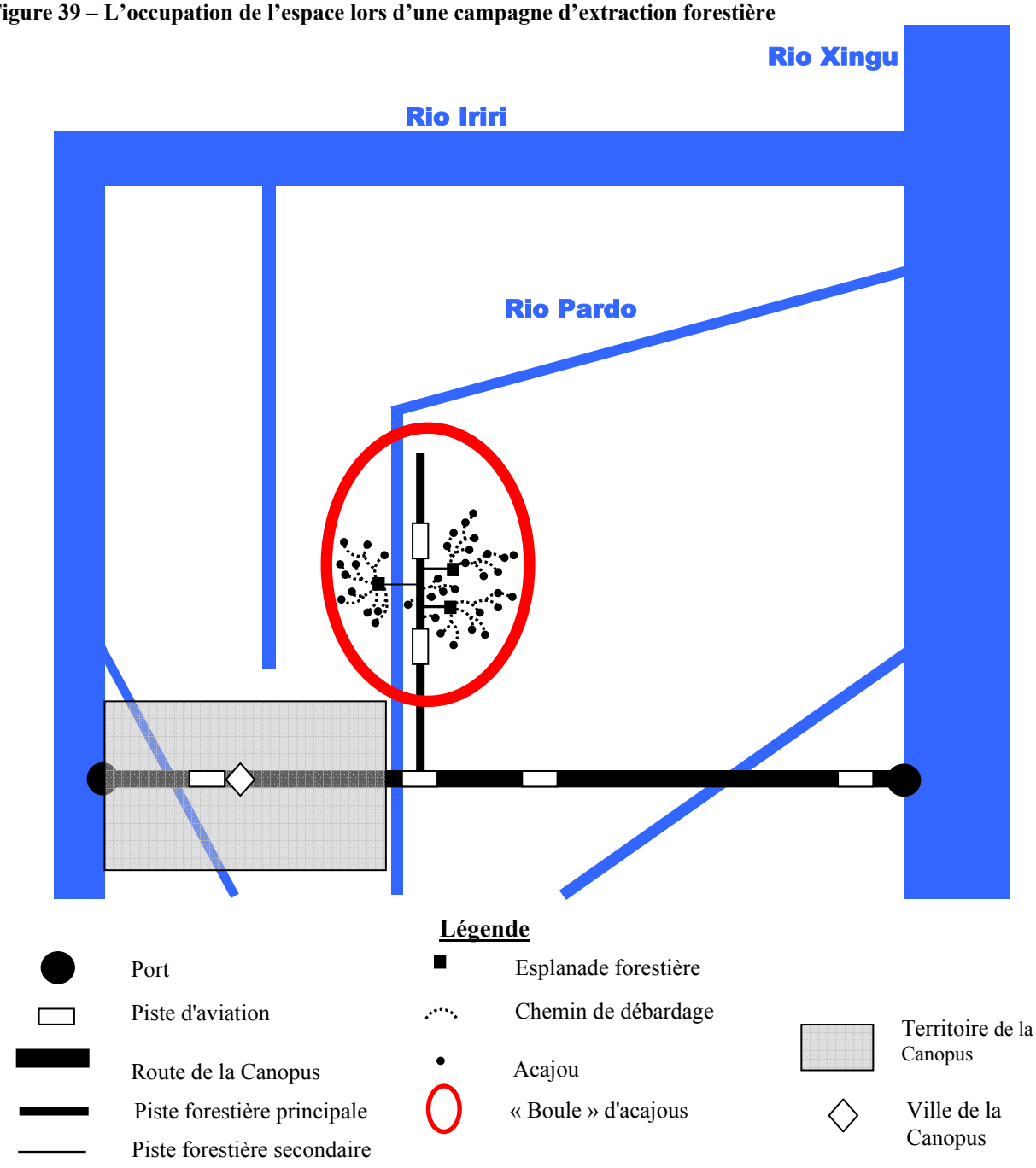
3.2.1. Le maillage du territoire

L'acajou à grandes feuilles (*Swietenia macrophylla* King) perd son feuillage en saison sèche pour le retrouver en saison des pluies. Les acteurs de la frange pionnière de l'exploitation forestière connaissent mieux que quiconque le rythme végétatif de l'arbre. Ils savent que les jeunes feuilles se forment en janvier-février, au moment où l'eau atteint son niveau le plus haut. C'est à cette période que les chefs d'équipe survolent la Terra do Meio pour repérer les « coins à acajous » que leurs hommes devront atteindre quelques mois plus tard, en saison sèche. Lors de ces passages aériens au dessus de la canopée verdoyante qui s'étend à perte de vue, l'œil exercé du professionnel reconnaît les acajous aux reflets de la lumière solaire renvoyés par les jeunes feuilles. Si, à l'occasion du vol rapproché, le chef d'équipe aperçoit une touffe de feuillage vert tendre, il n'y à plus de doute à avoir : il s'agit d'un acajou.

Cette technique de repérage s'est avérée indispensable à l'exploitation forestière de l'acajou dans la Terra do Meio. Les peuplements d'acajous présentent, en effet, un mode de dispersion tout à fait particulier. Les bûcherons parlent des « boules » d'acajous qui constituent les « réserves » ou « coins » à exploiter. Cette description profane est confirmée par les écologues. Selon J. Grogan, P. Barreto *et al.* (2002) : « Les acajous matures se rencontrent typiquement sous forme de tâches dispersées dans les forêts avec une densité inférieure à un individu par hectare. Dans ces taches, l'acajou peut se présenter sous forme agrégée de dizaines et parfois centaines d'individus, généralement séparés par des aires forestières étendues, totalement dépourvues de cette espèce. » (: 11).
Le travail de repérage aérien s'avère d'autant plus nécessaire que les boules d'acajous de la Terra do Meio présentaient souvent des densités bien inférieures à celles que les bûcherons avaient connu, quelques années auparavant, dans les régions de Redenção ou d'Agua Azul. Croisant les entretiens réalisés avec les explorateurs et les données de la littérature, on peut estimer que les coins à acajous de la Terra do Meio présentaient un individu à abattre tous les dix à quinze hectares (Grogan, Barreto *et al*. *op. cit.* ; Grogan 2001).

Après le survol de la région réalisé par le chef d'équipe accompagné du propriétaire de la scierie, toutes les étapes de l'exploitation forestière se déroulent à terre. Ensemble, ces opérations et les marques qu'elles laissent dans la forêt conduisent à un véritable maillage et une structuration progressive du territoire (figure 39). D'abord, en fin de saison des pluies, le « chercheur de forêt » pénètre le massif forestier pour repérer sur le terrain, les boules d'acajous identifiées depuis le ciel. Accompagné de deux ou trois collègues, son travail consiste à localiser les acajous et démarquer à la machette le futur tracé des voies de débardage (évitant les zones marécageuses et les principaux reliefs) qui les relieront à la piste forestière principale ou secondaire. L'homme sélectionne également les individus qui devront être abattus (en fonction de leur état et de leur accessibilité). Il est souvent accompagné par l'un des conducteurs d'engin qui ouvrira, quelques semaines plus tard, les pistes de débardage.

Figure 39 – L'occupation de l'espace lors d'une campagne d'extraction forestière



Source : auteur

Le chercheur de forêt doit aussi baliser le terrain. Pour cela, il dispose le long de la piste forestière principale des « flèches » (morceaux de bois taillés) qui indiquent par le nombre d'entailles qu'elles comportent le nombre d'arbres à extraire en suivant la piste indiquée. Un groupe d'acajous particulièrement nombreux (plus de vingt) est signalé par une « grande flèche toute lisse » (sans entailles), comme se le remémore, avec excitation, l'un des chefs d'équipe forestière les plus connus de la Terra do Meio.
Ces flèches indicatrices complétées par les voies d'accès démarquées guident, suivant le chemin le plus sûr, les équipes de bûcherons jusqu'à chacun des individus à abattre. Par cette organisation, aucune carte n'est nécessaire aux conducteurs d'engin qui n'ont qu'à se laisser guider. Comme l'explique l'un d'eux : « C'était très efficace. Ca marchait vraiment bien. Avec les flèches, on savait où on entrait, mais jamais où on sortait. Mais ça allait toujours ».

Grâce au balisage l'équipe entière avance à l'aveugle. Compte tenu de son importance prépondérante pour la campagne d'exploitation, le balisage et le repérage des arbres à abattre est toujours vérifié avant que les « tronçonneurs » et engins ne s'engagent en forêt. Un « contrôleur » est envoyé sur les traces laissées par le chercheur de forêt. Il vérifie les informations laissées, les chemins indiqués et les arbres sélectionnés. Au besoin, il modifie les flèches.

Puis le reste de l'équipe de bûcherons rentre en forêt. Les pistes principales ouvertes les années précédentes sont remises en état avant d'être prolongées suivant un schéma de progression similaire à celui décrit précédemment dans le sud-est de la Terra do Meio.
Les arbres sont abattus, débités en grumes avant d'être remorqués jusqu'à l'esplanade forestière (20 m²). Là, l'écorce est retirée, le bois est classifié en fonction de sa taille et sa qualité avant d'être expédié par camion jusqu'à la scierie de São Félix do Xingu. Les grumes qui s'accumulent en saison sèche dans le patio de la scierie garantissent son fonctionnement en saison des pluies.
Lors de la « récolte » de l'acajou, les équipes de bûcherons progressent lentement au cœur de la forêt, changeant de campement tous les 15 à 20 jours. Le campement est localisé à une distance maximale de 30 à 40 km de la zone d'abattage. Les équipes ouvrent, à intervalles réguliers de l'ordre d'une quarantaine de kilomètres, une piste d'atterrissage destinée à évacuer les blessés, livrer les pièces de rechange et parachuter les vivres.

La frange de l'exploitation forestière de l'acajou conduit à l'exploration et l'occupation du territoire du cœur de la Terra do Meio. Le territoire est progressivement structuré par l'activité humaine des pionniers. Mais ce maillage graduel de l'espace conquis ne peut être compris sans se référer aux « aires d'influences » en creux desquelles il se met en place. On comprendra alors que l'avancée des équipes de bûcherons et des marques qu'ils laissent sur leur passage (piste forestière principale et secondaire, esplanade, piste d'aviation) est tout à la fois produit et producteur d'une forme de maîtrise du territoire forestier.

3.2.2. Les « aires d'influence »

Après l'entrée de l'équipe forestière menées par Alcidio Fontana, de nombreuses autres suivront. Mais ces avancées dans le cœur de la Terra do Meio, entre le milieu des années quatre-vingts et le milieu des années quatre-vingt-dix, ne se font pas au hasard. Pistes d'aviations, pistes forestières principales ou secondaires, chemins de débardage ne s'ouvrent qu'avec l'accord et l'appui du propriétaire de la scierie qui « domine » la zone d'extraction. Les équipes de bûcherons, souvent indépendantes, ne s'avance dans l'une des aires d'influence de la région qu'avec l'aval de la scierie qui la domine. À chaque « récolte », un contrat est conclu entre l'équipe et la scierie. En principe, les équipes de bûcherons peuvent

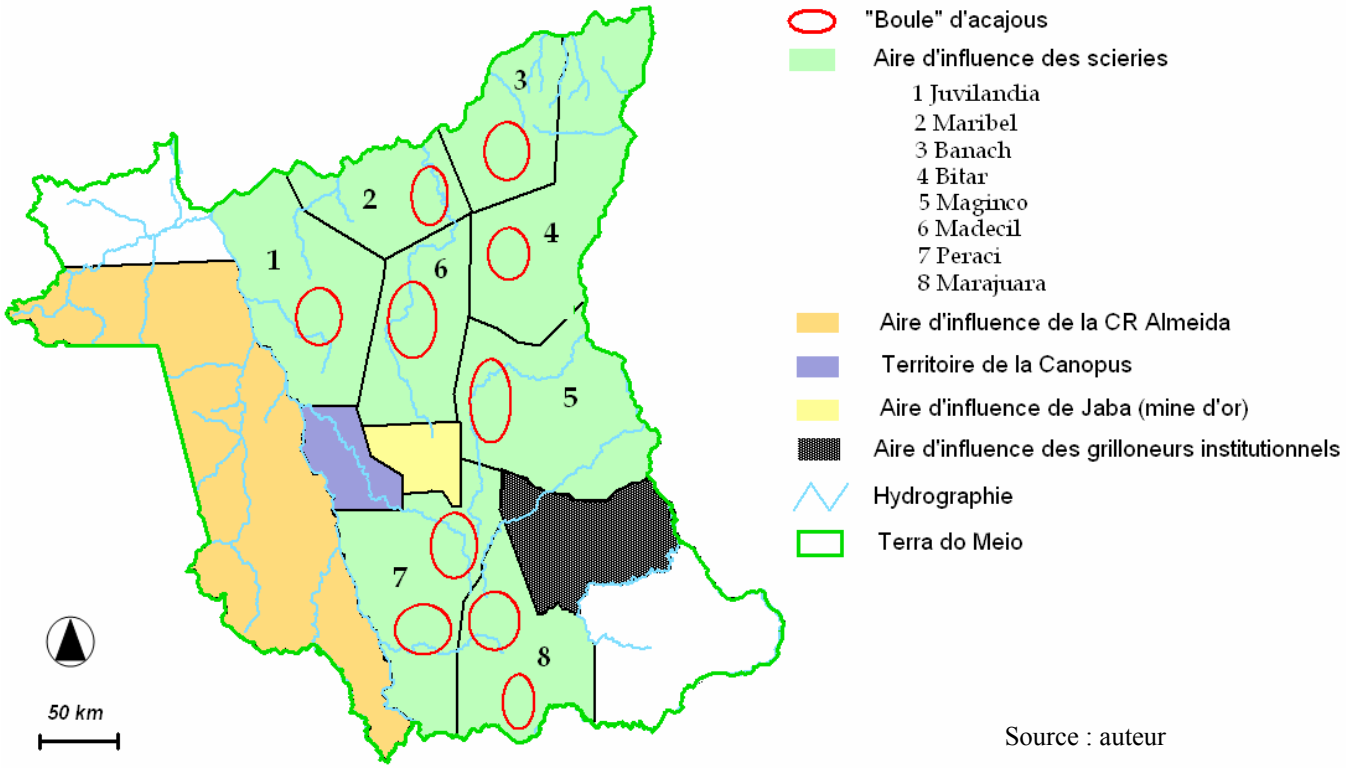
travailler année après année pour des scieries différentes. Dans les faits, des collaborations étroites et pérennes (sur plus de cinq ans) s'établissent entre le chef d'équipe forestière et le propriétaire de la scierie au point que leurs noms deviennent, comme on me l'explique, synonymes l'un de l'autre. Ainsi, par leur avancée saison sèche après saison sèche, les équipes forestières renforcent une structuration de l'espace préexistante. Mais comment s'est-elle mise en place ? Comment les aires d'influence sont-elles nées ?

Comme on l'a vu, l'exploitation des ressources forestières commence par le survol de la zone d'extraction. Ces survols ont conduits, dès la fin des années quatre-vingts à un partage de la région de la Terra do Meio entre les principales scieries du Sud-Pará. Comme l'explique l'un des observateurs de cette époque, plutôt que de se « battre à mort » pour le contrôle du territoire, les propriétaires des scieries ont préféré s'entendre et se répartir la région. L'entente est rendue possible grâce à l'étendue considérable du territoire à diviser et au grand nombre de boules d'acajou repérées.

Chaque scierie en vient ainsi à dominer une « aire d'influence » (entretien) où elle régit l'extraction des ressources forestières. Les aires d'influence ont des tailles variant entre 150 000 et 500 000 ha chacune. Ensemble, elles couvrent près des deux tiers du territoire de la Terra do Meio. Chaque aire d'influence est centrée sur une (ou plusieurs) boule(s) d'acajous (figure 40). Pour décrire ce partage de l'espace, l'un des observateurs de l'époque explique : « Ils [les propriétaires de scieries] se sont réunis un jour. Ils ont dessiné la région sur le sol. Ils la connaissaient tous, ils se repéraient avec les fleuves.[…] Et puis ils l'ont partagé comme ça, en traçant des sillons sur le sol avec un bout de bois ». La règle qui a présidé à la distribution des aires d'influences est elle aussi des plus élémentaires : « c'est pas compliqué, c'est celui qui avait le plus grand nombre d'heures de vol au dessus d'une aire qui la recevait !». On peut évidemment mettre en doute l'exactitude de cette version, pourtant corroborée par plusieurs de mes interlocuteurs ayant occupé des postes de responsabilité dans l'exploitation forestière locale. Mais dernière l'anecdote, il me semble important de retenir la division effective du territoire qui sous-tend l'exploitation forestière de la région et la mosaïque d'aire sous contrôle auquel elle conduit. Cette mise sous influence collective de la région, est à l'origine des phénomènes illégaux d'appropriation et d'occupation qui se mettront en place à partir de la fin des années quatre-vingt-dix avec l'émergence du cycle de la spéculation foncière.

Pour comprendre la manière dont les aires d'influence se maintiennent dans le temps, il faut en revenir aux « investissements » qui ont été nécessaires pour la « mise en forme » du territoire (Thévenot 1986). Ces opérations de mise en forme sont doubles. D'abord, il faut se rappeler que la domination exercée par une scierie sur une aire et le respect des aires voisines n'est pas qu'une affaire de parole donnée et d'honneur. Sur le terrain, l'accord entre les différentes parties se fait souvent respecter par les armes. Comme l'explique l'un des chefs d'équipe ayant travaillé pour la scierie Maginco, chaque scierie recours aux services d'une ou plusieurs bande(s) de tueurs à gage, chargée(s) de faire respecter *manu militari* son influence. Comme les limites entre les aires d'influences sont évidemment d'une grande porosité, fusillades, guet-apens et règlements de comptes entre bandes adverses sont fréquents.

Figure 40 – Les aires d'influences de la *Terra do Meio*[82]



Mais ça n'est pas tout. Les aires d'influence bénéficieront également d'un équipement de poids, obtenu auprès des institutions publiques en charge de la question foncière. En effet, comme l'illustre la figure 40, hormis les scieries, quatre autres types d'acteur dominent des portions gigantesques de la Terra do Meio. Premièrement vient l'entreprise CR Almeida, qui tente d'établir sa domination sur une bande de plusieurs centaines de milliers d'hectares situés à l'ouest du *rio* Iriri, et dont elle se dit propriétaire (cf. chapitre 3 section C-2.3). Deuxièmement, vient l'entreprise d'exploitation minière Canopus qui est parvenue à imposer son droit de propriété obtenu pour l'exploitation des gisements de cassitérite (dont elle a reçu le droit d'exploitation officiel). Troisièmement, il y a Jabá, l'homme qui se présente comme le pionnier de l'exploitation minière artisanale dans le *município* de SXF (cf. *infra*) s'est lui aussi rendu maître de plusieurs dizaines de milliers d'hectares entourant la dernière mine d'or qu'il a découvert dans la région. Finalement, comme l'explique l'un de mes interlocuteurs, les scieries de la région se sont entendues pour « faire une place » aux acteurs spécialisés dans l'appropriation illégale des terres publiques de la région, les *grileiros*[83]. Comme il le décrit, « Les choses étaient bien faites. Là où il y avait du bois, c'était pour les scieries. Là où il y avait des minerais c'était pour les mineurs. Et les autres terres, celles sans rien du tout, elles étaient laissées pour les *grileiros* ». La présence de ces derniers et la « place » qui leur est faite témoigne des étroites interdépendances qui se développent à l'époque entre les acteurs de

[82] Les limites entre les différentes aires d'influence présentées sont évidemment approximatives. Cette représentation graphique, bien imparfaite, résulte du recoupement d'informations obtenues lors de nombreux entretiens auprès des divers protagonistes de la frange pionnière de l'exploitation forestière. Il faut garder à l'esprit qu'encore aujourd'hui on ne parle qu'à demi-mot de ces aires d'influence et de leurs « maîtres » de l'époque. Deux raisons l'expliquent. D'abord, ces aires ont été pérennisées et exploitées au prix de nombreux actes tant illicites que criminels dont les auteurs et commanditaires, encore présents dans la région, sont craints. Ensuite, comme on le verra, ces aires d'influence sont à l'origine de l'occupation irrégulière, sinon illégale, des terres publiques de la région. Les occupants actuels, désireux d'oublier ce passé, pour mieux s'en laver les mains, ne l'évoquent que rarement.

[83] Je reviendrais longuement sur ces acteurs et leurs pratiques dans le chapitre 3 section A.III.c.

la frange pionnière de l'exploitation forestière et ceux de la spéculation foncière. En effet, selon plusieurs interlocuteurs impliqués dans la frange pionnière de l'exploitation forestière, les scieries « interagissaient beaucoup » avec les *grileiros*, afin d'obtenir les titres de propriété frauduleux leur permettant de présenter à l'IBDF un plan de gestion forestière en bonne et due forme[84]. Les *grileiros* sont ici des hommes qui ont leurs « contacts » à l'ITERPA, grâce auxquels ils peuvent obtenir « ce qu'ils veulent ». Profitant de l'espace qui leur est laissé dans la Terra do Meio et de leurs relations, les *grileiros* parviennent à mettre en vente les terres adjacentes au lotissement São Félix do Xingu, prétendant (titre falsifié à l'appui) qu'elles en font officiellement partie.

Entre le milieu des années quatre-vingts et le milieu des années quatre-vingt-dix, seuls les *grileiros* semblent accorder une valeur à la manne de terres publiques que constitue la Terra do Meio. Pour les propriétaires des scieries elle semble n'en n'avoir aucune. Leur influence sur le territoire, telle qu'ils l'organisent, vise essentiellement l'extraction (accélérée et prédatrice) des acajous à grandes feuilles. La valeur et l'intérêt du territoire lui sont conférés par les boules d'acajous qui s'y trouvent. Cette situation évolue à partir du milieu des années quatre-vingt-dix. La terre commence alors à acquérir une valeur en soi. Ce passage du cycle de l'acajou à celui de la terre s'explique notamment par le mouvement de colonisation qui atteint le cœur de la Terra do Meio à partir du début des années quatre-vingt-dix.

3.3. L'entrée des colons : la colonisation du bord de route

Lorsque que je rencontre Deca, lors de l'été 2004, il vit avec toute sa famille à quelques centaines de mètres seulement du bord de la route de la Canopus, entre la *vila* Central et la *vila* Primavera. Un an plus tôt, il habitait sa ville natale située dans le nord-est de l'État du Tocantins. Il résume pour moi, le plus naturellement du monde, la trajectoire qui l'a conduit, en quelques mois seulement, en plein cœur de la Terra do Meio : « Quand j'étais dans le Tocantins et que je me plaignais, tout le monde disait : « mais va donc dans le sud du Pará, va à São Félix, il y a de la terre là-bas pour toi !» ». À son arrivée dans la ville de SFX (été 2003), il découvre que toutes les terres situées en périphérie du noyau urbain sont déjà occupées. Les prix du foncier sont bien trop élevés pour ses maigres économies. Il s'informe à nouveau. Les gens lui disent : « il faut aller à la Taboca, c'est là qu'il faut aller. C'est là qu'il y a des terres libres ». Quelques jours plus tard, il atteint la *vila* Taboca et doit se résoudre au même constat que précédemment. Découragé et déçu, il pense retourner dans le Tocantins. Mais il entend parler des « terres du Iriri », celles situées « de l'autre coté du Xingu ». Avec quelques compagnons de voyage, il traverse le Xingu et chemine le long de la route de la Canopus, à la recherche d'une terre à vendre à sa portée. Après deux semaines, il la trouve.
L'histoire de Deca est celle de nombreux colons vivant aujourd'hui au bord de la route de la Canopus. L'« invasion de la Taboca », dans la première moitié des années quatre-vingt-dix, a effectivement ouvert les portes de la route de la Canopus aux nombreux colons déçus, venus chercher une terre libre dans le *município* de SFX (cf figure récapitulative 42). Je commencerai par revenir sur cet événement, qui s'est déroulé à l'extérieur de la Terra do Meio, mais dont les conséquences influent jusqu'à aujourd'hui sur la dynamique de colonisation de celle-ci.

[84] Les pratiques de concession forestière qui viennent d'être adoptées officiellement au Brésil n'existaient pas à l'époque. Les exploitants forestiers étaient ainsi obligés de se présenter comme les propriétaires de la terre pour bénéficier de l'approbation officielle de leur plan d'exploitation. Toute exploitation des terres publiques (appartenant à l'État du Pará ou à l'Union), comme celles de la Terra do Meio, nécéssitait donc au préalable leur appropriation frauduleuse.

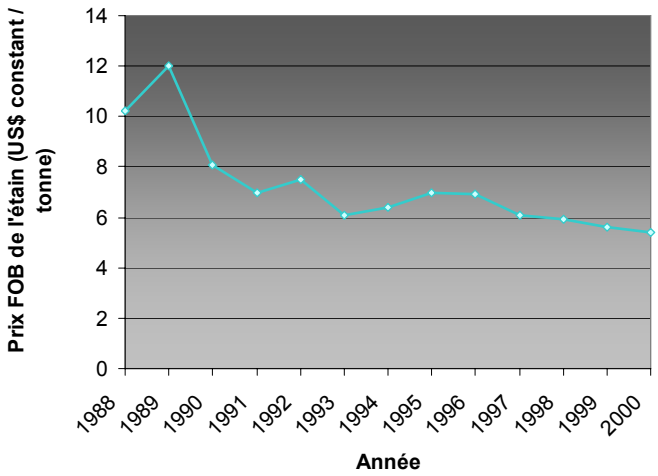
3.3.1. L'invasion de la Taboca

En 1977-1978, une entreprise spécialisée dans la prospection minière s'installe dans le hameau de São Félix do Xingu. Cette venue provoque l'effervescence de la bourgade vivant encore à l'heure de l'Amazonie des fleuves. Les recherches menées par l'entreprise Taboca indiquent l'existence d'importants gisements de cassitérite situés à une centaine de kilomètres au nord de SFX, près de la rive droite du Xingu. Une fois son travail terminé, l'entreprise de prospection minière se retire et laisse place à la MIBREL (Mineração Brasileira de Estanho Ltda.), une filiale de la Paraná Panema, qui prend en charge l'exploitation minière du site qui gardera le nom de son découvreur, Taboca.

En 1978, la MIBREL fait parvenir par barge depuis Altamira les tracteurs et autres engins de terrassement qui, quelques jours plus tard, ouvrent une route depuis les bords du Xingu jusqu'au site d'exploration repéré par l'entreprise Taboca. Le point de départ de la route prend le nom de « port Estrela ». En quelques semaines, la route d'une vingtaine de kilomètres est achevée. Dès la fin de l'année 1979, les premiers kilogrammes de cassitérite sont extraits. Aucune liaison terrestre n'est établie depuis le site d'extraction vers le hameau de SFX. Comme l'explique un contremaître de l'époque, cet isolement terrestre fait intégralement partie de la stratégie d'exploitation développée par l'entreprise qui entend ainsi se protéger de l'installation intempestive des mineurs artisanaux et spéculateurs en tout genre.

Pourtant, sous la pression politique locale et régionale, l'entreprise est finalement contrainte de modifier sa position, hostile à toute communication avec les habitants du *município* de SFX. La MIBREL signe en 1985 un accord avec le gouvernement de l'État du Pará qui la conduit à installer plusieurs dizaines de familles de migrants sur son site d'exploitation. Certains membres des familles installées vendent leurs productions agricoles (et du bois de chauffe) à l'entreprise alors que d'autres travaillent à la mine. A partir de 1989, selon C. Follet (2002), plusieurs familles de colons venues de la ville de SFX et ayant fait route vers le nord (après avoir franchi le *rio* Fresco et traversé les *vilas* Canaã, Tancredo Neves, Nereu), s'installent aux portes du site d'exploitation. Une période de violents conflits s'ouvre entre les familles de colons et la MIBREL. Alors que les tensions s'exacerbent, le cours de l'étain chute brusquement en 1992 (figure 41). En quelques mois seulement, l'exploitation minière de la MIBREL n'est plus viable. Les machines s'arrêtent en 1993. Les employés sont renvoyés chez eux. Seuls quelques hommes assurent l'entretien du site et du matériel resté sur place.

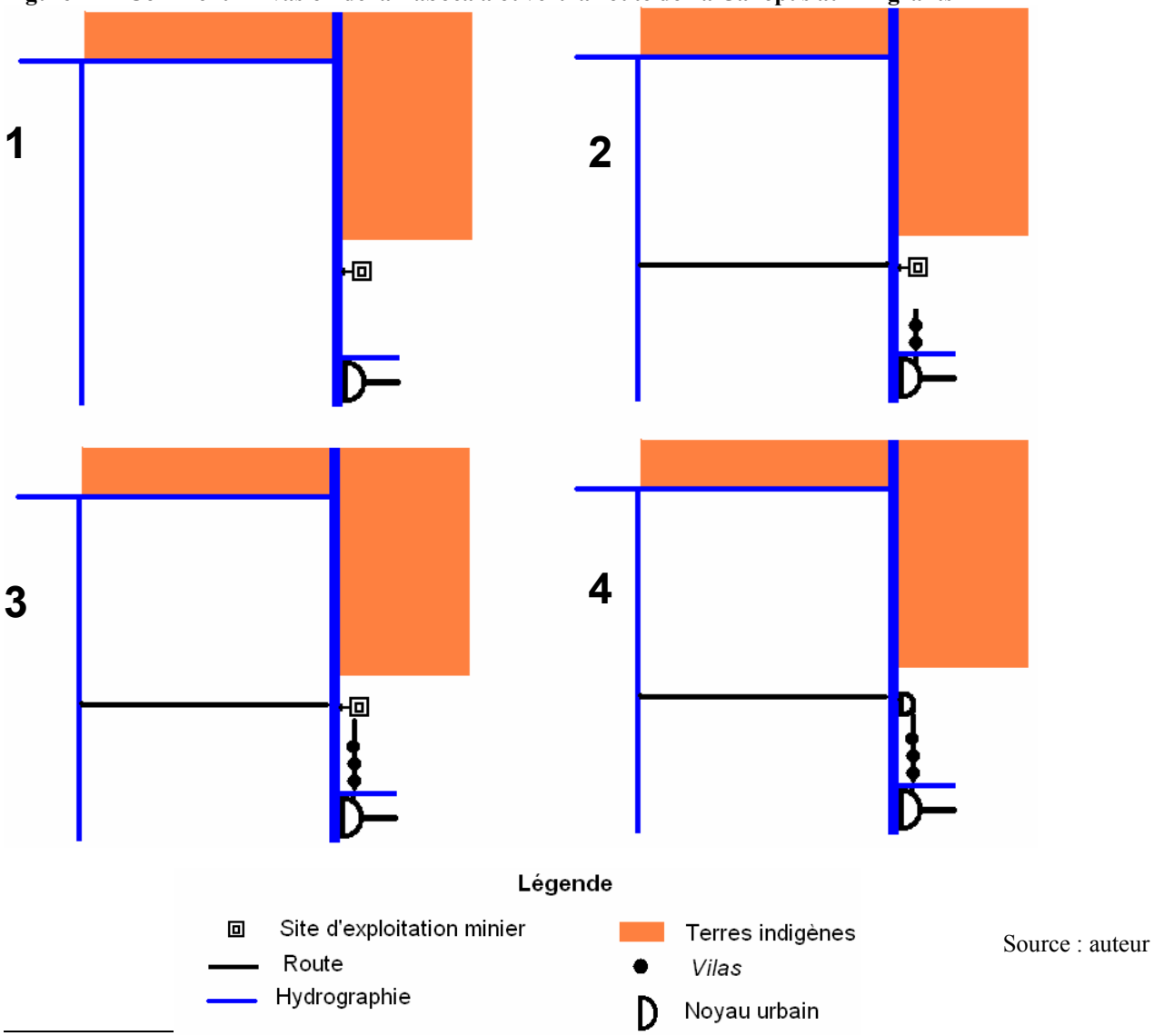
Figure 41 – La chute du cours de l'étain au début des années quatre-vingt-dix



Source : (Pinto 2005a)

En 1992, la route ouverte depuis le centre-ville de SFX en direction du nord atteint le campement des familles installées aux portes du site d'exploitation. La troisième tentative d'invasion, menée en 1994, est la bonne. Le site et les bâtiments sont occupés. L'année suivante, la MIBREL vend le site à l'entreprise Planíce Amazônia. Comme l'explique le contremaître de la MIBREL, cette dernière prévoit d'y développer un plan de réhabilitation mixte où la reprise de l'activité minière côtoierait les activités agropastorales et forestières. Mais, « ces braves gens ne connaissaient pas le Pará !». En effet, selon cet observateur, l'invasion de la Taboca aurait été, dès les premières heures, instrumentalisée par de nombreux hommes rêvant d'une carrière politique locale. En quelques semaines, onze candidats au poste de *vereador*[85] s'installent dans la *vila* Taboca pour en défendre l'invasion. Pour que l'intervention héroïque de ces politiciens recueille les voix populaires escomptées, « il faut que les gens restent captifs et dépendants » (sic). Le projet de développement proposé par la Planíce Amazônia est vigoureusement rejeté par les *leaders* locaux. Parallèlement, ces derniers continuent à promouvoir la colonisation de la région comme solution aux tensions existantes dans le *município*. En quelques mois, toutes les terres de la *vila* Taboca sont occupées. L'année suivante, l'INCRA se rend sur place pour régulariser quelques occupations.

Figure 42 – Comment l'invasion de la Taboca a ouvert la route de la Canopus aux migrants



Source : auteur

[85] Député élu à l'échelle du *município* siégeant dans l'assemblée législative locale (*câmara dos vereadores*).

Pour plus de clarté, j'ai résumé dans la figure 42 l'évolution spatiale de l'invasion de la Taboca en la replaçant dans le contexte plus large de la Terra do Meio. Le lecteur découvrira avec intérêt que le port Xingu (situé sur la rive gauche du Xingu et ouvert par les équipes de bûcherons en 1983) fait face au port Estrela (situé sur la rive droite du Xingu et ouvert par la MIBREL en 1978). S'agit-il d'une coïncidence ? J'en doute. Les informations recueillies ne me permettent pourtant pas d'en fournir une explication claire. Aussi, je me bornerai à constater qu'avant l'invasion de la Taboca, la route de la Canopus n'était accessible que par voie d'eau, en descendant le Xingu sur plus de 100 km (près de deux jours de voyage de bateau). L'invasion de la Taboca conduit à relier par la route (moyennant la traversée du *rio* Fresco puis celle du Xingu entre le port Estrela et le port Xingu) le cœur de la Terra do Meio au centre urbain de SFX et à la PA-279. La route de la Canopus devient subitement accessible par la route et s'inscrit dans le prolongement de la conquête routière du Sud-Pará, ouverte par la Belém-Brasília et poursuivie par la PA-150 puis la PA-279 (cf. *infra*).

Mais l'ouverture physique et l'accessibilité au cœur de la Terra do Meio ne sont pas les seuls facteurs explicatifs du déplacement populationnel que l'on observe à partir du début des années quatre-vingt-dix. La forte dynamique colonisatrice du bord de la route de la Canopus s'explique encore par le ferme soutien politique qu'elle reçoit localement.

3.3.2. L'incitation à la colonisation

Un des facteurs essentiels permettant de comprendre comment les migrants qui s'amassent sur la rive droite du Xingu en sont venus à regarder la Terra do Meio comme le nouvel *Eldorado* du Sud-Pará, est le travail d'incitation à la colonisation entrepris par quelques *leaders* politiques et syndicaux locaux. L'influence de ces meneurs s'illustre notamment par la naissance de la *vila* Novo Planalto. À la différence des autres *vilas* locales (Primavera, Central ou do Caboclo) nées dans le sillage des équipes d'exploitants forestiers (cf. *infra*), la *vila* Novo Planalto (rebaptisée populairement *vila* dos Crentes) est le fruit d'« un travail de colonisation organisé », comme le déclare Vitelo, l'un de ses fondateurs. Ce dernier appartient au « groupe de colonisation », formé au début des années quatre-vingt-dix, dans l'objectif de promouvoir la colonisation des bords de la route de la Canopus par les agriculteurs familiaux sans terre.

Arrivé dans le *município* au milieu des années quatre-vingt-dix, Vitelo s'est d'abord installé dans le sud-est de la Terra do Meio (dans le secteur du Xadá de la colonie Linhares de Paiva). Comme le raconte Dona Julia, compagne de l'époque, « Vitelo s'est battu plus que tout autre » pour que la *prefeitura* porte assistance à ce secteur peuplé d'agriculteurs familiaux, situé à quelques kilomètres seulement du centre urbain de SFX et pourtant dépourvu des infrastructures minimales (école, dispensaire, route carrossable, police). Vitelo, tout comme Dalton (cf. *infra*), devient l'un des membres les plus actifs du groupe de colons qui se mobilise pour revendiquer le droit à ces services publics de base. Articulant leurs revendications, mobilisant leurs semblables et défendant avec véhémence leur cause auprès de l'exécutif local, le groupe de migrants, devenu une association appuyée par l'Eglise catholique, obtient plusieurs victoires (construction d'une école, mise à disposition d'un professeur, ouverture d'une route carrossable). Fort de ces dernières et s'appuyant sur une popularité grandissante, Vitelo décide d'entrer dans la compétition électorale de 1992 pour la charge de *vereador* de SFX. Il relie sa candidature, comme doit le faire chaque candidat *vereador*, à celle d'un candidat au poste de *prefeito*. Il choisit de soutenir Denimar Rodriguès, le *vice prefeito* sortant (1988-1992). Les deux hommes s'appuient mutuellement. Denimar fait ainsi campagne en reprenant les idées de Vitelo sur le thème de l'appui à la colonisation par l'agriculture familiale de la région. Deux zones font l'objet de toutes les attentions : la *vila*

Taboca et les bords de la route de la Canopus. Comme l'ex-président du STR en fait le récit, la campagne politique de 1992 a été décisive pour l'ouverture de la Terra do Meio à la colonisation par les agriculteurs familiaux. Denimar pointe fréquemment lors de ces interventions publiques le cœur de la Terra do Meio comme la région solution aux conflits pour la terre connus par le *município* et plus largement par le Sud-Pará.

Durant cette même période, le *vice prefeito* organise également plusieurs réunions à Belém qui permettent à Vitelo de rencontrer Felipe Velasco, alors Président de l'ITERPA. Un accord est conclu, afin que l'ITERPA apporte son soutien au projet de colonisation des bords de la route Canopus. Selon Vitelo, cet appui officiel aurait joué un rôle fondamental, permettant de dénoncer les « grands *grileiros* qui se disaient propriétaires de toutes les terres depuis le Xingu jusqu'au milieu de la route [de la Canopus] ».

S'appuyant sur cette reconnaissance officielle, Vitelo fait de la « colonisation de la région de la route de la Canopus » l'un des thèmes centraux de sa campagne. Il défend sans relâche la création d'une « agroville » baptisée Novo Planalto qui serait située à égale distance du Xingu et de l'Iriri. La *vila* serait ainsi appelée à devenir le « point d'appui à la colonisation de toute la route ». En effet, positionner le centre de gravité de la colonisation au milieu de la route de la Canopus, devrait permettre de « tirer » (sic) les colons vers le cœur de la Terra do Meio. S'investissant dans la promotion de la colonisation de la Terra do Meio, Vitelo voit plus loin. Comme il l'explique, il a déjà en tête une certaine « idée » du territoire de la Terra do Meio et du rôle qu'il pourrait y jouer. Dans l'évaluation de la situation qu'il fait à l'époque, le *município* de SFX serait le théâtre de dynamiques de colonisation centrifuges qui l'écartèlent progressivement en direction du sud (*vila* Xadá), de l'est (*vila* Novo Planalto) et du nord (*vila* Taboca). Tôt ou tard, ces dynamiques devraient conduire à l'éclatement du *município* aux dimensions phénoménales (deuxième *município* par la taille de tout le Brésil). Le démembrement, qui ne pourrait être évité, devrait être calqué sur les principales zones de colonisation existantes. Le *município* Novo Planalto en particulier devrait voir le jour, son principal fondateur en étant le *prefeito* tout indiqué.

Ce plan échouera. Ni Denimar, ni Vitelo ne seront choisis par les électeurs en 1992. Le *prefeito* élu, Antônio Levinas, n'a que faire de la d'une colonisation au profit des agriculteurs familiaux. Venu du Goiás, il porte les couleurs des grands propriétaires et privilégie un projet de territoire basé sur la pastoralisation massive de l'espace par les éleveurs les plus capitalisés (cf. chapitre 3 section D-1). Malgré la défaite électorale, Vitelo et ses collègues n'abandonnent pas leur projet de colonisation. Grâce à sa reconnaissance par l'ITERPA et l'appui STR-SFX, ils continuent à le défendre.

Comme les hommes à la recherche d'une terre libre continuent d'affluer en ville, un « groupe de colonisation » se met en place pour promouvoir et organiser la colonisation de la route de la Canopus et de la *vila* Novo Planalto. Dans le centre-ville de SFX, le président du STR-SFX enregistre les noms et oriente les nouveaux arrivants en direction de la *vila* Novo Planalto. Les grandes lignes du projet de colonisation leur sont données : « Il y a un point d'appui, la *vila* Novo Planalto, qui soutient la colonisation le long de toute la route, sur 10 km de chaque côté. Le reste, c'est pour les *fazendeiros* ». Vitelo quant à lui est chargé de l'accueil des migrants sur place, dans la *vila* Novo Planalto. Il suit de prêt l'avancée de la colonisation et indique aux nouveaux venus les tronçons de route encore disponibles. Il leur donne également les recommandations de base pour « découper » leur lot et faire respecter leur occupation. Pour attirer toujours plus de familles, le groupe de colonisation ouvre, en 1993, la première école de la route de la Canopus, dans la *vila* Novo Planalto. La même année, un poste médical

(le seul de toute la Terra do Meio jusqu'à ce jour) ouvre ses portes dans la *vila*. L'année suivante, la première association d'agriculteurs familiaux, permettant l'accès aux crédits subventionnés de l'État fédéral, est créée. Vitelo assume la présidence des deux premiers mandats de l'association des Producteurs ruraux de l'Iriri. Comme il le résume : « C'est comme ça que les Hommes sont entrés [dans la Terra do Meio] parce qu'on était là pour les orienter».

Les témoins de cette époque sont encore nombreux. Chico Preto se rappelle qu'il suffisait, pour obtenir une terre, de passer au syndicat de SFX, y laisser son identité et le cas échéant celui de sa femme, pour recevoir les indications approximatives du lieu où trouver une terre libre le long de la route de la Canopus. Sur place, il était conseillé au nouvel arrivant de se renseigner auprès des occupants déjà installés sur les terres encore disponibles. Une fois sa place trouvée, chacun devait délimiter, au plus tôt, une aire de 100 ha sous la forme d'un lot de 500 m de façade et 2 km de profondeur. Les couples pouvaient prétendre à deux lots. Selon Chico Preto, et comme le confirment d'autres colons de l'époque, la distribution des terres s'est faite sans violence. Les terres libres étaient abondantes. Ainsi, Chico Preto raconte qu'il est venu démarquer sa terre en 1993-1994. Après quelques mois passés sur le lot, il décide de retourner travailler à la mine d'or de Cuca (Tucumã), pour reconstituer son stock de vivres. Durant les deux années qui suivent, il ne réalise qu'un ou deux allers-retours annuels entre Tucumã et la Terra do Meio. Malgré cette absence prolongée, personne n'en profite pour envahir sa terre qu'il laisse à la surveillance de ses voisins.
Deusdete relate qu'à son arrivée dans la *vila* do Caboclo (en 1994), beaucoup de lots étaient déjà occupés et démarqués par des balises de fortune situées tous les 500 m, le long de la route. Pour trouver son lot, le nouveau venu doit suivre la route de la Canopus en direction du Iriri jusqu'à la dernière balise rencontrée. Si la terre lui convient, il ne lui reste qu'à poser sa propre marque.
Nego se souvient qu'à son entrée dans la Terra do Meio, en 1992, il a en main une attestation du STR-SFX l'autorisant à s'installer d'un coté ou de l'autre de la route, à une distance maximale de 10 km de celle-ci. La seule condition est que la terre soit libre. Après une tentative d'installation dans le secteur de la Toca do Sapo, il rebrousse chemin sur plus de 150 km pour occuper une terre située à quelques kilomètres du bord du Xingu.

D'autres que Vitelo voient aussi dans la distribution des terres de la Terra do Meio un moyen sûr de gagner le vote des électeurs de la région. Jani, président du STR-SFX et fils du *prefeito* de SFX (João Ciro de Moura), est lui aussi en campagne (en 1992) pour la charge de *vereador*. Il invite personnellement de nombreuses familles à s'installer à quelques kilomètres de la *vila* do Caboclo. Raimundo se rappelle le mot d'ordre que Jani lui transmet : « Là où il n'y a pas de *picadas*[86] et s'il y a une grande terre, tirez votre *picada*, elle sera respectée ».
Florestina, attribue tout le mérite de la colonisation de la région de la *vila* do Caboclo à Jani : « C'est lui qui a conclu un marché avec la Canopus pour qu'elle se retire jusqu'au Pomar[87]. Oui, c'est lui qui a arrangé cette terre pour nous ».
Josué aussi se remémore cette époque. Il est entré dans la région accompagné de dix-sept autres familles, toutes venues de la *vila* Carapanã, bourgade située à 35 km à l'est de SFX, sur la PA-279. Les dix-huit familles ont déjà émigré ensemble du Nordeste. Après huit années, les lots familiaux d'une vingtaine d'hectares initialement couverts de forêts, ont été transformés en pâturages. Les terres, de piètre qualité agronomique, sont épuisées. Les fils devenus grands ont besoin d'une terre pour fonder leur propre foyer. Josué est l'un d'eux. À l'occasion de la

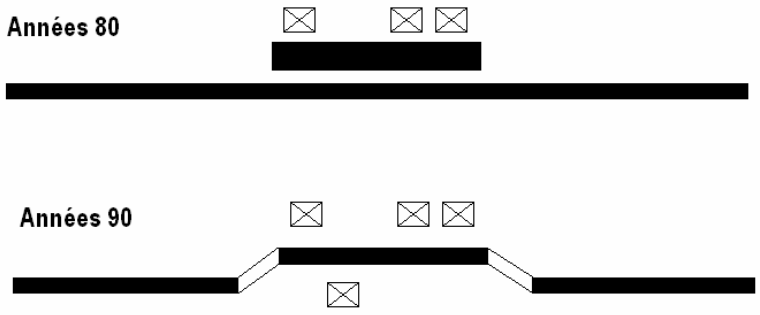
[86] Une *picada* est un sentier forestier ouvert puis périodiquement élagué (on dit « nettoyé ») à la machette.
[87] Le Pomar est un verger situé à 18 km de la *vila* do Caboclo. Planté à proximité de leur guérite par les gardes en faction de l'époque, il rappelle jusqu'à aujourd'hui la frontière du territoire alors dominé par la Canopus.

campagne de 1992, les représentants de chacune des familles se réunissent et rencontrent ensemble les dirigeants du STR-SFX. Le vice-président leur indique une région située au-delà de la *vila* do Caboclo. Il garantit que la région a reçu « la bénédiction de l'ITERPA ». Il suffit aux familles de s'y rendre, délimiter une terre de 100 ha, la mettre immédiatement en culture et attendre la régularisation prochaine. Quelques semaines plus tard, les dix-huit familles font le voyage et s'installent dans la région indiquée. Aujourd'hui, huit de ces dernières sont encore représentées. La terre occupée n'a, comme partout ailleurs le long de la route de la Canopus, jamais été régularisée par l'ITERPA.
À l'image de ces familles, nombreux sont ceux qui viennent tenter leur chance le long de la route de la Canopus. En 1995-1996, les bords de la route sont déjà entièrement occupés. Les voyageurs récemment arrivés n'ont d'autre solution que de s'installer dans le campement de fortune qui grossit aux abords de la *vila* do Caboclo. Tous sont à la recherche d'une terre.

La propagande réalisée par les *leaders* politiques de SFX attire de nombreux migrants « de l'autre côté du Xingu ». Dans les récits de ceux qui font le choix d'« entrer » dans la Terra do Meio, un même mot revient de manière incessante ponctuer leur aventure : la « marche ». Hommes, femmes et enfants décrivent les journées, parfois les semaines de marche nécessaires pour trouver une terre ou pour se rendre en ville. Josineu entre lors de la saison des pluies 1992-1993. Né dans Maranhão, il le quitte à l'âge de 21 ans pour tenter sa chance dans le Pará. Après quelques mois de recherche, il atteint la mine d'or de Cuca, près du projet de colonisation privé de Tucumã. En 1993, lassé par sa vie de mineur et ayant appris l'existence des terres libres du cœur de la Terra do Meio, il commence à arpenter la route de la Canopus depuis le port Xingu. Comme il le comprend vite, les terres les plus proches du fleuve sont déjà aux mains de « puissants », bien gardées par des bandes de tueurs à gage « avec lesquelles il ne sert à rien de parler ». Poursuivant sa route, il rencontre, au détour de la piste d'aviation Primavera, des *folheiros* qui lui indiquent les terres qu'il peut occuper « sans confusion ». Il suit leur conseil et « coupe » (délimite) une terre de 300 ha à une dizaine de kilomètres plus à l'ouest. « Il faut couper une terre en conformité à sa (ma) condition […] Ca ne sert à rien de couper une terre qu'on ne peut garder. Ca amène toujours des problèmes », enseigne-t-il. Pour lui aussi, la colonisation du bord de la route s'est faite sans heurts : « Tout s'est passé sans problèmes. Les personnes arrivaient, s'informaient auprès des gens présents pour savoir où il n'y avait personne. Et c'était bon ».

Josinéu a vu grandir la *vila* Primavera. À son arrivée, il ne s'agissait que de trois cabanes situées au bord d'une piste d'aviation ouverte par les *folheiros*, ensuite utilisée par les premières équipes de bûcherons. Puis, les camions transportant les grumes d'acajou jusqu'à SFX se sont multiplié. Certains préfèrent emprunter la piste aérienne plutôt que la route située en contrebas, trop souvent inondée. En quelques mois, la piste d'aviation devient le nouveau segment carrossable de la route de la Canopus. Seuls les virages situés à l'entrée et à la sortie de la *vila* témoignent de ce passé (figure 43).

Figure 43 – La *vila* Primaveira : de la piste d'aviation à la piste routière



Source : auteur

Et puis de nouveaux venus se sont installés à proximité de la piste. En 1998, un commerce mieux achalandé est venu remplacer la cabane qui servait de point d'appui aux équipes forestières et aux *folheiros*. Un temple évangéliste (Assembléia de Deus) s'est ouvert à proximité de la piste en 2000. Puis un collège en 2001. En quelques mois, le nombre de maisons passe de trois ou quatre à une vingtaine. Comme l'explique Josineu : « avec le collège, tous les gens se sont regroupés ». Aujourd'hui, la *vila* Primavera compte une vingtaine de familles, dix-huit habitations exactement, pour un total de 70 à 80 personnes. Cinq commerces se sont ouverts, dont un « supermarché » en mars 2004.

3.3.3. La fièvre de l'or

L'afflux de migrants dans la Terra do Meio au milieu des années quatre-vingt-dix ne s'explique pas seulement par l'existence de terres libres largement vantées par les acteurs politiques de São Félix do Xingu ou par la facilité d'accès résultant de l'invasion de la Taboca. Entre 1994 et 1998, c'est d'abord la fièvre de l'or qui attire un grand contingent d'hommes dans le cœur de la Terra do Meio.

Le filon d'or blanc du *rio* Branco est découvert en 1994. Il est situé à quelques kilomètres seulement du bord de la route de la Canopus, à une centaine de kilomètres du Xingu (quinze kilomètres à l'ouest de la *vila* Novo Planalto). En quelques semaines, une ville-champignon, la *vila* Pontalina (en référence au cours d'eau qui la traverse), pousse sur le bord de la route de la Canopus. Plus de cinq cents personnes venues de tout le pays convergent vers le centre de la Terra do Meio. L'explosion démographique provoquée par la ruée vers l'or a plusieurs conséquences sur la dynamique locale de colonisation. D'abord, comme l'explique João, « le mineur ne plante rien ». Il doit donc acheter tout ce qu'il consomme auprès des commerces de la *vila* ou des colons du bord de la route qui voient dans cette demande une véritable aubaine. Comme Renato le raconte, « du temps de la mine », le gramme d'or est le médium de tous les échanges : il faut compter un gramme d'or pour un poulet ou deux kilogrammes de sucre. Pour Francisca, arrivée dans la région en 1992, la situation des colons du bord de la route s'est considérablement améliorée lors du cycle de l'or. Chacun pouvait écouler très facilement et à bon prix « tout ce qu'il produisait » : riz, haricots, œufs, volailles, salades, etc. Francisca fait du pain, qu'elle va vendre « à prix d'or » dans la *vila* Pontalina. De plus, l'installation de plusieurs commerce dans la nouvelle *vila* permet aux colons de la route, jusqu'alors isolés, d'avoir accès aux denrées qu'ils ne peuvent produire sur leur exploitation telles que le sel, l'huile de cuisine ou le sucre. La mine permet également une diversification de la rente familiale des colons du bord de la route. Il n'est pas rare qu'un des fils y tente sa chance tandis que les autres continuent, au côté des parents, à mettre en culture la terre.

Lorsque le filon s'épuise en 1998, la *vila* Pontalina disparaît aussi vite qu'elle est apparue. Certains mineurs achètent une terre au bord de la route et s'y installent. La majorité part en quête d'une nouvelle ruée. Aujourd'hui, il ne reste rien des soixante-dix habitations que comptait la *vila*. On m'indique vaguement un cimetière situé au milieu des pâturages. Les deux commerces-restaurants et le dortoir qui à l'heure actuelle constituent la *vila* Pontalina sont situés à plus de 500 m du cœur de la ville-champignon d'autrefois. Ils témoignent de l'éphémère reprise d'activité connue par la *vila* lors de l'installation en l'an 2000 d'une scierie qui ferme ses portes quelques mois plus tard (cf. *supra*).

3.3.4. La fièvre de l'acajou

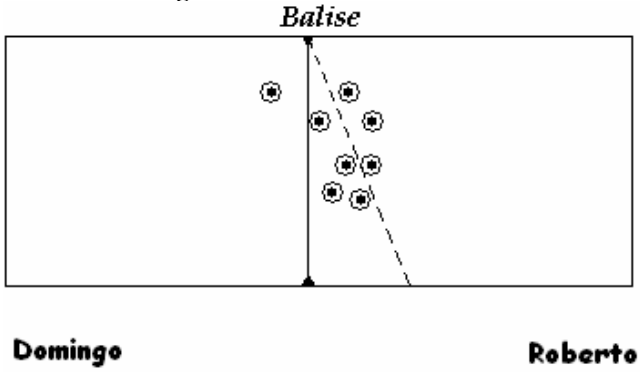
Les ressources forestières de la région ont conduit les premières équipes de bûcherons à s'aventurer, dès le milieu des années quatre-vingts, dans le cœur de la Terra do Meio. Les aires d'influence, dominées par les plus grandes scieries du Sud-Pará, se constituent et

s'agencent (cf. *infra*). Elles n'empêchent pourtant pas l'occupation par les colons des quelques centaines d'hectares qui bordent la route de la Canopus[88].

Les colons faiblement capitalisés qui s'installent à partir du début des années quatre-vingt-dix en bordure de route sont intéressés par une terre libre à occuper et cultiver. Mais ça n'est pas tout. Ils entament aussi une marche de plusieurs jours ou semaines sur la route de la Canopus à la recherche d'une terre « riche en acajous » (sic). Leur espoir est de vendre ces derniers aux bûcherons qui sillonnent la région. On saisit ici le paradoxe qui semble marquer cette phase de l'histoire de la Terra do Meio : alors que les scieries ont délimité leurs aires d'influence où elles se réservent le monopole de l'extraction d'acajou, l'installation des colons le long de la route de la Canopus les conduit à passer des contrats d'achat avec ces derniers pour abattre les acajous présents sur leurs occupations. Le paradoxe se résout souvent par la violence. Comme l'explique un migrant arrivé en 1993 dans la région de la *vila* Central, les bandes de tueurs à gage employées par les scieries sont fréquemment envoyées pour « traiter » avec les nouveaux occupants de la terre : « Le danger c'était d'avoir trop d'acajous sur sa terre. C'était la mort assurée. […] C'est vrai, ça ne dérangeait pas les scieries de payer quelques réais pour un ou deux arbres qui étaient sur la terre d'un petit colon. Non, ce qui n'allait pas, c'était de payer beaucoup à un même gars. Alors là… ».

Si l'installation en temps que telle des migrants le long de la route de la Canopus ne semble pas avoir conduit à un cycle de violences généralisées, en revanche l'exploitation de l'acajou dans les années 1993-1994 et 1997-1998 laisse pour beaucoup le souvenir de conflits extrêmement violents entre colons, entre colons et scieries ou entre scieries. Afin de rendre ce qu'a pu être la « fièvre de l'acajou », il m'a semblé opportun de rapporter l'histoire contée par Venturi, illustrée par la figure 44.

Figure 44 – La division du lot de Domingo et Roberto



Source : auteur

Deux amis d'enfance (Domingo et Roberto), venus ensemble du Nordeste, occupent en commun une terre de plusieurs centaines d'hectares au bord de la route de la Canopus. Leur terre comporte dans son centre plusieurs acajous qu'ils décident de vendre aux bûcherons de la région. Alors que Roberto propose de monnayer l'ensemble des acajous en une fois et de diviser le produit de la vente en deux parts égales, Domingo allègue qu'il désire échelonner la vente des acajous sur plusieurs années et exige ainsi la division préalable des lots qui permettra à chacun de gérer la vente des acajous à sa convenance. Les deux amis décident ainsi de diviser leur terre en deux lots égaux, chacun devenant propriétaire des acajous se trouvant sur son lot. Pour réaliser la division, les deux hommes commencent par s'entendre

[88] C'est en particulier pour cette raison que privilégie l'emploi de l'expression « aire d'influence » à celle d' « occupation » pour décrire la domination territoriale exercée par les scieries dans la Terra do Meio.

sur deux marques latérales qu'il ne reste plus qu'à relier par une ligne droite. Pour cela, ils font appel à Venturi qui exerce le métier de géomètre dans la région.
Conformément au travail qui lui est demandé, Venturi démarque un sentier rectiligne reliant les deux bornes latérales. Suite à la division qui en résulte, Roberto devient l'heureux propriétaire de sept acajous et Domingo d'un seul. S'estimant floué, Domingo accuse le géomètre et son ami d'enfance de s'être entendu pour lui voler ses acajous. Il décide alors de démarquer lui-même la limite entre les deux lots, afin qu'elle passe *grosso modo* par le milieu des acajous Mais, alors qu'il se met à la tâche en partant de la première balise latérale, il comprend bien vite que son tracé n'atteindra pas la seconde.
Alors que les trois hommes sont en pleine négociation au milieu de la forêt, entourés par les acajous, Domingo dégaine brusquement son revolver et le pointe en direction de son camarade d'enfance. Sous la menace, il le contraint à reconnaître devant Venturi (également en charge de la vente des arbres aux bûcherons) que tous les acajous devront être vendus et les bénéfices seront répartis en deux parts égales.
Quelques jours plus tard, une fois la vente des acajous effectuée, Domingo est retrouvé mort. Son ami d'enfance a disparu. Il ne réapparaîtra plus dans la région.

La violence caractéristique du cycle de l'acajou dans la Terra do Meio semble s'apaiser à partir de la fin des années quatre-vingt-dix. D'après les témoignages recueillis, le nombre de « morts au milieu de la forêt » (sic) diminue. Il devient de plus en plus rare qu'un homme « parte en forêt indiquer un arbre et ne revienne pas » (sic). On peut avancer une raison simple à cette accalmie : il n'y a plus d'arbres à indiquer en forêt. Tous les acajous situés à proximité de la route ont été abattus. Les équipes d'explorations vont chercher l'acajou toujours plus au nord du cœur de la Terra do Meio. De nombreuses équipes parties de la route de la Canopus ont déjà atteint le *rio* Iriri ou les limites nord de leur aire d'influence.

3.4. L'avènement du cycle de la terre

La route de la Canopus a ouvert les terres libres du cœur de la Terra do Meio aux colons faiblement capitalisés qui s'en emparent progressivement dès la première moitié des années quatre-vingt-dix. Conformément aux instructions reçus et à leurs moyens, ces derniers n'occupent que le bord de la route. Les terres plus distantes, placées sous l'influence des scieries, ne semblent prendre de la valeur pour elles-mêmes (et non pour les ressources forestières qu'elles portent) qu'à partir de la fin des années quatre-vingt-dix. Avant cette date, et comme me le rappellent les chefs d'équipes forestières, « la terre ne valait rien ». Plusieurs événements marquants de l'histoire locale signent, par leur violence, la transition qui s'opère vers le cycle de la terre.

3.4.1. L'invasion de la Canopus

Sous la pression exercée par les migrants s'installant toujours plus à l'ouest le long de la route, l'entreprise d'exploitation minière Canopus a graduellement dû reculer la limite orientale de son territoire. Celle-ci est initialement fixée au niveau du port Xingu où une guérite permet de contrôler tous les entrants et usagers de la route. Puis, à partir de 1986, la Canopus positionne l'entrée de son domaine au niveau de l'esplanade ouverte par les exploitants forestiers qui donne naissance à la *vila* do Caboclo. Suite aux négociations avec les représentants du STR-SFX, de la *prefeitura* et de l'ITERPA, les limites sont repoussées, en 1993-1994, jusqu'au « Pomar » (18 km à l'ouest de la *vila* do Caboclo). Josué et ses compagnons racontent que l'entreprise tentera un coup de force pour les expulser et revenir aux limites précédentes. Mais les colons, déjà installés et bénéficiant du soutien de certains

leaders politiques locaux, opposent une ferme résistance et parviennent à garantir leur occupation.

Il faut dire que la chute brutale des cours mondiaux de l'étain au début des années quatre-vingt-dix a considérablement fragilisé la Canopus. Tout comme la MIBREL, elle réagit à cette chute par un ralentissement de son activité. En 1992, l'effectif des travailleurs passe de 360 à 70 personnes. La production mensuelle décline de 45 à 15 tonnes. L'année suivante, l'interruption complète mais provisoire des activités d'extraction minière est décidée. Seuls 12 salariés restent sur place pour assurer la manutention du matériel et l'entretien des locaux. Profitant de la faiblesse de l'entreprise, plusieurs bandes armées soutenues, dit-on, par certains membres du pouvoir exécutif de SFX, font reculer les limites du territoire contrôlé par la Canopus. Pendant presque trois années, la frontière du domaine de l'entreprise se stabilise au niveau de la Portaria, à quelques centaines de mètres seulement du principal site d'extraction de cassitérite.

En mars 2000, douze hommes armés envahissent la Canopus. Ebraï est l'un d'eux. Il explique que, tout comme lui, la majorité de ses compagnons occupaient déjà des terres d'une centaine d'hectares dans la région de la *vila* Pontalina. La mine d'or a fermé ses portes, les acajous situés à proximité de la route ont été abattus, les terres libres du bord de la route sont maintenant toutes occupées. Pour toutes ces raisons, l'invasion de la Canopus et l'occupation de ses terres apparaît comme une solution simple et rapide aux problèmes que connaissent les migrants. Après avoir rendu impraticable la piste d'aviation, le groupe d'envahisseurs décide de concentrer son occupation sur le tronçon de route allant du siège de l'entreprise au *rio* Bala à l'ouest. Ils se répartissent des lots d'un kilomètre de façade et sans aucune limite de fond.

En quelques jours à peine, la nouvelle de l'invasion se répand dans toute la région. De nouveaux groupes d'hommes se précipitent pour occuper les terres libres. Afin de « tenir » leur siège, les envahisseurs font appel aux conseils d'Isaac, un *leader* politique de SFX. Ce dernier leur propose la création immédiate d'une association qui les représentera. Ainsi naît l'association des Producteurs ruraux du rio Iriri et du rio Bala. Afin d'éviter les conflits internes qui fragilisent l'action collective, il les invite à fixer strictement la taille maximale du lot que chaque membre de l'association peut occuper. Après plusieurs jours de négociation, la surface finalement choisie est de 300 ha : un kilomètre de façade pour trois kilomètres de profondeur. Chacun doit aussi s'engager à défricher au plus tôt trois hectares de forêt afin de marquer son lot et renforcer l'invasion. Les mesures prescrites par Isaac seront respectées. Grâce à elles, les dissensions internes sont évitées lors des premiers temps de l'invasion.

La limitation de la taille des lots permet à une foule d'occupants de s'installer sur les bords de la route, depuis le siège de la Canopus jusqu'au Iriri. L'invasion en est considérablement renforcée. Mais le nombre n'est pas tout. Pour « tenir » une invasion au milieu de la forêt, il est essentiel de pouvoir compter, durant les premières semaines au moins, sur un approvisionnement régulier en vivres. Pour répondre à cette nécessité, les membres de l'association acceptent de faire alliance avec certaines figures locales plus capitalisées (commerçants) désireuses d'acquérir de grandes quantités de terre (de 5 000 ha à 35 000 ha). Un marché est conclu. Les acteurs capitalisés reçoivent, en échange des vivres qu'ils apportent au membre de l'association, le droit d'occuper toutes les terres situées sur la marge droite de la route entre le *rio* Bala et le *rio* Iriri à l'ouest. Pour garantir cette occupation de plusieurs milliers d'hectares, des bandes armées sont engagées. Comme se le rappelle l'un des membres de l'association : « Une fois, je suis passé de l'autre côté du Bala. Là, j'ai rencontré

plusieurs gars armés, des tueurs. Ca n'était pas des gens comme nous. Ca se voyait tout de suite ».

Pour se défendre contre l'invasion, l'entreprise porte l'affaire en justice. Le jugement prononcé quelques mois plus tard lui donne gaine de cause et statut en faveur du retour de la Canopus sur son territoire (dont elle est devenue le propriétaire officiel par acquisition auprès de l'ITERPA quelques années plus tôt). Pourtant, comme l'explique un contremaître de la Canopus, la décision de justice ne sera jamais mise en application. Les forces de police désignées refusent d'intervenir dans une région qu'ils jugent trop dangereuse…sans compensation offerte par la multinationale.

L'invasion de la Canopus témoigne de manière assez flagrante de l'intérêt grandissant pour la terre comme bien de valeur en soi. Elle souligne également la demande croissante pour les grandes étendues de terres qui jusque là ne semblaient pas aviver les convoitises. L'engagement de la région dans le cycle de la terre est aussi favorisé par la fin de l'or vert, c'est-à-dire l'interdiction officielle de l'exploitation de l'acajou à partir de 2001.

3.4.2. La fin de l'or vert et la naissance de la « Terra do Meio »

Le premier grand traité universel en faveur de la protection de la vie sauvage, ou Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)[89], est signé en 1973 et entre en vigueur en 1975. Il vise à réglementer le commerce international de la faune et de ses dérivés principaux tels que l'ivoire, la fourrure, les plumages, les écailles, etc. Pourtant, au début des années soixante-dix, l'idée que les arbres des forêts tropicales puissent être menacés d'extinction est encore absente de l'écopolitique internationale (Smouts *op. cit.*). Une dizaine d'années plus tard, elle s'est répandue, portée par les réseaux nés autour de la convention Ramsar et de la CITES. Elle prend notamment forme dans la liste dressée par l'UICN (*The world list of threatened trees*). Peu ou pas appliquée, la CITES ne représente pas, dans les années quatre-vingts, une entrave réelle aux activités d'exploitation forestière tropicale les plus prédatrices. La convention prévoit pourtant l'établissement de permis d'importation et d'exportation applicables aux espèces inscrites sur les listes qui lui sont annexées. Les conditions plus ou moins sévères qui sont fixées varient en fonction du degré de vulnérabilité des essences (tableau 7).

Tableau 7 – Les annexes de la CITES

Annexe	Degré de vulnérabilité de l'espèce	Mesure
I	Espèce en voie d'extinction	Commerce strictement prohibé ne pouvant avoir lieu que dans des cas exceptionnels
II	Espèce courant un risque grave d'extinction	Exploitation limitée, commerce réglementé : nécessités de permis d'importations et d'exportations
III	Espèce vulnérable	Un ou plusieurs Etats de l'aire de production déclarent vouloir réglemetner l'exploration et restreindre l'exportation. Les autrs Etats-signataires s'engagent à contrôler leurs importations

Source : Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction

[89] Encore connue comme Convention de Washington.

Vers le milieu des années quatre-vingt-dix, la demande des mouvements de défense environnementaux en faveur de l'inscription de plusieurs essences tropicales à l'annexe 2 de la convention s'intensifie. C'est dans ce contexte que l'ONG Greenpeace mène durant plusieurs années une campagne internationale en faveur de la conservation de l'acajou à grandes feuilles d'Amazonie brésilienne.

La CNUED, organisée en 1992 à Rio de Janeiro, représente le déclencheur, pour l'ONG, d'un long travail d'information et de *lobbying* en faveur de la conservation de l'acajou à grandes feuilles en Amazonie brésilienne (Greenpeace 2001a). À partir de cette date, Greenpeace met en place une campagne défendant l'inclusion de l'acajou dans la liste de l'annexe 2 du CITES, alors qu'il ne figure dans aucune annexe de la convention. Le gouvernement brésilien s'oppose tout d'abord à cette mesure, alléguant le manque de preuve témoignant de l'épuisement de l'espèce (Smouts *op. cit.*). La situation change lorsqu'en 1995, le Costa Rica inscrit l'acajou à l'annexe 3 de la CITES. Le Brésil est pris de court, car dès lors qu'un pays demande l'inscription, tous les États-parties de la CITES sont tenus de coopérer. Le Brésil, comme les autres pays exportateurs, est contraint de fournir un certificat d'origine à l'acajou exporté vers l'Europe ou les États Unis.

De telles mesures sont loin de satisfaire l'ONG Greenpeace qui, comme d'autres (Smeraldi et Veríssimo *op. cit.*), dénonce l'illégalité généralisée qui caractérise l'ensemble de la filière d'exploitation de l'acajou amazonien. Des campagnes sont menées par l'organisation qui appelle au *boycott* de l'acajou brésilien par les consommateurs européens et états-uniens (Chartier 2005). En 1996, suite à la divulgation des images satellites qui révèlent la croissance historique des déboisements amazoniens, le gouvernement brésilien décrète, sous la pression des campagnes conduites par plusieurs ONG nationales et internationales (dont Greenpeace), un moratoire de deux ans pour l'approbation des nouveaux plans d'exploitation forestière de l'acajou. Des quotas à l'exportation, progressivement réduits, sont également fixés.

En 1997, l'ONG présente au président Felipe Henrique Cardoso une demande d'inventaire complet des stocks restants de l'espèce en Amazonie brésilienne (Greenpeace 2001a). L'année suivante, elle intensifie son action et mène une investigation sur les plans d'exploitation forestiers reconnus officiellement. Utilisant ses résultats, elle dénonce publiquement, preuve à l'appui, les pratiques illégales qui ont cours sur le terrain et demande la révision générale des plans d'exploitations amazoniens (Cotton et Romine 1999). Le gouvernement brésilien se contente de répondre, symboliquement, en incluant l'acajou à grandes feuilles dans l'annexe 3 du CITES. Cette mesure ne résout évidemment pas le problème pointé par l'ONG, à savoir le manque de contrôle par les autorités gouvernementales des pratiques d'exploitation forestière en Amazonie : 80 % du bois exploité en Amazonie serait d'origine illégal, ainsi dans la plupart des cas, les plans de gestion forestiers ne sont pas suivis (SAE 1997 *in ibid*.). Dépourvu des moyens nécessaires, l'organe responsable (IBAMA) est incapable de suivre et contrôler la filière d'exploitation forestière, depuis l'abattage des acajous jusqu'à leur chargement sur les navires de marchandises transcontinentaux.

L'inquiétude des environnementalistes grandit encore lorsque certaines informations de terrain, confirmées par quelques témoignages et l'historique de la région, indiquent que l'exploitation illégale de l'acajou dans le Pará (principal État producteur) se concentrerait dans les terres indigènes.
En effet, le moratoire (reconduit jusqu'en 2002) sur la régularisation des nouveaux plans d'exploitation d'acajou a concentré l'essentiel de l'offre entre les mains de quelques scieries

seulement. En 1998, treize plans d'exploitation sont reconnus « aptes » dans toute l'Amazonie par l'IBAMA, tous sont situés dans le sud du Pará, dans une région entourée d'une ceinture de terres indigènes (Greenpeace 2001c).
Pour vérifier les soupçons qui pèsent sur les pratiques d'extraction clandestine d'acajous des terres indigènes de la région, l'IBAMA et la police fédérale, accompagnées de l'ONG Greenpeace, lancent en 1998 l' « Opération acajou ». En quelques semaines, l'implication de la scierie Juary dans l'extraction illégale d'acajous de la terre indienne Kayapó est avérée. Les résultats finaux de l'enquête établissent que les autorisations d'extraction forestière concédée à la Juary, dans le cadre du plan d'exploitation forestier, servaient à blanchir l'extraction illégale d'acajous de terres indiennes environnantes, par le biais d'inventaires forestiers surestimant outrageusement la quantité de ressources exploitables (*ibid.*).

L'année suivante, Greenpeace réalise une analyse fouillée des plans de gestion forestiers des scieries du Sud-Pará. Des treize plans en vigueur, huit sont soupçonnés d'exploitation illégale. Les résultats de l'expertise sont transmis à l'IBAMA. En septembre 1999, le ministère Public Fédéral dépose plainte contre les compagnies Serra Dourada et Peracchi. Dans son accusation, le procureur fédéral Ubiratan Cazetta écrit : « Après avoir confirmé que le bois (extrait des terres indiennes) était transporté vers les scieries localisées à São Félix do Xingu, Tucumã et Redenção, une enquête a été réalisée à propos des stocks d'acajou ainsi que des registres des volumes commercialisés par les différentes compagnies. » La perfection des plans de gestion de la Serra Dourada et de la Peracchi attire l'attention des enquêteurs de l'IBAMA. Toujours selon le procureur fédéral : « La fiscalisation de terrain a montré que les plans de gestion forestiers étaient surestimés. Le volume d'acajou prévu dans le plan n'existait simplement pas dans la forêt. » (*apud* Greenpeace 2001b : 2). La différence entre le volume extrait et celui déclaré provient des terres indigènes.

En juillet 2000, une équipe de Greenpeace réalise une nouvelle opération dans la région et découvre de nouveaux sites d'exploration illégaux dans les terres indiennes Kayapó. Le film de la mission de terrain est transmis à l'IBAMA qui lance en septembre 2000, l'« Opération Xingu ». Elle rassemble vingt-deux agents de fiscalisation et seize policiers fédéraux. L'équipe s'installe pour plusieurs semaines dans la ville de SFX et contrôle toutes les scieries de la région. Un total de 15 917 m^3 de grumes d'acajou est saisi (Greenpeace 2001a).

Un an plus tard, en septembre 2001, une équipe de Greenpeace retourne une nouvelle fois dans la région du Sud-Pará. Bien équipée, elle filme, photographie, géoréférence précisément toutes les pistes forestières d'extractions ainsi que les esplanades illégales présentes à l'intérieur et à l'extérieur des terres indigènes (Arawetê, Apiterewa et Kayapó). Le 26 septembre 2001, l'ONG fait officiellement parvenir au Procureur général de la république et à l'IBAMA une copie des preuves recueillies, exigeant une intervention immédiate et définitive des organes officiels. Parallèlement, le rapport *Parceiros no crime : a extração ilegal de mogno. A Amazônia à mercê de « acordos entre cavalheiros »* est publié en octobre 2001. Il rend public les principaux résultats de l'investigation menée par l'ONG. La région du Sud-Pará concentrant les plans de gestion forestiers illégaux et entourée par les terres indigènes est baptisée « Terra do Meio ». La première description qui en est faite est la suivante :

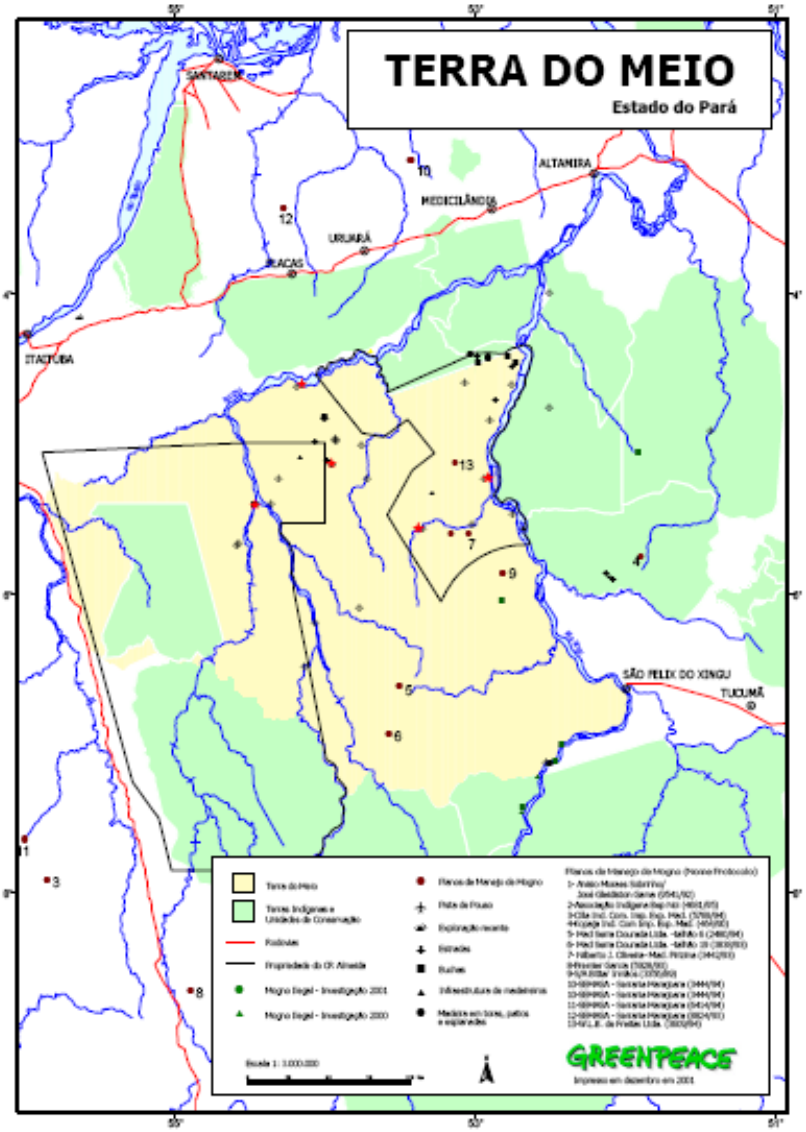
> « La Terra do Meio, une région entourée de terres indigènes dans le sud du Pará, couvre près de 8,3 millions d'hectares (deux fois la superficie de l'État de Rio de Janeiro ou approximativement la taille de l'Autriche) – voir la carte en annexe [cf. figure 41]. La Terra do Meio, une des plus importantes régions de forêt relativement intacte d'Amazonie Orientale, est localisée sur la frontière nord de la ceinture d'acajou, entre les fleuves Xingu et Tapajós. La région présente des écosystèmes de haute valeur écologique, qui abritent une faune menacée

d'extinction comme le jaguar, le caïman noir, le singe-araignée et le fourmilier » (Greenpeace 2001c : 5).

La « Terra do Meio » est donc née, comme son nom l'indique, de l'attention portée à l'extraction illégale des acajous dans les terres indigènes qui l'entourent. La « Terra do Meio » est une représentation de l'espace liée à un souci environnemental (figure 45).

L'IBAMA répondra à l'action de l'ONG en lançant, le 15 octobre 2001, une nouvelle opération dans la région du Sud-Pará. Plus de 22 000 m^3 d'acajous sont saisis en quelques semaines. Un total de vingt-quatre millions de réais d'amendes est délivré. Tous les plans de gestion d'acajou à grandes feuilles sont finalement suspendus ou annulés. Le 5 décembre 2001, le président de l'IBAMA, Hamilton Casaea, au travers de l'Instruction Normative 22/01 suspend l'exploration, le transport et le commerce d'acajou au Brésil.

Figure 45 – Première représentation de la « Terra do Meio » par Greenpeace



Source : (Greenpeace 2001c)

L'année suivante, la campagne du Greenpeace contre l'exploitation illégale d'acajou en Amazonie prend fin avec un « petit goût de victoire » (Greenpeace 2003), particulièrement sensible à l'occasion du séminaire organisé par l'ONG à Belém intitulé : « Acajou illégal plus jamais ». En novembre de la même année, l'acajou est finalement inclus par le Brésil dans

l'annexe II du CITES à l'occasion de la douzième session de la Conférence des Parties qui se tient à Santiago (Chili).

Avec la fin brutale du cycle de l'acajou, la région est précipitée dans le cycle de la terre. Pour Adalberto, la fermeture de la scierie de la *vila* Central a conduit à une véritable « crise » locale. Alors que la terre commençait à devenir un bien valorisé en soi, la fin de l'or vert a brusquement accéléré cette transition en bousculant le maillage du territoire opéré par les pratiques d'exploitation forestière. Pour en rendre compte, j'aborderai la deuxième grande invasion qui marque l'histoire da la Terra do Meio, celle des terres de « feu Laudelino ».

3.4.3. L'invasion des terres de « feu Laudelino »

Le propriétaire de la scierie Marajuara, Laudelino, est à la tête de l'une des plus importantes aires d'influence de la Terra do Meio (cf. figure 40). Selon les témoignages que j'ai pu recueillir, confirmés par une mesure cartographique approximative, l'homme aurait dominé quelques 430 000 ha localisés dans le sud de la Terra do Meio. Selon Cícero, explorateur forestier travaillant pour la Marajuara, l'aire dominée par Laudelino était l'une des plus riches en acajous de toute la région. Pour en réaliser l'exploitation, Laudelino signe des contrats annuels avec les autres scieries. Ces dernières gagnent un accès illimité aux ressources forestières contre l'acquittement d'une taxe payée à l'arbre abattu. Selon les souvenirs de Cícero, entre trois et cinq scieries pouvaient simultanément explorer les terres dominées par Laudelino. L'exploitation forestière directe et indirecte par Laudelino prend fin en 2001, avec la publication de l'Instruction Normative 22/01 interdisant l'exploration, le transport et le commerce de l'acajou à grandes feuilles au Brésil.

Au travers des divers contrats passés avec les autres scieries de la région, Laudelino parvenait à occuper physiquement l'immense territoire qu'il domine. La fin du cycle de l'acajou l'oblige, pour faire respecter les limites de son empire, à faire appel à plusieurs « groupes de surveillance » (bandes de tueurs à gage). Quelques mois seulement après la publication de l'Instruction Normative 22/01, un groupe de colons, soutenu par quelques gardes complices, envahit le territoire contrôlé par Laudelino. Daniel, fils d'un colon de la *vila* Central, prend la tête des opérations. Selon le père de celui-ci, l'invasion initiale n'aurait été planifiée que par une poignée de colons de la région cherchant à gagner facilement quelques centaines d'hectares de terres. De manière imprévue, ils auraient ensuite été rejoints par des « bandits », tueurs à gage professionnels venus de Redenção, convoitant l'ensemble de l'aire d'influence de Laudelino.

La *vila* Central, située à quelques dizaines de kilomètres seulement de l'invasion, devient le point de ravitaillement et le repère des envahisseurs. Pour les habitants de la *vila* Central, cette époque laisse le souvenir d'une violence extrême, omniprésente et ouverte. Comme l'exprime un des habitants de la *vila* : « Ici, on tuait juste pour essayer un revolver neuf. Moi, je l'ai vu. Un gars tué juste là, parce que l'autre venait d'acheter un trente-deux [pistolet de calibre trente-deux] ».

Quelques mois plus tard, les forces spéciales de police sont envoyées dans la région pour rétablir l'ordre. Après plusieurs semaines de conflits, les envahisseurs sont expulsés. Laudelino fait appel à une nouvelle équipe de gardiennage, mieux armée et plus nombreuse. Lorsqu'il meurt en 2003, le contrôle exercé sur son territoire est momentanément relâché. Profitant de l'occasion, une nouvelle invasion de masse est organisée. Une centaine de familles venues de toute la Terra do Meio ainsi que des villes de la PA-279 (Tucumã, Ourilândia do Norte et Xinguara) prend possession des lieux en quelques semaines. Une fois

encore, Daniel coordonne l'occupation. Il commande à chaque famille de réaliser la défriche-brûlis de quelques hectares pour marquer son occupation et renforcer l'invasion. Devant le nombre, la détermination et l'organisation des envahisseurs, le gendre de « feu Laudelino » fait appel au service d'un avocat afin de résoudre pacifiquement la situation. Des pourparlers avec les envahisseurs s'engagent. Daniel est leur représentant.

Après plusieurs mois de négociation, un accord est trouvé. Chacune des familles sera indemnisée (au prorata de la surface défrichée et brûlée), en échange de quoi elles s'engagent à quitter leurs occupations. Le 8 novembre 2003, un avion vient chercher Daniel pour l'emmener dans le Tocantins où le contrat avec la famille de feu Laudelino doit être signé. Quand les portes de l'avion s'ouvrent sur le tarmac de l'aéroport, plusieurs dizaines de policiers attendent Daniel. Suite à l'emprisonnement de leur chef, les envahisseurs acceptent sans réticences les conditions proposées par la famille Laudelino. L'emprisonnement de Daniel ferme la page de l'une des périodes les plus violentes de la *vila* Central. Les nouveaux groupes armés spécialisés dans l'occupation des terres dirigeront leurs actions dans la région située à l'ouest de l'Iriri, là où il existe encore des terres libres à prendre. La *vila* da Canopus succède à la *vila* Central comme *vila* repère du banditisme de la Terra do Meio (Pinto 2005a).

L'invasion de la Canopus puis celle des terres de « feu Laudelino », au début des années deux mille, représentent de puissants indicateurs des changements en cours dans la société pionnière locale. Elles signent, avec la prohibition du commerce de l'acajou, la fin d'une ère (celle de l'acajou) et le début d'une nouvelle (celle de la terre). Les bords de la route de la Canopus sont déjà massivement occupés par des colons peu ou pas capitalisés. C'est à l'écart de la route que la mutation en cours sera la plus manifeste. Les aires d'influence deviennent des terres à vendre ou des terres à prendre. Les cycles spéculatifs se succèdent et ouvrent la voie à la venue d'acteurs capitalisés mettant en œuvre la conversion de centaines d'hectares de forêts en pâturages. C'est l'avènement du cycle de l'élevage et de la frange pionnière qui lui correspond.

3.5. L'émergence des « lignes de *fazendas* »

Afin de suivre les hommes et les pratiques qui accompagnent la transition de la frange pionnière de l'exploitation forestière vers la frange pionnière de l'élevage, j'ai choisi de concentrer mon attention sur l'émergence de « deux lignes de *fazendas* », celle de la Cotia et celle de la Toca do Sapo. Je renvoie le lecteur à la figure 47 pour leur localisation précise dans la Terra do Meio.

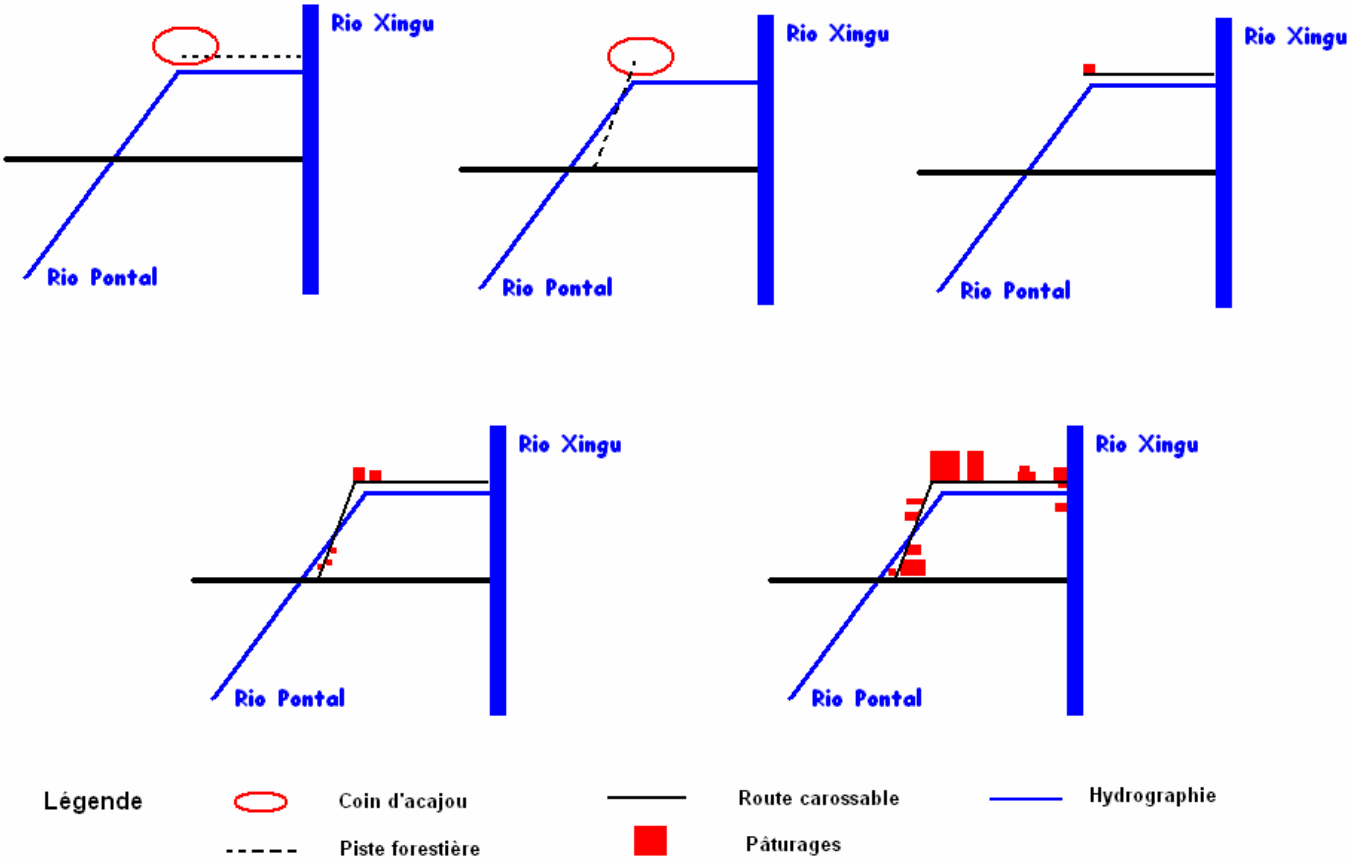
3.5.1. La ligne de *fazendas* da Cotia

En 1993, l'équipe de bûcherons dirigée par Zé Orlando pénètre le cœur de la Terra do Meio, à partir de l'embouchure du *rio* Pontal. Le premier repérage aérien a indiqué l'existence d'un coin à acajous situé sur les rives du cours d'eau. Hommes et machines ont quitté la ville de São Félix do Xingu sur une barge qui les conduit jusqu'à l'embouchure du Pontal. Après avoir accosté, ils ouvrent une piste forestière en longeant le cours de l'affluent du Xingu (figure 46). Après une vingtaine de kilomètres, ils atteignent enfin leur cible. Quelques semaines plus tard, les plus beaux spécimens d'acajous à grandes feuilles ont été abattus et acheminés jusqu'à SFX. L'équipe s'en retourne par où elle est venue.

En 1998, une nouvelle équipe de bûcherons, emmenée par Tião Patricio et Joazinho (travaillant pour la scierie Peracchi), revient dans la même zone pour en extraire les acajous à grandes feuilles de moindre taille épargnés par les hommes de Zé Orlando. Cette fois,

l'équipe d'exploitation forestière gagne la boule d'acajous en ouvrant une piste forestière depuis la route de la Canopus. L'extraction achevée, les deux chefs d'expédition décident, bénéficiant de l'appui de la scierie qui les emploie, d'occuper la zone. Ils y positionnent des « coureurs de *picada* », groupe d'hommes armés et chargés de faire respecter leur occupation sur près de 50 000 ha. Quelques centaines d'hectares sont concédés aux tueurs à gage, en paiement du service rendu.

Figure 46 – L'ouverture de la ligne de *fazendas* da Cotia



Source : auteur

Utilisant le tracé suivi par Zé Orlando, les deux associés ouvrent en 2000-2001 une piste forestière de deux mètres de large reliant le centre de leur occupation au Xingu. L'année suivante, hommes et engins de terrassement empruntent la piste forestière pour défricher, brûler et semer de graminées fourragères, la première centaine d'hectares destinés à accueillir le siège de la *fazenda*. Après plusieurs semaines, les premiers bovins sont acheminés jusqu'aux prairies implantées en plein cœur de la forêt. Une « troupe » montée les conduit de Tucumã jusqu'au port Estrela. Une barge leur fait ensuite traverser le Xingu jusqu'à l'embouchure du Pontal. La troupe guide finalement le cheptel de trois cents têtes de bétail le long de la piste forestière qui mène aux pâturages de la *fazenda* en formation.
Le choix fait par Joazinho et Patricio d'établir la première voie d'accès à leurs *fazendas* depuis le Xingu et non depuis de la route de la Canopus n'est pas anodin. Comme l'un d'eux l'explique, cela leur permet de se protéger des tentatives éventuelles d'invasion par les colons de la route ou les bandes organisées qui la sillonnent[90]. La liaison avec la route de la Canopus,

[90] C'est aussi le moyen de rendre plus difficile l'accès à la *fazenda* pour les agents de la police environnementale qui se déplacent surtout par la route.

reprenant la voie tracée par la piste forestière des bûcherons, est seulement réalisée en 2003. Elle est financée par les nouveaux investisseurs à qui Joãozinho et Patricio ont vendu le droit d'occuper plusieurs milliers d'hectares. Les transactions entre nouveaux venus et anciens chefs d'équipe ont commencé en 2000.

En 2004, chacun des nouveaux investisseurs a déjà ouvert plusieurs centaines d'hectares de pâturages qui marquent l'emplacement de la future *fazenda*. L'ancienne piste forestière est devenue la route carrossable qui mène désormais d'une *fazenda* en formation à la suivante. Ce chapelet de *fazendas*, disposées en enfilade le long d'une route, porte localement le nom de « *linha* » (je le traduirai littéralement par « ligne » ou « ligne de *fazendas* »). La ligne de *fazendas* qui accompagne le *rio* Pontal est désignée, rappelant les prolifiques rongeurs sylvestres, comme ligne da Cotia.

Aujourd'hui, Joazinho et Patricio sont chacun à la tête d'une *fazenda* de plus de 10 000 ha implantée sur les rives du *rio* Pontal. Les gains issus de la vente du droit d'occupation de la terre ont permis l'implantation de leur *fazenda*. Entre l'année 2000 et 2004, Tião Patricio a défriché, brûlé et semé en pâturages une aire de 6 000 ha. La figure 46 offre un aperçu des étapes marquantes de l'émergence de la ligne de *fazendas* da Cotia.

L'exemple de la ligne da Cotia illustre la reconversion opérée par les acteurs de la frange pionnière de l'exploitation forestière à partir de la fin des années quatre-vingt-dix. Sur la base de leur connaissance et de leur contrôle du territoire, ces derniers se spécialisent dans l'occupation armée des terres de la région et dans la vente de droits d'occupation de plusieurs centaines ou milliers d'hectares à des prix modiques (moins de 10 R$ l'hectare). Ce premier cas d'étude illustre la manière dont l'occupation de l'espace par les forestiers, la spéculation foncière, l'occupation des terres publiques, l'ouverture de pâturages et la venue des éleveurs latifundiaires ont partie liée. Quels enseignements peut-on tirer du cas d'étude de la ligne de *fazendas* da Cotia ?

Le passage du cycle de l'acajou à celui du bœuf apparaît dépendant d'un cycle intermédiaire, celui de la terre. La terre comme objet de valeur en soi devient le médium entre un cycle socio-économique (une frange pionnière) et l'autre. La stratégie suivie par Joazinho et Patricio permet d'incarner, de manière très concrète, les nombreux bénéfices que retirent les acteurs qui ont été capables de passer du cycle de l'exploitation forestière au cycle de la terre, puis du cycle de la terre au cycle de l'élevage. Ainsi, on notera que l'occupation armée d'une terre délimitée par une *picada* bien gardée permet de capitaliser l'influence que les *leaders* de la frange pionnière de l'exploitation forestière ont acquise sur le territoire. Puis, la vente de droits d'occupation aux nouveaux investisseurs permet de financer l'implantation de pâturages sur leur propre occupation.

Le cas de la ligne da Cotia a ceci de particulièrement démonstratif que la reconversion du contrôle du territoire par les acteurs de la frange pionnière forestière au contrôle du territoire par les acteurs de la frange pionnière pastorale est incarnée par la trajectoire de deux hommes qui en quelques années sont passés du statut de modeste explorateur de forêt à celui de puissant *fazendeiro*. Le secret de leur réussite a été de s'appuyer sur une structuration du territoire pour s'imposer comme une pièce maîtresse de la structuration territoriale suivante. Cette conversion leur permet alors d'occuper une place de choix dans le nouveau territoire qui se dessine. Dans de nombreux autres cas, l'émergence des lignes de *fazendas* résulte de l'intervention de plusieurs générations successives d'acteurs spécialisés dans l'achat d'une

terre, son occupation, son lotissement et sa revente sous forme de parcelles de taille inférieure. J'illustrerai ce processus à partir du cas d'étude de la ligne de *fazendas* da Toca do Sapo.

3.5.2. La ligne de *fazendas* de la Toca do Sapo

L'aire d'influence à l'origine de la formation de la ligne da Toca do Sapo est dominée par la scierie Peracchi qui exploite les acajous de la région dans la première moitié des années quatre-vingt-dix. Elle couvre une superficie de l'ordre de 100 000 ha. Comme dans le cas de la ligne da Cotia, les protagonistes de la frange pionnière de l'exploitation forestière convertissent le maillage du territoire auquel ils participent en un contrôle effectif des terres de la zone, dès la seconde moitié des années quatre-vingt-dix.

Le cas da Toca do Sapo me donne l'occasion d'apporter un complément essentiel à la description du processus d'incorporation au patrimoine privé, ou patrimonialisation, des terres publiques de la Terra do Meio décrit précédemment.
Dans le cas de la ligne da Cotia, nous avons suivi la trajectoire assez exemplaire de deux chefs d'équipe d'exploration forestière. Cet exemple pourrait laisser penser que l'occupation des terres publiques, leur lotissement et la vente des lots seraient réservés aux *leaders* de la frange pionnière forestière (propriétaires de scierie, contremaîtres ou chefs d'équipes d'exploration). Il n'en n'est rien. Comme me l'explique Reno, chauffeur de camion dans une équipe de bûcherons, la plupart des acteurs du cycle de l'acajou ont eu l'opportunité, d'une manière ou d'une autre, à un moment ou a un autre, de convertir le maillage du territoire qu'ils entretiennent en une occupation effective des terres publiques. Toutes les strates de la frange pionnière de l'exploration forestière (pilote d'avion, chauffeur de camion ou de tracteur, explorateur de forêts, bûcheron ou cuisinier) ont contribué, à leur échelle, à un processus collectif de patrimonialisation des terres publiques. Un de mes interlocuteurs dira à ce sujet que les « restes de la structure de l'exploration forestière de la région » sont à l'origine du passage du cycle de l'acajou à celui de la terre.
On ne peut nier, pour autant, le rôle organisateur central tenu par les principales figures de l'exploitation forestière. On m'a décrit à plusieurs reprises comment ces derniers procédaient à une méthodique répartition entre leurs subordonnés d'une fraction du territoire dominé. Très fréquemment, les terres distribuées se situent en périphérie d'un centre (bien plus étendu) qu'ils conservent sous leur contrôle. Grâce à ce dispositif, les hommes de la frange pionnière de l'exploitation forestière qui étaient sous leurs ordres serviront de remparts contre d'éventuelles invasions organisées par les bandes rivales. Le processus de patrimonialisation de la ligne da Cotia semble s'être déroulé sans à-coups ni accrocs car les deux meneurs ont très tôt réussi à pérenniser leur influence par l'emploi de bandes armées chargées de garder les limites de leur occupation. Il n'en va pas toujours ainsi.

Dans le cas de la Toca do Sapo, les hommes qui s'emparent des terres les plus proches de la route de la Canopus (et donc les plus accessibles) occupaient les positions les plus basses de la hiérarchie de la frange pionnière de l'exploitation forestière. Les terres qu'ils prétendent contrôler collectivement sont de tailles considérables (plusieurs milliers d'hectares). Attirer par de telles superficies, des bandes adverses viendront contester leur domination. Entre 1997 et 1999, la zone devient le théâtre de violents affrontements entre bandes rivales. Cette période conflictuelle, courante dans le processus de patrimonialisation des terres de la Terra do Meio, est communément désignée comme le « temps des coureurs de *picadas* »[91]. Cette

[91] À l'heure où je réalise mes entretiens dans la région (entre juin 2004 et octobre 2005), le « temps des coureurs de *picadas* » est révolu entre les fleuves Xingu et Iriri. D'après certaines informations, il serait d'actualité à l'ouest de l'Iriri.

évolution signe l'avènement du cycle de la terre et l'entrée en jeu de nouveaux acteurs spécialisés dans la spéculation foncière.

Ces derniers achètent pour une somme dérisoire (entre 0,50 et 5 R$ par hectare) les droits d'occupation des avatars de la frange pionnière de l'exploitation forestière ou de ceux qui ont pris leur place. Généralement, et comme c'est le cas en particulier dans la région da Toca do Sapo, la nouvelle génération d'acteurs divise la surface totale acquise (5 000 à 10 000 ha) en lots de 1 000 à 2 500 ha où quelques dizaines d'hectares de forêts sont défrichés, brûlés et semés de pâturages. Figures bien connues de la région (il s'agit souvent de pionniers de la première heure qui habitent les villes de São Félix do Xingu, Tucumã ou Ourilândia do Norte), ces spéculateurs sont aussi nommés « faiseurs de *fazendas* ».

Comme les entretiens me l'apprennent, leurs acheteurs sont habituellement des hommes à la recherche d'une terre où ils pourront investir leurs capitaux dans la conversion massive de l'espace forestier en espace fourrager et dans l'élevage bovin. Ces nouveaux investisseurs, éleveurs latifundiaires connus comme « *fazendeiros* », se sont installés dans la ligne da Toca do Sapo entre 2000 et 2003. Ils en sont les actuels occupants.

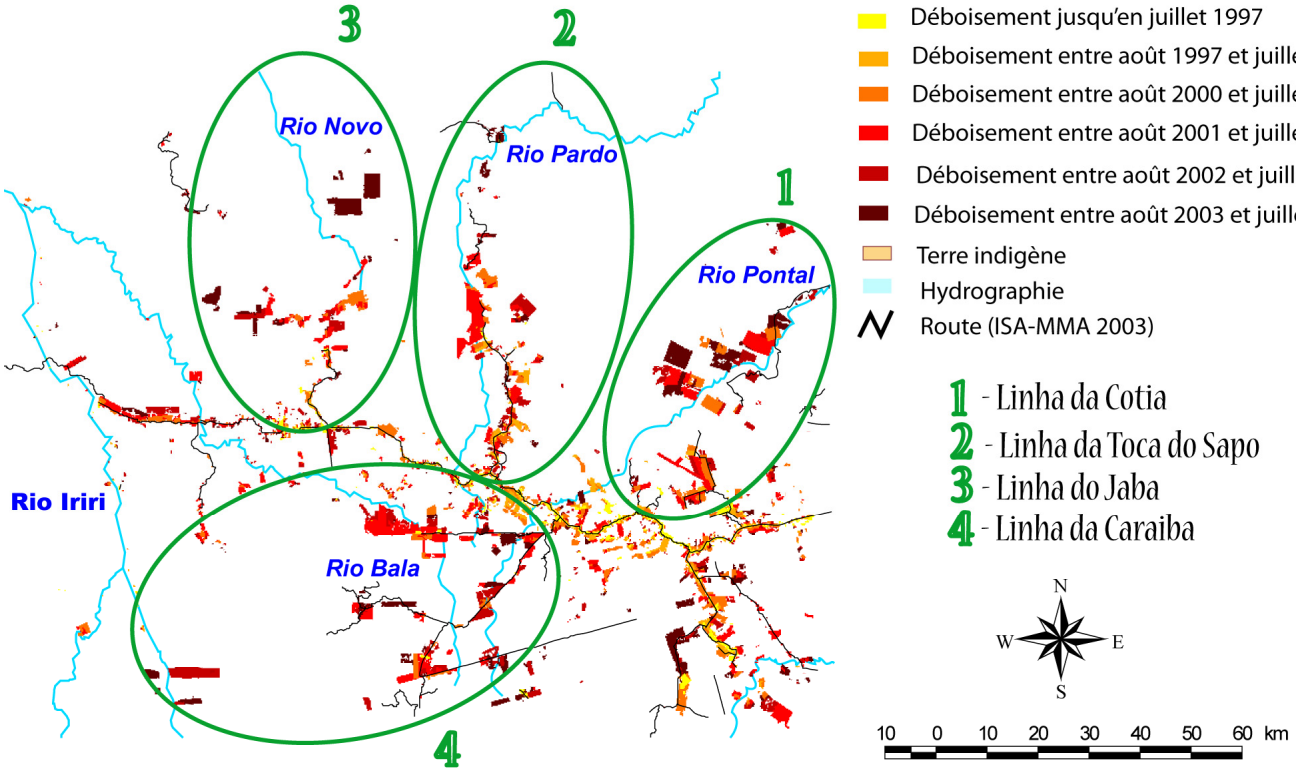
3.5.3. Des coins d'acajous aux polygones de déboisement

L'étude de la formation des lignes da Cotia et da Toca do Sapo a permis de suivre l'avènement du cycle de la terre et de l'élevage à partir de celui de l'acajou. Accompagnant le cours des événements, on a vu comment, en périphérie de la route de la Canopus, les caractéristiques écologiques des peuplements d'acajous à grandes feuilles permettent d'expliquer la localisation actuelle, en bordure de fleuve, des lignes de *fazendas* et des principaux polygones de déboisements. Comme l'illustre la figure (47), les lignes de *fazendas*, repérables aux formes géométriques de plusieurs centaines d'hectares prises par les déboisements annuels (Laques 2003 ; Mertens, Piccard-Chapuis *et al*. 2002), bordent les principaux cours d'eau de la région. Je noterai que cette géographie s'explique encore par le fait que les *fazendas* d'élevage situées en bordure de fleuves ont pu profiter, comme dans le cas de la ligne da Cotia, de la navigabilité des cours d'eau locaux[92]. Lorsque les pistes carrossables des lignes n'existaient pas encore, matériels, engins, vivres et travailleurs indispensables à l'« ouverture » de la *fazenda* pouvaient être transportés par voie fluviale.

La toponymie locale, comme celle de la ligne de *fazendas* de la « Toca do Sapo » (littéralement « Terrier du Crapaud »), rappelle la proximité des marécages du *rio* Pardo, que les forestiers traversaient (au début des années quatre-vingt-dix) avec peine à la recherche des acajous à grandes feuilles. J'ai résumé dans la figure 48 l'enchaînement des localisations qui a conduit à l'émergence des lignes de *fazendas*.

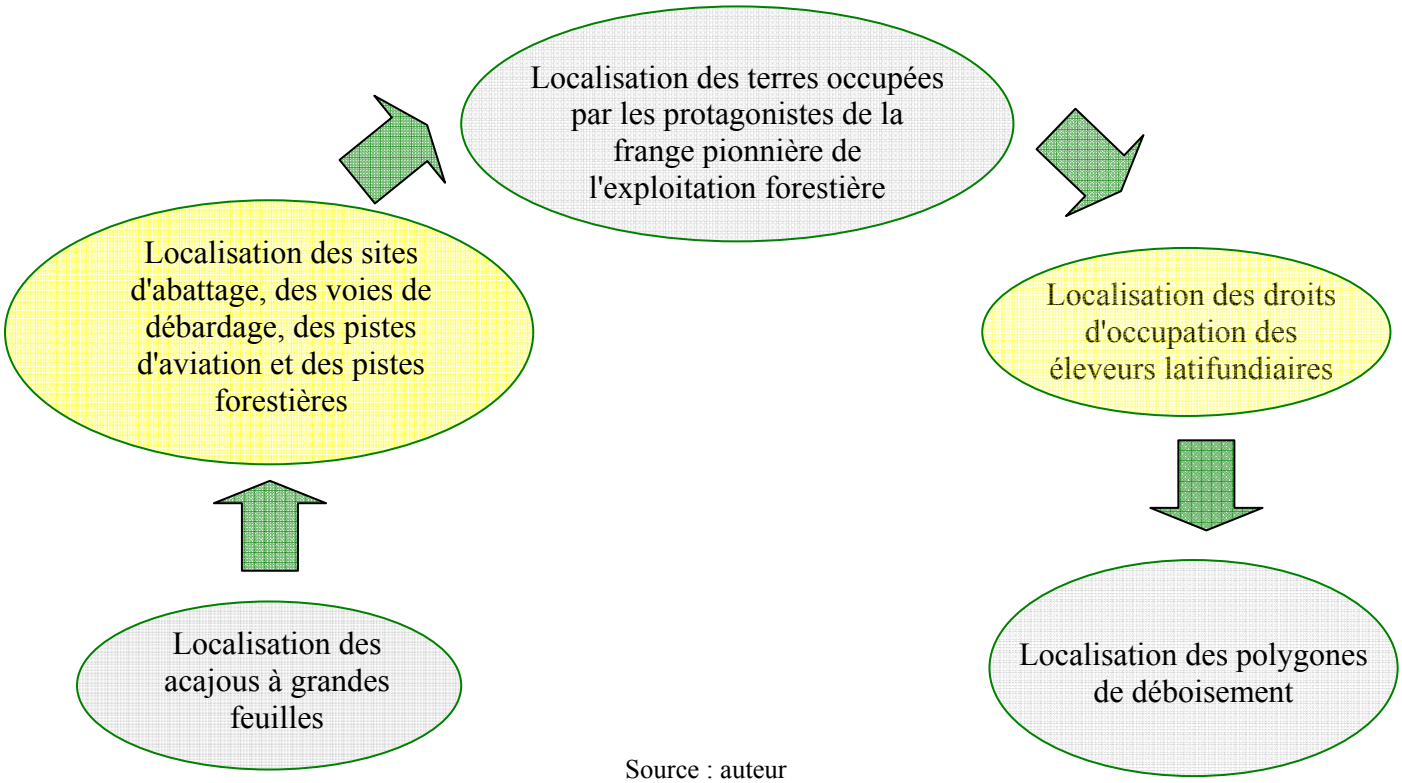
[92] Les principaux cours d'eau de la Terra do Meio dont il est question ici (tel que le Triunfo, Pontal, Pardo, Novo ou Bala) ont des lits d'une largeur variant de dix à quarante mètres.

Figure 47 –Lignes de *fazendas* et polygones de déboisement de la Terra do Meio



Source : auteur à partir des données INPE

Figure 48 – Des « boules » d'acjou aux polygones de déboisement



Source : auteur

Cette section a permis de suivre la progressive colonisation et occupation du cœur de la Terra do Meio. Que peut-on en retenir ? Je soulignerai pour commencer le rôle prépondérant joué par la route de la Canopus dans le processus de colonisation et de conquête territoriale. En raison de cette importance, j'ai choisi de présenter en détail au lecteur l'histoire de l'ouverture de cette route qui marque, jusqu'à aujourd'hui, la construction territoriale locale. Un autre aspect crucial pour la compréhension des dynamiques contemporaines (décrites dans le chapitre suivant) est la succession des cycles pionniers : forestier, foncier et pastoral. J'ai choisi de suivre cette succession en mettant l'accent sur l'enchaînement des modes de patrimonialisation des terres publiques. L'occupation de la terre est apparue comme la pierre de touche de la conquête pionnière que se soit pour en explorer les ressources forestières, pour elle-même ou pour y élever des bovins. J'ai insisté sur la manière dont une structuration de l'espace donnait naissance à la suivante, via les pratiques des acteurs capables de passer d'un cycle d'activités à l'autre. Avant de pousser plus avant cette réflexion sur les conclusions à tirer des dynamiques décrites, il me faut aborder un dernier élément de la construction du « centre » de la Terra do Meio. Cette pièce manquante de la géohistoire locale est l'ouverture de la Route Nouvelle qui relie depuis l'été 2001 les deux pôles du « centre » de la Terra do Meio que sont la périphérie de SFX et le cœur de la Terra do Meio.

4. La Route Nouvelle: la dernière étape de la Terra do Meio des routes

Reprenons la géohistoire de la région sud-est de la Terra do Meio où nous l'avons laissée. En 1997, la construction de la route du Xadá touche à sa fin. Le chantier financé par la *prefeitura* de SFX a permis d'ouvrir un segment de route carrossable de 35 km de long partant du point d'accostage de la barge qui assure la liaison entre la ville de SFX et ce que j'ai désigné comme la périphérie de la Terra do Meio. La « route du Xadá » qui, partant de la rive gauche du Xingu s'enfonce en direction du sud-ouest dans la forêt, deviendra un des trois axes routiers principaux de la région de la Terra do Meio (cf. figure 24).

4.1. La route de la Santa Rosa

Profitant de l'ouverture de la route du Xadá, les agriculteurs familiaux des secteurs Santa Rosa et Xateturu de la colonie Linhares de Paiva (soutenus par les représentants locaux de l'Eglise catholique) réclament à leur tour l'ouverture d'une route qui partirait du point d'accostage de la barge et prendrait le cap nord-ouest. Cette route carrossable permettrait de désenclaver la partie nord de la colonie Linhares de Paiva. La revendication, fermement relayée par Antônio Baiabo, un proche partisan du *prefeito*, obtient rapidement gain de cause.

Ernesto est, comme son surnom l'indique, originaire de la Bahia. Il la quitte en 1987 pour « tenter l'aventure » dans le Sud-Pará. Arrivé à Redenção, il rencontre les ingénieurs de l'ITERPA qui l'informent de l'existence de la colonie Linhares de Paiva. Quelques semaines plus tard, il atteint le *município* de SFX, bien décidé à acquérir l'un des titres de propriété dont il a entendu parler. Après quelques semaines, il parvient sans trop de difficultés à acheter le titre de propriété qu'il convoite. L'ancien propriétaire a abandonné depuis plusieurs mois son lot situé à plus de 30 km du point d'accostage de la barge. Deux ans plus tard, Ernesto et sa famille partent finalement s'installer sur la terre dont ils sont les propriétaires. Trop éloignée du bord du Xingu, personne n'occupe encore cette région isolée qui ne bénéficie d'aucune voie d'accès par la route. Du jour où il s'installe et découvre ce « vide total » situé à une trentaine de kilomètres seulement du centre ville de SFX, Ernesto n'aura de cesse de promouvoir le « peuplement » de la région. Pendant que ses nombreux fils mettent en culture

la propriété, il consacre son temps et son énergie à la politique locale. En 1992 puis en 1996, il se présente aux élections pour la charge de *vereador*.

Élu en 1996, il porte les couleurs du nouveau *prefeito* de SFX. Grâce à cette proximité politique et à la relation de clientélisme politique qui rapproche *prefeito*, *vereador* et groupes d'électeurs (Lopez 2004), la route traversant les secteurs Santa Rosa et Xateturu est ouverte par la *prefeitura* en 1997-1998. Un tronçon de trente kilomètres relie le point d'accostage de la barge à « la porte de la maison », comme le décrit Ernesto.

4.2. L'ouverture de la Route Nouvelle

Comme dans le secteur du Xadá, l'ouverture de la route de la Santa Rosa attire de nouveaux migrants bien plus capitalisés (Follet *op. cit.*) qui n'hésitent pas à s'éloigner davantage du bord du Xingu pour trouver une terre de plus grande taille. Nicomede est l'un d'eux. Originaire du Minas Gerais, il découvre SFX en 2000 et achète un droit d'occupation dans la Terra do Meio l'année suivante. Sa terre se situe à 45 km du point d'accostage de la barge. Malgré l'existence du tronçon de route carrossable jusqu'à la maison d'Antônio Baino, il est moins pénible pour lui de rejoindre sa terre en prenant un bateau au départ du centre urbain de SFX jusqu'à l'embouchure de l'*igarapé* Tabão, puis en continuant à pied sur une dizaine de kilomètres. S'il emprunte la route jusqu'à la maison d'Ernesto, il lui faut ensuite marcher sur plus d'une quinzaine de kilomètres en pleine forêt, sans profiter des sentiers ouverts par les bûcherons et entretenus par les colons.

Pour lui, comme pour ses proches voisins, le problème de l'accessibilité se pose de manière aiguë lorsqu'il s'agit de conduire les bovins qui doivent « remplir » les pâturages implantés ou d'acheminer les matériaux nécessaires à la construction de l'habitation familiale. Pour y répondre, Nicomede décide avec quelques autres de créer, en 2001, une association destinée à collecter les fonds permettant l'allongement de la route sur vingt ou trente kilomètres. Mais, après quelques mois d'existence, l'association change subitement de visage. Plusieurs « grands *fazendeiros* » occupant les terres à proximité de la *vila* Central ou dans la ligne da Toca do Sapo intègrent l'association et en prennent les rênes. Ces derniers ne sont pas intéressés par un prolongement routier d'une trentaine de kilomètres tout au plus. Ils souhaitent que la route atteigne le *rio* Triunfo, le franchisse puis gagne la *vila* Central. Pour les occupants des lignes de *fazendas* du cœur de la Terra do Meio, ce tracé permettrait l'économie d'une cinquantaine de kilomètres pour se rendre jusqu'à leur terre en évitant en outre la traversée du *rio* Fresco[93].

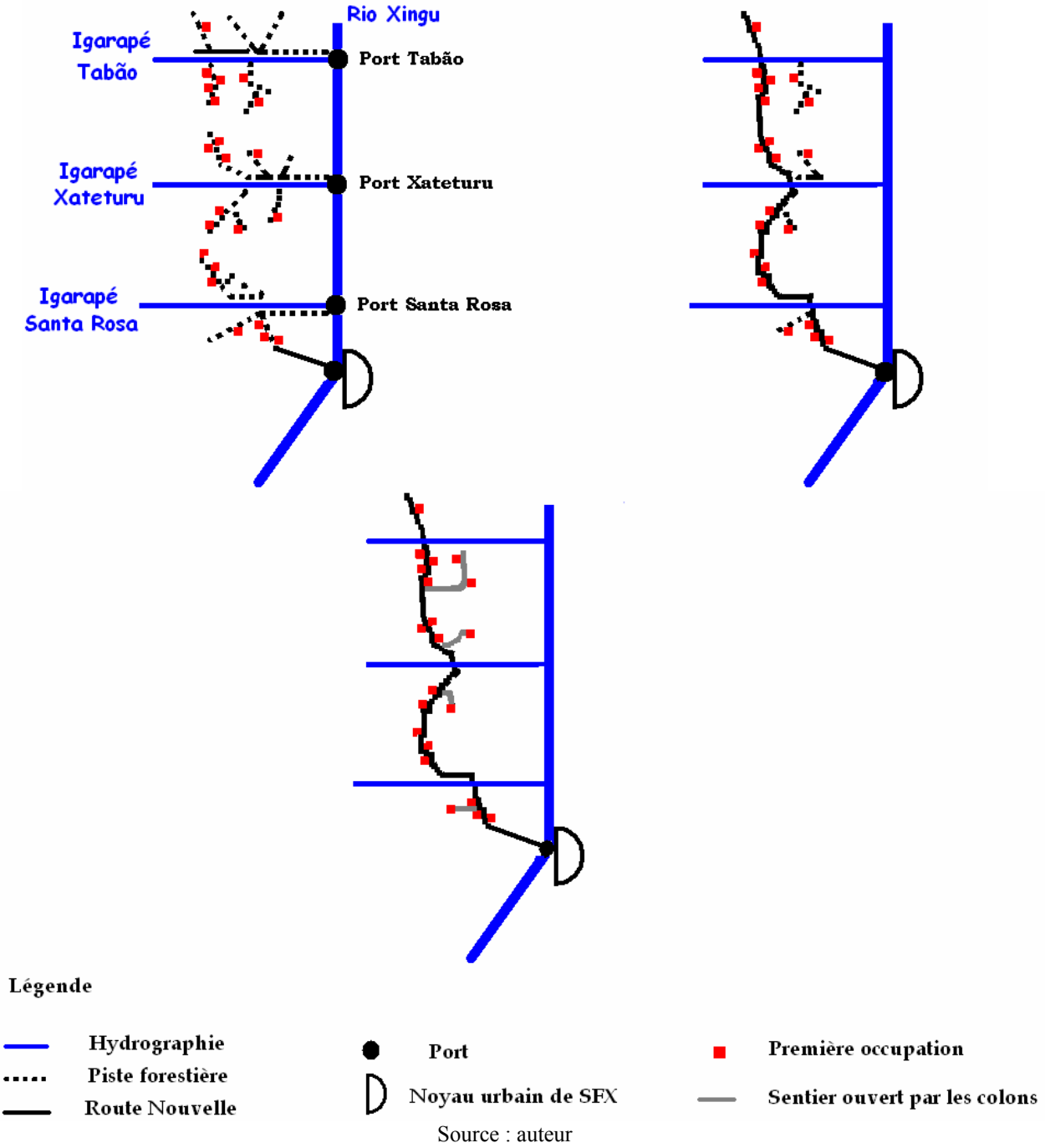
L'ouverture n'est pas seulement financée par les *fazendeiros* récemment installés dans les lignes du cœur de la Terra do Meio. Elle l'est aussi, par ceux qui leur vendent les terres et espèrent profiter grâce au nouvel axe routier d'une hausse des cours fonciers. C'est ce calcul qui pousse Acioli et son fils Aciolinho à devenir les principaux *leaders* de la route en construction. Après avoir obtenu que la « Route Nouvelle » passe au milieu de l'aire qu'ils occupent au sud-est de la *vila* Central, ils la lotissent et la vendent quelques mois plus tard. Un autre contributeur important est Nelson. Comme la famille Acioli, il est impliqué dans le lotissement et la revente d'occupations dans la ligne da Toca do Sapo.

Pour la construction de la route, deux équipes de travailleurs sont formées. L'une part de la *vila* Central en direction du sud-est et l'autre, de la maison d'Ernesto vers le nord-ouest. Leur

[93] La traversée du *rio* Xingu ou du *rio* Fresco par barge est particulièrement laborieuse et longue pour les cheptels bovins de plusieurs centaines de têtes.

point de rencontre est le *rio* Triunfo. José, architecte de formation et récemment reconverti aux tâches de géomètre pour les *fazendeiros* de la région, dirige la seconde équipe. Afin de déterminer le tracé le plus judicieux, il demande conseil aux équipes d'exploitants forestiers qui ont sillonné la région quelques années plus tôt. Pour faciliter et guider son avancée en forêt, il emprunte les anciennes pistes forestières (le long desquelles se sont établis les colons) et les raccorde les unes aux autres (figure 49).

Figure 49 – L'ouverture de la Route Nouvelle



Source : auteur

L'ouverture de la Route Nouvelle est à l'initiative des nouveaux investisseurs privés de la région qui entendent ainsi renforcer leur conquête du territoire de la Terra do Meio. L'acte est héroïque. Un mur, aujourd'hui détruit, leur est dédié en plein centre-ville de SFX, rappelant le nom de tous les contributeurs et la somme versée par chacun (Castro, Monteiro *et al.* 2002).

On retrouve bien évidemment ici les dynamiques entrepreneuriales de construction des voies de communication décrites par P. Monbeig (1984) dans son étude de l'avancée de la frange pionnière du café dans l'État de São Paulo, lors de la seconde moitié du 19ème siècle. Comme l'a montré l'auteur, les pionniers n'attendent pas l'État et ses infrastructures, ils l'anticipent, le devancent et parfois le fuient. Plus récemment, ces infrastructures routières planifiées, financées, mises en œuvre et entretenues par les acteurs privés de la frontière pionnière amazonienne ont été qualifiées par C. Souza Jr, Bradão Jr *et al.* (2005) de « routes endogènes ». Elles naissent par et pour les intérêts privés qui marquent ainsi leur appropriation du territoire en le structurant selon leurs besoins et leurs projets[94].

4.3. De nouvelles terres à conquérir

La Route Nouvelle marque profondément la conquête et la structuration du territoire de la Terra do Meio. Les régions traversées par la route et situées au nord-ouest de la périphérie de SFX, jusqu'alors quasiment vides, sont soudainement occupées par des acteurs capitalisés qui réalisent d'amples défriches en quelques années. Les conditions de vie des migrants faiblement capitalisés déjà présents, s'améliorent considérablement, comme en témoigne Ozeire. En 1999, après deux ans seulement passés dans la région, il cherche désespérément à vendre toute son occupation : terre, animaux, plantations, habitations pour revenir en ville. Une de ses filles vient de mourir de malaria. Sa femme est très malade et un autre enfant est atteint. Pourtant, même à très bon prix, personne n'est intéressé par son occupation située à 25 km seulement du point d'accostage de la barge, mais à l'écart (1,5 km) de la route qui va jusqu'à la maison d'Ernesto.
Trois ans plus tard, suite à l'ouverture de la Route Nouvelle, « la malaria disparaît », comme le remarque Ozeire, et les acheteurs de terre se pressent à sa porte. Avant l'arrivée de la Route Nouvelle, la région de la périphérie de SFX proche des marécages du *rio* Triunfo était connue comme l'une des zones les plus impaludées de la région. Les marais qui ont découragé les forestiers (cf. section 3.1), repoussent également les colons qui restent à bonne distance. L'ouverture de la route de la Santa Rosa jusqu'à la maison d'Ernesto a augmenté la fréquentation et renforcé la colonisation. Grâce à elle aussi, les agents de la SUCAM viennent fréquemment vaporiser de puissants antipaludéens qui ne suffisent pas pourtant à assainir la région. La Route Nouvelle et l'accélération des déboisements sur ses bords « nettoient » en moins de deux ans la région. Les grandes clairières assèchent le microclimat forestier si propice à la reproduction de l'anophèle (*Anopheles* sp.). Le nombre de cas de paludisme chute. En 2002, la SUCAM vaporise pour la dernière fois son antipaludéen dans la périphérie de SFX.

Plusieurs entretiens confirment la célérité du changement qui s'opère dans la région. En 1998, Zé Gordo suit la route jusqu'à la maison d'Ernesto puis s'enfonce d'une quinzaine de kilomètres, tentant de suivre les anciennes pistes forestières mal entretenues par les quelques colons qui habitent la région. Il découvre « une bande de colons affamés et tous malades de malaria qui ne demandent qu'à vendre leur terre ». En quelques jours, il achète le droit d'occupation de douze d'entre eux. Il se souvient qu'« ils étaient prêts à vendre à n'importe quel prix. J'ai payé entre 30 et 50 R$ par alqueire [équivalent à 4,84 ha] ». Zé Gordo devient

[94] Dans la section D du chapitre 3, je serai amené à relativiser et corriger la notion de « routes endogènes » puisque comme l'expérience le montre, l'avancée des routes financées par les acteurs privés bénéficie souvent de l'appui direct ou indirect des pouvoirs publics locaux, régionaux ou nationaux. Dans le cas précis de la Route Nouvelle, on notera avec intérêt que la *prefeitura* de SFX a mis à disposition du groupe de *fazendeiros* deux engins de son secrétariat des Routes et Transports. Le carburant, les pièces de rechange pour les engins, les matériaux de construction des ponts, le salaire des ouvriers ainsi que celui des chefs d'équipe sont en revanche à la charge de l'association des *fazendeiros*.

l'occupant de près de 2 000 ha de terres. Ses vendeurs sont majoritairement des hommes ayant travaillé à l'extractivisme de la feuille de jaborandi (cf. section 1.3) et qui ont décidé d'occuper leur secteur de collecte après la fermeture de la Merck Vegetec. Comme le rapporte l'un d'eux : « quand la feuille s'est arrêtée, la terre n'avait pas de valeur. Nous, on a persisté et on est resté. Ca n'a pas été facile. Combien de fois j'ai dû emmener ma femme ou un enfant malade sur mon dos ou sur la mule jusqu'à la ville ? […] Mais on a bien fait parce qu'avec la Route Nouvelle tout s'est amélioré ».

Les nouvelles terres libres rendues accessibles par l'avancée de la Route Nouvelle sont vite occupées d'est en ouest. En 2004, la région est encore le lieu de nombreuses transactions foncières entre ces premiers occupants et les nouveaux venus, intéressés par une terre de deux ou trois cents hectares située à moins de 70 km du centre-ville de SFX. Comme l'explique un courtier en terres de la ville de SFX, « en ce moment ce qui se vend bien, c'est le Triunfo. […] Parce qu'une route toute propre est entrée et les personnes sont en train d'investir beaucoup d'argent dans la région ». Témoin de cette agitation, une poignée d'hommes tentent de fonder une nouvelle *vila*, la *vila* Novo Horizonte, située à dix-huit kilomètres à l'est du *rio* Triunfo. Il ne s'agit pour l'instant que d'un abri couvert de bâches noires où l'on peut jouer au billard, boire de la *cachaça* et rencontrer des femmes. Mais une association a été créée pour accélérer la construction de la ville. Une charpente de bois robuste sort déjà de terre à une centaine de mètre du bar tenu par Nego, il s'agira d'un « grand commerce » renseigne-t-il. Gageons que la nouvelle *vila* de la Terra do Meio est en train de voir le jour.

La Route Nouvelle n'a pas seulement permis d'ouvrir les terres situées entre les deux pôles du « centre » de la Terra do Meio que sont la périphérie de SFX et le cœur de la Terra do Meio. Il semble qu'elle ait également joué un rôle déterminant, selon les plans de ses financeurs, dans l'occupation éclair des lignes de *fazendas*. La Route Nouvelle « rapproche » davantage encore les terres de la ligne da Toca do Sapo, du Jabá ou de la Cotia de la PA-279. Elle joue un rôle déterminant dans l'engouement pour ces terres (apparu à partir de 2001) et dans la multiplication des abattis-brûlis-semis de plusieurs centaines d'hectares.

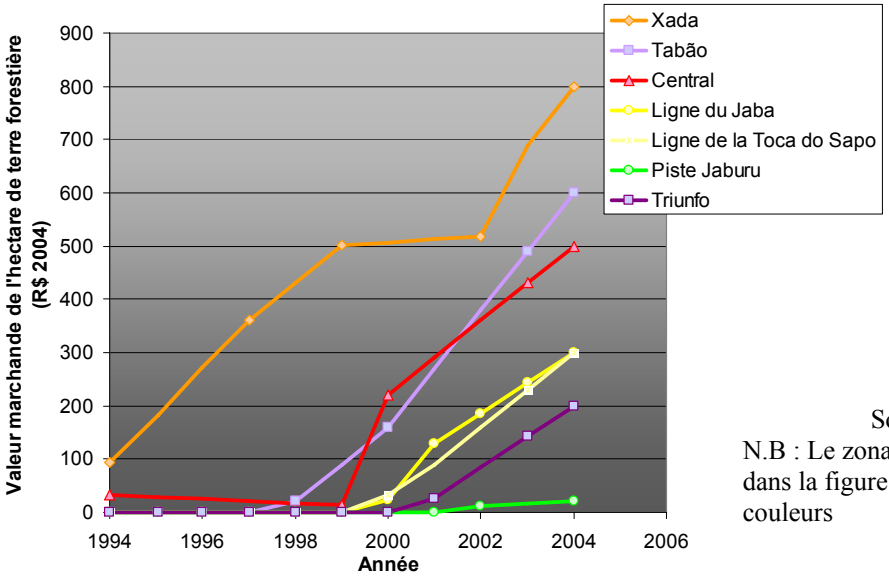
4.4. Bilan de l'avancée pionnière et dynamiques de valorisation foncière

L'ouverture de la Route Nouvelle représente le dernier épisode important de la construction du « centre » de la Terra do Meio. Le concept géographique de « centre »permet de saisir le travail réalisé par les pionniers pour produire un nouveau territoire à la mesure de l'homme moderne. Grâce aux efforts consentis, les terres forestières et les animaux sauvages ont reculé devant la hache du pionnier. Des terres ont été progressivement gagnées par la société en marche. Le « centre » traduit ainsi la valorisation pionnière de l'intérieur des terres amazoniennes, jusqu'alors jugées sans intérêt, sans valeur, par cette société.
Partant de cette idée, je propose une synthèse de la structuration progressive du territoire à partir du suivi d'un indicateur particulièrement révélateur du mouvement pionnier : le prix d'échange de l'unité surfacique de terre forestière (figure 50). Ainsi, suivant dans différentes zones de la Terra do Meio l'évolution du prix d'échange de la terre en fonction du temps, on voit se dessiner l'empreinte de la dynamique pionnière qui atteint une à une chacune des zones.

Les terres présentant aujourd'hui les prix les plus élevés sont celles du Xadá. Elles sont situées dans le sud-est de la Terra do Meio, dans la plus proche périphérie de SFX. Leur prix

s'envole dès le milieu des années quatre-vingt-dix en raison de l'ouverture de la route carrossable du Xadá, suite à la mobilisation des mouvements sociaux locaux (cf. section B-2.3). Après une stagnation de deux ou trois ans, leur valeur repart brusquement à la hausse lorsqu'une ligne de *fazendas* (la ligne de *fazenda* da Cebolinha) émerge dans le prolongement de la route, à partir des années deux mille.
Le Tabão est le secteur situé entre la maison d'Ernesto et le *rio* Triunfo. La route ouverte jusqu'à la maison d'Ernesto provoque immédiatement l'augmentation des prix fonciers et l'afflux des colons dans la région. Il faut néanmoins attendre l'ouverture de la Route Nouvelle pour que ces derniers décollent véritablement. Situées sur les marges de la périphérie de SFX, ces terres sont actuellement très recherchées.

Figure 50 – La valorisation des terres forestières de la Terra do Meio



Source : auteur
N.B : Le zonage du territoire proposé dans la figure 56 éclairera le choix des couleurs

D'après le graphique, il semble qu'il faille attendre la fin des années quatre-vingt-dix pour que la région de la *vila* Central s'engage véritablement dans le cycle de la terre. Les cycles de l'or et/ou de l'acajou ont été jusqu'à cette période les plus puissants stimulants de l'occupation pionnière.

Les deux courbes suivantes (Ligne du Jabá et Ligne de la Toca do Sapo) présentent des dynamiques extrêmement similaires. Elles traduisent de manière assez nette l'émergence des lignes de *fazendas* à partir du début des années deux mille.

La valorisation des terres du Triunfo est légèrement plus tardive que celle des lignes de *fazendas* puisqu'elle ne s'observe qu'à partir de l'année 2002, suite à l'ouverture de la Route Nouvelle qui rend accessible ces terres situées entre les deux pôles du « centre » de la Terra do Meio.

Pour finir, j'ai représenté le prix d'une terre située dans le prolongement de la piste carrossable de la ligne du Jabá. Elle se situé approximativement à deux cents kilomètres au nord de la route de la Canopus. L'accès en voiture dans ces régions situées au-delà des lignes de *fazendas* est, pour le moment, très délicat. Il est un peu plus aisé en motocyclette. Les terres sont pourtant déjà toutes occupées. L'hectare de terre forestière n'y vaut presque rien (15 R$), mais la région sera prochainement atteinte par la poussée pionnière. On imagine aisément, à partir de l'évolution du prix de la terre dans les autres zones, la valorisation que s'apprêtent à connaître les terres de cette région.

Conclusion

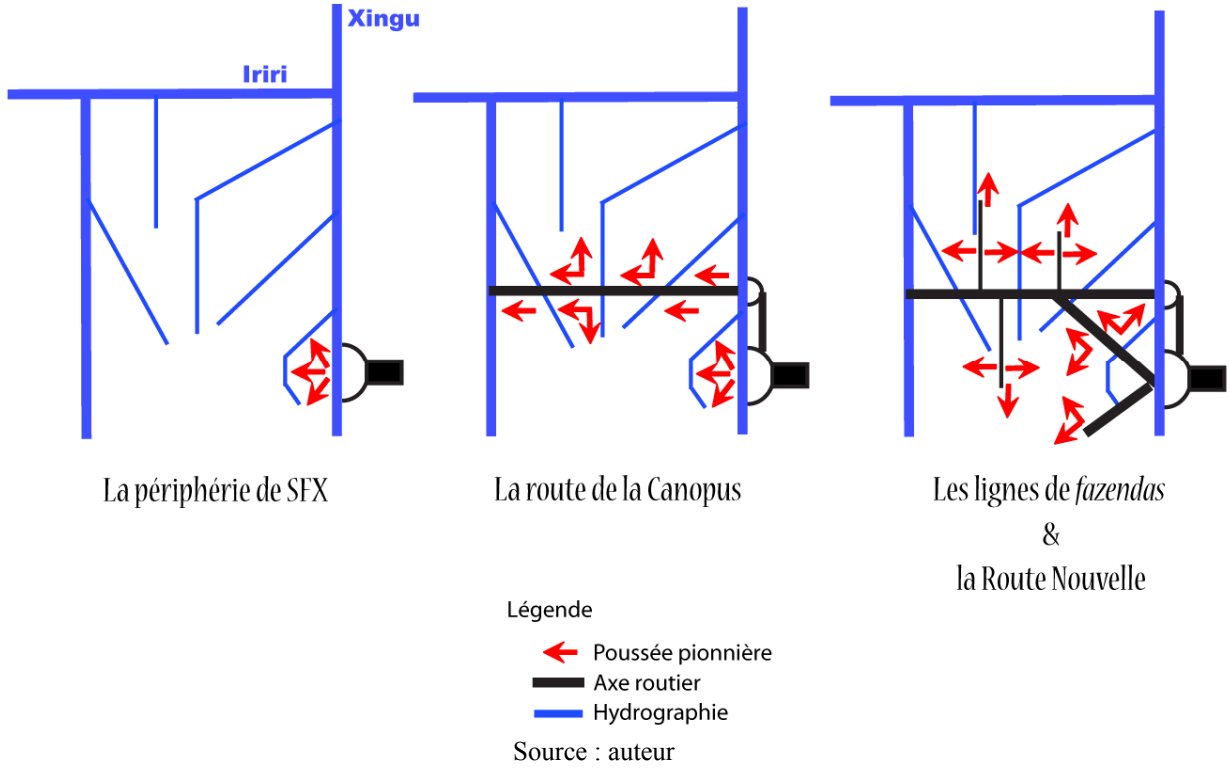
Contrairement à ce que les observateurs les plus avisés prévoyaient dans les années quatre-vingts, les dynamiques pionnières du Sud-Pará ne termineront pas leur course à leur arrivée sur la rive droite du Xingu. Le grand fleuve ne « fermera » pas la frontière pionnière, qui en quelques années seulement le franchira, s'ouvrant ainsi les portes de la manne de terres forestières situées entre le Xingu et le Iriri. La conquête pionnière de la Terra do Meio s'inscrit indéniablement dans le prolongement de l'intégration de l'Amazonie au reste du pays décidée et appuyée par les gouvernements brésiliens (en particulier militaires) entre la fin des années cinquante et le milieu des années quatre-vingts. L'avancée des pionniers dans la Terra do Meio et la structuration du territoire à laquelle celle-ci conduit peut s'interpréter comme un nouveau chapitre de l'avancée des routes en Amazonie. Sans doute pourrait-on parler d'une certaine inertie de la conquête pionnière amazonienne. En tout cas, la « Brasília-Terra do Meio » est déjà dépassée, sans doute faut-il parler de la « Brasília-Iriri ».

La conquête de la Terra do Meio représente sans aucun doute le nouvel épisode de l'avancée pionnière dans le Sud-Pará. Pourtant, quelques éléments semblent indiquer qu'une nouvelle histoire pionnière, une nouvelle construction territoriale, s'est jouée à l'ouest du Xingu. De quelle particularité s'agit-il ? Contrairement à ce que nous apprend la rétrospective géohistorique de l'avancée de la Brasília-Belém, de la PA-150 et de la PA-279, l'extension routière dans la Terra do Meio n'a pas donné lieu à l'ouverture d'une lutte généralisée pour la terre. L'arrivée des colons les plus riches et puissants n'a pas conduit à l'expulsion de leurs prédécesseurs peu ou pas capitalisés. Pourquoi cela ? La première réponse, presque instinctive, ferait référence à la taille considérable de la Terra do Meio (quasiment 8 millions d'hectares). Comme la ressource terre ne manque pas, le conflit pour son appropriation n'aurait pas lieu d'être. Cette affirmation, bien qu'exacte, ne contient d'après moi qu'un élément explicatif, laissant de côté l'aspect le plus important.

C'est en vérité leur accessibilité qui détermine directement la quantité plus ou moins grande de « terres libres » à occuper par les migrants. Cette observation conduit à une double remarque. D'abord, on ne pourra que relever le paradoxe des terres dites « libres » qui ne portent leur qualificatif que parce qu'elles sont en passe d'être occupées. Plus fondamentalement, on verra que le facteur accessibilité présente effectivement une particularité dans le cas de la Terra do Meio. Cette originalité de la conquête locale tient à la présence de la route de la Canopus. Elle influencera tant la forme que la vitesse de la conquête pionnière de la région. Grâce à elle, c'est toute la Terra do Meio qui s'ouvre à la convoitise pionnière.
La progression pionnière ne s'est pas faite d'une manière radiale depuis le point le plus proche de la PA-279 ou de la ville de SFX, c'est-à-dire à partir de la « périphérie de SFX », vers le cœur de la Terra do Meio. La Terra do Meio n'a pas été progressivement corrodée par ses marges, elle a été brutalement conquise depuis son cœur grâce à l'existence d'un axe routier qui la traverse d'est en ouest et qui démultiplie les terres accessibles, c'est-à-dire libres. Toute proportion gardée, la route de la Canopus a joué le rôle pour la Terra do Meio de la Transamazonienne pour l'Amazonie. Elle représente, reprenant les mots de P. Hamelin (1991) une véritable « charge explosive » placée en son centre, qui conduira à la faire explosée en « mille morceaux ». Le succès de la conquête pionnière et sa rapidité tiennent sans aucun doute à la présence de cette épine dorsale routière qui favorisera une conquête de l'intérieur, depuis l'intérieur. Cette « prise » de l'intérieur des terres sera renforcée par la liaison entre les deux pôles du « centre » de la Terra do Meio et l'extension des lignes de fazendas.

Comme l'illustre de manière synthétique la figure 51, l'axe routier de la Canopus a favorisé, en premier lieu, une pénétration d'est en ouest, sur presque toute la largeur de la Terra do Meio. D'axe directeur, elle est ensuite devenue axe porteur de puissants vecteurs de pastoralisation orthogonaux qui se sont enfoncés à grande vitesse vers le nord et le sud (les lignes de *fazendas*). En ce qui concerne la « périphérie de SFX », après une expansion radiale, on observe une restructuration de la poussée pionnière autour de l'ouverture des routes carrossables (route du Xadá et de la Santa Rosa) et de leur extension (ligne de *fazendas* da Cebolinha et Route Nouvelle).

Figure 51 – La construction de la Terra do Meio des routes



Source : auteur

La présence de la route de la Canopus est un facteur explicatif important de la réussite pionnière locale. Grâce à elle, les pionniers ont pu promptement se rendre maître d'une grande partie de l'espace forestier de la Terra do Meio. C'est en particulier le cas des éleveurs latifundiaires qui sont massivement entrés dans la région à partir de l'an 2000. Mais la présence de la route de la Canopus n'est pas le seul facteur de leur succès. Pour comprendre leur conquête accélérée du territoire, qui se traduit en particulier par l'accélération des déboisements locaux (cf. figure 5), il faut en revenir aux relations particulières qui lient entre eux et rapprochent les hommes de la frange pastorale. C'est à la compréhension de cette « organisation » pionnière que sera consacré le prochain chapitre.

CHAPITRE 3
Des acteurs au système de la pastoralisation

Introduction

Ce troisième chapitre sera entièrement consacré à la description et à l'analyse de la gestion effective de la forêt de la Terra do Meio telle qu'elle s'est mise en place depuis le début des années deux mille, période marquée par l'accélération fulgurante des surfaces défrichées (cf. figure 5). J'organiserai mon étude de la pastoralisation du territoire autour de quatre sections.

La première est une section introductive. Elle me permettra de présenter les grands traits du territoire de la pastoralisation, à l'échelle de la Terra do Meio. Après avoir décrit la géographie locale des déboisements et fait le lien avec les processus de colonisation abordés dans le chapitre précédent, j'aborderai une composante essentielle du « territoire » de la pastoralisation : ses acteurs. Adoptant pour parler d'eux et sur eux, la manière dont ils s'identifient eux-mêmes et entre eux, je distinguerai les trois types identitaires de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri : *colono*, *fazendeirinho* et *fazendeiro*. Après la vaine tentative de caractériser de façon substantive ces ethno-identités, qui me donnera néanmoins l'opportunité de présenter les principaux résultats des deux cent trente-sept questionnaires passés auprès des acteurs locaux, je conclurai que les trois identités locales sont inséparables du fonctionnement de l'organisation sociale locale. Les ethno-identités locales apparaissent ainsi comme produits et producteurs de l'organisation sociale de la frange pionnière du Xingu-Iriri. Mais, si les identités sont étroitement dépendantes les unes aux autres, dans et par l'avancée pionnière, il ne faut pas en conclure pour autant que tous les acteurs ont le même poids et la même responsabilité dans la conversion accélérée de l'espace forestier en espace fourrager. À partir de l'analyse des images satellites de l'INPE, j'identifierai les *fazendeiros* comme les responsables directs de plus de 70 % des défriches annuelles réalisées entre 2001 et 2005 dans la Terra do Meio. C'est donc sur ces acteurs clés de la gestion effective qu'il me faudra concentrer mon attention. Néanmoins, avant d'accompagner le détail de leurs pratiques, j'aborderai un dernier aspect introductif qui permettra de fixer la toile de fond des stratégies pionnières. Il s'agira de rendre le lecteur un plus familier de l'occupation des « terres libres » amazonienne. En effet, cette activité à la fois si spécifique des pionniers et si lointaine de nos propres us et coutumes, m'a semblé mériter quelques éclaircissements préalables, faute de quoi, la rationalité du comportement des *fazendeiros* risquerait d'échapper au lecteur.

La stratégie[95] au sens crozierien (cf. encadré 4) des *fazendeiros* de la Terra do Meio sera décrite, prenant les acteurs au mot, comme la « formation d'une *fazenda* ». Ainsi, la deuxième section du chapitre sera consacrée à l'analyse de chacun des ateliers nécessaires à la réussite de cette entreprise. Je distinguerai cinq étapes : acquérir une terre ; abattre, brûler et semer ; élever des bovins ; financer les investissements dans la *fazenda*; résister à la police environnementale. Voilà, de manière résumée, ce que signifie « former une *fazenda* dans la Terra do Meio ». Mais l'entreprise ne repose pas seulement sur les épaules du *fazendeiro*, loin s'en faut. À chaque étape, ce dernier devra compter sur le « bon comportement » de ses différents partenaires : collègues *fazendeiros*, travailleurs saisonniers, *colonos* ou *fazendeirinhos* de la Terra do Meio. À chaque fois, il s'engagera dans une négociation, dans un jeu qui le liera durablement et dynamiquement à ses partenaires/adversaires. Si les jeux sont déséquilibrés, chacun des participants y gagnent néanmoins : la formation d'une *fazenda* s'avère indéniablement une action collective et organisée. Je le démontrerai en décrivant soigneusement les jeux, leurs articulations ainsi que les formes de méta-régulation qui sous-tendent l'avancée de la pastoralisation de la Terra do Meio.

Mais, la frange pionnière pastorale ne gagne pas seulement du terrain dans l'intérieur de la Terra do Meio. Elle atteint également les bords des fleuves. Quel peut être le résultat de la rencontre entre les populations dites traditionnelles et les protagonistes de la frange pionnière pastorale ? Comme la plupart des observateurs l'ont dépeint, *fazendeiros* et *grileiros* n'hésiteront pas à combiner formes de violences physiques et symboliques, pour expulser les riverains et se rendre maître des terres qu'ils occupent. Ici, le jeu s'arrête puisque le riverain ne peut plus monnayer son « bon comportement ». Aucune négociation n'est permise. Mais, à partir de mes entretiens avec les riverains, j'ai également pu identifier d'autres cas de figure assez originaux. Il arrivera ainsi que le travail à la *fazenda*, la vente d'une partie de la terre, le guet réalisé pour le compte d'un *fazendeiro* ou d'un *grileiro* deviennent des activités valorisées par les *ribeirinhos* de la Terra do Meio. Ces nouvelles opportunités permettent en effet aux riverains de se dégager de la sujétion à laquelle le jeu de la dette avec le commerçant fluvial les contraints. Ainsi, non sans étonnement, on remarquera que l'avancée de la pastoralisation du territoire, dont se plaignent unanimement les riverains, pourra en pratique être soutenue par ceux qui prennent part aux jeux de la formation de la *fazenda*.

La dernière section de ce chapitre nous fera quitter les jeux de l'échelle locale pour nous inviter à une réflexion sectorielle, ou horizontale, sur la pastoralisation du territoire de la Terra do Meio. Décrire la Terra do Meio comme une « nouvelle frontière pionnière » d'Amazonie brésilienne présente bien des avantages. Cela permet de souligner qu'à présent les acteurs privés investissent leurs propres capitaux en quelques points, bien circonscrits, de la périphérie amazonienne. Mais, cette expression a aussi de lourds inconvénients. Elle fait courir le risque d'une certaine dérive localiste qui conduirait à oublier que l'avancée de la frange pionnière du Xingu-Iriri, c'est-à-dire la réussite étonnante du système d'action concret de la Terra do Meio, bénéficie aussi d'une filière d'appui multiscalaire très puissante. Pour décrire cette filière, je me déplacerai du niveau local au niveau national, en passant par le niveau régional de l'État du Pará. À chaque échelon, je suivrai et soulignerai le soutien dont bénéficient les acteurs de la frange pionnière pastorale. Ainsi, au niveau local (*município* de São Félix do Xingu), j'insisterai sur l'appui indéfectible apporté par les responsables de l'exécutif, eux-mêmes grands éleveurs, au cours de deux mandats successifs (1997-2000 et 2001-2004). À l'échelle de l'État du Pará, j'aborderai le laisser-faire actif entretenu par les

[95] Á chaque fois que j'emploierai, sauf exeception, les termes de « jeu » ou « stratégie », pour décrire le comportement des aceurs locaux, je sous-entenderai « au sens crozierien ». Je renvoie le lecteur à l'encadré 4 pour plus de détails sur la signification précise de ces termes.

dirigeants, visant à préserver les marges de manœuvre territoriales des pionniers de la région. Je présenterai également les aides fiscales accordées à l'élevage ou l'encadrement technique vétérinaire fourni aux éleveurs. Finalement, au niveau fédéral, je reviendrai sur l'appui technico-scientifique dont bénéficie l'élevage, sur les crédits subventionnés et les aides à l'exportation. À l'issu de cette lecture sectorielle des dynamiques locales, la question reste ouverte : la pastoralisation de la Terra do Meio se serait-elle imposée comme l'unique projet local de territoire sans sa puissante organisation verticale de soutien ?

A - Le territoire de la frange pionnière pastorale

Le « territoire » de la frange pionnière pastorale que je décrirai longuement dans ce chapitre consacré à la pastoralisation de la Terra do Meio, a été défini par R. Brunet, R. Ferras *et al.* (1992), comme l'espace approprié par des hommes avec le sentiment ou la conscience de son appropriation. Osant la comparaison, les auteurs précisent : « Le territoire est à l'espace ce que la conscience de classe est à la classe : quelque chose que l'on intègre comme partie de soi, et que l'on est donc prêt à défendre. » (: 480). Le territoire apparaît donc comme la projection sur un espace donné des structures spécifiques d'un groupe humain, qu'il renforce en retour.

1. La Terra do Meio vue du ciel

Avant de me plonger dans la complexité des dynamiques sociales qui accompagnent la pastoralisation de la Terra do Meio, je propose de commencer par prendre un peu de recul et d'y porter un regard distancié, depuis le ciel[96]. Puisque, comme je l'ai précisé dans le chapitre 1, près de 90 % des surfaces défrichées sont destinées aux usages pastoraux, l'avancée des déboisements et les formes qu'elle prend se révèlent des indicateurs fiables du processus de pastoralisation du territoire.

1.1. Les figures du déboisement

À partir de la figure 52, j'observerai que la grande majorité des déboisements de la Terra do Meio se concentrent dans sa moitié sud, et plus précisément dans son quart sud-est, faisant face à la ville de SFX. Deux zones présentent un degré de pastoralisation faible. L'une (n°1) est située à l'est du Iriri et l'autre (n°2) à l'extrême nord de la Terra do Meio.

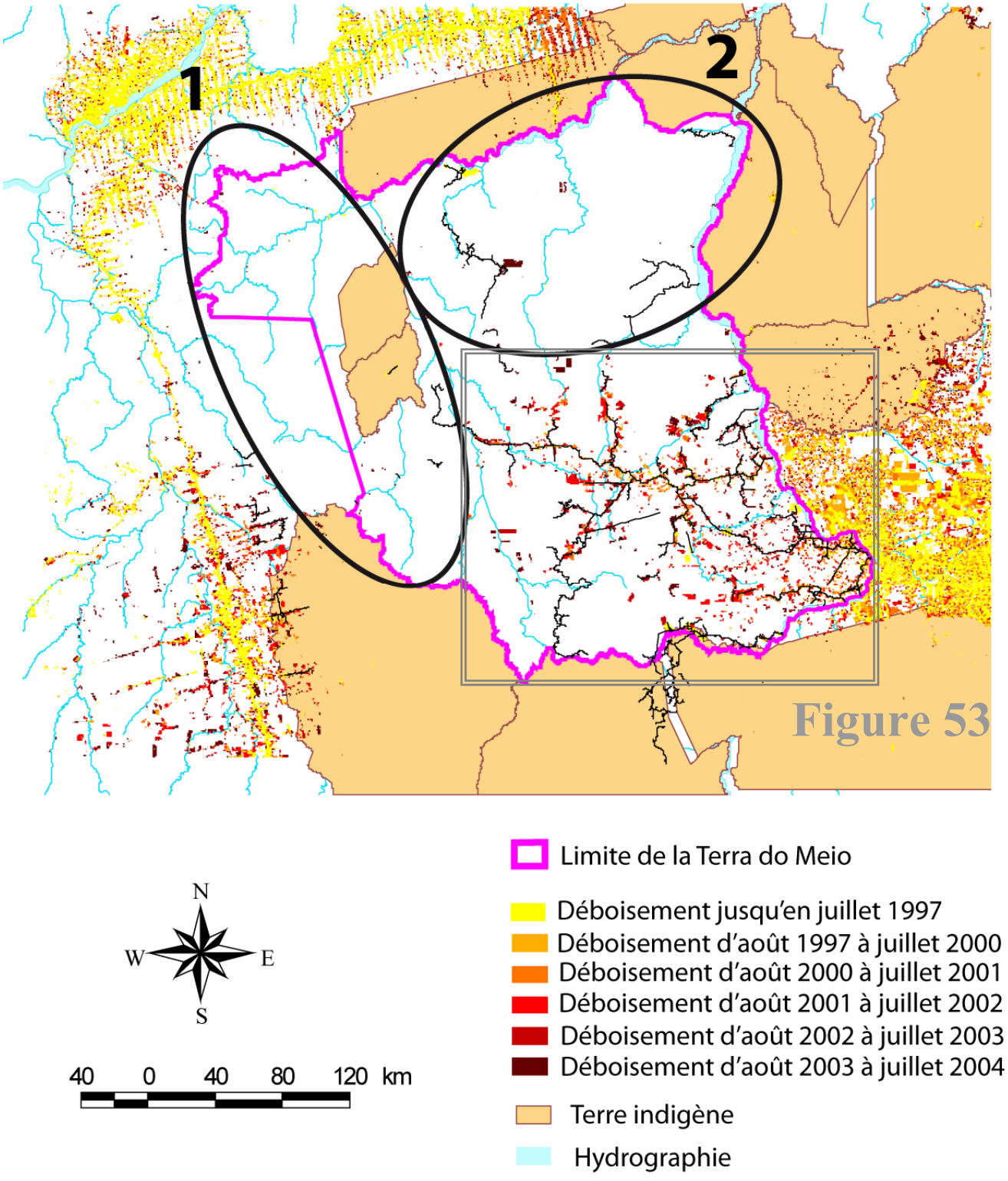
Si l'on se rapproche de la région sud-est (figure 53), plusieurs patrons de déboisement distincts apparaissent. Ils varient par leur taille, leur localisation et l'année de leur réalisation. Afin d'observer de plus près ces formes contrastées de pastoralisation du territoire, j'en propose deux vues rapprochées partageant la même échelle (figure 54 et figure 55).

La figure 54 nous est familière. Elle représente les dynamiques spatiales du cœur de la Terra do Meio. On y retrouve, d'abord, la route de la Canopus (entourée par l'ellipse), véritable colonne vertébrale de la colonisation du cœur de la Terra do Meio. En terme de déboisement annuel, elle présente sur ses bords des taches de taille réduite (souvent inférieures à la dizaine d'hectares) et relativement anciennes pour la région (antérieures à 1997). Ce patron est caractéristique de la « colonisation du bord de la route » décrite dans le chapitre précédent. Elle implique des acteurs peu ou pas capitalisés ayant entamé leur occupation dès le début des années quatre-vingt-dix. On retrouve également sur la figure 54 les lignes de *fazendas*, caractérisées par leur chapelet de grands polygones de déboisements annuels présentant des superficies de plusieurs centaines d'hectares (carré d'une dizaine de kilomètres de côté). Ces

[96] Cette vision satellitaire des dynamiques à l'œuvre dans la Terra do Meio résulte de l'analyse des images produites annuellement par l'INPE. Je renvoie le lecteur à l'encadré 3 pour ce qui concerne les limites inhérentes à ces données.

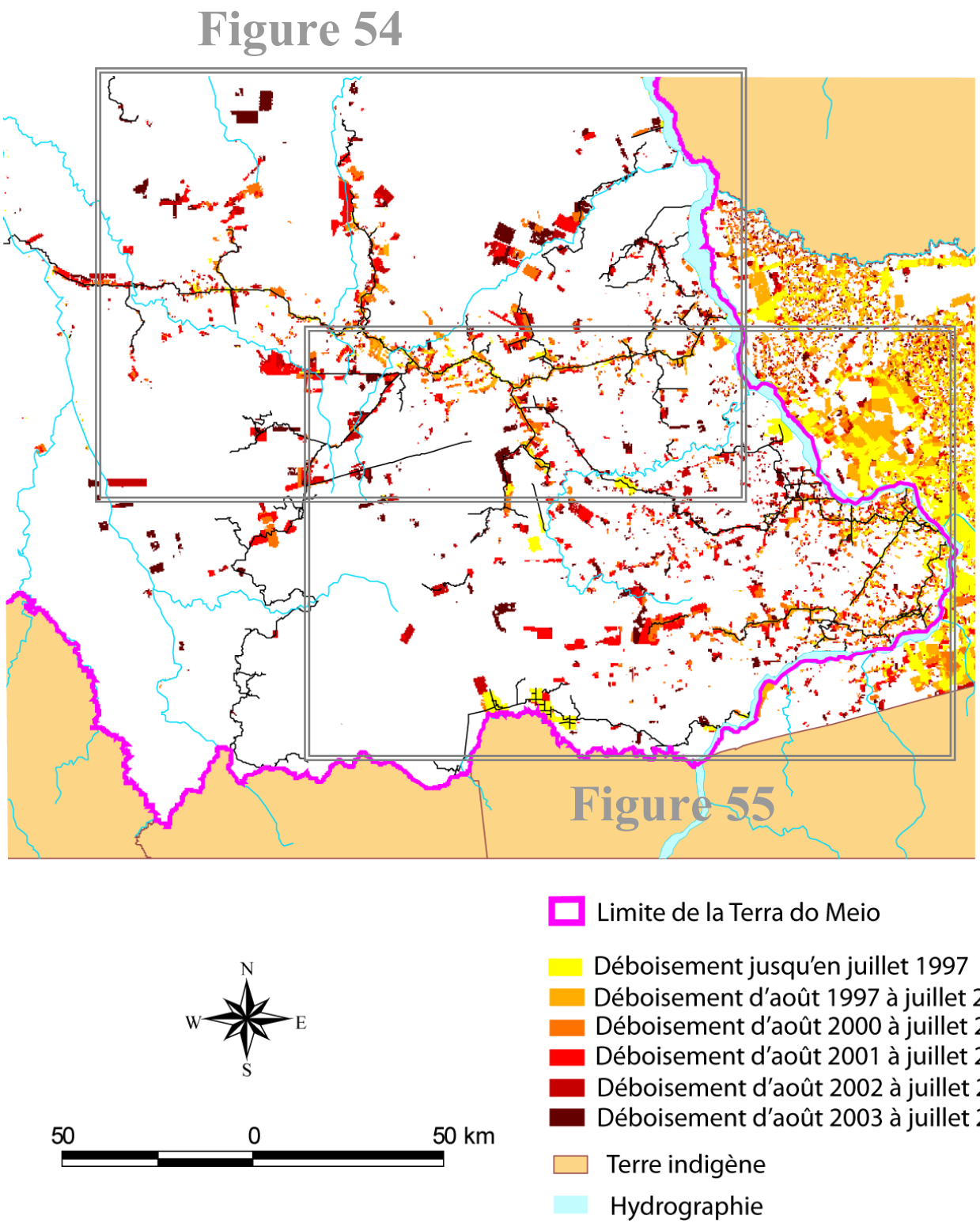
modèles paysagers, comme les qualifierait A. E. Laques (2003), témoignent de l'existence de puissants vecteurs de pastoralisation centrifuges, quittant la route de la Canopus en direction du nord et du sud. On observera avec intérêt que ces formes de déboisement sont apparues entre 2001 et 2004, c'est-à-dire bien après l'occupation des bords de la route de la Canopus.

Figure 52 – Les zones les moins défrichées de la Terra do Meio



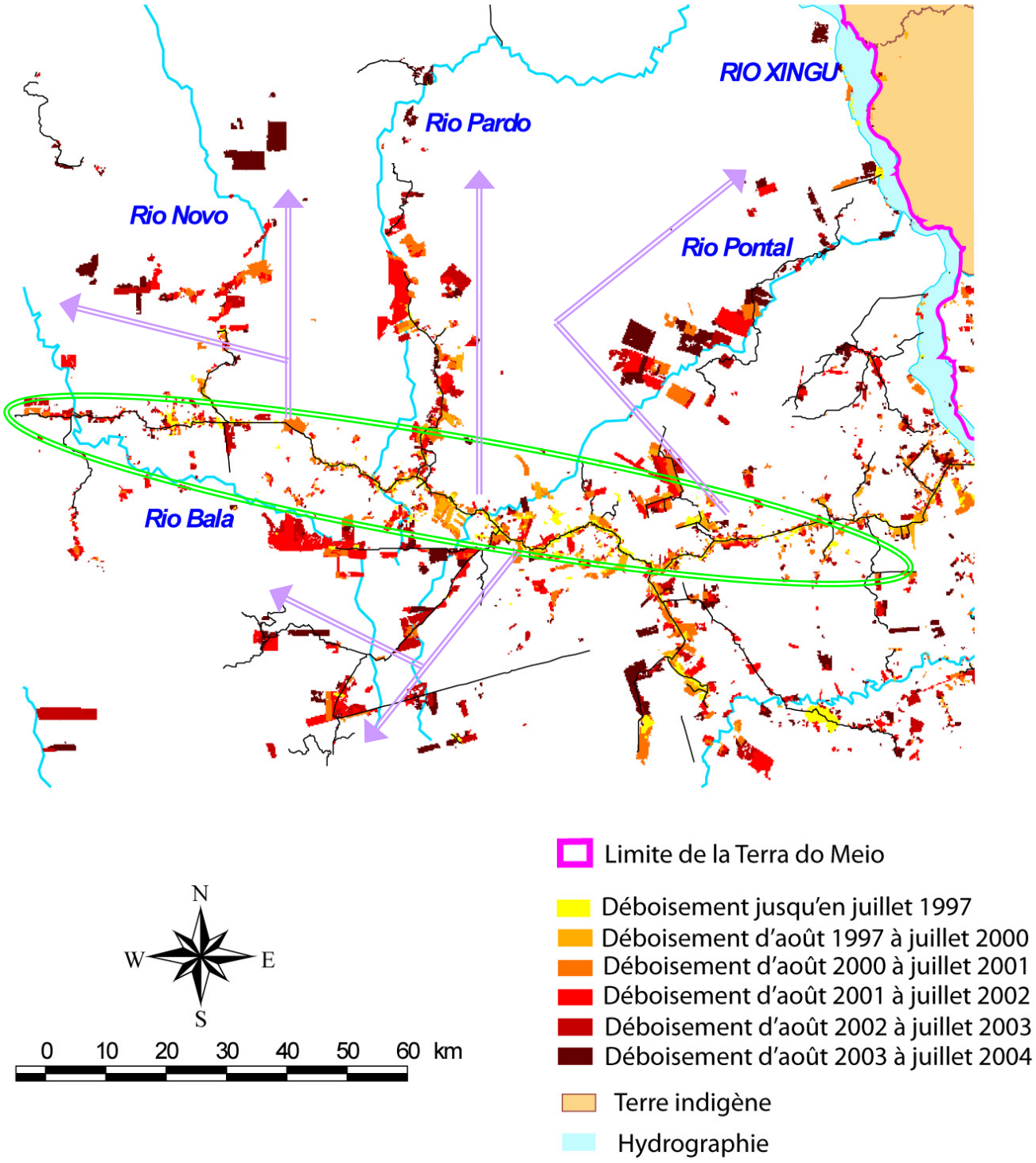
Source : auteur à partir des données INPE

Figure 53 – Déboisement au sud sud-est de la Terra do Meio



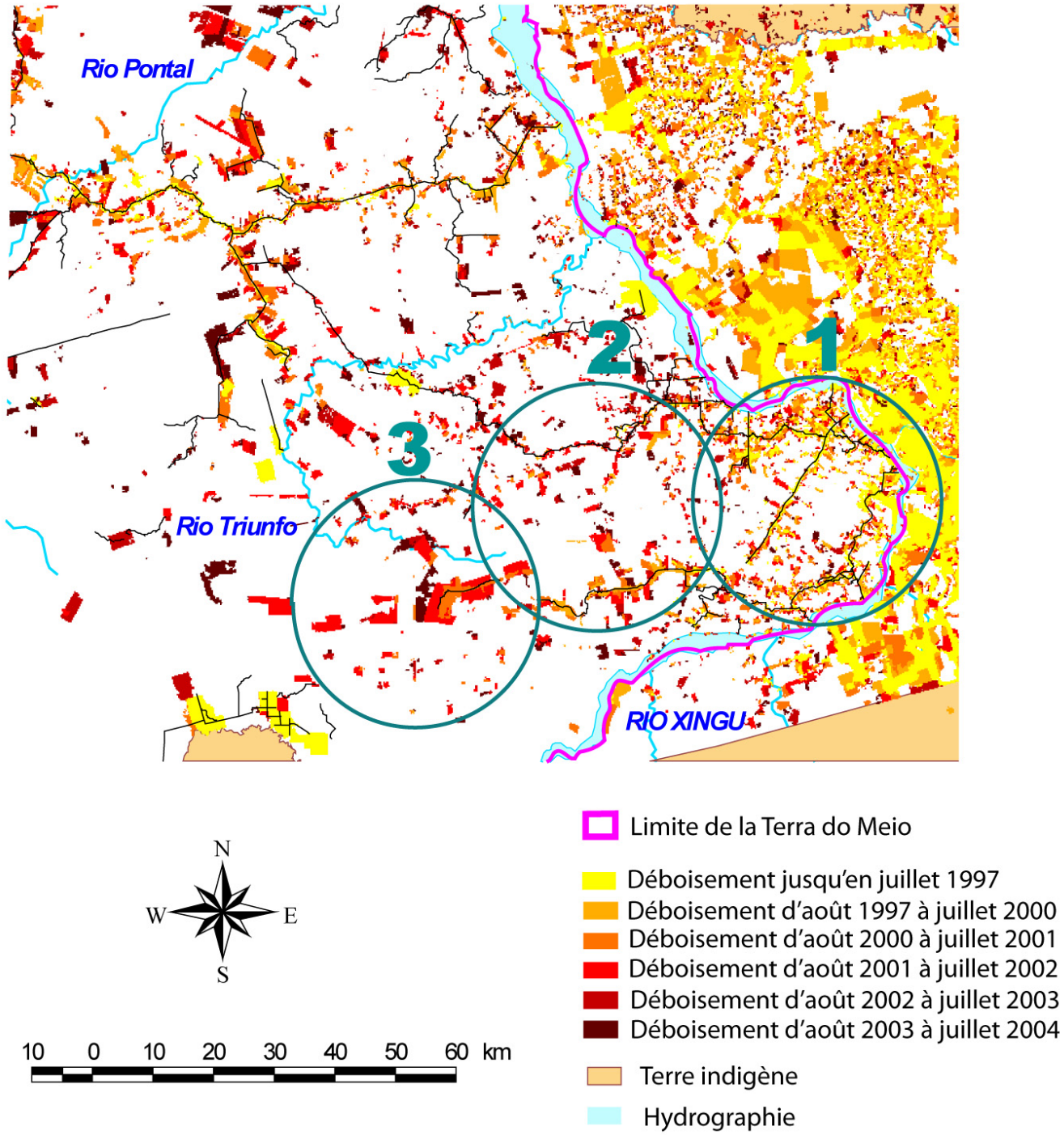
Source : auteur à partir des données INPE

Figure 54 – Les défriches annuelles du cœur de la Terra do Meio



Source : auteur à partir des données INPE

Figure 55 – Les défriches annuelles du sud-est de la Terra do Meio (périphérie de SFX)



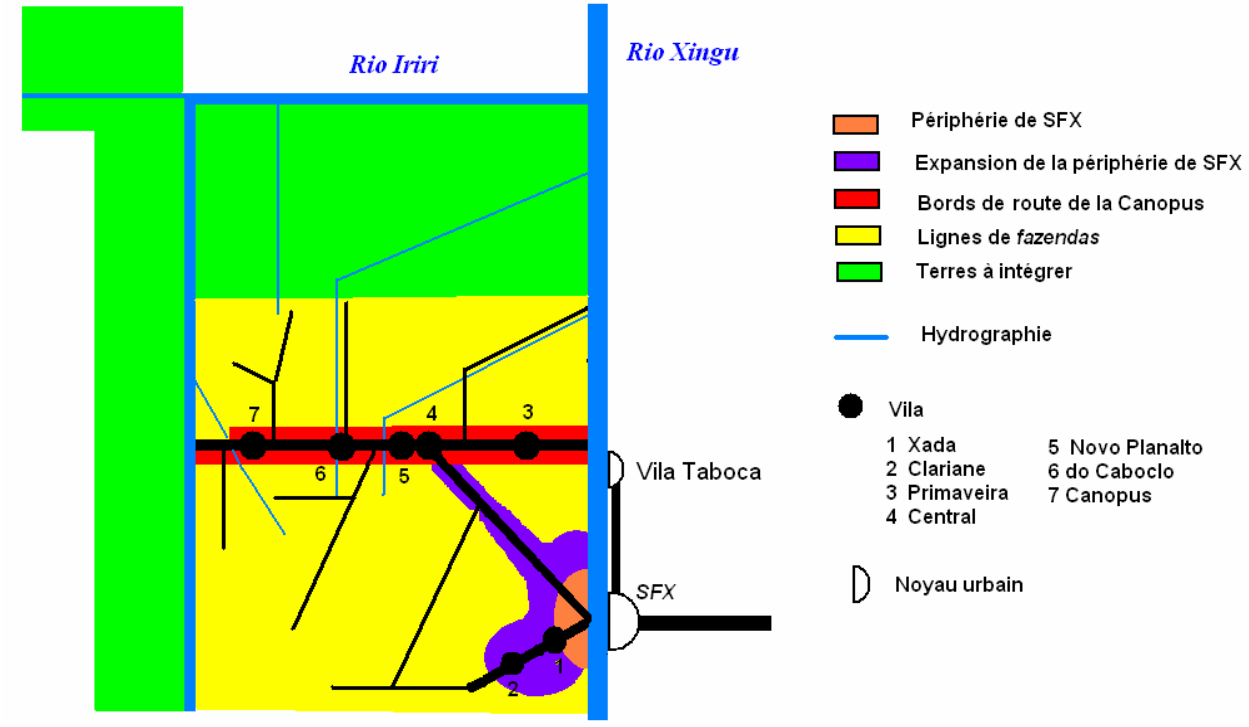
Source : auteur à partir des données INPE

La figure 55 permet, quant à elle, d'observer les conséquences en matière de pastoralisation et de déboisement, des dynamiques territoriales caractéristiques du sud-est de la Terra do Meio (région nommée périphérie de SFX dans le chapitre précédent). Au creux du méandre formé par le Xingu, on retrouve un premier patron de pastoralisation du territoire (cercle n°1) proche de celui de la route de la Canopus, c'est-à-dire ancien (pour la région) et marqué par des taches de petite taille. Ces défriches sont principalement situées le long des deux axes routiers ouverts au milieu des années quatre-vingt-dix (la route du Xadá vers le sud-ouest et la route de la Santa Rosa vers le nord-ouest). Le cercle n°2 met en évidence une forme de déboisement inédite. D'une part, les ouvertures annuelles sont de taille intermédiaire (entre 10 ha et 50 ha), c'est-à-dire inférieure aux polygones des lignes de *fazendas* mais supérieure aux taches de la périphérie de SFX et du bord de la route de la Canopus. D'autre part, ces ouvertures sont toutes postérieures à 2001. Elles traduisent les conséquences, en termes de colonisation, d'occupation de l'espace et de pastoralisation, de l'ouverture de la Route Nouvelle. On notera, pour finir, que de manière récente, la route du Xadá s'est prolongée vers l'ouest (cercle n°3), sous la forme d'une nouvelle ligne de *fazendas* (la ligne da Cebolinha) présentant un modèle de déboisement tout à fait similaire à celui observé dans les lignes de *fazendas* du cœur de la Terra do Meio.

1.2. Le zonage du territoire

À partir de ces observations, je propose un zonage schématique du territoire de la Terra do Meio en fonction des patrons de déboisement observés (figure 56).

Figure 56 – Zonage du territoire de la Terra do Meio à partir des patrons de déboisement



Source : auteur
N.B. : J'ai utilisé ces mêmes couleurs dans la figure 50 du chapitre précédent qui illustrait la dynamique progressive de la valorisation foncière de la Terra do Meio

Je désignerai les deux zones présentant le moins de défriches (cf. figure 52 comme les « terres à intégrer ». Pourquoi cela ? Comme l'illustre la figure du zonage territorial, elles sont situées à l'ouest du Iriri et dans la partie septentrionale de la Terra do Meio, c'est-à-dire dans les

régions encore hors d'atteintes des principales routes ou pistes. Comme le Xingu avant lui, l'Iriri représente une barrière naturelle à l'expansion des vecteurs de pression anthropique sur les écosystèmes forestiers. La région nord de la Terra do Meio ne doit sa protection qu'à son éloignement de l'axe routier de la Canopus. Mais ne nous y trompons pas, les terres de ces régions ne sont déjà plus « libres ». Chacune d'entre elles a déjà son ou ses occupants qui préparent activement l'implantation de pâturages dans le prolongement des lignes de *fazendas* existantes. C'est par ce mécanisme d'intégration progressif de nouvelles terres que le territoire de la pastoralisation gagne du terrain.

Le lecteur retrouvera encore dans le zonage, les régions dont je viens de caractériser les patrons de déboisements vus du ciel. Ce zonage, fondé sur les formes de défriches observées, est crucial pour l'analyse des dynamiques de pastoralisation de la Terra do Meio. Il me permettra notamment, dans la suite du document, d'identifier les principaux responsables de l'augmentation des surfaces défrichées dans la Terra do Meio. Pour cela, encore faut-il savoir de quels acteurs on parle.

2. Les acteurs de la pastoralisation

Plus d'un lecteur aura sans doute été surpris, voire agacé, de la manière parfois un peu approximative et maladroite, par laquelle j'ai désigné jusqu'à présent les protagonistes de la frange pionnière agropastorale. Alors que certaines identités se sont imposées comme des figures obligées de la frontière pionnière (*fazendeiro*, agriculteurs familiaux, petit agriculteur, etc.), je me suis tenu à l'emploi de termes assez génériques tels que « colons », « migrants » ou « pionniers » plus ou moins capitalisés. Pourquoi cela ?
M'empresser d'attribuer une identité aux acteurs de la frange pionnière m'est apparu dangereux. Reprendre, sans les questionner, les étiquettes courantes des frontières pionnières présentait le risque de me condamner à reproduire les observations et les schémas explicatifs courants, c'est-à-dire en définitive à poser le même regard qui a déjà été posé sur le cours des actions pionnières. Pour cette raison, j'ai préféré prendre mon temps.

Comme l'enseigne G. Dispaux (1984), le choix de types, identitaires notamment, est bien plus que l'évidente constatation des ressemblances et dissemblances existant entre les objets étudiés. Une typologie, ne l'oublions pas, répond à un ou des critères choisis par celui qui en est l'auteur, en fonction de son projet propre. Leur raison d'être est (au moins) double. Descriptive, elle permet à l'auteur de rendre plus familier le domaine qu'il analyse. Etiologique, elle répond au projet de « faire apparaître des relations insoupçonnées jusqu'à présent » (*ibid.*). Typifier, distinguer, identifier ou nommer ne sont pas des activités neutres. Dans ces conditions, la distinction entre les acteurs de la frontière agropastorale ne va pas de soi, puisqu'elle place au cœur de la description le projet même de celui qui la produit. Reprendre à la volée les types établis par d'autres, sans s'intéresser à leur projet et sans considérer les spécificités du mien peut conduire à la pire des cacophonies. Partant du principe que les classes employées renseignent autant sur les objets distingués que sur leur auteur, lesquelles dois-je utiliser ? Pour répondre à cette question il faut en revenir à ma problématique de recherche.

Mon travail de recherche vise, en ce qui concerne la gestion effective du territoire de la Terra do Meio, à saisir la rationalité propre des modes de gestion du territoire et des ressources naturelles suivis, de fait, par les acteurs. Il s'agit de reconstituer le socio-système qui permet d'expliquer les formes de gestion observées. Or, dans la sociologie des formes identitaires qu'il développe, C. Dubar (2005[2000]) nous invite à comprendre l'inséparabilité qui existe

entre la définition par les acteurs du contexte d'action et la définition qu'ils ont d'eux et des autres. Description de l'action et des identités sont étroitement liées :

> « En tant qu'acteur (considéré comme tel), chacun possède une certaine « définition de la situation » dans laquelle il est plongé. Cette définition inclus une manière de se définir soi même et de définir les autres. […] La première démarche du sociologue de terrain, est me semble-t-il, de recueillir, dans les meilleures conditions possibles, ces diverses « définitions de situation » qui sont des conditions de sa compréhension des règles de l'action située, telles qu'elles sont subjectivement définies par les acteurs » (Dubar, 2005[2000] : 11).

Ainsi, suivant le conseil donné par l'auteur et me refusant à réduire les acteurs sociaux à des « catégories » préétablies, il devient primordial pour saisir au mieux le système d'acteurs de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri de suivre la manière dont les acteurs s'identifient eux-mêmes et entre eux.

Quelles ethnodéfinitions d'acteurs de la frange pionnière pastorale de la Terra do Meio ont cours dans la frange pionnière pastorale de la Terra do Meio ? À mon sens, il en existe trois principales (telles que j'ai pu l'observer entre mai 2004 et novembre 2005) : « *colono* », « *fazendeirinho* » et « *fazendeiro* ». Ils deviennent respectivement, à la faveur de certains discours : « *pequeno* » (« petit »), « *medio* » (« moyen ») et « *grande* » (« grand »). Tous les acteurs, comme j'ai pu le vérifier, savent se classer ou mieux encore, pratiquent cette classification d'eux même et des autres au quotidien dans le mot et dans le geste. Mais qu'est-ce qu'un *fazendeiro* ? Qu'est-ce qui le différencie d'un *fazendeirinho* ? Et en quoi celui-ci est-il distinguable d'un *colono* ?

2.1. La recherche de définitions identitaires substantives

Je tenterai de répondre à ces questions en examinant, sous de nombreux aspects, l'échantillon de deux cent trente-quatre entretiens[97] réalisés auprès des acteurs de la frange pionnière du Xingu-Iriri. Cette recherche d'un critère objectif de typification, même si elle s'avèrera vaine, m'offrira l'opportunité de présenter l'échantillon des acteurs rencontrés et une partie des données produites par la passation des questionnaires. J'en déduirai trois « portraits-robots » présentant les principaux acteurs de la frontière pionnière.

Comme le rappellent J. Veiga, J. F. Tourrand *et al.* (2004), le niveau de production agricole, souvent relié à la taille de la parcelle occupée, a été l'un des critères les plus employés dans les typologies d'acteurs ruraux d'Amazonie Orientale. Permettrait-il de rendre compte des ethnodéfinitions identitaires ? Pour le vérifier, j'ai calculé à partir de mon échantillon, la taille moyenne des terres occupées pour chaque ethnogroupe, j'obtiens les résultats suivant : 234 ha pour les *colonos*, 1 192 ha pour les *fazendeirinhos* et 6 019 ha pour les *fazendeiros*. Une règle de classification simple semble émerger : on passerait de la moyenne d'une ethnoclasse à la suivante en multipliant *grosso modo* par un facteur 5. Mais, les choses se compliquent dès lors qu'on se penche sur la dispersion à l'intérieur de chacun des groupes (tableau 8). De manière assez surprenante, on s'aperçoit en effet que certains *colonos* occupent des terres plus grandes que certains *fazendeirinhos* ou certains *fazendeiros*. De même, certains *fazendeirinhos* ont des occupations plus étendues que certains *fazendeiros*. Comment expliquer ce phénomène ? La frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri en est encore au début de son cycle de vie (Coy *op. cit.*). Il y a peu de temps encore, la terre ne valait rien, ou presque. Certains *colonos* très peu

[97] Mon échantillon est constitué de cent vingt-huit *colonos*, trente-cinq *fazendeirinhos* et soixante-et-onze *fazendeiros*. Je renvoie le lecteur au chapitre 1 en ce qui concerne les informations relatives à la passation des questionnaires.

capitalisés, arrivés les premiers dans la région (il y a une quinzaine d'années), ont pu « couper » ou acheter de grandes occupations (notamment en bordure de la route Canopus) qu'ils ont conservées jusqu'à ce jour. Ainsi, nombre de mes interlocuteurs se plaisent à raconter comment « il y a peu de temps encore », des surfaces de plusieurs milliers d'hectares de forêt étaient troquées contre quelques semaines de travail, une bicyclette usagée, une motocyclette en panne, un réveil matin, une bouteille de *cachaça*, etc.
Si, en moyenne, un *fazendeiro* occupe une terre cinq fois supérieure à celle d'un *fazendeirinho* et vingt-cinq fois supérieure à celle d'un *colono*, en pratique, le critère « superficie occupée » ne peut fonder une discrimination objective absolue des trois types d'acteurs.

Tableau 8 – Ecart-types de la taille des occupations par groupe d'acteur

	Colonos	Fazendeirinhos	Fazendeiros
Superficie minimale de l'occupation (ha)	10	325	500
Superficie maximale de l'occupation (ha)	1050	6250	50000
Taille moyenne de l'occupation (ha)	234	1192	6019
Ecart-type de l'occupation (ha)	200	1029	8382

Source : auteur

Sur une frange pastorale aussi jeune que celle de la Terra do Meio, on peut imaginer que le critère de niveau de production devrait, plus sûrement, être relié à ce qui assure effectivement la production de chaque exploitation, à savoir la taille des surfaces fourragères. Les moyennes pour chaque ethnogroupe sont éloquentes : 66 ha pour celui des *colonos*, 253 ha pour les *fazendeirinhos* et 900 ha de pâturage pour les *fazendeiros*. Mais, l'analyse de l'échantillon me conduit à réitérer la remarque faite précédemment. Certains *fazendeiros* ou *fazendeirinhos* arrivés quelques mois seulement avant que je les rencontre n'ont implanté que quelques hectares de pâturages, alors que certains *colonos* présents dans la Terra do Meio depuis presque vingt ans ont déjà converti plusieurs dizaines d'hectares de forêts en prairies. Comme dans le cas de la variable « superficie occupée », la dispersion du critère « superficie fourragère » à l'intérieur des trois groupes est considérable : 73 ha pour les *colonos*, 206 ha pour les *fazendeirinhos* et 1 089 ha pour les *fazendeiros*. Un statisticien dirait de l'échantillon qu'il est très dispersé et que la moyenne n'est donc pas très représentative...

On peut encore choisir comme indicateur du niveau de production le rapport de la surface pâturable sur la surface totale occupée. Le résultat n'est guère concluant puisqu'on obtient un taux de 32 % pour les *colonos* et l'égalité parfaite entre *fazendeirinhos* et *fazendeiros* avec un aux de 25 %.

À cause des stratégies spéculatives fréquemment décrites en zone de frontière pionnière et du rôle important qu'y joue la surface forestière convertie en pâturages (Tourrand, Piketty *et al.* 2004 ; Piketty, Veiga *et al.* 2002), on peut légitimement penser que la présence ou non de bovins constitue un critère plus efficace pour discriminer les différents groupes d'acteurs. Il n'en est rien. Sur l'échantillon d'acteurs interrogés, 85 % des *colonos*, 86 % des *fazendeirinhos* et 87 % des *fazendeiros* élèvent des bovins sur la terre qu'ils occupent. Ces taux, très proches et excessivement élevés, offrent une image frappante de la place prise par l'élevage dans la région de la Terra do Meio. Elle est encore renforcée si l'on prête attention à l'occupation du sol par les différents groupes d'acteurs. J'ai pu calculer que 91 % de la surface défrichée et brûlée par les *colonos* est plantée de graminées fourragères. Ce taux atteint 96 % pour les *fazendeirinhos* et 100 % pour les *fazendeiros*.

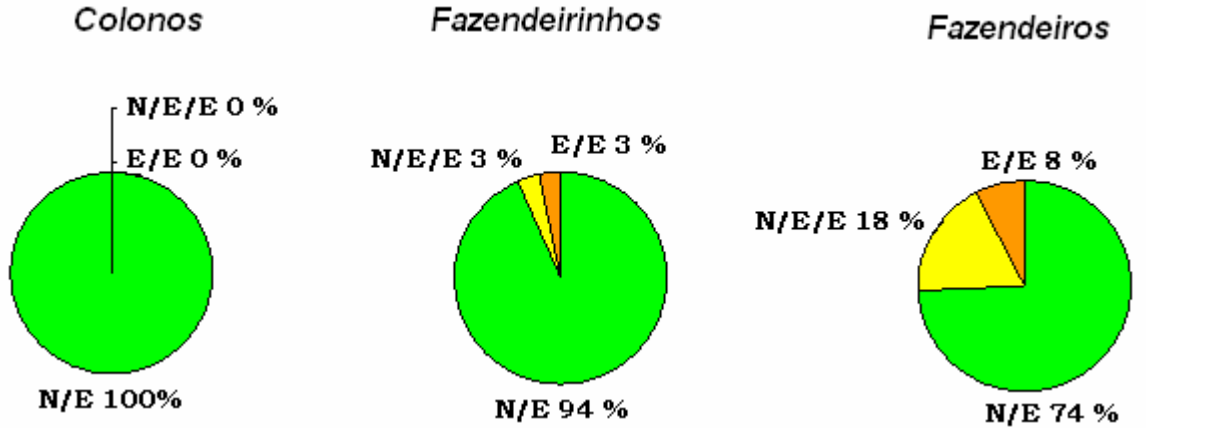
On pourrait encore imaginer que la taille du cheptel bovin, intimement reliée au niveau productif réel de l'exploitation, serait un critère fiable pour distinguer les protagonistes de la frange pionnière pastorale. Une nouvelle fois, le calcul des moyennes intra-ethnogroupes révèle des différences qui semblent tout à fait significatives. Les *colonos* ont en moyenne 85 bovins sur leur occupation, les *fazendeirinhos* en ont 386 et les *fazendeiros* 1 324. Sans surprise, les observations précédentes sur l'extrême dispersion de l'échantillon et le fait que des *colonos* possèdent un troupeau plus nombreux que certains *fazendeirinhos* (ou *fazendeiros*) se vérifient encore ici. J'en épargnerai les détails au lecteur.

L'importance moyenne des troupeaux individuels ne manque pas de surprendre. Alors que la littérature mentionne des cheptels de l'ordre de 20 à 50 têtes pour les agriculteurs familiaux (Veiga, Tourrand *et al*. *op. cit.* ; Veiga, Poccard-Chapuis *et al*. 2003 ; Poccard-Chapuis 2004), les *colonos* de la Terra do Meio semblent fort bien lotis. Cette différence s'explique notamment par l'importance prise dans la région par les modes de faire-valoir indirects de la ressource fourragère. Dans l'échantillon d'acteurs interviewés, 35 % (en moyenne) du cheptel présent sur les terres occupées par les *colonos* est la propriété d'un tiers. Contrairement à l'idée reçue, les *fazendeirinhos* et les *fazendeiros* profitent également de ces pratiques qui représentent 32 % du cheptel pour les premiers et 21 % pour les seconds. Je reviendrai sur la signification et les implications de ces pratiques (cf. section B-4.5 de ce chapitre).

Serait-il possible de différencier les acteurs de la frange pastorale en fonction de la charge bovine à l'hectare de pâturage ? Ici encore, si les moyennes sont contrastées 1,19 animal/ha pour les *colonos*, 1,39 animal/ha pour les *fazendeirinhos* et 1,57 animal/ha pour les *fazendeiros* la dispersion intra-groupe et le recouvrement intergroupe des minima et maxima empêchent d'en déduire une règle de classement infaillible.

Poursuivant ma recherche d'un critère objectif de typification, je me tourne à présent vers les caractéristiques du système d'élevage mis en œuvre. Comme je le présenterai de manière plus approfondie par la suite, ceux-ci sont au nombre de trois : naisseur (N), naisseur/éleveur/engraisseur (N/E/E) et éleveur/engraisseur (E/E). Le système de type naisseur vise la production de veaux sevrés (8-10 mois). Le système de type naisseur/éleveur/engraisseur a pour finalité la production de bœufs prêts à l'abattage (36 mois). Finalement, le système éleveur/engraisseur assure l'élevage et l'embouche de veaux achetés au sevrage. La figure 57 présente le résultat de l'application de cette typologie technique aux trois ethnogroupes.

Figure 57 – Les systèmes d'élevage adopté par les *colonos*, *fazendeirinhos* et *fazendeiros*



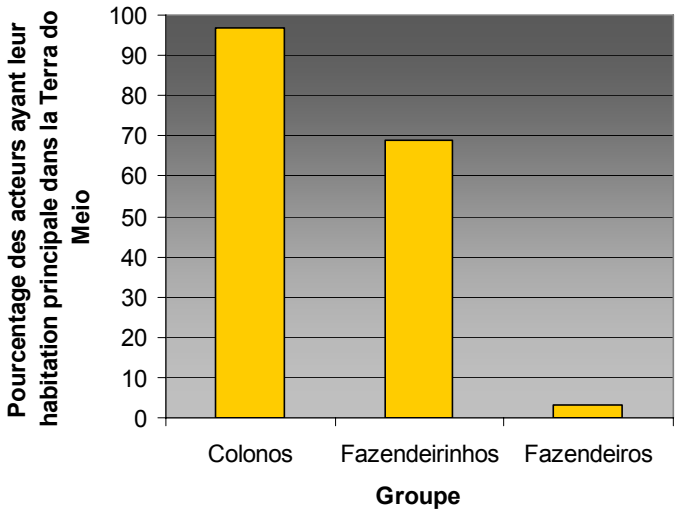
Source : auteur

En 2004-2005, le système d'élevage naisseur est, conformément à mon échantillon, le plus répandu dans la Terra do Meio. Il est adopté par 100 % des *colonos*, 94 % des *fazendeirinhos* et 74 % des *fazendeiros*. Il témoigne de pratiques généralisées d'élevage peu technicisées.

Les caractéristiques générales des exploitations ne permettent pas de classer sans équivoque chacun des acteurs dans l'un des groupes que tous mobilisent pourtant en permanence dans leurs actes et leurs discours. L'analyse des exploitations et des systèmes de production, aussi technique soit elle, échoue à fournir les éléments discriminateurs que je recherche. Peut-être aurai-je plus de chance avec l'étude des données socio-historiques ?

Le lieu de résidence principal du chef de famille semble, à première vue, un critère efficace pour discriminer les trois types d'acteurs. Si l'extrême majorité (cf. figure 58) des *fazendeiros* appartiennent au genre absentéiste, certains d'entre eux (moins de 5 %) habitent pourtant leur *fazenda* de la Terra do Meio. Inversement, si l'extrême majorité des *colonos* vivent sur leur occupation (plus de 95 %), une infime minorité habite à l'extérieur (dans l'une des *vilas* de la Terra do Meio ou dans le centre-ville de SFX). Même si la différence entre groupe apparaît flagrante, le critère ne permet donc pas de distinguer absolument les acteurs.

Figure 58 – Part des ethnogroupes dont le chef de famille a pour résidence principale son occupation de la Terra do Meio

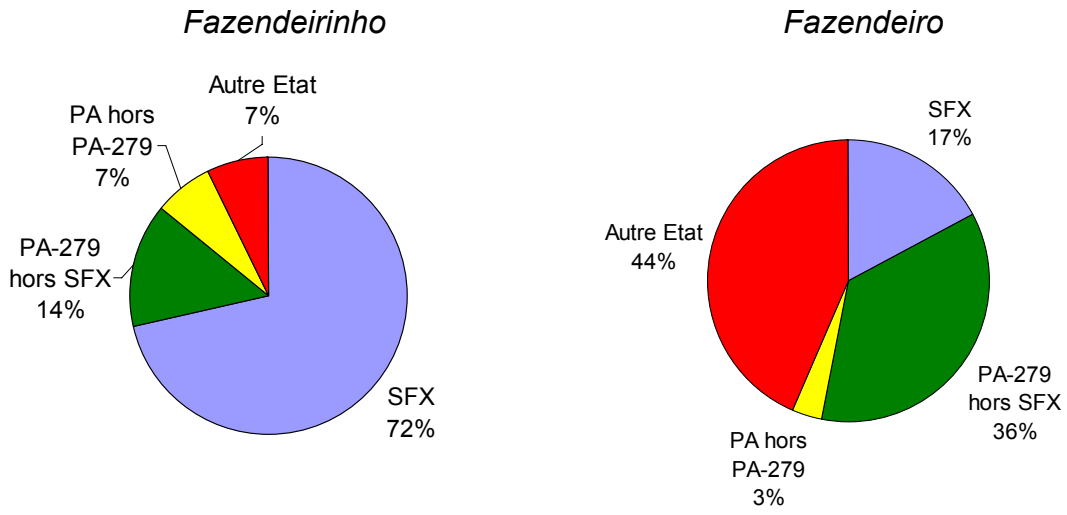


Source : auteur

La figure 59 détaille la localisation des résidences principales situées hors de la Terra do Meio pour les *fazendeiros* et *fazendeirinhos.* Alors que 72 % des *fazendeirinhos* qui n'ont pas pour résidence principale leur occupation de la Terra do Meio vivent à SFX, seuls 17 % des *fazendeiros* sont dans ce cas. Ceux-ci ont majoritairement comme lieu de résidence un autre État que le Pará (44 %) ou une ville de la PA-279 (36 %) qu'il s'agisse de Tucumã, Ourilândia do Norte, Agua Azul do Norte ou Xinguara.

Le constat du caractère fréquemment absentéiste des *fazendeiros* de la Terra do Meio me conduit à considérer un nouvel aspect : la possession ou l'occupation par les acteurs interrogés d'une terre située en dehors de la Terra do Meio. Les *fazendeiros,* dont plus de la moitié occupent ou possèdent au moins une deuxième terre en dehors de la Terra do Meio, se distinguent nettement des deux autres groupes, sans toutefois que l'on puisse en déduire une règle absolue qui ferait de tout multioccupant ou multipropriétaire un *fazendeiro* (figure 60).

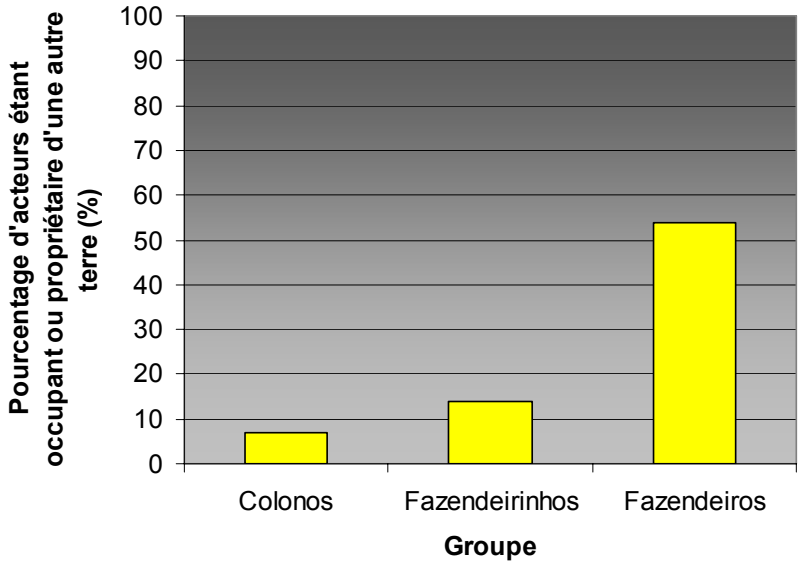
Figure 59 – Localisation des résidences principales des *fazendeirinhos* et *fazendeiros* situées hors de la Terre do Meio



Source : auteur

N.B. : « Autre État » désigne la proportion des occupants de la Terra do Meio dont la résidence principale, située hors de la Terra do Meio, est localisée dans un autre État que le Pará. Pour ceux dont la résidence est dans le Pará, j'ai distingué trois classes : résidence dans le *município* de SFX (« SFX »), résidence située le long de la PA-279 mais qui n'est pas à SFX (« PA-279 hors SFX ») et résidence non localisée le long de la PA-279 (« PA hors PA-279 »)

Figure 60 – Proportions des acteurs occupant ou étant propriétaire d'une autre terre

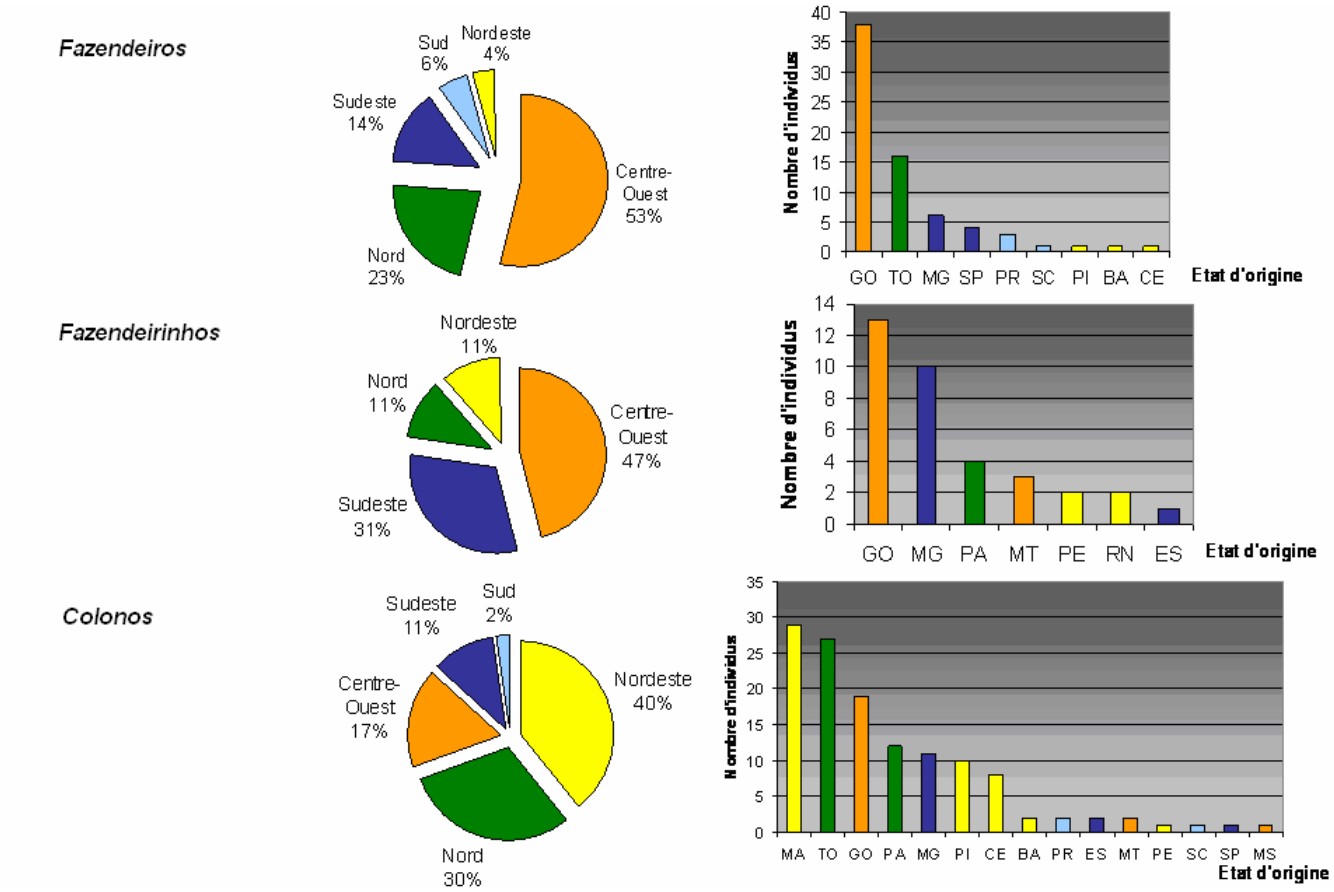


Source : auteur

Un autre critère socio-historique fréquemment mobilisé dans l'étude des régions pionnières est la provenance des migrants. La région et l'État d'origine des acteurs rencontrés, en fonction des ethnogroupes, sont détaillés dans la figure 61. La figure 62 en propose une mise en forme synthétique. Sans succomber à l'écueil de la caricature grossière et stérilisante, des profils assez distincts peuvent être dégagés. La Terra do Meio semble ainsi conforter l'observation souvent faite (Droulers 2003[1995]) ; Théry 2005[1985]) de l'émigration saltatoire progressive des grands éleveurs depuis les régions du sud vers celles le nord du

pays. Les *fazendeiros* de la Terra do Meio sont en effet originaires pour 53 % d'entre eux de la région du Centre-Ouest et les *fazendeirinhos* à 48 %. Étonnamment, plus de 20 % des *fazendeiros* sont nés dans la région Nord.

Figure 61 – Régions et Etats d'origine des migrants de la Terra do Meio en fonction des ethnogroupes identitaires (forme détaillée)



Source : auteur

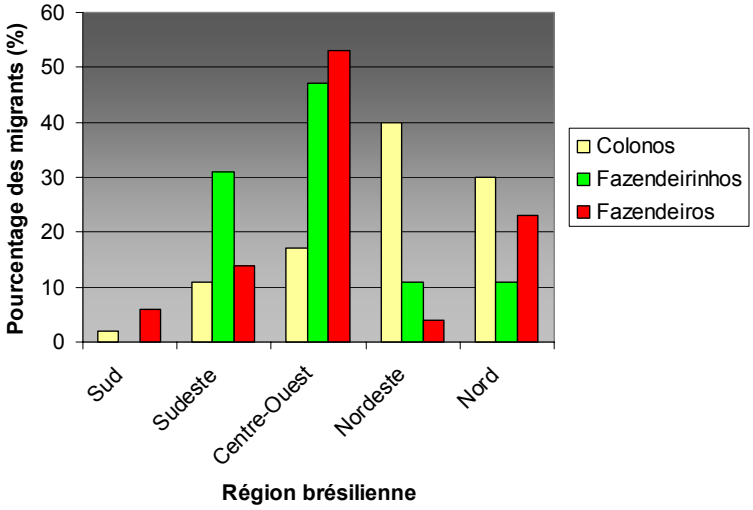
N.B. : 1- je garderai l'orthographe brésilienne pour les régions du Nordeste et Sudeste.
2- Conformément à l'usage brésilien, les abréviations des noms d'États sont les suivantes : MA-Maranhão,TO-Tocantins, GO-Goiás, MG-Minas Gerais, PI-Piauí, CE-Ceara, BA-Bahia, PR-Paraná, ES-Espírito Santo, MT-Mato Grosso, PE-Pernanbouco, SC-Santa Catarina, SP-São Paulo et MS-Mato Grosso do Sul

Le détail des États d'origines permet d'éclairer ce résultat surprenant. On découvre en effet que l'ensemble des *fazendeiros* nés dans la région Nord proviennent d'un seul et même État : le Tocantins. Ce résultat conforte l'analyse spatio-historique proposée par H. Théry (2005[1985]) et la régionalisation du Brésil qu'il en déduit. Le Tocantins (dernier né des États brésiliens) a été créé en 1988 par division de l'ancien État du Goiás, entérinant ainsi la séparation entre une région pionnière déjà consolidée (devenant le Goiás actuel) et une région pionnière toujours en mouvement (devenant le Tocantins). Quinze ans plus tard, le sud du Tocantins appartient déjà aux régions consolidées ou en cours de consolidation que l'auteur rassemble sous l'appellation de « marches ». Ces régions, déjà conquises depuis quelques décennies, qui hier encore voyaient affluer les migrants, sont désormais des zones de départs vers les nouvelles frontières pionnières contemporaines, telles que le sud du Pará. De manière tout à fait révélatrice, on relèvera que 76 % des *fazendeiros* de la Terra do Meio interrogés sont natifs du Goiás ou du Tocantins.

Sans surprise, les *colonos* sont originaires pour 40 % d'entre eux du Nordeste (j'adopterai l'écriture brésilienne) et en particulier du Maranhão, État d'origine de 58 % des nordestins de mon échantillon. Le Tocantins se révèle également un pourvoyeur important des *colonos* de la Terra do Meio (renforçant le constat fait précédemment). Ensemble, les Etats du Maranhão et du Tocantins, représentent près de 60 % des terres natales des *colonos* interrogés.
Les *fazendeirinhos* quant à eux viennent pour moitié (47 %) du Centre-Ouest. Un contingent d'homme important (31 %) est originaire de la région du Sudeste (je garderai encore l'écriture brésilienne), en particulier du Minas Gerais.
S'il me fallait dégager trois stéréotypes des acteurs de la frange pionnière du Xingu-Iriri, je parlerais du *fazendeiro goianese*, du *fazendeirinho goianese* ou *mineiro* et du *colono maranhense*.

A partir des migrations, un autre critère de classification peut être imaginé, il s'agit du nombre de migrations réalisées par les acteurs interrogés. Cette analyse nous permet de distinguer des profils assez distincts puisque les *colonos* ont effectué en moyenne 3,8 migrations (écart-type de 1,5), les *fazendeirinhos* 3,4 (écart-type de 1,2) et les *fazendeiros* 2,0 (écart-type de 1,3). Ainsi, les *colonos* que l'on retrouve aujourd'hui dans la Terra do Meio ont connu presque deux fois plus d'épisodes migratoires que les *fazendeiros*. Ce résultat peut en particulier être rapproché des recherches qui identifient l'« échappement territorial » comme une stratégie de capitalisation et d'ascension sociale (Thiele 1991) : par des déplacements successifs dans leur lot d'abord, puis vers d'autres zones encore boisées, les acteurs parviendraient à assurer la reproduction du système de culture (de manière évidemment non durable). A partir de cette théorie, on comprend que les acteurs les moins capitalisés devraient être les plus tentés par la répétition d'épisodes migratoires. Comme précédemment, il me faudra remarquer que plusieurs *fazendeiros,* ayant totalisé entre quatre et six migrations, ont bien plus migré au cours de leur vie que certains *colonos* qui ne se sont déplacés qu'une ou deux fois. Impossible donc de conserver le nombre de migrations comme un critère discriminant pour l'analyse des identités de la frange pionnière.

Figure 62 – Régions d'origine des migrants de la Terra do Meio en fonction des ethnogroupes (forme résumée)

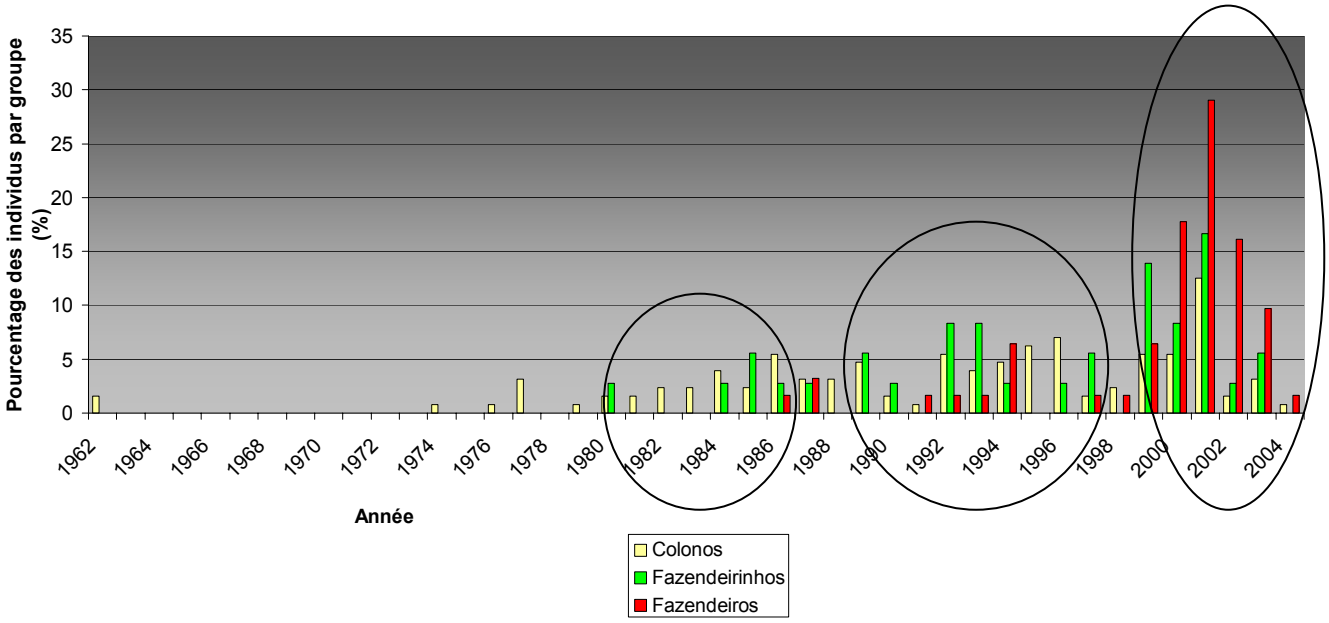


Source : auteur

La date d'arrivée sur la frontière pionnière est fréquemment identifiée comme un marqueur efficace de chaque groupe d'acteurs. La figure 63 représente la date d'arrivée dans leur

occupation actuelle des migrants de la Terra do Meio interrogés. Sans qu'il soit possible d'en tirer un critère infaillible, puisque certains *fazendeiros* se sont installés avant les derniers venus des *colonos*, il est pourtant possible d'observer une tendance séquentielle bien connue : les *colonos* s'installeraient les premiers, avant d'être rejoints par ceux qui aujourd'hui sont décrits comme des *fazendeirinhos*, eux même suivis par les *fazendeiros*. La figure[98] nous permet également de saisir les trois pics migratoires de la région de la Terra do Meio. Le premier apparaît entre 1981 et 1987. Il traduit l'arrivée de la PA-279 jusqu'à São Félix do Xingu, que l'on mesure également dans la stratégie de migration anticipée suivie par certains. Les premiers migrants traversant le Xingu s'installent dans la périphérie du noyau urbain en pleine expansion (région du sud-est de la Terra do Meio que j'ai désigné périphérie de SFX). Le deuxième pic s'étend de 1989 à 1997. Il s'agit essentiellement de la colonisation du bord de la route de la Canopus, faisant suite aux encouragements politiques et à l'invasion de la Taboca (cf. chapitre 2). Le dernier pic migratoire s'observe entre 2001 et 2003. Si les deux premières vagues sont composées de *colonos* et *fazendeirinhos* (la première plutôt dominée par les *colonos* et la seconde plutôt par les *fazendeirinhos*), la troisième est sans ambiguïté celle des *fazendeiros*.

Figure 63 – L'année d'arrivée des migrants en fonction de leur groupe identitaire



Source : auteur

L'analyse de la figure 63 présente deux biais assez évidents. Le premier tient à ce que seuls les individus présents dans la Terra do Meio entre 2004 et 2005 seront pris en compte. Les migrants de la première heure qui se sont découragés après plusieurs semaines, mois ou années passées dans la région et l'ont quitté, n'apparaissent pas dans la graphique. Ensuite, on observera que mon choix de typologie des acteurs s'intéresse d'avantage à la situation actuelle qu'à l'évolution des identités dans le temps, c'est-à-dire aux trajectoires individuelles ou familiales. On peut aisément imaginer qu'un individu, aujourd'hui connu de tous comme *fazendeirinho*, soit arrivé une dizaine d'années plus tôt et qu'en ce temps là il ait été désigné comme *colono*. Mais, l'identité du *colono* d'hier est-elle bien celle d'aujourd'hui ? Y aurait-il des *fazendeirinhos* si les *fazendeiros* n'étaient pas entrés dans la région à partir du début des années deux mille ? Toutes ces questions sont épineuses. Elles me conduisent à préciser que

[98] J'ai placé en ordonnée le pourcentage par groupe et non le nombre absolu d'individus, afin de permettre une comparaison entre groupes dont l'échantillonnage est très variable.

mon analyse des identités de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri est essentiellement synchronique. Elle est principalement tournée vers les dynamiques récentes, celles qui se sont développées depuis l'arrivée des *fazendeiros* dans la région (ce choix sera justifié dans la section 2.3 consacrée à l'attribution de la responsabilité environnementale).

2.2. Du centre aux frontières des identités collectives

L'analyse fouillée de l'échantillon d'individus enquêtés à laquelle je viens de me livrer débouche sur un double constat. D'un côté, trois portraits-robots, ou profils types d'acteur peuvent être dégagés d'une étude substantive des groupes identitaires de la frange pionnière du Xingu-Iriri. Je les reprends dans le tableau 9.

Tableau 9 – Portrait-robot des occupants de terre dans la Terra do Meio

		Colono	*Fazendeirinho*	*Fazendeiro*
Surface moyenne de la terre occupée (ha)		234	1 192	6 019
Surface moyenne pâturable (ha)		66	253	900
Présence de l'élevage bovin (%)		85	86	87
Part de la surface défrichée plantée de graminées fourragères (%)		91	96	100
Taille du cheptel (nombre de têtes)		85	386	1324
Part du cheptel en faire-valoir indirect (%)		35	32	21
Charge animale moyenne (animal/ha)		1,19	1,39	1,57
Système d'élevage (% du nombre total d'exploitations)	**Naisseur**	100	94	74
	Naisseur/Eleveur/Engraisseur	0	3	18
	Eleveur/Engraisseur	0	3	8
Part des chefs de famille ayant pour résidence principale l'occupation de la Terra do Meio (%)		98	69	2
Part des acteurs occupant ou étant propriétaire d'une autre terre (%)		8	12	52
Deux premières régions d'origine		Nordeste & Nord	Centre-Ouest & Sudeste	Centre-Ouest & Nord
Ordre d'arrivée		1°	2°	3°

Source : auteur

Mais de l'autre, les identités distinguées par les acteurs eux-mêmes échappent à cette approche. Aucun critère, ni même leur combinaison, ne parvient à discriminer de manière certaine les individus selon les trois ethnogroupes utilisés dans la pratique par les acteurs de la frange pionnière pastorale. Les questions d'apparence triviale telles que « qu'est-ce qu'un *fazendeiro* ? un *fazendeirinho* ? ou un *colono* ? » deviennent de véritables apories dès lors qu'on en cherche une réponse substantive. Les groupes identitaires par lesquels les protagonistes de la frange pionnière se racontent, s'entre-définissent, se décrivent ou se critiquent, s'évanouissent dès l'instant qu'on tente de les approcher par des critères substantifs. Sous cet angle, la recherche de la « *colono*-itude », de la « *fazendeirinho*-itude » ou « *fazendeiro*-itude » semble vouée à l'échec. Les identités de groupe ne sont ni homogènes ni discrètes. Dans ces conditions, c'est peine perdue que de s'évertuer à trouver l'attribut, ou la liste d'attributs, que tous les acteurs d'un type partageraient et qui les distingueraient d'un autre. Ces conclusions sur les identités collectives ne sont pas nouvelles. Elles fondent la théorie de l'ethnicité élaborée il y a quarante ans par F. Barth (1969). C'est en revenant à cette dernière que je parviendrai à rendre compte des phénomènes identitaires de la frange pionnière pastorale de la Terra do Meio.

2.2.1. Des identités à l'organisation pionnière

Bien que *fazendeiros*, *fazendeirinhos* et *colonos* ne forment pas à proprement parler des ethnies distinctes (les membres de ces groupes ne se réclament pas d'un ancêtre commun), la théorie de l'ethnicité imaginée par F. Barth (1969) leur est, malgré tout, aisément applicable en raison de la généralité des concepts d'organisation et d'interaction qui la fonde. Plusieurs plans de cette théorie s'avèrent extrêmement éclairants pour la situation rencontrée dans la Terra do Meio.

L'auteur insiste d'abord sur le fait que les groupes ethniques ne doivent leur existence qu'à une série de contrastes par lesquels ils se démarquent les uns des autres. Ces contrastes surviennent lors d'échanges répétés et sont entretenus par les groupes. L'identité collective est par nature processuelle et intimement liée au contact, à l'échange, aux interactions existant entre les groupes. Chaque identité entretient avec son entourage des rapports étroits d'interdépendance qui sont la condition même de son existence. La relation à l'Autre occupe le cœur des phénomènes identitaires. Dans ces conditions, rendre compte des identités collectives, c'est renoncer à la constitution de listes d'attributs censés les définir, pour s'intéresser aux relations intergroupes qui seules permettent leur émergence et leur maintien dans le temps.

Pour F. Barth (1969), les traits dont l'enquêteur doit tenir compte ne sont pas « *la somme des différences « objectives » mais seulement ceux que les acteurs eux-mêmes considèrent comme significatifs* ». Mais encore faut-il au chercheur ne pas prendre les mots pour les choses. Pour cela, il lui faudra inclure systématiquement dans son analyse le processus de désignation et d'attribution des identités. Car les catégories identitaires ne sont pas auto-explicatives, bien au contraire elles doivent faire l'objet d'une explication. L'identité apparaît comme un processus organisationnel, fruit du travail des groupes. Les groupes identitaires sont avant tout des formes d'organisation sociale, comme l'expliquent Poutignat et Streiff-Fenart (1995) :

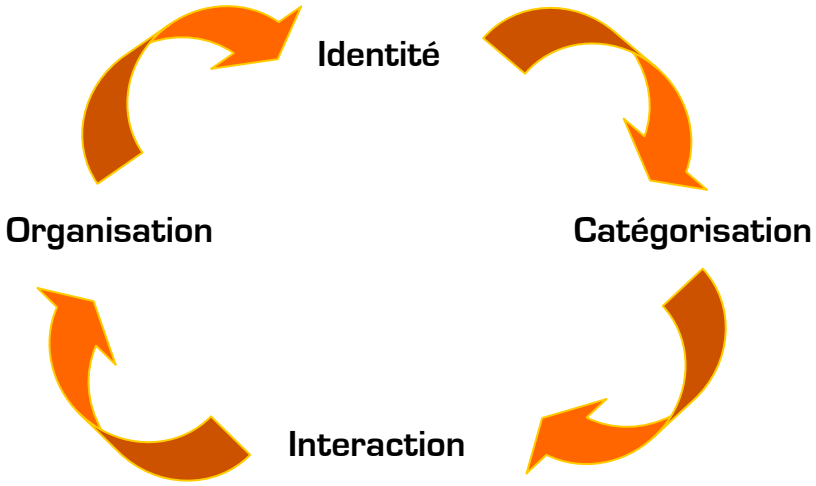
> « Tout d'abord, nous accorderons une importance fondamentale au fait que les groupes ethniques sont des catégories d'attribution et d'identification opérées par les acteurs eux-mêmes et ont donc la caractéristique d'organiser les interactions entre les individus. […]
> Dans la mesure où les acteurs utilisent des identités ethniques pour se catégoriser eux-mêmes et catégoriser les autres dans des buts d'interaction, ils forment des groupes ethniques en ce sens organisationnels » (: 205 – 211).

Ces quelques lignes sont centrales pour ma démonstration puisqu'elles établissent explicitement le lien de continuité et la circularité existant entre identité, pratiques de catégorisation, interaction et organisation (figure 64). La manière dont identités et pratiques organisationnelles sont co-constitutives et co-productives l'une de l'autre apparaît nettement. Sous cet angle, la force des trois identités locales (*fazendeiros*, *fazendeirinhos* et *colonos*) témoigne et fonde la vitalité exceptionnelle de l' « organisation frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri ». L'efficacité de la conquête du territoire par la frange pionnière repose sur les trois groupes identitaires en même temps qu'elle les engendre. Identités contrastées et pratiques de conversion accélérée de l'espace forestier en espace fourrager deviennent les deux faces de la même monnaie. Le passage de l'un à l'autre, comme je le détaillerai dans les sections qui suivront, s'effectue par les interactions et les interdépendances stratégiques existant entre les acteurs de la frange pionnière pastorale.

Toujours selon P. Poutignat et J. Streiff-Fenart (*op. cit.*), les groupes ethniques de la théorie de Frederik Barth ne sont pas à considérer comme des groupes concrets, il s'agirait plutôt de « types d'organisation basés sur l'assignation et l'auto-attribution des individus à des catégories ethniques » (: 210). Frederik Barth n'accorderait aux traits culturels qu'une

signification contextuelle. Les différences culturelles n'ont pas de pertinence en elles-mêmes, en dehors du champ de relations où elles sont utilisées : « Ce qui importe pour l'analyse des phénomènes d'ethnicité, ce n'est pas le contenu culturel spécifique de tel ou tel groupe, mais le processus de codification des différences culturelles qui rendent les catégories ethniques organisationnellement pertinentes » (*ibid.* : 211).

Figure 64 – La circularité identitaire



Source : auteur à partir de (Barth 1969)

F. Barth (1969) nous invite ainsi à déplacer le foyer d'investigation du « centre » des groupes ethniques vers leurs « frontières ». Car, c'est dans l'entretien processuel de ces frontières poreuses et évolutives, produits et productrices des formes d'interactions intergroupe, que chacun parvient à distinguer un « nous » d'un « eux ». On conviendra avec l'auteur que :

> « des relations sociales stables, persistantes et souvent d'un importance sociale vitale perdurent de part et d'autre de telles frontières [les frontières ethniques] et sont fréquemment fondées précisément sur ces statuts ethniques dichotomisés. En d'autres termes, les distinctions ethniques ne dépendent pas d'une absence d'intention et d'acceptation sociale, mais sont tout au contraire les fondations mêmes sur lesquelles sont bâtis des systèmes sociaux plus englobants. » (: 9).

Le système social du front pionnier de la Terra do Meio, ou dit autrement l'organisation de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri, sont intimement liés aux identités locales et aux interactions « stables » et « persistantes » qui les traversent. La présence des trois identités locales ne résulte pas de l'isolement de trois groupes mais bien au contraire de leurs perpétuelles interactions. C'est dans et par les formes d'interactions, incessamment construites et reconstruites entre les groupes, que naissent les frontières identitaires. Comme tout phénomène organisationnel, l'avancée de la frange pionnière est produit et productrice d'identités (Sainsaulieu 1997[1995] ; Piotet et Sainsaulieu 1994). La différenciation entre groupes est processuelle. Elle repose sur les relations d'échange et sur la coexistence territorialisée des *colonos*, *fazendeirinhos* et *fazendeiros*.

2.2.2. Une coexistence territorialisée

L'idée d'une coexistence territorialisée et pérenne des trois types d'acteurs de la frange pionnière du Xingu-Iriri n'est pas banale. Elle s'oppose notamment au « scénario pionnier » qui s'est progressivement imposé à partir des années soixante-dix. Selon celui-ci, le territoire de la frontière pionnière se construirait par la succession d'acteurs de plus en plus capitalisés, exclusifs les uns des autres, dans l'espace et le temps. La trame de l'histoire, désormais bien connue, est la suivante : construction d'une route, arrivée des colons les moins capitalisés,

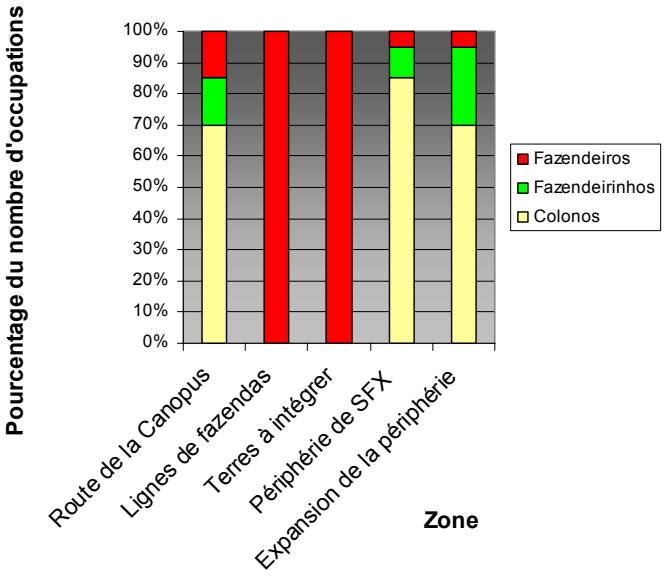
déboisements, implantation de pâturages destinés à l'élevage bovin, arrivée de migrants plus capitalisés, acquisition (souvent violente) par ces derniers des terres « domestiquées » par les précédents, concentration foncière, abandon des terres par les premiers venus et migrations vers de nouvelles régions forestières à occuper. Les descriptions faites dans le chapitre 2 de l'avancée de la route Brasília–Terra do Meio et de la colonisation du Sud-Pará ont démontré, à de multiples reprises, la validité de ce modèle. Plus récemment, J. S. Campari (2002) a vérifié la « *turnover hypothesis* » dans le cas particulier de la Transamazonienne. Pour sa part, X. Arnauld de Sartre (2006) note que l'analyse de l'opposition entre grands propriétaires et « petits paysans » reste encore aujourd'hui l'une des principales explications données aux migrations paysannes en Amazonie.

Au vu de ces travaux, il semblerait que la conquête contemporaine de la Terra do Meio par la frange pionnière pastorale se déroule selon un nouveau scénario basé, jusqu'à présent, sur la coexistence territorialisée entre *colonos*, *fazendeirinhos* et *fazendeiros*. Je rejoins, sur ce point, les résultats de recherche de J.-F. Tourrand, M. G. Piketty *et al.* (2004) qui indiquent que le scénario classique de la frontière pionnière ne peut être tenu comme l'unique synopsis de l'avancée pionnière contemporaine en Amazonie brésilienne. Mais, l'hypothèse de la coexistence territorialisée des *fazendeiros*, *fazendeirinhos* et *colonos* de la Terra do Meio soulève à ce stade plus de questions qu'elle n'en résout. Les tenants et les aboutissants de cette construction plurielle de la pastoralisation du territoire feront l'objet des prochaines sections de ce chapitre. Avant de nous y plonger, un dernier coup d'œil englobant porté à cette coexistence spatiale s'avère précieux.

La figure 65 présente, sur la base des entretiens réalisés, des observations effectuées *in loco* et des images satellites analysées, une évaluation de la proportion des exploitations agricoles de chaque groupe identitaire par zone définie précédemment (cf. figure 56). Offrir au lecteur cette perspective globale de la région n'a rien d'évident. La tâche est pour le moins risquée, certains diront hasardeuse. Malgré les imprécisions inhérentes à la méthode évaluative très approximative, les ordres de grandeur auxquels je parviens m'apparaissent tout à fait significatifs et représentatifs de l'occupation actuelle du territoire de la Terra do Meio. Si les lignes de *fazendas* et les terres à intégrer sont les domaines réservés des *fazendeiros*, les autres secteurs en revanche sont majoritairement occupés par les *colonos*. Les *fazendeirinhos*, installés dans les mêmes zones que les *colonos* restent bien moins nombreux.

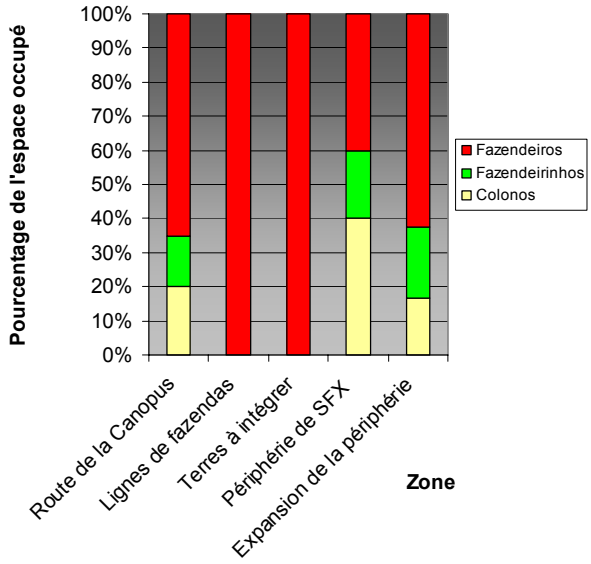
La figure 66 complète utilement l'analyse précédente. Elle offre une représentation de l'espace occupé par les différents groupes identitaires, en fonction des secteurs. La comparaison des graphiques 65 et 66 souligne le déséquilibre caractéristique de la structure foncière brésilienne où quelques uns possèdent à eux seuls bien plus que beaucoup d'autres. I. Muzart-Fonseca et D. Rolland (2006) rappellent en effet qu'1 % des propriétaires du pays possèdent 46 % des terres cultivables. Si les exploitations de *colonos* représentent plus de 80 % des lots en périphérie de SFX, ils n'occupent finalement que 40 % du territoire. Il en va de même le long de la Route de la Canopus et dans la zone d'expansion de la périphérie où ils représentent approximativement 70 % des exploitations agricoles et seulement 15 à 20 % de la surface occupée.

Figure 65 – Proportion des exploitations agricoles de chaque groupe identitaire par zones



Source : auteur
N.B. : Je renvoie le lecteur au zonage du territoire présenté dans la figure 56 et à la description des patrons de déboisements qui la fonde réalisée dans la section A.1. de ce chapitre.

Figure 66 – Proportion de l'espace occupé par chaque groupe identitaire en fonction des zones

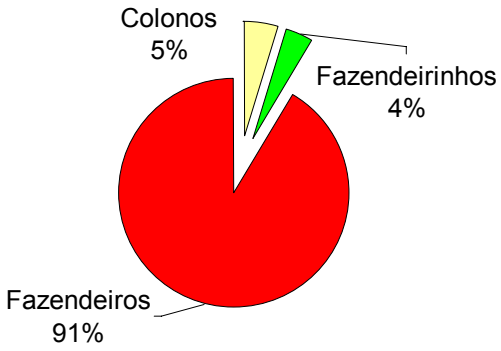


Source : auteur
N.B. : Je renvoie le lecteur au zonage du territoire présenté dans la figure 56 et à la description des patrons de déboisements qui la fonde réalisée dans la section A.1 de ce chapitre.

À partir de ces résultats, il est donc possible de proposer une évaluation, à l'échelle de la Terra do Meio, de l'espace occupé par les différents types d'acteurs. La figure 67 apparaît extrêmement révélatrice de l'hégémonie exercée par les *fazendeiros* dans l'occupation

effective du territoire de la Terra do Meio. Ces derniers s'avèrent, dans les faits, les principaux responsables de la gestion des terres de la région.

Figure 67 – Espace occupé par les différents groupes identitaires dans la Terra do Meio



Source : auteur

La coexistence territorialisée des différents groupes d'acteurs de la frange pionnière pastorale ne doit donc pas faire oublier leur responsabilité différenciée dans la gestion actuelle du territoire. Reconnaître la coprésence des acteurs, admettre leur participation à une même organisation sociale conduisant à la pastoralisation accélérée du territoire de la Terra do Meio, les imaginer comme co-gestionnaires effectifs de la Terra do Meio, ne doit pas pour autant conduire à une dilution des responsabilités environnementales.

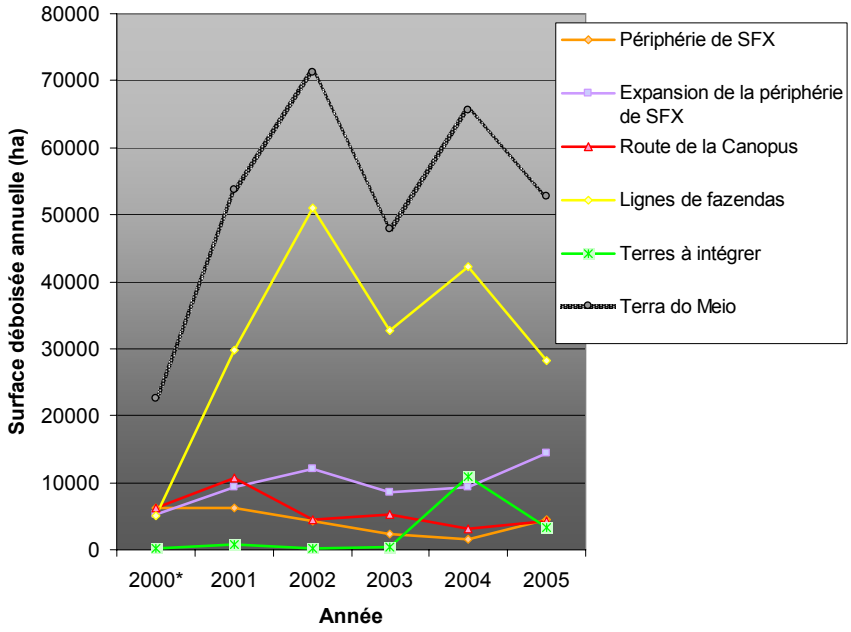
2.3. Les acteurs clés de la pastoralisation du territoire

Un premier pas vers l'attribution de la responsabilité environnementale liée à la progression de la frange pionnière pastorale de la Terra do Meio peut être réalisé à partir du zonage schématique représenté dans la figure 56. À partir de l'analyse des images satellites, j'ai pu suivre l'évolution de la surface annuellement déboisée dans chaque zone et sa participation à la dynamique globale des défriches enregistrées à l'échelle de la Terra do Meio entre 2000 et 2005 (figure 68). Réservant la description et l'analyse fine de la variation interannuelle de la surface déboisée pour la section D du chapitre 4, je me limiterai pour le moment à constater le poids relatif de chaque zone dans l'évolution de la dynamique globale des déboisements.

Les déboisements de la Terra do Meio se concentrent pour plus de 70 % d'entre eux dans la zone des lignes de *fazendas*, depuis l'an 2001. Les zones de la route de la Canopus, de la périphérie de SFX et de son expansion représentent, à elles trois, moins de 30 % des surfaces défrichées depuis l'émergence des lignes de *fazendas*. Afin de compléter ce premier résultat particulièrement éloquent, je me suis intéressé à la taille des surfaces déboisées. On a vu précédemment qu'il serait vain de tenter d'établir de manière absolue la responsabilité des *colonos*, *fazendeirinhos* et *fazendeiros* par l'analyse d'un critère substantif tel que la taille annuelle des surfaces défrichées. Il existe en effet, des *fazendeirinhos* qui, pour une année donnée, défrichent une surface supérieure à celle défrichée par un *fazendeiro*. S'il s'avère impossible de déduire, systématiquement, l'identité d'un acteur de la taille de l'ouverture annuelle faite dans le couvert forestier, certains liens spécifiques peuvent en revanche être établis. Comme le notent A.-E. Laques (*op. cit.*), R. Poccard-Chapuis (*op. cit.*) ou B. Mertens, Poccard-Chapuis *et al.* (2002), une vaste surface géométrique ouverte durant une même année est l'indicateur certain d'un acteur aux moyens financiers élevés (un *fazendeiro*), seul capable d'engager la main-d'œuvre nécessaire à une telle tâche et/ou d'investir dans un outillage

performant. Mon expérience de terrain me pousse à rejoindre les auteurs sur ce constat. Mais à partir de quelle surface peut-on parler d'une « vaste » surface géométrique défrichée ? M'appuyant sur mon enquête de terrain, j'ai choisi de fixer la limite à 100 ha. Je n'ai en effet jamais rencontré un *colono* ou un *fazendeirinho* ayant, sur une même année, ouvert une telle surface[99]. J'ai sciemment décidé de fixer une limite élevée afin d'obtenir un critère de discrimination robuste (figure 68 et 69).

Figure 68 – Évolution des déboisements annuels par zone de la Terra do Meio



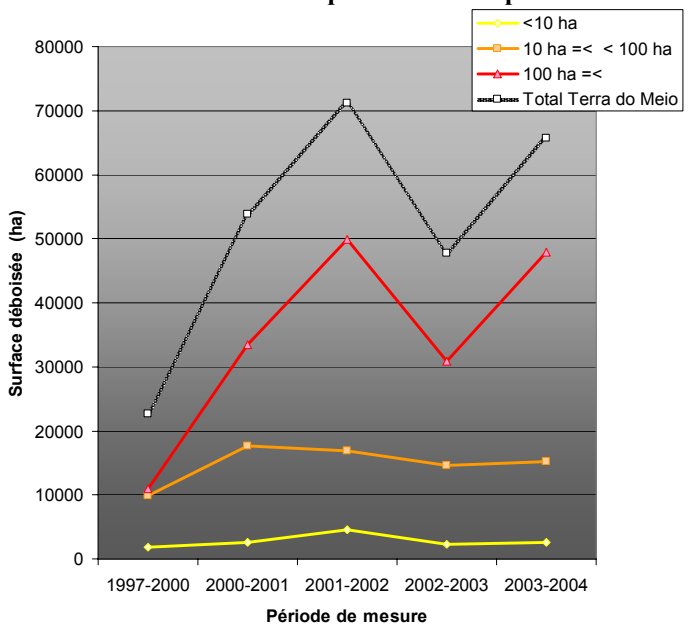
Source : auteur à partir des données INPE
N.B. * La donnée de l'année 2000 recouvre les déboisements enregistrés sur trois ans, entre 1997 et 2000.
Je renvoie le lecteur à la figure 56 pour la localisation des différentes zones

La figure 69 illustre le lien étroit existant entre la dynamique annuelle des déboisements de plus de 100 ha et la dynamique annuelle de défriche globale observée à l'échelle de la Terra do Meio. L'augmentation, en surface et en nombre, des défriches annuelles de plus de 100 ha à partir de l'année 2001, attribuées par hypothèse aux *fazendeiros*, s'avère la principale source de l'accélération des déboisements de la Terra do Meio (figure 70). Le calcul réalisé à partir de l'analyse des images satellites de l'INPE n'est pas exempt de reproches. Plusieurs défriche-brûlis adjacentes réalisées sur la même période seront comptabilisées comme une unique ouverture de taille équivalente à leur somme. Pour cette raison la quantité de déboisements de plus de 100 ha est structurellement surestimée. Mon expérience me conduit néanmoins à relativiser ce biais. La probabilité que plusieurs ouvertures contiguës, réalisées la même année par des voisins et dont la superficie totale dépasse 100 ha reste faible. Cela n'est plus le cas si l'on considère trois années consécutives (comme c'est le cas de la première période d'étude qui s'étend de 1997 à 2000). À partir des entretiens réalisés, j'estimerai que le taux des déboisements de plus de 100 ha (par rapport au déboisement total) sur la période 1997-2000 a dû avoisiner les 30 % (et non 50 % comme l'indique le graphique). Cette correction renforce encore le lien existant entre l'émergence des lignes de *fazendas* et

[99] Le coût approximatif d'un hectare de forêt défriché, brûlé et semé de graminées fourragères dans la région est de l'ordre de 400 R$ soit 160 € (lors de la saison sèche 2004). Même si cette somme semble dérisoire au regard du travail effectué et de l'impact environnemental occasionné, il devient clair que bien peu d'individus sont en mesure de financer une défriche-brûlis-semis annuelle dépassant les 100 ha.

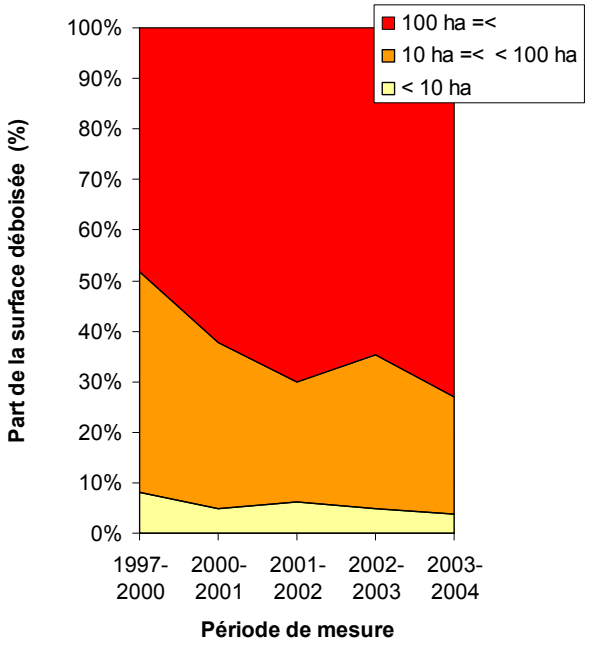
l'augmentation fulgurante des surfaces défrichées à partir de 2001. Ces résultats présentent encore une fois les *fazendeiros* comme les principaux responsables, de fait, de l'accélération des déboisements dans la région.

Figure 69 – Évolution des déboisements annuels par classe de superficie



Source : auteur à partir des données INPE

Figure 70 – Évolution de la proportion des déboisements cumulés par classe de superficie



Source : auteur à partir des données INPE

Les analyses que je propose ne sont en en aucun cas destinées à relancer les débats, tenus à la fin des années quatre-vingts et au début des années quatre-vingt-dix, qui cherchaient à identifier « le » responsable des déboisements amazoniens. On se souvient des échanges, dont témoigne P. M. Fearnside (1995), entre ceux qui mettaient en cause les pratiques des grands éleveurs et ceux qui désignaient la responsabilité des migrants faiblement capitalisés. Mon

travail s'éloigne de ces considérations pour au moins deux motifs. D'abord, j'assume pleinement que mes analyses et leurs résultats sont circonscrits. Ils ne concernent que la Terra do Meio. Je ne prétends aucunement rendre compte de la diversité des dynamiques existant le long des milliers de kilomètres de l'Arc de déboisement brésilien. Dit autrement, je ne décrirai qu'une des « Amazonies » existantes (Pasquis, Nunes *et al. op. cit.*).
De manière peut-être plus fondamentale encore, mon travail se distingue de la chasse aux sorcières des déboisements amazoniens, en ce que la responsabilité assignée ne clôt pas l'étude, mais au contraire, l'ouvre. Le constat que les *fazendeiros* de la Terra do Meio sont directement responsables de presque 70 % des déboisements annuels réalisés entre l'année 2001 et l'année 2004 représente la « fin du début » du travail de recherche. Commence maintenant une phase de description et d'analyse qui me permettra de remonter progressivement de cette responsabilité établie à la compréhension fine du système collectif de pastoralisation de l'espace de la Terra do Meio dans lequel elle s'insère et qui seul, permet d'en saisir la rationalité. Pour mener à bien cette démarche analytique, je prendrai appui sur la méthode et l'heuristique de l'analyse stratégique de l'action organisée (cf. encadré 4), telles qu'elles ont été initialement présentées par M. Crozier et E. Friedberg (1977) puis reprises et approfondies par E. Friedberg (1988 ; 1997[1993] ; 1994 ; 2005).

Ce recours au raisonnement de l'analyse stratégique de l'action collective m'évitera de succomber aux nombreux préjugés portant sur les *fazendeiros* amazoniens. Je me garderai bien de trancher une fois pour toute et pour tous entre les deux figures classiques et antagonistes du *fazendeiro* : éleveur méritant ou spéculateur sournois, travailleur courageux ou profiteur éhonté, brave père de famille ou infracteur amazonien, entrepreneur laborieux ou patron voyou. Fuyant ces oppositions, je me propose de suivre pas à pas ce que ces hommes font et comment ils le font. Accompagnant chaque étape de la « formation » de leur *fazenda* de la Terra do Meio, je reconstruirai petit à petit le système d'action concret de la gestion effective du territoire dans lequel elle s'inscrit. Ayant choisi de me consacrer au « comment » de la *fazenda*, je renoue d'une certaine manière avec le sens littéral du mot, formé, comme le rappelle R. Brunet, R. Ferras *et al.* (*op. cit.*), sur le verbe « *fazer* » (« faire ») au gérondif, exprimant une action en cours pour un résultat encore à venir.

Encadré 4 – L'analyse stratégique de l'action organisée (ou collective)

Des acteurs libres, actifs et porteurs d'une rationnalité limitée

L'homme est avant tout « une tête, c'est à dire une liberté, ou en termes plus concrets, un agent autonome qui est capable de calcul et de manipulation et qui s'adapte et invente en fonction des circonstances et des mouvements de ses partenaires » (Crozier et Friedberg 1977 : 45). Un tel postulat donne toute sa place à l'acteur et à sa liberté. Les comportements observés doivent être interprétés comme le résultat d'un choix réalisé par l'acteur.

Dans ses choix, l'acteur est rationnel. Mais, à la différence de la rationnalité absolue mise en œuvre par l'*homo œucomicus*, l'*homo strategicus*, quant à lui, n'a à sa disposition qu'un instrument imparfait, limité. La prise en compte de ces limitations, détaillées pour la première fois par J. G. March et H. A. Simon 1965[1958], sous-tend toute la démarche heuristique proposée par l'analyse stratégique de l'action organisée. Doué d'une rationnalité limitée, l'être humain est incapable d'optimiser. Sa prise de décision se fait sur le mode séquentiel, et non synoptique : pour chaque problème à résoudre, l'acteur adopte la première solution ou oportunité qu'il aura perçu et qui répondra à un seuil minimal de satisfaction. Ainsi, la solution retenue n'est ni la meilleure dans l'absolue ni même la meilleure au regard des critères minimaux qui sont les siens. Il y a fort à parier que la

poursuite de sa recherche aurait conduit l'acteur à découvrir et adopter une solution plus satisfaisante (Friedberg 1997[1993]). Le postulat de la rationnalité limitée implique également que l'acteur n'a que rarement des objectifs clairs, stables, qu'il cherche coute que coute à atteindre. Au contraire, ses objectifs sont le plus souvent divergents, voire contradictoires, et emminemment labiles. Ils sont en permanence structurés par l'évolution du contexte d'action. Par ce biais, le contexte d'action sera, en retour, investi, modifié, saisi par l'acteur.

La stratégie comme outil heuristique

La rationnalité de l'acteur n'est plus à rechercher dans l'adéquation de ses comportements aux objectifs qu'il nourrit intérieurement. Par le renversement qu'il opère, le concept de rationnalité limitée établit le lien entre le comportement de l'acteur et les opportunités qui se présentent à lui, telles qu'il les perçoit et les évalue. Le comportement et les choix d'*ego* sont donc intimement liés à sa vision et sa compréhension des comportements d'*alter*.

Puisque les choix d'*ego* dépendent de ceux d'*alter*, son comportement peut être compris comme « stratégique ». Le concept de « **stratégie** » est au cœur du raisonnement développé par la sociologie de l'action collective. Mais il convient de noter qu'il acquiert une signification qui va bien au delà de celle du sens commun. En effet, la « stratégie » suivie par un acteur *lambda* est définie selon M. Crozier et E. Friedberg (*op. cit.*) comme le « fondement inféré ex-post des régularités de comportements observées empiriquement » (: 57). Il s'agit donc de l'opérationnalisation heuristique du concept de rationnalité limitée. Le concept de « stratégie » est d'abord un outil qui permet au chercheur de rendre compte du comportement de l'acteur et de son lien avec le contexte d'action. Il permet d'éclairer la structuration du contexte d'action telle qu'elle est perçue par l'acteur. Dit autrement : « Les conduites des acteurs en situation sont considérées comme l'expression d'une stratégie rationnelle dans les limites d'un jeu à découvrir » (Amblard, Bernoux *et al.* 1996 : 32).

L'interdépendance et le pouvoir comme médium d'échange

L'interdépendance entre acteurs est aux sources de l'action collective. Le fondement de l'action collective est le besoin qu'a chaque acteur de l'intervention d'autrui dans la poursuite de ses propres intérêts. Dans leur action, les hommes se retrouvent liés, de fait, par un écheveau d'interdépendances qui constituent la « médiation inéluctable entre les fins que nous poursuivons, d'une part, et les « moyens » humains que nous sommes obligés d'employer pour les atteindre, d'autre part. » (Crozier et Friedberg *op. cit.* :18). Appréhender le phénomène action collective revient dès lors à saisir la manière dont *ego* s'assure le « bon vouloir » d'*alter*, indispensable à la réussite de son entreprise, et *vice versa*.

Pour comprendre les ressorts de cette influence réciproque des acteurs, indispensable à l'émergence de toute action collective, il faut s'intéresser aux relations de pouvoir, c'est-à-dire aux *«* relations d'échange inégal qui comportent toujours un noyau de **négociation** [...] L'instabilité et la conflictualité des comportements sont ici considérés comme normales, leur stabilité, régularité et intégration devant à chaque fois être expliquées » (Friedberg 1994). Les relations de pouvoir sont banalisées pour devenir des dimensions irréductibles et pour tout dire « normales » de tous les rapports humains qu'ils soient conflictuels ou coopératifs.

La nécessité d'influer sur le comportement d'autrui conduit chaque acteur à rentrer dans une **relation de pouvoir**, telle que la définit R. A. Dahl (1957 *in* Crozier et Friedberg 1977 : 65) c'est-à-dire comme « *la capacité d'une personne A d'obtenir qu'une personne B fasse quelque chose qu'elle n'aurait pas fait sans l'intervention de A* ». Dans la relation de pouvoir, les parties prenantes s'échangent leurs possibilités d'action.Ainsi, le pouvoir est conçu sur

le mode relationnel (et non substantif) et réciproque, puisqu'il s'appuie sur l'échange. Cela ne signifie nullement une conception équilibrée de l'échange. Au contraire, comme rapport de force, il est nécessairement asymétrique : l'un gagnera toujours plus que l'autre, mais aucun des acteurs ne ressort les mains vides. Dans cette optique, le pouvoir est un phénomène concret, empiriquement observable. Il est le « mécanisme quotidien et incontournable qui médiatise et régule les échanges de comportement indispensables au maintien, voire à la réussite d'un ensemble humain marqué par la coexistence d'acteurs relativement autonomes et développant chacun des rationnalités d'action limitées, et pour cette raison même, divergentes, voire éventuellement contradictoires. » (Friedberg 1988 : 5). La source du pouvoir d'*ego* se trouve dans sa (ou ses) possibilité(s) de ne pas réaliser le comportement qu'attend *alter*. Le pouvoir réside dans la marge de liberté dont dispose chacun des partenaires/adversaires de la relation.

Du jeu au Système d'Action Concret

Le concept de « jeu » est essentiel à l'architecture théorique et heuristique de la sociologie de l'action collective. Il permet de rendre compte de la structuration progressive, dynamique et contingente du contexte d'action local, à partir des stratégies observées. Bien au delà de son usage métaphorique, le **jeu crozierien** représente le « mécanisme concret grâce auquel les hommes structurent leurs relations de pouvoir et les régularisent tout en leur faisant –en se laissant- leur liberté. » (Crozier et Friedberg *op. cit.* : 113). Il concilie liberté et contrainte, choix et structuration.

Dans sa dynamique proprement politique, le jeu réaménage la question, le problème initial qui a donné lieu à l'entrée en négociation des joueurs et substitue aux incertitudes « objectives » des incertitudes « artificielles », qui rééquilibrent le rapport de force et assurent la participation prolongée des joueurs les plus démunis aux relations de pouvoir.
Par ses règles, le jeu définit les conditions minimales à remplir pour pouvoir participer à la négociation et donc en profiter. Il définit aussi les différentes « stratégies gagnantes parmi lesquelles les participants peuvent et doivent choisir s'ils veulent profiter de leur participation au jeu. » (Friedberg 1997[1993]). Le jeu correspond à l'ajustement des marges de manœuvre des différents partenaires/adversaires. En cela il contraint leur capacité à s'exploiter mutuellement. L'équilibre précaire, non égalitaire, qu'il fonde, transforme la structure de pouvoir initiale afin de permettre à la coopération de se réaliser.

La notion de jeu permet d'établir le lien entre les stratégies individuelles et « l'hypothèse heuristique sur l'existence d'un minimum d'ordre et d'interdépendance derrière l'apparent désordre des stratégies [...] C'est au processus de recherche à démontrer l'existence de ce minimum d'ordre en reconstruisant empiriquement ses limites ou ses frontières, ses mécanismes de régulation et leurs effets. » (Friedberg 1994 : 139). Le processus de recherche doit ainsi s'attacher à expliquer comment pratiquement, les stratégies des acteurs et leurs articulations conduisent au maintien du système d'action et à sa modification constante. Cette double dynamique, sorte de méta-régulation des jeux crozieriens sera nommée **système d'action concret** et définie comme l'« ensemble humain structuré qui coordonne les actions de ses paticipants par des mécanismes de jeux relativement stables et qui maintient sa structure par des mécanismes de régulation qui constituent d'autres jeux » (Friedberg 1997[1993]): 246). Le système d'action concret permet tout à la fois la résolution des jeux quotidiens mais aussi la production de méta-règles que se fixe le groupe d'acteurs interdépendants aux objectifs différents sinon contradictoires. Tout se passe comme si ces règles d'un ordre supérieur acquéraient une valeur en soi, elles « sont en quelque sorte intériorisées à l'occasion des jeux successifs et de la régularité de leur présence » (Amblard, Bernoux *et al. op. cit.* : 40). Toujours inachevées, elles permettent un fonctionnement durable et évolutif des jeux.
Cette analyse systémique de l'action collective revient en carricaturant à « chercher les raisons ou explications des phénomènes observés non dans les individus, mais dans le

contexte, c'est-à-dire dans la constellation de relations dans laquelle ceux-ci sont intégrés et qui rendent rationnels les comportements à l'origine des phénomènes observés » (Friedberg 1994 : 140). On se déplace du questionnement classique sur le pourquoi des phénomènes (élucidation les causes premières) au « comment » de leur production et reproduction. On privilégie une « endogénéisation » des explications : préférant la description des mécanismes d'auto-entretien à celle des « déterminants » extérieurs.

3. L'occupation des terres publiques « libres » de l'Amazonie

L'acte fondateur de la formation d'une *fazenda* dans la Terra do Meio est l'occupation d'une « terre libre ». Prosaïquement, cela signifie que des hommes ou des familles capitalisées choisissent d'investir, de travailler et de bâtir sur une terre publique dont ils n'ont pas la propriété. J'avoue que ce comportement, depuis que je l'ai rencontré la première fois, n'a cessé de me surprendre.

Vu d'un peu loin, l'avancée de la frontière pionnière en Amazonie brésilienne acquiert parfois un caractère d'évidence trompeur. Tout semble aller de soi, couler de source. Comment en effet ne pas comprendre du premier coup d'œil et trouver « logique » la venue massive d'hommes et de femmes à la recherche de terres dans une région forestière précisément décrite comme celle des « terres libres ». Les flux migratoires et les dynamiques territoriales ne seraient, dans le fond, qu'une variante humanisée du principe physique bien connu des vases communicants.

Cette explication ne m'a jamais satisfait. J'ai choisi de quitter le confort de cette vision tout à la fois descriptive, analytique et normative, qui sous certains me rappelle l'explication donnée par ce candidat au titre de docteur de la satire de Molière (*L'avare*) qui mobilise la « vertu dormitive » de l'opium afin d'expliquer pourquoi cette substance fait dormir. Non sans avoir souri, on convient volontiers qu'expliquer l'action d'une substance (l'opium fait dormir) en désignant le principe de son action (la vertu dormitive de l'opium), c'est-à-dire sa forme substantielle, revient à ne rien expliquer du tout. Est-ce si différent lorsque l'on se prend à expliquer le mouvement d'occupation (action) des terres publiques amazoniennes parce qu'elles sont « libres » (forme substantielle) ?

Pour cette raison, j'ai choisi d'offrir au lecteur une mise en contexte socio-historique de ce que représente l'occupation d'une terre publique dans la Terra do Meio

3.1. Légalement régularisable

Quand en 1500, Pero Vaz de Caminha, scribe de l'expédition dirigée par Pedro Alvares Cabral, écrit à son roi Dom Manuel, il l'informe officiellement de la découverte des nouvelles terres de la couronne. En effet, l'histoire de la propriété foncière au Brésil s'ouvre avant même que les colonisateurs portugais n'aient ancré leurs navires dans la baie de Todos os Santos. S'appuyant sur le « droit de conquête » reconnu par la papauté et entériné par les traités d'Alcaçovas (1479) puis de Tordesilhas (1494), la couronne portugaise est déjà maître, sur le papier, des terres qu'elle découvre. Selon G. D. Treccani (2001) : « Depuis la conquête, au Brésil, il n'existe plus de terres sans maîtres, toutes ont été incorporées au patrimoine de la couronne portugaise » (: 34).

C'est sur la base de cette propriété royale que se développe le premier système juridique régulant l'appropriation foncière. Il s'agit de la transposition sous les tropiques de la loi alors en vigueur au Portugal, connue comme loi des *sesmarias.* Elle est initialement éditée en 1375, par le roi Dom Felipe de Portugal, dans le but d'obliger les propriétaires à cultiver leurs terres abandonnées. Dans le Portugal de l'époque les bras manquent pour mettre en culture les propriétés rurales peu productives. Les masses populaires, jugées oisives par le souverain, se concentrent en ville. Pour faire face à cette situation, la nouvelle loi oblige les propriétaires à rendre productives leurs terres sous peine d'expropriation et symétriquement contraint les bras libres à s'employer, sur la base d'un salaire minimum fixé, dans les propriétés improductives. L'esprit originel de la loi des *sesmarias* vise à faire des terres appropriées de véritables outils de production et non des réserves de valeurs à fins spéculatives (Marés 2003). Par un curieux paradoxe c'est bien l'inverse qui se produira au Brésil.

À partir de 1530 la couronne décide d'appliquer la loi des *sesmarias* aux terres découvertes outre-Atlantique. L'occupation du territoire est privatisée au travers des capitaineries héréditaires par lesquelles le roi transfère à des particuliers les droits, les profits et l'usufruit d'immenses étendues de terres (Rego 2006). En vertu de ces droits, le capitaine général octroie, à son tour, des terres aux particuliers de son choix. Il s'agit des *sesmarias*. Leurs propriétaires portent le nom de *sesmeiros*. Les terres circulent uniquement entre membres de l'élite, connaissances, gens de bonne famille ou « *fidalgos* », étymologiquement « fils de quelqu'un ». C. W. P. Gonçalves (2005) y voit la marque légale fondatrice d'un long procès de concentration foncière entretenu par l'élite latifundiaire.

Cependant, le temps faisant et la difficulté d'accès à la terre grandissant, se met en place, en marge de la procédure officielle, une occupation désordonnée du territoire, généralement le fait de familles démunies, n'ayant d'autre source de légitimité que la nécessité. On parle alors d'« occupations »[100] des terres publiques laissées libres en raison de la difficulté d'accès, de leur faible valeur agricole ou de l'abandon par le *sesmeiro*. Devant l'ampleur du phénomène, des lois reconnaissant officiellement l'occupation sont promulguées (1767 puis 1795). Très fragilisé, le régime des *sesmarias* prend officiellement fin en 1822 à l'occasion de l'Indépendance brésilienne (Treccani *op. cit.*).
Mais alors que la Constitution de 1824 adopte l'idéal napoléonien du droit de propriété absolu sur la terre, aucun dispositif juridique infra-constitutionnel n'en spécifie les modalités d'accès. Formellement, le système juridique ne prévoit plus le transfert des terres publiques vers les particuliers. Cette situation, connue comme le « régime de l'occupation », perdure jusqu'en 1850. Elle se caractérise par une course effrénée à la terre où le premier arrivé et/ou le plus riche et/ou le plus violent s'octroie sans autre justificatif l'occupation de pans entiers du territoire national. La situation foncière fait figure de chaos généralisé. Pratiques effectives et institutions légales deviennent étrangères les unes aux autres. L'ordre n'est rétabli qu'avec l'adoption de la loi des Terres (loi n°601 de 1850).

Il aura fallu vingt-huit années à l'élite en place pour trouver une solution au système de triples contraintes auquel elle doit faire face (Marés *op. cit.*). D'un côté, elle doit proscrire officiellement les pratiques d'occupation spontanée, faute de quoi elle verrait s'enfuir du jour au lendemain la main d'œuvre servile maintenue à l'état d'esclavage sur ses terres. De l'autre, il lui faut assurer, pour ses propres besoins, le respect du droit de libre acquisition des terres. Finalement, il est impératif de prendre en compte la situation foncière effective du pays. Pour

[100] Terme que j'adopterai dorénavant comme traduction de « *posse* ».

résoudre la quadrature du cercle, la nouvelle loi s'appuie sur une triple institutionnalisation de la question foncière.
D'abord elle fonde juridiquement le concept de terres « *devolutas* ». Selon C. F. Marés (*op. cit*.) :

> « Les terres *devolutas* deviennent, non celles inoccupées, comme l'enseigne certains manuels et dictionnaires, mais celles non acquises légalement. Il s'agit d'un concept juridique et non physique ou social. Il ne désigne pas des terres inoccupées mais des terres sans droit de propriété défini, c'est un concept, une abstraction, une invention juridique. […] Toutes les terres qui ne se trouvaient pas sous le régime de la propriété privée, ou n'étaient pas affectées à une fin publique, appartenant auparavant au royaume du roi du Portugal et devenues à l'indépendance propriété de l'État brésilien créé en 1824, se changent en ce que l'on appelle les terres *devolutas*. » (: 70-73).

Les terres *devolutas* sont définies en creux, en négatif, puisqu'il s'agit des terres qui ne sont soumises à aucun usage public (fédéral, régional ou local) et qui n'appartiennent pas au domaine de la propriété privée quelle qu'elle soit (titre de *sesmarias* ou autre formes de démembrement de la propriété publique). Un point essentiel souligné par l'auteur est que les terres *devolutas* « étaient de propriété publique, mais diffèrent de celle d'usage public, car elles pourraient et même devraient être vendues » (: 74). Par construction, il semble[101] que les terres *devolutas* soient destinées à être transférées au patrimoine privé.
La modalité de ce transfert représente la deuxième institutionnalisation promue par la loi de la Terre. Elle est spécifiée dans son article premier: « Est interdite toute acquisition de terres devolutas par tout autre titre qui ne soit celui de l'achat. » (: 74). On retrouve ici la volonté des élites d'interdire l'accès à la propriété aux esclaves, pauvres et nouveaux migrants venus de l'ancien monde. On notera que la politique impériale brésilienne a fait un choix inverse à celui des États-Unis ou de l'Australie qui ont vivement soutenu l'occupation désordonnée et spontanée du territoire. Au Brésil, le seul mode d'appropriation des terres *devolutas* est l'achat auprès de l'Etat.
La Loi 601/1850 ordonne la situation foncière effective qui lui préexiste au moyen de cinq catégories. Vient d'abord celle des *sesmarias* concédées avant 1822 et intégralement confirmées. Elles sont considérées comme propriétés privées de plein droit. En ce qui concerne les *sesmarias* concédées avant 1822 et non confirmées (par absence d'occupation ou de démarcation), elles seront reconnues comme propriétés privées après confirmation par les autorités publiques. Existe encore les deux modalités de terres publiques : celles utilisées par la Couronne ou par l'une des sphères de l'État brésilien et les terres *devolutas*. La dernière catégorie est constituée par les occupations informelles, liées aux pratiques d'occupation spontanées qui se sont démultipliées entre 1822 et 1850.
Alors que la loi interdit l'accès à la propriété sur les terres publiques autrement que par l'achat, elle établit dans le même temps (troisième et dernier dispositif institutionnel) la « légitimation d'occupation ». Selon cette règle, celui qui a rendu « productive » grâce à son travail ou celui de sa famille une terre, où il vit de façon permanente, acquiert, de fait, le droit que l'État lui reconnaisse la propriété de la terre. L'accès à la propriété n'est pas automatique, puisqu'elle dépend du bon vouloir des pouvoirs publics. Comme le précise Marés (*op. cit*.), toutes les formes d'occupation ne sont pas éligibles à la légitimation d'occupation. Il s'agit spécifiquement de celles où des investissements productifs ont été effectués. L'occupation d'une terre à la seule fin de survie, d'autosubsistance ne suffit pas pour que son occupant soit éligible à la propriété. Elle doit se traduire par la mise en vente sur le marché de produits agricoles.

[101] Les interprétations produites par les juristes agraires brésiliens divergent fréquement. Je privilégierai celle proposée par C. F. Marés (2003).

En 1891, le système fédéral est consacré. La promulgation de la première constitution républicaine brésilienne transfère aux États-membres la réglementation de la propriété foncière. Cette brusque décentralisation de la question foncière en direction d'États présentant parfois de grandes carences en matière d'infrastructures et de ressources administratives renforce la grande fragilité des pouvoirs publics dans ce domaine.

Le coup d'État de 1964 place les responsables militaires au pouvoir. Peu après leur arrivée est proclamée la loi du Statut de la Terre (loi n°4.504 de 1964). Il s'agit de la première loi de réforme agraire au Brésil. Elle introduit la notion fondamentale de « fonction sociale de la propriété » qui corrige le droit de propriété autrefois conçu comme absolu[102]. Désormais, il ne peut s'exercer contre l'intérêt social ou collectif. La fonction sociale de la propriété recherche l'équilibre entre enrichissement privé et intérêt social. Le Statut de la Terre fonde la fonction sociale de la terre sur quatre principes : la productivité, le respect de la législation du travail, la préservation environnementale et la garantie du bien-être de tous ceux travaillant sur la terre. Toute propriété rurale qui ne respecterait pas simultanément ces principes pourrait faire l'objet d'une désappropriation d'intérêt public. Comme le déplore C. W. P. Gonçalves (*op. cit.*), la loi restera pour l'essentiel lettre morte. Plus grave encore, si elle condamne officiellement les grandes propriétés improductives, elle consacre la grande propriété moderne et productive. La concentration foncière est légitimée dès lors qu'elle s'avère productive. Comme le démontrera la « modernisation conservatrice », une propriété moderne et productrice en Amazonie deviendra synonyme, pour plusieurs décennies, de défriches étendues et implantation de pâturages.
Si le Statut de la Terre pose déjà comme condition *sine qua non* du respect de la propriété privée la conservation environnementale, ce précepte sera repris et renforcé par la Constitution Fédérale de 1988.

Quelle conclusion tirer de ce passage en revue historique de la législation foncière brésilienne ? Un point essentiel semble se dégager : la légalité de l'occupation des terres publiques est un sujet extrêmement complexe et ambigu. Les lois sont multiples, elles s'enchevêtrent, se recouvrent et parfois se contredisent. Leurs interprétations qu'elles permettent sont diverses et contradictoires. Comme l'observent R. Araújo et J. H. Benatti (2006), à partir de la Loi de la Terre de 1850 plusieurs normes légales ont légitimé l'occupation des terres publiques brésiliennes : article 20 de la loi 4.9747/1966, article 20 et 81 du décret n°1.318 du 30.01.1854, article 71 du décret-loi n°9.760 du 05.09.1946, article 171 de la Constitution Fédérale de 1969 ou encore article 97 du Statut de la Terre. Ainsi, à l'instar des auteurs, je conclurai que les pratiques d'occupation des terres *devolutas* de la Terra do Meio ne peuvent en soi être considérées comme « illégales ». Il s'agit plutôt d'activités « irrégulières » et donc possiblement régularisables, suite à leur validation officielle par l'État. L'activité d'occupation des terres publiques devient « illégale » lorsqu'elle n'est plus régularisable, c'est-à-dire, lorsqu'elle enfreint d'autres lois relatives à la question foncière, sociale ou environnementale. Pour les auteurs, les occupations non régularisables, c'est-à-dire qui ne satisfont pas aux critères légaux de la régularisation foncière, doivent par là même être jugées illégales (tableau 10).

[102] La conception individualiste de la propriété qui préexistait prend ses racines dans la Constitution Politique de l'Empire (1822) qui garantit dans son article 179 §22 « le droit de propriété dans toute sa plénitude ». Il est repris par le Code Civil brésilien (loi n° 071 du 19 janvier 1916), décrit dans son article 524 le droit du propriétaire comme celui « d'user, de jouir et disposer de ses biens ».

En creux de cette évaluation apparaissent les éléments qui caractérisent une occupation illégale (Araújo et Benatti *op. cit.*):

- une superficie supérieure à 2 500 ha ;
- l'irrespect de la fonction sociale de la terre, définie comme :
  - favoriser le bien-être de ceux qui y travaillent ;
  - maintenir un niveau de productivité satisfaisant ;
  - garantir la conservation des ressources naturelles ;
  - respecter les dispositions légales concernant le droit du travail ;
- une occupation mise en place ou maintenue par la violence physique ou psychologique à l'égard du précédent occupant.

Les formes d'occupation qui présente l'un ou l'autre de ces caractéristiques sont *de facto* illégales. L'individu qui en est responsable ne peut aucunement prétendre à la légalisation de sa possession. Il ne pourra jamais, légalement, obtenir le titre de propriété de la terre.

Tableau 10 – Critères de régularisation foncière

Superficie de l'occupation	Critères
Jusqu'à 500 ha	La volonté d'acquérir la propriété doit être manifeste
	Prouver la mise en culture effective durant la période minimale d'un an, sans interruption
	Il ne peut y avoir d'opposition d'un tiers
	Ne pas être propriétaire d'une autre terre dans les limites du territoire national
	Ne pas être un bénéficiaire du Programme de réforme agraire
	Avoir une part de l'aire utilisable de l'occupation effectivement utilisée et respectant la législation environnementale en ce qui concerne l'utilisation adéquate des ressources naturelles et la protection environnementale
Entre 500 et 2500 ha	Ne pas être propriétaire d'une autre terre dans les limites du territoire national
	Exploiter directement, depuis plus d'un an, la terre occupée, respectant les règles d'utilisation adéquate des ressources naturelles et de la préservation de l'environnement
	Avoir sa résidence principale sur la terre occupée ou à proximité
	Avoir comme principale activité la production agricole ou l'extractivisme
	N'exercer ni une fonction publique, ni para-étatique, ni même exercer une fonction para-fiscale
	Ne pas avoir bénéficié antérieurement du Programme de réforme agraire, ou d'aliénation publique de terres
	Ne pas exister opposition d'un tiers
	Seules les personnes physiques peuvent être bénéficiaires

Source : adapté de (Araújo et Benatti *op. cit.*)

Admettre que la loi n'interdit pas en soi l'occupation des terres libres est un pas important dans la compréhension des phénomènes en cours dans la Terra do Meio. Ce constat ne parvient pourtant pas à expliquer à lui seul l'arrivée massive des migrants en général et des *fazendeiros* en particulier dans la région à partir du début des années quatre-vingt-dix. Sans succomber aux travers de l'explication culturaliste surdéterminante, il me parait difficile de passer sous silence l'influence d'un certain modèle géohistorique d'occupation du territoire, historiquement soutenu par l'État.

3.2. Historiquement ancrée et incitée par l'État

« La carte parle d'elle-même » pourrait être le sous-titre de l'article écrit par H. Théry (1986). De façon inédite, l'auteur livre une présentation cartographique du profil pionnier du Brésil. Utilisant la cartographie comme une heuristique, l'auteur en conclut que

le modèle du front pionnier est l'un de ceux qui permettent le mieux de comprendre tant l'organisation que l'évolution de l'espace brésilien.
Plus récemment et suite à un travail de synthèse considérable, M. Droulers (2001) nous mène sur la piste du temps long de la géohistoire brésilienne. Dans sa conclusion, l'auteur formule, à partir de la distinction de quatre modèles géohistoriques rendant compte des étapes-clés de l'organisation spatiale de l'unité nationale, une hypothèse éclairante : ce serait précisément la conquête de l'espace continental qui aurait permis de tisser les liens sociaux fondateurs du peuple brésilien et de la nation Brésil.
Dans le même esprit, M. Droulers et C. Broggio (2001) emploient le terme « géophagie » pour décrire le rôle du rapport à l'espace dans le processus de développement national brésilien. Comme les auteurs le démontrent, l'identité nationale brésilienne pourrait se comprendre dans l'antériorité de l'enveloppe territoriale sur la formation d'un peuple ou d'une nation pouvant la revendiquer. La forme spatiale aurait précédé la forme sociale. C'est ce qui différencierait fondamentalement la frontière états-unienne de la frontière brésilienne. Le *Far West* nord américain n'appartient pas, en effet, à la formation socio-spatiale coloniale initiale. En revanche, le nord-ouest amazonien fait déjà partie intégrante du territoire national brésilien. Les limites infinies du territoire (fixées par le Traité de Tordesilhas en 1494 puis celui de Madrid en 1750) lierait les hommes (amérindiens, migrants européens et esclaves africains) dans une même action, une même avancée pour l'occupation d'un espace qui est déjà leur et qui leur reste à occuper en pratique. De ce point de vue, le mouvement d'occupation pionnier apparaît comme le lien primordial qui unit des hommes que tout oppose par ailleurs (niveau de richesse, couleur de peau, langue, pays d'origine, etc.). Ce désir commun, ce partage de l'imaginaire d'un espace toujours à conquérir est précisément ce qui fonde l'unité du peuple brésilien et par là même la nation Brésil définie comme « une idée politique qui affirme l'unité historique de ses membres en s'opposant à une périphérie étrangère plus ou moins hostile » (Lacoste 2000). L'idée politique de la nation brésilienne serait l'occupation du territoire national.

La frontière pionnière brésilienne et le mouvement d'occupation qui la porte à quelque chose d'extraordinaire. Pour l'expliquer, je laisse la parole, un peu longuement, à C. Aubertin et P. Léna (1986). Dans la « Présentation » du *Cahier des Sciences Humaines* consacré aux « Frontières : mythes et pratiques (Brésil, Nicaragua, Malaysia) », les auteurs s'interrogent :

> « Pourquoi, par exemple, le terme de frontière n'est-il guère utilisé par les chercheurs africains et africanistes ? Pourquoi ce projet d'un Cahier de Sciences Humaines de l'ORSTOM consacré à la frontière a-t-il rencontré peu d'écho auprès de ceux-ci ? La conquête de nouveaux espaces est pourtant un fait permanent de l'histoire africaine et les exemples actuels ne manquent pas, qu'il s'agisse de fronts pionniers dont la dynamique est due à l'extension d'une culture d'exportation (cacao au Ghana et en Côte-d'Ivoire, arachide au Sénégal), de l'expansion territoriale d'un groupe ethnique (Mossi au Burkina Faso…), ou bien encore d'un front pluriethnique de petits agriculteurs (Mayombé)… » (: 264).

Poursuivant leur réflexion, les auteurs en viennent à avancer une hypothèse :

> « L'expansion de la frontière serait-elle un concept étroitement lié au mythe fondateur d'une société donnée, en particulier à la colonisation européenne en Amérique Latine, où à la faiblesse des effectifs démographiques antérieurs et la progression continue du peuplement d'origine européen auraient contribué à produire des représentations culturelles spécifiques ?
>
> Il ne suffirait pas qu'un espace soit colonisé par un groupe en expansion, ni même que l'État utilise ponctuellement quelques territoires inoccupés pour l'installation de petits paysans ou d'entreprises agro-industrielles pour que l'on puisse parler de « frontière». À partir du moment où le terme de « frontière » apparaît dans les discours officiels, est diffusé par les média, utilisé (voire manipulé) pour désigner l'expansion de la société nationale et l'intégration territoriale, il exprime un

> phénomène global de société et acquiert une dimension symbolique qui dépasse l'aspect concret et localisé du phénomène mais contribue grandement à lui fournir ses principales caractéristiques. » (: 264).

Ainsi, la frontière doit être appréhendée comme une

> « composante du patrimoine, matériel aussi bien qu'idéologique, qui détermine les relations des sociétés avec leur espace », elle sera définie « à la fois comme construction idéologique, trait culturel et ensemble de phénomènes concrets extrêmement divers (entre lesquels le seul lien est souvent l'appartenance à un même champ de représentations) où l'on retrouve la présence de l'État à tous les niveaux.
>
> Le rôle de l'État est particulièrement déterminant pour catalyser et réorienter les espoirs et les tensions sociales, les détourner vers une dimension horizontale, supposée offrir la promotion verticale impossible dans les régions économiquement et socialement stabilisées. En promettant les mêmes chances pour tous sur la frontière, l'État prône un égalitarisme théorique qui est une concrétisation de l'utopie pionnière. » (: 264).

P. Monbeig (1981) résumerait d'une formule lapidaire ces longs paragraphes : « Une frange pionnière est une affaire d'Etat.» En effet, alors qu'au début du 20ème siècle le projet d'industrialisation du pays par substitution des importations s'essouffle, que les disparités régionales conduisent à des tensions dans les régions les plus déprimées du Nordeste et que les convoitises des pays étrangers se font pressantes, l'intégration amazonienne prend subitement les traits du projet national numéro un. La route reliant Brasília à Belém est construite (cf. chapitre 2 section 2.). La grande majorité des terres « libres » du Pará sont rendues « occupables » et appropriables par leur incorporation au marché foncier national. L'incitation à l'occupation de terres *devolutas* ne s'arrête pas à la construction de routes qui les rendent physiquement accessibles, elles seront encore rapprochées des investisseurs via les multiples aides financières et fiscales qui initient de nouveaux mécanismes d'incorporations des terres amazoniennes aux patrimoines privés. L'État du Pará encourage lui aussi l'occupation accélérée de ses terres forestières au travers de politiques foncières *ad hoc* (Loureiro et Pinto 2005). Il vend ses terres aux investisseurs capitalisés désireux de rendre la région du Sud-Pará productive (Forweraker *op. cit.* ; Ianni *op. cit*. ; Schmink et Wood *op. cit.*)

Comme le souligne M. Fernandes (1999), les aides publiques ont un double effet sur la formation et la consolidation de la grande propriété amazonienne. D'une part, les grands propriétaires déjà présents se transforment en grands éleveurs saisissant le coche des aides fiscales dirigées vers ces activités. D'autre part, les individus qui jusqu'alors ne possèdent pas de terres, mais souhaitent bénéficier des aides publiques, se ruent sur les terres amazoniennes. F. de A. Costa (1991) décrit ce processus comme celui de la « latifundiarisation du capital » :

> « Les appropriations individuelles, de leur côté, seraient d'autant plus extensives que la terre serait bon marché. La politique des terres pour l'Amazonie a donc eu le rôle de garantir des stocks de terres nécessaires à la structuration du grand entreprenariat, en même temps que le maintien de prix bas pour ces terres. Ces deux objectifs ont été atteints par la fédéralisation des terres *devolutas* des États, par les mécanismes de privatisation des terres, par l'impunité et l'officialisation de la *grilagem* des terres publiques et l'absence de soutien donné au développement de l'agriculture familiale de la « frontière » ».

Je retiendrai plusieurs idées de cette citation exemplaire. D'abord, faisant de la terre le sésame de juteuses aides fiscales, l'État fédéral déclenche une soif foncière que les acteurs ne pourront épancher qu'en poursuivant toujours plus à l'ouest leurs activités d'occupation foncière. Selon B. Becker (1988), se met en place une situation de « monopole de la terre » : « Le monopole ou l'appropriation privée de la terre ne sont pas synonymes de concentration foncière [...] elles constituent, en revanche, la condition nécessaire à la réalisation de gains futurs au travers de son exploitation productive, de son utilisation comme moyen d'obtention d'aides et crédits ou encore à des fins spéculatives » (: 38). L'occupation et l'appropriation de

la terre en Amazonie passent à acquérir, à partir des années soixante-dix, une valeur en soi qui ne sera jamais remise en cause par les politiques publiques suivantes. La description de F. de A. Costa (*op. cit.*) souligne un autre fait marquant : la fédéralisation de certaines terres amazoniennes. Le décret-loi n°1.164 du 1er avril de 1971 transfère la responsabilité de toutes les terres publiques situées en bordure des routes fédérales construites, en construction ou en projet de l'État-membre vers l'Union. Cette mesure de sécurité nationale fait perdre à l'État du Pará près des deux tiers de son territoire alors qu'aucune politique foncière concertée n'est mise en place entre les deux sphères gouvernementales. Finalement, l'auteur place au cœur de la « latifundiarisation » amazonienne « l'impunité et l'officialisation de la *grilagem* ». Il désigne ainsi la prolifération des actes d'appropriation ou d'occupation frauduleux des terres *devolutas* (« *grilagem* » de terre) comme l'une des causes structurelles du désordre foncier connu par l'État du Pará.

3.3. Frauduleusement renforcée

L'occupation ou l'appropriation illégale de terres (ou « *grilagem* ») n'est pas une exclusivité de l'État du Pará ou de ses voisins de la région Nord. Selon les estimations, plutôt conservatrices du gouvernement fédéral, quelques cent millions d'hectares de terres répartis dans tout le Brésil seraient concernés (Araújo et Benatti *op. cit*.). Je garderai, comme ordre d'idée, que le phénomène touche, à peu de chose près, 12 % du territoire national, à peine deux fois la France... Même si tout le territoire brésilien est atteint, force est de reconnaître qu'en Amazonie légale ces fraudes acquièrent une fréquence et une intensité inédite. Pour D. Sayago et L. Machado (2004), ce triste privilège amazonien s'expliquerait par le difficile accès à certaines régions encore enclavées et par la fragilité des pouvoirs publics régionaux.

Pour comprendre de quoi il retourne précisément, je commencerai par revenir à l'étymologie du terme « *grilagem* » qui en dit long sur les pratiques contemporaines et leurs racines historiques. Le terme vient du mot « *grilo* », « grillon » en français. Il rappelle l'artifice anciennement utilisé par les faussaires qui consistait à renfermer de faux titres de propriété fraîchement rédigés en compagnie de grillons. En quelques semaines seulement, la xylophagie des insectes et leurs déjections produisaient des documents vieux de plusieurs siècles (Treccani 2001). En raison du sens historique du terme, je propose d'en préserver la singularité et l'originalité en adoptant la traduction française littérale de « grillonage ». L'auteur de l'acte, le *grileiro*, devient par conséquent le « grilloneur ».

Brasil/MPFDA (2000) définit le grillonage comme « toute action illégale qui vise le transfert de terres publiques vers le patrimoine d'un tiers ». Pour ma part, et suivant l'acceptation qu'en donnent R. Araújo et J. H. Benatti (*op. cit.*), j'élargirai la définition du grillonage à l'occupation et l'appropriation illégale[103] du patrimoine d'un tiers. Dans le cas amazonien, ce tiers est fréquemment l'État puisqu'il est officiellement responsable des terres publiques libres. Comment expliquer ce que certains qualifient d'« industrie du grillonage », pour dénoncer l'omniprésence de l'occupation et l'appropriation illégales des terres publiques amazoniennes ?

Alors que la situation foncière initiale brésilienne est particulièrement limpide (toutes les terres appartiennent à la couronne), les modes d'aliénations successifs plus confus les uns que les autres conjugués à une infraction généralisée des normes légales ont mis l'État (qui hérite

[103] Puisque les pratiques d'occupation illégales ont été largement abordées précédemment, je privilégierai dans cette partie la description des modes illégaux d'appropriation foncière.

à l'indépendance des terres publiques appartenant auparavant à la couronne) dans une situation particulièrement critique : celle de ne plus savoir ni la localisation, ni même la taille exacte des terres qui sont sous sa responsabilité. À l'instar de G. D. Treccani (*op. cit.*), je noterai que le scénario de mise en ordre foncière projeté par l'État, au travers de la loi de la Terre (1850), laisse l'initiative de la régularisation à l'acteur privé. L'occupant requérant la légitimation de son occupation tout comme le propriétaire de plein droit doivent mener, pour régulariser leur situation, une action déclaratoire auprès des pouvoirs publics. Or, une telle mise à plat de la situation foncière, indispensable à tout projet d'aménagement du territoire national, s'oppose frontalement aux intérêts des oligarchies locales et régionales qui ont historiquement bâti leur pouvoir sur la domination de pans entiers du territoire dont ils maîtrisent l'accès aux ressources naturelles (Becker 1990a). Refusant le marché (pourtant avantageux) qui leur est proposé, les élites régionales ne déclareront ni leurs occupations ni leurs titres, paralysant ainsi l'ensemble du nouveau dispositif d'assainissement de la situation foncière proposé.

Pour rendre compte de la situation contemporaine, le juge fédéral J. da C. Dirley (1998) propose une définition actualisée du concept juridique de terres *devolutas*. Selon lui, il existerait aujourd'hui au Brésil deux types de terres publiques. D'un côté, les terres publiques *stricto sensu*, celles qu'il qualifie comme « déterminées », c'est-à-dire dont l'État (à l'échelle fédérale ou régionale) connaît la taille et la localisation. De l'autre, les terres publiques *lato sensu*, ou terres *devolutas*, qui se caractérisent en premier lieu par l' « indétermination » fondamentale qui frappe leur situation (taille et localisation). Ces terres absentes des cartes de l'État se trouvent à la merci des modes d'occupation et d'appropriation les plus violents et frauduleux. L'Amazonie légale avec quelques 245 millions d'hectares de terres *devolutas* (45 % de sa surface totale) devient la proie rêvée des grilloneurs en tout genre (Sayago et Machado *op. cit.*).

L'avocat O. Mendonça, dans le cadre de la Commission Parlementaire d'Enquête destinée à investiguer l'occupation des terres publiques dans la région amazonienne (Comissão Parlamentar de Inquérito – CPI 2001), distingue les différentes fraudes fondant le grillonage des terres d'Amazonie légale. Selon sa typologie, il serait possible de différencier : les fraudes sur les titres (signature, nom, date, etc.), les fraudes dans les procès d'appropriation (titre enregistré sans procès ou n'obéissant pas à la législation), les fraudes dans la démarcation (réalisée en salon et non sur le terrain ce qui conduit à la démultiplication des propriétés et à leur superposition), les fraudes dans la localisation (terres vendues à plus d'une reprise, il évoque ici les fameux titres « plumes » qui peuvent se poser n'importe où), les fraudes dans l'enregistrement (utilisation d'un document d'identité *ad hoc*). Cette liste invite à deux remarques.

D'abord, il s'agit de constater qu'« on a privilégié, au Brésil, le papier au détriment de l'occupation et de la mise en culture effective» (CPI 2001) depuis la Loi des Terres de 1850. En effet, avec la promulgation du premier Code Civil (1917), il devient obligatoire d'inscrire toute propriété foncière au Registre Immobilier afin d'en permettre le suivi lors des transferts entre particuliers. Le *cartório*[104] local jouit d'une délégation du pouvoir public pour l'enregistrement des terres. L'acte d'enregistrement dont il est responsable acquiert une force démesurée. Il vaut par lui-même et ne peut que très difficilement être contredit (il est dit « constitutif » et « probatoire »). Seule une décision de justice a le pouvoir de le mettre en cause et de le réviser. Celui au nom duquel l'enregistrement d'une terre a été effectué par le

[104] Professionnel appartenant au secteur privé et accomplissant les fonctions notariales.

cartório est ainsi présumé propriétaire, jusqu'à preuve judiciaire du contraire. La décentralisation des *cartórios* (chaque ville brésilienne a le sien) et le pouvoir considérable qui est le leur en ont fait les cibles de prédilection des grilloneurs.
Poursuivant le raisonnement, je soulignerai la complicité fréquente, dans le processus de grillonage, d'acteurs appartenant à l'administration publique ou qui lui sont rattachés (tels que les *cartórios*). La légalisation de la propriété de la terre au travers de l'émission de titres faux requiert la participation active d'agents du secteur public liés aux intérêts privés par des relations étroites de négociations illicites, de corruption ou de chantage. La facilité avec laquelle un titre de propriété falsifié peut être obtenu, grâce à de « bonnes relations », incite de nombreux acteurs à occuper des milliers d'hectares de terres publiques amazoniennes et à y investir des sommes considérables (sous forme de déboisements notamment). La crainte de perdre, au profit d'un autre, ce qui a été investi est rare. Au contraire, les occupants latifundiaires de la Terra do Meio ont tous à l'esprit l'idée qu'il leur sera possible « un jour ou l'autre, par un moyen ou un autre, d'arranger leur situation » (entretien). Certes, il faut souvent y mettre le prix, mais l'appropriation foncière illégale des terres occupées est une porte qui reste toujours ouverte.

Les éléments du contexte législatif, historique, politique et administratif réunis dans cette partie apportent une première ébauche de réponse au problème de compréhension que pose de prime abord le comportement des *fazendeiros* ou des autres acteurs venus investir sur une terre amazonienne dont ils ne sont pas les propriétaires. Pour approfondir la compréhension de ces comportements, il faut maintenant nous immerger dans les jeux (au sens crozierien) qui structurent la formation d'une *fazenda* dans la Terra do Meio.

B - La pastoralisation de la Terra do Meio des routes

1. Du pionnier à l'organisation pionnière

JERALDO

Jeraldo est né dans le Goiás. Son père, propriétaire de 500 ha de terres, est l'un des plus grands éleveurs de bovins du *município* de Jaruguá. Jeraldo fait ses études dans la ville de Goianese avant d'y devenir professeur. À l'âge de 27 ans, il décide subitement, « pour essayer », d'abandonner sa vie d'instituteur et de rejoindre des parents qui habitent le Tocantins (*município* de Colinas). Près d'eux, il souhaite accomplir son « rêve » : ouvrir sa propre *fazenda*. Après vingt années de travail acharné, il occupe une terre de 300 ha et y élève 400 bovins. Mais il ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Comme il l'explique : « je voulais plus, mes rêves étaient plus grands encore ». Pour les réaliser, il émigre avec toute sa famille, en 1986, vers le sud du Pará.
Aujourd'hui, il dit avoir « réussi ». L'exploitation qu'il a achetée en 1986 et a progressivement développée s'étend sur 4 000 ha dans le *município* d'Água Azul. Il y élève entre quatre et cinq mille bovins. Près du tiers de son troupeau est constitué de bœufs destinés à l'embouche. Pour l'alimentation de ces animaux, il exige une qualité d'affouragement irréprochable, « ça ne doit être que le meilleur » déclare-t-il. Pour cela, le maître mot est une « bonne gestion » tant des pâturages que du troupeau. Ses fils ne sont pas en reste. Deux d'entre eux ont déjà leur propre *fazenda*, l'un dans le *município* d'Água Azul et l'autre dans celui de Tucumã. Le cadet reste aux côtés de son père et l'aide à la gestion de la *fazenda*

d'Agua Azul. Comme Jeraldo le raconte, visiblement ému, il a consacré quinze années de sa vie, « sans s'arrêter », pour mettre en place une *fazenda* de premier plan où « tout y est ». Il voulait aussi offrir à ses fils de quoi accomplir leurs propres rêves. Aujourd'hui, il a « réussi ».
Pourtant, depuis l'an 2000, il consacre la moitié de son temps, en saison sèche, à la formation d'une « nouvelle *fazenda* ». À l'ouest du Xingu, il lui faut tout reprendre de zéro, comme s'il ne possédait rien. Il doit à nouveau, comme quinze ans auparavant : défricher, semer des pâturages, élever des clôtures, ouvrir des routes, construire une maison, acheminer des animaux, etc. Car, sur la terre de 5 000 ha dont il a acquis le droit d'occupation (pour une valeur de 32 R$/ha) il n'y a « rien », c'est-à-dire uniquement de la forêt à perte de vue. Lors de l'été 2003, 500 ha de pâturages ont été semés, dans les décombres de la forêt abattue et brûlée. L'année suivante, mille bovins y paissent déjà. L'objectif de la formation de la *fazenda* est clairement annoncé par son propriétaire : « J'ouvre 3 500 ha, j'y mets six à sept milles têtes, et c'est bon ! ».
Le jour de notre rencontre, j'attends Jeraldo plusieurs heures, dans l'habitation qu'il vient de faire construire au milieu de la forêt. Sa femme explique : « Je ne sais même pas s'il rentrera ce soir. Vous savez quand il part comme ça… ». Lorsqu'il rentre, il est plus de 20 h, l'homme est dans un état d'excitation incroyable. Un camion venant livrer plusieurs tonnes de semences s'est embourbé la veille au soir sur la piste de la Toca do Sapo qui mène à la *fazenda*. Jeraldo a passé la journée entière au côté des chauffeurs pour tenter, avec l'aide de son fils et de deux employés, de tirer le camion du bourbier situé à 40 km de la *fazenda*. Jeraldo a un besoin impérieux des semences : « C'est maintenant qu'il me les faut. Je n'ai pas le temps d'attendre. […] J'aurais jamais dû leur [les camionneurs] faire confiance ! se lamente-t-il. La prochaine fois je sais ce que je ferai. Je demanderai de livrer à la *vila* do Caboclo et je ferai moi-même les allers-retours jusqu'ici ».
Le lendemain quand je me réveille, Jeraldo a déjà quitté la maison. Il s'est levé à 4h30 pour escorter jusqu'à bon port sa cargaison. Seul avec sa femme, je demande pourquoi il fait tout ça, pourquoi il refuse le confort d'une vie dans sa *fazenda* d'Agua Azul pour venir tout recommencer ici au milieu de la forêt. Voici sa réponse : « Mon mari est comme ça. Il l'a toujours été. Moi, je le sais maintenant, il ne s'arrêtera jamais. Il lui en faudra toujours plus. […] Il aime se battre et vaincre ».

RENATO

Renato est originaire de Jacarézinho, *município* du Goiás. Son père possédait une terre d'une centaine d'hectares, mais son activité principale était en ville où il était commerçant. Après des études réalisées dans la région, Renato trouve une place dans la Compagnie d'assainissement du Paraná où il travaille dix ans. Suite à son licenciement, il achète dans sa région natale une première terre d'une vingtaine d'hectares destinée à l'embouche bovine. Les affaires ne marchent pas vraiment et après quelques mois, il pense déjà à revendre sa *fazenda*. À la recherche d'une « nouvelle voie », il accepte finalement l'invitation d'un parent qui occupe une terre dans le *município* de Tucumã et décide de « faire un tour » dans la région pour « connaître le Pará ». Il résume son voyage : « J'ai connu la région en décembre 1993… en février 1994 j'avais déjà déménagé, toutes mes affaires étaient ici ». Il décrit avoir été « ébloui » par l'activité économique de Tucumã qui vit en ce temps l'apogée du cycle local de l'or. Tout lui rappelle ce qu'il a vu quelques années plus tôt à des milliers de kilomètres de là, dans le *município* de Nova Maringá (Mato Grosso). À l'époque, « encore trop jeune et trop timide », il n'avait pas osé saisir sa chance. Ses amis plus aventureux sont déjà riches. C'est à eux qu'il pense lorsqu'il décide de tenter sa chance à Tucumã pour prendre part à « l'explosion locale ».

Si le cycle de l'or assure la « circulation de l'argent » et de quoi « faire fortune en peu de temps », les projets de Renato sont ailleurs. Là où l'espace forestier a cédé la place à l'espace fourrager, il découvre des pâturages d'une qualité hors du commun, d'une croissance annuelle exceptionnelle. Comme il le confie : « Je suis tombé amoureux de ce climat. Ici les animaux peuvent rester dehors toute l'année. C'est une merveille ! ». Dans son souvenir : « Tous les pâturages étaient verts, jeunes et les bovins très beaux. À l'époque il n'y avait aucune vache maigre ».
En 1994, il achète une terre de 600 ha dans le *município* d'Ourilândia do Norte pour une valeur de 90 R$/ha. Près de quatre vingt hectares sont déjà couverts de pâturages. En quelques semaines il est à la tête d'une nouvelle exploitation. Enthousiaste, il fait venir du Goiás une douzaine d'animaux reproducteurs sélectionnés : « C'est moi qui les ai introduits dans la région ». Depuis, leur descendance a envahi les pâturages de la région.
Bien installé dans sa *fazenda* de Tucumã, rien ne le destinait à devenir, à partir de l'an 2000, un des occupants de la ligne de *fazendas* do Jabá. Mais, Renato est aussi usurier à ses heures. En remboursement d'une dette de 15 000 R$, un de ses débiteurs propose de lui céder le droit d'occupation d'une terre de 1 100 ha située à 450 km de la ville de Tucumã. Renato avoue qu'au début, la proposition ne l'enchante guère. Il s'apprête même à la décliner pour exiger de l'argent liquide, comme convenu. Que pourrait-il bien faire d'une terre forestière aussi distante ? Ses amis insistent pourtant : « Prends cette terre, sinon tu ne seras jamais payé ! ». Plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs acquis, quelques mois plus tôt, un droit d'occupation dans la région. Renato accepte de les rejoindre. « Sans eux, je n'y serai jamais allé » confesse-t-il. Son occupation est distante de la piste forestière principale qui dessert les terres locales. Pour s'en ouvrir l'accès, il est contraint d'acheter 1 450 ha supplémentaires.
L'année suivante, le directeur de l'ITERPA organise une réunion dans la ville de SFX afin d'inciter les *fazendeiros* de la région à investir à l'ouest du Xingu (cf. section D-2.3). Le discours officiel « anime » Renato et ses compagnons. L'occupation dans la Terra do Meio devient l'incarnation d'un « rêve » pour Renato, celui d'« une grande *fazenda* d'élevage avec des pâturages toujours verts ». En trois ans, il investit plus de 60 000 R$ (d'après ses calculs) pour que son rêve devienne réalité. Des routes sont ouvertes, des ponts sont construits et une prairie de 200 ha est implantée.

Ces deux descriptions introductives qui donnent chair au personnage du *fazendeiro* sont essentielles. Survolant les trajectoires personnelles, j'ai souhaité mettre l'accent sur deux aspects. D'abord, il me tenait à cœur d'amener le lecteur au plus près de ces histoires de vies et d'envies que sont les franges pionnières pastorales d'Amazonie. Il a été question de rêves, de désirs, de travail, de vocation, d'engagements répétés. La composante affective, morale et profondément humaine de la quête pionnière est centrale, pour une compréhension approfondie du phénomène. Le désir d'être un grand propriétaire, un grand éleveur a souvent été décrit (Veiga, Tourrand *et al*. *op. cit.* ; Piketty, Veiga *et al*. *op. cit.*). Ensuite, puisqu'il s'agit bien d'hommes, d'acteurs au sens crozierien, il était important de commencer par saisir la contingence inhérente à chacun de ces itinéraires venus terminer leur course (provisoirement tout au moins) dans la Terra do Meio.

Peut-on pour autant résumer, comme c'est souvent le cas, l'avancée de la frange pionnière pastorale aux désirs, à l'enthousiasme, au courage ou aux hardiesses de ses principaux protagonistes ? Je ne le pense pas. L'efficacité ravageuse des franges pionnières pastorales mérite qu'on s'y attarde un peu plus, qu'on prenne soin d'éviter les raccourcis qui épargnent la peine et empêchent le raisonnement. M'inspirant des systémiciens, je verrai dans la tentative d'expliquer le succès de l'avancée pionnière par la seule force de caractère des pionniers une faute de logique grave qui tend à expliquer les résultats d'un niveau

d'organisation par la description du niveau d'organisation d'ordre inférieur (Watzlawick, Weakland *et al*. 1975[1974]). En effet, puisque la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri est collectivement conquérante, collectivement efficace, c'est bien à l'échelle de l'action collective et organisée, que doit se porter notre réflexion pour en rendre compte. De manière concrète, il s'agit de répondre aux questions que les descriptions introductives des parcours de Jeraldo ou Renato posent en creux : Comment le droit d'occupation a été acheté ? À qui ? Comment les pâturages ont progressivement remplacé la forêt ? Comment les routes se sont-elles allongées ? Comment les bovins ont-ils trouvé le chemin de la *fazenda* ? Comment en sont-ils sortis ? Répondre à ces questions me conduira à reconstruire l'organisation de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri. Je commencerai par la description du moment inaugural : l'acquisition du droit d'occupation.

2. Avoir « sa » terre

Près de 70 % des *fazendeiros* de la Terra do Meio rencontrés ont une résidence principale localisée dans le Sud du Pará. Comme l'illustrent de manières exemplaires les trajectoires de Jeraldo et Renato, la formation d'une *fazenda* dans la Terra do Meio est souvent postérieure à l'installation de son propriétaire dans l'un des *municípios* de la PA-279 (Xinguara, Agua Azul, Ourilândia do Norte, Tucumã ou São Félix do Xingu). L'investissement dans la Terra do Meio apparaît comme la suite donnée à une première migration réalisée depuis le Goiás, le Tocantins, le Mato Grosso ou le Minas Gerais vers le sud du Pará. C'est autour de cette double étape initiale (du *município* de la région Centre-Ouest au *município* de la PA-279 puis du *município* de la PA-279 à la Terra do Meio) que sera structurée la section qui suit.

2.1. Connaître la région

2.1.1. Du Centre-Ouest au sud du Pará

Les récits des *fazendeiros* consacrée à leur arrivée dans le Sud-Pará commencent toujours, de manière assez anecdotique, par une visite anodine rendue à un « cousin », un « ami », une « connaissance de la famille », un « ancien voisin » qui depuis quelques mois ou quelques années s'est installé dans la région. Je désignerai ce personnage comme le « passeur ». À de multiples reprises, il a réitéré son invitation pour que ses proches, parents ou amis habitants sa région d'origine, dépassent leurs craintes de l'Amazonie et viennent découvrir de leurs propres yeux l'abondance des « richesses » locales. Les descriptions, qu'il leur fait, dépeignent la région comme un véritable *Eldorado* pastoral. C'est ainsi que, seul ou accompagné, celui qui deviendra un *fazendeiro* de la Terra do Meio se laisse tenter par « l'aventure » et un beau jour décide de « connaître la région ».

Cette première visite est souvent organisée en saison sèche. Le prétexte peut en être une bonne partie de pêche dans les eaux encore si poissonneuses de la région. Le nouveau venu profite de la chaleureuse hospitalité de son hôte qui s'emploie, lors d'un séjour qui ne dépasse pas une vingtaine de jours, à lui faire découvrir toute la région. Bien assis dans le pick-up de son ami ou de son parent, le nouveau venu voit défiler les paysages de prairies verdoyantes où des bovins de race Nélore paissent paisiblement. Il visite évidemment la *fazenda* en cours de formation de son hôte : une maison à peine construite, quelques dizaines d'hectares de pâturages, un cheptel d'une centaine de têtes bovines mais surtout une foule de projets enthousiasmants. Avec un prix du foncier équivalent au cinquième ou dixième de celui de sa région d'origine, le mot « *fazenda* » acquiert un nouveau sens dans le sud du Pará. Par l'intermédiaire de son passeur, le futur *fazendeiro* de la Terra do Meio fait aussi la connaissance de ses futurs amis. À leur contact, il comprend que sa place est ici. Lorsqu'il

quitte la région, il est déjà conquis. Il n'a plus qu'une idée : revenir dans la région et s'installer. Des contactas auront même pu être pris, grâce au passeur, avec les « courtiers en terres » (« *corretores de terra* ») de la région, spécialisés dans l'intermédiation entre vendeurs et acheteurs d'occupations.

Quelques semaines ou mois plus tard, de retour dans le Sud-Pará, le futur *fazendeiro* de la Terra do Meio acquiert un droit d'occupation de 300 à 500 ha situés, de préférence, dans une zone proche de celle où vit son passeur. S'il a déjà une famille, il cherche également une petite maison en ville qui permet à ses enfants d'aller à l'école et à sa femme de maintenir un semblant de vie sociale. Une période d'étroite collaboration s'ouvre entre lui et son passeur qui l'introduit un peu plus encore dans son cercle relationnel (professionnel et personnel). Quelques conseils fondamentaux sont prodigués sur les accords à conclure et ceux à éviter, sur les hommes à fréquenter et ceux dont il faut se méfier. Le nouveau venu apprend vite. En quelques mois il a ses propres contacts, ses propres relations, ses propres affaires.

Les années passent, la *fazenda* de la PA-279 se structure, les pâturages remplacent progressivement la forêt sur le cinquième, le quart, le tiers puis les deux tiers de la surface de l'exploitation. Les premiers pâturages implantés, cinq à dix ans plus tôt, présentent déjà des signes de dégradation. Rien d'alarmant bien sûr, mais la *fazenda* montre ses limites. Le système d'élevage tourné dans les premiers temps vers la production de bovins mâles de 8-10 mois s'est intensifié, sophistiqué, routinisé pour intégrer un atelier d'embouche. La *fazenda* emploie deux ou trois travailleurs permanents. Après la valse des *peões* durant les premières années, la conduite du troupeau est à présent confiée à des vachers expérimentés et de confiance. Les enfants ont grandi. Eux aussi invitent à penser à l'avenir. C'est dans ce contexte que surgit une nouvelle opportunité d'investir dont tout le monde parle en ville.
En effet, alors que le nouveau venu s'est fixé dans l'un des *municípios* de la PA-279, la frontière pionnière a continué, pendant ce temps, son avancée vers l'ouest. Elle a atteint puis franchi le Xingu, ouvrant la voie à un stock considérable de terres libres placées sous la responsabilité de l'État du Pará. L'« appel d'air » qu'a pu provoquer l'abondance des terres forestières libres de la Terra do Meio pour les *fazendeiros* établis dans le long de la PA-279 est illustré par la figure 17. La Terra do Meio et ses terres libres encore couvertes de forêts (en blanc sur la figure) tranchent avec la dense occupation du territoire des régions situées plus à l'est, déjà presque entièrement défrichées. La réserve d'espace que constitue la Terra do Meio apparaît ainsi particulièrement attractive pour les différents acteurs installés le long de la PA-279 où toutes les terres sont déjà été massivement défrichées. Je remarquerai encore que les terres indiennes et autres espaces protégés qui ceignent la PA-279 provoquent ce que l'on pourrait qualifier d'un « effet entonnoir ». Les éleveurs de la PA-279, localisés au niveau de sa partie la plus étroite de l'entonnoir, tournent rapidement leurs regards, dès que leurs terres ont été entièrement défrichées (ou presque) et que leur capacité productive commence à décroitre, vers la manne de « terres neuves » de la Terra do Meio. L'itinéraire de Reniuldo va me permettre d'illustrer cette vision du territoire largement partagée par les *fazendeiros* de la région. J'aborderai ainsi le deuxième moment de la migration des éleveurs du Centre-Ouest vers les terres de la Terra do Meio.

2.1.2. Vers la Terra do Meio

Reniuldo

Reniuldo est originaire du *município* de Nova Avenida, dans le Goiás. Son père y était commerçant et son grand père, éleveur, possédait une *fazenda* de 250 ha. Jusqu'à l'âge de 24 ans, il gère pour le compte de son père la *fazenda* que ce dernier a achetée dans le Goiás. À la

mort de ce dernier, en 1986, Reniuldo investit la part de l'héritage qui lui revient dans l'achat d'un droit d'occupation de 350 ha de terres situés dans le Tocantins. Sans argent, il met en location les surfaces de pâturage qu'il implante année après année.
Après neuf ans passés dans le Tocantins, il décide de s'installer dans le Sud-Pará, à la recherche d'une terre plus grande. Le choix de sa destination n'est pas le fruit du hasard. Il rejoint Marlo (cf. *supra*), un ancien voisin du Tocantins, venu lui rendre visite quelques mois plus tôt. Intéressé par les dires de ce dernier à propos de la région, Reniuldo réalise son premier voyage dans le *município* de Tucumã (été 1997). La région lui plaît immédiatement. Pour la « connaître », c'est-à-dire « connaître vraiment le comportement des hommes et la force de l'élevage local », Reniuldo y transfère, dès son retour dans le Tocantins, cent génisses qu'il place en métayage dans la région. Son nouveau « partenaire »[105] local lui a été présenté par Marlo qui le dit « homme de confiance ». En souriant, Reniuldo conclue : « Tu te rends compte, mes bovins étaient ici avant moi ! ». En 1998, il vend son droit d'occupation le triple du prix d'achat et s'installe à Tucumã.

Il s'installe avec sa femme et ses deux enfants dans une petite maison du centre-ville. Contre l'avis de Marlo, il acquiert rapidement une terre de 100 ha, par l'intermédiaire d'une association de producteurs ruraux qui vient de se créer. La superficie ne le satisfait pas, mais on lui a assuré qu'il pourrait acheter sous peu trois ou quatre droits d'occupations supplémentaires. Mais, il comprend vite que ses projets d'acquisition sont compromis. Comble de malchance, le lot acheté est « sans futur » : il appartient à une terre indigène en cours de démarcation. Après quelques semaines seulement, Reniuldo et sa femme décident d'abandonner leur « terre à problèmes », sans même réclamer leur dû.
Quelques temps après, une nouvelle offre se présente. Le lot de 140 ha situé à 35 km à l'ouest du centre-ville de Tucumã est encore trop petit à leur goût, mais il présente un avantage considérable : il doit être régularisé sous peu par l'INCRA qui a entamé une vaste opération de régularisation foncière dans la région. Au rythme auquel travaillent les agents, Reniuldo imagine être officiellement reconnu propriétaire de sa terre en moins de deux ans. Mais l'INCRA suspend son opération quelques mois plus tard. Le lot qu'occupe Reniuldo n'a évidemment pas été régularisé. Par contre, après trois années de défriche, la forêt y a presque entièrement disparu, cédant la place à des pâturages déjà dégradés. Comme il l'explique : « La terre était trop mauvaise, que du sable ». Reniuldo assume la responsabilité de ses échecs. Il envisage de revenir auprès des siens dans le Goiás et abandonner cette région « qui ne va pas ».

« C'est à ce moment qu'a surgi l'histoire du Iriri ». En quelques mois, tous ses amis sont devenus maîtres d'un droit d'occupation à l'ouest du Xingu. Il y a Marlo, mais aussi Divino, Renato, Neguinho… Tous l'invitent à suivre leur exemple. Tous lui disent que cette fois, « « c'est sa chance » ». Pour s'en convaincre, Reniuldo accompagne l'un d'eux sur les terres qu'ils occupent dans la ligne de *fazendas* do Jabá. Alors il comprend : « J'ai vu leurs nouveaux pâturages, la bonne qualité des terres qui ne coûtaient presque rien. […] J'ai acheté, moi aussi ».
En moins d'un mois, Reniuldo vend sa terre de Tucumã et devient l'occupant d'une terre de la ligne do Jabá. « À cette époque tout le monde parlait du Iriri. Là, j'ai senti que c'était ma chance, cette fois » explique-t-il. Plusieurs collègues se sont même rendus, à l'époque, au siège de l'ITERPA de Belém. À leur retour, ils rapportent que la région de l'Iriri est destinée à une nouvelle régularisation foncière, d'ici deux ou trois ans. Toutes les occupations de moins

[105] J'aborderai spécifiquement les pratiques de faire-valoir indirect dans la section IV.e de ce chapitre. Pour l'instant, il convient simplement de noter que les deux hommes liés par le contrat de faire-valoir indirect sont désignés comme des « partenaires » (« *parceiros* »).

de 2 580 ha (516 alq.) devraient être régularisées. Le fait que les terres de la région soient sous la responsabilité de l'ITERPA est déjà un signe que Reniuldo interprète très positivement, « on sait qu'avec l'État du Pará, ça pose moins de problèmes ». En avril 2002, Reniuldo achète un droit d'occupation sur une terre de 2 220 ha, pour justifier son choix, il expose la situation de l'époque : « En ce temps, tout le monde courait là-bas [Terra do Meio]. Tous ceux d'ici, on se retrouvait là-bas. Comme ça on est entre amis, camarades, que des gens de bien. C'est toujours plus sûr ». Il poursuit : « j'ai reçu différentes propositions de 700 ou 800 alqueires et même plus. Vraiment plein. Mais j'ai choisi celle-là [2 200 ha] pour ne pas dépasser les limites du gouvernement ». Il termine : « Tu sais, quand on est entré là-bas, il n'y avait pas cette histoire de Terra do Meio ».

La dernière expression employée par Reniuldo me paraît tout à fait révélatrice de la ponctuation de l'action, de la découpe temporelle réalisée par les *fazendeiros* de la Terra do Meio. Il y a d'abord le temps des « terres du Iriri », c'est celui de l'appel d'air, de la « nouvelle chance » offerte à l'ouest du Xingu de former une *fazenda*. Et puis il y a le temps de la « Terra do Meio », c'est celui, selon les mots de Reniuldo, de la « déception », d'une « nouvelle désillusion » suite à la création des aires protégées.

2.1.3. L'importance de la connaissance commune

On retrouve dans les deux premiers moments (venu du nouvel arrivant dans le Pará et connaissance des terres de la Terra do Meio) que je viens de décrire la même importance jouée par les liens existants entre les *fazendeiros*. L'exemple de Reniuldo semble indiquer que non seulement les mêmes mécanismes sont à l'œuvre dans un cas comme dans l'autre, mais que ces derniers peuvent se prolonger d'un cas à l'autre. Afin de rendre compte des formes étroites de coordination, j'aurai recours à la notion de « jeux avec intérêts strictement identiques » que j'emprunte à la Théorie des Jeux. Pourquoi cet emprunt, qui risque de dérouter le lecteur, alors que la suite de la thèse sera entièrement consacrée à la description de jeux tels que les définit l'analyse stratégique de l'action collective ? La raison est simple, il m'a semblé que le jeu auquel prenaient part le passeur et le nouvel arrivant ne relevait pas d'un problème de coopération mais de coordination, car leurs intérêts sont d'emblée concordants. L. Cordonnier (1997) définit ces jeux avec intérêts strictement identiques de la manière suivante :

> « Les individus ont intérêt à la même chose ou si l'on veut, l'intérêt de l'un suit parfaitement l'intérêt de l'autre. Dans ce cas qu'on jugerait peut-être trop rapidement idyllique, il est relativement aisé de coopérer. Il suffit qu'un des deux partenaires se rende où se trouve son intérêt pour rencontrer immédiatement celui de l'autre, et l'on est quasiment assuré de la réciproque. » (: 29)

En effet, la coïncidence des intérêts du passeur et du nouveau venu est parfaite : il suffit que l'un fasse ce qui est le mieux pour lui, pour que l'autre le fasse également, les deux comportements concordant alors l'un avec l'autre et permettant à chacune des parties prenantes d'atteindre son objectif. Il suffit au passeur de se rendre pour quelques jours dans sa région d'origine afin d'attirer dans le sud du Pará un parent ou un vieil ami qui l'aidera dans la formation de sa *fazenda*, pour que celui-ci saisisse effectivement la chance qui lui est offerte de connaître et s'installer dans une région amazonienne très prometteuse, bénéficiant des conseils avisés d'un parent ou ami sur qui il peut compter. La coïncidence des intérêts des joueurs apparaît parfaite. Le passeur et le nouveau venu partagent une même activité productive (l'élevage bovin), un même projet de territoire (la pastoralisation de l'espace), les mêmes capacités financières (assez élevées). Même si la *fazenda* du passeur en est à un stade plus avancé, elle est encore en formation. Les services que les hommes pourront se rendre vont de l'aide apportée lors de la vaccination du cheptel, au déchargement de matériaux de construction pour la maison, en passant par l'échange de « bons contacts » ou de « bons

conseils ». Les relations réciproques d'entraides sont quotidiennes. Elles priment dans un contexte aussi adverse que celui de frontière pionnière amazonienne.

Dans le cas de jeux avec intérêts strictement identiques, la coopération est triviale à réaliser. Les acteurs n'ont pas à s'engager dans une négociation prolongée, basée sur un échange mutuel de comportements. Ils ne sont pas des partenaires/adversaires. Pour cette raison, j'ai préféré distinguer formellement ce premier jeu de tous ceux qui suivront et que je décrirai comme des jeux crozierien[106]. Dans cette situation si particulière, la question de l'action collective est davantage un problème de coordination que de coopération. Autrement dit, l'action collective/organisée serait compromise si et seulement si les deux partenaires ne parvenaient pas à communiquer. La condition simple à laquelle le problème de l'action collective est levé est que les acteurs partagent une « connaissance commune » (*common knowledge*) de la situation et de la position de l'autre (Cordonnier *op. cit.*). Ce résultat permet de jeter un nouveau regard sur le cas étudié.
On apprécie en effet sous un nouveau jour l'anecdote en apparence insignifiante de la « visite rendue », par laquelle les *fazendeiros* entament invariablement le récit de la trajectoire qui les a conduit de la région du Centre-Ouest jusque dans la Terra do Meio. On comprend que la « connaissance commune » s'établit précisément lorsque l'« ami d'enfance », la « connaissance familiale », le « cousin » vient passer quelques jours dans sa région d'origine et y décrit une région du Sud-Pará où la terre se négocie à prix modique, où le climat tropical assure une croissance exceptionnelle des pâturages et où les opportunités d'occupations sont nombreuses. Pour illustrer leurs propos, certains présentent des photographies qui les montrent perdus au milieu de pâturages mesurant leur taille. D'autres posent à trois ou quatre mois d'intervalles aux côtés d'une même gerbe de graminées qui les a vite dépassées en hauteur. C'est le même processus qui est à nouveau à l'œuvre lorsqu'un *fazendeiro* de la Terra do Meio fait visiter à l'un de ses collègues la nouvelle terre qu'il vient d'acquérir à l'ouest du Xingu. Derrière ces visites anodines, ces échanges d'informations on découvre ainsi un élément structurel de l'organisation de la frange pionnière du Xingu-Iriri. Il s'agit du maintien par-delà les distances d'une « connaissance commune ».

Cette section a permis de suivre la manière dont les *fazendeiros* de la Terra do Meio ont progressivement fait connaissance avec la région du Sud-Pará puis avec celle de la Terra do Meio. Mais connaître une région et les opportunités qu'elle offre n'est évidemment pas tout. Encore faut-il s'en saisir et acquérir le droit d'occupation d'une terre.

2.2. Acquérir un droit d'occupation

Pour les *fazendeiros* rencontrés, l'achat du droit d'occupation constitue l'acte inaugural de la formation de leur *fazenda*. Cet achat initial revêt une importance capitale puisqu'il les distingue fondamentalement des *grileiros* qui ont démarqué la terre qu'ils occupent par leurs propres moyens et souvent par la force. Des soixante-et-onze *fazendeiros* rencontrés, plus de 90 % ont acquis leur droit d'occupation d'un tiers (achat ou troc). Les autres, ceux qui ont eux-mêmes « coupé » la terre qu'ils occupent, sont les protagonistes de la frange pionnière de

[106] En ce qui concerne les jeux croziériens, la Théorie des Jeux parlerait de situations avec intérêts mixtes. Dans ces cas de figure, les intérêts des parties prenantes ne sont ni totalement coïncidents, ni totalement contradictoires. Comme l'explique L. Cordonnier (*op. cit.*) : « l'interaction laisse place, par construction, à des « plages » d'intérêts communs, en même temps qu'elle dresse certaines oppositions entre les préférences des agents. Si bien que les parties ont intérêts, à première vue, à rechercher à agir conjointement, en sorte que les solutions mutuellement avantageuses puissent aboutir » (: 35). Dans ces situations, la question de la coopération devient centrale et dépasse de loin le problème de la coordination entre individus, caractéristique des situations avec intérêts strictement identiques.

l'exploitation forestière qui sont parvenus à s'emparer, s'appuyant sur la structuration territoriale existante, des terres publiques ou ceux qui les ont remplacé par la force (cf. section B.3.5 du chapitre 2).

L'acquisition du droit d'occupation peut être directement négociée auprès du grilloneur. Plus fréquemment, elle fera intervenir un intermédiaire, spécialisé dans le courtage en droits d'occupation. La médiation opérée par le courtier met en lumière un nouvel aspect du caractère profondément organisé de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri.

L'acquisition du droit d'occupation, à la différence des formes de coopération décrites précédemment qui s'établissent durablement entre *fazendeiros* ou de celles que je décrirai par la suite, et qui lient les *fazendeiros* aux *colonos/fazendeirinhos/*saisonniers, reste un événement ponctuel. *Fazendeiro* et courtier entament durant quelques jours ou quelques semaines tout au plus, une relation de négociation commerciale assez classique qui ne gagnerait rien à être traduite en termes de jeu crozierien, qui caractérise avant tout une forme d'échange de comportements qui s'inscrit dans la durée. En revanche, il pourrait être très instructif de décrire sous forme de jeu, la relation durable que le courtier établit avec les *grileiros* ou du moins les vendeurs de terres locaux. N'ayant pu recueillir suffisamment d'informations sur ces interdépendances[107], je me limiterai à la description des pratiques d'un courtier en terres de la Terra do Meio avec qui j'ai pu m'entretenir.

Toninho est le propriétaire d'un commerce de vente de semences fourragères situé dans le centre-ville de SFX. Après dix-sept années passées dans le Maranhão à travailler, aux côtés de son père, sur une terre qu'ils louent annuellement, Toninho décide d'améliorer son sort en partant chercher fortune dans les mines d'or du Pará. En moins de trois ans, il en écume une demi-douzaine. La dernière qu'il fréquente le conduit dans le *município* de São Félix do Xingu. Lorsqu'en 1990, le filon aurifère tarit, le cycle local de l'acajou est au plus haut. Toninho trouve facilement un poste dans une équipe indépendante d'exploitants forestiers (ne dépendant pas d'une scierie). Chaque année, son chef d'équipe conclut le contrat qui le lie, le temps de la récolte de l'acajou, à une scierie et un domaine d'influence particulier de la Terra do Meio. Travaillant pour une scierie puis pour une autre, explorant une région puis une autre, Toninho multiplie en quelques années ses contacts dans la région et acquiert une solide connaissance des terres de la région.
Lorsque le cycle de l'acajou s'achève, il reçoit le droit d'occuper une terre de 400 ha en bordure du *rio* Triunfo. Il acquiert également, pour quelques réais, une terre de 75 ha localisée dans le secteur de la Santa Rosa (sud-est de la Terra do Meio). Quelques mois plus tard, il revend sans peine à un prix presque deux fois supérieur ses deux droits d'occupation. Pouvant compter sur un solide réseau de contacts et une bonne connaissance de la région, mais n'ayant à sa disposition qu'un faible capital financier à investir, Toninho décide de se lancer dans le courtage de droits d'occupation. Comme il l'explique : « Après l'acajou, il a fallu qu'on s'habitue à d'autres négoces. Chacun à dû se débrouiller pour trouver une nouvelle voie pour s'en sortir. Moi j'ai choisi l'achat/vente de terres ».
Toninho est également un « faiseur de *fazenda* ». C'est-à-dire qu'il propose à l'acheteur, en plus du service d'intermédiation, la possibilité de prendre en charge l'organisation d'une défriche-brûlis-semis de la taille qui l'intéresse. Il livre ainsi, sur demande, ce que l'on pourrait appeler des « *fazendas* clés en main ». Ce service s'adresse aux *fazendeiros* pressés d'entamer leur activité d'élevage dans la région, à ceux qui ne possèdent pas les contacts

[107] Ces hommes réalisent l'intermédiation entre vendeurs de terres grillonées et acheteurs. J'ai jugé qu'approfondir mon enquête sur le rôle des courtiers en terre présentait le risque d'attirer inutilement l'attention des grilloneurs locaux, qui restent des hommes excessivement puissants et dangereux.

nécessaires dans la région pour trouver une équipe de travailleurs de confiance ou à ceux qui préfèrent déléguer la responsabilité des déboisements illégaux. Pour un « pâturage tout prêt », Toninho facture en moyenne 300 à 400 R$ par hectare. Selon lui, l'activité de faiseur de *fazenda* est bien plus rentable que celle de courtier en terres. Il perçoit respectivement 10 % et 5 % de la valeur totale du contrat.
Mais comment le nouveau venu intéressé par l'achat d'un droit d'occupation va-t-il rentrer en contact avec Toninho ? Deux cas de figure peuvent se présenter. Dans le premier, le nouvel arrivant est mis en contact avec le courtier grâce à sa connaissance locale, au passeur, qui lui fait rencontrer les « bonnes » personnes[108]. Comme le rapporte Toninho, « avec le temps, les gens me connaissent, il y en a toujours un pour m'appeler du Goiás ou d'ailleurs, ou pour me demander si je n'ai pas une bonne terre pour un de ses amis ». Avec le temps il arrivera même que certains passeurs originaires du Goiás deviennent eux-mêmes les courtiers en terres de la région. C'est le cas de Henrique, négociant en produits agropastoraux dans le Goiás et dans le Mato Grosso. Après avoir découvert la région en 2001, grâce à un « vieil ami », il accroît rapidement son cercle de connaissances locales et devient deux ans plus tard, le passeur pour d'autres « amis » également intéressés par la région. Son travail de négociant le conduit à rencontrer quotidiennement de nombreux éleveurs du Goiás et du Mato Grosso. À partir de 2004, il décide de jouer l'intermédiaire entre les deux réseaux qu'il fréquente : celui des vendeurs de droit d'occupation dans la Terra do Meio et celui des *fazendeiros* du Centre-Ouest. Chaque séjour dans sa *fazenda* de la Terra do Meio (il est également propriétaire d'une *fazenda* dans le Mato Grosso et d'une autre dans le Goiás) est l'occasion de s'informer sur les droits d'occupation à vendre (localisation, superficie, infrastructures existantes, etc.). De retour dans le Centre-Ouest, il prend contact avec ses partenaires pour les « mettre au courant » des opportunités d'achat qui se présentent. En deux ans d'intermédiation, Henrique affirme avoir réussi à vendre plus de 40 000 ha de terre dans la Terra do Meio.
Dans le second cas de figure, le nouveau venu dans le Sud-Pará entre directement en contact avec les courtiers locaux. Il n'est généralement pas nécessaire de déployer beaucoup d'efforts pour les rencontrer. Toninho a d'ailleurs développé une technique de vente imparable pour gagner un nouvel acheteur : « Tu vois, je suis bien placé ici [son commerce se trouve au cœur du centre-ville, le long de sa rue principale, à quelques pas du marché]. Quand arrive une plaque [d'immatriculation] de l'extérieur, j'y vais tout de suite et je demande ce qu'ils [les passagers] viennent chercher par ici. Si c'est une terre, je les invite ici et on commence à parler… ».

Acquérir un droit d'occupation en contexte de frontière pionnière amazonienne n'est qu'un premier pas vers l'utilisation effective d'une terre. Encore faut-il s'assurer que le droit acquis sera bel et bien respecté.

2.3. Garantir son droit d'occupation

Les *fazendeiros* de la Terra do Meio appartiennent pour plus de 90 % d'entre eux au genre absentéiste. Alors que leur résidence principale se situe dans l'un des centres-villes de la PA-279 (ou dans un État du Centre-Ouest), ils occupent une terre de la Terra do Meio où leur *fazenda* est en formation. La question du respect, en leur absence, du droit d'occupation acquis se pose de manière aiguë, en particulier les premiers mois faisant suite à leur achat, lorsqu'aucune surface semée de graminées fourragères ne marque leur possession foncière. À

[108] On relèvera avec intérêt la série d'intermédiations qui se met en place entre le *fazendeiro* intéressé par l'acquisition d'un droit d'occupation et le *grileiro*. Elle représente, pour les *fazendeiros*, une mise à distance progressive de l'acte initial (violent) d'occupation et donc un gain de légitimité croissant dans l'occupation de la terre.

la différence des *grileiros*, les *fazendeiros* ont rarement pour pratique de maintenir leur droit sur la terre par l'emploi de bandes armées. Le respect du droit d'occupation doit alors s'appuyer sur d'autres pratiques. J'ai pu en identifier trois.

Dans le premier cas, le *fazendeiro* acquéreur est une figure bien connue de la région. Cette situation se rencontre notamment lorsque ce dernier habite l'une des plus proches villes de la Terra do Meio (São Félix do Xingu, Tucumã ou Ourilândia do Norte). Sa réputation et sa présence locale depuis plusieurs années, renforcées par celle d'un employé sur place, suffisent généralement à garantir le respect du droit d'occupation acquis. J'observerai encore que les lignes de *fazendas* peuvent fréquemment être occupées par des groupes de *fazendeiros* qui se connaissent, s'estiment et pour cela respecteront les limites de leurs occupations réciproques. Des phénomènes de surveillance collective peuvent même se mettre en place (cf. les « condominiums coopératifs » de la section B.3.2 de ce chapitre).

La deuxième forme de garantie du droit d'occupation acquis est liée à la personne du vendeur ou du *grileiro* qui est l'origine du droit d'occupation. Comme on l'a vu dans le chapitre 2, le *grileiro* a généralement acquis par la force, au temps des « coureurs de *picadas* », un droit d'occupation sur une terre. Le droit d'occupation qu'instaure le *grileiro* repose sur l'imposition et le maintien par les armes de l'usage monopolistique d'une aire forestière. Des bandes armées sont chargées de faire respecter *manu militari* la domination territoriale du *grileiro*. De l'instauration de ce respect naît le droit d'occupation. Le droit d'usage exclusif sur une terre publique ainsi créé peut ensuite être vendu (ou échangé) à un *fazendeiro* ou, plus fréquemment, passe d'abord entre les mains d'une ou deux générations de spéculateurs fonciers spécialisés dans l'acquisition, le lotissement et la revente des terres. Le *grileiro* ainsi que les spéculateurs fonciers (qui devront parfois garantir leur droit d'occupation par l'emploi de bandes armées) sont des figures locales respectées et craintes. Ainsi, comme on me l'explique, l'acheteur extérieur (le *fazendeiro*) bénéficie pour une durée d'une ou deux années d'une garantie de son droit d'occupation, attachée à la figure du vendeur. Tout se passe comme si le vendeur se portait garant du respect du droit d'occupation pour son acheteur. Pendant cette période, toute atteinte au droit d'occupation acquis par le *fazendeiro* équivaut à une remise en cause indirecte de l'autorité du *grileiro* ou du spéculateur, qui n'hésiteront pas à user de représailles contre l'infracteur.

La dernière forme de garantie est liée à la figure de celui que je nommerai « l'intermédiaire local », capable de placer le *fazendeiro* et son occupation sous sa protection. Cet intermédiaire est souvent entré dans la Terra do Meio comme un simple *colono*. Faiblement capitalisé mais arrivé parmi les premiers, il a démarqué par ses propres moyens de nombreuses aires d'une centaine d'hectares localisées à proximité de la route. Lorsque les migrants commencent à affluer sur les bords de la route, il vend pour une bouchée de pain aux nouveaux venus les terres démarquées. Le paiement est parfois effectué en journées de travail sur sa propre terre. Il incite également parents et amis à venir le rejoindre. En quelques années, il est à la tête d'une véritable « colonie » (entretien) constituée d'amis, de parents ou d'obligés. Grâce à ce réseau local patiemment construit et grâce à l'argent de la vente des terres qu'il a su mettre de côté, l'intermédiaire local ouvre alors une épicerie ou un bar-restaurant dans l'une des *vilas* de la Terra do Meio. On retrouve en effet ce même profil d'acteur dans la *vila* Central, la *vila* do Caboclo et la *vila* Canopus. Grâce à son activité commerciale et aux avances qu'il consent, il parvient à renforces et étendre encore un peu plus son réseau d'obligés parmi les *colonos* de la région. On retrouve ici les dynamiques de différenciation sociale liant pratiques commerciales et relations étroites de patronage entre *colonos*, telles que les a décrites L. Musumeci (1988). Expert dans l'art de créer et saisir les opportunités qui s'offrent à eux, ces intermédiaires

locaux ont, d'après mes entretiens, pu jouer un rôle central comme soutien matériel et financier aux principales invasions de terres décrites dans le chapitre 2 (celle de la Canopus et celle de feu Laudelino).
Chaque intermédiaire possède aujourd'hui son public d'obligés. Dans la *vila* Central, il en existe trois. Il y a d'abord celui d'Adalberto. Il rassemble les familles les plus dévotes de la région de la Central qui, presque chaque soir (et à coup sûr le samedi et le dimanche), se rendent au culte protestant (Assembléia de Deus) donné dans le temple de la *vila*. Ceux qui viennent de loin changent de vêtements sous son toit, y prennent un encas, un verre ou le dîner. Ils achètent au passage un savon, une brosse à dent, un paquet de gâteaux ou un jus de fruit. Adalberto, en bon pratiquant, ne vend ni ne consomme d'alcool. Le commerce de Tassio en revanche vend de l'alcool. Son groupe d'obligés est constitué par les *peões* des *fazendas* environnantes ou les *colonos* que les pratiques religieuses puritaines ennuient. Avec le temps, Denis s'est imposé comme l'intermédiaire local le plus puissant. Il possède le commerce-bar le plus florissant la *vila*. Comme le décrit un obligé de Adalberto, Denis est proche des « mauvais hommes ». Il est vrai que l'on retrouve dans son bar, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, les figures locales les plus inquiétantes. Son réseau recouvre notamment les *colonos* qui ont participé à l'épopée forestière en défendant les aires d'influence des scieries locales. Comme me le dira un habitant de la *vila* Central, ce sont ceux qui ont « du sang sur les mains et des choses à se reprocher ».

Avec l'entrée dans la région des *fazendeiros* absentéistes, à partir de l'an 2000, la reconnaissance et l'influence locale que les intermédiaires locaux ont progressivement su établir a pris un nouvel essor. Ces petits chefs locaux deviennent les intermédiaires entre leur réseau d'obligés et les nouveaux venus de la frontière. Ils deviennent ceux « qui sont connus localement et qui peuvent certifier les occupations » comme le décrit l'un d'eux. Tassio « certifie » le droit d'occupation du *fazendeiro* absentéiste, dès lors que ce dernier entre en relation étroite avec lui. L'intermédiaire local devient le « marginal-sécant » ou « portier » tel que le décrit E. Friedberg (1988) : « quelqu'un qui, ayant le pied dedans et l'autre dehors, possède plusieurs casquettes et peut donc jouer le rôle indispensable d'intermédiaire ». Le pouvoir du marginal-sécant réside dans le contrôle qu'il exerce sur le flux d'informations et de communications entre la société locale et le *fazendeiro* absentéiste. Comme, je le montrerai de manière détaillée dans les sections suivantes, *colonos* et *fazendeiros* dépendent l'un de l'autre. Chacun représente pour l'autre une source d'incertitude qu'il lui faut, dans la mesure du possible, contrôler. Par leur travail de médiation, les intermédiaires permettent précisément de réduire les zones d'incertitudes respectives qui pourraient mettre en danger la coopération et le « développement » de la région. Par cette médiation et dans cette médiation, l'intermédiaire entre lui-même dans une relation de pouvoir avec ses différents partenaires/adversaires.
D'un côté, il garantit au *fazendeiro* que personne ne viendra envahir sa terre. Il assure qu'il ouvrira l'œil et utilisera son influence, en sa faveur. De l'autre, le *fazendeiro* doit faire appel à ses services pour trouver un garde de confiance pour sa terre, un ou plusieurs travailleurs expérimentés, un vacher compétent, un métayer zélé, des veaux de bonne conformation pour remplir ses pâturages. L'intermédiaire répercute instantanément ces demandes auprès des membres de son réseau : il offre un travail à celui qui en cherche, il présente un acheteur à celui qui vend ses veaux, il trouve un « partenaire » à celui intéressé par un mode de faire-valoir indirect de ses prairies, etc. Symétriquement, il assure au *fazendeiro* qu'il trouvera à coup sûr ceux qui conviendront. Avec le temps, les marginaux-sécants deviennent toujours plus indispensables à la qualité de la communication entre les uns et les autres. Leur intervention permet de fluidifier les relations entre partenaires/adversaires des jeux crozieriens et entre les jeux eux-mêmes, que je décrirai dans les sections qui suivent.

J'observerai que les liens qui s'établissent avec l'« intermédiaire local » ont d'autant plus de valeurs aux yeux des *fazendeiros* que ceux-ci nourrissent souvent une certaine méfiance à l'égard du vacher ou gardien qui gère/garde la *fazenda* en leur absence. Cette suspicion qui affleure fréquemment lors des entretiens n'est pas sans fondement. En effet, les vachers/gardiens rencontrés, avouent sans détour que l'intérêt majeur de travailler dans la Terra do Meio, malgré les infrastructures précaires et le manque de confort évident, est l'absence du « patron » qui « n'est pas sur leur [notre] dos toute la journée ». L'absence de contrôle direct leur ouvre en effet de larges marges de manœuvre pour organiser leurs journées de travail. Comme l'un d'eux n'hésite pas à le déclarer, l'absence du *fazendeiro* offre aussi le moyen d'en faire le moins possible. D'autant, que « les *fazendas* de la Terra do Meio sont au début, il n'y pas vraiment de gestion du troupeau, alors il n'y pas grand chose à faire tous les jours ». Lassé par la tâche, insatisfait des conditions de travail, désireux de « changer d'air », pour toutes ses raisons, les vachers/gardiens des *fazendas*, souvent de jeunes gens d'une trentaine d'années, n'hésiteront pas à abandonner leur emploi après quelques mois ou quelques semaines seulement. Ils sont souvent décrits dans la région comme des travailleurs peu responsables, qui vont et viennent, passent d'une *fazenda* à l'autre à leur gré. Fatigué de le rappeler à l'ordre sans cesse, le *fazendeiro* ne reculera pas non plus à renvoyer un vacher négligent, souvent non déclaré officiellement d'ailleurs. Pour en trouver un nouveau, pour suivre à distance ses principaux faits, pour limiter ses prises de décision, il est bon de pouvoir compter sur un « intermédiaire local » qui, lui, ne risque pas de disparaître du jour au lendemain.

Grâce à cette section, j'ai accompagné la migration des *fazendeiros* depuis leur État d'origine du Centre-Ouest jusque dans le centre-ville d'un *município* du Sud-Pará où ils se sont généralement installés (leur *fazenda* se trouve en proche périphérie). Ensuite, j'ai suivi la manière dont ils en sont venus à s'intéresser aux terres libres « du Iriri » (Terra do Meio), entre la fin des années quatre-vingt-dix et le début des années deux mille. On a vu comment ils ont acquis, grâce à l'intervention de leur passeur, un droit d'occupation sur ces terres puis comment ils ont réussi à le préserver durant les premiers temps.
Former une *fazenda* dans la Terra do Meio, c'est former un territoire. C'est s'approprier un espace forestier qu'on marque de son sceau et qu'on convertit massivement à un usage productif. Est-ce un hasard si l'on emploie le même verbe pour décrire le travail de construction d'une *fazenda* d'élevage que celui utilisé pour décrire l'implantation des prairies au milieu de la forêt ? Dans la Terra do Meio en tout cas, on « forme » une *fazenda* tout comme on « forme » des pâturages. Mieux, ces deux expressions s'avèrent parfaitement équivalentes et interchangeables aux yeux de mes interlocuteurs. Le pâturage devient l'opérateur métonymique de la *fazenda*. Former une *fazenda* d'élevage entre le Xingu et l'Iriri, c'est avant tout prendre l'initiative de convertir l'espace forestier en espace fourrager. C'est à cette pratique que sera consacrée la section suivante.

3. Abattre, brûler et semer

Convertir la forêt en pâturages sur des dizaines ou centaines d'hectares à chaque saison sèche, c'est à chaque fois prendre la tête d'un chantier phénoménal qui organise dans le temps et l'espace la coupe de végétation de sous-bois, l'abattage des arbres plus importants, le brûlis de la végétation séchée par le soleil qui jonche le sol et le semis de graminées fourragères.

Le déboisement par emploi de puissants engins de terrassement, bien qu'il frappe davantage l'imagination, reste encore marginal dans la Terra do Meio. Plusieurs *fazendeiros* y ont eu

recours. Pour ces derniers, il présente des avantages incomparables : gain de temps, limitation de la main d'œuvre employée, possibilité de travail en saison des pluies et moyen de contourner la surveillance satellite de la police environnementale. Mais la mécanisation des déboisements dans des zones aussi enclavées présente un inconvénient de taille : à chaque casse l'engin est arrêté pour plusieurs heures, jours ou semaines. Et les casses sont nombreuses lorsqu'il s'agit de déraciner tous les arbres de moins d'un mètre ou un mètre cinquante de circonférence à hauteur de poitrine. Pour cette raison, on me conseille de ne pratiquer le déboisement mécanisé que si le matériel loué ou acheté est en bon état (s'il est neuf, c'est parfait) ou si l'on « s'y connaît en mécanique » (soi-même ou un homme de confiance)[109]. Dans le cas contraire, et bien qu'« employer des gens donne beaucoup de travail », cela reste une « solution plus sûre ».

Si le recours à la main d'œuvre salariée « donne du travail » à l'employeur, selon l'expression brésilienne consacrée, c'est précisément parce que chaque travailleur maîtrise, par son comportement, une zone d'incertitude qu'il marchandera lors de jeux (au sens crozierien) avec son employeur.

3.1. Le jeu de la coupe de végétation de sous-bois

Afin de reconstituer les dynamiques qui fondent le jeu de la coupe de végétation de sous-bois, je suivrai un de ses participants : un travailleur saisonnier nordestin[110]. Depuis sa naissance, Gustavo vit dans le *município* d'Anapurus, dans le nord-est du Maranhão. Lorsque je le rencontre en septembre 2005, c'est la cinquième année consécutive qu'il se rend en saison sèche dans le sud du Pará. Entre 2001 et 2004, il a passé la majeure partie de ses étés dans la Terra do Meio, à couper la végétation de sous-bois pour le compte des *fazendeiros* de la région. Mais en 2005, suite à la création des aires protégées de la Terra do Meio, il ne trouve aucun employeur. Il fait néanmoins le voyage et travaille pendant plus de deux mois dans le *município* de Tucumã où « Renato et ses amis » ont réussi à lui trouver du travail. « Renato et ses amis » forment un groupe de *fazendeiros* résidant dans la ville de Tucumã ou dans la ville voisine d'Ourilândia do Norte. Ils forment actuellement, pour la plupart d'entre eux, leur nouvelle *fazenda* dans une des lignes de *fazendas* de la Terra do Meio. Lors des entretiens et conversations que j'ai eues avec Gustavo, l'immense reconnaissance qu'il nourrit à l'égard de Renato affleure à chaque instant. Il déclare : « Renato, pour moi, c'est un vrai père ». La métaphore paternelle éveille inévitablement un certain malaise chez l'auditeur. Elle résonne comme le témoignage par trop criant de l'homme pris dans l'une de ces relations paternalistes dont l'Amazonie s'est trop souvent fait le théâtre.

3.1.1. Quand le travailleur devient une chose

C. Geffray (1995) n'a eu de cesse de dénoncer derrière, ces formes de reconnaissance trop visibles, le triomphe de ce qu'il nomme la « fiction marchande » par laquelle en même temps qu'il « oblige » un peu plus, le patron « extorque » un peu plus à sa clientèle captive. Je retiendrai de son « modèle du paternalisme » (Geffray 1996) un aspect fondamental : il s'agit de l'asymétrie fondatrice de ces rapports de domination sociopolitiques. Cette asymétrie tient,

[109] Le seul *fazendeiro* de la ligne de *fazendas* da Toca do Sapo qui a utilisé des engins de terrassement pour déboiser sa propriété est l'un des principaux concessionnaires d'engins agricoles du Sud-Pará.

[110] Les travailleurs saisonniers, souvent employés dans les *fazendas* pour réaliser la coupe de végétation de sous-bois sont des figures importantes de la frange pionnière pastorale. Je n'ai pas jugé opportun de les présenter dans la section A.II de ce chapitre consacrée aux acteurs du territoire de la pastoralisation car ces derniers, à la différence des *fazendeiros*, *fazendeirinhos* et *colonos* n'occupent pas de terre dans la Terra do Meio. Ils viennent seulement y chercher du travail saison sèche après saison sèche.

pour l'auteur, à la position privilégie qu'occupent les anciens *patrões* du caoutchouc. Ils se sont en effet imposés comme le point de passage obligé entre les *seringueiros* et le marché. Ainsi, la relation d'exploitation reposerait *in fine* sur le contrôle monopolistique de la circulation des biens. L'auteur décrit ainsi comment, au fur et à mesure des entretiens qu'il réalise, « quelque chose d'insistant s'est manifesté, touchant les formes brutales ou insidieuses de la domination sociale et la férocité de l'exploitation dans ces régions : « patrons » et commerçants s'arrogent le monopole de la circulation des biens, et ils en usent pour se soumettre le travail des hommes auxquels ces biens sont destinés et « vendus » » (Geffray 1995 : 7). L'asymétrie considérable des « incertitudes objectives » entre *patrões* et *seringueiros* tient à ce que les premiers sont les seuls à pouvoir réaliser les allers et retours entre le lieu de production et le lieu de commercialisation. Si je partage pleinement l'interprétation que l'auteur donne de la relation *seringueiro-patrão*, je juge par contre abusive sa thèse qui consiste à la transposer systématiquement aux relations qui s'établissent entre travailleurs journaliers/*peões*/collecteurs de noix du Pará et grands propriétaires. L'exposé suivant me permettra de dégager, par contraste avec la lecture de C. Geffray (1995), un aspect essentiel de mon interprétation des relations entre Gustavo et le groupe de *fazendeiros* de la Terra do Meio.

Après l'évocation de la situation des *seringueiros*, C. Geffray (1995) nous donne à voir une situation spécifique qui fonde son argumentaire :

> « Marabá, Juin 1991 – Caçula M. inspectait le bétail sur ses domaines, pour se changer les idées. À l'entrée de la fazenda Vira-Saba, un journalier contracté par lui trois semaines plus tôt l'interpella et réclama son salaire :
>
> - Je ne suis pas ici pour faire les comptes, dit Caçula.
> - Mais j'ai un solde !
> - Garçon, si tu veux tu te tires, mais tu ne m'embêtes pas…
> - Je ne veux pas de votre aumône.
> - Quoi garçon ! Tu veux que je te bute ?
> - Oh ! Vous n'êtes pas fou quand même !
>
> Caçula empoigna l'arme de calibre 7.65 qu'il portait à la ceinture et logea deux balles dans la tête du jeune homme. » (: 37).

Pour l'auteur, dans la mesure même où les journaliers sont des travailleurs saisonniers qui ont la possibilité d'aller et de venir, il est impossible à leur *patrão* d'en faire une clientèle entièrement captive, comme celle des *seringueiros*. D'où ce supplément de violence. Tant que la fiction marchande tient, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes du paternalisme. Lorsqu'elle perd pied, qu'elle est démasquée, il ne reste pas d'alternative autre que de supprimer le « mauvais joueur ».

Poursuivant sa démonstration, C. Geffray (1995) aborde ensuite le « travail esclave » encore appelé « esclavage blanc ». Cette configuration paternaliste met en scène des journaliers employés pour la réalisation d'une défriche-brûlis dans le sud du Pará. Les travailleurs du nordestins se rendent dans les pensions du Sud-Pará où ils s'endettent avant qu'un « *gato* »[111] vienne leur proposer de racheter leur dette et de travailler dans une *fazenda* voisine. Après avoir accepté le contrat, le journalier est emmené par le *gato* au milieu de la forêt, là où le chantier doit démarrer. L'esclavage débute alors. Les hommes commencent par travailler pour rembourser une dette qui s'alourdit chaque jour puisqu'il leur faut acheter auprès du *gato* (ou un de ses lieutenants) les vivres, ustensiles et matériels vendus à prix d'or mais dont ils ont absolument besoin. Quand l'un d'entre eux commence à se plaindre ou menace de s'enfuir, il est souvent abattu, pour l'exemple. C. Geffray (1995) conclut :

[111] Le « *gato* » (« chat ») est une figure emblématique de la société du Sud-Pará. Dans la formation des *fazendas*, il joue le rôle de maître d'œuvre pour le maître d'ouvrage que serait le *fazendeiro*. En raison de la violence des pratiques décrites, son nom est devenu l'indicateur infaillible des pratiques de « travail esclave ».

> « Défrichements, brûlis, entretien des pâturages…peu importe, les modalités de la soumission du travail requis massivement sur les *fazendas*, par le truchement des *gatos* demeurent finalement identiques à celles rencontrées jusqu'alors, dans l'extraction du latex comme dans le ramassage de la noix du Brésil : amorce par l'endettement, pérennisation de la dette procédant d'une structure de fiction marchande, et usage récurrent de la force brute à la faillite de la fiction » (: 37).

Convenons-en tout de suite, les situations dépeintes et analysées par l'auteur sont encore tragiquement d'actualité dans le Sud-Pará. Dix ans après la publication de son livre, la CPT-SFX continue de dénoncer publiquement les pratiques effrayantes de travail esclave. Encore aujourd'hui, des hommes apeurés se présentent au bureau de la CPT-SFX, après plusieurs jours ou semaines de marche en pleine forêt, pour dénoncer l'existence du camp d'esclavage blanc qu'ils ont fui au péril de leur vie. Il suffit de rencontrer ces hommes à la peau lacérée (pour s'être cachés plusieurs jours dans un taillis d'épineux) qui se jettent à terre au moindre éclatement de pot d'échappement trop bruyant, pour imaginer ce qu'a pu être la battue forestière dont ils ont réchappé. Le travail esclave et ses formes dérivées sont des réalités bien tenaces dans le sud du Pará en général et dans la Terra do Meio en particulier. Elles n'en restent pas moins des cas rares au regard du nombre de chantiers ruraux (coupe de végétation de sous-bois, abattage d'arbres, nettoyage de pâturages) que la région connaît à chaque saison sèche. La cruauté insupportable qu'elles mettent en lumière les a consacrées comme les symboles d'une frange pionnière à la violence quotidienne par ailleurs bien connue. Mais, à réduire la diversité des relations de travail de la frange pionnière pastorale du Sud-Pará à cette forme unique et extrême, on s'interdit de comprendre la multiplicité des autres interactions qui au jour le jour assurent sa lente conquête du territoire. Chaque année depuis l'an 2000, dans la Terra do Meio, des centaines d'hectares de forêts sont défrichés, des kilomètres carrés de pâturages sont nettoyés sans qu'il s'agisse de travail esclave. Compte tenu de ma posture de recherche et de ma problématique, c'est à ces pratiques, peut être moins médiatiques mais sans doute plus ravageuses du point de vue environnemental, que je m'intéresserai.

Lorsqu'il aborde la question du travail esclave dans les *fazendas* du Sud-Pará, C. Geffray (1995) décrit une situation très particulière, caractérisée par le déni d'humanité dont les travailleurs sont les victimes quotidiennes. Ces situations d'esclavage moderne, où un homme devient objet entre les mains d'un autre, atteignent les limites de la relation de pouvoir telle que l'a définit R. Dahl (*op. cit*.) et l'ont repris M. Crozier et E. Friedberg (1977). Pour ces derniers en effet la relation de pouvoir est une relation négociée c'est-à-dire :

> « une relation réciproque car qui dit négociation, dit échange. Or, si une des deux parties en présence n'a plus aucune ressource à engager dans une relation, elle n'a plus rien à échanger : elle ne peut donc plus entrer dans une relation de pouvoir à proprement parler. En d'autres termes, si B ne peut plus marchander sa volonté de faire ce que A lui demande, il ne peut plus y avoir de relation de pouvoir entre les deux, car B cesse alors d'exister en tant qu'acteur autonome face à A, pour ne devenir qu'une chose. » (: 68).

C'est bien cette « chose » que le travailleur esclave devient entre les mains du *gato* ou du *fazendeiro.* Un homme qui, tel que nous le présente C. Geffray (*ibid*.), n'a rien à échanger avec le *patrão*. Pourtant, lorsque j'écoute attentivement Gustavo me parler de « Renato et ses amis », de son travail, de ses venues saisonnières du Maranhão, ça n'est pas un homme-chose qui me parle. Un homme pris au jeu d'une forme avancée de paternalisme, sans aucun doute, mais un homme encore capable de monnayer son bon vouloir, encore capable de négocier le comportement que son employeur attend de lui.

C'est bien une relation d'échange, réciproque, profondément asymétrique aussi, dont il est question ici. L'enjeu de recherche devient alors de déterminer de quel type d'échange il s'agit

et comment il tient dans le temps, par-delà les asymétries objectives trop visibles qui distinguent le *fazendeiro* du travailleur journalier ou du *colono* de la Terra do Meio.

3.1.2. Quand le travailleur reste un homme

À la source du pouvoir tel que le conçoivent M. Crozier et E. Friedberg (*op. cit.*), il y a la zone d'incertitude contrôlée par un acteur qui lui permet de mettre en péril les intérêts d'un autre acteur. L'incertitude n'est pas une donnée absolue. Elle ne prend sens que dans la configuration précise d'une relation d'interdépendance entre deux acteurs (ou plus). Pour influencer le cours d'une relation de pouvoir, l'incertitude doit être « pertinente ». Quelles sont les incertitudes pertinentes qui sont à la base de la relation de pouvoir que Gustavo et Renato entretiennent à l'occasion d'une défriche-brûlis dans la Terra do Meio ?

Comme l'explique Gustavo, cela fait cinq années consécutives qu'il travaille pour Renato. Pourtant, lorsqu'il arrive pour la première fois dans la région en mars 2001, il ne connaît personne, ou presque. Il vient tenter sa chance dans cette région du Pará dont on dit dans le Maranhão qu'elle offre en saison sèche de nombreuses opportunités de travail très bien payées. Gustavo décide ainsi de profiter de la présence de son beau-frère, Nede, dans le *município* de Tucumã où il travaille depuis un an dans la *fazenda* d'Ilton, pour tenter sa chance. Grâce à Nede, Gustavo est rapidement engagé pour un premier chantier de nettoyage de pâturages dans la *fazenda* d'Ilton. Comme il s'acquitte au mieux de la tâche qui lui a été confiée, le *fazendeiro* lui propose une série de travaux à réaliser dans sa *fazenda*, jusqu'à ce qu'il n'ait plus rien à lui offrir. Gustavo est contraint de trouver un nouvel employeur. À la même époque, Renato se met à la recherche d'un groupe de travailleurs pour un chantier de défriche-brûlis de plusieurs dizaines d'hectares situé dans son occupation de la Terra do Meio.

Ces quelques détails me permettent de qualifier concrètement l'asymétrie fondamentale qui structure la relation entre Renato et Gustavo. Il y a bien interdépendance, puisque le premier a besoin des services du second et le second de l'offre de travail du premier. Mais cette situation initiale n'est évidemment pas symétrique. Gustavo vit loin de sa famille, paye chaque jour des frais d'hôtel et son temps dans la région est compté. Il doit trouver un travail au plus tôt. Rentrer au foyer serait un lourd échec[112]. La situation de Renato paraît bien plus confortable. Mais elle ne doit pas être surestimée. En effet, le milieu de la saison sèche approche, si le chantier ne débute pas au plus tôt, le brûlis de la végétation coupée et séchée par le soleil sera gêné par l'arrivée des premières pluies. De plus, bien que les *peões* n'aient jamais manqué dans la région, depuis quelques étés Renato connaît de plus en plus de difficultés pour trouver des « bras » capables de faire du « bon travail ». Bien sûr, le déboisement dans la Terra do Meio pourrait être retardé d'un an… mais l'épuisement des pâturages de sa *fazenda* de Tucumã l'inquiète. Son élevage pourrait en souffrir.

Avant qu'il ne quitte l'exploitation, Ilton a mis Gustavo en relation avec Dirlão, un collègue *fazendeiro* de Tucumã en recherche de main d'œuvre. Sur la recommandation de son ami, Dirlão accepte facilement d'employer Gustavo. Mais comme il lui explique, ce qu'il lui faudrait, c'est un groupe d'une dizaine d'hommes pour effectuer un « travail lourd », un déboisement de 100 ha dans la Terra do Meio. Gustavo lui propose alors de faire venir du Maranhão la main-d'œuvre qui lui manque. Il s'agira de frères, beaux-frères, cousins ou amis de confiance dont il répond.

[112] Dans la région du Maranhão où il vit, la sécheresse réduit à rien les offres de chantiers agricoles durant cette période de l'année.

Une semaine plus tard, la douzaine de travailleurs d'Anapurus sont conduits par Dirlão jusqu'à son occupation de la Terra do Meio, localisée à quelques kilomètres seulement du Iriri. Tous les dix jours, Dirlão rapporte de la ville la « liste » de courses que Gustavo et son équipe lui ont remise la fois d'avant. Les achats sont décomptés du salaire promis. Comme le précise Gustavo, les prix sont « ceux des commerçants de Tucumã, pas un centime de plus ». À chacun de ses passages sur le chantier, Dirlão évalue « de loin » (selon Gustavo) l'avancée des travaux. Il faut bien reconnaître qu'accompagner de près le travail de coupe de la végétation de sous-bois d'une centaine d'hectares est pour le moins pénible. Il faut inspecter une superficie considérable dont le sol est jonché de branchages. La progression y est lente, laborieuse et même dangereuse puisqu'on ne voit pas où l'on pose les pieds.
Le peu que Dirlão voit lui suffit. L'organisation dont les hommes font preuve l'impressionne. Chaque jour, à tour de rôle, l'un d'entre eux se lève à cinq heures du matin et silencieusement prépare le déjeuner et le souper de toute l'équipe : riz et viande de chasse frite. Lorsqu'une heure plus tard, ses compagnons se réveillent, tout est déjà presque prêt. L'un d'entre eux (également désigné à l'avance) fait le café et réchauffe les restes de la veille, qu'il dispose au milieu de la table, déjà mise la veille au soir par un de ses compagnons. Pour maximiser leurs gains, Gustavo et son équipe travaillent « tous les jours que le bon Dieu fait, sauf le dimanche après-midi ».

Alors que le chantier touche à sa fin, ils reçoivent une nouvelle visite de Dirlão. Mais cette fois, il n'est pas seul. Il est accompagné de son ami Renato. Lui aussi recherche une équipe de travailleurs pour la coupe de la végétation de sous-bois de 75 ha. Son occupation se situe à une trentaine de kilomètres à peine de celle de Dirlão. Après avoir travaillé pour Renato et quelques autres, les travailleurs reprennent la route du Maranhão. Quand l'été s'achève, chacun des travailleurs rentre avec un solde de plus de 3 000R$ et surtout, comme le souligne Gustavo, « avec le numéro de téléphone de Renato, Dirlão et Dr. Felipe ». Ce sont ces numéros que Gustavo composera huit mois plus tard pour préparer son retour dans la région, quand sera revenu le temps de « descendre en forêt ».

Je propose de revenir sur cette succession d'événements afin d'identifier ce qu'à la suite de M. Crozier et E. Friedberg (*op. cit.*), je qualifierai de « jeu » de la coupe de végétation de sous-bois. Pour en saisir la pleine signification et dépasser l'usage métaphorique, il convient d'en distinguer les deux moments constitutifs (Friedberg 1997[1993]). Le premier est celui de la « négociation instrumentale »[113]. Il ouvre la relation de pouvoir qui, je le rappelle, a d'abord une visée instrumentale : les acteurs ne s'investissent pas dans une relation de pouvoir pour la beauté du geste, mais parce qu'ils cherchent à obtenir de leur partenaire/adversaire un certain comportement. Le caractère instrumental de la relation qui s'ouvre se laisse résumer par le contrat que passent les joueurs, et qui engage le comportement qu'ils doivent se donner l'un à l'autre : « je te paie » contre « je travaille pour toi ». Cette première négociation est directement conditionnée par les ressources, ou incertitudes pertinentes, que chacun maîtrise (décrites plus haut). Le résultat de cet échange instrumental sera l'établissement d'une règle de comportement précise, du type : Renato paie huit milles réais pour que l'équipe de six travailleurs coupe la végétation de sous-bois des soixante-quinze hectares[114] de forêt localisés entre les quatre points A, B, C et D.

[113] Pour décrire ces deux moments, E. Friedberg (1997[1993] : 134-150) parlera d'« échange économique » ou « intrumental » et d'« échange politique ».
[114] Plutôt que l'hectare, l'unité de surface utilisée localement est l'« *alqueire* » ou « *alqueirão* » qui correspond à 5 ha (4,84 ha exactement). Il s'agit d'une unité de mesure traditionnellement utilisée dans les États du Goiás et du Tocantins. Il n'est pas anodin de constater qu'il s'est imposé depuis quelques années dans le sud du Pará :

Mais le jeu, comme échange négocié de comportements, ne s'arrête pas là. Une fois la règle instituée, il entre dans sa seconde phase, celle de la négociation sur le respect de la règle, c'est-à-dire la négociation politique. Un éventail de stratégies est disponible pour chaque joueur. Pour simplifier, je distinguerai quatre combinaisons stratégiques dégagées de mes entretiens avec les *fazendeiros* et les hommes qu'ils emploient.

Dans le premier cas, Gustavo et son équipe s'aperçoivent, après plusieurs jours de travail, que la somme convenue ne reflète pas la difficulté de la tâche à accomplir. Les conditions de travail et le comportement du *fazendeiro* ne leur conviennent pas non plus. Ils savent par expérience qu'une fois la règle établie, il est bien difficile d'y revenir. Ils décident donc d'abandonner le travail, mais réclament leur dû au titre des quelques jours passés en forêt. Face à la colère de l'employeur et son refus de payer, ils menacent de le dénoncer à la CPT qui n'hésitera pas à son tour à alerter le ministère du Travail. Devant les complications qui s'annoncent, surtout quand la somme est faible, le *fazendeiro* se résout à payer, sans faire plus d'histoires. Sa principale préoccupation n'est pas tant la somme versée que l'arrêt brutal du chantier et le retard qui s'en suivra. Tout est à refaire. Il lui faut à nouveau trouver une équipe de travailleurs, négocier la règle puis les acheminer jusqu'à son terrain. Les premières pluies de septembre menacent déjà le brûlis, étape décisive de l'implantation d'un pâturage de qualité.

Dans le deuxième cas de figure, l'équipe de travailleurs économise ses efforts et expédie le travail : si les bordures sont correctement nettoyées, le travail dans le « milieu » ou le « fond » est négligé. Cette stratégie est particulièrement crainte par les employeurs qui, comme on l'a vu, peinent à évaluer la qualité du service fourni. À plusieurs reprises, on m'explique également qu'il est mal venu de contrôler trop ostensiblement ou fréquemment l'avancée du travail. Comme on me rapporte : « les gars peuvent le prendre mal, penser qu'on ne leur fait pas confiance. Ils se sentiront surveillés et pourront s'en aller ». Cette résistance peut s'interpréter comme le moyen employé par les travailleurs pour préserver la zone d'incertitude qui pèse sur le contrôle de la tâche. En tout état de cause, le *fazendeiro* ne pourra jauger que de manière grossière le travail accompli alors que les risques encourus sont importants. Dans les zones négligées par les travailleurs, la pousse des graminées semées est fortement compromise. L'affouragement des animaux sera faible, la terre se dégradera, les recrus forestiers prendront le dessus sur les graminées fourragères. Il faudra démultiplier les efforts pour entretenir cette aire de pâturage.

Dans la troisième combinaison des stratégies des partenaires/adversaires, les saisonniers respectent strictement les termes de la règle. L'effort fourni est supérieur au cas précédent. Puisqu'il est difficile au *fazendeiro* de distinguer la stratégie « respect de la règle » de la stratégie « travail négligé », il s'en tiendra lui aussi au respect stricte de la règle, sans plus. Les hommes seront payés.

Dans la quatrième situation, l'équipe de saisonniers adopte la stratégie du travail zélé. Les hommes font mieux que respecter la règle et le montrent. La rationalité de ce comportement ne relève pas seulement de la satisfaction que laisse le travail bien fait. Les saisonniers savent en effet que les *fazendeiros* forment un groupe à l'intérieur duquel s'échange les informations et en particulier les « recommandations » concernant les bons travailleurs. Dans un contexte de forte incertitude sur le respect de la règle, les hommes capables de présenter les preuves visibles d'un travail de qualité sont très appréciés par leurs employeurs. Ces derniers n'hésiteront pas à les recommander à leurs amis et s'adresseront en priorité à eux pour les chantiers futurs. La stratégie du zèle peut encore provoquer une réévaluation de la règle à l'occasion des prochaines négociations instrumentales. En effet, une fois que les *fazendeiros* connaîtront à l'avance la qualité du travail fourni, ils ne rechigneront pas à payer cinq cents ou

---

lorsque les hommes se déplacent d'une région à l'autre, ils emportent avec eux leurs repères et référentiels, le système métrique est l'un d'eux.

mille réais supplémentaires pour s'assurer un travail appliqué. La règle deviendra : Renato paie neuf mille réais pour que l'équipe de travailleurs coupe la végétation de sous-bois des soixante-quinze hectares de forêt localisés entre les quatre points A, B, C et D. Une forme pérenne de coopération entre partenaires/adversaires se met progressivement en place. La structuration initiale de la situation est réaménagée. L'asymétrie des « incertitudes objectives » est partiellement corrigée, rééquilibrée. Dans le même temps chacun se rend plus prévisible aux yeux de l'autre et accroît sa dépendance à son égard.

Gustavo et Renato semblent aujourd'hui engagés dans la quatrième situation. Plusieurs éléments témoignent de cette mutuelle adaptation de leurs stratégies. En 2003, alors que Gustavo et sa famille traversent une passe difficile dans le Maranhão, ce dernier téléphone à Renato pour solliciter une avance sur les paiements qu'il devrait recevoir à la prochaine saison sèche. Renato avancera plus de cinq cents réais que Gustavo lui remboursera l'été venu en travaillant pour d'autres *fazendeiros* de la Terra do Meio. De même, lorsqu'en 2005 le travail se fait rare dans la Terra do Meio, Gustavo ne pourra compter que sur la force de la relation qui l'unit à Renato pour obtenir, après plusieurs demandes insistantes, un chantier de quelques semaines dans sa *fazenda* de Tucumã.

Est-ce à dire que la situation de Gustavo est enviable ? Que la relation de pouvoir qu'il noue avec Renato est équilibrée ? Evidemment non. Dés lors, comme se le demande M. Leroy (2006[2004]), la sociologie de l'action collective élaborée par Michel Crozier et Ehrard Friedberg n'en viendrait-elle pas à surestimer les marges de manœuvre réelle des acteurs ? Ne risque-t-on pas de passer à côté de formes d'oppression si souvent dénoncées ? Comme elle, j'inviterai le lecteur à se pencher sur le témoignage de S. Dion (1994) qui rappelle que l'analyse stratégique, née dans la fin des années soixante-dix, était alors un modèle « rafraîchissant » pour qui s'initiait aux sciences sociales : « On nous expliquait à longueur de cours que l'individu n'était que le produit d'une lourde socialisation, conditionné par un ensemble de stimuli, inséré dans un système de fonctions sociales selon les uns, dans une structure de domination selon les autres. La mission était de déchirer le voile de l'aliénation afin de révéler la nature réelle des intérêts sociaux » (Dion *op. cit. apud* Leroy *op. cit.*]). À bien des égards, il me semble que, *mutatis mutandis*, les choses se passent encore de la sorte lorsqu'il s'agit aujourd'hui d'évoquer les relations sociales inégalitaires qui se mettent en place sur les frontières amazoniennes entre *fazendeiros* et *colonos* ou *fazendeiros* et travailleurs saisonniers. Le *mainstream* contraint bien souvent à décrypter ces situations en termes de domination brutale, tant matérielle que symbolique, des premiers sur les seconds. L'important serait de saisir coûte que coûte la structure du champ social défini par la distribution profondément inégale du capital (Bourdieu 1979). La pensée dominante est bourdieusienne de bout en bout. Elle présente ses avantages, j'y ferai moi-même référence, mais elle ne peut en aucun cas être tenue pour la seule interprétation valide des phénomènes de frontière pionnière contemporains. Elle manque d'outillage pour saisir les (nombreux) cas où le travail des uns pour les autres, les relations des uns avec les autres sont asymétriques mais non contraintes et réciproques (on pourrait dire gagnant-gagnant mais déséquilibrées).

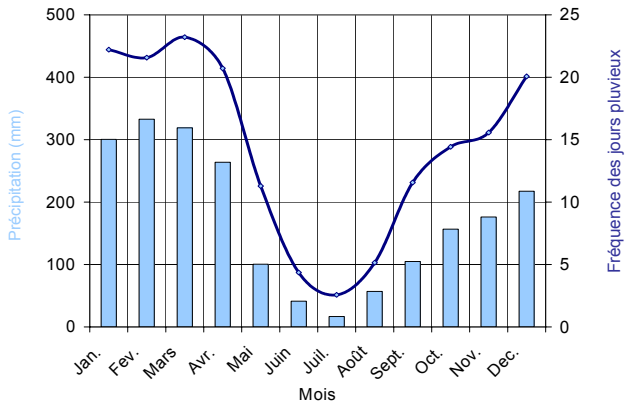
Cette mise au point faite, je peux aborder les conclusions qu'il est possible de tirer de l'analyse précédente concernant le jeu de la coupe de sous-bois. Ce premier élément de « l'organisation frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri », comprise comme la structuration progressive et dynamique du champ des interactions locales, a d'emblée permis d'illustrer que les relations de pouvoir, perçues comme des échanges négociés de comportements, ne sont pas nécessairement conflictuelles. Elles incluent une dimension qu'E. Friedberg (1997[1993]) nomme « collusive », dans la mesure où chaque joueur pour améliorer sa situation de

négociation cherche à réduire les marges de manœuvre de son partenaire/adversaire et contribue ainsi, *nolens volens*, à l'entretien de la stabilité de la relation. Les joueurs en présence, *fazendeiros* et travailleurs saisonniers, ne sont plus liés par une simple négociation instrumentale, mais par une relation d'ordre politique qui impose petit à petit sa propre logique au processus relationnel. La politisation du processus d'échange de comportements permet un rapprochement et offre la possibilité d'une production et reproduction durable de la relation *fazendeiro* – saisonnier nordestin. Cette structuration du champ relationnel est toujours dynamique, jamais achevée et surtout jamais acquise. Le choix fait par l'un ou l'autre des joueurs de changer son comportement, de déroger aux règles acceptées remet immédiatement en cause l'équilibre dynamique (toujours précaire) atteint.

Après la coupe de la végétation de sous-bois, les « tronçonneurs » (« *motoqueiros* ») entrent en piste. De nouveaux jeux se mettent en place. À la différence du travail de nettoyage qui demande beaucoup de travail physique mais peu de savoir-faire, l'abattage à la tronçonneuse d'arbres de plusieurs dizaines de mètres de haut est un travail risqué qui nécessite de l'expérience. Les saisonniers du Nordeste ne l'ont que rarement. Pour cette raison, le jeu de l'abattage des arbres lie le plus souvent les *fazendeiros* aux *colonos* de la Terra do Meio. Cet échange de comportements négocié entre ces deux acteurs se rapproche de celui que je décrirai avec soin lorsque j'aborderai le jeu du nettoyage de pâturages. Pour alléger la démonstration, j'y renvoie le lecteur (cf. section B.4.1 de ce chapitre).

Une fois les plus gros arbres tronçonnés, le *fazendeiro* laisse pendant plusieurs semaines la végétation abattue sécher au soleil. Puis, avec l'aide de l'un ou l'autre des *colonos* de la région, il y met le feu. Le départ de l'incendie est favorisé par quelques litres d'essence répandus sur la matière végétale sèche ensuite enflammés. Un bon brûlis s'avère déterminant, il conditionne directement la qualité du semis et de la germination des espèces fourragères, notamment de celle la plus répandue dans la région : *Brachiaria brizantha* (ou *brachiarião*). Pour être de qualité, le brûlis complet de la matière végétale séchée par le soleil pendant plusieurs semaines, doit obligatoirement avoir eu lieu avant le retour de la saison des pluies, c'est-à-dire entre la mi-septembre et la mi-octobre. Après cette date (en fonction des variations annuelles), l'implantation des pâturages est très compromise. Comme l'illustre la figure 71, la fenêtre annuelle disponible pour les activités de défriche (séchage), brûlis et semis de plusieurs dizaines ou centaines d'hectares est réduite puisqu'elle dure *grosso modo* de mai à septembre. Cette période représente le pic de travail dans les *fazendas* et constitue souvent un véritablement goulet d'étranglement pour l'organisation du travail et des travailleurs. Pour y remédier, des formes de coopération particulièrement efficaces devront être mises en place entre les *fazendeiros*, en particulier en ce qui concerne le semis de graminées fourragères.

Figure 71 - Pluviométrie et fréquence de jours pluvieux dans la Terra do Meio



Source : Station météorologique de SFX entre 1973 et 1990

3.2. Le jeu du semis des graminées fourragères

Le déroulement du jeu de la coupe de végétation de sous-bois m'a permis d'identifier une nouvelle source d'incertitude dominée par Renato que le premier examen des « incertitudes objectives » avait laissé de côté. Il s'agit de sa capacité de recommandation. C'est-à-dire la possibilité qu'il a de présenter ou de conseiller à ses collègues l'équipe des travailleurs. Ce pouvoir que possède chacun des *fazendeiros* de la Terra do Meio provient de sa position située à l'intersection entre un faisceau de relations verticales (avec les *colonos* ou saisonniers) et un faisceau des relations horizontales (avec ses partenaires *fazendeiros*). L'étude du semis m'offre l'occasion d'approfondir la description et l'analyse de ces relations horizontales (déjà évoquées dans la section B.2.1 de ce chapitre). Je décrirai ainsi l'émergence des « condominiums coopératifs ».

Dans la majorité des *fazendas* de la région de la Terra do Meio, le semis est réalisé par avion. Comme l'explique Antônio, occupant de 6 000 ha de terres dans la ligne de *fazendas* do Jabá, le semis des graminées fourragères par avion présente de nombreux avantages, par rapport au semis manuel. Si l'aire déboisée et brûlée est de forme rectangulaire « bien régulière », permettant à l'avion de réaliser des passages successifs parallèles les uns aux autres, le semis aérien assure une grande homogénéité dans la répartition des graines au sol. Ce qui n'est jamais garanti avec le travail manuel. De plus, l'opération est bien plus rapide : une surface de 300 ha peut être semée en moins d'une journée. L'avion permet également de diminuer la main d'œuvre à employer (on se rappelle que la main d'œuvre « donne du travail »). Finalement, la confiance dans la qualité du « travail bien fait » du pilote est bien supérieure à celle accordée à une équipe de travailleurs saisonniers ou de *colonos*. Du point de vue du coût, les deux modes de semis se valent, dès lors que la surface à semer est suffisamment grande. Pour Antônio (j'ai pu le vérifier chez d'autres que lui), le coût des heures de vol pour le semis de 500 ha de pâturages est de l'ordre de 20 R$/ha. En y ajoutant les dépenses de carburant, on obtient un total de l'ordre de 24 R$/ha, ce qui est équivalent au prix payé à l'hectare pour le semis réalisé par un *colono* de la région.

Mais, le semis aérien a aussi ses contraintes et limitations. D'abord, il nécessite la présence à proximité de la parcelle semée d'une piste aérienne où, deux à trois fois par heure, l'avion vient se fournir en semence (400 kg à chaque voyage). Ensuite, le semis aérien requiert un travail de coordination préparatoire entre les *fazendeiros*. Le pilote qui ce jour-là travaille pour Antônio et ses compagnons vient du Goiás. Tout comme les saisonniers nordestin, cela fait trois années successives que Bira passe ses étés dans le sud du Pará. Selon lui, « c'est ici qu'il y a du travail en ce moment […] Pour moi, il n'y a pas de meilleur endroit pour travailler. Je ne sais pas combien de temps ça va durer. Mais tant que ça dure je serais là ». Si Antônio devait financer à lui seul la venue de Bira pour le semis de sa seule parcelle, le coût de l'opération serait prohibitif. Aussi, pour profiter des services d'un avion agricole à bon compte, Antônio doit au préalable s'être entendu avec les *fazendeiros* voisins afin de déterminer le nombre de personnes intéressées, les surfaces approximatives à semer, leur localisation, la date de l'opération ainsi que l'ordre de passage. On comprend, après avoir suivi les aléas des jeux de la coupe de végétation de sous-bois, combien cette coordination n'a rien de simple. Chacun a ses impératifs, son calendrier, ses « problèmes » (entretien) à résoudre pour la formation de sa *fazenda*. Dans ces conditions, des ajustements, des échanges de comportements entre *fazendeiros* sont nécessaires à la réussite de l'entreprise collective.
L'exemple du semis de graminées par avion souligne un fait capital : les relations intragroupes (*fazendeiro-fazendeiro*), à l'image des relations intergroupes (*fazendeiro-*

saisonnier ou *fazendeiro-colono*), sont également des relations de pouvoirs. Ici encore l'action collective est un problème que les participants devront résoudre.

Comme on l'a vu, une forme de coordination se met en place à l'occasion de l'immigration d'un nouveau venu dans la région du Sud-Pará. Elle se poursuit ensuite dans l'achat concerté, mutuellement encouragé, des droits d'occupation des *fazendeiros* dans la Terra do Meio. Les *fazendeiros* appartenant au même groupe d'amis en viennent à occuper la même ligne de *fazendas* de la Terra do Meio. Comme j'aimerai le montrer maintenant, cette occupation collective de certaines régions peut conduire à l'émergence de formes moins triviales d'ajustement des comportements entre acteurs. Pour décrire cette modalité spécifique de gestion effective du territoire par les *fazendeiros*, je parlerai de « condominiums coopératifs ». Le terme de « condomínio » désigne, au Brésil, un ensemble de résidences, généralement fermé, à accès contrôlé, et dont les habitants partagent les équipements communautaires. À partir de cette acceptation, E. Castro, R. Monteiro et *al* (2003) emploieront le terme pour présenter l'organisation, les véritables « clubs » formés par les *fazendeiros* du *município* de São Félix do Xingu, pour occuper les des terres publiques de la région. Je reprendrai le terme, après l'avoir traduit, pour approfondir l'analyse du comportement collectif des acteurs. Je rendrai plus explicite l'acceptation que j'en ferai en lui ajoutant le qualificatif « coopératif ». Comme je le montrerai, chacun des lots qui composent une ligne de *fazendas* est géré individuellement par un *fazendeiro*. Mais ce dernier participe également, de manière directe et indirecte, à la gestion des autres lots de la ligne et, point supplémentaire, à la gestion de la ligne comme un tout. Les formes de coopération permettent à chaque *fazendeiro* d'atteindre des résultats qui seraient hors de sa portée s'il devait agir seul. Les coûts et les risques liés à la formation d'une *fazenda* dans la Terra do Meio sont élevés. Il est rare qu'un acteur isolé réussisse à y faire face.

Le cas du semis aérien n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Les formes de coopération entre *fazendeiros* d'un même condominium se manifestent plus particulièrement dans les activités où des économies d'échelle sont réalisables. C'est le cas du transport routier vers la *fazenda* de marchandises (semences fourragères, fils métalliques pour les clôtures, matériaux de construction, sels minéraux pour l'alimentation animale, etc.). Avant d'affréter un camion de douze tonnes, deux ou trois fois l'an, entre Tucumã et la ligne do Jabá, les *fazendeiros* se réunissent, se répartissent le poids de charge, puis organisent le chargement, le voyage et la livraison. Chacun paie au *prorata* de la masse de marchandises qu'il fait transporter. Il en va de même lorsque l'acheminement prend la voie des airs, en hiver, quand les routes deviennent impraticables. Les *fazendeiros* de Tucumã se réunissent alors pour faire parvenir jusque dans leurs *fazendas* respectives, les vaccins contre la fièvre aphteuse que leurs vachers appliquent, travaillant à leur tour les uns avec les autres (sur les ordres de leurs employeurs).
D'autres formes de coopération existent aussi. Dans le cas des *fazendeiros* qui habitent la ville de Tucumã et occupent les lignes do Jabá et da Cotia, les services échangés sont nombreux et diversifiés. Comme j'ai pu l'observer, lorsque l'un d'eux projette de se rendre jusqu'à sa *fazenda*, il rend visite à ses amis, voisins ou collègues de la Terra do Meio et leur propose de accompagner. Faire le voyage à deux ou trois est toujours plus agréable et plus rassurant que seul. Lorsqu'ils voyagent à plusieurs, les *fazendeiros* de la Terra do Meio se rendent ensemble dans leurs *fazendas* respectives, échangeant mutuellement conseils et expériences. Un véritable apprentissage collectif de la formation de *fazenda* se met progressivement en place dans le condominium en même temps qu'une connaissance partagée de la situation de chacun.

L'idée du condominium coopératif cesse définitivement d'être une abstraction théorique si l'on décide de s'intéresser au déroulement du chantier d'ouverture ou de rénovation de la

piste carrossable qui traverse chaque ligne de *fazendas*. On a vu dans le chapitre 2 qu'une ligne de *fazenda* peut être décrite comme un chapelet de *fazendas* reliées entre elles par une piste carrossable héritée de l'exploitation forestière de l'acajou. Les *fazendeiros* d'une même ligne partagent tous la même piste carrossable. Ils en dépendent tous pour accéder à leur occupation. Mais à des degrés divers, puisque le *fazendeiro* dont l'occupation est localisée à dix kilomètres du bord de la route de la Canopus a une vision de la piste carrossable bien distincte de celui qui occupe une terre située à plus de quatre-vingt kilomètres de la route. Si le premier consent, bien volontiers, à investir pour l'entretien du premier tronçon de piste, il se sent moins concerné en revanche par l'état de la piste quatre-vingt kilomètres plus loin. Pour résoudre le problème, un même système s'est imposé dans plusieurs lignes de la région. Un responsable prend la tête des opérations. Il s'agit généralement du *fazendeiro* le plus « important », le plus influent (en raison de son passé politique local ou de la taille de son compte en banque) ou de celui qui en a le besoin d'une piste carrossable le plus urgent. Il a la charge de recueillir la cotisation de chacun des membres de la ligne, dont le montant est proportionnel à la surface occupée (entre vingt et soixante centimes par hectare). D'après mes informations, tous les membres de la ligne participent. Lorsque je demande à l'un des « *leaders* de la route » si tous ses voisins acceptent facilement de s'acquitter de leur cotisation, voici la réponse qu'il me fait : « C'est vrai, il y en a qui mettent du temps. Il y en a qui n'aiment pas trop. C'est radin un *fazendeiro* ! Mais ils n'ont pas trop le choix, on se connaît tous ici. […] Et celui qui ne paie pas est très mal vu et à tout le monde contre lui ».
Je rapprocherai ce témoignage de l'analyse faite par E. Friedberg (1988) de l'attitude bien connue de freinage de la production adoptée collectivement par les ouvriers :

> « Car dans leur situation, l'intérêt évident des ouvriers est de cacher leurs véritables capacités pour aboutir à la fixation de normes de production qu'ils puissent atteindre facilement. Ainsi ils maîtriseront mieux leur effort et leur charge de travail, sans parler de la moindre fatigue, etc. Mais cette attitude n'est payante que si elle est un fait collectif. Aussi est-elle imposée impitoyablement. Et un franc-tireur virtuel – à supposer qu'il ait personnellement envie d'enfreindre cette norme - devra payer un coût tellement élevé en termes d'hostilité, d'agressivité, de solitude, etc., que la plupart du temps il y renoncera, le jeu ne valant pas la chandelle. » (: 32).

De la même manière, la solidarité observée entre les acteurs des condominiums coopératifs résulte en pratique de la pression exercée par certains sur d'autres. C'est par exemple le cas pour le semis par avion (cf. *infra*). Antônio, qui a un besoin urgent de nouveaux pâturages pour les bovins qu'il prévoie de conduire dans la Terra do Meio d'ici quelques mois, doit absolument réaliser un semis de la meilleure qualité sur les deux cents hectares de forêt qu'il vient d'abattre et de brûler. La venue de l'avion agricole est impérative pour lui. Alors, en fin de saison des pluies, il prend contact avec le pilote puis avec plusieurs *fazendeiros* de la région. Il les relance à plusieurs reprises. Il leur propose d'acheminer les semences dont ils auront besoin en même temps que les siennes qui viennent du Goiás et sont de la meilleure qualité. Les semences seront transportées dans son propre camion, ça ne leur coûtera rien, ou presque. Finalement, à la date convenue, il organise toute l'opération. Il prend aussi en charge, avec ses hommes, le semis pour plusieurs *fazendeiros* absents.

Le même schéma s'observe systématiquement pour l'ouverture des routes des lignes de *fazendas*. Les « *leaders* de la route » sont bien souvent les *fazendeiros* ayant développé un atelier d'embouche et dont les bovins ont atteint leur stade final d'engraissement. Dans ces conditions, bénéficier d'une route carrossable devient un impératif pour eux. En effet, l'abattoir le plus proche de la Terra do Meio est situé près du centre-ville de Tucumã. La marche de plus de deux cents kilomètres des bœufs engraissés depuis les *fazendas* des lignes de la Terra do Meio jusqu'à l'abattoir est non seulement mal aisée (la conduite d'animaux mâles de ce gabarit est des plus délicates et laborieuses) mais elle occasionnerait également

une perte de poids et donc un manque à gagner conséquent. La seule solution pour le *fazendeiro* est que ses animaux soient transportés jusqu'à l'abattoir par bétaillère… ce qui nécessite la présence d'une route carrossable. Comme Antônio pour le semis d'avion, les *fazendeiros* devant exporter leurs bœufs gras seront les acteurs proactifs de l'amélioration des routes des lignes de *fazendas*. Ils prendront contacts avec leurs collègues, recueilleront l'argent, en avanceront même une grande partie pour que les travaux commencent à l'heure, puis supervisent au jour le jour l'avancée du chantier. Comme le conclu l'un des « *leaders* de la route » : « c'est un travail de fou, mais je n'ai pas le choix ».

Cette analyse corrobore les résultats les plus connus des recherches menées sur le « problème » de l'action collective. Conformément à ce que prévoit M. Olson (1971[1965]), le dilemme de l'action collective est levé lorsque le groupe est de taille réduite et que les individus qui le constitue sont homogènes. Plus le groupe est petit, plus la contribution de chacun est sensible. Les groupes de petite taille basés sur l'interconnaissance des individus permettent également, comme c'est le cas des condominiums coopératifs, un contrôle des uns par les autres. E. Ostrom (2003[1990]) place ainsi au centre de sa théorie sur l'émergence de l'action collective de gestion du territoire et des ressources naturelles la possibilité d'un « suivi mutuel » (« *mutual monitoring* ») des membres du groupe.

On notera avec intérêt que les formes de coopération qui se mettent en place entre *fazendeiros* de la Terra do Meio peuvent se comprendre comme les extensions, les prolongements des formes de coordination préexistantes. Les membres du condominium coopératif de la ligne do Jabá partageaient déjà, avant leur entrée dans la Terra do Meio, des formes de sociabilités dans la ville de Tucumã. Ainsi, j'ai pu observer que cette forme de gestion collective du territoire a souvent pour origine une ville où la plupart des membres du condominium habitent ou ont vécu. Ils peuvent être parents (père, fils, frère, cousin, oncle, neveu), amis ou voisins mais résident tous à São Félix do Xingu (PA), Tucumã-Ourilândia do Norte (PA), Redenção (PA), Xinguara (PA) ou Palmas (TO). Dans ces villes, ils fréquentent les mêmes bars, font leurs courses dans les mêmes commerces, partagent les mêmes loisirs, etc. C'est par ces rencontres quotidiennes ou hebdomadaires qu'une connaissance commune se met en place à l'intérieur d'un groupe restreint. Réciproquement, je remarquerai que les épreuves affrontées côte à côte lors de la formation de leur *fazenda* dans la Terra do Meio renforcent et pérennisent les liens existants. Les relations mises en place dans le cadre des condominiums coopératifs ainsi que les victoires remportées ensemble (acheminement de marchandises, entretien de la route, implantation de pâturages, etc.) solidifient, en retour, leurs liens. Comme certains l'observent, les *fazendeiros* de Tucumã n'ont jamais été aussi proches les uns des autres que depuis qu'ils occupent les terres de la Terra do Meio. L'un d'entre eux résume la situation : « on est tous dans le même bateau, ou il avance, ou il coule ».

La description de l'organisation de la frange pionnière du Xingu-Iriri commence à s'étoffer. Je viens de passer en revue les principaux aspects de l'activité de défriche-brûlis-semis. Cette dernière est reproduite au moins une fois tous les trois ans. Périodiquement, les surfaces fourragères s'étendent et gagnent du terrain, au sein de chaque *fazenda* en formation, sur la forêt environnante. Suite à la première opération de défriche-brûlis-semis, une étape fondamentale de la formation de la *fazenda* est franchie. Elle ouvre la voie à une série d'autres jeux liés aux pratiques d'élevage bovin.

4. Elever des bovins

Comme le rappelle H. Théry (2000), l'élevage a non seulement permis au Brésil de gagner sa taille continentale mais aussi de la conserver. La « poussée des éleveurs », dès le 17ème siècle, contribue à « dilater » l'espace et le stabiliser autour de routes et de relais pérennes. L'auteur compare ainsi les « *estradas boiadeiras* » (les « routes des bovins ») tracées entre les *fazendas* éparpillées sur tout le territoire et les centres urbains du littoral aux fameux « *trails* » de l'Ouest américain. Le mouvement d'occupation lancé par les éleveurs vers le nord se heurte néanmoins à la barrière forestière de l'Amazonie (Poccard-Chapuis 2004). Celle-ci est vaincue lorsque l'élevage devient, à partir du milieu des années soixante, l'un des principaux instruments de l'intégration et de la colonisation amazonienne promue par le gouvernement fédéral. Pour décrire cette poussée de l'élevage en Amazonie comme médium de l'occupation de nouveaux espaces, A. Santiago (1972 *apud* Veiga, Poccard-Chapuis et *al.* 2003) parle de la « colonisation par la patte du bœuf ». C'est la même emprunte que l'on retrouve aujourd'hui encore sur le sol de la Terra do Meio.

4.1. La conquête par la patte du bœuf

L'installation d'un système d'élevage dans la Terra do Meio commence par l'importation de bovins. D'après mon échantillon d'enquête, le troupeau initialement importé par les *fazendeiros* est constitué à plus de 80 % par des génisses âgées de 8 à 16 mois. Ces jeunes femelles supportent plus facilement une marche éprouvante de plusieurs semaines[115]. Dès leur arrivée ou à leur maturité sexuelle, elles sont saillies (si ça n'a pas été fait avant le voyage). Elles deviennent les femelles reproductrices du cheptel mettant bas neuf mois plus tard. En moins d'un an, le cheptel de la *fazenda* aura été multiplié par deux ou presque (en raison d'un taux de mortalité global avant sevrage parfois élevé). La stratégie des *fazendeiros* est donc simple, il s'agit d'augmenter le cheptel en occupant de manière rapide les pâturages récemment formés. Cette pratique conduit tendanciellement à un déplacement progressif du centre de gravité de l'élevage toujours plus à l'ouest, suivant l'avancée de la frange pionnière et l'accès à des terres libres toujours plus grandes. La figure 72 illustre nettement cette marche vers l'ouest des bovins.

Le graphique permet de visualiser le rythme avec lequel le cheptel des *municípios* occidentaux du Sud-Pará (São Félix do Xingu en particulier) ont cru, aux dépens de ceux des *municípios* orientaux qui stagnent voire décroissent (Xinguara). Si la figure 72 met en lumière un déplacement global du cheptel bovin de la région, mes entretiens soulignent, quant à eux, le déplacement des cheptels à l'échelle de l'exploitation agricole. En effet, dans plus de 70 % des cas, les génisses élevées dans la Terra do Meio proviennent du troupeau du *fazendeiro*. Pour le reste, elles seront achetées dans la Terra do Meio.

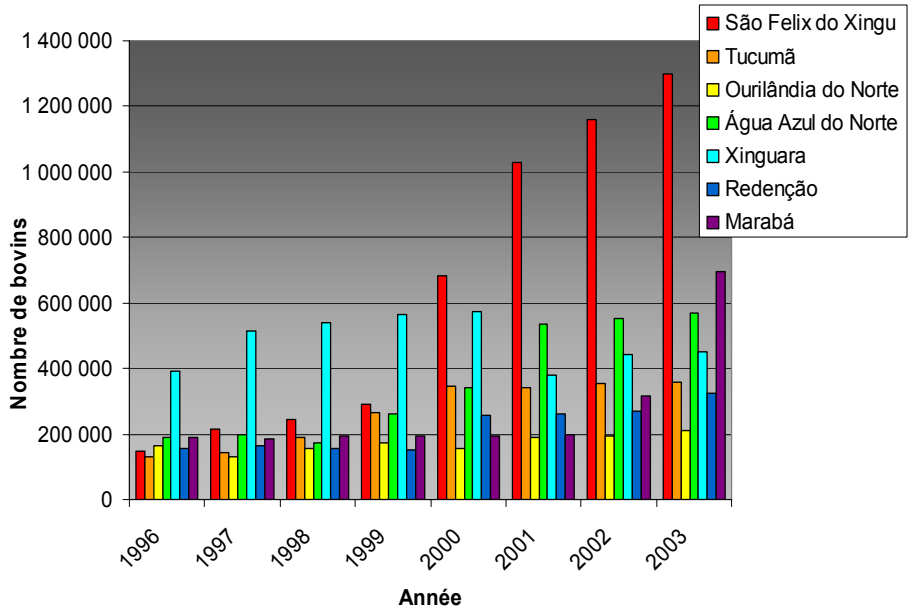
Ce nouvel élément me permet d'apporter une rectification importante à la description des systèmes d'élevage faite dans la section A-1. de ce chapitre. Nous avions vu que 18 % seulement des *fazendeiros* enquêtés mettent en place dans la Terra do Meio un système d'élevage de type N/E/E[116]. Ce taux évolue sensiblement si l'on considère à présent l'exploitation de la Terra do Meio comme un atelier naisseur appartenant à un système de

[115] Un troupeau de bovins conduit à pied – on parle d'une « marche » dirigée par une « troupe » de cavaliers – parcourt en moyenne quinze kilomètres par jour. Ainsi, si l'on prend l'exemple d'animaux partant du *município* de Tucumã et rejoignant la ligne de *fazendas* do Jabá, il faudra compter un voyage de vingt à trente jours.

[116] Je renvoie le lecteur à la section A.I. de ce chapitre pour la présentation des différents systèmes d'élevage et de leurs abréviations respectives.

production d'ordre supérieur de type N/E/E. Dans ce cas de figure, les veaux nés des génisses acheminées dans la Terra do Meio seront réexpédiés à l'âge de 18-24 mois vers la *fazenda* de provenance des génisses, où ils seront engraissés avant d'être vendus aux abattoirs locaux. Le système d'élevage polynucléaire, ou réticulé, associe un atelier naisseur dans la Terra do Meio à un atelier d'embouche situé dans les *municípios* de Tucumã, Ourilândia do Norte ou Xinguara. Une nouvelle image des systèmes d'élevage des *fazendeiros* de la Terra do Meio se dessine (figure 73).

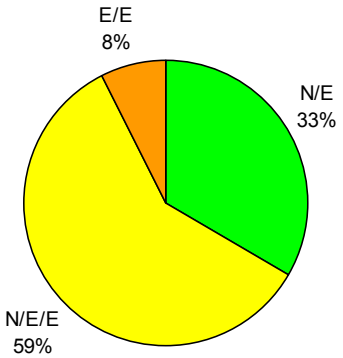
Figure 72 – La marche vers l'ouest des bovins du Sud-Pará



N.B. Les *municípios* ont été classés en fonction de leur position géographique relative selon un axe est-ouest. São Félix do Xingu est le *município* le plus occidental du lot. En se déplaçant vers l'est, à partir de ce dernier, on traverse les *municípios* de Tucumã, Ourilândia do Norte, Água Azul do Norte, etc.

Source : (GEOMA 2004)

Figure 73 – Les systèmes d'élevage des *fazendeiros* de la Terra do Meio



Source : auteur

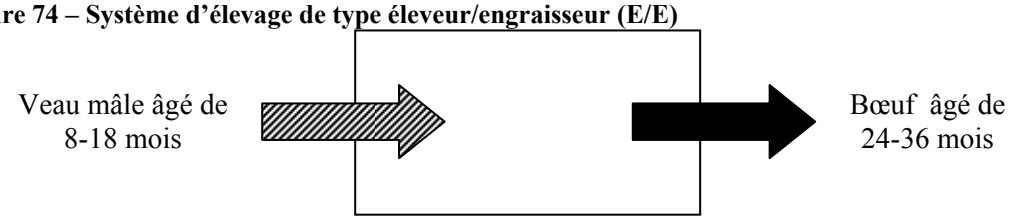
Le bilan que l'on peut dresser des systèmes d'élevage des *fazendas* de la Terra do Meio, sur la base de l'échantillon enquêté est le suivant :

- 8 % de type naisseur/éleveur (N/E) ;
- 18 % de type naisseur/éleveur/engraisseur unifié (N/E/E unifié) ;
- 41% de type naisseur/éleveur/engraisseur réticulé (N/E/E réticulé);
- 33 % de type éleveur/engraisseur (E/E).

J'ai repris schématiquement dans les figures 74, 75, 76 et 77, le fonctionnement des divers types de système d'élevage afin d'illustrer les flux d'animaux entrant et sortant

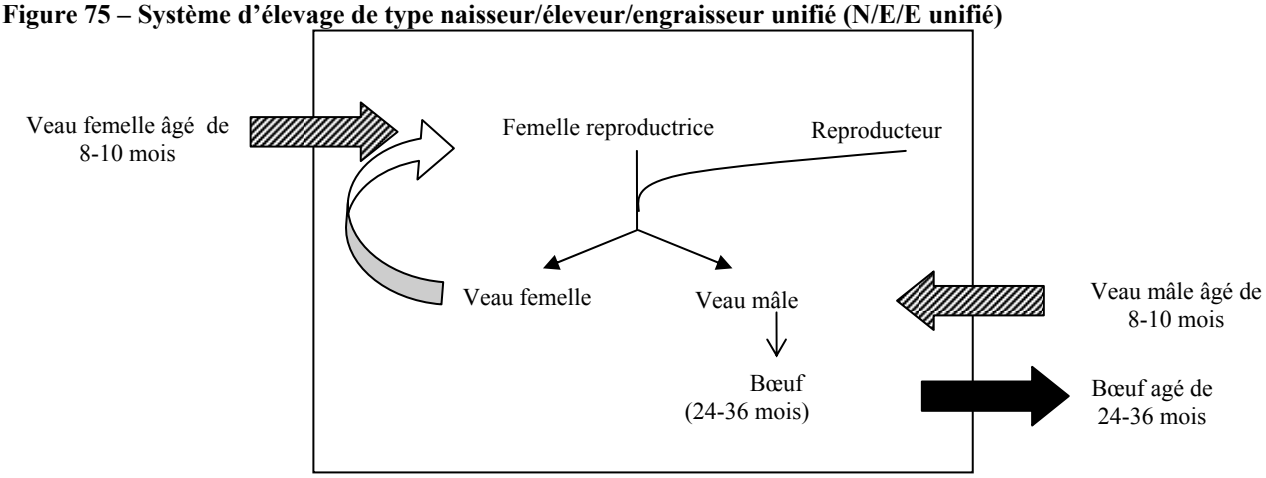
périodiquement de l'exploitation agricole. Les animaux entrants sont achetés, puis élevés suivant le système d'élevage spécifique, avant d'être revendus (flux sortant).

Figure 74 – Système d'élevage de type éleveur/engraisseur (E/E)



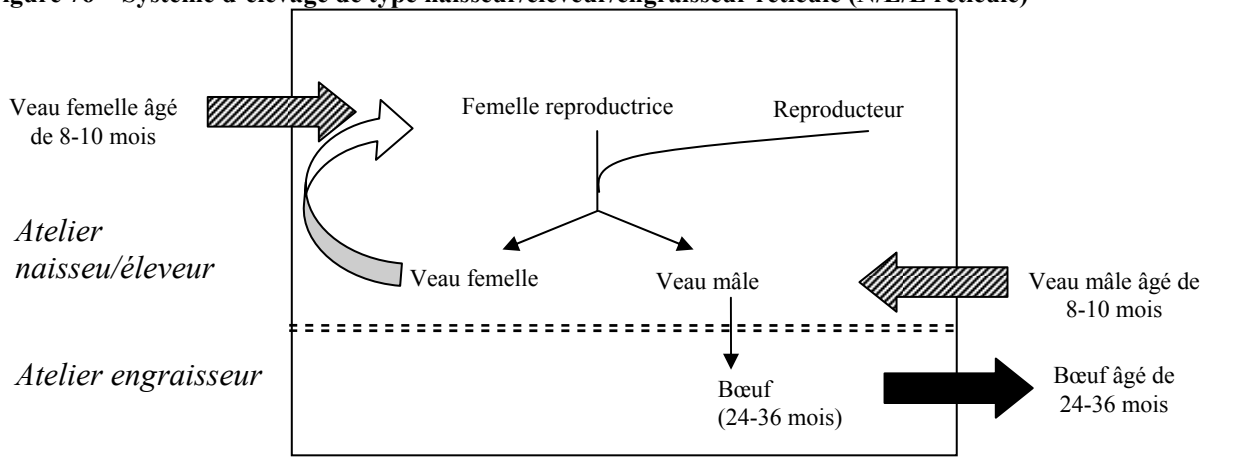
Source : auteur

Figure 75 – Système d'élevage de type naisseur/éleveur/engraisseur unifié (N/E/E unifié)



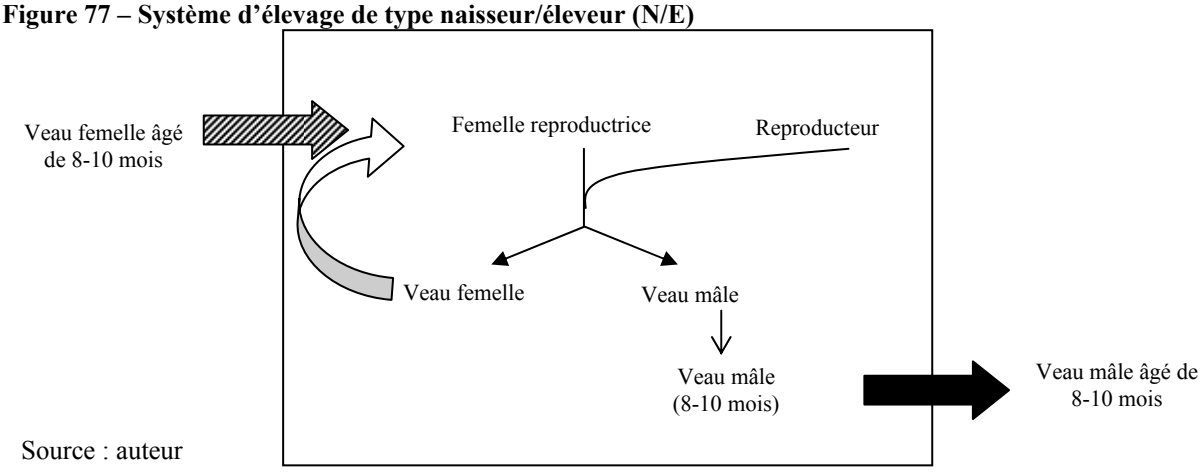
Source : auteur

Figure 76 – Système d'élevage de type naisseur/éleveur/engraisseur réticulé (N/E/E réticulé)



Source : auteur

Figure 77 – Système d'élevage de type naisseur/éleveur (N/E)



Source : auteur

4.2. La rentabilité de l'élevage

La rentabilité de l'élevage en Amazonie est un thème très controversé. Les systèmes d'élevage qui ont conquis l'Amazonie entre le milieu des années soixante et le milieu des années quatre-vingts ont souvent été décrits comme peu ou pas viables économiquement. Le succès de leur avancée spectaculaire tiendrait essentiellement aux somptueuses aides financières et fiscales octroyées par le gouvernement fédéral (Schneider, Arima *et al.* 2000 ; WorldBank 1991 ; Hecht, Norgaard *et al.* 1988). L'élevage est alors dénoncé comme une activité de façade masquant les véritables intérêts de la pastoralisation amazonienne : l'occupation des terres libres, la spéculation foncière et l'obtention des aides publiques (Hecht 1993). Les taux de retour sur investissement calculés sont faibles voire négatifs.
Les recherches menées lors des années quatre-vingt-dix semblent confirmer la faible rentabilité des élevages amazoniens. Les taux de retour sur investissement sont évalués, suivant les systèmes de production entre 2 et 12 % (Mattos et Uhl 1994 ; Arima et Uhl 1997). Mais, à partir du milieu des années quatre-vingt-dix, de nouvelles recherches sur de nouvelles pratiques d'élevage sont menées. M. D. Faminow (1998) en particulier dénonce le fossé existant entre les modèles théoriques employés lors des calculs et l'effectivité des pratiques d'élevage qu'il a pu observer en Amazonie, d'abord caractérisées par leur exceptionnelle flexibilité et adaptabilité, dans le temps et l'espace. L'auteur reproche le manque d'attention portée aux multiples avantages que procure l'élevage en Amazonie à tous ceux qui le mettent en place. Ces avantages permettraient d'expliquer, par delà les résultats économiques parfois médiocres, le succès phénoménal que rencontre l'élevage dans la région (tableau 11).
L'appel fait par l'auteur à plus de réalisme et peut-être moins de préjugés (« idéologie ») sera amplement suivi dans les recherches les plus récentes (Tourrand et Veiga (éds) 2003 ; Veiga, Tourrand *et al*. 2004 ; Piketty, Veiga *et al*. 2004 ; Hostiou 2003 ; Bonaudo 2005). D'autres recherches mettent en évidence l'existence de systèmes d'élevage amazoniens économiquement rentables (Poccard-Chapuis 2004; Young et Fausto 1998 ; Camargo, Zen *et al*. s.d. *in* Alencar, Nepstad *et al*. 2004 ; ANUALPEC 2003) voire très rentables (Margulis 2003), avec des taux de retour sur investissement compris entre 5 et 14 %. Comment peut-on expliquer ces larges écarts dans l'évaluation de la rentabilité économique de l'élevage amazonien ?

D'abord, j'observerai que les résultats économiques ont été calculés à des périodes bien distinctes de l'histoire de l'élevage en Amazonie. Ainsi, on peut aisément imaginer que les exploitations peu ou pas rentables des années soixante-dix, fortement soutenues par les aides publiques directes, n'ont pas grand-chose à voir avec l'élevage pratiqué trente ans plus tard qui a bénéficié de l'apprentissage des producteurs, de la structuration de la filière, etc. R. Poccard-Chapuis (*op. cit*.) défend d'ailleurs une telle interprétation. Mais d'autres explications ont aussi été avancées. E. Arima, P. Barreto *et al.* (2005) ainsi que S. Margulis (*op. cit.*) défendent en effet la coexistence en Amazonie brésilienne d'au moins deux situations productives assez contrastées. À partir de la distinction opérée par R. Schneider (1995), S. Margulis (*op. cit.*) distingue les systèmes d'élevage des « frontières spéculatives » de ceux mis en place sur les « frontières consolidées ». Les premiers seraient faiblement intensifs, peu rentables et tournés vers l'occupation du territoire. À l'opposé, les seconds sont ceux de « l'élevage commercial à grande échelle », ils seraient hautement productifs et compétitifs. Pour ces derniers, l'auteur calcule des taux de profit tout à fait élevés : 11 % à Paragominas (PA) ; 9,1 % à Redenção (PA) ; 14,5 % à Alta Floresta (MT) ; 11,5 % à Ji-Paraná (RO). Cette rentabilité économique exceptionnelle (dû à des conditions climatiques extrêmement favorables et à des prix fonciers très faibles) s'avère même supérieure à celle

mesurée à Tupã dans l'État de São Paulo (avec 6,4 %) qui est pourtant l'une des régions les plus réputées de l'élevage brésilien.

Ainsi, l'étude de la rentabilité économique des pratiques d'élevage suivies par les *fazendeiros* dans la Terra do Meio pourrait s'avérer un très bon indicateur pour comprendre ou décrire la rationalité de ces acteurs et de leur conquête territoriale.

Tableau 11 - Les bonnes propriétés de l'élevage

Nature de l'avantage	Description
Financier	L'exploitant court peu de risques financiers car la mortalité des animaux est faible et les cours de la viande bovine sont d'une grande stabilité, en comparaison de ceux des cultures pérennes telles que le café ou le cacao.
	Sans la nécessité d'investissements supplémentaires (dés lors que la surface pâturable n'est pas un facteur limitant), le capital fructifie (au travers de la reproduction naturelle des animaux) à un taux supérieur à celui de l'épargne financière.
Technico-économique	Le système de production est très peu affecté par les aléas climatiques.
	Le système de production, peu intensif en main-d'œuvre, pourra facilement être combiné au travail à l'extérieur de l'exploitation ou à d'autres composantes productives au sein de l'exploitation.
	L'élevage permet l'affectation de la main-d 'œuvre familiale avec une grande souplesse.
	L'animal est une épargne sur pied (capital vif) très facilement mobilisable en cas de besoins financiers urgents.
	Dans les régions enclavées, le troupeau présente l'avantage de pouvoir se déplacer par ses propres moyens jusqu'au lieu de vente.
Culturel	L'élevage jouit d'une excellente image au Brésil : ce type de production est traditionnellement celui développé par les plus riches et grands exploitants.

Source : d'après (Piketty, Veiga *et al*. 2002 ; Tourrand, Piketty *et al*. *op. cit.*)

4.2.1. Une analyse délicate

Je me propose de caractériser le résultat économique des systèmes d'élevage par le calcul du taux de profit annuel, c'est-à-dire le rapport entre le bénéfice obtenu au cours d'un an d'activité et la valeur totale du capital mobilisé (investi). Le calcul du taux de profit des *fazendas* en formation dans la Terra do Meio me conduira aux limites des calculs agro-économiques et ce pour plusieurs raisons.

Se référant au travail de référence réalisé par M. Dufumier (1996), on découvrira que l'évaluation économique du résultat annuel des exploitations des *fazendas* de la Terra do Meio doit être réalisé pour une année moyenne. Si ce concept « d'année moyenne » fait sens lorsque l'on considère une exploitation de la frontière consolidée, il n'est pas sans poser quelques problèmes lorsque l'on étudie, comme c'est mon cas, des *fazendas* en formation. La situation d'une *fazenda* en formation est en perpétuelle évolution : la surface fourragère est

accrue par défriche-brûlis-semis chaque année, des troupeaux de centaines de têtes bovines y sont conduits, des clôtures sont implantées, etc. Bref, une *fazenda* en formation n'a pas atteint la situation d'équilibre dynamique de l'année moyenne. Pour cette raison, le calcul de la valeur ajoutée nette du système de production (pour une année moyenne), du revenu d'exploitation (moyen), du capital investi ou du taux de profit annuel (moyen) est biaisé. Une place importante est alors laissée à l'interprétation de l'évaluateur (charge à lui d'être cohérent à chaque étape du calcul en fonction de ses options interprétatives de base). S'il est vrai que la situation des *fazendas* en formation de la Terra do Meio s'avère extrêmement évolutive (à l'image du contexte pionnier dans son ensemble), ne pourrait-on pas précisément comprendre cette permanence du changement comme une forme de stabilité ? Le désordre entretenu et maintenu ne serait-il pas une figure de l'ordre (Atlan 1979) ? Ne pourrions-nous pas considérer, comme leurs trajectoires semblent l'indiquer, que les *fazendeiros* de la Terra do Meio sont de perpétuels « faiseurs » de *fazenda* et que leur *fazenda* est vouée à être toujours en formation ?

Je remarquerai encore que les stratégies des acteurs de la frange pionnière sont elles-mêmes aux limites de l'élevage. Comme je le démontrerai, former une *fazenda* dans la Terra do Meio ne semble pas répondre uniquement à une stratégie pastorale. Il convient d'y adjoindre (sans qu'il faille choisir l'une à l'exclusion de l'autre) une composante stratégique liée à la spéculation foncière / production de pâturage et une autre liée au blanchiment d'argent. Ainsi, évaluer le résultat économique effectif de l'exploitation conduit, comme nous y invitent S. Margulis (*op. cit.*) et E. Arima, P. Barreto *et al.* (*op. cit.*), à prendre en considération des variables extérieures à la microéconomie de l'élevage *stricto sensu*.

Finalement, j'observerai qu'en raison de stratégies qui se situent souvent aux marges de l'illégalité la plus complète, l'obtention de données chiffrées fines sur les systèmes d'élevage de la Terra do Meio est une tâche bien hasardeuse. Mais elle ne doit pas, à mon sens, décourager les tentatives d'évaluation qui visent d'abord à fournir des ordres de grandeur, indispensables aux débats actuels sur la réalité de l'élevage en Amazonie.

4.2.2. Les *fazendeiros* archétypiques

Comme le note M. Dufumier (1996), les systèmes de production agricoles peuvent être d'une grande complexité. Il s'avère souvent difficile et coûteux de procéder à l'analyse détaillée d'un grand nombre d'exploitations. Ainsi, l'auteur conseille de caractériser finement les systèmes de production agricole mis en œuvre dans un nombre limité d'exploitations considérées comme archétypiques d'une catégorie d'exploitants. C'est de cette façon que je procéderai. Je distinguerai quatre *fazendas* et quatre *fazendeiros* présentés dans les lignes qui suivent.

MARCELO

Né dans l'État de la Bahia, Marcelo y passe les dix premières années de sa vie. Son père est éleveur et propriétaire de 150 ha de terres. Quittant le Nordeste, la famille s'établit dans l'État d'Espirito Santo où le père de famille a acheté un commerce avec l'argent de la vente de ses terres. À l'âge de 18 ans, Marcelo quitte sa famille pour le Pará. Grâce aux études qu'il a menées, il est obtient un emploi dans un cabinet de comptable de la ville de Rondon do Pará. Il y travaillera pendant trois ans. Il le quitte pour rejoindre le *município* de Tucuruí où il sera salarié, pendant deux ans, de l'entreprise responsable de la construction du barrage. Après deux années passées dans le Minas Gerais et deux autres dans l'État de Santa Catarina à la tête d'une entreprise de construction, il revient dans le Pará et ouvre un commerce dans la ville de Parauapebas. Après trois ans et une faillite, il est embauché comme représentant de commerce dans la ville de Marabá. Moins de deux ans plus tard, il quitte son emploi et s'installe dans la ville de Tucumã où il vit encore. Dès son arrivée à Tucumã, il investit toutes

ses économies pour ouvrir une petite épicerie. Les affaires fleurissent. Cinq ans plus tard, il la revend et ouvre un supermarché qu'il dirige jusqu'à aujourd'hui.
En 1999, il achète pour la première fois un droit d'occupation sur une terre de 555 ha située à 55 km du centre-ville de Tucumã. Trois ans plus tard, le prix de la terre a doublé, passant de 200 R$/ha à 400 R$/ha. Il vend sa terre. Le produit de la vente est réinvesti immédiatement dans « ce qui rapporte », c'est-à-dire « la terre et l'élevage ». Il acquiert un droit d'occupation de 1 890 ha, dont 350 ha sont déjà plantés de pâturages. Cette terre se situe dans la Terra do Meio, à 220 km du centre-ville de Tucumã. Aujourd'hui la surface totale pâturable atteint les 600 ha. Marcelo a défriché 250 ha en deux fois, entre 2002 et 2005. Sur sa terre, il a fait construire une étable et une petite habitation de bois. En 2002, il transfère 250 génisses de la *fazenda* qu'il vient de vendre vers ses nouvelles prairies de la Terra do Meio. Il développe un système d'élevage naisseur pour accroître la taille de son troupeau.
Lorsque je m'interroge, en sa compagnie, sur la rentabilité effective de l'élevage dans la Terra do Meio, il s'exclame « Bien sûr que ça n'est pas rentable ! Ce qui paie la *fazenda* c'est mon supermarché. Avec la vente des veaux je ne peux même pas me payer les clôtures ! ». Quand je lui demande pourquoi avoir choisi d'investir dans la Terra do Meio, il répond « Disons que c'est pour le futur… De toute manière ici à part l'élevage il n'y a pas d'autres investissements à faire ».

MARLO

Marlo est né dans le Goiás, *município* de Rubiataba. Son père était propriétaire de 50 ha. C'était un « *colono* qui plante pour vivre ». Quelques années après sa naissance, il vend son exploitation pour acheter un droit d'occupation sur 250 ha de terres situés dans le Tocantins. Pendant 12 ans, Marlo travaille aux côtés de son père. Il le quitte en 1989 et ouvre, en partenariat avec lui, un commerce dans la *vila* do Cuca (*município* d'Ourilândia do Norte), ville-champignon née autour de la mine éponyme. Les affaires marchent bien. Marlo revend son commerce en 1992 pour s'installer dans le centre-ville de Tucumã où il a été engagé comme gérant du principal supermarché de la ville. Il y travaille trois ans. Avec l'argent épargné, il achète une centaine d'hectares de terres localisés à quelques kilomètres du centre-ville de Tucumã et « investit tout dans les bovins ».
Lorsqu'il donne sa démission en 1995, c'est pour se consacrer entièrement à l'élevage et « aux petites affaires qui rapportent bien », celles dont les villes pionnières ont le secret (cf. section 4.6 de ce chapitre). En 2000, son cheptel qui n'a cessé de croître est à l'étroit dans sa *fazenda* de Tucumã. Il décide de la vendre pour une terre plus grande. Ses recherches le conduisent dans la Terra do Meio : « Près d'ici [*município* de Tucumã] le prix de la terre était entre 2 500 et 3 000R$ l'*alqueire*[117]. Si j'avais acheté ici, j'aurais dû vendre tous mes bovins. […] En achetant plus loin, dans le Iriri, j'ai eu une grande terre et il m'est resté de l'argent pour faire des ouvertures ». Le droit d'occupation qu'il achète couvre 1 935 ha. En 2002 puis en 2003, il réalise deux défriches de 250 ha chacune. Dès 2002, il convertit tout son cheptel en génisses et veaux femelles (500 au total) qu'il envoie sur sa *fazenda* de la Terra do Meio. Chaque année, il vend les veaux mâles et conserve les veaux femelles sur l'exploitation (système naisseur). Depuis 2004, Marlo élève aussi sur son exploitation 500 génisses dont le propriétaire, un *fazendeiro* du Goiás, est une « connaissance ». Selon le contrat passé entre les deux hommes la moitié des naissances (à part égal de chaque sexe) reste la propriété de Marlo alors que l'autre moitié revient à son « partenaire ».
Le sort de Marlo n'est évidemment pas à plaindre. À sa table il ne manque rien. Il est propriétaire de sa maison. Pourtant il n'incarne pas exactement l'image du grand propriétaire terrien qu'on s'imagine. En fait de *pick-up* il n'a qu'une vieille motocyclette presque hors

[117] Un alqueire représente près de 5 ha

d'état. La peinture, sur les murs de sa maison, tombe en lambeaux. Comme lui reproche sa compagne, les fauteuils jaunes délavés d'un autre âge mériteraient d'être changés. Pour lui, « en investissant dans le Iriri, j'ai voulu m'assurer un futur. J'avais le choix, j'aurais pu investir d'une autre façon. Mais j'ai préféré la terre. Je pensais gagner de l'argent avec la *fazenda* ». Un facteur qu'il juge décisif pour expliquer son choix d'investissement dans la Terra do Meio a été la venue de Ronaldo Barata, président de l'ITERPA. Comme se le rappelle Marlo, « Il nous a incité à coloniser la région du Iriri. Il nous a dit que là c'était des terres de l'ITERPA, que chacun allait recevoir son titre. Il suffisait de mettre la terre en production ».

Arteo

Arteo est né dans le Goiás, il y a 40 ans. Son père n'était pas propriétaire, il « travaillait pour les autres ». À l'âge de cinq ans, il rejoint avec sa mère et ses frères son père parti quelques mois plus tôt « arranger » une terre dans le *município* d'Araguaína (Tocantins). Après huit ans passés sur les 110 ha que son père met en culture et transforme peu à peu en pâturages, c'est un nouveau départ, vers le Pará. Le chef de famille a acquis un droit d'occupation sur une terre de 250 ha dans le *município* de Xinguara (en 1979). Alors que son père s'y installe définitivement, Arteo décide de s'aventurer plus à l'ouest « pour trouver ma petite terre à moi ». En 1988, il arrive dans la ville de Tucumã, « parce que je savais qu'elle était prometteuse ». Avec l'argent qu'il a économisé pendant les années où il travaillait sur les terres de son père, Arteo monte un petit commerce.
Deux ans plus tard il achète son premier droit d'occupation. La terre de 1 350 ha de « forêt brute » se trouve à 56 km du centre-ville de Tucumã. Aujourd'hui 900 ha de forêts ont été convertis en pâturages que 1 500 bovins occupent toute l'année. Il met en place un système d'élevage de N/E/E. En 2000, il achète une terre dans la Terra do Meio, à 245 km du centre-ville de Tucumã. Il m'explique son choix : « les prix étaient vraiment trop bas là-bas et les terres très grandes. Et puis ici, c'est la seule alternative pour investir… et ça n'est pas bien compliqué. Moi je ne sais faire que ça ». Son droit d'occupation dans la Terra do Meio couvre 4 500 ha de forêt. Sur cette nouvelle terre, il redouble d'efforts : en moins de quatre ans, 1 000 ha de pâturage sont implantés, financés par les recettes de son commerce. Il y élève aujourd'hui deux mille femelles reproductrices. Sa stratégie de production est claire : « c'est *cria*/*recria* [naisseur] là-bas [Terra do Meio] et *engordo* [éleveur/naisseur] ici [Tucumã] ». Pour constituer son troupeau il a conduit 600 génisses venant de sa propriété de Tucumã en 2002, puis 300 autres achetées dans la région en 2003. Sa *fazenda* de la Terra do Meio comprend une étable, une maison (bois) et près de 30 km de clôtures. Deux tracteurs restent en permanence sur l'exploitation. Trois vachers ont la responsabilité du troupeau.

Dominico

Jusqu'à l'âge de 44 ans, Dominico a vécu et travaillé dans le Goiás. Il élevait plusieurs centaines de bovins sur les 270 ha d'une terre achetée à côté de celle de son père. « Fatigué », il la vend en 1979 pour acheter une station service dans le nord du Goiás (aujourd'hui Tocantins). Après deux ans de travail et d'effort, il décide de réinvestir tous ses gains dans l'élevage. On lui a beaucoup parlé d'une région particulièrement fertile située dans le sud du Pará. Comme il le déclare, « Moi, si je suis venu ici, c'est seulement pour la terre. On disait qu'elle était bonne et pas chère ». Il achète son premier droit d'occupation (2000 ha) en 1982, au kilomètre 14 de la route qui relie SFX à Tucumã. Quand son épouse meurt en l'an 2000, il lui faut vendre et diviser la *fazenda*. Avec la part qui lui revient, il achète quelques semaines plus tard une terre de 1 500 ha, « de l'autre côté du Xingu », à 10 km seulement du centre-ville de SFX. À l'achat, sa propriété comptait déjà 500 ha de pâturage. Il y transfère le cheptel de son ancienne *fazenda*. Poursuivant un système d'élevage qu'il connaît bien, il met en place

une *fazenda* d'embouche. Avec un cheptel de plus de 1 800 têtes de bétail, son exploitation est l'une des plus prospères de la région de la périphérie de SFX (dans la Terra do Meio).
Comme il le raconte, lorsqu'il cherchait une terre, de multiples propositions de terres bien plus étendues mais aussi bien plus distantes de la ville de SFX lui sont faites. Il décrit sa stratégie : « Tout le monde y va [sur les terres distantes de la Terra do Meio] parce que la terre est très bon marché. Moi ça ne m'intéressait pas. Je voulais vendre des bovins engraissés, c'est pour ça que je devais rester près de SFX ». Les veaux mâles qu'il engraisse proviennent pour moitié de sa *fazenda*, le reste est acheté aux *colonos* ou *fazendeirinhos* de la région. Dominico est l'un des principaux acheteurs de veaux mâles de sa région. C'est ce que confirme Jovino, *fazendeirinho* situé à plus de 50 km de la *fazenda* de Domingo, quand je lui demande à qui il vend ses veaux mâles : « A notre engraisseur régional, Monsieur Dominico ! ».
Le choix d'achat de sa propriété dans la périphérie de SFX tient également à une question foncière. Fait suffisamment rare pour être souligné, Dominico est propriétaire officiel de plus de la moitié des terres qu'il occupe. Ses titres de propriété en bonne et due forme lui ont d'ailleurs permis de bénéficier en 2003 d'un prêt de la BASA d'une valeur de 58 000 R$ (24 000 €). Avec cet argent il a pu investir dans des infrastructures de qualité pour sa *fazenda* : étable, tracteur, clôtures. Il emploie, en permanence, trois hommes sur sa *fazenda* (deux vachers et un homme à tout faire). Son exploitation compte, en 2005, 1 150 ha de pâturages répartis en quinze divisions qui lui permettent d'isoler selon un système de gestion des pâturages sophistiqué, les vaches qui vont mettre bas, les vaches qui ont mis bas et leur veaux (jusqu'à l'âge de huit mois), les génisses, les vaches à couvrir, les taurillons de huit mois à quatorze mois, les taurillons de quatorze à trente-deux mois et les bœufs de trente-deux à trente-six mois.

4.2.3. Les profits de la *fazenda*

Le tableau 12 présente le résultat de l'évaluation des taux de profit annuels calculés pour les exploitations de Marcelo, Marlo, Arteo et Dominico. Le détail des calculs figure dans l'annexe 3. Je commencerai mon analyse des résultats obtenus par l'étude de la première colonne du tableau, consacrée au taux de profit annuel de l'élevage considéré comme un système de production de bovins.

Tableau 12 – Taux de profit annuel (ramené à l'année 2005) de quatre *fazendas* de la Terra do Meio

	Localisation	Système d'élevage	Production de bovins	Production de bovins & valorisation foncière	Productions de bovins & valorisation foncière & production de pâturages
Marcelo	***Ligne de fazendas***	***E/E***	1%	8%	33%
Marlo	***Ligne de fazendas***	***E/E***	13 % (3 %)*	21%	49%
Arteo	***Ligne de fazendas***	***N/E/E réticulé***	28 % (9 %)*	36%	89%
Dominico	***Périphérie de SFX***	***N/E/E unifié***	19%	20%	25%

Source : auteur
* : taux de profit annuel obtenu après division de moitié de la charge bovine à l'hectare

Trois des quatre exploitations présentent un taux de profit élevé (12 % pour celle de Marlo, 19 % pour celle de Dominico) voire très élevé (28 % pour celle d'Arteo). Celle de Marcelo, en revanche, affiche une rentabilité faible (de l'ordre d'1 %). Afin d'expliquer la différence surprenante entre les taux de profit annuels et l'existence de valeurs étonnement élevées

(voire très élevées), il faut en revenir aux caractéristiques techniques des systèmes d'élevage mis en œuvre. Ces derniers nous en apprennent long sur la stratégie de production de bovins suivies par les *fazendeiros* de la Terra do Meio.

L'image que l'on se fait communément des *fazendas* d'élevage bovin d'Amérique du Sud correspond à celle de la pampa argentine. De tels systèmes prairiaux à base de parcours naturels, généralement clôturés en périphérie pour délimiter la propriété et sans division interne, sont dits extensifs (Bastianelli, Blanfort *et al.* 2003). Mais cette image ne peut être transposée telle quelle aux prairies amazoniennes puisque ces dernières ont pour première caractéristique d'avoir été implantées. Une fois cette correction apportée, cette description convient assez bien, il faut le reconnaître, aux *fazendas* de la Terra do Meio. Les prairies de plusieurs centaines d'hectares ne présentent que quelques divisions internes et bien souvent aucune clôture de délimitation externe. Comme on me l'explique, la forêt qui entoure de toute part les pâturages est une barrière naturelle particulièrement efficace. Tant qu'aucun voisin ne vient défricher une aire adjacente, ce système permet d'effectuer de substantielles économies (le coût global de l'implantation d'un kilomètre de clôture dans la Terra do Meio est de l'ordre de 3 500 R$). Ainsi, dans l'extrême majorité des *fazendas* que j'ai pu visiter, aucun système de rotation n'est mis en œuvre. Seul un système de séparation simplifié est organisé afin d'isoler les jeunes mères et leurs veaux du reste du troupeau.

Devant cette conduite simplifiée et en raison du passé des *fazendas* d'élevage amazoniennes (cf. les paroles de la chanson de Chico Buarque du chapitre 2), on aurait tendance à déduire un peu rapidement que les *fazendeiros* de la Terra do Meio pratiquent une gestion extensive des pâturages et des charges animales. Ce qui n'est pas le cas, bien au contraire. Comme les récits précédents l'illustrent, les prairies implantées dans la Terra do Meio sont souvent densément peuplées : la charge animale atteint 2,0 UBT/ha[118] dans le cas de Marlo et dans celui d'Arteo. Pour le vérifier, il suffit de les comparer avec les résultats de la littérature. E. Arima et A. Veríssimo (2002) révèlent, à partir du dernier recensement agropastoral national (1995), que 20 % des pâturages amazoniens présentent une charge moyenne de l'ordre de 1,38 têtes/hectare alors qu'elle serait de 0,5 têtes/hectare à peine sur les 80 % restants. A partir de ses données de terrain, S. Margulis (*op. cit.)* évalue la charge animale moyenne dans le *município* de Paragominas à 0,71 UBT/ha, à 0,83 UBT/ha dans le *município* de Redenção et à 1,18 UBT/ha dans celui d'Alta Floresta. Des résultats équivalents sont présentés par M.-G. Piketty, J. B. Veiga *et al.* (*op. cit.*) pour qui « Dans les premières années, la charge moyenne sans risque est autour de 1,2 têtes par hectare, c'est-à-dire un système relativement extensif, mais sûr, puisque l'expérience a montré qu'entre douze et quinze ans plus tard, le pâturage ne présente pas de trace de dégradation » (: 178).

La majorité des *fazendeiros* rencontrés dans la Terra do Meio présentent un usage de leurs prairies proche de celui de Marlo et Arteo, avec des charges variant de 1,5 à 2,0 UBT/ha. Les systèmes d'élevage des *fazendeiros* de la Terra do Meio présentent donc la particularité d'une gestion fourragère simplifiée couplée à une charge à l'hectare élevée. Cette pratique de surpâturage a deux conséquences.
Du point de vue de la rentabilité économique (tableau 12), on observe qu'elle semble « réussir » aux éleveurs qui obtiennent grâce à elle des taux de profit annuel élevés (12 % pour Marlo et 28 % pour Arteo). Afin d'évaluer l'influence de la charge animale sur le taux de profit annuel de la production bovine, j'ai divisé par deux (par un artifice de recherche) la quantité de bovins par unité de surface dans le cas de Marlo et Marcelo (adaptant les autres

[118] La quantité d'animaux sur les pâturages est communément exprimée par un indicateur : l'Unité Bovins Tropicaux (UBT). On considère qu'un UBT correspond à un bovin de 250 kg (poids vif).

paramètres, tels que la quantité des consommations intermédiaires). Les taux de profit chutent alors à 3 % et 9 % respectivement. Ces résultats se rapprochent du taux de profit annuel, très faible, de Marcelo (de l'ordre de 1 %) dont les pâturages sont gérés de manière extensive, puisque la charge annuelle est de 0,6 UBT/ha. La charge élevée à l'unité de surface prairiale couplée à une conduite simplifiée des troupeaux explique les très bons résultats économiques de Marlo et Arteo. La différence dans la charge animale est à l'origine de l'écart observé entre les différents taux de profit annuels.
Du point de vue de la qualité fourragère et de la durabilité des pratiques, le bilan est tout autre. Une charge à l'hectare de 1,5 à 2,0 UGB/ha, combinée à une densité de semis faible et l'absence d'une gestion rotative soignée de la ressource fourragère conduit immanquablement au terme d'une dizaine d'années à une dégradation sérieuse des pâturages (Piketty, Veiga *et al. op. cit.*). Comme l'expliquent J. B. Veiga, J.-F. Tourrand *et al.* (*op. cit.*), la principale cause actuelle de dégradation des pâturages semés de *Brachiaria brizantha* dans le Pará est précisément liée au surpâturage et/ou à l'absence d'une période de repos suffisante. En raison de l'excellente qualité agronomique des terres de la région et de l'ouverture encore récente des pâturages, la dégradation des prairies n'a pas atteint un stade avancé. Les signes avant-coureurs témoignent néanmoins d'un couvert herbacé en cours de dégradation. Dans certaines zones des prairies, le déséquilibre entre l'offre et la demande fourragère conduit à une densité horizontale et une épaisseur du tapis amoindries. Ces prairies peu denses et peu épaisses présentent alors d'importants risques d'envahissement par les adventices auxquels il faut remédier par un nettoyage annuel des pâturages (cf. section suivante). La teinte verte claire du couvert dans certaines aires indique également une teneur en protéine des graminées fourragère faible et donc une qualité d'affouragement moindre (Bastianelli, Blanfort *et al*. 2003).

Comme me l'explique Renato, « La région souffre de surpâturage, c'est sûr. Ici on calcule tous dix têtes à l'alqueire[119]. […] En fait, la charge devrait être de sept têtes au grand maximum. Je le sais »[120]. Les résultats de telles pratiques sont effectivement connus puisque la plupart des *fazendeiros* rencontrés ont déjà épuisé de la sorte leurs prairies situées le long de la PA-279 (Tucumã, Ourilândia do Norte, Água Azul, Xinguara). Renato dresse pour moi le bilan de dix années de surpâturage dans sa *fazenda* de Tucumã : « En 1994, j'élevais sept cents têtes sur ce pâturage. Aujourd'hui, il y en a à peine quatre cents… et elles ont faim ! ». Les pratiques qui ont épuisé en dix années les prairies de Tucumã sont aujourd'hui reproduites dans la Terra do Meio. On peut rapprocher ce comportement des recherches, bien plus nombreuses, menées sur les agriculteurs familiaux. Comme l'explique X. Arnauld de Sartre (2006 : 14) : sur les fronts pionniers, les agriculteurs ne laissent pas la jachère le temps nécessaire pour une restauration de la fertilité du milieu. Après deux ou trois brûlis, ils décident de planter un lot en pâturage, ce qui accélère la dégradation des sols tout en empêchant la reprise forestière de la zone déboisée. Au bout de vingt ans à trente ans, l'intégralité du lot a été convertie en pâturages. L'exploitation entre alors dans ce que les agronomes qualifient comme une « crise ». Pour y répondre l'agriculteur doit migrer vers une nouvelle zone, encore boisée. Pour compléter cette description, I. Veiga et C. Albaladejo (2005) ont montré que la « crise » de la fertilité conduisant à la migration n'a rien d'un manque de savoir-faire ou d'une fatalité, elle correspond au contraire à un choix délibéré des agriculteurs familiaux qui prévoie déjà, à l'heure d'implanter des pâturages sur leur terre, leur future migration. Le cas des *fazendeiros* de la Terra do Meio semble indiquer que ce constat se vérifie également pour les exploitants plus capitalisés de la région du Sud-Pará.

[119] Je rappelle qu'un « *alqueire* » équivaut approximativement à cinq hectares.
[120] Dix têtes par « *alqueire* » équivalent à une charge de l'ordre de 2 UBT/ha. Sept têtes par « *alqueire* » équivalent à une charge de l'ordre de 1,4 UBT/ha.

Les pratiques d'élevage actuelles de la grande majorité des *fazendeiros* de la Terra do Meio se rapprochent des extractions prédatrices passées, qu'il s'agisse de l'or ou de l'acajou, dans la région. On retrouve une nouvelle manifestation de ce que R. Schneider (*op. cit.*) a qualifié comme l' « exploitation minière des nutriments » (*nutrient mining*) :

> « L'exploitation minière des nutriments (*nutrient mining*) est l'extraction non durable des nutriments du sol de la forêt par la production forestière, la production de denrées végétales ou animales. Ces pratiques diffèrent de l'agriculture (et de la sylviculture) car elles sont fondamentalement des activités minières ; elles exigent que de nouvelles terres soient constamment mises en production dès que les nutriments ont été extraits sous la forme de grumes, récoltes ou viande. » (: 15)

Comme l'explique l'auteur l'« *imediatismo* » (en portugais dans le texte) des pratiques prédatrices offre durant les premières années des profits annuels très élevés. C'est ce qu'indique la première colonne des taux de profit, comme on l'a observé par l'étude des taux de profits annuels des *fazendas* de Marlo et Arteo. Le cas de Domingo est à part. Son profil se rapproche bien plus de celui de l'éleveur commercial de la frontière consolidée, décrit par la littérature, que de l'éleveur minier de la frontière spéculative. Son taux de profit annuel pour la production de bovins est élevé (19 %) et proche des taux de profit liés à la valorisation foncière et à la production de pâturages (20 % et 25 %). Le cœur de la rentabilité de l'exploitation est la production de bovins. Les composantes spéculatives attachées à la terre ou à la production de pâturage s'effacent devant la rentabilité pastorale *sensus strico*. Le système d'élevage mis en place est intensif : les parcelles son clôturées (quinze répartitions sur son exploitation), une rotation des troupeaux est rigoureusement organisée par les vachers de l'exploitation. L'état des prairies est suivie de près afin d'offrir aux bœufs à l'engraissement un affouragement de qualité. La charge moyenne sur l'exploitation est de 1,4 UBT/ha. En fonction de leur âge, de leur état et de leur sexe, les animaux sont répartis sur sept types de prairies distincts.

Un autre facteur, absent de la littérature, permet d'expliquer les taux de profits élevés de la production de bovins dans la région de la Terra do Meio. Il s'agit du fait que les animaux importés dans les *fazendas* en formation de la Terra do Meio sont souvent les produits de l'élevage d'une autre *fazenda* appartenant au même éleveur. Ainsi, les investissements initiaux se réduisent à l'achat de la terre et à l'ouverture des pâturages (on se rappelle que les clôtures sont peu ou pas présentes).

Comme l'illustre le tableau 12, j'ai complété l'évaluation du taux de profit de la production de bovins par deux autres calculs. Le premier permet d'intégrer dans les résultats d'exploitation les bénéfices issus de la valorisation des terres de la région[121]. Le lien entre valorisation foncière, déboisement et pâturage a été précisément décrit par S. Margulis (*op. cit.*) :

> « L'évolution du marché des terres en Amazonie reflète directement le processus de déboisement de la région. La possibilité de gains de capital avec l'achat et la vente de terres incite, potentiellement, à une course pour l'occupation alors que le déboisement est la principale manière de garantir les droits de propriété. […] Historiquement, l'augmentation du prix des terres du sud en comparaison de celles du nord a été une force d'expulsion des migrants. Comme nous l'avons déjà mentionné, un petit *fazendeiro* du sud pouvait doubler la taille de sa propriété en

[121] À partir des données de terrain, j'ai fixé la valorisation foncière annuelle (en monnaie constante) à 15 R$ dans les lignes de *fazendas* et 5 R$ dans la périphérie de SFX, entre 2001 et 2005. En effet, pour obtenir une modélisation robuste du poids de la composante foncière dans la stratégie des *fazendeiros*, j'ai volontairement choisi des hypothèses conservatrices.

> émigrant du sud vers le nord en 1970 ; au milieu des années quatre-vingts, il pouvait presque la multiplier par 15.[…] Dans le cas de São Félix do Xingu, par exemple, le prix de la terre est moins de la moitié de celui du Goiás, d'où viennent de nombreuses personnes. À la fin du processus, la terre qui commence à un prix de 3 US$/ha atteint le prix d'équilibre avec les marchés voisins, qui est de l'ordre de 300 R$/ha. Cela suggère que les premiers occupants profitent de bénéfices significatifs grâce à l'occupation, déboisements, nettoyage, plantation de pâturages… » (: 21 – 22)

Dans le cas spécifique de la Terra do Meio, où le front pionnier est à stade encore jeune de son cycle de vie (Coy *op. cit.*), les gains spéculatifs provenant de la simple occupation du territoire d'une année sur l'autre sont conséquents. Marcelo multiplie par huit son taux de profit annuel. Celui de Marlo croît de 66 % et celui d'Arteo de 33 %. Domingo, dont l'exploitation appartient à une zone où la valorisation foncière a déjà connu ses années d'or, n'accroît que d'1 % son profit annuel.

La dernière colonne du tableau 12 me permet d'avancer une hypothèse qui s'est progressivement affirmée à mesure que mon enquête de terrain progressait. Elle consiste à considérer les *fazendas* de la Terra do Meio non seulement comme des systèmes de production de bovins mais aussi comme des systèmes de production de pâturages *per se*, c'est-à-dire des systèmes de production de surfaces déboisées pérennes. Les fondements de cette hypothèse sont doubles. D'abord, elle permet de traduire la rentabilité de l'activité d'ouverture des pâturages en temps que telle. En effet, si le coût de la défriche-brûlis-semis est en moyenne, en 2005, de l'ordre de 400 R$/ha, à l'heure de la vente de l'occupation, l'hectare de prairie se négocie approximativement à 700 R$. La production de pâturage est en soi une activité excessivement rentable. Ensuite, j'ai pu noter que plusieurs *fazendeiros* partageaient explicitement cette même vision de la frange pionnière pastorale. L'un d'eux déclare : « L'élevage est fantoche. Ce qui est bon, c'est de valoriser la terre achetée bon marché grâce aux pâturages ». Un autre rappelle la maxime populaire : « La *fazenda*, c'est deux joies : quand tu achètes et quand tu vends ». Pour un troisième, « le bovin n'est qu'un outil de travail. Ce qui rapporte de l'argent c'est la vente de la *fazenda* ». Un dernier explique que tout se passe comme si les *fazendeiros* étaient payés en réalité pour « en terminer avec la forêt ». D'après lui, « nous sommes le premier temps de la civilisation. Nous sommes là pour faire reculer la forêt et ouvrir le territoire aux hommes. […] Nous sommes la première marche […] Comment pourrait-on imaginer le deuxième temps qui est celui de l'agriculture, de l'industrie, des routes, des commerces sans imaginer le premier ? ».
Comme l'indique le tableau 12, les *fazendeiros* de la Terra do Meio reçoivent de substantiels bénéfices pour ce « service rendu à l'humanité » (sic). Marcelo gagne en une année le tiers du capital investi, Marlo la moitié et Arteo presque 90 %. Ces taux de profits annuels sont considérables. Ils justifient d'un point de vue économique les risques encourus et les lourds investissements réalisés par les *fazendeiros* dans la Terra do Meio. Ces résultats rejoignent les observations souvent faites de l'augmentation de la valeur foncière de la propriété par l'accroissement des surfaces défrichées. J. B. Veiga, J. F. Tourrand *et al.* (*op. cit.*) écrivent à propos de l'élevage dans la région du Sud-Pará : « Les producteurs défrichent des segments additionnels de forêt pour augmenter leurs pâturages et, en conséquence, la quantité de bovins ainsi, que la valeur totale de leur propriété. Dans ces régions, un hectare de pâturage vaut entre deux et trois fois plus qu'un hectare de forêt, ce qui signifie qu'il existe un processus d'accumulation au travers de la défriche de la forêt qui se termine par l'implantation de pâturage » (: 130).
Pour compléter ces observations, je ferai remarquer que le prix élevé payé à l'hectare de pâturage formé, qui fait de l'activité de conversion une activité particulièrement rentable en soi, peut également être expliqué par le risque encouru par ceux qui la réalisent. Ainsi, la valeur de l'hectare de pâturage implanté en forêt rémunérerait le risque pris par ceux qui,

défiant la loi, mettent en place une activité sinon illégale toujours irrégulière (cf. section A.3.1 et B.6.1 de ce chapitre), particulièrement surveillée par la police environnementale, très médiatique, mais indispensable à l'établissement de nouveaux investissements productifs dans la région. La rentabilité de l'élevage pionnier pourrait alors s'expliquer par la « prime de risque » dont il bénéficie. Une fois l'activité irrégulière/illégale endossée, les nouveaux investisseurs de la frontière consolidée pourront sans crainte occuper les terres, les mettre en production, rejetant s'il le faut la responsabilité sur leur prédécesseur.

Je terminerai mon analyse de la rentabilité de l'élevage en la rapprochant, à nouveau, de l'analyse faite par R. Schneider (1995). Les résultats que j'obtiens se rapprochent de ce qu'il identifie comme le paradoxe des frontières pionnières : d'un côté on y observe des formes d'agriculture et d'élevage extrêmement rentables et de l'autre on ne peut être que frappé par le *turnover* élevé de ses occupants. La rentabilité élevée des premières formes de production s'expliquerait (comme nous l'avons vu plus haut) par une exploitation minière des nutriments du sol et des pratiques qui privilégient des gains élevés de court terme plutôt que des bénéfices moindres répartis sur une période de temps plus longue (« *imediatismo* »). Mais, comme l'observe l'auteur, les terres subissant l'exploitation prédatrice sont souvent vendues à un nouvel occupant bien avant que leurs capacités productives ne soient réduites à rien. L'auteur souligne ainsi que l'expression « terres dégradées », communément employée pour décrire l'état dans lequel sont laissées les terres après le départ de leur premier occupant, fait plus référence à une terre en cours de changement d'occupant plutôt que d'une terre dont les potentialités productives auraient été effectivement détruites. La modélisation économique réalisée par R. Schneider (*op. cit.*) se propose d'expliquer ce phénomène. D'après l'auteur, le départ des premiers occupants au profit des seconds serait lié à l'arrivée des pouvoirs publics dans la région de frontière pionnière. Cette arrivée permettrait d'une part la sécurisation foncière et d'autre part l'accès au capital bancaire par les nouveaux investisseurs. Le cas d'étude de la Terra do Meio permet d'apporter, il me semble, quelques éléments nouveaux, pour expliquer le phénomène. La venue du gouvernement ne semble pas être le seul motif du changement d'occupant. Je défendrai l'idée que la venue d'un nouvel occupant dépend, selon moi, de l'activité même de conversion de l'espace forestier suivie par le premier occupant.

Dans la Terra do Meio, tout se passe comme si la venue des nouveaux occupants était directement liée aux pratiques d'exploration prédatrice mises en place par leurs prédécesseurs. Autrement dit, c'est l'activité de destruction accélérée du massif forestier et sa conversion en pâturages par les *fazendeiros* qui attirent, à partir d'un certain moment, les nouveaux investisseurs de la frontière pionnière consolidée. Les pratiques de conversion de la forêt en pâturages ont en effet de profondes conséquences sur la région et sur son image auprès des nouveaux investisseurs.

D'abord, les pâturages ouverts par les *fazendeiros* pacifient la région. A travers eux, les droits d'occupation sont clairement délimités, les territoires individuels portent des marques concrètes : des pâturages, quelques clôtures, des bovins. Les disputes pour les terres libres se font plus rares. Cette détente est d'autant plus vraie que les *fazendeiros* n'ont pas les mêmes pratiques que les *grileiros* : ils ont rarement recours aux services des tueurs à gage, ils se connaissent souvent entre eux, se respectent et mettent en place des activités agropastorales productives. Avec eux, l'image de la région change. Les *colonos*, eux-mêmes, témoignent bien volontiers de ce changement. L'un d'eux déclare : « C'est sûr, avec l'arrivée des *fazendeiros* le visage de la région a changé. La région est bien plus calme. Avant, c'était vraiment terrible, tu pouvais te faire tuer n'importe où ».

Ensuite, les pâturages implantés par les *fazendeiros* permettent de révéler aux nouveaux investisseurs les potentialités de la région. Ces hectares prairiaux démontrent les qualités

agro-pastorales excellentes des terres de la région, augurent du bassin d'élevage prometteur que la Terra do Meio est appelée à devenir. Jão exprime clairement cette idée : « Ce qui compte, c'est la caractéristique collective de l'activité [d'élevage] ». Pour lui, la terre prend de la valeur, la production de pâturages devient extrêmement rentable parce que « la région commence à acquérir une bonne réputation. On ne parle plus des morts, mais des pâturages. La région devient calme et productive. […] Ce que l'on vend en vérité c'est l'imaginaire sur la région, c'est le potentiel que l'on a révélé ».

L'analyse de la rentabilité de la *fazenda* a permis de caractériser économiquement les activités d'élevage des *fazendeiros* de la région. En même temps que nous avons progressé dans notre compréhension de ce que peut être la rationalité économique de l'ouverture d'une *fazenda* dans la Terra do Meio, la situation s'est complexifiée. Comme nous l'avons vu, la stratégie des *fazendeiros* ne peut être appréhendée par la simple dichotomie éleveur *vs*. spéculateur. Grâce à une charge à l'hectare excessivement élevée, dont ils sont conscients, les *fazendeiros* ont mis en place une activité de production de bovins rentable dans le court terme. Cette rentabilité est accrue par une valorisation des terres et ce que j'ai appelé une stratégie de production de pâturages. Ces trois composantes de la rentabilité de l'élevage se conjuguent dans le temps et l'espace. La stratégie globale dite d'« élevage » ou de « formation d'une *fazenda* dans la Terra do Meio » est la résultante de leur combinaison. Pour mener à bien cette stratégie globale d'élevage, les *fazendeiros* devront compter sur le « bon » comportement d'autres acteurs dont ils dépendent. Pour cela, il leur faudra entrer dans de nouvelles relations d'échange de comportement, c'est-à-dire de pouvoir.

4.3. Le jeu du nettoyage de pâturage

Pour Nego de Agustino, *colono* arrivé sur les bords de la route de la Canopus en 1992, le travail offert dans la région a bien changé depuis quelques années. Auparavant, on demandait surtout des hommes pour ouvrir des sentiers forestiers servant à délimiter les occupations. On recherchait également des gardes pour ces occupations récemment démarquées. Aujourd'hui, la principale activité des *colonos* qui vendent leur main-d'œuvre est le nettoyage de pâturages dans les *fazendas*. En effet, la formation d'une *fazenda* ne consiste pas seulement à déboiser, brûler, semer et faire paître des bovins. Les pâturages doivent être entretenus. Ce que l'on appelle localement le « nettoyage » des prairies consiste à couper manuellement, grâce à une serpe, les repousses arbustives qui s'élèvent au milieu des espaces fourragers. Si ce désherbage mécanique est négligé, certaines zones semées de graminées fourragères peuvent en l'espace de quelques années seulement être reprises par les espèces forestières pionnières (en particulier *Cecropia spp*.). Or, les qualités d'affouragement d'un pâturage dit « sale »[122] sont considérablement réduites. Pour abaisser les coûts de main d'œuvre, les éleveurs réalisent la mise à feu de leurs pâturages (en saison sèche), lors des deux premières années suivant le semis. Chico s'en explique : « On doit mettre le feu au début, sinon on dépense dans le nettoyage des pâturages le prix de la terre ! ».
La rémunération du nettoyage de pâturages est la moitié de celle de la coupe de la végétation de sous-bois (60 R$/ha). Cette différence s'explique par une moindre pénibilité de la tâche. Le nettoyage de pâturage est majoritairement réalisé en saison sèche. En raison de sa faible rétribution, ce travail ne provoque pas (encore) la venue de journaliers des États voisins. La main d'œuvre employée est locale : les relations d'interdépendances lient cette fois *fazendeiro* et *colono* de la Terra do Meio.

[122] On parle alors de « *juquira* ».

En termes de structuration primaire du contexte d'action, la situation du *colono* apparaît plus avantageuse, face au *fazendeiro*, que celle du saisonnier venu du Nordeste. Le *colono* domine en effet une source d' « incertitude objective » importante. Son imprévisibilité accrue est directement liée à ce qui le différencie structurellement de la main-d'œuvre nomade, c'est-à-dire l'occupation d'une terre dans la Terra do Meio. Cette dernière ouvre en effet la voie à des stratégies hors de portée des saisonniers. D'abord, grâce à la mise en culture de sa terre suivant un calendrier cultural précis (figure 78), le *colono* subviendra à la demande alimentaire de sa famille en produits de base : riz, haricot, manioc, produits maraîchers et fruits.

Figure 78 – Calendrier du système de cultures annuelles

Activité	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Abatis					x	x	x					
Brûlis								x				
Plantation de maïs									x			
Plantation de riz de 5 mois									x			
Plantation de bananiers									x			
Plantation de riz de 3 mois										x		
Plantation de manioc										x		
Nettoyage du pâturage planté l'année précédente										x		
Nettoyage des parcelles de maïs et riz										x	x	
Plantation du pâturage											x	
Nettoyage du riz	x											
Plantation de haricot		x	x									
Cueillette du riz		x	x	x								
Cueillette du maïs			x	x	x							
Cueillette du haricot				x	x							

Source : auteur

La période de non emploi dans une *fazenda* n'est pas synonyme pour le *colono* de l'alourdissement progressif d'une dette qui l'oblige à trouver un chantier au plus tôt. Le *colono* peut vivre sur sa terre et de sa terre (en partie au moins). Cette terre offre également la possibilité d'implanter plusieurs hectares de pâturages sur lesquels des bovins sont élevés, selon un faire-valoir direct et/ou indirect (j'y reviendrai). Finalement, le droit d'occupation peut être divisé et vendu (ou échangé). Grâce à toutes les marges de manœuvre qu'elle ouvre, la terre occupée accroît considérablement les marges de négociation disponibles par le *colono* lors de son échange de comportement avec le *fazendeiro*. Il faut bien se garder, pour autant, de surestimer l'importance de ces marges d'incertitudes. Encore une fois, la structuration initiale du contexte d'action reste largement favorable au *fazendeiro*. On retrouve les caractéristiques évoquées à l'occasion du jeu de la coupe de la végétation de sous-bois (cf. section B-3. de ce chapitre). L'avantage principal du *fazendeiro* tient à ce que le nombre de *colonos* cherchant à vendre leur main d'œuvre est structurellement supérieur à celui des offres faites par les *fazendas*.

Dans un cas sur deux, le *colono* interrogé répond avoir pour habitude de travailler pour un *fazendeiro* de la Terra do Meio. Les quatre types de travaux les plus fréquemment cités sont le nettoyage de pâturage, la mise en place de clôtures, l'abattage de gros arbres et la coupe de la

végétation de sous-bois. Si certains se spécialisent dans une tâche, d'autres saisissent toutes les opportunités qui se présentent, combinant lors d'une même année trois des quatre activités. En moyenne, entre 60 et 75 % des revenus obtenus par le travail à la *fazenda* se concentrent, entre les mois de mars et octobre. C'est en saison sèche « qu'il y a de quoi faire » dans la région de la Terra do Meio. En hiver, comme le regrettent ceux qui en sont le plus dépendants, « tout s'arrête et on a faim ». Afin d'éclairer un peu mieux la structure initiale de l'échange et son déséquilibre, j'évaluerai (sur la base des entretiens réalisés) la part représentée par la vente de main-d'œuvre dans la rente familiale annuelle des *colonos*. J'identifierai trois profils distincts. Chacun d'eux caractérise une asymétrie initiale différente des « incertitudes objectives » entre *fazendeiro* et *colono*. Je souligne que ma typologie rejoint les résultats des recherches agro-économiques approfondies obtenus par C. Follet (*op. cit.*), J. Pinto (2005a) et P. Sablayrolles (éd.) (2006).

4.3.1. Types de *colonos*

Pour le premier type de *colono*, les rémunérations représentent plus de 70 % de la rente familiale annuelle. Un tel acteur est fortement dépendant du travail qu'il lui faut trouver dans les *fazendas* avoisinant son occupation. La parcelle qu'il met en culture annuellement ne suffit généralement pas à subvenir aux besoins familiaux. Pour cette raison et parce qu'il n'investit pas dans l'ouverture de pâturages, la surface forestière de son lot reste souvent très élevée. Faute d'un entretien régulier et d'une charge à l'hectare bovine suffisante, les quelques hectares de prairie qu'il a semés sont en très mauvais état, parfois impropres à l'élevage. Son cheptel est réduit, parfois inexistant. Ce type d'acteur n'a pas réussi à accumuler biens et capital financier alors qu'il est présent dans la région depuis 10 à 15 ans. En raison de leur forte dépendance au travail dans les *fazendas*, ces acteurs ressentent le plus sévèrement le ralentissement voire l'arrêt des chantiers agropastoraux en saison des pluies. Faisant partie des premiers venus dans la région, ils ont pu démarquer des terres de plusieurs centaines d'hectares qu'ils ont morcelées et vendues au fil des ans. C'est le cas de Vinicius. Pour la seule année 2004, il déclare avoir travaillé pour plus de cinq *fazendeirinhos*/*fazendeiros* de la région de la Canopus. Il aurait gagné 1 100 R$ (425 €) en installant des clôtures et 3 000 R$ (1 150 €) en nettoyant les pâturages de la région. Comme il le déclare : « Entre novembre et mars, c'est très dur. On ne trouve pas d'emploi. […] Il n'y a plus de travail dans la région. Tout meurt. Et en plus il n'y a pas où courir parce qu'il n'y plus de routes »[123].
Renildo partage également ce profil. Agé de 43 ans, originaire du Tocantins, il a passé 18 ans dans la région de Redenção à travailler pour une scierie de la ville. Il découvre SFX en 2001, alors qu'il est « à la chasse au travail ». En ville, il rencontre un *fazendeiro* qui l'invite à vivre et travailler sur son occupation de la Terra do Meio. Depuis qu'il a franchi le Xingu, Renildo a exclusivement travaillé pour ce dernier (Carlo). En mars 2004, Carlo lui a vendu « pour presque rien » un droit d'occupation de quatre-vingts hectares. Renildo parle avec fierté de la terre qu'il vient d'acquérir. Son rêve se réalise enfin. Bien que la terre soit très sablonneuse et pas très grande, « l'avantage c'est que Carlo habite tout près ».

Pour le deuxième type de *colono*, les gains issus de la vente de la main d'œuvre représentent entre le tiers et le quart du revenu familial annuel (entre 7 000 et 7 500 R$, soit 2 685-2875 €). J'illustrerai ce profil par le cas de Valdemar. Né dans le Goiás, il arrive à SFX en 1984. Il franchit le Xingu seulement dix ans plus tard, alors qu'il cherche une terre plus grande que celle que son père occupe en périphérie de SFX. Quand je lui demande s'il travaille

[123] En saison des pluies, lorsque les routes sont impraticables pendant plusieurs semaines, les diverses zones de la Terra do Meio deviennent de véritables îles. S'il est difficile de sortir ou d'entrer dans la Terra do Meio, il est tout aussi éprouvant de se déplacer d'une zone à l'autre.

fréquemment chez un *fazendeiro*, sa réponse ne laisse aucun doute : « Toujours ! Je travaille toujours chez mes voisins *fazendeiros*. C'est très important ». En plus des tâches déjà évoquées, Valdemar explique qu'il est employé chaque année pour semer et cueillir une parcelle de maïs (un demi-hectare environ destiné à l'alimentation des volailles élevées par les vachers). L'été il consacre, selon son estimation, jusqu'à la moitié de son temps de travail à la *fazenda*. Ce profil de *colono* semble rejoindre le type « Agriculture familiale/Parcelle cultivée » (« Familiar/Roça ») de la catégorisation agro-économique élaborée par P. Sablayrolles (éd.) (*op. cit*.). L'auteur estime qu'il n'existe pas, dans ce cas, de « vente systématique » de la main d'œuvre familiale. Pourtant, l'exemple choisi par l'auteur pour illustrer cette catégorie présente un revenu extra-agricole équivalent au quart du revenu agricole. Selon mes résultats il peut en représenter jusqu'au tiers. Dans tous les cas, il me semble qu'un tel pourcentage est suffisamment élevé pour que l'activité soit considérée comme partie intégrante de la stratégie agro-économique de la famille.

Pour la dernière catégorie de *colonos* déclarant travailler fréquemment pour un *fazendeiro*, les paiements représentent moins de 15 % de la rente familiale annuelle (entre 8 500 R$ et 9 000 R$ soit 3 257-3 450 €). Le travail sur l'exploitation prime pour le chef de famille. Le lot occupé compte une quarantaine d'hectares de pâturages où paissent entre vingt et quarante ruminants, au gré des contrats de métayage (conclus avec les *fazendeiros*, comme nous le verrons). Ce type de *colono* réalise en moyenne un abattis-brûlis de 10 ha tous les ans. Malgré cette contrainte et lorsque les conditions s'y prêtent, une ou deux personnes de la famille travaillent entre deux semaines et un mois (généralement réparties sur l'ensemble de la saison sèche) dans l'une des *fazendas* environnantes. Dans ce cas de figure, les facteurs importants sont la proximité du lieu de travail et les bonnes relations nouées avec l'employeur. Comme l'explique Zé, s'il envoie ses fils travailler dans une *fazenda*, « ça n'est pas pour avoir des problèmes ».

4.3.2. Les négociations

La négociation instrumentale visant à fixer la règle de l'échange de comportements entre le *fazendeiro* et le *colono*, à propos du nettoyage de pâturages, intègre dans sa dynamique la variabilité de la tâche à effectuer par le *colono*. La densité des recrus forestiers, leur quantité, leur répartition ainsi que leur qualité (âge, taille, diamètre ou degré de lignification)[124] ont leur place dans la négociation. La manière dont le chantier se déroulera est aussi en jeu.
On distingue dans la région, les chantiers de type « *empreita* » (à la tâche) de ceux de type « *diária* » (à la journée). Les premiers remportent les faveurs de tous les travailleurs que j'ai pu rencontrer. Le contrat oral passé avec l'employeur spécifie le travail à réaliser, le prix payé et le temps imparti. Le travailleur est donc libre d'organiser lui-même son travail, seul le résultat compte. Dans ce cas, le *colono* peut facilement concilier le chantier à la *fazenda* et son propre calendrier cultural. Pour Valdemar, les avantages de l'*empreita* sont triples. D'abord, « tu peux t'arrêter quand tu veux. Tu peux, par exemple, t'arrêter plus tôt pour venir travailler à la maison ». Ensuite : « Si tu fais des efforts, tu peux gagner plus ». En effet, s'il faut en moyenne trois semaines pour nettoyer une vingtaine d'hectares très « sales » (forte densité de repousses secondaires) à un rythme de travail peu soutenu, le *colono* peut décider d'intensifier son travail afin d'en terminer en deux semaines. Il peut alors partir à la recherche

[124] Lorsque les repousses arbustives recouvrent de manière homogène une grande surface prairiale, il arrive fréquemment que les deux parties (ou leurs représentants) se rendent ensemble sur le lieu du chantier pour en évaluer la superficie. L'instrument de mesure employé est l'équivalent d'une chaîne d'arpenteur de vingt mètres de long. Des carrés mesurant onze longueurs de corde de côté (220 m) sont délimités, ils couvrent l'unité de travail utilisée dans la région : l'*alqueire*.

d'un nouveau chantier. Enfin, « Quand tu prends un travail à la tâche, tu es plus libre. Tu n'as pas le gérant sur le dos ». La flexibilité des heures de travail se double d'une plus grande liberté dans l'action. À l'opposé, « Quand tu travailles à la journée tu dois arriver à l'heure exacte. Et tu dois t'arrêter à cinq heures du soir. C'est sept heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, point. Avec une heure pour le midi, entre onze heures et midi ». La somme convenue pour le travail à l'*empreita* est, le plus souvent, partiellement avancée avant le début du travail. Le règlement des *diárias* a lieu au jour-le-jour ou chaque vendredi soir.
Une dernière modalité sera prise en compte dans la négociation instrumentale, il s'agit de convenir qui des deux parties fournit les repas et collations du travailleur. S'ils sont à la charge du *colono* qui doit lui-même préparer et apporter son repas, le travail sera dit « *cativo* », littéralement « captif », dans le cas contraire « *livre* », c'est-à-dire « libre ». Je propose d'illustrer la variabilité des rétributions pour le nettoyage de cinq hectares de pâturage dans la Terra do Meio par la figure 79. La diversité des facteurs pris en compte lors de la négociation instrumentale me semble être un indicateur significatif du degré élevé d'organisation et de structuration du marché du travail au niveau de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri.

Tableau 13 – Variabilité du prix payé (R$ 2005) au *colono* pour le nettoyage de 5 ha de pâturage dans la Terra do Meio

	Libre	Captif
Tâche lourde	200	250
Tâche légère	150	200

Source : auteur

L'échange politique qui suit la négociation instrumentale est proche, dans ses grandes lignes, de celui détaillé à l'occasion du jeu de la coupe de la végétation de sous-bois. La stratégie suivie par les *colonos* sera souvent celle du zèle ou du respect de la règle. À la différence du cas évoqué plus haut cependant, le phénomène de recommandation est moins prégnant. Il est compensé par une certaine routinisation de l'échange des comportements entre *colono* et *fazendeiro*. La négociation politique offre la possibilité au *colono* de s'assurer un, deux voire trois chantiers annuels à la *fazenda*. Ces périodes de travail en dehors de l'exploitation sont alors prévues et intégrées au calendrier cultural annuel. En sus de la sécurisation de quelques chantiers saisonniers, la stratégie du zèle permet de multiplier les chantiers proposés par un même *fazendeiro*. Une *fazenda* en formation est demandeuse en main-d'œuvre et requiert de multiples compétences, qu'il s'agisse d'implanter des clôtures, d'en tailler les piquets, de scier des planches pour l'habitation ou l'étable, d'ouvrir au sabre d'abattis les sentiers forestiers, de réaliser des menus travaux de menuiserie, de charpenterie ou de maçonnerie.
Symétriquement, le *fazendeiro* aura tout intérêt à récompenser, d'une manière ou d'une autre, le travail appliqué des *colonos* qui travaillent pour lui. De cette façon, il s'assure que ces travailleurs répondront à nouveau présent dans le futur, dès qu'il aura besoin de leurs services. En élargissant les chantiers qui leur sont confiés (et donc la somme d'argent qui leur est versée), en augmentant légèrement le prix payé à la tâche ou en multipliant les « petits cadeaux » (cf. infra), le *fazendeiro* garanti également le maintien de la qualité du travail dans le temps. Il s'assure que la stratégie du travail zélé sera poursuivie par le *colono* pour le nettoyage des pâturages mais également dans les divers autres chantiers qui lui sont confiés. S'attacher le « bon » comportement, c'est-à-dire l'exécution d'un travail appliqué, du *colono* est fondamental pour des *fazendeiros* qui, comme je l'ai expliqué, vivent à des centaines voire des milliers de kilomètres de leur *fazenda* de la Terra do Meio. Comme l'explique l'un d'entre eux : « La *fazenda*, c'est déjà assez de problèmes comme ça. Quand on a des gars qui travaillent bien sur place, c'est sûr qu'il faut tout faire pour les garder ». Je remarquerai pour finir que l'évaluation de la qualité du travail accompli se fera souvent *a posteriori*, c'est-à-dire

après que le travailleur ait été payé, lorsque le *fazendeiro* se rendra sur ses terres. Si la tâche a été bâclée, il ne pourra que la constater, rendre une petite visite au *colono* pour le réprimander et partir à la recherche d'un travailleur zélé.
Colono et *fazendeiro*, par leur stratégie respective de « travail zélé » et « récompense du travail zélé » en viennent à réduire considérablement leur degré d'interchangeabilité mutuelle aux yeux de leur partenaire/adversaire. La conduite de la majorité des travaux réalisés dans la *fazenda* repose sur une poignée de *colonos* de confiance. Inversement, les *colonos* comptent fermement sur le travail prévu à la *fazenda* pour parer à leurs futures dépenses, qu'il s'agisse de l'achat d'une nouvelle génisse ou de provisions alimentaires. Le travail à la *fazenda* est intégré dans le calendrier des pratiques agricoles. Il rentre parfois en concurrence avec celles-ci, lorsque le *colono* préfère travailler sur la *fazenda* plutôt que sur son lot. Le comportement de chacun devient de plus en plus prévisible, les degrés de liberté sont progressivement réduits d'un côté comme de l'autre à mesure que chacun se rend de plus en plus indispensable à la réussite du projet de son partenaire/adversaire. Pour améliorer sa propre situation de négociation chacun des joueurs est amené à réduire, dans les faits, les possibilités de choix de l'autre. Par cette dynamique réciproque la relation d'échange se trouve stabilisée (mais pas figée).

Avec le temps, des couples de *fazendeiro*/*colono*, employeur/employé, se forment. Ces rapprochements et l'entretien d'une relation d'échanges de « bons » comportements est particulièrement sensible si l'on s'intéresse aux « petits cadeaux », aux « aides », aux « services » que le *fazendeiro* rend aux familles qui travaillent fréquemment pour lui. Ils prennent des formes diverses, parfois anodines : le *fazendeiro* invite le *colono* à se joindre à lui lorsqu'il va en ville en *pick-up*, il se propose de lui rapporter des commerces du centre-ville quelques produits introuvables ou bien meilleur marché, il lui avance de l'argent, etc. Ces gestes participent de la politisation continue des processus d'échange, de la négociation sur la règle et son respect. Toutes ces « aides » données, dès qu'il le peut, par le *fazendeiro*, et d'une façon plus générale l'explication des comportements des acteurs de la frange pionnière, ne peut échapper, malgré le travail d'endogénéisation des explications entrepris, à une lecture structurale des dynamiques relationnelles.

4.3.3. Le renforcement symbolique des jeux

L'analyse stratégique de l'action collective développée par M. Crozier et E. Friedberg (*op. cit*.) ne nie à aucun moment l'importance cruciale de la structuration du champ social et de l'inégale répartition des ressources matérielles et symboliques entre les acteurs. Bien au contraire, cette structuration primordiale est désignée comme le socle fondamental de toute négociation instrumentale (puisqu'elle détermine étroitement les ressources et contraintes de chacun des joueurs) :

> « Analyser une situation de pouvoir exige donc toujours la réponse à deux séries de questions. Premièrement, quelles sont les ressources dont chaque partenaire dispose, c'est-à-dire quels sont les atouts qui, dans une situation donnée, lui permettent d'élargir sa marge de liberté ? Deuxièmement, quels sont les critères qui définissent la pertinence de ces ressources et leur caractère plus ou moins mobilisable, c'est-à-dire quel est l'enjeu de la relation et quelles sont les contraintes structurelles dans lesquelles elle s'inscrit ?
> La première de ces questions nous renvoie aux ressources de toutes sortes (individuelles, culturelles, économiques, sociales) dont un acteur peut disposer du fait de sa situation sociale globale et qui définissent le cadre temporel, spatial et social dans lequel sa stratégie devra à tout moment s'inscrire. Un tel inventaire permettra de préciser et d'introduire dans l'analyse les inégalités entre acteurs, inégalités qui tiennent à leur insertion commune et à leur position respective dans un champ social structuré.

> […]
> En situant les acteurs dans un champ social structuré, et en montrant comment les capacités stratégiques de ceux-ci sont délimitées par la position qu'ils détiennent dans ce champ, une telle analyse permet de reformuler de façon beaucoup plus opératoire des notions telles que « pouvoir social », « puissance » ou « emprise sociale ». Celles-ci se définissent maintenant comme la capacité supérieure d'un joueur d'étendre le champ d'exercice d'une relation de pouvoir et de la porter sur un terrain où le rapport de force lui sera favorable » (Crozier et Friedberg 1977 : 73-76)

Pour rendre compte de cette structuration initiale du champ, les auteurs parleront (et je l'ai repris dans mes démonstrations antérieures) d' « incertitudes objectives ». Aucun déterminisme simple ne peut être déduit de la maîtrise par les acteurs de telles ou telles « incertitudes objectives ». Pour devenir « pertinente », la zone d'incertitude dominée structurellement par un acteur doit être investie par ce dernier dans le cadre d'une relation de pouvoir particulière. C'est en particulier le cas des incertitudes objectives liées au contexte culturel.

Pour sa part, E. Friedberg (1997[1993]) en vient à expliciter de manière extrêmement claire l'importance de la culture dans la structuration du contexte d'action. D'après lui, le contexte observé par le chercheur est structuré par des éléments « qui peuvent être matériels et immatériels, stratégiques et culturels, rationnels et affectifs » (: 228). Ainsi, la démarche de l'analyse stratégique de l'action organisée « ne suppose donc absolument pas que les caractéristiques personnelles d'un acteur, son éducation, sa socialisation, ses expériences antérieures, ses « valeurs » n'aient aucune influence sur son comportement : affirmer cela serait totalement absurde, d'autant plus absurde que toute analyse par les acteurs suppose un minimum d'autonomie de ceux-ci » (*ibid.* : 228). Il ne s'agit donc pas de rejeter l'influence que peut jouer le contexte culturel. Au contraire, il s'agit d'en démontrer pratiquement l'importance des jeux en œuvre. Le travail de contextualisation auquel conduit l'analyse stratégique de l'action organisée consiste précisément à reconstruire, par des va et vient successifs, le contexte culturel tel qu'il est perçu, vécu et investi par les acteurs et tel qu'il est actualisé dans leurs relations de pouvoir. Contexte culturel et rationalité des acteurs dans les comportements observés deviennent des co-constructions de la recherche. J'étudierai dans les lignes qui suivent la manière dont la « culture » participe *de facto* à la structuration des jeux de la frange pionnière.

De nombreux *colonos* évoquent l'importance que revêtent pour eux les « bonnes relations » entretenues avec les *fazendeiros* de la région. Certains, tels que Rocha, confient avoir « besoin » d'eux : « C'est eux qui nous arrangent un travail quand on a besoin d'acheter une caisse d'huile [de cuisine] ». Dans la Terra do Meio, le recours au travail dans les *fazendas* complète les deux principales stratégies auxquelles ont traditionnellement recours les *colonos* pour parer aux dépenses inattendues : la vente de la terre et/ou celle des bovins. Riba, un *colono* proche de la *vila* Central, explique : « Pour nous, tu sais, le travail dans la *fazenda* c'est très important. […] Je devais payer une note de 150 R$ au magasin. Et bien, je suis allé à la *fazenda* de Gilmar et il m'a prêté l'argent. Maintenant, je n'ai plus qu'à le payer en travail ». Les *colonos* démontrent fréquemment une franche reconnaissance, bien compréhensible, à l'égard des *fazendeiros* qui rendent les conditions de vie de leurs familles un peu moins précaires, pénibles et aléatoires. Mais, à plusieurs reprises, il m'a semblé qu'un contentement plus profond, aux contours moins nets, affleurait dès lors que les *colonos* s'exprimaient sur les relations qui les lient aux *fazendeiros* de la région. À partir de quelques phrases illustratives, j'en proposerai une interprétation :

Valdemar (*colono* du secteur Santa Rosa) :

> « Grâce à Dieu le patron a confiance en moi. Tout s'est toujours bien passé entre nous ».

Raimundo (*colono* de la *vila* Central) :

« Moi, je n'ai jamais eu à me plaindre. Ils ont toujours été réglo avec moi. »

Enrique (*colono*, près de la *vila* do Caboclo) :

« Tu sais, ici au moins, tout se passe bien avec les *fazendeiros* »

Rocha (*colono*, près de la *vila* de la Canopus) :

« Ici, ils [les *fazendeiros*] paient comme il faut. C'est pour ça que tout se passe bien et qu'on est bien les uns avec les autres. On n'a jamais eu de problèmes. J'en remercie Dieu ! »

On déchiffre dans ces discours une sorte de crainte diffuse ressentie par les *colonos* à l'égard des *fazendeiros*. Mais de quel *fazendeiro* s'agit-il ?

La retranscription d'un entretien réalisé avec la femme d'un *colono* localisée à quelques kilomètres de la *vila* Central devrait nous permettre de répondre à cette question :

« Lui - En 2001, j'ai échangé cette terre [gagnée en héritage 5 ans plus tôt] pour une autre terre plus près des autres *colonos*.

Moi - Pourquoi cela ?

Lui – C'est parce que, tu sais, je me suis retrouvé au milieu des *fazendeiros*. Tu vois. Ça n'est pas facile…

Moi – Ah bon pourquoi, c'est plus difficile qu'avec des *colonos* ?

Lui – Ah oui ! Tu sais les *fazendeiros*, eux ils te cherchent des noises tout le temps. Ça n'est pas facile.

Moi – Comment ça ?

Lui – Par exemple, on n'a pas d'argent. Alors on n'a pas les moyens de s'acheter des clôtures. Résultat, leurs bovins rentrent dans notre parcelle agricole. Et puis on perd tout.

Moi – Mince alors ! Et ça vous est arrivé plusieurs fois ?

Lui – Enfin, avec moi et mon mari, non, jamais, enfin pas ici. Mais tu sais on l'entend souvent et aussi à la radio ils en parlent.

Moi – Et c'est arrivé ici dans la région ?

Lui – Ca je ne sais pas trop. »

Au travers de ces quelques lignes on comprend que le *fazendeiro* qui est craint et redouté n'est ni Renato, Marcelo, Marlo, Jeraldo ou Arteo. Bref, il ne s'agit sans doute pas d'un *fazendeiro* incarné, c'est-à-dire d'un protagoniste effectif de la frange pionnière pastorale de la Terra do Meio. On redoute « le » *fazendeiro*, c'est-à-dire celui qu'on a peut-être déjà croisé sur sa route lors d'un épisode migratoire précédent, celui que des membres de la famille ou des amis ont déjà dû affronter, celui dont on a entendu parler. Ainsi, le capital symbolique (Bourdieu 1980) dont jouissent les *fazendeiros* de la Terra do Meio dès lors qu'ils entrent en relation avec un *colono* est celui de la peur qu'inspire le grand propriétaire terrien qui s'est livré à partir des années soixante-dix à une lutte sanglante pour la terre avec les migrants peu ou pas capitalisés du Sud-Pará (cf. chapitre 2 section A-3). Le *fazendeiro* attire de prime abord la défiance. Les *colonos* savent de quoi il est capable, lorsque par malheur ses intérêts deviennent contraires aux leurs. Nul doute qu'une telle appréhension influe considérablement sur les formes de négociations politiques par lesquelles *colonos* et *fazendeiros* de la Terra do Meio apprennent à devenir des partenaires/adversaires réciproques.

Poursuivons le raisonnement. Les pratiques effectives des *fazendeiros* de la Terra do Meio viennent contredire, dans la majorité des cas, cette première inquiétude. D'abord, les *fazendeiros* respectent la présence des *colonos* en établissant, dans la plupart des cas, leur terre à distance du bord de la route de la Canopus. La lutte pour la terre telle qu'elle s'est produite dans le Sud-Pará n'a, pour l'heure, pas été déclenchée dans la Terra do Meio. Comme me l'explique un *fazendeiro* : « Qu'est ce que j'irais m'ennuyer à me battre pour une

petite terre au bord de la route alors qu'à quelques dizaines de kilomètres il y en a des grandes et bon marché ! ». Mis à part quelques épisodes violents, la coexistence entre *colonos* et *fazendeiros* peut être qualifiée, jusqu'à présent, de pacifique. Ensuite, les *colonos* semblent rassurés par le fait que les *fazendeiros* respectent la règle des jeux qui les lient. Les comportements échangés sont conformes à la règle établie. Mieux encore, l'appariement progressif des stratégies des *fazendeiros* et des *colonos* (résultant de la dynamique des jeux) conduit à une restructuration profonde des « incertitudes objectives ». L'asymétrie initiale est tempérée et maîtrisée. Des formes de rapprochement se mettent en place et sont périodiquement reconduites. Finalement, non seulement le *fazendeiro* respecte la règle, mais lui-même semble adopter une stratégie de zèle vis-à-vis du *colono* qu'il récompense pour ses efforts et auquel il rend de multiples services. Dans la négociation qu'il noue avec le *colono*, le *fazendeiro* profite d'un capital symbolique qui naît du contraste observé par celui-là entre le *fazendeiro* imaginé et le *fazendeiro* vécu.

Les deux images du *fazendeiro* semblent se télescoper en permanence pour un grand nombre de *colonos* que j'ai pu rencontrer. Cette persistance de l'ambiguïté est probablement reconduite, réactualiser, à l'occasion des jeux où chacun reste à chaque instant le partenaire/adversaire de l'autre. Cette ambivalence de la figure du *fazendeiro* se vérifie à chaque conversation tenue avec les *colonos*. Lorsque j'engage la discussion sur le rôle bénéfique des *fazendeiros* dans la région, bien que confirmées, mes affirmations sont systématiquement relativisées par une remarque amère de mon interlocuteur. Comme celle que me livre Adalberto : « Les relations entre les *colonos* et les *fazendeiros* sont bonnes parce que le *colono* ne dépend pas entièrement du *fazendeiro*. […] À partir du moment où il devient trop dépendant du *fazendeiro*, tu pourras voir, il passera devant lui et ne le regardera même plus. Là, il va commencer à s'éloigner de lui ». À l'inverse, lorsque je lance la conversation sur les inégalités entre *fazendeiros* et *colonos* ou sur les conflits historiques entre eux, on me rappelle automatiquement les relations apaisées existant dans la Terra do Meio.

L'ambivalence de la relation de négociation (où chacun est à la fois partenaire et adversaire de l'autre) qui lie *colono* et *fazendeiro* semble actualiser l'image composite que les premiers ont des seconds. La « culture », comme je viens de le montrer, structure la rationalité des acteurs en influant sur leur mode d'interprétation du contexte d'action (Friedberg 2005). Cette composante de la structuration « objective » du champ des interactions, si elle traverse tous les jeux de la frange pionnière du Xingu-Iriri, ne doit pas pour autant être considérée comme une sorte d'ultime niveau d'analyse. Il ne s'agit que d'un élément parmi d'autres que l'on retrouve encore dans le jeu du commerce des veaux mâles.

4.4. Le jeu du commerce des veaux mâles

Comme on l'a vu dans la section A-1. de ce chapitre, tous les *colonos* de la Terra do Meio rencontrés et 94 % des *fazendeirinhos* partagent un même système d'élevage, de type naisseur. Comme l'illustre la figure 77, il se caractérise par l'achat initial de femelles reproductrices (ou veaux femelles) puis, suite à leur saillie annuelle, à la vente cyclique de veaux mâles âgés de huit à dix mois. Les veaux femelles, quant à elles, sont conservés sur l'exploitation afin de renouveler et accroître le troupeau de femelles reproductrices. D'après mon échantillon d'enquête, les *fazendeiros* sont pour 57 % d'entre eux des acheteurs structurels de veaux mâles (8 % pour un système engraisseur, 18 % pour un système naisseur/éleveur/engraisseur unifié et 41 % pour un système naisseur/éleveur/engraisseur réticulé). L'interdépendance « naturelle » existant entre les systèmes d'élevage des *fazendeiros* et ceux des *colonos*/*fazendeirinhos* est évidente. D'un point de vue strictement instrumental, on pourrait imaginer que cette complémentarité se résolve dans un acte commercial qui au gré de l'offre et de la demande rapprocherait d'une manière contingente un

couple acheteur (*fazendeiro*) / vendeur (*colono* ou *fazendeirinho*). La loi du marché serait la règle et le cours local du veau mâle son fondement. Pourtant, comme le lecteur doit s'en douter, cette description du commerce des veaux mâles, digne de la théorie du marché walrasien, ne s'observe que rarement dans les faits.

Les pratiques dont j'ai été témoin et les règles qui les sous-tendent ont dans bon nombre de cas été politiquement réaménagées. À chaque fois, elles témoignent d'une structuration du contexte d'action qui nous éloigne de l'échange commercial vu comme le simple ajustement automatique de l'offre et de la demande. Des formes de coopérations particulières, interpersonnelles, s'observent entre acheteurs et vendeurs. Des couples acheteur/vendeur se perpétuent dans le temps.
Lorsque les pâturages se vident[125], au retour de la saison sèche, les *fazendeiros* ou les intermédiaires locaux qui travaillent pour eux, sillonnent la région de la Terra do Meio à la recherche de veaux mâles de 8-10 mois pour remplir leurs prairies. Les acheteurs se pressent alors à la porte des exploitations de *colonos* et *fazendeirinhos*. Parfois, c'est la meilleure offre qui remporte l'assentiment du vendeur. Mais le plus souvent, les prix et les conditions de transaction proposés par l'acheteur sont sensiblement équivalents. Ainsi, dans les faits, la stratégie du vendeur consiste à se tourner, année après année, vers le même acheteur. Il arrive fréquemment qu'un *colono* fasse patienter les divers acheteurs qui se présentent à sa porte, dans l'attente de l'offre de son partenaire/adversaire privilégié. Pourquoi cela ? Les c*olonos* et répondent : « parce qu'avec lui [*fazendeiro*] on sait qu'on sera bien payé », « parce qu'on est sûr d'être payé à l'heure », « parce qu'il [*fazendeiro*] ne fait pas d'histoires, avec lui il n'y a pas de problèmes ». Les vendeurs semblent craindre les mauvais payeurs plus que tout. Pour cette raison, ils leur arrivent de décliner une offre légèrement supérieure pour traiter avec « leur » acheteur attitré. Comme le résume un *colono* : « le pire c'est quand après la vente on doit courir après l'argent ». Je remarquerai que ce cas de figure est d'autant plus redouté par les *colonos* de la région que l'on se rappelle la crainte qu'inspire le *fazendeiro*. D'une manière plus générale j'aurai tendance à penser qu'en contexte pionnier, l'assurance d'un paiement effectif est particulièrement valorisée par le vendeur.
Symétriquement, l'acheteur profite lui aussi de l'entretien et la pérennisation des liens commerciaux. D'abord, sa recherche de veaux mâles s'en trouve facilitée. Il se rend d'abord chez les *colonos* qu'il connaît bien, qui, s'il ne s'y prend pas trop tard, lui auront réservé leur vente. Ensuite, c'est un moyen pour lui de s'assurer à l'avance une certaine qualité des veaux achetés. Il y a rarement de mauvaises surprises. Comme l'explique un intermédiaire travaillant pour le compte d'un *fazendeiro*, parlant d'un de ses vendeurs attitrés : « Je le connais. Ca fait longtemps. Je connais sa femme, ses enfants. Je sais que c'est un gars bien et un bon éleveur de veaux ». Pour gagner la fidélité d'un vendeur, l'acheteur peut adopter une stratégie qui consiste à offrir systématiquement à ce dernier quelques réais (cinq à dix) supplémentaires par rapport au cours. Cette prime à la fidélité et à la régularité est toujours allouée de manière ostensible par l'acheteur qui marque le coup. D'autres stratégies sont déployées. Dominico a constitué une clientèle de vendeurs de veaux mâles en rendant des « petits services » (sic). Outre ceux déjà mentionnés, le *fazendeiro* peut prêter son étable aux *colonos* pour la vaccination de leurs bêtes. Il peut également confier pour plusieurs semaines ou plusieurs mois l'un de ses taureaux au *colono* afin qu'il couvre ses femelles reproductrices. Le fait que le *fazendeiro* emploie fréquemment le *colono* sur ses terres vient également solidifier et structurer leur relation commerciale.

[125] Après plusieurs mois d'isolement, les troupeaux de la Terra do Meio peuvent à nouveau être déplacés et exportés (par bétaillère ou à pied). Le retour de la saison sèche provoque également, lors des premières semaines, une amélioration de la qualité de l'affouragement. Les gains de poids journaliers des animaux en sont ainsi augmentés. Comme les animaux prennent du poids, c'est le meilleur moment pour les vendre.

Le jeu du commerce des veaux mâles entre *fazendeiros* et *colonos* apparaît parfois étroitement lié aux jeux de la main d'œuvre que j'ai abordés précédemment. Bien que les enjeux des interactions soient différents les partenaires/adversaires restent souvent les mêmes : le *fazendeiro* qui achète les veaux mâles d'un *colono* est aussi celui qui l'emploie pour nettoyer son pâturage. Dans ces conditions, on observe une influence réciproque des dynamiques d'appariement des stratégies. La négociation politique réalisée dans le cadre d'un jeu incite, ou mieux, catalyse celle qui se déroule dans un autre. On observe ainsi un véritable renforcement mutuel entre jeux. Les formes d'articulation inter-jeux sont parfois extrêmement concrètes lorsqu'il arrive, par exemple, qu'un *colono* soit payé pour son travail à la *fazenda* par des veaux femelles, génisses ou vaches qui donneront naissance à des veaux mâles vendus au *fazendeiro*.

Le commerce des veaux mâles entre les uns et les autres n'est pas la seule occasion d'une structuration durable du contexte d'action de la frange pionnière dans le cadre des pratiques d'élevage. Elle intervient encore lors des pratiques, assez communes, de faire-valoir indirect qui lient sur plusieurs années l'occupant d'une terre au propriétaire d'un troupeau.

4.5. Le jeu du faire-valoir indirect

Le faire-valoir indirect des prairies est commun dans la Terra do Meio. Dans mon échantillon d'enquête, 35 % des animaux présents sur les pâturages des *colonos*, 32 % de ceux sur les pâturages des *fazendeirinhos* et 25 % de ceux sur les prairies des *fazendeiros* sont la propriété d'un tiers. En moyenne, on peut considérer que près du tiers des animaux de la région n'appartiennent pas à celui qui les élève. Ces pourcentages sont élevés. Une forme de jeu (au sens crozierien) émerge de cette interdépendance entre propriétaire d'espace fourrager et propriétaire de têtes de bétail. C'est elle que je décrirai ici.

4.5.1. Des pratiques de métayages diversifiées

Le nom générique utilisé pour désigner ces formes de métayage est celui de « *meia* », littéralement « moitié ». Selon R. Brunet, R. Ferras *et al.* (*op. cit.*), le métayage se définit comme une mode de faire-valoir indirect « où l'exploitant, dit métayer, prend à bail le droit de travailler une terre contre redevance en nature – en principe la moitié des fruits, d'où le nom ; le propriétaire fournit assez généralement le cheptel vif et mort. » (: 211). Dans le cas de la *meia*, telle que j'ai pu l'observer dans la Terra do Meio, les us sont différents puisqu'il n'y a pas métayage de la terre mais des bovins. Ils méritent qu'on s'y arrête quelques instants.

De manière générale, le propriétaire du pâturage est aussi l'exploitant. Il met en valeur la prairie qu'il a implantée grâce à un cheptel vif (bovins) appartenant à un autre. À partir de cette règle générale toujours suivie, il est possible de distinguer trois types de *meia*. Je commencerai par différencier celle adaptée aux animaux mâles et celles appliquées aux animaux femelles. Pour les mâles, la *meia* porte le nom de « *parte do lucro* » (« part du bénéfice »). Dans ce cas spécifique, le propriétaire de la terre reçoit des veaux mâles ou des taurillons qu'il doit élever et engraisser pour en faire des bœufs. Une fois l'engraissement réalisé, les animaux sont pesés. Par déduction du poids initial à l'arrivée sur les terres de l'exploitant, on calcule le gain de poids réalisé par chaque animal. Cet accroissement pondéral est alors réparti, sur la base du cours de la viande bovine au jour de la vente à l'abattoir, entre propriétaire de la terre et du cheptel. L'exploitant reçoit généralement, en paiement de l'usage de sa prairie, le tiers du gain de poids, le propriétaire des animaux conserve le reste. La

rétribution de l'exploitant est effectuée grâce à l'argent que le propriétaire des bœufs reçoit de l'abattoir.
Lorsque les animaux élevés sont des femelles, deux modalités ont été mises en place, en fonction de l'âge auquel les animaux entrent sur les terres de l'exploitant et le temps qu'ils y restent. Dans les deux cas, l'exploitant élève les femelles, assure le vêlage et prend en charge les veaux jusqu'à leur sevrage (8-10 mois). La clôture du contrat est donc toujours la même : les veaux arrivés au sevrage. C'est l'âge des femelles reçues, et donc le temps d'élevage par l'exploitant jusqu'à la mise bas, qui varie d'une modalité de *meia* à l'autre. Si les animaux restent plus de dix mois au pré avant le vêlage, l'ensemble des naissances revient à l'exploitant (propriétaire de la ressource fourragère). Le contrat porte alors le nom de « *primeira cria* » (littéralement « première naissance »)[126]. Par contre, si le vêlage a lieu avant dix mois, l'exploitant est payé par la moitié seulement des naissances. Cette modalité porte le nom de « *meia* » au sens strict. Dans les deux cas, on remarquera que la rémunération du propriétaire des terres (et exploitant) a lieu en nature, par un nombre de veaux.
Une dernière forme de faire-valoir indirect se rencontre encore, bien que moins répandue, il s'agit de la location de pâturages. Dans ce cas de figure, l'exploitant est payé entre 2 et 4 R$ mensuel par tête d'animal.

La diversité des pratiques de faire-valoir indirect doit être soulignée. Elle témoigne une nouvelle fois du caractère profondément organisé et régulé de la pastoralisation accélérée du territoire de la Terra do Meio. Le contexte d'action diffus de la frange pionnière, en apparence peu ou pas structuré, apparaît lorsque l'on y regarde de près très structuré par un cadre organisationnel construit, à l'intérieur duquel l'action collective des hommes peut se développer. L'action collective, telle que la conquête territoriale de la frange pionnière du Xingu-Iriri, suppose un minimum d'ordre et de régulation (De Reynaud 2004[1997]). Les multiples règles des jeux établies fonctionnent comme des processus de régulation effectif des interactions entre les partenaires/adversaires qui y prennent part.
Fidèle aux analyses des jeux que j'ai conduites jusqu'à présent, je m'efforcerai dans les lignes qui suivent d'aborder trois points clés : la description des stratégies que le jeu de la *meia* permet d'articuler, le rôle de la négociation politique et la manière dont l'appariement des stratégies conduit *in fine* à un renforcement de l'avancée pionnière.

4.5.2. Stratégie d'expansion et stratégie de consolidation

La particularité du jeu de la *meia* est que le *fazendeiro* désireux de former une *fazenda* dans la Terra do Meio peut occuper une place (le propriétaire des pâturages) ou l'autre (le propriétaire des bovins). Mieux, sa stratégie globale d'implantation d'une *fazenda* dans la Terra do Meio peut l'amener à passer de l'une à l'autre. Pour illustrer les stratégies d'expansion (propriétaire des bovins)[127], de consolidation (propriétaire des prairies) et le passage possible de l'une à l'autre, je prendrai l'exemple d'Antônio.

ANTONIO

Jusqu'à l'âge de 30 ans, Antônio vit avec toute sa famille dans le *município* de Patos (État du Minas Gerais). Il gère, au côté de son père et de ses frères, une *fazenda* de 2 000 ha consacrée à l'embouche et à la production de lait. Suite au décès brutal du père de famille en 1998, l'exploitation est divisée entre les héritiers. Suivant l'exemple de plusieurs de ses amis qui ont investi dans le sud du Pará et se sont rapidement retrouvés à la tête d' « immenses terres »,

[126] Dans ce cas, les femelles reçues par l'exploitant sont des veaux femelles ou des génisses qu'il élève jusqu'à leur « première » mise-bas.
[127] On se rappelle (section B.II.a) que les bovins de Roberto l'ont précédé dans la région du Sud-Pará. Je décrirai cet usage de la *meia* comme une stratégie d'expansion.

Antônio décide d'investir la part qui lui revient dans cette région. Il explique : « Oui, j'ai décidé de vendre la terre. J'ai vendu la terre de mon père pour acheter des bovins et les mettre en métayage dans la région. Je voulais savoir comment ça se passait ici, connaître un peu avant d'acheter une terre ». Antônio achète mille femelles reproductrices[128] qu'il confie en *meia stricto sensu* (il lui revient la moitié des naissances). Un an plus tard, grâce à l'argent qui lui reste et à la revente des veaux, il acquiert une terre dans le *município* de Tucumã. « Une bonne terre, dit-il, mais une terre à problèmes…. ». Six mois plus tard il la revend à son prix d'achat et part à la recherche d'une « terre grande et sûre ». C'est à quelques kilomètres de la *vila* da Canopus, à 35 km au nord de la route de la Canopus, qu'il trouve une telle affaire. Le prix payé pour l'hectare de terre est dérisoire (8 R$). Le droit d'occupation couvre une surface réellement considérable : 6 250 ha de « terre brute »[129]. Pour cet achat, Antônio devra revendre son cheptel de femelles reproductrices. Comme il le raconte, « J'ai payé en bovins, sans crédit. Une bonne partie de mon troupeau y est passé ». Les têtes de bétail qui lui restent sont vendues quelques mois plus tard pour financer l'implantation de 600 ha de pâturages durant la saison sèche de l'année 2002. « Après ça, il ne me restait plus rien ». Il doit faire appel aux autres *fazendeiros* de la région pour remplir ses pâturages de bovins au moment de la fructification des graminées[130]. En fin d'année 2003, Antônio est à la tête d'une *fazenda* de plus de 6 000 ha, dont 600 ha couverts de pâturages de qualité. Mais il n'a plus aucune tête de bétail à y faire paître. Il n'a pas non plus l'argent nécessaire à la construction des infrastructures minimales (route carrossable jusqu'à la *fazenda*, clôtures, habitation, étable). Pour y remédier, il trouve avant la fin d'année 2003, un « partenaire »[131]. Ce dernier lui confie l'élevage de 800 veaux femelles en *primeira cria*. Le partenaire d'Antônio est un *fazendeiro* de Tucumã qui, comme il me l'explique, « cherche à s'installer dans la région [de la Terra do Meio] ».

La trajectoire d'Antônio me paraît tout à fait exemplaire de la manière dont stratégies d'expansion et de consolidation se complètent et se renforcent mutuellement. Cela vaut tant d'un point de vue synchronique (complémentarité entre les stratégies suivies par les deux partenaires) que d'un point de vue diachronique (adoption successive par un même acteur des deux stratégies). Cette double articulation des stratégies est illustrée par une lecture en ligne ou en colonne du tableau 14.

Tableau 14 – Articulation diachronique et synchronique des stratégies d'expansion et de consolidation

	Temps 1	Temps 2
Antônio	Expansion	Consolidation
Le partenaire	Consolidation	Expansion

Source : auteur

Mon choix d'analyser la *meia* comme un jeu ne peut se limiter à la description de la complémentarité instrumentale liant stratégies d'expansion et de consolidation. Les interdépendances et les négociations conduisent, comme j'ai pu l'observer, à des formes stables de coopération, reconduites année après année entre les deux partenaires du contrat de faire-valoir indirect.

[128] À titre indicatif, je remarquerai qu'une femelle reproductrice se négocie, en 2005, aux alentours de 500 R$.
[129] C'est ainsi que sont désignées les terres couvertes de forêts sans aucun pâturage implanté, celles où il reste tout à faire.
[130] Pour obtenir un pâturage de qualité il est capital, lors de la première fructification des graminées, d'avoir une quantité suffisante d'animaux dans les prairies nouvellement formées pour faciliter la dissémination et la germination des semences.
[131] Je rappelle que c'est par ce vocable particulièrement évocateur que l'on désigne le tiers participant au faire-valoir indirect.

4.5.3. L'appariement durable des stratégies

Peterson est né dans le Goiás. Il suit son père, commerçant, dans sa migration vers le Tocantins puis vers le Pará. Après plusieurs années de travail dans le bureau de l'INCRA de Tucumã, Peterson prend la tête de celui de São Félix do Xingu. Il le dirige de 1997 à 2001. Durant cette même période, il investit l'argent gagné dans l'achat de droits d'occupation dans la Terra do Meio. En 1997, il acquiert un droit d'occupation sur 950 ha de terres localisés dans le secteur de la *vila* Pontalina et l'année suivante sur 300 ha adjacents. En 2000, il complète son occupation par l'achat du droit d'occupation sur 250 ha attenants à ses terres. Parallèlement à ces acquisitions, il décide dès 1997 d'« investir dans le pâturage ». Il réalise durant cinq années consécutives des ouvertures annuelles de 60 ha. En 2001, il a formé une *fazenda* de 1 500 ha comprenant 300 ha de pâturages. Comme il le confie, « ça aurait été le moment idéal pour recevoir un financement [souscrire un prêt auprès de la banque] pour acheter des bovins ». Mais, en l'absence de titre de propriété, il lui est impossible d'obtenir un crédit bancaire. Pour y suppléer, il fait appel à un « partenaire » qui lui confie en métayage l'élevage de ses animaux. Grâce à cette coopération reconduite sur plus de quatre ans, Peterson poursuit la formation de sa *fazenda*. La première année, il loue son pâturage (3R$/tête/mois), « pour financer les clôtures ». Les trois années suivantes, il établit avec son « partenaire » des contrats de *meia* successifs. Grâce à ces derniers il constitue progressivement son propre troupeau tout en élevant et accompagnant l'évolution du cheptel qui lui a été confié. J'illustrerai la flexibilité et l'adaptabilité des modes de faire-valoir indirect au travers du tableau 15 qui reprend les principales étapes connues par Peterson (le nombre d'animaux est fictif).

Tableau 15- Evolution et adaptation du mode de faire-valoir indirect

Temps	Moment du contrat	Partenaire	Type de contrat	Peterson
1	Début	15 veaux femelles	*Primeira cria*	Pâturage
		↓		
	Fin	15 femelles reproductrices		Pâturage + 12 veaux
2	Début	15 femelles reproductrices	*Meia*	Pâturage
		↓		
	Fin	15 femelles reprodctrices + (3 veaux mâles + 3 veaux femelles)		Pâturage + 6 veaux
3	Début	15 femelles reproductrices	*Meia*	Pâturage
		3 veaux femelles	*Primeira cria*	Pâturage
		↓		
	Fin	18 femelles reproductrices + (3 veaux mâles + 3 veaux femelles)		Pâturage + 6 veaux + 2 veaux

Source : auteur

Trois contrats se succèdent entre les deux partenaires : un contrat *primeira cria*, un contrat *meia* et un contrat *primeira cria* et *meia*. À chaque fin de contrat, Peterson est payé en veaux (j'ai considéré que quinze femelles reproductrices donnent en moyenne douze veaux sains de 8-10 mois). Peterson gagne douze veaux lors de la première période, six dans la deuxième et huit dans la dernière. La réalisation complète des trois contrats s'échelonne sur une durée totale de six ans. L'élevage et l'accompagnement, durant cette période, du troupeau de quinze veaux femelles qui lui a initialement été confié a permis à Peterson de recevoir vingt-six veaux. Si l'on considère à présent que ce sont trois cent veaux (et non quinze) qui lui ont été confiés, après six ans, Peterson aura reçu plus de cinq cents veaux en paiement du service rendu.

Lorsque je cherche à me renseigner sur la stratégie suivie par le partenaire de Peterson, ce dernier déclare : « Je ne sais pas tout. De ce que je sais, il a une *fazenda* à Araguaína. Et il en

a ouvert une autre il y a cinq six ans à Tucumã. Puis une deuxième je crois… Je ne suis pas sûr. […] Et maintenant, de ce que je sais, il est en train d'ouvrir encore une ou deux *fazendas* dans la région, alors en attendant que la *fazenda* soit prête, il a besoin de pâturages ».

L'exemple de Peterson m'inspire plusieurs commentaires. D'abord, on a vu que le système de métayage tel qu'il est pratiqué dans la Terra do Meio permet de suppléer à l'absence de crédits bancaires directs pour la formation de la *fazenda* dans une région dépourvue de titre de propriété. La présence de pâturages devient la condition *sine qua non* de cet accès à l'aide que peut apporter le partenaire. Les investissements conduisant à l'implantation de grandes étendues fourragères permettent, paradoxalement, aux *fazendeiros* d'accéder à des formes de prêts privés tout à fait conséquents. L'ouverture de pâturages permet aux *fazendeiros* de gagner de nouvelles marges de manœuvre pour la formation de sa *fazenda*. L'implantation massive de pâturages apparaît comme la pierre de touche de toute la stratégie de formation de la *fazenda*.
J'ai également pu suivre la façon dont des couples de partenaires se forment et se renforcent au rythme du croît naturel des troupeaux. Tout comme les stratégies de zèle du saisonnier nordestin ou du *colono* conduisent à une amélioration et une stabilisation de leur situation socio-économique (multiplication de contrats, recommandations, routinisation, etc.), l'exploitant participant au jeu de la *meia* aura tout intérêt, s'il désire pérenniser la présence des bovins du partenaire sur son exploitation, à les « soigner » (sic) du mieux qu'il peut. Pour cela, il contrôlera de près l'état sanitaire des bêtes, appliquera en temps et en heure les vaccins contre la fièvre aphteuse, traitera les animaux malades, surveillera attentivement la mise bas et s'occupera des nouveaux nés, etc. Réciproquement, le propriétaire du cheptel aura tout intérêt, une fois qu'il aura identifié un métayer comme « sérieux » (sic), à lui confier aussi longtemps que possible l'élevage de ses bêtes. Ainsi, parallèlement à l'évolution des règles décrites plus haut se tiennent d'âpres négociations politiques sur la nature même de ces règles.

Comme me l'explique de manière spontanée un *fazendeiro* qui a placé plus de deux mille têtes de bétail en métayage dans la Terra do Meio, « pour la *meia*, le grand jeu, c'est le jeu du jeu ». Qu'entend-il par là ? Normalement, dans le cadre d'un contrat de type *meia* (sens strict), les femelles reproductrices restent entre dix-sept et dix-huit mois sur les pâturages de l'exploitant (neuf mois de gestation et huit mois du vêlage au sevrage). Mais le propriétaire des animaux, signalant à son partenaire qu'il entend laisser pour l'année à venir les animaux sur ses prairies, profitera du retard de certains individus pour retarder la clôture du contrat (et l'ouverture du nouveau). Ainsi, les animaux ne passent pas dix-huit mais vingt-quatre mois aux frais de l'exploitant. Dans cette renégociation politique de la règle, le propriétaire du bétail se proposera de racheter à l'exploitant (lorsqu'il s'agit d'un *colono* ou d'un *fazendeirinho* dont les systèmes d'élevage de type naisseur sont demandeurs de veaux femelles et non de veaux mâles) les veaux mâles qu'il a reçu en paiement. Les liens entre *colono, fazendeirinho* et *fazendeiro* se renforcent encore. Le supplément de temps passé sur les terres de l'exploitant pourra prendre d'autres formes de dédommagement (paiement des vaccins qui sont d'ordinaire à la charge des exploitants, variation du sex-ratio dans la répartition des veaux, « don » de veaux femelles, etc.).

Nous avons suivi pas à pas la formation de la *fazenda* de la Terra do Meio : l'arrivée des *fazendeiros*, l'acquisition du droit d'occupation, la réalisation des défriches-brulis-semis, l'importation des bovins, l'élevage sur les prairies implantées, l'entretien des pâturages, l'achat des veaux mâles et les pratiques de métayages. Former une *fazenda* consiste également à assurer le financement de toutes ces activités. On a vu avec l'exemple de Peterson, que l'absence de titre de propriété interdit l'accès direct aux crédits bancaires. Les acteurs doivent

investir leurs propres capitaux et/ou faire appel aux pratiques de faire-valoir indirect. Cette limitation pourrait apparaître comme un lourd handicap au développement de l'activité d'élevage dans la région. Pourtant, par un certain renversement de perspective, il arrive fréquemment que l'inconvénient devienne avantage. La formation de la *fazenda* de la Terra do Meio est alors le moyen privilégié de blanchir l'argent « sale » gagné dans les différents « négoces » qu'offrent les économies de franges pionnières amazoniennes.

5. Financer la formation de la *fazenda*

Le financement de la formation de la *fazenda*, surtout lorsque son origine est illégale, est particulièrement délicat à suivre. L'observation et les questions propres à l'enquête de terrain n'ont que rarement leur place dans ce domaine. En raison du manque de détails obtenus sur ces activités, je n'ai pu formaliser ma réflexion au travers du concept de jeu crozierien comme j'ai tenté de le faire jusqu'alors. Il m'a pourtant semblé important d'offrir aux lecteurs les quelques pistes d'études et de réflexions qui ont surgi au cours de mon investigation. Il m'est apparu plus dommageable de taire complètement ces phénomènes mal connus, qui à mon sens jouent un rôle prépondérant dans l'avancée actuelle des déboisements dans la Terra do Meio, que d'en rendre compte de manière imparfaite.

Les investissements nécessaires à la formation d'une *fazenda* sont considérables. Les évaluations économiques réalisées dans la section 4.2 de ce chapitre indiquent des valeurs totales investies de l'ordre de 400 000 R$ (Marlo et Marcelo) et 800 000 R$ (Arteo). Ces résultats sont d'ailleurs confirmés par mes entretiens. De nombreux *fazendeiros* estiment le capital investi dans leur *fazenda* de la Terra do Meio entre 300 000 et 800 000 R$. L'achat des terres et l'implantation des pâturages (dans le cadre d'une stratégie de type élevage) représentent entre 50 % et 80 % de l'investissement total (les femelles reproductrices importées sont souvent issues du troupeau que possède déjà le *fazendeiro* et ne constituent donc pas un investissement). Comme les diverses descriptions et récits réalisés précédemment l'auront mis en évidence, le capital investi a trois origines principales : l'activité professionnelle du *fazendeiro*, la vente d'une terre (propriété ou occupation) et la vente de bétail.
Conformément au choix fait jusqu'ici, je privilégierai le « quoi » au « pourquoi ». Dit autrement, je ne chercherai pas à déterminer pourquoi les *fazendeiros* de la Terra do Meio décident d'investir une quantité considérable d'argent mais comment ils le font. Suivant ce principe, il me semble important de remarquer qu'une partie non négligeable des capitaux investis est d'origine illicite. La formation de la *fazenda* permet alors le blanchiment ou le recyclage effectif d'un capital « sale », c'est-à-dire acquis de façon illicite.

L'évocation du blanchiment d'argent que favorise la formation d'une *fazenda* dans la Terra do Meio suscite inévitablement des images qui mettent en scène les acteurs du narcotrafic international. La Terra do Meio ne figurait-elle pas dans le réseau mafieux démantelé par les autorités brésiliennes en décembre 2002 ? Ne s'est-elle pas révélée être une escale dans la route de la drogue venue de Colombie et prenant la direction des principales métropoles brésiliennes ? L'une des plus grandes figures du crime organisé brésilien n'y aurait-il pas acquis plusieurs milliers d'hectares et un cheptel de mille ou deux mille têtes ? Mais les pratiques illégales auxquelles je fais référence ici ne sont pas celles du commerce des armes ou des drogues. Il s'agit d'activités plus anodines, moins médiatiques et surtout beaucoup plus répandues. Elles font partie du quotidien des frontières pionnières amazoniennes. C'est de ces actes illicites routiniers dont j'entends parler ici. Ces petits délits qui n'attirent pas l'attention

permettent à leurs auteurs d'amasser en quelques années plusieurs dizaines de milliers de réais qu'ils investissent et recyclent dans l'implantation d'une *fazenda*.
Cette accumulation accélérée du capital en contexte pionnier a deux origines. Elle est liée, pour une part, à l'essor économique et au phénomène de spéculation endémique à ces régions où surgissent en quelques semaines ou quelques mois des villes entières. Dans ces villes-champignons, tout est bon à acheter pour le revendre aussitôt, sans aucune déclaration officielle de l'activité, des transactions et des bénéfices obtenus. Comme me l'explique un *fazendeiro* de Tucumã ayant fait fortune en quelques années : « Au début, tout rapporte, tu peux vendre et gagner beaucoup d'argent avec tout ce que tu veux. Tout va. Il suffit d'investir et ça rapporte […] Si tu veux faire de l'achat/vente de voiture, vas-y ! Même chose avec les pneus seuls, ou les machines à laver, les bovins… tout ! C'est toi qui choisis ». Si des fortunes entières se font (et se défont) en un temps record, c'est également parce que le contrôle de l'État reste précaire voire absent. Cette situation est dénoncée comme « l'absence de l'État » dans ces régions. Elle souligne les insuffisances en matière d'éducation, de santé, de sécurité et de contrôle. Dans ce contexte, les activités situées aux marges de la loi prolifèrent. Elles imprègnent, à des degrés divers, la majorité des activités locales. Les gains obtenus par ce système de fraudes généralisées ne peuvent réintégrer l'économie officielle qu'après blanchiment ou recyclage. L'investissement dans la formation d'une *fazenda* se solde par la production déclarée de bovins et/ou la vente officielle d'une *fazenda* (comprenant droit d'occupation, infrastructures et pâturages). Les capitaux « sales » réintègrent à court, moyen ou long terme le circuit légal.

Pour fixer les idées, je donnerai quelques exemples de ces multiples activités illégales qui ont financé la formation de certaines *fazendas* de la Terra do Meio. Ces informations proviennent d'entretiens réalisés auprès des propres auteurs, de leurs complices ou de quelques témoins privilégiés. Une pratique commune chez les *fazendeiros* que j'ai suivis est l'usure. C'est-à-dire la réalisation de prêts non déclarés à des taux de 10 à 15 % mensuels. Il peut s'agir aussi de la vente en contrebande de produits prohibés tels que les médicaments abortifs (l'avortement est illégal au Brésil). Une troisième source de capital « sale » est la fraude fiscale systématique. Elle se rencontre notamment chez les *fazendeiros* propriétaires de commerces locaux. On peut encore relever tous les profits issus du commerce non déclaré de « voitures », « pneus », « machines à laver » ou « bovins ». Le travail dissimulé (travail non déclaré auprès des services de l'État) est également monnaie courante. Il touche toutes les catégories du secteur tertiaire (géomètre, transporteur, maçon, menuisier, vacher, etc.). Les responsables politiques ou administratifs (locaux, régionaux ou nationaux) privilégient quant à eux le détournement de fonds publics pour financer l'ouverture de leur *fazenda*. Ils opèrent ainsi à la « patrimonialisation »[132] des biens et services publics pour asseoir leur fortune personnelle. Le « patrimonialis : . Les bénéfices perçus grâce aux activités clientélistes trouveront également dans la *fazenda* un déboucher sûr. C'est par exemple le cas d'un responsable de l'INCRA qui alimente en terres régularisées un réseau de « clients » et investit dans sa *fazenda* les paiements pour le service rendu.

[132] Le terme *patrimonialismo*, patrimonialisme en français, est largement utilisé au Brésil pour décrire l'appropriation privée des ressources de l'État par les politiciens, les fonctionnaires, ou même les membres du secteur privé (Sorj 2002).

6. Résister à la police environnementale

Du point de vue de la législation environnementale brésilienne, les acteurs de la frange pionnière du Xingu-Iriri sont tous, sauf très rares exceptions, des transgresseurs des normes légales en vigueur au Brésil. Ils sont donc tous passibles d'une sanction policière.

Pour faire face à une situation d'illégalité généralisée et croissante (qui se mesure à l'aune de l'augmentation des déboisements dans la région), la Division de Contrôle et Fiscalisation (Divisão de Controle e Fiscalização – DICOF) de l'IBAMA a été sommée d'agir. Elle a reproduit entre 2001 et 2005 un même schéma d'action qui, à cause de ses fins (mise en danger de l'organisation pionnière) et de ses moyens (souvent violents), a conduit les protagonistes de la frange pionnière du Xingu-Iriri a développer une stratégie collective de résistance dirigée contre les agents fédéraux. Cette résistance visant à contrer l'action fédérale provoque également, comme je le montrerai, un renforcement des interactions entre acteurs de la frange pionnière pastorale. Cette réaction collective et organisée de défense du système socio-économique existant me permettra de démontrer empiriquement l'existence du système d'action concret de la frange pionnière locale (Crozier et Friedberg 1977).

6.1. Les infractions environnementales de la frange pionnière du Xingu-Iriri

Le Code Forestier (loi 4.71/65), au travers des altérations établies par la Mesure Provisoire (MP) n°2.080-58/2000[133], permet dans de son article 44, la conversion d'au plus 20 % des propriétés rurales situées en forêt primaire amazonienne aux usages alternatifs du sol. Cette destruction limitée de la surface forestière de l'exploitation doit, en outre, se soumettre à un procès administratif *ad hoc*. Ce procès est d'abord établi par l'Instruction Normative (IN) n°7 du 27 avril 1999 au travers de laquelle, le ministère de l'Environnement,

> « Considérant les récentes données présentées par l'Institut National de Recherches Spatiales – INPE, relatives à la déforestation de la Région Amazonienne, qui démontrent des déboisements supérieurs aux volumes autorisés ou exécutés sans autorisation de l'organe compétent ;
> Considérant l'engagement assumé par ce ministère devant les institutions représentatives des secteurs productifs et les Organisations Non Gouvernementales, et la nécessité de l'implantation des bases du développement durable dans la Région Amazonienne décident :
> Article 1° L'Autorisation pour les Déboisement dans les Etats d'Amazonie légale, ne pourra être concédée que par l'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables - IBAMA ».

Cette réglementation sera ensuite reprise dans l'Instruction Normative n°3 du 4 mars 2002 (réédition de l'Instruction Normative n°3 du 10 mai 2001) par laquelle le ministère de l'Environnement réglemente officiellement la « procédure de conversion de l'usage du sol au travers d'une autorisation de déboisement dans les propriétés rurales d'Amazonie légale » (Article 1°). La procédure d'obtention de cette autorisation et les documents à fournir varient en fonction de la taille de la propriété et de la taille de la défriche (le procès est simplifié pour des ouvertures de petites tailles réalisées sur des propriétés de petite taille). Je renvoie le lecteur intéressé au règlement officiel sus-cité.

Or, lors des deux cent trente-quatre entretiens réalisés avec les protagonistes de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri, pas une seule fois mon interlocuteur n'a déclaré avoir eu

[133] Rééditée par les MP 2.080-58/2000, 2.080-59/2001, 2.080-60/2001, 2.080-61/2001, 2.080-62/2001, 2.080-63/2001, 2.080-64/2001, 2166-65, 2166-66 puis 2166-67.

recours à l'autorisation de déboisement délivrée par les services compétents de l'IBAMA de Marabá. Sans autorisation légale, toutes les défriches réalisées sont, *de facto*, illégales. S'appuyant en particulier sur la recherche menée par J. B. Veiga, J.-F. Tourrand *et al.* (*op. cit*) dans le Sud-Pará, on peut sans trop s'avancer étendre ce constat d'illégalité à la très grande majorité (si ce n'est la totalité) des déboisements réalisés dans la Terra do Meio. Plusieurs entretiens réalisés auprès des principaux responsables associatifs ou syndicaux viennent d'ailleurs confirmer ces résultats : « personne » dans la Terra do Meio n'aurait retiré les dites autorisations, « aucune » défriche ne serait légale.
Les raisons de cette illégalité généralisée sont diverses. Elles tiennent, il est vrai, à l'insuffisante présence de l'État dans la région (la ville de Marabá se trouve à près de 400 km par la route de celle de São Félix do Xingu), au comportement peu accommodant des agents, au lourd et lent fonctionnement bureaucratique de l'organe fédéral, etc. (Taravella 2003). Mais ça n'est pas tout. Il convient d'observer que l'autorisation de déboisement ne peut être concédée que sur présentation d'un document officiel attestant l'occupation (pour les petites défriches sur les petites exploitations) ou la propriété des terres à défricher. Or, d'après mon enquête de terrain, corroborée par les résultats du rapport (ISA-MMA 2003), les détenteurs de tels titres officiels sont rares. R. Araújo et H. Benatti (*op. cit.*) évoquent ainsi une « impasse juridique » résultant d'une législation qui d'un côté légitime certaines formes d'occupation des terres publiques forestières (les déclarant irrégulières mais non illégales) et de l'autre interdit la défriche sur ces mêmes terres. En tout état de cause, l'avancée des défriches dans la région de la Terra do Meio, depuis 2000, est un processus illégal et donc condamnable, au regard des normes environnementales nationales.

La plus grande part des procès verbaux dressés par les agents de la police environnementale (IBAMA/DICOF) de Marabá ont effectivement pour motif[134] l'absence du document officiel autorisant la destruction de l'espace forestier (tableau 16). Face à l'illégalité généralisée à laquelle ils doivent faire face, les agents fédéraux ont opté pour la pénalisation des infractions les plus graves. Ce sont d'abord les déboisements réalisés sans autorisation sur les surfaces les plus grandes. Ainsi, les procès verbaux concernant la destruction forestière sans autorisation sanctionnent pour près de 70 % d'entre eux des défriches de plus de 100 ha. Aucun procès verbal n'a été émis pour une surface de moins de 10 ha (la plus petite surface verbalisée est de 15 ha). Les surfaces défrichées sans autorisation comprises entre 10 et 50 ha représentent, tout de même, près de 20 % des amendes émises.
Le second délit le plus sanctionné est la destruction de la végétation située dans l'Aire de Préservation Permanente (APP)[135]. Les agents fédéraux en charge de la fiscalisation déclarent en effet que le respect des APP est pour eux une priorité. Dans ce cas, mêmes les destructions de moins de 10 ha sont sanctionnées.

[134] Derrière les diverses formulations qui apparaîssent d'un procès verbal à l'autre, c'est bien la même effraction qui est verbalisée : « déboisement de 40 hectares de forêt native sans autorisation de l'IBAMA », « exploration de forêt primaire par le déboisement de coupe rase de 200 hectares sans autorisation de l'IBAMA », « Déboisement de 963 hectares de forêt primaire en région amazonienne sans licence émise par l'autorité compétente », etc.
[135] L'APP est selon la législation en vigueur une aire couverte ou non de végétation native et ayant la fonction environnementale de préserver les ressources hydriques, le paysage, la stabilité des sols, la biodiversité, les flux génétiques de la faune et la flore, en vu d'assurer le bien-être des populations humaines à l'échelle de la propriété rurale. Sans rentrer dans les détails de la définition des APP, je retiendrai qu'il est interdit au propriétaire d'altérer de quelque façon que ce soit les formations forestières situées le long des cours d'eau, sur les flancs (>45%) et sommets des reliefs, ainsi qu'autour des lacs et sources d'eau. La largeur de la galerie boisée à conserver strictement varie avec la taille du cours d'eau. À titre d'exemple, pour un cours d'eau de moins de 10 m, la galerie arborée à conserver sur chaque rive doit être de 10 m de large.

Les occupants des terres, commanditaires et responsables des défriches identifiés par les agents fédéraux, ne sont pas les seuls à être sanctionnés. Au titre de l'article n°51 de la loi n°9.605 du 12 février 1998, plus connue comme la « loi des crimes environnementaux », les hommes pris en flagrant délit d'usage d'une tronçonneuse peuvent également être verbalisés si l'engin n'a pas été préalablement déclaré auprès de l'IBAMA (ou d'une entité accréditée par celui-ci). Le sort est le même si les individus enfreignent l'article 2° du Décret n°94/98-N du 9 juillet de 1998, selon lequel il est nécessaire d'obtenir auprès de l'IBAMA (ou d'une entité accréditée par celui-ci) une autorisation pour la mise à feu contrôlée des pâturages. Finalement, le Code Forestier de 1965 (au travers de son article 15°)[136] rend obligatoire la reconnaissance officielle du plan de gestion forestier pour toute pratique d'exploitation forestière. Les scieries qui ne satisferont pas cette exigence devront être verbalisées.

Tableau 16 – Nombre de procès verbaux émis par les agents de l'IBAMA/DICOF de Marabá dans la Terra do Meio entre 2001 et 2005

Nature de l'infraction	Nombre de procès verbaux
Destruction de la forêt amazonienne sans autorisation	43
Agravée par l'usage de tronçonneuse sans autorisation	8
Destruction de la végétation de l'Aire de Protection Permanente	18
Agravée par l'usage de tronçonneuse sans autorisation	1
Usage ou détention de tronçonneuse sans autorisation	5
Mise à feu sans autorisation	5
Transport ou stockage de bois sans autorisation	4

Source : IBAMA

6.2. Le mode d'action de la police environnementale dans la Terra do Meio

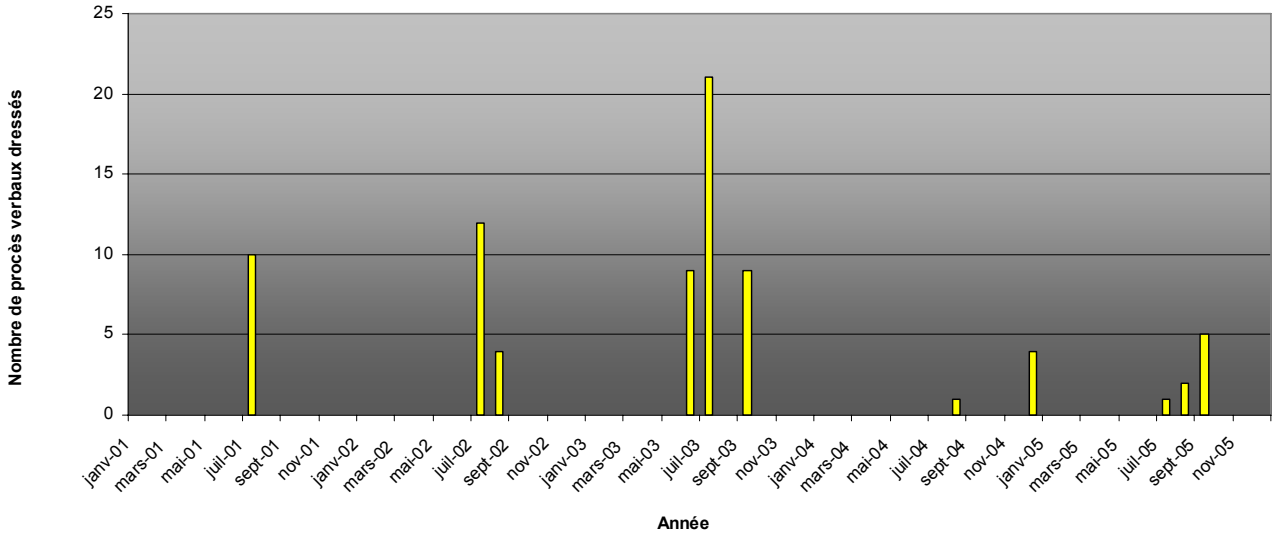
Après le troisième ou quatrième mois de saison sèche, alors que les chantiers de défriche-brûlis battent leur pleins dans la Terra do Meio, les hommes de la *vila* Central mettent les nouveaux venus en garde : « Attention! La saison de l'IBAMA va commencer ! Les hommes vont bientôt arriver ». C'est d'ailleurs le retard dans l'amorce d'un scénario connu de tous qui, en plein milieu de l'été 2004 fait dire à Tassio, le sourire aux lèvres : « Je ne sais pas ce qu'ils font cette année. Ils ne sont pas là. Il doit y avoir quelque chose parce que là ils sont en retard. […] De toute manière, nous on ne s'en fait pas, on les attend ». Quelques semaines plus tard, les quatre *pickups* blancs aux vitres fumées et remplis d'hommes armés font enfin leur entrée sur les routes du Sud-Pará. « C'est parti ! » comme l'annonce Tassio lorsque le premier message annonçant leur venue (alors qu'ils roulent encore sur la PA-279 à plus de 300 km de la *vila* Central) se fait entendre sur son radio-émetteur. Les agents de l'IBAMA, désignés localement comme les « hommes », sont attendus. Leurs coutumes sont connues, la fréquence et la période de leur action n'ont de secret pour personne (figure 79). Les hommes de la *vila* Central ont d'ailleurs trouvé un nom pour celui (Nelso) qui chaque année prend la tête des missions fédérales dans la Terra do Meio, « l'Indien », à cause de ses traits métis.

Comme j'ai pu en être le témoin, leur progression est suivie et anticipée sur la foi des informations distillées par les radio-émetteurs présents dans les principaux commerces des *vilas* et dans presque toutes les *fazendas* de la région. À chaque heure qui passe, on en sait un peu plus sur la destination des « hommes ». Les prévisions vont bon train sur leur région cible

[136] Vingt ans plus tard, le décret n°486/1986 publié par l'IBDF, s'appuyant sur la loi 7511/1986 (altérée par la loi 7803/1989) institue les premières normes, directrices et critères techniques orientant les plans de gestion forestiers. D'après A. C. Hummel (2001), en Amazonie, les premières exigences techniques spécifiques apparaissent au travers de l'IN 080/91 de l'IBAMA. Elles sont reprises dans le décret 1.282/1994 (qui réglemente l'article 15° du Code Forestier) et le décret 048/1995 (qui se substitue à l'IN 080/1991).

« ils viennent ici, c'est sur ! », « non, cette année ils vont nous laisser en paix ». Après une nuit à SFX, le convoi reprend sa route tôt le matin, en direction du nord. Quelques heures plus tard, il franchit le Xingu et fait route vers la *vila* Central où tout le monde l'attend. L'excitation que connaissent les *colonos* de la *vila* Central, qui n'ont rien à craindre de leur venue ou presque, se change en angoisse dans les *fazendas* à l'entour où les tronçonneuses, les armes et les équipes de travailleurs sont cachées en toute hâte. Les radio-émetteurs d'ordinaire allumés à heure fixe quotidiennement (en début de soirée) pour s'entretenir avec le *fazendeiro* vivant à quelques centaines ou milliers de kilomètres de là, charrient leurs messages du matin au soir, le son poussé au maximum, lors des missions de la police environnementale.

Figure 79 - Le rythme de l'action policière contre les déboisements dans la Terra do Meio



Source : à partir des données de l'IBAMA

N.B. : Seuls les procès verbaux enregistrés au bureau de l'IBAMA de Marabá ont été pris en compte. Les missions coordonnées par ce bureau régional, sur la période 2001-2005, sont à l'origine de plus de 80 % des procès verbaux dressés dans la Terra do Meio. Les autres, ont été établis lors de missions de fiscalisation fluviales organisées par le bureau d'Altamira.

Comme l'explique Nelso, l'opération commence par la réception d'une carte des déboisements de la région où sont indiqués les défriches à verbaliser en priorité *in loco*. Les agents volontaires pour ces missions, venus de tout le Brésil, sont chargés de se rendre sur le lieu de l'effraction, la constater, en mesurer la taille exacte, dresser le procès verbal et découvrir l'identité du responsable (occupant de la terre). Pour mener à bien cette tâche, les agents de l'IBAMA/DICOF reçoivent l'appui des forces armées ou de la police fédérale qui représentent à eux seuls la moitié du contingent total d'hommes (une quinzaine d'individus) mobilisés pour ces opérations. Cette composition confirme les dires de Nelso pour qui chaque mission de l'IBAMA/DICOF dans la région de la Terra do Meio est « une opération de guerre, en plein territoire ennemi »[137]. Lors de ces missions, les agents fédéraux sont tendus, aux aguets. Nelso s'inquiète : « mes hommes sont en danger, à chaque instant, on ne sait jamais ce qui peut arriver ». Pour les forces de l'ordre en mission, tous les acteurs de la région

[137] Cette assertion n'est pas à prendre seulement au sens métaphorique, comme en témoigne l'embuscade tendue en été 2005 le long d'une ligne de *fazendas* et visant à assassiner Nelso. Elle échouera. Néanmoins, Nelso abandonnera son rôle de meneur des troupes de fiscalisation. Or, comme les équipes qui ont servi sous ses ordres entre 2001 et 2005 étaient à chaque fois composées d'hommes différents, Nelso s'est imposé comme l'unique dépositaire de l'expérience et l'apprentissage de l'action de police environnementale dans la Terra do Meio. Comme le confie son supérieur, son départ précipité risque de se traduire par la perte de la « mémoire » de l'IBAMA dans la région.

sont de dangereux déviants, des hors-la-loi périlleux. Comme le dira l'un des membres de l'IBAMA/DICOF, « dès qu'on passe le Xingu, c'est la terre des bandits qui commence ». Une telle conception conduit les représentants des forces de l'ordre à faire preuve d'une brutalité répressive souvent dénoncée par les acteurs de la région. En raison de l'insécurité l'attente, les missions fédérales dans la Terra do Meio sont toujours de courtes durée, trois ou quatre jours tout au plus. Elles se répètent deux ou trois fois au maximum durant la saison sèche (entre mi-avril et mi-septembre). Pour Nelso : « On ne reste pas longtemps c'est sûr, mais on est les seuls à venir ici, à venir remettre un peut d'ordre ! ».

Les actes violents perpétrés par les agents fédéraux s'abattent d'abord sur les objets en lien avec les pratiques illégales. Les objets qui ne peuvent être confisqués et ramenés jusqu'à Marabá sont brûlés sur place : tronçonneuses, tracteurs, armes. Les bidons d'essence ou de diesel (combustibles du déboisement) sont éventrés. Les campements de travailleurs installés sur les chantiers de défriche-brûlis sont détruits. Mais les violences touchent aussi les individus. Il peut s'agir de ceux pris en flagrant délit, de ceux soupçonnés ou de tous ceux rencontrés. Lorsque j'évoque ces actes aux limites de la loi, le chef reconnaît : « des dérapages ont lieu, c'est vrai. C'est souvent des gars qui n'arrivent pas à se contrôler, des jeunes qui commencent. Mais il faut les comprendre aussi ».

Avant d'en être moi-même la victime, je n'accordais qu'un intérêt distrait aux allégations des protagonistes de la frange pionnière qui dénonçaient les actions agressives des agents fédéraux. Au lieu de rapporter un on-dit comme il en existe beaucoup à ce sujet, j'ai préféré livrer ma propre expérience, c'est-à-dire ma première rencontre avec les agents fédéraux dans la Terra do Meio.
Je roulais en direction de la *vila* Central. Il était près de 10h du matin, le 27 août 2004. L'équipe de la police environnementale était arrivée la veille. Je cherchais à la rencontrer, à suivre son avancée et observer son mode d'action, tout en gardant mes distances afin de ne pas être suspecté de dénonciation. Ma curiosité avait été aiguisée par les nombreuses histoires qui ont cours dans la région à propos de ses agissements. Après avoir suivi par radio-émetteur leur progression, je décide de partir à leur rencontre. À six kilomètres de la *vila* Central, je débouche sans trop m'y attendre sur les quatre camionnettes stationnées au bord de la route. Avant d'avoir pu réagir, un policier fédéral, mitraillette au poing, gilet pare-balles au torse, me bloque le passage et me place dans sa ligne de mire. Avec la tête, il fait signe de me ranger sur le bas côté. Je n'ai pas eu le temps de descendre de la motocyclette que l'homme réalise déjà d'une main une fouille agile de mes poches de pantalon et de veste. Dans le même temps, nous échangeons quelques mots[138] :
« Lui - Où t'a planqué ton arme ?
Moi – Mais... je n'ai pas d'arme.
Lui – Et tu vas où comme ça ? T'as les papiers de la moto ?
Moi – Je vais à la Central. Oui, je les ai. Je les sors tout de suite.
Lui – Et tu vas faire quoi à la Central, hein ? Tu vas recevoir de l'argent ou tu vas en voler ?
Moi – Mais... Je suis étudiant... Je suis Français... Je ne suis pas d'ici... ».
Un agent de l'IBAMA plus âgé, resté jusqu'alors à l'écart, intervient dans notre « conversation ». Il saisit les papiers que j'ai tirés calmement de mon sac et tends d'une main tremblante. D'un air plus rassurant, il me demande ce que je fais ici. Tentant de retrouver mon calme, je parviens à lui faire comprendre que je suis étudiant agronome, actuellement en stage dans la région. Après avoir jeté un œil aux papiers du véhicule, aux photocopies de mon passeport et à l'attestation de l'université de Brasília (qui ne me quitte jamais), il me relâche et

[138] Je tente de restituer au mieux, grâce à mes souvenirs et les notes prises après coup, les quelques paroles échangées lors de cette rencontre.

me demande de quitter les lieux rapidement. A ce moment seulement, je prends conscience de la scène qui se joue autour de moi : les agents ont interpellé un groupe de *colonos* en plein nettoyage de pâturage pour une *fazendeiro* de la région. Mon arrivée a interrompu l'interrogatoire organisé sur le bord de la route.

Il n'est sans doute pas nécessaire de m'appesantir davantage sur cet épisode, ni d'ailleurs sur les récits des multiples actes violents pratiqués par les agents fédéraux lors de leurs actions dans la Terra do Meio. Chacun aura compris le mode d'interaction dont il est question ici. La répression brutale essuyée par les acteurs locaux conduit à l'émergence de plaintes, d'indignations et d'accusations qui prendront la forme d'une résistance active opposée aux investigations des forces de police. Cette contestation de l'action de la police environnementale prendra la forme d'un « pacte de silence » dirigé contre les agents fédéraux. Mais ne nous y trompons pas, ce dernier ne répond pas uniquement à la forme prise par l'action répressive, il s'oppose avant tout à son objectif.

6.3. De la loi du silence au renforcement du système d'action concret

La « loi du silence » a déjà été décrite à de multiples reprises en sciences sociales (Coulon 2002[1987]). Son nom évoque immédiatement les milieux mafieux et carcéraux. Elle caractérise également la façon dont les protagonistes de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri réagissent et répondent aux missions de l'IBAMA dans la région.

Les règles de cet acte de résistance collectif aux agents fédéraux s'introduisant dans la Terra do Meio sont élémentaires. Elles consistent à opposer un silence de fer à chacune des questions que les « hommes » pourraient poser sur tel ou tel déboisement, sur l'identité de tel ou tel occupant. Si ce mutisme réfractaire peut être facilement contourné lorsqu'un cadastre rural existe, dans le cas contraire (comme dans les régions de frontière pionnière), il coupe court à toute velléité d'investigation sur l'identité du responsable d'un déboisement particulier (identifié par analyse des images satellites) et donc au dressement du procès verbal.

Pour expliquer cette règle collectivement portée, puisque tous les acteurs de la frange pionnière tendent à la respecter, J. Pinto (2005a) évoque la crainte individuelle des représailles qui se matérialise notamment dans le dicton local « qui parle meurt ». Cette menace qui pèserait sur tout un chacun et viendrait infailliblement frapper celui qui choisirait de briser la règle est bien réelle. Un habitant de la *vila* Central me confie à ce sujet, « Tu sais, ici tout ce sait. C'est tout petit ici. Si tu parles aujourd'hui. Demain, le gars va le savoir, c'est sûr. Et là... ». Mais, la crainte du châtiment n'explique sans doute pas tout. La question qui se pose est de comprendre pourquoi *colonos* et *fazendeirinhos*, qui sont les principaux acteurs que les agents fédéraux rencontrent sur le terrain (hormis les vachers des *fazendas*), gardent un silence de fer face aux manœuvres d'intimidation violentes, psychologiquement et/ou physiquement, suivies par les agents fédéraux.

Le ressenti des *colonos* et *fazendeirinhos* à l'égard des agents fédéraux est sans doute la première source du silence de résistance qu'ils leur opposent imperturbablement. En effet, bien que les sanctions policières se focalisent sur les plus grandes défriches illégales, les déboisements de plus petite taille (de 10 à 50 ha), sont également sanctionnés. Les défriches de moins de 10 ha, lorsqu'elles sont réalisées sur le bord des cours d'eau ou sur les pentes des reliefs, sont également verbalisées. Personne n'est donc totalement à l'abri de l'action coercitive des agents de l'IBAMA/DICOF. Comme me l'expliquent plusieurs *colonos* et

fazendeirinhos de la région, les agents n'inquiètent pas seulement les *fazendeiros*, eux aussi se sentent menacés. La police environnementale n'hésite pas en effet à s'arrêter, sur la route qui la mène jusqu'à sa cible principale (souvent une défriche de plusieurs dizaines ou centaines d'hectares réalisées l'année précédente ou durant la saison sèche en cours), pour constater et verbaliser une infraction réalisée en flagrant-délit ou un déboisement (même minime) touchant une aire de préservation permanente. *Fazendeirinhos* et *colonos* craignent aussi la saisie de leurs tronçonneuses dont aucune n'est enregistrée auprès de l'autorité compétente.

Une autre explication peut être avancée pour expliquer la loi du silence. Pour cela, il faut revenir à la conscience que les *colonos* et *fazendeirinhos* ont des « bons résultats » que le système d'action concret de la frange pionnière du Xingu-Iriri leur apporte.
Les *fazendeiros* et leurs grandes ouvertures annuelles sont les principales cibles des agents fédéraux. Or, comme on l'a vu, les acteurs de la frange pionnière du Xingu-Iriri ont pleinement conscience du rôle clé joué par ces derniers dans le « développement » actuel que connaît la région. Dès lors, toute atteinte portée aux *fazendeiros* (que l'action policière pourrait conduire à diminuer leurs investissements dans la région ou même à la quitter) représente une mise en péril du système de pastoralisation du territoire dans son ensemble, et donc une menace pour les « bons résultats » directs (par échange de comportement avec les *fazendeiros*) et indirects (par l'amélioration des conditions de vie locales) qu'il procure. Ainsi, lorsque je demande à un *colono* pourquoi il n'a rien dit aux « hommes », lorsqu'ils sont venus l'interroger sur son voisin *fazendeiro*, voilà ce qu'il me répond : « Je ne vais tout de même pas me tirer une balle dans le pied ! Je ne suis pas fou tout de même ! ».
La loi du silence est essentielle à mon propos puisqu'elle est la démonstration empirique de l'existence du système d'action concret (cf. encadré 4) de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri. La loi du silence que produisent et portent les acteurs locaux contre les agents fédéraux venus défaire l'organisation de la frange pionnière du Xingu-Iriri fait bel et bien figure de règle d'ordre supérieure adoptée collectivement pour défendre, contre ses assaillants, le système en place, afin d'en préserver les « bons résultats ». La reproduction du système a acquis une valeur en soi pour les acteurs qui y prennent part et en profitent. Cette résistance intentionnelle à la transformation du système de pastoralisation du territoire témoigne de l'intégration dans les stratégies individuelles, non seulement des résultats des jeux auxquels les acteurs participent directement mais aussi de l'évaluation positive du système dans son ensemble puisque les *colonos* et *fazendeirinhos* ne se contentent pas de protéger les *fazendeiros* avec qui ils sont engagés dans des jeux (au sens crozierien). On peut rapprocher ce souci de ce que R. Araújo décrit (1996) dans le contexte pionnier de la Transamazonienne comme le désir majeur qui lie les gens entre eux, celui que « le nouveau lieu "prenne" [...] condition indispensable à l'amélioration de l'existence de tout un chacun. »

À partir des formes conflictuelles étudiées par M. Monroy et A. Fournier (1997), j'irai plus loin et considérai que les agents fédéraux sont devenus les « irremplaçables ennemis » des acteurs de la frange pionnière du Xingu-Iriri. Ainsi, non seulement la résistance collective fait échec à l'action coercitive des agents fédéraux, mais elle renforce encore un peu plus les dynamiques interactives établies entre les protagonistes de la frange pionnière pastorale.
Par les actions qu'ils mènent et la manière dont ils les mènent, les agents de la police environnementale permettent au conflit de jouer une de ses fonctions principales dans le camp adverse : mobiliser autour de la désignation de l'ennemi. En cela, il renforce indubitablement le sentiment d'appartenance à la frontière que les acteurs de la frange pionnière ressentent très fortement et qui les unit par-delà leurs différences identitaires. L'agressivité de l'action policière, sa force et sa fulgurance conduisent à une transfiguration des rôles en présence. Pour quelques jours, les acteurs du système d'action concret deviennent les résistants face aux

agressions externes, face à l'étranger, face à l'envahisseur. Les différents acteurs de la frange pionnière sont alors unis, plus que jamais, contre l'ennemi commun. Les oppositions internes qui ont pu surgir s'évanouissent instantanément dans la bataille commune qu'il faut mener. Elles peuvent même être définitivement mises de côté. L'action de fiscalisation, telle qu'elle a été menée entre 2001 et 2004, contribue donc, paradoxalement, au rapprochement des protagonistes de la frange pionnière pastorale et donc au renforcement du système d'interdépendances et de coopérations existant entre *colonos*, *fazendeirinhos* et *fazendeiros*. En même temps qu'un esprit de corps émerge (nouvelle forme d'une coopération renforcée entre les acteurs de la frange pionnière) une image dévalorisante est construite des agents fédéraux. L'ennemi est rendu infréquentable par les multiples récits des violences infligées aux « martyres » locaux. On le rabaisse par l'évocation perpétuelle des actes de corruptions[139] qui entachent les actions policières dans la région.

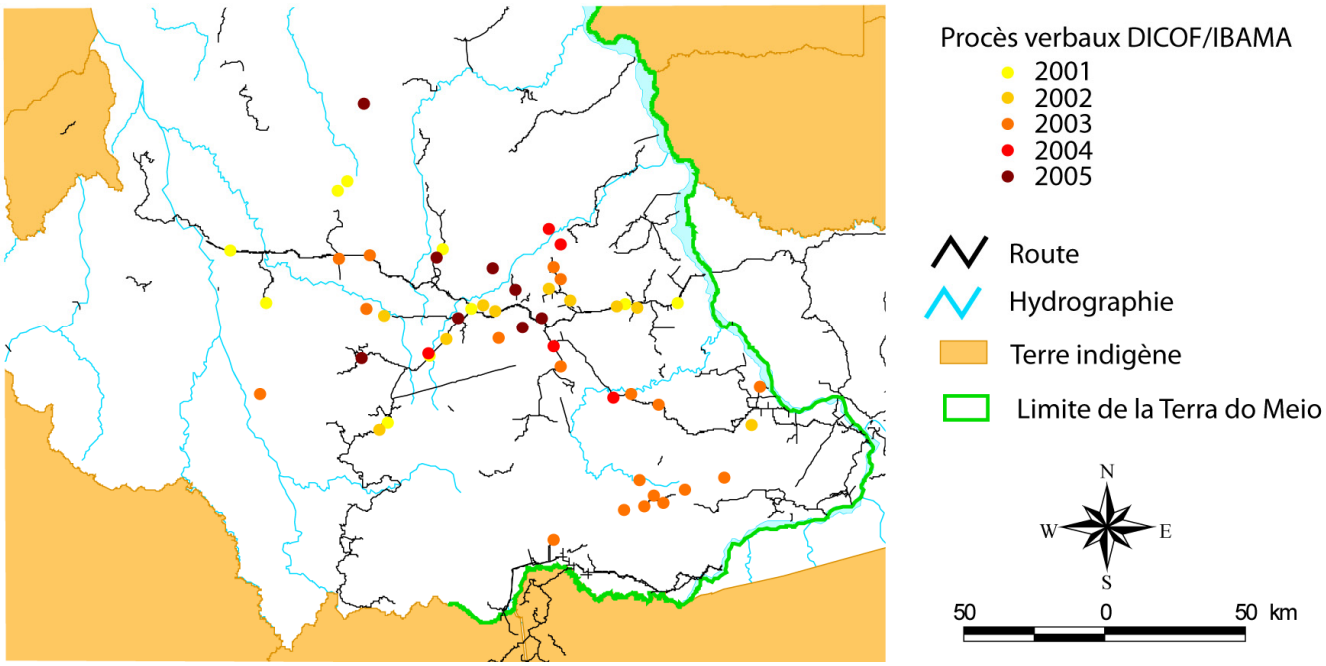
Ce rejet collectif des forces de l'ordre est d'ailleurs soutenu et entretenu par les acteurs politiques locaux qui déclarent bien volontiers que « l'IBAMA ne fait qu'apporter des ennuis ». Plusieurs d'entre eux critiquent ouvertement les actions fédérales, qui relèveraient davantage de la logique médiatique et politique, c'est-à-dire de la « fiscalisation spectacle », que d'une volonté réelle de mettre un terme aux déboisements. Un responsable politique local explique : « L'objectif des missions est de pouvoir dire dans les journaux et à la télévision : « l'IBAMA va en Amazonie ! », « l'IBAMA défend l'Amazonie ! » ou « L'IBAMA est allé à São Félix do Xingu et a mis X millions d'amendes ! » C'est tout ». Cette hostilité sourde aux actions de fiscalisation a pris la forme d'une véritable révolte populaire lors de l'été 2002.
Au retour d'une journée de fiscalisation éprouvante passée dans le *município* de SFX, les agents fédéraux, présents depuis plusieurs jours déjà dans la région, découvrent un message laissé à leur attention au réceptionniste de leur hôtel. Le mot, signé de plusieurs responsables politiques locaux, les invite à se présenter le soir même à l'assemblée législative locale pour qu'un « débat » ait lieu sur leur action policière dans la région. Négligeant l'invitation, c'est une foule de cinq cents personnes qui se masse quelques minutes plus tard aux portes de l'hôtel et l'encercle. Les grilles de l'établissement assiégé sont tirées. Un haut-parleur est tendu aux agents fédéraux pour qu'ils répondent aux plaintes adressées par les manifestants. Représentants syndicalistes, membres d'associations, *vereadores*, quidams et responsables politiques prennent tour à tour la parole pour demander des explications sur la répression policière violente et injuste dont ils s'estiment les victimes. Comme me l'explique l'un des meneurs, « Nous leur avons expliqué pendant toute un nuit que nous n'étions pas des bandits ». Les motifs de cette révolte populaire apparaissent plus clairement si l'on se souvient qu'elle fait suite aux brusques fermetures des scieries locales par les agents fédéraux accompagnés des membres de l'ONG Greenpeace (cf. chapitre 2 section B-3.4.2).

En tout état de cause, les brèves incursions estivales répétées année après année par les agents fédéraux ont conduit à une escalade de la violence. Tout se passe comme si un véritable « consensus conflictuel » (Monroy et Fournier *op. cit.*) liait les acteurs de la frontière et les agents de la police environnementale. Chacun tient le rôle de meilleur ennemi qui soit pour l'autre. J'ai montré les ressorts d'une telle dynamique chez les pionniers. Il faut à présent se tourner vers les forces de police environnementale pour comprendre l'importance que représente pour elles le maintien de ce consensus conflictuel.
Brenda Brito, juriste de formation et membre de l'ONG IMAZON, détaille l'importance de l'action répressive dans la stratégie institutionnelle de l'IBAMA. Pour cela elle évoque la « culture de l'amende » que l'institution a soigneusement maintenue et renforcée depuis sa

[139] Par ailleurs bien réels, comme j'ai pu en être le témoin.

création. Selon elle, le message annuel délivré par l'institution fédérale serait : « nous avons délivrés six mille amendes », alors que l'action de police environnementale n'est qu'une des attributions de l'organisation en charge de « l'environnement et des ressources naturelles renouvelables ». En effet, aux côtés de la direction de Fiscalisation et Contrôle, l'organigramme officiel présente la direction des Ecosystèmes, de la Faune et des Ressources Halieutiques, des Forêts. Pourtant, à l'heure de justifier son travail et décrire ses résultats, c'est l'action de contrôle traduite en un nombre d'amendes émises annuellement qui devient l'étendard institutionnel.
Outre la question liée au rabattement de toutes les fonctions de l'institution sur l'une d'entre elle, je ferai remarquer que poser comme critère d'évaluation le nombre d'amendes annuelles émises s'avère problématique. Il présente en effet d'importants risques de dérapages puisque l'on cesse de juger l'efficacité environnementale par les fins atteintes (nombre d'hectares de forêt épargnés), préférant s'en référer aux moyens mis en œuvre (nombre de procès verbaux dressés). Les risques liés à ce travers apparaissent de manière flagrante dans la différence qui sépare, tant en nombre qu'en valeur, les amendes émises par l'institution des sommes effectivement recueillies (Brito et Barreto 2005a ; Brito et Barreto 2005b ; Brito et Barreto 2006). Cette tendance qui consiste à remplacer l'évaluation des résultats effectifs de l'action environnementale par celle des moyens mis en œuvre apparaît clairement dans le cas de la Terra do Meio. Selon Nelso, « Notre travail c'est de mettre des amendes et de rédiger des procès verbaux. Ce qui se passe après ça, ne nous regarde pas. C'est déjà assez difficile comme ça. Et ça n'est pas notre travail. Je ne sais même pas comment ça se passe ! ». La vision que les agents fédéraux ont de la situation et de leur action dans la Terra do Meio peut être rendue par les figures 80 et 81.

Figure 80 – Localisation des procès verbaux dressés dans la Terra do Meio par les équipes de fiscalisation de l'IBAMA-Marabá entre 2001 et 2005



Source : à partir des données IBAMA

À chaque saison sèche, le « centre » de la Terra do Meio est progressivement exploré et fiscalisé par les agents fédéraux. L'augmentation de la somme totale annuelle des amendes

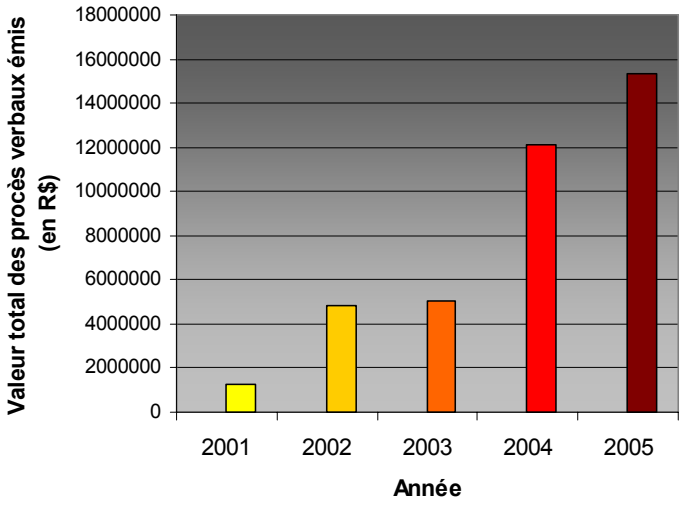
délivrées dans la Terra do Meio illustre le progressif apprentissage[140] de la région par les équipes de police. Cette croissance des amendes émises est aussi la conséquence de l'augmentation fulgurante des déboisements dans la région. Comme l'illustre la figure 82, cette réponse semble accompagner plus qu'enrayer de façon nette la dynamique des déboisements de la Terra do Meio.

Cette intensification graduelle de l'effort de fiscalisation environnementale suit, et renforce même, le système d'action concret de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri, qu'elle entend pourtant combattre. Nous sommes ici devant une forme d'interaction paradoxale particulièrement caractéristique. Illustrée dans le champ de la gestion du territoire et des ressources naturelles par les travaux de G. Barouch (1989) et L. Mermet (1992), elle a d'abord été décrite par les travaux de recherche en psychothérapie familiale menées par « l'Ecole de Palo Alto » (Marc et Picard 2002[2000]). P. Watzlawick *et al*. (1975 [1974]) y consacrent un chapitre éclairant intitulé *« Plus de la même chose » ou : quand le problème c'est la solution*. On y trouve notamment l'exemple suivant, traitant de la consommation d'alcool :

> « l'alcoolisme augmente, une industrie clandestine s'installe et vend des produits dont la mauvaise qualité accroît les dangers de l'alcool, un corps de police se spécialise dans la chasse aux distributeurs clandestins et, dans cette activité, se corrompt de plus en plus, etc. Le problème empirant ainsi, on est conduit à rendre la prohibition encore plus stricte, mais voici qu'en faisant plus de la même chose, on s'étonne que, loin de parvenir au but souhaité, la « solution » aggrave la problème, et, de fait, devient le pire des deux maux (car on constate qu'à un taux élevé et inchangé d'alcoolisme, viennent s'ajouter de nouveaux alcooliques, ainsi qu'une expansion de la contrebande, de la corruption et de la guerre des gangs). » (: 50).

Comment faut-il comprendre ce paradoxe ? Faut-il y lire que les acteurs de la frange pionnière du Xingu-Iriri déboisent parce que les agents fédéraux le leur interdisent et parce qu'ils répriment violement ces actions ? Que les *fazendeiros* forment des *fazendas* dans la Terra do Meio parce que les agents de la police environnementale y viennent chaque année en mission ? Evidemment, non. Ne renversons pas le cours des choses. Pourtant, il faut reconnaître que l'action fédérale conduit bel et bien au renforcement des dynamiques locales.

Figure 81 – Valeur cumulée annuelle des procès verbaux dressés par les équipes de fiscalisation de l'IBAMA-Marabá entre 2001 et 2005

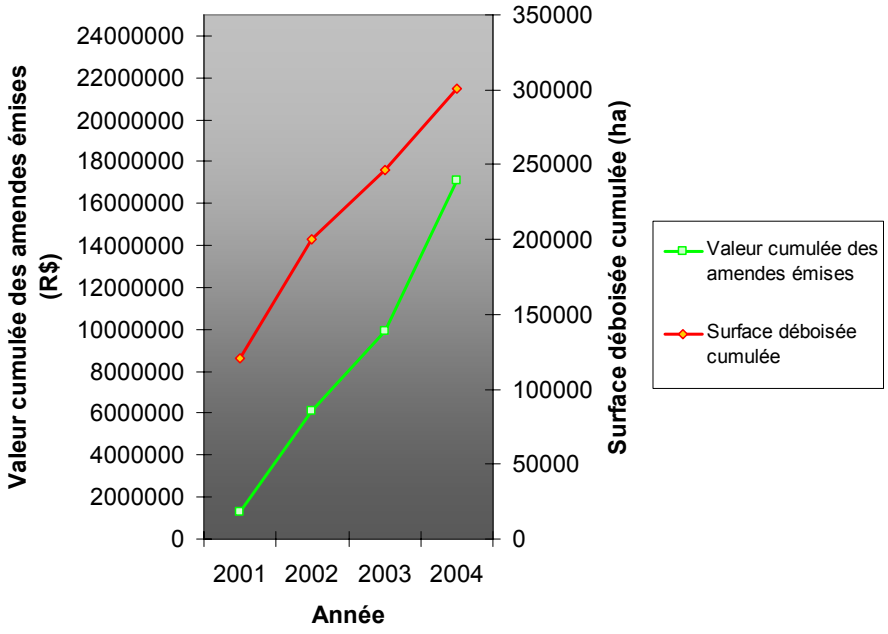


Source : à partir des données IBAMA

[140] Recoupant les informations obtenues année après année, mission après mission, Nelso s'efforce de reconstruire le cadastre effectif des occupations locales.

En réponse à chaque action de fiscalisation, telle qu'elles sont menées entre 2001 et 2004, le système d'acteurs local se renforce sur la base d'une double dynamique. D'abord, les acteurs prennent conscience du lien systémique qui les lie les uns aux autres. Prosaïquement, ils comprennent qu'ils sont tous « dans le même bateau », comme le dira l'un d'eux. La menace exercée par les agents fédéraux provoque une plus grande intériorisation de la métarégulation du système pionnier. Ensuite, l'agression perçue conduit tous les membres de la frange pionnière à adopter un même comportement : le silence actif et réfractaire. On peut dire que chacun opte pour une même « prise de silence » dirigée contre les forces policières. Cette action collective s'accompagne de l'émergence d'un véritable esprit de corps construit en réaction à l'action de fiscalisation. Les partenaires/adversaires du système d'action concret auront tendance à se rapprocher un plus encore, à apparier un peu mieux leurs stratégies, de nouvelles coopérations peuvent même naître. L'organisation de la pastoralisation du territoire de la Terra do Meio en sort renforcée (ce qui peut conduire à plus de déboisement) en même temps que l'action policière est parée. Pour répondre à cette double évolution renforçante du système de gestion effectif (maintien ou accélération du rythme des déboisements et résistance collective), les agents fédéraux intensifieront en retour, à l'occasion de la prochaine mission, leur action : plus de voitures, plus d'hommes, plus d'armes, plus d'amendes, plus d'actes violents. On sait déjà comment le système d'acteurs y répondra…

Figure 82 – Évolution comparée de la valeur cumulée des amendes émises et des déboisements



Source : données IBAMA et INPE
N.B. : J'ai choisi de ne pas inclure dans la représentation graphique les résultats de l'année 2005 puisque l'activité policière s'est doublée cette année là de la création d'aires protégées dans la Terra do Meio qui a fortement influencé les dynamiques locales de défriche (cf. chapitre 4 section D-1)

Que faut-il en conclure ? Que l'action coercitive de contrôle et fiscalisation est au mieux inutile au pire néfaste ? Que l'action policière est contre-productive quelle qu'en soit la forme, le lieu et le temps ? Evidemment, non. Le prochain chapitre s'attachera au contraire à montrer quand et comment l'action de la police environnementale s'est montrée d'une efficacité redoutable. Ce que l'évolution de la dynamique conflictuelle de la Terra do Meio met en lumière, c'est l'émergence d'une surconflictualité émergeant de la tentative faite par certains

de changer profondément le système d'action de la pastoralisation du territoire. Les acteurs transgresseurs réagissent à l'échelle individuelle et à l'échelle systémique contre l'action ayant pour objet le changement de leurs pratiques. Dés lors, l'opposant à la pastoralisation du territoire n'a plus seulement à lutter contre l'organisation de la frange pionnière du Xingu-Iriri, il doit aussi affronter une organisation renforcée et résistante.

La section qui s'achève m'a permis de mettre en évidence et de démontrer empiriquement le système d'action concret qui sous-tend l'accélération des surfaces défrichées dans la Terra do Meio depuis les années 2000-2001. La pastoralisation de la Terra do Meio est apparue comme un puissant phénomène collectif et organisé parti à la conquête des terres forestières de l'intérieur de la région. Mais, les bords de fleuve sont également atteints. Les riverains qui y vivaient participent, de gré ou de force, à l'avancée pionnière et à ses formes de régulation. Ce sont à ces dernières que je m'intéresserai dans la section suivante, dédiée à la pastoralisation de la Terra do Meio des fleuves.

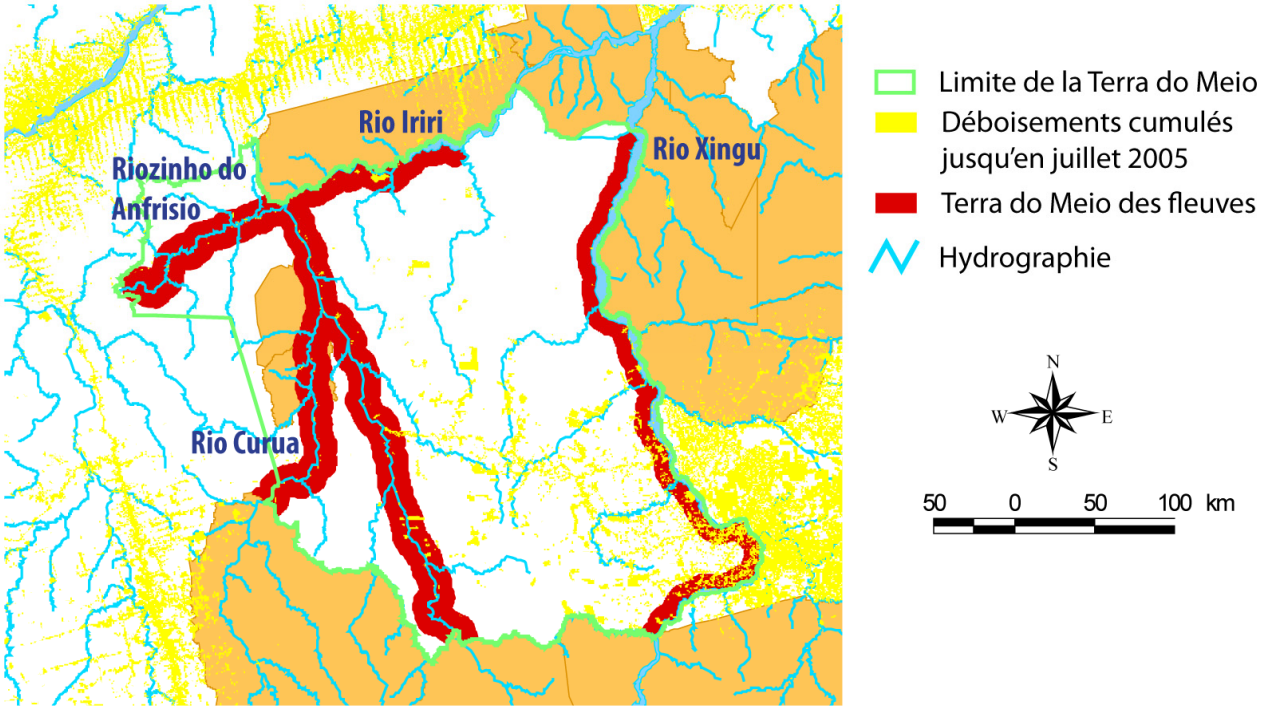
C - La pastoralisation de la Terra do Meio des fleuves

La gestion effective du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio a été marquée par une succession de franges pionnières au travers desquelles les hommes sont successivement venus chercher des feuilles de jaborandi, de l'or, de la cassitérite, des acajous, des terres à vendre puis à défricher pour y implanter des pâturages (cf. chapitre 2). M'intéressant, à la manière des géographes (cf. chapitre 1 section A-2), à la construction de nouveaux territoires, c'est-à-dire aux hommes qui avancent, j'ai peu porté jusqu'à présent mon attention aux conséquences de ces poussées pionnières successives sur ceux qui étaient déjà là avant. Il faut reconnaître que ces populations, dites traditionnelles, n'occupent pas l'intérieur des terres, prisées par les pionniers, leur préférant les bords de fleuve. Mais les franges pionnières ne se déploient pas uniquement dans le cœur de la Terra do Meio, vide de toute présence humaine.

Le « centre » construit par les pionniers empiète, tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, sur le « bord » habité par les populations riveraines. Cette section sera consacrée à cette rencontre et à ses conséquences sur les populations riveraines des fleuves de la Terra do Meio (figure 83), surtout celles du Xingu et du Iriri que j'ai pu rencontrer (cf. chapitre 1 section C-4.3) Le point central de la démonstration consistera à suivre comment les nouveaux jeux de la pastoralisation du territoire de la Terra do Meio des fleuves offrent, plus qu'on pourrait se le figurer, de nouvelles marges de manœuvre aux acteurs du bord des fleuves, prompts à s'en saisir.

Comme le montre la figure 83, la Terra do Meio des fleuves, peuplée par les *ribeirinhos*, s'étend sur les berges de plusieurs fleuves : Xingu, Iriri, Curua et Riozinho do Anfrísio. Comme je l'ai présenté dans le chapitre 1 (section C-4.3), mon enquête auprès des populations riveraines de la Terra do Meio s'est limitée à celles du Xingu et du Iriri. Les résultats présentés concerneront donc ces deux groupes. Je parviendrai à élargir la réflexion aux *ribeirinhos* du Riozinho do Anfrísio grâce à la soigneuse enquête de terrain réalisée par C. S. Rocha, P. A. Silva *et al*. (2005).

Figure 83 – La Terra do Meio des fleuves



Source : auteur à partir des données INPE et (ISA-MMA *op. cit.*)

1. Un système en crise

1.1. Changement et continuité au bord des fleuves

L'entrée en production dans les années 1910-1915 des plantations du sud-est asiatique, sonne le glas du monopole amazonien de la production naturelle de caoutchouc (cf. section A-1 du chapitre 2). Le recul sur les marchés mondiaux des produits de la forêt amazonienne a de lourdes conséquences sur l'économie familiale des populations des fleuves. Leurs modes de vie s'en trouvent profondément transformés. De nombreuses familles quittent le bord des fleuves pour gagner le bord des villes. Libérées de l'emprise des *patrões*[141], ceux qui ont choisi de rester doivent diversifier leurs activités pour survivre. La vente des produits forestiers collectés ne suffit plus à nourrir la famille. Bon gré mal gré, par volonté ou nécessité, le tout-extractivisme laisse place à des systèmes mixtes agro-extractivistes (Lescure, Pinton *et al.* 1994). Les populations de la Terra do Meio n'échappent évidement pas à la règle.

1.1.1. Les pratiques de subsistance

Les populations riveraines du Xingu, Iriri ou Riozinho do Anfrísio se livrent, en fonction des saisons, à la cueillette de certains fruits forestiers[142] : *açaí do mato* (*Euterpe precatoria* Mart.), *patauá* (*Oenocarpus bataua* Mart), *bacaba* (*Oenocarpus bacaba* Mart.) ou *cacau* (*Theobroma cacao*).
Certaines familles savent collecter et préparer semences, écorces, feuilles ou racines pour combattre douleurs, infections ou maladies. Le déplacement, entre plusieurs heures et

[141] Pour s'assurer leur dépendance alimentaire, tout au moins partielle (car les activité de pêche et de chasse était quotidiennement pratiquée), le *patrão* interdisait simplement la mise en culture d'une parcelle agricole
[142] Je garderai le nom brésilien, en plus du nom scientifique placé entre paranthèses, pour les différentes espèces citées.

plusieurs jours, jusqu'au poste de secours d'Altamira ou de la terre indigène la plus proche n'est entrepris qu'en cas de maladie grave.
Habitations et embarcations ont aussi pour matière première des bois régionaux : *amargosa* (*Zenaida auriculata*), *camurim* (*Centropomus parallelus*), *cedro* (*Cedrela odorata* L.), *ipê* (*Tabebuia insignis* Miq.), *itaúba* (*Mezilaurus lindaviana* Schw. & Mez.), *jarana* (*Lecythis latifolium* A.C.Smith), *louro* (*Nectandra pichurim* Mez.), *maçaranduba* (*Manilkara inundata* Ducke), *maçarandubinha* (*Manilkara paraensis*), entre autres. La couverture des logis et leurs parois sont faites de « pailles » (feuilles séchées) de babaçu (*Orbignya* spp.) tressées. Les différentes pièces de la charpente et de la toiture sont liées entre elles par des lianes *cipó-titica* (*Heteropsis* spp.), *timbó* (*Paullinia* spp.) ou *envira* (*Guatteria poeppigiana* Mart.). L'artisanat des matières premières forestières permet encore la confection de plats, passoires et autres ustensiles domestiques.
Les besoins protéiques quotidiens, outre la pêche, sont assurés par les pratiques de chasse silvestre. Les activités cynégétiques sont plus fréquentes en saison sèche. Elles sont alors pratiquées au moins une fois par semaine. À cette période de l'année, le chasseur se déplace plus aisément (terres non inondées) alors que les animaux se concentrent autour des points d'eau. La chasse est le plus souvent réalisée « *de espera* », littéralement « en attente » : le chasseur guette, à la nuit tombée, la venue d'animaux au pied des arbres en fructification. Suivant les saisons, le guetteur se tiendra à proximité du *pariri* (*Arrabidaca chica*), *sapucaia* (*Lécythes ollaria*), *pequi* (*Caryocar brasiliense Camb*), *toari* (*Couratari guianensis*), *tatajuba* (*Bagassa guianensis*). La chasse peut également être réalisée « *a curso* », à courre, c'est à dire avec l'aide d'un ou deux chiens. Comme les munitions sont onéreuses pour les *ribeirinhos*, plusieurs chasseurs avouent préférer les animaux les plus gros, ceux qui nourriront la famille pendant plusieurs jours de suite. Les espèces les plus appréciées sont : *paca* (*Agouti paca*), *porco-do-mato* (*Tayassu tajacu*), *anta* (*Tapirus terrestris*), *mutum* (*Crax fasciolata*), *veado* (*Mazama americana)* et *caititu* (*Tayassu tajacu*).
La seconde source de protéines animales provient de la pêche. Les espèces pêchées pour l'alimentation sont *pacu* (*Piaractus brachypomus*) et *piranha* (*Serrasalmus* spp.). Tout comme la chasse, la pêche est pratiquée dans toutes les familles, essentiellement par les chefs de famille et leurs fils. Je reviendrai sur la description détaillée de cette activité dans le cadre des pratiques de pêche commerciale.

Les ressources tirées de la forêt sont complétées par celles qui proviennent de la parcelle agricole (« *roça* ») mise en culture chaque année. J'ai rencontré dans plus de 90 % des foyers, des formes d'agriculture sur brûlis. Les parcelles sont souvent mises en culture deux années consécutives. La baisse de fertilité des parcelles ainsi que l'envahissement par les adventices devenus incontrôlables, justifient l'abandon à la jachère forestière. Une même parcelle n'est remise en culture, en principe, qu'après cinq ou dix ans de repos.
L'emplacement de la *roça* répond à plusieurs critères. Il y a d'abord la « peine » que la défriche non mécanisée exige : les couvertures forestières plus « ouvertes » seront préférées aux massifs plus « fermés ». La défriche, pour des populations qui ne bénéficient pas de tronçonneuses (et encore moins de *bulldozer*) représente l'activité annuelle la plus intensive en main d'œuvre. Pour cette raison, il arrive que des friches secondaires encore jeunes, de quatre à six ans, soient remises en culture. Les terres où poussent les *castanheiras* (*Bertholletia excelsa* Humb. & Bompl.) ne sont jamais mises en culture. On peut y voir une véritable adéquation spatiale entre pratiques extractivistes et agricoles (Santos Pereira 1996). Les *ribeirinhos* se montrent également soucieux d'éviter la défriche des aires où poussent les babaçus, très prisés pour leur « pailles ». La qualité de la terre intervient également dans le choix de la parcelle à défricher. Les terres privilégiées sont les « terres noires » et les sols sablonneux. Pour parer aux risques d'inondation, les *roças* familiales sont fréquemment

ouvertes sur la « terre ferme » de la Terra do Meio et non sur les îles fluviales du Xingu ou du Iriri.

L'espèce la plus importante du système de culture est le manioc (Pinton et Emperaire 1992). Sous forme de farine, qui accompagne les pièces de chasse et les produits de la pêche, il constitue la base alimentaire des familles. Les rendements observés sont de l'ordre de 20 à 25 sacs de farine pour deux « lignes »[143] plantées (soit 0,66 ha). Les tiges de manioc (*Manihot esculenta* Crantz) sont enfouies généralement à partir d'octobre, avec le retour de la période des pluies. L'agrobiodiversité entretenue par les populations des bords des fleuves, mise en évidence par L. Emperaire (2001), se vérifie sur le « bord » de la Terra do Meio. Les variétés les plus utilisées sont *najá*, *najazinha*, *xingu* et *folha fina*. La récolte a lieu entre douze et dix-huit mois après la plantation, en fonction des variétés.
Le manioc peut être planté en association avec le maïs (*Zhea mays*), deuxième culture la plus importante (destinée à l'alimentation animale). Le semis du maïs a lieu entre octobre et janvier. Deux ou trois opérations de nettoyage sont nécessaires avant la cueillette. La culture de riz est rare. Je l'ai rencontré dans moins de 5 % des familles riveraines du *rio* Xingu.
On retrouve fréquemment dans les entrelignes de manioc une diversité de cultures annuelles comme l'igname, le haricot ou d'autres légumes. Quelques pieds de canne à sucre sont parfois présents. Autour de l'habitation, un verger épars est mis en place : cocotier, manguier, papayer, citronnier, oranger, etc. Pour compléter la production alimentaire domestique, les familles élèvent quelques animaux de basse-cour (une vingtaine de poules, une demi-douzaine de canards) auxquels viennent parfois s'ajouter un ou deux porcs. L'élevage bovin est très rare chez les *ribeirinhos* du Xingu et de l'Iriri. On le retrouve seulement chez trois familles (possédant une dizaine de têtes de bétail).

Pour subvenir à leurs besoins, les familles habitant les rives de la Terra do Meio doivent compléter leurs activités de subsistance par des pratiques de vente ou d'échange. La suite de cette partie consacrée à la pastoralisation du « bord » de la Terra do Meio sera essentiellement tournée vers ces dernières. Avant d'aborder dans le détail les jeux (crozieriens) contemporains, il est important de revenir (même rapidement) sur les principales activités commerciales connues par les populations riveraines locales depuis la fin du cycle du caoutchouc.

1.1.2. L'activité extractiviste[144] pérenne : la collecte de la noix du Brésil

La première des activités commerciales est l'extractivisme de la noix du Brésil[145] (*Bertholletia excelsa* Humb. & Bompl.). Selon L. Emperaire et D. Mitja (1996), elle se serait développée en Amazonie à partir des années 1850-1860. Dans la Terra do Meio en particulier, avant même le déclin du cycle du caoutchouc, la saison des pluies est déjà consacrée à la collecte de la noix du Brésil (ou « *castanha* ») par les *seringueiros* qui saignent l'hévéa en saison sèche. La fin du boom du caoutchouc fait de cette collecte la principale activité extractiviste des populations riveraines de la Terra do Meio. Selon un schéma assez classique en Amazonie, la fin de l'ère des *patrões* du caoutchouc conduit à l'émergence d'une nouvelle

[143] La « *linha* » ou « *tarefa* » correspond à un carré de 25 brassées de côté. Une brassée équivaut à 2,20 m.
[144] Les populations riveraines de la Terra do Meio sont classiquement qualifiées « d'extractivistes » pour signifier qu'elles pratiquent « l'extractivisme », c'est-à-dire « l'exploitation à des fins commerciales des produits d'origine spontanée, qu'ils soient issus de la forêt tropicale humide ou de tout autre écosystème » (Emperaire et Lescure 2000 : 39).
[145] J'emploierai indifféremment les termes de « noix du Brésil » ou « noix du Pará ».

figure du commerce régional : le *regatão* ou commerçant fluvial. C'est avec lui que les familles de *ribeirinhos* font commerce des noix du Pará collectées en forêt.

Le concept de propriété foncière, tel qu'on le conçoit dans nos sociétés, ne semble pas avoir cours sur les rives du Xingu et de l'Iriri. Si la terre n'est pas appropriée, les ressources forestières, elles, le sont. Les noyers du Brésil sont répartis en « *castanhais* » (« noyeraies du Brésil ») dont le droit d'usage exclusif est détenu par un individu ou une famille. Chaque *castanhal* à son « propriétaire ». S'appuyant sur une cartographie participative de l'usage des ressources par les familles riveraines du Riozinho do Anfrísio, C. S. Rocha, P. A. Silva *et al.* (*op. cit.*) observent que les noyers du Brésil exploités par les familles sont situés à une distance comprise entre 5 et 10 km du bord de fleuve. Ce résultat est confirmé par Felipe, agent de l'IBAMA/CNPT responsable des études socio-économiques préalables à la création des Réserves extractivistes du Rio Xingu et Rio Iriri (IBAMA/CNPT 2006a).

Avec l'abattis-brûlis réalisé en saison sèche, la collecte de la noix du Pará représente le deuxième pic de travail pour les familles du bord des fleuves. Elle mobiliserait, selon C. S. Rocha, P. A. Silva *et al*. (*op. cit.*), 80 % de la main-d'œuvre familiale et représenterait une activité de 55 jours travaillés/individu/an. Pour répondre à ce facteur limitant, les membres de la famille habitant la ville d'Altamira font le voyage pour participer à la collecte entre janvier et avril.
Pendant la période de fructification, les familles entières se déplacent dans les *castanhais* situés à plusieurs heures de rame ou de marche de l'habitation. Dès le mois de décembre, certains membres de la famille se rendent sur les lieux de collectes afin de nettoyer les pistes, ou « *piques* », menant à chaque arbre. Les populations attendent la fin janvier pour entamer la collecte. À cette date, les bogues lignifiées jonchent déjà le sol, ce qui réduit d'autant les risques d'accident dus à leur chute (chaque fruit pèse entre un et deux kilogrammes). Pour extraire les amendes, les collecteurs devront élargir l'opercule de ces fruits secs à paroi lignifiée à coup de machette.

Les rendements annuels familiaux sont extrêmement variables. Ils fluctuent en fonction du nombre d'hommes en bonne santé mobilisés à l'heure de la récolte, de la densité des arbres et surtout de la productivité végétale annuelle. Tous les riverains du Xingu et du Iriri que j'ai pu rencontrer s'accordent à reconnaître les fortes variations interannuelles de la quantité de fruits produits. Comme ils l'expliquent : « la noix du Brésil, c'est une année oui, une année non ». En effet, le cycle reproductif est de quinze mois entre la floraison et la chute des fruits. La période de décembre à janvier est celle de la fin de la fructification des fruits de l'année et de la floraison qui donnera les fruits de l'année suivante. Compte tenu des ressources végétatives limitées de l'arbre, il semble qu'un grand nombre de fruits provoque une diminution du nombre de fleurs et donc de la quantité de fruits produits l'année suivante (Rocha, Silva *et al*., *op. cit.*).

Depuis qu'elle est entrée dans le calendrier des activités des *seringueiros* de la région, la noix du Pará n'a plus été abandonnée. La période allant de décembre à avril lui est exclusivement consacrée. Comme l'explique Manoel Cocheilo (riverain de l'Iriri) : « Elle [la noix du Pará] vaut mille dieux. Elle est tout pour nous ! ». À elle seule, cette activité extractiviste est responsable de 30 % à 60 % de la rente familiale annuelle (entre 900 et 2 000 R$/an). J'en décrirai précisément les pratiques de commercialisation (cf. section C-1.2 de ce chapitre). L'historique des calendriers annuels des activités pratiquées par les riverains de la Terra do Meio met en lumière un phénomène intéressant : l'extractivisme de la noix du Pará, toujours

pratiqué en saison des pluies, a été complété par une pluralité d'activités en saison sèche, saisies par les riverains au gré des dynamiques pionnières locales.

L'extractivisme de la noix du Brésil sera complété, en saison sèche, par les diverses opportunités offertes, en fonction des époques, par l'avancée des franges pionnières dans la Terra do Meio.

1.1.3. Les cycles d'opportunités des franges pionnières

Alors que le cycle du caoutchouc vit ses dernières heures, les riverains du Xingu et de l'Iriri s'engagent dans de nouvelles activités extractivistes. La plus lucrative de toute est la vente de peaux d'animaux sylvestres comme celle de *gato-do-mato* (*Leopardus tigrinus*), gato *maracajá* (*Leopardus wiedii*), *onça pintada* (*Panthera onça*) ou *ariranha* (*Pteronura brasiliensis*). Les *seringueiros* de la région deviennent des trappeurs hors pairs. Pour nombre d'entre eux, cette période reste celle d'une prospérité économique sans pareille. Comme le rappelle Cícero (*ribeirinho* du Xingu), les profits d'une « bonne » chasse mensuelle équivalaient à ceux d'une saison entière passée à saigner les hévéas. Pour Chico Chibé (*ribeirinho* du Xingu), une « belle peau » en « bon état » représentait un mois de dépenses alimentaires familiales, « c'était vraiment une belle époque pour les *ribeirinhos* ».
Les riverains partaient chasser en forêt puis échangeaient, à leur retour, les peaux avec un intermédiaire qui sillonnait les fleuves de la région pour le compte d'un *patrão* installé dans le Sud ou le Nordeste. Comme l'explique Chico Chibé, le *patrão* était celui qui « avait l'argent ». Selon le système de l'*aviamento* déjà en vigueur lors du cycle du caoutchouc, ce dernier avançait à son intermédiaire l'argent qui lui permettait d'acheter (ou troquer) les peaux d'animaux sylvestres aux riverains. Selon Chico Chibé, « On avait tout ce qu'on voulait, ici, sur les bords du Xingu. Tout. Nous, on vendait des peaux et on lui demandait de nous ramener pour la prochaine fois, une radio, un moteur… et tout arrivait à l'heure ». Il poursuit : « À la fin de l'année on avait toujours un solde. Et ça n'était pas rien. Maintenant c'est tout le contraire. On peut pêcher autant qu'on veut, on doit toujours aux *peixeiros*. […] La mauvaise période, c'est vraiment maintenant ».
Au grand regret de la plupart des chefs des familles, devenus trappeurs entre les années cinquante et soixante, le commerce des peaux d'animaux sylvestres a brusquement pris fin avec l'adoption du nouveau Code Forestier de 1965 qui en interdit la pratique.

Au « temps des peaux » succède celui de la « feuille » (de jaborandi) entre 1983 et 1991. Un *ribeirinho* du Xingu explique : « On quittait la maison, on partait travailler plusieurs semaines, pas trop loin encore. […] On cueillait, séchait les feuilles et puis on les vendait pour les *gatos*. Eux ils achetaient pour l'entreprise ». La « feuille » aussi était une source d'argent très avantageuse. À deux ou trois, les riverains parvenaient à ramener l'équivalent actuel d'environ 1 000 R$ par mois, « tranquillement, sans faire trop d'efforts », comme l'atteste l'un d'eux.

Puis est venu le « temps de l'acajou », initié par l'entrée des premières équipes d'exploitants forestiers dans la Terra do Meio. Plusieurs riverains du Xingu m'ont décrit leur participation à la frange pionnière de l'exploration forestière. Ils sont souvent employés comme « explorateur de forêt ». Leur rôle est de repérer avant la venue des tracteurs, camions et tronçonneuses, tous les arbres à abattre. Comme le décrit un *ribeirinho* : « Nous les *beiradeiros*[146], on a grandi ici. On connaît les arbres. On connaît aussi les coins d'acajous. Et

[146] Le terme *beiradeiro* (littéralement « celui du bord ») est plus utilisée par les riverains de la Terra do Meio que celui de *ribeirinho* lorsqu'ils s'auto-désignent.

puis, on sait se débrouiller en forêt. […] Pour moi ça n'avait rien de difficile de passer deux ou trois semaines tout seul en forêt ».
Les années passent, les exploitants forestiers se succèdent et les riverains intéressés continuent à trouver à chaque « récolte » un employeur. L'un d'eux raconte comment il a commencé par travailler pour la scierie IMPA (entre 1981 et 1985) puis pour l'Angelim (entre 1985 et 1989) et finalement pour la Seba (entre 1989 et 2000). Comme il l'explique, « Les bûcherons payaient bien, en temps et en heure. À l'époque il n'y avait rien d'autre dans la région. C'était le seul moyen pour nous de survivre». Lors des premières années, les sites d'exploration sont localisés à quelques dizaines de kilomètres des bords du Xingu. Mais avec le temps, il faut s'aventurer toujours plus loin et toujours plus longtemps pour ramener l'argent nécessaire à la survie de la famille. La dernière année, il part « chercher » les acajous à plus de deux cent soixante kilomètres de son foyer. Il est payé au rendement, moins de 10 R$ l'arbre, une somme dérisoire. Comme on l'observe encore aujourd'hui dans d'autres régions amazoniennes, la relation qui s'établit entre exploitants forestiers et riverains de la Terra do Meio, durant les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, est du type « gros arbres » contre « petites faveurs » (Medina et Shanley 2004). Comment pourrait-il en être autrement quand l'alternative pour les familles est de quitter leur terre ? C'est d'ailleurs ce que plusieurs d'entre elles seront contraintes de faire, suite à la fin du cycle de l'acajou. Comme le rapporte un *ribeirinho* du Xingu : « avec la fin de l'acajou, la situation n'a pas arrêté de s'empirer d'année en année. C'est pour ça aussi que c'était le moment pour nous de venir en ville ».

D'autres riverains, comme Antônio da Bebê, préfèrent l'exploitation minière à l'exploitation forestière. Après la fin de la période du caoutchouc, les mines d'or de la Terra do Meio (ouvertes dans les années soixante-dix et quatre-vingts) représentent une source de revenus importante pour les familles de *ribeirinhos*. Antônio da Bebê se rappelle des deux principales mines d'or de la région : la mine du *rio* Pardo et celle du Garancho. D'après lui, « la majorité de ceux qui étaient là-bas étaient des *beiradeiros*. On s'y retrouvait tous ». Durant plusieurs années, l'exploration minière vient remplacer la collecte de latex en saison sèche, alors que la saison des pluies continue à être celle de la collecte de la noix du Brésil. Antônio da Bebê raconte comment les riverains passaient souvent la saison sèche à traverser la Terra do Meio, se rendant d'une mine à l'autre. Dès que la chance tournait ou qu'un filon montrait les premiers signes d'épuisement, il fallait faire son paquetage et partir à la recherche d'un nouveau site. Les marches en pleine forêt duraient plusieurs jours ou plusieurs semaines. Pour Dona Bebê (mère d'Antônio), « la mine a payé » pendant presque dix ans les vivres nécessaires au séjour en forêt pour la collecte de la noix du Pará. Pour elle : « S'il n'y avait pas eu l'orpaillage, notre situation serait bien pire que ce qu'elle est. On serait peut-être même parti ».
Le cycle de l'extraction minières s'est éteint dans la Terra do Meio à partir de la fin des années quatre-vingts. Pourtant, l'ouverture récente de la mine de Madalena dans les eaux du *rio* Curua (affluent de l'Iriri), a remis l'orpaillage au goût du jour. Comme l'explique Seu Erineu (riverain de l'Iriri), le temps passé à la mine de Madalena fait maintenant partie intégrante du calendrier des familles de *ribeirinhos* de l'Iriri. Selon lui : « il n'y pas une famille qui n'y ait envoyé un de ses fils ou même plusieurs ». Les jeunes hommes quittent le foyer pendant deux ou trois mois en saison sèche et sont de retour en décembre pour la collecte de la noix du Brésil. L'argent gagné permet aux familles d'acheter le ravitaillement indispensable au séjour prolongé en forêt nécessaire à la collecte.

Suite à l'étiolement des prix du caoutchouc sur les marchés mondiaux, la situation socio-économique des populations riveraines de la Terra do Meio s'est profondément transformée. Trois éléments marquent cette mutation. D'abord, il y a l'entrée des pratiques agricoles dans

les calendriers annuels des familles. Chaque foyer a désormais sa parcelle cultivée qui assure une part croissante des produits autoconsommés. La recrudescence des pratiques agricoles peut être interprétée comme une nécessité pour les familles. Comme F. Pinton et L. Emperaire (1992) le soulignent, on peut également y voir un désir d'autonomisation par rapport aux relations sociales paternalistes caractéristiques de l'*aviamento*. Ensuite, il y a la place centrale prise par la collecte de la noix du Pará dans l'économie familiale. Enfin, il y a la manière opportuniste avec laquelle les familles du bord des fleuves de la Terra do Meio sont parvenues, au gré des cycles pionniers locaux, à compléter les revenus de la collecte de la noix du Brésil par telle ou telle activité. Si la saison des pluies reste toujours celle de la collecte de la noix du Brésil, la saison sèche devient successivement celle de la chasse commerciale, de la collecte de la « feuille » (de jaborandi), de l'exploitation forestière des acajous et de l'orpaillage. Mais à chaque nouvelle étape, la situation socio-économique des familles semble se détériorer un peu plus.

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, la pêche s'est progressivement imposée comme la nouvelle activité commerciale complémentaire de l'extractivisme de la noix du Brésil. D'après l'extrême majorité des familles rencontrées, la situation actuelle est pire que jamais : les revenus de la pêche sont dérisoires, la dépendance à l'égard du *regatão* est devenue insupportable, alors que les besoins familiaux en produits manufacturés venus de la ville ne cessent de croître. Les riverains mécontents, amers et résignés dénoncent un système socio-économique que je présenterai dans les lignes qui suivent.

1.2. Le jeu de la dette

Alors que les franges pionnières de l'exploitation forestière et minière touchent à leur fin, les migrants venus chercher une terre ou un travail se concentrent, comme partout ailleurs en Amazonie (Becker 1990a), dans les centres urbains régionaux. La démographie des villes d'Altamira et de São Félix do Xingu explose. Comme l'expliquent les acteurs de la filière locale de la pêche, cette croissance urbaine, locale et régionale, se traduit par une demande accrue en ressources halieutiques. Une filière se met alors en place pour répondre à cette nouvelle demande. Localement, elle se structure autour de trois acteurs : les pêcheurs que deviennent les *ribeirinhos* du Xingu et du Iriri, les intermédiaires (« *peixeiros* » ou « *geleiros* ») responsables de l'acheminement des poissons jusqu'à Altamira et leur *patrão* spécialisé dans l'approvisionnement des marchés, poissonneries et restaurants (locaux et régionaux). En quelques années, la pêche commerciale s'est imposée comme l'activité économique principale des *ribeirinhos* de la Terra do Meio. Elle concerne tous les riverains du Xingu situés entre Altamira et São Félix do Xingu ainsi que tous ceux du Iriri localisés entre son embouchure avec le Xingu et l'embouchure du Riozinho do Anfrísio (zone connue comme Bas Iriri). La géographie de la pêche commerciale sera expliquée en conclusion de cette section. J'y renvoie le lecteur.

1.2.1. Présentation

La routine du *peixeiro* mérite d'être précisément décrite puisqu'elle imprime son rythme aux pratiques de l'ensemble des familles de riverains du Xingu et du Bas Iriri. Je l'illustrerai par la description de l'activité des quatre *peixeiros* qui sillonnent le Xingu toute l'année.

À tour de rôle, chacun d'eux quitte le port d'Altamira et remonte le cours du Xingu. Huit jours, en moyenne, s'écoulent entre chaque départ (en période poissonneuse). La progression du *peixeiro* est ponctuée d'escales réalisées dans chaque foyer de riverain lors desquelles, sur la demande des familles, il dépose une caisse de polystyrène (120 l ou 160 l) presqu'à demi-

remplie de glace[147]. Après trois ou quatre jours, l'embarcation du *peixeiro* atteint sa destination finale : le foyer du dernier riverain. Il y jette l'ancre deux ou trois jours avant d'amorcer son retour vers le port d'Altamira. Reprenant sa route en sens contraire, il s'arrête à nouveau dans tous les foyers où il a laissé, quelques jours plus tôt, une caisse de polystyrène. Les caisses qu'il retrouve sont à présent pleines de poissons maintenus au frais grâce aux pains de glace. Le *peixeiro* achète la marchandise aux *ribeirinhos*, embarque les caisses et les emporte jusqu'à Altamira où elles seront vendues à son *patrão*. Chaque voyage dure en moyenne une semaine. Le retour d'un *peixeiro* déclenche le départ du suivant. Les familles de *ribeirinhos* ont ainsi la possibilité de pêcher chaque semaine, si elles le souhaitent, pour un *geleiro* différent.

La pêche ne donne pas les mêmes résultats toute l'année, c'est une activité saisonnière. Les deux meilleures saisons s'étalent d'avril à juin et de novembre à janvier. Il s'agit des périodes de variation du débit des cours d'eau locaux : descente et montée des eaux, respectivement. Entre ces deux moments, les prises se font plus rares. À l'étiage, les bancs de poissons disparaissent. En période de crue, ils se dispersent dans les zones forestières inondées.
La pêche se fait toujours à la ligne. Le chef de famille est fréquemment aidé de ses fils les plus âgés. Une journée de pêche dure entre six et huit heures. Les pêcheurs quittent leur logis aux aurores pour se rendre en canoë jusqu'à la zone de pêche choisie (généralement située à une heure de rame, au plus, de l'habitation). C'est là qu'ils mouillent jusqu'en milieu d'après-midi.
En saison poissonneuse, chaque *ribeirinho* pêche de deux à quatre jours par semaine afin de remplir la « caisse de glace » qui lui a été confiée. Un homme peut pêcher cinquante à soixante kilogrammes de poissons frais en deux ou trois jours. Un père et ses deux fils pèchent ainsi en quatre jours près de quatre cents kilogrammes de poissons frais. Lors de la « mauvaise période », six à huit jours ne suffisent pas à ramener cinquante kilogrammes de poissons.
Les espèces prisées pour la pêche commerciale sont *bicuda* (*Boulengerella spp.*), *cachorra* (*Hydrolycus scomberoides*), *fidalgo* (*Ageneiosus spp.*), *jaú* (*Paulicea lutkeni*), *matrinxã* (*Brycon spp.*), *pacu* ou *pacu branco* (*Piaractus brachypomus*), *pescada* (*Plagioscion spp.*), *pintado* ou *surubim* (*Pseudoplatystoma fasciatum*), *traíra* (*Hoplias malabaricus*), *traírão* (*Hoplias lacerdae*) et *tucunaré* (*Cichla spp.*).

Cette présentation générale de l'activité faite, voyons à présent le jeu auquel *peixeiros* et *ribeirinhos* se livrent.

1.2.2. De la pêche commerciale à l'extractivisme de la noix du Brésil

Je rendrai compte des formes d'interaction qui s'établissent entre *peixeiros* et *ribeirinhos* grâce au jeu crozierien utilisé précédemment pour décrire et analyser le comportement des protagonistes de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri.

Le premier temps du jeu est celui de la négociation instrumentale. Les joueurs utilisent les incertitudes pertinentes (« objectives ») qu'ils dominent pour fixer une règle qui leur soit la plus favorable possible. Cette première négociation, déjà, tourne considérablement à l'avantage du *peixeiro*. Lui seul possède la mobilité qui permet de relier les pêcheurs au marché. Lui seul offre aujourd'hui aux riverains une source de revenus venant compléter

[147] D'où le nom de « *geleiro* » également attribué au *pexeiro*, qui désigne communément le fabricant, vendeur ou livreur de glace.

celle de la collecte de noix du Pará. Les gains provenant de la pêche commerciale présente également l'avantage d'être fréquents et réguliers. Bien que les *geleiros* soient dépendants du travail des *ribeirinhos* pour remplir les caisses de polystyrènes qu'ils rapportent à Altamira, force est de constater qu'ils dominent cette première négociation. Sans eux, comme l'expliquent de nombreux riverains, ils ne seraient sans doute plus possible de vivre sur les bords du Xingu. On peut considérer que la seule alternative qui reste aux riverains refusant fermement les règles de la pêche commerciale est l'exode. L'échange de comportement auquel on assiste est donc le suivant : « je pêche pour remplir la caisse de polystyrène » contre « je te paie les prises déposées dans la caisse de polystyrène au prix d'un réal le kilogramme pour le « tout venant », un réal et cinquante centimes le kilogramme de *tucunarés* de taille moyenne et deux réais le kilogramme de *tucunarés* de grande taille ».

A priori, on est en droit d'imaginer que la présence de quatre *peixeiros* sur le Xingu, puisse conduire à une situation de concurrence entre ces intermédiaires et ainsi à une augmentation des marges de négociation disponibles pour les *ribeirinhos*. Il n'en est pourtant rien. L'entente existant entre les quatre *peixeiros*/*geleiros* est étroite. Ensemble, ils semblent ont transformé le marché des poissons achetés aux *ribeirinhos* en un quasi-monopsone. Cet accord entre *peixeiros* transparaît notamment dans la coordination mise en œuvre pour leurs sorties sur le Xingu. Il s'illustre encore dans les prix d'achats des poissons frais pratiqués auprès des riverains : les différences de prix mises en scène sont anecdotiques. Il faut également noter que trois des quatre *peixeiros* travaillent pour le même *patrão*, qui pratique les mêmes prix pour chacun d'eux. Finalement, on remarquera avec intérêt que trois des quatre *geleiros* sont parents (l'oncle, son neveu et leur cousin). Je conclurai donc que les *peixeiros* ne sont pas véritablement en concurrence les uns avec les autres.

Intéressons-nous à présent à la négociation politique entre *ribeirinhos* et *peixeiros*. Elle repose sur un fait : les quatre *peixeiros* ne sont pas seulement les acheteurs uniques de poissons des *ribeirinhos*, ils sont également les revendeurs uniques sur le Xingu des produits manufacturés venant d'Altamira. Symétriquement, les *ribeirinhos* ne sont pas seulement des vendeurs de poissons pour les *peixeiros*, ils sont également acheteurs des produits (savon, huile de cuisine, café, sel, piles pour le transistor, cartouches, dentifrice) venus de la ville dans le bateau des *peixeiros*. Ainsi, il convient d'observer que les produits « vendus » par le *peixeiros* sont souvent avancés aux familles lorsque celui-ci dépose sa caisse de polystyrène. Les produits de la pêche sont destinés à rembourser l'avance faite.

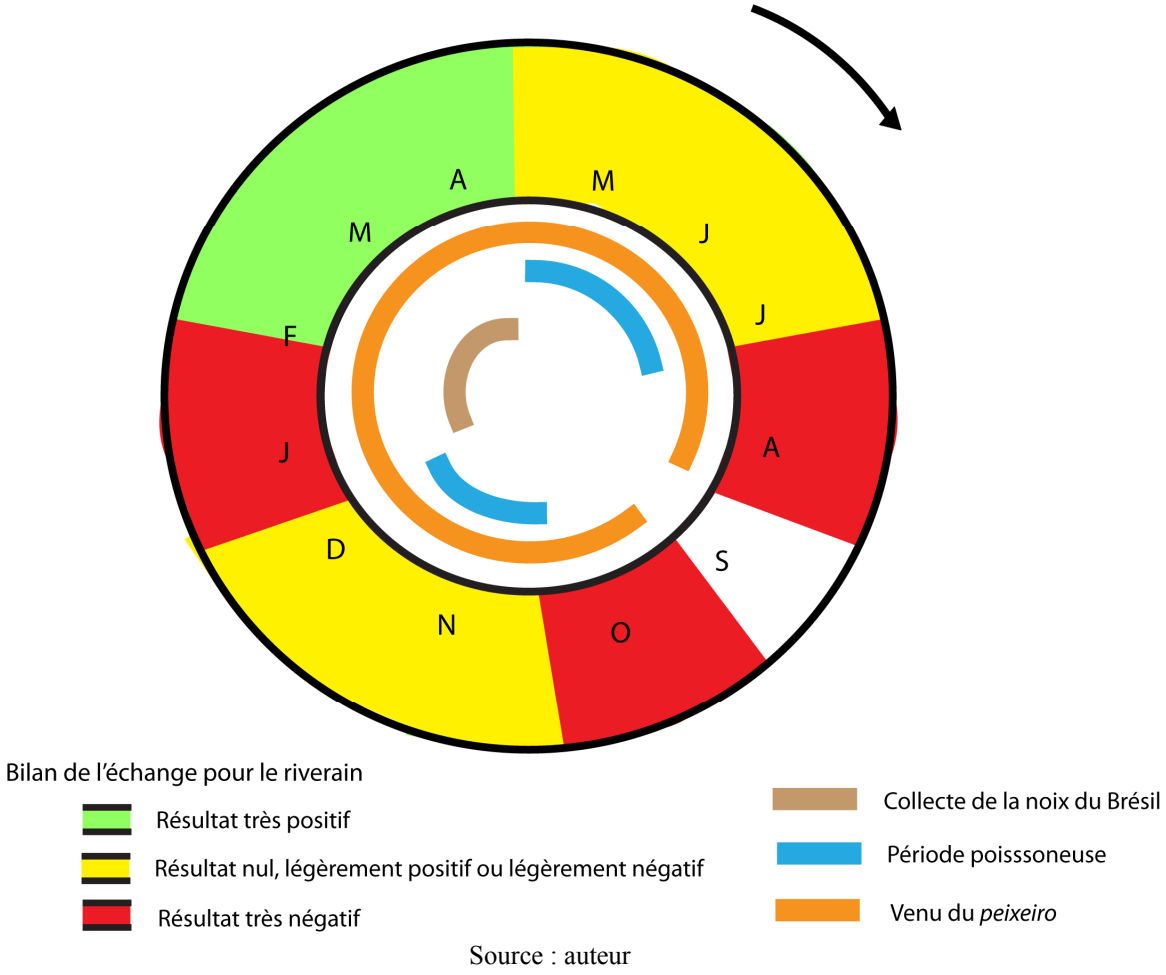
En raison du différentiel considérable existant entre les prix d'achat du poisson et les prix de vente des produits de la ville, le solde des riverains est souvent, très souvent, négatif. Dans l'extrême majorité des cas, le bilan formel de la relation d'échange entre le *peixeiro* et le *ribeirinho*, lors d'un voyage, prend la forme d'une dette de quelques réais qui vient s'ajouter au total déjà dû par le *ribeirinho* (résultat des échanges antérieurs). Selon mes entretiens, un solde positif est parfois décroché par les riverains, lors des périodes les plus poissonneuses. A titre d'exemple, on notera qu'une pêche miraculeuse combinée à de faibles besoins en produits manufacturés conduit à un solde d'une trentaine de réais. Un tel cas de figure ne se produit qu'une ou deux fois l'an, pour les plus chanceux. Le témoignage de Manoel Cocheilo est éloquent. L'homme est père de quatre enfants. Il pêche seul depuis plusieurs années pour subvenir aux besoins de sa famille. Alors que je l'interroge sur l'évolution de son solde, voilà ce qu'il répond : « Depuis trois ans, seulement deux fois il m'est resté de l'argent. Dix-sept réais la première fois, et la deuxième, j'ai un peu honte... deux réais. C'est bien ça ».

Le prix des produits avancés par le *peixeiro* est de deux à cinq fois plus élevé que ceux pratiqués en ville. Il faut compter entre quatre et six réais pour une bouteille d'huile de cuisine (1 l) ou un paquet de café (250 g) ou un paquet de sucre (2 kg). Le sel est vendu entre un et deux réais le kilogramme. La boîte de lait en poudre vaut douze à quatorze réais et les cartouches entre quatre et cinq réais l'unité. Pour comprendre la relation politique qui s'est mise en place, il suffit de suivre la mise en équivalence que dénonce unanimement les riverains de la Terra do Meio. Chico Chibé la reprend pour moi : « un kilogramme de poissons contre une savonnette », « quatre kilogrammes de poissons contre une bouteille d'huile [de cuisine] », « quatre kilogrammes de poissons contre un paquet de sucre », « quatre kilogrammes de poissons contre un paquet de café ». La règle instrumentale du commerce de poissons est réaménagée pour produire une dette toujours grandissante qui lie de manière d'autant plus étroite l'endetté (*ribeirinho*) à l'« endetteur » (*peixeiro*). Les *ribeirinhos* ont bien conscience du cercle vicieux dans lequel ils sont pris. La plupart se plaignent de la pêche commerciale qu'ils décrivent une activité ingrate, un véritable « vol » dont ils sont les victimes impuissantes, semaine après semaine.

Les *peixeiros* ou *geleiros* du Xingu sont également les *regatões* du fleuve. La pêche commerciale conduit à une reprise de l'*aviamento* dans son sens le plus fort. Tiré du verbe *aviar*, qui signifie littéralement « préparer, exécuter », l'*aviamento* représente (dans son sens premier) l'ensemble du matériel ou des denrées nécessaires à la réalisation d'un objectif (Emperaire (éd.) 1996). Comme au temps des *seringueiros* et de leurs *patrões*, il conduit à une sujétion des populations des bords de fleuves. Pour comprendre l'ampleur de la négociation politique, son caractère cyclique et auto-renforçant et la manière dont l'*aviamento* contemporain s'est adapté aux nouvelles pratiques extractivistes des riverains, il faut suivre la relation d'échange de comportements entre une famille de riverains et un *peixeiro* durant une année complète.

Je ferai commencer le calendrier au mois de mai (figure 84 et 85). La collecte de noix du Pará vient de s'achever. La première période poissonneuse s'ouvre (jusqu'en juin). Durant ce premier temps, la dette que les riverains contractent auprès du *peixeiro* reste faible, en raison des « bonnes pêches » qu'ils réalisent. À partir de juin par contre le poisson se fait plus rare. Pourtant, les *peixeiros* continuent à déposer, toutes les semaines ou tous les dix jours, la caisse de polystyrène que les riverains auront de plus en plus de mal à remplir. Même si elles tentent de limiter leurs achats, les familles n'auront d'autre choix que d'alourdir semaine après semaine leur dette auprès des *peixeiros*. Au plus fort de la période sèche, lorsque la navigation est rendue impossible, il se passe deux ou trois semaines (au maximum) sans qu'aucun *peixeiro* ne s'aventure sur le Xingu. Lorsqu'à partir de la mi-octobre, le niveau d'eau commence à s'élever, s'ouvre la deuxième période poissonneuse. À nouveau, les résultats hebdomadaires de la vente de poissons et de l'achat de produits manufacturés sont relativement équilibrés, un solde positif venant partiellement effacer les soldes négatifs des fois précédentes. Quand l'année de pêche s'achève en janvier, le solde des riverains est souvent négatif. Leur dette s'élève de quelques dizaines de réais à plusieurs centaines. En 2004, deux familles seulement terminent l'année de pêche avec un solde positif auprès du *peixeiro*. Pour financer le paquetage qui permet à la famille de passer plusieurs semaines en forêt lors de la collecte des noix du Pará, la dette est encore alourdie au mois de janvier. Pour s'acquitter du montant total de la dette, la famille devra vendre au *peixeiro* la plus grande partie de sa collecte de noix du Pará. Le solde s'équilibre. Une nouvelle année de pêche peut alors commencer…

Figure 84 - Le calendrier de la dette



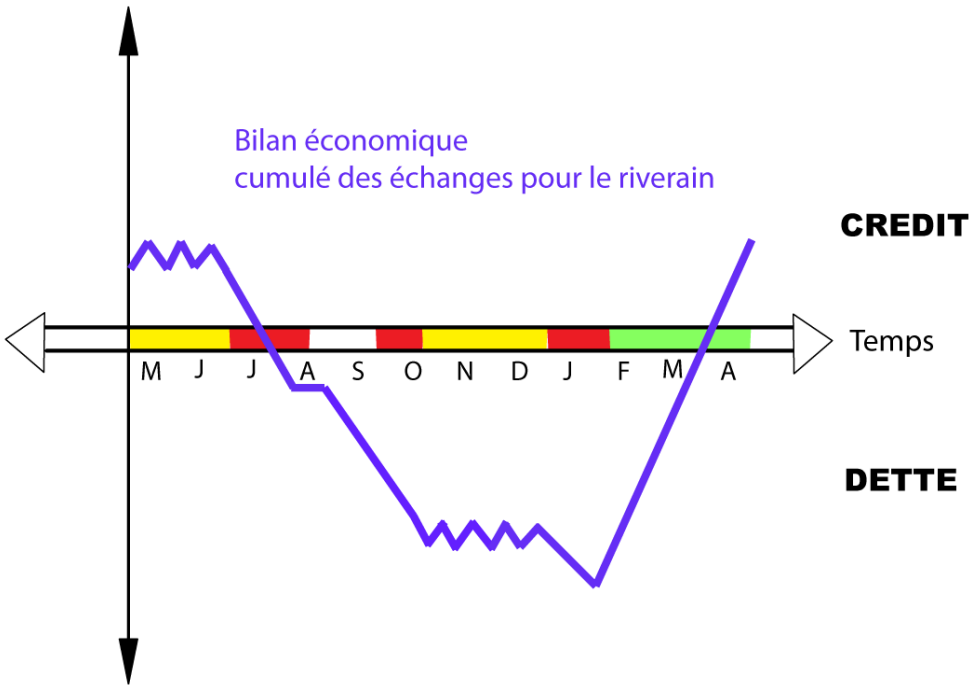
Source : auteur

Lorsque j'interroge Seu Erineu (riverain du Iriri) sur la différence qui pourrait exister entre les *patrões* d'hier et les *regatões* (ou *peixeiros*) d'aujourd'hui, voilà sa réponse : « Tu sais, c'est à peu près la même chose… À l'époque du *patrão* on pouvait seulement vendre au *patrão*. Ça c'était sûr. […] Maintenant, des *regatões*, il y en plusieurs qui passent. Donc normalement on peut choisir. À moins qu'on ait une dette dans la main d'un *regatão* ». Au moment de la collecte de la noix du Pará, les cours d'eau sont à leur niveau le plus haut. De nombreux bateaux relient chaque semaine les villes d'Altamira et de São Félix do Xingu. Certains commerçants d'Altamira affrètent spécialement des embarcations pour acheter aux riverains de l'Iriri le produit de leur collecte. Pourtant, les *ribeirinhos* ne peuvent profiter autant qu'ils le souhaiteraient de la concurrence entre acheteurs. La dette progressivement accumulée lors de l'année écoulée les contraint à vendre au *peixeiro*, à un prix bas, une grande part du produit de leur collecte. Par le mécanisme de la dette, le *peixeiro* s'assure l'achat à bon prix des noix du Pará collectées par la famille endettée. L'économie entière des riverains est maintenue captive des *peixeiros*/*regatões* de la région. Un lien ombilical s'établit et se renforce à chaque saison entre les familles et les *geleiros*.

La manière dont les *peixeiros*/*regatões* parviennent à s'imposer été comme hiver comme les seuls partenaires/adversaires des *ribeirinhos* est frappante. Pour maintenir l'exclusivité du lien ombilical avec ses clients, le *peixeiro* pratique une politique de prix différenciés distinguant la vente de noix du Brésil « *a troco* » et « *a dinheiro* ». Dans la transaction « *a troco* » les noix du Pará sont échangées contre des marchandises alors que dans la modalité « *a dinheiro* » le paiement est effectué en argent. Lors de la récolte de 2005, alors que la caisse de

noix du Brésil s'échangeait entre 20 et 25 R$ *a troco* elle ne valait que 12 à 15 R$ *a dinheiro*. Par ce différentiel, le *peixeiro* s'assure encore un peu plus le maintien de l'état de dépendance des riverains à son égard. La possession d'argent liquide offre en effet la possibilité aux riverains de s'approvisionner en produits manufacturés auprès des autres commerçants fluviaux qui circulent en saison des pluies ou même, profitant du transport offert par le *regatão*, de faire leurs achats dans les commerces d'Altamira. Si les familles parvenaient à constituer des stocks importants de vivres en hiver (suite à la vente de leur collecte de noix du Brésil), leur consommation en produits vendus par les *peixeiros* chuterait. Les échanges hebdomadaires ne se traduiraient pas par l'accroissement inéluctable de la dette. L'hiver venu, les noix du Pará pourraient être vendues à meilleur prix à d'autres acheteurs et seraient payées en argent. Le cercle vicieux deviendrait vertueux. La simple possession d'argent peut, en principe, mettre en danger tout l'édifice et conduire à une renégociation politique de l'échange de comportements.

Figure 85 – Evolution de la dette sur une année



Source : auteur

On notera finalement que pour s'assurer que les riverains ne puissent s'émanciper du jeu de la dette par l'achat de marchandises à bas prix dans les commerces d'Altamira, les *peixeiros* refusent fréquemment (sous un prétexte ou un autre) de transporter les marchandises qu'ils désiraient ramener avec eux. Lorsqu'ils acceptent, c'est contre le paiement d'une taxe exorbitante qui varie non en fonction du poids des marchandises transportées mais de leur valeur (les produits les plus chers étant les plus taxés).
Ainsi, le monopole de la mobilité entre les berges du Xingu et la ville d'Altamira détenu par les *peixeiros*/*regatões* est incessamment renforcé par des pratiques qui accroissent le différentiel entre les zones d'incertitudes maîtrisées par chacun des joueurs. Paradoxalement, le lien de dépendance presque total (résultant de la négociation politique) qui lie riverains et *geleiros* conduit à souder entre elles leurs stratégies. Plus le déséquilibre initial s'accroît, plus la dette augmente, plus le comportement des uns et des autres devient prévisible et plus leur interdépendance augmente et leur relation d'échange s'intensifie.

L'accroissement de la dépendance des riverains à l'égard des *peixeiros* est assez clair. Il prend forme dans l'obligation qui est la leur de solder leur dette par la vente d'une partie de la collecte de noix du Brésil. À quoi tient cette dette qui se creuse avec le temps et est remise à zéro par l'extractivisme de la noix du Pará ? Sa source réside dans le différentiel existant entre le prix d'achat des poissons frais et le prix de vente des produits manufacturés. Si l'on se penche sur ce différentiel de prix, on découvre qu'il n'est qu'un facteur de l'alourdissement de la dette. De manière tout aussi structurelle, l'augmentation de la dette des riverains naît du déséquilibre des échanges qui ont lieu entre le mois de juillet et le mois d'octobre. Durant cette période, en effet, le niveau d'eau est bas, les prises sont rares, le voyage sur le Xingu est particulièrement périlleux et pourtant, les *peixeiros* maintiennent leurs allers et venues grâce auxquels les familles ont accès, chaque semaine, aux produits manufacturés de première nécessité. Ainsi, il me semble que la dette est sous-tendue par un double mécanisme, plus complexe qu'il n'y paraît.
D'abord, on peut considérer que la dette est une forme de rétribution gagnée par les *peixeiros* en échange de leur constance. Toute l'année, ou presque, les marchands font le trajet jusqu'à l'habitation des riverains et leur permettent d'avoir accès de manière régulière et en petite quantité aux produits manufacturés dont ils ont besoin. Ensuite, tout se passe comme si, via la continuité de la dette entre les échanges liés au commerce du poisson et de la noix du Pará, l'échange de comportements entre riverains et *peixeiros* permettait à ceux-là de distribuer sur une année complète une rentrée monétaire extrêmement ponctuelle, grâce à ceux-ci. La future rentrée d'argent liée à l'extractivisme de la noix du Pará, changée en crédits hebdomadaires, est étalée sur toute l'année qui la précède. Grâce au mécanisme de la dette, l'importante rentrée d'argent provenant de la vente de la collecte de noix du Pará entre février et avril, garantit l'achat de produits manufacturés durant l'année entière, et en particulier, au moment de l'étiage. Tout se passe comme si, en échange de ce double comportement favorable aux riverains (octroi de crédit et régularité des venues), le *peixeiro* obtenait une sujétion presque totale et l'accès à tout ce qu'ils peuvent produire : poissons et noix du Pará. L'observation de la négociation politique qui se joue entre *ribeirinhos* et *peixeiros* me conduit à formuler la nouvelle règle comportementale qui en émerge : « je viens été comme hiver pour te fournir en produits manufacturés de première nécessité » (*peixeiro*) contre « je vends à bas prix tout ce que je peux pêcher et collecter ».

Si d'un côté les *ribeirinhos* se plaignent du prix trop élevé des marchandises vendues par le *regatão*, nombre d'entre eux reconnaissent bien volontiers que sans ce dernier l'unique alternative qui leur resterait serait l'abandon de leur terre et l'exode vers la ville. C'est ce qu'exprime Chico Branco, riverain du Xingu : « si les *peixeiros* ne venaient pas jusqu'ici on serait tous cuits ». C'est en particulier pour cette raison que les familles rechignent à employer le terme de « *regatão* » (trop négativement connoté) et lui préfèrent celui, plus neutre, de *peixeiro* ou *geleiro*. Je remarquerai finalement que les quatre *peixeiros* sont tous nés sur les bords du Xingu. Leurs plus proches parents sont des familles de *ribeirinhos* du Xingu.

La littérature a campé le *regatão* comme le « maître des prix, de la pesée et de l'arithmétique » (Pinton et Emperaire 1996 : 59). Il est celui qui abuse des *ribeirinhos* pour s'enrichir. Analysant dans les lignes qui suivent le jeu de la dette de son point de vue, je tenterai de montrer que la relation d'intermédiation dans laquelle il est engagé n'est peut être pas aussi avantageuse qu'on l'imagine. La négociation politique qui le lie de manière toujours plus étroite aux riverains, conduit effectivement à une augmentation (contrôlée) de sa dépendance à leur égard.

1.2.3. Les bénéfices du *regatão*

Je commencerai par observer que trois des quatre *peixeiros* du Xingu sont analphabètes, au même titre que les *ribeirinhos* avec qui ils traitent. Lorsque je demande à l'un d'eux comment la transaction peut avoir lieu dans ces conditions, il explique, visiblement gêné : « Je suis obligé de prendre quelqu'un pour faire les comptes… Parce que moi, je ne sais pas ». Edeso fait en effet appel aux services de Paxeiro, un jeune homme d'Altamira qui l'accompagne à chaque voyage sur le Xingu. C'est lui qui tient sa comptabilité. L'image du « maître de l'arithmétique » s'écorne encore d'avantage lorsque l'on décide de s'intéresser de près à la vie et aux pratiques de ces acteurs facilement méprisés et négligés par la littérature.

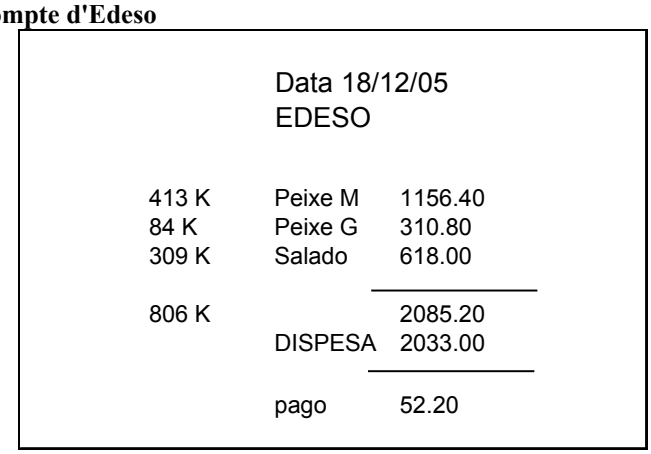
Edeso est un des quatre *peixeiros* du Xingu. Il est né en 1962 sur les rives du Xingu, dans la localité du Vai Quem Quer, sur l'île du Furo do Tamandua. À l'âge de vingt-deux ans, il quitte les bords du Xingu pour travailler en ville, à Altamira. D'abord hébergé par des parents, il achète, après plusieurs années, sa propre maison. Venir à Altamira, est une chance pour lui et sa femme, mais surtout pour ses enfants qui peuvent ainsi aller à l'école. Si aucuns des deux parents ne sait « signer son nom », leurs enfants (âgés de huit à seize ans) savent lire et écrire, « ils sont savants » comme me le répète fièrement Edeso. Difficile de ne pas être sensible à l'orgueil qu'Edeso a de ses fils. Sur les mûrs défraîchis de sa maison sont soigneusement exposés tous les diplômes obtenus par chacun d'eux. Figurent même, en bonne place, ceux des premières classes de maternelle. La photographie du cadet posant crânement à côté d'un ordinateur de l'école trône sur le seul meuble du salon. La famille est modeste. Lorsque mon camarade de la CPT-Altamira (Stefano) sort de cette maison, après avoir rencontré pour la première fois en personne celui qui jusqu'alors incarnait la figure mythique du terrible *regatão* amazonien, il laisse échapper, ahuri : « Mais ces gens sont des pauvres, ils n'ont vraiment rien ! ».

Conformément aux pratiques de l'*aviamento* existant au temps du cycle du caoutchouc, les *peixeiros* du Xingu ne parviennent à parer aux dépenses préparatoires du voyage fluvial que grâce à l'avance en argent faite par leur *patrão*. Elle sera remboursée à leur retour par la revente de l'ensemble de la cargaison poissonneuse au *patrão*. Le départ, à tour de rôle, des *peixeiros* tient également à ce mode de fonctionnement particulier. Comme je l'ai déjà dit, trois des quatre *peixeiros* travaillent pour le même *patrão*. L'avance qui est accordée à celui qui prépare son voyage n'est autre qu'une partie de la somme qui vient d'être remboursée par celui qui l'achève. Impossible à un *peixeiro* d'obtenir une avance avant que son compagnon ne se soit préalablement acquitté du remboursement de la sienne, par la revente au *patrão* des poissons pêchés par les riverains. Pour cette raison, le départ d'un *peixeiro* est étroitement conditionné par le retour du précédent.

Lorsque je m'informe auprès d'Edeso du montant moyen de ses bénéfices au retour de chaque expédition sur le Xingu, voici sa réponse : « Rien. Presque rien. Les dépenses mangent tout ». J'ai évidemment peine à le croire. Alors il s'explique. Quand il quitte Altamira, il emporte avec lui quinze « caisses de glace », six de cent soixante litres (pouvant contenir jusqu'à cent kilogrammes de poissons chacune) et neufs de cent vingt litres (pouvant contenir jusqu'à soixante-dix kilogrammes de poissons). En période poissonneuse, il rentre au port avec une cargaison de huit à neuf cents kilogrammes de poissons qu'il vend aux alentours de deux mille deux cents réais. Ses dépenses s'élèvent, en moyenne, à deux mille réais. Comme je reste incrédule, Edeso tire d'une chemise cartonnée usée, une poignée de coupons. Ces reçus, établis par son *patrão*, sont les uniques traces des transactions commerciales réalisées. Edeso me montre l'un d'eux et déchiffre pour moi ce qui y est inscrit (figure 86). J'ai pu obtenir

auprès de deux autres *peixeiros* des reçus présentant des montants du même ordre de grandeur.

Figure 86 - Feuille de compte d'Edeso



Data 18/12/05
EDESO

413 K	Peixe M	1156.40
84 K	Peixe G	310.80
309 K	Salado	618.00
806 K		2085.20
	DISPESA	2033.00
	pago	52.20

Source : auteur
N.B. : je me suis efforcé de reproduire l'orthographe, la mise en page et la typographie du document original.

Sous la date et le nom du *peixeiro* se trouvent trois lignes où figurent de gauche à droite la quantité (en kilogrammes) de poissons, leur classe (« Peixe M » signifiant poisson moyen, « Peixe G » indiquant les *tucunarés* de grande taille et « S*alado* » représentant le tout venant) et le prix total par classe à payer par le *patrão*. Le prix au kilogramme n'apparaît pas explicitement, mais on le retrouve en divisant la valeur payée, en fonction de la classe, par la masse de poissons rapportée. Le prix au kilogramme (répercuté par le *peixeiro* auprès des *ribeirinhos*) est toujours fixé à l'avance par le *patrão*, avant chaque voyage. Pour celui réalisé entre le 11 et le 18 décembre 2005, il est de 2,0 R$/kg pour le tout venant, de 2,8 R$ pour les poissons de taille moyenne et de 3,7 R$ pour les *tucunarés* de grande taille. L'écart avec les prix d'achats moyens pratiqués auprès des riverains reste faible (de l'ordre d'un réal pour chaque classe). De la valeur totale de la cargaison vendue au *patrão* (ici 2 085,20 R$) est déduite la « DISPESA », c'est-à-dire la somme dépensée avant le voyage par le *peixeiro* et avancée par le *patrão* (on retrouve ici encore les rouages de l'*aviamento*). Reste donc le montant qui sera effectivement « payé » à Edeso pour son voyage, soit 52,20 R$.
À la lecture de ce reçu, la situation du *peixeiro* apparaît subitement bien moins enviable qu'on l'imaginait. En paiement d'un voyage périlleux d'une semaine sur les eaux du *rio* Xingu et de son travail préparatoire, Edeso ne reçoit qu'une cinquantaine de réais. Bien que cette somme varie, selon ses dires et les reçus présentés, de vingt à deux cents réais, elle reste faible. Notamment, lorsque l'on se souvient qu'un tel voyage n'est organisé qu'une fois toutes les trois ou quatre semaines. Le *peixeiro* semble se défaire de l'image de grand extorqueur fluvial amazonien pour endosser celle du petit commerçant régulièrement endetté, tentant difficilement de joindre les deux bouts.

Pour évaluer de façon plus juste la situation des *peixeiros*, il faut s'intéresser d'un peu plus près au poste « dépense » du billet. Comme le détaille Edeso, ce poste recouvre toutes les dépenses indispensables à la préparation du voyage : trois cents réais de diesel, trois cents réais de glace, trois cents réais d'argent liquide pour s'acquitter du solde des *ribeirinhos*, six cents réais de marchandises achetées à Altamira ainsi que les dépenses occasionnelles liées à l'entretien et la réparation du bateau.
Dans le bilan que présente le reçu, une somme reste manquante, celle des recettes issues de la vente des marchandises aux *ribeirinhos*. Si l'achat des marchandises est financé par le *patrão,* et comme tel apparaît dans les « dépenses », les gains empochés par le *peixeiro* via leur

revente sur les bords du Xingu disparaissent du calcul final. Partant du principe que la dépense pour l'achat de marchandises est de l'ordre de trois cents réais et que les prix pratiqués sur les bords du Xingu sont, en moyenne, de deux à trois fois supérieurs, j'en déduis que les recettes absentes de la note sont comprises entre six cents et neuf cents réais. Le *peixeiro* serait donc bel et bien le roi de l'arithmétique qui parviendrait à dissimuler de somptueux bénéfices sous un bilan à peine positif. Mais peut-on légitimement additionner sans autre forme de procès l'argent liquide reçu lors de la remise de la marchandise au *patrão* et les bénéfices issus de la revente des produits manufacturés aux riverains ? S'agit-il vraiment des mêmes grandeurs ?
Je ne le crois pas. Le bénéfice net du voyage a deux composantes. D'une part, la cinquantaine de réais obtenus par l'achat du poisson aux riverains et sa revente au *patrão*. D'autre part, les trois à six cents réais gagnés par la revente aux riverains des produits manufacturés achetés à Altamira. Une erreur grave, à mon sens, serait d'additionner simplement ces deux valeurs qui n'ont rien de comparables dans leur nature. Le solde de la transaction commerciale avec le *patrão* est payé *cash*, en argent liquide. Cette somme est immédiatement disponible pour le *peixeiro*. Elle lui permet d'acheter le stylo et le carnet dont son fils rêve, de payer les factures d'électricité ou de rembourser le panier de courses achetées à crédit par sa femme. Les six ou neuf cents réais provenant de la revente des produits manufacturés sont d'une toute autre nature, puisqu'ils n'existent que sous forme d'une dette contractée par les familles de riverains, soldée *in fine* par la vente leur collecte en noix du Pará. La plus-value réalisée par le *regatão* sur la vente des marchandises est en réalité reconvertie en obligation de vente de la collecte de noix du Brésil. Elle quittera sa forme scripturale pour s'incarner dans des profits matérialisés à l'occasion de l'achat à bon prix des noix du Pará et de leur revente à Altamira, cinq ou six mois plus tard.

Le jeu de la dette tel qu'il se pratique sur les bords du Xingu donne lieu à des relations de pouvoirs particulièrement asymétriques. Les riverains constituent une clientèle captive pour la vente de poisson, la vente de noix du Pará et l'achat de produits manufacturés. Rythmées par le cycle annuel de la dette, les relations d'échange de comportements entre riverains et *peixeiros* ne cessent de s'intensifier. Leur dépendance mutuelle s'accroît saison après saison, année après année. Les riverains se déclarent très majoritairement insatisfaits de l'échange qu'ils subissent. Mais ont-ils le choix ? Deux stratégies seulement s'offrent à eux : poursuivre encore et encore le jeu de la dette acceptant leur assujettissement global aux *peixeiros* ou refuser ce jeu et quitter le bord des fleuves de la Terra do Meio. Entre le cercle vicieux de la dette et le départ, les familles doivent faire leur choix.

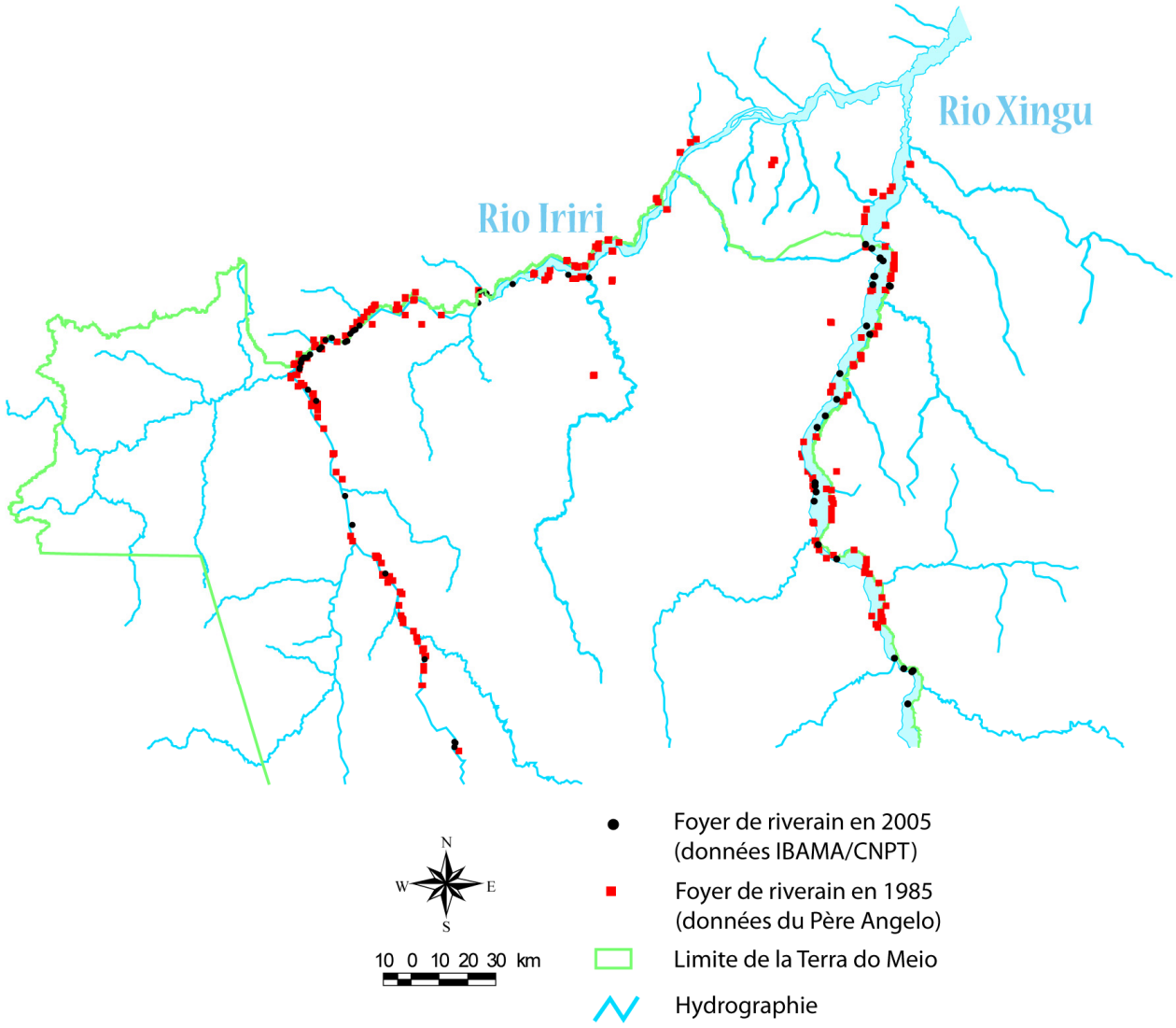
1.3. Le délitement du système de gestion

1.3.1. Le départ plutôt que la dette

Lorsque l'on navigue pour la première fois sur le Xingu ou l'Iriri à la rencontre des *ribeirinhos* qui vivent sur leurs berges, un aspect ne manque pas de surprendre, il s'agit de la distance considérable qui sépare un foyer du suivant. Les 47 foyers de riverains du Xingu sont répartis sur 235 km. Les 72 foyers de riverains de l'Iriri s'égrènent sur plus de 500 km. Mais il n'en n'a pas toujours été ainsi.
Herculano, *ribeirinho* du Xingu parle de la « crise du Xingu » pour décrire le dépeuplement qu'ont connu ses berges. Il s'explique : « Le problème, c'est qu'aujourd'hui il n'y a plus personne. Toutes les familles sont distantes d'une heure ou d'une heure et demie [de canoë] l'une de l'autre. […] Mais avant ça n'était pas comme ça. Non, ça n'était pas comme ça du tout. À l'époque du caoutchouc et de celle de la peau de chat [i.e. vente de la peau des

animaux sylvestres], il y avait beaucoup de gens sur les rives du Xingu ». Les données que j'ai pu recueillir viennent confirmer ce délitement progressif du « bord » de la Terra do Meio. C'est bien d'exode dont il faut parler quand on compare les données démographiques actuelles à celles produites au milieu des années quatre-vingts par le Père Angelo Pansa[148] (figure 87).

Figure 87 – L'exode du « bord » de la Terra do Meio



Source : auteur

Les registres du Père Angelo Pansa font état, pour la zone qui m'intéresse, de 131 foyers sur les rives du Xingu et de 271 sur celles de l'Iriri. Comptant une moyenne de quatre individus par foyer, on obtient une population totale de l'ordre de 524 habitants sur les berges du *rio* Xingu et 1084 pour celles du *rio* Iriri. Vingt ans plus tard, les agents de l'IBAMA/CNPT ont dénombré 47 foyers de *ribeirinhos* sur les bords du Xingu et 72 sur ceux de l'Iriri. Entre 1985 et 2005, 64 % des foyers du Xingu ont disparu et 73 % de ceux du Iriri. D'après ces chiffres, la stratégie du départ a été plus suivie encore que la stratégie de la dette.

[148] Entre 1983 et 1985, le Père Angelo Pansa a sillonné le Xingu et l'Iriri afin de délivrer à chaque famille de *ribeirinho* un document écrit de sa main précisant l'emplacement exact de leur habitation et le temps d'occupation de la terre. Il prévoyait que ce document leur serait utile à l'occasion d'une prochaine régularisation foncière.

Dans le questionnaire passés auprès des familles de riverains du Xingu et du Iriri, une question concernait les fêtes, cérémonies ou autres événements sportifs qui pourraient réunir les populations des fleuves de la Terra do Meio. La réponse donnée est unanime : aucun événement, lors des cinq dernières années n'a rassemblé les différentes familles du bord du fleuve[149]. Seuls les anniversaires représentent, parfois, l'occasion de réunir les différents foyers appartenant à une même famille. Dans ces conditions, le constat établi par F. Pinton et C. Aubertin (1996) semble toujours d'actualité : « Les populations très souvent analphabètes, n'ont pas ou presque de tradition de luttes collectives et d'exercice démocratique. Leur sens de la solidarité et leur capacité de mobilisation sont à l'état embryonnaire après des générations de relations fortement individualisées dans la soumission au patron. » (: 146). Une telle dynamique est évidemment critique. Elle devient proprement catastrophique lorsque le *regatão* fait défaut et/ou abandonne son poste, c'est-à-dire, lorsque la géographie de la dette atteint ses limites.

1.3.2. La géographie du jeu de la dette

Le même sentiment ressort des divers entretiens réalisés avec les riverains de la Terra do Meio. Tous se plaignent de l'« abandon », de l'« oubli », du « délaissement » dont ils sont les victimes. Ils répètent : « L'État ne regarde pas souvent par ici ! » ou bien « Ici ça n'est plus le Brésil ! ». Face à une situation qui chaque année se détériore un peu plus, de nombreux *ribeirinhos* regrettent la « grande époque » du caoutchouc et du système socio-économique qu'il alimentait. Antônio da Bebê est né sur les rives du Xingu. Ses parents ont quitté leur Paraíba natale pour s'installer sur les rives du Xingu, au début des années cinquante, « au temps de l'hévéa ». Comme le déclare fièrement Dona Bebê, « nous étions des soldats du caoutchouc ». Elle continue : « Nous travaillions pour Pepito. C'est lui qui avait le point d'appui [magasin] au Morro do Félix. Là, il y avait neuf cabanes, quand nous sommes arrivés. Tout le monde travaillait dans le *seringal* Belo Horizonte. Ah ! Il y avait de l'activité ». Le souvenir d'une époque pourtant qualifiée de « dure », « difficile », « dangereuse » remplit fréquemment le regard de mes interlocuteurs d'une profonde nostalgie. Comme le précise un riverain de l'Iriri : « À l'époque au moins, on pouvait compter sur quelqu'un. Maintenant il n'y a plus personne pour nous. L'Etat n'est pas là. Et même les *regatões* ne passent plus ». Selon C. G. S. Rocha ; P. Silva *et al.* (*op. cit.*), « les pionniers gardent toujours un bon souvenir des *seringalistas* [patrões] du passé car ils offraient de meilleures infrastructures et une sécurité pour les familles, caractéristique des systèmes clientélistes » (: 18). C. Geffray (1995) ne dit pas autre chose lorsqu'il nous invite à ne pas réduire la domination du *patrão* sur le *seringueiro* à une simple escroquerie. Le *patrão* d'hier n'est pas le *regatão* d'aujourd'hui. La géographie de la dette du caoutchouc n'est pas celle du couple pêche commerciale/noix du Pará.

Comme nous l'avons vu, le jeu de la dette ne couvre pas l'ensemble du « bord » de la Terra do Meio. Seuls les habitants du Xingu et du Bas Iriri y participent. Le ressort fondamental du jeu provient de l'accroissement progressif de la dette en période peu poissonneuse suivie de son acquittement par la vente de la collecte de noix du Pará. Dans ces conditions, la négociation inaugurale est celle qui se joue autour de la transaction commerciale du poisson frais. Là où le poisson frais ne peut être acheté par le *peixeiro*, les marchandises de la ville ne peuvent être vendues, la dette ne peut croître voyage après voyage et la collecte de noix du Brésil ne peut être appropriée par ce dernier. La géographie du jeu est donc déterminée par la

[149] La fête de la *vila* São Sebastião qui attire pourtant de nombreuses familles de SFX, rassemble uniquement les familles de riverains de la *vila* (cf. *supra*)

possibilité de commercialisation de poissons frais, c'est-à-dire conservés dans la glace contenue par les caisses de polystyrène déposées par les *peixeiros*. Lorsque le trajet aller-retour entre le port d'Altamira et le lieu de pêche est trop long, que la glace a complètement fondu avant le retour au port, le jeu et ses règles ne peuvent se mettre en place. Les eaux du Moyen Iriri et du Haut Iriri sont extrêmement poissonneuses (précisément parce que la pêche commerciale ne s'y développe pas) mais elles sont beaucoup trop distantes du port d'Altamira. De plus, en saison sèche, la navigation sur le Iriri est encore bien plus risquée et délicate que sur le Xingu. Entre juillet et octobre il faut parfois plus d'un mois de navigation pour atteindre la région du Moyen Iriri et plus de quarante cinq jours pour rejoindre celle du Haut Iriri.
Les embarcations venues d'Altamira font uniquement le voyage jusque dans le Moyen ou le Haut Iriri en saison des crues, pour l'achat des noix du Pará. Cette unique source de revenus ne permet que très difficilement aux familles de ces régions isolées de s'y maintenir. La seule stratégie viable est le départ. Il n'est pas étonnant d'observer dans ces zones les plus enclavées des taux d'exode élevés. Pourtant, certaines familles parviennent à survivre. Comment s'y prennent-elles ?

Chico Preto vit depuis plus de trente ans sur les bords de l'Iriri. Originaire de l'État du Piauí, il le quitte à l'âge de douze ans pour aider son père sur les sentiers d'hévéas de la Terra do Meio. Il raconte qu'à la fin du cycle du caoutchouc, la famille travaille « à son propre compte » pendant douze années, échangeant chaque mois les boules de latex fumées contre les marchandises transportées par les *regatões*. Mais avec le temps, les *regatões* se font plus rares, jusqu'à ce que plus aucun d'entre eux ne s'aventurent sur le Moyen et Haut Iriri en saison sèche. Or, le latex des hévéas doit être recueilli durant cette période. Voilà la grande différence que Chico Preto fait entre les *patrões* d'hier et les *regatões* ou *peixeiros* d'aujourd'hui : « Le *patrão* avait des entrepôts tout le long du fleuve. À toutes les saisons le *seringueiro* pouvait trouver ce dont il avait besoin. Rien d'indispensable ne manquait. Avec les *regatões* c'est autre chose. Plus personne ne vient dans notre région. Alors on a dû s'adapter ». Depuis trois ans, lorsque Chico Preto a des achats à faire, il n'attend plus le *regatão*, il se déplace jusqu'à à la *vila* Canopus. Il explique : « Le salut, pour nous qui sommes abandonnés sur le fleuve, c'est la route. Maintenant on regarde par là ». La rente familiale est pour moitié assurée par la vente de main-d'œuvre dans les *fazendas* de la région. Chaque été, Chico Preto accompagne ses fils jusqu'à la *vila* Canopus pour négocier un chantier de travail estival (nettoyage de pâturage, coupe de la végétation de sous-bois ou implantation de clôtures). Avec l'avance qu'il reçoit, il fait quelques achats qui lui permettent de passer la « mauvaise période », en attendant le paiement final. Chico Preto a également planté plusieurs hectares de cacao. Sur sa terre, il élève aussi une vingtaine de bovins (viande). Il dit en avoir reçu la majorité en paiements des chantiers réalisés dans les *fazendas* de la région. Quand je lui demande comment il voit son avenir, la réponse ne se fait pas attendre : « une cinquantaine de bovins, de bons pâturages et trois mille pieds de cacao. Ca ça serait bien ».

Le cas de Chico Preto n'est pas isolé. Comme j'ai pu le vérifier, les opportunités offertes par la frange pionnière du Xingu-Iriri sont choisies par un nombre croissant de riverains du Xingu et de l'Iriri. C'est le moyen pour eux d'échapper au jeu de la dette devenu incapable de satisfaire leurs attentes. Souvent, ces nouveaux jeux du bord de la Terra do Meio représenteront la seule alternative au départ de la région.

2. Les nouvelles ressources offertes par la frange pionnière pastorale

Les violences perpétrées par les grilloneurs contre les riverains de la région de la Terra do Meio sont fréquentes et révoltantes. Elles ont été amplement relayées par les acteurs associatifs, les ONG et les médias (régionaux, nationaux et internationaux). Elles n'épuisent pourtant pas, à mon sens, les modalités complexes d'interaction existant entre les acteurs de la frange pionnières et les *ribeirinhos*. C'est à cette diversité que je consacrerai la présente section. Je rejoins ici les observations réalisées par C. G. S. Rochas, P. A. Silva *et al*. (*op. cit.*) dans leur étude des populations riveraines du Riozinho do Anfrísio. Evoquant l'impact de la venue des grilloneurs, les auteurs écrivent : « Lors des derniers cycles, qu'il faut considérer comme atypiques en raison de la disponibilité de ressources financières provenant des grilloneurs, à peine 3 familles [du Riozinho do Anfrísio] ont commercialisé du poisson salé. De nombreuses familles ont affirmé qu'elles ont arrêté de vendre du poisson en 2003 et ont expliqué que cela était dû au prix payé qui ne valait pas le travail dépensé » (: 38). Ainsi, la venue des grilloneurs n'a pas uniquement pour conséquence l'expulsion violente des familles. Elle représente également pour certains foyers une nouvelle source de revenus disponible, une véritable alternative au jeu de la dette ou à l'exode. À l'image de cet exemple, je m'efforcerai de montrer que les jeux de la frange pionnière du Xingu-Iriri peuvent offrir de nouvelles marges de manœuvre aux *ribeirinhos* de la Terra do Meio, appelant de nouvelles stratégies.

2.1. Les jeux et non-jeux de l'occupation de la terre

Selon Raimundo, qui est né et a grandi dans la localité du Vai Quem Quer (sur les bords du Xingu) : « Depuis toujours, de nombreux *ribeirinhos* vivent sur les îles : c'est plus tranquille, plus frais. Les gens n'aiment pas vivre sur la terre ferme[150] ». Les entretiens que j'ai pu réaliser dans la ville de SFX auprès des plus anciens *ribeirinhos* de la région confirment cette observation. Pourtant, de l'avis de tous, la proportion de riverains ayant choisi une vie insulaire n'a jamais été aussi élevée qu'aujourd'hui. Ainsi, 57 % des foyers des *ribeirinhos* du Xingu sont localisés sur les îles fluviales qui en parsèment le cours, depuis l'embouchure du Iriri jusqu'à la ville de São Félix do Xingu. Le récit que me fait Anastasio vient éclairer ces migrations récentes.

Anastasio est arrivé sur les rives du *rio* Xingu en 1940, à l'occasion de la « bataille du caoutchouc ». Il avait onze ans à l'époque et accompagnait son père venu du Rio Grande do Norte. Jusqu'en 2002, Anastasio, ses fils et ses petits-fils ont vécu sur la « terre ferme » située sur la rive gauche du Xingu. Mais, après un épisode assez confus qui mêle manœuvres d'intimidation, vente de terres consentante et expulsion violente, Anastasio et toute sa famille sont contraints de quitter leur foyer. Pour ne plus revivre ce qu'il décrit comme un « traumatisme familial », Anastasio décide de s'installer avec toute sa famille sur une terre qui n'aiguisera plus la convoitise des grilloneurs. Il choisit une île d'une cinquantaine d'hectares située au beau milieu du Xingu. Comme il l'explique « Ici au moins, on ne sera pas expulsé ». Quand je lui demande si d'autres sont dans le même cas que lui, il réplique : « Tous dans cette région ! Tous ont vendu, ou ont été expulsés et sont allés en ville ou sur une île !».
Des affirmations aussi péremptoires, sont bien évidemment à soumettre à la plus vive critique. Elles témoignent pourtant d'un phénomène bien réel : l'avancée des grilloneurs sur les bords de la Terra do Meio a provoqué le repli de nombreuses familles de riverains en direction des

[150]L'expression « terre ferme » fait référence ici aux terres des interfluves, par opposition à celles des îles périodiquement submergées sur une partie de leur superficie en saison des pluies.

îles. Raimundo (*ribeirinho* du Xingu) me décrit la manière dont son foyer s'est déplacé d'île en île avec les années alors que la parcelle de « terre ferme » mise en culture était la même que celle de son père et de son grand-père avant lui. En 2005, pour la première fois depuis trois générations, Raimundo met en culture une parcelle sur l'île où il vit. La raison en est simple : « Ici, il n'y a pas de problèmes de terres. Je ne vais pas perdre tout mon travail, si un grilloneur arrive ». Il est tout à fait révélateur de rapprocher la protection que les riverains du Xingu trouvent aujourd'hui dans les îles, contre les grilloneurs, de celle qu'ils venaient y chercher au début du 20ème siècle, contre les populations indigènes (Kräutler 1979). Si les menaces changent avec le temps, les formes de défense adoptées par les riverains se perpétuent en s'actualisant.

2.1.1. Le non-jeu de l'expulsion

Le mode d'interaction le plus couramment décrit entre riverains de la Terra do Meio et grilloneurs est l'expulsion contrainte et forcée des premiers par les seconds. Une telle configuration des relations ne peut être appréhendée par le concept de jeu crozierien, puisqu'elle nous place dans le cas où l'un des acteurs devient un simple « objet » (cf. *infra*) entre les mains de l'autre. Il s'agit d'une situation de non-négociation (au sens crozierien) au cours de laquelle un des acteurs impose sa volonté et obtient ainsi le « bon » comportement d'un tiers, par la violence. Sans la mesure où le *ribeirinho* ne peut d'aucune manière marchander, échanger son bon-vouloir contre celui du *grileiro* nous sommes en présence d'un non-jeu. Je serai tenté de dire, me référant au travail de L. Boltanski et L. Thévenot (1991), que le principe premier de « commune humanité » est bafoué. La violence sans retenue dont font preuve certains *grileiros* remet en cause l'idée même d'un « monde dans lequel les être humains sont nettement distingués des autres êtres et sont d'autre part rapprochés par une égalité fondamentale » (*ibid.* : 27).

Plusieurs des familles que j'ai pu rencontrer ont été victimes de telles expulsions. Visiblement marquées par ces événements, elles ne les évoquent que très rarement et avec un malaise sensible. Certains, une fois passé l'état de choc, ont entamé avec le soutien des mouvements sociaux d'Altamira, une campagne de dénonciation des violences dont ils ont été les victimes. C'est le cas d'HCS dont S. Schwartzman (s.d. *apud* Pinto 2005b) nous rapporte le récit :

> « La violence des *grileiros* de São Félix Xingu est publique et notoire dans la région. Monsieur HCS raconte que le 23 août 2004, dans la localité d'Antônio Pedro, il était en train de nettoyer les cacaoyers plantés par son père décédé, quand il entendit un bateau à moteur arriver. Il se rendit à la rencontre des nouveaux arrivants qui étaient trois personnes armées. L'une d'elle s'identifia comme Cicer et lui dit qu'à partir de maintenant la terre était à eux. Il dégaina une carabine de douze à répétition, la colla sur le visage d'HCS et lui dit qu'il lui restait cinq minutes pour partir : le temps qu'il aille chercher ses affaires et revienne. S'il était encore là à son retour, il le tuerait. »

De telles exactions sont intolérables et marquantes. Les atteintes graves aux Droits de l'Homme qu'elles représentent n'ont cessé d'être dénoncées (Leroy 2003 ; Fon Filho 2005 ; Pinto 2005b) Elles ont été dénoncées dans le rapport dénoncé. Elles frappent l'imagination et ont tendance à occulter d'autres formes d'interactions existant entre *grileiros* et *ribeirinhos*.

2.1.2. Le jeu de la vente de la terre

Avec son regard bienveillant et sa sincérité touchante, Manoel Caboclo me raconte calmement l'histoire de sa vie et de sa venue sur les rives de l'Iriri. Il est né dans le Maranhão, en 1932. Après une vingtaine d'années passées à travailler sur les terres de son grand-père puis de son père, il part faire fortune dans les mines du Tocantins, puis dans celles du Pará, du Roraima et du Goiás. Il arrive en 1967 dans la ville d'Altamira, attiré par la rumeur décrivant les nombreux filons découverts dans la région. Il prend part aux principales ruées vers l'or

connues par le *município* de São Félix do Xingu. L'une d'elles l'amène sur les bords de l'Iriri. Lassé de se vie de mineur, il s'installe sur les bords du Iriri, rive gauche, à quelques kilomètres de la mine qui vient de fermer. Lorsque le Père Angelo Pansa le rencontre en 1983, il lui remet une attestation d'occupation couvrant 330 ha (3,3 km de façade sur 10 km de profondeur). Après quelques années, il obtient de ses voisins le droit de collecte sur un *castanhal* de la région. Il y collecte chaque année les noix du Pará, jusqu'en 2002. Depuis lors, il ne s'y rend plus. Il ne met plus non plus en culture une parcelle agricole de quelques ares comme il l'a fait depuis son installation. Depuis 2002, il dit recevoir l' « aide de compagnons » qui lui fournissent chaque mois tout ce dont il a besoin en vivres et produits manufacturés (sucre, sel, riz, haricot, pâte, huile, café). Selon ses mots, « rien ne manque ». Il me faudra plusieurs minutes pour comprendre que les « compagnons » dont il est question ici ne sont autres que des *grileiros* opérant pour les deux principales figures de l'appropriation illégale de terres publiques de la région. Selon Manoel, le marché conclu avec les grilloneurs est simple : « Je les laisse rentrer par mon lot. Ils vont derrière faire leurs affaires et ils me laissent les cinq premiers kilomètres. Et ils me donnent des vivres » ou payent 200 R$ par mois. Ca n'est pas tout, lorsqu'en septembre 2004 Manoel est gravement malade, ce sont ses « compagnons » qui l'emmènent jusqu'à l'hôpital de la ville de Novo Progresso et règlent tous les frais de ses dix–neuf jours d'hospitalisation. Il leur arrive même de lui faire des « cadeaux », comme les cinq têtes de bétail offertes en décembre 2004. En échange, Manoel Caboclo « regarde pour eux et s'assure que personne ne vient à leur place ». Quand le je lui demande s'il ne craint pas ces acteurs, Manoel conclut pour moi : « Ah ça non ! Vous savez c'est un nouveau genre de grilloneurs : un genre de grilloneurs modernes ! ». Le récit que me fait Manoel, me permet de faire le lien avec un entretien réalisé quelques mois plus tôt dans la ville de Xinguara.

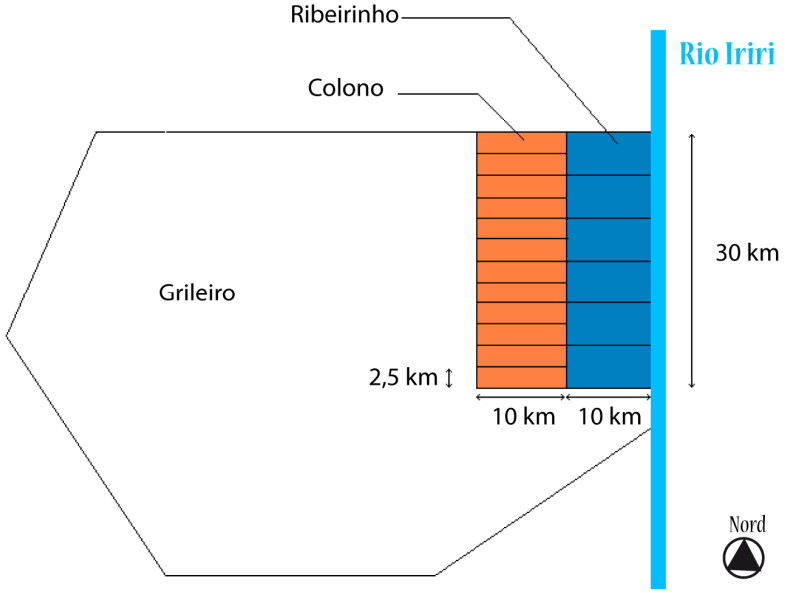
C'est là en effet que je rencontre Cícero, un homme de 48 ans, natif du Pará, qui découvre pour la première fois la Terra do Meio en 1998. Après l'assassinat du *fazendeiro* dont il est le garde du corps, Cícero travaillera cinq années dans une équipe d'exploration forestière de la Terra do Meio. Il profite de l'avènement du cycle de la terre pour vendre quelques centaines d'hectares qu'il occupe avec plusieurs de ses compagnons. En 2003, l'un des plus importants *grileiros* de la Terra do Meio rentre en contact avec lui pour lui proposer un marché. Les termes du contrat sont limpides : Cícero recevrait gratuitement un droit d'occupation sur 2 585 ha localisés sur la rive gauche du Iriri, en échange de quoi il lui faudrait s'engager à vivre sur cette terre et la mettre en culture sans pouvoir la revendre avant la sixième année. Dernier point, le droit d'occupation reçu est officiellement reconnu par l'ITERPA et en cours de régularisation foncière. Cícero accepte la proposition. Le 5 décembre 2003, il est convoqué par le grilloneur chez le *cartório* de la ville de Novo Progresso. Là, il découvre que onze autres hommes sont dans le même cas que lui. Tous sont présents. Chacun reçoit un titre d'occupation, le document officiel de l'ITERPA certifiant que les terres sont en cours de régularisation foncière et une carte. Sur celle-ci figure l'emplacement exact du lot de chacun et ses limites (figure 88).

Le grilloneur « moderne » de Manoel et celui qui a proposé le marché à Cícero sont un seul et même homme. Comme le montre la figure 88[151], ce dernier à pour projet une immense opération d'appropriation des terres publiques localisées sur la rive gauche du Iriri. L'aire grillonée comprend trois zones. La première (en bleue sur la figure) est une bande de terres (de trente kilomètres de long sur dix kilomètres de large) localisée sur la rive gauche du Iriri. Les grilloneurs y ont séparés des lots et les ont distribués aux *ribeirinhos* déjà présents

[151] Il s'agit de la reproduction de la carte que le grilloneur remet à Cícero.

(comme Manoel Caboclo). La deuxième (en orange sur la figure) est un bande de même dimension divisée en douze lots (de 2 500 ha chacun) destinés à accueillir douze familles de migrants (comme Cícero). Derrière ces deux premières zones qui totalisent une surface de soixante mille hectares (60 000 ha), se trouve l'aire que se sont réservés les *grileiros*, couvrant quelques cent quatre-vingt mille hectares (180 000 ha). Cette zone est destinée à être lotie et vendue à de riches investisseurs qui y formeront leurs *fazendas*.
Ribeirinhos et *colonos* servent à sécuriser l'occupation des *grileiros*. Leur présence en bordure de fleuve prévient, en effet, la venue d'autres *grileiros*. Elle permet également de transformer en quelques mois, l'occupation de la région en un « fait consumé » sur lequel les pouvoirs publics auront beaucoup de mal à revenir. Je remarquerai que l'espace laissé aux *colonos* et *ribeirinhos* représente le quart de l'aire grillonée, ce qui est considérable. C'est le prix de leur collaboration. Les grilloneurs modernes préfèrent de toute évidence s'attacher le « bon » comportement de leurs partenaires/adversaires par le jeu de la relation d'échange plutôt que par la menace.

Figure 88 – Le lotissement des « grilloneurs modernes »



Source : auteur

Des interactions durables peuvent également s'établir, au travers de l'acquisition de la terre, entre *fazendeiros* et riverains de la Terra do Meio. L'exemple de Zé et de sa famille me permettra des les illustrer.
Zé est un jeune homme de vingt-quatre ans. Avec ses parents et ses trois frères il vit sur la rive droite de l'Iriri, à cinq kilomètres en aval de son embouchure avec le Xingu. En 2002, un groupe de *fazendeiros* venus du Goiás, accompagné d'un courtier en terres de SFX, sillonnent le *rio* Iriri et Xingu à la recherche d'un droit d'occupation à acheter. Selon Zé, ils s'arrêtent pour se renseigner dans chaque foyer de riverains. L'accord est finalement conclu avec les parents de Zé. Leur droit d'occupation est acheté trente mille réais. Les acheteurs acceptent aussi, contrairement à la coutume locale, de s'acquitter des frais de démarcation (habituellement à la charge du vendeur). Les *fazendeiros* garantissent également à la famille de Zé le droit d'occuper la bande de terres de deux kilomètres qui borde le fleuve et celui de s'aventurer librement jusqu'à une dizaine de kilomètres pour la collecte des noix du Pará. Le groupe de *fazendeiros* encourage vivement la famille à rester sur son occupation. Mieux, alors que le père de Zé était parti depuis plusieurs semaines à Altamira pour y chercher du travail, les *fazendeiros* de passage dans la région lui offrent une pension mensuelle de trois cents réais pour qu'il continue à vivre sur le bord de l'Iriri. Zé explique : « Mon père voulait rester à

Altamira pour gagner de l'argent, mais il [le *fazendeiro*] nous a convaincu de continuer à planter notre *roça* et à vivre tous ici ». Zé ajoute : « il est vraiment très bon pour nous, nous avons de la chance ». Zé et sa famille peuvent profiter aussi de l' « appui » fourni par la première *fazenda* de la Terra do Meio que le groupe de *fazendeiros* a acheté quelques années plus tôt. Les employés qui y travaillent ont reçu l'ordre de subvenir à tous les besoins de la famille. C'est là que Zé va chercher les cartouches pour la chasse ou le canoë à moteur, en cas de maladie grave d'un membre de la famille. Il l'emprunte aussi pour se rendre jusqu'à la mine la plus proche où il vend au meilleur prix les produits de la *roça* familiale. Pour Zé, ça ne fait pas de doute : « Si on ne les [*fazendeiros*] avait pas rencontrés, c'est sûr qu'aujourd'hui on habiterait tous à Altamira ».

Ces exemples sont à mon sens particulièrement illustratifs des jeux durables qui peuvent rapprocher les *ribeirinhos* de la Terra do Meio de certains *grileiros* ou *fazendeiros*. À l'occasion de ces jeux, on découvre que la négociation instrumentale de l'acquisition de terres qui correspondrait à l'échange basique de comportements du type « je paie et j'occupe les lieux » contre « je vends mon occupation et je quitte les lieux », ouvre la voie à des cycles de négociations politiques ultérieurs plus complexes. La règle du jeu est progressivement remaniée. L'interdépendance des acteurs s'accroît puisque chacun intègre de plus en plus dans sa propre stratégie le « bon » comportement de l'autre. À la transaction commerciale classique succède l'échange de comportements : « je cède le fond de mon occupation, je continue ma vie sur le bord du fleuve, je fais le guet et je signale aux nouveaux arrivants que la terre est déjà occupée » contre « je paie pour que tu continue à occuper les lieux ».
Cette transformation des règles du jeu tient évidement au contexte particulièrement instable de l'occupation foncière dans la région. Sans occupant effectif de la terre, le *grileiro* ou le *fazendeiro* craignent que leur droit d'occupation ne soit pas respecté. On peut facilement imaginer qu'avec la consolidation de la frontière pionnière, les familles de riverains perdront leur intérêt aux yeux des nouveaux venus qui n'hésiteront peut-être pas alors, à s'en séparer.

2.1.3. Entre le jeu et le non-jeu

Le non-jeu de l'expulsion violente et le jeu de la vente coopérative, font figures d'idéaux-types entre lesquels se déploie un continuum de situations où se mêlent étroitement, dans des proportions toujours variables, l'échange de comportements libres et des formes d'imposition violentes.

Dans la région du *rio* Pardo une pratique commune des *grileiros* consiste à remonter les affluents du Xingu (comme le *rio Pardo*) sur plusieurs kilomètres, installer leur campement, démarquer des lots de terres, occuper le terrain armes au point, vendre ces occupations à de nouveaux arrivants, puis revenir sur leurs pas de quelques kilomètres et reproduire la même séquence d'actions jusqu'à atteindre les rives du *rio* Xingu où vivent les riverains. Là, ils se proposent d'acheter tout ou partie du droit d'occupation des ribeirinhos, qui acceptent souvent sans résistance. Cette forme de « grillonage par le fond » est particulièrement perverse. Derrière l'achat en bonne et due forme du droit d'occupation, on décèle la pression physique et psychologique subie par les riverains, soulagés de vendre pour quelques centaines de réais leur droit d'occupation. Il faut dire que la venue des tueurs à gage et leur installation dans la région pendant de longs mois ont profondément altéré les conditions de vie des riverains. Ces derniers avouent être terrorisés par les allers et venues d'hommes armés circulant à quelques dizaines ou centaines de mètres seulement de leurs habitations. En outre, la vente « par le fond » les prive graduellement de leur territoire de chasse et de leurs *castanhais*. La situation est encore aggravée par le fait que les *regatões*, avertis de la présence des tueurs à gage dans la région, ne s'arrêtent plus dans les foyers de riverains, par crainte d'être dévalisés. Dans de

telles conditions, il est bien évident que la négociation de comportements entre *grileiros* et *ribeirinhos* à l'occasion de l'achat du droit d'occupation est fictive. Elle dissimule bien imparfaitement le non-jeu de l'obtention contrainte du « bon » comportement des *ribeirinhos* par les *grileiros*.

La peur du *grileiro* est souvent entretenue par des manœuvres d'intimidation répétées. L'échange de comportements n'est pas librement consenti. Des attitudes menaçantes envers les membres de la famille viennent rappeler à chaque instant aux riverains combien leur manque de coopération leur serait préjudiciable. Antônio Bento (*ribeirinho* du Iriri) décrit dans ces mots le départ de son occupation : « et puis sont venus les grilloneurs pour couper les terres. Ils nous donnaient une misère, cinq ou dix mille réais, et si l'on n'acceptait pas, ils nous menaçaient et nous mettaient dehors ».
Si des témoignages comme celui-là ne laissent que peu de doutes sur les intentions des grilloneurs d'autres situations, en revanche, apparaissent plus ambiguës. Souvent, le grilloneur ou le *fazendeiro* profiteront (consciemment ou non) de l'asymétrie de pouvoir symbolique dont ils jouissent, sans même avoir recours à l'intimidation. Les paroles de Lucivaldo (riverain de l'Iriri) illustrent de telles circonstances : « Ils sont passés trois fois. Vous savez.... un camarade arrive et dit qu'il veut acheter ta terre. Tu refuses, mais il revient. Vous savez comment ça se passe ? […] Et je n'ai jamais eu la chance d'aller de l'avant… Et ça fait peur. On n'est pas habitué. ». Lucivaldo cède finalement sa terre pour dix mille réais et conclut : « de toute manière, si ça n'avait pas été lui, ça aurait été un autre ». Aucune des négociations qui s'ouvrent entre riverains et *pistoleiros* ne peut être extraite du contexte local. La vague de violence qui touchent depuis cinq ou six ans les rives de la Terra do Meio conditionne fortement les relations qui s'établissent entre riverains et acheteurs de terre (*grileiros* et *fazendeiros*). Les actes de violence perpétrés à l'encontre de telle ou telle famille sont connus de tous. Dans un tel climat de terreur, la venue d'un *fazendeiro* ou d'un *grileiro* peu menaçant, parfois avenant, est perçue comme une chance inespérée. Comme le dira un riverain du Iriri : « mieux vaut traiter avec celui qui vous respecte qu'avec celui qui vous menace ». La crainte de l'acheteur violent imprègne chacune des relations d'interdépendance qui s'établissent sur les bords de la Terra do Meio.

On côtoie, au travers de ces échanges de comportements, les limites du concept de jeu crozierien. Dans quelle mesure est-il réellement pertinent pour rendre compte d'une telle asymétrie initiale des marges d'incertitudes matérielles et symboliques ? Un *ribeirinho* analphabète, victime depuis plusieurs décennies d'une relation personnalisée de sujétion peut-il sérieusement être considéré comme le partenaire/adversaire d'un *grilloneur* ou d'un *fazendeiro*?

2.2. Les jeux de la vente de main d'œuvre dans les *fazendas*

2.2.1. De la fin des *castanhais* au travail dans la fazenda

La *vila* São Sebastião est aujourd'hui l'unique regroupement de familles de la Terra do Meio des fleuves qui a survécu à l'effondrement du cycle du caoutchouc. La *vila*, située sur la rive gauche du Xingu, est née de la concentration des habitations de *seringueiros* autour de l'entrepôt détenu par leur *patrão*, Tadeu Bitar. Sept foyers témoignent aujourd'hui de l'activité passée. La *vila* est connue dans toute la région pour la fête qu'elle donne chaque année, entre le 11 et le 21 janvier, en l'honneur de Saint Sébastien (São Sebastião). À cette occasion, les familles de riverains ayant émigré en ville se retrouvent pour quelques jours sur les bords du Xingu.

Mais en 2001, les héritiers de l'ancien *patrão* ont vendu (par un acte tout à fait frauduleux) la concession temporaire (annuelle) accordée par l'État, soixante-dix ans plus tôt, à leur grand père. L'acheteur est l'un des principaux grilloneurs du Sud-Pará (Luciano). Deux années après la vente, plusieurs centaines d'hectares de pâturages ont déjà été semés. Une grande demeure est construite sur un relief bordant le Xingu. La *vila* São Sebastião se trouve au pied de celle-ci.
Qu'à cela ne tienne, afin de dégager l'accès au siège de sa *fazenda*, Luciano envoie ses hommes déplacer de quelques kilomètres vers l'amont, la *vila* centenaire et ses habitants. Il a lui-même choisi le nouvel emplacement. En dédommagement, il offre gracieusement deux mille réais à chaque famille et finance la construction des sept nouvelles habitations. Sur ses ordres, elles seront construites en bois de noyer du Brésil... l'arbre dont les fruits fournissent aux familles de riverains l'essentiel de leurs revenus.

Après Luciano, d'autres *fazendeiros* se sont installés dans la région. La conversion de l'espace forestier en espace fourrager qu'ils réalisent a conduit en quatre années seulement à la destruction des principaux lieux de collecte des riverains de la nouvelle *vila* São Sebastião. Grâce à l'aide d'un de ses habitants, j'ai pu évaluer l'impact de l'avancée de la frange pionnière pastorale sur les lieux de collecte (tableau 17).

Tableau 17 – États des principaux castanhais exploités par les familles de la nouvelle *vila* São Sebastião

Nom du *castanhal*	*Fazendeiro* occupant le *castanhal (résidence)*	Etat du *castanhal*
São Sebastião	Luis Pires (Redenção)	Détruit
Formiga	Fogoyo (Tucumã)	Détruit
São Luiz	Luis Pires (Redenção)	Intact
Jatoba	Zé Avelino (Tucumã)	Détruit
Ceara	??? (Tucumã)	Partiellement détruit
Boca do Pontal	Luis Pires (Redenção)	Détruit
Pontal	???	Intact

Source : auteur

Pour répondre aux besoins de leur famille, les riverains habitant la nouvelle *vila* São Sebastião, ont du s'adapter. Les bénéfices réduits de la collecte de noix du Brésil ont été compensé par une nouvelle activité : le travail dans les *fazendas*. Les fils de nombreuses familles vendent à présent leur main d'œuvre à ceux-là même qui ont détruits leurs *castanhais*. L'un d'eux décrit, visiblement agacé : « On n'a pas le choix. Moi, ce qui me révolte c'est ça : tout ce qui nous a été donné par la nature est détruit par eux. Les *fazendeiros* viennent et coupent *castanhais* et *seringais*. Avec eux il ne reste rien. […] Mais nous, il faut bien qu'on vive aussi. Alors on travaille pour eux ».

L'ironie du sort par laquelle les populations riveraines se voient obligées de travailler pour ceux là même qui ont détruit leur principale source de revenus est tragique. Mais il n'en va pas toujours ainsi. Dans de nombreux cas, l'offre de travail que proposent les *fazendas* en formation dans la région est jugée comme une véritable « opportunité » par les riverains.

2.2.2. L'augmentation des marges de manœuvre

Selon Zé, la période de la saison sèche est l'époque la plus dure pour les familles de riverains, car les activités commerciales sont extrêmement réduites. Les riverains n'ont rien à « vendre » (peu de poissons et pas de noix du Brésil). Or, c'est précisément l'époque de l'année à laquelle les *fazendas* offrent le plus de travail pour les jeunes hommes de la région. De plus, comme le remarque Zé, le travail est payé en argent liquide qui pourra être dépensé dans la ville de São Félix do Xingu ou Altamira. Parfois même, le *fazendeiro* achète lui-même en

ville (São Félix, Tucumã, etc.) les produits dont le riverain a passé commande. Les produits manufacturés sont alors acquis par le riverain au prix de la ville, car le *fazendeiro* ne prend aucune marge. On retrouve ici des formes de jeux similaires à ceux décrits plus haut à l'occasion de la vente de la main d'œuvre des *colonos* de la Terra do Meio (cf. section B-3). La stratégie de travail zélé dans les *fazendas* permet aux riverains de s'émanciper de la relation de sujétion subie à l'occasion du jeu de la dette avec le *peixeiro*/*regatão*. Les stratégies individuelles des *ribeirinhos* et leur calendrier de travail annuel vont combiner les jeux du nettoyage de pâturages et de la coupe de la végétation de sous-bois (en saison sèche) à la collecte de noix du Pará (en saison des pluies). J'illustrerai cet agencement des pratiques des fleuves et des routes par le cas de Rosivaldo et de Deuzino.

Rosivaldo est un jeune homme de 30 ans, né dans la *vila* São Sebastião. Son père est lui-même né sur les bords du Xingu. Son grand père est originaire du Ceará qu'il a quitté à la fin du 19ème siècle pour venir saigner les hévéas amazoniens. Rosivaldo occupe jusqu'en 2001, avec toute sa famille, une terre située à trois kilomètres en aval de la *vila* São Sebastião. Après sa vente pour Seu Manel, un *fazendeiro* de Tucumã, Rosivaldo s'installe seul à quelques kilomètres en amont, alors que le reste de sa famille (son père et ses sœurs) part vivre dans la ville de São Félix do Xingu. Le système de la dette perpétuellement reconduite par le *peixeiro* est devenu insupportable pour son père qui souhaite changer de vie. La vente de la terre représente un moyen de se libérer du jeu de la dette et de recommencer sa vie en ville doté d'un petit pécule.
Rosivaldo préfère rester sur le bord du Xingu. Mais, il adopte une nouvelle façon de vivre et de travailler qui lui permettent de contourner l'intermédiation pratiquée par le *peixeiro*/*regatão*. Plusieurs modalités existent. Ou bien sa famille achète quelques produits et lui fait parvenir par l'intermédiaire du *fazendeiro* pour lequel Rosivaldo travaille régulièrement. Ou bien Rosivaldo se rend lui-même jusqu'au siège de la *fazenda* et par l'intermédiaire du vacher passe commande auprès du *fazendeiro*, via radio-émetteur. Les produits achetés dans les commerces de Tucumã et transportés jusqu'à la *fazenda* seront payés en journées de travail. Rosivaldo acquiert les produits manufacturés « aux prix de la ville ». Pour cela, il nettoie des pâturages, coupe la végétation de sous-bois, abat à la tronçonneuse les plus gros arbres et plante la *roça* que le *fazendeiro* laisse à son vacher. Il résume pour moi son calendrier de travail annuel : « *empreita* dans les *fazendas* l'été et noix du Brésil en hiver ». Lors de la période la plus poissonneuse, il arrive à Rosivaldo de pêcher. Grâce à l'argent gagné à la *fazenda*, Rosivaldo finance, sans avoir recours au *regatão*, l'achat du ravitaillement qui permet à toute sa famille de passer plusieurs semaines en forêt pour la collecte de la noix du Brésil. Délivrée de son obligation de vente auprès du *regatão*, la famille pourra faire commerce du produit de collecte avec le plus offrant.

Deuzino a 38 ans. Il est né sur la rive droite du Xingu. Puis a vécu avec sa famille plusieurs années dans la *vila* São Sebastião. À l'âge de seize ans, il quitte la *vila* São Sebastião pour travailler dans la ville de São Félix do Xingu. Quinze ans plus tard, ses deux frères et lui décident de revenir vivre sur les bords du Xingu « pour le reste de la vie ». Pour lui aussi, l'été est le temps du travail dans les *fazendas* et l'hiver celui de la collecte de la noix du Brésil. Il fait ses achats dans la *vila* pionnière voisine. Mais là, comme il le remarque : « ils ne vendent pas à crédit, il faut des réais » alors « dès qu'on a besoin d'acheter quelque chose, on cherche un travail [dans les *fazendas*] et on le trouve ». Pour Deuzino et ses frères, SFX est le pôle attracteur. C'est là qu'ils se rendent en cas de maladie. Ils y vendent les sacs (50 kg) de farine de manioc qu'ils produisent au prix de cinquante ou soixante réais contre seulement trente ou quarante réais pour le *regatão*. Pour se rendre à SFX, ils n'utilisent pas le transport fluvial, ils préfèrent la route : « C'est un jour de bateau jusqu'à SFX. Par la route c'est plus

rapide. On prend la *picada* [neuf kilomètres], puis le bus. Ca prend six heures au maximum ». Durant l'été 2005, les trois frères ont défriché et semé deux hectares et demi de pâturages qui viendront s'ajouter aux quinze hectares déjà présents sur leur exploitation. Leur projet est l'élevage. Ils ne s'en cachent pas. Ils souhaitent accroître leur troupeau qui compte une vingtaine de têtes. Mais ça n'est pas tout, ils ont planté huit cents cacaoyers qui devraient entrer en production dans deux ans. Finalement, face à la pression exercée par les grilloneurs de la région, ils ont décidé de sécuriser leur occupation en la déclarant auprès de l'INCRA.

Les exemples que j'ai donné permettent de saisir la manière dont les *ribeirinhos* ont su adapter leurs pratiques aux nouvelles opportunités offertes par l'entrée de la frange pionnière pastorale dans la Terra do Meio. Par cet ajustement, ils parviennent à reconfigurer le jeu de la dette dans lequel ils étaient pris, afin de s'en émanciper. Comme le note C. Aubertin (1996c), après des générations d'asservissement et d'isolement face à un patron, les populations riveraines ne sont pas des « militants de la cause communautaire ». Ainsi, les familles, qui ne parviennent pas à construire un noyau organisationnel structuré autour d'une association ou d'une coopérative, pour tenter d'inverser le rapport de force avec le *peixeiro*, ne peuvent compter que sur leurs membres.

L'installation de *fazendas* dans la Terra do Meio conduit à l'émergence de non-jeux et de jeux autour de l'occupation de la terre et l'implantation de *fazendas*. Les observateurs ont souvent centré leur attention sur les non-jeux de l'expulsion violente des *ribeirinhos* par les *grileiros*. Pour ma part, j'ai tenté de mettre en évidence l'existence d'une diversité de jeux (au sens crozierien) au travers desquels les stratégies des *ribeirinhos* et des nouveaux venus (*grileiros* et *fazendeiros*) pouvaient durablement s'apparier. Le succès des uns devient, suite à la négociation politique qui se met en place, de plus en plus étroitement dépendant du comportement des autres, alors que les marges de manœuvres respectives sont rééquilibrées.
De ce point de vue, il est possible de considérer que certains riverains du Xingu et de l'Iriri participent eux aussi à l'organisation collective de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri. Cette participation a une double conséquence. À l'échelle de l'action collective, elle concourt au renforcement de l'efficacité de la frange pionnière dans sa conquête progressive du territoire. À l'échelle individuelle ou familiale, elle conduit à une transformation des modes de vie des familles riveraines. Par cette mutation en cours, les fils de *seringueiros* cessent d'être de simples *peões* de *fazenda* pour devenir eux-mêmes des éleveurs ou des éleveurs en devenir. Cette évolution des pratiques et des projets familiaux, conduit elle-même au renforcement de la pastoralisation du territoire.

Pour se défaire de l'emprise des *peixeiros*/*regatões*, certaines familles du Xingu et de l'Iriri, s'engagent dans un autre jeu, avec un autre partenaire/adversaire dont je n'ai pas encore mentionné l'existence, il s'agit de l'entreprise CR Almeida.

2.3. Le jeu avec la CR Almeida

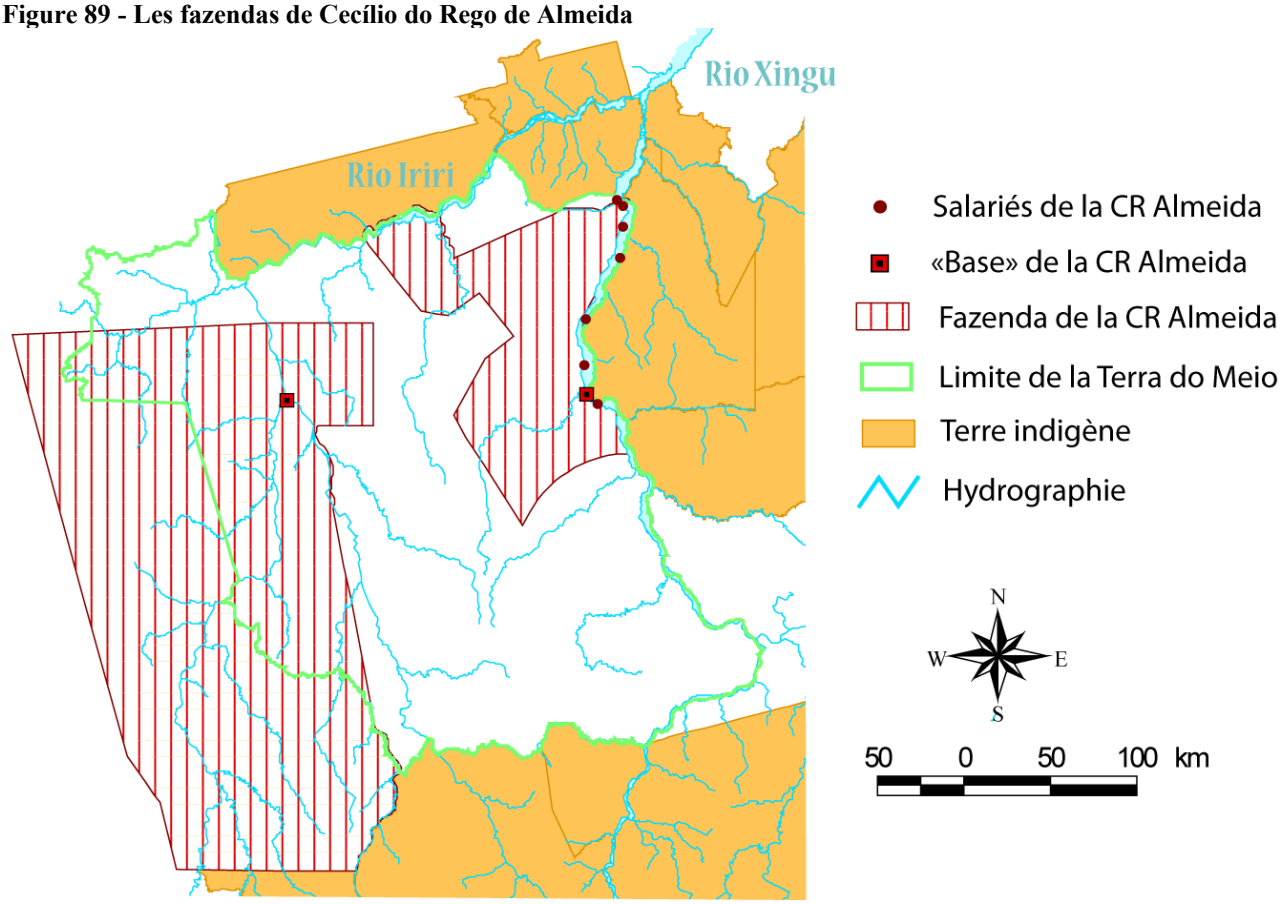
2.3.1. Le plus grand grilloneur du monde

Comme l'écrit le journaliste João de Barrios (*Journal Caros Amigos* n°102 septembre 2005), « Cecílio do Rego Almeida est un paraense corpulent âgé de 75 ans, cheveux entièrement blancs et voix tonitruante, qui s'est enrichi en construisant des ouvrages publics au Brésil comme à l'extérieur. Ses yeux, quand il ne sont pas cachés sous des lunettes de soleil Armani, ressemblent aux deux canons d'une carabine double prête à se décharger sur son interlocuteur ». Cecílio estime son patrimoine à quelques cinq milliards de dollars, figurant ainsi dans le classement des cents personnalités les plus riches au monde, d'après les revues

Forbes Magazine (1992) et *Fortune Magazine* (7 septembre 1992). L'entreprise qu'il a fondée porte le nom de CR Almeida Engenharia e Construções. Il s'agit du quatrième groupe économique privé brésilien et de la principale entreprise de construction du pays, avec un patrimoine de 3 274 milliards de dollars, selon l'analyse de la revue économique *Exame* (« *Melhores e Maiores* » juillet 2004).

L'homme se dit propriétaire de deux terres amazoniennes localisées dans la région de la Terra do Meio qui couvrent à elles deux six millions d'hectares. Pour cette raison, Cecílio est fréquemment désigné comme le plus grand *grileiro* du pays (et du monde). La première aire, couvrant 1 200 000 ha, porte le nom de *fazenda* Xingu. Sa naissance remonte à l'année 1997, lorsque l'entrepreneur décide d'acheter les titres de concessions[152] d'anciens *seringuais* (Forte Veneza, Humaitá, Belo Horizonte, Mossoró et Caxinguba) situés dans la Terra do Meio et à ses abords. L'aire supposément couverte par la *fazenda* Xingu se superpose aux Terres indigènes Igarapé Ipixuna et Apiterewa ainsi qu'à la Forêt nationale du Xingu. L'homme se dit également propriétaire de la *fazenda* Curuá de 4 772 000 ha. Les limites de cette *fazenda* recouvrent quant à elle plusieurs terres indigènes, la Forêt nationale d'Altamira et deux zones de réforme agraire de l'INCRA (figure 89).

Figure 89 - Les fazendas de Cecílio do Rego de Almeida



Source : auteur

Selon l'entretien que Cecílio do Rego Almeida accorde au journaliste de *Caros Amigos*, son intérêt pour la région de la Terra do Meio serait né en décembre 1994, lorsqu'il découvre dans une petite annonce du journal *O Estado de São Paulo* l'offre de « la plus grande *fazenda* du

[152] Titre d'utilisation provisoire que le gouvernement brésilien concédait aux *patrões* de l'exploitation du caoutchouc amazonien.

monde », pour quarante millions de réais. Le 13 juin 1995, Roberto Beltrão Almeida (fils de Cecílio) et l'entreprise Rondon Projetos Ecológicos (filiale du groupe CR Almeida) acquièrent la société en faillite Indústria, Comércio, Exportação e Navegação do Xingu (Incenxil). Le latifundium est constitué de plusieurs propriétés adjacentes qui font partie des actifs de la société. Pour administrer les terres dont il se dit propriétaire, Cecílio créé une nouvelle entité juridique, la société Amazônia Projetos Ecológicos. Quelques éléments de l'histoire de l'une des propriétés revendiquées par Cecílio do Rego Almeida devraient permettre au lecteur de se faire une idée plus précise de leur origine pour le moins douteuse, illustrant ainsi par un cas concret le type de fraudes présentées précédemment (cf. section A-3.3).

L'histoire des propriétés de Cecílio do Rego Almeida remonte au début du 20ème siècle. Le gouvernement du Pará concède à l'époque quatre concessions (de 30 000 ha chacune) à quatre *patrões* de la ville d'Altamira (João Gomes da Silva, Francisco Aciolly Meirelles, Benot Mendes Leite et Anfrísio da Costa Nunes) afin qu'ils y développent l'extractivisme de la noix du Pará et du latex d'hévéa. Les concessions sont provisoires et non aliénables. Leur renouvellement est annuel. Malgré cela, le 9 janvier 1984, le C*artório de registro de imóveis* d'Altamira privatise ces terres publiques par un simple jeu d'écriture et les transfère aux héritiers du colonel Ernesto Aciolly da Silva. Au passage, la taille totale de la propriété est étendue à quatre millions d'hectares. En décembre 1993, Umbelino de Oliveira (représentant de la société Incenxil) devient, suite à l'enregistrement dans le même *cartório* (actuellement poursuivi en justice), le propriétaire des terres dont la taille totale s'accroît encore de 772 000 ha.

Plusieurs procès en justice, encore en cours, ont été intentés afin de démontrer l'illégalité des documents de propriété détenus par Cecílio do Rego Almeida. Le premier (270/96) est à l'initiative de l'ITERPA qui demande l'annulation de l'immatriculation des terres de la société Incenxil au motif qu'« il a été prouvé, après les études et recherches réalisées, notamment dans le propre cartório, qu'il n'y a jamais eu d'acte causal qui donnerait son origine à la propriété privée en question ». L'action en justice, ouverte il y a plus de dix ans est encore en instance de jugement au Tribunal de justice de l'État du Pará et pour cause, comme l'explique le Procureur Fédéral de la République, Ubiratan Cazetta, « Le procès avait disparu. Le *cartório*[153] disait simplement qu'il ne le trouvait pas. Personne ne savait où il était ! ». Il réapparaît finalement en 2000. Mais, après plusieurs mois de disparition, de nombreuses pièces du procès sont devenues caduques. Tout est à refaire. Comme le conclut Ubiratan Cazetta : « le procès a été paralysé ». Il sera abandonné par le plaignant. En 2003, puis en 2005, le ministère Public Fédéral dépose à son tour deux recours en justice auprès des tribunaux fédéraux mettant à nouveau en cause l'illégalité des titres de propriété de Cecílio do Rego Almeida.

Je ne pousserai pas plus avant la description des différentes actions judiciaires entreprises contre Cecílio do Rego de Almeida. Je renvoie les lecteurs intéressés aux chroniques publiées dans le *Jornal Pessoal*[154] par le journaliste d'investigation Lucio Flávio Pinto. Il m'importait de souligner qu'à l'heure actuelle, la justice n'a pas encore pu établir de manière définitive le caractère frauduleux des titres de propriété détenus par Cecílio do Rego Almeida. Profitant de

[153] Lieu où le dossier du procès est conservé en attente du jugement. Pour consulter le dossier, juges et parties doivent en faire la demande auprès du *cartório*.
[154] Voir en partiulier les articles : *Grilagem : uma historia confusa e uma moral nada recomendável* (août 2004, 2° quinzaine), *Xingu misterioso* (février 2003), *Xingu : a destruição da grande floresta* (novembre 2001, 2° quinzaine) et *Grileiro ataca justiça paraense* (janvier 2001, 1° quinzaine).

cette lacune, la société Incenxil s'est livrée à une occupation effective des terres dont elle se présente comme le propriétaire officiel. Cette présence locale a conduit à l'émergence de nouveaux jeux dans lesquels se sont engagés les riverains de la Terra do Meio.

2.3.2. L'engouement le long du Xingu

Pour organiser l'administration et le contrôle de ses terres, la société Incenxil a installé deux « bases ». La première est située sur la rive gauche du *rio* Xingu, l'autre sur la rive gauche du *rio* Iriri, à son embouchure avec le *rio* Curua (figure 89). À partir de celles-ci, les contremaîtres locaux ont mis en place un maillage du territoire fondé sur des formes de coopérations étroites entretenues avec les *ribeirinhos* de la région.

Les formes de séduction ou subornation des *ribeirinhos* sont multiples, se recoupent partiellement et se renforcent mutuellement au point que « l'entreprise », comme on l'appelle localement, est devenue un véritable objet d'adulation pour plusieurs familles de riverains. Sur le Xingu, de nombreux témoignages de riverains viennent illustrer cette vénération. Pour Bernaldo, « Il y a Dieu dans le ciel et l'entreprise sur Terre ». Anastasio confie : « La CR-Almeida est bonne pour nous, sans elle, nous ne serions plus ici ». Le vieil homme oppose, à qui veut l'entendre, le gouvernement et les « illusions » qu'il promet à l'entreprise « qui est vraiment là quand on a besoin de quelque chose ». Pour gagner ce ferme soutien local, la société Incenxil a conjugué trois formes d'action.

D'abord, plusieurs *ribeirinhos* du Xingu ont été officiellement enregistrés comme employés de la société. Pour les services qu'ils rendent à l'entreprise, ces derniers reçoivent un salaire mensuel de trois cents réais. Bernaldo est l'un d'eux. Comme il le raconte : « L'entreprise nous paye pour qu'on dise qui passe par ici. Elle nous paye aussi pour qu'on continue à vivre ici ». Les employés de l'entreprise devront aussi consacrer quelques demi-journées à de menus travaux, tels que le nettoyage de la « base ». Comme tous le reconnaissent, l'essentiel de leur activité consiste à observer et rapporter les moindres allers et venues de personnes étrangères, en particulier ceux des grilloneurs tentant d'occuper les terres dont Cecílio se dit le propriétaire.
L'« entreprise » sait être particulièrement généreuse pour ceux qui acceptent de travailler pour elle. Lorsque l'épouse de Manoel Cocheilo (*ribeirinho* du Xingu et salarié de l'entreprise) doit subir de toute urgence une lourde opération et rester plusieurs semaines alitée, l'entreprise prendra à sa charge toutes les dépenses.
La société Incenxil finance également l'installation de nouveaux venus sur le bord du Xingu. C'est le cas de Lindolfo à qui elle a fourni l'ensemble des matériaux pour la construction de son habitation. Elle lui a également offert les outils agricoles nécessaires à la mise en culture de sa terre et les semences des plantes qu'il souhaitait cultiver. À l'heure de la récolte, l'« entreprise » est encore là. Elle s'est engagée à acheter ses produits ou à lui permettre de venir les vendre en personne sur le marché d'Altamira.

Pour lutter contre les *grileiros* et « ramener l'ordre et la sécurité » dans la région (selon les mots d'Anastasio) l'« entreprise » finance la venue d'équipes de la Police Militaire de l'État du Pará qu'elle héberge dans ses bases. Chaque agent reçoit une prime payée par la société Incenxil pour sa venue. Leur mission est de dissuader, par leur simple présence, les grileiros s'attaquant aux terres de la société et le cas échéant d'intervenir. Grâce à leur mission de mai 2004, plusieurs groupes de grilloneurs qui terrorisaient jusqu'alors les riverains ont pris la fuite.

La troisième ligne d'action de l'« entreprise » sera menée par l'intermédiaire de l'ONG Bioambiente. Celle-ci a été créée en février 2005 dans la ville d'Altamira sous le nom complet d'« association des Agents environnementaux du troisième secteur, groupe de Volontaires de l'État du Pará et de l'Amazonie légale ». Son président est un élève agronome de la faculté d'Altamira. Le vice-président est un homme au passé obscur, ayant déjà travaillé dans une ONG similaire dans la région du Centre-Ouest avant d'en être radié pour détournement de fonds. La majorité des trente-trois membres de l'association sont des élèves de l'université fédérale d'Altamira. Peu de temps après sa création, l'ONG a reçu l'aide providentielle de la société Amazônia Projetos Ecológicos (filiale du groupe CR Almeida) qui en est devenue l'unique financeur. Selon le président de l'association, l'accord signé avec la société du groupe CR Almeida vise le financement de toutes les activités mises en place par la Bioambiente concernant le « renforcement de l'agro-extractivisme dans la Terra do Meio ». L'un des objectifs largement diffusé auprès des *ribeirinhos* est la création d'une coopérative de collecteurs de noix du Brésil, de saigneurs d'hévéa et de pêcheurs. Grâce à celle-ci, les produits de l'extractivisme local pourront être, selon le président de la Bioambiente, « stockés sur place, pour ensuite être vendus à un meilleur prix en ville ». Ainsi, les populations auront « plus de poids » dans les négociations avec les intermédiaires locaux. En complément de ce projet d'appui aux populations locales, l'ONG réalise de manière fréquente des distributions gratuites d'aliments ou de produits de première nécessité. Les membres de l'ONG, lors de leurs allers et venues dans la région, se proposent bien volontiers de transporter les familles de riverains qui le désirent jusqu'à Altamira, ou de les en ramener.

Il ne me semble pas nécessaire d'insister outre mesure sur les avantages évidents que les familles de *ribeirinhos* du Xingu retirent de leur coopération avec la société Incenxil. Après avoir présenté dans le détail le jeu de la dette qui les lie, malgré eux, au *regatão* ainsi que l'insatisfaction qu'ils ressentent devant ses résultats, on comprend aisément l'intérêt que peut susciter les actions de l'« entreprise ». Tout comme le travail salarié dans les *fazendas*, elle offre une nouvelle source de revenus pour les riverains. Mieux encore, la rémunération proposée est annuelle et non plus saisonnière. La société Incenxil se montre très généreuse avec les riverains qui collaborent et parvient même à améliorer, dans les faits, la sécurité de tous via le financement des missions de la Police Militaire de l'État du Pará. Il est intéressant de relever la manière dont l'entreprise Incenxil s'est substituée aux pouvoirs publics dans les principaux secteurs qui lui échoient d'ordinaire : sécurité, santé, transport, travail, alimentation, habitation et soutien à l'agriculture.

Je remarquerai que l'image excessivement positive que les *ribeirinhos* ont de l' « entreprise » s'explique encore par le fait que cette dernière ne s'est livrée, pour l'heure, à aucune exploration directe ou indirecte du territoire dont elle revendique la propriété. Elle a effectivement consacré, jusqu'à maintenant, l'ensemble de ses investissements dans la Terra do Meio à la conservation des ressources forestières. Pour cette raison, de nombreux riverains rejettent dos à dos *fazendeiros* et responsables gouvernementaux (de l'échelon régional et fédéral) : alors que les premiers détruisent les forêts de la région, les seconds se montrent incapables de les protéger. Seule l'« entreprise » recueille invariablement leurs louanges. Bernaldo défend : « Planter du pâturage, pour moi, c'est un crime. Je ne suis pas d'accord. Ils veulent tous en finir avec la forêt. L'entreprise, elle, vient protéger notre forêt ». Le même argument est d'ailleurs repris et étayé par le président de l'ONG Bioambiente, pour qui « le seul crime que l'entreprise ait commis, c'est de préserver !». En termes de responsabilité environnementale, l'Incenxil se montre jusqu'à présent intouchable.

Pour toutes ces raisons, l'« entreprise » s'est progressivement attachée le soutien d'une part croissante des riverains du Xingu, alors même qu'elle se dit propriétaire des terres qu'ils occupent. Les riverains confient avoir confiance dans les projets de la société Incenxil et ne pas craindre un retournement de situation. Même quand un changement de comportement futur est envisagé, il ne semble pas peser d'un grand poids face aux multiples avantages que procure sa présence à l'heure actuelle. Comme l'explique un riverain qui collabore avec elle : « c'est sûr qu'on ne sait rien pour plus tard, tout ce qu'on sait, et ça tu peux demander à tout le monde, c'est qu'en ce moment même, c'est elle qui nous aide et elle seulement ». Une telle vision est partagée par la majorité des riverains du Xingu. Sur les bords de l'Iriri, il en va autrement.

2.3.3. La défiance le long du Iriri

Comme les riverains du Iriri s'en rappellent, les premiers à tenir des discours d'« aide », de « développement communautaire », de « gains partagés », de « redistribution des bénéfices » sont les propriétaires de la *fazenda* Juvilândia, dès le début des années quatre-vingts. Mais rien n'a suivi. La *fazenda* tombée en faillite quelques années plus tard, a été abandonnée par ses propriétaires. Les riverains ont été laissés à leur sort.
Une dizaine d'années plus tard, la CR Almeida a installé sa « base » à l'embouchure du *rio* Iriri et du *rio* Curua. Un *ribeirinho* du Iriri se souvient : « ils nous ont promis qu'ils allaient monter une coopérative, qu'ils allaient construire une école pour nos enfants et un poste de secours. Mais ils n'ont rien fait. Ils ont pris la signature de presque deux cents personnes, et c'est tout. […] On n'a rien vu de plus. » Lucivaldo a été salarié (pendant plus de neuf mois) du groupe CR Almeida. Il était chargé de faire le guet pour le compte de l'entreprise et d'informer les grilloneurs désireux de s'installer que la terre était déjà appropriée. Sous le coup de plusieurs menaces, il décide de quitter son poste et demande son solde à l'« entreprise ». Il dit ne recevoir qu'insultes et humiliations de la part du représentant local de la société Incenxil qui le raille en ces mots : « Les *ribeirinhos* n'ont aucun droit. Aucun d'entre vous n'a de terre, mon pauvre ami ». Lucivaldo portera plainte, sans suite. Le même constat est encore fait par un de ses voisins de l'Iriri : « L'entreprise est venue ici pour nous acheter. Tout ce qu'elle veut c'est notre silence. […] Elle n'a jamais rien fait de bon : quelques vivres, des petits salaires, des petits emplois. C'est tout. Et après ? ».

J'ai montré dans cette section, et celle qui la précède, que l'on pouvait ramener, pour la décrire et l'analyser, l'avancée fulgurante des défriches dans la Terra do Meio à un système d'action concret qui lierait étroitement, de manière dynamique et évolutive les différents acteurs locaux : *colonos*, *fazendeirinhos*, saisonniers, *fazendeiros* et *ribeirinhos*. Mais, la force de l'avancée pionnière locale ne s'explique probablement pas uniquement par l'appariement progressif, mais durable, de leurs stratégies. Une dimension fondamentale, manque encore à l'analyse de la pastoralisation du territoire, sa dimension verticale.

D - La puissante filière d'appui à la pastoralisation de la Terra do Meio

Pour déployer, non plus horizontalement, mais verticalement, c'est-à-dire de l'échelle locale à l'échelle internationale, l'organisation de la pastoralisation du territoire de la Terra do Meio, j'aurai recours au concept de « filière », tel que l'a défini et utilisé G. Barouch (1989). Pour l'auteur, il s'agit d'une « structure verticale organisée autour d'une fonction du milieu biophysique » ou d'une « métalogique organisationnelle qui, en réponse à des problèmes perçus (médiatisés par les langages dominants), produit des structures permanentes verticales » (: 104). Chaque filière, comme organisation multiscalaire et interinstitutionnelle d'entités individuelles ou collectives, est par définition ancrée sur un « produit » qu'offre le territoire. Lorsqu'il l'applique à la gestion de l'eau dans le bassin versant de la Sèvre, l'auteur distingue la filière « alimentation en eau potable », « assainissement des eaux usées », « espace-promenade », « pêche », etc. Si les filières se différencient par le poids relatif des logiques techniques, économiques ou réglementaires qui les régissent, elles partagent néanmoins un ensemble de traits communs : une finalité stable (en réponse à une demande économique ou sociale), un ensemble de normes et de procédures qui visent à réguler le fonctionnement de la filière, des institutions qui s'assurent du respect des normes, un ensemble de savoir-faire, un circuit de financement permanent et l'existence d'un vocabulaire commun aux différents membres de la filière. La filière, comme mode de gestion collectif et organisé du territoire, présente pour ceux qui y participent, l'avantage de la stabilité et de la permanence dans le temps comme dans l'espace.

Grâce au détour par la filière d'appui à la pastoralisation, on comprendra, à l'instar de L. Mermet (2002), lorsqu'il s'intéresse aux affrontements autour de la protection de l'ours des Pyrénées, que si aujourd'hui le projet de pastoralisation du territoire de la Terra do Meio apparaît comme le seul projet de territoire local existant, c'est sans doute, parce qu'il s'est imposé à tous les niveaux d'organisation politique et géographique de la gestion du territoire. On le retrouve dans la gestion clientéliste et patrimonialiste des affaires locales mise en place par la « *prefeitura* des éleveurs » de São Félix do Xingu, au pouvoir depuis 1997. On l'observe dans le laisser-faire actif habilement suivi par l'État du Pará ou dans les aides fiscales à l'élevage, activité choisie comme vecteur principal et « stratégique » du « développement » de l'État depuis le début des années quatre-vingt-dix. On le rencontre encore dans les initiatives diplomatico-commerciales répétées du gouvernement Lula (renforçant en cela les pratiques de son prédécesseur) au service du développement des exportations de viande bovine alors que la croissance actuelle de l'élevage national qui y répond est à 80 % amazonienne (Kaimowitz, Mertens *et al.* 2004). Dans ces conditions, pourrait-on véritablement observer autre chose que la conquête fulgurante de la Terra do Meio par les prairies de *Brachiaria brizantha* et leurs ruminants ?

Cette section sera consacrée à la description de la filière d'appui à la pastoralisation du territoire de la Terra do Meio. Je concentrerai volontairement mon regard sur les acteurs publics de la filière, et ce, pour plusieurs motifs. D'abord, les acteurs privés de la filière ont déjà été décrits, partiellement, dans des travaux récents. J. B. Veiga, J.-F. Tourrand *et al.* (*op. cit*.) mettent ainsi en évidence le rôle prépondérant de la filière commerciale de semence fourragère. R. Poccard-Chapuis (*op. cit.*), décrivant les « réseaux de la conquête » de

l'Amazonie par l'élevage, souligne l'efficacité de la chaîne de commercialisation des bovins de l'échelle locale à l'échelle nationale. Elle constituerait, d'après l'auteur, l'un des principaux avantages comparatifs de la filière de l'élevage, par rapports aux activités agricoles. Ensuite, souligner les appuis publics multiscalaires dont bénéficient, dans les faits, les protagonistes de la frange pionnière du Xingu-Iriri, vient relativiser l'image de « nouvelle frontière pionnière » souvent utilisée pour décrire, par un raccourci réducteur, la complexité des dynamiques contemporaines dans le Sud-Pará. Finalement, je remarquerai que mon attention soutenue en direction des acteurs publics viendra préparer le prochain chapitre, dédié au changement de politique publique concernant la Terra do Meio.

1. Echelon local

Les paragraphes qui suivent illustrent la manière dont un projet de territoire, celui de la pastoralisation, s'est progressivement imposé comme « le » projet local de territoire.

1.1. 1997-2004 : La *prefeitura* des éleveurs

Les quinze premières années de la vie politique du *município* de São Félix do Xingu ont été marquées par la domination du parti unique de Seu Vildo (Aliança Renovadora Nacional - ARENA). Celui-ci exerce le pouvoir exécutif et législatif local de manière hégémonique, sur ce que l'on appelle encore « l'île de São Félix do Xingu »[155]. À partir de la fin des années soixante-dix et l'arrivée des premiers migrants attirés par les ressources naturelles du *município*, la première opposition politique commence à émerger. Elle est portée par un médecin originaire du sud du pays, qui recueille, comme dans la ville de Conceição do Araguaia (Velho *op. cit.*), l'appui de tous les nouveaux venus. Mais le pouvoir des anciens *patrões* et leur réseau d'influence et d'obligés reste encore très fort, comme l'atteste l'élection en 1982 de Filomène (Partido do Movimento Democratico Brasileiro - PMDB), ancien *aviador* de l'époque du caoutchouc.

Un an après l'arrivée de la route, le *fazendeiro* Antônio Paulino da Silva arrive dans la ville de São Félix do Xingu. Il est originaire du Goiás mais a fait fortune dans le Tocantins où il a occupé pendant quatre années le poste de *prefeito* d'un *município* du nord de l'État. Dès son arrivée sur les bords du Xingu, il dit être mû par un projet : conquérir la charge de *prefeito* pour « faire entrer le développement à São Félix ». Il se présente pour la première fois en 1992 et fait campagne pour le poste de *vice-prefeito* aux côtés du candidat *prefeito* Dono Adeni (Partido Democrático Trabalhista - PDT). Ce dernier est le frère de l'une des plus importantes figures locales de l'exploitation forestière (Chico Bananeira). Cette alliance entre *fazendeiro* et bûcheron illustre la première tentative de prise de pouvoir par les nouveaux investisseurs de la région qui n'ont de cesse de dénoncer l'« assistancialisme archaïque » mis en place et entretenu par les anciens *prefeitos* issus de l'élite locale. Ils y voient le principal obstacle au « décollage » économique du *município*. L'heure semble effectivement être au changement politique. Un an avant l'élection, une révolte populaire a mis feu au siège de la *prefeitura*. Les migrants qui ne cessent de grossir le centre urbain de São Félix do Xingu dénoncent l'absence d'écoles, d'habitations, de services de santé et surtout de routes ouvrant la conquête des terres libres du *município*. Malgré le mécontentement général, Antônio Paulino da Silva (Partido Trabalhista Brasileiro - PTB) ne parvient pas à se faire élire lors des élections locales de 1992. Il échoue en effet à réunir autour de sa candidature les voix des

[155] On se rappelle que la bourgade de São Félix do Xingu n'est reliée par la route au reste du pays qu'à partir de 1983.

éleveurs locaux qui lui préfèrent un commerçant local, Antônio Augusto da Silva (PMDB). Ca n'est que partie remise.

Pour les élections de 1996, les deux candidats principaux au poste de *prefeito* sont Antônio Paulino da Silva (PTB) et Denimar Rodrigues (PMDB). Le premier se présente cette fois comme le représentant déclaré des éleveurs qu'il a réussi à rassembler. Le projet de développement qu'il défend pour le *município* est tout entier tourné vers l'ouverture de route et l'élevage bovin. Gagnant *in extremis* l'appui des commerçants, il remporte l'élection. Si cette victoire témoigne de l'influence déjà considérable des grands éleveurs, elle marque aussi l'avènement de leur domination sans partage sur la sphère politique locale pendant les huit prochaines années.

Comme le décrit Betinho, ex-président du Syndicat des Producteurs Ruraux de São Félix do Xingu (SPR-SFX) et proche d'Antônio Paulino da Silva, le *prefeito* en place promeut, organise et facilite la migration vers SFX d'un nombre élevé de ses connaissances du Tocantins et du Goiás. Ses opposants l'accusent de mettre en place un système qui assure aux nouveaux venus, démarchés dans leur région d'origine, une terre de grande taille, un titre de propriété frauduleux de l'ITERPA et un crédit subventionné obtenu auprès de l'agence locale de la BASA. L'appui de la *prefeitura* donné à l'agriculture familiale est supprimé. Comme le déclare le nouveau secrétaire de l'Agriculture de SFX (élu en 2004) : « l'ancienne équipe a fait comme si il n'y avait pas d'agriculture dans le *município*. Pour eux, elle n'existait pas ». Il convient de préciser que l'agriculture à São Félix do Xingu est dans l'extrême majorité des cas une agriculture dite « familiale »[156] non mécanisée. Le soutien donné par Antônio Paulino Levinas ne va pas au secteur agropastoral dans son ensemble, il est spécifiquement dédié aux éleveurs les plus capitalisés.

Le Syndicat des Producteurs Ruraux de São Félix do Xingu (SPR-SFX) est créé sous l'impulsion du *prefeito*. Walter, un de ses proches en prend la tête. Comme l'explique ce dernier, le syndicat travaillait en « étroite collaboration » avec la *prefeitura*. Plus précisément, le syndicat fonctionnait alors comme une « annexe » (sic) de la *prefeitura* chargée, dans les faits, de la gestion de toutes les questions liées au développement de l'élevage patronal dans le *município*. Le SPR est soutenu financièrement et logistiquement par la *prefeitura*. C'est aussi par l'intermédiaire de l'exécutif local que le syndicat des éleveurs patronaux naissant parvient à prendre contact avec les autorités sanitaires de l'État du Pará qu'ils organisent et financent plusieurs campagnes de lutte contre la fièvre aphteuse dans le *município*. Ca n'est pas tout, grâce à ses « relations »[157], Antônio Paulino da Silva réussi également à obtenir l'ouverture locale d'un bureau provisoire de l'ITERPA qui travaille en relation étroite avec les responsables du SPR-SFX, afin de « faciliter » (selon un ancien dirigeant du SPR) la régularisation des terres occupées par les patrons ruraux. Cette venue ouvre une période connue localement comme la « mafia des titres ». Comme le résume l'ancien trésorier du SPR-SFX : « on s'occupait de tout pour nos membres, grâce à nous, ils obtenaient un titre de propriété et tout de suite après un financement de la BASA. Et en plus, on a commencé très tôt à s'intéresser à la qualité des troupeaux. […] On voulait produire beaucoup, vite et bien. Et

[156] Selon la typologie utilisée par l'INCRA/FAO (2000), les exploitations appartenant à l'agriculture familiale vérifient simultanément les deux conditions suivantes : la direction des travaux sur l'exploitation doit être exercée par le producteur et le travail familial doit être supérieur au travail salarié.

[157] Antônio Levinas appartient au même parti politique (PSDB) qu'Almir Gabriel et Simão Jatene qui, à eux deux, occuperont le poste de gouverneur de l'État du Pará durant trois mandats consécutifs entre 1994 et 2006. À ce titre, les requêtes formulées par le *prefeito* de SFX bénéficient, bien évidemment, d'une attention toute particulière.

ça a marché ». La *prefeitura* fait également donation d'un terrain tout équipé, en proche périphérie de la ville, pour que le SPR-SFX puisse y organiser les foires bovines et les rodéos.

Le directeur de campagne et proche ami d'Antônio Paulino da Silva décrit les deux mandats de l'éleveur venu du Goiás comme ceux de « l'ouverture des routes et de l'élevage ». C'est en effet à cette époque que les grands axes routiers qui rayonnent dans toutes les directions à partir du centre urbain sont ouverts : vers la région Sudoeste, vers la *vila* Taboca et vers la Terra do Meio. Dans le cas de la Terra do Meio, les routes s'ont ouvertes (cf. section B-4) puis entretenues année après année grâce à ce que Valdizão, secrétaire des Routes et Transport de la *prefeitura* de SFX, qualifie d'un « partenariat » conclu avec les *fazendeiros* de la Terra do Meio. Il poursuit : « avec plus de 2 800 km de route à entretenir dans tout le *município*, les fonds que la *prefeitura* reçoit de l'État ne suffisent pas. Heureusement, on peut compter sur la collaboration avec les grands producteurs. Comme ça tout le monde y gagne ». Ainsi, grâce aux « bonnes relations » qui lient depuis plusieurs années la *prefeitura* et les *fazendeiros* de la Terra do Meio, cette dernière participe chaque été à la remise en état de la voierie, si importante pour l'exportation des bœufs de la Terra do Meio. A titre d'exemple, j'observerai qu'en 2005, la *prefeitura* a mis à disposition des *fazendeiros*, durant plus de trois semaines, les deux engins de terrassement qui lui appartiennent.

Le travail accompli par le *prefeito* en faveur du développement local lui vaudra d'être réélu en 2000. D'avis de tous, le deuxième mandat est moins étincelant. La dette du *município* s'envole, les infrastructures de qualité médiocre se détériorent rapidement alors que rien n'est fait pour les remplacer. Le salaire des fonctionnaires de la *prefeitura* est versé avec un, deux et même trois mois de retard. Certains services voient leur ligne électrique et téléphonique coupées pendant plusieurs semaines, lorsque la *prefeitura* ne parvient plus à s'acquitter de ses frais de fonctionnement. Les critiques venues du camp même des grands éleveurs commencent à se faire entendre. Les accusations de détournement de l'argent public vont bon train. Le *vereador* Gerson Cristo dépose en 2003 auprès du ministère Public Fédéral quatre dénonciations d'irrégularités administratives et de détournement de fonds publics (*O Liberal*, 19/05/2003). Le Tribunal des Comptes de l'État du Pará juge la prestation de compte de l'administration d'Antônio Paulino da Silva irrégulière (*O Liberal*, 15.03.2006). Le nom du *prefeito* de São Félix do Xingu apparaît quelques mois plus tard dans la liste des responsables politiques impliqués dans la mafia de l'achat/vente des ambulances surfacturées mis à jour par la « Commission Parlementaire d'Enquête des Sangsues » (*O Globo*, 31.08.2006).

1.2. L'« asphyxie » de l'opposition politico-sectorielle

La *prefeitura* des éleveurs, entre 1997 et 2004, ne se contente pas de soutenir les associations ou les groupes d'acteurs qui partagent son projet de territoire. Elle met également en place une habile stratégie de démobilisation des segments de la société civile opposés à ses projets. Ses opposants parlent volontiers de l'« asphyxie » des projets de territoire alternatifs qu'ils défendent. Je rendrai compte de cette pratique en suivant la trajectoire STR-SFX.

Comme dans de nombreux *municípios* brésiliens, il existe à São Félix do Xingu deux syndicats agro-pastoraux : le SPR et le STR. Le premier défend, selon son président, les intérêts des « patrons ruraux ». Le second, quant à lui, vient en appui aux agriculteurs ou éleveurs peu capitalisés, aux « petits producteurs ».
La situation du STR-SFX que je découvre en mai 2004 est critique. Le syndicat ne bénéficie que de ressources financières « très limitées » selon son président. La vétusté des installations ne saurait le cacher. Comme le mentionne un autre responsable, le syndicat serait même

« arrêté ». Son activité se réduit en effet à quelques tâches de gestion administrative des associations de productrices locales et autres délivrances de certificats administratifs pour les agriculteurs familiaux de la région. Les dirigeants que je rencontre se plaignent amèrement du manque de mobilisation et d'implication des agriculteurs dans l'action syndicale. Corollaire de cet état de fait, les représentants du STR s'avouent « déconnectés » des dynamiques de gestion locale des agriculteurs familiaux, notamment celles de la Terra do Meio. Les interactions entre représentants et représentés apparaissent ténues voire inexistantes. C'est d'ailleurs avec un intérêt sincère que le président semble accueillir mon projet de recherche dans la région de la Terra do Meio : « comme ça, on en saura plus, je suis sûr que ça peut nous aider à nous reprendre… parce que ça n'est pas facile tu sais ». Un dernier élément attire mon attention lors des premiers entretiens réalisés auprès des responsables syndicaux. Ces derniers démontrent un intérêt tout particulier pour les projets ou programmes fédéraux de politique publique, notamment en matière environnementale. Mon aide est d'ailleurs franchement sollicitée pour identifier et répondre à l'une de ces lignes de financement.

La précarité de la situation du STR et sa recherche d'un soutien (financier, matériel ou technique) fédéral s'éclairent quelques semaines plus tard, lorsque je rencontre Dalton, l'une des principales figures historiques du STR-SFX. Il m'aide à reconstruire la trajectoire du STR-SFX. Il évoque pour commencer le temps des « grandes victoires du peuple ». Il y a d'abord les manifestations du milieu des années quatre-vingt-dix pour l'ouverture des routes du Xadá et de la Santa Rosa. Le militant se rappelle avec émotion l'occupation des locaux de la *prefeitura* et de la chambre législative de SFX ainsi que les négociations victorieuses avec la *prefeitura*. En 1997, c'est l'obtention des premiers crédits subventionnés (FNO-Spécial) pour les agriculteurs faiblement capitalisés de São Félix do Xingu. Dans cette « lutte » également, le STR-SFX est au premier rang. Ce sont ses membres qui tirent au clair les rejets inexpliqués des premiers projets de crédits déposés auprès de la BASA. C'est encore sous la pression exercée par la coalition formée par le STR, l'Église catholique et l'association Aliança do Xingu que les deux agences publiques de développement agricole, l'Empresa de Assistência Técnica e Extensão Rural (EMATER) pour l'échelon régional et la Comissão Executiva de Planejamento da Lavoura Cacaueira (CEPLAC) pour l'échelon fédéral, installent leurs bureaux dans la ville de SFX en 1996 et 1997, respectivement. À partir de 1997 et l'élection à la tête de la *prefeitura* d'Antônio Paulino da Silva, le mouvement social local entre subitement dans une longue phase de déliquescence et de démobilisation.

L'antagonisme qui fait jour entre l'exécutif local nouvellement élu et le mouvement social centré sur les migrants et agriculteurs familiaux a une double origine : politique et sectorielle. La coalition formée par l'Église catholique, le STR et l'association Aliança do Xingu se situe dans l'opposition locale. Les réussites successives et l'engouement populaire qu'elles suscitent représentent une menace politique pour le *prefeito* et son projet de réélection. De plus, le modèle de développement défendu par la coalition, tourné vers le soutien à l'agriculture familiale et à la diversification agricole, se distingue et s'oppose à celui de pastoralisation du territoire soutenu par le *prefeito* et ceux qui le soutiennent.

Pour répondre à l'influence grandissante d'une coalition qui pourrait contrarier ses projets politiques et sectoriels, la *prefeitura* de SFX se serait employée entre 1997 et 1999 à « asphyxier », le mouvement associatif local. Comme le reprennent plusieurs membres du STR, l'équipe de l'exécutif local a appuyé la création, en quelques mois, d'une multitude d'associations locales plaçant à leur tête des personnes partageant ses positions politiques et sectorielles. Cette opération a permis, d'une part de réduire, au nom de la pluralité du secteur associatif, l'appui fourni à la coalition, et d'autre part, d'entretenir des associations acquises à

sa cause. Comme l'explique un représentant du STR-SFX : « Ca a été un moyen [pour le pouvoir en place] de tout disputer et de diviser la population, c'est comme ça qu'ils ont réussi à envahir le syndicat ». Le dernier avantage de la stratégie suivie par le pouvoir en place a été de diviser, par la multiplication des formes de représentation et des pratiques clientélistes, la base populaire de la coalition d'opposition. En 1998, le noyautage du mouvement de représentation des agriculteurs familiaux conduit à l'élection à la tête du STR-SFX d'un proche de la *prefeitura*. Selon les dirigeants actuels : « de 1998 à 2001, le syndicat était à eux. Ils ne faisaient évidemment rien. Ils laissaient pourrir ». En 2001, le STR-SFX est repris par les membres de l'opposition au pouvoir local. Mais, pour assurer son élection, le nouveau président a dû multiplier les alliances avec des factions aux visions différentes voire contradictoires. Dans la pratique, l'impossible conciliation des intérêts divergents a conduit à une paralysie du STR-SFX. Selon les mots de l'un de ses membres historiques « le syndicat est aujourd'hui à l'arrêt ».

Cet épisode nous permet de comprendre comment les dirigeants de la *prefeitura* de SFX, entre 1997 et 2004, ont méthodiquement mis en place puis soutenu, un secteur associatif qui leur est acquis. Ces pratiques de cooptation permettent encore au pouvoir exécutif de mobiliser ses alliés associatifs lorsque l'occasion s'en fait sentir, comme par exemple dans la manœuvre de blocage du processus participatif de Développement Local Intégré et Soutenable (DLIS) que j'aborderai dans la section suivante. Mais ça n'est pas tout, cette stratégie offre la possibilité au pouvoir en place d'augmenter la capillarité du réseau clientéliste tissé localement. Plusieurs commentaires de responsables associatifs appuient ce constat : « Le seul pouvoir ici, c'est celui de la *prefeitura*. On ne peut pas s'y opposer. C'est lui qui donne tout ». Pour un autre observateur de la vie politique locale : « Aujourd'hui le STR est beaucoup trop timide. Mais il n'a pas le choix. C'est comme tout le monde. […] Il cherche à négocier pour trouver un moyen d'agir sans s'opposer au *prefeito*. Parce que c'est l'unique ressource ici. C'est lui qui a la force ». On comprend mieux à présent le salut que les responsables du STR-SFX espèrent trouver dans une ligne de financement fédérale, qui leur assurerait des fonds importants et surtout hors de portée des arbitrages de l'exécutif local.

L'image que j'offre ici du système politique de São Félix do Xingu rejoint celle donnée par R. Peixoto (1996), lorsqu'il aborde la « culture politique de la frontière du sud du Pará ». Pour l'auteur, l'administration publique y est « une espèce de caricature des vices politiques existant dans d'autres régions de l'espace national. » (: 253). Les *prefeituras*, au lieu d'être des noyaux de diffusion de la loi et de l'ordre, sont le plus souvent intégrées à la sphère de l'intérêt privé de ceux qui en ont les commandes. Les deux composantes cardinales, selon l'auteur, de la vie politique locale seraient le patrimonialisme et le paternalisme. Grâce à eux, les détenteurs des charges politiques parviendraient à exercer leur contrôle sur les objets et les hommes. À SFX le pouvoir public local a été entièrement privatisé, détourné, destiné à servir les intérêts, les projets et les ambitions de ceux qui le détiennent. Il est corrélativement et simultanément échangé sous formes de services à rendre avec les membres de la population du *município*. Comment ne pas y voir la « farce démocratique » et l'« injustice institutionnalisée » que l'auteur dénonce.

1.3. Un processus participatif paralysé

Lors la réunion de janvier 1999, le Conseil national délibératif du Service Brésilien d'Appui aux Micros et Petites Entreprises (Serviço Brasileiro de Apoio às Micro e Pequenas Empresas – SEBRAE) opte pour l'élaboration d'une nouvelle stratégie institutionnelle. La « réinvention du SEBRAE » part du constat que l'institution, en dépit de son statut non gouvernemental, est

à caractère public, puisqu'elle est financée par des ressources d'origines fiscales et qu'elle vise l'offre de services d'appui aux micros et petites entreprises « dans une perspective de promotion du développement économique et social » (SEBRAE 1999). Pour répondre aux responsabilités sociales de l'organisation, un nouvel objectif institutionnel est défini, il consiste à « travailler de manière stratégique, innovante et pragmatique, afin que l'univers des petites entreprises du Brésil jouisse du meilleur appui possible pour une évolution durable, contribuant ainsi au développement du pays dans son ensemble » (*ibid.*). Face à ce changement de cap, l'institution se livre à la refonte d'un de ses principaux programmes, le Programme d'Emploi et de Revenu (Programa de Emprego e Renda – PRODER), dans la perspective du Développement Local Intégré et Soutenable (Desenvolvimento Local Integrado e Sustentável – DLIS).

Initialement développé dans le cadre de l'Agenda 21 Local, fruit de la CNUED, le DLIS a été intégré au programme d'action du président Felipe Henrique Cardoso « Avança Brasil » (Avance Brésil). Il est alors défini comme « un nouveau mode de promotion du développement, qui contribue à l'amélioration de la qualité de vie des populations des petites villes et favorise la naissance de communautés plus durables, qui sont capables de subvenir à leurs besoins les plus immédiats, d'éveiller ou de découvrir leurs vocations, d'élargir leurs potentialités et d'augmenter les échanges avec l'extérieur, s'appuyant sur leurs avantages locaux » (*ibid.*). La promotion du DLIS est réalisée par l'intermédiaire du Programme Communauté Active (PCA) lancé par le président de la république Felipe Henrique Cardoso en juillet 1999. Ce programme a l'ambition de soutenir « le développement social par l'induction au développement local intégré et durable, réalisé au travers de la formation des communautés les plus nécessiteuses à la découverte de leurs vocations et potentialités, de l'élaboration participative de leur agenda de priorités, de l'articulation et de la convergence des actions du gouvernement et de la célébration de partenariat avec la société civile » (*ibid.*).

La réforme du SEBRAE conduit à la mise en place du PRODER-Spécial (PRODER-Especial) par lequel il entend s'associer à l'effort national de promotion du DLIS. Le PRODER-Special se veut un « vecteur de durabilité économique » visant à « appuyer et inciter l'entreprenariat des micros et petites entreprises individuelles et collectives, avec l'objectif de viabiliser de nouvelles activités commerciales qui seront à l'origine de nouveaux emplois ou occupations productives, revenus et richesses, préférentiellement pour les populations des localités aux plus bas indices de développement » (*ibid.*). Ainsi, une étroite collaboration s'établit entre le SEBRAE et le programme gouvernemental PCA. Dans l'État du Pará, cinq *municípios* sont sélectionnés comme cibles du binôme PCA/PRODER-Spécial. Parmi ceux-ci figure São Félix do Xingu (au côté d'Augusto Correa, Marabá, Ourém et Viseu).

Le développement socio-économique qu'entend soutenir le couple PCA/ PRODES-Spécial a comme pierre de touche la découverte par chacune des communautés locales des atouts qui sont les siens. Un processus participatif et concerté doit leur permettre d'identifier ces avantages comparatifs et de les transformer en un projet de développement local. Dans le *município* de SFX, les promoteurs de l'action de développement ont adopté une stratégie d'accompagnement progressif de la communauté locale pour la construction de son projet. Les principales phases sont les suivantes :

- 1° Sensibilisation et mobilisation de la communauté locale au projet de développement local intégré et soutenable (réunion du 12/01/2002 et 09/02/2002) ;

- 2° Formation du Forum[158] DLIS regroupant les représentants de la communauté locale et de l'organe de gestion local du projet de développement (rencontres organisées entre le 25.02.2002 et le 05.03.2002) ;
- 3° Elaboration du diagnostic participatif des principaux atouts socio-économiques du *município*, suivi de sa mise en pratique au travers de la sélection des actions prioritaires (Plan de développement local) et de leur mise à l'agenda local. La réalisation du diagnostic est placée sous la responsabilité du Forum DLIS (baptisé localement « Forum intégré Xingu en développement »). Il s'appuie sur la réalisation de cent-neuf entretiens réalisés par les membres du Forum DLIS. La sélection des actions prioritaires sera débattue par les membres du Forum DLIS entre le 20.03.2002 et le 08.04.2002.

Comme en témoignent l'Agenda Local (PCA 2002b) et les cinq participants (dont deux responsables) du Forum DLIS avec qui j'ai pu aborder le sujet, le tourisme a été choisi comme l'atout principal à développer dans le *município* de SFX. Selon mes interlocuteurs, la majorité des membres du Forum DLIS ont estimé que les dynamiques agropastorales étaient déjà suffisamment « fortes » localement et recevaient assez d'aides de l'État pour garantir leur pérennité. En revanche, le secteur touristique, très prometteur, en est encore à ses balbutiements. C'est donc lui qu'il convient d'appuyer d'une manière privilégiée. Ce soutien apporté au tourisme est conçu transversalement, c'est-à-dire qu'il doit répondre de forme intégrée aux principaux problèmes identifiés lors du diagnostic de développement local. L'agenda local des actions prioritaires, qui permet de traduire dans la pratique la stratégie de développement local plébiscitée, intègre la diversité des problèmes mentionnés autour de huit items (chacun comprenant trois à cinq actions élémentaires) :

- doter le *município* des infrastructures nécessaires au développement du tourisme ;
- construire des habitations bon marché pour les cent familles vivant sur les marges du *rio* Fresco, dans le centre-ville ;
- améliorer les infrastructures de base du *município* garantissant une meilleure qualité de vie à la population ;
- améliorer les services rendus aux usagers par le système public de santé ;
- améliorer le système d'enseignement du *município*, visant la réduction de l'absentéisme scolaire, l'analphabétisme et la faible scolarisation ;
- améliorer l'accueil fourni par les différents prestataires de service du *município* aux personnes de l'extérieur ;
- Améliorer le niveau de connaissance de la population dans le domaine de l'utilisation durable des ressources naturelles ;
- Construire un pôle de loisirs, de sports et d'aquaculture à l'embouchure du *rio* Fresco.

Comme l'indique clairement cette liste, le DLIS n'est pas bâti sur une compréhension étroite de l'appui à donner au secteur touristique. Bien au contraire, la thématique du développement

[158] Le Forum DLIS du *município* de SFX est composé des entités suivantes : Caisse agricole des *colonos* unis du Xingu, Conseil de la santé du *município*, Association évangélique, Colonie des pêcheurs, Association des motocyclettes-taxis, Association des pasteurs, unité avancée de l'INCRA, Église Assemblée de Dieu de mission, Syndicat des travailleurs ruraux, Association des habitants du quartier Solar das Águas, Chambre des dirigeants de commerces, chambre législative du *município*, Association commerciale, Association des bateaux-taxis, Comerçants de bois, conseil de tutelle du *município*, conseil de la collation scolaire, Association des pères et amis exceptionnels, secrétariat de l'Agriculture du *município*, secrétariat des Finances du *município*, Agence de développement local, Association vallée verte, secrétariat de l'Education, secrétariat de l'Assistance sociale, Association des habitants du quartier Cidade Velha, Eglise catholique, secrétariat de la Santé, secrétariat du Tourisme et Syndicat des producteurs ruraux. (PCA 2002a)

touristique apparaît comme une orientation générale permettant d'intégrer les solutions spécifiques à apporter aux principaux problèmes socio-économiques connus par le *município*. Des problématiques variées sont abordées et articulées au moyen de la thématique centrale qu'est le développement touristique. Le projet s'adresse à une grande diversité de groupes cibles : familles urbaines les plus défavorisées, communauté urbaine dans son ensemble, commerçants, chauffeurs de moto-taxis, enseignants, élèves, hôteliers, agriculteurs, pêcheurs, etc. Comme l'explique mes interlocuteurs, la « vocation touristique » a précisément été choisie en raison de sa transversalité. Le projet de développement construit par les représentants de la communauté locale, réunis dans le DLIS, se caractérise en premier lieu par son caractère pluriel et intégrateur. Ce projet d'un développement socio-économique local pluraliste centré sur la thématique touristique ne verra pourtant jamais le jour. Le processus de développement local participatif s'est brusquement grippé après l'adoption de l'agenda local qui ne sera pas mis en pratique. Pourquoi cela ?

Comme le confie l'un des principaux responsables du DLIS : « Le programme a très bien commencé. Tout le monde était très enthousiaste. Il y avait un fort appui de la *prefeitura*. C'est vrai, au début l'exécutif était très impliqué. Et puis on avait l'appui direct de la SEBRAE de Belém ». Mais, après l'adoption (à la majorité) du tourisme comme axe directeur et intégrateur de la stratégie de développement local, le processus s'est brusquement enrayé et a pris fin en quelques mois. Mon interlocuteur décrit ce changement à demi-mot: « Disons qu'il y a eu un problème politique... Le choix que le Forum a fait ne convenait pas à tout le monde… Alors ils ont bloqués le processus. Et tout le monde s'est découragé ».
Plusieurs autres témoignages viendront corroborer cette ponctuation de l'action marquée par un fort engagement initial de la communauté locale (comme en témoigne le nombre d'entités représentées au Forum) puis, à mesure que le projet de développement centré sur le tourisme se précise, un groupe d'acteurs dirigé par la *prefeitura* fait barrage et provoque *in fine* la paralysie pure et simple du projet. La thématique du tourisme a été perçue par l'exécutif local comme une entrave politique et sectorielle potentielle à ses propres intérêts. D'une part, le développement local du tout-élevage mis en place par la *prefeitura*, pouvait être remis en cause pour ses conséquences néfastes sur les atouts touristiques locaux. C'est le cas de la transformation accélérée en pâturages des forêts environnantes, du spectacle de désolation laissé par les surfaces déboisées et brûlées, de l'assèchement des cours d'eau locaux ou de leur ensablement, de l'envahissement de la ville et des plages en pleine saison touristique par une épaisse fumée noire (venant du brûlis des abattis ou des pâturages) et de la pluie de cendres, etc. À terme, le développement du tourisme local conduirait immanquablement à questionner le modèle de gestion du territoire actuel qui provoque la destruction directe ou indirecte des « beautés paysagères et richesses naturelles » (PCA 2002c) locales. D'autre part, l'établissement de canaux de financement capables d'irriguer directement (sans la médiation de l'exécutif local) les projets de développement locaux accroîtrait considérablement les marges de manœuvre des associations et individus impliqués dans ces nouvelles voies de développement. Or, sans surprise, les partisans de projets alternatifs (comme celui du tourisme) sont précisément les acteurs insatisfaits de la gestion effective du territoire, c'est-à-dire les adversaires sectoriels et politiques du *prefeito*. Le risque pour le pouvoir en place de voir se développer et se renforcer une opposition politico-sectorielle est bien trop grand. S'appuyant sur le poids considérable, direct et indirect (via les associations cooptées), de la *prefeitura* dans le processus participatif, notamment lors de la mise à l'agenda, le camp politico-sectoriel du *prefeito* aurait obtenu la suspension, la mise en veille puis l'abandon définitif du processus participatif. Cette évaluation apparaît d'ailleurs en filigrane du commentaire conclusif laissé par le médiateur du SEBRAE :

> « Le *município* qui durant de nombreuses années a survécu grâce aux rentes dérivées de l'extractivisme (principalement l'extraction d'acajous ces dernières

> années), est actuellement en pleine phase de transition économique. L'élevage est en franche croissance ainsi que l'agriculture, en raison des aides apportées par les financements [publics]. Ces secteurs se révèlent comme les grands potentiels du *município*, principalement en ce qui concerne les cultures pérennes comme le cacao.
> Il existe aussi une grande demande de la part de la communauté dans son ensemble concernant le développement du tourisme, ceci s'explique par le fait qu'il existe dans le *município* de nombreuses beautés paysagères et richesses naturelles encore pratiquement inexplorées
> […]
> Nous avons aussi compris durant le diagnostic que la question politique est omniprésente dans le *município*. Dans pratiquement tous les secteurs cette situation est très sensible, ce qui rend difficile et même impossible une série d'actions qui profiteraient grandement au *município* dans son ensemble. » (PCA 2002c : 23).

Menacés par un projet participatif qui lui échappe, l'élite locale pro-pastoralisation a mobilisé son réseau « patrimonialiste » et paternaliste. Le projet d'un développement touristique porteur d'une autre vision du territoire local est suspendu puis abandonné. L'entrée d'une nouvelle filière possédant (comme il se doit) ses propres structures, professionnels, réseaux de financements, etc. (Barouch *op. cit*), dans la gestion locale du territoire du *município* a provoqué l'inquiétude des représentants locaux de la filière hégémonique en place. Afin d'éviter une future concurrence, un partage à venir ou des négociations inévitables, c'est-à-dire une remise en cause de leur gestion du territoire, les acteurs locaux pro-pastoralisation ont empêché à la connexion entre la demande locale et l'offre faite aux échelons supérieurs de s'établir. Le projet n'aura pas lieu, la filière touristique ne pourra s'ancrer sur le territoire de SFX, l'organisation de la pastoralisation de l'espace reste maître des lieux.

À en juger par le sort que la *prefeitura* a réservé au projet touristique participatif, on peut s'interroger sur les marges de manœuvre effectives qu'elle laisse aux visions sectorielles autres que celle de l'élevage au sein même de sa propre administration. Pour fouiller cette question, je m'intéresserai au cas du secrétariat de l'Environnement et du Tourisme de la *prefeitura* de São Félix do Xingu.

1.4. Le « secrétariat de l'Environnement et du Tourisme » de SFX

Le secrétariat de l'Environnement et du Tourisme (SEMATUR) de SFX est officiellement créé en 1998. D'après son dernier responsable (2003-2004) sous le mandat d'Antônio Paulino da Silva, les principales actions mises en œuvre par le secrétariat sont les suivantes :

- aide d'urgence aux familles victimes des crues du fleuve Xingu durant l'hiver 2003-2004 (alimentation, transport et médicaments) ;
- création de la décharge officielle de la ville et fermeture des décharges sauvages ;
- nettoyage des voies publiques et des pelouses urbaines ;
- aide à la construction de *stands* situés sur les bords du Xingu destinés aux commerces et aux activités de restauration ;
- établissement d'un partenariat avec l'association des pêcheurs afin d'inciter leur autofiscalisation ;
- renforcement de la sécurité (décollage/atterrissage) sur la piste d'aviation, par la lutte contre les dangers aviaires et la présence de bovins sur la piste ;
- nettoyage des plages et îles du Xingu.

Ce bilan est éloquent. Les seules questions environnementales traitées par l'exécutif sont urbaines et/ou fluviales. La problématique environnementale rurale et forestière est totalement éludée des discours et des actions locales. Cette absence est frappante, pour au moins trois raisons. D'abord, le territoire de SFX reste encore aujourd'hui couvert à plus de 75 % (données INPE 2005) par la forêt. On pourrait donc s'attendre à ce que cette dernière apparaisse, sous une forme ou sous une autre, dans la liste des préoccupations environnementales du *município*. Ensuite, une partie de cet espace forestier (celui de la Terra do Meio notamment) a été considéré d'une importance stratégique nationale pour la conservation de la biodiversité. On peut donc imaginer que la biodiversité y soit effectivement élevée et qu'elle mérite une attention afin d'en préserver l'usage local (direct ou indirect) à court, moyen ou long terme. Enfin, depuis 2000, le *município* a été médiatiquement présenté chaque année par le gouvernement fédéral ou les ONG comme le « champion des déboisements amazoniens » (à partir des données de l'INPE). On pourrait s'attendre à ce qu'une telle réputation conduise à une réaction de la part de l'exécutif local. Mais il n'en est rien.

D'après les priorités de la SEMATUR, tout se passe comme si la forêt n'existait pas. L'espace forestier est nié. On comprend aisément que la *prefeitura* qui défend, d'un côté, la pastoralisation accélérée du territoire, ne la considère pas, de l'autre, comme un problème à résoudre. Mais ce qui s'apparente à un déni de reconnaissance de l'espace forestier local apporte un élément supplémentaire à l'analyse. Il semble en effet, comme le confirment mes entretiens avec plusieurs responsables de l'exécutif local, que la forêt ne puisse pas, non plus, être valorisée pour les richesses (écologiques, économiques ou sociales) qu'elle pourrait offrir au *município*. Car, admettre ces qualités désirables conduit inévitablement à entamer une réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour les maintenir au nom du bien de la communauté locale.

Cette évaluation est d'autant plus frappante que le Xingu, dont la gestion écologique ne remet pas vraiment en cause la pastoralisation accéléré du territoire, fait l'objet de toutes les attentions. À SFX, ça n'est pas l'arbre qui cache la forêt, mais le fleuve ! Ainsi, les six « activités développées » par la SEMATUR et officiellement présentées dans le « Projet de gestion environnementale partagée » (*Prefeitura* SFX 2004) sont :

- le projet « *cleanup* du Xingu » : collecte des détritus sous-marins ;
- le projet Quelônios : collecte, incubation et lâché de tortues d'eau ;
- l'action de fiscalisation de la pêche prédatrice ;
- l'action de combat des incendies agro-pastoraux ;
- le diagnostic des potentialités du Xingu pour la pratique de pêche sportive ;
- le diagnostic sur les ressources poissonnières du *rio* Xingu et Fresco ;
- la réalisation du Plan DLIS ;

Une étude diachronique des postes de dépenses prévisionnelles de la SEMATUR depuis 1998 (date de sa création) et 2004 indique qu'à aucun moment la question de la forêt et/ou des déboisements n'a été à l'ordre du jour de l'exécutif local (tableau 18). On retrouve l'exclusivité donnée aux questions de qualité de vie urbaine et aux plages du *município*. On remarquera que la thématique touristique n'est pas absente. La *prefeitura* de SFX, comme en témoignent les entretiens réalisés avec le responsable de la SEMATUR et Antônio Paulino da Silva, la considère comme une voie de développement local prometteuse dès lors qu'elle ne risque pas de remettre en question le modèle de développement choisi pour le *município*. Ainsi, pour l'exécutif local, le principal obstacle au développement du tourisme n'est pas la dégradation des massifs forestiers (notamment ceux présents sur les rives des cours d'eau et

du fleuve) mais la présence de déchets (plastique, papier, verre) laissés par les plaisanciers peu soucieux sur plages les plages de la région.

Tableau 18 - Les budgets prévisionnels annuels de la SEMATUR

Année	Montant (R$)	Poste des dépenses prévisionnelles
1998	***80000***	Manutention de la SEMATUR
1999	***60000***	Manutention de la SEMATUR
2000	***128000***	Manutention de la SEMATUR
2001	***168000***	Manutention de la SEMATUR
2002	12000	Manutention du stade
	78013	Manutention de la structure administrative
	3400	Nettoyage du fleuve et de ses plages
	90000	Evénements touristiques et sportifs
	10000	Evénements culturels
	68000	Implantation de sanitaires publics
	261413	***Total***
2003	30000	Promotion d'événemetns touristiques et environnementaux
	14511	Manutention de la structure administrative du tourisme et de l'environnement
	5000	Nettoyage du fleuve et de ses plages
	68000	Implantation de sanitaires publics
	117511	***Total***
2004	30000	Promotion d'événements touristiques et environnementaux
	145000	Manutention de la structure administrative du tourisme et de l'environnement
	5000	Nettoyage du fleuve et de ses plages
	68000	Implantation de sanitaires publics
	248000	***Total***

Source : *prefeitura* de São Félix do Xingu

La création de la SEMATUR dès la deuxième année de mandat du *prefeito* Antônio Paulino da Silva aurait-elle jouée le rôle d'alibi environnemental à l'échelle locale, entre les années 1998 et 2004 ? C'est bien à cette conclusion qu'est arrivé Jame Tramontana, l'actuel secrétaire de l'Environnement et du Tourisme de SFX (nommé en 2005, suite à l'élection de Denimar Rodrigues au poste de *prefeito*). C'est d'ailleurs pour ne pas participer à ce qu'il qualifie d'une « farce contre l'environnement » qu'il hésitera longuement, avant d'accepter finalement, le poste que lui propose la nouvelle équipe de l'exécutif local. Comme il le confie, sa plus grande crainte est de se faire « instrumentaliser », d'être « l'alibi environnemental du *prefeito* ».

2. Echelon régional

2.1. Un argumentaire pour la défense de l'élevage

L'État du Pará compte quelques cent cinquante SPR sur son territoire qui représentent et défendent, à l'échelle des *municípios*, les intérêts corporatistes des acteurs patronaux ruraux. Rassemblés, ces syndicats forment la Fédération de l'agriculture et de l'élevage de l'État du Pará (Federação da Agricultura e Pecuária do Pará – FAEPA), dont le siège est à Belém. Les diverses fédérations régionales sont elles mêmes réunies au sein de la Confédération nationale de l'agriculture et de l'élevage (Confederação Nacional da Agricultura e Pecuária – CNA) basée à Brasília. J'ai pu rencontrer l'actuel président de la FAEPA (également vice-président du CNA) ainsi que plusieurs responsables de la fédération avec qui j'ai abordé la question de l'élevage dans le Sud-Pará. Grâce à ces entretiens et aux matériaux recueillis (publication, présentation publique, etc.), je me propose d'analyser la reconfiguration de l'avancée pionnière amazonienne opérée par la FAEPA.

Les propos de Celso, président de la FAEPA et vice-président du CNA, sont révélateurs de la stratégie politique développée par la FAEPA, que je qualifierai comme une « naturalisation » de la frontière pionnière et un « blanchiment prospectif » de l'élevage pionnier. Cette argumentation se déploie selon quatre temps. Le point de départ est un territoire amazonien occupé par les pionniers. À partir de là, la démonstration met en place un système d'oppositions marqué qui permet de distinguer deux « types » d'élevages de frontière pionnière : l'élevage des aventuriers (déprécié) et l'élevage des entrepreneurs (valorisé). Ensuite, l'argumentaire insistera sur le passage naturel qui s'opère, avec le temps et la consolidation de la frontière pionnière, du premier au second. Finalement, il ne restera plus qu'à définir la mission de l'institution (FAEPA/CNA) comme le double travail de facilitateur de ce passage et de soutien direct aux éleveurs-entrepreneurs.

Par ce recadrage, la problématique de la frontière pionnière amazonienne n'est plus celle de l'avancée des éleveurs sur des espaces couverts de forêts primaires, mais de la transformation des éleveurs-aventuriers en éleveurs-entrepreneurs. Cette ponctuation de l'action exclue par construction l'étape de conversion de l'espace forestier en espace fourrager, et les nombreuses questions qu'elle pose, au travers d'une véritable naturalisation de la frontière pionnière : il serait dans la nature des territoires forestiers amazoniens de disparaître, cédant la place aux pâturages implantés par les pionniers. Grâce à cette interprétation, le référentiel des territoires amazoniens n'est pas celui de l'espace boisé, mais celui d'un espace prairial mal administré. Cette stratégie permet par la même occasion de « blanchir » les pratiques pionnières actuelles, peu productives, formellement condamnées (élevage des aventuriers), en soutenant leur inéluctable transformation en pratiques économiquement compétitives et donc respectables (élevage des entrepreneurs). La problématique de la frontière pionnière se résume en définitive à celle de l'installation des « bons » éleveurs en Amazonie.

Ainsi, lorsque j'interroge Celso sur les lourds impacts socio-environnementaux de la frontière pionnières et les dénonciations dont ils font l'objet, il explique : « C'est vrai, le plus grand malheur du Pará, c'est d'avoir encore une frontière agricole au 21ème siècle ! C'est une honte pour l'État et pour le pays ». Car, pour le président de la FAEPA tout le problème vient du fait que la pastoralisation du territoire du Pará, sorte de destinée territoriale à accomplir, est encore en cours. La « question amazonienne », comprenez la question de la bonne gestion des pâturages implantés en Amazonie, serait réglée si toute la région était dors et déjà occupée par les éleveurs-entrepreneur. J'éclairerai cette interprétation de la frontière pionnière à partir du détail de l'argumentaire mis en place par ses défenseurs.

L'argumentaire développé par Celso est très instructif. Pour comprendre la situation actuelle, il m'invite d'abord à « revenir sur l'histoire de l'élevage dans la région ». À partir d'une rétrospective de l'histoire de l'élevage bovin en Amazonie, couvrant les cinquante dernières années, le président de la FAEPA en vient à distinguer les deux grands types d'éleveurs et de systèmes productifs qui se sont succédés dans le temps et l'espace.
Dans le scénario que présentent Celso et ses proches collaborateurs, viennent d'abord les « systèmes les plus anciens ». Mis en place par des « pionniers, des hommes qui étaient plus des aventuriers courageux que des hommes d'affaire conscients », ils occupent l'espace durant une trentaine d'années (entre les années soixante et quatre-vingts). L'éleveur-pionnier n'a pour lui que sa « volonté et son courage ». Il se lance dans l'élevage « sans connaître ni le lieu, ni souvent les moyens de production adaptés ». Les systèmes d'élevage et les exploitations sont peu rentables et ne surnagent que grâce aux abondantes aides publiques visant l'intégration de l'Amazonie au reste du pays. N'ayant qu'une connaissance bien approximative des moyens de production les plus adaptés aux conditions naturelles, les

exploitants épuisent les sols en quelques années. Les pâturages « mal implantés » et « peu soignés » perdent rapidement leur productivité et sont « dégradés ». Les coûts de production s'élèvent. Pour y faire face, les occupants de la terre n'ont qu'une solution : vendre. L'éleveur-pionnier est alors « remplacé » par « l'éleveur professionnel ». Il se distingue du précédent par « une gestion entrepreunariale de son exploitation », « une intensification de la production » et surtout « une production de qualité ». À la différence du profil « aventurier », « l'éleveur rentable et responsable » est capable de « bien déboiser », « bien brûler », « bien planter et gérer » son pâturage et son exploitation.

C'est à partir de cette lecture historico-évolutionniste du développement de l'élevage dans la région du Sud-Pará que Celso répond finalement à mon questionnement sur l'élevage actuel dans la Terra do Meio. D'après lui, « ces aventuriers [les éleveurs-actuels de la Terra do Meio] vont disparaître, comme les autres ». Sous peu, ils seront remplacés par les éleveurs-entrepreneurs qui ont déjà commencé à s'installer dans la partie orientale du Sud-Pará. La prospective qu'il dessine pour la région de la Terra do Meio répond à cette vision : avec l'arrivée des routes, le respect de la loi et de l'ordre, les producteurs devront réaliser un saut technique pour rester compétitifs et continuer à occuper leurs terres. Seuls se maintiendront ceux qui auront réussi à franchir le palier de l'intensification. Ainsi, « dans moins de cinq ans, de vrais éleveurs professionnels » auront pris la place des éleveurs pionniers.

Comme le déclare le président de la FAEPA, l'institution qu'il dirige s'adresse à la seconde génération d'acteurs. Elle doit favoriser leur apparition et les appuyer dans leur activité productive quotidienne. La FAEPA peut les aider à augmenter leur compétitivité grâce à la promotion de l'intensification des modes de production ou l'amélioration des démarches de qualité, qui permettent de tirer le meilleur parti des « formidables conditions naturelles » qu'offre la région du Sud-Pará. La mission de la fédération est de travailler aux côtés des « éleveurs du futur », ceux sur lesquels le Brésil s'appuiera pour pérenniser sa position à la tête des exportateurs mondiaux de viande bovine. Ce positionnement semble clairement décrit dans la « Présentation » du document informatif « Une *fazenda* légale c'est un producteur tranquille. Guide pour le respect de la législation des propriétés rurales » (FAEPA/SENAR 2004), signée de Celso:

> « Les records de production, les bénéfices primaires, l'indépendance alimentaire pour de nombreux produits et les conquêtes de nouveaux marchés ont donné la possibilité au producteur rural d'occuper un place stratégique dans l'économie brésilienne.
> Pourtant, à l'opposé de ces performances notables, nous avons vu surgir jour après jour des obstacles qui vont depuis l'invasion de propriétés rurales jusqu'à l'adoption de normes mises en place par une bureaucratie d'État, très difficilement transposables, que ce soit dans le domaine environnemental, foncier, du travail, de la sécurité sociale, entre autres.
> Le producteur rural a conscience de son rôle dans le secteur agropastoral national. Il est un agent responsable de la production d'aliments et générateur d'emplois et de devises pour le Pays.
> Pour cette raison, le producteur a besoin de s'organiser, pour ne pas être surpris par les fréquentes actions de fiscalisation des pouvoirs publics, en particulier dans les domaines déjà cités.
> Nous avons conscience de la complexité, de la confusion des normes et lois qui réglementent les activités de l'agriculture et de l'élevage. Nous savons également, que les infractions à ces normes sont, presque toujours, dues à la méconnaissance de ce qui doit être fait, plutôt qu'à l'intention de ne pas les respecter.
> Bien que nous ne soyons pas d'accord avec plusieurs de ces dispositifs, parce qu'ils s'opposent aux intérêts des producteurs ruraux du Pará, nous ne pouvons pas les récuser, ni même inciter à leur non respect, car nous avons compris que, tant que la loi est en vigueur, elle doit être respectée. » (: 7).

Les pratiques pionnières d'élevage et de pastoralisation, telles qu'elles ont lieu actuellement à la pointe des franges pionnières pastorales, sont indirectement condamnées. Elles sont présentées comme archaïques, peu ou pas rentables et non professionnelles. Les représentants des intérêts corporatistes de la pastoralisation se refusent donc à défendre publiquement les pratiques de l'amont des franges pionnières, beaucoup trop critiquées et critiquables du point de vu légal, que ce soit sur le plan foncier, économique, social ou environnemental. Les représentants de la FAEPA (tout comme ceux de l'agence vétérinaire de l'État du Pará, du secrétariat de l'Agriculture de l'État du Pará ou du secrétariat de la Production de l'État du Pará) s'en démarquent ostensiblement.

Sous cet éclairage, les franges pionnières pastorales cessent d'être des zones de destruction effective de l'espace forestier pour apparaître comme des zones de production compétitives en devenir. C'est pour cette raison que je parle de « blanchissement prospectif » ou « blanchissement par anticipation » de l'activité pionnière d'élevage. Les pratiques d'élevage actuelles ne sont pas défendues pour ce qu'elles sont, mais pour ce qu'elles sont appelées à devenir. Un tel regard permet à la FAEPA d'accompagner et soutenir la progression pionnière sur tout le territoire, portant exclusivement son attention sur la maturation des pratiques d'élevage (passage d'un type d'élevage à l'autre), sans jamais soulever la question de la déforestation.

Depuis la fin des années quatre-vingts et surtout le milieu des années quatre-vingt-dix, les critiques locales, régionales, nationales et internationales n'ont cessé de désigner l'élevage comme la principale activité responsable de l'avancée des défriches en Amazonie. Face à ces pressions tant internes qu'externes, l'État du Pará ne semble pas avoir cherché à légitimer de manière franche l'élevage de frontière pionnière, se contentant de lui apporter un soutien discret (cf. sections suivantes). Le champ de la légitimation politique semble avoir été laissé vacant. C'est ce dernier que la FAEPA a choisi d'investir, depuis la fin des années quatre-vingt-dix. C'est elle, par exemple, qui prend l'initiative d'organiser la « I Rencontre des entités liées au développement de l'agrobusiness du Pará » en mai 2005.

L'absence, dénoncée par les responsables de la FAEPA, d'un bloc parlementaire pro-pastoralisation solide à l'échelon de l'État du Pará, est assez surprenant. Cette situation tranche avec ce que je décrirai à l'échelon fédéral. Compte tenu de l'appui financier que les éleveurs patronaux peuvent offrir à leurs représentants et de leur influence politique locale, comment se fait-il qu'ils n'aient pas réussi à faire élire un groupe parlementaire qui légitimerait politiquement et défendrait publiquement l'avancée de l'élevage dans la région ?
Selon plusieurs de mes interlocuteurs appartenant au gouvernement de l'État du Pará, au SPR-SFX ou à la FAEPA, la « classe » (sic) des *fazendeiros* serait simplement incapable de s'organiser. L'individualisme pionnier des *fazendeiros* handicaperait toute action de défense collective. Comme le rappelle la maxime populaire « le *fazendeiro* ne travaille que derrière le portail de sa *fazenda* ».
De plus, comme s'en plaint le président de la FAEPA, le centre de gravité politique, institutionnel et surtout démographique du Pará est situé dans la région urbaine et suburbaine de Belém qui en quelques années s'est imposée comme la principale agglomération amazonienne brésilienne (Serre 2004). Ainsi, la majorité des électeurs appartiennent à la région nord/nord-est du Pará (urbaine et tournée vers les fleuves) et non à sa partie sud/sud-ouest (rurale et tournée vers les routes). Pas étonnant dans ces conditions que les députés élus à l'échelon régional ne défendent que marginalement les problématiques de l'élevage du Sud-Pará. Comme le déclare un responsable de la FAEPA : « Belém, ça n'était pas notre monde. Cette capitale est vraiment mal placée. Elle est vraiment trop loin du sud de l'État ». Mais il

garde bon espoir : « les producteurs ont mis du temps à sortir du Sud mais maintenant ils vont conquérir la capitale ».
Un dernier facteur explicatif peut être avancé. Le déséquilibre démographique existant entre les régions des marges et du centre historique du Pará est encore accentué par le fait que les pionniers récemment arrivés ne votent que peu ou pas. Ces populations restent souvent sans voix à l'heure des suffrages électoraux. Á titre d'exemple, lors des élections de 2004 pour le poste de *prefeito* de SFX dans la Terra do Meio, les deux bureaux de vote de la Terra do Meio ont enregistré un total de 448 suffrages exprimés. Ce total apparaît dérisoire. Il représente approximativement 1 % de la population de la Terra do Meio. Alors que près de 10 % de la population du *município* se trouve dans la Terra do Meio, en terme de votes exprimés celle-ci ne représente plus que 2,6 % des suffrages. La pointe des franges pionnières pastorales n'aura qu'un poids politique limité[159]. Cette faiblesse politique sera néanmoins compensée par le soutien apporté par le pouvoir exécutif de l'État du Pará.

2.2. Le MEEE-PA : gestion intégrée du territoire ou laisser-faire pro-pastoralisation actif ?

La loi n°6.7456 datée du 6 mai 2005 institue officiellement le Macro Zonage Ecologique Economique de l'État du Pará (Macro Zoneamento Ecologico-Economico do Estado do Pará – MZEE-PA). Les pratiques de zonage écologique économique ne sont pas neuves en Amazonie. Dès la fin des années quatre-vingts, le zonage territorial des États est apparu comme l'outil rêvé du nouveau modèle de développement amazonien, répondant à un contexte socio-technico-historique simultanément marqué par : l'échec du « développementisme » étatique centralisé, l'émergence des problématiques environnementales globales (dont la déforestation amazonienne devient le symbole), la valorisation des différences culturelles et spatiales ainsi que la construction de relations inédites entre le secteur public et privé. Le succès du MZEE est l'expression de ces mutations, comme l'expliquent B. Becker et C. Egler (1997) :

> « L'expérience acquise au cours des siècles dans les tentatives pour occuper et développer l'Amazonie, les distances à vaincre, la diversité sociale et la puissance de la nature, vont dans le même sens : la stratégie de développement ne peut s'appliquer d'une façon continue dans toute cette immensité. Elle ne peut s'appliquer ni partout, ni dans le même temps, sous peine d'une excessive dispersion des hommes et des investissements, et d'une dégradation accrue de l'environnement. Bien au contraire la stratégie devra être progressive et plurielle. […] La gestion du territoire, pratique indispensable à cette mutation, consiste à définir les zones du territoire, à suivre les effets du développement, à résoudre les problèmes de la dégradation de l'environnement et à faire respecter les normes légales. Devenu disponible récemment grâce aux avancées technologiques des années quatre-vingts, le zonage en est l'outil le plus important » (: 94).

Dans le cas spécifique du Pará, on peut effectivement dater le projet de zonage territorial de la fin des années quatre-vingts, comme l'atteste l'article 254 de la Constitution de l'État du Pará (adoptée en 1989) selon lequel : « Les Pouvoirs Publics de l'État réaliseront le Zonage Ecologique Economique de l'État, de façon à rendre compatible le développement avec la préservation et la conservation de l'environnement ». La charge de la réalisation du zonage est

[159] Le vote est obligatoire au Brésil. Le citoyen qui change son lieu de résidence doit théoriquement s'inscrire dans son nouveau bureau de vote ou faire le voyage jusqu'au bureau de vote de sa région d'origine. S'il n'a pas actualisé sa situation et ne peut faire le voyage, il a la possibilité de « justifier » sa non participation aux élections. D'après les responsables des bureaux de vote de la Terra do Meio, la majorité de ceux qui se sont présentés devant eux sont venus « justifier » leur non participation au vote électoral… au point que les attestations officielles à remplir ont manqué.

laissée à l'Institut de développement économico-social du Pará (Instituto de Desenvolvimento Econômico-Social do Pará – IDESP). La philosophie du projet me semble particulièrement bien décrite dans la note de présentation faite par la direction générale de l'IDESP en 1991:

> « Le Zonage Ecologique Economique de l'État du Pará est le moyen de base pour orienter l'action planificatrice de l'État. Il vise simultanément à éviter les agressions environnementales du type de celles devenues fréquentes dans les années soixante-dix et quatre-vingts – comme l'implantation de projets divers en terres indigènes, l'installation de projets agropastoraux en zone de forêt dense et de nombreux autres encore – et à fournir des éléments qui appuient l'usage raisonné des ressources naturelles de manière à garantir de meilleures conditions de vie aux populations des diverses zones et sous-zones, et une meilleure utilisation des ressources naturelles dont la nature amazonienne est si riche. Le zonage est, en conséquence, une réponse critique au développement actuel et en même temps un instrument précieux pour la planification, dont on peut espérer qu'elle soit chaque jour plus perfectionnée et toujours mieux prise en considération. » (IDESP 1991 : 4).

Cette première version de zonage publiée par l'IDESP, à l'échelle 1: 2 000 000, restera lettre morte. Selon Placido, coordinateur du MZEE-PA, le secrétariat exécutif des Sciences, Technologie et Environnement (Secretaria Executivo de Ciências, Tecnologia et Meio Ambiente – SECTAM) fera uniquement appel au zonage pour répondre aux demandes de licence environnementale, faites par les entrepreneurs agro-pastoraux prétendant aux financements fédéraux.

Afin de redynamiser le processus de zonage, l'engagement initial pris en 1989 est réaffirmé par la loi n°5.5887/95 qui « Dispose sur la Politique Environnementale de l'État et autres aspects » (1995). L'année suivante, le Plan Environnemental de l'État du Pará rappelle l'existence du zonage, lui attribuant le rôle d'« instrument directeur des politiques publiques et de l'initiative privée », visant l'« intégration du développement économique avec la préservation et/ou la conservation de l'environnement ». Trois ans plus tard, le gouvernement de l'État du Pará propose au travers du Plan Pluriannuel 2000-2003 (intitulé *Avança Pará* - Avance Pará) la création du Programme Zonage, Suivi et Gestion Environnementale Intégrée dont la finalité est de promouvoir « l'usage rationnel et soutenable des ressources naturelles, ainsi que l'implantation d'actions dédiées au contrôle, à la fiscalisation, à la défense et à la récupération de l'environnement ». Le Décret n°3.888/00 confie à la SECTAM la responsabilité de l'actualisation du MZEE-PA.

En 2002, l'assemblée législative approuve le projet de loi détaillant les lignes directrices pour la réalisation du zonage (loi n°6.506/02). Le point central est l'adoption de quatre catégories distinctes d'usages du territoire et des ressources naturelles : les zones d'investissements intensifs, les zones de potentiel futur, les zones de transition et les aires de protection spéciale (terres indigènes, *quilombos* et unités de conservation). Comme le rappelle Placido, la reprise de la construction du zonage est le fruit des pressions et de l'appui (financier, technique et humain) de la coopération technique allemande pour le développement (GTZ), dans le cadre du Programme de Gestion Environnementale Intégrée (PGAI) du PPG7. Bénéficiant de la continuité politique à la tête du gouvernement du Pará, le zonage est repris comme l'un des principaux engagements du nouveau gouverneur du Pará élu en 2002. Il est inscrit à l'Agenda Minimum du Gouvernement pour la période 2004-2007.

La SECTAM publie, enfin, au premier semestre 2004, une « Proposition, pour discussion du Macrozonage Ecologique-Economique de l'État du Pará » (SECTAM 2004) à l'échelle 1 : 2 000 000. Suite à cette publication, les représentants de la SECTAM multiplient les présentations publiques de leur proposition de MZEE-PA (aux quatre coins de l'État et dans

la capitale fédérale) devant des publics divers (citoyens, membres du secteur associatif, ONG, parlementaires, scientifiques, parlementaires, responsables gouvernementaux). Pressé par les créations d'aires protégées fédérales sur son territoire (comme celles de la Terra do Meio) et les conditionnalités imposées par la Banque Mondiale pour un prêt (de près de 100 millions US$ pour sa première phase) sollicité par le Pará (Governo do Pará 2005), le parlement du Pará adopte en toute hâte le MZEE-PA au travers de la loi n°6.5745 du 6 mai 2005. La précipitation avec laquelle le processus d'adoption du MZEE-PA est conclu, tranche évidemment avec la lenteur qui l'a caractérisé depuis plus de dix ans, et que j'interpréterai comme le très faible intérêt accordé par les gouverneurs successifs à une démarche d'aménagement effective du territoire.

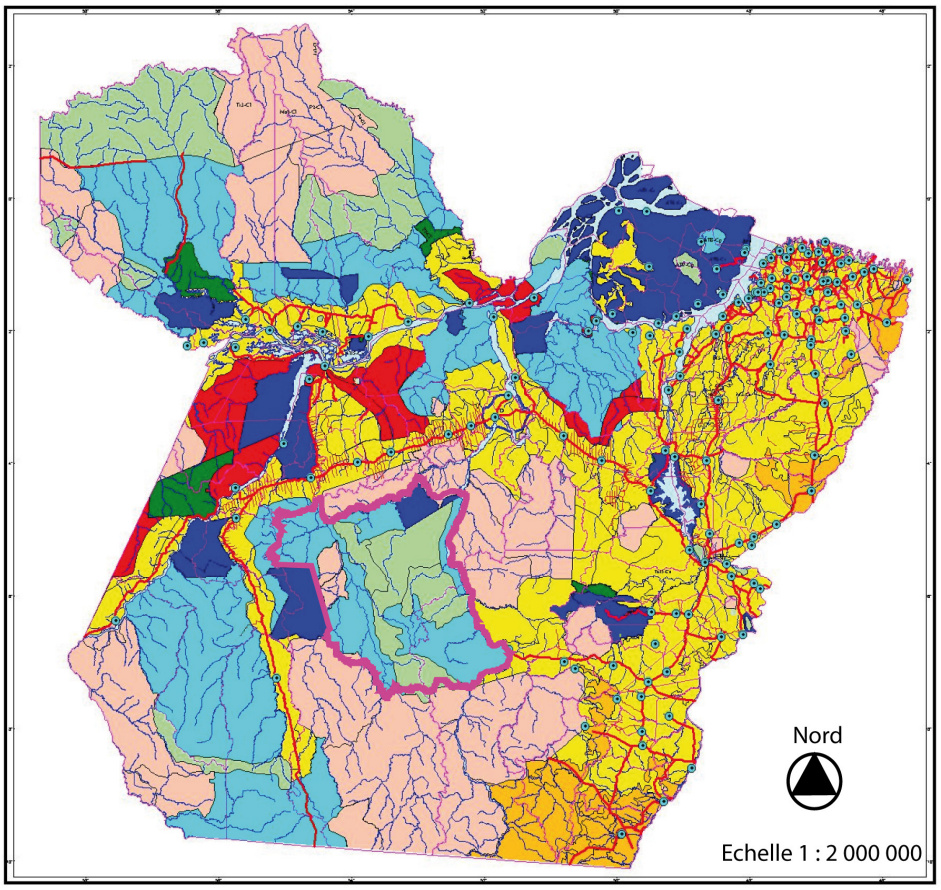
Pour étayer cette interprétation, je centrerai mon analyse sur le zonage de la Terra do Meio, proposé et défendu par les membres de l'exécutif *paraense*[160] en 2004, c'est-à-dire avant la création par le gouvernement fédéral des UCI de la Terra do Meio (datant de février 2005, cf. chapitre 4).
Comme le montre la figure 90, tirée de la proposition de MZEE-PA faite par la SECTAM (2004), la Terra do Meio est entièrement recouverte par une mosaïque d'espaces protégés appartenant à la catégorie des UCI et des unités de conservation d'usage durable (UCUS). Pour décrypter un peu mieux ce zonage, j'inviterai le lecteur à le comparer à la figure 99 qui présente les UCI de la Terra do Meio créées en février 2005 par le gouvernement fédéral. J'ai réalisé schématiquement cette mise en regard des deux profils d'espaces protégés strictement dans la figure 91. Quelles observations peut-on en tirer ?

Je commencerai par remarquer que le projet proposé par l'État du Pará et les aires protégées décrétées par le président brésilien présentent *grosso modo* la même allure : en forme de fer à cheval. Comme le montre la figure 108, cette conformation permet tout à la fois d'exclure des limites des UCI les régions de la Terra do Meio les plus défrichées et les plus peuplées (quart sud-est) tout en maintenant un continuum d'espaces protégés entre les régions forestières les moins déboisées (sud-ouest et nord). Ces contours semblent tout à fait adaptés, du point de vue de la biologie de la conservation et de la biogéographie, à la protection de la biodiversité locale (Primack et Rodrigues 2001).
La similitude criante entre les deux formes d'espaces protégés s'explique par leur parenté : l'un comme l'autre s'appuie principalement sur le travail d'expertise proposé dans le rapport (ISA-MMA *op. cit.*). Je renvoie le lecteur à la figure 98 qui illustre le scénario de mosaïque d'aires protégées imaginées par les experts. Malgré cette ressemblance globale, les deux schémas d'espaces protégés strictes n'en demeurent pas moins différents. La distinction la plus notable, mise en évidence dans la figure 91, tient à la largeur du fer à cheval dans sa partie centrale, c'est-à-dire à son point de rencontre avec la route de la Canopus. Alors que les UCI créées en 2005 présentent un corridor reliant les espaces protégés du sud et du nord de plus d'une dizaine de kilomètres, celui proposé par l'État du Pará ne dépasse pas les cinq kilomètres de large.
Cette différence est-elle si importante ? Oui, répondrais-je, montrant ainsi que le MZEE-PA ne remet pas fondamentalement en cause la politique active de laisser-faire mise en place par le gouverneur Simão Jatene et suivie par son prédécesseur Almir José de Oliveira Gabriel [161].

[160] J'emploierai cet adjectif brésilien signifiant « relatif à l'État du Pará » pour alléger le texte.
[161] Almir José de Oliveira Gabriel est membre-fondateur du Parti de la sociale démocratie brésilienne (PSDB). Il exercera lors de deux mandats consécutifs la charge de gouverneur de l'État du Pará (1995-1998, 1999-2002) avant d'appuyer la candidature victorieuse de son successeur, également membre du PSDB, Simão Jatene. Ce dernier ne sera pas réélu à la tête de l'exécutif de l'État du Pará pour un deuxième mandat aux élections de 2006, laissant sa place à Ana Julia Carepa du Parti des travailleurs (PT).

Pour ce faire, il va me falloir anticiper quelque peu sur les événements que je décrirai en détails dans le chapitre suivant.

Figure 90 – Carte du Projet de MZEE-PA

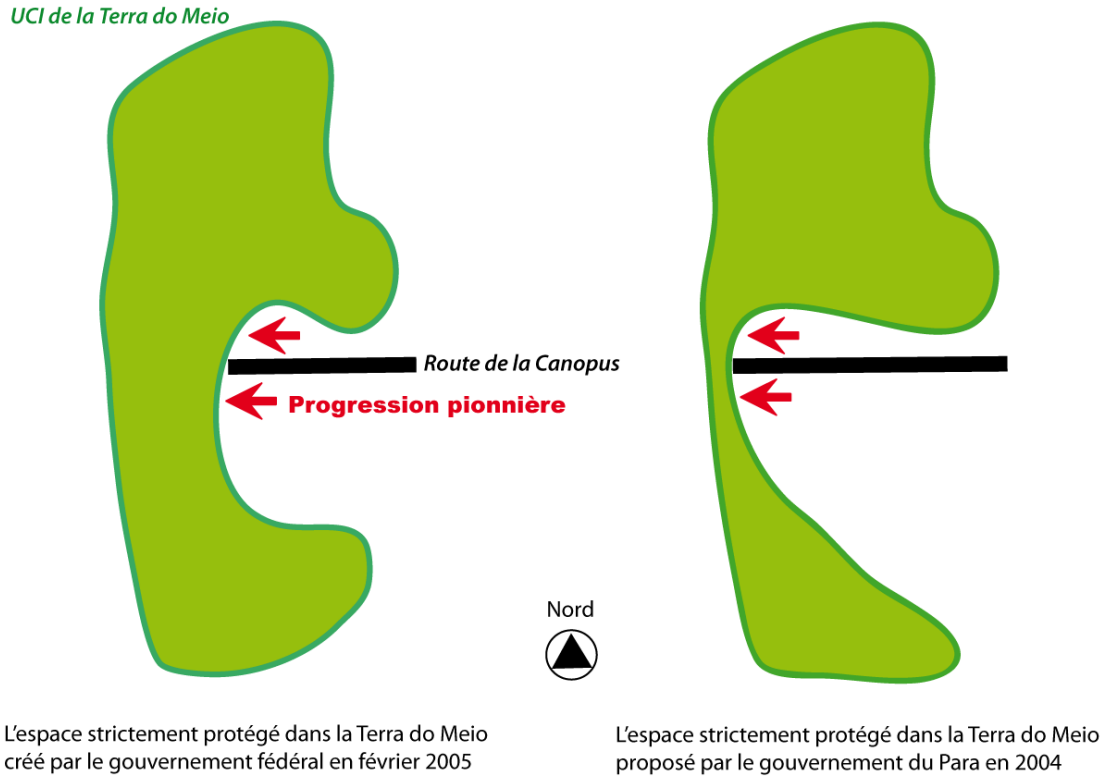


Source : (SECTAM 2004)

Le second semestre 2004 est le moment d'une intense activité de négociation entre les principaux représentants de la SECTAM et du secrétariat de la Biodiversité et des Forêts du ministère de l'Environnement (SBF/MMA). L'enjeu est la création UCI de la Terra do Meio. Le MMA souhaite la création au plus tôt des espaces protégés que le gouvernement du Pará a lui-même inclus dans sa Proposition de MZEE-PA (SECTAM 2004). Puisque les deux sphères de l'exécutif s'accordent sur la nécessaire création des UCI de la Terra do Meio, la question qui leur reste à résoudre est celle de leur délimitation. Mais, sur ce point, les deux gouvernements défendent des positions bien distinctes l'une de l'autre. Cette différence de

point de vue sur les limites des UCI va me permettre de mettre lumière et caractériser la politique de laisser-faire active, venant en appui à la pastoralisation du territoire de la Terra do Meio, suivie par le gouvernement *paraense*.

Figure 91 – Les formes différenciées de l'espace protégé strictement dans la Terra do Meio



Source : auteur

Pour les représentants du SBF/MMA, le point clé de la géographie des UCI de la Terra do Meio doit être l'existence d'un corridor (orienté nord-sud) de plusieurs dizaines de kilomètres de large qui viendrait couper la route de la Canopus et interdirait à coup sûr son extension vers l'ouest, jusqu'à la BR-163. Á l'inverse, les représentants de la SECTAM défendent l'absence de corridor, ou la présence d'un corridor très étroit (deux à cinq kilomètres) qui ne ferait pas obstacle à l'avancée pionnière. Dans les plans de la SECTAM, un couloir de protection aussi étroit n'ayant aucune chance d'être respecté, il ne pourrait empêcher la progression pionnière vers l'ouest et le « développement » pastoral de la région. L'objectif des représentants de l'État du Pará est bien de préserver les marges d'action territoriales dont les pionniers savent si bien se saisir pour pousser toujours plus avant l'ouverture des routes et l'implantation des prairies. Comme l'explique l'un des représentants de la SECTAM ayant participé aux négociations, la liaison routière entre São Félix do Xingu et Novo Progresso (ville de la BR-163) garantirait « le développement rapide de la région ». Il ne fait aucun doute, au regard de l'histoire amazonienne et de la littérature sur le sujet (Laurance, Cochrane *et al.* 2001 ; Arima, Barreto *et al. op. cit.* ; Chomitz 2006), que la réalisation d'une telle connexion routière renforcerait considérablement la dynamique actuelle de pastoralisation du territoire, conduisant inévitablement à une plus forte pression exercées sur les aires protégées de la Terra do Meio.

La position défendue par le gouvernement du Pará lors de cette négociation est symptomatique d'une politique de laisser-faire active d'appui à la pastoralisation du territoire.

Le pouvoir exécutif de l'État du Pará s'assure, au travers de politiques publiques *ad hoc*, que rien ne viendra perturber ou entraver la capacité de libre entreprise des protagonistes de la frange pionnière pastorale. Rien ne doit inquiéter les nouveaux investisseurs privés qui ont pris en charge et ont imposé localement leur construction du territoire. Cette mise en évidence du soutien bien réel apporté par le gouvernement du Pará me conduit à relativiser l'« endogénéité » des routes ouvertes par les acteurs privés dans la région de la Terra do Meio, tels que le décrivent C. Souza Jr., A. Brandão Jr. *et al.* (2005). Bien sûr, les routes progressent en dehors des cartes et des plans officiels. Mais elles bénéficient, dans les faits, d'un fort soutien politico-financier régional (comme je viens de le montrer) et local (cf. section D-1.1).

Mais les gouvernants de l'État du Pará ne se sont pas contentés d'une politique de laisser-faire active. Ils l'ont complété par des soutiens fiscaux apportés à l'élevage.

2.3. Des allègements fiscaux reconduits

La caractéristique principale et sans doute la plus marquante des « nouvelles frontières pionnières » amazoniennes (Castro, Monteiro *et al.* 2002 ; Becker 2004 ; GEOMA 2004) tient à ce que les acteurs qui y participent mettent en jeu leurs propres capitaux et non plus ceux d'un État prêt à subventionner « à tout prix » l'intégration de l'Amazonie au reste du pays. À partir de la fin des années quatre-vingts, en effet, la SUDAM a cessé d'octroyer de somptueuses aides financières et fiscales fédérales aux hommes venant investir en Amazonie légale. Pourtant, comme j'aimerais le montrer maintenant, cette suppression très remarquée n'a pas signifié, pour autant, l'arrêt total des aides fiscales concédées à l'élevage. L'État du Pará semble avoir pris le relais, de manière plus discrète et limitée sans doute, de l'Union[162].

Afin de rendre compte de ce soutien fiscal apporté aux acteurs de la frange pionnière de la pastoralisation de l'espace, je me propose de suivre l'évolution de l'Impôt sur les Opérations Relatives à la Circulation de Marchandises, à la Prestation de Services de Transports entre États et entre *município* et à la Communication (Imposto sobre Operações Relativas à Circulação de Mercadorias e sobre Prestação de Serviços de Transportes Interestadual e Intermunicipal e de Comunicação – ICMS) prélevé par l'État du Pará, depuis 1988. L'ICMS est né, se substituant à l'ICM, de la Constitution Fédérale de 1988, au travers son article 155. Ce dernier laisse à l'Union la compétence de définir la loi générale sur l'ICMS à partir de laquelle il reviendra aux États fédérés (et au District Fédéral) de légiférer en la matière. Constitutionnellement, l'ICMS est un impôt que seuls les États peuvent recueillir. Comme son nom l'indique, l'ICMS soumet à l'impôt la circulation de marchandises ainsi que les prestations de service liées aux télécommunications et aux transports, réalisées entre États ou entre *municípios*. Je me concentrerai dans les lignes qui suivent sur l'étude de l'ICMS « interne », c'est-à-dire entre *municípios* du Pará. La démonstration reste tout aussi valable si l'on s'intéresse à l'évolution de l'ICMS « externe », qui s'applique aux transports entre le Pará et les autres États de la fédération brésilienne.

L'État du Pará répond à la Constitution Fédérale de 1988 par l'adoption de la loi 5.530/89 dont l'article 12° incise II spécifie qu'en tant que bien non superflu, les bovins et leurs

[162] Je remarquerai que le coup de pouce fiscal donné à l'élevage bovin par l'État du Pará n'est pas en soi moins légitime que l'appui donné à n'importe quel autre secteur. Qu'on ne s'y trompe pas, il ne faut pas voir ici une critique idéologique de l'élevage amazonien. Mon propos, je le rappelle, se borne à identifier l'appui dont ont pu bénéficié les acteurs de la frange pastorale du Xingu-Iriri et qui concourt à expliquer le succès de leur conquête territoriale.

produits dérivés seront soumis à un taux d'imposition, au titre de l'ICMS, de 17 %. Le Décret 750/92, diffère le paiement de l'ICMS sur les bovins entre producteurs, au moment de l'achat par l'abattoir frigorifique[163].

Suite à ce premier moment législatif qui jette les bases de fonctionnement de l'ICMS, s'ouvre une période durant laquelle l'État du Pará profite d'accords célébrés avec l'Union[164] qui lui offrent la possibilité d'endiguer la crise du pouvoir d'achat des ménages par la réduction substantielle du taux d'imposition sur certains produits de base. Considérant que les produits issus de l'abattage (exception faite des cornes, du cuir, des sabots et des os) font partie intégrante des produits alimentaires de première nécessité (« *cesta básica* »), l'État du Pará abaisse la charge tributaire de l'ICMS au travers du décret 1.479/93. Elle passe de 17 % à 7 %. Cet abattement fiscal est ensuite prorogé par les décrets 2.393/94, 3.176/94 et 174/95. Toujours dans le cadre des Accords célébrés avec l'Union, la charge tributaire est réduite par le Décret n°976/95 à 5 % (au lieu de 17 % auparavant) pour les opérations touchant aux bovins sur pied et à 2 % (au lieu des 7 % auparavant) pour les produits comestibles issus de l'abatage.

Avec la fin des Accords entre l'Union et les États destinés à soutenir le pouvoir d'achat des ménages, le gouvernement du Pará met en place, par le décret 1.690/96, un régime tributaire innovant basé sur un système couplé d'exemptions fiscales et de réductions fiscales. D'abord, comme le spécifie l'article 9°, la circulation des bovins sur pied depuis le producteur jusqu'à l'abattoir frigorifique est dispensée du paiement de l'ICMS. Ensuite, le taux d'imposition pour la viande et autres produits comestibles est réduit à 7 %. Ces mesures, s'appliquant spécifiquement aux abattoirs frigorifiques « soumis à l'inspection fédérale et à celle de l'État du Pará », sont présentées comme un levier permettant d'améliorer la qualité de la filière commerciale bovine.

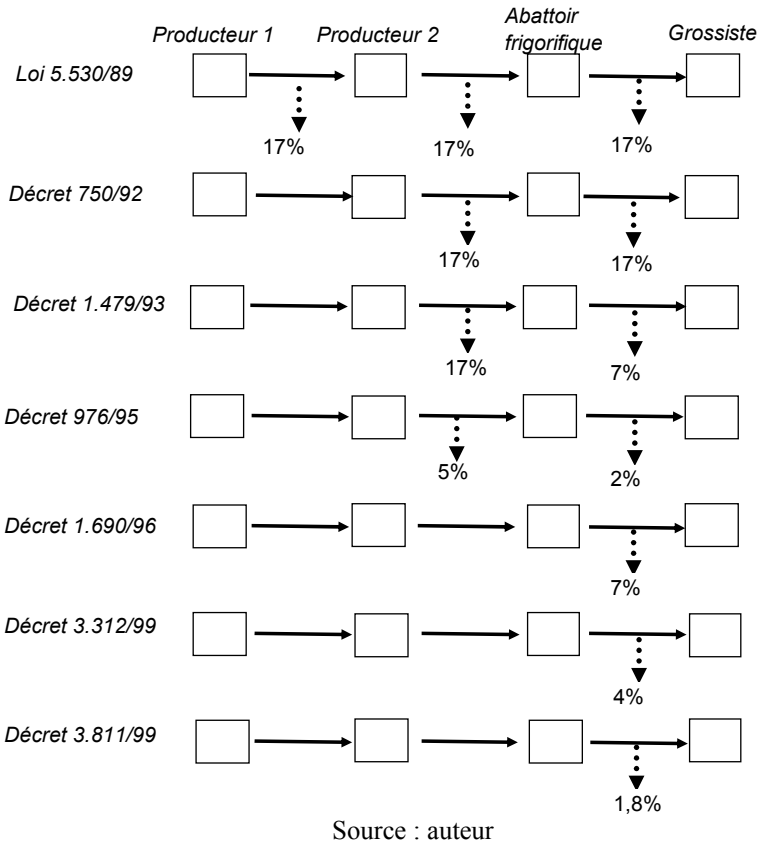
La même année l'élevage devient une activité productive prioritaire, au titre de la Politique d'incitations aux activités productives (loi n°5.943/96 altérée par la loi n°6.489/02). Cette politique est définie par le gouvernement comme « l'un des principaux instruments de l'État du Pará destiné à promouvoir l'attraction des investissements privés, au travers de l'implantation, la modernisation et la diversification des entreprises productives »[165]. Les incitations fiscales prévues dans le cadre de la loi sont destinées à la consolidation d'un « développement économique moderne et compétitif » (article 2°). Le secteur agropastoral figure comme le premier à pouvoir bénéficier de telles aides (article 3°) au titre des « intérêts du développement stratégique de l'État ». La loi vise à « stimuler et dynamiser les entreprises de l'État, suivant des normes technico-économiques de productivité et de compétitivité », « diversifier et intégrer la base productive, incitant la décentralisation de la localisation des entreprises et la formation de filières productives », « promouvoir une plus grande agrégation de valeur dans le processus de production ». L'article 5°, abordant les instruments mis en œuvre par la loi, mentionne les incitations fiscales déclinées sous plusieurs modalités : « exemption », « réduction de la base de calcul », « différemment », « crédit présumé » et « suspension ». Sur la base de cette loi, seront émis des décrets individualisés octroyant spécifiquement à certains abattoirs frigorifiques (essentiellement localisés dans le sud du

[163] Cette mesure sera prorogée par les décrets 1034/96, 1508/96, 1803/96, 2.302/97, etc.
[164] Les Accords 83/92 et 148/92, auxquels souscrit l'État du Pará par son décret 1.479/93, établissent dans leur clause première que « les États et le District Fédéral sont autorisés à réduire la base de calcul de l'ICMS pour les opérations internes relatives aux biens de première nécessité, à une charge tributaire de 7 % ».
[165] Selon le site Internet officiel du gouvernement du Pará, destiné aux investisseurs http://www.investpara.com.br (diponible en février 2007).

Pará) des aides fiscales. Le premier à en bénéficier, via le Décret 2.648/98, est l'abattoir frigorifique Redenção Frigorífico do Pará Ltda., suivront les abattoirs Atlas Frigorífico S/A (Décret 3.350/99), Cooperativa da Indústria Pecuária do Pará Ltda. (Décret 3.591/99), Mafripar Frigorífico Ltda. (Décret 3.519/99). Chacun de ces décrets institue une réduction significative du taux d'imposition de l'abattoir en question. Il tombe, par exemple, à 1,5 % pour le Redenção Frigorífico do Pará Ltda.

Les décrets n°3.312/99 (altéré par le décret 3.416/99), 3.654/99, 3.715/99 (altéré par le décret 3.811/99) fixent le taux d'imposition de l'ICMS pour les produits comestibles résultant de l'abattage de bovins à 4 % pour tous les abattoirs frigorifiques du Pará. Il atteint finalement la valeur de 1,8 % (décret 3.811/99). Comme l'explique João Alberto da Silva Colares, accesseur du secrétaire de Production de l'État du Pará, les allégements fiscaux ont pour objectif d'apporter un soutien aux producteurs et à la « verticalisation » de la filière bovine. Il s'agit d'attirer de nouveaux éleveurs dans le Pará et en particulier dans la région du Sud-Pará qui concentre déjà plus des trois-quarts du cheptel *paraense*. Il s'agit également d'inciter à la construction de nouveaux abattoirs dans le Pará, c'est-à-dire favoriser la transformation locale ou régionale des produits de l'élevage. Comme le résume João Alberto, les mesures permettant de différer le paiement, complétées par les exemptions fiscales sont d'abord des moyens de « jouer avec les abattoirs ». D'après le responsable local du secrétariat des Finances de l'État du Pará (SEFA) de São Félix do Xingu, la stratégie de verticalisation de la production s'est montrée payante puisque depuis 1999, la région du Sud-Pará a vu l'installation de six nouveaux abattoirs (deux dans le *município* de Redenção, deux à Xinguara, un à Rio Maria et un à Tucumã). J'ai résumé l'évolution du taux d'imposition dans la figure 92.

Figure 92 – Évolution des taux d'imposition de l'ICMS sur les bovins



Source : auteur

On observera encore que les insecticides, fongicides, formicides, herbicides, parasiticides, germicides, acaricides, nematicides, raticides, défoliants, desséchants, vaccins et médicaments utilisés par l'agriculture et l'élevage sont exemptés d'ICMS au titre du Décret 4.675/01.

Comme l'a illustré cette rétrospective de l'évolution du taux d'imposition, l'État du Pará a élu à partir de la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, l'élevage comme une activité prioritaire et stratégique pour son développement. Incitations fiscales et exemptions fiscales ont permis d'augmenter la rentabilité des différents acteurs de la filière de production bovine. L'octroie de ces aides, comme j'ai pu le vérifier lors d'entretiens auprès de *fazendeiros* du Sud-Pará, joue un rôle crucial dans les stratégies migratoires et productives des éleveurs capitalisés. Comme le commentera l'un d'entre eux, une véritable « guerre de l'ICMS » s'est ouverte entre les différents États fédérés : celui proposant le taux d'imposition le plus bas remportant la victoire et attirant ainsi de nombreux investisseurs privés sur son territoire.

Pour attirer les nouveaux investisseurs dans la Terra do Meio, l'État du Pará compètera ses allègements fiscaux par des annonces politiques (politiciennes !) de régularisations foncières très attractives.

2.4. Des promesses de régularisation foncière renouvelées

On se rappelle des craintes exprimées par M. Schmink et C. Wood (*op. cit.*) quant à la « fermeture de la frontière » au moment de l'arrivée de la route PA-279 dans la ville de São Félix do Xingu. Comme le confirme H. Théry (com. per.), jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, le Xingu marquait le point final de l'avancée pionnière dans le Sud-Pará. On n'imaginait pas qu'il puisse être franchi. Pourtant, l'histoire récente de la Terra do Meio démontre que ces projections sont aujourd'hui caduques : ni le *rio* Fresco, ni le *rio* Xingu (ni même le *rio* Iriri, quelques années plus tard) ne mettront un terme à la marche vers l'ouest des colons. Grâce aux soins de l'INCRA et de l'ITERPA (cf. chapitre 2 section B-1.1 et B-2.1), la frontière pionnière du Sud-Pará est toujours restée « entrebâillée ». Deux accords coopératifs célébrés entre l'INCRA et l'ITERPA (le lotissement São Félix do Xingu entre 1979 et 1982 puis la colonie Linhares de Paiva en 1986) indiquent la marche à suivre pour ceux qui cherchent des terres à conquérir. Au début des années quatre-vingt-dix, un nouveau projet de colonisation est officiellement reconnu par l'ITERPA le long de la route de la Canopus. Il a pour centre de gravité la *vila* Novo Planalto, située à mi-distance entre le Xingu et l'Iriri. Les migrants faiblement capitalisés affluent en masse pour occuper les terres du bord de la route (cf. chapitre 2 section B-3.3.2). Les promesses de régularisation foncière faites à l'époque restent encore aujourd'hui à honorer. Ces appels d'air et d'hommes pour la construction du « centre » de la Terra do Meio, résultant de la désignation officielle des terres libres à conquérir et des promesses de régularisation foncière, se reproduiront jusque dans les premières années du 21ème siècle. L'État du Pará entend alors attirer les éleveurs capitalisés vers l'intérieur de la Terra do Meio, gage du « développement » accéléré de la région.

On a vu avec la trajectoire migratoire de Reniuldo (cf. section B-2.1.2) que les terres publiques placées sous la responsabilité de l'ITERPA, comme celles de la Terra do Meio, attirent tout particulièrement la convoitise des *fazendeiros* qui tablent sur une régularisation foncière (légale ou non) facilitée. Mais ça n'est pas tout. Á plusieurs reprises, les *fazendeiros* rencontrés ont justifié leurs investissements dans la Terra do Meio par les promesses publiques faites, à deux reprises, par Ronaldo Barrata, le président de l'ITERPA. Aucune archive de ces événements n'existe. Je n'ai d'autre choix, pour rendre ces incitations

publiques à la colonisation de la Terra do Meio, que de m'appuyer sur les témoignages de ceux qui disent y avoir participé.
La première réunion publique organisée dans la ville de São Félix do Xingu daterait de la période 1993-1994. Ronaldo Barrata aurait commencé son discours en spécifiant clairement que la majorité des titres de propriété existants dans la région de la Terra do Meio sont des faux. Partant de ce principe et désireux de « remettre de l'ordre dans la situation foncière de la région » (selon un *fazendeiro* de la Terra do Meio), le président de l'ITERPA aurait annoncé vouloir faire table rase de la confusion foncière existante pour ouvrir une phase assainie de l'occupation de la région. Pour cela, l'ITERPA se serait engagé par la voix de son président, à réaliser, sous les deux ou trois ans, le démembrement officiel des terres publiques de la Terra do Meio. Cette vente privilégierait, comme à l'accoutumée, les occupants des terres ayant montré des signes probants de leur volonté et de leur capacité à « mettre en valeur » les terres de la région.

Cette première intervention publique, appelant ouvertement à une colonisation « spontanée » que l'État du Pará régulariserait par la suite, sera complétée par une seconde, en 2001. Comme le décrit l'un des participants, l'événement (à nouveau organisé dans le centre-ville de São Félix do Xingu) était destiné à réunir « toutes les personnes intéressées par les terres du Iriri, habitant le long de la PA-279 ». Après avoir battu sa coulpe, Ronaldo Barrata aurait réitéré les promesses faites quelques années plus tôt. Le président de l'ITERPA en serait même venu à détailler les modalités précises du rachat par les occupants de la Terra do Meio des terres publiques locales. Le prix payé à l'unité de surface serait inversement proportionnel aux « mises en valeur » (« *benfeitorias* ») réalisées sur l'occupation. Ronaldo Barrata aurait ainsi distingué deux types d'occupations : les « productives » et les « improductives ». Les premières sont celles qui présentent, au minimum, un quart de leur surface totale plantée de pâturages. Les secondes sont toutes les autres. Le prix de vente par l'ITERPA aurait été fixé à 5 R$/ha pour les premières et à 60 R$/ha pour les secondes. Les seules terres de la Terra do Meio qui ne pourraient prétendre à rachat et régularisation par leurs occupants seraient celles qualifiées par le responsable de l'ITERPA de « terres à conflit ». À titre d'exemple, il aurait cité les terres de ce qui deviendra la ligne de *fazendas* da Caraïba et celles situées à l'ouest du Iriri. Finalement, Ronaldo Barrata aurait annoncé devant l'assemblée réunie que les occupants de la Terra do Meio désireux de régulariser leur situation foncière bénéficieraient de facilités de paiement afin d'échelonner sur plusieurs années le remboursement de leur achat auprès de l'État du Pará.

D'autres occupants de la Terra do Meio témoignent avoir été accueilli avec le même discours au siège de l'ITERPA de Belém, lorsqu'ils auraient cherché à se renseigner sur les modalités d'acquisition des terres de la Terra do Meio. Le témoignage de Carvalho est particulièrement éloquent. Il raconte comment l'agent du département de Régularisation foncière de l'ITERPA qu'il rencontre en 2002 à Belém, lui aurait même conseillé de ne surtout pas entamer la procédure de régularisation foncière avant d'avoir réaliser une substantielle « mise en valeur » de la terre occupée dans la Terra do Meio, au moyen de l'implantation d'une centaine d'hectares de pâturages clôturés, de la construction d'une étable et d'une habitation. Lorsque je rencontre Carvalho en mai 2004, il est tout à la formation de sa *fazenda* de la Terra do Meio, planifiant d'acheter sa terre l'année suivante.

Ces descriptions de la promotion de l'occupation et de la pastoralisation du territoire amazonien par les principaux responsables étatiques, faisant miroiter une future régularisation foncière n'ont rien d'inédit. M. Fernandes (1999) écrit à ce sujet :

> « Selon des informations de *fazendeiros* de São Paulo, aujourd'hui bien installés dans le Pará, notamment les frères Buenos, dirigeants de l'UDR Pará, le

> gouvernement de l'État du Pará, serait passé dans leurs régions d'origine à l'époque où M. Aurélio do Carmo était gouverneur, pour se réunir avec les entrepreneurs des différents *municípios* afin de les inviter à venir former des *fazendas* sur des terres qui leur seraient « données gratuitement » par le gouvernement du Pará.
> Ayant connaissance de ce processus, il est licite d'affirmer que le gouvernement du Pará, contrariant la thèse chère aux régionalistes selon laquelle ce dernier n'avait pas le contrôle de la privatisation des terres publiques, avait au contraire un accord tacite avec les « aventuriers » qui étaient en train d'occuper les terres de son État » (: 49).

Ce qui frappe, dans le cas de la Terra do Meio, c'est l'actualité de telles pratiques que l'on pensait abandonnées à jamais.

Je ne peux refermer cette section consacrée à l'appui fourni par l'ITERPA à la pastoralisation accélérée du territoire de la Terra do Meio sans évoquer brièvement la corruption qui caractérise cette institution, si fréquemment mentionnée par la littérature (Forweraker *op. cit.* ; Treccani *op. cit.*, Araújo et Benatti *op. cit.*), et son rôle dans la conquête du territoire par les *fazendeiros*:

> « Selon les dépouillements recueillis à São Félix do Xingu, le bureau de l'ITERPA serait au service des grands *fazendeiros* qui sont en train de s'installer dans la Terra do Meio, fonctionnant comme un point de légalisation des terres grillonées. Indépendamment de la confirmation de cette accusation, c'est-à-dire de la connivence ou non de l'ITERPA dans le processus de régularisation des terres grillonées, la réalité est que les terres publiques sont actuellement transformées illégalement en terres privées. » (ISA-MMA *op. cit*. : 163-164).

On retrouve ici la complicité que j'ai évoqué plus haut entre l'ITERPA, le SPR-SFX et la *prefeitura* de SFX au temps de la « mafia des titres » (encore appelée « industrie des titres »).

Avant d'aborder l'appui fédéral à la pastoralisation de la Terra do Meio, je terminerai ma description de l'échelon régional par le soutien technique apporté par l'État du Pará à la lutte contre la fièvre aphteuse.

2.5. Une lutte sanitaire efficace

Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, le gouvernement brésilien, encouragé et soutenu par les producteurs et leurs représentants, a fait de la lutte contre la fièvre aphteuse[166] une priorité sanitaire nationale. Entre 1992 et 2002, un milliard quatre cent trente millions de dollars auraient été investis dans le système national de défense sanitaire animal brésilien, dont 31 % serait d'origine publique (Brasil 2003b). Les résultats sont vertigineux puisque le nombre de foyers recensés nationalement est passé de 2 093 en 1994 à 5 en 2004 (Brasil 2004c). Cette quasi éradication s'appuie sur une vaccination semestrielle et sur une stratégie territoriale de lutte particulièrement efficace, mise en œuvre à l'échelle nationale. Elle consiste à contrôler la maladie progressivement, étape par étape, en isolant les zones saines des zones infectées. Ainsi, les restrictions imposées aux zones infectées n'entravent pas la capacité exportatrice des zones assainies. Le sud du Pará et tout particulièrement le *município* de SFX (premier cheptel du Pará) ont retenu toute l'attention de l'Agence vétérinaire de l'État du Pará (ADEPARA) qui a installé en 2003 un bureau en centre-ville. En effet, reconnue entre 1998 et 2000 comme zone à « haut risque », la région obtient à partir de 2001 le statut de zone à « risque moyen » de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Les premières

[166] La fièvre aphteuse est une maladie virale touchant plus particulièrement les bovins et caprins, qui présente la caractéristique d'être hautement contagieuse. Bien qu'elle ne semble pas mettre en danger la santé humaine, elle provoque une réduction drastique de la croissance et de l'efficacité reproductive des animaux. Elle peut également conduire à la mort des plus jeunes animaux Pour ces raisons, la maladie est vigoureusement combattue par les autorités vétérinaires.

demandes locales, régionales et nationales auprès de l'OIE pour reconnaître la région comme saine datent de 2003. Le ministère de l'Agriculture brésilien classe alors la région du Sud-Pará comme « zone libre avec vaccination », bien que seul le jugement de l'OIE importe. Le refus exprimé, en 2004, par l'OIE de reconnaître la région du Sud-Pará comme saine conduit l'ADEPARA à intensifier son travail dans la région (notamment dans le *município* de SFX) lors d'un programme initié en 2005 qui articule une large campagne de vaccination locale, un échantillonnage des producteurs, des prélèvements et des analyses séro-épidémiologiques. Tout observateur ne peut être qu'impressionné par le contraste saisissant qui existe entre l'effervescence quotidienne dans les locaux de l'ADEPARA et la triste léthargie qui semble frapper les organismes publics de développement agricole du *município* de SFX (EMATER et CEPLAC). Cette différence d'activité mérite quelques explications.

Comme l'explique Olaïr, cadre employé au secrétariat de l'Agriculture de l'État du Pará (SAGRI), la SAGRI avait auparavant la charge de la question sanitaire bovine. Le fonctionnement de l'institution était excessivement « paternaliste ». L'institution prenait en charge toutes les dépenses liées aux traitements sanitaires : vaccins, main-d'œuvre et transport. Dans les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, « tout était pour notre compte, le producteur n'avait aucune dépense ». Mais, avec la croissance fulgurante de l'élevage dans le sud du Pará, les moyens de la SAGRI se montrent rapidement insuffisants. À peine 20 % des demandes sont satisfaites. Le mécontentement et les plaintes des éleveurs s'accumulent et s'amplifient jusqu'à ce que soit créé, en 1998, l'ADEPARA. L'Agence, placée sous l'égide de la SAGRI, est destinée à coordonner les actions de lutte sanitaire et à répondre tout particulièrement au problème posé par la fièvre aphteuse. La même année est lancé le premier programme d'éradication de la fièvre aphteuse dans le Pará.
Mais, selon le chercheur Jonas B. Veiga de l'Entreprise Brésilienne de Recherche Agropastorale (Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária – EMBRAPA), la pression exercée par les producteurs restait très forte, notamment de la part de ceux ayant investi dans des systèmes d'élevage intensifs. Ils revendiquent plus de contrôle et une plus grande implication de l'État du Pará, afin que la zone soit reconnue au plus tôt exempte de fièvre aphteuse. Les éleveurs fondent leurs critiques sur leur expérience passée dans les États du Centre-Ouest, du Sud ou du Sud-est dont ils sont pour la plupart originaires. Ils dénoncent ouvertement l'inefficacité des pouvoirs publics qu'ils rendent responsables du manque à gagner qu'ils enregistrent.
Pour répondre à cette implication croissante des producteurs, compétents et exigeants, mais aussi pour se dégager d'un secrétariat moribond, l'ADEPARA quitte la tutelle de la SAGRI en juin 2006 afin d'être placée sous la responsabilité directe du secrétariat spécial de Production de l'État du Pará[167]. Comme l'explique les techniciens de l'ADEPARA, l'indépendance de l'organisation vise à engager, aux côtés des producteurs, une lutte efficace et rapide contre la fièvre aphteuse dans la région du Sud-Pará. Cette prise d'indépendance symbolise une « autre mentalité » dans l'action publique vétérinaire. Les responsabilités sont désormais partagées. Les vaccins, qui bénéficient d'un prix subventionné, doivent néanmoins être achetés, transportés et appliqués par les producteurs. En contre partie, l'ADEPARA garantit une augmentation de la capillarité des actions d'encadrement et de contrôle. Les zones les plus enclavées des franges pionnières pastorales seront désormais couvertes. Le résultat de cette entente particulièrement fructueuse devrait aboutir à la reconnaissance, d'ici un an ou deux, de la région du Sud-Pará comme indemne de fièvre aphteuse.

[167] Je rappelle qu'il s'agit d'une sorte de super secrétariat en charge de la coordination de tous les secrétariats sectoriels : Agriculture, Environnement, Tourisme, Education, Santé, etc.

L'émancipation administrative et politique de l'ADEPARA est aussi marquée par la création du Fond de développement de l'élevage de l'État du Pará (Fundo de Desenvolvimento da Pecuária do Pará – FUNDEPEC) dont Celso (président de la FAEPA et vice-président de la CNA) est le président. Comme le décrit l'un des principaux responsables de l'ADEPARA, le Fond est mobilisé « quand on a besoin d'argent rapidement, sans passer par la bureaucratie de l'État ». Le Fond est abondé par l'État fédéral (il reçoit 30 % des sommes prélevées au titre de l'impôt sur les autorisations de transports de bovins) et par l'État du Pará (à partir d'une fraction des prélèvements au titre de l'ICMS). Une fois l'accord donné par son président, le Fond peut être mis à disposition de l'ADEPARA, pour répondre à une demande financière urgente et importante. Il peut s'agir de l'indemnisation d'un éleveur ou de la réalisation d'une mission vétérinaire. C'est aussi le moyen de « régler au plus vite certaines questions opérationnelles de l'ADEPARA » (technicien de l'ADEPARA-Belém) grâce à un accord signé avec le Fond. Comme l'explique le responsable de l'ADEPARA « si on devait dépendre uniquement des ressources et de l'action de l'État [du Pará], ça demanderait beaucoup trop de temps ».

L'ADEPARA livre depuis trois ans une lutte efficace contre la fièvre aphteuse dans le Sud-Pará. Le *município* de SFX, principal producteur de l'État, est au cœur des préoccupations de l'agence vétérinaire. Comme l'explique le responsable local de l'institution, la Terra do Meio est une zone d'intérêt dans l'éradication de la maladie. Il existe en effet dans cette région des troupeaux de plusieurs milliers de têtes particulièrement isolés et souvent peu suivis. Pour cette raison cette zone d'élevage doit être l'objet d'une surveillance toute particulière. Les risques sont, d'après lui, plus élevés dans les *fazendas* situées à la pointe de la frange pionnière pastorale : « là où l'on ne sait pas si les vaccins sont été appliqués et où il est difficile de contrôler ».

La présence active de l'ADEPARA dans la région est toujours jugée très positivement par les *fazendeiros* de la Terra do Meio. Plusieurs ont d'ailleurs intégré son action dans leur stratégie d'élevage. Elle consiste à envoyer de manière précoce des animaux dans la Terra do Meio, en attendant « l'arrivée des routes » et la reconnaissance officielle de la région comme indemne de fièvre aphteuse, puis à convertir le système d'élevage de la *fazenda* à l'embouche pour l'exportation de viande bovine vers l'étranger. Tous les *fazendeiros* rencontrés font pleinement « confiance » à l'agence vétérinaire et gagent de la prochaine « libération » (littéralement, en portugais) de la zone. On retrouve ici les résultats récents obtenus par E. Arima, P. Barreto *et al.* (*op. cit*) et D. Kaimovitz, B. Mertens *et al.* (*op. cit.*), selon lesquels le contrôle de la fièvre aphteuse en Amazonie devrait conduire à une augmentation vertigineuse du cheptel régional, tiré par les ventes à l'export.

Sous de multiples formes, les acteurs gouvernementaux ou non gouvernementaux à l'échelon de l'État du Pará, apportent un appui effectif diversifié (politique, technique, fiscal) à la pastoralisation de la Terra do Meio. Après avoir décrit le soutien reçu par la frange pionnière à l'échelle locale et régionale, j'achèverai ma description de la filière en abordant l'échelon national.

3. Echelon national

J'ai abordé dans la section 2. la « naturalisation » de la frontière pionnière et le « blanchiment prospectif » de la frange pionnière pastorale défendus par la FAEPA. Il m'a semblé opportun de compléter cette prise de défense politique de l'élevage amazonien par l'examen de celle mise en œuvre à l'échelon supérieur par la CNA. Plusieurs raisons expliquent ce choix.

D'abord, la CNA est sans doute la principale institution avocate de la pastoralisation du territoire amazonien. À ce titre, les discours qu'elle tient, les argumentaires qu'elle élabore, les prises de position qu'elle défend, sont hautement représentatifs de la compréhension des dynamiques territoriales amazoniennes partagée par une grande majorité des acteurs de la filière d'appui à la pastoralisation de la Terra do Meio. Le point de vue construit, exprimé et étayé par les principaux représentants de la CNA a donc valeur d'exemple. Ensuite, cette analyse de la défense de l'élevage en Amazonie telle qu'elle se déploie dans l'arène publique me permettra de mettre en évidence la puissante coalition pro-pastoralisation qui unit la CNA à certains parlementaires fédéraux. Enfin, en préparation du chapitre 4 consacré au renversement de politique publique dans la Terra do Meio, il m'a semblé important que le lecteur puisse saisir par lui-même l'ambigüité et la fragilité inhérentes à la position défendue par la CNA (représentative de la filière d'appui à la pastoralisation dans son ensemble). L'exploitation de cette faiblesse, résultant d'une prise de position structurellement équivoque, par les acteurs de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio, est à mon sens l'un des principaux facteurs explicatif du renversement de rapport de force et du changement de politique publique.

3.1. La défense des éleveurs

Afin de rendre, le plus fidèlement possible, la position officielle défendue par la CNA à l'égard de l'Amazonie et des frontières pionnières agropastorales, j'ai choisi de restituer d'une manière assez extensive[168] les propos du président de la Commission Nationale de l'Environnement de la CNA, Assuero Doca Veronez, divulgués dans un article de l'*Agence CNA* daté du 07.12.2006[169]. Comme le verra le lecteur, le cas de la Terra do Meio est d'ailleurs mentionné de manière explicite :

> **« Comment prétendez-vous agir pour défendre le producteur rural en ce qui concerne les questions environnementales ?**
> La défense du producteur, qui est notre rôle, sera réalisée sur différents fronts, à commencer par la défense judiciaire proprement dite, qui est un champ d'action dans lequel nous avons besoin de nous améliorer. Nous avons besoin de nous préparer pour les affrontements, en réunissant les éléments de défense importants qui nous permettront d'être plus forts depuis les premières instances situées dans les *municípios*, puis au niveau des fédérations présentes au niveau des États et enfin ici devant les tribunaux supérieurs, pour tenter de renverser ce processus de destruction et de pénalisation du producteur. Un autre champ de bataille important est le législatif. Nous agissons déjà au Congrès National, avec une force expressive. Nous avons de nombreux députés et sénateurs qui font partie du fameux bloc ruraliste qui nous aide beaucoup. La CNA effectue un travail d'assistance parlementaire très poussé. Et nous espérons l'accroître encore.
> […]
> **L'agriculture est-elle viable en Amazonie ?**
> […]
> Oui, l'Amazonie a des vocations agropastorales. Il faut observer l'Amazonie dans ses proportions. Elle représente 61 % du territoire national où l'on trouve seulement 5 % du PIB national et 23 millions d'habitants. Elle n'est déboisée qu'à 15 ou 16 %, le reste est de la forêt intacte. Allons-nous déboiser la forêt entière ? Bien sûr que non ! Il est impossible de pratiquer l'agriculture et l'élevage le long de l'axe central de l'Amazonie, c'est-à-dire à proximité du fleuve[Amazone]. Il pleut plus de 3 mm par an et il n'y a aucune infrastructure. Ce qui nous intéresse ce sont les forêts de transition, de terres fermes et fertiles. Nous avons besoin de créer des aires de préservation et faire une composition [territoriale], grâce à un zonage écologique adéquat, établissant les aires où peuvent être développées l'agriculture, l'élevage et

[168] J'ai pris soin de faire ressortir, en les soulignant, les parties directement mobilisées dans l'analyse.
[169] Disponible en mars 2007 à l'adresse http://www.cna.org.br/cna/publicacao/noticia.wsp?tmp.noticia=15051

> créant des aires de conservation pour y maintenir la biodiversité, pour les populations indigènes, pour le développement durable. Il est possible de réaliser une mosaïque d'activités économiques soutenables, mais il faut aussi permettre qu'elle se développe dans les zones privées, et mettre fin à cette restriction de 80 % de réserve légale, qui est une aberration.
> […]
> Un paquet d'unités de préservation est en gestation au ministère de l'Environnement, destiné aux bords de la BR-319 dans l'État de l'Amazonas, qui est une route qui va de Manaus à Porto Velho. Cette route était abandonnée depuis longtemps et va être reprise par le gouvernement. Mais avant d'être réactivée elle sera entièrement paralysée sur ses bordures, dans tout son pourtour, entre le *rio* Madeira et le *rio* Xingu, créant une bande de 14,15 millions d'hectares. Quinze millions d'hectares, c'est la taille de l'Acre, c'est-à-dire quatre fois Rio de Janeiro, pour donner un ordre d'idée. Ce qui est train de se dérouler est une aberration. Ce sont des terres très fertiles, qui pourraient être colonisées, avec discipline, suivant un aménagement territorial, sans aucun préjudice pour l'écosystème. De la manière dont c'était fait avant, avec l'absence de l'État, quand les terres devenaient les terres de personne, avec tous les crimes qui y étaient commis, dans une organisation désordonnée, ça n'était pas correct non plus. Mais l'État est capable, grâce à ses institutions, de mettre de l'ordre dans cette occupation. Oui, nous pouvons faire les choses d'une manière très ordonnée, très correcte, qui amènerait des bénéfices pour tout le pays. Mais la politique actuelle pour tenter de contenir le déboisement, c'est de créer des aires de conservation, qui intéressent qui ? Est-ce qu'elles intéressent les Brésiliens ou bien ceux qui sont nos adversaires commerciaux ? Ainsi l'on crée sur la carte des aires immenses de réserves, comme la réserve biologique de la terra do meio dans le Pará qui a été créée cette année, d'une taille de 3,2 millions d'hectares, où l'on ne peut même pas faire de tourisme. Une réserve biologique est une unité de préservation à l'accès réduit. Ainsi, le problème est bien celui-là : il n'y a pas de politique de développement en Amazonie, mais il y a une politique environnementale. »

L'article diffusé par l'*Agence CNA*, intitulé « Agriculture en harmonie avec l'environnement », mériterait à lui seul une étude de texte de plusieurs pages. Je m'efforcerai pourtant de limiter mon analyse à deux remarques essentielles à la compréhension de la filière d'appui à la pastoralisation.

À la différence de la situation observée à l'échelle du Pará, il semble clair que les intérêts corporatistes des patrons ruraux sont bien représentés et défendus au parlement fédéral de Brasília. Les représentants élus par les *fazendeiros* de la Terra do Meio qu'ils votent dans le Pará, dans le Mato Grosso, le Minas Gerais, le Goiás ou à São Paulo se retrouvent réunis dans la même assemblée fédérale où ils pourront former un bloc parlementaire uni pour la défense des intérêts qu'ils représentent. Ce regroupement est communément qualifié au Brésil de « ruraliste ». E. Vigna (2001) le décrit comme un « groupe temporaire public d'intérêt particulier », c'est-à-dire « un ensemble transversal aux partis politiques d'acteurs publics élus qui ne possède pas un programme à moyen ou long terme et qui s'articule pour la défense d'intérêts localisés, sujets à des fluctuations conjoncturelles » (: 11). Selon l'auteur, le bloc parlementaire ruraliste serait le troisième plus puissant du pays derrière celui des industriels et des avocats. Les États les plus représentés sont le Minas Gerais, le Paraná, la Bahia, le Pernambouc, le Rio Grande do Sul. En termes de région, c'est le Nordeste et le Sudeste qui concentrent les parlementaires du bloc. L'appartenance des députés à des régions aussi différentes témoigne de la prégnance de la vision « agro-conservatrice » à l'échelon national. Selon B. Jaime, secrétaire général de l'Institut des études socioéconomiques (Instituto de Estudos Socioeconomicos – INECS) : « Il n'y a pas de groupe de pression plus efficace, agissant à l'intérieur du parlement brésilien, que le bloc ruraliste » (2001 : 4).

Le témoignage d'Assuero Doca Veronez permet également de saisir la position officielle, assez inconfortable, des représentants des patrons ruraux en ce qui concerne le développement de l'élevage en Amazonie. Leur discours semble pris entre deux feux. D'un côté l'avancée de la frontière pionnière amazonienne est explicitement plébiscitée. Toujours plus de terres doivent être conquises sur la forêt et converties aux usages agro-pastoraux. Mais, de l'autre, les pratiques pionnières actuelles sont condamnées. La CNA rejette de façon claire le modèle de développement des pointes pionnières contemporaines. Il est présenté comme le modèle du « désordre », des « terres de personnes », de « tous les crimes ». Pour cette raison, il n'est pas légitime et ne peut être défendu dans l'espace public brésilien contemporain. L'équilibre entre ces deux prises de position est délicat et ne fonctionne qu'en gageant d'un nouveau modèle d'occupation et de conquête du territoire amazonien, assez utopiste, basé sur la colonisation encadrée placée au service des patrons ruraux… une sorte de bond en arrière d'une quarantaine d'années. C'est en effet la seule alternative théorique qui permettrait dans le même temps d'encourager le développement de l'élevage en Amazonie tout en évitant les pratiques pionnières actuelles condamnées et condamnables du point de vue foncier, social, économique et environnemental.

3.2. Un appui technico-scientifique de pointe

Si *Andropogon gayanus*, graminée fourragère introduite depuis une vingtaine d'année dans le *município* de Santa Maria (sud du Pará) est le résultat de l'innovation d'un agriculteur ensuite diffusée et adoptée par tous (Mitja et Robert 2004), il n'en va pas toujours ainsi. Le témoignage de Carlos Viacava, président de l'association des Éleveurs de Nelore du Brésil (Associação dos Criadores de Nelore do Brasil – ACNB) à l'occasion du « 5° Symposium Nelore du 21ème siècle » permet de comprendre le rôle crucial qu'a pu jouer la recherche agronomique publique brésilienne dans l'augmentation de la rentabilité de l'élevage en Amazonie :

> « La race Nelore a conquis le Brésil et se prépare à conquérir le monde. Le binôme Brachiara/Nelore, associé aux régions tropicales et subtropicales, permet la production d'une viande d'excellente qualité, à coût réduit. […] Le Brachiara tout comme certains types de soja, sont le fruit de la recherche scientifique de l' Entreprise Brésilienne de Recherche Agropastorale (EMBRAPA) qui a viabilisé l'occupation économique de tout le cerrado brésilien, prédominant dans la région du Centre-Ouest. La valeur de cette victoire de l'EMBRAPA est inestimable » (Viacava, Castanho Filho *et al.* 2000 : 7).

C'est en effet dans le contexte de la « révolution verte » (début des années soixante-dix) promue par les pays industrialisés afin de stimuler la production intensive dans les pays en développement qu'est né l'EMBRAPA (le 26 avril 1973). Comme le rappelle le ministre brésilien de l'Agriculture en fonction à l'époque, Luiz Felipe Cirne de Lima, l'institution est alors « chargée de rendre viable la modernisation et la croissance de l'agriculture à travers la recherche technologique, le transfert de connaissances au producteur rural et l'élargissement des frontières agricoles. » (Cirne Lima 2005 : 28). L'Institut national de recherche agronomique française (INRA) servira d'ailleurs de modèle pour la formation et la structuration de l'EMBRAPA.

Dans les années soixante-dix, le soutien politique et financier apporté par le gouvernement fédéral à l'intégration de l'Amazonie au reste du pays se double d'un appui aux sciences et technologies du secteur agropastoral (Flores e Silva 1992 *in* Costa 1998). La recherche publique brésilienne est mobilisée pour participer au développement de l'Amazonie « par la patte du bœuf ». Comme s'en souvient Jonas B. Veiga (chercheur à l'EMBRAPA sur les systèmes pastoraux), les recherches menées par l'institution étaient essentiellement tournées vers les moyens de lutte contre la dégradation accélérée des pâturages en Amazonie. La

SUDAM finance notamment (au milieu des années soixante-dix) un important programme de recherche visant à identifier les éléments techniques permettant la récupération des pâturages dans toutes les régions de l'Amazonie. L'institution est chargée d'élaborer des systèmes d'élevage permettant de garantir le développement de l'élevage sous toutes les latitudes amazoniennes (répondant à la variabilité édaphique et climatique). À l'époque, comme Jonas l'explique, « le travail demandé à la recherche était l'extension des surfaces de pâturages en Amazonie […] les itinéraires techniques retenus étaient très extensifs et grands consommateurs d'espace ».

À partir du milieu des années quatre-vingts et suite à la mobilisation progressive de la communauté internationale contre les déboisements et feux amazoniens, un nouveau paradigme s'impose dans la recherche publique agropastorale en Amazonie : « développer sans dévaster, c'est-à-dire concevoir une agriculture familiale soutenable qui puisse servir de frein à l'avancée du déboisement et à la transformation irréversible des écosystèmes forestiers en pâturages » (Veiga, Poccard-Chapuis *et al*. *op. cit.* : 29). L'heure n'est plus à l'extensification. Il s'agit à présent d' « optimiser l'usage des ressources naturelles en zone de frontière (meilleure valorisation des recrus forestiers, élaboration de systèmes agroforestiers, récupération de la fertilité du sol par des engrais verts) ». Malheureusement, comme l'expliquent les auteurs, deux éléments nouveaux viendront contrarier de manière irréversible l'adoption et la diffusion de ces alternatives à la pastoralisation de l'espace :

> « Le premier […] est la pastoralisation de la propre agriculture familiale, en grande partie à cause du manque d'alternatives viables et rentables. La seconde est l'effort important de la recherche publique brésilienne pour élaborer des systèmes durables de pâturages. À partir de la fin des années quatre-vingts, les *fazendeiros* commencèrent à adopter ces paquets technologiques pour récupérer leurs pâturages dégradés et implanter de nouveaux pâturages. C'est le moment de la réforme des pâturages. *Brachiaria brizantha* (brachiarião) se substituant à *Panicum maximum* (colonião), *Brachiaria humidicola* (quicuio-da-Amazônia) et *Brachiaria decumbens* (brachiarinha), offre d'importants avantages en terme de gestion, de fertilité et de durabilité, améliorant radicalement les perspectives des systèmes d'élevage des *fazendas*, et de l'élevage en général en Amazonie. » (: 29-30).

Les chercheurs sont victimes du succès de leurs propres trouvailles passées, que les producteurs ont désormais saisies, adaptées pour se les réapproprier, rejetant alors les nouvelles innovations agro-sylvo-pastorales proposées par la recherche publique. Les avancées techniques, réinvesties par les éleveurs ont donné une force nouvelle à l'élevage.

Mais, l'appropriation par les éleveurs (grands ou petits) des techniques et itinéraires élaborés par l'institution de recherche fédérale n'explique pas à elle seule le succès de l'élevage en Amazonie, lors des années 1990. À l'instar de F. de Assis Costa (1999), on pourra s'étonner de la place considérable prise par les recherches sur l'élevage dans le Centre de Recherche Agroforestier de l'Amazonie Orientale (CPATU) de l'EMBRAPA, plus communément désigné comme « EMBRAPA Amazonie Orientale » (basé à Belém). D'après l'auteur, l'élevage ne représentait que 3 % des publications jusqu'au milieu des années soixante-dix, 26 % lors de la seconde moitié des années soixante-dix, 22 % entre 1980 à 1984, 56 % entre 1985 à 1989 et 41 % lors de la première moitié des années quatre-vingt-dix. Comment ne pas conclure, avec l'auteur, que la « réorientation observée au début des années soixante-dix s'est accentuée de telle manière que sur les dix dernières années, la moitié des énergies du CPATU a été orientée vers l'élevage de grande échelle : bovin et bubalin. » (: 83). Bien sûr, comme je l'ai montré, le paradigme a évolué. D'abord mu par une logique extensive, il consacre à partir de la fin des années quatre-vingts l'intensification des systèmes pastoraux comme les itinéraires techniques efficaces d'une réduction effective des dynamiques de déboisement. Mais cette relation positive entre intensification des systèmes d'élevage et réduction des

déboisements, si caractéristique du paradigme défendu encore aujourd'hui par la recherche publique sur l'élevage en Amazonie, est-elle si sûre ?

L'hypothèse selon laquelle les innovations technologiques permettant une augmentation de la productivité de l'élevage bovin conduiraient à une réduction de la pression sur les forêts a été largement soutenue, depuis le début des années quatre-vingt-dix, par une part importante de la littérature (Serrao et Toledo 1992, 1993 ; Mattos et Uhl 1994 Arima et Uhl 1997). Le raisonnement sous-jacent est le suivant : si les éleveurs peuvent élever la même quantité de bétail sur une surface pâturée inférieure, ils n'auront plus intérêt à convertir autant de forêts en pâturages. Ainsi, les itinéraires techniques qui permettent d'augmenter la durée de vie des pâturages et/ou la charge bovine à l'unité de surface feraient automatiquement renoncer les éleveurs amazoniens à leurs nouveaux projets de défriches. Ce raisonnement, logique et convaincant, n'est pourtant pas partagé par tout le monde. De nombreux auteurs ont attiré l'attention sur les effets pervers de l'intensification technico-scientifique des systèmes d'élevage amazoniens.

À partir des présentations réalisées lors du congrès « Technological change in agriculture and tropical deforestation » organisé par le Centre International de Recherche sur les Forêts (CIFOR), D. Kaimowitz et A. Angelsen (1999) expliquent, revenant aux bases de la théorie économique, que dans la plupart des cas, rendre les systèmes d'élevage plus productifs reviendrait à accentuer la pression sur la forêt, plutôt qu'à la diminuer. Les auteurs constatent en effet que le raisonnement présenté plus haut n'explique en rien pourquoi les gains de rentabilité obtenus n'inciteraient pas les éleveurs à augmenter la taille de leur cheptel et la surface pâturée, afin de les démultiplier. Selon les auteurs, le raisonnement néglige également l'hypothèse, qui n'a rien d'héroïque, selon laquelle l'accroissement du revenu des éleveurs leur servirait précisément à financer une plus large conversion de la forêt en pâturage. À partir de ces observations, D. Kaimowitz et A. Angelsen (*op. cit.*) identifient deux conditions (indépendantes l'une de l'autre) qui seules permettraient de garantir le lien positif entre gain de rentabilité de l'élevage et réduction des surfaces défrichées. La première est que l'adoption massive des nouvelles techniques conduise à une chute du prix des produits de l'élevage. La seconde est que les éleveurs n'aient qu'un accès limité aux variables clés (capital, travail ou capacité de gestion) des nouveaux systèmes de gestion. Dans tous les autres cas de figure, l'intensification n'aurait pas d'effet sur les déboisements et pourrait même les encourager.

A. Cattaneo (2001) étudie, grâce à un modèle d'équilibre général, comment de grands changements techniques dans l'élevage bovin au Brésil pourraient affecter la surface nationale allouée aux pâturages et leur présence en Amazonie. L'auteur démontre que les améliorations techniques provoquant l'augmentation de la productivité sans rendre les systèmes d'élevage plus intensifs en travail ou en capital (comme c'est le cas des améliorations variétales fourragères) conduiraient à une augmentation dans le court et le long terme des surfaces défrichées. Pour les innovations plus intensives en capital ou en travail, l'effet dépendrait alors du pas de temps. La déforestation pourrait être réduite dans le court terme. Dans le long terme en revanche, les bénéfices supplémentaires auraient comme conséquence d'attirer encore plus de travail et de capital dans la région, provoquant une augmentation drastique des surfaces déboisées. De tels résultats sont confirmés par D. Kaimowitz (1997) à partir d'études de cas menés en Amérique Centrale (dans les années quatre-vingts et le début des années quatre-vingt-dix).
Ces résultats sont également corroborés par le travail de S. Margulis (*op. cit.*). D'après l'auteur :

> « le moteur du processus de déboisement de l'Amazonie brésilienne est la viabilité financière des grands et moyens éleveurs de la frontière consolidée. La majorité des

> agents intermédiaires, qui ont un coût d'opportunité très faible et qui anticipent la venue de ces éleveurs, sont responsables, de façon directe, de la majorité des déboisements. Leurs activités sont viabilisées par la garantie de la vente future de la terre pour l'élevage, ce qui leur permet de couvrir leur coût d'opportunité. Ainsi, s'il n'existait pas cette garantie de vente future pour l'élevage, les agents intermédiaires ne seraient pas incités à déboiser, ou tout au moins à déboiser à l'échelle actuelle.» (: xiv).

D'après ce schéma explicatif, les pratiques d'élevage plus professionnelles, productives et rentables, lorsqu'elles sont diffusées sans aucune restriction, catalysent indirectement l'avancée de la frontière pionnière. Le surcroît de rentabilité obtenu par l'intensification des systèmes d'élevage renforce la progression pionnière.

Au regard de ces objections, le choix fait par la recherche agroforestière publique brésilienne d'appuyer l'intensification de l'élevage comme stratégie centrale dans la lutte contre les déboisements paraît problématique. Qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit pas ici de pointer du doigt ce qui serait une faille spécifique à l'institution brésilienne. Bien au contraire cette dernière a souvent été appuyée dans ses choix et ses recherches par des accords étroits de coopération internationale. Ainsi, un programme de coopération franco-brésilien pour l'élevage en Amazonie a d'ailleurs lié durant de nombreuses années la recherche française aux efforts brésiliens. Comme le rappellent de manière éclairante J.-F. Tourrand, J. B. Veiga *et al.* (1997), chaque pays y trouve son compte. L'enjeu économique (il n'est pas le seul) pour la France est de taille :

> « D'une part l'Amazonie reste encore un sujet médiatique de première importance sur lequel d'importants financements sont et seront débloqués. Chercher à émarger sur ces financements dans le cadre d'une programme de coopération avec des objectifs clairs, pleinement justifiés et parfaitement réalisables, constitue un souci de la coopération française, d'autant plus qu'elle contribue largement à la constitution de ces financements internationaux (Banque Mondiale, FAO, PNUD, etc.). D'autre part, la demande locale en technologies est relativement importante. Elle émane d'agriculteurs petits et gros, qui ont la possibilité de mobiliser localement des financements. D'autres coopérations en bénéficient largement à travers des groupes privés. Pourquoi la France n'en ferait-elle pas autrement ?
>
> Par ailleurs, le Brésil constitue une ouverture régionale pour les travaux menés en élevage en Guyane française. On ne peut omettre qu'il s'agit d'une implantation dans une zone appelée à devenir l'une des premières en élevage au monde, et le refus de coopérer avec un pays concurrent dans le domaine de l'agro-exportation doit être considéré comme un combat d'arrière-garde » (: 189).

Le propos n'est évidemment pas de rendre responsable la recherche brésilienne, soutenue par la coopération française, de l'avancée des déboisements dans la Terra do Meio. Inversement, il serait malhonnête d'éluder totalement la question du fort soutien technico-scientifique dont à pu bénéficier l'élevage en Amazonie, compte tenu de l'accumulation des résultats de recherche indiquant le lien négatif qui existerait entre intensification des pratiques d'élevage et réduction des déboisements.

3.3. Des aides financières et des crédits pour les « grands » et les « petits »

Comme le rappelle M. Guibert (2006a), la part élevée représentée par le secteur agricole et agro-alimentaire dans le Produit Intérieur Brut (PIB) brésilien ne tient pas seulement à la quantité impressionnante de terres gagnées aux usages agropastoraux, aux bonnes conditions climatiques ou aux technologies productives mises au point dans les centres nationaux de recherches publics ou privés. Selon l'auteur, l'État fédéral jouerait, de façon peut-être moins visible, un rôle tout aussi prépondérant. Loin des discours tenus par les diplomates brésiliens à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) prônant une moindre intervention étatique dans

l'économie, l'Union ne cesse de reconduire année après année les aides directes et indirectes au secteur primaire. Le soutien logistique tel que l'ouverture de routes ou leur bitumage, souvent évoqué, n'est qu'un aspect de l'appui apporté au secteur agropastoral amazonien. Le Plan agricole et d'élevage 2005-2006 qui bénéficie d'un budget de quelques quinze milliards de dollars reprend les multiples façons que l'État fédéral a de soutenir ses filières (en particulier agro-exportatrices) par un prix garanti aux cultures vivrières, une politique de stockage, des crédits bonifiés, une renégociation des dettes bancaires contractées par les producteurs, etc. (Guibert 2006b).

Dans le cas particulier de la Terra do Meio, le soutien fédéral prend notamment la forme de crédits subventionnés alloué par le Fond constitutionnel de financement du Nord (Fundo Constitucional de Financiamento do Norte – FNO)[170] accordés aux différents acteurs de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri. E. Arima, P. Barreto *et al.* (*op. cit*.) alertent sur l'accroissement des déboisements occasionné par l'octroi des crédits ruraux subventionnés :

> Toute aide à une activité économique implique une diminution du coût de production et, en conséquence, un bénéfice supérieur. Même si ces crédits ou d'autres programmes sont destinés à augmenter la productivité de l'élevage dans les régions déjà déboisées, il sera difficile d'éviter que les bénéfices additionnels obtenus grâce aux aides ne soient utilisés pour augmenter l'élevage dans d'autres régions. L'éventuelle expansion de l'élevage résultant de ces aides augmentera les déboisements. » (: 44).

Evidemment, des conditionnalités environnementales aux crédits subventionnés ont été mises en place. Un Protocole Vert a été signé entre l'IBAMA et les diverses banques afin que la législation environnementale en vigueur (aire de préservation permanente, réserve légale et licence environnementale) soit respectée. Le Groupe de Travail Interministériel contre les déboisements souligne pourtant dans son rapport annuel, la fragilité de ces mesures de contrôle et leur inefficacité au moins partielle (Brasil 2004c).

3.3.1. Le financement des acteurs capitalisés (FNO-Normal)

Les informations que j'ai pu recueillir auprès de la BASA indiquent que les crédits subventionnés (FNO-Normal) accordés depuis l'an 2000 aux *fazendeiros* venus s'installer dans la Terra do Meio sont peu nombreux. Une poignée d'exploitations seulement est concernée (tableau 19). L'absence généralisée de titre de propriété, condition *sine qua non* à l'obtention d'un crédit, est le principal facteur explicatif de cette situation. Mais, en suivant de près les migrations et la délocalisation des investissements productifs réalisés par les acteurs capitalisés de la Terra do Meio, je remarquerai que les crédits subventionnés accordés en dehors de la Terra do Meio peuvent contribuer (directement ou indirectement) au renforcement de la frange pionnière pastorale locale.

[170] Les Fonds constitutionnels de financement ont été créés par la Constitution Fédérale brésilienne de 1988 au travers de l'article 159 qui détermine que 3 % des recettes de l'Union serait alloué à un fond destiné aux régions les plus défavorisées du pays (Nord, Nordeste et Centre-Ouest). La loi n°7.827 de septembre 1989, réglemente ainsi le Fond constitutionnel de financement du Nord (FNO), du Nordeste (FNE) et du Centre-Ouest (FCO). Ces fonds constituent un instrument politique de crédit puissant dont la gestion est déléguée aux banques de développement régionales, elles-mêmes placées sous la responsabilité du conseil délibératif des superintendances de développement régionales. Dans le cas du Pará, la gestion du fond est confiée à la BASA et à la SUDAM. Les taux de crédits sont de 6 % annuel pour les producteurs peu capitalisés (FNO-Spécial) et de l'ordre de 10 % pour les autres (FNO-Normal). Ils sont bien en deçà de ceux pratiqués sur le marché (de deux à dix points). Notons pour finir que les producteurs qui s'acquittent du paiement des traites en respectant le calendrier prévu, reçoivent un discompte de 15 % sur le taux de crédit fixé. Ainsi, dans le cas d'un producteur faiblement capitalisé respectant ses engagements, le taux de crédits réel est de l'ordre de 4 %.

Intéressons-nous pour commencer au cas du *fazendeirinho* José, vivant aujourd'hui dans une *fazenda* du secteur du Xadá (sud-est de la Terra do Meio). Il est originaire du Minas Gerais. C'est là qu'il passe les quarante-deux premières années de sa vie, avant de s'installer, au milieu des années quatre-vingt-dix, dans le sud du Pará (*município* de Rio Maria). Grâce à cette migration, José a sextuplé la taille de son exploitation agricole. Propriétaire de 80 ha dans le Minas Gerais, il prend la tête d'une exploitation de 484 ha dans le Pará. En 1996, il bénéficie d'un crédit FNO-Normal de 310 000 R$ grâce auquel il investit dans l'élevage bovin viande (achat de quatre-vingt femelles reproductrices et trois mâles reproducteurs). En mai 2003, après la visite rendue à une connaissance de Rio Maria occupant désormais une terre dans la Terra do Meio, José décide de suivre son exemple et de s'installer dans la Terra do Meio. Quatre mois plus tard, son exploitation de Rio Maria est vendue. Avec l'argent, il acquiert une nouvelle exploitation de 1 014 ha dont le tiers est déjà couvert de pâturages. Toutes les infrastructures nécessaires à une mise en production immédiate sont déjà présentes : habitation, voie d'accès, clôtures et étable. Sa nouvelle *fazenda* lui aura coûté quelques 273 000 R$, qu'il n'aurait jamais pu réunir, précise-t-il, sans le crédit obtenu quelques années plus tôt pour sa *fazenda* de Rio Maria… dont il n'a remboursé aucune traite à l'heure actuelle. Le remboursement qu'il aurait du entamer en 1998, a bénéficié d'ajournements successifs, tant et si bien qu'en 2004 aucune somme n'a encore été versée : « Ca devrait commencer l'an prochain », ajoute-t-il avec un sourire qui en dit long. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Pour remplir ses pâturages, José a choisi de faire venir par camion (depuis Rio Maria) quelques 200 têtes de bétail issues du croisement entre femelles reproductrices et mâles reproducteurs financés par le crédit bancaire. Lorsque j'interroge José sur ses projets, il mentionne ouvertement une nouvelle demande de crédit bancaire « qui normalement ne devrait pas lui être refusé » (il possède en effet le titre de propriété d'une partie des terres qu'il occupe), pour financer l'achat « d'une centaine de femelles reproductrices ». Notons qu'une partie des pâturages de la *fazenda* de José est actuellement occupée par 250 veaux qu'il élève selon le système de faire-valoir indirect pour un « ami » de Rio Maria… désireux d'investir lui aussi dans la région de la Terra do Meio.

Tableau 19 – Les crédits subventionnés aux éleveurs capitalisés de la Terra do Meio (jusqu'en septembre 2004)

Localisation de la propriété	Date	Montant (R$)	Type
Route vicinale Majinco sur la route du Xada km-20	16.03.2004	59500,00	Elevage bovin viande
Rive gauche du rio Xingu km-13 Xadazinho	27.98.2003	?	Elevage bovin viande
Route de la Transiriri km-115	27.03.2003	38500,00	Elevage bovin viande
Route vicinale Majinco sur la route du Xada	22.01.2004	58800,00	Elevage bovin viande
Route du Xada km-32	07.05.2004	43624,75	Elevage bovin viande
Rive gauche du igarapé Calumbi	26.03.2004	309270,70	Elevage bovin viande
Rive gauche du rio Xingu Route du Xada km-70	02.10.2003	80388,00	Elevage bovin viande
Fazenda Jau	01.08.2000	45000,00	Elevage bovin viande
Rive gauche du Rio Xingu Secteur Santa Rosa km-60	29.09.2000	952458,75	Elevage bovin viande

Source : BASA

Le second exemple est celui d'Antônio, lui aussi originaire du Minas Gerais. J'ai déjà évoqué la stratégie de conquête de l'espace suivie par Antônio à l'occasion de la description du jeu du faire-valoir indirect (section B-4.5). On se rappelle qu'il occupe une terre 6 250 ha dans la Terra do Meio et qu'il partage avec sa mère la gestion d'une *fazenda* de 1 300 ha dans le *município* de Tucumã. L'obtention d'un crédit subventionné fait aussi partie de ses projets. Il espère ainsi financer indirectement l'installation de sa *fazenda* dans la Terra do Meio, grâce à un crédit FNO-Normal accordé pour l'élevage et l'engraissement de 1 000 veaux mâles qu'il possède dans la *fazenda* de Tucumã. Il s'explique : « Je sais bien comment ça se passe. Le technicien de la BASA viendra à la *fazenda* [de Tucumã]. Il jettera un coup d'œil rapide [au

troupeau candidat au crédit]. Puis il signera et fixera le mois de l'abattage. Et on ne le reverra plus avant la date ». Libre de tout contrôle, Antônio prévoit de faire venir les animaux financés sur sa *fazenda* en formation de la Terra do Meio et de les remplacer par ceux qu'il y élève depuis deux ans. À l'âge de deux ans, les animaux financés et élevés dans la Terra do Meio seront ramenés dans la *fazenda* de Tucumã pour y être engraissés et vendus. La différence entre le coût prévu par la crédit et les dépenses réelles pour l'élevage dans la Terra do Meio ainsi que la démultiplication des animaux élevés, engraissés et vendus devraient permettre à Antônio de dégager de substantiels profits qu'il compte réinvestir dans la formation de sa *fazenda* de la Terra do Meio ou « pourquoi pas, pour obtenir un titre de propriété de l'ITERPA »… grâce auquel il pourrait directement obtenir dans le futur des prêts bancaires pour son élevage bovin de la Terra do Meio.

Mais le soutien financier apporté à la pastoralisation accélérée du territoire de la Terra do Meio ne se limite pas aux crédits subventionnés bénéficiant aux plus grands exploitants. En raison du fonctionnement systémique de l'avancée de la frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri, tout appui donné à l'une de ses composantes conduit inévitablement au renforcement et à la pérennisation de l'ensemble du système socio-économique local. Toute aide directe, sous forme de crédits subventionnés (FNO-Spécial), apportée aux systèmes d'élevage des *colonos* (symbiotiquement lié à ceux des *fazendeiros*) conduit *ipso facto* à l'entretien de l'efficacité globale de l'organisation de la frange pionnière pastorale.

3.3.2. Le financement des acteurs peu ou pas capitalisés

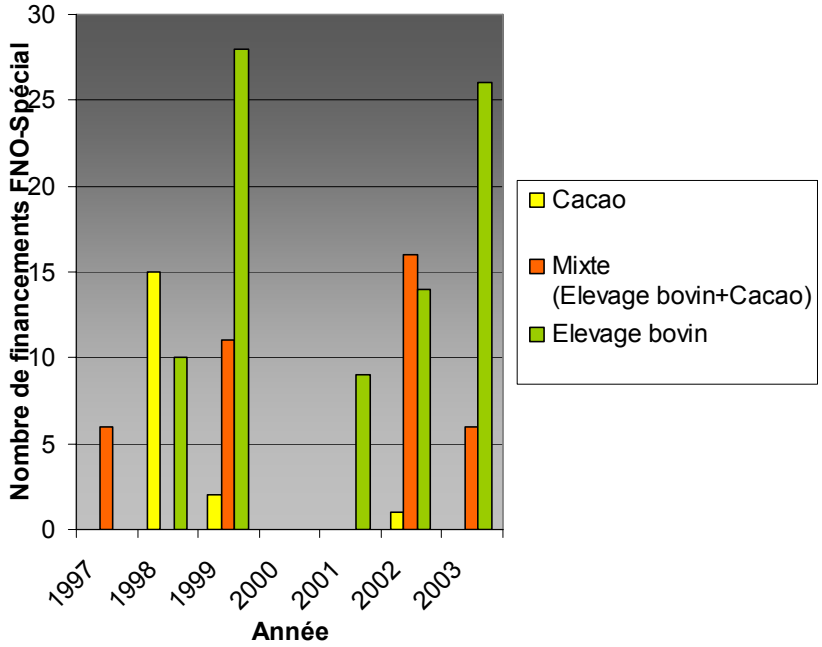
L'effet du FNO-Spécial[171] sur l'évolution du cheptel bovin amazonien reste assez difficile à mesurer. Selon P. Pacheco (2002), les animaux qui auraient été acquis au moyen de ces financements seraient responsables de 9 % de l'augmentation total du cheptel amazonien entre 1990 et 2001. De même, E. Arima (2000b) souligne les impacts indirects sur les déboisements que pourraient jouer le FNO-Spécial : « Un exemple de l'impact indirect est la croissance de l'implantation de pâturages – bien que non financés – dans les exploitations qui obtinrent un financement pour les cultures pérennes. » (: 122). Le lien entre FNO-Spécial et déboisement semble ambivalent : si d'un côté il favoriserait la remise en culture de parcelles déboisées et abandonnées, de l'autre, il conduirait à l'augmentation des pâturages, en raison de l'augmentation du revenu par actif.

[171] Le FNO a comme objectif légal « d'apporter un soutien aux minis et petits propriétaires ruraux, de diminuer les inégalités intra-régionales et de participer au développement durable de l'Amazonie brésilienne » (BASA 1998). Plus précisément, l'article 3° de la loi qui l'institue spécifie que les petits producteurs et entrepreneurs ruraux représentent la cible prioritaire des crédits subventionnés. Ainsi, alors que la création du fond est unanimement saluée par les mouvements sociaux amazoniens, qui y voient un instrument efficace pour une politique économique alternative de soutien à la production familiale rurale, les difficultés que rencontrent dans les faits les producteurs les moins capitalisés pour en profiter déclenchent rapidement un important mouvement de mobilisation en 1991 (Tura 2000). Le gouvernement y répond par la création d'une ligne de crédit différencié (d'abord nommé FNO-Urgent, il deviendra par la suite FNO-Spécial puis PRONAF-A) spécifiquement dédiée aux agriculteurs les moins capitalisés. Les caractéristiques et critères d'obtention de ce crédit subventionné le rendent particulièrement adapté aux nécessités et contraintes propres à l'agriculture familiale amazonienne (*ibid.*). D'abord, il ne peut être accordé qu'aux agriculteurs possédant au plus deux modules ruraux et ne faisant appel qu'à la main-d'œuvre familiale pour le travail sur l'exploitation. Ensuite, les garanties bancaires excluent l'hypothèque foncière, de telle forme qu'aucun titre de propriété officiel n'est exigé du requérant. Les pièces à fournir se réduisent à la carte d'identité et l'attestation du syndicat agricole reconnaissant l'occupation de la terre par le candidat au crédit. Enfin, la condition *sine qua non* pour l'obtention du crédit est l'affiliation du candidat à une coopérative ou association de producteurs ruraux (qui se porte garante pour l'intéressé). Le taux d'intérêt est de l'ordre de 5 à 6 %. Le bénéficiaire du crédit doit en outre recevoir, théoriquement, une assistance technique gratuite.

Par ailleurs, E. Arima (2000a) se félicite, à partir d'une étude réalisée dans le Pará, de la stratégie générale adoptée par la BASA pour éviter la pastoralisation de l'agriculture familiale : « Lors des entretiens réalisés avec les agriculteurs qui ont bénéficié du FNO, plusieurs d'entre eux ont affirmé clairement qu'ils auraient préféré financer uniquement l'élevage bovin, mais que la BASA accordait les crédits uniquement à ceux prêts à implanter des cultures pérennes aux côtés de l'élevage. » (: 55). Cette précaution traduit la volonté d'éviter la pastoralisation de la petite agriculture familiale amazonienne et d'encourager la diversification des systèmes de production à partir de l'implantation de cultures pérennes. Malheureusement, les résultats de l'analyse statistique restent décevants puisqu'ils indiquent que le FNO-Spécial n'a pas réussi à changer significativement le profil agropastoral des *municípios* de l'État du Pará. Les activités majoritairement financées et donc renforcées sont celles préexistantes. L'inquiétude exprimée par l'auteur en ce qui concerne les zones de frontières pionnières, essentiellement tournées vers l'élevage, sont reprises et étayées par P. Mourão (2000). Ce dernier soutient en effet que la stratégie d'encouragement à la diversification agricole suivie par les banques n'a pas porté ses fruits dans les *municípios* où les dynamiques de pastoralisation étaient déjà engagées. Ainsi, bien que le FNO-Spécial n'ait pas financé l'implantation de pâturages pour la production familiale rurale, l'auteur observe son influence directe dans l'augmentation des pâturages, là où l'élevage bovin a été soutenu. Comme le note l'auteur, ces *municípios* correspondent aux zones d'occupation les plus récentes. Dans ces zones engagées depuis la fin des années quatre-vingts dans des dynamiques pastorales, les projets de crédits subventionnés ont accéléré la part de l'élevage dans les systèmes d'exploitation. Le verdict est clair : « L'accès au crédit, allié à la prédisposition des producteurs pour l'élevage, a certainement contribué à la potentialisation de cette activité dans ces *municípios*. » (*ibid*. : 140).

Ces résultats s'avèrent particulièrement préoccupants au regard de la situation spécifique de la Terra do Meio (figure 93). En effet, si dans les premières années les crédits destinés à la plantation de cacaoyers (alliée en particulier à l'élevage bovin) dominent, avec le temps, l'élevage semble s'affirmer comme l'activité majoritairement financée dans la Terra do Meio.

Figure 93 - Les financements de type FNO-Spécial* accordés dans la Terra do Meio



Source : auteur à partir des données EMATER et CEPLAC
N.B. À partir de 2002 le FNO-Spécial a été rebaptisé PRONAF- A

Les résultats de recherche décrivant la pérennisation par les crédits subventionnés des dynamiques agro-pastorales préexistantes confirment l'interprétation systémique de la frontière pionnière que j'ai proposée. Inutile de se replonger dans les détails des dynamiques socio-économiques déjà longuement présentées dans les sections précédentes pour comprendre que les crédits accordés aux *colonos* de la Terra do Meio, loin de provoquer la transformation du système d'action concret local escomptée par les organismes financeurs, entraînent, *a contrario*, son renforcement. Comme je l'ai vérifié empiriquement, les crédits offerts aux *colonos* pour l'acquisition de neuf femelles reproductrices et d'un reproducteur (paquet technique prédéfini le plus fréquemment choisi par les *colonos*) serviront à l'achat d'animaux présents dans une *fazenda* avoisinante, ou une *fazenda* avec laquelle le *colono* a d'étroites relations. Le jeu de l'achat/vente entre *fazendeiros* et *colonos* s'en trouve renforcé d'autant. Il arrivera même que le président de l'association passe un marché avec l'un des *fazendeiros* de la région : en échange d'un bon prix pour ses veaux (et d'une gratification personnelle), le *fazendeiro* remportera le monopole de la vente des veaux (financés) aux *colonos* de l'association. Dans tous les cas, les ressources financières, relativement élevées pour les faibles revenus des *colonos* (entre 7 000 et 18 000 R$ par crédit avec une moyenne tournant autour de 11 000 R$), viendront renforcer le système local des jeux de la frange pionnière du Xingu-Iriri.

3.4. Une politique agro-exportatrice présidentiellement défendue

Dès le début des années quatre-vingts, l'environnementaliste N. Myers (1981) attire l'attention de ses compatriotes en identifiant ce qu'il nomme alors la « connexion Hamburger ». Il désigne ainsi le lien qu'il établit entre l'accroissement de la demande en viande bovine des fast-foods états-uniens, la croissance fulgurante des exportations de viande bovine dans les pays d'Amérique Centrale et l'augmentation des déboisements dans cette même partie du monde. À l'époque, le Brésil n'est pas vraiment concerné, ses exportations sont infimes. Mais, selon D. Kaimowitz, B. Mertens *et al.* (*op. cit.*), la situation aurait drastiquement changé à partir de la fin des années quatre-vingt-dix, avec l'apparition d'une nouvelle connexion hamburger liant les pâturages d'Amazonie brésilienne à la demande internationale de viande bovine. Les auteurs dénoncent ainsi le rôle clé joué par les exportations brésiliennes de viande bovine dans l'accélération des défriches amazoniennes observées ces dernières années. La conjonction de la dévalorisation de la monnaie brésilienne, des bons résultats obtenus par la lutte sanitaire contre la fièvre aphteuse et l'apparition de la maladie de la vache folle (encéphalopathie spongiforme bovine) en Europe expliquerait le bond réalisé par les exportations de viande bovine nationale. La démonstration proposée par les auteurs est particulièrement convaincante. Le cheptel amazonien du Brésil est passé de 26 millions de têtes en 1990 à 57 millions en 2002. Cette augmentation représente à elle seule 80 % de la croissance du cheptel national sur la même période. Or, alors qu'en 1995 le Brésil exportait moins 500 millions de dollars de viande, en 2003 ce chiffre atteint le milliard et demi. Pendant ce temps, la consommation interne de viande n'a que peu augmenté. La conclusion qu'en tirent les auteurs est simple : « l'augmentation de la production de viande brésilienne (dont 80% se trouve en région amazonienne) est allée à l'export. ».

Si le raisonnement tenu à l'échelle nationale est éloquent, il pourrait souffrir, dans le cas d'étude de la Terra do Meio, une critique de taille. En effet, comme on l'a vu, le Sud-Pará possède actuellement le statut de « zone libre avec vaccination » selon le ministère de l'Agriculture ou « zone à risque moyen » selon l'OIE. Ni les animaux sur pied, ni même la viande sortant des abattoirs ne sont autorisés à être exportés vers l'étranger. Dans ces

conditions, la connexion hamburger, c'est-à-dire l'existence d'une demande sur le marché international qui tirerait la production bovine de la Terra do Meio, ne fonctionne pas de manière indirecte, mais indirectement via les cours du marché national, comme j'aimerais le montrer.

Dans la recherche qu'ils mènent sur l'élevage en Amazonie, E. Arima, P. Barreto *et al.* (*op. cit*.) mettent en évidence que les bovins élevés dans le Sud-Pará sont majoritairement destinés au marché du Nordeste (lorsqu'ils sont transportés sur pied)[172] et du Sudeste (après abattage et abattage/désossage). Ma propre enquête de terrain confirme ces résultats. Le directeur du frigorifique de Tucumã me confie par exemple, en juillet 2005, que le Nordeste représente en moyenne 20 % de ses ventes, le reste étant destiné aux États de São Paulo, Minas Gerais, Mato Grosso du Sud, Goiás et Mato Grosso. L'influence des cours nationaux sur les pratiques des producteurs de la Terra do Meio transparaît également dans leur stratégie saisonnière de production. En effet, selon les différents acheteurs/vendeurs de bovins de SFX, la période de vente la plus propice pour les bovins de la Terra do Meio est celle de l'« entre récolte », qui s'étend du 5 octobre au 15 novembre. Entre ces deux dates, l'élévation des cours nationaux de la viande bovine, et donc l'augmentation du prix payé par les abattoirs du Sud-Pará aux producteurs et intermédiaires, découle de la chute de productivité enregistrée par les systèmes d'élevage situés dans les principales régions productrices du Centre-Ouest, Sud et Sudeste.

Comme l'explique le directeur de l'abattoir de Tucumã, le prix d'achat aux producteurs de la Terra do Meio est directement relié au cours national de la viande bovine. Or, ce dernier dépend étroitement des quantités exportées. La forte influence des dynamiques exportatrices sur les prix nationaux a été particulièrement sensible en fin d'année 2004 puis en 2005, suite à la découverte dans l'État du Pará puis du Mato Grosso du Sud de plusieurs foyers de fièvre aphteuse qui ont conduit plusieurs pays à interrompre provisoirement leurs importations de viande bovine brésilienne (quarante-neuf des cent cinquante-deux pays importateurs ont pris des mesures restrictives). S'en est mécaniquement suivi une augmentation de l'offre sur le marché interne et une chute des prix nationaux. À l'inverse, la fin de l'embargo sur la viande bovine brésilienne décrétée par la Russie s'est immédiatement traduite par une élévation des prix sur le marché interne (*Folha de São Paulo*, 03.03.2005, 21.10.2005, 30.03.2006). Le lien entre cours nationaux et exportations a été confirmé par l'analyse de l'IBGE (2006) selon laquelle « au moment où furent enregistrés les premiers foyers de fièvre aphteuse dans le Mato Grosso du Sud, le secteur a commencé à subir une chute des prix causée par un relatif désintérêt du produit. Le blocage des exportations força aussi la vente sur le marché interne mettant la pression sur les prix » (: 2). Le même constat est d'ailleurs réalisé quelques moins plus tôt par le bureau d'étude Scott Consultoria (2005).

Ainsi, face à l'embargo et d'une manière plus générale pour assurer la croissance des exportations, les producteurs doivent s'en remettre aux compétences diplomatiques du gouvernement, comme en témoigne le président de ACNB (Viacava, Castanho Filho *et al. op. cit*):

> « Nous soulignerons encore dans cette publication les difficultés rencontrées pour dépasser les barrières imposées par le protectionnisme des marchés internationaux, qui conduisent à exiger de fortes négociations des autorités diplomatiques du pays.
> […]
> le Brésil n'a pas, jusqu'à présent, exporté de viande *in natura* vers les USA et le Japon, les plus grands importateurs mondiaux. Sous peu, avec l'extinction de la fièvre aphteuse, nous devrions avoir accès à ces marchés, spécialement au prometteur marché asiatique. Il revient ainsi à la diplomatie brésilienne de

[172] Le Nordeste a également le statut de zone à risque pour la fièvre aphteuse, les animaux peuvent donc circuler sur pied d'une zone à l'autre.

> contourner les barrières économiques qui freinent la croissance de notre élevage » (: 9-15)

Cette réflexion conduit ainsi à intégrer dans l'analyse de la filière d'appui à la pastoralisation de la Terra do Meio, la politique agro-exportatrice hyperactive du gouvernement de Luiz Inácio « Lula » da Silva.

Si l'évaluation de la politique menée par le président Lula donne lieu à des débats aussi nombreux que polarisés, il est un point sur lequel la plupart des analystes se retrouvent, il s'agit des succès remportés par le gouvernement en matière de politique étrangère, dus aux innovations et mises à jour des pratiques diplomatiques (Seitenfus 2006b). Ce changement de cap est marqué par un fort pragmatisme, principalement orienté par l'activisme commercial percutant du président brésilien visant à développer de nouveaux accords commerciaux et à étendre ceux déjà existants. C'est la « nouvelle géographie commerciale » que Lula ne cesse d'évoquer (Monclaire et Deluchet (éds) 2006). Pour saisir à sa juste valeur l'importance cruciale de cette stratégie commerciale internationale il peut être utile de la replacer dans la ligne de politique économique choisie et fermement suivie par le président nouvellement élu.

Lors de la campagne électorale de 2002, le candidat Luiz Inácio Lula da Silva martèle une exigence centrale :

> « Le Brésil paie aujourd´hui un prix élevé pour la vulnérabilité externe, construite durant les huit années du gouvernement de FHC. La moindre turbulence internationale ou le moindre problème interne provoque des effets collatéraux négatifs sur l´économie brésilienne. [...] Nous sommes pris dans un cercle vicieux dans lequel la vulnérabilité élevée provoque le maintien de taux d´intérêts élevés, ce qui conduit à freiner la croissance de l´économie nationale et mène à l´élévation de la dette publique. C´est pour cela que le rapport entre dette publique et PIB, indicateur fondamental de l'économie nationale, est en croissance permanente » (Estudos Avançados 2002).

Ainsi, pour atteindre l'objectif de croissance nationale de 4 % annuel, le président récemment élu fixe cinq grandes priorités stratégiques. La première est la diminution de la vulnérabilité externe, en particulier la vulnérabilité financière dont souffre le pays depuis la fin des années quatre-vingt-dix. Cette fragilité serait le résultat, selon C. Quenan (2006a), d'un besoin élevé en financements extérieurs en raison du déficit de la balance commerciale, accentué par l'augmentation du service de la dette externe et par la progression continue de l'endettement de l'État. Or, ce contexte peu favorable est encore aggravé, en 2002, par l'élection de Lula qui ne manque pas d'inquiéter les principaux investisseurs externes. Le scénario d´incertitude que provoque l´accession au pouvoir du *leader* du PT se traduit par le subit dérèglement des indicateurs économiques et financiers nationaux : réduction du crédit externe accordé au pays, élévation du « taux de risque » et dépréciation du change domestique (Lins 2003). Face à cette situation, et compte tenu du diagnostic effectué lors de sa campagne, le président nouvellement élu engagera, dès son accession au pouvoir, une reconquête moins conjoncturelle que structurelle de la crédibilité perdue. Il met en place une politique macroéconomique de rigueur située dans la droite file de celle de son prédécesseur. Le gouvernement prône ainsi une politique orthodoxe de discipline budgétaire couplée à un soutien accru aux exportations (Monclaire 2006a).

Ces dernières seront à l'origine du solde commercial positif obtenu en 2004 puis 2005, atteignant des records nationaux historiques. L'excédent commercial issu de la percée des exportations devient la base structurelle du solde courant excédentaire du Brésil au cours des dernières années (Quenan 2006b). Si la vente de produits manufacturés (avions, autobus ou téléphones portables) représente près de la moitié des exportations (en valeur), la croissance du secteur primaire est tout aussi époustouflante. La politique gouvernementale de soutien appuyé aux exportations, visant à répondre à l´objectif de diminution de la vulnérabilité

externe, est présentée par G. Mantega (2003), ministre du Plan : « Nous devons faire en sorte que nos produits soient compétitifs. Cela signifie augmenter la productivité et la compétitivité des secteurs exportateurs. Cela signifie, évidemment, stimuler les exportations et développer une politique de commerce extérieur plus agressive » (: 65). Cette vision est ostensiblement partagée par d'autres membres influents du gouvernement, tels que le ministre de l'Économie : « Pour que notre pays puisse de nouveau croître de manière durable dans les prochaines années, nous avons besoin de mettre en place une stratégie de développement fortement reliée au commerce international, en augmentant la participation du Brésil aux flux du commerce mondial » (Filho 2003 : 54).

C'est dans ce contexte politico-économique qu'il convient de replacer les vigoureuses actions diplomatiques et présidentielles tentant d'accroître la pénétration des produits agricoles brésiliens sur les marchés mondiaux. D'avis d'A. Rouquié (2006), l'objectif permanent du Brésil d'ouvrir les marchés consommateurs des pays industrialisés n'avait jamais déclenché une offensive diplomatique d'une telle envergure. Pour cela, d'une part le Brésil livre bataille contre le protectionnisme agricole des pays du Nord, comme l´illustre le rôle proactif joué dans la création du « Groupe des 20 », lors de la réunion de l´OMC de Cancun en octobre 2003. D´autre part, la politique externe privilégie la conquête de nouveaux partenaires commerciaux notamment au Sud. Ces alliances Sud-Sud rapprochent le Brésil de pays tels que l´Afrique du Sud, la Chine, l´Inde, la Syrie, le Liban, la Libye, l´Egypte ou les Émirats Arabes Unis. Le pragmatisme du président fait de chaque rencontre entre chefs d´État une opportunité de promouvoir les produits agricoles nationaux, notamment lorsque ceux-ci, pour des raisons sanitaires souffrent d'un embargo, comme ça a été le cas de la viande bovine. Comme l'exprime M. Guibert (2006b) la position offensive du Brésil dans les négociations commerciales internationales « est avant tout au service d'une certain Brésil : celui des grands propriétaires, des producteurs capitalistes et des acteurs agroindustriels et agro-exportateurs. » D'après l'auteure, en raisons des devises qu'elles dégagent, les filières agro-exportatrices sont perçues par le gouvernement comme de vrais moteurs indirects de développement qu'il convient d'encourager et soutenir au mieux par le suivi d'une politique commerciale internationale *ad hoc*.

Conclusion

Les *fazendeiros* sont apparus comme les responsables directs de l'augmentation des défriches annuelles dans la Terra do Meio. Afin de saisir « de l'intérieur » la rationalité de leurs pratiques, j'ai proposé de suivre pas à pas la stratégie globale de ces acteurs que j'ai qualifié, reprenant leurs mots, comme la « formation d'une *fazenda* dans la Terra do Meio ». À l'issu de cette étude minutieuse de leurs activités, cinq points conclusifs se dégagent.

D'abord, la stratégie globale de ces acteurs peut être décrite comme l'association, ou mieux l'imbrication, de trois composantes stratégiques distinctes. Il s'agit de la production de bovins, de la spéculation foncière combinée à la production de pâturages et du blanchiment d'argent. Parce qu'elles sont étroitement reliées les unes aux autres, qu'elles permettent aux *fazendeiros* de s'adapter en permanence à leur contexte d'action, il semble vain de vouloir réduire arbitrairement la stratégie globale à l'une ou l'autre de ses composantes. Cette constatation apparaît d'autant plus justifiée que le succès de leur stratégie globale tient probablement à sa grande flexibilité : articulant ses trois composantes ou basculant de l'une à l'autre.

Ensuite, j'ai démontré que cette articulation est productrice de bénéfices économiques élevés, voire très élevés. Si du point de vue des ressources naturelles, l'activité des *fazendeiros* est bien une activité pionnière et prédatrice (comme l'ont été l'orpaillage et l'exploitation forestière de l'acajou avant elle), du point de vue économique, elle s'avère excessivement rentable, dans le court terme tout au moins. La rentabilité de l'élevage, due à de faibles investissements et surtout une charge bovine à l'hectare excessivement élevée, est démultipliée par les gains provenant de la spéculation foncière et de la production de pâturages.

Le troisième aspect qu'il convient de retenir est que la formation d'une *fazenda* dans la Terra do Meio, peut être décrite comme une entreprise collective, fondée sur l'échange mutuel de « bons comportements », dont tous les participants ressortent gagnants. Les gains, ne sont jamais équilibrés, mais ils sont toujours partagés. Une véritable organisation, pionnière, s'est mise en place pour produire des prairies pâturées au milieu de la forêt. Décrivant la dynamique de ces échanges de comportements en termes de jeux, j'ai montré que ces derniers s'articulaient les uns aux autres, conduisant à leur renforcement mutuel et au renforcement du système comme un tout. Cet auto-renforcement sous-jacent à la formation de la *fazenda* s'illustre par exemple dans les liens existant entre les pratiques d'élevage, de métayage et de travail salarié.
Les différents joueurs tiennent fermement, pour une raison ou pour une autre, à la poursuite des jeux auxquels ils participent. De plus, comme l'illustre de manière éclairante la « loi du silence » collectivement opposée aux agents de la police environnementale, les acteurs sont également attachés au système de pastoralisation pionnier en lui-même, pour lui-même. Ainsi, ils ne s'investissent pas seulement, au travers de leur stratégie, dans le maintien des jeux particuliers auxquels ils prennent part. Ils agissent aussi consciemment en faveur du maintien, voire de la défense, de l'ensemble du système d'interaction. Garantir la pérennité de l'organisation « frange pionnière pastorale du Xingu-Iriri » devient un objectif en soi. On comprend ainsi que la pastoralisation accélérée du territoire se révèle soutenue par l'ensemble des protagonistes de la frange pionnière. Ce double engagement des acteurs au service de la pastoralisation du territoire explique certainement son succès.

J'observerai encore que l'avancée de la frange pionnière pastorale, apparue comme un phénomène d'action collective extrêmement puissant, peut également receler d'importants mécanismes d'apprentissage caractéristiques de ce que P. Berger et T. Luckmann (2005[1966]) ont qualifié de « socialisation secondaire ». Ainsi, les nouveaux jeux qui lient *fazendeiros* et *colonos* dans la Terra do Meio constitueraient les facteurs d'une nouvelle socialisation. Les jeux inédits auxquels se livrent *fazendeiros* et *colonos* concourraient à la construction d'une nouvelle réalité de la frontière pionnière pour les acteurs qui y participent. Modifiant l'ordre établi, la frange pionnière du Xingu-Iriri devient le lieu d'un apprentissage collectif en cours, toujours fragile et menacé, qui à chaque instant rapproche un peu plus les acteurs qui y prennent part.

Mais cet apprentissage collectif ne touche pas seulement *colonos*, *fazendeirinhos*, *fazendeiros* et travailleurs saisonniers. Certains riverains des bords du Xingu et de l'Iriri participent aussi au processus de pastoralisation du territoire. Le travail dans les *fazendas* en formation, la simple présence locale financée par le *fazendeiro* ou le *grileiro*, représentent de nouvelles sources de revenus grâce auxquelles les riverains tenteront de se dégager de l'emprise des commerçants fluviaux de la région. Ainsi, de manière assez surprenante, l'avancée de la frange pastorale, lorsqu'on l'appréhende comme un système d'acteurs, s'avère soutenue par certains *ribeirinhos* qui y trouvent l'unique alternative au choix entre la dette et le départ.

Mais, le succès phénoménal de l'organisation de la pastoralisation du territoire, sous-tendant la formation des *fazendas* de la Terra do Meio, ne tient pas seulement à l'organisation décrite jusqu'à présent. Changeant de perspective j'ai montré que le succès local des *fazendeiros* et de leur mode de gestion effectif du territoire pouvait s'expliquer comme la résultante du soutien très actif obtenu à l'échelon local, régional (État du Pará) et national. À chacun de ces niveaux, le développement de l'élevage s'est imposé, pour les décideurs publics, comme le meilleur choix politique, économique, technique, scientifique, fiscal, financier et diplomatique, toujours encouragé et appuyé par les représentants des patrons-ruraux.

Face à un système d'acteurs extrêmement structuré et performant, se déployant sur le plan vertical et horizontal, il semble bien difficile à celles et ceux qui s'opposent à la pastoralisation accélérée du territoire de la Terra do Meio de faire entendre leur voix. Ils y parviendront pourtant, imposant une nouvelle politique publique pour la région et une nouvelle gestion effective du territoire. C'est à ce double retournement, assez inattendu au regard du chapitre qui s'achève, que sera consacré celui qui s'ouvre.

CHAPITRE 4
Action coalisée et stratégique pour la conservation de la Terra do Meio

Introduction

En fin d'après-midi, le 17 février 2005, le président Luiz Inácio « Lula » da Silva signe le décret de création de deux unités de conservation de protection intégrale localisées dans la Terra do Meio. La Station écologique de la Terra do Meio (3 373 111 ha soit 42 % de la Terra do Meio) et le Parc national de la Serra do Pardo (445 392 ha soit 6 % de la Terra do Meio) donnent suite à la Réserve extractiviste du Riozinho do Anfrísio (398 938 ha soit 5 % de la Terra do Meio), créées trois mois plus tôt. Quelques jours avant la création des UCI, une missionnaire de l'Église catholique a été assassinée dans un *município* de la Transamazonienne (Anapú) situé au nord de la Terra do Meio. La situation de toute la région est devenue explosive. Pour en garder le contrôle, le gouvernement envoie dès la fin du mois de février plus de deux mille hommes de l'armée et de la police militaire. Les troupes fédérales sécuriseront la région pendant près de deux mois. Une série d'opérations menées par l'IBAMA sera mise en place l'année suivante en appui à la création des UCI.

Les résultats environnementaux obtenus par l'action fédérale sont tangibles. En moins de deux ans, la surface défrichée annuellement dans la Terra do Meio a chuté de moitié. À l'intérieur des UCI, elle enregistre une baisse de 100 % (cf. figure 111 et tableau 23). L'avenir des UCI et de la région reste pourtant incertain. On peut craindre, avec raison, qu'une fois encore, les espaces protégés restent « de papier », c'est-à-dire qu'aucun dispositif de conservation environnemental ne soit effectivement implanté sur le terrain, comme c'est si souvent le cas au Brésil et plus généralement dans toute l'Amérique du Sud (Barborak 1997 ; Dourojeanni 2001 ; Peres 2002). De nombreux scénarios s'ouvrent pour la région et il est encore beaucoup trop tôt pour avancer une prévision sérieuse sur celui qui se réalisera. En revanche, il ne me semble pas prématuré de reconnaître l'efficacité de l'action gouvernementale, dans le court terme, contre l'avancée de la pastoralisation dans la Terra do Meio. Au regard du référentiel normatif adopté (cf. chapitre 1) cette évolution est extrêmement positive et mérite toute mon attention. J'y consacrerai le dernier chapitre de

cette thèse. Il comprendra quatre sections qui me permettront d'aborder la création des aires protégées de la Terra do Meio comme un changement survenu à deux niveaux : au niveau des politiques publiques et au niveau de la gestion effective du territoire de la Terra do Meio.

Comme l'ont montré le chapitre 2 et le chapitre 3, durant des années, les politiques publiques tournées vers la région du Sud-Pará en général et la Terra do Meio en particulier ont soutenu l'avancée pionnière et sa conquête territoriale. La création des aires protégées dans la Terra do Meio vient brusquement mettre un terme à cette tradition politique. En cela, il s'agit d'un véritable changement de politique publique qui nécessite, sans aucun doute, une analyse fine. Instituer plus de 3,7 millions d'hectares d'espaces protégés strictement à la pointe de l'une des plus vigoureuses frontières pionnières amazoniennes, lorsque l'on a en mémoire ce que le phénomène pionnier représente pratiquement et symboliquement dans l'histoire brésilienne, est un acte fort. Il m'a semblé crucial, pour comprendre la situation présente et envisager sur des bases solides le futur de la région, de retracer précisément la manière dont ce changement a pu se produire. Pour ce faire, j'aurai recours au modèle des coalitions plaidantes (*advocacy coalition framework*) que je présenterai dans la première section de ce chapitre.

La section suivante sera consacrée à la manière dont s'est progressivement organisée ce que je désignerai comme la coalition socio-environnementale pour la conservation de la Terra do Meio. Trois périodes semblent ponctuer l'émergence de la coalition. La première est marquée par ce qu'il faut considérer comme l'acte fondateur de l'action coalisée. Il s'agit du « cri » poussé en 1999 par les acteurs associatifs de la région de la Transamazonienne, qui considèrent l'avancée de la frontière pionnière dans la Terra do Meio comme un problème auquel les pouvoirs publics doivent répondre. Cette revendication, ensuite relayée par le ministère de l'Environnement, permettra le financement d'un travail d'expertise confié à l'ONG brésilienne Instituto Socioambiental (Institut socio-environnemental – ISA). C'est l'ouverture de la deuxième période. Les experts proposent un scénario de mosaïque d'aires protégées adapté à la conservation de la socio-biodiversité locale. Leur attention se concentre sur le sort des populations riveraines qui seront « redécouvertes » à l'occasion des missions de terrain. Pour combattre les menaces qui pèsent sur les familles de *ribeirinhos* du Riozinho do Anfrísio, une action coalisée s'engage. Elle rapproche deux acteurs collectifs locaux, l'Évêché du Xingu et la Fundação Viver, Produzir, Preservar (Fondation Vivre, Produire, Préserver – FVPP), et l'ONG de portée nationale qu'est l'ISA. Lors du troisième temps, une double action est engagée par les acteurs de la coalition, qui reçoivent le soutien de l'ONG états-unienne Environmental Defense (ED) : d'un côté, un appui immédiat est apporté aux populations du Riozinho do Anfrísio et de l'autre, une action de *lobbying* (interne et externe) en faveur de la création des aires protégées de la mosaïque est menée. Comme je le montrerai, cette action collective est le fait de relations de pouvoirs (cf. encadré 4) où, contrairement à ce qu'une analyse structurelle superficielle pourrait laisser croire, les acteurs associatifs locaux ne sont pas en reste. Ces derniers détiennent en effet les « clés du terrain ». L'action coalisée se soldera par la création de la Réserve extractiviste du Riozinho do Anfrísio.

La troisième section sera consacrée à la création des unités de conservation de protection intégrale de la Terra do Meio. Pour saisir le changement de politique publique que constitue cette création, il faudra déplacer notre attention des membres extra-gouvernementaux de la coalition restreinte vers les responsables gouvernementaux qui appartiennent à la coalition élargie. Ainsi, trois moments pourront être abordés.
D'abord, il s'agira de décrire les conséquences de l'élection du président Lula. En effet, contre toute attente, les mois qui suivent la nomination de Marina Silva à la tête du ministère de l'Environnement, principale représentante politique du socio-environnementalisme

brésilien, provoquent une véritable crise d'identité du secteur qui n'ose réagir aux nombreux arbitrages en défaveur de l'environnement pris par le Président. Mais, grâce à une utilisation stratégique des informations sur les données de déboisement par les membres du secrétariat de la Biodiversité et des Forêts du ministère de l'Environnement (SBF/MMA) et la pression renaissante exercée par les membres de la coalition (élargie) pour la conservation de la Terra do Meio, le gouvernement entamera, à petits pas, une action structurelle en faveur de la conservation de la Terra do Meio. Enfin, depuis l'intérieur du gouvernement, les membres de la coalition appartenant au SBF/MMA saisiront l'opportunité offerte pour livrer un véritable combat contre les déboisements amazoniens illicites. Je rendrai compte de leur prise d'initiative à partir de l'architecture conceptuelle développée par le théoricien de la guerre, C. von Clausewitz (1955[1932]). Ainsi, je parviendrai à suivre l'action stratégique des membres du SBF/MMA qui, en trois engagements, imposeront la création du Parc national de la Serra do Pardo et de la Station écologique de la Terra do Meio.

Mais ce changement de politique publique ne garantit pas à lui seul une transformation des pratiques de gestion effective de la forêt de la Terra do Meio, à savoir sa destruction. Si les aires protégées restent de « papier », si l'État reste spectateur, la nouvelle politique publique est condamnée à avoir peu ou pas d'effet sur le terrain. Elle peut même conduire, par le jeu des effets pervers, à un renforcement des protagonistes de la pastoralisation, qui se sentiraient invulnérables. Le changement politique s'avère donc une condition nécessaire mais non suffisante du changement effectif des pratiques. Pour répondre à ma problématique de recherche, il me faudra retourner sur le terrain de la frange pionnière pour évaluer concrètement, en termes d'état des écosystèmes forestiers, le changement de politique publique.
Sur le terrain, on constate une chute brutale des surfaces défrichées annuellement dans la région de la Terra do Meio. Le changement de la gestion effective, dans le court terme, s'est bel et bien produit. Pour en expliciter les ressorts, je m'attacherai alors à comprendre la manière dont la création des aires protégées, et les mesures qui les ont accompagnées, ont conduit les *fazendeiros* de la région à adapter leur stratégie en suspendant (au moins provisoirement) la formation de leur *fazenda*. Mais, si les *fazendeiros* de la Terra do Meio mettent effectivement un terme à leurs pratiques de conversion de l'espace forestier en espace fourrager, cela ne signifie pas pour autant qu'ils resteront inactifs face à la création des aires protégées. Bien au contraire pour répondre à cette dernière, ils s'organiseront et entameront des actions sur le plan exécutif, législatif et judiciaire, relançant ainsi la dialectique de gestion du territoire.

A - Le modèle des coalitions de cause (*advocacy coalition framework*)

Entre le milieu des années soixante et le début des années quatre-vingts, la région du Sud Pará a été le siège d'une politique publique « développementiste » sans états d'âme, qui s'est manifestée dans la construction d'axes routiers (Belém-Brasília, PA-150, PA-279), l'implantation de mégaprojets de développement basés sur l'extraction des ressources naturelles (comme le Pôle Grand Carajas) ou la colonisation privée (comme le projet Tucumã). La route atteint la ville de SFX, la Terra do Meio est finalement alors intégrée au reste du pays (cf. chapitre 2). Lors de la décennie suivante, à l'échelle amazonienne, les politiques publiques continuent sur leur lancée sans toutefois ouvrir de nouveaux chantiers (Mello *op. cit.*). Dans la Terra do Meio, en particulier, la concession d'exploitation minière est donnée à l'entreprise Canopus, le projet de colonisation Linhares de Paiva (résultat de la coopération entre l'INCRA et l'ITERPA) est adopté (mais non exécuté), les plans d'exploitation forestiers (dont l'irrégularité n'est qu'un secret de polichinelle) sont reconduits année en année par l'IBDF puis l'IBAMA. Puis, à partir du milieu des années quatre-vingt-dix, l'appui le plus important est apporté (de manière directe et indirecte) à la filière de l'élevage bovin qui s'impose rapidement comme la principale filière productive locale et régionale (Poccard-Chapuis *op. cit.*). Dans ce contexte, la création des UCI de la Terra do Meio en début d'année 2005 semble vérifier le bilan que dresse N. A. de Mello (*op. cit.*). D'après l'auteure en effet, les années quatre-vingt-dix et le début des années deux mille se caractériseraient, en Amazonie, par le suivi de politiques publiques sectorielles souvent contradictoires et parfois franchement conflictuelles :

> « les Amazonies restent en effet partout l'espace de déploiement de fronts pionniers, mitigés par des actions de caractère environnemental, comme la constitution d'aires protégées et d'actions destinées aux populations traditionnelles. Dans le cas du Brésil, ces politiques de colonisation et ces politiques « vertes » ne sont toutefois pas les seules que l'État mène en Amazonie. En fait il mène de front au moins trois sortes d'actions différentes : les unes visent à protéger des milieux naturels auxquels l'opinion publique brésilienne et internationale a souvent manifesté son attachement ; d'autres tendent à assumer le développement économique d'une région de plus en plus nettement intégrée à l'espace national ; d'autres enfin implantent des infrastructures qui permettront, demain, de nouvelles conquêtes pionnières. » (: 8).

À l'heure des comptes, les moyens financiers, techniques, politiques ou humains consacrés aux politiques publiques territoriales de production, de conquête, de transport et d'énergie se révèlent incomparablement plus élevés que ceux employés pour la conservation. Si l'intégration amazonienne sans états d'âme des années soixante-dix n'est plus, les conflits entre politiques publiques sectorielles rivales dans l'usage du sol, caractéristiques des années quatre-vingt-dix, tournent dans les faits à l'avantage de la conquête pionnière amazonienne. La création de quelques îles de conservation ne saurait remettre en cause le *statu quo* des politiques publiques fédérales encore très largement favorable à l'avancée pionnière en Amazonie.

Si la création des deux UCI de la Terra do Meio (cf. encadré n°5) conforte d'un côté cette lecture conflictuelle et sectorielle d'une gestion du territoire amazonien fondée sur un rapport de force défavorable aux politiques environnementales, il semble, de l'autre, qu'elle remette en cause ce *statu quo*.
En effet, par leur taille (elles couvrent à elles deux plus de trois millions sept cent mille hectares), par leur type (station écologique et parc national sont des espaces protégés très restrictifs pour les activités humaines puisqu'ils proscrivent les usages tels que la chasse, la pêche, l'exploitation forestière, l'exploitation minière, l'exploitation hydraulique, l'agriculture et l'élevage), par leur localisation (à l'extrémité de l'une des franges pionnières pastorales les plus vigoureuses d'Amazonie brésilienne), par leur forme (visant à encapuchonner la pointe de la frange pionnière et barrer l'avancée de la route de la Canopus vers l'ouest), la Station écologique de la Terra do Meio et le Parc national de la Serra do Pardo apparaissent comme le choix politique historique de mettre un terme à l'avancée pionnière dans le Sud-Pará. Dès lors, comment suivre, rendre compte et analyser ce changement de politique publique ?

Encadré 5 - Parc national et station écologique : les règles

Selon la typologie de l'Union mondiale pour la nature (UICN 1997), qui catégorise les espaces protégés en fonction de leur objectif principal de gestion, la station écologique appartient à la catégorie I(a) qui correspond aux espaces protégés ayant pour vocation principale l'étude scientifique. Le parc national peut être classé dans la catégorie II, où l'espace protégé est géré dans un but de conservation des écosystèmes ou dans un but récréatif.

Dans le cadre de la législation brésilienne, le Système national des unités de conservation (Sistema Nacional de Unidades de Conservação – SNUC, loi 9.985/00) spécifie que station écologique et parc national appartiennent au groupe des unités de conservation de protection intégrale. Ainsi, selon l'article 7° §1°, « Les Unités de Protection Intégrale ont pour objectif principal de préserver la nature, étant uniquement admis un usage indirect de leurs ressources naturelles, à l'exception des cas prévus par cette Loi ».

Les articles 9° et 11° sont consacrés, respectivement, à la catégorie station écologique et parc national. On lira :

« Art. 9º La Station Écologique a comme objectif la préservation de la nature et la réalisation de recherches scientifiques.
§ 1º La Station Écologique est de possession et de propriété publique, sachant que les zones privées incluses dans ses limites seront désappropriées, selon la disposition de la loi.
§ 2º La venue du public est interdite, exceptée quand elle a un objectif éducatif en accord avec les dispositions du plan de gestion de l'unité ou la réglementation spécifique.
§ 3º La recherche scientifique dépend de l'autorisation préalable de l'institution responsable de l'administration de l'unité et est sujette aux conditions et restrictions établies par celle-ci, ainsi qu'à celles prévues par le règlement.
§ 4º Dans la Station Écologique, l'altération des écosystèmes est uniquement permise dans le cas de :
I – mesures qui visent la restauration d'écosystèmes modifiés ;
II – gestion d'espèces en vue de préserver la diversité biologique ;
III – collecte de composants des écosystèmes à des fins scientifiques ;
IV – recherches scientifiques dont l'impact sur l'environnement soit plus important que celui causé par la simple observation ou la collecte contrôlée de composantes des

écosystèmes, dans une région correspondant au maximum à trois pour cent de l'extension totale de l'unité et jusqu'à la limite de mille cinq cent hectares.

[...]

Art. 11º Le Parc National a comme objectif principal la préservation des écosystèmes naturels de grand intérêt écologique et d'une grande beauté paysagère, permettant la réalisation de recherches scientifiques et le développement d'activités éducatives et d'interprétation environnementale, de récréation au contact de la nature et de tourisme écologique.

§ 1º Le Parc National est de possession et de propriété publique, sachant que les zones privées incluses dans ses limites seront désappropriées, selon la disposition de la loi.

§ 2º La visitation publique est sujette aux normes et restrictions établies dans le plan de gestion de l'unité, aux normes établies par l'institution responsables de son administration et de celles prévues par le règlement.

§ 3º La recherche scientifique dépend de l'autorisation préalable de l'institution responsable de l'administration de l'unité et est sujette aux conditions et restrictions établies par celle-ci, ainsi qu'à celles prévues par le règlement.

§ 4º Les unités de cette catégorie, quand elles sont créées par l'État fédéré ou le Município, seront dénommées, respectivement, Parc de l'État fédéré et Parc du Município. »

1. Choix du modèle

Comme le rapporte N. Berny (2005), l'analyse des réseaux d'action publique s'est imposée comme la référence incontournable dans les recherches en science politique. Le succès de cette approche tient à ce que le concept de réseau s'est révélé un outil descriptif très performant pour rendre compte du double phénomène de fond connu par l'action politique contemporaine. À savoir, l'interdépendance croissante entre acteurs plus nombreux et différenciés, conjuguée à la sectorisation et la fragmentation de l'État. Cette évolution ouvre la voie à la multiplication des régulations informelles dans les arènes officielles de débat et dans les programmes de politique publique mis en œuvre. Débats, formes de coopération et coordination entre acteurs publics et privés ne cessent de s'intensifier.

Pour rendre compte de cette transformation du champ des politiques publiques, l'usage états-uniens du terme de réseau d'action publique a essentiellement permis de mettre l'accent sur les contacts régularisés entre individus venant des groupes d'intérêt, des administrations publiques et du gouvernement (Rhodes et Marsh 1995). C'est leur rencontre et leur influence réciproque qui constituerait le socle d'un « gouvernement de niveau intermédiaire » (« *sub-gouvernment* »).J. L. Freeman (1955) est souvent identifié comme l'un des personnages centraux du développement des recherches sur le gouvernement de niveau intermédiaire. Ce dernier aurait insisté sur le fait que l'étude de la décision politique doit être désagrégée en sous-systèmes où bureaucrates, parlementaires et groupes d'intérêt interagissent à propos d'un domaine particulier de politique publique. De son côté, T. Lowi (1969 *in* Rhodes et Marsh *op. cit.*) souligne par son expression devenue célèbre, le « triangle de fer », la nature triangulaire des relations souvent symbiotiques entre groupes d'intérêts, commission du Congrès et agence gouvernementale ainsi que leur rigidité. Selon cette lecture, quelques groupes privilégiés ayant des relations étroites les uns avec les autres seraient à l'origine de la plupart des décisions politiques dans un secteur de politique publique donné. Ainsi, les gouvernements de niveaux intermédiaires seraient capables d'exclure les autres intérêts concernés et de prendre seuls les décisions. Cette interprétation provoque, à partir de la fin des années soixante-dix, de vives réactions de la part des tenants du modèle pluraliste,

historiquement dominant aux États-Unis. H. Heclo (1978) s'imposera comme l'un des plus fervents défenseurs d'une lecture pluraliste des coalitions, à partir de ce qu'il nomme les « réseaux thématiques ouverts » (*issue network*). À partir de son travail, McFarland (1987 *in* Rhodes et D. Marsh *op. cit.*) en viendra à insister sur le rôle prépondérant de ces réseaux, minimisant l'accès restreint au processus de décision politique décrit par le « triangle de fer ». Pour l'auteur, un tel réseau thématique de communication réunirait « tous les acteurs intéressés par l'action politique dans un domaine, ce qui inclut les autorités gouvernementales, les législateurs, les hommes d'affaire, les représentants des groupes de pression et même les universitaires et les journalistes. Un tel réseau n'est évidemment pas un triangle de fer. S'il est vivant, il voit se transmettre des critiques sur la politique en cours et naître des idées porteuses de nouvelles initiatives politiques. » (McFarland 1987 : 46 *apud* Rhodes et Marsh 1995 : 39).

Le modèle des coalitions de cause (« *Advocacy Coalition Framework* » - ACF) développé à partir de la fin des années quatre-vingts, et dont Paul Sabatier s'est affirmé comme le principal théoricien, s'inscrit dans cette lignée, prolongeant et approfondissant les recherches menées sur les réseaux thématiques ouverts. Plus précisément, il s'attache à décrire et expliquer de manière fine le changement de l'action publique dans un domaine donné et sur des périodes de dix ans ou plus (Sabatier 1988 ; Sabatier et Jenkins-Smith 1993). L'hypothèse centrale du modèle est que la prise de décision en matière de politique publique peut être mieux comprise et appréhendée dès lors qu'on la considère comme une compétition entre coalitions plaidantes (ou coalitions de cause) constituées d'acteurs (individuels ou collectifs) appartenant à diverses institutions (privées ou publiques, de l'échelle locale à l'échelle internationale) liées entre elles par le partage d'un système de croyances sur ce que doit être l'action publique dans le domaine considéré et qui s'engagent dans un effort collectif pour intégrer les principaux éléments de leur système de croyances au programme de politique publique (Sabatier et Schlager 2000). C'est sur cette architecture théorique que j'appuierai la description et l'analyse du changement de politique publique connu dans la Terra do Meio. Ce choix du modèle des coalitions plaidantes a plusieurs motifs.

D'abord, le cadre théorique de l'ACF présente une spécificité, particulièrement adaptée à mon objet d'étude, puisqu'il s'intéresse de manière privilégiée au « changement de politique publique », comme en témoigne notamment le titre de l'ouvrage collectif publié en 1993, sous la direction de P. A. Sabatier et H. C. Jenkins-Smith, « Changement de politique et Savoir. Une approche par les coalitions plaidantes ». L'ACF s'ajuste parfaitement au phénomène que j'ai choisi de suivre : la création des UCI de la Terra do Meio, abordée comme un changement de politique publique dans le domaine de la gestion du territoire et des ressources naturelles. Ainsi, l'architecture conceptuelle de l'ACF devrait me permettre de rendre compte du basculement opéré depuis une politique sectorielle de pastoralisation du territoire vers une politique de conservation socio-environnementale.

Ensuite, il convient de noter que l'ACF s'est imposé depuis quelques années comme l'un des modèles privilégiés, en science politique, pour rendre compte de l'évolution des politiques publiques dans le domaine environnemental. De nombreux cas d'étude mettant en scène des politiques publiques touchant à la qualité de l'eau (Munro 1993), à la certification forestière (Elliot 1999), aux déchets nucléaires (Jenkins-Smith 1991), à l'énergie fossile (Jenkins-Smith et St Clair 1993), etc. ont déjà éprouvé la robustesse du modèle sur tous les continents. Le succès de l'ACF pour saisir et expliquer les changements de politique publique en matière environnementale mérite sans doute une petite explication. J'en proposerai une. Comme le notent E. Grossman et S. Saurugger (2006), en cas d'incertitude, les conditions qui conduisent

à la concentration des informations, indispensables à la prise de décision, entre les mains des acteurs gouvernementaux sont rarement réunies. Cette situation s'avère particulièrement favorable à l'émergence de réseaux thématiques ouverts qui rapprochent, sur une problématique donnée les acteurs publics et privés de nombreuses institutions. Or, les problématiques environnementales se caractérisent précisément par un degré d'incertitude élevé, voire très élevé (Godard, Henry *et al*. 2002 ; Theys et Kalaora *op. cit.* ; Callon, Lascoumes *et al.* 2001). Cela pourrait expliquer le succès de l'ACF pour rendre compte de l'évolution des politiques publiques dans le champ de l'environnement.

Finalement, l'ACF présente aussi l'avantage inestimable d'être un cadre théorique abouti (mais non figé), clair, solidement construit sur un noyau de prémices et d'hypothèses qui le rendent facilement appropriable et testable empiriquement. L'ACF présentent ainsi des qualités heuristiques indéniables, tant du point de vue de la description du changement de politique publique, que de son analyse. Les exigences scientifiques qui ont présidé au développement de ce cadre théorique et à sa présentation permettent à chaque utilisateur de le soumettre à la critique (comme je le ferai) : identifiant les angles morts, travaillant à leur correction, confirmant les points forts, prolongeant leurs applications, etc.

2. Présentation de l'ACF

2.1. Le processus de changement de politique publique

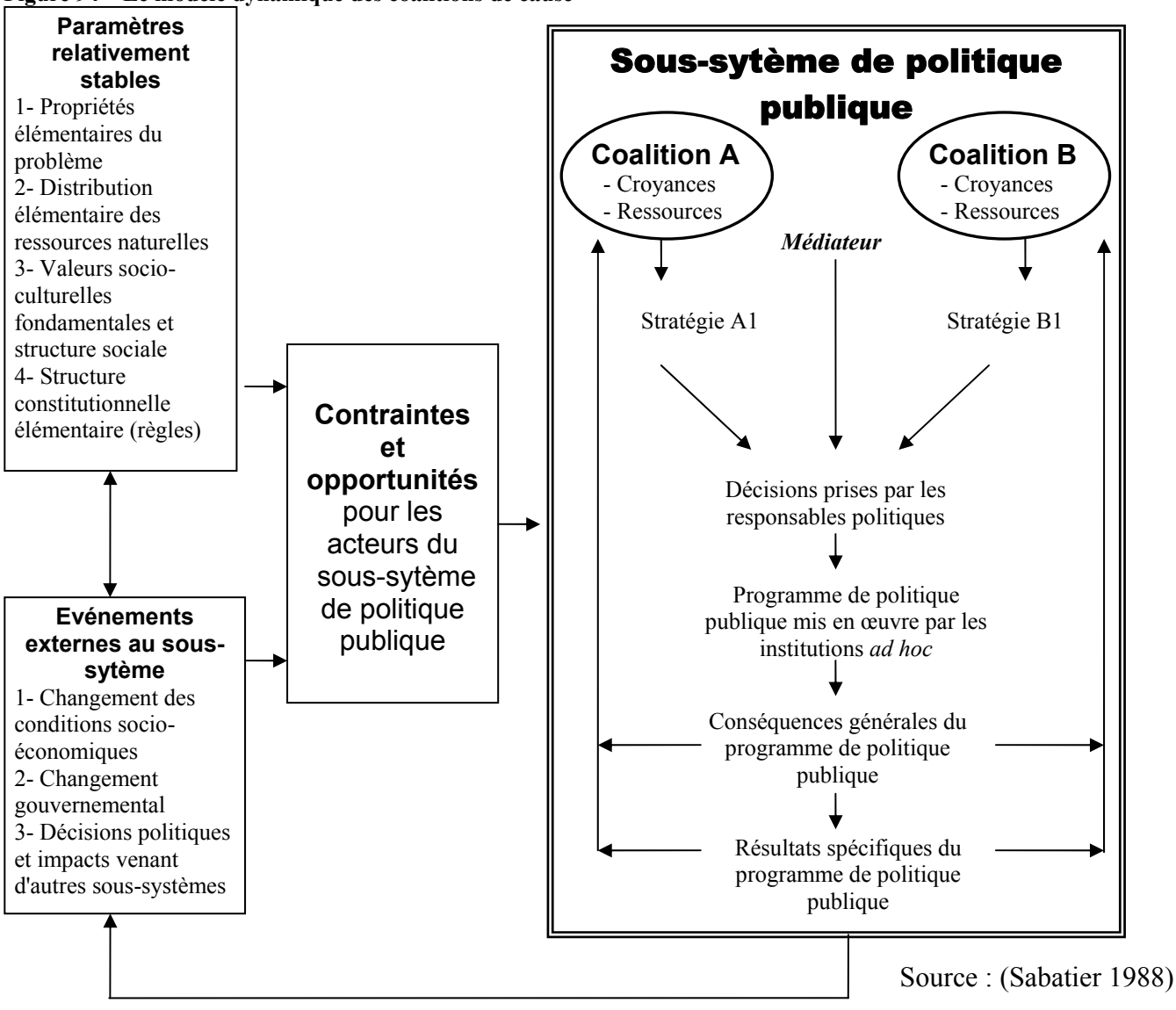
Les quatre prémisses du modèle (encadré n°6) fondent un modèle dynamique du changement de politique publique illustré par la figure 94. Je le décrirai à partir des deux facteurs explicatifs fondamentaux du changement de politique publique qu'il distingue.

Pour en comprendre la logique, le graphique peut être divisé en deux parties. Celle de gauche représente les variables exogènes au sous-système de politique publique (SSPP). Celle de droite représente le SSPP. À l'intérieur du SSPP (cf. prémisse n°2), il est admis que les acteurs peuvent être agrégés en coalitions plaidantes[173] composées d'acteurs appartenant à diverses institutions (publiques ou privées) qui ont en commun le partage d'une série de croyances normatives (ainsi que causales) et qui agissent de concert. Chaque coalition adopte une stratégie visant à influer sur les décisions des responsables politiques et permettant ainsi d'imposer ses croyances normatives et causales. Le preneur de décision, situé entre les coalitions, effectue l'intermédiation et l'arbitrage entre les stratégies (divergentes sinon contradictoires) défendues par les coalitions. Le résultat est l'adoption d'une politique publique particulière et sa mise en place concrète au travers d'un programme de politique publique. Sa réalisation par les institutions compétentes aura des conséquences générales et produira des résultats spécifiques sur le problème visé. L'évaluation des impacts de la politique publique au regard des objectifs prédéfinis ainsi que les nouvelles informations ayant émergé au cours du processus seront produites et/ou reprises, de manière sélective, par les acteurs des coalitions. Sur la base de ces résultats, les coalitions pourront décider de maintenir leur ligne d'action ou au contraire de réviser leur perception du problème, leurs croyances et leurs stratégies pour influer sur les preneurs de décision. L'apprentissage qui se met en place à chaque nouvelle boucle (influence coalisée/réalisation du programme de politique publique/évaluation) touche aussi bien les moyens que les fins des politiques publiques. Le premier facteur de changement de politique publique distingué par l'ACF,

[173] Si la représentation graphique met en scène deux coalitions (A et B), leur nombre peut en réailté être tout autre.

correspond à l'ensemble des évaluations des politiques publiques et des recherches menées sur leurs impacts. Les auteurs parlent ici de « *policy-oriented learning* », telles que les a défini Heclo (1974 *in* Sabatier 1993), c'est-à-dire comme des altérations pérennes des modes de pensée ou des comportements résultant de l'expérience et concernant la réalisation ou la révision des objectifs de la politique mise en œuvre. Le facteur *policy-oriented learning* est représenté sur le schéma par la rétroaction des résultats de la politique publique sur les coalitions plaidantes. Le modèle élaboré par P. A. Sabatier et H. C. Jenkins-Smith (1993) considère que les informations produites par les coalitions sont, avant toute chose, instrumentales : les acteurs des différentes coalitions tentent de comprendre au mieux les chaînes causales afin d'adapter leur stratégie et leurs croyances.

Figure 94 – Le modèle dynamique des coalitions de cause



Source : (Sabatier 1988)

Pour conclure cette présentation des deux facteurs explicatifs des changements de politique publique et leur importance relative, une question mérite d'être éclaircie : pourquoi une variation exogène au SSPP est-elle nécessaire à tout changement profond de politique publique ? Et son corollaire : pourquoi l'apprentissage issu de l'instrumentalisation des *policy-oriented learning* ne suffit-il pas au changement de fond d'une politique publique ? Pour répondre à ces questions, il faut revenir sur un point que le schéma explicatif proposé par P. Sabatier (1988) ne parvient pas à mettre suffisamment en avant. Il s'agit du fait que

contrairement à la représentation symétrique des coalitions plaidantes adoptée sur la figure 94, le SSPP comporte le plus fréquemment une coalition dominante et une (ou plusieurs) coalition(s) dominée(s). Or, comme je l'ai décrit, l'utilisation que les coalitions font des *policy-oriented learning* est sélective (mise au service du système de croyances défendu) et ne permet que de faire évoluer les aspects secondaires des positions normatives défendues par la coalition dominante qui continuera donc à imposer ses principes normatifs centraux. Ainsi, pour que la situation change, c'est-à-dire pour que les programmes de politique publique concernant un domaine particulier soient centrés sur de nouvelles préoccupations et proposent une vision neuve du problème, il faudra qu'une nouvelle coalition parvienne à s'imposer comme la coalition dominante. De manière résumée : un changement de politique publique profond nécessite le changement du système de croyances qui la fonde, c'est-à-dire le changement de la coalition dominante qui porte ce système. Or, seuls les événements extérieurs au sous-système de politique publique, réaménageant profondément les marges de manœuvre disponibles par les coalitions, peuvent permettre à une coalition jusqu'alors dominée de prendre la place de la coalition dominante et ainsi, d'imposer son point de vue normatif sur la problématique en jeu.

Encadré 6 – Les prémisses de l'*Advocacy Coalition Framework* (ACF)

Quatre prémisses fondent la version initiale du modèle telle que la présente P. A. Sabatier (1993). Il importe de les rappeler :

Prémisse n°1 : l'importance des évaluations de politique publique sur une période de dix ans ou plus

Pour comprendre les changements de politique publique, il faut suivre avec attention l'influence cumulative des *policy research*[174] sur la vision et les concepts des décideurs. Pour suivre l'évolution, toujours lente, des cadres cognitifs des responsables politiques, il faut étudier le changement politique sur des pas de temps de dix ans ou plus.

Prémisse n°2 : les sous-systèmes de politique publique

Le meilleur moyen d'appréhender le changement de politique publique est de focaliser l'étude sur les « sous-systèmes de politique publique » (« *policy subsystems* »), c'est-à-dire sur les interactions entre acteurs appartenant à des institutions différentes et qui cherchent à influencer les décisions gouvernementales dans un domaine particulier ou concernant une problématique particulière.

Prémisse n°3 : les différents échelons gouvernementaux

Tous les acteurs gouvernementaux de l'échelon local à l'échelon national doivent être inclus dans l'analyse du changement de politiques publiques.

Prémisse n°4 : une politique publique comprise comme un système de croyances

Une politique publique, tout comme son programme d'action, peuvent être conceptualisés comme un « système de croyances », c'est-à-dire un « ensemble de valeurs prioritaires et d'hypothèses causales sur la façon de les réaliser » (: 31). Une politique publique doit être conçue comme un assemblage de jugements de valeurs, perceptions des relations de causalité, compréhension de l'état du monde, appréciations de la magnitude des problèmes et hypothèses à propos de l'efficacité des différents instruments politiques.

[174] C'est-à-dire des « recherches menées sur les politiques publiques et leurs résultats » ou des « recherche sur l'évaluation des politiques publiques » qui permettent graduellement de définir l'importance et la nature des problèmes, leurs causes et les impacts des solutions envisagées.

2.2. Les coalitions plaidantes

Afin d'achever la présentation des ancrages conceptuels de l'ACF, il m'a semblé utile d'apporter quelques précisions supplémentaires concernant les coalitions plaidantes et, point fondamental, ce qui constitue le liant entre les acteurs qui la composent.

Le modèle des coalitions de cause a été élaboré pour répondre à la complexité croissante des sous-systèmes de politique publique. Il permet de donner sens aux actions politiques collectives présentées de manière somme toute assez confuse jusqu'alors (Grossman et Saurugger *op.cit.*). Revenons pour commencer à la présentation et définition complète qu'en donne P. A. Sabatier (1993) :

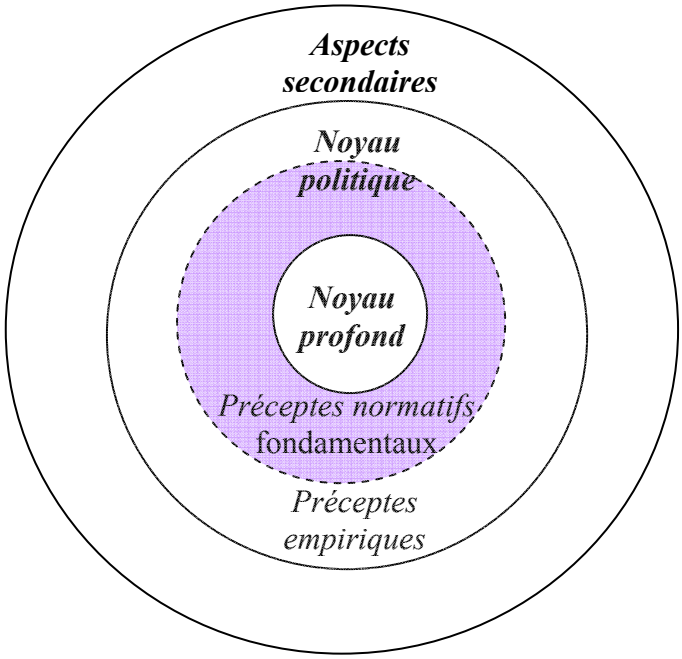
> « Après avoir considéré plusieurs alternatives, j'en ai conclu que la façon la plus utile d'agréger des acteurs afin de comprendre le changement de politique publique sur de longues périodes de temps est par le recours aux « coalitions de cause ». Il s'agit de personnes ayant des statuts très différents (élus ou administrateurs publics, *leaders* de groupes d'intérêt, chercheurs, etc.) qui partagent un système de croyance particulier – c'est-à-dire une série de valeurs fondamentales, d'hypothèses causales et de perceptions des problèmes – et qui démontrent un degré de coordination dans le temps non trivial. » (: 25).

À partir de cette citation, plusieurs remarques peuvent être faites. Par définition, les coalitions plaidantes sont pluri-institutionnelles et multiscalaires. Elles ne se contentent par de rassembler les acteurs de l'administration publique, les parlementaires et les groupes d'intérêt de l'échelon national comme c'est le cas de certains concepts traditionnels de science politique tels que ceux de « *whirlpool* » ou « *iron triangles* ». Les coalitions de cause incluent des acteurs appartenant à toutes les échelles (de l'international au local), aussi divers que les chercheurs, journalistes et autres analystes des politiques publiques qui ont en commun de générer et diffuser des évaluations de politique publique.

Le concept de coalition plaidante, c'est l'une de ses principales originalités, considère les convictions communes (ou « système de croyances ») représentent la « colle » qui lie entre eux les différents membres d'une même coalition. Ces systèmes de croyances ont été décrits, sous une forme révisée, comme l'assemblage de trois éléments distincts (Sabatier 1998). D'abord, il y aurait le « noyau profond » (« *deep core* ») qui serait formé par les axiomes normatifs et ontologiques les plus fondamentaux aux individus. Ces derniers, comme on s'en doute, sont extrêmement résistants au changement. Une transformation à ce niveau est équivalente, d'après les auteurs, à une conversion religieuse. Ensuite, le système de croyances individuelles comporterait un « noyau politique » (« *policy core* ») qui équivaudrait aux positionnements politiques concernant la stratégie fondamentale à suivre pour atteindre les valeurs centrales à défendre. Ce noyau politique serait d'ailleurs lui-même constitué de deux éléments. On trouverait d'une part les préceptes politiques normatifs fondamentaux et de l'autre les préceptes politiques comportant une composante empirique substantielle. D'après les auteurs, la colle existant entre les différents acteurs d'une même coalition résulterait du partage des mêmes préceptes politiques normatifs fondamentaux. Ces préceptes, qui représentent également le cœur normatif des politiques publiques que la coalition dominante parvient à imposer (cf. *infra*), ne sont que très rarement remis en cause par ceux qui les portent. Ils peuvent l'être dans des cas exceptionnels, comme à l'occasion d'expériences réitérées démontrant de sérieuses anomalies dans l'interprétation des résultats des politiques publiques. Pour finir, le dernier élément correspondrait aux « aspects secondaires » (« *secondary aspects* ») des systèmes de croyances. Il s'agirait des prises de position sur les décisions annexes, permettant de mener à bien la stratégie de défense de la cause portée. Contrairement aux deux autres éléments, les aspects secondaires seraient périodiquement réévalués et adaptés par les membres de la coalition, notamment grâce à l'usage des *policy*-

oriented learnings. Je propose dans la figure 95 une illustration sous forme de cercles concentriques des systèmes de croyances qui permettent de caractériser les individus, les coalitions de cause et les programmes de politique publique. La résistance au changement de chacune des couches diminue à mesure que l'on s'éloigne du centre des cercles. La couche colorée représente les valeurs politiques fondamentales constituant le liant des coalitions. J'illustrerai les différents concepts présentés dans cette section à partir de mon cas d'étude.

Figure 95- Le système de croyances des membres des coalitions



Source : à partir de (Sabatier et Jenkins-Smith 1998)

3. Appropriation du modèle

3.1. L'application à la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio

Afin que le lecteur se familiarise avec le modèle de l'ACF et l'emploi que j'en ferai, je propose de poser dès à présent les premiers jalons de son application au cas d'étude de la Terra do Meio. Le sous-système de politique publique sur lequel sera centré le modèle est celui de la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio. À partir des chapitres 2 et 3 de la thèse, j'ai sélectionné les « paramètres relativement stables » (cf. figure 94) exogènes au SSPP (tableau 20) qui me sont apparus les plus importants.
Ensuite, j'interpréterai la pastoralisation accélérée du territoire de la Terra do Meio observée entre 2000 et 2005 comme l'indice de la domination d'une coalition pro-pastoralisation. La plupart des membres de cette dernière ont été présentés dans la section D du chapitre 3 consacrée à la filière d'appui à la pastoralisation du territoire de la Terra do Meio. On y retrouve : les parlementaires du bloc ruraliste, les représentants de la CNA, les responsables du ministère de l'Agriculture, les chercheurs défendant la technification et l'intensification de l'élevage, le gouvernement de l'État du Pará, la FAEPA, le Syndicat SPR-SFX et l'équipe de la *prefeitura* des éleveurs de SFX. Je considérerai que ces individus appartenant à des institutions distinctes et agissant à des échelles différentes partagent un même système de croyances et ont démontré un degré de coordination dans le temps non trivial. J'ai repris ce

qui m'a paru être les principales composantes de leur noyau politique (représentant d'après la théorie le liant de leur action coalisée) dans le tableau 21.

Tableau 20 – Les « paramètres relativement stables » extérieurs au SSPP de la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio

Caractéristiques du problème environnemental	La Terra do Meio appartient au biome Amazonie.
	Le mode de consommation des surfaces forestières de la Terra do Meio est "rival". En effet, tout se passe comme si le mode d'accès aux terres forestières était "libre". Ces terres ont les caractéristiques des "biens communaux" (Le Prestre 2005[1997]) : il est difficile d'en limiter l'accès alors que leur exploitation est concurentielle.
	Grâce aux images satellites rendues publiques par l'INPE, les nouvelles surfaces défrichées peuvent être facilement estimées et localisées chaque année.
	La Terra do Meio est une région enclavée et distante des principaux centres décisionnels nationaux et régionaux.
	La densité démographique de la région est très faible. Les *ribeirinhos* peuplent de manière éparse le bord des fleuves alors que les colons avancent dans la Terra do Meio à partir de sa partie sud-est.
	Les colons, et en particulier les plus capitalisés d'entre eux (les *fazendeiros)*, sont responsables des défriches liées à la pastoralisation accélérée du territoire.
	L'Etat du Para, officiellement responsable des terres publiques de la Terra do Meio, ne parvient pas à garantir leur conservation.
Distribution des ressources naturelles	L'Amazonie légale couvre plus de la moitié du terrioire brésilien.
	Près du quart de l'Amazonie légale a été défriché.
	La Terra do Meio représente approximativement 1,6 % de la superficie totale de l'Amazonie légale et en moyenne 2,7 % des défriches annuelles enregistrées en Amazonie Légale entre 2001 et 2005.
	Près de 5 % de la Terra do Meio a été défrichée entre 2001 et 2005.
	La Terra do Meio a été idenfiée comme une zone prioritaire dans la stratégie nationale de conservation de la biodiversité.
Valeurs culturelles	La conquête pionnière amazonienne occupe une place prépondérante dans l'histoire et l'imaginaire national.
	L'opinion publique brésilienne et internationale ont manifesté à de multiples reprises et de manière toujours croissante, depuis le milieu des années quatre-vingt, leur intérêt pour la conservation de la forêt amazonienne.
Structure légale	Des lois fédérales régissent strictement les pratiques autorisées sur le territoire forestier de la Terra do Meio. Les activités des colons de la Terra do Meio sont au mieux irrégulières au pire illégales.

Source : auteur

Tableau 21 - Noyau politique du système de croyances de la coalition pro-pastoralisation

Noyau politique	Préceptes normatifs fondamentaux	*Choix des valeurs élémentaires*	Libre entreprise et développement économique.
		Groupes humains dont le bien être est prioritaire	Les pionniers et plus particulièrement les éleveurs capitalisés ou "patrons ruraux".
	Préceptes aux composantes empiriques substantielles	*Gravité du problème*	L'augmentation des défriches n'est pas un problème mais une solution. Le problème est la forêt sur pied.
		Cause élémentaire du problème	Les forêts sont défendues par des "environnementalistes d'air conditionné", par des bureaucrates incompétents déconnectés de la réalité de terrain et par des ONG internationales au service des puissances étrangères qui convoitent les richesses amazoniennes et désirent entraver le développement économique du Brésil.
		Distribution du pouvoir entre Etat et marché	L'Etat doit permettre aux règles du marché de réguler les actions des hommes et leurs choix.
		Distribution des responsabilités entre échelons gouvernementaux	Les sphères fédérales et régionales, étrangères aux réalités du terrain doivent s'incliner devant les projets des protagonistes de la pastoralisation du territoire de la Terra do Meio.
		Instruments efficaces	Si l'Etat désire protéger les forêts de la Terra do Meio, il doit rétribuer les pionniers pour qu'ils renoncent à défricher les terres qu'ils occupent.

Source : auteur

3.2. Les « angles morts » du modèle

Comme le soulignent P. A. Sabatier et E. Schlager (*op. cit.*), les principaux théoriciens de l'ACF se sont visiblement efforcés de satisfaire au critère de scientificité, en proposant des définitions et une argumentation suffisamment claire et précise pour formuler des hypothèses falsifiables. Mais, comme le reconnaissent les auteurs, beaucoup reste à faire. Les chantiers visant à améliorer l'architecture théorique sous-tendant l'ACF sont nombreux. Pour ma part, je m'intéresserai essentiellement à deux d'entre eux.

3.2.1. L'action stratégique

Je commencerai par reprendre la critique formulée par M. Mintrom et S. Vergari (1996). Comme le notent les auteurs, les principales recherches qui ont mobilisé l'ACF ont concentré leurs efforts afin de fournir une description précise des systèmes de croyances des coalitions

plaidantes, au détriment de leur fonctionnement. Ainsi, les travaux ont jusqu'à présent peu porté leur attention sur les pratiques des acteurs coalisés au travers desquelles les changements politiques avaient effectivement lieu. Les descriptions et analyses des modes d'action proprement stratégiques des coalitions (comme l'exprime ouvertement la figure 95) par lesquels elles parviennent à produire de l'information, défendre leurs croyances et imposer leur point de vue sur un problème particulier, restent assez lacunaires. Car, comme le soulignent fort justement M. Mintrom et S. Vergari (*op. cit.*), toutes les fluctuations exogènes ne conduisent pas nécessairement (mécaniquement) à un changement de politique dans le sous-système étudié. Ainsi, si l'évolution des variables exogènes s'avère, d'après la théorie, une condition nécessaire d'un changement de politique publique profond, il ne s'agit en rien d'une condition suffisante.

P. A. Sabatier et H. C. Jenkins-Smith (1999) ont reconnu la valeur de cette critique et l'ont d'ailleurs intégré, révisant l'une de leurs hypothèses de base, à l'architecture théorique de l'ACF. Les auteurs conviennent ainsi que les perturbations externes fournissent une opportunité pour le changement de politique publique, mais qu'un changement effectif ne peut advenir que lorsque l'opportunité est exploitée « talentueusement » par la coalition dominée afin de renverser la tendance dictée par la coalition jusqu'alors dominante.

Alors que la théorie de l'ACF met très explicitement l'accent sur deux sources fondamentales de l'évolution des politiques publiques (l'utilisation des *policy-oriented learnings* et la fluctuation des variables exogènes), j'observerai que le lien entre celles-ci a été négligé par les auteurs. C'est précisément en adoptant une lecture stratégique de la situation qu'il pourra émerger de l'analyse. Ainsi, l'impasse faite par l'ACF sur le caractère profondément stratégique des coalitions devrait pouvoir être utilement corrigée en couplant le modèle de science politique à celui de l'ASGE qui place, à l'opposé, la réflexion stratégique au cœur de l'analyse. Ce rapprochement, que je réaliserai en mobilisant notamment les réflexions du général prussien C. Von Clausewitz (1955[1832]), ne me paraît pas contre nature puisqu'il me semble que l'architecture théorique de l'ACF laisse ouvertement la place au développement d'une analyse stratégique de l'action coalisée. Bien que l'ACF et l'ASGE adoptent des points de vue différents sur l'action en cours (le premier décrivant le changement de politique publique sur un mode symétrique, le second décidant d'accompagner l'action stratégique des acteurs agissant pour l'amélioration ou la restauration des qualités désirables écologiques et de produire une lecture asymétrique) ne me semblent pas appartenir à des plans analytiques différents. Pour cette raison, je les crois compatibles et complémentaires.

3.2.2. L'action collective

E. Schlager (1995) et E. Schlager et W. Blomquist (1996) ont les premiers souligné que dans la plupart des applications de l'ACF, les auteurs ont implicitement postulé que les acteurs partageant le même noyau politique de leur système de croyances parviendraient à agir *ipso facto* de concert. Comme le lecteur l'a sans doute déjà relevé, lors de ma présentation des repères théoriques de l'ACF, ce présupposé entre en franche contradiction avec la lecture, structurée par la sociologie de l'action organisée, que j'ai développée lors de mon analyse de la gestion effective de la Terra do Meio (chapitre 3). En effet, comme les tenants de la sociologie de l'action collective n'ont cessé de le démontrer, le partage par les différents acteurs d'un même objectif ne permet en rien d'expliquer l'action collective et organisée qui se met en place entre ces derniers pour l'atteindre. L'action collective est avant tout un problème que les hommes ont à résoudre (Crozier et Friedberg *op. cit.*). Même les auteurs les plus éloignés de la rationalité économique qui anime les réflexions de M. Olson (1971[1965]), reconnaissent volontiers que l'action collective ne va jamais de soi (Neveu 2005[1996]). Ce postulat est le socle de la réflexion réalisée par la sociologie de l'action collective (ou organisée).

Fort heureusement, P. A. Sabatier et H. C. Jenkins-Smith (1999) admettent également la pertinence de cette critique, reconnaissant que leur architecture théorique a négligé, dans sa version initiale, l'épineux problème de l'action collective. Suivant le travail d'E. Schlager (1995), ils proposent de corriger le tir en tentant d'incorporer les principes ostromiens de l'Institutional Analysis and Development (IAD) afin de répondre au problème de la coordination entre acteurs, non sans souligner les « sérieux problèmes » posés par cette intégration.
Je tenterai pour ma part de concilier l'ACF avec la poursuite d'une réflexion orientée par les principes de la sociologie de l'action collective. Là encore, je laisse le lecteur juger du résultat de l'hybridation.

Ces éléments en place, il m'est à présent possible d'entamer la description et l'analyse du changement de politique publique dans la Terra do Meio. Pour ce faire, je commencerai par revenir sur les conditions d'émergence de la coalition socio-environnementale pour la conservation de la Terra do Meio, initialement dominée.

B - L'émergence de la coalition restreinte pour la conservation de la Terra do Meio

Alors que la Terra do Meio est soumise à l'une des avancées pionnières les plus vigoureuses d'Amazonie brésilienne et représente ainsi un cas emblématique des « nouvelles frontières » pionnières (Castro, Monteiro *et al*. *op. cit.* ; Becker 2004 ; GEOMA *op. cit*. ; Pinto 2005a), la région a maintenu un degré de conservation environnementale remarquablement élevé (moins de 5 % de sa surface a été défrichée selon l'analyse des images satellites de l'INPE). Cet état de conservation apparaît d'autant plus exceptionnel, que la Terra do Meio est littéralement cernée par trois grands axes routiers (Cuiabá-Santarem à l'ouest, route Transamazonienne au nord et Belém-Brasília à l'est) qui représentent de puissants facteurs d'avancée pionnière et de déboisement (Laurance, Cochrane *et al.* 2001). Pour l'expliquer, il faut observer le rôle protecteur indéniable (bien qu'imparfait) joué par la ceinture de terres indigènes qui l'entoure. Ainsi, les brèches laissées par la gangue protectrice constitueront les principales voies de pénétration orientée par la conquête du cœur de la Terra do Meio (cf. figure 13). La ville de São Félix do Xingu se situe précisément au creux de l'une d'elles. En raison de sa situation privilégiée, elle s'est rapidement imposée comme la principale ville relais du réseau spatial structurant et résultant de la conquête pionnière de la région (Escada, Vieira *et al*. 2005 ; Amaral, Monteiro *et al.* 2006). Le second facteur explicatif de l'état de conservation rare de la Terra do Meio est lié à la résistance peu commune, à l'échelle de l'Amazonie brésilienne, déployée par les mouvements associatifs localisés le long de la Transamazonienne et plus spécifiquement concentrés la ville d'Altamira. Comme l'affirme sans détour Angelo, l'un des principaux responsables de l'IBAMA/CNPT : « Celui qui protège l'environnement dans la région, c'est le mouvement social et lui seul. Parce qu'il est toujours là à résister et à se battre.[…] Tous les jours ils [les membres du mouvement social] se réveillent là-bas [à proximité de la Terra do Meio]. Ca n'est pas le cas des universitaires ou des agents de l'État ». En raison du rôle crucial joué par les mouvements sociaux dans l'émergence de la coalition socio-environnementale pour la conservation de la Terra do Meio, je propose de retracer le bref historique de leur naissance et de leur développement, indispensable à la compréhension de leur force d'action actuelle.

1. En 1999 : le « Cri de la Transamazonienne »

1.1. Retour sur les racines du puissant mouvement socio-environnemental d'Altamira

1.1.1. L'appui de l'Église aux populations des fleuves

Comme l'explique E. Kräutler (1979), missionnaire de l'Église catholique qui a sillonné à de nombreuses reprises la région du Xingu entre 1934 et 1965, la bourgade de Maturu (aujourd'hui ville de Porto de Moz), située à 40 km en amont de l'embouchure du Xingu avec le fleuve Amazonas, a été le berceau des missions catholiques réalisées dans la région. Les premiers missionnaires jésuites s'y installent dès 1636, avant d'en être chassés, comme partout ailleurs en Amazonie, en 1759. Leur retour dans la région date, selon l'auteur, du 24 mai 1930. Ce jour marque en effet l'arrivée à Maturu des premiers représentants de la Congrégation des Missionnaires du Sang du Christ, venus directement de la Maison Mère de Feldkirch (Autriche). L'évêché du Xingu est créé cinq ans plus tard, en 1935. Le Père Geiger, siégeant à Porto de Moz, en devient l'administrateur apostolique. La relation que les hommes d'Église qui s'installent dans la région dans les années trente entretiennent avec leur environnement forestier est emprunt d'un romantisme aujourd'hui devenu désuet :

> « Ce monde nouveau et inconnu nous causait plus d'enchantement que de peur. Mais, aussi exotique et exubérant qu'il paraisse, cette merveilleuse nature ne nous faisait pas trembler. Elle nous devenait chère, car nous avions la certitude que c'est Dieu lui-même qui nous avait envoyé pour cette mission. Nous pensions que, derrière ces rideaux verts interminables, devait se cacher un monde fantastique : beau, atroce et immense ! Nous vivions dans une excitation permanente : tous ces mystères avaient sur nous un effet créateur. Ne serions-nous pas à nouveau ramenés à une vieille alternative ? Est-ce que les ombres amazoniennes ne signifieraient pas la lumière ? Et la lumière, les ombres ? » (*ibid.* : 22).

Après une nécessaire période d'adaptation à l'environnement amazonien, le travail programmé de catéchèse des indiens vivants sur le cours supérieur du Xingu commence en 1937. Le déplacement du siège de l'évêché, de Porto de Moz à Altamira (200 km en amont), permet d'ouvrir la voie au Moyen Xingu (entre Altamira et SFX) et aux populations (*seringueiros* et indiens ; chrétiens et païens) qui en peuplent les rives. Le premier voyage des missionnaires depuis la ville d'Altamira jusqu'à celle de São Félix do Xingu est réalisé en 1937. Leur destination finale est en réalité la bourgade de *seringueiros* nommée Nova Olinda, établie sur les bords du *rio* Fresco. C'est en effet aux alentours de celle-ci que plus de mille guerriers Kayapó, d'après la rumeur arrivée jusqu'aux oreilles des missionnaires, se seraient réunis. La menace qui pèse sur le peuplement des « blancs » et le violent conflit qui pourrait s'engager poussent les missionnaires à intervenir. E. Kräutler (*op. cit.*) décrit sa première rencontre avec les très redoutés Kayapós par ces mots : « Nous nous sentions presque comme des héros, nous qui voulions établir un premier contact avec une population qui, à cette époque, était encore à un degré de culture primitive : ils ne connaissaient pas le fer, ils n'avaient pas d'habitations fixes, ils n'avaient pas d'armes à feu et ni même de casseroles de terre pour cuisine*r* » (: 37). La première messe avec les indiens Kayapó de la tribu Gorotire sera célébrée le 14 avril 1937 : « Était arrivé le jour tant attendu : dans le cœur des forêts du Xingu, se répétait la scène qui s'était tenue sur la côte de la Bahia peu après la découverte du Brésil, quand le Frère Henrique de Coimbra, en présence du découvreur Pedro Alvares Cabral et de nombreux indiens, célèbre la première messe du continent sud-américain » (*ibid.* : 44).

Malgré les critiques que l'on peut porter sur la manière avec laquelle les hommes d'Église abordent la région et les populations aborigènes qui y vivent, il n'en demeure pas moins que ces derniers seront les seuls blancs à s'aventurer, au péril de leur vie, été comme hiver, sur les fleuves de la région des années trente jusqu'à nos jours (Kräutler 1978). Eux seuls resteront dans la région après la chute des cours mondiaux du caoutchouc, pour porter assistance aux populations de *seringueiros* qui traversent une grave crise, alors que les violents conflits avec les autochtones ne cessent de s'aiguiser. Les membres de l'Église catholique apportent leur soutien aux populations des bords de fleuve, tentant d'apaiser les tensions entre indiens et *seringueiros*, s'efforçant de défendre le sort des uns et des autres.

Les membres de l'Église ou leurs proches collaborateurs du Conseil Indigéniste Missionnaire (CIMI) d'Altamira participent aux côtés du Service de Protection des Indiens (SPI) à l'identification et à la démarcation des terres indiennes de la région. Au milieu des années quatre-vingts, le Père Angelo Pansa, financé par la SUDAM, se rend dans chacune des familles de riverains du Xingu, du Iriri et du Curuá pour délivrer un « certificat d'occupation » de 10 km sur 10 km, dont il remet la liste finale aux responsables de l'ITERPA de Belém.

L'Église catholique apparaît ainsi comme la seule institution à s'être fait présente de manière continue sur les bords des fleuves de la Terra do Meio des années trente jusqu'à nos jours. Ce fort enracinement auprès des populations locales sera l'une des clés de l'excellent accueil réservé aux acteurs d'Altamira relié à l'évêché du Xingu (CIMI ou CPT) agissant à partir des années deux mille en faveur de l'amélioration des conditions de vie des *ribeirinhos* et la protection des forêts de la Terra do Meio. Mais les représentants de l'Église catholique n'ont pas cantonné leurs actions aux rives fleuves. S'adaptant aux profondes transformations que connaît la région avec l'ouverture de la Transamazonienne, au début des années soixante-dix, la branche progressiste de l'Église catholique joue un rôle de premier plan dans l'organisation sociopolitique des migrants délaissés par les pouvoirs publics.

1.1.2. Le soutien de l'Église aux colons de la Transamazonienne

Comme le remarque P. Hamelin (1991), l'ouverture de la Transamazonienne et la création du Projet Intégré de Colonisation (PIC) d'Altamira, situés l'un comme l'autre en plein cœur de la forêt amazonienne, sont de nature tout à fait particulière : « C'est comme si devant l'immensité de l'Amazonie et les difficultés de pénétration, le pouvoir avait décidé de mettre en son centre une charge explosive pour la faire exploser en mille morceaux et faciliter sa conquête, cela s'oppose à la stratégie de « corrosion par les marges » qui avait prévalu jusqu'alors au Brésil » (: 165).

La construction de la Transamazonienne et la colonisation des terres qui la bordent représentent l'un des plus emblématiques projets entrepris par les gouvernements militaires. Comme l'explique M. Droulers (2003[1995]) la colonisation publique est confiée à l'INCRA. Elle s'effectue sur une bande de cent kilomètres de large le long de la Transamazonienne. Un chemin vicinal est ouvert tous les cinq kilomètres. Le long de celui-ci sont délimités des lots de 400 m sur 2 500 m. Une agglomération rurale, appelée agroville, est prévue tous les dix kilomètres (équivalent à une centaine de familles) où l'on trouve école, poste médical et magasins. Ce mode d'occupation de l'espace dit en « arrête de poisson », qui accentue le poids des distances et du transport, montre rapidement ses limites (Léna 1991). Elles sont considérablement accentuées lorsque trois ans après l'inauguration du premier tronçon de la Transamazonienne, les militaires se ravisent et abandonnent le soutien fourni à la colonisation, prétextant son coût trop élevé. Le premier choc pétrolier de 1974, réduisant les

ressources disponibles pour financer une telle colonisation « pharaonique », altère profondément la géopolitique étatique régionale qui renoue avec une exploration des ressources naturelles confiée de manière privilégiée aux investisseurs privés très capitalisés (Becker 2001). Installation de colons, agrovilles, routes, mécanisation de l'agriculture, fonctionnement des usines sucrières, en 1975, tout est abandonné (Ruellan 1990).

L'Eldorado agricole est laissé à lui-même, ou presque. Car, comme le note P. Hamelin (1992), la zone de la Transamazonienne reste toujours sous le contrôle direct du pouvoir central qui nomme les *prefeitos* locaux. Les militaires prennent également position dans la région par l'installation d'un bataillon de la jungle basé dans la ville d'Altamira et d'un régiment du génie stationné plus à l'ouest, près de Santarém. Selon l'auteur, l'INCRA compterait également parmi ses membres d'anciens militaires ou des personnes proches des services de renseignement. Il semblerait que cet appareil de contrôle, puissamment installé dans la région, n'ait jamais eu à faire usage de ses capacités répressives. La peur suscitée chez les colons aurait suffit à dissuader toute tentative d'opposition ou de révolte (*ibid.*).

Face au système de double contrainte qui s'impose aux populations de la Transamazonienne, caractérisé par l'abandon du projet de colonisation et simultanément le maintien d'un contrôle militaire fort, c'est l'Église catholique progressiste qui prend en charge l'organisation de l'espace sociopolitique local. Pour répondre à l'interdiction faite par les militaires de toute forme d'associativisme, d'action collective et de représentativité, l'Église en vient à assumer à elle seule l'appui institutionnel apporté aux familles rurales et à leurs revendications (Peixoto 1991). Elle s'impose comme le seul canal d'expression de l'opposition.
Imprégnés des principes de la théologie de la libération, les représentants de l'Église sont mus par l'utopie transformatrice et égalitariste (Boff 1981). Ce projet de société s'incarne dans les expériences communautaires locales, ou Communautés Ecclésiales de Base (CEB), qui contiennent en germe le projet d'une société plus juste. Ces groupes de voisins qui doivent tendre vers l'autosuffisance alimentaire, la gestion communautaire de l'espace et l'organisation collective du travail (Hamelin 1992), reflètent les valeurs chrétiennes du partage et de l'égalité entre les hommes. La CEB devient, selon les mots de R. Araújo (1991), l'« école » par laquelle le peuple apprend à devenir le sujet de sa propre histoire, afin de fonder une société meilleure. Les religieux catholique progressiste invitent leurs fidèles à réfléchir en petit groupe à l'échec de la colonisation et aux problèmes socio-économiques graves que doivent affronter les familles de la région.
Tout à la fois fin et moyen de la réalisation de l'idéal transformateur et égalitaire, les représentants de l'Église incitent à l'organisation syndicale, à la création d'associations d'habitants ou de producteurs, à l'émergence de coopératives et aussi à l'engagement dans les partis politiques. Les CEB dépassent une conception négative de la politique, pour défendre auprès de ses membres une conception de la Politique (avec une « grand P ») synonyme d'organisation, de résistance et de revendication populaire. Les CEB permettent le développement d'initiatives tout à la fois religieuses, socio-économiques et politiques (Rodrigues 2006). Comme l'explique R. Araújo (1991), les représentants communautaires, hommes et de femmes très liés aux hommes d'Église, visitent fréquemment les différents membres de la communauté. Ils reçoivent également des formations, dispensées par l'évêché du Xingu, qui les initient au *leadership* politique. En quelques années seulement, ils s'imposent comme les principaux meneurs des syndicats de producteurs locaux et du PT (Souza 2006).

Sous la protection de l'Église, les premières discussions pour la création d'organisations autonomes représentatives des agriculteurs familiaux commencent à émerger en 1979-1980,

alors que les gouvernements militaires s'engagent dans la voie de la détente politique (*ibid.*). Trois ans plus tard, deux noyaux associatifs sont formés. Ils deviendront officiellement les STR d'Uruará et de Medicilândia suite à la création des deux *municípios*, en 1988. L'année précédente, le syndicat d'Altamira, jusqu'alors contrôlé par les grands propriétaires terriens a été conquis par les agriculteurs familiaux de la région (Castellanet et Jordan *op. cit.*). Afin d'accroître leur marge de négociation avec les autorités fédérales, les syndicats se fédèrent. Les *leaders* syndicaux profitent de leur notoriété grandissante et se font élire aux postes de *prefeitos*. Des rassemblements régionaux de grande ampleur sont organisés dans la ville d'Altamira en 1990 et 1991. Le mouvement social régional s'institutionnalise en 1991 avec la formation du Mouvement Pour la Survie de la Transamazonienne (Movimento Pela Sobrevivência da Transamazônica – MPST). Ce mouvement social, dont le cœur reste constitué d'agriculteurs familiaux (sept syndicats et quatorze associations), rassemble également trois coopératives de producteurs, cinq syndicats d'enseignants et deux groupes de défense des droits des femmes (Hébette 1994). Le mouvement social qui grossit et se structure à l'échelon régional réclame avec insistance l'amélioration des conditions de vie (éducation, santé, urbanisation, transport, sécurité, soutien à la production agricole) de tous les colons-agriculteurs faiblement capitalisés de la Transamazonienne. En 1991, une marche est organisée à Brasília. Elle fait connaître le mouvement associatif dans tout le pays et même au-delà de ses frontières.

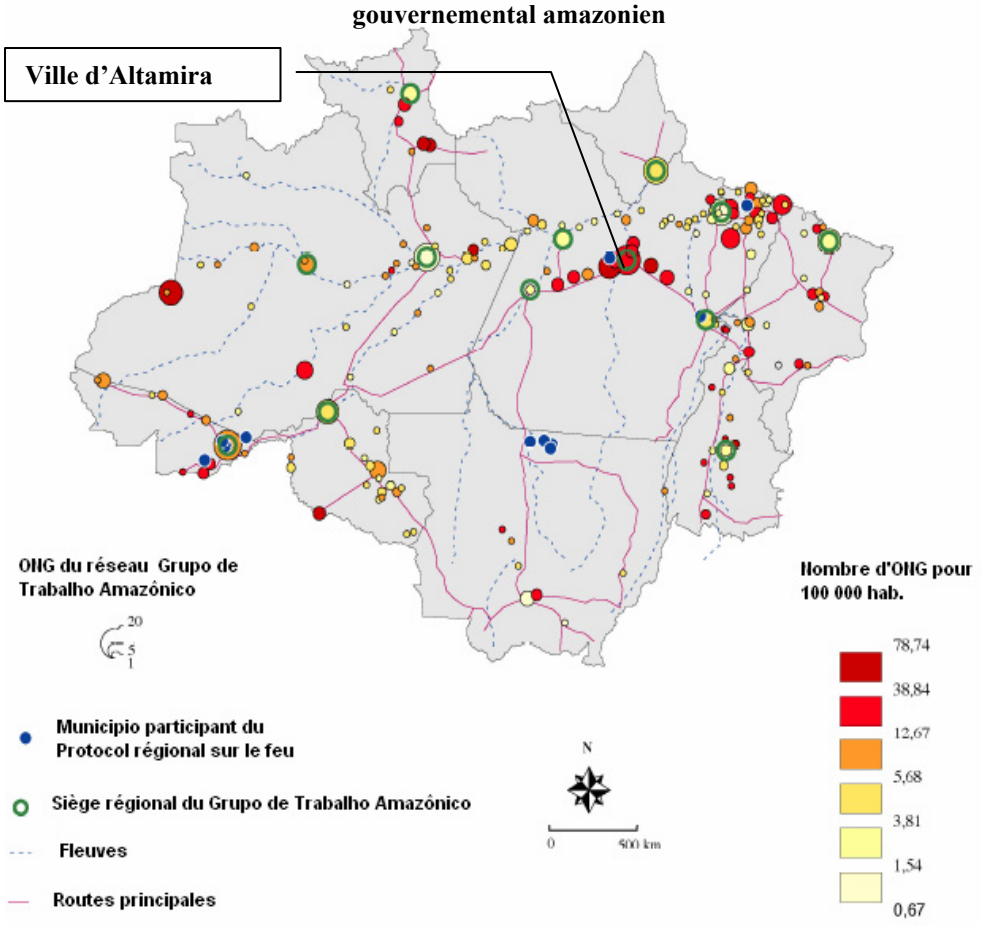
1.1.3. L'aide international pour la conservation de la forêt amazonienne

La fin des années quatre-vingts et le début des années quatre-vingt-dix marquent également l'intérêt croissant porté par la communauté internationale à la conservation amazonienne (cf. chapitre 1). L'Amazonie fait son entrée dans les agendas internationaux. La tenue de la CNUED à Rio de Janeiro en 1992 est un marqueur symbolique important de l'émergence de cette préoccupation à l'échelle planétaire. Par la présence des instances internationales légitimâtes, le discours écologique s'impose comme un point de passage obligé pour toute action à mener en Amazonie brésilienne (Léna 2002). Le surgissement de la problématique des déboisements sur la scène nationale et internationale, avec son cortège de nouvelles organisations et de nouvelles interconnexions, accompagné de ressources financières importantes, entraîne le « verdissement » de nombreuses ONG dont la vocation initiale était la défense des intérêts socio-économiques des populations les plus défavorisées (Léna 1998). Cette évolution sera en particulier perceptible le long de la Transamazonienne.

Les ressources humaines, matérielles et financières, destinées à stopper un modèle de développement jugé dévastateur et dangereux pour l'ensemble du globe, sont abondamment dirigées vers les acteurs collectifs locaux et régionaux (Buclet 2002). Les politiques publiques mises en place avec l'aide de la coopération internationale cherchent en effet à traiter de manière privilégiée avec les « segments organisés de la société civile » (Léna 1998). La problématique environnementale se trouve subitement intégrée à la longue tradition de résistance locale et au militantisme en faveur des populations les plus défavorisées (Landim 2002). Après une période de flottement, due à la réticence et à la résistance des colons face aux discours écologiques qui, directement ou indirectement, les rendent responsables de l'augmentation des déboisements amazoniens, les mouvements sociaux de la Transamazonienne se convertissent au socio-environnementalismes (Souza 2006). Justice sociale et conservation environnementale se rencontrent, s'articulent puis se mêlent pour former les deux composantes d'une même critique politique du modèle de développement suivi depuis plus de vingt ans par l'État fédéral brésilien dans la région.

Le PPG7, adopté au début des années quatre-vingt-dix, concentrent les financements en direction de quantité de projets agroforestiers tests présentés comme autant d'alternatives possibles aux déboisements amazoniens (Smith, Dubois *et al.* 1998). Dans le cadre de ces programmes qui rapprochent des agences de coopération ou de développement étrangers, des gestionnaires du MMA et des représentants associatifs locaux, le mouvement associatif de la Transamazonienne s'affirme comme un partenaire local privilégié pour l'implantation et le suivi des expériences pilotes. En quelques mois à peine, les ressources financières et humaines gérées par le mouvement associatif sont décuplées. Pour y répondre, les responsables du MPST créent en 1992 la Fondation Vivre, Produire et Préserver (FVPP) qui devient la entité juridique représentative du mouvement social régional, basée à Altamira. En raison de la quantité des ressources financières administrées, de la structuration physique croissante, de l'apprentissage technique reçu par ses membres et de l'interlocution fréquente avec les responsables politiques (régionaux et nationaux), la FVPP s'impose à partir du milieu des années quatre-vingt-dix comme la principale institution représentante du mouvement socio-environnemental régional (Souza 2006). Symbole de la place croissante prise par la ville d'Altamira dans le réseau régional et national de l'action socio-environnemental en faveur de la conservation amazonienne, le Groupe de Travail sur l'Amazonie[175] (GTA) y implantera à la suite de la CNUED sa direction régionale (figure 96).

Figure 96 – La ville d'Altamira : un noeud important du réseau non gouvernemental amazonien



[175] Le GTA est un réseau régional qui s'est organisé dans l'objectif de suivre, participer et diffuser les informations de la Conférence de Rio 92 dans le cadre du PPG7. Créé en 1991, il est destiné à représenter les intérêts de la « société civile » dans les discussions et la réalisation du PPG7. Comme l'explique B. Buclet (2006 : 273) : « Le GTA est un réseau constitué pas plus de 500 « organisations de la société civile (OSC) » représentant les « populations traditionnelles d'Amazonie » (seringueiros, pêcheurs, quebradeiras de côco babaçu, indiens, ribeirinhos). Le GTA national basé à Brasília, est composé de 35 personnes auxquelles s'ajoutent entre 50 et 80 consultants embauchés ponctuellement. Le réseau est organisé en 17 bureaux régionaux qui se répartissent dans l'Amazonie Légale. Chaque bureau régional possède une coordination composée de 3 à 7 OSC, parmi lesquelles deux organisations sont élues respectivement conseiller régional et secrétaire exécutif. »

En quelques années seulement, la ville d'Altamira s'est imposée comme l'un des principaux nœuds du réseau socio-environnemental amazonien. Ce résultat tient à la naissance puis à la consolidation d'un mouvement social d'abord tourné vers la défense des intérêts socio-économiques des agriculteurs familiaux de la Transamazonienne qui a su intégrer pour se renforcer la problématique environnementale au cœur de ses principales préoccupations et revendications. La conservation de la Terra do Meio, en particulier, figure en bonne place.

1.2. Quand la conservation de la Terra do Meio devient un problème politique

Les « Cris », organisés conjointement par la Fédération des Travailleurs Ruraux (Federação dos Trabalhadores na Agricultura – FETAGRI), la Centrale des Travailleurs (Central Unica dos Trabalhadores – CUT) et la Confédération Nationale des Travailleurs Ruraux (Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura – CONTAG), sont une des formes emblématiques des manifestations populaires mises en place par les mouvements sociaux de la région de la Transamazonienne. Ils réunissent des centaines d'agriculteurs familiaux autour de revendications principalement tournées vers le soutien des pouvoirs publics à la production agricole et l'amélioration des conditions de vie locale. Initiés dans la région, ces mouvements de contestation ont ensuite été adoptés dans tout le Pará. Après chacune de ces manifestations les représentants locaux se réunissent, rassemblent leurs doléances à l'échelle nationale avant de les présenter collectivement au gouvernement de l'État du Pará ou au gouvernement fédéral (Souza 2006).

En août 1999, la FETAGRI décide d'organiser une mobilisation spécialement dédiée aux revendications des agriculteurs familiaux de la Transamazonienne. Le ralliement se fera autour d'un slogan évocateur : « Cri Transamazonienne : asphaltage immédiat ! ». L'événement restera connu comme le « Cri de la Transamazonienne ». Des représentants du gouvernement du Pará et du gouvernement fédéral font le déplacement jusqu'à Altamira où leur seront présentées les principales revendications des mouvements associatifs, avant que ne s'ouvre une négociation entre représentants associatifs et gouvernementaux. Comme à l'accoutumé, les thématiques principales abordées par les mouvements associatifs tournent autour de l'insuffisance notoire des investissements publics dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la production agricole. Mais de façon tout à fait innovante, des problématiques nouvelles sont également soulevées telles que la culture, la politique énergétique ou la protection de l'environnement.

En prévision de la venue des représentants gouvernementaux, les organisateurs ont rédigé un « document de base » (FETAGRI-MPST 1999a) de trente-huit pages, structuré en six thèmes : politique environnementale (environnement, question indigène), politique agricole (assistance technique, crédit rural), politique foncière (routes secondaires, projet de colonisation, démarcation et légalisation), électrification, asphaltage et politiques sociales (éducation, santé, assainissement, sécurité publique, communication, culture). Un second document intitulé « Programme Agro-environnemental pour la Transamazonienne » (FETAGRI-MPST 1999b) complète le document de base. Dans son introduction on peut lire :

> « Le présent document représente la proposition de développement agro-environnemental pour la région de la Transamazonienne. Cette proposition est le résultat de l'accumulation des discussions au sujet du modèle de développement en vigueur dans notre région. Les agriculteurs organisés en entités de base ont discuté depuis plusieurs années des alternatives de développement durable pour la région de la Transamazonienne. Le résultat de cette discussion est l'élaboration de ce document qui est composé des programmes de développement adaptés aux spécificités écologiques de l'écosystème amazonien » (: 1).

Dans les deux documents (FETAGRI-MPST 1999a ; 1999b), on retrouve la même proposition : « Création d'aires de protection environnementale ». Dans le détail du programme qui lui est consacrée, on trouvera :

> « L'avancée de grandes scieries venues d'autres régions du pays vers la région amazonienne sans pratiques réelles de gestion forestière des *terras devolutas*, provoque de sérieux préjudices socio-environnementaux :
>
> - extinction des espèces forestières de valeur économique ;
> - colonisation désordonnée due à l'ouverture de nouvelles routes par les bûcherons ;
> - augmentation potentielle des foyers d'incendies ;
> - extraction irrégulière de bois des aires indigènes ;
> - conflits agraires ;

La « stratégie d'action » permettant d'y faire face est clairement énoncée :

> « Deux grandes aires de protection environnementales devront être créées, à savoir :
>
> - A) le Parc National du Iriri, localisé sur la rive gauche de la Transamazonienne, et recouvrant les parties sud des *municípios* suivant : Altamira, Brasil Novo, Rurópolis, Trairão et Novo Progresso.
> - B) la Forêt Nationale de la Transamazonienne, localisée au nord de la route [Transamazonienne], au-delà des limites du projet de colonisation officiel et jusqu'à la marge droite de l'Amazone, avec comme limite latérale le Xingu et le Curuauna ».

C'est sur la base de cette proposition avancée par les mouvements associatifs que la négociation s'engagera avec les responsables gouvernementaux. Une fois la négociation achevée, l'accord conclu est retranscrit la journée même par les organisateurs de l'événement afin d'être signé par les représentants publics présents. Sur l'un des manuscrits ayant servi à préparer le document final, découvert dans les archives de la FVPP, on retrouve les passages suivant (FETAGRI-MPST 1999c) :

> « Le ministère de l'Environnement, la SECTAM, l'IBAMA et la FETAGRI de l'État et de la région, réunis lors du Cri de la Transamazonienne dans le siège de l'INCRA du *município* d'Altamira, le 13 août 1999 se sont accordés pour donner suite aux propositions de Politique Environnementale du document de base du Cri 1999 comme suit :
>
> […]
>
> PROGRAMME 5 – Création des Aires Protégées
>
> La SECTAM s'est engagée à réaliser les études de viabilité préalable à la création de l'aire de protection de la Transamazonienne et le MMA/IBAMA s'est engagé à réaliser celles pour la création de l'aire protégée du IRIRI, et ce dans un délai de deux mois à partir de la date de ce document ».

Le souci environnemental de conservation de la Terra do Meio est donc explicitement formulé par les représentants associatifs des populations de la Transamazonienne dès l'année 1999. La revendication est formellement portée par la FETAGRI et les cent quatorze entités locales et régionales qui composent alors le MPST. L'un des participants de l'événement explique que la « communication en direction de la société » réalisée en 1999 fait suite à une longue réflexion entamée plusieurs années auparavant (à partir de 1992). Comme il le déclare : « Ca faisait plusieurs années qu'on réfléchissait ensemble à ces questions. On le faisait entre nous […] En 1999, ça a été le moment de tourner notre souci vers l'extérieur. On l'a montré publiquement. C'est devenu une partie de notre position vers l'extérieur ». La prise de position publique des mouvements associatifs locaux exprime, selon lui, un double message. D'abord, il s'agirait de la nécessité de protéger la région contre les pratiques destructrices des bûcherons et des grands éleveurs. Ensuite, il faudrait y lire l'aveu par les mouvements socio-environnementaux de la Transamazonienne de leur méconnaissance de ces régions distantes de l'axe routier et des dynamiques socio-environnementales dont elles sont le théâtre. Cette

reconnaissance appelant évidemment des mesures pour la corriger au plus tôt. Afin d'obtenir quelques détails supplémentaires sur la vision et les motifs qui ont conduit à l'expression du souci environnemental de 1999, je laisserai la parole aux principaux *leaders* du mouvement socio-environnemental de l'époque.

1.3. « Il faut protéger le poumon sud » de la Transamazonienne

Comme l'explique Zézinho : « l'objectif était de créer une unité de conservation afin de protéger les agriculteurs de la Transamazonienne contre les pressions externes et de protéger les écosystèmes de la région ». Il précise : « nous avons déjà vécu dans le Nordeste et dans le Sud où nous avons vu que l'agriculture ne peut pas être séparée de l'environnement ». Il poursuit « ici, il n'est pas possible de développer l'agriculture comme partout ailleurs, il faut l'adapter aux conditions de la région ». D'où une stratégie construite sur « l'intensification de l'agriculture sur la Transamazonienne et le contrôle des déboisements sur ses marges ». Ainsi, « l'asphaltage est exigé, mais en intégrant les idées environnementalistes pour ne pas que le chaos se produise dans la région ». Il termine : « pour penser le futur, il faut un aménagement du territoire, pour que nous et nos enfants puissions continuer à vivre de la même manière, pour cela il faut délimiter sans craindre d'affronter les intérêts contraires ». Les intérêts contraires qui menacent les agriculteurs de la Transamazonienne en détruisant les ressources naturelles, ce sont les exploitants forestiers et les éleveurs qui s'avancent depuis le nord et le sud en direction de la Transamazonienne.

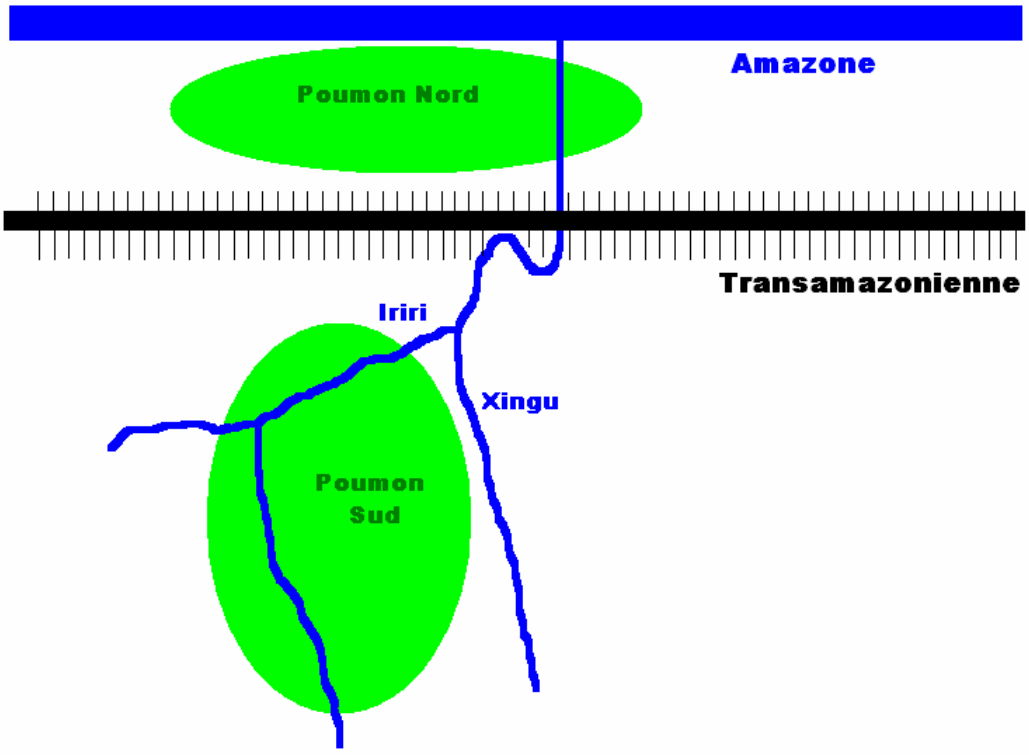
Selon Juraci, le Cri de la Transamazonienne présente formellement le double objectif que le mouvement social d'Altamira n'a cessé de défendre par la suite : la « consolidation de la production agricole familiale » et la « contention des déboisements ». D'un côté, le souci environnemental est intégré à la gestion de l'exploitation puisque c'est à cette époque que naissent les projets « *roça* sem queimar » (gestion de l'exploitation agricole avec usage réduit du feu) et Proambiente[176]. De l'autre, il s'incarne en dehors des exploitations familiales sous la forme d'espaces exclusivement dédiés à la conservation environnementale.

Zézinho et Juraci expliquent qu'à l'époque, les deux aires protégées étaient désignées comme les « poumons de la Transamazonienne », l'un au nord et l'autre au sud de l'axe routier. Pour illustrer la vision de l'époque, Zézinho réalise un schéma que je reprends dans la figure 97. Le « poumon nord » deviendra la Réserve extractiviste Verde para Sempre (créée le 8 novembre 2004) et le « poumon sud » la mosaïque d'aires protégées de la Terra do Meio.

La proposition de conservation de la région sud de la Transamazonienne bénéficie, dès l'année 1999, du soutien officiel d'Ana Lange, la secrétaire pour la Coordination de l'Amazonie du ministère de l'Environnement. Cette dernière appuie fortement la réalisation d'un diagnostic socio-environnemental approfondi de la région qui permettrait de réunir les informations indispensables à la délimitation et à la création des espaces protégés. Au travers de la convention qui lie le Brésil à l'Organisation des États Américains (OEA), le SCA/MMA reçoit en 2001, via la SUDAM, les fonds nécessaires à la réalisation du diagnostic socio-environnemental de la Terra do Meio.

[176] Projet de financement par le gouvernement fédéral des services environnementaux rendus par les agriculteurs respectueux des dynamiques écologiques (forêt, cours d'eau, sol).

Figure 97 – Les poumons nord et sud de la Transamazonienne



Source : à partir de Zézinho (ex-dirigeant du MPST)

J'aimerai conclure cette section en insistant sur deux points. D'abord, on retrouve dans la définition de la conservation de la Terra do Meio comme problème politique porté par les mouvements associatifs de la Transamazonienne, un postulat fondamental de l'ACF. D'après le modèle en effet, la raison la plus fréquente de l'émergence d'un nouveau sous-système de politique publique est l'insatisfaction croissante d'un groupe d'acteurs. C'est pour remédier à ce qu'ils considèrent comme un « problème » que les acteurs se mobilisent et décident de passer à l'action pour peser sur les politiques publiques (Sabatier 1993). Il s'agit également d'un postulat fort de l'ASGE. D'après L. Mermet (1991), la gestion de l'environnement commence le jour où quelqu'un signale l'effet néfaste d'une ou plusieurs actions humaines sur un système naturel. L' « acteur d'environnement » est précisément celui qui se mobilise pour que soit pris en charge ce qu'il considère comme un problème environnemental. Ainsi, la demande de résolution des problématiques environnementales, telles que celle de la conservation de la Terra do Meio, ne sont pas désincarnées. Bien au contraire, elles reposent sur la mobilisation et la problématisation de la gestion effective par un groupe d'acteurs.
Ensuite, je ferai observer la nature explicitement « transamazo-centrique » du projet initial de création des aires protégées. La conservation du « poumon sud » répond à deux objectifs visant à préserver ou améliorer la qualité de vie des agriculteurs familiaux du bord de la Transamazonienne. Premièrement, il s'agit de faire barrage à l'avancée des franges pionnières de l'exploitation forestière et de l'élevage venues du Sud-Pará et se rapprochant dangereusement des terres occupées par les agriculteurs familiaux. La menace qui pèse sur ces derniers est double : l'expulsion de leur terre et la perte de l'usage des ressources naturelles. Le but de la création des espaces protégés est tout à la fois de protéger les colons déjà installés sur le bord de la Transamazonienne et de réserver un espace pour garantir la poursuite de la colonisation de la région par ces mêmes acteurs. Le second objectif est de maintenir les équilibres écologiques à l'échelle de la région par un zonage du territoire qui consacre des espaces destinés à l'agriculture et des espaces réservés à la protection environnementale.

Je présenterai, dans les lignes qui suivront, la manière dont ce projet « transamazo-centrique » sera progressivement requalifié suite à la réalisation du diagnostic écologique et socio-économique intitulé « Projet Réalisation d'études préliminaires et formulation d'une proposition technique pour l'implantation d'une mosaïque d'unités de conservation dans le Moyen Xingu » (ISA-MMA *op. cit.*).

2. L'expertise socio-environnementale pour la création d'une mosaïque d'aires protégées

En 2001, le MMA passe un contrat avec l'Instituto Socioambiental (Institut socio-environnemental - ISA), ONG brésilienne dont le siège est installé à São Paulo, afin qu'elle dirige la réalisation d'un diagnostic socio-économique et écologique dans la région de la Terra do Meio, à partir duquel doit être formulé le projet de conservation des ressources naturelles locales. Quelques mots sur l'ONG renseigneront utilement sur la manière dont elle a pu aborder sa mission coordinatrice et éclaireront l'orientation résolument « socio-environnemental » que prendra la coalition pour la conservation de la Terra do Meio.

2.1. L'Institut socio-environnemental

L'ISA est né en 1994, mais il faut remonter aux années soixante-dix pour trouver ses racines historiques. D'après B. Buclet (2006), « tout commence par la réunion d'un groupe d'amis chrétiens-activistes, surtout protestants, qui se réunit pour lire de la poésie à Rio de Janeiro pendant la dictature. Peu à peu, des étudiants et professeurs universitaires se joignent au groupe ; parmi eux, des anthropologues soucieux de démarquer les terres indigènes » (: 258). Grâce à l'appui et à la protection d'Églises évangéliques et catholiques, le groupe prend forme institutionnelle dans le Centro Eucuménico de Documentação e Informação (Centre œcuménique de documentation et d'information - CEDI). Il se définirait selon B. Buclet (*op. cit*.) comme *«* « à l'intersection des Églises et du mouvement populaire » organisant des formations et des discussions sur les processus sociaux et fournissant à ses partenaires et clients des informations collectées de façon indépendante du pouvoir en place. » (: 259). Profitant d'un contexte politique assez favorable à la cause indigène, le CEDI met en place le programme Povos Indígenas do Brasil (Populations Indigènes du Brésil - PIB) qui produit de l'information et de la documentation relatives aux peuples indigènes, fournit une assistance juridique ainsi que de l'aide technico-scientifique. Les questionnements qui naissent au cours des années quatre-vingts avec le retour progressif à la démocratie et l'occupation de l'espace politique par les mouvements populaires conduisent à l'éclatement du CEDI en trois organisations distinctes. L'une d'elles est l'ISA qui naît de la fusion du programme PIB du CEDI et de l'ONG Nucléo de Direitos Indígenas (Noyau des droits indigènes - NDI) de Brasília. Le NDI, composé d'avocats, d'anthropologues et de *leaders* indigènes, est apparu en 1989 pour accompagner et influer sur la rédaction du chapitre de la Constitution Fédérale consacré à la question indigène (*ibid.*).

Les membres fondateurs de l'ONG figurent parmi les acteurs les plus actifs du mouvement de redémocratisation que connaît le pays au sortir de la dictature (à partir de 1985). Ils participent des événements marquants de la période : la rédaction de la nouvelle Constitution Fédérale (1987-1988), la campagne de l'Alliance des Peuples de la Forêt (1989), la Rencontre des Indiens à Altamira pour protester contre les projets hydroélectriques gouvernementaux sur le Xingu (1989), la formation du Forum brésilien des ONG et mouvements sociaux pour

l'environnement et le développement préparatoire à Rio 92 (FBOM - 1990) et la CNUED (1992). Au travers de ces événements, et portée par la montée en puissance du paradigme développement durable à l'échelle planétaire, la question environnementale se noue intimement aux revendications sociales, notamment celles liées à la défense des droits indigènes. L'ONG qui voit le jour incarne, comme en témoigne son nom, la fusion réussie entre défense des intérêts sociaux et environnementaux au Brésil. C'est ce que Carlos Alberto Ricardo (l'un des membres fondateurs de l'ISA) précise à Philippe Léna :

> Philippe Léna – La création de l'ISA a à voir avec l'intégration de la dimension environnementale à préoccupations antérieures du Cedi ?
> Carlos Alberto Ricardo – C'est effectivement lié, mais je crois que nous imaginions décoller d'une plate-forme conceptuelle plus organique, où la question environnementale, ne serait pas traitée uniquement comme une, mais comme « la » dimension. Le propre mot socio-environnemental, choisi pour composé le nom de l'ISA, à l'époque n'était pas utilisé au Brésil » (Ricardo et Léna 1992 : 287)

En raison de son expérience dans le domaine socio-environnemental, de la reconnaissance de ses dirigeants et du sérieux de son travail, l'ISA a acquis une notoriété nationale incontestable dans les cercles non-gouvernementaux comme gouvernementaux. Ce succès ne tient pas au hasard puisqu'il convient de noter au passage que l'ISA a souvent favorisé, dans son répertoire d'actions, les stratégies de *lobbying* dites « internes » (Grossman et Saurugger *op. cit.*), c'est-à-dire tournées vers la coopération et l'accompagnement des acteurs publics dans la mise en œuvre des politiques publiques. D'après Alexandra, l'une des principales responsables actuelles de l'ONG également coordinatrice du programme de Politique et de droit socio-environnemental, l'ISA s'est illustré par un travail constructif « d'articulation entre les différents acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux ». Selon ses mots l'ISA se serait imposé au fil des ans comme une ONG de « milieu de terrain », un véritable « médiateur politique » et se différencie en cela d'ONG environnementales ou socio-environnementales plus « remuantes et qui n'hésitent pas à donner publiquement des coups [aux responsables gouvernementaux] ».

L'ISA a également été choisie en raison de sa grande expérience de la région du Xingu. L'ONG a en effet participé en 1994 de la démarcation de la Terre indigène Araweté. Elle mène aussi depuis plus de dix ans un travail d'assistance technique et de planification territoriale auprès des communautés indiennes des terres indigènes protégeant les sources du Xingu (Mato Grosso).

En raison de l'attention toute particulière qu'elle porte aux communautés indigènes et de son action dans la région des sources du Xingu (situées dans l'État du Mato Grosso, à plusieurs centaines de kilomètres au sud de la Terra do Meio), l'ISA a résolument inscrit, dès les premiers moments de l'expertise, la conservation de la région de la Terra do Meio dans le contexte territorial plus ample du bassin hydrographique du Xingu (cf. chapitre 1 section B-3.3). Grâce au rôle d'organisation/direction qu'exerce l'ISA lors de l'expertise, cette vision régionale sera rapidement et durablement intégrée par tous les membres de la coalition. Dans le scénario régional de conservation défendu par l'ONG, la Terra do Meio devient la pièce manquante d'un grand corridor de conservation de plus de 25 millions d'hectares orienté Nord-Sud : « Au-delà de tous ses aspects intrinsèques, qui seront détaillés tout au long de cette étude, son [le projet de conservation de la Terra do Meio] intérêt dépasse de beaucoup le contexte du Médio Xingu puisqu'il représente une opportunité historique pour créer (compléter) un corridor écologique qui recouvrirait les écosystèmes de Cerrado et de Forêt Amazonienne, connectant un ensemble d'aires protégées déjà consolidées, situées le long du lit du fleuve Xingu dans les états du Mato Grosso et du Pará » (ISA-MMA *op. cit.* : 4).

L'influence de l'ISA dans la façon d'aborder la conservation de la Terra do Meio marquera profondément, il me semble, l'ensemble du travail d'expertise et au-delà la coalition naissante pour la conservation de la Terra do Meio qui adoptera, comme je l'illustrerai dans les lignes qui suivent, l'optique « socio-environnementale ».

L'expertise socio-environnementale coordonnée par l'ISA, qui débouche sur la rédaction du « Projet Réalisation d'études préliminaires et formulation d'une proposition technique pour l'implantation d'une mosaïque d'unités de conservation dans le Moyen Xingu » (ISA-MMA *op. cit.*), est un moment important dans l'histoire de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio. Je l'aborderai sous deux angles : celui de l'institution de la problématique socio-environnementale de la Terra do Meio grâce aux résultats présentés par le rapport et celui du rapprochement des membres de la future coalition lors de réalisation de l'expertise.

2.2. Le rapport (ISA-MMA 2003) : la forme instituante de la problématisation socio-environnementale de la Terra do Meio

Le rapport (ISA-MMA *op. cit.*) est un document excessivement complet de deux cent neuf pages exclusivement dédié à la Terra do Meio. Y sont réunies, organisées et traitées une quantité impressionnante de données socio-économiques, foncières et biologiques relatives à la région, en vue de la proposition d'une mosaïque d'aires protégées adaptée au contexte local. Représentant la première étude consacrée à la région, et sans doute la plus complète et la approfondie jusqu'à ce jour, le rapport d'expertise s'imposera comme la source principale d'informations pour les décideurs : elle représentera la forme instituante, au sens de R. Lourau (1970 : 137-144), de la problématique socio-environnementale de la Terra do Meio. C'est-à-dire qu'elle la constituera, la fondera, et ce, selon une perspective tout à fait spécifique qu'il importe de saisir.

Dès les premières pages, présentant les principaux résultats obtenus de l'expertise, le rapport défend ouvertement la « haute priorité » qu'il faut accorder à une « politique visant la conservation » de la Terra do Meio au titre de :

> « l'énorme biodiversité et socio-diversité qu'elle abrite avec la présence de populations traditionnelles et extractivistes, indigènes et *ribeirinhos* ; la présence d'espèces économiquement importantes comme l'acajou, l'hévéa et le noyer du Pará ; la présence d'espèces endémiques et d'une grande diversité de paysages ; son isolement du contexte régional ; sa presque inaccessibilité ; le bon état de conservation de ses ressources naturelles ; la présence d'une ceinture de terres indigènes consolidées sur son pourtour ; la faible densité populationnelle (0,001 hab./km²) et un cadre foncier où prédominent les *terras devolutas* sous la responsabilité de l'ITERPA et l'INCRA, et dans la majorité des cas encore non destinées et dont les ressources forestières sont explorées de manière illégale, souffrant les conséquences d'un processus de grillonage. » (ISA-MMA *op. cit.* : 2-3).

Sur la base d'une recherche bibliographique excessivement complète, le rapport tente de dépasser l'éclatement des connaissances sur les systèmes naturels régionaux ainsi que l'extrême hétérogénéité entre les savoirs accumulés sur les groupes floristiques et faunistiques amazoniens. Suite à ce travail poussé sur le milieu naturel, le rapport présente un diagnostic de la situation socio-économique de la région.
Le portrait extrêmement frustre fait du « centre » de la Terra do Meio contraste avec les multiples détails donnés sur les habitants et les dynamiques socio-économiques du « bord ».

La pastoralisation du territoire est évoquée, mais peu ou pas décrite. Dans les « Caractéristiques d'occupation du *rio* Iriri » on lira :

> « L'élevage est une activité encore très ponctuelle dans la région, uniquement présente et de manière extensive dans la *fazenda* Juvilândia, seule *fazenda* rencontrée sur la marge droite du Iriri, avec approximativement 3 200 ha déboisés et en grande partie abandonnés. L'élevage s'est établi avec une plus grande force le long de la Route Transiriri [route située à l'extérieure de la Terra do Meio] et de forme irrégulière à l'intérieur de la Terre indigène Cachoeira Seca. » (: 110).

On est d'avantage surpris encore à la lecture du chapitre 3.3.3 intitulé « Caractérisation socio-économique de l'usage de la terre et des activités productives des sous-régions ». Dans cette section comptant vingt-huit pages, exactement deux sont consacrées à la dynamique des routes… les deux dernières (pages 119 et 120). Ces quarante-quatre lignes, divisées en quatre paragraphes, font pâle figure à côté des vingt-six pages précédentes qui décrivent, à force détails, les pratiques socio-économiques et l'occupation du territoire par les populations riveraines. Alors que les deux premiers paragraphes consacrés à la Terra do Meio des routes survolent l'histoire de l'ouverture de la route de la Canopus, le troisième et le quatrième offrent au lecteur la seule description du rapport dédiée aux dynamiques de colonisation du « centre » de la Terra do Meio :

> « Nous ne savons pas exactement la taille de la population établie le long de la route et ses diverses vicinales. Seulement dans la *vila* Canopus sont présentes 105 familles (approximativement 500 personnes), vivant de l'activité minière de cassitérite, d'activités commerciales ou de l'agro-élevage. Au travers des entretiens réalisés, il a été possible d'estimer qu'il existe aujourd'hui près de 5 000 personnes vivant le long de la route et de ses ramifications. Cette population, récemment arrivée dans la région, n'est pas représentative du modèle d'occupation traditionnelle des *ribeirinhos*. Elle est en général originaire de la région de São Félix do Xingu, de Tucumã ou de Redenção, lieux vers lesquels elle a déjà migré à partir du Nordeste du pays à la recherche de terre et/ou de travail, comme *peões* dans les grandes *fazendas* ou scieries.
>
> En d'autres mots, la concentration foncière à l'est du Xingu, la valorisation croissante des terres et l'idée que la Terra do Meio est une région sans maître, prête pour être occupée, l'ont transformée en l'Eldorado du grillonage de terres de la région. Cette situation a dirigé un flux migratoire important en direction de la route Xingu-Iriri, dont l'impact environnemental peut être mesuré par le rapide processus de déboisement qu'on a pu observer dans la région lors des 5 dernières années » (: 120).

Ainsi, deux mondes sont différenciés : celui des riverains et celui des pionniers. Le premier est brillamment décrit sur des dizaines de pages. Le second est brièvement résumé (caricaturé ?) dans les dernières lignes de la section. Le premier est à protéger et à préserver, le second, présenté comme illégitime, est à combattre. On sera frappé par la manière dont toutes les activités productives de la Terra do Meio des routes sont finalement réduites, comme l'illustra la citation, à l'occupation illégale des terres publiques. La Terra do Meio n'est pas le lieu des « terres libres » gagnées par les paysans sans terre désireux de les cultiver pour sustenter leur famille, mais l' « Eldorado du grillonage ». Aucune mention n'est faite aux pratiques agropastorales (de subsistance ou commerciales) développées par les acteurs de la frange pionnière qu'ils bénéficient d'un capital ou non. Aucune typologie, simplement, n'est proposer pour rendre compte des protagonistes du « centre » de la Terra do Meio. Tous sont renvoyés à une même image : celle du spéculateur foncier. L'homogénéisation des acteurs et de leurs pratiques territoriales est frappante.

Pour décrire la description faite par les experts des acteurs de la frange pionnière, je parlerai volontiers d'un processus d'étiquetage tel que l'a défini H. O. Becker (1985[1963]). Le rapport des experts (ISA-MMA *op. cit*.) étiquette comme déviants tous les acteurs de la frange pionnière du Xingu-Iriri. En effet, comme le rappelle l'auteur, « les groupes sociaux créent la

déviance en instituant des normes dont la transgression constituent la déviance, en appliquant ces normes à certains individus et en les étiquetant comme des déviants. » Dans ce sens la société créé la déviance qui « n'est pas une qualité de l'acte commis par une personne, mais plutôt une conséquence de l'application, par les autres, de normes et de sanctions à un « transgresseur ». Le déviant est celui auquel cette étiquette a été appliquée avec succès et le comportement déviant est celui auquel la collectivité attache cette étiquette. » (: 32-33). La déviance doit ainsi être comprise comme l'acte de transgression (jamais dénié par l'auteur) commis par quelques-uns plus sa désignation en tant que telle par d'autres membres de la société.

D'après mon analyse, trois caractéristiques principales ressortent du processus d'étiquetage des acteurs de la frange pionnière du Xingu-Iriri. D'abord, il est homogénéisant : tous les colons sont considérés comme identiques. Ensuite, il est caricaturant, les stratégies des acteurs sont comprises et décrites de manières simplistes voire stéréotypées. Enfin, il est extrémisant dans la mesure où toutes les pratiques territoriales (assimilées les unes aux autres) sont rapportées à l'occupation et l'appropriation illégale des terres publiques. Cette activité de désignation publique et d'institution de la déviance des protagonistes de la frange pionnière par les experts du rapport (ISA-MMA *op. cit*.) aura plusieurs conséquences que j'aborderai dans la section suivante. À travers celle-ci j'aimerai proposer plusieurs pistes explicatives permettant d'éclairer l'étiquetage opéré par les experts et leur rapport si contrasté, presque manichéen, à la Terra do Meio des routes et la Terra do Meio des fleuves.

2.2.1. La visée du travail

J'observerai pour commencer que l'objectif même du rapport peut conduire au différentiel informationnel observé. En effet, le travail d'expertise financé par le ministère de l'Environnement vise explicitement la formulation d'un scénario de mosaïque d'unités de conservation pour la Terra do Meio. Au regard de cet objectif on peut comprendre le choix fait par les auteurs de mettre en avant les caractéristiques écologiques et sociales de la région qu'il convient de protéger par la création d'unités de conservation adaptées à leur spécificités. Voilà peut-être pourquoi le rapport mettrait avant tout l'accent d'un côté sur les ressources naturelles présentes dans la région et de l'autre sur les « populations traditionnelles » vivant sur le bord des fleuves Xingu, Iriri et Riozinho do Anfrísio. Elles représentent les deux composantes du patrimoine socio-environnemental que le travail d'expertise a pour but de faire connaître avant d'en proposer les moyens concrets de conservation. Je renvoie le lecteur à la citation faite plus haut dans laquelle les auteurs justifient la haute priorité que les pouvoirs publics doivent donner à la protection de la socio-diversité et biodiversité locale, commençant leur énumération justificative par les « populations traditionnelles et extractivistes, indigènes et *ribeirinhos* », les « espèces de grande valeur économiques », les « espèces endémiques », etc.

Je noterai encore, comme l'indique le titre du rapport (ISA-MMA *op. cit.*), qu'il s'agit d'un diagnostic « préliminaire » pour la création des aires protégées de la Terra do Meio. Il n'a pas vocation à être exhaustif et définitif. Il aurait dû, en principe, être suivi d'une nouvelle étude plus poussée des dynamiques socio-économiques locales. Ce qui ne sera pas le cas. C'est ce qu'exprime l'un des experts : « un travail de six mois, comme ça, c'était trop court. On le savait. Ca devait être un travail préliminaire. […] Tout seul, il [le rapport (ISA-MMA *op. cit.*)] ne pouvait pas donner un portrait exact de la Terra do Meio. C'est sûr, ça n'était pas assez approfondi ». Mais les dynamiques de défriches dans la région continuent à s'accélérer, l'un des principaux responsables de l'expertise coordonnée par l'ISA est nommé à un poste de responsabilité du MMA suite à l'élection en janvier 2003 de Luiz Inácio Lula da Silva. Il faudra agir au plus vite. Le rapport « préliminaire », malgré ses lacunes, s'imposera comme le principal référent et guide de l'action fédérale dans la région.

2.2.2. Le biais cognitif du paradigme socio-environnemental

On peut également considérer que le regard et les actions des auteurs du texte et de leurs principaux collaborateurs sont guidés par ce qu'il convient d'appeler le « paradigme socio-environnemental ». Comme pour les scientifiques décrits par T. Kuhn (1983[1962]), le paradigme partagé par les experts réunis par l'ISA les conduit à concentrer leur attention et leur action sur un aspect de la réalité plutôt qu'un autre. Les populations riveraines sont valorisées, alors que les populations pionnières sont dépréciées. Les premières recueillent toutes les attentions, les secondes font l'objet de toutes les critiques. Comme les scientifiques de la théorie kuhnienne, les experts partagent un « ensemble de convictions », « un modèle ou un schéma accepté », un « point de vue adopté ou préconception », qui sont à la base de leurs pratiques.

À l'instar des paradigmes scientifiques, le paradigme socio-environnemental n'est pas qu'un guide à l'action, il est également un moteur de l'action. Les hommes partageant un paradigme rencontrent une classe de problèmes très particuliers, que T. Kuhn (*op. cit*.) qualifie d'« énigmes ». Ces problèmes on une particularité : on sait à l'avance qu'ils ont une solution. Il ne reste à chacun qu'à travailler pour la découvrir. Ainsi, grâce au paradigme socio-environnemental, les experts du rapport ISA-MMA (*op. cit.*) savent à l'avance qu'ils sont sur « la bonne piste ». Il ne leur plus qu'à la suivre, c'est-à-dire à défendre la socio-biodiversité identifiée localement.

Le paradigme est aussi une promesse de succès révélée par un grand nom, par un exemple expérimental célèbre mais encore incomplet. Les tenants du paradigme ont la tâche de réaliser cette promesse. La figure de proue du socio-environnementalisme brésilien est évidemment Chico Mendes (cf. chapitre 1 section B-1.5.2), l'expérience qu'il reste à poursuivre et approfondir est celle de l'extractivisme forestier des *seringueiros* de l'Acre. On retrouve cette aspiration, ce regard particulier porté sur la réalité amazonienne dans la définition du paradigme socio-environnemental donné par J. Santilli (2005), membre de l'ISA. Pour l'auteure, le socio-environnementalisme

> « s'est construit sur l'idée de base que les politiques publiques environnementales doivent inclure et impliquer les communautés locales, détentrices de connaissances et pratiques de gestion environnementale. Encore plus que cela, il s'est développé sur la conception de base que dans un pays pauvre et comptant avec autant d'inégalités sociales, le nouveau paradigme de développement doit promouvoir non seulement la durabilité strictement environnementale, c'est-à-dire la durabilité des espèces, des écosystèmes et des processus écologiques, mas aussi la durabilité social, c'est-à-dire doit contribuer aussi à la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales et promouvoir des valeurs comme la justice sociale et l'équité. En plus, le nouveau paradigme de développement préconisé par le socio-environnementalisme doit promouvoir et valoriser la diversité culturelle et la consolidation du processus démocratique du pays, comptant sur l'ample participation sociale dans la gestion environnementale. » (: 34)

Pour les experts en mission, le principal problème de la Terra do Meio devient le sort réservé aux anciens *seringueiros* de la région, aux populations riveraines vivant sur les bords du Xingu, du Iriri et du Riozinho do Anfrísio. Le rapport (ISA-MMA *op. cit.*) permet d'actualiser dans le Sud-Pará la dénonciation d'une dynamique historique : celle de l'expulsion des Peuples de la Forêt par les franges pionnières agro-pastorales.

2.2.3. Représenter… ou convaincre

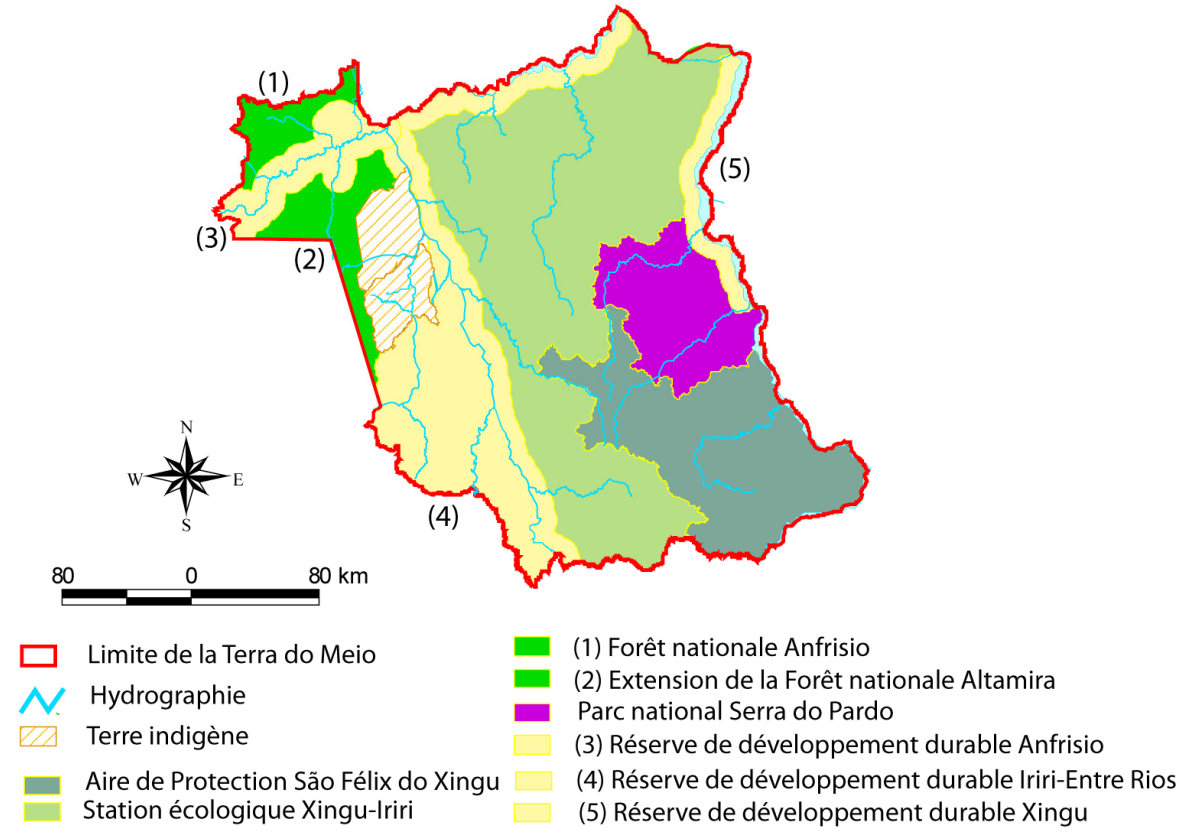
Une troisième raison pourrait expliquer la différence de traitement donné à la Terra do Meio des fleuves et à celle des routes. Comme tout autre acteur, les auteurs du rapport sont animés par des valeurs qui orientent leurs faits et gestes (cf. *infra*). Comme tout autre acteur,

également, ils mettent en place une (ou des) stratégie(s) qui vise(nt) à atteindre leurs fins, en l'occurrence ici, influencer les politiques publiques dans le sens jugé souhaitable. Ce dernier correspond, comme le rapport le laisse deviner et la suite de l'action coalisée pour la conservation de la Terra do Meio le confirmera, à la création d'une mosaïque d'aires protégées dans la Terra do Meio. Ainsi, le rapport (ISA-MMA *op. cit*.) mérite d'être abordé comme une arme stratégique forgée pour convaincre, faire partager et imposer une certaine lecture des dynamiques territoriales locales.

Il faut en effet se rappeler que lorsqu'il est réalisé et remis au ministère de l'Environnement, en fin d'année 2002, les informations de première main disponibles sur la région de la Terra do Meio sont excessivement rares. Pour les autorités gouvernementales, la Terra do Meio est encore une *terra incognita* dont on suit, par images satellites interposée, la progressive destruction. Le travail de terrain réalisé en 2002 dans le cadre du « Projet Réalisation d'études préliminaires et formulation d'une proposition technique pour l'implantation d'une mosaïque d'unités de conservation dans le Moyen Xingu » (ISA-MMA *op. cit.*) marquera significativement les responsables gouvernementaux fédéraux et le processus de création. Comme j'ai pu le vérifier, les descriptions faites de la Terra do Meio dans le rapport (ISA-MMA *op. cit.*) et l'étiquetage auquel elles conduisent ont considérablement influencé l'action gouvernementale de création de la mosaïque d'aires protégées dans la région. Cette influence se matérialise notamment dans la grande proximité existant entre le *design* général de la mosaïque proposé par le rapport et celui qui se met effectivement en place au rythme des décrets de création (figure 98 et figure 99). La présence du rapport (ISA-MMA 2003) dans chacun des dossiers du processus administratif de création des aires protégées de la Terra do Meio témoigne formellement de son influence.

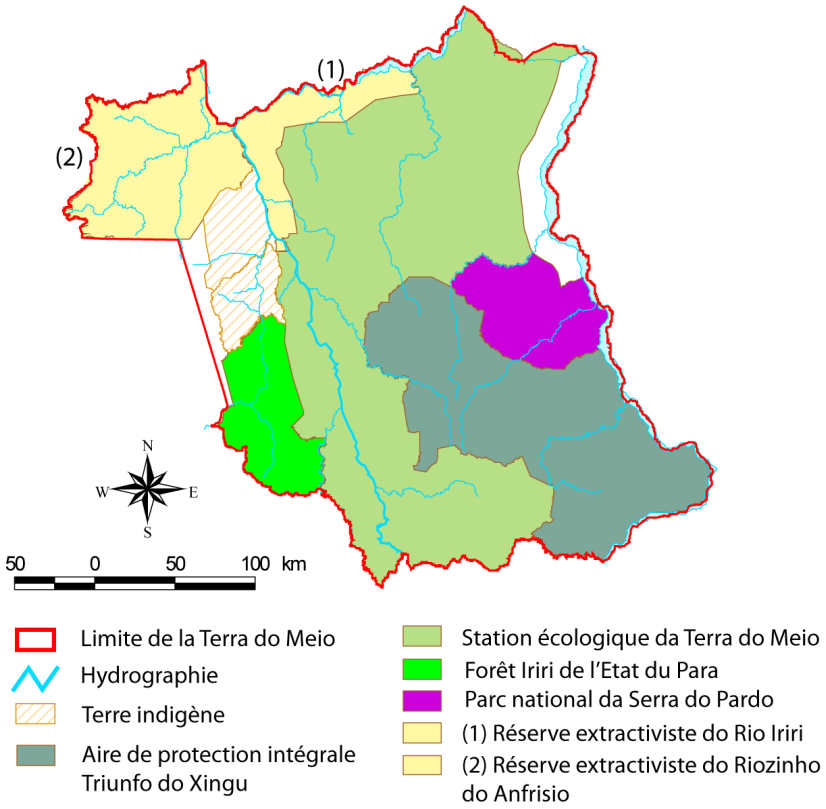
Mais ça n'est pas tout. L'influence du rapport est aussi perceptible dans l'acte même de création des deux UCI et dans la philosophie qui l'anime, principalement dirigée contre l'appropriation illégale par les grilloneurs locaux des terres publiques amazoniennes (je reviendrai amplement sur les justifications fondant la création des UCI de la Terra do Meio dans la section C-3). Sans forcer le trait, il me semble possible de lire dans la création des aires protégées de la Terra do Meio une conséquence majeure de l'étiquetage des déviants de la frange pionnière réalisée par le rapport. En effet, une fois désigné publiquement, une fois pris, le comportement du déviant devra être traité conformément au diagnostic (jugement) émis sur sa déviance (Becker 1985[1963]). Pour répondre à l'appropriation illégale des terres publiques par des grilloneurs improductifs du cœur de la Terra do Meio, il devient nécessaire d'engager le processus de création d'aires protégées destinées à soustraire les *terras devolutas* locales à leur convoitise. Ainsi, l'influence considérable de l'étiquetage et de la désignation publique des pionniers entamée par les experts, reprise et amplifiée par d'autres (cf. section C-2), se mesure dans les paroles tenues par, l'un des principaux responsables du ministère de l'Environnement directement impliqué dans la création des aires protégées : « On a découvert la région au milieu du processus de création. On a été très surpris de la quantité de bovins qu'il pouvait y avoir à l'intérieur [de la Terra do Meio]. Pour nous, il n'y avait rien à l'intérieur. […] Tout le monde sait qu'en région de frontière il n'y a pas vraiment d'activité productive […] Personne ne savait qu'il pouvait y avoir autant de têtes de bétail. On l'a découvert lors du processus ». Quelques minutes plus tard il confie : « C'est vrai que c'est une de nos déficiences. Il est très difficile de réunir toutes les informations lors du processus de création et au moment de la prise de décision. La partie socio-économique, en particulier, est très précaire ». Comment ne pas voir dans cette compréhension tardive des activités d'élevage effectivement mises en place localement, les conséquences de l'étiquetage des protagonistes de la construction du « centre » de la Terra do Meio ?

Figure 98 – La mosaïque d'aires protégées proposées par l'ISA-MMA (2003)



Source : (ISA-MMA *op. cit.*)

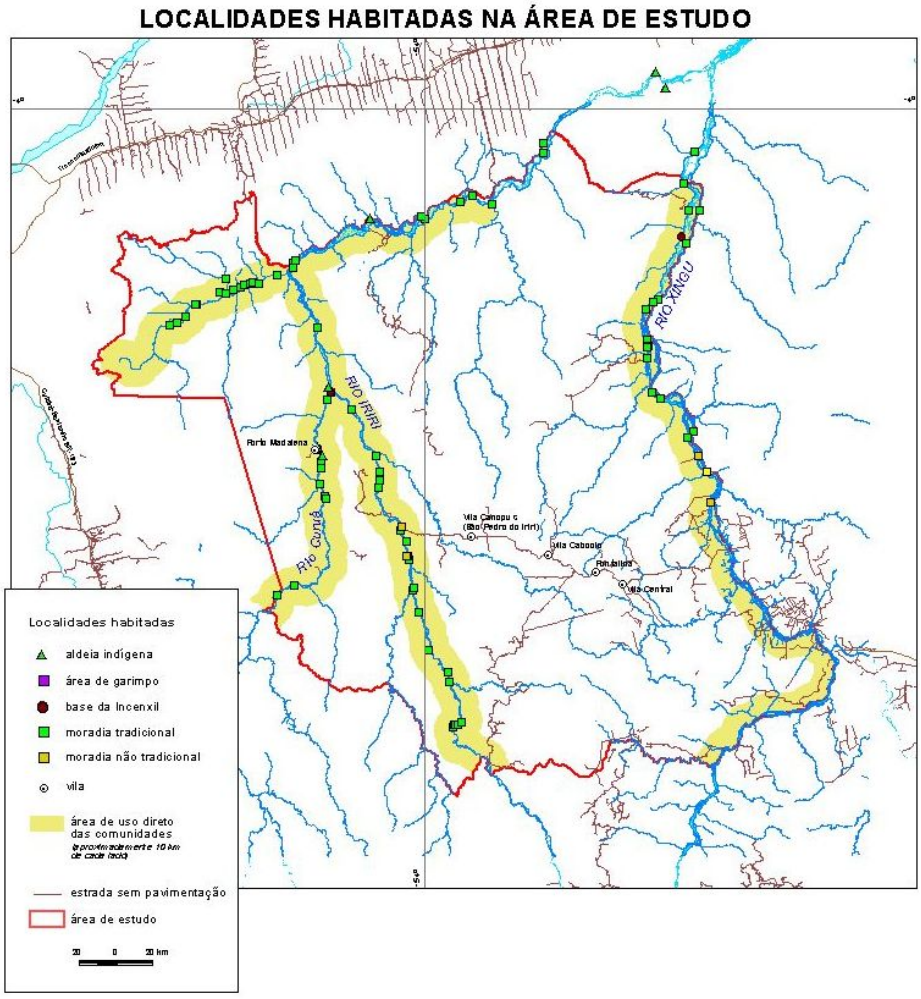
Figure 99 – La mosaïque d'aires protégées effectivement mise en place



Source : auteur à partir des données IBAMA, MMA

Mon interprétation du rôle stratégique joué par le rapport (ISA-MMA *op. cit.*) est renforcée par l'analyse des cartes qui l'illustrent. Celle consacrée aux « Localités habitées dans la zone d'étude » me paraît exemplaire à ce sujet (figure 100). Quiconque observe cette carte (attentivement ou non) en tirera invariablement la même conclusion : les seuls lieux habités de la Terra do Meio sont les bords de fleuves, le centre est totalement vide d'hommes. L'effet visuel produit par le contraste entre d'un côté la multitude de carrés (précisément localisés) de couleur verte fluorescente sur fond d'un large ruban jaune accompagnant les fleuves, et de l'autre, les quatre cercles minuscules et transparents repérant les *vilas* de la Terra do Meio des routes, est saisissant. Les habitants du bord de la route de la Canopus ne sont simplement pas représentés. Cette représentation visuelle de la situation locale vient renforcer la non-description des activités productives des migrants du bord de la route faite dans le texte.

Figure 100 – La carte des « Localités habitées dans l'aire d'étude » du rapport (ISA-MMA 2003)



Source : (ISA-MMA *op. cit.*)

Sans trop s'avancer, on peut suspecter les auteurs du rapport de se livrer à une subversion du concept de « vide amazonien » employé dans les années soixante-dix par les gouvernements militaires. En effet, afin de promouvoir l'intégration amazonienne par le déplacement accéléré des hommes et des capitaux, l'État fédéral utilise l'image du « vide amazonien » qui attendrait les investisseurs privés et les migrants de toute sorte portant leur regard vers l'Amazonie. Grâce à cette métaphore spatiale, l'État nie simplement la présence des populations indigènes, des *caboclos*, des riverains et autres populations vivant de l'extractivisme de la forêt et peuplant généralement le bord des fleuves. Dans la représentation de la Terra do Meio

qu'offre le rapport (ISA-MMA *op. cit.*), l'image est inversée. La région apparaît effectivement occupée sur son pourtour, le long des fleuves, alors que le centre, théâtre de l'avancée des routes et des colons est présenté comme vide. Le centre de la Terra do Meio mis en image par les experts est une « terre sans hommes » destinée aux aires protégées « sans terres ». On assiste sans doute ici à un nouvel épisode de ce qu'A. W. Almeida (1993) a décrit comme la « guerre des cartes ». Comme ce dernier, les auteurs du rapport se sont employés à la « construction d'un instrument considéré historiquement intrinsèque aux apparats de l'État ». Les cartes du rapport (ISA-MMA *op. cit.*) donnent la parole à ceux qui ne l'ont jamais eue, ceux qu'on a jusqu'alors rayé des cartes. Comme le rappelle l'auteur :

> « En d'autres mots, dans la mesure où la carte est construite et projetée à partir d'une position déterminée de la structure sociale et d'un lieu institutionnel particulier, elle s'incline devant la partialité de qui la produit. L'apparente neutralité de la reproduction des accidents physiques et des éléments de la nature apparaît compromise quand on détecte les disputes à propos de l'accès et du contrôle de la terre, des ressources hydriques (fleuves, rivières, lagunes, lacs, trous, cours d'eau), des aires d'occurrence des espèces végétales passibles d'utilisation industrielle (*babaçuais*, *castanhais*, *açaizais*, jaborandis), des forêts (saisonnières ou ombrophiles), des savanes et des ressources minières. » (: 25-26).

La mise en carte des informations recueillies et du regard porté à la réalité locale devient une attaque au monopole de la définition légitime du territoire. Représenter, c'est appliquer un filtre pour convaincre, pour faire partager ses idées, comme l'a défendu Y. Lacoste (1976). D'une certaine manière dans cette optique, la carte devient le territoire… ou l'inverse.

La représentation du territoire de la Terra do Meio offerte par le rapport (ISA-MMA 2003) peut étonner, mais elle ne doit pas surprendre. Comme le rappelle S. Rosière (2003) « Chaque acteur dessine ses cartes en fonction de ses objectifs », l'objectif ultime étant que la « carte parle d'elle-même ». Les cartes du rapport parlent effectivement d'elles-mêmes, ou presque. Elles transmettent à tout observateur un même message sur la dichotomie spatiale de la Terra do Meio : entre un centre vide ou peuplé de bandits et des bords pleins de familles traditionnelles, légitimes occupants du territoire. Il semble de toute évidence que l'espace est sciemment manipulé par les acteurs pour amener le lecteur dans une certaine voie, vers une certaine interprétation d'un lieu qui lui est inconnu. Si l'on accepte, avec L. Cambrézy et R. de Maximy (1995), que la force du dessin réside dans sa capacité à « donner à voir, à imaginer, donc à croire » (: 15), on reconnaîtra encore à l'instar des auteurs, que la cartographie semble côtoyer par nature l'acte de représentation et de manipulation. Si l'on s'intéresse au dessous des cartes, on conviendra que les experts travaillant sur la Terra do Meio ont cherché à représenter… et convaincre.

2.2.4. Les contraintes inhérentes au système d'action

Une dernière explication peut-être avancée pour rendre compte du différentiel informatif entre Terra do Meio des routes et des fleuves. Il faut se rappeler, comme l'explique Klinton Senra, consultant responsable pour le relevé des données socio-économiques et participant à la mission sur la route de la Canopus pour l'expertise, qu'à l'époque de l'étude de terrain (été 2002), la frange pionnière du Xingu-Iriri vivait une période extrêmement violente. C'est ainsi qu'il s'inquiète de mon sort lorsqu'à notre première rencontre je lui décris le projet de recherche qui devrait me conduire à parcourir les routes de la Terra do Meio : « Alors c'est toi qui prend la relève ! T'as pas peur, parce qu'à l'intérieur [dans le centre de la Terra do Meio] il n'y a que des grilloneurs de tous les côtés. […] Et l'ambiance n'est pas bonne. Nous on a traversé aussi vite que possible et on repartit très rapidement ».

En saison sèche 2002, lorsque l'on fait partie d'un groupe d'experts passant quelques jours tout au plus dans la région, on ne recueille pas les mêmes informations sur les routes de la Terra do Meio et sur les fleuves. On n'emploie pas non plus les mêmes procédés. On n'y passe d'ailleurs pas le même temps. Ces difficultés ont l'air anecdotique. Elles ne le sont absolument pas. Il est des lieux comme la Terra do Meio des routes où chercher à comprendre, interroger, questionner les processus territoriaux et ses participants n'est pas une activité légitime à leurs yeux. Toute action de changement est nécessairement contrainte par son contexte d'action. Elle ne peut s'en abstraire. La difficulté à obtenir des informations précises et actualisées sur les dynamiques de pastoralisation de l'espace en situation de frontière pionnière est inhérente au contexte d'action. La difficile pénétrabilité de la société de la Terra do Meio des routes tranche avec celle des fleuves. Cinq expéditions seront réalisées sur les fleuves : de l'embouchure du Iriri jusqu'à la localité Entre-Rios (1), de la localité Entre-Rios jusqu'à l'*igarapé* do Papagaio (2), de la localité Entre-Rio jusqu'à la localité os Taperas (3), d'Altamira jusqu'au Port Estrela (4), de l'embouchure du Riozinho do Anfrísio jusqu'à la localité Buenos Aires (5). En revanche, une seule expédition (6) reliera le Xingu à l'Iriri par la route de la Canopus (figure 101).

Figure 101 – Les parcours fluviaux et routiers réalisés dans le cadre de l'expertise

Source : (ISA-MMA *op. cit.*)

Alors que chaque trajet en bateau dure entre dix et douze jours, l'unique mission sur la route de la Canopus ne dépasse pas une semaine. Si les missions fluviales permettent la réalisation de quarante-trois entretiens enregistrés, aucun ne sera réalisé sur le trajet de la route. Aucune grille d'entretien n'est établie pour les dynamiques des routes, alors qu'il en existe une fort détaillée pour les fleuves. La description et l'analyse des dynamiques socio-économiques de la Terra do Meio des routes reposent sur une poignée d'entretiens informels, quelques rencontres ayant eu lieu dans la *vila* du Caboclo ou dans la *vila* da Canopus.

Pour contourner les limitations imposées par le contexte d'action local et les grandes distances à parcourir, plusieurs survols de la région seront effectués (entre le 25 et 31 juillet 2002). De nombreuses photographies aériennes sont prises. L'observation aérienne apparaît comme le seul moyen trouvé pour faire face à l'inaccessibilité des dynamiques pionnières locales. La lacune informationnelle sur la Terra do Meio des routes apparaît caractéristique des rapports de force propre aux dynamiques de la gestion effective. Elle traduit l'exclusion violente par les acteurs locaux des intervenants extérieurs.

Au terme de cette analyse, il me semble mal aisé de trancher entre les quatre pistes explicatives présentées. On peut facilement imaginer qu'elles jouent toutes un rôle dans le résultat final qu'est l'institution d'une vision particulière de la Terra do Meio fondée sur l'étiquetage des pionniers et la défense des populations des fleuves. Ainsi, on pourrait décrire cette lecture socio-environnementale de la construction territoriale de la Terra do Meio comme « fluvio-centrée ». Comme j'en ai moi-même fait l'expérience, la frontière pionnière locale change fondamentalement de physionomie selon qu'on la connaît en parcourant ses routes ou en naviguant sur les fleuves. L'endroit d'où l'on pose le regard nous permet de saisir l'une ou l'autre des faces de la frontière. Le rapport (ISA-MMA *op. cit*.) ancre durablement le regard que les membres de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio ont du territoire. Le travail collectif d'expertise dont il est le résultat pose également les bases de l'action coalisée à venir.

2.3. Le travail d'expertise (ISA-MMA 2003) : le socle de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio

Le travail d'expertise coordonné par l'ISA peut être divisé en trois moments. Le premier est celui de la réunion de toutes les personnes et institutions potentiellement intéressées par le travail d'expertise. Le deuxième correspond à la réalisation du travail d'expertise proprement dit (travail bibliographique, mission de terrain, synthèse des informations et élaboration d'une proposition de mosaïque d'aires protégées). Le dernier est la restitution des résultats et la présentation de la proposition de mosaïque. Cette succession d'événements jette les bases d'une double coalition (élargie et resserrée).

2.3.1. L'équipe élargie

Pour sélectionner les participants et déterminer leur rôle dans l'expertise, deux réunions préparatoires sont réalisées (avant la recherche bibliographique et les missions de terrain). La première se tient le 06.05.2002 à Belém (dans les locaux de l'IPAM), la seconde a lieu le 07 et 08.05.2002 à Altamira. Comme l'explique l'un des participants, les réunions avaient comme objectif de réaliser un tour de table (national et local) des personnes et institutions intéressées par le projet et qui pourraient en faire partie. Les réunions sont dirigées par les deux coordinateurs officiels du projet : le coordinateur général Alberto (ISA) et la coordinatrice technique Rosa (ISA). Sur la base des discussions et des présentations réalisées, les équipes de travail sont constituées, méthodologie et chronogramme prévisionnel sont également adoptés. Les institutions représentées sont les suivantes : MMA, SCA/MMA, ISA, IPAM, IMAZON, CI, Greenpeace, TNC, SECTAM, UFPa, MPEG, FETAGRI, CIMI, FVPP et USP.

Suite au travail bibliographique, aux missions de terrain et aux deux réunions (septembre et octobre 2002) de l'équipe restreinte impliquée dans le travail d'expertise, une présentation des résultats est organisée. C'est le moment d'exposer le scénario de mosaïque imaginé et le

soumettre aux premières critiques. Toutes les institutions ayant participé aux réunions préparatoires sont à nouveau réunies. D'autres s'y joignent comme l'ITERPA, l'INPA, le LAET et la FUNAI.

Ces réunions collectives donne l'occasion de rassembler, autour de la problématique de la Terra do Meio, la plupart des institutions intéressées par la conservation des ressources naturelles amazoniennes brésiliennes. Les organisations représentées sont extrêmement diverses : elles agissent à tous les échelons (local, régional ou national), elles ont des statuts divers (gouvernement, administration publique, université, organisme de recherche publique, ONG, association, syndicat) et elles interviennent dans des domaines différents (question foncière, indienne, socio-environnementale, sociale, environnementale, agricole). Ces rencontres nourrissent de riches échanges entre les participants. Elles permettent également, ce qui me paraît fondamental, une large diffusion (multiscalaire, pluri-institutionnelle et pluridisciplinaire) des résultats de l'expertise et plus largement de la thématique de la conservation de la Terra do Meio. Un réseau élargi de collaborateurs partageant une même vision de la région se constitue.

2.3.2. L'équipe restreinte

L'équipe d'une vingtaine de collaborateurs sélectionnés pour réaliser l'expertise est constituée d'individus appartenant aux organisations suivantes : ISA, IPAM, IMAZON, Greenpeace, FVPP, CIMI et USP. Le travail d'expertise coordonné par l'ISA est à l'origine de l'émergence de la coalition (restreinte) pour la conservation de la Terra do Meio.

D'abord, il permet à des acteurs appartenant aux échelles locales, régionales et nationales de se rencontrer et de collaborer étroitement les uns avec les autres. C'est ce qu'explique Stefano (alors membre du CIMI-Altamira) : « Avant j'avais déjà entendu parler des personnes, Alberto ou Vera, mais je ne les connaissais pas personnellement et on ne s'était jamais rencontré. Avec le rapport de l'ISA et les missions sur le terrain, tout a commencé ». Pour préparer les missions de terrain, les membres de l'équipe se réunissent régulièrement et/ou échangent quotidiennement. Lors des missions d'une vingtaine de jours sur le terrain, ils interagissent encore plus intensément. Le travail d'élaboration du diagnostic et de présentation est aussi des moments privilégiés d'échange et de découverte mutuelle.
Ensuite, les experts partagent ce que l'un d'eux appelle la « découverte des *ribeirinhos* de la Terra do Meio ». Les missions fluviales font prendre conscience aux experts de l'extrême isolement dont souffrent les populations riveraines du Xingu, Iriri, Curua et Riozinho do Anfrísio. La situation vécue par les riverains frappe les membres des missions sur les fleuves de la Terra do Meio. Raimundo Belmiro, l'un des riverains du Riozinho do Anfrísio se rappelle : « Les premières personnes qui sont venues jusqu'ici et qui se sont intéressées à nous ce sont Dona Roseli, Dona Cristina, Klinton, Anderson et Stefano [les membres de l'expédition fluviale sur le Riozinho do Anfrísio]. Quand ils sont arrivés, ils ne connaissaient rien. C'était drôle. Ils n'avaient aucune connaissance sur la région.[…] Tout de suite ils ont demandé s'il y a avait quelqu'un qui serait capable de parler pour tout le monde et d'expliquer comment c'est la vie ici. Nous on a tous indiqué M. Herculano ».

Pour comprendre l'importance et l'influence de la « découverte » des riverains menacés par l'avancée de la frange pionnière pastorale sur la future coalition, je soulignerai deux aspects. Premièrement, il faut se rappeler les racines historiques de l'ONG qui coordonne et mène les opérations. L'ISA est né (cf. *infra*) de la lutte pour la défense des minorités. Le sort des populations traditionnelles de la Terra do Meio est au cœur de ses priorités. Deuxièmement, il convient de replacer cette « découverte » dans l'évolution que connaissent les mouvements

sociaux locaux. En effet, avant l'expédition, et malgré les missions sur les fleuves Xingu et Iriri réalisées par les individus liés à l'Église catholique (cf. *infra*), le sort des populations riveraines de la Terra do Meio ne semble guère attirer l'attention des mouvements sociaux d'Altamira. En raison de leur genèse, de leurs membres et de leur public, les revendications qu'ils portent sont essentiellement tournées vers l'axe routier de la Transamazonienne et les familles d'agriculteurs qui la bordent. La « découverte » des riverains de la Terra do Meio par les experts, et notamment ceux appartenant aux mouvements sociaux locaux et régionaux, s'inscrit dans le changement de regard porté sur la région par les membres des mouvements sociaux en même temps qu'il le renforce. Dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, le nom de Mouvement Pour la Survie de la Transamazonienne (MPST) a en effet été abandonné pour celui de Mouvement pour le Développement de la Transamazonienne et du Xingu (MDTX). Ce changement d'identité indique la métamorphose de préoccupations liées à la « survie » en préoccupations liées au « développement » de la Transamazonienne (la situation encore très mauvaise des colons s'est tout de même améliorée, leur « survie » n'est plus en jeu). Il signale également une nouvelle approche régionale qui dépasse la seule Transamazonienne pour s'intéresser à la situation des individus de la « Transamazonienne et du Xingu », c'est-à-dire aux habitants des routes et des fleuves.

2.3.3. Le choix du « Riozinho » do Anfrísio

L'attention des experts n'est pas attirée avec la même force par tous les riverains de la région. Une communauté acquiert rapidement un statut privilégié. Les *ribeirinhos* du « Riozinho » do Anfrísio deviennent l'objet d'une attention toute particulière. Pourquoi cela ?

Les experts justifient la « priorité » donnée aux populations du Riozinho par quelques points présentés dans le rapport (ISA-MMA *op. cit.*) toujours repris dans les entretiens. D'abord, Le Riozinho est la zone des fleuves de la Terra do Meio la plus densément peuplée. Le rapport (ISA-MMA *op. cit.*) fait état de 149 habitants distribués en 19 localités et 24 familles. La densité approximative du Riozinho do Anfrísio serait ainsi de 1,5 hab./km de fleuve, soit deux à trois fois supérieure à celle observée sur le Xingu et le Iriri.

Ca n'est pas tout, comme le spécifie le rapport : « Dans le cas du Riozinho, il y a une autre particularité. Là, toute la population sans exception est traditionnelle » (: 123). Comme l'explique l'un des experts, la situation du Riozinho do Anfrísio a immédiatement attiré l'attention parce qu'il s'agissait de la région la plus « libre », la plus « pure », celle très majoritairement « occupée par les habitants originaux » et avec « le plus grand maintien d'activités traditionnelles ». Ce dernier élément est d'ailleurs confirmé dans un rapport officiel de l'IBAMA/CNPT (2004) qui établit :

> « Dans le Riozinho do Anfrísio toute la population est traditionnelle, c'est-à-dire que ses activités ont pour base l'extractivisme et la subsistance, et sont caractérisées par un faible impact sur l'environnement. Tous les produits nécessaires à la survie sont tirés de la forêt, comme : noix-du-Pará, latex (faible collecte), huile de *copaíba*, huile d'*andiroba*, huile de *côco*, résines, fruits (*bacaba*, *patóa*, *uxí*, *açaí*), lianes et plantes médicinales pour les usages domestiques. Ils se livrent à la chasse et la pêche pour les besoins alimentaires domestiques, et quand il faut augmenter la rente familiale ils chassent et pêchent pour vendre aux *regatões* » (: 3).

En raison de sa proximité aux axes routiers régionaux (Transamazonienne et de BR-163), la situation du Riozinho do Anfrísio est vite apparue aux yeux des experts comme la plus préoccupante. C'est d'ailleurs là que les activités de grillonage menaceraient, à l'époque, le plus directement les populations riveraines (selon les propos recueillis auprès des experts et

des représentants des mouvements associatifs). Pour cette raison, un autre expert présentera la population du Riozinho comme la plus « fragile » de la région.

Mes interlocuteurs soulignent finalement que le « Riozinho » est la région la plus « isolée et marginalisée ». Bien moins d'embarcations s'aventurent sur le Riozinho. Comme le résume un dernier expert : « la population du Riozinho était la plus souffrante, c'est là que la situation était la plus difficile dans toute la Terra do Meio ».

Le lien souvent implicite que mes interlocuteurs établissent entre « pureté » des riverains, maintien des activités traditionnelles et les menaces extérieures mérite que je m'y arrête quelques instants. On y retrouve évidemment la marque du paradigme socio-environnemental (cf. *infra*). Mais ça n'est peut-être pas tout. Ces quelques mots nous ramènent également à la critique formulée par P. Bruckner (1995) lorsqu'il dénonce les processus de victimisation contemporains par lesquels les groupes ayant subi des persécutions deviennent ontologiquement des personnes plus pures. Cette « version doloriste du privilège », dépeinte par l'auteur, renvoie à une société de castes inversées, où le fait d'avoir été victime d'un tort, prend la place des privilèges obtenus par la naissance. Ce processus participe à la production, et surtout à la reproduction, de la pureté de certains groupes. Ne pourrait-on pas appliquer cette critique acerbe à la manière dont les riverains de la Terra do Meio, et tout spécialement ceux du Riozinho, sont purifiés, aux yeux des experts (et des acteurs de la coalition), sous la menace des *grileiros* et autres acteurs de la frange pionnière agro-pastorale ? Par ce processus de victimisation, le groupe dominé des riverains de la Terra do Meio parvient finalement, par l'intermédiaire des experts et des membres de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio, à atteindre la scène publique et à faire entendre sa voix. Malheureusement, on peut craindre qu'une fois enfermées dans leur statut de victime, il sera bien difficile aux populations riveraines d'en sortir et d'atteindre l'autonomie.

La priorité donnée aux riverains du Riozinho est affirmée publiquement à l'occasion du séminaire régional qui se tient à Altamira en décembre 2002. L'événement, organisé par les mouvements sociaux locaux et régionaux, a pour objectif de présenter à un public local et régional les principaux résultats de l'étude. La plupart des associations, syndicats et fédérations locales et régionales sont représentées.
Une fois la présentation achevée et après les déclarations de trois riverains du Riozinho invités à Altamira pour l'occasion, les représentants des mouvements sociaux locaux prennent la parole pour saluer le travail accompli mais mettent en doute, au regard de leur expérience militante, la capacité et la volonté réelle de l'État de mettre en place la mosaïque d'aires protégées et en particulier la Réserve extractiviste (Resex) que le scénario imaginé par les experts destine aux bords du Riozinho do Anfrísio. Ils jugent par conséquent qu'il est illusoire de compter, à court ou moyen thème, sur une initiative spontanée de l'État pour protéger les populations riveraines du Riozinho actuellement menacées par l'avancée de la frange pionnière pastorale dans la région de la Terra do Meio. Sur la base de ce constat, les représentants des mouvements sociaux locaux et régionaux expriment leur volonté de poursuivre la « lutte » pour améliorer les conditions de vie des populations du Riozinho. FVPP, MDTX et GTA fixent alors l'assistance à porter à ces populations comme leur priorité d'action. L'évêché du Xingu soutient à son tour l'initiative des mouvements sociaux et s'engage à leurs côtés, de manière directe et indirecte via les membres du CIMI-Altamira et de la CPT-Altamira. Au-delà de l'aide immédiate à apporter aux riverains du Riozinho, les représentants des mouvements sociaux s'entendent alors pour concentrer leurs efforts, soutenus par les trois participants du Riozinho, sur le processus de création de la Resex du Riozinho do Anfrísio.

Partageant le diagnostic des représentants des mouvements sociaux locaux et régionaux, l'ISA manifeste également sa détermination à poursuivre le travail d'expertise par un « accompagnement politique » (c'est-à-dire une action de *lobbying* auprès du gouvernement fédéral) de la création de la mosaïque d'espaces protégés de la Terra do Meio. L'alliance naissante avec les mouvements sociaux locaux et régionaux de la Transamazonienne présente un grand intérêt pour l'ISA qui parvient ainsi à élargir son territoire d'action dans le bassin hydrographique du Xingu, en partenariat avec des acteurs solidement implantés localement et régionalement. Les actions de planification territoriale et de *lobbying* de l'ISA en faveur de la conservation de la socio-biodiversité amazonienne, commencées dans la région des sources du Xingu, acquièrent véritablement une ampleur régionale en gagnant le Moyen-Xingu. Pour renforcer la coalition qui émerge, l'ISA entre en contact avec les associations et le STR de São Félix do Xingu. Malheureusement, comme le constate l'un de ses membres « avec eux, ça n'a pas pris, ils n'étaient pas intéressés ou pas assez dynamiques. Ca ne le faisait pas ». La présentation faite (cf. chapitre 3 section D-1) du poids politique des acteurs de la pastoralisation dans le *município* de SFX permet d'éclairer ce constat d'échec. La base locale de la coalition restera localisée à Altamira.

3. La bataille du Riozinho do Anfrísio[177]

Le séminaire régional réalisé à Altamira en décembre 2002 marque l'avènement de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio. Lors de cette première phase, qui s'étend de la fin de l'année 2002 au début de l'année 2004, la coalition articule deux niveaux d'action principaux et trois types d'acteurs que je présenterai dans les lignes qui suivent.

3.1. Les débuts de l'action coalisée

L'action coalisée se met en place à deux niveaux : celui des acteurs locaux-régionaux de Transamazonienne et celui de l'acteur national qu'est l'ISA. En dépit de leur statut assez différent, il me semble possible de distinguer une certaine symétrie dans les registres d'action investis par ces acteurs. Chacun d'eux en vient en effet à combiner trois rôles : celui de passeur, celui de marginal-sécant et un rôle qui leur est spécifique (dépendant de leur contexte et de leur mode d'action).

3.1.1. À l'échelon local et régional

Le niveau local est occupé par les acteurs liés l'évêché du Xingu et les membres des mouvements socio-environnementaux locaux. L'un comme l'autre ont leur siège à Altamira. L'évêché du Xingu soutien financièrement un homme à plein temps pour s'occuper de la question de la Terra do Meio et tout spécialement des populations riveraines. D'abord membre du CIMI-Altamira, Stefano intègre ensuite la CPT-Altamira, mais sa mission reste toujours la même. La FVPP et le MDTX qui ont en commun leurs principaux représentants, appuient également la conservation de la Terra do Meio à l'échelon local. La responsable régionale du GTA, Joana, prend en charge de manière privilégiée le dossier de la Terra do Meio. Selon elle, le Riozinho devient durant les années 2003 et 2004 l'une des principales priorités des mouvements socio-environnementaux locaux. Bien que je présente ces acteurs comme locaux, il convient de noter qu'en raison de leur ancrage et de leur perspective d'action régionale, les représentants de la FVPP et du MDTX peuvent être considérés comme des acteurs locaux et régionaux, puisqu'ils ont porté le souci socio-environnemental de la

[177] Je fais référence ici au roman d'André Costa Nunes (2003) intitulé : *A batalha do Riozinho do Anfrísio. Uma história de índios, seringueiros et outros brasileiros*.

conservation de la Terra do Meio dans les arènes publiques abordant la question du futur de la Transamazonienne et de l'asphaltage de la BR-163 (Campos et Nepstad 2006).

Les acteurs locaux, essentiellement Stefano et Joana, jouent un rôle fondamental dans le recueil d'informations sur la gestion effective de la Terra do Meio des fleuves et l'évolution de la situation des riverains du Riozinho. Ils constituent en cela les marginaux-sécants locaux de la coalition, capables d'établir des relations directes avec les populations locales. Les informations de terrain recueillies par les acteurs locaux-régionaux de la coalition sont ensuite transmises à l'ISA qui possède la capacité de les diffuser très largement grâce à son site Internet et de les utiliser efficacement dans son action de *lobbying* interne auprès des preneurs de décision. Si comme, l'explique N. Berny (*op. cit.*), l'information représente la principale arme des groupes d'intérêts diffus pour influer sur les prises de décisions gouvernementales, on saisit le « pouvoir », au sens de la sociologie de l'action organisée, considérable dont jouissent les acteurs locaux de la coalition.

En effet, si l'on considère, avec E. Friedberg (1997[1993]), que le pouvoir détenu par les acteurs locaux découle de leur capacité à structurer les processus d'échanges avec l'ISA en leur faveur, on observe que les membres de la CPT et du GTA maîtrisent, *de facto*, les deux sources principales de ce pouvoir. La première découle de la pertinence des possibilités d'actions des acteurs locaux pour les objectifs que s'est fixée la coalition. Les informations que produisent, sélectionnent et transmettent les membres de la CPT et du GTA sont vitales à l'action politique de l'ISA. La seconde est liée à la liberté ou à la zone d'autonomie assez considérable dont disposent les acteurs locaux dans leurs transactions avec l'ISA, qui fonde l'imprévisibilité partielle de leurs comportements. Comme le précise Stefano, « la CPT est indépendante financièrement. La coalition ne nous apporte presque rien. On a juste reçu un petit quelque chose, trois fois rien. On n'a vraiment reçu presque rien. Le gros de nos financements vient de l'extérieur ». C'est également le cas pour le GTA (cf. *infra*) et la FVPP. Mais ça n'est pas tout, on se rappelle que les mouvements sociaux locaux et les organisations affiliées à l'Église catholique partagent une longue histoire de lutte qui les a profondément ancré auprès des populations locales et régionales. Les années quatre-vingt-dix et la multiplication des interconnections avec les institutions nationales et internationales leur a permis de se structurer, de former leurs membres et d'acquérir un poids politique important à l'échelle amazonienne (Mello 2002). Les acteurs collectifs locaux ont voix au chapitre et elles le savent. Le contexte particulier de la frontière pionnière, particulièrement évolutif et violent, renforce le pouvoir de ceux qui détiennent les clés du terrain[178].

Le deuxième rôle des acteurs locaux, outre celui de marginal-sécant, est celui de « passeur ». C'est en effet grâce à eux que les membres de l'ISA ou d'autres organisations intéressées par la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio parviennent à accéder au terrain et aux populations riveraines qui le peuple. Ainsi, les acteurs de la coalition localisés à Altamira se présentent davantage encore comme les détenteurs des clés du terrain de la Terra do Meio des fleuves.

[178] Le pouvoir détenu par les acteurs locaux et l'usage qu'ils en font conduira notamment à une véritable crise ouverte lors du second semestre 2006, quand les membres de l'ISA découvrent subitement, en rencontrant les riverains de la Terra do Meio (lors d'un séminaire organisé à Altamira) que leurs partenaires de la coalition n'ont pas hésité à mentir par omission ou à « filtrer » (sic) les informations transmises, en fonction de leurs propres intérêts. Pour mettre fin à la crise, les responsables de l'ONG organiseront une réunion lors de laquelle ils inviteront leurs partenaires locaux à « mettre toutes les cartes sur la table » et à « jouer à découvert ». Malgré les promesses qui lui sont faites, la représentante de l'ISA reste lucide : « de toute manière, on ne peut pas réguler la CPT, ils ont trop de marge d'action ».

Le dernier rôle rempli par les acteurs locaux-régionaux de la coalition est lié à la spécificité de leur mode d'action et de leur compétence. Selon Joana (GTA-Altamira), le travail réalisé par les acteurs locaux-régionaux a été double. Dans un premier temps, il a fallu porter assistance de manière urgente aux communautés riveraines du Riozinho menacées par l'avancée des grilloneurs. Pour cela, la venue d'agents de l'IBAMA sur les bords du Riozinho a été financée, afin de contrôler les activités illégales qui s'y développaient sans aucune retenue : exploitation forestière illégale, déboisement et grillonage des terres publiques.

Ensuite, il a fallu prendre en charge le processus de création de la réserve extractiviste. Joana en devient la principale responsable. Comme elle le reconnaît bien volontiers, le travail a été particulièrement hésitant et laborieux. Et pour cause, aucun des responsables des mouvements socio-environnementaux d'Altamira n'avait directement travaillé, jusqu'alors, avec les populations riveraines[179]. L'accompagnement du processus de création d'une aire protégée est aussi quelque chose de tout à fait nouveau. Joana plaisante : « Parce que j'étais du GTA, on m'a jeté là-bas ! Tout était tellement nouveau pour moi. Pense donc, ça faisait cinquante ans que j'habitais ici [Altamira] et c'était la première fois que je remontais le fleuve [Xingu] ». Derrière l'anecdote, il convient d'être attentif au processus d'apprentissage connu par des mouvements associatifs bien plus familiers, jusqu'alors, du monde des agriculteurs de la Transamazonienne qu'à celui des populations du bord des fleuves. C'est aussi le nécessaire apprentissage d'un nouvel interlocuteur fédéral : l'IBAMA.

L'inexpérience et la dynamique d'apprentissage ne sont pas les seuls facteurs explicatifs de la débauche d'énergie considérable qu'a nécessité l'accompagnement du processus de création de la Réserve extractiviste du Riozinho do Anfrísio. Comme s'en plaint Joana : « Le CNPT ne nous accordait pas beaucoup d'attention. Nous avons dû nous débrouiller, tous ensemble, sans aucune expérience… À chaque fois que l'on croyait que le dossier de création était complet on recevait toujours la même réponse « il manque un document ». Alors il fallait recommencer ». Néanmoins, grâce aux quelques directives reçues de l'IBAMA/CNPT, les représentants des mouvements sociaux d'Altamira parviennent à mettre en place une stratégie d'action. Elle comporte quatre étapes principales : recueil d'informations sur les modes de vie des populations riveraines (et délimitation du projet de réserve extractiviste), présentation aux populations locales de ce qu'est une réserve extractiviste (droits et devoirs), création de l'association des habitants et rédaction d'une demande de création de la réserve signée des habitants. Les trois premiers pas sont placés sous la responsabilité d'Joana et le dernier sous celle de Stefano (CPT). Le rapport de l'ISA-MMA (*op. cit.*) permet de répondre aux questionnements sur le mode de vie des populations. Pour la détermination des limites de la réserve, les acteurs locaux font appel aux compétences techniques de l'ISA qui réalise la cartographie précise des aires d'usages. Joana effectue trois missions dans le Riozinho do Anfrísio. Lors de sa deuxième mission, en mai 2003, est créée l'association des Habitants du Riozinho do Anfrísio (Associação dos Moradores do Riozinho do Anfrísio – AMORA), suite au vote des soixante-dix-huit personnes présentes. En fin d'année 2003, Stefano récolte les signatures de la majorité des habitants favorables à la création de la réserve extractivistes.

En vérité, le processus complet de création de la Resex, qui aura duré un peu moins d'une trentaine de mois (depuis la « découverte » par les experts jusqu'à la signature du décret officiel), aura été relativement rapide. Cette réussite tient pour une part à l'opiniâtreté des membres locaux-régionaux de la coalition socio-environnementale pour la conservation de la

[179] Les responsables des mouvements sociaux basés à Altamira ont déjà, il est vrai, apporté leur soutien aux populations riveraines du Xingu situées au nord de la Transamazonienne (*município* de Porto de Moz), mais de manière essentiellement indirecte.

Terra do Meio, même si certain reconnaissent bien volontiers aujourd'hui qu'ils ont dû « forcer la barre » auprès des populations locales. Ainsi, comme en témoigne l'un d'eux : « Ca [la création de la Resex] a vraiment été très vite. Je le sais maintenant. Regarde, on est allé là-bas trois ou quatre fois, on a créé l'association et c'était fait. […] C'est sûr, on a dû forcer et faire ce qu'on pensait le meilleur pour eux. Mai, il n'y avait pas d'autres solutions. On aurait dû faire quoi ? Hein ? Laisser les grilloneurs, entrer comme ils le faisaient, et prendre en main toute la région ? ». Pour une autre part, la réussite s'explique par l'action coordonnée qui commence à se mettre en place avec l'ISA, le partenaire de l'échelle nationale.

3.1.2. À l'échelon national

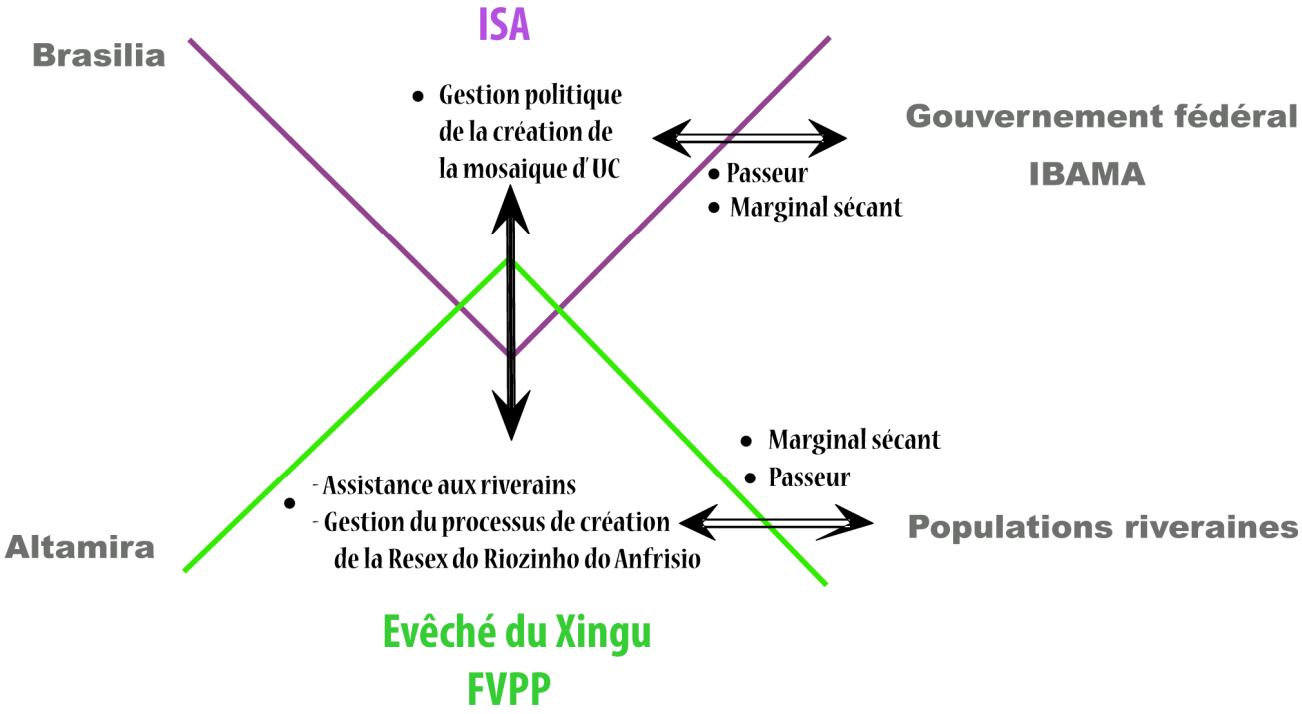
À partir de janvier 2003, l'ISA mène également une série d'actions cruciales pour le succès de la coalition. Comme l'explique Alexandra (ISA) : « pendant qu'eux [les membres des mouvements sociaux locaux-régionaux] étaient sur le terrain avec les populations, nous nous étions ici avec les politiques pour exiger la création du Riozinho […] l'ISA s'est chargé de la gestion politique ». Cette « gestion politique », c'est-à-dire cette action de *lobbying*, repose sur les informations de terrain transmises par les mouvements sociaux d'Altamira, que l'ISA relaie par voies publiques ou privées jusqu'aux responsables politiques gouvernementaux. Il est important de noter qu'un responsable de l'ISA, ayant participé à la coordination de l'expertise (ISA-MMA *op. cit.*), est nommé en début d'année 2003 (suite à l'élection de Luiz Inácio Lula da Silva) à la tête du secrétariat de la Biodiversité et des Forêts du ministère de l'Environnement (SBF/MMA). Ce secrétariat est sans doute le plus important de l'architecture ministérielle mise en place par la ministre Marina Silva. Les préoccupations défendues par l'ISA et incarnées par João Paulo Capobianco accèdent au niveau le plus élevé du gouvernement (j'y reviendrai amplement par la suite). Bien qu'essentiellement informels, les liens entre le secrétaire du SBF/MMA et l'ISA sont étroitement maintenus. L'échange d'information est à double sens. L'ISA devient, pour certains, « l'Organisation Non Gouvernementale… du gouvernement ». D'un côté, le MMA prête une attention toute particulière aux observations, souvent tenues secrètes, formulées par les responsables de l'ISA. De l'autre, l'ONG est au fait des négociations intra-gouvernementales, des calendriers prévisionnels, des grandes orientations politiques grâce auxquelles elle peut régler ses actions de *lobbying* et maintenir informés ses partenaires de l'échelon local-régional.

Ces échanges à double sens, rarement ébruités ses participants, permettent à l'ISA de jouer le rôle de marginal-sécant national au sein de la coalition, recueillant et produisant des informations qui sont transmises aux acteurs locaux-régionaux grâce auxquelles ces derniers parviennent à ajuster leurs actions et leur *timing*. L'ISA, dont l'un des sièges est installé à Brasília n'a pas seulement accès aux acteurs gouvernementaux et parlementaires. Ses membres peuvent facilement programmer des réunions avec les principaux responsables de l'IBAMA de Brasília. Ces rencontres permettent également à l'ONG d'obtenir les informations cruciales à la prise en charge par les acteurs locaux-régionaux du processus de création de la réserve extractiviste.

Comme ses partenaires d'Altamira, l'ISA remplit également le rôle de « passeur », pour ces derniers, auprès des responsables politiques (gouvernementaux ou parlementaires) de la capitale. À plusieurs reprises les membres de la coalition se réunissent à Brasília. Dans la capitale, les acteurs locaux-régionaux de la coalition sont aiguillés par les membres de l'ONG qui leur permettent de rencontrer les « bonnes » personnes du pouvoir législatif et exécutif. Comme l'explique Alexandra « On organisait la venue de la CPT et de la FVPP à Brasília. On préparait tout un agenda de visites pour eux. […] On les aidait aussi à rédiger des lettres »

destinées aux principaux responsables politiques. La présence, en chaire et en os, des représentants des mouvements sociaux de la Transamazonienne et leurs récits décrivant la situation locale, permet à l'ISA de renforcer son influence auprès des décideurs. J'ai schématisé la dynamique de l'action collective mise en place entre l'ISA et ses partenaires locaux-régionaux dans la figure 102.

Figure 102 – L'interdépendance des acteurs de la coalition et leur rôle respectif



Source : auteur

3.2. L'action coalisée se renforce

Lors du premier semestre de l'année 2003, Alberto, coordinateur du Programme Xingu de l'ISA et coordinateur du rapport (ISA-MMA *op. cit.*), prend contact avec Sean[180], responsable au Programme International de l'ONG états-unienne Environmental Defense (ED) pour lui demander son « aide ». Les deux hommes se connaissent depuis de nombreuses années, l'un et l'autre sont des membres fondateurs de l'ISA. Ils ont également collaboré étroitement lors des études anthropologiques concernant le peuple indigène Parakanã.

Comme le rapporte Sean, Alberto l'aurait appelé pour lui dire que « c'est maintenant ou jamais » qu'il faut intervenir pour aider les populations riveraines de la Terra do Meio et tout particulièrement celles du Riozinho do Anfrísio. Le responsable d'ED connaît déjà le « dynamisme » et la « volonté » des mouvements sociaux d'Altamira. Il dit s'intéresser depuis plusieurs années au mouvement social d'Altamira et aurait déjà tenté d'établir un premier contact, quelques années auparavant, à la suite de l'assassinat de l'un des principaux meneurs du mouvement social. L'émergence de la question de la Terra do Meio se présente comme

[180] Sean est anthropologue, diplômé de l'université de Chicago. Il a réalisé sa thèse sur le indiens Panará (Krenhakarore). Il participe activement aux actions menées par l'ONG Environmental Defense Fund (EDF), à la fin des années quatre-vingt, pour suspendre le soutien financier apporté par la Banque Mondiale aux projets d'infrastructures dévastateurs en Amazonie brésilienne. Il a été un proche collaborateur de Chico Mendès et un soutien important lors de son voyage aux Etats-Unis, à l'occasion duquel il parvient à défendre la cause des *seringueiros* de l'Acre devant le Congrès états-unien.

une « très bonne occasion » de se rapprocher de ces acteurs particulièrement bien implantés localement, bénéficiant d'un historique d'engagement social reconnu et situés dans une région clé pour l'action contemporaine en faveur des intérêts socio-environnementaux amazoniens.

Après être rentré en contact directement avec les responsables locaux de la CPT et de la FVPP, il parvient à débloquer rapidement 15 000 US$ qui permettent notamment d'appuyer la réalisation des actions d'urgence menées dans le Riozinho do Anfrísio. Mais, comme l'expliquent les différents acteurs de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio (CPT, FVPP, ISA), le principal travail de leur partenaire a été d'établir une double articulation « vitale » pour le groupe.

La première médiation rapproche le projet de la coalition (création de la Réserve extractiviste du Riozinho do Anfrísio et appui à la mise en place de la mosaïque des aires protégées de la Terra do Meio) de la Fondation Moore, l'un des principaux financeurs privés états-uniens de la conservation amazonienne (Buclet 2004 ; 2007). Comme l'exprime Sean « Dès le début j'ai eu la certitude que les actions dans la Terra do Meio pourraient être financées par la Fondation. L'argent d'ED n'était qu'un commencement. Je savais qu'on pouvait voir plus grand ».
Pour justifier la demande de financement et convaincre la Fondation Moore, Sean développe un argumentaire qu'il résume pour moi en quelques mots : « Il y a des populations traditionnelles amazoniennes extrêmement menacées et des écosystèmes encore bien conservés. Il faut attirer l'attention du gouvernement. Il faut battre à la porte des décideurs au plus tôt. On a deux ans pour le faire quelque chose, après ça sera trop tard ». Sean connaît personnellement certains responsables de la Fondation qu'il rencontre. Les lignes de financement de la Fondation Moore et leurs exigences propres lui sont, elles aussi, familières. Pour que le projet soit accepté il a su « activer les bonnes personnes » et « battre à la bonne porte » comme le résume l'un des membres de la coalition.
Pour Sean, l'association entre le mouvement social d'Altamira et une ONG d'envergure nationale comme l'ISA est « très stratégique », elle serait la source première de leur succès et la raison principale de l'obtention du financement. En effet, celle alliance rassemble d'un côté des acteurs très bien implantés localement, situés à proximité de la zone d'action, historiquement impliqués dans la défense des intérêts des minorités et de l'autre un acteur national reconnu et disposant des capacités administratives permettant d'assumer la gestion d'un budget de plusieurs centaines de milliers de dollars. Mais, la constitution de cette alliance entre mouvements sociaux locaux et ONG nationale ne va pas de soi. Elle aura nécessité le second travail de médiation réalisé par Sean.

Lors du « séminaire régional » d'Altamira, CPT, FVPP et ISA ont décidé de poursuivre leur action en faveur de la conservation de la Terra do Meio et de la protection des populations riveraines. Une forme de coordination assez lâche s'est alors mise en place essentiellement basée sur l'échange d'information d'un échelon à l'autre (cf. *infra*). Comme l'explique rapidement Sean à ses partenaires, cette forme de coopération non contraignante et labile ne suffit pas pour mener à bien un projet doté plusieurs centaines de milliers de dollars et surtout, pour convaincre un financeur. Pour décrocher l'argent, un véritable contrat de partenariat, mutuellement contraignant, doit pouvoir être établi entre des entités ayant des compétences, des registres d'action et agissant à des échelles bien distinctes. La deuxième médiation opérée par Sean est décrite par Stefano : « lui [Sean], il a suggéré c'est tout […] il a appuyé notre rapprochement de l'extérieur en expliquant ce qu'on pouvait gagner […] Alors nous, on s'est mis autour de la table. Ca n'a pas pris longtemps, mais c'était nécessaire ».

Grâce au double échafaudage élevé par le membre de l'ONG états-unienne, la coalition pour la conservation de la Terra do Meio reçoit la gestion, lors du premier semestre 2004, d'un million six cent mille dollars américains. Mais l'entrée de l'ONG ED dans la coalition ne se solde pas uniquement par l'obtention d'un copieux financement international. Comme l'explique l'un des acteurs locaux-régionaux de la coalition, grâce à Sean, la problématique de la Terra do Meio a acquis une « visibilité internationale ». Cette visibilité se manifeste dans les articles qu'il publie dans les revues scientifiques mondialement reconnues (*Science*, *Conservation Biology*, *Nature*), ainsi que dans les principaux quotidiens états-uniens (*New York Times* ou *Washington Post*). À chaque fois la dramatique situation, tant du point de vue humain qu'environnemental, de la Terra do Meio des fleuves est soulignée. Sean est aussi un ami proche de la ministre de l'Environnement, à qui il n'oublie jamais de toucher un mot sur la situation déplorable des riverains de la région de la Terra do Meio. Finalement, Sean représentera également une source d'information stratégique pour ses partenaires de la coalition. Comme, l'ISA et les acteurs locaux-régionaux, il produit, par sa place de marginal-sécant, des informations qu'il met en commun avec les autres membres de la coalition. Ainsi, comme l'explique Stefano, grâce à son rôle de conseiller du programme ARPA, Sean avertit très tôt les membres locaux-régionaux des opportunités de financements qu'ils pourraient obtenir de l'ARPA, pour les missions sur les fleuves de la Terra do Meio. Comme l'explique Stefano « Non, ça n'est pas directement grâce à lui qu'on a obtenu le financement. En fait, il nous indiqué le gars du CNPT avec qui on devait rentrer en contact si on voulait bénéficier des fonds. C'est comme ça qu'on a rencontré Felipe ».

Pour atteindre leurs objectifs, les acteurs locaux de la coalition accepteront encore de travailler avec un journaliste de l'un des principaux hebdomadaires nationaux, désireux de réaliser un reportage sur les « populations traditionnelles » d'Amazonie. Comprenant tout le bénéfice médiatique qu'il pourrait en tirer, ils le conduisent et le guident auprès des populations du Riozinho do Anfrísio. Quelques semaines plus tard (le numéro du 4 octobre 2004), la revue *Epoca* publie un dossier spécial consacré aux populations du Riozinho do Anfrísio intitulé *O Povo do Meio* (*Le Peuple du Milieu*). Pour Stefano, la médiatisation du problème socio-environnemental des populations riveraines de la région a joué un rôle central dans la réussite de l'entreprise. En effet, quelques jours à peine après la publication du reportage, qui insiste lourdement sur les dangers qui planent sur les populations riveraines du Riozinho, les représentants de l'association AMORA sont violemment menacés par les grilloneurs de la région. L'information, relayée en toute hâte par les acteurs locaux-régionaux et l'ISA, parvient jusqu'au ministère de l'Environnement. Une équipe d'agents fédéraux est alors envoyée sur place. Quelques jours plus tard, les représentants des riverains du Riozinho sont conduits jusqu'à Brasília, accompagnés par Joana. Appuyés par l'ISA et le secrétariat de la Coordination de l'Amazonie du ministère de l'Environnement (SCA/MMA), ils rencontrent les principaux représentants de nombreux ministères et obtiennent une audience avec le président de la République. D'après plusieurs observateurs, les décideurs gouvernementaux auraient été visiblement touchés par le récit que leur font les riverains de la Terra do Meio. Le jour où ceux-ci quittent Brasília, le 8 novembre 2004, la nouvelle est rendue publique : la Réserve du Riozinho do Anfrísio vient d'être créée par décret présidentiel (cf. figure 6).

La bataille du Riozinho do Anfrísio nous a permis de suivre la manière dont la coalition pour la conservation de la Terra do Meio s'est progressivement constituée dans et par l'action. Les principales hypothèses quant à l'émergence d'une coalition de plaideurs et son mode d'action se sont amplement vérifiées. Elles seront encore renforcées par l'étude de la création des deux unités de conservation de protection intégrale de la Terra do Meio

C - L'action coalisée élargie pour la création des UCI de la Terra do Meio

Afin de suivre dans le détail, le changement de politique publique que constitue la création des deux UCI de la Terra do Meio, il me faut opérer à un bref retour en arrière. J'ai très succinctement évoqué dans la section précédente, l'élection à la présidence de la République brésilienne de Luiz Inácio « Lula » da Silva et ses conséquences sur l'action socio-environnementale coalisée pour la conservation de la Terra do Meio. Il s'agit pourtant d'après la théorie de l'ACF, et comme je le vérifierai, d'un facteur prépondérant du changement de politique publique que je me suis proposé de suivre. Afin de suivre l'influence de ce facteur, d'en évaluer les impacts en terme de changement de politique publique et de saisir concrètement la manière dont il a pu se traduire par la création des UCI de la Terra do Meio, je propose de revenir dans la section qui s'ouvre sur l'élection du nouveau président et les quelques mois qui l'ont suivi.

1. Le socio-environnementalisme aux commandes du ministère de l'Environnement

1.1. L'élection de Lula

Comme les observateurs de la vie politique brésilienne s'accordent à le reconnaître, le candidat Luiz Inácio Lula da Silva a largement bénéficié lors de sa campagne du soutien du mouvement socio-environnemental brésilien. Alexandra (ISA) n'hésite d'ailleurs pas à déclarer :

> « Les élections de 2002 qui ont porté Luiz Inácio Lula da Silva à la présidence du Brésil ont représenté un exemple rare d'engagement de la société civile organisée dans la lutte pour le pouvoir. Le secteur socio-environnemental s'est particulièrement investi. Travailleurs ruraux ou extractivistes, indiens, habitants de *quilombos* et ONG ont voté massivement pour Lula et ses représentants au Congrès, aidant même à la formulation de programmes spécifiques à la défense de l'environnement, à la cause indigène et au développement durable de l'Amazonie. » (Ramos 2005).

Cet appui déclaré ne s'explique pas seulement par la proximité historique entre luttes sociales et luttes environnementales au Brésil (Santilli 2005), ni même par le rapprochement qui s'opère au milieu des années quatre-vingts entre le PV et le PT, à l'heure de la redémocratisation nationale (Corten *op. cit.*). Non, de toute évidence, le candidat Lula a durement travaillé pour conquérir la frange socio-environnementale de son électorat.

Au moment de construire son programme de campagne, le futur président accorde une attention toute particulière aux revendications portées par quelques représentants du secteur socio-environnemental, comme en témoigne l'invitation qu'il accepte au siège de l'ISA à São Paulo, le 27 novembre 2001. D'après le *reporter* de l'ONG qui couvre l'événement, après une discussion ouverte de plusieurs heures entre le candidat et les principaux dirigeants de l'ISA, celui-là reçoit un document intitulé « Le scénario socio-environnemental brésilien : questions pour un futur proche », véritable *vade-mecum* des positions défendues par de l'ISA. Le

candidat à la présidence de la république brésilienne y aurait répondu en déclarant « qu'en raison de la production et du travail qu'elle développe, l'ISA réunit toutes les conditions pour faire des propositions socio-environnementales à caractère national, qui pourraient être intégrées dans tout programme gouvernemental. » (*Notícia do ISA*, 28.11.2001). Ce premier rapprochement public entre le secteur socio-environnemental et le candidat Lula se confirme lors des semaines de campagnes qui suivent, pour donner naissance à une véritable innovation en matière électorale. Pour la première fois dans l'histoire des élections présidentielles brésiliennes, un candidat présente et diffuse un programme d'actions spécifiquement dédié à la question environnementale (document de trente-deux pages intitulé : « Environnement et milieu de vie ») et à la question amazonienne (document de trente-quatre pages intitulé « La place de l'Amazonie dans le développement du Brésil. »).

Alors que le titre du programme d'actions consacré à l'Amazonie semble nous ramener trente années en arrière, on retrouve dans le document l'essentiel des positions défendues par l'ISA et plus généralement par le secteur socio-environnemental brésilien. Le lien insécable entre conservation environnementale et justice sociale ou amélioration de la qualité de vie des plus démunis est souligné à maintes reprises. La proximité entre le programme d'actions PTiste et les piliers du paradigme socio-environnemental est frappante, mais elle ne relève pas du hasard. Parmi les « collaborateurs du texte » on ne s'étonnera pas de retrouver quelques figures emblématiques du secteur socio-environnemental telles qu'Alexandra (ISA), José Herder Benatti (IPAM), Raimunda Monteiro (IPAM), Muriel Saragoussi (FVA), entre autres. J'ai sélectionné quelques passages ayant un rapport direct avec le sujet qui m'intéresse :

> « Il existe une autre tradition, antérieure à celle du modèle d'exportation primaire mais qui a su se moderniser en même temps que lui. Elle est portée par des segments sociaux qui voient dans la forêt la base de leur subsistance et qui ont eu l'opportunité d'exprimer leurs propositions au travers de la lutte de leur principal représentant, Chico Mendès.
> […]
> En ce qui concerne les projets agropastoraux et forestiers, notre gouvernement va renforcer les instruments de fiscalisation et le pouvoir de police de l'Union pour interdire, en partenariat avec l'action du Centre fédéral des impôts, l'appropriation illégale des terres publiques, les déboisements illicites et leur exploration sauvage, qui mettent l'Amazonie à feux et la dévastent. En même temps nous mettrons en place des politiques publiques qui stimuleront l'agriculture, l'extractivisme et la pêche, tant dans la dimension de l'économie familiale et coopérative que dans la dimension des grands projets agroindustriels et d'industries durables basées sur l'usage des ressources renouvelables.
> […]
> Les exportations nationales ont besoin d'être redirigées, elles ont besoin des opportunités que l'Amazonie offre et qui ne peuvent pas se rencontrer en d'autres lieux de la planète. Mais de telles opportunités ne pourront se concrétiser que si la région est conservée. Dans le cas contraire, les forêts, les eaux et la contribution écologique que la région rend aujourd'hui à l'air respiré au Brésil et dans le monde entier auront leurs jours comptés. La conservation nécessite des connaissances et des technologies mises au service des pratiques de gestion des ressources naturelles. Sans ces investissements, il n'y pas de futur ni pour l'Amazonie, ni pour le pays.
> […]
> Ainsi, le rôle de l'Amazonie dans le développement du pays doit être le résultat de politiques publiques qui mettent à profit ses spécificités socio-environnementales, les pratiques productives de ses populations et les services environnementaux rendus à la planète.
> […]
> L'élevage pratiqué dans la région, hautement extensif, est aussi la cause d'énormes gâchis en ressources forestières et en sols, en plus d'aggraver la pauvreté. Occupant près de 80 % des aires déboisées et étant 19 % moins productif que la moyenne

> nationale pour le secteur, il fait pression en permanence pour toujours plus de déboisements et ne contribue pas de manière significative à la création d'emplois et de taxes. » (: 7-13).

Pour incarner le changement de cap annoncé, le président nouvellement élu n'hésite pas à annoncer depuis Washington où il est en voyage : *«* Le premier signal que je donne au monde entier que l'Amazonie sera traitée différemment par mon gouvernement est mon choix d'une camarade dont la presse brésilienne s'est déjà fatiguée de citer le nom » (*Notícia do ISA*,11.12.2002). C'est sur ces mots que le président Lula annonce la nomination de Marina Silva à la tête du ministère de l'Environnement. Il répond notamment ainsi à la lettre cosignée par cent quarante acteurs individuels ou collectifs du secteur socio-environnemental (ONG, universitaires, scientifiques, chercheurs et représentants du secteur industriel) qui lui a été envoyée quelques semaines plus tôt pour appuyer la nomination de Marina Silva, l'une des principales figures politiques du mouvement socio-environnemental et son unique représentante au Sénat[181].

Marina Silva est particulièrement proche des représentants de l'ISA[182] qu'elle côtoie fréquemment au Sénat. Comme l'explique Michelo (responsable du département du Programme des aires protégées du ministère de l'Environnement), c'est l'ONG qui proposera, sur la demande de la Ministre, le nom de l'un de ses cadres au poste clé de secrétaire de la Biodiversité et Forêts, pièce centrale de l'architecture ministérielle. João Paulo Capobianco est officiellement nommé en début d'année 2003.

Cette accession aux principales charges du ministère de l'Environnement de plusieurs représentants reconnus du secteur socio-environnemental brésilien, à la suite de l'élection du président Lula, conduit évidemment à une reconfiguration profonde des marges de manœuvre disponibles pour les acteurs extra-gouvernementaux appartenant à ce secteur[183]. C'est en particulier le cas des membres de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio. On se rappelle du rôle de coordinateur joué par l'ISA lors du travail d'expertise conduisant à la proposition de la mosaïque d'aires protégées de la Terra do Meio ainsi que la participation active de João Paulo Capobianco à l'organisation des missions de terrain et à la synthèse des données. L'arrivée de ce dernier à la tête de l'un des principaux secrétariats du ministère de l'Environnement ouvre une nouvelle ère pour la coalition. Alexandra (ISA) ne s'en cache pas: « Capo a emporté avec lui les grandes thématiques de l'ISA. C'est bien ça l'objectif : qu'il emporte ce que l'on considère important ». Parmi ces points centraux, il y a « la Terra do Meio, la question de la biodiversité dans les réserves indiennes ou encore les mesures de lutte contre les déboisements. […] Pour tout ça, le discours de la Ministre c'est le discours de Capo… qui est celui de l'ISA ». Le lien étroit entre la politique gouvernementale et la vision

[181] Maria Osmarina Marina da Silva Vaz de Lima est née en 1957. Lors de la dictature, elle fréquente un groupe semi-clandestin de résistance au pouvoir en place. Elle fonde, au côté de Chico Mendès, la CUT de l'État de l'Acre en 1984. Elle rejoint le PT l'année suivante. Elle est élue *vereador* de Rio Branco (capitale de l'État en 1988) puis député à l'assemblée législative de l'Acre en 1990. Six ans plus tard, elle remporte une nouvelle élection et accède à la charge de sénateur. Ses principales interventions au Sénat sont liées à la protection des connaissances traditionnelles et à la répartition des bénéfices tirés des ressources génétiques (Barros-Platiau 2006).

[182] On se rappelle que l'ISA joue un rôle crucial d'articulateur politique auprès des responsables politiques du pouvoir exécutif et législatif.

[183] Suite à l'élection du gouvernement Lula, plusieurs personnalités du secteur socio-environnemental brésilien intègrent le ministère de l'Environnement : Marcelo Marquesini (Greenpeace), Flávio Montiel da Rocha (Greenpeace et consultant pour le WWF), Tasso Rezende de Azevedo (Instituto de Manejo e Certificação Florestal e Agrícola), Marijane Lisboa (Greenpeace), Muriel Saragoussi (Fundação Vitória Amazônica) et João Paulo Capobianco (ISA).

défendue par l'une des principales ONG du secteur socio-environnemental brésilien est assumé.

Avec l'entrée de Capo à la tête du SBF/MMA l'action coalisée pour la conservation de la Terra do Meio prend un nouveau tour. Pour en rendre compte, il me semble utile de distinguer une coalition restreinte, formée par les quatre acteurs présentés dans la section précédente (FVPP, évêché du Xingu, ISA et ED), et une coalition élargie constituée d'acteurs (individuels ou collectifs) qui partagent le même souci de conservation socio-environnementale de la Terra do Meio, agissent en vue de la réalisation de cet objectif, mais présentent un degré de coordination moindre (loin d'être nul cependant) avec les autres membres de la coalition. C'est le cas, par exemple de João Paulo Capobianco ou de Muriel Saragoussi, qui succède à Mary Helena Allegretti, à la tête du secrétariat de Coordination de l'Amazonie (SCA/MMA). En effet, cette dernière n'a cessé d'apporter son appui aux acteurs de la coalition restreinte pour la conservation de la Terra do Meio. Selon Joana toute l'« articulation politique » nécessaire à la venue en caractère d'extrême d'urgence des représentants de l'AMORA serait due au ferme soutien apporté par Muriel Saragoussi : « Elle marquait tous nos rendez-vous à Brasília. […] C'est elle aussi qui nous a appelé depuis le ministère pour nous dire que le Président avait signé [le décret de création de la Resex du Riozinho do Anfrísio] ». Muriel Saragoussi confirme d'ailleurs ces déclarations : « le SCA a toujours été un grand allié des mouvements sociaux amazoniens […] c'était nécessaire, parce qu'en Amazonie les mouvements sociaux sont très bien organisés, le SCA était une réponse à l'intérieur du gouvernement à cette organisation. […] Il a souvent représenté un bastion des mouvements sociaux à l'intérieur du gouvernement, presque une ONG à l'intérieur du gouvernement. On disait même que c'était un mini-ministère à lui seul ». Avec l'élection de Lula, la situation change quelque peu. Comme l'explique Muriel Saragoussi, le SCA/MMA est désormais chargé de la « coordination des politiques publiques en direction de l'Amazonie ». Ce travail de coordination et de mise en cohérence est double. D'abord, c'est « pour ne pas que l'action pour l'environnement en Amazonie se perde dans les multiples expériences qui sont réalisées », ensuite, c'est pour « articuler la politique environnementale avec le reste du gouvernement ». C'est à ce titre que l'ancienne responsable de l'ONG socio-environnementale Fundação Vitória Amazônica (FVA), a appuyé au sein du ministère de l'Environnement et du gouvernement, les actions de la coalition en faveur de la conservation de la Terra do Meio.
Qu'on ne s'y trompe pas, les membres de la coalition élargie ne sont pas nécessairement des acteurs gouvernementaux, il pourra également s'agir d'ONG défendant la conservation socio-environnementale de la Terra do Meio, sans pour autant l'incorporer dans la liste de leurs actions prioritaires (j'y reviendrai dans la section 2.2).

Mais, après l'enthousiasme et même l'euphorie provoqués par le résultat des élections et l'accession aux plus hautes responsabilités gouvernementales des représentants du secteur socio-environnemental, une violente crise de légitimité s'abat sur le secteur.

1.2. Des rapports de force initiaux peu favorables

1.2.1. L'espoir

La fille de *seringueiro*, compagne de lutte de Chico Mendès, lauréate du prix « Goldman » (le « Nobel de l'Environnement ») a pris les rênes du ministère de l'Environnement avec un projet pour l'Amazonie qui transparaît dans le Programme Amazonie durable (PAS) lancé quelques semaines seulement après sa nomination. Le maître-mot du programme d'action est « transversalité ». La Ministre défend inlassablement dans chacun de ses discours l'intégration

nécessaire des principaux secteurs de politique publique affectant la gestion du territoire et des ressources naturelles amazoniennes. Le PAS est officiellement signé le 9 mai 2003 entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États du Pará, de l'Amapa, du Roraima, de l'Amazonas, de l'Acre et du Rondônia. L'absence remarquée de l'État du Mato Grosso (appartenant à l'Amazonie légale) se veut le signe d'un soutien d'abord dirigé vers la région Nord. L'une des lignes directrices du programme est la canalisation et la concentration des ressources financières publiques et privées vers les États de cette région afin d'y démultiplier les « projets de développement durable ». Comme le répète « Marina » Silva à chacune de ses déclarations de presse, l'environnement doit être replacé au cœur de toutes les politiques publiques. Transversal, il éloignera le spectre de l'« obstacle au développement » pour ouvrir de nouvelles opportunités qui fonderont un « nouveau modèle de développement » national (Brasil 2003a). Dans le projet défendu par la Ministre, l'environnement n'est plus le facteur limitant du projet national, il devient facteur de développement, de production et de richesses. La vision socio-environnementale résolument tracée par le candidat Lula dans son programme de campagne sur l'Amazonie résonne fortement dans la perspective imaginée par Marina Silva.

Les principes d'action annoncés par le président et repris dans le PAS doivent servir de base à un grand débat national devant accompagner et enrichir le Plan Plurinannuel (PPA) 2004-2007. Malheureusement, comme le soulignent N. A. Mello, R. Pasquis *et al.* (2004), l'intégration tant vantée n'est pas au rendez-vous. Le lourd et trop bien rôdé processus bureaucratique, suivi de longue date, par le ministère du Plan et du Budget ne laisse aucune place à la consultation populaire. Le nouveau PPA, comme ses prédécesseurs sous la présidence de Felipe Henrique Cardoso (« Avance Brésil » entre 1999 et 2002 puis « Brésil en Action » entre 2000 et 2003), fait la part belle aux investissements sectoriels tournés vers le développement des infrastructures en Amazonie. Le PAS n'y survivra pas. Il sera progressivement mis en veille avant d'être abandonné. Il n'est aujourd'hui qu'un vieux souvenir. La ministre de l'Environnement subit un désaveu criant, qui n'est que le premier d'une trop longue série.

1.2.2. Les désaveux

À l'image de la mise en veille du PAS, les premiers mois du gouvernement Lula voient se succéder les défaites infligées à la ministre de l'Environnent, dans les arbitrages interministériels effectué par le Président. Les causes sont multiples. Bien qu'élu à la tête de l'exécutif fédéral, le PT doit composer avec un système d'alliances politiques qui seul lui permet de dégager une majorité parlementaire (Monclaire 2004b). Cette situation complique considérablement la prise de décision et les arbitrages intra-gouvernementaux. Certains responsables ministériels non PTistes mobilisent bien volontiers le soutien indéfectible du puissant bloc parlementaire ruraliste lors des négociations intra-gouvernementales qui mettent en jeu la problématique agricole. Il apparaît bien vite que l'alliance proclamée entre le PT et le secteur socio-environnemental pèse de peu de poids à l'heure des décisions économiques les plus importantes.

Ca n'est pas tout. Comme on l'a vu dans le chapitre 3 (section D.) le premier mandat présidentiel de Lula est marqué par une priorité donnée à la reconquête de la confiance des marchés et investisseurs internationaux, inquiétés par la prise de pouvoir de l'ancien métallurgiste. Il s'agit d'un impératif pour le Président. Un politique économique et financière qualifiée d'« orthodoxe », d'« austère » est mise en œuvre (Cacciamali 2006 ; Monclaire 2006b ; Panigo et Quenan 2004 ; Zacharie 2004). Cette orientation se manifeste en particulier dans l'allocation des ressources au sein du gouvernement. Selon le député Augusto Carvalho

(PPS), la somme allouée au MMA durant les trois premières années de présidence de Lula aurait été inférieure à celle de la dernière année du mandat de Felipe Henrique Cardoso. En outre, seul le quart ou le tiers des fonds promis seraient effectivement rendus disponibles (Barros 2006). Le chiffre annoncé pour les budgets ministériels est souvent trompeur. Alors qu'une certaine réserve de crédit est annoncée, dans les faits, il est interdit au MMA d'y puiser. Les fonds sont conservés afin d'atteindre l'excédent budgétaire primaire visé et défendu par les partisans de l'orthodoxie financière.

Pour qualifier les premiers mois de la présidence de Lula, le coordinateur du Noyau d'Etudes Environnementales (NEA) de l'Université de Brasília, Gustavo Souto Maior, parle de « frustration, déception et révolte ». D'après lui, « Ce sont les mots qui peuvent le mieux résumer le sentiment de la plus grande part du secteur environnementaliste brésilien en ce qui concerne la politique environnementale du gouvernement Lula » [184]. Les annonces de mesures anti-environnementales se multiplient. Il y a l'autorisation concédée à l'importation de pneus usagés du Paraguay et de l'Uruguay. Quelques semaines plus tard, en voyage dans le Pantanal (l'une des régions de plus grande biodiversité du pays) le Président prononce un discours appuyant l'industrialisation accélérée de la région. Peu après, le gouvernement propose la légalisation des plantations clandestines de soja génétiquement modifiées, alors même que son programme de campagne annonçait un moratoire sur les plantations d'organismes génétiquement modifiées (OGM). Le responsable de la *Casa Civil* annonce, en grande pompe, la poursuite et l'achèvement des travaux de la centrale nucléaire Angra 3. Pour couronner le tout, le projet titanesque de détournement des eaux du fleuve São Francisco (troisième fleuve national) est considéré comme stratégique par le gouvernement. Alors que biologistes, géographes, géologues et anthropologues émettent de sérieuses critiques sur les impacts qu'il causerait, la Ministre soutient à plusieurs reprises que d'un point de vue technique et environnemental l'ouvrage ne présenterait aucun risque. La crise d'identité politique qui touche les représentants gouvernementaux du secteur socio-environnemental s'étend rapidement à l'ensemble du secteur.

1.2.3. La crise d'identité politique

La nomination à certains postes clés du MMA, d'individus (comme João Paulo Capobianco, Muriel Saragoussi, Cassio Pereira ou Tasso Azevedo) venant des principales ONG socio-environnementales, rapidement qualifiés d' « *ongueiros* », a souvent été présentée de façon particulièrement critique. J. Bramble et G. Porter (1992) rappellent pourtant, lorsqu'ils décrivent le rôle des ONG dans l'évolution des politiques environnementales aux États-Unis, qu'il s'agit d'une pratique particulièrement commune qui n'est en rien une spécificité du secteur environnemental : « Il existe à Washington une longue tradition de « porte tournante » [« *revolving door* »] par laquelle les personnes se déplacent facilement entre le gouvernement, le Congrès, le monde des affaires et des positions de *lobbying.* » Si certains dénoncent un processus de cooptation par trop criant, les auteurs soulignent que de telles situations favorisent un gain d'expertise et d'efficacité pour les institutions gouvernementales extrêmement précieux. Les acteurs de la société civile gagnent quant à eux une expérience concrète de la machine gouvernementale qu'ils s'auront réinvestir dans la suite de leur carrière. La présence d'un ex-collègue au sein du gouvernement permet encore de faciliter les échanges, les modes de coopération et les alliances entre acteurs gouvernementaux et extra-gouvernementaux partageant un souci commun. Mais le choix d'intégrer l'équipe gouvernementale n'est pas sans risque pour ceux qui le font, pour les institutions d'où ils viennent et plus généralement pour leur secteur d'origine. Comme le présentent les auteurs, le

[184] Disponible en décembre 2006 à l'adresse http://www.unb.br/acs/artigos/at1205-04.htm

principal danger des « portes tournantes » pour le mouvement environnementaliste est que l'idéal des *leaders* soit atteint, déprécié et que les ONG pourvoyeuses perdent leur âme et leurs armes critiques. Pour parer à cet écueil, le secteur doit entretenir la diversité et l'équilibre des forces à l'intérieur de ses rangs. Cette double condition garantit seule que l'entrée d'un représentant du secteur socio-environnemental au gouvernement ne conduise à museler la critique.

Malgré la diversité du secteur socio-environnemental brésilien, il semble que la participation au gouvernement d'une *leader* historique aussi charismatique que Marina Silva accompagnée d'anciens membres des principales ONG du secteur socio-environnemental, ait conduit dans les premiers temps à l'étouffement de la critique. Comme le rapporte un dirigeant d'une des principales ONG socio-environnementales, face aux reproches qu'il lui adresse en privé, Marina Silva ne cesse de répéter : « fais-moi confiance, j'ai un projet ». Un autre confirme « La Ministre a réussi à retenir les critiques en ce qui concerne les organismes transgéniques, le São Francisco, etc. […] Elle nous a convaincu que le ministère avait une stratégie à plus long terme, et qu'il fallait continuer à lui faire confiance ».

Le profil bas adopté par les principales ONG socio-environnementale lors des mois qui ont suivi l'élection de Lula sera violemment dénoncé par M. Reigota (2006) :

> « Dans les milieux des environnementalistes, et des éducateurs(-trices) environnementaux, on entendait souvent que le ministère de l'Environnement était très efficace, appuyant les projets des ONG et que pour cette raison, on ne pouvait ni adresser des critiques au gouvernement, ni même à la Ministre, parce qu'en plus les critiques « renforcent la droite ». Le mot cooptation a commencé à faire partie du vocabulaire et s'est imposé dans toutes les discussions quotidiennes de ceux qui entraient en désaccord avec cette politique » (: 2).

L'auteur critique le silence coupable et complice des principaux responsables du secteur socio-environnemental alors que les décisions gouvernementales anti-environnementales s'accumulent. Non seulement le ministère de l'Environnement perd sans résister de nombreuses batailles importantes, mais en plus, ces échecs répétés sont tus par les principaux représentants extra-gouvernementaux du secteur socio-environnemental, jugés trop proches des cercles du pouvoir.

Plinio (Greenpeace) dresse pour moi le bilan d'une situation qu'il juge « très compliquée » pour le secteur socio-environnemental. En effet, maintenant que ses « vieux amis » occupent les postes de décideurs, tout est devenu beaucoup plus délicat. Ceux qui sont « entrés » au gouvernement « font le jeu » de celui-ci et ont adopté sa vision bon gré, mal gré. D'après lui, « ils ont tous perdu en chemin leur pouvoir critique ». Mais ça n'est pas tout, les ONG pourvoyeuses de responsables gouvernementaux ont été « désactivées », elles ne participent plus avec la même force à la critique gouvernementale. Le problème s'aggrave encore car ceux qui sont aujourd'hui au gouvernement « connaissent déjà tout ». Ils sont au fait de la réalité et de la gravité des problèmes socio-environnementaux amazoniens. Comme s'en plaint Plinio : « Dans les premiers temps, on n'avait rien à leur apprendre. Qu'est-ce que tu veux qu'on leur dise ? Ils en savaient autant que nous sur la situation et les problèmes ». Le rôle d'expert et d'informateurs des ONG est considérablement atténué, « d'une certaine façon, ils n'avaient plus besoin de nous… enfin au début parce qu'après les choses changent. Nous on les suit, pas eux ». Finalement, même « quand ils ne savent pas », Plinio reconnaît que ses « vieux amis » refusent de prendre en compte les critiques qu'il leur adresse en privé. Lorsqu'il les formule publiquement, on l'accuse de « trahir » et même de « faire partie de la conspiration » contre les décideurs gouvernementaux. Plinio conclut « c'était beaucoup plus simple au temps de Felipe Henrique, à ce moment là au moins on était écouté… même si ça

n'allait pas plus loin. Mais au moins on savait qui on avait en face de nous ». Un chercheur de l'INPA appartenant également au secteur socio-environnemental signale que parallèlement, le MMA se voit aussi dans l'obligation de prendre, au moins formellement ses distances, par rapport aux ONG pourvoyeuses, sous peine de perdre sa légitimité et d'être taxé de « ministère des ONG » ou même « ministère des *ongueiros* infiltrés ».

Reprenant les mots de R. Poujade (1975), premier ministre de l'Environnement en France, on dira que le secteur socio-environnemental brésilien semble apprendre dans la douleur qu'« un ministre n'est pas un gouvernement, n'est pas le « pouvoir » ». Ce parallèle avec l'histoire de l'institutionnalisation de l'environnement en France est instructif. Il vient fort à propos rappeler que les difficultés aiguës rencontrées par les acteurs du secteur socio-environnemental ayant pris part au gouvernement Lula n'ont rien d'une spécificité tropicale. Au Brésil comme ailleurs, la question de la rencontre des intérêts sectoriels intra-gouvernementaux divergents conduit fréquemment au recul du souci environnemental (ou socio-environnemental). R. Poujade (*op. cit.*) l'exprime sous une forme éclairante :

> « Avec trois cents fonctionnaires et un budget minuscule, il me fallait infléchir – essayer d'infléchir !- la politique d'une douzaine de ministres, disposant d'administrations puissantes, et de très grands moyens. Alors qu'ils avaient en tête d'autres soucis, et non des moindres, il me fallait les amener à introduire, dans leur pensées et dans leurs actes, une dimension nouvelle de la politique : l'environnement ».
> […]
> À la vérité, chaque mois, chaque semaine de notre existence a été un combat. Je me suis efforcé de ne pas trop le laisser soupçonner, et cela pour deux raisons. Tout d'abord, je crois aux vertus de l'opiniâtreté. Une brève apparition ponctuée d'éclats et d'esclandres ne nous aurait en rien aidés à enraciner l'idée d'environnement dans le public, et à modifier les comportements de l'administration.
> La seconde raison c'est que je ne voulais pas décevoir toutes les bonnes volontés, pour qui la naissance et la survie du ministère étaient une sorte de miracle. Beaucoup de ceux qui avaient foi dans notre action se faisaient d'un ministère, une idée plus flatteuse qu'exacte. Un ministre n'est pas un gouvernement, n'est pas le « pouvoir ». Un gouvernement est rarement une équipe. Chacun joue sa partie, et cette partie est si complexe que l'arbitre n'a guère l'occasion de voir les fautes de jeu. Il arrive aussi qu'il n'ait pas envie de les sanctionner : la politique est un sport inéluctablement brutal. (: 20-36).

Ainsi, si l'élection de Lula et l'entrée au MMA d'acteurs partageant le souci de conservation de la Terra do Meio apparaît comme une opportunité inestimable pour la coalition d'influencer les politiques publiques de la région, on découvre, dans les faits, que tout n'est pas aussi simple. Aucun lien mécanique ne peut être établi entre le changement gouvernemental et la prise de décision fédérale en faveur de la conservation de la Terra do Meio. Les acteurs de la coalition devront agir pour transformer cette opportunité en marges de manœuvre effectives puis en un politique publique concrète de conservation.

2. La création progressive de marges de manœuvre

Comme en témoignent le premier semestre 2003, le rapport de force interministériel initial semble particulièrement défavorable au ministère de l'Environnement. Le mouvement socio-environnemental en général et les acteurs de la coalition en particulier connaissent une période des plus délicates. D'aucuns commencent à soupçonner, derrière la nomination de Marina Silva, la stratégie particulièrement habile du Président qui après s'être fabriqué un solide alibi socio-environnemental s'apprêterait à mener librement une franche politique « développementiste ». Ces inquiétudes sont encore renforcées par le comportement

« soumis », selon certains de mes interlocuteurs, de la Ministre de l'Environnement devant le Président. Alors que les défaites s'accumulent, la ministre ne cesse en effet de lui renouveler publiquement son soutien. Cette fidélité sans faille lui est fréquemment reprochée en coulisse. Certains y voient les traces d'un respect voire d'une adoration « mystique », « quasi religieuse », que la ministre vouerait à son Président et au passé de lutte sociale qu'il incarne.

2.1. La naissance du groupe de travail interministériel

C'est dans ce climat de crise du secteur socio-environnemental que sont divulguées (le 25.06.2003) les données des déboisements amazoniens pour la période s'étendant du mois d'août 2001 au mois juillet 2002. Les chiffres provoquent, une nouvelle fois, l'indignation nationale et internationale. Avec un total de 25 476 km², l'augmentation par rapport à la période antérieure (août 2000-juillet 2001) est de presque de 40 %. Le gouvernement Lula ne peut objectivement être rendu responsable de ces résultats qui sanctionnent la politique de l'équipe gouvernementale précédente. Mais la mauvaise nouvelle s'ajoute au ressenti à l'égard de la politique environnementale fédérale.

Quelques jours plus tard, l'INPE révèle les premières estimations pour la période en cours (août 2002-juillet 2003). Elles s'avèrent catastrophiques. Comme l'explique Michelo, cette diffusion prématurée n'est pas le fruit du hasard : « Nous avons tout fait pour avoir ces chiffres. La situation était déjà mauvaise. Et là on avait des informations qui montraient que ça serait pire […] les déboisements de l'année allaient être explosifs ». Ainsi, comme il le confie, la prise de connaissance des mauvais résultats l'a rendu « partiellement heureux, parce que je savais qu'on allait devoir réagir ». D'après lui, le gouvernement, mis au pied du mur par l'annonce du chiffre des défriches annuelles, n'a pas d'autres alternatives qu'agir et engager des mesures de changement ou se désavouer publiquement. Pour cette raison, Michelo se félicite de manière tout à fait sincère de la vague de critiques émises à l'époque par les membres du secteur socio-environnemental extra-gouvernemental, qui reprennent et commentent le mauvais résultat environnemental du gouvernement. Selon lui, la critique des ONG qui s'élève, après plusieurs mois de silence, relayées par la presse nationale et internationale, a représenté une « aide précieuse » qui a permis d'ouvrir des « fenêtres pour agir » (j'y reviendrai).

La réaction gouvernementale ne se fait effectivement pas attendre. Afin de répondre aux sombres prévisions et à la « gravité des faits », la présidence de la République accompagnée de la *Casa Civil*, du ministère de l'Environnement et du ministère des Sciences et Technologies décident de coordonner un « processus d'évaluation détaillé des données impliquant les principales institutions publiques et privées de recherche qui travaillent en Amazonie, afin d'évaluer des scénarios, tendances et proposer des mesures au gouvernement fédéral afin de renverser la tendance actuelle » (*Notícias do MMA*, 25.06.2003).

Quelques semaines plus tard, les représentants de différents ministères rencontrent des chercheurs d'institutions publiques (EMBRAPA, MPEG, IBAMA, INPA, SIPAM) et des experts d'organismes privés (IMAZON, IPAM, ISA). Tous les intervenants s'accordent sur un point central. La problématique des déboisements amazoniens n'est que le symptôme d'un mal plus profond qui n'est autre que l'absence de contrôle de l'État sur les terres publiques de la région. Autrement dit, tant que les terres continueront à apparaître comme « libres » aux yeux des investisseurs sans scrupules, la frontière pionnière avancera en Amazonie. Le gouvernement en tire alors les conclusions qui s'imposent. Quelques jours plus tard (02.07.2003), Marina Silva explique dans une conférence de presse qu'un plan de lutte contre

le déboisement va être rapidement mis en œuvre par le gouvernement fédéral. Ce dernier comportera « des actions structurantes, et pas seulement d'urgence, comme c'était le cas jusqu'à présent ». D'après la ministre, « Cette question est un des grands défis de la nouvelle gestion [gouvernementale] et doit être abordée par l'ensemble du gouvernement » (*Notícias do MMA*, 03.07.2003). Le programme de lutte contre les déboisements doit nécessairement impliquer les ministères dont les politiques sectorielles en sont les principales responsables : transports, agriculture, intégration nationale et réforme agraire.

Le lendemain, le Décret Présidentiel du 03.07.2003 institue le Groupe permanent de travail interministériel pour la réduction du taux de déboisement en Amazonie légale (Grupo Permanente de Trabalho Interministerial para a redução dos indices de desmatamento da Amazônia Legal – GT). Le groupe de travail coordonné par la *Casa Civil* est composé d'un total de treize ministères : ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, ministère des Sciences et Technologies, ministère de la Défense, ministère du Développement agraire, ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur, ministère de l'Intégration nationale, ministère de la Justice, ministère de l'Environnement, ministère des Mines et de l'Energie, ministère du Travail et de l'Emploi, ministère des Transports, ministère du Plan, du Budget et de la Gestion et le ministère des Relations extérieures.
Comme le commente un responsable du ministère de l'Environnement, la structure institutionnelle du GT est particulièrement révélatrice de la manière dont le MMA a réussi à reposer la question des déboisements en Amazonie. La coordination laissée à la *Casa Civil* ne doit pas s'interpréter comme la faiblesse du MMA qui serait reconnu incapable de porter un tel travail. Bien au contraire, comme il s'agit d'une véritable victoire, comme l'enseigne un responsable du MMA : « Le Plan ne doit pas être placé sous la responsabilité du MMA. Sinon, une nouvelle fois, le MMA sera le responsable des conséquences en termes de déboisement des autres politiques gouvernementales. […] Il ne faut pas ça devienne le « plan du MMA ». La responsabilité est celle du gouvernement. […] Le plan va permettre pour la première fois au MMA de rejeter les fautes qui ne sont pas les siennes ».

2.2. La revendication du secteur socio-environnemental

Alors que le gouvernement semble s'engager à petits pas sur la voie d'une lutte effective contre l'avancée des déboisements en Amazonie, les acteurs du secteur socio-environnemental réussissent, de leur côté, à sortir de la crise qu'ils traversent, réaménageant une certaine distance critique au gouvernement fédéral. Ils parviennent alors à réagir et collectivement « remettent la pression » (entretien) sur l'exécutif fédéral.

Selon Alexandra (ISA), les membres de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio et tout particulièrement l'ISA, ont employé leurs efforts lors du second semestre 2003 à « porter la question de la Terra do Meio dans tous les forums nationaux ». À chaque événement où il est question d'Amazonie, de conservation des ressources naturelles, de populations traditionnelle, de terres indigènes ou d'aires protégées, l'ISA expose systématiquement le cas de la Terra do Meio. L'effet recherché est double. Il s'agit de « démultiplier » le nombre de personnes qui peuvent défendre « à tout moment » la problématique de la Terra do Meio. L'objectif est aussi d'incorporer cette problématique aux revendications portées par les entités d'ordre supérieur telles que le Forum brésilien des ONG et mouvements sociaux pour l'environnement et le développement (Fórum Brasileiro de

ONGs e Movimentos Sociais para o Meio Ambiente e Desenvolvimento – FBOM)[185]. Cette reprise par le forum est facilitée par le fait qu'Alexandra (ISA) est la coordinatrice de l'un de ses plus importants Groupes de Travail (GT) : le GT-Forêts.

Pour sa coordinatrice, le GT-Forêt fait figure à part au sein du FBOM, principalement en raison de ses « succès historiques ». Son expertise en matière forestière est de notoriété nationale et internationale. Ses participants me racontent avec euphorie leurs « plus grandes batailles », les « victoires marquantes » ou les « grandes campagnes » qu'ils ont menées. Pour la coordinatrice de l'ONG The Nature Conservancy Brésil (TNC-Brésil), le GT-Forêt est « une place forte des groupes environnementalistes au Brésil ». Afin de comprendre, sans trop s'y attarder, le ressort et le fonctionnement de cette forme d'action collective, ainsi que l'importance qu'elle a pu jouer pour la coalition élargie en faveur de la conservation socio-environnementale de la Terra do Meio, j'en proposerai une analyse en deux temps.

2.2.1. Activer la relation latente et agir ensemble

Tout d'abord, il m'a semblé que le rassemblement des acteurs du secteur socio-environnemental autour du GT-Forêts et la reprise de distance critique vis-à-vis du gouvernement qu'il permet, méritait quelques éclaircissements. Pour cela, je ferai appel à l'interprétation des multiples significations du conflit proposée par le sociologue allemand G. Simmel (2003[1912]). Plus précisément, je dirai que l'opposition des membres de la coalition élargie pour la conservation socio-environnementale de la Terra do Meio à la pastoralisation de la région aura trois fonctions intimement liées entre elles.

La première est une fonction unificatrice. Elle permet de comprendre comment les acteurs du secteur socio-environnemental, mécontents de la gestion actuelle du territoire du Sud-Pará ont pu se retrouver, se rapprocher et s'organiser au sein du GT-Forêt. En effet, pour G. Simmel (*op. cit.*), le conflit joue une puissante fonction de rassemblement. Comme il le rappelle, chaque individu a déjà fait l'expérience, lorsque s'ouvre un conflit, de la nécessité de « rassembler ses esprits », « rassembler ses forces » ou même « rassembler son courage » afin de les mettre en œuvre à tout instant pour répondre aux impératifs de la situation. Il en va de même pour le groupe :

> « dans les périodes d'agression et de défense, s'il fallait à chaque fois rassembler et organiser les mouvements contradictoires des parties constituant l'ensemble, cela serait une perte de forces et de temps ; de sorte qu'à présent l'homme tout entier doit accepter que la concentration soit la forme représentant sa position intérieure de combat et sa chance de remporter la victoire. La même situation exige du groupe

[185] Le FBOM a été créé en 1990 afin de faciliter la participation de la société civile à la CNUED. Lors du processus de préparation, le FBOM s'est révélé un forum particulièrement dynamique, producteur de réflexions et de documents capables d'interpeler les principaux responsables nationaux et internationaux. Cette plate-forme socio-environnementale s'est ainsi affirmée comme un des principaux interlocuteurs représentatifs de la société civile brésilienne. Suite au succès du forum pour la préparation et le suivi de la CNUED, ses principaux membres décidèrent de poursuivre l'expérience et même de la consolider par une structuration accrue du forum en axes de réflexion thématiques. À l'occasion des réunions préparatoires de la Conférence Mondiale des Nations Unies sur le Développement Durable de Johannesburg (2002), le FBOM décide de créer sept groupes de travail (GT) destinés à fournir des évaluations thématiques détaillées de la situation socio-environnementale brésilienne. Depuis 2005, le FBOM comporte 12 GT : Agenda 21, eau, commerce et environnement, éducation environnementale, énergie, forêts, jeunesse, législation environnementale, changement climatique, chimie, socio-diversité et tourisme durable. Chaque GT possède sa dynamique propre. Ils se réunit entre une et trois fois l'an. La Rencontre nationale du FBOM réunit annuellement les différents GT pour une mise en discussion collective des différents thèmes et de leur évolution. Depuis plusieurs années, le FBOM a activement participé, via ses GT, aux processus législatifs et aux débats sur les projets de loi comme celui du Système national des unités de conservation, des Brevets, des Crimes environnementaux, de la Gestion des forêts, de la Politique nationale sur le changement climatique, du Code Forestier.

> la même conduite, sur le plan formel. En cas de conflit, cette nécessité de centraliser, de resserrer fermement tous les éléments, qui seule permet de les utiliser selon les besoin du moment sans perdre de force ou de temps – s'impose tout naturellement » (*ibid.* : 108-109).

Pour décrire cette dynamique qui pousse les acteurs à se rassembler, l'auteur parlera d'« impulsion unitaire », de « puissance unificatrice ».

Il convient de noter que cette dynamique de rapprochement prend aux yeux de l'auteur un sens sociologique tout à fait particulier, dans le cas où le groupe dans son ensemble entre dans un rapport antagoniste avec une force extérieure à lui, resserrant alors ses liens et renforçant son unité, dans sa conscience et son action (cas différent de celui où chaque élément du groupe à son ennemi, celui-ci étant le même pour tous). Dans ce cas de figure, le conflit aura pour conséquence première « d'activer la relation latente et l'unité ». C'est sans doute ce que l'on peut observer dans le cas du GT-Forêts, puisque ses membres se connaissent déjà, appartiennent au même secteur socio-environnemental brésilien, partageant en cela ce que l'on décrira comme une relation latente d'unité. Alors, par le conflit, le groupe sera amené à dépasser les divergences, compétitions et écarts individuels qui caractérisent la constellation des ONG et associations du secteur socio-environnemental brésilien (Buclet 2002).

Ca n'est pas tout. Une dernière fonction du conflit me permettrait d'expliquer, ou moins en partie, comment les acteurs de la coalition élargie ont retrouvé leur distance critique vis-à-vis du gouvernement, dans le cadre du GT-Forêt. Comme le note G. Simmel (*op. cit.*), le conflit permettra à une « unité existante » de se concentrer plus énergiquement sur elle-même « éliminant tous les éléments qui pourraient brouiller la netteté de ses contours face à l'ennemi » (: 122). En effet, un groupe de taille réduite (comme c'est le cas du GT-Forêt) aura besoin d'exiger des pour ou des contre tranchés. Pour lui, les éléments hésitants ou conditionnels sont dangereux car ils risquent de remettre en cause l'action de tout le groupe. Ainsi, il sera souvent profitable au groupe de se débarrasser, de prendre ses distances par rapports aux membres portés aux médiations et compromis, comme semblent l'être, durant cette période, les acteurs gouvernementaux du ministère de l'Environnement. Je présenterai la manière dont cette reprise stratégique de la critique en faveur de la conservation socio-environnementale de la Terra do Meio s'est mise en place dans la pratique dans les paragraphes qui suivent.

2.2.2. Incorporer la Terra do Meio à « ce qui est commun » et prendre sa défense

Les fonctions remplies par le GT-Forêt sont multiples et se recouvrent partiellement. Je tenterai, à partir des entretiens réalisés auprès de plusieurs de ses membres les plus actifs, d'en exposer la logique. Elle me permettra de rendre compte de la manière dont la conservation de la Terra do Meio, portée initialement par l'ISA (et les membres de la coalition restreinte), a pu être incorporée aux revendications défendues collectivement par les membres non-gouvernementaux de la coalition élargie.

Le GT-Forêt est avant tout un lieu ouvert aux discussions, aux échanges d'idées et d'expériences : « ça permet de prendre du recul dans ce qu'on fait et de connaître d'autres points de vue » dira un de ses membres. C'est aussi un moyen pour des acteurs appartenant à des institutions différentes, aux stratégies et objectifs toujours spécifiques d'identifier un noyau de quelques propositions qui leur est commun. Alexandra évoque, pour décrire ce procès, la « construction d'un noyau commun » de propositions. Cette entente minimale est déterminante pour la stratégie collective.

Elle permet aux entités fédératives de jouer un rôle de représentation à l'occasion de négociation avec les membres du gouvernement. Comme le reprend Stefano (CPT-Altamira) :

« on peut envoyer des lettres de réclamation et toucher des institutions plus importantes ». Des campagnes entières peuvent être menées en commun et/ou au nom de tous.
Mais la construction de ce qui est commun évite également que les acteurs du secteur socio-environnemental ne jouent les uns contre les autres. En raison de leur diversité, les institutions qui constituent ce secteur n'ont pas les mêmes exigences sur tous les sujets. Ce qui pour l'un est un point non négociable avec le gouvernement, peut l'être pour l'autre. Sans coordination et adoption d'une « orientation politique commune », le gouvernement pourrait toujours gagner l'appui d'un membre du secteur socio-environnemental afin de légitimer son action dans l'espace public. Pour parer à cet « effet participation ou consultation », chaque institution est donc amenée à présenter et défendre devant le groupe, les points qui lui paraissent cruciaux pour son action, et au sujet desquels les autres membres ne pourront transiger. C'est ce que fera l'ISA avec la Terra do Meio qui, une fois intégrée au socle commun, pourra alors être défendue par l'entité fédérative.

Alors que les premières réunions du Groupe permanent de travail interministériel pour la réduction du taux de déboisement en Amazonie légale sont organisées, le FBOM et plusieurs autres entités fédératives du secteur socio-environnemental rédigent une lettre revendicative, datée du 17 octobre 2003, et adressée au président de la République brésilienne. Elle s'ouvre sur ces mots :

> « Monsieur le Président,
>
> Nous souhaitons exprimer, en caractère d'urgence absolue, le désaccord de la société civile organisée avec les décisions successives du gouvernement – l'expansion de la frontière agricole sur les forêts brésiliennes, l'inclusion dans le Plan pluriannuel (PPA) 2004-2007 de nombreuses infrastructures pouvant aggraver le déboisement de l'Amazonie et la concentration foncière, la libération des plantations d'organismes génétiquement modifiés, l'omission des questions de changement climatique, la menace à l'intégrité des terres indigènes, entre autres -, qui contredisent votre programme, fragilisent les politiques socio-environnementales, rendent inopérantes les mesures de transversalité proposées par la ministre Marina Silva, compromettent les initiatives positives présentées par le MMA pour la mise en place de ces politiques et provoquent l'érosion de la crédibilité du gouvernement dans l'opinion publique brésilienne et étrangère » (FBOM 2003).

Les signataires en viennent à proposer une série de mesures « urgentes et concrètes » que le gouvernement est invité à prendre au plus tôt. On relèvera : « un combat décidé contre le déboisement et les frontières prédatrices avançant sur notre territoire national », « le renforcement du ministère de l'Environnement et du système national de l'Environnement ». Par cette lettre, le secteur socio-environnemental réaffirme son appui aux initiatives du MMA mais critique ouvertement les choix politiques faits par le gouvernement.

Se joue ici ce qu'Alexandra (ISA) qualifie de « jeu marié » et qui rapproche entre eux les acteurs du secteur socio-environnemental intra et extra-gouvernementaux. La critique telle qu'elle s'exerce dans la lettre, vise à augmenter les marges de manœuvre du MMA lors des négociations interministérielles. Les acteurs de la société civile tente au travers de leur manifestation de rééquilibrer le rapport de force défavorable au MMA à l'intérieur du gouvernement Lula. Une telle stratégie se développe sur quatre temps. Lors du premier, le MMA n'arrive pas à faire entendre sa voix dans la cacophonie interministérielle. Alors que les défaites s'accumulent, les acteurs du secteur socio-environnemental extra-gouvernementaux exercent leur pouvoir critique contre les arbitrages politiques rendus. Le poids de la mobilisation et de la critique permet au MMA de « basculer », c'est-à-dire de se positionner en médiateur entre le gouvernement et les représentants extra-gouvernementaux du secteur socio-environnemental. Le gouvernement est alors mis devant ses responsabilités,

ou « dos au mur ». Le rapport de force interministériel s'en trouve, momentanément, inversé. Un arbitrage en faveur du ministère de l'Environnement est pris. Comme l'observe B. Buclet (2006), l'alliance faite avec les ONG permettent aux bureaucrates dominés du MMA, de gagner un peu plus de poids dans les négociations interministérielles.

2.3. La publicisation de la Terra do Meio

Un dernier aspect permet de comprendre comment les membres de la coalition élargie sont progressivement parvenus à accroître leurs marges de manœuvre en faveur de la conservation de la Terra do Meio. Pour cela, j'observerai que les acteurs de la coalition élargie ont repris, poursuivi et amplifié le processus d'étiquetage comme déviant des acteurs de la frange pionnière du Xingu-Iriri (cf. section B-2.2.1), entamé par l'ISA au travers du rapport ISA-MMA (*op. cit.*). En effet, comme le précise H. O. Becker (*op. cit.*), l'étape cruciale de la carrière du déviant survient lorsque le transgresseur est pris et publiquement désigné comme déviant.

Le caractère déviant ou non d'un acte dépend fondamentalement de la manière dont les autres y réagissent. Evoquant un fameux exemple emprunté à l'étude des Trobriandais menée par B. Malinowski (1989[1922]), H. O. Becker (*op. cit.*) conclut : « Vous pouvez commettre un inceste clanique et n'avoir à subir que des commérages tant que personne ne porte une accusation publique ; mais si cette accusation est portée vous serez condamné à mort. » (: 35). On saisit ici l'importance prise par la publicisation des phénomènes transgressifs.

Afin d'accompagner l'évolution de la publicisation et des dénonciations publiques de la gestion effective de la Terra do Meio, j'ai choisi d'analyser la banque de données historique des *Notícias da Amazônia* constituée par l'ONG Amigos da Terra - Amazônia Brasileira. Ce choix n'est pas anodin, puisque l'ONG s'est spécialisée, depuis une quinzaine d'années dans l'amplification et la diffusion des nouvelles socio-environnementales touchant à l'Amazonie. Elle s'est en particulier révélée le principal acteur responsable de la publicisation des problématiques liées à la conservation de la Terra do Meio.
L'ONG Amigos da Terra – Amazônia Brasileira a été créée en 1989. La mission assumée par l'organisation est la « promotion de l'usage soutenable des produits forestiers, la prévention des incendies, l'appui aux communautés isolées, la formulation et l'accompagnement des politiques publiques » (http://www.amazonia.org.br). Depuis le début des années quatre-vingt-dix, l'ONG a fait du suivi quotidien des politiques publiques en Amazonie brésilienne une de ses priorités. Ce travail de veille et d'évaluation permet d'articuler efficacement une ample diffusion d'informations et l'élaboration de propositions pour les décideurs. Un des instruments cardinaux de cette stratégie est le bulletin informatif quotidien *Notícias da Amazônia* (littéralement « Nouvelles de l'Amazonie », disponible à l'adresse newsletter@amazonia.org.br). Ainsi, l'ONG diffuse chaque jour un florilège d'une dizaine d'articles concernant l'Amazonie (surtout brésilienne), parus dans la presse locale, régionale, nationale ou internationale. Les *Notícias da Amazônia* accordent aussi une place de choix aux articles écrits par les journalistes d'investigation ou membres d'ONG (locale, régionale, nationale ou internationales), les scientifiques (brésiliens ou étrangers). On y retrouve également les principaux communiqués de presse des ministères, institutions publiques nationales ou agences internationales. Au total, les *Notícias da Amazônia* comptent (en décembre 2006) pas moins de six cent seize sources différentes.

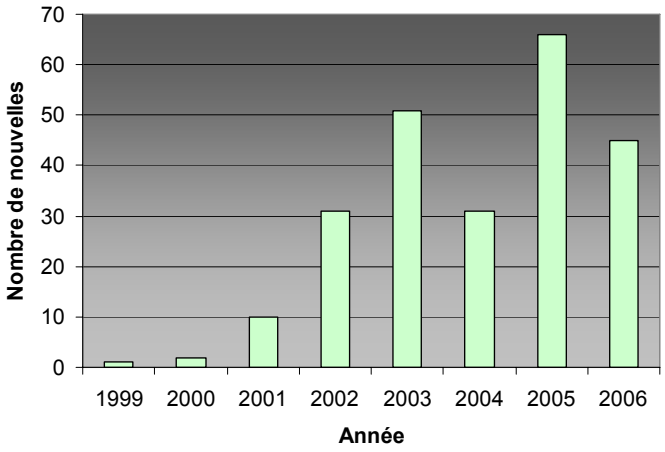
La recherche dans la base de donnée s'effectue, comment souvent, par mot-clé. Après plusieurs essais, j'ai choisi d'organiser ma recherche autour du mot « Xingu ». Entre 1999 et

2006, ce terme est apparu dans 1 447 articles des *Notícias da Amazônia*. Après consultation un à un des articles, j'ai sélectionné ceux traitant spécifiquement de la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio[186]. Les résultats obtenus sont présentés dans la figure 103 et le tableau 22.

La période 2000-2003 est marquée par une publicisation croissante des dénonciations de la gestion effective du territoire et des ressources naturelles dans les *Notícias da Amazônia* (moins de cinq nouvelles en 2000 et plus de cinquante en 2003). Ainsi, en 2003, un lecteur quotidien des *Notícias da Amazônia* rencontrait en moyenne un article par semaine (tous les sept jours exactement) consacré à la Terra do Meio. Après une diminution de la critique publique en 2004, l'année 2005 sera celle de l'attention de la plus soutenue, une nouvelle paraissant alors dans les *Notícias da Amazônia* tous les six jours en moyenne.

La mise en accusation publique grandissante des acteurs de la frontière pionnière peut encore être analysée en s'attachant à la succession et l'articulation des thématiques abordées (figure 104) dans les articles diffusés par les *Notícias da Amazônia*.

Figure 103 – Occurrence des articles sur la Terra do Meio dans les *Notícias da Amazônia*



Source : à partir des données Amigos da Terra – Amazônia Brasileira

Tableau 22 - Fréquence moyenne annuelle de la parution d'articles sur la Terra do Meio dans les *Notícias da Amazônia*

Année	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Fréquence (nombre de jours)	365	183	37	12	7	12	6	8

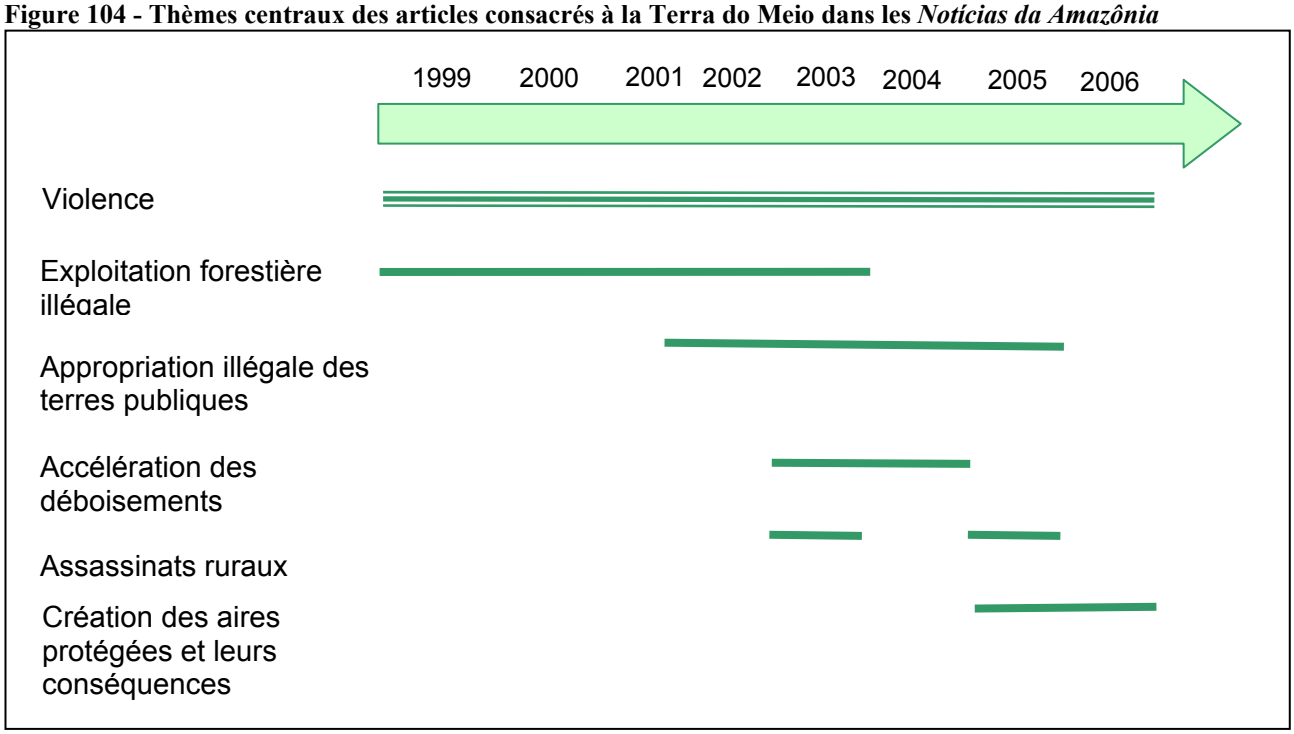
Source : à partir des données Amigos da Terra – Amazônia Brasileira

L'étude des thèmes fait ressortir la prégnance année après année de la problématique de la violence. Elle représente le moyeu des dénonciations publiques concernant la Terra do Meio. Toujours présente, elle articule entre elles les autres problématiques ou les renforce. La violence décrite prend quatre formes distinctes : celle perpétrée par les protagonistes de la frontière pionnière contre les *ribeirinhos*, celle perpétrée contre la forêt, celle qui oppose entre eux les pionniers dans leur lutte pour la conquête des ressources naturelles et celle inhérente au processus de formation des *fazendas* décrite comme travail esclave. Au travers de cette publicisation soutenue, violence est décrite comme l'attribut essentiel que partageraient tous

[186] Il s'agit de tous les articles portant la mention « Terra do Meio » ainsi que tous ceux se référant explicitement à la gestion du territoire et des ressources naturelles de la région de la Terra do Meio selon la définition donnée par l'ISA-MMA (2003).

les acteurs de la frange pionnière. Elle est leur étiquette commune et semble nier toute distinction entre les acteurs locaux.

Figure 104 - Thèmes centraux des articles consacrés à la Terra do Meio dans les *Notícias da Amazônia*



Source : à partir des données Amigos da Terra – Amazônia Brasileira
Rq. Les « assassinats ruraux » sont bien évidemment les formes extrêmes de « violences sociales ». En raison de l'importance qui leur a été accordée j'ai fait le choix de les distinguer formellement.

Les titres des articles consacrées à la Terra do Meio publiés dans les plus grands quotidiens régionaux et nationaux, systématiquement repris dans les *Notícias da Amazônia*, en disent long sur la publicité faite de cette région dont tous les habitants semblent désignés comme des tueurs ou *grileiros* en puissance : : « Le gang qui volait l'acajou des terres indigènes est capturé dans le Pará » (*A Crítica*, 16.11.2001), « Le secrétaire de Défense du Pará envoie des policiers pour la zone de conflit de São Félix do Xingu » (*O Liberal*, 20.06.2002), « Le Pará aurait déboisé 30 000 terrains de football, selon l'Opération Xingu » (*O Liberal*, 20.08.2002), « L'Amazonie saigne : de sève et de sang » (*Jornal Pessoal*, 22.09.2003), « Des signaux d'alerte dans le sud du Pará » (*Agência do Estado*, 05.11.2003), « Le crime organisé annonce la vende de terres du Pará via internet » (*O Liberal*, 10.11.2003), « Une bande de tueurs à gage est emprisonnée dans le Pará (*Jornal do Brasil Online*, 14.11.2003), « Huit morts par balle dans une fazenda du sud du Pará » (*O Liberal*, 15.09.2003), « Une population qui s'est faite à la violence » (*O Estado de São Paulo*, 17.09.2003) « Où la loi ne vaut rien et la mort coûte 100 R$ » (*O Estado de São Paulo*, 21.09.2003), « Avelino, 73 ans, expulsé de chez lui par balles » (*O Estado de São Paulo*, 21.09.2003), « Un groupe aurait pu en exécuter encore 13 dans le Pará » *(O Estado de São Paulo*, 17.09.2003), « Trente-et-un travailleurs ruraux ont été assassinés dans le Pará cette année » (Adital, 18.09.2003), « Déboisement, invasions et grillonages dévastent Altamira, Pará » (Amigos da Terra, 16.06.2004), « Des grilloneurs terrorisent les communautés riveraines de la Terra do Meio (PA) (ISA, 31.01.2005), « Opération de guerre dans la Terra do Meio » (*Diário do Pará*, 19.08.2005), « La violence verbale du grileiro do Xingu » (*Jornal Pessoal*, 13.10.2005), « La Nature attaquée dans le sud du Pará, 12.10.2005), « Des policiers verbalisent un mégadéboisement dans le Pará » (*Agência do Estado*, 18.10.2005), « La pate du bœuf détruit la forêt » (*Diário do Pará*, 29.11.2005).

Si l'action coalisée permet, grâce à la « pression » exercée sur le gouvernement fédéral, de dégager de nouvelles marges d'action en faveur de la conservation de la Terra do Meio, ces dernière ne peuvent donner lieu à un changement effectif de politique publique qu'à la condition d'être saisies, investies, en pratique par un acteur particulier qui prendra le risque de l'action stratégique. C'est à l'analyse de cette prise d'initiative intra-gouvernementale que sera consacrée la section à suivre.

3. L'action stratégique pour la conservation de la Terra do Meio

Intéressé par le sujet, je ne manque jamais d'évoquer, dès que l'occasion se présente, aux détours d'entretiens ou de conversations informelles, la remise en cause profonde que représente pour moi la création des aires protégées de la Terra do Meio dans le contexte si particulier de la frontière pionnière amazonienne. Alors que je m'interroge, et interroge, sur les diverses épreuves que le projet de création des espaces protégés a dû traverser, tous mes interlocuteurs y ayant pris part (fonctionnaires du MMA, agents de l'IBAMA, employés de la SECTAM, membres du secrétariat spécial de la Production de l'État du Pará, représentants de l'association XINGURI, dirigeants d'ONG ou d'associations) s'accordent unanimement pour souligner, indépendamment de leur évaluation personnelle du résultat atteint, le rôle clé joué par João Paulo Capobianco (secrétaire de la Biodiversité et des Forêts du ministère de l'Environnement - SBF/MMA). Tous saluent unanimement son « investissement », sa « persévérance », sa « détermination », sa « volonté ». Ses partisans louent et admirent sa « vision » dans la « lutte », qui les a conduits à la « victoire ». Ses opposants reconnaissent sa « ténacité », sa « combativité » et son « pouvoir d'autorité naturel ». Alors que je décide d'en savoir un peu plus sur celui que je n'aurai jamais la chance de rencontrer en personne, les descriptions se multiplient. Pêle-mêle, on me décrira « Capo » comme quelqu'un :

- de « très stratégique, agressif sans aucun doute, qui a le courage de proposer et parfois d'imposer ses opinions » (collaborateur du MMA) ;
- « qui sait profiter du *timing* pour réussir » (collaborateur du MMA) ;
- « d'une grande expérience dans son domaine » (responsable de l'IBAMA) ;
- « qui sait où il veut arriver » (responsable d'une ONG) ;
- « de sérieux, qui sait écouter mais qui reste ferme » (association XINGURI) ;
- « à l'intuition spéciale » (ancien collègue de l'ISA) ;
- « qui ne peut pas toujours expliquer tout ce qu'il fait, mais qui le fait car il le sent » (collaborateur du MMA) ;
- qui « a trouvé sa place au MMA, parce qu'ici la chose la plus facile qui puisse arriver c'est qu'il n'arrive rien. C'est lui qui décide dans ce bordel de gouvernement ! » (collaborateur du MMA) ;

À plusieurs reprises on me décrit ses colères, ses coups de sang, ses coups de poing sur la table (des négociations) ou encore la mine déconfite de ses « sergents » traversant les couloirs du MMA et regagnant leur bureau après une réunion un peu « agitée » avec « le chef ». Car l'homme a su s'entourer. Selon les mots de l'un de ses accesseurs, une « *task force* » (un corps expéditionnaire dans le vocabulaire militaire) a été créée au sein du SBF/MMA, à la faveur d'une restructuration du service, permettant de « concentrer beaucoup d'énergie dans la lutte contre le déboisement ». Comme le décrit un membre du groupe, tous les profils ont été réunis afin de répondre à la diversité des problèmes à traiter en urgence : avocat, écologue,

agronome, sociologue et économiste[187]. Les conditions pour en faire partie sont simples : « être super motivé », « compétent évidemment », « supporter la pression » et « dire adieu à ses soirées et ses fins de semaine ». Comme plusieurs salariés du SBF/MMA s'en plaignent, ce groupe de personnes est le seul à approcher le secrétaire en personne qui reste une personne souvent décrire comme inaccessible, fier et dédaigneuse. La capillarité du SBF/MMA est très réduite, seuls les membres de la *task force* sont au courant de l'agenda et de la stratégie du secrétariat. Les échelons inférieurs avouent répondre au coup par coup, aux tâches qui leur sont confiées, sans bien saisir parfois de quoi il retourne. Dans tous les cas, c'est souvent « dans l'urgence » (sic) qu'ils sont mobilisés. L'un des techniciens se comparera même à un « bouton », sur lequel les « chefs » appuient quand ils ont en besoin.

Dans son travail, Capo s'appuie sur un service particulier, la direction du Programme national des aires protégées (DAP) dirigée par Michelo. C'est dans cette direction qu'une unité a été considérablement renforcée quelques mois à peine après l'arrivée de Capo aux commandes du SBF/MMA, il s'agit du laboratoire de cartographie et d'analyse des images satellites. Le responsable de la *task force*, Marcio, explique : « c'est pour se créer des marges d'action, des marges de négociation face aux autres ministères ». L'objectif explicitement visé est de « pouvoir faire appel aux arguments techniques pour imposer nos idées et créer des aires protégées ».

Le lecteur aura sans doute pressenti où je veux en venir. Comme nous l'avons vu plus haut la géographie et la cartographie servent, entre autre, à faire la guerre (Lacoste *op. cit.*). La constitution d'un groupe d'élites venant appuyer dans ses choix et ses actes celui décrit comme un héros, un meneur d'hommes nous ramène à la figure du conflit. Le processus d'héroïsation de Capo, ainsi que les référentiels guerriers employés par ses collègues pour décrire leur action ne relève pas, à mon sens, de la simple figure de style romanesque. Ceux qui l'utilisent n'ont pas non plus les allures d'« agonophiles » invétérés. Pourtant, une même thématique affleure dans chacun des entretiens que j'ai pu réaliser avec les cadres du MMA, celle du combat, de la bataille, de l'état de guerre. La place considérable également accordée aux qualités morales du *leader* charismatique m'a conduit à adopter une ligne d'analyse par laquelle je rapprocherai le processus de création des UCI de la Terra do Meio des travaux d'un des principaux théoriciens de la guerre, C. von Clausewitz (1955[1832]). Comment en effet ne pas être tenté de reconnaître, sous les traits de Capo, la figure du chef de guerre clausewitzien ? Pourquoi ne pas s'essayer à rendre compte de l'action de ce dernier et de ses partenaires de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio à partir du système conceptuel, touffu, élaboré par l'homme de guerre prussien ? Qu'en ressortira-t-il ?

Ce recadrage, que d'aucuns jugeront hasardeux ou aventureux, ne l'est en vérité pas tant qu'il y paraît. Il s'inscrit en effet dans le sillon des recherches en analyse stratégique de la gestion de l'environnement réalisées depuis une quinzaine d'années. L. Mermet (2006a) ne reconnait-il pas que la réflexion de Carl Von Clausewitz a durablement influencé sa posture d'analyste stratégique ? Ca n'est donc pas un hasard si après plusieurs années de réflexion et d'une pratique personnelle de l'ASGE, je trouve dans l'œuvre de C. Von Clausewitz des clés d'analyse particulièrement éclairantes pour mon cas d'étude. Il convient de préciser, afin d'éviter toute confusion, que cette approche « stratégique » au sens fort (telle qu'elle est employée dans le domaine militaire) de la problématique environnementale se distingue

[187] On retrouve ici le mode d'action et d'organisation par mission que le nouveau secrétaire du SBF/MMA a introduit au ministère, à partir de sa longue expérience de membre et responsable d'ONG. En effet, João Paulo Capobianco a rejoint l'ISA (dont il est devenu l'un des coordinateurs et membre du conseil directeur) après avoir été directeur exécutif de la Fondation SOS Mata Atlântica (qu'il a fondé en 1986).

nettement de son emploi devenu commun dans sa forme affaiblie (sans connotation péjorative), telle qu'on la retrouve dans la « stratégie mondiale pour la conservation » publiée par l'UICN (1980). Comme le souligne L. Mermet (2007[1998]), dans le recours à la stratégie au sens faible « tout se passe comme s'il n'y avait pas d'adversaires actifs et intelligents, mais seulement ceux, inertes et abstraits, que sont l'ignorance, l'inattention, la routine. Il s'agit de protéger l'environnement, mais on ne voit pas très bien contre qui. » (: 189) Or, comme on l'a vu dans le chapitre 3, il existe de fait des acteurs mais surtout des systèmes d'actions opposés à la conservation de la Terra Meio. C'est pour y répondre que l'acteur d'environnement coalisé devra développer une stratégie au sens fort.

L'usage de la théorie de la guerre dans la poursuite de l'étude de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio, ne doit donc pas apparaître comme une excentricité provocatrice de ma part, mais plutôt comme l'approfondissement, la poursuite d'une réflexion stratégique menée sur le système de gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio.

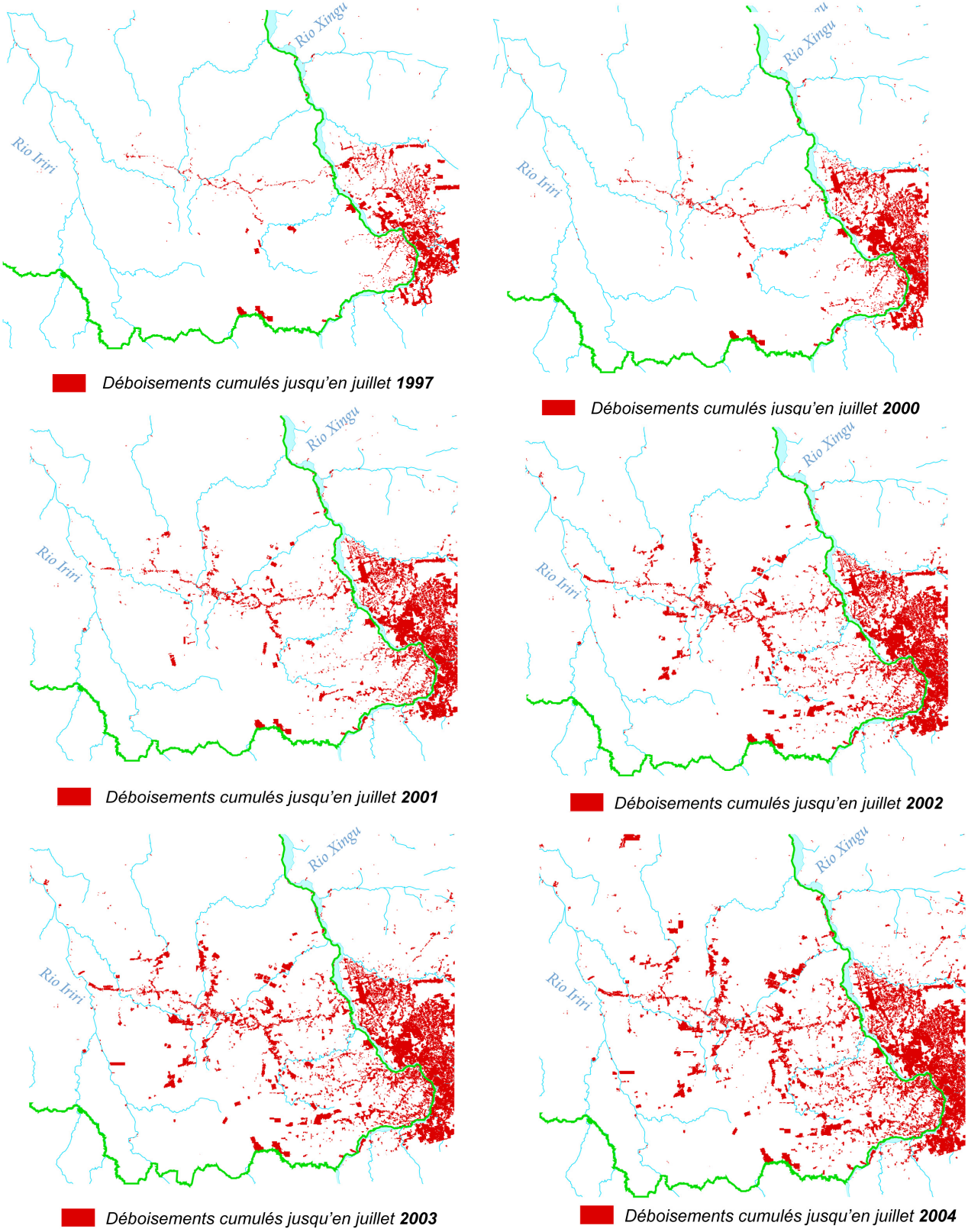
3.1. La grande stratégie amazonienne

Je me suis efforcé jusqu'à présent de centrer mon raisonnement sur le cas d'étude de la Terra do Meio. Mais, lorsque João Paulo Capobianco, l'un des principaux participants de l'expertise (ISA-MMA 2003) devient secrétaire de la Biodiversité et des Forêts du ministère de l'Environnement, la question de l'action coalisée pour la conservation de la Terra do Meio prend une nouvelle tournure, elle s'en trouve requalifiée. Pour suivre cette évolution, il est nécessaire, au moins momentanément, de replacer l'action en faveur de la conservation de la Terra do Meio dans la stratégie amazonienne globale du SBF/MMA. Pour aborder ce changement d'échelle, je commencerai par revenir sur quelques concepts clés de la théorie clausewitzienne de la guerre.

3.1.1. Quand commence la guerre ?

Dans le livre VI de « De la guerre », Clausewitz énonce clairement le principe selon lequel le point de départ de la guerre n'est pas l'attaque, mais la défense. Selon lui, « La guerre a plutôt une raison d'être pour le défenseur que pour le conquérant, car la guerre ne commence pas avant que l'invasion ait suscité la défense. Un conquérant est toujours l'ami de la paix (comme Bonaparte le disait constamment de lui-même) ; il voudrait bien faire son entrée dans notre État sans opposition. Pour l'en empêcher nous devons choisir la guerre » (: 416). La dissymétrie conceptuelle introduite par l'auteur peut surprendre. Elle me paraît pourtant particulièrement adaptée au cas amazonien. En effet on entend régulièrement parler de la « guerre déclenchée contre les déboisements », mais on évoque rarement la guerre « lancée contre la forêt » par les franges pionnières pastorales, comme l'illustre l'avancée territoriale des déboisements dans le sud-est de la Terra do Meio (figure 105). Tout se passe comme si l'avancée pionnière ne portait pas en elle le germe d'un conflit qui ne serait déclenché que lorsque des acteurs se mobilisent contre la destruction de la forêt amazonienne. Mais alors qu'est-ce que la guerre ?

Figure 105 – La conquête du territoire par les défriches forestières



Source : auteur à partir des données INPE

3.1.2. Qu'est-ce que la guerre contre les déboisements amazoniens illégaux ?

Pour expliciter sa conception profonde de la guerre, l'auteur met en scène à plusieurs reprises deux lutteurs :

> « Ne commençons pas par une définition de la guerre lourde et pédante ; bornons-nous à son essence, au duel. La guerre n'est rien d'autre qu'un duel à une plus vaste échelle. Si nous voulions saisir en une seule conception les innombrables duels particuliers dont elle se compose, nous ferions bien de penser à deux lutteurs. Chacun essaie, au moyen de sa force physique, de soumettre l'autre à sa volonté ; son dessein immédiat est d'abattre l'adversaire, afin de le rendre incapable de toute résistance. La guerre est donc un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté. » (: 51).

La guerre n'est donc pas une fin en soi. Elle n'est que le moyen suborné à une fin supérieure qui est d'imposer par la force sa volonté à l'ennemi et ainsi restaurer la paix, ou plutôt, une certaine paix. Les opérations militaires n'ont pas comme objectif en soi la conquête du territoire[188] mais, je le répète, l'imposition de sa volonté à l'ennemi. Dans ces conditions, le désarmement de l'adversaire devient l'objectif primordial des opérations militaires pour imposer une volonté que jusqu'alors l'ennemi refusait de respecter : « Pour que l'adversaire se soumette à notre volonté, il faut le mettre dans une situation plus défavorable que ne serait le sacrifice que nous lui demandons. » (: 51). Le fait de placer la guerre au deuxième échelon de la hiérarchie conceptuelle a été souvent résumé par la sentence bien connue de l'auteur selon laquelle « la guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens ».
Mais, le moyen qu'est l'action militaire est lui-même structuré selon la dichotomie moyen/fin que l'on retrouve dans le couple tactique/stratégie. Pour C. Von Clausewitz : « la tactique est donc la théorie relative à l'usage des forces armées dans l'engagement. La stratégie est la théorie relative à l'usage des engagements au service de la guerre. » (:118) La stratégie est l'art de la bonne préparation et du bon usage des combats. Elle en détermine le lieu, le moment et les effectifs en présence. La victoire militaire est le moyen de la stratégie et la fin de la tactique. La tactique ayant elle-même comme moyen l'emploi des forces armées. La guerre selon Clausewitz apparaît donc comme un ensemble hiérarchiquement structuré autour des moyens et des fins depuis la fin politique ultime qu'est la paix et le moyen de base qu'est l'usage des forces armées.

L'analogie avec la guerre lancée contre les déboisements amazoniens est simple. La surface défrichée annuellement en Amazonie ne cesse de s'étendre. Les déboisements illégaux se multiplient alors que les acteurs responsables sont conscients de leur infraction aux lois nationales. La critique dirigée contre les pratiques illégales ne parvient pas à les changer, au contraire, par un phénomène de surconflictualité et en réponse à l'étiquetage, elle peut même conduire à leur renforcement (Becker 1985[1963]). Les actions policières annuelles menées par les agents de l'IBAMA ne parviennent pas plus à enrayer l'avancée des déboisements (cf. chapitre 3 section B-4). Les acteurs qui se mobilisent contre ce qu'ils considèrent un problème environnemental ou socio-environnemental et se proposent d'agir localement sont menacés et parfois tués. Dans ces conditions, le gouvernement fédéral choisi de prendre des mesures exceptionnelles visant à imposer, par la force, la diminution des déboisements illégaux. La fin politique de la guerre déclenchée par le SBF/MMA est cette paix où les déboisements illégaux annuels sont substantiellement réduits, tendant vers zéro.

[188] Chacun a en mémoire l'exemple de conquêtes territoriales colossales ayant finalement conduit à des débacles tout aussi mémorables.

3.1.3. Les centres de gravité pionniers

Pour désarmer l'adversaire, il faut en détruire la force de résistance. Il faut le placer dans des conditions telles qu'il soit proprement incapable de poursuivre le combat. Cela signifie-t-il la destruction totale de ses armées ? Pas nécessairement. La guerre telle qu'elle se présente concrètement ne peut prétendre à une telle fin. Le désarmement total n'est pas une condition nécessaire de la fin des hostilités. Dans la pratique, il faudra lui substituer ce que l'auteur appelle « un affaiblissement considérable » de la force militaire adverse. Pour atteindre cet objectif intermédiaire il s'agira de frapper en quelques points précis, viser ce que l'auteur identifie comme les « centres de gravité » adverses. C'est là que le coup porté aura le plus grand effet, dès lors qu'il est porté avec la plus grande force :

> « Le centre de gravité est toujours situé là où la plus grande masse de matière est concentrée, et le coup porté au centre de gravité d'un corps est le plus efficace ; le coup le plus puissant est aussi celui qu'on frappe avec le centre de gravité de la puissance utilisée. Il en va de même en guerre. Les forces armées ont donc certains centres de gravité, dont le mouvement et la direction déterminent ceux des autres points, et ces centres de gravité se trouvent là où sont réunis les corps de troupes les plus importants. » (: 560).

Un coup victorieux porté au centre de gravité a des répercussions bien au-delà du simple champ de bataille, c'est tout le théâtre de guerre qui s'en trouve affecté.

Qu'est-ce que cela peut bien signifier en terme amazonien ? Où seraient les « centres de gravités » de l'avancée des déboisements actuels ? B. Becker (2004), la plus expérimentée des géopoliticiennes amazoniennes, répond pour moi :

> « Les frontières d'expansion actuelles sont différentes de celles des années 1960-1980 : elles sont impulsées par des acteurs aux ressources propres et non plus par des incitations fiscales, la majorité d'entre eux localisés à Cuiabá et Belém. Mais elles se différencient également entre elles. Les fronts d'expansion de peuplement et agropastoraux en zone forestière où la croissance démographique est forte sont au nombre de trois : celui de la route Cuiabá-Santarém (BR-163), celui du Iriri (PA) et celui du sud de l'Amazonas. […] Le nord du Mato Grosso et celui du Rondônia sont les points d'appui des fronts de la BR-163 et du sud de l'Amazonas, en ce qui concerne le front du Iriri (Terra do Meio) il a comme foyer d'expansion les *municípios* de São Félix do Xingu et Tucumã » (: 86).

L'auteur identifie trois nouveaux fronts d'expansions localisés qui concentreraient l'essentiel des déboisements amazoniens. C'est aussi la lecture de la situation que semble partager José Dirceu (Secrétaire de la *Casa Civil*) quand il déclare, à l'occasion de la conférence de presse faisant suite à la divulgation de l'augmentation historique de la surface défrichée annuelle en Amazonie, que le gouvernement s'apprête à y répondre par la création d'aires protégées situées dans quatre zones prioritaires : « la Terra do Meio et Porto de Moz dans le Pará, le Nord-Ouest du Mato Grosso, le Sud-est de l'Amazonas et la région de Jacundá dans l'Etat du Rondônia » (*Notícias do MMA*, 07.04.2004). On retrouve dans cette liste la localisation des quatre franges pionnières les plus actives d'Amazonie identifiées par la géopoliticienne.

La rationalité de l'action annoncée contre les déboisements amazoniens m'est explicitée par Michelo : « en même temps qu'on crée une aire protégée dans la Terra do Meio, l'idée est de fermer les autres frontières d'expansion : au nord du Mato Grosso, au sud de l'Amazonas et le long de la BR-163 ». Deux aspects sont donc à distinguer dans la stratégie gouvernementale. L'aspect spatial d'abord. Il s'agit de frapper violemment, via la création d'UCI de plusieurs milliers d'hectares situées à la pointe des principaux centres de gravité pionniers de l'Amazonie brésilienne. L'aspect temporel ensuite, tout aussi crucial. La réussite de l'ensemble de l'opération, comme le dévoile Michelo, réside dans la simultanéité des actions menées. « On a reçu l'alerte que les *fazendeiros* migrent d'un front pionnier à l'autre » précise-t-il. Ainsi, pour « fermer la frontière d'expansion », rien ne sert d'agir en un point

chaud de l'Arc de déboisement si les autres sont épargnés, car ils constitueront autant de portes de sortie pour les acteurs des frontières pionnières. Il faut agir sur tous en même temps, seul moyen de « contrer » les migrations intra-régionales des acteurs de la frontière pionnière.

L'objectif consistant à ne laisser aucun « où aller » vacant est important puisqu'il signifie que l'atteinte de l'objectif politique final dépend de chacun des objectifs territoriaux intermédiaires, c'est-à-dire de chacun des théâtres de bataille amazonien. La victoire sur chaque théâtre de bataille acquiert en soi une importance considérable puisque s'y joue le succès de l'ensemble. Ce lien de dépendance fort du tout à l'unité permet d'expliquer l'investissement considérable du SBF/MMA dans chacun des centres de gravités pionniers, comme celui de la Terra do Meio, auquel je me consacrerai à présent. Je décrirai l'action gouvernementale en faveur de la conservation socio-environnementale de la Terra do Meio comme une contre-attaque menée contre l'avancée des défriches locales, et qui se déploiera selon trois engagements (ou combats) successifs.

3.2. Premier engagement : l'incorporation des UCI de la Terra do Meio au *plano*

Pour organiser la suite de mon raisonnement, je partirai de l'étonnement qu'ont communément manifesté, deux de mes principaux interlocuteurs du SBF/MMA. Comme se le rappelle Michelo quand je retrace en sa compagnie les principaux moments du processus de création des UCI de la Terra do Meio : « Il n'y pas vraiment eu de fortes résistances [à l'intérieur du gouvernement]. Non, c'est vrai, nos idées ont été assez vite acceptées en fait ». Il poursuit, « le ministère du Développement agraire n'a pas été un adversaire, il n'est pas vraiment intéressé par les zones de frontière, ils se battent beaucoup plus pour les zones consolidées ». De même, le « principal opposant habituel », le ministère de l'Agriculture et de l'Elevage ne s'est guère engagé dans la défense de ces régions pionnières : « Lui non plus ne s'est pas vraiment montré intéressé, il n'y a pas de routes, ça n'est pas une zone pour l'agrobusiness ». Il conclut : « Il n'y a pas eu de batailles à l'intérieur du gouvernement. Ca n'est pas comme pour la BR-163 où là, c'est le ministère des Mines et de l'Energie qui est entré dans la bagarre ! ». Quand j'évoque avec Marcio le processus de création des UCI de la Terra do Meio, le même constat fait jour : aucune opposition intra-gouvernementale ne s'est vraiment manifestée, « pas même la Casa *Civil* n'a posé problème! » déclare-t-il, toujours très sérieux. Marcio et Michelo se montrent les premiers surpris de cette victoire acquise sans combat. Alors que je réfléchis avec Marcio sur les raisons qui pourraient expliquer cette situation, il lâche après, quelques secondes de réflexion, l'air dubitatif : « je crois bien qu'on était trop fort ». Lui-même a du mal à y croire.

Ces dernières paroles et la relative facilitée avec laquelle les membres gouvernementaux de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio déclarent avoir réussi à imposer la création des aires protégées aux autres ministères (contre toute attente), nécessite quelques éclaircissements.

3.2.1. Du combat non mené à la victoire stratégique

D'abord, certains ne manqueront pas d'observer que la mise en scène stratégique et militaire de l'action à laquelle je me livre paraît bien surfaite, puisque aucun combat n'a eu lieu, d'après les dires des propres participants. Autrement dit, j'aurais fait « beaucoup de bruit pour rien ». Comment défendre une analyse stratégique de l'action sans combat ? Mais la question est male posée. Je défendrai l'idée que l'absence de combat est précisément l'indice supplémentaire du caractère profondément stratégique de l'action en faveur de la conservation

de la Terra do Meio. Pour comprendre cet inversement de perspective, il faut en revenir aux enseignements de l'homme de guerre prussien : « L'engagement est l'unique activité efficace de la guerre, c'est dans et par l'engagement que la destruction des forces qui nous sont opposées constitue le moyen d'aboutir à nos fins. Il le constitue même quand l'engagement n'a pas lieu réellement, car la décision se fonde en tout cas sur l'idée que cette destruction ne fait pas de doute. » (: 79). Le combat (ou engagement) reste le moyen unique de la stratégie, qu'il soit livré ou non. La potentialité du combat et la perte assurée qu'il représente conduit à la victoire sans bataille. Ce qui n'est pas le fait du hasard, mais le résultat de l'efficacité de la stratégique adverse.

On a souvent reproché à Carl Von Clausewitz son obsession pour la supériorité numérique, c'est-à-dire le différentiel d'hommes dans l'engagement. Et pour cause, il s'agit selon lui, du facteur décisif du succès. Ainsi, à plusieurs reprises, par des expériences d'esprit qui ne manquent pas de surprendre, le lecteur est invité, par abstraction, à dépouiller les armées en présence de leur différence d'armement, de l'inégalité de leur de force morale, puis de l'art stratégique des chefs de guerre pour ne laisser que le nombre d'hommes. De nombreuses critiques de son œuvre ont interprété cet intérêt explicite donné au nombre comme la preuve de la pensée non-stratégique de l'homme invitant au choc de tous contre tous. La lecture que j'en fais se situe aux antipodes et rejoints celle de R. Aron (1976). L'effectif, dans un engagement, présente en effet une particularité qui la distingue fondamentalement de tous les autres facteurs (tels que l'armement, la vertu guerrière des troupes, etc.) : elle n'est pas une donnée pour le chef de guerre. C'est donc dans le rapport du nombre d'hommes entre les deux armées, lors d'un engagement précis (et non le nombre total des troupes fixés par le chef d'Etat), que se matérialisent véritablement les qualités de stratège du chef de guerre. L'analyse que propose R. Aron (*op. cit.*) est éclairante :

> « La stratégie consiste précisément à s'assurer la supériorité du nombre en un certain point, à un certain moment. Autrement dit, le nombre – ou la matière – devient l'instrument au service du chef de guerre […] Dans le combat ou la bataille, c'est la force matérielle et morale – le nombre corrigé par les potentiels moraux – qui tout chose égale par ailleurs, emporte la décision. […] la stratégie cherche donc à exploiter au maximum l'avantage du nombre, donc elle le recherche partout, ou du moins dans toute la mesure des possibilités » (: 211).

Dans cette optique, l'engagement qui n'a pas effectivement eu lieu traduit plus que tout autre la réussite stratégique du vainqueur qui a réussi tant et si bien à concentrer ses hommes en un certain point pour livrer le combat, que l'adversaire en nombre bien inférieur a dû se résoudre à l'idée que la destruction de ses troupes ne ferait aucun de doute.

Dès lors qu'on admet que les acteurs de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio se sont stratégiquement mis en position au point d'être « trop fort », on peut légitimement se demander comment cela a-t-il été possible. N'ai-je pas décrit dans le chapitre 3 l'avancée inexorable d'une frange pionnière pastorale soutenue par une puissante filière qui semblait presque invincible ? Le secteur socio-environnemental ne s'est-il pas retrouvé affaibli lors des quelques mois qui ont immédiatement suivi l'élection de Lula ? Dès lors, comment expliquer ce brusque retournement de situation ?

3.2.2. Le point culminant de l'attaque

Cette brusque inversion du rapport de force, est ce qu'E. Luttwak (2001 [1987]) décrit comme une caractéristique universelle de la guerre, qu'il nomme la « logique paradoxale de la stratégie ». Sous sa forme dynamique, elle conduit à la « convergence et même à l'inversion des contraires ». Pour la comprendre, il faut en revenir à ce que C. Von Clausewitz (*op. cit.*) a défini comme la « force décroissante de l'attaque » et le « point culminant de l'attaque ».

D'après l'auteur, le succès dans l'attaque n'est rien d'autre que le résultat d'une supériorité des forces réelles (étant admis qu'elles englobent les forces morales et physiques). Mais au gré des victoires, des conquêtes, de l'avancée en territoire ennemi, la force de l'attaque s'épuise peu à peu. À mesure qu'elle s'avance, qu'elle gagne du terrain sur l'adversaire, la force absolue de l'attaque décline en raison « de la nécessité qui s'impose aux armées attaquantes d'occuper les arrières du pays pour protéger leurs lignes de communication et leurs approvisionnements », « des pertes au combat et par maladie », « de la distance des diverses sources d'approvisionnement et de renforts », « du relâchement des efforts », « du siège et blocus des forteresses », « de la défection des alliés » (: 611). Ainsi, arrive le moment où l'attaque, en raison de ses succès répétés, devient structurellement plus faible que la défense qui a résisté en se repliant et se concentrant. Ce point de renversement du rapport de force représente le « point culminant de l'attaque ». Au-delà : « la marée se retourne, et le contrecoup survient » (: 612). La profondeur du territoire conquis et la ténacité de l'ennemi sont les principaux facteurs de ce retournement qui permettra à la défense de reprendre l'avantage et d'engager la contre-attaque.

Car, la défense n'est pas une activité passive. Selon l'auteur, « La force défensive de la guerre n'est donc pas un simple bouclier, mais un bouclier formé de coups habilement donnés » (: 399). Elle consiste essentiellement en la combinaison de deux moments : l'attente du renversement du rapport de force puis la contre-attaque. L'attente n'est pas veine, comme on aurait tendance à le juger trop rapidement. Elle est incluse dans une forme de résistance d'ordre supérieur. Comme l'exprime R. Aron (*op. cit.*), il s'agira de « sacrifier de l'espace pour gagner du temps ». Il faut à la défense différer le moment d'un combat perdu d'avance pour attendre des temps et des lieux plus favorables.

À première vue, la dialectique attaque/défense des campagnes militaires du début du 19ème siècle semble bien éloignée de la situation amazonienne qui m'occupe. Pourtant elle permet, d'après moi, de saisir le basculement par lequel les acteurs de la conservation de la Terra do Meio, jusque là dominés, parviennent à remporter leurs premières victoires. J'ai largement décrit dans le chapitre 3 la grande offensive menée par la frange pionnière dans la Terra do Meio, soutenue par sa filière d'appui. Pendant ce temps, les acteurs de la conservation, mobilisés depuis 1999 (année du « Cri de la Transamazonienne ») n'avaient d'autre choix qu'attendre et résister. Comme on l'a vu, l'attente est active puisqu'elle est marquée par la réalisation de l'expertise (MMA-ISA *op. cit.*), par la dénonciation publique de la violence de la frange pionnière de la Terra do Meio, par l'accompagnement du processus de création de la Resex du Riozinho do Anfrísio, par l'incorporation de la problématique de la Terra do Meio à la liste des revendications des entités fédératives du secteur socio-environnemental, par l'insistance de la demande faite au gouvernement d'agir sur la variable foncière en Amazonie qui donnera lieu à la création du GT et par la pression politique directe mise sur le GT. Toutes ces actions, coups habilement donnés, ont permis de préparer le terrain au renversement du rapport de force.

En effet, le terrain particulièrement favorable sur lequel l'action défensive mettra à profit le renversement du rapport de force est celui du GT. J'observerai effectivement que le décret de création du GT précise que le premier instrument disponible auquel devra faire appel le décideur public dans la lutte contre les déboisements en Amazonie est « la mise en ordre foncière des *municípios* qui composent l'Arc de Déboisement » (Brésil 2004). Le GT est dédié à la prise de mesures inter-ministérielles contre les déboisements amazoniens à partir d'une conception fondatrice : la mise en ordre foncière des *municípios* d'Amazonie légale. C'est sur ce terrain du GT, préparé par les chercheurs des centres de recherche publique, par

les experts de la société civile et par les propres responsables du SBF/MMA (cf. *infra*) que le rapport de force jusque là en faveur de l'avancée de la frange pionnière pastorale s'inversera.

C'est sur ce terrain que se mesurera toute l'habileté tactique de João Paulo Capobianco lui permettant de convaincre ses interlocuteurs des autres ministères et de la *Casa Civil* que la création d'UCI à la pointe des franges pionnières les plus actives d'Amazonie constitue une action de mise en ordre foncière efficace. Ce point de vue est défendu par Marcio : « lors de la construction du *plano*, on a dû convaincre les autres ministères que les aires protégées étaient des instruments efficaces d'aménagement du territoire ». Pour cela, il a fallu démontrer que les aires protégées représentaient des barrières efficaces contre l'avancée des franges pionnières en Amazonie et donc des instruments utiles contre tous les problèmes qu'elles posent. Bartolomeo (IBAMA/DIREC) renforce ces observations et explique que les aires protégées de la Terra do Meio n'ont pas été créées exclusivement pour des motifs environnementaux. Elles représentent bien plus que ça. En enrayant l'avancée pionnière, elles permettent de mettre un terme au « grillonage de terres publiques » aux « conflits sociaux », « à l'usage inadéquat du territoire » et à la « reproduction des inégalités sociales ». La création d'aires protégées en pointe des franges pionnières devient une action plurielle intégrant dans sa rationalité aspects écologiques, économiques et sociaux. Elle relaie, dans la pratique des politiques publiques fédérales, l'orientation socio-environnementale plébiscitée par Lula et défendue avec ferveur par Marina Silva.

3.2.3. Les forteresses

Le choix du terrain est souvent présenté comme l'activité stratégique par excellence. C. von Clausewitz (*op. cit.*) n'écrit-il pas que « dans la guerre le commandant doit trouver dans l'espace où il opère un partenaire de l'action où il est engagé » (: 97) ? Ma démonstration parvient à une étrange conclusion intermédiaire. Peut-on considérer que João Paulo Capobianco a choisi le terrain de bataille sur lequel il mènera la contre-attaque de la conservation de la Terra do Meio ? Pas vraiment. On a vu que ce terrain a été préparé par les diverses actions prises par les membres de la coalition. La stratégie semble collective ou plutôt résultat d'une action collective. L'action tactique, qui consiste à imposer l'idée que la création d'espaces protégés en pointe de frontière pionnière est un instrument efficace d'aménagement territorial, porte en revanche indéniablement la marque de João Paulo Capobianco et de son sens tactique.

Conformément à ce que prédit l'ACF, les *policy learnings* joueront un rôle fondamental dans la victoire tactique. Pour appuyer leur démonstration en faveur de la création des aires protégées les membres gouvernementaux de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio feront appel, d'après mes entretiens, à trois documents et résultats de recherche fondamentaux. Il y a tout d'abord le travail pionnier de suivi de l'implantation des aires protégées aux Brésil et leur impact sur la gestion du territoire mené par l'ISA depuis plusieurs années. Quelques résultats importants sont présentés dans le document intitulé « Unités de conservation au Brésil : aspects généraux, expériences innovantes et nouvelle législation (SNUC) » qui n'est autre que le compte-rendu d'un séminaire interne de l'ISA, organisé par Alexandra et João Paulo Capobianco, le 25 et 26 avril 1996. Il convient de noter ici que l'ISA a développé depuis plusieurs années un programme de travail consacré au suivi et à l'évaluation des impacts des UC.
Le deuxième point d'ancrage de la défense est constitué par les résultats de recherche obtenus par Leandro Ferreira. Ce chercheur du MPEG de Belém, spécialisé en écologie des paysages, s'est employé a diffuser très largement les résultats d'une recherche qu'il a mené sur l'efficacité des aires protégées et des terres indiennes dans la réduction du taux de

déboisement en Amazonie brésilienne. Son étude démontre comment, malgré leur faible degré d'implantation effective les aires protégées jouent un rôle majeur dans la protection des écosystèmes amazoniens[189]. Ses résultats de recherche ont été amplement relayés par les médias régionaux et nationaux lors du premier semestre 2003, au travers de la parution d'articles tels que « Une étude montre comment éviter les déboisement » (*A Crítica*, 24 janvier 2003), « Les aires protégées empêchent les déboisements » (*Amazônia*, 23 janvier 2003 ; *Estado de São Paulo*, 24 janvier 2004), « Unités de conservation et terres indiennes aident à contenir le déboisement de l'Amazonie brésilienne » (*Jornal da Ciência*, 17 janvier 2003) co-écrit avec Eduardo Venticinque ainsi qu'« Un rapport montre que les parcs et les réserves aident à combattre le déboisement » (*Biodiversidade da Amazônia Online*, 28 novembre 2002).
Le dernier point d'appui, ou forteresse, distingué par mes interlocuteurs est l'article très influent défendant la création d'aires protégées comme mode d'aménagement du territoire en zone de frontière pionnière, publié un an plus tôt dans la revue *Science* par les chercheurs de l'IPAM sous le titre « Gouvernance de la frontière en Amazonie » (Nepstad, McGrath *et al.* 2002).

Mais la tactique ne se résume à la mobilisation des principales recherches de renom, autrement dit à l'appui sur des forteresses immobiles. Comme l'énonce l'article 3° du décret de création du GT, « La Commission Exécutive pourra inviter des représentants d'autres organes ou entités publiques ou privées, à participer à des réunions organisées par elle. » Ainsi, les membres gouvernementaux de la coalition pourront faire appel à leurs alliés extra-gouvernementaux en personne pour qu'ils viennent défendre leur cause. Diverses ONG travaillant en Amazonie seront mobilisées et invitées à présenter leurs travaux et résultats devant les membres du GT. L'un des représentants au GT du ministère de l'Environnement explique que pour démontrer au gouvernement tout l'intérêt de la création des aires protégées comme instrument clé de l'aménagement territorial des zones de frontières pionnières, il a fallu « appeler à l'aide l'IPAM, l'IMAZON, l'ISA et le WWF ». Mon interlocuteur met en particulier l'accent sur l'aide apportée par l'Instituto do Homem e Meio Ambiente da Amazônia (Institut de l'homme et de l'environnement en Amazonie – IMAZON). Selon lui : « ils ont mis leurs informations sur la table et puis, avec nous, ils ont mis la main à la pâte ».

L'étude plus précise du mode d'action stratégique suivi par l'IMAZON me permettra ainsi d'illustrer la manière dont les alliés extra-gouvernementaux appartenant à la coalition élargie contribuent de manière décisive à la production de *policy learnings* et au renforcement de l'action tactique menée par les acteurs intra-gouvernementaux.

3.2.4. Les alliés

Vers la fin des années quatre-vingts, les images de la destruction amazonienne commencent à envahir les médias et toucher l'opinion publique internationale. À cette époque, l'écologue états-unien Christopher Uhl, rattaché à l'EMBRAPA et à l'ONG états-unienne Woods Hole Research Center (WHRC), réalise déjà des recherches dans l'est de l'État du Pará. Selon Paulo (ex-secrétaire exécutif de l'IMAZON), Chritopher Uhl est alors frappé par le manque d'informations précises de terrain sur les profonds changements que connaît la région, alors même que les médias commencent à véhiculer des messages d'alertes, souvent simplificateurs, sur les feux et déboisements amazoniens. Comme l'écologue le perçoit

[189] L'auteur calcule ainsi que la proportion des surfaces déboisées à l'intérieur des aires protégées varie de 1,5 à 4,7 %, alors qu'elle représente de 29,2 % à 48,1 % du territoire hors de celles-ci (en fonction des États). Il réfute avec force l'idée selon laquelle les déboisements à l'intérieur des aires protégées seraient moindre uniquement parce que celles-ci seraient situées dans des zones reculées, situées loin des principaux axes routiers.

rapidement, ce défaut d'expertise pourrait conduire à un affaiblissement des positions environnementalistes dans les débats sur les problèmes d'anthropisation massive des écosystèmes amazoniens. Accompagné de ses collègues Adalberto Veríssimo et David McGrath, il décide de créer une ONG à vocation de recherche dont l'objectif est de « documenter les problèmes et proposer des solutions pour améliorer l'usage des ressources naturelles » (Nicoléo). C'est à partir de cette ligne directrice que l'IMAZON est fondée le 10 juillet 1990.

Pour décrire les premières années de travail de l'Institut, Nicoléo évoque une « stratégie d'académisme ». L'objectif est d'étayer le débat international sur la gestion de la forêt amazonienne et marquer ses positions par la « publication d'articles dans les plus grandes revues internationales ». Clemento (secrétaire exécutif en fonction de l'IMAZON) voit dans cette phase initiale le moyen grâce auquel « l'organisation a gagné le respect scientifique » dans les enceintes régionales, nationales et internationales. L'enjeu est aussi de se « faire reconnaître » comme un institut de recherche de tout premier plan sur les questions amazoniennes.

Alors qu'ils accèdent progressivement (après cinq à six ans d'activité) à la reconnaissance comme « producteurs d'informations scientifiques de qualité », les responsables de l'organisation perçoivent les limites de leur mode d'action en termes de changement des pratiques effectives de gestion. Pour augmenter l'impact de leur recherche, ils décident de s'engager sur la voie d'une production d'informations destinées à un public plus large et plus facilement actionnable par les décideurs. Ils optent également pour des modes de diffusion plus véloces qui permettraient de divulguer rapidement les principaux résultats de recherche et d'influer en temps réel sur les décisions politiques. Suite à cette mutation, les produits de l'organisation évoluent : les articles scientifiques pointus, qui ne seront pas abandonnés (afin de maintenir la réputation d'excellence scientifique de l'organisation), partagent la place avec des rapports techniques grand public, des livres plus accessibles et surtout des analyses de quelques pages « claires et faciles à lire qui doivent marquer le lecteur » (Nicoléo). La ligne de publication « Etats de l'Amazonie » signe la nouvelle stratégie de l'Institut. Ces analyses de deux à cinq pages, bien illustrées, ont été lancées au premier semestre 2004 et sont publiées (en moyenne) une fois par semestre. Il s'agit selon Clemento d'un moyen efficace de divulgation et vulgarisation rapide des principaux résultats de recherche obtenus par l'Institut.

Le créneau actuel de l'ONG est résumé par son secrétaire exécutif : « aider les preneurs de décisions grâce à des résultats scientifiques sérieux et une bonne divulgation ». La recherche menée par B. Buclet (2002) corrobore cette évaluation. L'auteur classe en effet l'ONG comme une ONG « socio-environnementale » et « de recherche ». Ses trois principales activités seraient la recherche, la formation professionnelle et la divulgation. Ces trois composantes sont intégrées dans la stratégie globale de l'institution telle que la définit son secrétaire exécutif. C'est dans cette optique stratégique que les chercheurs de l'IMAZON ont « fourni des informations qui renforcent les arguments du ministère [de l'Environnement] pour créer les aires protégées de la Terra do Meio », selon Nicoléo. Il continue : « Le MMA est un ministère faible. Il faut qu'il soit bien préparé pour faire face aux autres ministères bien plus puissants. C'est là que l'IMAZON peut intervenir ». Quand je lui demande ce qu'il prévoit pour le futur de la région, il m'explique : « Tout va dépendre du résultat de la bagarre. Le secteur environnemental va devoir se battre et disputer les résultats. […] Tout se règle dans la dispute, c'est là que nos informations auront un rôle stratégique ».

Cet art consistant à se positionner, au travers des informations produites, au bon endroit et au bon moment ne relève pas du hasard. Il découle, du « plan stratégique » annuellement adopté par les principaux responsables de l'organisation. Ce plan qui oriente les programmes et projets de recherche de l'année à venir résulte du croisement de trois types de données : les objectifs institutionnels, les atouts (ou savoir-faire) propres à l'institution et les opportunités à venir. À partir de cette grille de lecture, sont identifiées les « informations clés » que les chercheurs de l'institution doivent produire pour influer sur les processus décisionnels à venir. Il ne reste plus qu'à se mettre au travail et « aller les chercher » (Nicoléo). Afin de déterminer les opportunités futures, c'est-à-dire les chemins qu'emprunteront les décideurs, aux tournants desquels l'Institut les attendra, une « carte des vecteurs d'influence » est élaborée. De quoi s'agit-il ? Concrètement, cela revient à positionner sur un même graphique les tendances ou les choix faits par les principaux preneurs de décisions et financeurs. Selon Nicoléo, une telle représentation permet de cartographier et rapprocher : « ce que le gouvernement cherche », « ce que la Banque Mondiale veut », « quelle est la ligne de travail ouverte par la Banque Interaméricaine de développement », etc.

Mais l'ONG ne fait pas qu'anticiper les prises de décisions gouvernementales à venir. Elle les provoque également. La dynamique est en réalité circulaire puisque les principaux résultats de l'activité de recherche de l'IMAZON jouent sur les vecteurs d'influence cartographiés, qui conditionnent en retour les opportunités stratégiques offertes à l'ONG d'influer sur le processus de décision politique. L'impact des résultats de recherche de l'IMAZON sur les vecteurs est direct et indirecte. Elle se fait indirectement grâce à l'ample diffusion des résultats de recherche intégrés dans les portfolios des institutions nationales et internationales. De manière directe, elle apparaît notamment dans la composition de l'instance décisionnelle suprême de l'ONG, le Conseil Directeur, qui se réunit une fois l'an. Pour l'année 2005, y siégeait, entre autres, le Directeur Exécutif de l'IIEB (institution responsable des choix d'investissements de l'USAID au Brésil), un représentant de la Banque Mondiale et un membre du ministère de l'Environnement. Il arrive aussi aux représentants régionaux des bailleurs de fonds internationaux (finançant des programmes et projet de conservation en Amazonie), de venir consulter certains membres de l'Institut afin d'incorporer dans le portfolio défendu auprès de leurs responsables, les problématiques jugées les plus porteuses.

Le cas de l'IMAZON est révélateur de la complexité des relations circulaires (fins-moyens/moyens-fins) qui lient entre eux les acteurs de la coalition intra et extra-gouvernementaux. Cette alliance de fait, venant en appui à l'intégration dans le *plano* des aires protégées de la Terra do Meio, apparaît notamment dans le document intitulé « Évaluation préliminaire de l'évolution du déboisement de l'Amazonie sur la période 2001-2003 » (Brasil 2004d), rendu public par le ministère de l'Environnement en avril 2004 et présenté officiellement par João Paulo Capobianco. Ce document fournit une analyse précise, à partir de quelques cas d'étude représentatifs, de l'évolution des déboisements sur la période récente et défend l'importance des aires protégées dans la contention des dynamiques pionnières amazoniennes. Je remarquerai avec intérêt que les différents cas abordés par le secrétaire du SBF/MMA correspondent aux études récentes menées par les acteurs extra-gouvernementaux de la coalition, telles qu'ils les ont présentées aux membres du GT ou directement aux responsables du SBF/MMA. De manière tout à fait symptomatique, on retrouve dans la présentation du secrétaire du SBF/MMA, de nombreuses figures signés des logos de l'ISA (deux cartes), de l'IPAM (deux cartes) ou de l'IMAZON (huit cartes). Ces mêmes documents figureront ensuite dans le chapitre d'ouverture du « Plan d'action pour la prévention et le contrôle des déboisements en Amazonie légale » (Plano de Ação para

Prevenção e Controle do Desmatamento na Amazônia Legal)[190], consacré à la présentation résumée du diagnostic fondant les mesures qu'il annonce.

3.2.5. La victoire

Les aires protégées de la Terra do Meio sont intégrées au « Plan d'action pour la prévention et le contrôle des déboisements en Amazonie légale » tel que l'inaugure officiellement le 15 mars 2004 le président Lula. Le *plano* inclut les actions à mener par treize ministères composant le Groupe permanent de travail interministériel pour la réduction des indices de déboisement de l'Amazonie légale, sous la coordination de la *Casa Civil*. Il se compose de trente et une actions correspondant au total de cent soixante deux activités distribuées selon trois axes thématiques : aménagement territorial et mise en ordre foncière, suivi et contrôle des déboisements, appui aux activités soutenables.

L'importance du rôle des aires protégées dans le scénario d'aménagement du territoire prévu par le *plano* est traitée en page 20. On y découvre de manière tout à fait claire, le caractère pluridimensionnel et intégrateur de la création des aires protégées en zone de frontière pionnière amazonienne. Les aires protégées sont décrites comme des dispositifs répondant en même temps à des fins politiques, foncières, sociales, économiques et environnementales. Il s'agit d'instruments particulièrement efficaces et adaptés à la reprise en main par l'État de la gestion plurielle de territoires qui semblaient jusqu'alors lui échapper :

> « Les politiques liées à l'aménagement territorial et à la mise en ordre foncière de l'Amazonie brésilienne, définissant les normes concernant les droits d'accès à la terre ainsi que les directrices pour l'usage et l'exploration des ressources naturelles, ont une forte influence sur la dynamique des déboisements, des feux et de l'exploration forestière illégale de la région. La fragilité de ces politiques, révélatrice de la faible présence de l'État dans la région amazonienne, s'exprime, par-dessus tout, dans la précarité de la régularisation foncière et dans l'absence de l'application des instruments d'aménagement territorial, du zonage écologique économique et du plan directeur du *município* sur la plus grande partie du territoire régional. […] L'absence d'aménagement territorial et de régularisation foncière sur ce grand volume de terres publiques, combinée à la fragilité de l'État, incite le grillonage et autres formes d'occupation indues de terres, stimule l'exploration prédatrice des ressources naturelles et l'impunité des crimes environnementaux. Cette situation a des conséquences sociales importantes, puisqu'elle contribue, de forme décisive, au renforcement des conflits dus à la dispute pour la terre, qui ont, historiquement, tourné à l'avantage des secteurs les plus capitalisés, favorisant la concentration foncière dans la région. » (Brasil 2004a : 20).

En page 71, on retrouve dans le chronogramme des activités à mener pendant l'année 2004 : la création du « Parc National de la Serra do Pardo – PA » et de la « Station écologique de l'Interfluve Xingu-Iriri – PA ». Le coût estimé est prévu à 330 000 R$ et 470 000 R$ respectivement, le « partenaire » financeur est le programme Aires Protégées d'Amazonie (Areas protegidas da Amazônia – ARPA) [191]. On touche ici un aspect fondamental concernant

[190] Pour alléger le texte, je le désignerai simplement comme comme « *plano* ».

[191] En 1998, le gouvernement brésilien assume la responsabilité de protéger au moins 10 % de la forêt amazonienne présente sur son territoire, en réponse à l'initiative mondiale lancée par le WWF « Forêts pour la Vie ». Cette prise de responsabilité nationale est consolidée et institutionnalisée en 2002, lors de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable par le lancement du Programme ARPA qui constitue selon B. Becker (2004) la plus grande initiative concertée de conservation des forêts tropicales de l'histoire humaine. Les quatre principaux partenaires sont le gouvernement brésilien, le WWF-Brésil, le Fond Global pour l'Environnement et la Banque Mondiale. Le programme ARPA présente des objectifs ambitieux puisqu'il vise à protéger 500 000 km² appartenant à l'Amazonie brésilienne avant 2012, pour un coût total estimé à 395 millions de dollars. Sur une période de dix ans, le programme projette non seulement de consolider les aires protégées existantes en Amazonie brésilienne mais aussi d'en multiplier par trois la surface totale.

l'intérêt stratégique de l'intégration des aires protégées de la Terra do Meio dans le *plano*. En effet, grâce à cette incorporation, les aires protégées vont pouvoir bénéficier, pour leur création et leur implantation physique, des lignes de financement du programme ARPA. Pour l'un des responsables du World Wild Fund (WWF) au Brésil, ce raccrochement du projet de conservation de la Terra do Meio au « plus important des programmes de soutien de conservation environnemental en Amazonie » s'est avéré crucial pour sa réalisation. Mileo (WWF-Brésil) précise que le programme ARPA s'est avéré un « outil prépondérant » de soutien à l'action gouvernementale en zone de frontière pionnière amazonienne. D'après lui, dans le cas spécifique de la Terra do Meio, « tout n'aurait sans doute pas été aussi vite sans cet appui ». Les témoignages des responsables du MMA ou de la SECTAM confirmeront cette évaluation. On retrouve bien ici le nerf de la guerre.

Un regard attentif porté au *plano*, permet de saisir de manière plus profonde encore, l'enjeu stratégique, au sens clausewitzien, qu'il a représenté pour les acteurs de la coalition de la conservation de la Terra do Meio. Par son intermédiaire, et conformément à ce qu'affirme Michelo, la création des aires protégées de la Terra do Meio devient une « priorité nationale », « officiellement soutenue par la présidence de la république » et appuyée par « tous les ministères ». De plus, elle peut compter de façon privilégiée, comme l'annonce la deuxième ligne directrice du *plano*, sur un appui policier de terrain pour le respect de l'implantation concrète des espaces protégés. Ainsi, selon Michelo : « La bataille [de la création des aires protégées de la Terra do Meio] a été gagnée quand on a réussi à mettre les aires protégées dans le *plano*. À partir de là, notre capacité d'action a beaucoup augmenté ». L'incorporation des aires protégées dans la *plano* constitue indubitablement une victoire tactique. Mais, comme l'explique Michelo, elle possède également une dimension stratégique puisqu'elle a permis aux autres engagements d'être abordés dans les meilleures conditions.

3.3. Deuxième engagement : la création des UCI de la Terra do Meio

La signature du décret officiel du *plano* par le président de la République brésilienne devrait signifier, dans l'idéal institutionnel constitutionnellement établi, le passage de témoin de l'entité responsable de la politique environnementale fédérale (le MMA) à l'organe exécutif chargé de sa mise en application (l'IBAMA). Ca n'est évidemment pas ce que l'on observera dans les faits. Á partir de la compréhension, clausewitzienne, des relations entre responsables du SBF/MMA et agents de l'IBAMA, j'en viendrai à proposer une interprétation stratégique de la subite création officielle des aires protégées de la Terra do Meio, suite à l'assassinat de la religieuse Dorothy Stang.

3.3.1. L'ambiguïté du couple fédéral IBAMA-MMA

La fin des années quatre-vingts et le début des années quatre-vingt-dix est une des périodes clés de l'institutionnalisation de la problématique environnementale au Brésil (Mello 2002 ; Little 2003). L'institut brésilien de l'Environnement et des Ressources renouvelables (IBAMA) est créé le 22 février 1989[192] dans le cadre du programme « Notre Nature ». L'article 2° du décret de création établit que le nouvel organe gouvernemental est une « entité

[192] Selon l'article 4° de la loi n°7.735 du 22 février de 1989 qui institue l'IBAMA, cette entité est « formée par le transfert du patrimoine, des ressources budgétaires, des ressources extra-budgétaires et financières, des compétences, des attributions, du personnel, incluant inactifs et bénéficiaires de pension, des charges, des fonctions et des emplois de la superintendance du Caoutchouc[192] (SUDHEVEA) et de l'institut brésilien de Développement forestier (IBDF), abrogés par la loi nº 7.732, de 14 février 1989, ainsi que de la superintendance du Développement de la pêche (SUDEPE) et du secrétariat spécial de l'Environnement (SEMA) ».

autarchique de régime spécial, dotée de personnalité juridique et de droit public, d'autonomie administrative et financière, reliée au ministère de l'Intérieur avec la finalité de formuler, coordonner, exécuter et faire exécuter la politique nationale de l'environnement et de la préservation, conservation et utilisation rationnelle, fiscalisation et contrôle des ressources naturelles renouvelables. » Le ministère de l'Environnement et de l'Amazonie légale ne sera créé que quatre années plus tard, par la loi n°8.746/93. Ses fonctions, définies dans l'article 16° incise XVII[193], recouvriront partiellement celles de l'IBAMA.

Dans les textes comme dans la pratique, les relations entre le MMA et l'IBAMA se montrent complexes, voire confuses, pour tout observateur externe. Si les formes d'interaction existant entre les institutions publiques responsables de la gestion environnementale à l'échelon fédéral et aux échelons inférieurs ont fait l'objet de nombreux travaux ces dernières années (dans le cadre de la décentralisation des responsabilités environnementales), il faut bien avouer que les liens du couple fédéral, peu ou pas étudiés, restent encore très mystérieux et confidentiels. Cette opacité des institutions environnementales à l'échelle fédérale est certainement le fruit, comme A. Fernandes, A. Belont *et al.* (2003) invitent à le penser, d'une activité délibérée de la part de certains de leurs membres. Ceux-ci auraient, selon les auteurs, un intérêt à préserver une asymétrie d'informations en leur faveur et un comportement bureaucratique des plus pesants[194]. Les indicateurs de performances de l'action environnementale qui viendraient mettre en évidence les dysfonctionnements, irrégularités, lacunes ou conflits d'intérêts internes sont systématiquement évacués[195]. Le même constat est établi par S. Crespo (2002) (éd.) : « Dans l'étude de 1992 et celle de 1997, nos interlocuteurs se sont montrés particulièrement critiques en ce qui concerne l'architecture institutionnelle, indiquant les points faibles de l'IBAMA, le conflit entre celui-ci et le ministère [de l'Environnement] qui n'aurait pas encore montré « à quoi il sert ». La critique la plus confondante des acteurs interrogés jusqu'à cette date était « l'absence d'une politique nationale de l'environnement » » (: 24).

Plusieurs chercheurs du MPEG et de l'INPA que j'ai pu rencontrer soulignent également les fortes tensions existant entre les deux institutions fédérales et la domination historique de l'IBAMA sur le MMA. Comme l'explique l'un d'eux : « Avant, le MMA n'osait pas trop. La politique était simple, c'était celle de l'IBAMA ». Avec la venue au ministère de l'Environnement, depuis l'élection du président Lula, de cadres expérimentés, décidés à mener un politique environnementale effective, les rapports de pouvoirs semblent s'inverser sur certains sujets. C'est le cas de la mise en œuvre du *plano* et spécifiquement de la création des aires protégées de la Terra do Meio, que les responsables du SBF/MMA prennent résolument en charge alors que la réalisation est déléguée aux agents de l'IBAMA. Ce qui ne va pas sans poser quelques problèmes.

[193] Il s'agit de : « a) planification, coordination, supervision et contrôle des actions relatives à l'environnement ; b) formulation et exécution de la politique nationale de l'environnement ; c) articulation et coordination des actions de politique intégrée pour l'Amazonie légale visant à l'amélioration de la qualité de vie des populations amazoniennes ; d) articulation avec les ministères, organes et entité de l'Administration Fédérale, des actions d'ampleur internationale et interne, liées à la politique nationale de l'environnement et à la politique nationale intégrée pour l'Amazonie ; e) préservation, conservation et utilisation rationnelle des ressources naturelles renouvelables ; f) mise en place des accords internationaux dans son domaine de compétence ».

[194] Qui n'a pas entendu au Brésil la maxime populaire selon laquelle « L'IBAMA ne crée des problèmes que pour en vendre la solution ».

[195] La vague massive d'inculpations, en 2004, des fonctionnaires de l'IBAMA impliqués dans la falsification d'autorisations de transport de produits forestiers (« Opération Curupira »), n'est qu'un exemple parmi tant d'autres des formes de corruptions avérées entâchant l'institution et qui défrayent la chronique à intervalles réguliers.

3.3.2. La confrontation des points de vue

L'interlocuteur direct du ministère de l'Environnement à l'IBAMA, en ce qui concerne le processus de création des UCI, est la direction des Ecosystèmes (DIREC). Selon les deux agents de l'IBAMA/DIREC responsables de la création des UCI de la Terra do Meio, dès le début, les représentants du SBF/MMA ont pris l'initiative et se sont montrés en position de force sur le sujet. C'est eux qui fixent, organisent et mènent les réunions de coordination interinstitutionnelles. C'est eux encore qui déterminent les actions à mener et leur mise à l'agenda. Comme le rapporte, Bartolomeo pour décrire l'ascendant pris par le ministère : « ils avaient toute la force politique avec eux, nous on ne pouvait que suivre et appliquer ». Cette « force politique » découle, d'après Bartolomeo, de l'inclusion des UCI dans les deux plans prioritaires du gouvernement[196]. On retrouve dans ce témoignage une nouvelle illustration de l'importance proprement stratégique (au sens clausewitzien) de l'intégration des UCI de la Terra do Meio dans le plano (cf. *infra*).

Dès la mi-avril 2004, la direction du SBF/MMA fait parvenir le rapport (ISA-MMA *op. cit.*) aux deux agents de l'IBAMA/DIREC « pour que le processus de création de l'aire protégée soit mené au plus tôt », selon Bartolomeo. Moins d'une semaine après la réception du rapport, Bartolomeo et son collègue Marcelo (IBAMA/DIREC) signent le compte-rendu officiel déclarant, sur la base des informations contenues dans le rapport ISA-MMA (*op. cit.*), l'importance de la création prioritaire des UCI de la Terra do Meio. Selon les auteurs :

> « 1. Les études et relevés acheminés au travers du document de l'ISA et l'IPAM étayent de forme appropriée, la proposition de création de la mosaïque de la Terra do Meio ;
>
> 2. Les connaissances réunies sur les attributs naturels et culturels de la région permettent d'affirmer que l'implantation des UCs qui composent la mosaïque de la Terra do Meio est de grande importance pour la conservation des écosystèmes naturels des Forêts Humides du Tapajós-Xingu, en particulier étant considéré de haute priorité par le projet ARPA. » (IBAMA/DIREC 2004a : 2).

Quatre mois plus tard, les deux agents de l'IBAMA/DIREC sont envoyés sur le terrain pour « actualiser les données du rapport de l'ISA » et « évaluer l'intégrité des écosystèmes forestiers locaux » (Bartolomeo) dans la zone prévue pour la création des UCI. Ils survolent en hélicoptère pendant plusieurs jours, au mois de septembre 2004, la région du cœur de la Terra do Meio. De retour à Brasília, les agents de l'IBAMA/DIREC élaborent une nouvelle proposition de mosaïque d'aires protégées (figure 106) répondant mieux, d'après leur expertise, aux spécificités des conditions socio-écologiques locales.

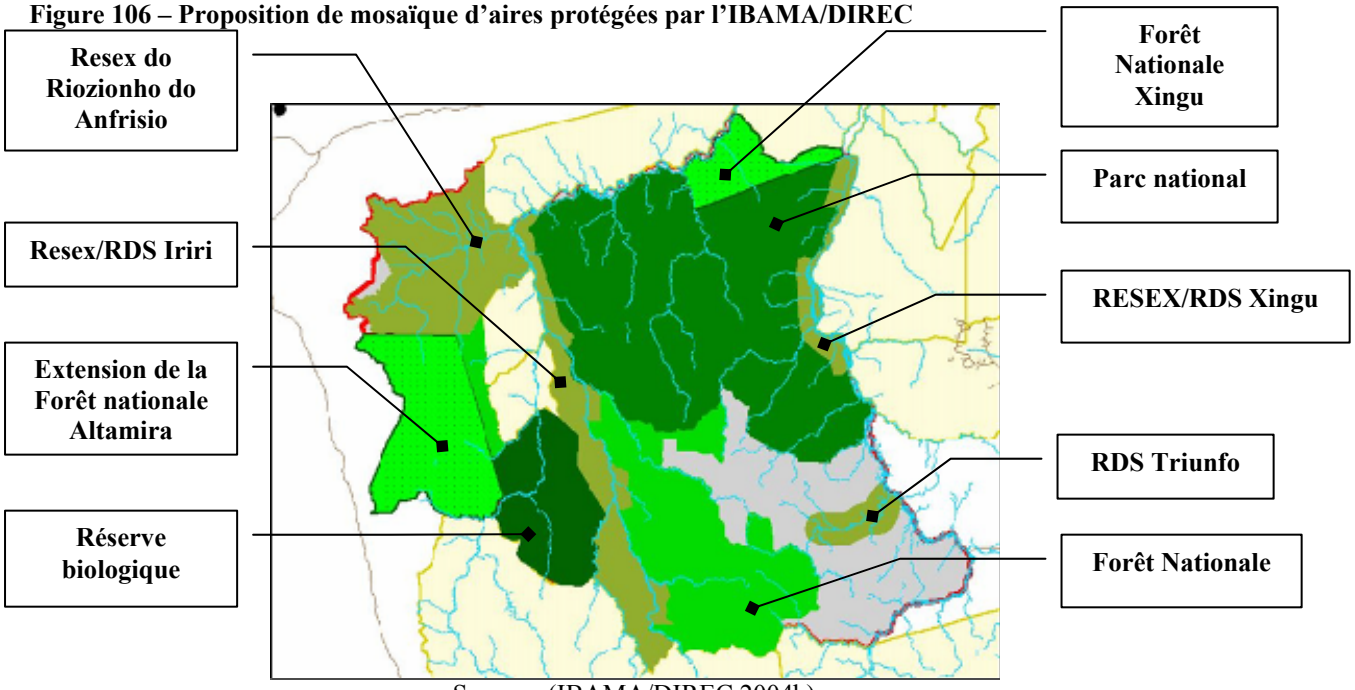
Comme me l'explique Bartolomeo, co-auteur de la nouvelle proposition de mosaïque, « nous avons fait une proposition technique… qui n'a pas été très bien reçue ». La proposition faite

[196] Lors des premières études d'impact environnemental du projet d'asphaltage de la route BR-163, la Terra do Meio reste pour sa grande majorité à l'extérieur de la zone d'influence du projet (Brasil 2002). Suite à la création du Groupe de travail interministériel ayant comme finalité d'élaborer et de coordonner l'implantation du Plan de développement durable pour la région d'influence de la route BR-163 (décret présidentiel du 15 mars 2004), la Terra do Meio est intégralement incluse dans l'aire d'influence identifiée par le document préparatoire (Brasil 2004b). Elle ne quittera plus les documents postérieurs jusqu'à l'adoption officielle du « Plan BR-163 durable » (Brasil 2005). Comme l'explique ce document (*ibid.*) : « Ce groupe [de travail interministériel ayant comme finalité…] agit de manière articulée avec les autres instances liées au gouvernement fédéral, comme le Groupe de travail interministériel responsable du Plan d'action pour la prévention et le contrôle des déboisements en Amazonie légale et la coordination du Plan Amazonie durable. » (: 2). Ainsi, alors que le plan dédié à la BR-163 se concentrera sur l'aménagement de la proche périphérie de l'axe routier, la gestion du territoire de la Terra do Meio relèvera essentiellement du *plano*.

par les deux spécialistes de la création d'aires protégées (Bartolomeo est écologue et Marcelo biologiste) est accompagnée d'un texte justificatif qui questionne ouvertement les choix faits par les experts auteurs du rapport (ISA-MMA *op. cit.*) :

> « - Pourquoi des unités de conservation de protection intégrale contiguës (parc/station écologique/réserve biologique) ?
> - Et le zonage des unités de conservation ?
> - Pourquoi ne pas augmenter le parc afin de permettre un tourisme contrôlé dans toute l'unité de conservation ?
> […]
> - Pourquoi ne pas créer, dans la région occupée, une unité de conservation d'usage durable qui permet le développement économique de manière durable et contrôlée ? » (IBAMA/DIREC 2004b : 4).

Figure 106 – Proposition de mosaïque d'aires protégées par l'IBAMA/DIREC



Source : (IBAMA/DIREC 2004b)

Comme l'illustre la figure 106, la principale innovation introduite par les agents consiste à remplacer la station écologique prévue dans le scénario (ISA-MMA *op. cit.*) par deux aires protégées distinctes. La partie nord de la station écologique deviendrait un parc national. À la différence de la station écologique, strictement réservée aux scientifiques autorisés, le parc autorise les activités de tourisme dans la région, pressenties comme vecteur de développement socio-économique pour le *município* et ses habitants. Ainsi, la figure du parc jouirait, d'après les fonctionnaires de l'IBAMA/DIREC, d'une plus grande acceptabilité locale, dès lors que les activités et infrastructures touristiques sont effectivement implantées par les pouvoirs publics. La partie sud de la station écologique laisserait place à une forêt nationale. Cette modification est lourde de conséquences puisque la forêt nationale appartient à la catégorie des UCUS, c'est-à-dire que les activités anthropiques, telles que l'exploitation forestière, sont autorisées à l'intérieur de ses limites. D'après ce scénario, la portion occidentale de la route de la Canopus, intégrée à la Forêt nationale de la Terra do Meio, ne serait donc pas barrée et donc difficilement interdite aux pionniers. Comme ils le justifient, les agents de l'IBAMA/DIREC espèrent ainsi encourager le développement d'une activité d'exploitation forestière légale dans une partie de la Terra do Meio qui présente déjà un degré assez élevé d'occupation. La découpe qu'ils proposent pour les UC tend également à favoriser l'adéquation des limites des aires protégées avec le réseau hydrographique, afin de faciliter

l'identification des limites par les populations locales et la gestion future des espaces protégés.

Comment s'en souvient amèrement Bartolomeo, la proposition qu'il présente à l'occasion d'une réunion entre l'IBAMA et le MMA en octobre 2004 est écartée sur le champ par João Paulo Capobianco. Pour ce dernier, le point central de la création des aires protégées est la « nécessité de fermer la route » par une UCI, comme s'en rappelle l'agent de l'IBAMA/DIREC. La création des aires protégées doit, selon les responsables du ministère de l'Environnement, « couper l'axe de la route et empêcher qu'elle rejoigne la BR-163 ». Bartolomeo décrit les discussions houleuses ponctuées par les exhortations de Capo : « « On doit la couper ! On doit la couper ! » ». Au début, les cartes de la Terra do Meio autour desquelles se tiennent les discussions sont produites par les techniciens de l'IBAMA. Mais après quelques semaines seulement, les représentants du ministère se présentent avec leurs cartes et les imposent comme base de discussion.

La confrontation des points de vue entre les techniciens de l'IBAMA et le stratège/tacticien du SBF/MMA apparaît particulièrement évidente dans cet épisode. Les premiers sont des professionnels de la délimitation des aires protégées et de leur gestion. Ils se montrent soucieux d'inclure, dans le *design* de la mosaïque, les caractéristiques techniques qui en faciliteront la gestion et devraient en garantir l'intégrité future. Mieux que quiconque, ils ont à l'esprit le degré infime d'implantation effective des aires protégées créées au Brésil. Pour parer à ce défaut, ils privilégient l'emploi des limites naturelles et tentent d'atténuer les sources de friction et de tensions avec les populations humaines environnantes. On mesure l'écart qui sépare cette vision de celle du stratège/tacticien du SBF/MMA dont l'objectif est inverse : frapper de plein fouet la frange pionnière et en barrer la marche vers l'ouest. Cette confrontation des points de vue renvoie, outre l'actualisation des tensions entre les deux institutions fédérales en charge de l'environnement, à l'inévitable hiérarchisation des connaissances à l'intérieur de l'armée, telle que la décrit par C. Von Clausewitz (*op. cit.*):

> « Il y a entre le chef suprême, c'est-à-dire le général placé à la tête de toute la guerre ou d'un théâtre de guerre et le commandement directement subordonné, un profond abîme, pour la simple raison que celui-ci est soumis à une direction et à une surveillance bien plus directes, ce qui restreint sensiblement le champ de ses propres initiatives intellectuelles. […] Pour mener à une fin glorieuse toute une guerre, ou du moins ses actions les plus importantes que l'on appelle des campagnes, il faut une connaissance approfondie des données politiques supérieures de l'État. Ici la conduite de la guerre coïncide avec la politique, et le général devient en même temps homme d'État » (:100-101).

Pour conclure sa description des relations entre le SBF/MMA et l'IBAMA, Bartolomeo a cette phrase merveilleuse : « la création d'une UC, c'est d'abord un acte politique. Tout dépend du poids qu'on a et de la bagarre qu'on est prêt à se payer ». Par son insistance à barrer la route de la Canopus coûte que coûte, Capo démontre le « poids politique » dont bénéficie la création des aires protégées dans la Terra do Meio. L'intégration des UC dans le *plano* semble avoir débloqué des marges de manœuvre considérables que le secrétaire du SBF/MMA met habilement et autoritairement à profit. Les choix faits se situent à l'intersection des considérations politiques et des considérations militaires.

3.3.3. Le hasard et la victoire

L'acte de création d'une aire protégée est un acte politique. Mais, il s'agit aussi, pratiquement, d'un long cheminement administratif qui s'ouvre par l'attribution d'un numéro officiel à la procédure de création. Ce numéro est imprimé sur une chemise cartonnée de couleur verte à l'intérieur de laquelle viendront s'ajouter les documents témoignant de l'évolution du

processus officiel de création (évaluation biologique et/ou socio-économique, avis scientifique, compte rendu d'audience publique, rapport de mission, évaluation juridique, attestation de transfert administratifs, etc.). La chemise verte, théoriquement en accès libre au public, et pratiquement difficilement accessible au public, retrace toute la vie du procès de création des aires protégées fédérales. C'est elle que je parcourrai pour suivre le dénouement de la création des UCI de la Terra do Meio.

La Station écologique de la Terra do Meio et le Parc national de la Serra do Pardo sont issus de la même procédure administrative de création, numérotée 02001.006771/2004-68. La sollicitation officielle du Coordinateur général de la direction des Ecosystèmes de l'IBAMA auprès de la Division de la correspondance administrative, datée du 18 novembre 2004, nous informe de la date d'ouverture du processus administratif de création. Le dossier est constitué de vingt documents totalisant 460 pages. En voici la liste exhaustive :

- 1- Présentation ;
- 2- « Plano de ação para a preservação e contrôle dos desmatamentos na Amazônia Legal » (Brasil 2004a) ;
- 3- « Uma análise de nove aréas propostas para a criação de unidades de conservação na Amazônia brasileira » (Rylands et Mittermeier 2002) ;
- 4- Informations biologiques relatives à la région de la Terra do Meio, à partir de l'ISA-MMA (*op. cit.*) ;
- 5- Informations relatives à la situation socio-économique de la région de la Terra do Meio, à partir de l'ISA-MMA (*op. cit.*) ;
- 6- Informations foncières relatives à la région de la Terra do Meio à partir de l'ISA-MMA (*op. cit.*) ;
- 7- Scénario proposé pour la mosaïque d'unités de conservation de la Terra do Meio à partir de l'ISA-MMA (*op. cit.*) ;
- 8- « Amazônia sustentável : limites e oportunidades para o desenvolvimento rural » (IMAZON 2000)
- 9- « Avanço de estradas endógenas na Amazônia » (IMAZON 2004)
- 10- Compte-rendu de l'importance de la création prioritaire des UCI de la Terra do Meio à partir de l'ISA-MMA (*op. cit.*) ;
- 11- Proposition élaborée par l'IBAMA/DIREC pour la création des unités de conservation de la Terra do Meio-PA / Résultat de la mission de terrain ;
- 12- Proposition d'accord entre le gouvernement fédéral (IBAMA et MMA) et le gouvernement de l'État du Pará (SECTAM) pour la création des unités de conservation de protection intégrale de la Terra do Meio – PA
- 13- Acte de l'Audience publique pour la création d'un parc national et d'une station écologique dans la Terra do Meio – Pará – São Félix do Xingu – 21/12/2004
- 14- Liste de présence de l'Audience publique pour la création des unités de conservation de la Terra do Meio - Pará – São Félix do Xingu – 21/12/2004
- 15- Photographies de l'Audience publique pour la création des unités de conservation de la Terra do Meio - Pará – São Félix do Xingu – 21/12/2004
- 16- Acte de l'Audience publique pour la création d'un parc national et d'une station écologique dans la Terra do Meio – Pará – Altamira – 20/12/2004
- 17- Liste de présence de l'Audience publique pour la création des unités de conservation de la Terra do Meio - Pará – Altamira – 20/12/2004
- 18- Photographies de l'Audience publique pour la création des unités de conservation de la Terra do Meio - Pará – Altamira – 20/12/2004

- 19- Présentation réalisée lors des audiences publiques pour la proposition de création des unités de conservation de protection intégrale dans la région de la Terra do Meio – PA
- 20- Descriptif de la proposition de création du Parc national de la Terra do Meio
- 21- Exposition des motifs, carte de la proposition de création du parc national de la Terra do Meio et texte du décret de création du parc national de la Terra do Meio

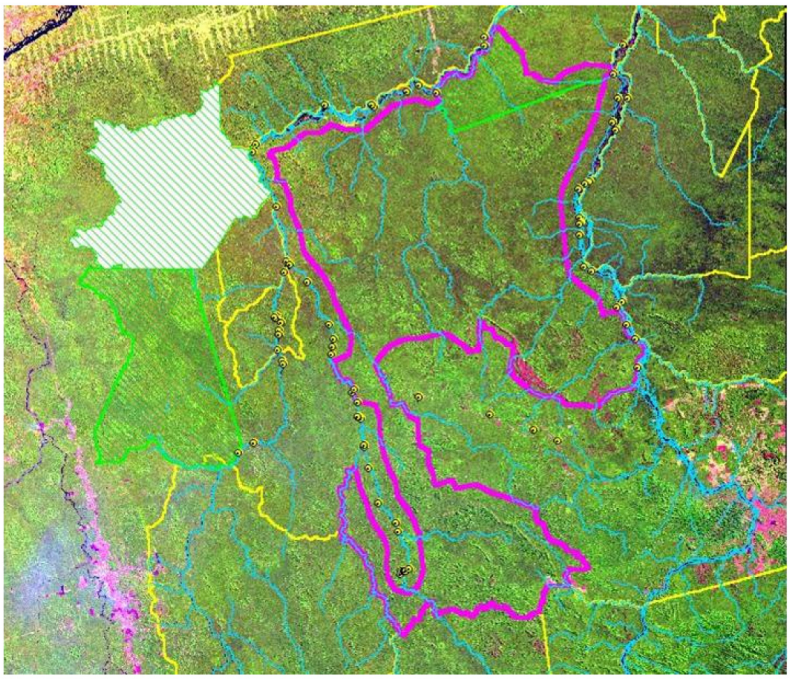
Les onze premiers documents rendent compte des informations bibliographiques et de terrain réunies par les agents de l'IBAMA/DIREC qui justifient l'ouverture du processus de création des aires protégées. On y retrouve des évaluations et expertises socio-économiques et écologiques.

Le document n°12 est particulièrement instructif. Il présente l'accord obtenu entre le gouvernement de l'État du Pará et l'Union préalable à la réalisation de l'audience publique réalisée à Altamira et São Félix do Xingu, les 20 et 21 décembre 2004. En effet, après le retour de la mission de terrain des deux agents de l'IBAMA/DIREC et le passage en force des représentants du SBF/MMA à propos de la mosaïque d'aires protégées (cf. *infra*), les deux agences fédérales ont fait front uni pour se tourner vers les dirigeants de l'État du Pará. Les membres du SBF/MMA « entrent à nouveau dans la bataille », comme l'explique l'un de ses représentants. La création des aires protégées, en tant que telle, n'est pas en jeu puisque le Pará a entériné indirectement leur création au travers de la publication, quelques mois plus tôt, du zonage de son territoire. La bataille entre l'échelon fédéral et l'échelon de l'État du Pará concerne essentiellement les limites des aires protégées.
Comme je l'ai présenté plus haut (chapitre 3 section D-2.2) les représentants politiques du Pará défendent l'absence de corridor écologique entre les espaces protégées du nord et du sud de la Terra do Meio, afin de pas entraver l'avancée vers l'ouest de la route de la Canopus et sa jonction imminente avec la BR-163. L'objectif des représentants du SBF/MMA est inverse puisque toute leur stratégie de contention des déboisements repose précisément sur le barrage de la route et la démobilisation de la frange pionnière locale. Trois rencontres sont organisées entre les cadres du SBF/MMA et ceux de la SECTAM entre mai 2004 et décembre 2004. Comme le rapportent plusieurs participants, leur déroulement est invariablement le même. Dans un premier temps, les techniciens des deux « camps » (sic) sont amenés à présenter leur proposition de mosaïque. Mais, comme l'explique l'un d'eux, « ça ne dure pas longtemps, la vraie bagarre commence après, entre Guerreiro [Gabriel « Guerreiro » est le secrétaire exécutif de Science, technologie et de l'environnement de l'État du Pará] et Capobianco. Là, nous, on n'a plus rien à dire. Tout se joue entre eux. […] Ils tirent une ligne par-ci, poussent une ligne par là. On dirait des vrais gamins ». Les représentants de la SECTAM reconnaissent souvent qu'ils ont été « forcés » d'accepter les limites défendues par Capobianco. L'un des techniciens de la SECTAM commente : « on n'avait pas le choix. Avec ou sans nous, on savait qu'ils allaient les créer leurs aires protégées. Ils ne voulaient que ça. Et puis, il y avait eu la Resex du Riozinho do Anfrísio. On sentait bien que de toute manière ça allait être imposé de haut en bas ».
L'accord de paix signé entre les deux échelons gouvernementaux et présenté conjointement à l'occasion des audiences publiques d'Altamira et de São Félix do Xingu traduit indéniablement la victoire du ministère de l'Environnement (figure 107). Le corridor d'UCI de près de 25 km de large assurant la connexion entre les espaces protégés nord et sud de la Terra do Meio interdit tout prolongement vers l'ouest de la route de la Canopus. L'organisation même des audiences publiques, déclenchées en toute hâte à l'initiative du ministère en fin d'année 2004 (dans l'espoir d'une création avant le début de l'année

nouvelle), sans la moindre concertation avec les responsables de l'État du Pará, traduit encore la force d'imposition de leurs volontés.

Le processus administratif ne s'arrête pas là. Les documents 13 à 19 sont consacrés à la présentation des audiences publiques, la liste des participants et leurs principaux résultats. Suivent les deux derniers documents, numérotés 20 et 21. Il s'agit des textes rédigés par les agents de l'IBAMA/DIREC qui constituent le « décret en blanc » (selon l'expression consacrée) de création des aires protégées. Présents dans chaque dossier de création, ils en marquent l'achèvement. Le document n°20, intitulé « Descriptif de la proposition de création », présente officiellement les aires protégées (localisation, catégorie et limites). Le document n°21, au titre de l'« Exposition des motifs », reprend tous les aspects techniques justifiant la création des aires protégées[197].

Figure 107 – La proposition commune MMA-IBAMA-SECTAM de création des UCI de la Terra do Meio présentée lors de l'audience publique de São Félix do Xingu



Source : MMA-IBAMA-SECTAM

Comme l'atteste Bartolomeo, le processus administratif de création des aires protégées de la Terra do Meio s'est déroulé sous les meilleures auspices. Ce dernier fait parvenir la « Description de la proposition de création » et l'« Exposition des motifs » à la PROGE en décembre 2004. La première évaluation (datée du 11 janvier 2005) est négative. Le PROGE

[197] La « description de la proposition de création » et l'« exposition des motifs », accompagnées de l'ensemble des pièces du dossier, sont ensuite soumises à l'évaluation juridique du Procureur Général de l'IBAMA (PROGE). Sur accord de ce dernier, le président de l'IBAMA fait alors parvenir officiellement le texte de création et son annexe au ministère de l'Environnement. Après examen et compte-rendu du DAP/SBF/MMA, le texte est envoyé au Consultant Juridique (CONJUR) du ministère. Après son évaluation positive, le document final est transmis au ministre de l'Environnement qui le soumet à la Présidence de la République, suite à l'accord donné par la *Casa Civil*. Toute appréciation négative faite lors du processus administratif se solde par un retour à l'envoyeur, pour correction. Le processus administratif de création des aires protégées peut durer de quelques semaines à plusieurs années.

(organe institutionnellement indépendant) s'étonne que les déclarations faites lors de l'audience publique, qui témoignent « clairement le mécontentement de la population à propos de la création du Parc », n'aient pas été prises en compte dans la proposition finale de création (PROGE 2004a). Une note technique (datée 13 janvier 2005) signée de Bartolomeo y répond : « En ce qui concerne l'audience publique, l'organe responsable de la création de l'unité de conservation a cherché à répondre à toutes les considérations émises lors de l'audience. Mais en certaines situations, il n'est pas possible de répondre à toutes ces manifestations. Les suggestions ont été dument enregistrées et évaluées, celles jugées pertinentes ont été incluses à la proposition. » (IBAMA/DIREC 2004c : 1-2). Après avoir salué la rapidité et la clarté avec laquelle le technicien de l'IBAMA/DIREC a répondu à ses objections en « tirant tous les doutes qui pouvaient subsister sur la légalité de la proposition » (PROGE 2004b), le représentant de la PROGE donne son avis favorable le 14 janvier 2005. Quatre jours plus tard, le Président de l'IBAMA achemine officiellement le « Descriptif de la proposition de création » et l'« Exposition des motifs » au ministre de l'Environnement.

Trois semaines plus tard, après vérification par un technicien du département du Programme national des aires protégés, son directeur fait parvenir, le 15 février 2005, les documents du décret de création « en blanc » au consultant juridique du MMA (CONJUR), accompagnés des commentaires suivant :

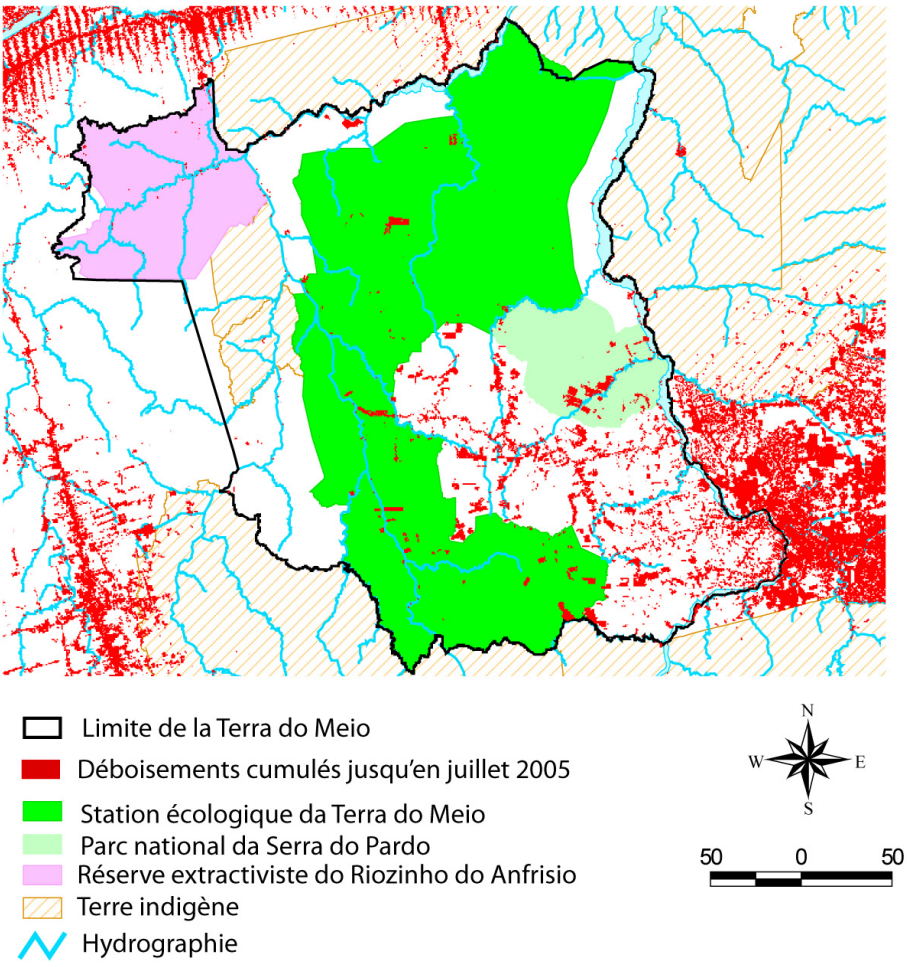
> « 1- Sur l'ordre de M. le secrétaire de la Biodiversité et des Forêts, João Paulo Capobianco, je vous fais parvenir en annexe la proposition de Décret créant la Station écologique de la Terra do Meio, pour analyse et évaluation en urgence maximale.
> 2- Comme vous devez en avoir eu connaissance, la présidence de la République est en train de préparer un ensemble de mesures visant à contrôler l'occupation désordonnée, le déboisement illégal et la violence rurale dans l'État du Pará, mesures qui ont pris un caractère d'urgence maximale en raison de l'assassinat de la religieuse Dorothy Stang.
> 3- Notre espoir est que le Président Lula puisse signer ce Décret demain, ce qui signifie qu'il est capital que ce dernier soit transmis à la Présidence de la République aujourd'hui même. » (SBDF/MMA 2004 : 1).

Menacée de mort depuis plusieurs mois pour le soutien vigoureux qu'elle apporte à un projet environnemental de réforme agraire, la religieuse (américaine récemment naturalisée brésilienne) Dorothy Stang est assassinée le 12 février 2005, dans le *município* de la Transamazonienne d'Anapú (PA). La nouvelle est reprise et abondamment diffusée par les médias régionaux, nationaux et internationaux qui dénoncent d'une même voix les violences rurales qui entachent chaque année l'avancée des franges pionnières en Amazonie orientale.

Les décrets de création de la Station écologique de la Terra do Meio et du Parc national de la Serra do Pardo sont signés par le président Lula cinq jours plus tard, le 17 février 2005 (figure 108). Ils sont accompagnés de quatre autres décrets, ainsi que d'une mesure provisoire et du projet de loi de Gestion des Forêts Publiques. Les six décrets sont responsables de la création de 5,2 millions d'hectares d'aires protégées situées dans les « nouvelles frontières pionnières » amazoniennes. Conformément à la grande stratégie décrite plus haut, la création des UCI de la Terra do Meio est accompagnée de celle d'une Réserve extractiviste dans l'État de l'Acre (Riozinho da Liberdade), d'une Forêt nationale en Amazonas (Balata-Tufari) et d'une autre dans le Roraima (Anauá). Le sixième décret institue l'interdiction d'utilisation des massifs forestiers (8,2 millions d'hectares) localisés sur les terres publiques fédérales situées à l'ouest de la route BR-163 (Pará) pour une durée de six mois. La mesure provisoire institue le droit donné au Président de la République de décréter la limitation provisoire d'utilisation des terres publiques fédérales.

La reconstitution chronologique minutieuse du processus administratif de création des UCI de la Terra do Meio à laquelle je viens de me livrer n'a pas seulement vocation descriptive. Elle va me permettre d'éclaircir un point crucial de mon interprétation stratégique de l'action en faveur de la conservation de la Terra do Meio, communément passé sous silence.
Nombre d'observateurs se plaisent à analyser la création des UCI de la Terra do Meio comme la réponse spectaculaire et symbolique donnée par le président de la République brésilienne à la mort violente de la religieuse américaine. L'acte de création existerait uniquement, comme l'énonce la maxime populaire, « pour que les Anglais le voient »[198], ou plutôt dans le cas présent « pour que le monde entier le voit (notamment les Etats-Unis) ». Cette lecture nous ramène, une nouvelle fois, à la critique de l'Etat spectacle, c'est-à-dire celui qui donne l'image de l'action pour l'image et non pour les résultats effectifs de l'action (Ost *op. cit.*). Cette lecture des événements s'avère d'autant plus tentante que l'histoire récente des politiques publiques environnementales en Amazonie a souvent permis d'illustrer ce travers (Mello 2002).

Figure 108 – Les UCI de la Terra do Meio



Source : auteur à partir des données INPE, IBAMA et MMA

Mais, mon exposé détaillé aura, j'espère, permis de réinscrire l'acte de création dans le temps long du processus administratif qui dépasse largement (malgré sa célérité indéniable) le laps

[198] En 1826, les élites politiques civiles et militaires brésiliennes abolissent très officiellement l'esclavage au Congrès national afin de satisfaire leurs partenaires commerciaux britanniques. Mais aucune suite ne sera donnée à l'adoption officielle de la loi qui restera sans effets pendant plusieurs années. D'où l'expression populaire d'une mesure officielle prise « pour que les Anglais la voient » (Gonçalves 2005).

de temps de quatre jours qui sépare » la mort de la religieuse de la signature officielle du décret. Cette attention toute particulière portée à la temporalité du procès de création n'est pas anodine. Elle devrait me permettre de fonder une lecture qui défend une rationalité de l'action inverse à celle décrite par l'interprétation de type « État spectacle ». En effet, ne nous y trompons pas, la correction interprétative que je propose ne vise pas, pour une raison ou pour une autre, à rendre justice au rôle joué par un acteur ou un autre en soit. Non, plus fondamentalement je ferai observer qu'une lecture formulée en terme d' « État spectacle » présente le grage inconvénient de masquer, éluder, totalement le caractère essentiellement stratégique de l'action menée en faveur de la conservation de la Terra do Meio. Ce défaut de taille puisqu'il conduit à renverser le cours des actions en négligeant le caractère structurel du hasard, c'est-à-dire la contingence de l'action, et la manière dont les acteurs l'investisse pour atteindre leurs fins. Pour soutenir cette perspective, je reviendrai à la conception clausewitzienne du combat.

L'une des caractéristiques fondamentales de l'affrontement tel que le conçoit C. Von Clausewitz (*op. cit.*) est la place irrémédiable prise par le hasard et l'incertitude. L'auteur s'oppose en cela aux théoriciens de la guerre qui lui sont contemporains. Il reproche à ces théoriciens « pseudo-rationalistes » d'avoir paré le chef de guerre, afin de conférer à leurs travaux une apparente scientificité, d'une connaissance parfaite de la situation, négligeant par là le caractère essentiellement incertain de l'affrontement réel. La principale qualité du stratège tiendrait précisément, selon l'auteur, à sa capacité de prendre une décision (et la bonne) en contexte de forte incertitude, marqué par l'arrivée d'informations contradictoires ou erronées, par les nécessaires approximations de tout ordre concernant l'état des troupes, du terrain, de l'adversaire, des réserves, etc. Dès lors, les calculs rationnels que les théories de la guerre se plaisent à offrir pour en décrire et prédire le déroulement doivent être remplacés par ceux des « probabilités » (on parlerait aujourd'hui plus volontiers de probabilités subjectives). Pour C. Von Clausewitz (*op. cit.*), la logique de la lutte se rapproche en cela de celle du jeu de cartes où l'intelligence, les plans élaborés par les joueurs côtoient nécessairement le hasard :

> « En guerre, la diversité, la délimitation incertaine de tous les rapports, font entrer en ligne de compte un grand nombre de facteurs. La plupart de ces facteurs ne peuvent être évalués que d'après la loi des probabilités ; si la personne qui agit n'a pas le flair nécessaire pour pressentir la vérité globale, il en résulte une confusion inextricable de vues et de considérations […] Bonaparte a dit fort justement à ce sujet que maintes décisions qui incombent au chef de guerre pourraient poser à un Newton ou un Euler des problèmes mathématiques dont ils ne seraient pas indignes. » (: 101).

Le génie stratégique n'est pas celui de la trigonométrie. Il est celui de l'utilisation la meilleure des occasions, accidents, hasards qui ponctuent nécessairement et de manière toujours contingente chaque affrontement. Le succès dans le combat apparaît comme le fruit d'une nouvelle dialectique qui réunit le hasard et l'intelligence stratégique capable d'en tirer parti (Aron *op. cit.*). On résumera ce lien entre contingence et prise d'initiative en disant que la chance se construit.

Ainsi, la création des aires protégées de la Terra do Meio comme réponse immédiate donnée à l'assassinat de la religieuse n'est pas le signe de l'État spectacle mais plutôt celui d'une action stratégique ayant réussi à tourner à son avantage la tragique opportunité qui se présente à elle. Comme le décrit Marcio (SBF/MMA), face à la gravité de l'assassinat de la religieuse Dorothy Stang et devant la commotion nationale et internationale qu'il suscite, le président Lula a dû prendre l'initiative. Il s'est trouvé contraint d'affirmer publiquement et de démontrer pratiquement sa détermination d'en finir avec la violence environnementale et sociale inhérente à la poussée pionnière en Amazonie. Ainsi, s'est ouverte une « fenêtre d'opportunité » (sic) grâce à laquelle le ministère de l'Environnement a pu « refiler » (sic) à la *Casa Civil* le « décret en blanc » déjà prêt. Selon Marcio toujours, c'est l'émotion nationale et

internationale qui a permis aux membres de la SBF/MMA « d'activer le *plano* ». De la même manière, les bons résultats des premières mesures de lutte contre les déboisements annoncée de façon anticipée en 2006 (chute de 31 % du taux de déboisement annuel par rapport à l'année précédente) ou l'organisation de la Conférence des Parties dans le cadre de la Convention sur la Diversité Biologique ont représenté autant de fenêtres d'opportunité grâce auxquelles le ministère de l'Environnement a pu poursuivre et même renforcer son action.

3.3.4. La poursuite

Selon C. Von Clausewitz (*op. cit.*), le concept de victoire est étranger à la stratégie. La victoire appartient exclusivement au domaine de la tactique. Le succès stratégique réside quant à lui, pour une part dans la préparation de la victoire tactique (ce que j'ai déjà évoqué) et pour l'autre dans l'utilisation la plus judicieuse de la victoire (tactique) acquise. Selon cette seconde composante, l'action stratégique vise donc à tirer le plus profit de la victoire obtenue afin de la faire suivre d'un maximum d'effets. Car,

> « l'expérience montre que la différence des pertes physiques subies au cours de l'engagement par le vainqueur et le vaincu est rarement très grande ; elle est souvent nulle, et même parfois inverse ; les pertes décisives du vaincu ne surviennent qu'au moment de la retraite et le vainqueur ne les partage donc pas avec lui. La cavalerie décime les faibles résidus des bataillons déjà ébranlés, les hommes exténués restent sur le terrain, les pièces d'artillerie et les caissons de poudre sont abandonnés, d'autres ne peuvent plus être retirés assez vite sur de mauvaises routes et la cavalerie s'en empare ; certains groupes se perdent dans la nuit et tombent désarmés entre les mains de l'ennemi. C'est ainsi que le plus souvent la victoire ne prend corps qu'après coup. » (Clausewitz *op. cit.* : 247).

Jamais une victoire ne peut avoir les répercussions (physiques et morales) désirées sur l'ensemble du théâtre de guerre si elle n'est pas judicieusement exploitée. Les victoires ne portent leurs fruits, en termes de désarmement moral et physique de l'adversaire, qu'au travers de la poursuite. Seule cette dernière transforme la victoire en un avantage effectif pour la suite des événements.

Ce principe essentiel de la stratégie clausewitzienne est pleinement vérifié par les actions qui donnent suite à la victoire indéniable que représente la signature du décret de création des UCI de la Terra do Meio. Moins d'une semaine après la mort de la religieuse Dorothy Stang, pas moins de deux milles hommes (militaires fédéraux et policiers fédéraux) sont envoyés dans la région. Difficile de ne pas suivre l'exemple du journal national *O Estado de São Paulo* (18.02.2005) et employer le terme d'« opération de guerre en forêt » pour décrire cet envoi massif d'hommes qui dépasse par son nombre le contingent ayant servi à réprimer la Guérilla de l'Araguaia (entre 1971 et 1974).

Selon le Capitaine Lucio basé à São Félix do Xingu, un bataillon de 400 hommes aurait « occupé » la région de la Terra do Meio pendant près de deux mois, entre février et mars 2005. Pour patrouiller et assurer leurs déplacements dans toute la région de la Terra do Meio, les militaires emploient trois hélicoptères, quatre barques motorisées, douze camions et une dizaine de camionnettes. L'envoi de troupe a permis de récolter en moins de quinze jours quelques trois cent quatre-vingt-six armes en tout genre, d'après Muriel Saragoussi (SCA/MMA) qui s'est rendue sur place. Comme le précise le Capitaine Lucio, cette prise est essentiellement constituée des carabines remises de leur plein gré par les *colonos* de la région[199], sur ordre des militaires.

[199] Pour nombre d'entre eux, ces armes représentent l'unique moyen de défense contre les animaux sylvestres. Elles servent également aux activités cynégétiques, responsables d'un apport crucial en protéines animales pour ces populations isolées des marchers urbains (Bonaudo, Le Pendu *et al.* 2005).

Pour Danielo (Chef du département de Fiscalisation et Contrôle de l'IBAMA de Marabá entre 2003 et 2006), la mission principale des forces armées était d'« occuper le terrain », de « se faire présent » dans la région. Les troupes n'avaient pas un objectif offensif déterminé. Leur tâche était d'affirmer dans les faits la reprise en main de la région par le gouvernement fédéral et de fournir l'« appui logistique » nécessaire aux opérations menées par les agents de l'IBAMA. Concrètement, il s'agit d'assurer la sécurité (de jour comme de nuit) des agents de la police environnementale fédérale menant les opérations de fiscalisation ainsi que le ravitaillement, les réparations des avaries mécaniques. Comme le rapporte Nelso (IBAMA/DICOF), grâce au campement sécurisé par les forces armées qu'il rejoint chaque soir, il a pu, pour la première fois « bien dormir » dans la Terra do Meio. Ce détail peut paraître second. Il s'avère pourtant prépondérant. Le renfort de l'armée a permis aux agents de l'IBAMA/DICOF de mener leurs actions de fiscalisation de manière plus soutenue et continue, dans des conditions physiques et psychologiques beaucoup moins tendues. Les actions de fiscalisation deviennent bien plus efficaces et surtout, une nouvelle forme de relation s'établit avec les populations locales. La franche hostilité de ces dernières à l'égard des agents fédéraux (cf. chapitre 3 section B-6) laisse place à la reconnaissance de l'utilité d'une reprise en main policière effective de la région. Plusieurs de mes interlocuteurs, habitants de la *vila* Central notamment, se félicitent de la venue prolongée des agents fédéraux qui selon eux a permis de « chasser les bandits de la région » et insistent sur la nécessité d'établir un poste policier permanent de contrôle à l'intérieur de la Terra do Meio.

Après le départ des troupes militaires, la présence fédérale se poursuit par l'intermédiaire de deux missions de l'IBAMA menées dans la région (deux semaines à chaque fois) entre juillet et septembre 2005. L'effectif moyen est d'une cinquantaine d'hommes : dix agents de l'IBAMA/DICOF, vingt des forces armées, dix de la police militaire et cinq du corps des pompiers. Selon le journal *Diário do Pará* (08.02.2006), l' « Opération Terra do Meio » contre les déboisements illégaux dans la région qui s'est déroulée entre juillet et septembre 2005 serait à l'origine de plus de cent dix procès verbaux (pour un total de 144 millions de réais d'amende). Les saisies établissent d'ailleurs des records nationaux : cent dix véhicules irréguliers, deux avions agricoles, quinze tracteurs, mille litres de diesel, huit cents litres d'essence, vingt tronçonneuses, huit armes de divers calibres et près de quatre tonnes de semences fourragères. Un *fazendeiro* sera même arrêté.
Le 25 juillet 2005, les policiers environnementaux de l'IBAMA, emmenés par Nelso, atteignent les terres occupées par la *fazenda* JD & LA dont le propriétaire, selon les hommes qui y travaillent, est le *fazendeiro* José Dias Pereira (habitant la ville d'Ourilândia do Norte). Nelso rédige un procès verbal (n°038639) pour « Destruction par coupe à blanc d'une superficie de 6 852 ha de forêt nationale en Amazonie légale, objet de préservation spéciale dans la *fazenda* JD & LA, *município* d'Altamira (PA) sans autorisation de l'autorité compétente ». La valeur de l'amende atteint les dix millions deux cent soixante-dix-huit mille réais. Le 2 août, une plainte est déposée par le procureur fédéral de la République, Renato Gomes, pour crime environnemental (selon les articles 41 et 50 de la loi 9605/98). Le 31 août, le juge fédéral, Fabiano Verli, signe le mandat de prison préventive. Quelques heures plus tard, José Dias Pereira est arrêté à son domicile d'Ourilândia do Norte. Pour la première fois dans l'histoire nationale, un *fazendeiro* est interpellé pour déboisement illégal et crime environnemental. En moins de trois ans, l'homme a supervisé la destruction de deux millions d'arbres (équivalent à la surface de six mille terrains de football). Après cinquante-deux jours de prison préventive dans le pénitencier de Cucurunã (Santarém), José est relâché sur décision de justice, au motif qu'il n'y aurait aucune preuve (malgré les images satellites[200]) de

[200] Selon les juges, les images satellites manqueraient de précision et ne pourraient donc servir à prouver la responsabilité de l'accusé dans la défriche de 1 900 ha localisés dans la Station écologique de la Terra do Meio.

défriches réalisées sur les terres de l'Union (i.e. à l'intérieur des aires protégées). La justice fédérale se déclare incompétente pour conduire la suite du procès qui est laissé à la responsabilité de l'État du Pará. L'*habeas corpus* est accordé.

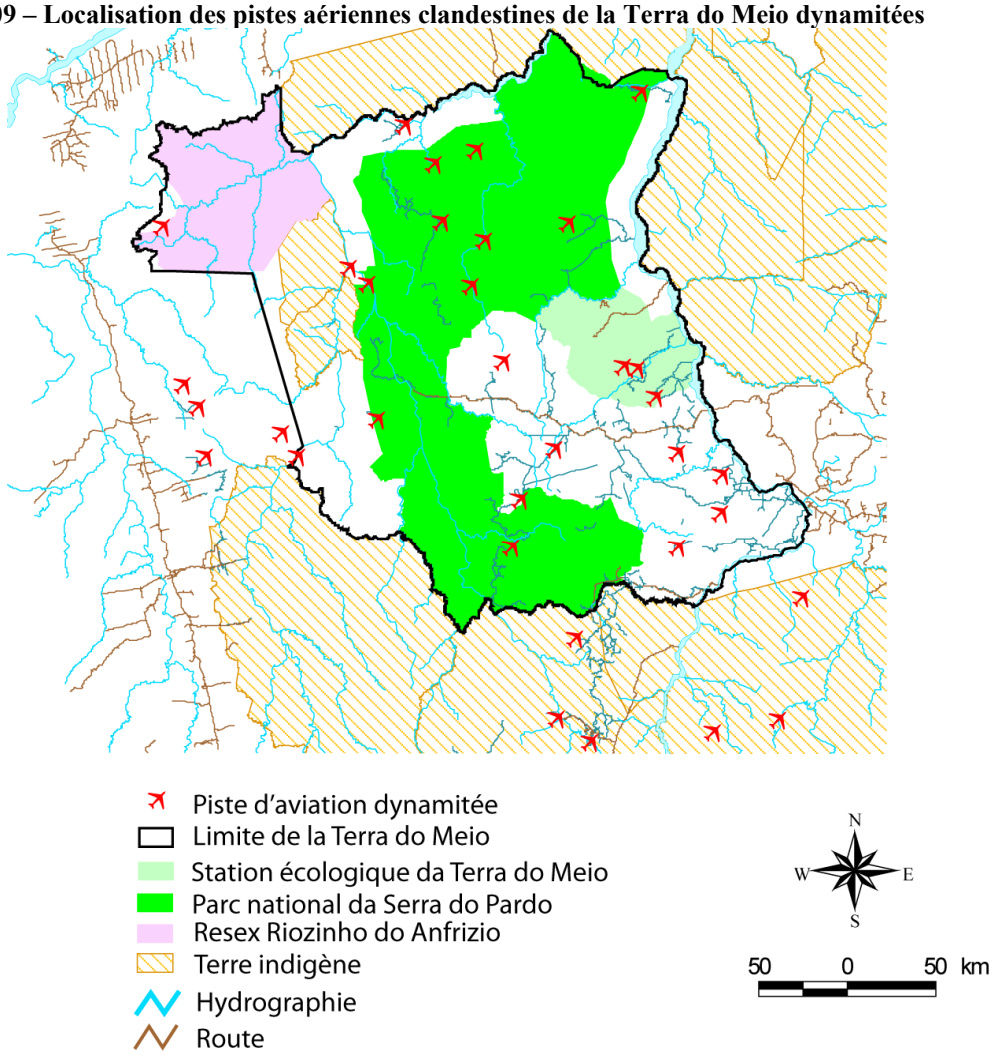
Comment ne pas voir dans la venue des troupes fédérales dans la Terra do Meio, dans la saisie des centaines d'armes, des dizaines de tronçonneuses, des tonnes de semences fourragères, des hectolitres de combustible, la poursuite de l'adversaire battu à laquelle invite le général prussien ? C'est elle qui concrétise et cristallise véritablement la victoire. Mais elle ne dure qu'un temps. Comme le prévoit l'auteur, malgré la victoire et la poursuite glorieuse, les hommes ont souffert, l'organisation collective des troupes victorieuses n'est souvent pas en meilleur état que celles qui ont subi la défaite. Le vainqueur doit reformer ses troupes, réorganiser sa contre-attaque pour qu'elle puisse se poursuivre durablement. Ce répit donne aussi le temps au vaincu de se regrouper, de se réorganiser, de préparer le prochain engagement pour réagir : « Une grande partie de ce qui était en état de dispersion et de confusion est remis en ordre, le stock de munitions est renouvelé, le tout réorganisé. De nouvelles rencontres avec l'ennemi ne seront pas le prolongement du précédent engagement, mais un nouveau, et bien que rien ne soit moins sûr que son heureuse issue, c'est cependant un nouveau combat sans comparaison avec l'écroulement d'un édifice dont le vainqueur n'a qu'à ramasser les décombres. » (: 287).
Après deux mois passées dans la Terra do Meio, les forces armées quittent la région. Les agents de la police environnementale se retirent quelques temps plus tard. Suite à l'action d'urgence déclenchée par l'assassinat de la religieuse et la signature des décrets de création des espaces protégés de la Terra do Meio, l'action des pouvoirs publics pour la conservation de la Terra do Meio doit se réorganiser. C'est ce que m'explique Danielo : passées les mesures immédiates, le lourd dispositif interinstitutionnel promu par le *plano* doit se mettre en place.

3.4. Troisième engagement : implanter les espaces protégés

Après l'exploitation immédiate de la victoire par la poursuite, une nouvelle forme d'utilisation plus durable de celle-ci doit être trouvée par le camp victorieux. On a vu précédemment comment la première victoire (intégration des UCI de la Terra do Meio dans le *plano*) s'est poursuivie dans le deuxième engagement et a conduit à une seconde victoire (création des UCI de la Terra do Meio). De la même manière, cette seconde victoire sera été utilisée stratégiquement pour poursuivre l'élan victorieux dans le troisième engagement.
Comme l'explique C. Von Clausewitz (*op. cit.*) une des manières les plus efficaces d'exploiter une victoire est d'organiser la poursuite en exerçant une pression continue sur l'adversaire, car *«* Rien n'est plus déprimant pour le soldat que d'entendre encore le canon ennemi au moment où, après une marche épuisante, il croit pouvoir jouir d'un instant de repos ; pour peu que cette impression se répète plusieurs fois, elle peut dégénérer en panique. Elle implique la conscience persistance d'avoir à se soumettre à la loi de l'ennemi sans être capable de lui résister, ce qui ne peut manquer de démoraliser considérablement l'armée » (: 291*).* Dans ce scénario, après l'accalmie réparatrice et réorganisatrice, l'armée victorieuse ne se contente pas de suivre son adversaire. Elle lui en demande toujours plus. Alors, la retraite initiale devient fuite ininterrompue.
On retrouve la pression croissante maintenue sur les acteurs de la frange pionnière et les coups de canons évoqués par Clausewitz (*op. cit.*) dans l'opération de dynamitage systématique des trente-quatre pistes aériennes clandestines repérées dans la Terra do Meio. Cette opération menée par l'IBAMA/DICOF et les troupes militaires fédérales est un

événement inédit au Brésil. Entamée le 11.02.2006, près d'un an après l'assassinat de la religieuse Dorothy Stang et plus de sept mois après le départ des forces armées de la Terra do Meio, cette opération se poursuit pendant presque deux mois. D'après la carte de mission des agents de l'IBAMA/DICOF (figure 109), dix pistes se trouvent dans la station écologique et trois dans le parc national. À chaque fois, près de 500 kilogrammes de dynamite sont utilisés pour rendre inaccessibles la région aux avions qui y déposent hommes et matériel. Lors de lancement de cette action de choc, la ministre de l'Environnement déclare dans le *Diário du Pará* (11.02.2006) : « Nous ne baisserons par la garde d'un millimètre, la présence de l'État se fera chaque fois plus forte ». Les manœuvres de sabotage de l'action policière tentées sur certaines pistes (disposition de containers et de câbles d'acier destinés à empêcher l'atterrissage des forces de police) donnent à ces paroles un sens très particulier. Le ministre de la Justice explique quant à lui dans le *Jornal do Brasil* (11.02.2006) que la destruction des pistes aériennes ne représente que la première phase d'un travail qui vise à éliminer toutes les voies d'entrées dans les UCI de la Terra do Meio. Des opérations contre les routes clandestines de la région et un contrôle de l'accès par voie fluvial devront prochainement être mis en place.

Figure 109 – Localisation des pistes aériennes clandestines de la Terra do Meio dynamitées



Source : auteur à partir des données IBAMA/DICOF

Le relais de la destruction des pistes sera pris par une action policière inédite de l'IBAMA/DICOF dans la région de la Terra do Meio. Contrairement aux années précédentes, les agents fédéraux se font présents sur le terrain dès la fin de la saison des pluies. C'est la

première fois qu'une action préventive contre les déboisements est mise en place dans la région. Comme le déclare Luciano (IBAMA/DICOF-Brasília) « Cette année, on n'a pas attendu que les arbres soient couchés sur le sol pour venir ». L'action est réalisée de manière anticipée et prolongée puisqu'un point d'appui de l'IBAMA est établi dans la ville de SFX à partir de juin 2006 dans le cadre de l'action nationale nommée « Opération déboisement ». Les agents de l'IBAMA sont protégés dans leur mission locale par plusieurs dizaines de policiers militaires et un hélicoptère de l'armée. L'« Opération déboisement » entamée dans la région dès les premiers jours de mai se poursuit jusqu'à la première quinzaine de décembre.

Puis succède l'« Opération Monte Pardo » (du 06.12.2006 au 21.12.2006). Il s'agit d'une action spécifique destinée à fiscaliser les déboisements localisés dans le Parc national de la Serra do Pardo. L'opération est menée conjointement par voie de terre, d'eau et des airs. Dans la déclaration de presse donnée par son coordinateur (*Notícias do IBAMA*, 26.12.2006), ce dernier souligne l'importance de la création des aires protégées dans l'efficacité accrue du travail de fiscalisation dans la région. La création des aires protégées a conduit à une réduction significative des déboisements à l'intérieur de leur limite (cf. *supra*). L'action policière pourra ainsi se concentrer sur les quelques infractions relever et approfondir l'investigation de chaque cas. Des informations plus sûres sont recueillies sur l'identité des responsables. L'approfondissement des enquêtes menées par la police environnementale est souligné dans le compte-rendu du rapport de mission (IBAMA/DICOF 2007) :

> « Plus de 40 polygones de déboisement, identifiés par image satellite (CBERS 2), ont été survolé afin d'en confirmer l'existence et d'en suivre l'évolution possible. Là où des bâtiments étaient présents et où nous pouvions nous poser, des informations ont été recueillies sur les *fazendas* et les personnes rencontrées localement. À trois reprises les propriétaires ont été rencontrés sur place et ont été verbalisés pour les déboisements constatés. Des déplacements jusque dans les villes de Tucumã et São Félix do Xingu, à la recherche d'informations sur les propriétaires cités par les travailleurs rencontrés dans les *fazendas*, ont aussi été réalisés». (: 1).

Outre l'emploi des images fournies par le satellite CBERS 2 (et non DETER) qui témoigne d'une lutte contre les déboisements réalisée en temps réel. On relèvera également la poursuite des enquêtes sur les responsables des déboisements dans le parc national jusque dans les centres-villes de la région.

Un dernier élément de la lecture du rapport de l' « Opération Monte Pardo » n'a pas manqué d'attirer mon attention. À deux reprises, il est fait mention de *fazendeiros*, dont les pratiques illégales constatées dans leur *fazenda* de la Terra do Meio venaient d'être verbalisées, qui se sont « spontanément » présentés aux équipes policières lors de leur enquête dans la ville de Tucumã. Ne peut-on voir dans ces hommes qui choisissent de se livrer aux forces de l'ordre, les indices d'une certaine démobilisation morale des principaux acteurs de la frange pionnière du Xingu-Iriri ? Je m'efforcerai de répondre à cette interrogation en évaluant dans la section à venir les conséquences globales de la contre-attaque menée par les acteurs de la coalition environnementale sur la dynamique des défriches annuelles dans la Terra do Meio.

D - La gestion émergente du territoire et des ressources naturelles

Comme je l'annonçais dans l'introduction au chapitre 4, le changement de politique publique concernant la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio, ne signifie pas nécessairement un changement de la gestion effective. Ainsi, après avoir présenté dans la section précédente la création des UCI de la Terra do Meio comme un changement majeur de politique publique, il me faut à présent tenter d'en estimer les impacts sur la dynamique de pastoralisation locale. Pour évaluer l'efficacité, d'un point de vue environnemental, du changement de politique publique dans la Terra do Meio, je me concentrerai sur l'analyse de la dynamique des défriches annuelles. Je renvoie le lecteur à l'encadré 3, en ce qui concerne les limites inhérentes aux données satellitaires annuelles des défriches amazoniennes produites et rendues publiques par l'INPE.

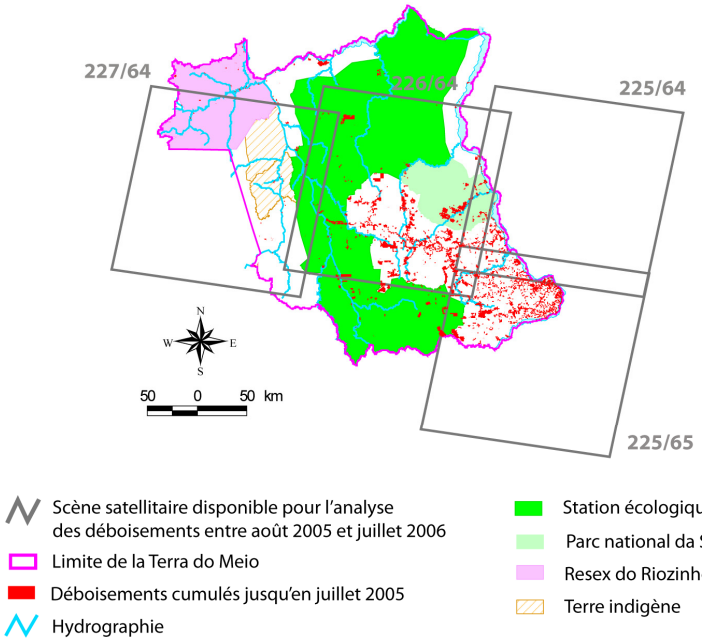
1. La dynamique des déboisements annuels

Les données les plus récentes[201] des déboisements rendues disponibles par l'INPE (période d'août 2005 à juillet 2006) ne couvrent pas entièrement la Terra do Meio. Comme l'illustre la figure 110, seules quatre scènes des sept nécessaires à couvrir l'ensemble du territoire de la Terra do Meio ont été analysées et rendues publiques par les techniciens de l'INPE. En effet, afin de rendre publique l'analyse des images satellites au plus tôt, l'INPE a sélectionné les régions de l'Arc de déboisement où les dynamiques de défriche forestière sont les plus vives. La Terra do Meio en fait évidemment partie. Néanmoins, pour alléger le traitement des données satellitaires, les trois scènes périphériques où les surfaces défrichées sont rares, ont été exclues.

Afin d'intégrer dans mon analyse les données les plus récentes, qui couvrent près de 90 % en moyenne des défriches annuelles réalisées dans la Terra do Meio, j'ai tracé deux courbes pour illustrer l'évolution des défriches annuelles dans la région (figure 111). La première, en trait plein, correspond à l'évolution des surfaces défrichées annuellement, obtenue par l'analyse des sept scènes satellites. La seconde, en ligne pointillée, rend compte de l'évolution des surfaces défrichées annuellement à partir des quatre scènes satellites disponibles pour la période août 2005 – juillet 2006. Pour les besoins de l'analyse, j'ai également pris soin de distinguer sur le graphique l'évolution des surfaces déboisées annuellement situées à l'intérieur des UCI (créées en février 2004) de celles localisées à l'extérieur. Par construction, on obtient en additionnant les défriches annuelles situées à l'intérieur des UCI et les défriches annuelles situées à l'extérieur des UCI, le total des défriches annuelles de la Terra do Meio.

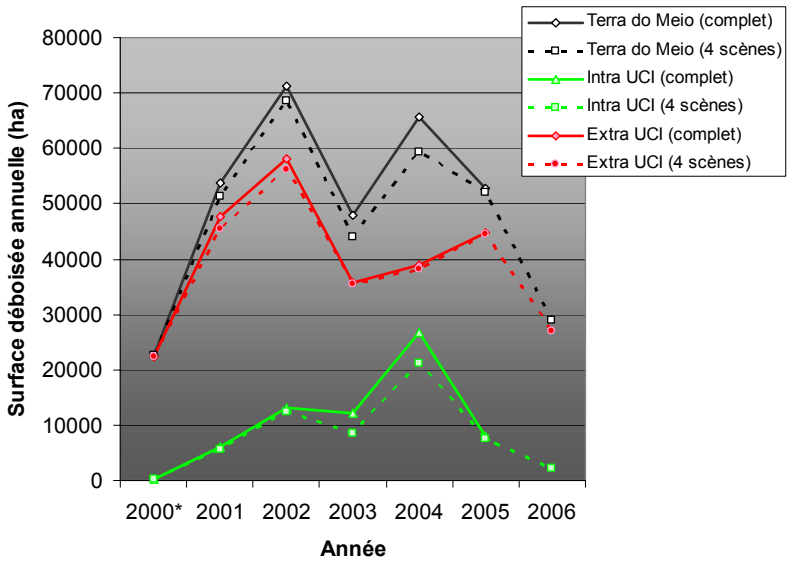
[201] Alors que je relis et mets les dernières corrections au manuscrit final, l'INPE publie (août 2007) les données consolidées des défriches amazoniennes pour la période août 2005 – juillet 2006. Comme j'ai pu le vérifier, ces dernières confirment entièrement les résultats que j'ai obtenus à partir de l'analyse des données partielles (quatre scènes satellites au lieu des sept nécessaires pour couvrir l'intégralité de la Terra do Meio) disponibles dix mois plus tôt. Je choisirai donc de conserver le raisonnement tenu à partir des données partielles.

Figure 110 –Scènes satellites dont l'analyse des déboisements est actuellement disponible pour la période août 2005-juillet 2006



Source : auteur à partir des données de l'INPE

Figure 111 – Évolution des surfaces déboisées annuellement dans la Terra do Meio



Source : auteur à partir des données INPE
*N.B. La donnée de l'année 2000 recouvre les déboisements enregistrés sur trois ans, entre 1997 et 2000.

Exception faite de la croissance initiale des défriches annuelles entre 2000 et 2002, que j'ai longuement décrit dans le chapitre 3, je proposerai une interprétation de chaque phase du graphique. Mon analyse se déroulera en quatre temps. D'abord, je commencerai par m'intéresser au recul des défriches sur la période août 2004 – juillet 2005. Je poursuivrai par l'étude de son renforcement entre août 2005 et juillet 2006. Puis, c'est le troisième temps, à partir des résultats obtenus pour la période précédente, je proposerai une interprétation de la chute de 30 % observée entre août 2002 et juillet 2003. Je conclurai par l'enseignement que l'on peut tirer, pour le futur de la région, de la reprise des défriches observée entre août 2003 - juillet 2004. Je déploierai cette analyse sur trois sections seulement. Mais avant cela, et pour

entamer mon analyse de la chute des déboisements annuels sur la période août 2004 – juillet 2005 (également valable pour la période suivante), je m'intéresserai aux impacts, estimés, du contexte macroéconomique global sur les dynamiques de défriche locales. Après avoir présenté (brièvement) l'influence du facteur macroéconomique sur l'évolution observée des déboisements observés dans la Terra do Meio, je centrerai mon analyse sur l'évaluation de l'efficacité environnementale de l'action fédérale (création des UCI, occupation militaire et contrôle policier).

1.1. Les facteurs conjoncturels

En juin 2005, le gouvernement brésilien annonce en grande pompe et de manière anticipée (à partir des estimations calculées par les chercheurs de l'INPE), la chute des déboisements amazoniens sur la période de onze mois allant d'août 2004 à juin 2005 (en comparaison de la période précédente allant d'août 2003 à juin 2004). La règle d'or énoncée par P. Fearnside (1999) et L. Barbosa (2003) selon laquelle en matière de déboisement, les mauvaises nouvelles se font toujours attendre alors que les bonnes arrivent toujours assez tôt, est encore vérifiée. La diminution estimée, par rapport à l'année précédente, des déboisements amazoniens serait de l'ordre de 31 % et de 90 % à l'intérieur des UCI de la Terra do Meio (Brasil 2005b). Selon les us et coutumes en vigueur depuis 1988, ce chiffre donne cours aux commentaires les plus divers et contradictoires (Léna 1999).

Alors que le gouvernement fédéral s'attribue la paternité de l'éclaircie environnementale connue par l'Amazonie brésilienne qui n'aurait perdu sur la période août 2004 – juillet 2005 « que » 18 900 km², de nombreuses analyses émanant des ONG socio-environnementales font lucidement remarquer que l'année 2005 a été marquée par une conjoncture hautement défavorable aux déboisements. D'après la lettre publique, destinée au président de la République brésilienne, rédigée par le GT-Forêt du FBOM (datée du 2 septembre 2005) un tel contexte socio-économique n'aurait de précédent qu'en 1991 (GT-Floresta/FBOM 2005). Après avoir salué l'effort du gouvernement fédéral dans sa lutte contre les déboisements amazoniens, les auteurs, afin d'en encourager la poursuite et l'intensification, en viennent à relativiser son poids dans la chute des déboisements observés. La période août 2004 - juin 2005 serait ainsi marquée par la conjonction suivante (*ibid.*):

- chute expressive du prix des principales commodités agricoles ;
- revalorisation de plus de 21 % de la monnaie brésilienne (real) par rapport au dollar ;
- augmentation des taux d'intérêts pour le calcul des crédits de plus de 19 % ;
- endettement sans précédent du secteur agricole (30 milliards de réais) ;
- stagnation du secteur de construction civile, connu comme le principal débouché des arbres abattus et bénéficiant d'autorisations de déboisements ;
- absence d'investissement en infrastructure et le peu de routes fédérales asphaltées en Amazonie ;

Le lien entre l'évolution du contexte macroéconomique et la dynamique des défriches amazoniennes a également été établi par la littérature scientifique.

De manière tout à fait convaincante, P. M. Fearnside (1999 ; 2002) démontre comment la diminution historique des déboisements en 1991 s'expliquerait par la crise économique que traverse le Brésil de l'époque (la faible disponibilité des ressources financières restreindrait drastiquement les dépenses nécessaires aux défriches forestières). Le record historique des déboisements, enregistré en 1995, puis la réduction lors des trois années suivantes seraient les conséquences, à court terme et à moyen terme, de la fin de l'hyperinflation brésilienne provoquée par l'adoption du Plan réal en juillet 1994. Le lien pressenti entre le cours de la

viande bovine et la dynamique des déboisements amazoniens a été mis en évidence par la « connexion hamburger » identifiée par D. Kaimowitz, B. Mertens *et al.* (*op. cit.*). L'année suivante E. Arima, P. Barreto *et al.* (*op. cit.*) soulignent à leur tour la relation existant entre déboisement, rentabilité de l'élevage et vente à l'export. D. Nepstad, Stickler *et al.* (2006), reprenant les principaux résultats des deux précédentes études, se proposent de les systématiser au travers de ce qu'ils nomment des « téléconnexions »[202]. D'après cette analyse le pic de déboisement amazonien survenu entre 2002 et 2004 s'expliquerait en premier lieu par la demande internationale croissante de viande bovine et de soja brésilien. Le second facteur explicatif identifié serait la dévaluation du réal par rapport au dollar qui aurait entraîné la diminution du prix des commodités agricoles brésiliennes sur les marchés internationaux, les rendant ainsi plus attractives. Inversement, les auteurs présentent la chute de 30 % du prix du soja entre 2003 et 2005 ainsi que l'augmentation de 25 % de la valeur du réal par rapport au dollar sur la même période comme de puissants facteurs explicatifs de la chute des déboisements amazoniens.

Mais, la chute des défriches annuelles observée dans la Terra do Meio sur la période août 2004 – juillet 2006 ne s'explique pas seulement par l'action des facteurs conjoncturels macroéconomiques. Comme l'indiquent les entretiens et les observations réalisés dans la région, la création officielle des deux UCI en février 2005 a profondément affecté les dynamiques locales de conversion de l'espace forestier en espace fourrager. Afin d'évaluer l'impact de la création des UCI de la Terra do Meio sur les défriches annuelles, je distinguerai trois périodes, correspondant aux trois sections suivantes : le premier semestre 2005, le second semestre 2005 et l'année 2006.

1.2. Le choc initial (1er semestre 2005)

Le 17 février 2005 deux UCI ont officiellement été créées dans la Terra do Meio. Quelles en sont les conséquences locales ? Airton, ex-président du SPR-SFX répond par un : c'est le « chaos ». D'après lui, la création des UCI et la venue des troupes fédérales auraient conduit, à l'« insécurité totale » des investisseurs de la Terra do Meio. D'un côté, les *fazendeiros* occupant déjà une terre dans la région auraient brusquement suspendus leurs investissements. De l'autre, les nouveaux venus auraient pris peur et se seraient détournés de la région.

Toute la région est sous le choc. Tous les *fazendeiros* de la Terra do Meio sont pris de panique car non seulement des aires protégées ont été créées mais le territoire de la Terra do Meio a été investi par un bataillon militaire chargé de faire respecter l'ordre. L'avenir local apparaît bien incertain aux yeux des *fazendeiros* de la Terra do Meio : que va-t-il se produire à présent ? L'accès aux *fazendas* en formation sera-t-il définitivement interdit et maintenu *manu militari* ? Les terres vont-elles être reprises par l'État sans aucune indemnisation pour des occupants qui ne possèdent pas le moindre titre de propriété et qui ont réalisé leur défriches sans la moindre autorisation légale ? De nouvelles aires protégées vont-elles être créées dans la Terra do Meio afin de compléter la mosaïque d'unités de conservation présentée à l'occasion de l'audience publique ? Pour les *fazendeiros*, seule une chose est sûre : la dynamique de pastoralisation de la Terra do Meio est brutalement remise en cause. Le *statu quo* du laisser-faire actif a été brisé.

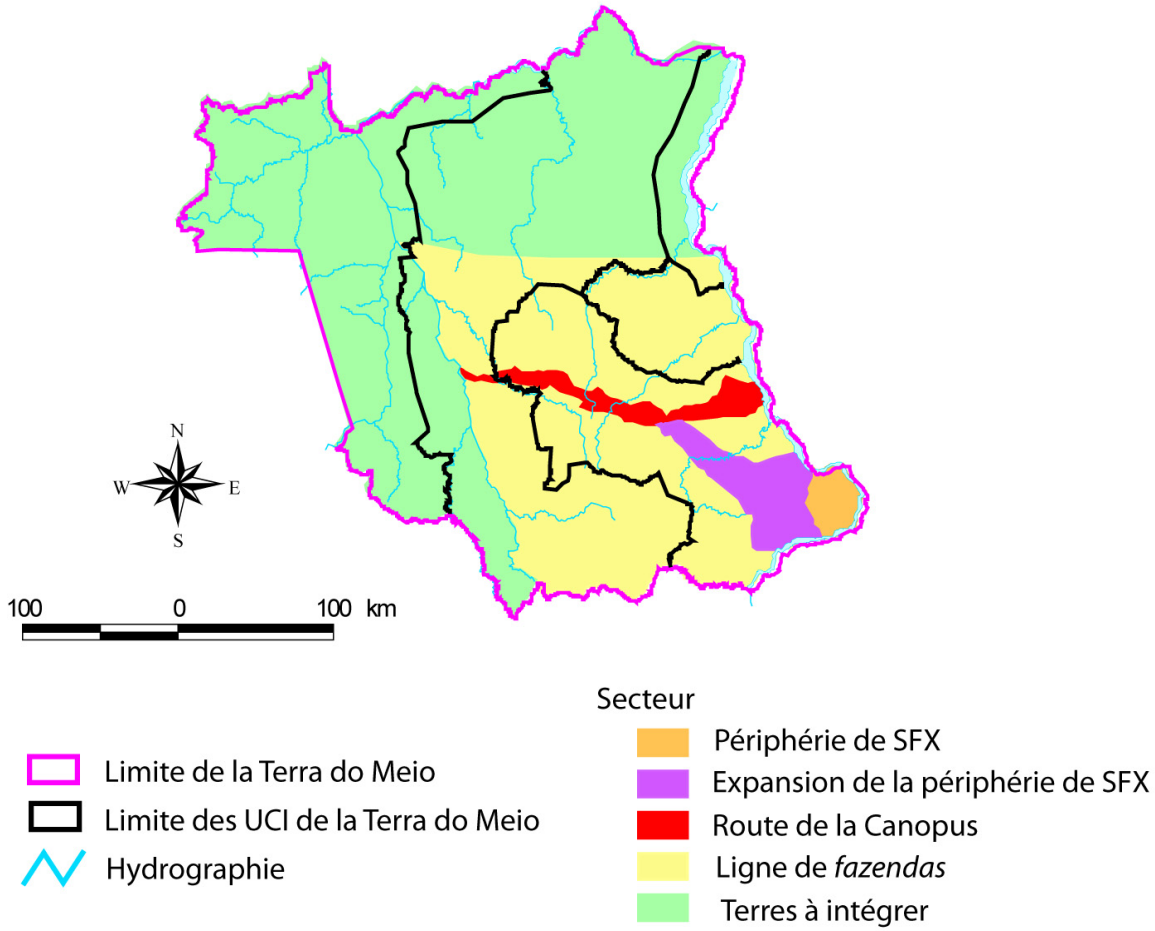
L'impact immédiat qu'aura la création des UCI sur les dynamiques de pastoralisation locale s'explique notamment par la localisation et la forme des aires protégées. En effet, comme

[202] Les auteurs empruntent le mot aux climatologues pour qui il désigne le couplage existant entre plusieurs phénomènes climatiques se produisant en des points distants de la planète.

l'illustre la figure 112, deux zones sont particulièrement atteintes par le décret officiel, il s'agit de celle des lignes de fazendas et de celle des terres à intégrer. L'une comme l'autre, on s'en rappelle, sont caractérisées par une occupation quasi exclusive des *fazendeiros* que j'ai par ailleurs identifié comme les principaux responsables de l'accélération des défriches dans la Terra do Meio depuis l'année 2000 (cf. chapitre 3 section A-2.3). De toute évidence, la création des aires protégées a bel et bien touchée sa cible. Ainsi, comme le révèle la figure 68, la diminution de l'ordre de 20 % des défriches observées à l'échelle de la Terra do Meio, sur la période 2004 – 2005, s'explique par la baisse de 30 % des surfaces défrichées dans la zone des lignes de *fazendas* et presque 70 % dans celle des terres à intégrer. La surface déboisée dans les autres secteurs reste constante et connaît même une légère hausse (j'y reviendrai).

Le suivi de l'évolution de la valeur d'échange des terres de la Terra do Meio me permettra de caractériser et d'illustrer la crise dans laquelle les *fazendeiros* sont soudainement plongés (figure 113). Pour ce faire, j'ai choisi d'accompagner dans le temps, entre 2000 et 2005, la valeur offerte (par unité de surface) à José et Dirlão pour le droit d'occupation qu'ils détiennent. L'un et l'autre sont des *fazendeiros* de la Terra do Meio. Leurs *fazendas*, en formation, sont situées à une cinquantaine de kilomètres l'une de l'autre et appartiennent à la ligne de *fazendas* do Jabá. Elles ont en commun de ne présenter que peu ou pas d'infrastructures et de pâturages implantés. On suivra donc l'évolution de la valeur d'échange de la « terre brute » dans la ligne qu'ils occupent.

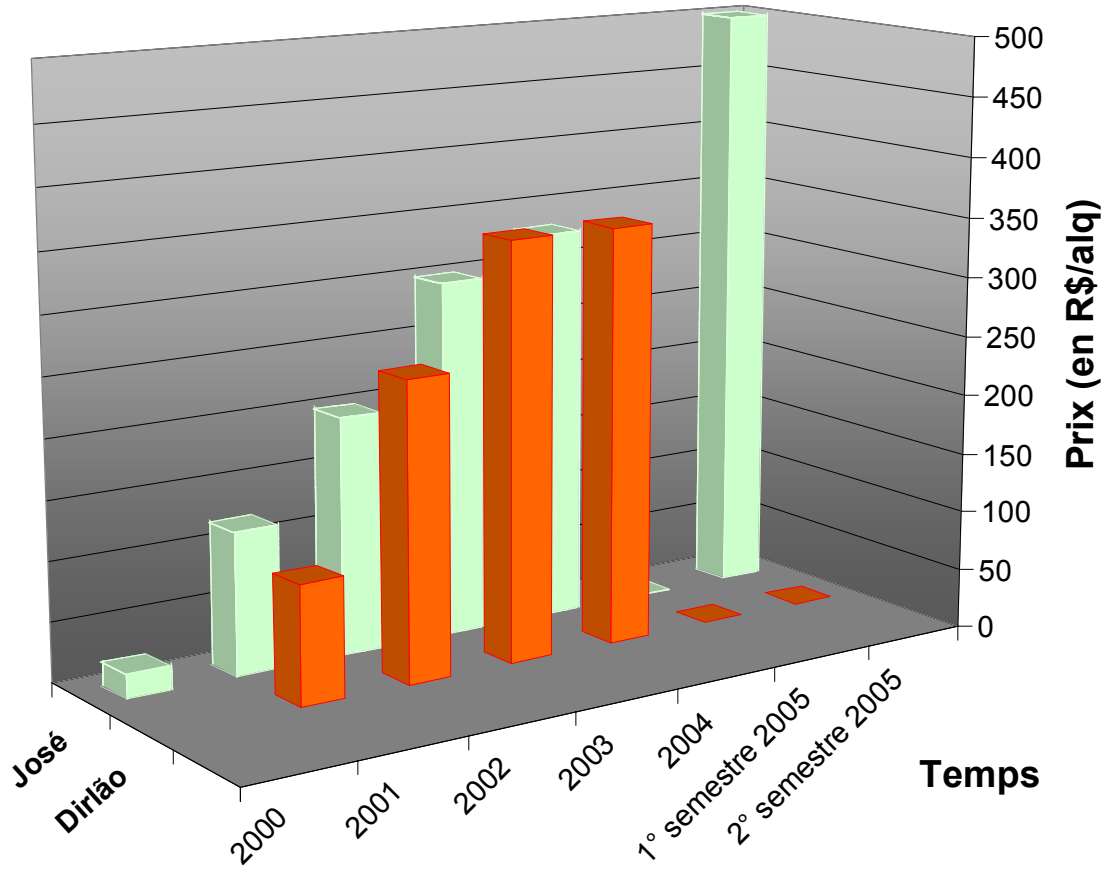
Figure 112 – Les secteurs de la Terra do Meio



Source : auteur

Les deux courbes partagent une même trajectoire entre l'année 2001 et le premier semestre de 2005. Pour en rendre compte, je la subdiviserai en trois périodes successives. La première, entre 2000 et 2003, est marquée par une augmentation forte et ininterrompue de la valeur du prix de la terre dans la ligne de *fazendas* do Jabá. La période suivante (2003-2004) se caractérise, selon les mots de João, par une « zone de turbulence », comme il le précise « on entendait des rumeurs sur la création, mais on ne savait pas vraiment ce qui allait être créé et où ça devait être créé ». Cette incertitude conduit à une diminution (de moitié) du taux d'augmentation du prix de la terre. Finalement, l'annonce officielle de la création des UCI de la Terra do Meio provoque l'arrêt net des demandes d'achat des droits d'occupation pour l'un comme pour l'autre. En quelques jours seulement plusieurs transactions commerciales sont interrompues. Certains accords de vente déjà conclus sont révisés et rompus. La valeur d'échange tombe à zéro. Comme le décrivent nombre d'occupants de terres de la Terra do Meio (présents tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des UCI), durant plusieurs semaines après l'annonce de création des aires protégées, plus personne ne s'est présenté pour acquérir le droit d'occupation. Cette situation tranche avec les trois saisons sèches précédentes lors desquelles, comme le déclare un *fazendeiro* de la région, « les acheteurs se succédaient les uns derrière les autres à ma porte sans que je n'ai rien à faire ».

Figure 113 – Évolution de la valeur marchande des terres de la ligne de *fazendas* du Jabá



Source : auteur

Pour décrire le premier semestre de l'année 2005, marqué par la création officielle des aires protégées de la Terra do Meio et l'occupation physique de la région par les troupes fédérales, les *fazendeiros* de la Terra do Meio évoquent volontiers leur sentiment de « désespoir », la « résignation », le « découragement », la « déception » qui les conduisent à imaginer l'« abandon », le « départ », la « sortie » de la Terra do Meio et même, de la région du Sud-Pará. L'effet de surprise provoqué par l'action gouvernementale semble avoir atteint ce qui constitue sans doute la plus grande force des pionniers : leur mental. Qu'ils évoquent le moral, la volonté, la détermination, le courage, la pugnacité ou encore le caractère infatigable des colons, la plupart des auteurs s'accordent pour identifier les qualités de résistance psychologique des pionniers comme une clé de leur succès (Turner 1998[1914] ; Araújo 1993 ; Le Borgne-David 1998 ; Bonaudo 2005 ; Arnaud de Sartre 2006). P. Monbeig (1984), cherchant les variables explicatives de la croissance des villes pionnières soulignera, avec les conditions naturelles et la présence de voie de communication, le rôle crucial des facteurs psychologiques et de l'influence des *leaders* charismatiques, écrivant :

> « Aussi important que soient les avantages [pour la ville] d'une position clé, d'autres éléments très influents viennent s'ajouter, qui contribueront puissamment à faire d'un humble lieu-dit une véritable ville. Ces facteurs viennent pour certains de la personne même du fondateur, d'autres procèdent de la psychologie collective des pionniers. […] Position clé, qualités individuelles des fondateurs, enthousiasme collectif, sont les facteurs qui expliquent ce fait [développement accéléré de certaines villes pionnières de l'État de São Paulo]. Les villes qui, perchées sur chaque butte, devinrent de petites capitales régionales, São José do Rio Preto, Araçatuba, Marília, Presidente Prudente ou Londrina, ne le doivent pas seulement à des conditions naturelles plus favorables, mais bien à des circonstances économiques et sociales particulières : les succès urbains étaient à la fois le triomphe des personnes et, dans ce sens, la géographie humaine de la frange pionnière est le fruit de sa structure sociale et économique. » (: 354-358).

Les commentaires résignés des *fazendeiros* entre en résonnance avec ce constat. Comme l'exprime l'un d'eux, la création des aires protégées a conduit à la « mort » de la région. Il poursuit, visiblement affecté : « quand la terre se valorise, les gens prennent des forces, ils s'animent, c'est sûr […] Mais quand on nous fait un truc comme ça. Quand la terre ne vaut plus rien alors plus personne ne croit à rien […] On n'a plus de force ». Un autre complète : « avant que ne vienne ce problème, la terre avait de la valeur. Je me rappelle, en juillet 2004, on m'a proposé entre 800 et 1 000 R$ ». Avec la création des aires protégées, les choses ont changé : « la terre n'a plus de valeur. Toutes les affaires s'arrêtent. On s'est retrouvé isolé, avec un patrimoine mort entre les mains. […] Tu sais, on ne tue pas seulement un travailleur avec un pistolet ».

À partir du deuxième semestre de l'année 2005, les occupations de João et Dirlão connaissent un sort un bien distinct. Alors que le prix de celle de João repart à la hausse, atteignant même une valeur supérieure à celle précédant la « crise », l'occupation de Dirlão se maintient imperturbablement à son niveau le plus bas. La frange pionnière se scinde alors en deux mondes.

1.3. La distinction (2ème semestre 2005)

Après deux mois d'occupation physique du terrain, les troupes fédérales quittent la région de la Terra do Meio. Quatre mois après la création des UCI, la situation s'est considérablement éclaircie pour les *fazendeiros* de la Terra do Meio. Des cartes précises des UCI ont circulé. Les géomètres locaux, consulté à la chaine par les *fazendeiros* de la région, ont tracés les limites exactes des UCI, à l'aide des coordonnées définies dans le décret présidentiel. Les militaires eux-mêmes n'ont pas hésité à véhiculer auprès des populations locales des

informations sur les limites exactes des espaces protégés récemment créés. Autrement dit, quatre mois après la création des UCI, chacun connaît la place qu'il occupe dans la nouvelle géographie territoriale de la frange pionnière. Il y a ceux du « dedans », c'est-à-dire dont les occupations sont localisées à l'intérieur des UCI et il y a ceux du « dehors », dont les occupations sont situées à l'extérieur des UCI. Les deux mots sont sur toutes les lèvres, dans toutes les têtes. Le sort de ceux du « dedans », bien qu'incertain dans ses modalités précises, est assez claire : ils vont perdre leurs terres qui doivent revenir à l'Union. Ceux du « dehors » savent en revanche qu'une UCUS devrait être créée dans le sud-est de la Terra do Meio. La création de cette Aire de protection environnementale (APA), dont les règles d'usages sont très flexibles et peu restrictives, devrait s'accompagner de la régularisation foncière des occupants (jusqu'à 2 500 ha) promis par les pouvoirs publics[203]. À partir du second semestre de 2005, le monde unifié de la frange pionnière du Xingu-Iriri se fragmente en deux univers bien différents.

Cette séparation ne s'effectue d'ailleurs pas sans heurts. La discorde entre les *fazendeiros* affleure. Elle prend notamment les traits de la révolte menée par Emilio dont la *fazenda* appartenait au « dehors » sur la carte présentée lors de l'audience publique du 21 décembre 2004 et s'est retrouvée au « dedans » de celle instituée par le décret de création officiel. Emilio s'indigne : « Je ne comprends pas, je suis passé d'une carte à l'autre, sans justifications, sans explicitation du pourquoi ». Mais il trouve lui-même le motif de cette évolution : comme les *fazendeiros* les plus riches et influents ont réussi *in extremis* à « sortir » leurs *fazendas* des aires protégées et que la superficie totale était fixée, de nouvelles zones ont dû être incorporées en toute hâte aux UCI. La terre qu'il occupe et dont il vient d'obtenir coûteusement le titre officiel de propriété de l'ITERPA appartient à l'une d'elles. Devant ce qu'il décrit comme une véritable injustice de la part de l'État qui une nouvelle fois privilégie les « gros » au détriment des « petits »[204], Emilio n'hésite pas à accuser publiquement : « Je n'ai pas peur ! Moi, je le dis à tous ceux qui veulent l'entendre, qui sont ces politiques bien protégés par le gouvernement qui occupent la Terra do Meio ». Alors, il dénonce haut et fort une kyrielle d'hommes politiques occupant les terres de la Terra do Meio et qui ont effectivement réussi à s'en sortir : Onofre (Député du Tocantins), Raofilio (*prefeito* de Palmas), Sefer (Député du Pará), Godoche (Conseiller de la cours suprême justice), etc. Avant la création des UCI, l'identité de ces individus était mentionnée à mots couverts. Les secrets, le confidentiel de la Terra do Meio s'affichent désormais… les dents grincent.

Le Système d'Action Concret de la frange pionnière du Xingu-Iriri fondé sur l'articulation et la régulation des stratégies coopératives commence à se craqueler. Il faut dire que le sort réservé à ceux du « dedans » et à ceux du « dehors », qui commence à prendre distinctement forme dans dès le second semestre de l'année 2005, est radicalement différent. Les stratégies des uns et des autres, notamment en ce qui concerne les défriches à réaliser sur leurs occupations, se différencient.

1.3.1. Au «dedans »

Pour rendre compte de l'impact de la création des aires protégées et de la venue des troupes fédérales sur les stratégies suivies par les *fazendeiros* du « dedans », je distinguerai formellement les trois composantes de la stratégie globale de « formation d'une *fazenda* dans

[203] La création de l'Aire de protection environnementale (APA) Triunfo do Xingu (1 679 280 ha) sera effectivement décrétée, le 4 décembre 2006, par l'État du Pará.
[204] Emilio est à la tête de deux *fazendas* de 5 000 ha chacune dans la Terra do Meio.

la Terra do Meio » identifiées dans la section B-4.2 du chapitre 3 (spéculation foncière/production de pâturage, blanchiment d'argent et production bovine)[205].

La chute brutale de la valeur d'échange de la terre et son maintien au niveau le plus bas, pour les occupations du « dedans », affecte en premier lieu la stratégie de spéculation foncière/production de pâturages. Le schéma explicatif de la progression des franges pionnières pastorales avancé par S. Margulis (2003) m'aidera à en rendre compte.
D'après l'auteur, la spéculation foncière qui se développe en amont de la frontière pionnière consolidée s'expliquerait par la promesse de rentabilité future de l'élevage dans la région. En effet, selon une chaîne causale que j'ai déjà évoquée (cf. chapitre 3 section B-4.2), cette promesse de rentabilité future garantirait la venue de nouveaux investisseurs, venus du Centre-Ouest ou du Sud, désireux d'installer de grands systèmes d'élevage très productifs et qui devront, pour ce faire, acheter les droits d'occupation détenus par les spéculateurs fonciers. Or, comme le précise l'auteur, ces éleveurs attirés par le potentiel productif des terres amazoniennes ont un comportement averse au risque (contrairement aux spéculateurs fonciers).
Dès lors, on imagine facilement la méfiance de ces derniers à acheter un droit d'occupation et investir sur une terre localisée à l'intérieur d'une aire protégée fédérale récemment créée. Ils savent en effet que si l'envie leur prenait d'acquérir un tel droit d'occupation, il leur serait impossible d'obtenir dans le futur le moindre titre de propriété officiel de la terre. Par voie de conséquence, les prêts bancaires leur seront interdits (le titre de propriété représentant une condition *sine qua non* du prêt). Ils s'exposent enfin à l'expulsion, à tout moment, par les pouvoirs publics selon des modalités de dédommagement assez confuses. Ainsi, l'insécurité foncière provoquée par la création des aires protégées a comme premier effet de décourager fortement ces futurs investisseurs qui préféreront se tourner vers d'autres terres amazoniennes d'accueil plus sûres.
Dès lors, prenant à rebours le mécanisme imaginé par S. Margulis (*ibid.*), on comprend que le désintérêt des futurs investisseurs pour les terres de la région met subitement un terme aux stratégies de spéculation foncière suivies par les acteurs les devançant. Donc, d'après cette interprétation, je remarquerai que l'impact de la création des aires protégées sur la stratégie spéculative/ production de pâturages des *fazendeiros* de la Terra do Meio, est essentiellement indirect : inquiétant l'acheteur, on décourage le vendeur. Car, sans trop s'avancer, on peut penser qu'une fois la demande réduite à rien, les spéculateurs n'auront eux-mêmes qu'un intérêt très marginal à investir dans les défriches et l'implantation de graminées pour pérenniser ou valoriser une occupation que personne, de toute manière, ne viendra leur acheter. De plus, il me semble intéressant de relever que la rétroaction de la demande sur l'offre spéculative de terres ou de *fazendas* conduit au démantèlement en chaîne de toutes les activités spéculatives situées en amont de la frange pionnière pastorale. En effet, puisque la dernière génération de spéculateurs (les *fazendeiros* de la Terra do Meio) se détournera des terres situées à l'intérieur des UCI (qu'elle ne pourra pas revendre), la génération de spéculateurs qui peut la précéder (occupant des terres de plus grande taille qu'elle lotit pour la vente) ne trouvera elle-même aucun acheteur et n'aura donc qu'un intérêt fort limité à maintenir sa domination sur des zones par l'emploi (coûteux) de bandes armées. Et ainsi de suite… Les UCI créées en pointe de frontière pionnière active provoquent un véritable court-circuit dans la succession des cycles spéculatifs. Par ce mécanisme, les terres du dedans (couvertes ou non de prairies) se trouvent brutalement extraites du marché foncier amazonien, à condition que le gouvernement fédéral se livre à une large publicisation de son action dans

[205] Le lecteur doit garder à l'esprit que cette individualisation des stratégies est un artéfact de recherche puisque, comme je l'ai montré, les trois composantes de la stratégie de formation d'une *fazenda* dans la Terra do Meio s'avèrent étroitement mêlées dans la pratique.

la région. Seule cette large médiatisation de la détermination des pouvoirs publics fédéraux à protéger la région, par la création des aires protégées et la venue des troupes militaires, atteindra les investisseurs situés dans les régions du Centre-Ouest ou du Sud du pays.

Dans le cas de la stratégie de blanchiment d'argent, l'achat d'un droit d'occupation puis la pastoralisation de l'espace est le moyen choisi pour blanchir et recycler simultanément de l'argent sale. Cette stratégie de criminalité financière repose sur la possibilité offerte au *fazendeiro*, lors du processus de formation d'une *fazenda*, d'utiliser des revenus illégaux, de les faire fructifier et de les réinjecter dans l'économie légale sans attirer l'attention.
Suite à la création des aires protégées, deux cas de figure se présentent aux blanchisseurs d'argent occupant une terre située à l'intérieur des UCI. Ou bien il sera jugé de « mauvaise foi » par les autorités responsables de la désappropriation, qui auront réussi à prouver sa pleine conscience des infractions commises à l'heure de réaliser les défriches et autres investissements sur son occupation. Dans ce cas, l'État fédéral expropriera le *fazendeiro* sans autre forme d'indemnisation. L'occupant perd tous les investissements réalisés. L'argent sale ne peut alors être blanchi par la vente de la *fazenda*. Ou bien l'occupant est jugé de « bonne foi » et l'État devra lui rembourser les « mises en valeurs » du territoire forestier qu'il a financé (bâtiments, routes, plantations, pâtures, clôtures, etc.). Dans ce cas de figure, la situation de chaque occupant est méticuleusement examiné par les agents de l'IBAMA responsables de la régularisation foncière afin d'évaluer le plus justement possible le montant du remboursement. On comprend aisément que le minutieux travail d'expertise réalisé par les agents de l'IBAMA, prenant souvent plusieurs années, n'est pas sans inquiéter le malfrat dont l'intérêt initial était de ne pas attirer l'attention sur l'origine (illicite) de la manne financière qu'il a investi dans la formation de sa *fazenda*.

Le dernier cas est celui de la stratégie de production de bovins. Le *fazendeiro* est alors intéressé en premier lieu par les potentialités pastorales offertes par la région de la Terra do Meio. Il se rapproche alors de la figure de l'éleveur-investisseur de la frontière consolidée décrit dans le paragraphe consacré à la stratégie spéculative (cf. *infra*). Comme ce dernier, le *fazendeiro* de la Terra do Meio présente alors une véritable aversion au risque. La subite inclusion de sa *fazenda* en cours de formation dans une aire protégée fédérale l'inquiètera au plus haut point. Les investissements prévus sont suspendus. La création des aires protégées vient perturber un projet productif mais aussi, et surtout, le projet de vie imaginé par le *fazendeiro*. C'est ainsi que Dirlão évoque la tragédie que représente pour lui la création des aires protégées : « mon objectif c'était d'habiter là-bas, dans un ou deux ans au maximum. Le petit serait resté avec sa mère et le grand serait venu avec moi. Et puis cinq ans plus tard, on aurait pu tous vivre dans la *fazenda*. […] La région se serait développée, avec des routes, des écoles et tout le reste… il n'y aurait plus de problèmes ». Tout était déjà planifié : l'ouverture de pâturages, la construction d'une habitation (petite mais confortable) durant l'été 2005, la venue du cheptel, l'installation du père et de son fils, etc. La création des aires protégées bouleverse ses plans. Comme plusieurs de ses collègues il s'interroge : « Pourquoi construire notre vie là-bas, alors qu'on n'aura jamais aucun droit sur la terre ? On ne sera jamais chez nous […] D'un jour à l'autre, le gouvernement pourra venir et nous dire de partir. Et quand ça arrivera, on n'aura plus rien, plus rien du tout. Et alors, on fera quoi ? ».

La création des aires protégées de la Terra do Meio se présente comme une sérieuse entrave à chacune des composantes stratégiques suivies par les *fazendeiros* de la région. Leur combinaison, dans le temps ou l'espace, s'en trouve *a fortiori* compromise. Les aires protégées brisent, au moins momentanément, les rêves d'ascension sociale des pionniers du « dedans ». La raison d'être de l'aventure pionnière est atteinte en plein cœur. Les

investissements réalisés en direction des terres occupées de la Terra do Meio sont subitement suspendus, qu'il s'agisse de l'ouverture ou de l'entretien des routes, de la construction d'une habitation ou de la réalisation des défriches forestières. Cette mise en échec des projets de pastoralisation du territoire se traduit par la chute de plus de 70 % de la surface annuelle défrichée à l'intérieur des UCI de la Terra do Meio entre août 2003 – juillet 2004 et août 2004 – juillet 2005. Si l'on compare le taux de déboisement entre août 2003 – juillet 2004 et août 2005 – juillet 2006, la diminution avoisine alors les 100% (tableau 23).

Tableau 23 – Comparaison des taux de déboisement annuels

	Comparaison de la surface déboisée	
	entre août 2005 - juillet 2006 et août 2004 - juillet 2005	entre août 2005 - juillet 2006 et août 2003 - juillet 2004
Terra do Meio	-44%	-51%
"Dedans"	-72%	-100%
"Dehors"	-40%	-30%

Source : auteur à partir des données INPE

Dans le court terme, la création d'UCI à la pointe des franges pionnières pastorales d'Amazonie brésilienne, doublée d'une présence physique sur le terrain des forces de l'ordre qui manifeste dans les faits la volonté gouvernementale de reprendre les rênes de la région, se révèle un instrument extrêmement efficace de contention des déboisements amazoniens, à l'intérieur de leurs limites.

1.3.2. Au « dehors »

Si les déclarations des acteurs, leurs pratiques et l'évolution des déboisements à l'intérieur des aires protégées de la Terra do Meio sont extrêmement cohérentes entre elles et m'ont permis de dégager de manière assez nette l'impact de la création sur les dynamiques locales de pastoralisation, il n'en va pas de même pour les dynamiques du « dehors ». En effet, si le taux de déboisement du « dedans » connaît une chute de 70 % suite à la création des aires protégées, celui du « dehors » enregistre une augmentation de 15 % (figure 111). Comment rendre compte de cet accroissement ? Doit-on y voir un effet adverse de la création d'aires protégées en contexte de frange pionnière pastorale d'Amazonie brésilienne ? Compte tenu du laps de temps court de mon observation (deux ans à peine après la création des aires protégées), je me limiterai, pour répondre à ces questions importantes, à dégager quelques constatations et pistes de réflexion.

Comme l'illustre la figure 68, les lignes de *fazendas* restent les zones où se concentrent massivement les surfaces déboisées après la création des aires protégées. Reprenant la figure 112, j'observerai qu'une part importante de ces lignes a été laissée à l'extérieur des aires protégées, afin d'exclure des UCI les zones les plus défrichées. C'est en particulier le cas de la ligne de *fazendas* de la Toca do Sapo (cf. figure 47). Là, les discours résignés des *fazendeiros* du « dedans » contrastent singulièrement avec ceux du « dehors ». Ceux-ci se montrent sereins et même plutôt optimistes pour le futur. Les nouvelles qui leurs sont parvenues font état de la création sur les terres du « dehors » d'une aire de protection permanente (APA) qui irait de paire avec la régularisation foncière des terres de moins de 2 500 ha. Pour les *fazendeiros* de la région, cette régularisation foncière est une véritable aubaine puisqu'elle garantira et pérennisera leur patrimonialisation des terres publiques amazoniennes. Les *fazendeiros* du « dehors » pourront alors décider d'anticiper certains

chantiers de déboisements afin de faciliter leur accès futur à la propriété foncière en démontrant une « mise en valeur » effective de la terre qu'ils occupent dans la Terra do Meio (cf. chapitre 3 section D-2.4).

Comme l'expriment plusieurs *fazendeiros* du « dehors », la création des UCI produit également un certain effet de soulagement en raison de la « clarification » de la situation locale. Le décret fédéral vient mettre un terme à la période de flottement et d'interrogation sur le devenir de la région déclenchée par la publication de la Proposition de MZEE-PA faite un an plus tôt. Désormais, les mondes sont bien séparés, « dedans » et « dehors » sont distinctement délimités. L'incertitude pour ceux du « dehors » est levée.

Pour d'autres encore, le statut ambigu de l'APA qui reste à créer inquiète. Bien sûr, la présence des occupants sur leur terre est garantie. Mais, sera-t-il vraiment possible de défricher avec la même liberté après sa création ? Par effet d'anticipation, certains *fazendeiros* révèlent avoir défriché plusieurs dizaines d'hectares durant l'été 2005, car comme ils l'expliquent « c'est peut être maintenant ou jamais ». Suivant le même raisonnement, un autre ajoute : « on ne sait jamais, c'est peut être la dernière année où l'on peut implanter du pâturage, après, ça sera sûrement plus compliqué ».

Il est à noter que les occupants des lignes de *fazendas* n'ont pas l'exclusivité de ces raisonnements qui fourniront différentes « bonnes » raisons de déboiser durant l'été 2005, en réaction à la création des UCI de la Terra do Meio ou en prévision de la création de l'APA. Comme le montre la figure 68, les secteurs de la périphérie de SFX et de l'expansion de la périphérie présentent une augmentation sensible des surfaces défrichées par rapport à l'année précédente. Le taux d'accroissement des surfaces déboisées est respectivement de 185 % et de 53 % dans ces zones. En valeur absolue, la surface déboisée entre le mois d'août 2004 et le mois de juillet 2006 dans ces régions n'apparaît plus négligeable, totalisant à elles deux près de 66 % du déboisement observé sur la même période dans les lignes de *fazendas*.

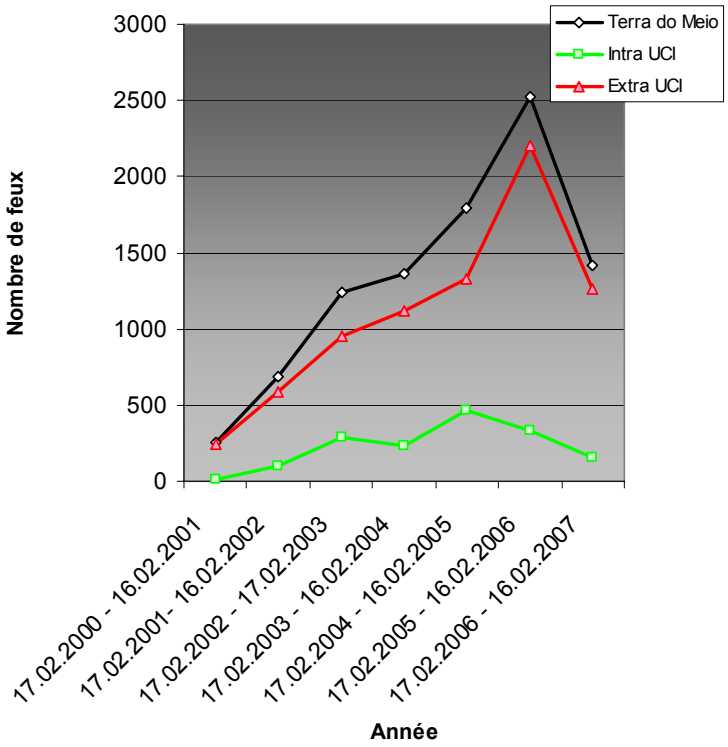
Je conclurai mon analyse de la croissance des surfaces défrichées du « dehors » en portant mon attention sur les informations qu'apporte la dynamique des foyers d'incendie dans la région de la Terra do Meio. Pour cela, j'utiliserai les images fournies par le satellite NOAA-12 nocturne et rendues disponibles par l'INPE. Afin d'évaluer au plus près l'impact de la création des aires protégées, j'ai choisi de suivre l'évolution du nombre annuel des foyers d'incendies entre le 17 février d'une année et le 16 février de l'année suivante[206] (figure 114). Comme l'atteste la figure 71 cette période s'avère parfaitement en phase avec la saison sèche annuelle, ce qui garantit la validité de l'interprétation. En effet, chaque période annuelle du 17 février de l'année X au 16 février de l'année X+1 couvre entièrement la saison sèche de l'année X (ce qui ne serait pas le cas si l'on choisissait un début de période situé en pleine saison sèche).

La période allant du 17.02.2005 au 16.02.2006 présente une élévation considérable du nombre de foyers d'incendie dans la Terra do Meio relevé par le satellite NOAA-12 nocturne (figure 114). Cette augmentation de plus de 35 % du nombre total des feux dans la région se concentre dans la région située en dehors des UCI. Elle paraît évidemment redevable des mêmes explications que l'accroissement des surfaces défrichées présenté précédemment. Mais ça n'est pas tout. Comme j'en ai été le témoin, elle trouve également ses sources dans la multiplication des incendies accidentels ou incontrôlés qui ont durement frappé la région lors

[206] Puisque la création des aires protégées est officiellement décrétée et annoncée le 17.02.2005.

de la sécheresse amazonienne, si médiatisée, de l'été 2005. La zone la plus affectée de la Terra do Meio par ces incendies hors de contrôle a été la périphérie de SFX, là où les pâturages se jouxtent les uns aux autres. Car, non seulement les pâturages prennent bien plus facilement feu que les espaces forestiers, mais c'est également dans cette région, essentiellement occupée par des colons, que les mises à feu sont les plus nombreuses. Ainsi, de grandes vagues d'incendies incontrôlables ont littéralement traversé cette partie de la Terra do Meio durant plusieurs jours, passant d'un pâturage au suivant, sans qu'il soit possible de les combattre. C'est toujours impuissant que les hommes voient partir leurs pâturages en fumée, ayant à peine le temps de mettre les animaux à l'abri.

Figure 114 – Évolution du nombre de foyers d'incendie annuels dans la Terra do Meio



Source : auteur à partir des données de l'INPE

Ainsi, il est tout à fait probable que ces mises à feux accidentelles qui ont frappé la région sud-est de la Terra do Meio aient contribué à l'augmentation des surfaces défrichées relevées par les images satellites à l'extérieur des UCI, sur la période août 2004 – juillet 2005. Comme un agent de l'IBAMA spécialisé dans l'analyse des images satellites en fait l'hypothèse, il est possible que les incendies, ayant totalement « nettoyé » des pâturages partiellement repris par les recrus forestiers aient révélé aux techniciens de l'INPE chargés de l'analyse des images satellites des zones défrichées depuis plusieurs années déjà. De plus, à partir de la littérature disponible sur le sujet (Uhl et Kauffman 1995 ; Nepstad, Jipp *et al.* 1995 ; Nepstad, Veríssimo *et al.* 1999; Alencar, Solorzano *et al.* 2004 ; Alencar, Nepstad *et al*. 2005), on peut estimer que le feu qui s'est répandu dans toute la région du sud-est de la Terra do Meio lors de la saison sèche 2005 a détruit de nombreuses surfaces forestières encore sur pied, c'est-à-dire non défrichées par les occupants des terres. En effet, la région sud-est de la Terra do Meio est, comme le révèle la figure 53, celle soumise à la plus grande fragmentation du couvert forestier. Ainsi, les effets de bords sont les plus intenses, rendant particulièrement vulnérable les massifs de la région aux incendies forestiers. Cette nouvelle hypothèse semble confirmée par un des occupants de la région : « cette année, le feu est entré dans la forêt, il avançait sous

les arbres et puis il les brûlait. Je n'avais jamais vu ça avant ». Ainsi, les conditions climatiques particulières de l'été 2005 pourraient elles-aussi expliquer l'accroissement surprenant des défriches au « dehors » qui ne peut sans doute pas être intégralement imputé aux effets adverses de la création des UCI.

Pour conclure l''évaluation environnementale de l'action gouvernementale fédérale dans la Terra do Meio durant l'année 2005, marquée par la création des UCI, par la présence pendant deux mois des agents fédéraux puis par leur absence pendant huit mois est double. Au « dedans », l'action fédérale largement médiatisée régionalement et nationalement a provoqué l'arrêt brutal des investissements en direction de la formation des *fazendas* de la Terra do Meio. Les déboisements enregistrés ont alors chuté de manière spectaculaire. Au « dehors », le départ des troupes fédérales en fin de saison des pluies a permis aux acteurs de la frange pionnière du Xingu-Iriri de développer des stratégies adverses conduisant à la défriche de nouvelles aires forestières (par effet de clarification, soulagement ou anticipation). Le double impact de l'action gouvernementale dans la Terra do Meio indique que la création officielle d'espaces protégés à la pointe de la frange pionnière joue un rôle effectif de contention des déboisements à l'intérieur de ses limites. En revanche, à la périphérie des UCI, la signature du décret sans implantation effective, conjugué à l'annonce de la création d'une APA et des mesures de régularisation foncière qui l'accompagnent, encourage des stratégies privilégiant la défriche. Dans ces conditions, l'occupation physique effective du territoire des franges pionnières après création des UCI par les représentants des pouvoirs publics apparaît comme un élément indispensable d'une lutte efficace contre l'avancée des déboisements en Amazonie. Ce résultat sera pleinement corroboré par l'analyse de l'évolution des déboisements lors de la période suivante allant du mois d'août 2005 à juillet 2006.

1.4. Le scénario de la gouvernance (l'année 2006)

Contrairement à la période août 2004 – juillet 2005 qui présentait deux dynamiques de déboisements distinctes au « dedans » et au « dehors » des UCI, la période qui la suit (août 2005 – juillet 2006) est celle de leur convergence (figure 110). Entre la période août 2005 – juillet 2006 et la période août 2004 – juillet 2005, le taux de déboisement a diminué de 44 % sur l'ensemble de la Terra do Meio, de 72 % à l'intérieur des UCI et de 40 % à l'extérieur. Cette diminution de la surface déboisée annuellement apparaît de manière encore plus flagrante si on la rapporte à la période août 2003 – juillet 2004 qui précède la création des UCI dans la région (tableau 23). La diminution des déboisements à l'intérieur des aires de protection intégrale de la Terra do Meio s'inscrit dans le prolongement de la dynamique décrite précédemment, je n'y reviendrai donc pas. En revanche, la réduction des surfaces déboisées annuellement au « dehors » mérite toute mon attention. Je l'expliquerai par la lente émergence d'un scénario de gouvernance sur le terrain de la frange pionnière.

Comme je l'ai déjà exposé dans la description du « troisième engagement » (cf. section C-3.4), la période allant de février 2006 à décembre 2006 est marquée par une succession d'opérations menées par les agents fédéraux dans la région de la Terra do Meio et l'installation d'un point d'appui permanent de l'IBAMA dans la ville de São Félix do Xingu. C'est aussi lors du second semestre 2006 que sera conduite la première étape locale du MZEE-PA, dont le *município* de SFX est pilote. Ainsi, les responsables de la SECTAM se rendront dans la Terra do Meio pour quelques jours afin de réaliser les ateliers participatifs de zonage du territoire, notamment destiné à la création de l'APA. Leur venue, ainsi que les événements préparatoires qui l'accompagne ont signalé aux populations de la frange pionnière

du Xingu-Iriri l'installation durable des pouvoirs publics dans la région, enfin décidé à mettre en place localement un minimum d'ordre sur le plan social, environnemental et foncier.

Ainsi, je formulerai l'hypothèse que la chute des déboisements annuels observée sur la période août 2005 – juillet 2006 au « dedans » et « dehors » des UCI s'explique par l'avènement de ce que D. Nepstad, D. McGrath *et al.* (2002) tout d'abord, puis Soares Filho, Nepstad *et al.* (2004) ont nommé de « scénario de gouvernance ». D'après ce scénario, la présence effective des pouvoirs publics accompagnée de certains segments de la société civile dans les zones de frontières pionnières serait le principal facteur d'émergence d'usages contrôlés et régulés des ressources naturelles au niveau des frontières pionnières amazoniennes. Cette reprise en main par l'État (fédéral et/ou fédéré), allant de pair avec une occupation physique du territoire, s'avère par conséquent essentielle à la conservation des écosystèmes amazoniens dans ces régions.

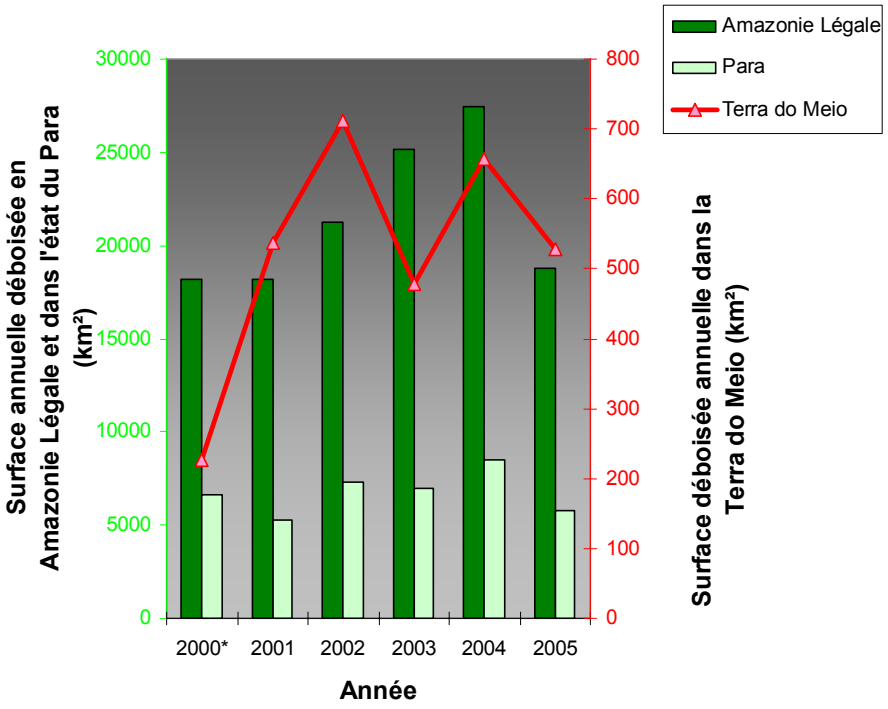
Ce résultat me semble d'ailleurs pouvoir être confirmé par une analyse rétrospective de la dynamique des déboisements annuels dans la Terra do Meio. En effet, j'ai déjà signalé que la période août 2002 – juillet 2003 est marquée par une chute surprenante de 30 % des déboisements annuels dans la région. Cette diminution est d'autant plus curieuse qu'elle se démarque distinctement de la tendance à l'accroissement global de la surface déboisée annuellement en Amazonie sur la même période (figure 115).

Néanmoins, on remarquera avec intérêt que la diminution connue à l'échelle de la Terra do Meio se vérifie également, de manière moins accentuée, au niveau de tout le Pará. Intrigué par cette décroissance imprévue, j'ai sollicité plusieurs chercheurs brésiliens tout aussi surpris que moi par ce résultat. Aucune explication robuste du phénomène ne semblait se dessiner jusqu'à ce que j'en fasse part à Paulo Barreto, chercheur à l'IMAZON. Ce dernier a observé une dynamique tout à fait similaire dans le *município* de Novo Progresso (Pará) et l'a décrite dans une note interne datant du premier semestre 2007, non publiée, intitulée « Pourquoi le déboisement à Novo Progresso a-t-il chuté de 38% en 2003 ? ». Comme l'explique l'auteur, l'essence de la réponse est contenue dans le témoignage livré par un éleveur de Novo Progresso :

> « L'hypothèse la plus probable pour la réduction en 2003 est sans aucun doute la présence du gouvernement dans la région entre août et décembre 2002. Sur cette période, le gouvernement a installé à Novo Progresso le « Pôle Inter-institutionnel de Novo Progresso », incluant l'IBAMA, l'administration des recettes fédérales, la police fédérale, l'armée, le ministère Public Fédéral, l'INCRA afin de mener un contrôle intégré. Pour la première fois dans la région le gouvernement s'est fait présent et la population locale a cru que cette présence allait durer.[…] De nombreuses amendes ont été émises et des personnes ont été détenues. Sans aucun doute cette action a eu une influence dans la diminution des indices de déboisement en 2003 » (: 3).

Comme le constate ensuite l'auteur, la qualité de la fiscalisation réalisée de forme continue et anticipée n'a pas été maintenue l'année suivante, ainsi, les déboisements évités sur la période août 2002 - juillet 2003 ne l'ont pas été entre août 2003 et juillet 2004. Ainsi, conclut-il : « les données et ces témoignages confirment l'hypothèse selon laquelle les opérations préventives, intégrées et avec des sanctions rapides et fortes (incluant l'emprisonnement) sont effectives pour diminuer les déboisements. Les entretiens et les données indiquent aussi que si les sanctions ne sont pas maintenues, les producteurs déboisent à nouveau » (: 4).

Figure 115 – Évolution comparée des taux de déboisement annuels Terra do Meio, État du Pará et Amazonie légale



Source : auteur à partir des données INPE
*N.B. La donnée de l'année 2000 recouvre les déboisements enregistrés sur trois ans, entre 1997 et 2000.

Je rapprocherai ces commentaires du cas de la Terra do Meio, notant que, de manière tout à fait identique, la période août 2002 – juillet 2003 a été marquée par la réalisation de l' « Opération Xingu » (dans le cadre du Programme *Amazônia Fique Legal*) dans le *município* de SFX et Tucumã. L'objectif principal est de mettre un terme à l'exploitation illégale de l'acajou dans la région (cf. chapitre 2 section B-3.4.2). Les agents de l'IBAMA occupent les deux *municípios* pendant plus de deux mois. Plusieurs scieries sont fermées, des centaines de mètres cube d'acajou sont saisis ainsi qu'une soixantaine de tronçonneuses et une dizaine de camions (*O Liberal*, 20.08.2002). Cette opération se poursuit lors des premiers mois de l'année suivante. Comme le relate *O Liberal* (21.07.2003), une coopération étroite s'est mise en place entre l'IBAMA, la justice fédérale, le ministère Public, la police fédérale et la FUNAI pour poursuivre les pratiques illégales d'exploitation forestière dans la région. Quelques semaines plus tard est réalisée l'opération annuelle de fiscalisation de l'IBAMA dans la Terra do Meio qui s'inscrit dans la continuité d'une présence fédérale locale de plus de six mois. Mais, lorsque l'année suivante, la présence fédérale dans la région revient à son niveau le plus bas, qui se résume à la mission annuelle de quelques jours réalisée par les agents de l'IBAMA, les défriches repartent, comme dans le cas de Novo Progresso, inévitablement à la hausse sur la période août 2003 - juillet 2004. Les défriches évitées lors de la saison sèche précédente ne le seront pas cette année là.

2. La résistance s'organise

Si la création des UCI de la Terra do Meio, accompagnée d'une reprise en main débutante de la région par les pouvoirs publics ont conduit à une chute significative des défriches à l'intérieur et à l'extérieur des aires protégées, il ne faut pas en conclure pour autant que les *fazendeiros* de la Terra do Meio se soient résignés à perdre leur occupation. En effet, face à la pression exercée par l'action gouvernementale, les *fazendeiros* (du « dedans » et du

« dehors ») parviennent à réorganiser leurs troupes afin de déployer de nouvelles résistances contre le projet socio-environnemental de conservation forestière. La dernière section de cette thèse me permettra d'évoquer succinctement ces nouvelles formes de résistance, soulignant ainsi l'ouverture d'une nouvelle phase de la dialectique de gestion du territoire et des ressources naturelles. Car, si l'objet de cette thèse a été de suivre la manière dont l'action socio-environnementale est parvenue à répondre (partiellement et provisoirement) entre 2000 et 2006 à la pastoralisation du territoire de la Terra do Meio, la dynamique conflictuelle de gestion du territoire ne s'arrête pas avec la création des UCI. Bien au contraire, leur décret de création ouvre une nouvelle phase d'interaction entre les acteurs de la conservation socio-environnementale et leurs opposants.

2.1. Prise d'initiative associative

2.1.1. Le réveil du Syndicat des Producteurs Ruraux (SPR)

F. J. Turner (1998[1914]) distingue trois idéaux présents dans les sociétés de frontière pionnière du lointain Ouest états-unien : la découverte, la démocratie et l'individualisme. L'individualisme serait, selon l'auteur, l'idéal pionnier le plus fort. À la source même de l'« esprit américain », il traverse les deux autres idéaux. Ainsi, celui de la démocratie est défini comme « l'idéal d'un peuple libre qui commande à lui-même, respectant l'autorité politique en ce qui concerne la formation de ses programmes et leur exécution, mais insistant sur un moyen qui doit être celui du libre choix, sans contrainte » (: 154). L'idéal individualiste permet que la société démocratique ne soit pas une « armée disciplinée, où tout le monde est au garde-à-vous et où l'intérêt collectif détruit la volonté et le travail individuel. » (*ibid.* : 155) Grâce à lui, elle sera plutôt « une masse mobile d'atomes circulant librement, chacun cherchant sa propre place et trouvant un jeu à la hauteur de sa puissance et de son initiative propre. » (*ibid.* : 155).

À l'exaltation de l'individualisme turnurien répond la complainte des responsables du SPR-SFX. J'ai pu rencontrer les trois présidents qui depuis sa création se sont succédés à la tête du syndicat. Le témoignage de l'actuel président est éloquent : « Ici c'est une région neuve. Ceux qui sont ici, ce sont ceux qui se sont aventurés, qui ont tenté leur chance pour réaliser leurs rêves. Beaucoup ont réussi. Je les connais. […] Mais maintenant, pour se maintenir, ils pensent qu'il faut faire comme ils ont toujours fait : ne compter que sur eux-mêmes, travailler jour et nuit, et ne s'investir que dans leur propriété. […] Les *fazendeiros* ne comprennent rien à l'action collective. Ils ne sont prêts à travailler que derrière les clôtures de leur *fazenda*. […] Ils oublient l'union et tout ce qu'il y a à l'extérieur [de leurs clôtures] : les autres, les camarades, les banques, le *município*, l'État. C'est sûr, notre classe souffre de ça ». L'ex-président du syndicat, après m'avoir tenu un discours tout à fait similaire, en vient à conclure : « Regarde, le mandat de président du syndicat est de trois ans. Moi, j'ai abandonné avant la fin. Je n'ai pas tenu. Je ne parlais qu'aux murs. Personne ne m'écoutait ». Les principaux responsables du SPR-SFX expliquent inlassablement la difficulté qu'ils ont eu (ou ont) à se faire entendre d'hommes qui n'ont appris à compter que sur eux-mêmes. Pour ceux-ci, l'action collective syndicale est une perte de temps et d'argent, toujours un « coup d'épée dans l'eau », comme le dira l'un d'eux. Pour elle, « ils ne sont même pas prêts à donner dix réais », commentera le président du SPR-SFX. Pour expliquer leur méfiance vis-à-vis du syndicat, les *fazendeiros* critiquent volontiers le « syndicat fantôme » : incapable de faire entendre leur voix, inutile et même dysfonctionnel. Il est vrai que le syndicat a dû fermer ses portes pendant presque un an entre 2003 et 2004, en proie à de vives querelles internes (accusations croisées de détournements de fonds).

Pour un technicien de l'ADEPARA de SFX la difficulté de mobilisation des *fazendeiros* de la région s'expliquerait par l'absence des « puissants » qui ne résident pas dans le *município* et ne prennent pas la tête de l'action collective. Tout comme le « pouvoir d'élire », le « pouvoir de mobiliser » semble considérablement contraint par l'absentéisme de nombreux *fazendeiros* dont l'influence est déterminante pour la cohésion des *fazendeiros* locaux.

Malgré la difficulté de l'action collective, le nouveau président du syndicat sent poindre le changement : « La conscientisation est en train de commencer, à cause des problèmes qui nous touchent tous maintenant. Ca commence à provoquer l'intérêt de la classe. Les *fazendeiros* sont en train de se réveiller […] En fait, tout ça c'est à cause du gouvernement qui impose sa décision sans consulter les gens de la région ». Ainsi, « une action de résistance » serait en cours de développement. Elle vise à sortir la région de la « crise » qu'elle traverse. Les *fazendeiros* commencent à se regrouper autour d'un syndicat qui prévoie, selon son président, deux « champs de bataille » : la régularisation foncière et la divulgation de la qualité de l'élevage de SFX.

En réponse à la création des aires protégées venues « paralyser » (sic) la dynamique de l'élevage local, le SPR-SFX semble commencer à surmonter à partir de juillet 2005 le dilemme de l'action collective (Olson *op. cit.*), alors qu'il se pose de manière aiguë en contexte de frontière pionnière. Mais, l'action de résistance ne passera pas uniquement par l'activation du syndicat des « patrons ruraux » (sic). Une nouvelle forme associative, spécifiquement née de l'opposition au projet de création des aires protégées de la Terra do Meio, a déjà vu le jour un an plus tôt.

2.1.2. XINGURI : une nouvelle association taillée sur mesure

Le décret présidentiel de création du Parc national de la Serra do Pardo et de la Station écologique de la Terra do Meio est daté du 17 février 2005. Mais l'intention publiquement exprimée par les décideurs de protéger la région est déjà saillante, comme nous l'avons vu (cf. chapitre 3 section D.2.2), dans la Proposition du MZEE-PA diffusée par l'État du Pará au premier semestre 2004. Devant la menace que cette proposition représente pour les terres qu'ils occupent dans la Terra do Meio, un groupe de *fazendeiros* habitant pour la plupart les villes de Tucumã et d'Ourilândia do Norte prend l'initiative et créée dès le 2 juillet 2004 l'association agropastorale des Producteurs des Terres du Milieu (Associação agropastoral dos produtores das terras do meio – XINGURI). Le président élu, Lido, a été *prefeito* de Tucumã entre 1992 et 1996. Selon lui, l'objectif de l'association est clair : « s'organiser pour défendre nos droits ». L'association doit en effet permettre aux *fazendeiros* de la Terra do Meio, fréquemment critiqués et dénoncés dans l'espace public, de prendre la parole pour « devenir visible » et « acquérir un statut officiel qui permettra de se défendre contre les projets gouvernementaux ». De manière concise, Lido résume sans pudeur : « l'association a été créé à cause de la réserve, parce qu'on devait réagir ». En juillet 2005, l'association XINGURI compte quatre-vingt-six membres, dont cinquante-deux étaient déjà présents à la création de l'association. Entre 60 % et 70 % des membres résident dans les villes de São Félix do Xingu, Tucumã ou Ourilândia do Norte. Comme le déclare Lido, tous les membres de l'association ont essentiellement deux points en communs : « se sont des *fazendeiros* qui ont une terre dans la Terra do Meio ».

Les objectifs officiels de l'association sont définis dans l'article 4° de ses statuts. Il s'agit de :

> « (a) réunir et promouvoir de constantes et positives relations entre ses membres, favorisant l'entreprenariat, le compagnonnage et leur contribution au développement économique et social de la communauté ainsi que de la région ;

> (b) fournir à ses membres des orientations en matière juridique et économique, en lien direct avec leurs intérêts ;
>
> (c) intervenir de forme conciliatoire, autant de fois qu'elle sera sollicitée, lors de divergences survenues entre associés ou entre associés et non associés ;
>
> (d) défendre sans transiger, le principe de liberté et de dignité humaine, qui se double, dans le cadre du régime démocratique et du champ économico-social par le primat accordé à la libre initiative et à la fonction sociale de la propriété privée ;
>
> (e) émettre des évaluations à propos des projets de lois, de règlements et autres actes, de quelque nature qu'ils soient, dès lors qu'ils relèvent de l'intérêt de ses membres ;
>
> (f) coopérer avec les autorités, à tous les niveaux, pour la promotion du développement économique et social de la région ;
>
> (g) revendiquer et défendre face aux Pouvoirs Publics, les intérêts légitimes et les justes aspirations de ses membres dans sa zone d'action. » (XINGURI 2004).

L'invocation du « principe de liberté », du « primat accordé à la libre initiative » et à la « propriété privée » font évidemment écho à l'idéal démocratique de la frontière pionnière décrit un siècle plus tôt par F. J. Turner (1998[1914]). Pour cerner un peu mieux la forme d'action collective nommée XINGURI et en comprendre les spécificités propres au contexte brésilien, je propose de la rapprocher du cas de l'Union Démocratique Rurale (União Democrática Rural – UDR), tel que l'a analysé M. Fernandes (1999). Les similitudes touchant la naissance des deux mouvements sociaux et leur mode de légitimation offrent de précieux renseignements sur le mode de résistance mis en place par les *fazendeiros* de la Terra do Meio.

L'association XINGURI s'inscrit indéniablement dans les traces de l'UDR, de façon consciente ou non. L'une comme l'autre insistent lourdement dans leurs statuts sur la nécessité de représenter la classe des « producteurs » qui par la propriété privée et l'initiative individuelle représentent les principaux moteurs du développement régional, voire national.
L'UDR du Sud-Pará est créée dans la ville de Redenção le 17 mai 1986, avec pour objectif « la défense et le perfectionnement de la propriété et de la production agropastorale brésilienne dans ses aspects juridiques, sociaux et économiques » (UDR 1986 *apud ibid.* : 111). Ainsi, d'après ses statuts, l'UDR est

> « une entité formée par des producteurs ruraux, classe qui garantit la production des aliments pour les populations urbaines. Ces mêmes hommes et femmes produisent également d'autres denrées variées de l'univers agropastoral, comme de nombreuses matières premières, et sont à l'origine de quantité de biens de consommation intégrés à la vie moderne. En plus de cela, ces ruralistes contribuent à ce que l'exportation de produits issus du secteur agropastoral soit approximativement responsable de 60 % des devises obtenues annuellement par le pays. » (UDR 1986 *apud ibid.* : 111).

Le parallèle avec les statuts de l'association XINGURI est frappant.

Mais, au delà cette autoprésentation légitimante, M. Fernandes (*op. cit.*) nous invite à analyser d'un peu plus près le profil socio-économique des producteurs zélés que l'association prétend représenter. L'auteur montre ainsi que l'image du « bon » *fazendeiro* tendu par l'UDR rentre en franche contradiction avec les caractéristiques effectives des modes d'occupation de la terre par ses membres. Qu'il s'agisse de la taille des propriétés, de la surface pâturable implantée, de l'aire productive totale, tout semble démentir l'image affichée par l'association. Ainsi, pour comprendre la raison d'être de l'UDR et de sa naissance, il faut en revenir au contexte historico-foncier de l'époque.

L'UDR a été créé au lendemain de la fin de la dictature, en réponse à la menace que représente la Proposition de plan national de réforme agraire lancé en 1985 dans le cadre de la Nouvelle République. Pour M. Fernandes (*op. cit.*), l'UDR est née de l'inquiétude suscitée par l'annonce de réforme agraire dans le milieu des occupants latifundiaires du Sud-Pará. Pourquoi l'annonce politique préoccupe-t-elle tant les grands occupants terriens ? D'après l'auteur, le noyau d'acteurs à l'origine de l'UDR ont un commun des occupations territoriales extrêmement fragiles au regard de la nouvelle politique publique, c'est-à-dire : de très grande taille, peu ou pas utilisées, peu ou pas productives, aux titres de propriétés pour le moins précaires et l'objet de multiples conflits fonciers remettant en cause la légitimité du titre d'occupation. La naissance de l'UDR pourrait donc s'interpréter comme le réflexe de défense des grands occupants de terre, là où ils se trouvaient être les plus menacés par l'annonce d'un changement profond de la structure foncière, c'est-à-dire à la pointe des franges pionnières agropastorales d'Amazonie Orientale. La fin précipitée de l'UDR dès 1991, une fois garantie la pérennité de la structure foncière nationale par la Constitution Fédérale, renforce encore cette interprétation.
Ne pourrait-on pas transposer cette analyse *mutatis mutandis* au cas de l'association XINGURI ? La résistance développée par les occupants latifundiaires du Bico do Papagaio il y a dix ans de cela, inquiétés par la perte de leur occupation irrégulière voire illégale et alléguant pour défendre leur cause leur rôle central dans le développement local et national, ne pourrait-elle pas être rapprochée de l'émergence de l'association XINGURI ?

Dans un cas comme dans l'autre, on retrouve la même menace portant sur des terres occupées à la marge de la légalité, rendues en pratique peu ou pas productives par leurs possesseurs. Ce danger joue ainsi le rôle de catalyseur d'une action collective de résistance portée par les acteurs qui la craignent le plus. Le noyau d'acteurs ayant fondé l'association XINGURI est en effet constitué des *fazendeiros* du Sud-Pará (habitant les villes de la PA-279) ayant investi une grande partie de leurs capitaux dans les occupations irrégulières voire illégales de la Terra do Meio (je renvoie le lecteur aux descriptions de Reniuldo, Renato ou Marlo faites dans le chapitre 3). Ce sont bien eux qui ont le plus à perdre dans la création des UCI de la Terra do Meio. Face au risque qui pèse sur eux, les *fazendeiros* de la Terra do Meio créeront en toute hâte, quelques semaines seulement après l'annonce de la Proposition de MZEE-PA l'association qui devra les représenter et défendre leur cause contre le projet de protection environnemental présenté par les pouvoirs publics. De ce point de vue, le rôle joué par l'association XINGURI est triple.
D'abord, la création de l'association permet aux acteurs qui jusque là restaient silencieux devant les critiques réitérées dans l'espace public, poursuivant cependant les pratiques qui leur sont reprochées, d'apparaître et de prendre la parole. Pour cela, les *fazendeiros* s'approprient les formes modernes de résistance, créant leur propre association pour les représenter et défendre leurs intérêts sur la place publique. Mais, dans la mesure où leurs revendications s'appuient sur le maintien d'un *statu quo* peu ou pas légitime pour un nombre croissant de citoyens et de représentants politiques, il leur faut simultanément opérer à une deuxième opération légitimante qui n'a plus à voir avec la forme prise par la défense mais avec le fond des idées défendues. Pour cela, les membres de l'association devront se définir et s'auto-présenter non comme des occupants latifundiaires absentéistes suivant une stratégie spéculative et/ou de blanchiment d'argent, mais comme les acteurs responsables du développement local, régional et national. Allant plus, loin, les trois idéaux identifiés par F. J. Turner (1998[1914]) sont même mobilisé au service de la défense de l'avancée pionnière. Enfin, revenant à la forme moderne prise par la défense, il convient de noter que cette dernière ne tient pas seulement à la naissance de l'association mais aussi, ce qui est intimement lié, à son mode d'action. Je reprendrai sur ce point l'analyse faite M. Fernandes

(*op. cit.*) concernant l'UDR qui témoigne déjà de l'émergence d'une nouvelle représentation du patronat rural : « Les *fazendeiros* de l'UDR ne sont pas les anciens colonels. En général, ils ne vivent pas en campagne. Ce sont des messieurs urbains-industriels, professions libérales, hommes d'affaires, commerçants, etc. pour la plupart décorés de titres et d'honneurs pour leurs contributions à la société. En tant que citoyens urbains, ils ont modernisé leurs discours et ont sophistiqué leurs pratiques politiques. » (: 123). C'est précisément à l'analyse de ces pratiques de résistances nouvelles et sophistiquées, que je consacrerai la section suivante.

2.2. Des actions

Je commencerai par décrire la manière dont l'association XINGURI a habilement réussi à associer officiellement les agriculteurs familiaux peu ou pas capitalisés à la défense de ses propres intérêts.

2.2.1. L'alliance avec les associations de *colonos*

Lorsque j'ai abordé, dans la section D.3.3 du chapitre 3, les conditions qui permettent aux agriculteurs familiaux les moins capitalisés d'avoir accès aux crédits subventionnés de l'État fédéral, j'ai évoqué la nécessité pour ces derniers d'appartenir à une association, coopérative ou autre entité collective qui se portera garante pour eux. Dans la Terra do Meio, chaque secteur majoritairement peuplé par les *colonos* a ainsi vu naître en quelques années une association permettant aux agriculteurs familiaux peu capitalisés d'accéder aux crédits subventionnés octroyés par la BASA. Ces associations se concentrent dans les secteurs que j'ai nommé la périphérie de SFX, l'expansion de la périphérie de SFX et le long de la route de la Canopus (cf. figure 56) [207].

Si l'inscription formelle à l'association est obligatoire pour l'obtention du prêt subventionné, la participation effective à la vie associative n'est aucunement exigée. Dans la plupart des cas, comme s'en plaignent les présidents d'association que j'ai pu rencontrer, la même séquence peut être observée : le *colono* commence par s'associer, participe à quelques réunions durant deux ou trois mois, fait part au président de son projet de crédit subventionné, dépose avec son accord une demande de financement, l'obtient quelques mois plus tard, se fait plus rare aux réunions associatives, avant de les délaisser presque complètement, ne participant qu'à la réunion annuelle la plus importante. C'est un fait, les associations d'agriculteurs de la Terra do Meio, même si elles sont nombreuses et présentent souvent un nombre officiel de membres élevé (plus d'une quarantaine), sont peu actives. Leur raison d'être reste la gestion des dossiers et projets de financement étatiques. Comme le résume Elias, un *colono* de la *vila* Central : « l'association, c'est juste pour que sortent les financements ».

Dans ces conditions on ne peut s'étonner de la facilité avec laquelle les *fazendeiros* de la Terra do Meio, représentés par l'association XINGURI, sont parvenus à gagner le soutien officiel de l'association des Agriculteurs de la colonie Felipe Velasco (association du sub-secteur de la *vila* Central connue comme « association Felipe Velasco ») contre la création des aires protégées de la Terra do Meio. En effet, toutes les revendications portées par l'association XINGURI sont systématiquement co-signées par l'association Felipe Velasco. Les interventions publiques de l'association XINGURI sont toujours appuyées par le président de l'association Felipe Velasco, au nom des « *colonos* de la Terra do Meio » (sic). Cette alliance formelle entre les deux associations, dirigée contre la création des UCI de la

[207] Plus précisément, on trouve une association d'agriculteurs dans les secteurs de la *vila* Xadá, de la *vila* Marcelina, de la Santa Rosa, du Tabão, de la *vila* Central, de la *vila* do Caboclo et de la *vila* Canopus.

Terra do Meio, permet un double renforcement des positions défendues par les *fazendeiros*. D'abord, les « producteurs » (ou patrons ruraux) de la Terra do Meio reçoivent officiellement le soutien dans leur protestation des agriculteurs familiaux faiblement capitalisés. Autrement dit, la base de la critique populaire s'élargit considérablement en apparence puisque les « travailleurs » se joignent aux « producteurs » pour condamner la création des aires protégées. Ensuite, on notera avec intérêt que le président de l'association Felipe Velasco, par un raccourci ingénieux, ne se positionne pas seulement au nom des membres de son association, mais de tous les *colonos* de la Terra do Meio. Représentant autoproclamé de tous les agriculteurs familiaux faiblement capitalisés de la Terra do Meio, sévi par une rhétorique astucieuse, Néo place formellement par ses discours et ses signatures tous les *colonos* de la région aux côtés des *fazendeiros*.

Néo est originaire du Goiás. Il y vivra jusqu'à l'âge de 28 ans, avant de se rendre dans le Tocantins puis dans le Pará, à la recherche de sa propre terre. En 1978, il s'installe avec sa femme et ses deux jeunes enfants dans la ville de Tucumã. Il y acquiert une terre de 200 ha où il implante année après année de nouveaux pâturages. Travailleur acharné, il comprend vite qu'il lui faudra une terre de plus grande taille pour réaliser ses rêves. Dès le début des années quatre-vingt-dix, il devient co-occupant d'une terre de 3 000 ha localisée à quelques kilomètres de ce qui deviendra la *vila* Central. Aujourd'hui, 250 ha de pâturages ont été implantés. Continuant à vivre en compagnie de son épouse et ses enfants dans le centre-ville de Tucumã, il se rend deux ou trois fois par mois dans son exploitation de la Terra do Meio. Il loue les prairies qu'il y a semées aux éleveurs capitalisés de la région.
Néo n'est pas considéré par les *colonos* de la région comme un *colono*. Au gré des entretiens que je réalise, son identité oscille entre celle de *fazendeirinho* et *fazendeiro*. Le vice-président de l'association lors du mandat précédent n'était pas non plus ce que l'on pourrait facilement qualifier de *colono* ou agriculteur familial peu capitalisé. Parti de rien et devenu l'homme de confiance de l'un des principaux propriétaires de scierie de la région au temps de l'exploitation forestière, il avait la charge de maintenir par la force l'influence de ce dernier sur plusieurs dizaines de milliers d'hectares de forêt. Avec la fin du cycle de l'acajou, et au travers d'une histoire assez confuse, il devient le principal *grilloneur* d'une ligne de *fazendas* qui naîtra de l'aire d'influence dont il avait la garde. Il est aujourd'hui à la tête d'une *fazenda* de 1 800 ha dont 600 ha couvert de graminées fourragères où paissent plus de 2 000 bovins. On retrouve déjà dans son élection à la tête de l'association Felipe Velasco le « goût », comme le dira l'un des habitants de la *vila* Central, pour des représentants associatifs capitalisés qui « ont des relations à l'extérieur », ce qui serait un gage de succès pour le développement de l'association et l'acceptation des projets de crédit subventionné.

Néo ne manquent pas, en effet, pas de relations. Il entretient de solides liens d'amitié avec les *fazendeiros* de la Terra do Meio résidant dans la ville de Tucumã et qui sont à l'origine de la création de l'association XINGURI. Néo en est d'ailleurs l'un des membres de la première heure, comme l'atteste sa signature sur le registre de la séance inaugurale de l'association. Pourtant, lorsque Néo s'exprime publiquement aux côtés des représentants de l'association XINGURI, lorsqu'il émarge à la même pétition contre la création des aires protégées, quand il dépose plainte avec ceux-ci auprès du Tribunal fédéral suprême, il le fait toujours en tant que président de l'association des Agriculteurs de la colonie Felipe Velasco. Pour cette raison, Néo sera systématiquement invité par les représentants de l'association XINGURI à accompagner leurs actions de protestations contre la création des UCI de la Terra do Meio. Ces revendications seront simultanément portées sur trois plans : législatif, judiciaire et exécutif.

2.2.2. Action sur le plan exécutif

Pour décrire et analyser les actions mises en place par les principaux membres et responsables de l'association XINGURI auprès du pouvoir exécutif, j'aborderai cinq aspects distincts.

Le premier est l'audience publique de « Présentation et discussion de la proposition de création d'un parc national et d'une station écologique dans la Terra do Meio » organisée conjointement par la SECTAM, le MMA et l'IBAMA, le 21 décembre 2004, dans la ville de São Félix do Xingu. Après une brève présentation réalisée par l'écologue B. Brito de l'IBAMA/DIREC, la parole est laissée à l'assistance. Les principaux *leaders* locaux tels qu'Antônio Paulino da Silva (le « *prefeito* des éleveurs ») ou le président actuel du SPR-SFX prendront la parole pour s'opposer farouchement au projet gouvernemental. Puis viendra le tour de Néo et Lido dont je rends ici quelques-unes des phrases les plus applaudies :

- Néo (président de l'association des Agriculteurs de la colonie Felipe Velasco)
  - « Nous sommes tous des compagnons de lutte : petits, moyens et grands producteurs de la Terra do Meio. Nous sommes tous unis ! »
  - « Ici, il n'y a que des petits et des grands propriétaires qui ont tous le même rêve. Ce sont tous des combattants ! »
  - « C'est un diplôme, une médaille, que chaque citoyen de SFX devrait recevoir. Tous ont été de grands combattants ! »

- Lido (président de l'association XINGURI)
  - « Dans la Terra do Meio, il y a des agriculteurs et des éleveurs qui ont la culture du déboisement. C'est comme ça qu'ils travaillent »
  - « Nous ne sommes pas des défricheurs par méchanceté ou par malhonnêteté, même si on nous classifie tous les jours comme bandits ou envahisseurs. Nous sommes des travailleurs qui avons besoin de travailler et de survivre. Pour cela on doit défricher. Il n'y a pas d'autres solutions. On a toujours fait comme ça »
  - « Nous avons la culture du déboisement. Il faut que ce soit entendu une bonne fois pour toutes ! »

Ces déclarations publiques témoignent, reprenant l'analyse en termes de sociologie de la déviance, d'un véritable travail collectif de rationalisation de leurs pratiques par les déviants qui élaborent des justifications historico-culturelles à leurs activités. Le représentant de l'association XINGURI propose un véritable système d'autojustification, H. O. Becker (*op. cit*.) parlerait d'une « idéologie », qui offre aux individus des raisons solides, à leurs yeux en tout cas, de garder la ligne de conduite dans laquelle ils se sont engagés. Comme le présente l'auteur, on retrouve dans la prise de parole de Lido, un système de justification du groupe déviant qui comporte tendanciellement une récusation globale des normes morales conventionnelles, des institutions officielles et plus généralement des conventions ordinaires. Cette récusation globale témoigne de l'existence d'un groupe déviant organisé, capable de produire une justification à sa sous-culture déviante.

Mais le rôle joué par l'association des *fazendeiros* de la Terra do Meio lors de l'audience publique ne se limite pas à la seule prise de parole de son président. Les dirigeants de l'association ont en effet préparé l'événement en relayant rapidement auprès de tous les membres la tenue de la réunion, en insistant pour qu'ils y assistent et fassent entendre leurs voix. Ainsi, le groupe des *fazendeiros* de la Terra do Meio s'est retrouvé très bien représenté dans l'assistance. Outre cette mobilisation efficace, j'observerai encore que parmi la quinzaine de personnes ayant saisi le microphone lors de l'audience publique, plus de la moitié étaient membres de l'association. Cet effort de coordination et de protestation

débouchera sur le droit accordé à l'association de présenter une « contre-proposition » pour les UCI de la Terra do Meio.

Le deuxième aspect de l'action de l'association XINGURI sur le plan du pouvoir exécutif correspond à la rédaction de la contre-proposition pour les UCI de la Terra do Meio. Je renvoie le lecteur au chapitre 1 section C.3.2. et à l'annexe 1 pour des informations complémentaires sur la réalisation de cette contre-proposition. La lettre datée du 22 décembre, adressée au Secrétaire général de la SECTAM et signée par l'association XINGURI, représente la première action formelle de l'association contre ce qui est alors le projet de création des UCI. On retrouve un système de justification très proche de celui élaboré dans les statuts de l'association. J'en reprendrai quelques éléments caractéristiques :

> « En réponse à l'audience publique « Présentation et discussion de la proposition de création d'un parc national et d'une station écologique dans la Terra do Meio » qui s'est tenue à São Félix do Xingu le 21 décembre 2004, l'association agropastorale des Producteurs ruraux de la Terra do Meio (XINGURI) présente la requête d'intégration d'approximativement 550 000 ha initialement présents dans l'UC de Protection Intégrale à l'Aire de Protection Environnementale (APA, UC d'Usage Durable).
>
> Cette altération des limites de la proposition de parc national et/ou station écologique de la Terra do Meio est justifiée par l'occupation effective du territoire réalisée par différents membres de l'association. Ainsi, nous avons évalué que ces 550 00 ha recouvrent plus de 70 producteurs ruraux (enregistrés auprès de l'association) et 100 000 ha de pâturages déjà semés.
>
> L'aire dont nous souhaitons le changement de statut est constituée de sols extrêmement fertiles (terra roxa, latossolo vermelho-amarelo, podzólico vermelho-amarelo), et se présente donc comme une région privilégiée pour la production de bovin-viande, comptant actuellement, approximativement 160 000 têtes de bétail. […]
>
> Nous ajoutons qu'après un débat interne, les associés, dans l'idée de favoriser la société dans son ensemble, ont décidé d'abandonner d'une partie (totalisant approximativement 200 000 ha) de leurs propriétés encore « intactes » pour rendre viable notre proposition. […]
>
> Nous tenons à souligner que notre intention est d'initier et enrichir le débat sur la viabilité des limites proposées. Conscients de l'importance et de la nécessité de la préservation des écosystèmes d'Amazonie légale, nous comptons sur votre considération. » (XINGURI 2005a).

La présentation de cette contre-proposition aux représentants du gouvernement de l'État du Pará représente la troisième action mise en place par l'association XINGURI sur le plan du pouvoir exécutif. La pression sera mise sur le Secrétaire général de la SECTAM pour que ce dernier défende la contre-proposition des *fazendeiros* de la Terra do Meio lors des négociations avec le ministère de l'Environnement. Pour préparer la rencontre avec le Secrétaire général, les dirigeants de l'association XINGURI ont réuni les trente membres les plus influents et organisé une réunion avec le président de la FAEPA et le Secrétaire général de l'Agriculture de l'État du Pará. Ces derniers, après avoir brossé un tableau de la situation aux producteurs réunis dans la salle de réunion de la FAEPA, présentent les opportunités stratégiques disponibles pour les *fazendeiros* afin de s'opposer à la création des UCI de la Terra do Meio. Comme le déclare le président de la FAEPA : « il faut que vous montriez que vous êtes des occupants de bonne foi », « il faut montrer que la région est productive ». Le Secrétaire général de l'Agriculture renchérit : « Aujourd'hui la question environnementale est décisive.[…] Le zonage de l'État du Pará n'a pas été créé pour poser des problèmes aux producteurs comme vous. Le problème est que si le Pará ne présentait pas une proposition, il aurait fallu se soumettre au gouvernement fédéral. […] La seule solution, c'est de reprendre la

main. Il faut montrer à tout le Brésil que c'est nous qui sommes responsables et que les décisions ne se prennent pas à Brasília ou à Londres. Il faut montrer que ceux qui peuvent le plus préserver, et bien c'est nous ».

Malgré la rencontre avec le Secrétaire général de la SECTAM, la contre-proposition défendue par l'association XINGURI sera rejetée, le Parc da Serra do Pardo et la Station écologique de la Terra do Meio seront créées le 17 février 2005 à partir du tracé prévu par les responsables publics et présenté lors de l'audience publique. Le 19 avril 2005, suite à la création des aires protégées de la Terra do Meio, plusieurs représentants du ministère de l'Environnement (dont la secrétaire générale de la Coordination de l'Amazonie) organiseront une réunion publique dans la ville de SFX.
Comme l'explique Dalmi (membre du SBF/MMA) l'objectif de la réunion était « d'apporter des justifications à la création des unités de conservation et réfléchir à des formes de compensation » pour le développement local. Pour préparer l'événement, les responsables du gouvernement fédéral demandent au *prefeito* de SFX nouvellement élu de sélectionner une vingtaine d'individus qui devront représenter la diversité des activités socio-économiques du *município*. Visiblement dépassé par les événements, le *prefeito* ne parvient pas à contenir la quarantaine d'hommes qui veulent coute que coute participer à la réunion. Dalmi se remémore l'événement en ces termes : « Il faisait très chaud. C'était vraiment tendu. Je me rappelle que la salle était toute petite, on était entourée de tous les côtés par les hommes. […] Cette masse d'hommes réunis comme ça contre nous, c'était vraiment beaucoup de pression ». Ca n'est pas tout. Très tôt, les représentants du ministère comprennent que l'assemblée réunie n'est en rien représentative de la population locale. Dalmi est clair sur ce point : « Ni les *ribeirinhos*, ni les pêcheurs n'étaient à la réunion. Il n'y a eu que des discours d'éleveurs sur les vaches et les veaux !». Elle poursuit : « les personnes prenaient la parole, chacune leur tour, dans un ordre préparé à l'avance et avec un discours déjà prêt ». Ainsi, non seulement l'événement a été « confisqué » (sic) par les éleveurs locaux, mais en plus toutes les prises de paroles sans exception sont restées « aux mains d'un groupe » (sic). Pas même la diversité des éleveurs n'est représentée : la parole est monopolisée par « le groupe des *fazendeiros* qui disent et redisent toujours les mêmes choses ».
Pour que de nouvelles propositions émergent, les organisateurs décident de séparer l'assemblée en groupes de taille réduite. Mais rien n'y fait, comme l'observe Dalmi : « on a bien vu qu'un *fazendeiro* se mettait dans chaque groupe. Pour surveiller ce qui se disait ». Ainsi, comme le conclut Dalmi, si l'on se fie à cette audience : « tout se passe comme si il n'y avait que l'élevage. La forêt ne compte pas à São Félix ».
Comme le confirme les responsables de l'association XINGURI, la venue des représentants du ministère de l'Environnement a été bien préparée à l'avance. Pour l'occasion, un pamphlet intitulé « Manifeste » a été rédigé afin de « mettre la pression » (sic) sur les membres du ministère. Quelques lignes de celui-ci permettront de saisir le mode d'action plus agressif dont peut faire preuve l'association face aux acteurs du pouvoir exécutif fédéral :

> « Premièrement : « Nous trouvons étrange » le fait que le ministère de l'Environnement ait décrété le 17 février 2005 la création de la Station écologique de la Terra do Meio, et du Parc national de la Serra do Pardo, sans avoir enregistré de manière objective les producteurs qui y sont installés; démontrant ainsi l'absence effective des pouvoirs publics de l'Union et de l'État du Pará dans la région ;
>
> Deuxièmement : « Nous sommes outrés » par le fait d'être indistinctement taxés de *grileiros* et *pistoleiros* ou autres adjectifs péjoratifs ;
>
> Troisièmement : Nous sommes conscients de la nécessité de la préservation de l'environnement, mais de manière licite et compétente, contrairement à la façon dont ont été élaborées les limites des aires décrétées, adoptant le critère de la

> magouille politicienne, avec l'appui d'incompétents et d'inaptes, prouvée par l'arbitraire qui favorise certains au détriment d'autres ;
>
> Quatrièmement : Quand un institut qui se revendique de « l'environnement » utilise des ressources publiques pour promouvoir la désarticulation de tout le processus productif installé dans la région, il convient de se demander, si réellement il est en train de défendre les intérêts du peuple brésilien, ou plutôt, comme la pratique l'a démontré, est sous l'influence directe d'' « ONG », de « Groupes pharmaceutiques internationaux, pirates de la biodiversité » ou d' « exploitants miniers » ; […]
>
> Sixièmement : « « Avec ou sans » l'interférence des nazis-écologistes, qui élaborent des projets écologiques ineptes, nous relieront la Terra do Meio à la route BR-163 (Santarém-Cuiabá), en raison de la nécessité naturelle de relier deux communautés productives, créant des emplois et du progrès ; […]
>
> Neuvièmement : Nous rendons public, que notre activité pionnière, d'aventuriers de l'Amazonie, est une qualité culturelle qui n'est, ni ne sera inhibée par des décrets aliénés de la réalité de notre Brésil ; » (XINGURI 2005b).

Finalement, pour répondre à la création des aires protégées, sept *fazendeiros* de l'association XINGURI se rendront en mars et mai 2005 au ministère de l'Environnement pour y rencontrer le secrétaire général de la Biodiversité et des Forêts ainsi que le directeur du département du Programme des aires protégées du Brésil. Face à la pression des *fazendeiros*, les représentants du ministère de l'Environnement se contenteront d'expliquer que malgré tous les mouvements de protestation qui pourraient être organisés, tant la taille, que la localisation et la nature des aires protégées officiellement créées par décret présidentiel ne peuvent être altérées qu'au travers d'une loi adoptée par le parlement fédéral. Une fois les aires protégées créées, leur révocation ou leur modification n'est plus du ressort du pouvoir exécutif. Devant ce constat, l'association XINGURI adoptera une nouvelle forme de contestation de l'action fédérale.

2.2.3. Action sur le plan législatif

Après s'être fait à l'idée que le pouvoir exécutif n'est plus en mesure de revenir sur la création des UCI de la Terra do Meio, les *fazendeiros* entament une action sur le plan législatif. Pour cela, ils rentrent en contact, grâce à l'appui donné par le président de la FAEPA, avec le député fédéral José da Cruz Marcelo (connu comme Zéquinha Marinho), membre du bloc ruraliste. Ce dernier présentera ainsi le 16 janvier 2006, moins d'un an après la création des aires protégées de la Terra do Meio, le projet de loi n°6 479, intitulé « Altération des limites du Parc national de la Serra do Pardo ». La modification des limites proposée doit permettre aux plus puissants *fazendeiros* du « dedans », situés à proximité de la zone destinée à l'APA Triunfo do Xingu, de sortir des limites du parc national. L'argumentaire développé par le député fédéral pour justifier sa proposition de loi est particulièrement révélateur de la faible légitimité à l'échelle fédérale dont jouissent les *fazendeiros* de la Terra do Meio et des manœuvres de contournement auxquelles ces derniers doivent se livrer pour plaider leur cause :

> « Lors du processus de création du parc, des audiences publiques ont été réalisées dans la région, avec la participation effective de la population locale**.** Au cours des discussions, il a été convenu par les habitants de la zone et les autorités fédérales présentes que les limites du Parc n'affecteraient pas les populations qui y résidaient déjà.
>
> Mais, d'une façon tout à fait lamentable, l'accord a été rompu de manière unilatérale par les gestionnaires publics sans la moindre consultation de la population intéressée. Le parc a finalement été créé avec des limites qui ont porté atteinte à approximativement 2 500 habitants traditionnels qui résident dans la région depuis très longtemps et en retirent leurs moyens de subsistance.

> Demander à ces personnes d'abandonner leur foyer au nom de la promesse gouvernementale qu'ils seront indemnisés, c'est créer un nouveau conflit pour l'occupation de la terre dans la région. Les habitants locaux refusent simplement de s'en aller, la plupart en raison de l'échec des promesses gouvernementales données à d'autres occasions sur le territoire brésilien, où les occupants et propriétaires légitimes de zones désappropriées n'ont jamais été à ce jour indemnisés selon la loi. » (Marinho 2006).

J'observerai avec intérêt qu'à l'heure de justifier l'altération des limites du Parc national de la Serra do Pardo, le député fédéral ne mobilisera par l'image du producteur rural zélé et courageux de la frontière pionnière, préférant défendre le sort des « populations traditionnelles qui résident dans la région depuis très longtemps ». On mesure ici l'embarras que peut représenter la défense à l'échelle fédérale de la figure bien connue du *fazendeiro* latifundiaire et absentéiste des frontières pionnières amazoniennes. Il ne sera fait aucune référence à la « classe productive », à sa contribution à l'économie locale, régionale ou nationale. Aucune allusion, non plus, à la « liberté d'entreprendre » des pionniers ou pire encore, à la « culture des déboisements » qu'ils proclament. Au moment de plaider en faveur du changement de limites des aires protégées, c'est la figure du *ribeirinho* qui est mobilisé. On ne peut être que touché par le cynisme d'un tel argumentaire : les pionniers mobilisant en dernier recours l'image de celui qu'ils ont souvent chassé (sous une forme ou sous une autre) de la région.
Je m'étonnerai encore de la densité populationnelle présentée par le député. Comment pourrait-il y avoir 2 500 « habitants traditionnels » dans les limites du parc alors que les agents de l'IBAMA/CNPT n'ont pas recensé plus de 260 habitants traditionnels le long des rives du Xingu, quelques mois plus tôt ? Mais peut-être est-il nécessaire d'invoquer l'existence d'une telle population locale afin de justifier l'amputation de plusieurs dizaines de milliers d'hectares au parc national ?

En tout état de cause, dans son compte-rendu du 23 juin 2006, le député fédéral Hamilton Casara, défend devant ses collègues le rejet du projet de loi présenté par Zéquinha Marcelo. Il souligne en effet, à partir de l'article 28° de la législation nationale sur le système national des unités de conservation (loi n°9.985/00), que les populations traditionnelles ne peuvent en aucun cas être expulsées immédiatement et brutalement d'une aire protégée comme le dénonce Zéquinha Marcelo, même si cette dernière exclue la présence humaine. Le déplacement de populations traditionnelles doit se faire de manière à garantir la satisfaction de leurs « nécessités matérielles, sociales et culturelles ». Les craintes exprimées par Zéquinha Marcelo sont donc injustifiées. Invoquant l'article 22° de la même loi, Hamilton Casara fait remarquer que tout comme la création d'une aire protégée doit être réalisée de manière « démocratique et négociée », il doit en être de même pour les propositions de modification de limites. Dit autrement, tout projet d'altération des limites du parc doit nécessairement comporter une audience publique préalable. À partir de ces considérations et conformément à l'article 105 du Régime Interne, le parlement via sa *Mesa Diretora* du parlement décidera le 31 janvier 2007, de ne pas donner suite au projet de loi présenté par le député Zéquinha Marcelo. Ce dernier sollicitera le 8 février 2007 le désarchivage de son projet de loi.

2.2.4. Action sur le plan judiciaire

Lorsque les principaux responsables de l'association XINGURI se rendent à Brasília en mars et mai 2005, ils ne se contentent pas de rencontrer les représentants du MMA et Zéquinha Marcelo. Ils profitent aussi de leur voyage pour consulter méticuleusement le processus de création des deux aires protégées de la Terra do Meio. Á partir de cette analyse et des failles qu'ils pensent y déceler, bénéficiant également des conseils avisés d'un prestigieux avocat

spécialisé en droit agraire, les dirigeants de l'association déposent en 2005 deux plaintes devant le Tribunal fédéral suprême. La première (procès n°25 346)[208] demande la révocation du décret de création du Parc national de la Serra do Pardo, la seconde (procès n°25 348)[209] s'attaque à la Station écologique de la Terra do Meio. Les motifs des plaintes ainsi que leurs justifications étant parfaitement identiques, je me limiterais à l'étude de celle déposée contre le décret fédéral de création du parc national.

Selon le plaignant (association XINGURI), le processus de création du parc serait entaché de nombreux vices de formes et erreurs procédurales qu'il convient de réparer par la révocation du décret de création. L'argument principal présenté s'appuie sur la critique de l'absence d'études techniques et d'audiences publiques concernant tout le territoire de l'unité de conservation telles quelles sont exigées par la loi 9.985/00. Ainsi, le plaignant affirme que « le processus administratif n°02001.006771/200-68, ouvert par l'IBAMA le 18/11/2004, de manière immature, n'était et n'est pas légalement fondé à permettre l'édition du décret ». Cet argument central sera étayé et renforcé par divers autres que je reprendrai brièvement.

L'association XINGURI défend notamment que l'acte présidentiel est en « désaccord » avec les intérêts de la population locale. De plus, tant l'association que les habitants de la région n'auraient pas été en mesure de « participer comme il se doit à la création de l'unité de conservation, au contraire, ils n'ont pu qu'assister sans rien pouvoir ajouter ou demander », ce qui caractériserait une infraction à l'article 5° de la loi 9.985/00, selon lequel « la participation effective des populations locales lors de la création, l'implantation et la gestion des unités de conservation » doit être assurée. L'association dénonce encore l'atteinte faite aux opinions contraires à la création qui se sont manifestées lors du processus.

L'atteinte à la souveraineté nationale sera aussi invoquée par le plaignant, pour deux motifs. L'« importante présence d'organisations internationales » dans les études et données qui fondent le processus de création est tout d'abord dénoncée. Ensuite, l'association en vient à critiquer une élaboration et une finalisation du procès de création réalisées en un « temps record » par l'administration fédérale, qu'il faudrait imputer aux « pressions internationales » subies par le pays suite à l'assassinat de la religieuse Dorothy Stang. Ainsi, pour l'association, tout indique que le « processus administratif a été perturbé par la commotion internationale » qui a suivi l'annonce de la mort de la religieuse états-unienne. Le plaignant relève la proximité entre le début du processus administratif (daté du 18 novembre 2004), la mort de la religieuse (12 février 2005) et la publication du décret présidentiel (17 février 2005), ce qui démontrerait de façon flagrante la « suprématie du pouvoir international sur l'intérêt national ».

Finalement, l'association insistera sur l'occurrence de *periculum in mora*. L'expression latine signifiant littéralement « danger en raison du délai » est employée ici pour souligner les dommages que la décision tardive prise par l'État fédéral fait courir aux « activités productives » et au « patrimoine » déjà mis en place à l'intérieur des limites du parc, qui ne pourraient être déplacés.

Au travers de son représentant, le Président de la République brésilienne répondra à chacun des éléments de la plainte déposée par l'association XINGURI. La tenue effective d'audiences publiques réalisées dans les villes d'Altamira et de São Félix do Xingu sera ainsi signalée. Il sera également mentionné que la position des plaignants ainsi que celle d'autres représentants

[208] Consultable dans le *Jornal Oficial* n°98 du 24.05.2005, acte n° 75.
[209] Consultable dans le *Jornal Oficial* n°112, du 14.06.2005, acte n°89.

des agriculteurs et éleveurs de la région ont pu être dûment entendues à l'occasion de ces événements. La défense relèvera l'absence de preuves apportées par le plaignant quant aux accusations touchant à l'immaturité du processus de création. Cette même absence de preuves est encore constatée en ce qui concerne la plainte concernant l'atteinte aux droits de propriété légitimes des plaignants et autres habitants du parc. Le Président de la République explique encore que le décret de création s'avère pleinement conforme à la loi n°9.985/00, puisqu'elle déclare d'« intérêt social » les zones de création des aires protégées et pour ce motif, peut tout à fait conduire à la désappropriation, après juste indemnisation le cas échéant, du patrimoine des propriétaires légitimes.

Sur la base des informations fournies par les deux parties, le Tribunal fédéral suprême rejettera, le 16 mai 2005, la plainte déposée par l'association XINGURI.

Conclusion

Pour conclure ce quatrième et dernier chapitre de la thèse, consacré à l'action coalisée et stratégique pour la conservation socio-environnementale de la Terra do Meio, j'aimerai revenir sur les quatre points importants qui ont ponctué mon exposé.

Le premier me conduira à relever la complémentarité heuristique existant entre le cadre théorique de l'ASGE et celui de l'ACF. L'application du modèle de l'ACF au cas amazonien de la Terra do Meio m'a en effet amené à une double constatation.
D'un côté, les hypothèses et prémisses fondatrices de l'ACF ressortent renforcées de l'étude du changement de la politique publique territoriale amazonienne. Comme je l'ai montré, ce dernier est à relier à la fluctuation d'un facteur exogène au sous-système, à savoir l'élection en 2003 de Lula à la présidence de la République brésilienne. J'ai aussi pu souligner, à de multiples reprises, l'importance prise par les *policy learning*. Grâce à leur production, mobilisation et activation, les acteurs de la coalition pour la conservation socio-environnementale de la Terra do Meio sont parvenus à imposer leur système de croyances.
Mais, d'un autre côté, le regard « stratégique » (j'y reviendrai dans la conclusion finale) adopté dans cette thèse, et en particulier dans l'analyse de l'action coalisée m'a permis d'apporter une importante correction à la modélisation du changement de politique publique proposée par Paul A. Sabatier. Car, si le changement des facteurs exogènes au sous-système apparaît comme une condition nécessaire du changement profond de politique publique, il ne saurait en aucun cas en être une condition suffisante. Cet aspect transparaît notamment dans la crise de légitimité que connaissent les acteurs de la coalition suite à l'élection du *leader* Ptiste. Lors de cette période, et contre toute attente, les marges de manœuvre ouvertes par la nomination d'une figure emblématique du socio-environnementalisme brésilien à la tête du ministère de l'Environnement, ne peuvent être saisies par les acteurs (gouvernementaux ou non) de la coalition. Ce constat est encore renforcé par l'analyse produite à partir de l'architecture théorique de C. von Clausewitz (*op. cit.*) qui montre que le changement n'est possible que si un acteur particulier décide, à ses risques et périls, de s'engager pour saisir les marges de manœuvre qui se présentent à lui. Ainsi, le changement de politique publique ne saurait s'analyser sur un mode désincarné. L'acteur mérite d'être réintroduit au cœur du modèle de l'ACF.
Comme le montrent les premiers résultats analytiques obtenus dans ce chapitre, l'hybridation de l'ACF et l'ASGE semble tout à fait fructueuse et prometteuse. Elle ne rencontre pas d'obstacles ou incompatibilités majeures, malgré la différence de regard que les deux théories portent à l'action : le premier plutôt structurel, le second essentiellement structural.

Le deuxième point qu'il m'importait de souligner, situé également dans l'« angle mort » du modèle de l'ACF, se rapporte à l'action coalisée. Tout au long du chapitre 4, je me suis efforcé de montrer que le ressort de l'action coalisée en faveur de la conservation socio-environnementale de la Terra do Meio ne pouvait être réduit à l'intérêt commun que partagerait les différents membres de la coalition. Ainsi, j'ai insisté sur les moyens mis en œuvre par les acteurs, individuels ou collectifs, pour dépasser le « problème » de l'action collective. Pour ce faite, il m'a fallu dégager les relations de pouvoirs qui sous-tendent l'émergence et le fonctionnement de la coalition restreinte (Évêché du Xingu, FVPP, ISA et ED).
M'intéressant aux ressources disponibles par les uns et les autres, j'ai montré que les acteurs locaux/régionaux maîtrisaient, pour des raisons historiques, géographiques, financières et politiques des « incertitudes pertinentes » cruciales pour la réussite de l'entreprise collective. Disposant des « clés du terrain », ils contrôlent en effet les informations de première main sur

les dynamiques territoriales locales, indispensables aux autres membres de la coalition. Ainsi, le cas des acteurs associatifs d'Altamira me conduit à relativiser le jeu d'échelle hautement hiérarchisé imaginé par D. Dumoulin et E. Rodary (2005) et décrit comme les « poupées russes de la conservation ». Dans le cas présenté ici, la domination décisionnelle et financière d'un oligopole d'ONG internationales, comme la décrivent les auteurs, est contrebalancée par la difficulté extrême de l'accès au terrain, l'ancrage historique, l'indépendance financière et l'apprentissage organisationnel connu par les acteurs associatifs locaux/régionaux. Contre une vision qui interprèterait systématiquement les changements d'échelle comme la soumission d'un échelon à ceux qui lui sont supérieurs, l'étude des relations entre les divers acteurs collectifs de la coalition met en lumière le pouvoir considérable que peuvent détenir les acteurs locaux.

Le troisième aspect qu'il me semble important de retenir tient aux bons résultats analytiques qui semblent découler d'une analyse clausewitzienne des acteurs de la gestion intentionnelle. Ce constat invite ainsi à un réexamen des évaluations communément faites du succès ou de l'échec des actions de lutte contre la déforestation amazonienne. Afin d'illustrer ce point de vue, je ferai appel à un paragraphe particulièrement éclairant de C. von Clausewitz (*op. cit.*) :

> « Dans la guerre, tout est très simple, mais la chose la plus simple est difficile. Les difficultés s'accumulent et entraînent une friction que personne ne se représente correctement s'il n'a pas vu la guerre. Que l'on songe au voyageur qui à la fin d'une journée de voyage veut parcourir dans la soirée deux stations de plus ; quatre à cinq heures de diligence sur une chaussée, c'est peu de chose. Or, arrivée à l'avant-dernière étape, voilà qu'il ne trouvera pas de chevaux, ou de très mauvais ; puis voici une région montagneuse, de mauvais chemins. Il fait nuit noire, et le voyageur est bien heureux d'atteindre à grand peine la plus proche étape et d'y trouver un abri précaire. C'est ainsi qu'en guerre tout baisse de niveau par suite d'innombrables contingences secondaires qui ne peuvent jamais être examinées d'assez près sur le papier, de sorte que l'on reste loin en deçà du but. » (: 109).

Que faut-il comprendre ? Quel lien peut-il bien exister entre le cavalier malchanceux et l'action en faveur de la conservation de la forêt amazonienne ? Le concept de « friction », central dans la théorie clausewitzienne, permet à mon sens d'expliquer ce qu'une lecture stratégique au sens fort de l'action en faveur de l'environnement permet d'apporter aux travaux sur la déforestation amazonienne.

Il me paraît bien difficile de comprendre les échecs répétés des programmes et projets proposant des alternatives à la déforestation, si l'on néglige les « frictions » inhérentes à leur réalisation. Ces frictions tiennent à la résistance opposée par les acteurs que le changement « dérange », mais aussi aux obstacles situationnels et toujours contingents que l'action de changement doit dépasser pour s'imposer. Il s'agira des avaries financières, du *turn-over* des effectifs, du difficile accès aux terrains isolés où sont mis en place les dispositifs de conservation, de la mésentente entre acteurs, des difficultés de communication, etc. Ces aspects ont l'air anecdotique. On les relègue fréquemment au second plan, préférant invoquer les raisons plus « fondamentales » de l'échec/réussite de l'action en faveur de la conservation amazonienne. Pourtant, comme je l'ai montré, le hasard qui place ces opportunités ou obstacles sur le chemin de l'action est inhérent au déroulement de celle-ci. Il importe ainsi de « tenir » simultanément dans l'analyse : les contingences de l'action de changement, la résistance organisée des adversaires et les efforts démesurés nécessaires aux protagonistes du changement pour parvenir à leurs fins.

Les observateurs extérieurs, ceux qui ne sont pas engagés dans l'action de changement, décrivent fréquemment le problème de la déforestation amazonienne comme une simple formalité : il « suffirait » de faire ceci plutôt que cela, de changer tel dispositif inutil, de remplacer tel incompétent, etc. La lecture « stratégique » permet, suivant un acteur particulier dans son action de changement, de montrer que tout n'est pas si simple. Reprenant les mots de

l'auteur, une conclusion se dégage : en matière de lutte contre la déforestation amazonienne, « tout est très simple, mais la chose la plus simple est difficile ».

Pour finir, j'observerai que la création des UCI de la Terra do Meio, accompagnée de l'occupation du terrain par les troupes fédérales, s'est révélée particulièrement efficace en terme de réduction annuelle des défriches. Ce résultat ne doit pas faire oublier le rôle, probablement important, joué par les variables conjoncturelles qui ont pénalisé durant ces dernières années le secteur agro-pastoral brésilien.
Pour comprendre et évaluer l'impact de l'action fédérale dans la Terra do Meio, il faut revenir sur le terrain de la gestion effective. On saisira alors la gestion émergente du territoire et des ressources naturelles. Comme je l'ai décrit, l'action du gouvernement fédéral a scindé en deux, en quelques semaines seulement, le monde jusque là unifié de la frange pionnière locale. Les *fazendeiros* du « dedans », qui sont les acteurs majoritairement touchés par la création des aires protégées, semblent avoir tout perdu. Les trois composantes fondamentales de leur stratégie de « formation d'une *fazenda* » dans la Terra do Meio son sévèrement mises à mal par l'intervention fédérale. L'effondrement que connaissent les hommes est tout autant financier que moral. La détermination, si tenace, des pionniers est violemment atteinte. Les haches et les tronçonneuses ne font alors plus reculer la forêt. Pour rendre compte du revers essuyé par les pionniers et de leur changement de stratégie, j'ai notamment mis l'accent sur le caractère crucial de la déstabilisation du marché foncier.
Les acteurs de la frange pionnière ayant leur occupation située au « dehors » des UCI connaissent un sors assez différent. Après le vent de panique qui fait immédiatement suite à l'annonce du décret officiel de création, ces derniers parviennent à réunir des informations plus précises sur leur situation. Ils comprennent alors que non seulement leur occupation n'est plus menacée, mais qu'elle pourrait bénéficiée d'une régularisation foncière inespérée. Par un effet d'« anticipation », de « soulagement » ou de « clarification », les pionniers pourraient alors être tentés d'accélérer leur rythme de défriche. Mais les informations recueillies ne permettent pas d'être plus affirmatif. La sécheresse qu'a connu l'Amazonie en 2005 pourrait également expliquer l'augmentation des défriches sur la période août 2004 – juillet 2005. La chute brutale des déboisements enregistrés au « dehors » sur la période suivante, août 2005 – juillet 2006, permet de tirer une dernière conclusion importante. La présence physique des pouvoirs publics dans la région, permettant d'engager la Terra do Meio sur la voie de la « gouvernance », apparaît une condition indispensable de la réduction des défriches.

Conclusion générale

La recherche doctorale que j'ai menée sur la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio s'inscrit pleinement dans la périodisation de l'histoire amazonienne proposée par B. Becker (2004). Mon travail se trouve ainsi traversé par les multiples questions que cette évolution soulève, notamment en ce qui concerne la place occupée par l'Amazonie contemporaine dans le Brésil et dans le monde. En effet, selon l'auteur, après le temps de la formation territoriale (1616-1930), puis celui de la planification régionale (1930-1985), l'Amazonie serait devenue, entre le milieu des années quatre-vingts et le milieu des années quatre-vingt-dix, une « frontière socio-environnementale ».
La conservation de la forêt amazonienne devient l'objet de toutes les attentions. D'un point de vue structurel, un puissant « vecteur techno-écologique » se met alors en place : plans, programmes, projets, expérimentations sont imaginés et testés sur le terrain afin d'engager au plus vite la région sur la voie des alternatives viables (économiquement, socialement et écologiquement) aux pratiques de défriches-brûlis.
Mais, le milieu des années quatre-vingt-dix ne sera pas seulement le temps du renforcement des projets de conservation socio-environnementaux, il signe aussi le retour au premier plan du vecteur « techno-industriel » (je parlerai volontiers d'un vecteur techno-agro-industriel), en retrait lors de la période précédente. La dispute qui s'engage entre les deux vecteurs, dont l'enjeu n'est autre que la domination des territoires amazoniens, ouvre le temps de « l'inconnu du *Heartland* »[210].

Ce bilan, largement partagé par la plupart des observateurs des dynamiques territoriales amazoniennes, place au centre des questionnements actuels, la double figure du conflit et de l'incertitude. Des interrogations décisives émergent : comment se déroule cette lutte pour le contrôle des territoires amazoniens ? Quels en sont les participants ? Quels résultats engendre-t-elle ? À quelle genèse territoriale cette confrontation conduit-elle ? Quels arbitrages politiques doivent être pris dès à présent pour éviter certains scénarios futurs, jugés trop indésirables, et en encourager d'autres ?
Mon travail de recherche ne prétend évidemment pas épuiser ces questions. Pourtant, c'est bien dans ce contexte tout à la fois spatial, temporel et politique qu'il faut en replacer les principaux résultats. Face aux décisions à prendre, aux futurs qui se dessinent, aux incertitudes qui se confirment, le rôle des scientifiques ne tient-il pas à proposer, depuis leurs domaines disciplinaires et points de vue respectifs, une interprétation argumentée des dynamiques à l'œuvre ? C'est en tout cas dans cette perspective que j'ai mené mon travail de recherche et rédigé ce produit final. Avant de revenir sur quelques résultats importants, afin d'en tirer des conclusions d'ordre plus général, il me faut rappeler brièvement la posture de recherche adoptée dans cette thèse, puisqu'elle conditionne directement tant la nature que la portée des résultats obtenus.

[210] Expression empruntée à Sir Halford Mackinder en 1904

Mon travail s'ancre dans le champ disciplinaire des « sciences de l'environnement ». Ce domaine, en plein essor, couvre un large spectre d'activités de recherche et pour cette raison, il convient de spécifier un peu mieux le point de vue que j'ai adopté sur les dynamiques territoriales amazoniennes.
Si l'on considère avec P. Lascoumes (1994), que l'émergence de la notion d'environnement exprime la nécessité contemporaine de repenser les rapports homme-nature à partir d'un ensemble de diagnostics incitant à l'urgence des décisions collectives, on admettra aisément que les engagements politiques pris en faveur de la conservation des forêts amazoniennes représentent des amorces prometteuses pour une recherche environnementale sur la forêt amazonienne. Adosser mon analyse des dynamiques territoriales sur ces annonces, apparues de l'échelle régionale à l'échelle internationale, permet d'ancrer mon propos sur des formes légitimantes fortes et éprouvées, bien que la question du lieu de production des normes environnementales reste posée.
Partant de ce point, j'ai montré que le chercheur qui souhaitait adopter ces engagements politiques comme le référent de son analyse sur la gestion des massifs forestiers d'Amazonie brésilienne était conduit à faire le triple choix qui fonde ce que j'appellerai une recherche située.

D'abord, la pluralité, souvent conflictuelle en pratique, des objectifs (économiques, sociaux et écologiques) poursuivis par les engagements politiques en faveur de la « conservation » forestière amène le chercheur à adopter une lecture partielle des dynamiques territoriales, dans la mesure où chaque analyste est inévitablement porteur, qu'il en ait conscience ou non, d'un point de vue normatif particulier quant aux performances attendues ou réelles des dynamiques territoriales (Mermet 2005 ; 2007). Ensuite, ce choix doit être assumé et explicité par l'homme de science. Il s'agit là d'une condition fondamentale pour que le débat pluraliste sur les dynamiques amazoniennes contemporaines puisse se déployer. Enfin, pour alimenter cet espace de débat et entretenir le dialogue entre les différentes visions, il est probable que le chercheur soit contraint de quitter le niveau de l'abstraction des valeurs en jeu pour s'ancrer dans la compréhension, la description et l'analyse fine de situations concrètes territorialisées.

En ce qui me concerne j'ai répondu à cette triple exigence située en proposant une lecture éco-centrée, c'est-à-dire centrée sur les objectifs écologiques fixés par les engagements politiques, des dynamiques territoriales de la région de la Terra do Meio. Cette région est en effet apparue comme un lieu particulièrement révélateur et représentatif du contexte conflictuel et incertain caractéristique de la construction des « Amazonies » contemporaines (Pasquis, Nunes *et al*. 2003). Comme je l'ai montré, elle s'est retrouvée prise entre deux projets de territoire antagonistes : celui de la pastoralisation et celui de la conservation socio-environnementale. M'appuyant sur ce cas d'étude, je dégagerai cinq points conclusifs.

A - Regard critique sur l'ASGE depuis sa pratique

La posture théorique développée dans cette thèse doit être replacée dans le cadre des travaux menés par un collectif de recherche qui a progressivement mis en place, à partir des travaux de L. Mermet (1992 ; 1994), un cadre théorico-pratique pour penser l'efficacité et la cohérence de l'action en matière environnementale (Mermet, Billé *et al.* 2005). Mon travail représente une nouvelle application et mise à l'épreuve de ce cadre connu comme Analyse Stratégique de la Gestion de l'Environnement (ASGE).

Le collectif a tout d'abord été pris dans l'action, afin de tester sur le terrain, à partir de cas concrets, la pertinence du regard porté aux « problèmes d'environnement ». Ensuite, il s'est progressivement tourné vers le solide étayage théorique du socle de l'ASGE. Lors de ce mouvement, peu d'attention a été donné à l'analyse réflexive critique de la pratique de terrain qui sous-tend l'ASGE. C'est à cette dernière que je me consacrerai dans les lignes qui suivent.

L'analyste stratégique[211] est souvent conduit à adopter une approche clinique, comme je l'ai fait, des dynamiques territoriales. Pour cette raison, je considérerai qu'il se met nécessairement « en dangers » lors de son investigation (Agier 1997). Cette prise de risque, liée à l'engagement personnelle sur un terrain fortement marqué par le conflit, l'amène à se poser, sous une forme ou sous une autre, la question du réglage et de l'aménagement de la distance à l'Autre, ainsi qu'à l'objet d'étude. Je présenterai les « dangers » qui guettent le chercheur-ASGE à partir de quatre points abordés successivement : la conflictualité inhérente aux terrains de l'ASGE, les spécificités du terrain de la gestion effective, celles du terrain de la gestion intentionnelle et les risques liés aux passages d'un terrain à l'autre.

1. La conflictualité inhérente au terrain de l'ASGE

Par construction, l'ASGE a choisi de porter son attention sur les situations dans lesquelles un acteur (individuel ou collectif), insatisfait par l'évolution d'un écosystème (ou d'une de ses parties), se mobilise pour que la situation change. Pour répondre à ce choix heuristique fondamental qui structure toute la démarche de recherche, le chercheur devra s'engager dans une enquête de terrain qui le conduira à étudier les pratiques de gestion intentionnelle, celles de gestion effective et les interactions existant entre l'une et l'autre, afin d'expliquer les principales évolutions connues par l'écosystème forestier pris comme référent de l'analyse.

Dans ces conditions, le chercheur se trouve toujours sur la brèche. Le terrain de la gestion de l'environnement est toujours un terrain « difficile » (Boumaza et Campana 2007) ou « miné » (Albera 2001). Pour saisir ces risques, on peut revenir à l'analyse qu'en propose R. Lee (1995). On comprendra alors que la difficulté des terrains de la gestion de l'environnement tient d'une part, aux « dangers ambiants », inhérents au contexte conflictuel choisi, et d'autre part, au « danger situationnel », spécifiquement dirigé contre l'analyste stratégique, contre son

[211] Je désignerai par cette formulation le chercheur qui, dans la pratique, se propose de suivre la perspective théorique proposée par l'ASGE.

travail de recherche et sa présence sur place. Les situations étudiées renouent toujours intimement avec l'origine belliqueuse et militaire du terme « terrain » rappelée par B. (Pullman 1988)[212] : face aux dangers (ambiants et situationnels) l'enquêteur n'aura d'autre solution que de multiplier les stratégies pour atteindre ses fins, en dépit des obstacles.
Cette consonance belliqueuse de l'expérience de terrain me paraît d'autant plus prononcée, que le conflit environnemental étudié est aigu. Plus les acteurs de la gestion effective et ceux de la gestion intentionnelle se seront eux-mêmes engagés dans une véritable guerre de tranchée, chacun connaissant depuis longtemps et de manière assez précise les positions de l'adversaire, plus l'enquête auprès des protagonistes de la gestion du territoire et des ressources naturelles sera délicate, voire périlleuse. La Terra do Meio, comme théâtre d'un conflit ouvert, polarisé et très médiatisé a permis de faire ressortir les lignes de force de l'investigation analytique stratégique.

2. Les « dangers » du terrain de la gestion effective

Comme le démontrent les pratiques de recherche de F. Benhammou (thèse en cours sur la conservation de l'ours dans les Pyrénées françaises), d'A. Emerit (2006) ou de M. Leroy (2006[2004]), il semble que l'analyste stratégique arrive bien préparé sur le terrain de la gestion effective. En tout cas, il sait se montrer attentif au contexte local, choisissant de s'y adapter rapidement pour mener à bien son investigation. Pourquoi cela ? Car il pleinement conscient de sa position critique par rapport aux dynamiques sociales qu'il étudie. En effet, les pratiques de gestion effective sont, le plus souvent, jugées négativement au regard du référentiel normatif adopté. Ainsi, le chercheur intègre précocement dans son investigation l'adversité du milieu d'enquête. Il s'attend à ce que ses questionnements, ses observations, son travail d'enquête et parfois même sa présence soulèvent des oppositions, voire de véritables résistances organisées. Pour contourner ces obstacles, il mettra en place une stratégie d'enquête, toujours contingente, située au croisement de la spécificité de la situation, de l'objectif qu'il s'est fixé et de ses atouts propres. Il mènera, suivant les cas, une recherche avouée, partiellement dissimulée ou même totalement dissimulée, pour parvenir à saisir la logique de l'éco-sociosystème responsable des pratiques de gestion effective étudiées. Ainsi, il semble que le chercheur soit rarement pris totalement au dépourvu sur le terrain de la gestion effective, car il a opté pour une progression précautionneuse, ajustant en permanence ses mots et ses gestes au contexte (parfois pour s'y fondre, parfois s'en démarquer).

Partant de ces constations, mon travail de recherche a soulevé deux volets d'interrogations. Le premier concerne l'implication auprès des acteurs : jusqu'où faut il aller sur le terrain de la gestion effective, c'est-à-dire jusqu'où se faire prendre, se faire membre, sans risquer de perdre sa problématique de recherche ? Quels dispositifs doivent être systématiquement mis en place par le collectif de recherche et les encadrants pour suivre l'analyste stratégique qui a choisi un terrain lointain, isolé ou il décide de passer plusieurs mois ? Quels mécanismes de rappel doit-on imaginer ? Le second volet est lié à la responsabilité du chercheur vis-à-vis des acteurs. Cette problématique qui a affleuré à de nombreuses reprises dans le texte me conduit à m'y attarder davantage.

[212] Comme le rappelle B. Pullman (1988), le « terrain » sur lequel les scientifiques vont, travaillent, connaissent a été emprunté, métaphoriquement, au domaine militaire, où il désigne (depuis le 17ème siècle) le champ de bataille, pour parler « de là où se passe ce dont il est question » (:24).

On entre ici dans le domaine de l'éthique et de la déontologie : jusqu'où le chercheur ASGE peut-il aller dans la description de la gestion effective et l'utilisation des informations recueillies sans trahir ses informateurs et respecter les droits des personnes étudiées ? Quelles mesures doit-il prendre pour protéger ses sources ? Ces précautions ont-elles encore un sens lorsque l'information produite est destinée, par construction, à éclairer les responsabilités en matière environnementale ? Comment respecter ses interlocuteurs tout en s'efforçant de produire des connaissances actionnables par celui qui voudrait changer la situation ?
La réflexion éthique est centrale dans le travail de recherche et doit guider de bout en bout les activités du praticien. Quelques préceptes sont désormais bien connus : le chercheur doit assurer la protection de ses interlocuteurs via le « consentement informé » et la confidentialité. Mais est-ce suffisant ? D. Cefaï (*op. cit.*) pense que non. L'auteur nous invite alors à développer une réflexion pragmatique sur les résultats de recherche obtenus :

> « L'anthropologue, comme le sociologue, se voit pris dans une tension insoluble entre le projet scientifique d'établir des faits, de documenter des relations de causalité, de décrire des biographies et des existences, de dessiner des cartographies du monde social, et l'impératif éthique ou politique de prendre la parole en public, en tant qu'expert ou avocat, en vue de contribuer à la conception de programmes de développement, de politiques publiques ou de législations internationales, ou ne vue de défendre des droits et de requérir des réparations en faveur de populations défavorisées. Science sociales, expertise publique, anthropologie appliquée ou militante ? La réponse ne peut être donnée dans l'absolu, et certainement pas dans le seul cadre moral de la gestion des relations interpersonnelles et de la procédure du consentement informé, de la protection de la confidentialité des données ou de la *privacy* des informateurs. Ne vaudrait-il pas mieux la poser en termes politiques et, sans tomber dans les facilités d'une critique de la domination, suivre la leçon du pragmatisme et constituer en objet d'enquête le statut de l'enquête, de ses conditions et de ses conséquences dans la vie publique ? » (: 615).

Je me propose de suivre les recommandations de l'auteur afin d'envisager les aspects éthiques de mon travail de recherche.

En ce qui concerne le statut de l'enquête, ses conditions et mes motivations, je renvoie le lecteur au chapitre 1 de la thèse où ces aspects ont été amplement décrits. Il me reste donc à aborder les conséquences, dans la vie publique, de mes résultats de recherche sur la gestion effective. Quelles peuvent-elles être ? Sans préjuger de la manière dont mon travail sera intégré par le jeu complexe des références et citations, bien mis en évidence par B. Latour (2005[1989]), il m'est possible de dégager quelques axes de réflexion.
D'abord, la description que j'ai proposée de la pastoralisation de la Terra do Meio, dont les *fazendeiros* ont été identifiés comme les principaux responsables, devrait attirer l'attention de celles et ceux qui travaillent sur les dynamiques territoriales contemporaines d'Amazonie brésilienne, et ce, pour plusieurs motifs. Je remarquerai en effet que les pratiques des grands occupants sont restées jusqu'à présent dans « l'angle mort » des travaux académiques sur la construction des territoires pionniers amazoniens. Il faut remonter à l'étude des premières régions traversées par la frontière pionnière brésilienne, dans le sud-est du pays, pour trouver une analyse fine des gestes et des mots des *fazendeiros* (Monbeig 1984). Ensuite, les migrants fortement capitalisés ont le plus souvent été décrits en creux d'analyses abordant la frontière pionnière comme le *locus* de la reproduction paysanne (cf. chapitre 1 section A). Même quand l'idéologie marxiste est absente, les travaux sur la colonisation amazonienne se sont massivement focalisés sur les acteurs peu ou pas capitalisés, les « agriculteurs familiaux ». J'expliquerais ce phénomène par des raisons d'ordre pratique et méthodologique. L'enquête sur les « petits agriculteurs », particulièrement accueillants et ouverts aux questionnements du chercheur, tranche avec le caractère moins immédiat d'une investigation centrée sur les grands éleveurs amazoniens, qui restent des acteurs méfiants, intimidants plus qu'intimidés,

parfois menaçants et toujours conscients des risques que représente la publicisation de leurs pratiques.
Les lecteurs intéressés par ces acteurs clés de la gestion territoriale amazonienne trouveront dans la thèse une description aussi fidèle que possible de leurs pratiques, articulées autour d'un projet de territoire identifié, reprenant leurs mots, comme la « formation d'une *fazenda* » dans la Terra do Meio. Pour ce faire, aucun raccourci n'a été pris, aucune caricature n'a été saisie pour rendre compte de manière expéditive des acteurs responsables, *de facto*, de l'avancée des déboisements dans la région. Au contraire, j'ai pris mon temps pour insister sur la nécessité d'appréhender leur stratégie selon une logique triple, non réductible à l'une ou l'autre de ses composantes (élevage, la spéculation foncière/production de pâturages et blanchiment d'argent).
Je soulignerais qu'en adoptant les principaux concepts heuristiques de la sociologie de l'action collective, j'ai délibérément centré mon attention sur le caractère négocié des relations existant entre les uns et les autres. J'ai mis au centre de l'analyse les marges de manœuvre disponibles pour chacun. Celles qui font de l'avancée des défriches le résultat d'une action collective sous-tendue par les différents protagonistes de la frange pionnière.
Ainsi, si d'un côté j'ai souligné la responsabilité des *fazendeiros* dans l'avancée des défriches dans la Terra do Meio, de l'autre, j'ai soigneusement pris mes distances de la diabolisation, assez commune, de ces acteurs. Tout en respectant les intéressés, s'attachant à rendre la complexité et l'ambivalence de leurs pratiques, la sincérité de leurs projets et l'humanité de leurs espoirs pionniers, mon étude viendra sans doute étayer l'hypothèse selon laquelle les *fazendeiros* seraient aujourd'hui les acteurs clés de la déforestation amazonienne.

3. Les « dangers » du terrain de la gestion intentionnelle

Et sur le plan de la gestion intentionnelle, qu'en est-t-il ? À quelles difficultés l'analyste stratégique doit il faire face ? Pour répondre à ces questions, il convient de se remémorer l'écart qui existe, par construction, entre « l'acteur d'environnement » défini théoriquement par l'ASGE et les acteurs observés qui portent, dans la pratique, les actions de la gestion intentionnelle.

L' « acteur d'environnement » est défini sur le plan des concepts par le rôle fonctionnel qu'il joue dans le système de gestion imaginé par le chercheur, centré sur l'objectif écologique que celui-ci a choisi comme référent de l'analyse. Dit autrement : l'acteur d'environnement est celui qui défend le maintien ou la restauration de l'état de l'écosystème que le chercheur a fixé, pour des motifs divers, comme référent de son analyse. Il est intimement lié au référentiel normatif conçu et porté par le chercheur. L'acteur d'environnement est « indicé » par l'analyste stratégique : il dépend tout entier de son projet de recherche et de l'état de l'écosystème qu'il a placé au centre de celui-ci. De ce point de vue, il représente un outil heuristique permettant au chercheur de dégager distinctement les termes du mouvement dialectique de la gestion de l'environnement.

Les seconds, en revanche, sont des acteurs (individuels ou collectifs) bien réels, dont le chercheur est amené à examiner, au travers de son enquête sur le terrain de la gestion intentionnelle, l'activité, la rationalité et l'efficacité au regard du référentiel normatif adopté. L'analyste stratégique doit donc construire une analyse tout aussi critique de ces acteurs que de ceux de la gestion effective.

Sur le terrain de la gestion intentionnelle quatre écueils devront être évités. D'abord, il y a le risque de confusion entre l'acteur défini sur le plan conceptuel et l'acteur réel. Comme mon expérience l'a montré, l'analyste stratégique qui commettrait cette erreur, pourrait en venir à postuler une entente immédiate, innée voire fusionnelle, avec des interlocuteurs qui, surpris voire heurtés, le rappelleront vite à l'ordre. Ainsi, si l'amalgame peut être commun lors des premiers pas du chercheur sur le terrain de la gestion intentionnelle, il y a fort à parier, qu'au travers d'un processus d'apprentissage, parfois coûteux, le chercheur sera amené à réintégrer dans sa démarche de recherche l'altérité fondamentale qui le sépare des protagonistes de la gestion intentionnelle.

Déçu, abandonnant parfois certaines de ses illusions, l'analyste stratégique comprendra qu'aucun acteur du réel n'incarne pleinement l'acteur d'environnement qu'il s'était imaginé. Aucun acteur en effet n'est aussi « entier » que celui-là, c'est-à-dire voué corps et âme à l'action en faveur du maintien ou de la restauration de l'état de l'écosystème qu'il a pris en référence. Les acteurs de chairs et d'os sont pluriels, composites, leurs actions répondent à des considérations parfois très matérialistes, absentes de l'« idéal » qu'incarne l'acteur d'environnement. Les protagonistes réels de la gestion intentionnelle devront gérer, en même temps que leur investissement pour la conservation du massif forestier de la Terra do Meio, des objectifs divers qui mêlent : revendication salariale, vie de famille, plan de carrière, qualité de vie, sécurité personnelle, disponibilité, etc.
De plus, aucun acteur réel ne peut être aussi proche, normativement, du chercheur, que l'est l'acteur d'environnement. Comme l'analyste stratégique en fera l'expérience, sa conception du problème environnemental et celle des protagonistes de la gestion intentionnelle se recouvrent parfois seulement à la marge. Ceux-ci ont un point de vue différent sur l'action, ils inscrivent leurs pratiques dans un temps autre.
Il arrivera encore que ces acteurs se servent du nouveau venu qui sera embarqué, malgré lui, dans le système des relations présentes bien avant son entrée. Au premier contact, la plupart des protagonistes de la gestion intentionnelle resteront sur leurs gardes. Soupçonneux sur le projet réel du nouvel entrant, ils le maintiendront à distance, jusqu'à ce qu'il ait fait ses preuves, etc.
En un mot, l'analyste stratégique comprendra que la gestion intentionnelle est aussi un « terrain » au sens belliqueux rappelé par B. Pullman (*op. cit.*). Face à cette épreuve de réalité, le chercheur, pourra être tenté, par un renversement complet de perspective, de rejeter l'acteur « désenchanté » qui se présente à lui, de nier l'existence de protagonistes sérieux de la gestion intentionnelle, de tomber dans l'amertume, la rancœur, ou le cynisme. Il manquera alors sa cible. À l'inverse, il peut faire de cette démythification le levier de son regard critique éco-centré sur les dynamiques territoriales, reconnaissant que l'acteur de la gestion intentionnelle est un « acteur » comme les autres. Avec lui, il faudra aussi patient, attentif, sur ses gardes et stratégique qu'avec les acteurs de la gestion effective, afin de saisir le système de gestion du territoire et des ressources naturelles dans sa globalité. Il faudra peut-être même se montrer plus attentif encore.

Par certains égards, le terrain de la gestion intentionnelle apparaît encore plus « dangereux » que celui de la gestion effective. Car, même quand le chercheur aura pris conscience, par essai-erreur, de la distinction fondamentale qui existe entre acteur conceptuel et interlocuteurs réels, et aura décidé de saisir cette altérité comme le moteur de son évaluation des dynamiques territoriales, la relation d'échange avec les acteurs de la gestion intentionnelle n'en restent pas moins délicate.
L'analyste stratégique doit en effet s'efforcer de construire une posture évaluatrice, donc critique, vis-à-vis des seuls acteurs du système de gestion qui partagent, au moins en partie,

ses convictions et sont en tout cas les seuls à promouvoir les actions de changement de la gestion effective. La manière de gérer l'adhésion à certaines actions et certains discours, du point de vue du référentiel normatif, tout en ménageant une certaine distance critique devient le travail principal du chercheur. La question de l'affichage de la recherche se pose à nouveau : jusqu'où aller dans la présentation de ses objectifs qui mêlent, comme le comprendront bien vite ses interlocuteurs, la production d'informations dont ils pourront se saisir et qu'ils sauront valoriser, mais également le développement d'un regard critique sur leurs pratiques ? L'analyste stratégique n'est il pas condamné à adopter une recherche au moins partiellement dissimulée, avant la présentation de ces résultats, qui devraient lui permettre de justifier l'intérêt du recadrage qu'il a réalisé ?

Le dernier écueil du terrain de la gestion intentionnelle, est celui qui découle de la lecture structurale et non structurelle de la gestion du territoire qu'adopte l'analyste stratégique. Ainsi, il doit s'efforcer d'observer, derrière les étiquettes institutionnelles, la nature effective des actions mises en œuvre, du point de vue du référentiel normatif adopté. Il découvrira ainsi que les protagonistes de la gestion intentionnelle ne sont pas toujours ceux que l'on croit, ou plutôt ceux qui s'affichent comme tel. Un « secrétariat de l'environnement », pourra défendre, dans les faits, des projets affectant très négativement l'état des écosystèmes. La reconstruction du système de gestion que l'analyste stratégique propose n'est pas calquée sur la découpe institutionnelle ou structurelle, mais sur ce que les acteurs (individuels ou collectifs) font et comment ils le font. Pour effectuer sa reconstruction du système de gestion, l'analyste stratégique ne pourra s'appuyer sur aucune indication structurelle préalable. Seuls les résultats de son enquête sur la gestion du territoire lui permettront d'identifier les acteurs et leur rôle dans la dialectique de gestion des ressources naturelles.

4. Le risque de la circulation d'un terrain à l'autre

Le troisième aspect qui rend délicates les enquêtes de terrain sur la gestion du territoire et des ressources naturelles, tient à la nécessité du passage, voire du va et vient répété, entre un terrain et l'autre. Car l'analyste stratégique n'observe pas l'action depuis un « ailleurs » bien improbable. Il ne peut pas non plus se contenter de connaître, même à fond, un terrain, en négligeant l'autre. Pour accéder à la logique du système de gestion dans sa globalité, il lui faudra comprendre les pratiques des uns et des autres. Il devra accepter de planter sa tente, au moins quelques semaines, mieux quelques mois, à proximité des uns puis des autres.

Or, comme on l'a vu, c'est la figure du conflit qui règle les interactions entre les acteurs de la gestion intentionnelle et ceux de la gestion effective. Ainsi, une véritable question se pose quant aux qualités de passeur de frontières que doit impérativement acquérir l'analyste stratégique, s'il désire mener à son terme sa recherche. Cette circulation d'un terrain à l'autre décuple les « dangers » et « difficultés » liés au contexte antagonique (cf. *infra*). Comment ne pas être perçu, à chaque traversée comme un traître pour les interlocuteurs que l'on quitte et comme un espion pour ceux que l'on rejoint ? Comment une fois que l'on a réussi à trouver sa place auprès de certains, que la négociation porte enfin ses fruits, se résoudre à tout recommencer, à tout remettre en jeu pour partir s'installer de l'autre côté ? À moins, que ces allers et venues successifs, et la manière dont on parvient à les rendre légitime, aux yeux des uns et des autres, soient précisément les garants d'une double intégration et appartenance réussie ? Mais l'équivoque identitaire est rarement tolérée sur les terrains de bataille. Alors il faudra se montrer habile. Mais que choisir : La discrétion, la confidence, la révélation, la

dénonciation, l'insinuation ou l'occultation quand on parle des autres chez les uns, et inversement ? À mon sens, ces questions n'admettent aucune réponse d'ordre général. Elles ne tolèrent que des arrangements particuliers, au gré des recherches, des chercheurs et des situations d'enquête. En tout état de cause, il s'agit d'une problématique majeure qui fait de la pratique de l'ASGE une activité exigeante et périlleuse, tant physiquement que psychologiquement.

Car, ces allers et venues ne conduisent pas seulement le chercheur à multiplier ses identités, ses approches, ses stratégies, ses manœuvres d'entrée et de prise de contact. Il ne s'agit pas seulement d'une démultiplication de la débauche d'efforts physiques, moraux ou financiers. L'activité de passeur de frontières met aussi à l'épreuve la capacité qu'a l'analyste stratégique de supporter et faire cohabiter au sein de sa propre personne la conflictualité inhérente au système de gestion. Lorsqu'il choisit l'approche clinique pour mener son investigation, le chercheur est inévitablement conduit à intérioriser la conflictualité de la situation de gestion qu'il étudie. Pour cette raison, l'ASGE est indéniablement un cadre théorique schizogène qui met toujours le chercheur en danger. Le terrain de la gestion environnementale tel que l'analyste stratégique l'envisage, l'investit et le pratique provoque nécessairement des émotions contradictoires, des sentiments conflictuels qu'il faut apprendre à dominer. Car leur confrontation s'avère précisément l'un des ressorts fondamentaux de la reprise de distance critique vis-à-vis des pratiques observée et discours entendues *in loco*.

Pour finir, j'aimerai souligner que si l'enquête de terrain sur la gestion du territoire et des ressources naturelles s'avère particulièrement exigeante, acrobatique et parfois dangereuse, il ne s'agit pas pour autant d'une pratique héroïque. Ainsi, sur la base des expériences vécues par les membres du collectif de recherche, je m'attellerai, dans un futur proche, à l'élaboration d'un guide d'enquête sur la gestion du territoire et des ressources naturelles. Á l'image du guide de diagnostic agraire suivi par les étudiants agronomes, ce dernier pourrait permettre, autour d'une standardisation minimale, d'initier les étudiants au diagnostic des problèmes d'environnement.

B - Les qualificatifs de la frontière pionnière en question : « nouvelle » ? « spontanée » ?

1. Une « nouveauté » bien ancienne

Mes résultats de recherche sur la filière d'appui à la pastoralisation de l'espace de la Terra do Meio rejoignent d'une manière assez inattendue le diagnostic formulé il y a trente ans de cela par J. Hébette et R. E. Acevedo (1979), à propos de la colonisation des bords de la route Belém-Brasília. Comme l'expriment les auteurs, la colonisation « spontanée » est en réalité très mal baptisée, car elle ne possède bien souvent aucune des caractéristiques de spontanéité qui viennent à l'esprit lorsque l'on emploie ce qualificatif. D'une manière tout à fait éclairante, ils écrivent :

> « Colonisation spontanée et dirigée ne sont pas, en vérité, deux processus parfaitement distincts ou deux formes précisément séparées de colonisation, une accompagnée part une interférence externe (de l'État ou d'une entité privée), l'autre qui en serait exempt. Dans les systèmes politiques modernes, même dans les plus libéraux et les moins dirigés, toute la vie sociale souffre l'interférence de l'État,

> directe ou indirecte, délibérément forte ou faible, mais toujours orientée et sélective. Des mesures politiques traversent toutes les dimensions et tous les aspects de la vie sociale, à la manière d'imposition, d'incitation ou simplement de permission et d'omission. » (: 8).

Les mesures sont sélectives, dans le sens où elles favorisent certains acteurs, ou certains secteurs d'activités ou détriments d'autres. Dans ce sens, la colonisation dite spontanée n'est en rien moins conditionnée par les politiques gouvernementales que la politique dirigée, elle l'est simplement d'une manière différente. Pour les auteurs, la distinction entre colonisation « spontanée » et « dirigée » informe plutôt sur le moment, l'intensité, la forme prise par l'action publique en faveur de la colonisation mais aucune n'est immune de l'action de l'État. Ainsi, comme je l'ai également montré, la colonisation « spontanée » de la Terra do Meio est activement soutenue par des actions publiques d'incitation, d'imposition ou de permission. À toutes les échelles, j'ai pu mettre en évidence l'appui sélectif accordé par l'État à un secteur particulier, celui de l'élevage de frontière pionnière.

Mais, la différence d'optique entre les auteurs et la mienne est révélatrice d'un certain changement dans la continuité de l'attention portée aux territoires amazoniens. Lorsqu'ils mettent en évidence l'appui structurel apporté par l'État aux grands éleveurs, les auteurs tentent de répondre à une question bien spécifique : « Une colonisation pour qui ? ». Leur objectif est de démontrer le choix fait par les pouvoirs publics de soutenir et favoriser la colonisation des terres amazoniennes par les éleveurs les plus capitalisés au détriment des « petits agriculteurs ». Trois décennies plus tard, ma recherche démontre à nouveau la préférence des gouvernants pour le projet de pastoralisation accélérée des territoires de frontière pionnière au détriment, cette fois, d'actions de conservation forestière (même si la création des UCI dans la Terra do Meio semble remettre en cause, au moins ponctuellement, ce jugement). Cette comparaison diachronique met en évidence, d'un côté, l'émergence de nouvelles problématiques attachées aux dynamiques pionnières amazoniennes, et de l'autre, la permanence d'un même phénomène, celui de l'État partisan qui ne cesse de renouveler son appui à une filière particulière.

Les mêmes mécanismes semblent bel et bien à l'œuvre aujourd'hui comme hier, et c'est cette persistance, par delà les époques, les gouvernements et les régimes politiques que l'adjectif « nouveau », parfois un peu trop vite accolé aux phénomènes pionniers contemporains, risque de masquer. Derrière la variabilité des formes d'appui, qui s'adaptent au contexte évolutif de la scène amazonienne, on retrouve la reproduction des mêmes choix fait en faveur de certains au détriment des autres. Ainsi, la critique environnementale actuelle de l'État partisan, si elle souhaite appréhender à leur juste mesure les phénomènes à l'œuvre et leur poids géohistorique à tout intérêt à ne pas abandonner le riche héritage laissé par la critique sociale qui l'a précédée.

2. Une « spontanéité » bien organisée

Ce n'est pas tout. Qualifier trop rapidement la frontière pionnière de la Terra do Meio comme « spontanée » représente un autre risque grave. Comme J. Hébette et R. Acevedo (*ibid.*) le remarquent, sans toutefois s'y attarder, ce qualificatif porte inévitablement avec lui l'idée de « désorganisation ». En effet, les recherches sur les dynamiques pionnières admettent comme structuration du champ d'étude la dichotomie qui tend à opposer la colonisation « dirigée » et « organisée » aux processus de colonisation « spontanée » et « inorganisée ». A.-E. Laques (2003 : 111) présente cette dichotomie établie sur la structuration formelle des processus de colonisation : « Si les processus de colonisation sont à différencier d'une région à l'autre, d'une situation pionnière à l'autre, il existe toutefois de grands principes de conquête spatiale

récurrents à bon nombre de cas : par exemple, le processus de colonisation dirigée ou spontanée ». Ainsi, la « vague initiatrice de la colonisation » permettrait de différencier les situations pionnières. Pour l'auteur, elle serait : « - soit organisée, planifiée par des organismes (privés ou publique, églises, ONG…) et/ou des institutions généralement contrôlées par l'Etat ; - soit "libre", c'est à dire laissée à l'initiative individuelle ou familiale. » D'après cette typologie il y aurait donc les processus de colonisation « organisés » auxquels s'opposeraient les processus « libres » et « spontanés ». Mon travail thèse, qui emprunte les outils heuristiques de la sociologie de l'action collective, invite à relativiser cette distinction.

Pour E. Friedberg (1992 ; 1997[1993]) il faut dépasser la fausse dichotomie entre organisation formelle et action collective plus diffuse. D'après l'auteur, tout se passe comme si la formalisation introduirait une discontinuité, voire une rupture, dans l'analyse des champs d'action. D'un côté, il y aurait le monde de l'organisation formalisée synonyme de mise sous contrôle, soumission et structuration. De l'autre, il y aurait le monde du marché, de l'action collective ou du mouvement social, c'est-à-dire du surgissement, de l'interaction non structurée, désordonnée et aléatoire.
Cette partition va évidemment à l'encontre des résultats obtenus par la sociologie de l'action organisée, qui s'est employée à éclairer la structuration des actions collectives diffuses et l'imprévisibilité régnant dans les organisations formelles. La régulation serait toujours mixte. Dans mon étude de la formation des *fazendas* de la Terra do Meio, je me suis ainsi attaché à démontrer le caractère profondément structuré et organisé d'un champ d'action aussi diffus qu'une frange pionnière amazonienne, autour de l'avancée des déboisements. Pour aller un peu plus loin dans l'analyse du phénomène d'action organisée pionnier et pour le saisir à sa juste mesure, je m'appuierai sur la proposition alternative de catégorisation de l'action organisée proposée par E. Friedberg (*ibid.*). L'auteur distingue quatre critères à prendre en compte.

D'abord, en ce qui concerne le « degré de formalisation et de codification » de la régulation, on notera la multiplicité des contrats informels de travail ou de vente qui existent, avec leurs diverses codifications permettant de s'adapter à chacune des situations particulières d'échange de comportement. Pour ce qui est du « degré de finalisation » de la régulation, on le décrira comme élevé, si l'on se souvient que le système d'action concret que j'ai présenté est orienté vers un objectif principal : la formation des *fazendas* dans la Terra do Meio. Si l'on s'intéresse maintenant au « degré de prise de conscience de la régulation » par les participants, il convient de se remémorer que la plupart des acteurs ont non seulement intégré dans leur stratégie les résultats positifs de leurs modes de coopération, ce qui s'illustre dans les stratégies de zèle suivies par les uns et les récompenses accordées par les autres, mais aussi le maintien du système existant comme un but en soi, ce qu'illustre l'adoption collective de la loi du silence. Les acteurs acceptent donc de mettre leurs comportements au service d'un but qui est la permanence du système de déforestation local. Finalement, j'ai mis en évidence plusieurs « formes de délégation » au sein du système : entre les *fazendeiros* (au sein des condominiums coopératifs), entre les *colonos* (avec les marginaux sécants notamment) et entre tous les acteurs de la frange pionnière (pour l'ouverture des routes confiées aux *leaders* de la route).
Si je devais replacer le système d'action concret sous-tendant la formation des *fazendas* de la Terra do Meio dans la « séquence génétique » de l'émergence des systèmes d'action concrets (*ibid.*), obéissant à des mécanises de régulation de plus en plus explicits, conscients et finalisés, je choisirais probablement l'un des niveaux les plus élevés.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, ce bilan sur l'action collective dans la Terra do Meio n'a pas seulement un intérêt en soi. Il me permet surtout d'éclairer sous un jour nouveau les résultats mitigés, d'un point de vue environnemental, des actions mises en place pour lutter contre la déforestation en Amazonie brésilienne. En effet, dès lors que l'on considère que les différents protagonistes des franges pionnières pastorales sont concernés, ensemble, par la résolution d'un même problème, à savoir la pastoralisation accélérée du territoire, on comprend l'intérêt fort limité que ces acteurs libres et actifs auront pour les alternatives proposées aux déboisements. Quelle conclusion en tirer ?

S'intéressant au cas particulier de la Terra do Meio, on peut interpréter les résultats médiocres obtenus par le projet de diversification de l'agriculture familiale mis en place par la CPT-Tucumã et la CPT-SFX dans la Terra do Meio comme le résultat direct de la résistance systémique au changement activement mise en œuvre par les acteurs locaux.

Si l'on porte son attention au futur de la région et du *município*, on peut légitimement nourrir quelques inquiétudes. En effet, São Félix do Xingu a été choisi comme *município* pilote pour la réalisation du processus de définition participatif, à l'échelle locale, du Macro Zonage Écologique Économique de l'État du Pará (MZEE-PA). Les premières réunions préparatoires ont eu lieu en 2006. Ce projet centré sur la mise en place d'un mode de gestion « concerté » des ressources naturelles et du territoire a d'ailleurs reçu le plein appui du ministère de l'Environnement qui, dès 2005, a approuvé le financement, au travers du Fond national de l'environnement (Fundo Nacional do Meio Ambiente – FNMA), du « Projet Xingu de gestion environnementale partagée ». L'objectif du projet est l'implantation du « système local de l'environnement », c'est-à-dire la création, la structuration et le renforcement d'une instance administrative locale destinées à « promouvoir le renforcement institutionnel », « implanter des instruments de gestion environnementale en adéquation avec la politique environnementale nationale et de l'État du Pará», « construire une gestion environnementale participative » et « diffuser les résultats atteints au travers d'une stratégie de communication » (FNMA 2005). Compte tenu de la description du système local de la pastoralisation et surtout de la filière d'appui dont il bénéficie, on peut émettre de sérieux doutes sur la capacité de ce processus participatif à faire émerger ou rendre public les projets alternatifs pourtant soutenus activement par certains. Je rejoints ici les observations de C. Albaladejo et I. Veiga (2005) en ce qui concerne l'impact excessivement limité que les processus de consultation participatifs peuvent avoir dans un contexte amazonien fortement marqué par des rapports de force très inégalitaires et perpétuellement reconduits. L'échec cuisant de la réunion organisée par le ministère de l'Environnement suite à la création des UCI (cf. section D.2.2 du chapitre 4) ou la paralysie du processus participatif DLIS (cf. section D-1.3 du chapitre 3) augurent du danger qu'encourt le processus de consultation. À moins, que la création/implantation des aires protégées de la Terra do Meio et l'élection d'un nouveau *prefeito* à São Félix do Xingu conduisent à une restructuration profonde du champ de force local.

Il serait également possible, à partir des résultats obtenus dans le cas exemplaire de la Terra do Meio, où les processus de renforcement systémique et de résistance au changement s'avèrent particulièrement saillants, d'entamer une analyse stratégique de quelques uns des nombreux dispositifs de « développement durable » qui ont fleuri en Amazonie ces dernières années. Leur succès ou échec ne serait alors plus seulement expliqué par les compétences, le savoir-faire ou l'implication plus ou moins élevées de ceux qui tentent de les mettre en œuvre. L'évaluation intégrerait également les réactions adverses, déterminantes, activement mises en place par les acteurs locaux, régionaux ou nationaux structurellement opposés au changement de gestion du territoire et des ressources naturelles.

C - Une nouvelle génération d'unité de conservation : une nouvelle identité nationale ?

Comme je l'ai montré dans la section D.1 du chapitre 4, la création des UCI de la Terra do Meio accompagnée des actions fédérales d'occupation du territoire et de fiscalisation se sont montrées des mesures particulièrement efficaces, dans le court terme pour endiguer l'avancée des défriches dans la région de la Terra do Meio. En effet, la surface défrichée sur la période août 2005-juillet 2006 représente 50 % de celle défrichée entre août 2003-juillet 2004 dans toute la Terra do Meio. Le résultat est encore plus probant, si l'on s'intéresse à l'intérieur des UCI, où la chute des déboisements sur cette même période est de l'ordre de 100 %[213].

Pour conclure sur l'importance cruciale que l'on peut accorder à la création des UCI de la Terra do Meio j'aimerai me placer sur un autre plan, abordant la construction de l'identité nationale brésilienne. Pour cela, un bref passage en revue géohistorique de la création des UCI au Brésil s'impose. Je m'appuierai sur le travail de A. B. Quintão (1983) et H. Barreto Filho (2001) dont les analyses convergent pour proposer quatre « générations » distinctes d'UCI au Brésil.

La première commence en 1937 avec la création du premier parc national brésilien (Itatiaia) et se termine deux ans plus tard, avec celle des deux parcs nationaux d'Iguaçu et de Serra dos Orgãos. Ces trois aires protégées ont pour particularité d'être localisées dans le sud du Brésil et d'avoir comme principal objectif la préservation de paysages grandioses (cascades et reliefs montagneux).
Le deuxième épisode est marqué par la création de Brasília, c'est-à-dire par le transfert de la capitale fédérale du littoral sud-est vers l'intérieur des terres, dans la région du Centre-Ouest. Comme le rappelle M. W. de Brito (2003[2000]), ce déplacement aurait conduit à une démultiplication des flux migratoires en direction de la région d'accueil de la nouvelle capitale. En quelques mois, la densité démographique locale et régionale explose. L'occupation et l'usage des sols s'intensifient au même rythme. Les ressources naturelles sont violemment exploitées par les migrants venus de tout le pays. Pour répondre à cette pression croissante sur les écosystèmes régionaux et protéger, en particulier, les sources des principaux cours d'eau, quatre parcs nationaux seront crées dans la région entre 1959 et 1961.
La troisième période commence dix ans plus tard et s'étend de 1971 à 1974. Elle signe l'arrivée de la première unité de conservation de protection intégrale en Amazonie, région qui jusqu'alors n'en comptait aucune. Mais la création se fait encore selon un mode casuistique (*ibid*.).
La dernière génération identifiée par les auteurs s'ouvre en 1979. Elle présente une double marque distinctive. D'abord, elle se concentre presque exclusivement en Amazonie. Ensuite, elle témoigne du passage d'un mode de création casuistique à une réflexion stratégique menée à l'échelle régionale sur la préservation des ressources naturelles amazoniennes. La création des UCI s'appuie sur des critères technico-scientifiques qui permettent d'identifier les zones à

[213] Bien sûr, on ne peut négliger l'évolution des facteurs conjoncturels, comme le prix des commodités sur les marchés internationaux, particulièrement défavorables ces deux dernières années aux produits exportés par le secteur agro-pastoral brésilien.

protéger de manière prioritaire. La localisation est déterminée par le croisement d'indicateurs biogéographiques et des données de biologie de la conservation. Régions phytogéographiques, centres de haute biodiversité, refuges du Pléistocènes, centres d'endémisme, types de sols et de climats sont pris en compte (Wetterberg, Pádua *et al*. 1976 ; Foresta 1991). Certains proposent de définir la forme et la localisation des aires protégées à partir de critères d'effectivité et de défense : privilégiant la création d'aires protégées isolées, enclavées, peu ou pas soumises aux pressions anthropiques. Pour cela, les aires protégées doivent être créées aux confins de l'Amazonie, là où les hommes ne les mettront pas en péril (Peres et Terborgh 1995).

Au regard de cette géohistoire, je proposerai de voir dans la vague d'UCI créées par le gouvernement fédéral en 2005 et 2006, comme celles de la Terra do Meio, l'avènement d'une cinquième génération d'UCI au Brésil. Quelles en seraient les principales caractéristiques ? Commençons par leur localisation. Les nouvelles UCI sont localisées en Amazonie brésilienne et plus précisément en périphérie amazonienne : le long de l'Arc de déboisement. De manière plus rigoureuse encore, je définirai leur emplacement comme la pointe des franges pionnières amazoniennes contemporaines les plus actives : le sud et le sud-est du Pará, le nord-ouest du Mato Grosso, le sud-est de l'Amazonas et le nord du Rondônia. Comme pour la génération précédente, le choix du lieu de création intègre des critères biologiques et des critères de pression anthropique. Mais cette fois les UCI n'ont pas été conçues pour fuir la présence humaine, s'en distancier au maximum. Au contraire, elles sont destinées à faire barrage à la progression pionnière en Amazonie. Par un renversement du raisonnement, elles se viennent désormais se positionner au plus près des principaux foyers de déboisement amazoniens. Un dernier point mérite d'être souligné. Les motifs de création des UCI ne sont plus seulement d'ordre environnemental. On attend des UCI nouvellement crées qu'elles contribuent de manière prépondérante à la mise en ordre foncière de la région, au zonage de l'espace, à la lutte contre les inégalités sociales, à la diminution des conflits ruraux, à la mise en place d'un développement local pérenne et à l'augmentation des emplois dans la région. Les UCI deviennent, dans le contexte si spécifique de la frontière pionnière amazonienne, des instruments polyfonctionnels d'une gestion stratégique, intégrée et régionalisée du territoire forestier. On retrouve ici une conclusion importante de P. Lascoumes (*op. cit.*) qui souligne le caractère fortement hybride des politiques publiques d'environnement.

Cette interprétation des créations récentes d'UCI en Amazonie par le gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva ouvre un champ de recherche particulièrement prometteur, qui reviendrait à questionner les pratiques de la société brésilienne depuis les problématiques environnementales amazonienne. Il s'articulerait autour de quelques questions clés : la déstabilisation de la poussée pionnière s'opère-t-elle suivant les mêmes mécanismes et avec le même succès dans tous les cas ? Quelles informations peut-on tirer de l'analyse systématique de l'évolution des dynamiques territoriales du « dedans » et du « dehors », *ante* et *post* création ? Comment les acteurs parviennent-ils à se saisir de ces dispositifs environnementaux ? Les rapports de force entre groupe en compétition pour le contrôle du territoire s'en trouvent-ils durablement modifiés ? Quels rôles joueront, dans le moyen et le long terme, ces aires protégées au sein de la mosaïque des nouveaux territoires amazoniens ?

Comme le laisse percevoir la dernière interrogation, l'enjeu de la création des UCI dépasse de loin leurs contours. Partant de l'idée que la création des aires protégées situées en pointe de frontière pionnière sont explicitement destinées à mettre un terme à la progression colonisatrice, leur charge symbolique apparaît extrêmement forte. La production des

nouveaux territoires amazoniens, protégés, qu'elles annoncent, me pousse à interpréter la cinquième génération d'UCI comme le signal et le déclencheur d'un changement profond du processus de construction de la nation Brésil.

Je m'explique. Bien que la réalité de la « nation Brésil » soit encore aujourd'hui soumise à caution (Anglade 2000)[214], plusieurs éléments historiques permettent néanmoins d'en saisir les fondations. C'est le cas, selon V. Vlach (2000), de la période allant des années trente aux années soixante qui jouerait, jusqu'à aujourd'hui, un rôle primordial dans l'instauration de l'État-nation brésilien. Lors de ces trois décennies, le territoire, la nation et l'État (centralisé) se sont retrouvés intimement noués les uns aux autres au travers d'un phénomène que l'auteur décrit comme la « métamorphose de la force symbolique de l'idée de territoire en idée de nation » (: 64). De quoi s'agit-il ? Entre les années trente et soixante, l'État publicise abondamment, notamment au travers de la géographie, la représentation d'un territoire à l'étendue considérable mais vide d'hommes. Il invite alors à son occupation plus homogène, via la « marche vers l'ouest », promue par le président Vargas, à partir de années trente. Ce mouvement d'occupation, par un peuple, d'un territoire présenté comme lui appartenant déjà devient le socle de la conscience nationale et permet, du même coup, à l'État promoteur de l'intégration nationale d'exercer tout son pouvoir centralisateur.
L'identité nationale plonge ses racines dans le mouvement pionnier vers l'ouest, que l'on retrouve aujourd'hui dans l'avancée de la frange pionnière pastorale dans la Terra do Meio. M. Droulers et C. Broggio (*op. cit.*) ne disent pas autre chose lorsqu'elles placent la « géophagie » brésilienne au centre de l'identité nationale : au Brésil, le territoire à conquérir serait le support de la construction d'un peuple et d'une nation.

Mais l'image de la nation n'est pas statique, elle n'est jamais achevée. Au contraire, elle change avec son temps, s'adapte, se transforme. Y. Lacoste (1988) la décrira comme une idée avant tout géopolitique, c'est-à-dire une idée-force qui évolue selon le contexte historique, au gré de l'irruption de nouvelles thématiques et de nouveaux acteurs politiques. Dès lors, lorsque le gouvernement fédéral crée des UCI pour mettre un terme à l'avancée pionnière, à la marche vers l'ouest, à la géophagie nationale, ne s'agit-il pas d'un changement géopolitique interne majeur qui conduit à la recomposition de l'identité nationale ? Les UCI, si on les considère comme une nouvelle phase de la conquête territoriale, de l'appropriation de l'espace par un peuple, ne viendraient-elles pas intégrer un nouvel élément dans la mosaïque que constitue l'identité nationale brésilienne, quelque chose qui se rapprocherait alors d'une « géosophie » ?

[214] Si l'unité politique brésilienne ne fait aucun doute, l'existence de la nation brésilienne, que l'auteur définit comme la formation d'un « sentiment populaire d'appartenance et de loyauté à une communauté nationale brésilienne » (:45) peut être questionnée. Comme l'explique C. Anglade (2000), là où l'injustice et les inégalités sociales sont trop largement répandues, comme c'est le cas au Brésil, l'absence de formes élémentaires de cohésion sociale est à la fois la preuve que l'État n'a pas encore pu/voulu construire la nation et un obstacle majeure à cette construction.

D - Le socio-environnementalisme brésilien : du métissage politique à l'efficacité environnementale

J'ai présenté dans le chapitre 1 de ce travail la manière dont est né puis s'est fortifié le socio-environnementalisme brésilien, autour notamment de *leaders* charismatiques tels que Chico Mendès, dans la seconde moitié des années quatre-vingts. Pour faire vite, on dira qu'il résulte de la convergence et de la mise en connexion opportuniste, de l'échelle locale à l'échelle internationale, des revendications tournées vers la conservation des écosystèmes et de celles visant l'amélioration des qualités de vie des populations amazoniennes les plus défavorisées. Cette imbrication auto-renforçante des intérêts sociaux et environnementaux a connue de nombreux succès au Brésil. Ils s'expliquent en partie par la proximité existant entre le paradigme socio-environnemental et le concept de « développement durable » devenu hégémonique à l'échelle internationale. Mais, s'il est certain aujourd'hui que la greffe entre revendications sociales et environnementales a bien pris, elle n'en soulève pas moins une série d'interrogations de plus en plus pressantes.

Ainsi, peu de temps après sa naissance, des observateurs ont souligné le flou qui entourait le socio-environnementalisme, à partir de l'étude fine d'un de ses principaux succès historiques : la naissance et l'implantation des réserves extractivistes. C. Aubertin (1995), F. Pinton et C. Aubertin (1996) ont attiré l'attention sur l'ambiguïté de ces zones nées de revendications foncières mais institutionnalisées comme des espaces protégés et confiées à l'IBAMA. Suivant les auteurs, on peut en effet s'interroger sur l'objectif, les moyens mis en œuvre et l'identité même de ces réserves hybrides combinant objectifs sociaux, économiques, fonciers et environnementaux.

De plus, des doutes sur la nature et la solidité de l'appariement entre préoccupations sociales et écologiques ont commencé à poindre. Ils surgissent immanquablement à la lecture du récit fait M. Mercadante (2001) de la décennie de débats nécessaire à l'adoption du Système national d'unités de conservation (Sistema Nacional de Unidade de Conservação – SNUC). La polarisation extrêmement conflictuelle des débats entre ceux que l'auteur qualifie de « socio-environnementalistes » et les « préservationistes » ou « conservationnistes traditionnels »[215] traduit la difficulté concrète à concilier objectifs sociaux et écologiques.
Le plaidoyer de l'anthropologue D. M. Lima (2002) en faveur du socio-environnementalisme brésilien permet de saisir la teneur de la critique adressée aux environnementalistes :

> « On peut considérer le Snuc comme un système légal englobant deux visions opposées de la conservation qui découlent d'une appréhension différente des relations entre société et nature. […]
> Dans le groupe des réserves sans habitants, l'exclusion des populations humaines renvoie à une définition de la nature dissociée de la société, et résout le problème de la dégradation environnementale avec une solution pessimiste : puisqu'il ne peut y avoir de conciliation, pour préserver la nature, il est nécessaire d'exclure les populations humaines. Ce courant (conservateur également au sens politique, pour ne pas croire à la modernité ou au succès des alternatives nouvelles de développement) est influencé par différentes idéologies environnementales, des

[215] Il n'est pas anodin de noter que l'auteur est un franc partisan du socio-environnementalisme.

> plus radicales aux plus souples, mais toutes contraires à l'anthropocentrisme, et défendant, à différents degrés, une éthique de l'environnement. » (: 16).

La critique, qui renoue avec les accusations les plus grossières et caricaturales, des préoccupations écologiques est violente. Devant l'âpreté du regard porté à la cause écologiste, on peut s'interroger sur la teneur réelle de l'hybridation socio-environnementale et sur sa prétention à incarner les préoccupations environnementalistes contemporaines ?

Cette mise en cause du paradigme socio-environnemental est d'ailleurs portée par les propres acteurs du secteur qui parlent d'une véritable « crise » (Crespo 2002 (éd.)). Pour la décrire, certains mettent en cause l'« hégémonie » qui empêcherait de tenir un discours spécifique sur les questions écologiques. D'autres estiment que la dimension environnementale devrait être plus nucléaire dans le socio-environnementalisme, qui reste centré sur des considérations sociales. D'autres encore, se plaignent du fait que les environnementalistes auraient intégré de nombreuses revendications sociales alors que leurs homologues des mouvements sociaux n'auraient repris qu'à la marge les principaux objectifs environnementaux.

Tous ces questionnements, depuis l'objectif des RESEX jusqu'à la « crise » traversée par le socio-environnementalisme brésilien renvoient, il me semble, au besoin qui se fait de plus en plus sentir, d'une clarification des résultats atteints par les politiques et dispositifs socio-environnementaux, au regard des différentes préoccupations portés (sociale, écologique et économique). C'est précisément à un travail de mise en lisibilité de cette nature auquel je me suis livré dans cette thèse. D'une manière simplifiée on dira que j'ai évalué, à partir de critères écologiques, l'action de conservation socio-environnementale mise en œuvre par une coalition d'acteurs. Pour saisir l'intérêt de ce travail de clarification et la nature de l'information produite, il est nécessaire d'approfondir un peu notre compréhension du paradigme socio-environnemental.

Le socio-environnementalisme est une alliance politique, on pourrait presque dire géostratégique. Il s'agit d'un moyen auquel on eu recourt certains acteurs pour rassembler leurs forces dans un contexte socio-historique particulier. Le ressort politique du socio-environnementalisme tient, c'est entendu, à son pouvoir de concentration et de mise en ordre, c'est-à-dire à sa capacité de faire converger vers un unique point des acteurs, discours, objets, sources de financement divers. Il parvient à faire marcher dans la même direction et au même pas des entités hétéroclites appartenant à des domaines distincts. Reprenant les mots de B. Latour (2005[1989]), on dira que c'est un formidable moyen de « traduire » par un même mouvement hommes, discours, pratiques, dispositifs et objets dits naturels.
Mais, lorsque l'on désire suivre sur le terrain ses mises en pratique, quand on cherche à comprendre et évaluer ses résultats concrets, il n'est plus possible de s'en tenir à ce qui fait sa force sur le plan politique, c'est-à-dire l'enchevêtrement des causes, le métissage des revendications, car elles conduisent alors au brouillage des pistes. Pour décrire ce phénomène, le logicien G. Dispaux (1984) qualifierait le socio-environnementalisme brésilien de « hiérarchie polyvalente ». En effet, pour le paradigme socio-environnemental, la « meilleure » gestion du territoire et des ressources naturelles est celle qui permet la protection des écosystèmes ET l'amélioration des conditions de vie des populations. Face à ce double critère il devient impossible d'opérer à une hiérarchisation objective des pratiques de gestion territoriale, dès lors où elles ne se positionnent plus au même niveau sur les deux échelles de valeurs. Un exemple : une aire protégée conduit simultanément à une protection accrue des écosystèmes (niveau élevé sur le plan écologique) mais à une stagnation des conditions socio-économiques pour les populations locales (niveau bas sur le plan socio-économique). On peut également imaginer l'inverse. La question se pose alors : laquelle des deux situations serait la « meilleur » d'un point de vue socio-environnemental ? La réponse

est nécessairement subjective : elle relèvera d'une pondération idiosyncrasique, dépendant de l'évaluateur.
Mais, et c'est là tout le problème, une forme de gestion territoriale pourra être décrite comme « meilleure » d'un point de vue socio-environnemental alors qu'elle se révèle pire, d'un point de vue environnemental (ou social). Le risque de brouiller les pistes et fausser les débats est grand. Il conduit aux principaux reproches adressés au socio-environnementalisme.

Mon travail de recherche dégage une piste pour traiter ce problème : faire le choix de « tenir » rigoureusement un critère unique d'analyse, c'est-à-dire évaluer le puissant levier politique que constitue le socio-environnementalisme brésilien depuis un critère simple et rendre public, c'est-à-dire mettre en débat avec les lectures concurrentes, cette évaluation mono-critériale. Quelles ont été les résultats de cette évaluation ?

L'analyse du processus de création et d'implantation des UCI de la Terra do Meio, qui a conduit en deux ans à une chute de 50 % des surfaces défrichées dans la région, et 100 % à l'intérieur de leur limite, a clairement mis en évidence les bons résultats écologiques atteints par le portage socio-environnemental du cas Terra do Meio. L'avancée sur le plan écologique a largement bénéficié du portage « social » de la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio. Je distinguerai deux aspects de ce portage.
D'abord, les problématiques sociales se sont montrées de puissants leviers politiques pour la création des aires protégées et l'envoi des troupes fédérales dans la région de la Terra do Meio.
Ensuite, je ferai observer que les objectifs sociaux ont toujours accompagnés de près les préoccupations environnementales lors de l'action coalisée pour la conservation de la Terra do Meio. L'amélioration des résultats du système de gestion, du point de vue écologique, résulte du portage actif par des acteurs poursuivant toujours en même temps des objectifs sociaux et environnementaux. Ce sont en effet les mouvements sociaux de la Transamazonienne, nés de la défense des intérêts des agriculteurs familiaux, qui ont poussé le premier « cri » en faveur de la conservation de la Terra do Meio. L'action en faveur des populations riveraines du Riozinho do Anfrísio a été l'un des ressorts de l'émergence de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio. Le facteur mobilisateur de la coalition est socio-environnemental et jamais environnemental seul, ce qui n'empêche pas de reconnaître l'efficacité de l'action coalisée d'un point de vue écologique. Les acteurs de la gestion intentionnelle sont toujours des acteurs métis, portant en même temps préoccupations sociales et environnementales.

Il m'importe de souligner que ce résultat important n'est pas une spécificité de la création des UCI de la Terra do Meio. On le retrouve, sous une autre forme, dans l'histoire du socio-environnementalisme brésilien : lors de la création des terres indigènes. Ces espaces destinés à protéger les populations autochtones se montrent dans les faits particulièrement efficaces d'un point de vue écologique, c'est en particulier le cas dans le sud du Pará. Les quatre cents territoires amérindiens d'Amazonie brésilienne couvrent plus d'un million de kilomètres carrés, soit approximativement 21 % de l'Amazonie brésilienne (ISA 2004), contre 14 % pour les aires protégées fédérales. Les terres indigènes recouvrent actuellement la plus grande diversité écosystémique de tous les espaces protégés amazoniens (Fearnside 2003). Souvent créées dans les régions où les pressions pionnières étaient les plus intenses sur les populations indigènes (Schwartzman et Zimmerman 2005 ; Zimmerman, Peres *et al.* 2001), elles représentent des barrières très efficaces, bien qu'imparfaites, contre l'avancée des déboisements en Amazonie (Nepstad, Schwartzman *et al.* 2006 ; Ferreira, Venticinque *et al.* 2005).

Ainsi, le socio-environnementalisme brésilien, grâce à l'alliance politique qu'il rend possible entre revendications environnementales et sociales se présente comme un paradigme concourant de manière efficace à la conservation écologique des écosystèmes forestiers dans les régions de frontière pionnière. Dans ces zones si particulières ou l'État de droit est absent, où les lois élémentaires de la vie en société sont bafouées quotidiennement, il semble que les avancées sociales et environnementales vont de paire. Les deux types de revendications, en appelant à un changement profond de la société locale, se rejoignent dans une même critique de la violence pionnière. Mais, cette alliance sera-t-elle encore d'actualité à mesure que la frontière pionnière se consolide ? Quels en seront les gagnants et les perdants ? Pour répondre à cette question sur le futur de la région, mais aussi pour envisager sous un autre angle que le mien les dynamiques territoriales dans la région, le débat entre chercheurs devra se poursuivre, permettant de croiser les regards éco et socio-centrés.

E - Une analyse « stratégique » de la construction des territoires amazoniens ?

J'achèverai cette conclusion par quelques éclaircissements sur le caractère « stratégique » de la recherche que j'ai menée et de son produit final.

Plus d'un lecteur aura été attiré ou intrigué par le qualificatif « stratégique » présent dans le titre de la thèse. Parcourant le texte, il le retrouvera dans l'expression « analyse stratégique de l'action collective/organisée » et conclura alors que la couverture de la thèse fait référence au courant de la sociologie française des organisations. Il en déduira que le « stratégique » présent dans l'acronyme ASGE est le même que celui du courant sociologique. Mais, il se trompera, au moins en partie.

En réalité, l'adjectif, tel qu'il apparaît dans l'acronyme du cadrage théorique et dans le titre de la thèse est à comprendre dans le sens « fort » qu'il prend dans le chapitre 4. Mais, il sera à saisir en le dédoublant, c'est-à-dire en l'appliquant à la fois à l'analysé et à l'analyseur. Je défendrai ainsi que c'est de ce dédoublement, et de la compatibilité qui en résulte entre le regard porté sur le cours des événements par l'analyseur et l'un des analysés, que naît précisément la force de l'investigation analytico-stratégique.

Concernant l'analysé, j'ai décrit, dans le chapitre 4, les acteurs gouvernementaux comme des acteurs stratégiques au sens fort. Reprenant le vocabulaire mais aussi l'architecture analytique clauzewitzienne, j'ai montré que les acteurs en faveur de la conservation socio-environnementale de la Terra do Meio mettaient en place, dans les faits, un programme d'action précis destiné à atteindre ses objectifs, malgré les initiatives prises activement et intelligemment par d'autres pour les en empêcher. La stratégie au sens fort, c'est celle suivie par l'agent de changement pour faire changer le système de gestion effective, dans le sens d'une amélioration de l'état environnemental pris comme référent de l'étude.

Qu'en est-il de l'analyseur ? Dans quel sens puis-je présenter ma lecture comme « stratégique » ? Le lecteur sera d'autant plus surpris que mon travail ne débouche à aucun moment sur une liste de préconisations destinées à mettre un terme aux pratiques de défriches dans la Terra do Meio ou en Amazonie. Qu'on ne s'y trompe pas, le caractère stratégique

d'une étude sur la déforestation amazonienne ne se réduit pas à la présence de prescriptions conclusives, souvent bien trop générales pour être véritablement stratégiques, c'est-à-dire utilisables en pratique par l'acteur promoteur du changement. Plus précisément, ces recommandations perdent tout caractère stratégique car elles adoptent un traitement symétrique des acteurs et de leurs pratiques. À l'inverse le guide d'action stratégique effectif est celui qui permettra à un acteur particulier, depuis sa position spécifique, d'agir en vue d'atteindre son objectif. Le guide stratégique a donc un traitement fondamentalement « dissymétrique » de l'action et des acteurs : tout se passe comme si il était exclusivement réservé à l'agent de changement de la gestion effective actuelle du territoire et des ressources naturelles (Mermet 2007[1998]).

Adoptant un point de vue spécifique, le maintien ou la restauration des écosystèmes forestiers de la Terra do Meio, j'ai décrit et analysé le fonctionnement de l'ensemble du système de gestion. J'ai ainsi produit une lecture particulière qui a mis en lumière les points forts et faibles des acteurs de la gestion effective, les conséquences des actions de la gestion intentionnelle, leurs impacts sur les dynamiques de déboisement, les conditions de leurs efficacité, les effets adverses qui expliquent la persistance du problème environnemental, etc.

Les informations qui ont été produites et présentées sont destinées à être immédiatement actionnables par les acteurs actuels, ou futurs, de la gestion intentionnelle du territoire de la Terra do Meio. Bien qu'elle n'avance aucun proposition miracle pour le traitement du problème de la déforestation amazonienne, mon étude se présente bel et bien comme un guide stratégique à l'action, disponible pour celles et ceux qui désirent intervenir concrètement, à quelques niveaux que ce soit, contre l'avancée des défriches en Amazonie. Il s'agit aussi d'un guide « modeste », car il ne préjuge pas des marges de manœuvre disponibles pour les uns ou les autres, ni aux actions que les uns ou les autres « devraient » mener. Non, partant du principe que les acteurs engagés dans le changement de la gestion effective des territoires amazoniens sont les plus fins connaisseurs des marges d'action qui leur sont accessibles, ainsi que du *timing* dans lequel elles s'inscrivent, je leur fait confiance pour utiliser, bien au-delà de ce que je pourrais moi-même prévoir ou imaginer, les informations précises mises à leur disposition.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ab'Saber, A. N. (1977). " Os dominios morfoclimaticos da America do Sul. Primeira aproximação". Geomorfologia 52 : 1-21.

Abélès, M. (2004). Le terrain et le sous-terrain. *In* C. Ghasarian (éd.), De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux. Paris, Armand Colin **:** 35-43.

Ahrens, S. (2003). O "novo" codigo florestal brasileiro: conceito juridicos fundamentais. Trabalho Voluntário apresentado no VIII Congresso Florestal Brasileiro, 25 a 28.08.2003, São Paulo.

Agier, M. (1997). Nouveaux contextes, nouveaux engagements. Comment être sur le terrain aujourd'hui. *In* M. Agier (éd.), Anthropologues en danger. L'engagement sur le terrain. Paris, Jean Michel Place : 9-28.

Albaladejo, C. et C. Tulet (1996). Introduction. Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne : des terrains pour une analyse des relations société-territoire. *In* C. Albaladejo et J.-C. Tulet (éds), Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne. La formation des nouveaux territoires. Paris, L'Harmattan : 17-41.

Albaladejo, C., I. Duvernoy, D. Caroline et I. Veiga Jr.(1996). La construction du territoire sur les fronts pionniers. Tendances d'évolution et actions de développement sur les sites de Marabá (Amazonie) et de Missiones (Argentine). *In* C. Albaladejo et J.-C. Tulet (éds), Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne. La formation des nouveaux territoires. Paris, L'Harmattan : 247-278.

Albaladejo, C. et X. Arnauld de Sartre (2005). L'Amazonie, un terrain d'expérimentation du développement durable. *In* C. Albaladejo et X. Arnauld de Sartre (éds), L'Amazonie brésilienne et le développement durable : expériences et enjeux en milieu rural. Paris, L'Harmattan **:** 17-34.

Albera, D. (2001). "Terrains minés". Ethnologie française 1 : 5-13.

Alencar, A., D. C. Nepstad et P. Moutinho (2005). Carbon emission associated with forest fire in Brazil. *In* P. Moutinho et S. Schwartzman (éds), Tropical deforestation and climate change. Belém-Washington, IPAM-ED : 23-33.

Alencar, A., L. Solorzano et D. C. Nepstad (2004). "Modeling forest understory fires in Eastern Amazonian Landscape". Ecological Application 14 : 139-149.

Alencar, A., D. Nepstad, D. McGrath, P. Moutinho, P. Pacheco, M. D. V. Diaz et B. Soares (2004). Desmatamento na Amazônia: indo além da emergência crônica. Manaus, IPAM.

Almeida, A. W. B. (1993). Carajas: a guerra dos mapas. Belém, Falangola.

Almeida, A. W. B., J. Shiraishi Neto et C. C. Martins (2005). Guerra ecológica nos babaçais. O processo de devastação das palmeiras, a elevação do preço de commodities e o aquecimento do mercado de terra na Amazônia. São Luis, Lithograf.

Amaral, S., A. M. V. Monteiro, G. Câmara, M. I. S. Escada et A. P. D. Aguiar (2006). "Rede e conectividades na estruturação da frente de ocupação do Xingu-Iriri - Para." Geografia 3 (31) : 655-675.

Amblard, H., P. Bernoux, G. Herreros et Y.-F.Livian. (2005[1996]). Les nouvelles approches sociologiques des organisations. Seuil, Paris.

Anglade, C. (2000). "État et nation au Brésil : les freins de la "conciliation" élitiste". Hérodote 98 : 45-62.

ANUALPEC (2003). Anuário da pecuária brasileira 10° edição. São Paulo, ANUALPEC.

Araújo, R. et H. Benatti (2006). A grilagem de terras publicas na Amazônia brasileira. Brasilia, MMA - IPAM.
Araújo, R. (1996). "Formation d'un lieu et forme de domination sur les fronts pionniers". Lusotopie 3 : 243 – 252.
Araújo, R. (1993). La cité domestique : stratégies familiales et imaginaire social sur un front de colonisation en Amazonie brésilienne. Thèse de doctorat en Anthropologie de l'Université de Paris X - Nanterre.
Araújo, R. (1991). Campo religioso e trajetórias sociais na Transamazônica. *In* P. Léna et A. E. Oliveira (éds), Amazônia. A fronteira agrícola 20 anos depois. Belém, MPEG : 125-160.
Arima, E. (2000a). A distribuiçao espacial do credito do FNO no Para. *In* L. R. Tura et F. A. Costa (éds), Campesinato e Estado na Amazônia. Impacto do FNO no Pará. Belém, Brasília Jurídica-FASE : 47 - 61.
Arima, E. (2000b). Caracterização dos produtores familiares rirais beneficiários do FNO-Especial. *In* L. R. Tura et F. A. Costa (éds), Campesinato e Estado na Amazônia. Impacto do FNO no Pará. Belém, Brasília Jurídica-FASE : 129-175.
Arima, E., P. Barreto et M. Brito (2005). Pecuária na Amazônia: tendências e implicações para a conservação ambiental. Belém, IMAZON.
Arima, E. et C. Uhl (1997). "Ranching in the Brazilian Amazon in a national context: economics, policy and practice." Society and natural resources 10 (5): 433-451.
Arima, E. et A. Veríssimo (2002). Brasil em Ação : ameaças e oporinidades econômicas na fronteira amazônica. Belém, IMAZON.
Arnaud, G. (1996). "Quelle stratégie d'observation pour le chercheur en gestion ? Prolégomènes à toute recherche in situ". Economies et Sociétés - Cahiers de l'ISMEA. Sciences de Gestion Série S. G. 22 : 235-264.
Arnauld de Sartre, X. (2006). Fronts pionniers d'Amazonie. Les dynamiques paysannes au Brésil. Paris, CNRS Editions.
Atlan, H. (1979). Entre le cristal et la fumée. Paris, Seuil.
Aubertin, C. (1996a). L'occupation de l'Amazonie. Des drogues du sertão à la biodiversité. *In* L. Emperaire (éd.), La forêt en jeu : l'extractivisme en Amazonie Centrale. Paris, Orstom/Unesco : 19-26.
Aubertin, C. (1996b). "Heurs et malheurs des ressources naturelles en Amazonie brésilienne". Cahier des Sciences humaines 32 (1) : 29-50.
Aubertin, C. (1996c). Les réserves extractivistes, état des lieux. *In* L. Emperaire (éd.), La forêt en jeu : l'extractivisme en Amazonie Centrale. Paris, Orstom/Unesco : 155-159.
Aubertin C. (1995). "Les "réserves extractivistes" : un nouveau modèle pour l'Amazonie ?". Natures, Sciences, Sociétés 3 (2) : 102-115.
Aubertin, C. (1991). Colonisation pour l'Amazonie, modernisation pour les cerrados... : mouvements démographiques et changements économiques du Centre-Ouest brésilien. *In* C. Aubertin, A. Quesnel et P. Vimard (éds), Migration, changements sociaux et développement. ORSTOM **:** 369-386.
Aubertin, C. (1986). "Industrialiser les frontières ?". Cahier des Sciences humaines 22 (3-4) : 419-428.
Aubertin, C. et P. Léna (1986). "Présentation". Cahier des Sciences humaines 22 (3-4) : 263-266.
Aubertin C. et F. Pinton (1996). De la réforme agraire aux unités de conservation. *In* C. Albaladejo et J.-C. Tulet (éds), Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne. La formation de nouveaux territoires. Paris, L'Harmattan : 297-233.

Aubertin, C. et F.-D. Vivien (2006). Le développement durable : décrypter les enjeux politiques. In C. Aubertin et F.-D. Vivien, Le développement durable, enjeux politiques, économiques et sociaux. Paris, La documentation Française : 11-14.
Ayres, J. M., G. A. B. Da Fonseca, A. B. Rylands, H. L. Queiroz, L. P. Pinto, D. Materson et R. B. Cavalcanti (2005). Os corredores ecológicos das florestas tropicais do Brasil. Belém, Sociedade Civil Mamiraua.
Ayres, J. M. et T. H. Clutton-Brock (1992). "River boundaries and species range size in Amazonian primates". American Naruralist 140 : 531-537.
Azevedo-Ramos, C., O. Carvalho Jr. et R. Nasi (2002). Animal indicators, a tool to assess biotic integrity after logging tropical forests ?. Belém : NAEA-IPAM-CIFOR.
Balée, W. (1989). "The culture of Amazonian forests". Advances in Economic Botany 7 : 1-21.
Balée, W. et D. G. Campbell (1990). "Evidence for the successional status of liana forest (Xingu River Bassin, Amazonian Brasil)". Biotropica 22 (1) : 36-47.
Balick, M. J. (1990). Ethnobotany and the identification of therapeutic agents from the rainforest. *In* D. J. Chadwick et J. Marsh (éds), Bioactive compounds from plants. Chichester, John Wiley and Sons : 32-39.
Barbault, R. (2005). "Biodiversité, écologie et sociétés". Ecologie et Politique 30 : 27-40.
Barbault, R. (2000). "La Vie, un succès durable". Natures, Sciences, Sociétés 8 : 26-32.
Barbault, R. (1997[1983]). Ecologie générale. Structure et fonctionnement de la biosphère. Paris, Dunod.
Barborak, J. (1997). Mitos e ralidades da concepção atual de áreas protegidas na América Latina. *In* Anais do congresso brasileiro de unidades de conservação, 15-23 de novembro de 1997. vol.I Curitiba : 39-47.
Barbosa L. C. (2003). "Save the rainforest! NGOs and grassroots organisations in the dialectics of Brazilian Amazonia". International Social Science Journal 4 (55) : 583–591.
Barbosa L. C. (2000). The Brazilian Amzon rainforest: global ecopolitics, development and democracy. University Press of America, Lanham.
Barouch, G. (1989). La décision en miettes. Systèmes de pensée et d'action à l'oeuvre dans la gestion des milieux naturels. Paris, L'Harmattan.
Barreto P., C. Souza Jr., R. Nogueron, A. Anderson et R. Salomão (2006). Human pressure on the Brazilian Amazon forests. Belém, WRI-IMAZON.
Barreto Filho, H. T. (2004). Notas para uma historia social das áreas de proteção integral no Brasil. *In* F. Ricardo (éd.), Terras Indígenas e Unidades de Conservação - O desafio das sobreposições. São Paulo, ISA : 53-63.
Barreto Filho, H. T. (2001). Da nação ao planeta através a natureza. Uma abordagem antropológico das unidades de conservação de proteção integral na Amazônia brasileira. Tese de doutorado em Antropologia Social da Universidade de São Paulo.
Barros, A. F. (2006). La politique étrangère environnementale du gouvernement Lula. *In* S. Monclaire et J. F. Deluchet (éds), Gouverner l'intégration : les politiques nationale et internationale du Brésil de Lula. Editions Pepper, Paris.
Barth, F. (1969). Introduction. *In* F. Barth (éd.), Ethnic groups and boundaries : the social organization of culture difference. Bergen-Oslo-London, George Allen et Unwin : 9-38.
Barthem, R. (1999). Componente biotica aquatica Workshop « Avaliação e identificação de ações prioritarias para a conservação, utilização sustentável e repartição dos beneficios da biodiversidade da Amazônia brasileira. Disponible à l'adresse : http://www.isa.org.br/bio/index.htm
BASA (1998). Manual de orientação aos beneficíarios do setor rural. Belém, BASA.

Bastianelli, D., V. Blanfort, H. Guerin, J. Huguenin, A. Ickowicz, H. D. Klein, P. Lecomte, P. Lhoste et G. Rippstein (2003). Le diagnostic des systèmes d'alimentation. Mémento de l'agronome. Paris, MAE-CIRAD-GRET **:** 1267-1300.
Beaud, S. et F. Weber (2003[1997]). Guide de l'enquête de terrain. Paris, La Découverte.
Becker, B. K. (2005). "Geopolítica da Amazônia". Estudos Avançados 53 (19) : 71-86.
Becker, B. K. (2004). Amazônia. Geopolítica na virada do III milênio. Rio de Janeiro, Garamond.
Becker, B. K. (2001). Sintese do processo de occupação da Amazônia. Lições do passado e desafios do presente. *In* Causas e dinâmica do desmatamento na Amazônia. Brasilia, MMA **:** 5-28
Becker, B. K. (1996). Redefinindo a Amazônia: o vetor tecno-ecologico. *In* I. E. Castro, P. C. C. Gomes et R. L. Corrêa (éds), Brasil: questões atuais da reorganização do território. Rio de Janeiro, Bertrand Brasil : 223-244.
Becker, B. K. (1994). Estado, nação e região no final do seculo XX. *In* M. A. D'Incao et I. M. da Silveira (éds), A Amazônia e a crise da modernização. Belém, MPEG **:** 103-109.
Becker, B. K. (1990a). Amazônia. São Paulo, Atica.
Becker, B. K. (1990b). Gestão do territorio e territorialidade na Amazônia - A CVRD e os garimpeiros na provincia mineral de Carajas. *In* B. K. Becker, M. H. Miranda et L. O. Machado (éds), Fronteira amazônica : questões sobre a gestão do territorio. Brasilia, Editora UnB **:** 197-214.
Becker, B. K. (1988). Significância contempoânea da fronteira : uma interpretação geopolítica a paratir da Amazônia Brasileira. *In* C. Aubertin (éd.), Fronteiras. Brasília, UnB-ORSTOM : 60-89.
Becker, B. K. (1986). "Signification actuelle de la frontière : une interprétation géopolitique à partir du cas de l'Amazonie brésilienne". Cahier des Sciences Humaines 22 (3-4) : 297-317.
Becker, B. K. (1982[1974]). A amazônia na estrutura espacial do Brasil. *In* B. K. Becker (éd.) Geopolitica da Amazônia. A nova fronteira de recursos. Rio de Janeiro, Zahar : 53-90.
Becker, B. K. (1982[1972]). Crescimento econômico e estrutura espacial do Brasil. *In* B. K. Becker (éd.) Geopolitica da Amazônia. A nova fronteira de recursos. Rio de Janeiro, Zahar : 15-32.
Becker, B. et C. Egler (1997)."Amazonie : méthodologie et enjeux du zonage écologique économique". Cahiers des Amériques Latines 24 : 93-106.
Becker, H. O. (1983[1965]). Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance. Paris, Métaillé.
Benoit, S. (2000). Henri Anatole Coudreau (1859-1899). Paris, L'Harmattan.
Bergonzini, J.-C. et J.-P. Lanly (2000). Les forêts tropicales. Paris, La Librairie du CIRAD-Karthala.
Berlin, I. (2002). Liberty. Oxford, Oxford University Press.
Berlin. I. (1990). The crooked timber of humanity. *In* H. Hardy (éd.), History of ideas. London, John Murray.
Berny, N. (2005). Les groupes environnementaux français et l'Union européenne. Enjeux et dynamiques de l'activisme européen des groupes citoyens. Thèse en Science Politique. Université Montesquieu-Bordeaux IV, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux et Département de science politique, Faculté des sciences sociales, Université Laval.
Berry, M. (2000). "Diriger des thèses de terrain". Gérer & Comprendre. Annales de l'Ecole des Mines 62 : 88-97.
Berry, M. (1984). Logique de la connaissance et logique de l'action. Paris, Ecole Polytechnique.

Besse, J.-M. (1997). Les sens de la nature dans les discours philosophiques. *In* J.-M. Besse et I. Roussel (éds), Environnement : représentations et concepts de la nature. Paris, L'Harmattan : 33-49.
Berthelot, J.-M. (2001). Les sciences sociales. *In* J.-M. Berthelot (éd.) Epistémologie des sciences sociales. Paris, Presses Universitaires de France : 203-265.
Bierregaard, R. O. et C. Gascon (2001). The biological dynamics of forset fragments project : overview and history of a long-term conservation project. *In* R. O. Bierregaard, C. Gascon, T. E. Lovejoy e R. Mesquita (éds), Lessons from Amazonia. The ecology and conservation of a fragmented forest. New Haven-London, Yale University Press : 5-12.
Bierregaard, R. O., C. Gascon, T. E. Lovejoy e R. Mesquita (éds) (2001). Lessons from Amazonia. New Haven-London, Yale University Press.
Bierregaard, R. O., T. E. Lovejoy, V. Kapos, A. A. dos Santos et W. Hutchings (1992). "The biological dynamics of tropical rainforest fragment". Bioscience 42 : 859-966.
Bierregaard, R. O. et T. E. Lovejoy (1989). "Effect of forest fragmentation on Amazonian uderstory bird communities". Acta Amazónica 19 : 215-241.
Bierregaard, R. O. et P. C. Stouffer (1997). Understory birds and dynamica habitat mosaics Amazonian rainforests. *In* W. F. Laurance et R. O. Bierregaard (éds), Tropical forest remnants : ecology, management, and conservation of fragmented communities. Chicago, University of Chicago Press : 138-155.
Billé, R. (2004). La gestion intégrée se décrète-t-elle? Une analyse stratégique de la mise en oeuvre, entre approche programme et cadre normatif. Thèse de de doctorat de l'ENGREF. Paris.
Blundo, G. (2003). "Décrire le caché". Enquête 3 : 75-111.
Boff, L. (1981). Igreja: carisma e poder. Petropolis, Vozes.
Boltanski, L. et E. Chiapello (1999). Le nouvel esprit du capitalisme. Paris, Gallimard.
Boltanski, L. et L. Thévenot. (1991). De la justification. Les économies de la grandeur. Paris, Gallimard.
Bonaudo, T. (2005). La gestion environnementale sur un front pionnier amazonien. Thèse de doctorat de l'Institut National Agronomique de Paris-Grignon et du Centro de Desenvolvimento Sustentavél de l'Université de Brasília.
Bonaudo, T., Y. Le Pendu et N. Albuquerque. (2005). Exploração da fauna silvestre na Transamazônica. *In* D. Sayago, J.-F. Tourrand et M. Bursztyn (éds), Amazônia. Cenas e cenários. Brasília, Editora UnB : 101-112.
Bonifacio de Andrada e Silva, J. (1963a). Obras Cientificas, Politicas e Sociais. Volume I. Rio de Janeiro, Imprensa Oficial.
Bonifacio de Andrada e Silva, J. (1963b). Obras Cientificas, Politicas e Sociais. Volume II. Rio de Janeiro, Imprensa Oficial.
Boumaza, M et A. Campana (2007). "Enquêter en milieu "difficile". Introduction". Revue française de science politique 1 (57) : 5-25.
Bourdieu P. (1980). Le sens pratique. Paris, Les Editions de minuit.
Bourdieu, P. (1979). La distinction. Critique sociale du jugement. Paris, Les Editions de minuit.
Bourg, D. (2003). Considérations relatives à l'histoire de l'idée de nature. *In* C. Lévêque et S. van der Leeuw (éds), Quelles natures voulons-nous ? Pour une approche socio-écologique du champ de l'environnement.Paris, Elsevier : 64-75.
Bourg, D. (1997). Le paradoxe de nos relations à la nature. *In* J.-M. Besse et I. Roussel (éds), Environnement : représentations et concepts de la nature. Paris, L'Harmattan : 51-73.
Brasil/Grupo Trabalho Interministerial com a finalidade de elaborar e coordenar a implementação do Plano de Desenvolvimento Sustentável para a Região de Influência da Rodovia BR-163 (2005a). Plano BR-163 sustentavel. Brasília, MMA.

Brasil/ Grupo Permanente de Trabalho Interministerial sobre Desmatamento na Amazônia (2005b). Apresentação da Tendência dos desmatamentos 2004-2005. Brasília, MMA.
Brasil/Grupo Permanente de Trabalho Interministerial sobre Desmatamento na Amazônia. (2004a). Plano de Ação para Prevenção e Controle do Desmatamento na Amazônia. Brasília, MMA.
Brasil/Grupo de Trabalho Interministerial com a finalidade de elaborar e coordenar a implementação do Plano de Desenvolvimento Sustentável para a Área de Influência da BR-163. (2004b). Plano de Desenvolvimento Regional Sustentável da Área de Influência da rodovia Cuiabá-Santarém (BR-163). Documento initial para discussão. Brasília, MMA.
Brasil/ Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento (2004c). Programa nacional de erradicação da febre aftosa. Relatorio anual 2004. Brasília, MAPA.
Brasil/Grupo Permanente de Trabalho Interministerial sobre Desmatamento na Amazônia. (2004c). Relatorio anual. Brasília, MMA.
Brasil/Ministério do Meio Ambiente (2004d). Avaliação preliminares da evolução dos desmatamentos na Amazônia no periodo 2001-2003. Brasília, MMA.
Brasil/ Ministério do Meio Ambiente (2003b). Amazônia sustentável: contribuição para a elaboração de um programa de Desenvolvimento Sustentável para a Amazônia e subsídios para o Plano Plurianual. Brasília, MMA.
Brasil/Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento (2003a). Programa nacional de erradicação da febre aftosa. Relatorio anual 2002. Brasília, MAPA.
Brasil/Ministério do Meio Ambiente (2002). Biodiversidade brasileira. Avaliação e identificação de áreas e ações prioritarias para conservação, utilização sustentável e repartição de benficios da biodiversidade brasileira. Brasília, MMA.
Brasil/Ministerio do Transporte/Departamento nacional das infraestruturas de transporte (2002). Relatório de Impacto Ambiental da Pavimentação da BR163/PA e BR230/PA. Ecoplan Engenharia. Brasília.
Brasil/Ministério do Meio Ambiente (2001). Avaliação e identificação de ações prioritarias para a conservação, utilização sustentável e repartição dos beneficios da biodiversidade na Amazônia brasileira. Brasília, MMA.
Brasil/Ministério da Política Fundiária e do Desenvolvimento Agrária (2000). O livro branco da grilagem de terra no Brasil. Brasília, MPFDA
Brasil/Ministério da Agricultura-IBDF-FBCN (1982). Plano do sistema de unidades de conservação do Brasil. II Etapa. Brasília, MMA.
Brasil/Ministério da Agricultura-IBDF-FBCN (1979). Plano do sistema de unidades de conservação do Brasil. Brasília, MMA.
Brito, B. et P. Barreto. (2006). "A eficácia da aplicação da lei de crimes ambientais pelo Ibama para proteção de florestas no Pará". Revista de Direito Ambiental 43 : 35-65.
Brito, B. et P. Barreto. (2005a). "Aplicação da lei de crimes ambientais pela justiça federal no setor florestal do Para". Revista de Direito Ambiental 37 : 218-243.
Brito, B. et P. Barreto. (2005b). "Sugestões para a aplicação da lei de crimes ambientais no setor florestal da Amazonia". Revista de Direitos Difusos 20 : 45-56.
Brito, M. C. de (2003[2000]). Unidades de conservação. Intenções e resultados. São Paulo, FAPESP.
Browder, J. O. et B. J. Godfrey. (1997). Rainforest cities: urbanization, development and globalization of the brazilian amazon. New York, Columbia University Press.
Brown, K. S. et R. W. Hutchings (1997). Disturbance, fragmentation, and the dynamices of diversity in Amazonian forest butterflies. *In* W. F. Laurance et R. O. Bierregaard (éds), Tropical forest remnants: ecology, management, and conservation of fragmented communities. Chicago, University of Chicago Press : 91-110.

Brunet, R., R.Ferras et H. Théry (2000). Les mots de la géographie. Dictionnaire critique. Paris, La Documentation française.
Buclet, B. (2007). Influência dos financiadores internacionais sobre a atuação dos ONGs socioambientais na Amazônia brasileira. *In* V Congresso europeo de latinoamericanistas, 11-14 de abril de 2007. Workshop : Atores internacionais da proteção do meio ambiente e efeitos dos modelos aplicados no campo : promovendo uma fragmentação dos territórios ?. Bruselas.
Buclet, B. (2006). "La biodiversité en Amazonie brésilienne : l'expertise non gouvernementale". Cahiers du Brésil Contemporain 63/64 : 257-269.
Buclet, B. (2004). Le Marché International de la Solidarité, les Organisations Non Gouvernementales en Amazonie Brésilienne. Thèse de doctorat. Centre de Recherche sur le Brésil Contemporain. EHESS. Paris.
Buclet, B. (2002). "Les expérimentations des ONG en Amazonie. Quel pouvoir pour quelle responsabilité ?". Lusotopie 1 : 263-282.
Bursztyn M. (2006). "Amazonie brésilienne : à la recherche d'un projet". Problèmes d'Amérique Latine 60 : 49-69.
Bursztyn M. A. A., M. Bursztyn et F. N. A. Assunção (2004). Aspectos legais e institucionais da gestão ambiental na Amazônia. *In* D. Sayago, J.-F. Tourrand et M. Bursztyn (éds), Amazônia. Cenas e cenários. Brasília, Editora UnB : 263-293.
Burt, R. S. (1995[1992]). Structural holes. The social structure of competition. Cambridge & London, Harvard University Press.
Buschbacher, R. J. (1986). "Tropical deforestation and pasture development". Bioscience 36 : 22-28.
Buttoud, G. (2003). La forêt : un espace aux utilités multiples. Paris, La Documentation Française.
Cacciamali, M. C. (2006). Les résultats de la politique économique et sociale de Lula da Silva. *In* D. van Eeuwen (éd.), Le nouveau Brésil de Lula. Paris, Aubier : 103-118.
Cattaneo, A. (2001). A general equilibrium analysis of technology, migration and deforestation in the brazilian amazon. *In* A. Angelsen et D. Kaimowitz (éds), Agricultural, technologies and tropical deforestation, Wallingford, CABI Publishing : 69-90.
Callicot, J. B. (1999). Beyond the land ethic. More essays in environmental philosophy. New York, State University Press.
Callon, M. (1999). Le réseau comme forme émergente et comme modalité de coordination : le cas des interactions stratégiques entre firmes industrielles et laboratoires académiques. *In* Réseau et coordination. Paris, Economica **:** 13-64.
Callon, M., P.Lascoumes et Y. Barthe (2001). Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique. Paris, Seuil.
Câmara, G, D. M. Valeriano et J. V. Soares (2006). Metodologia para o cálculo da taxa annual de desmatamento na Amazônia Legal. São José dos Campos, INPE.
Camargo, G. S., S. Zen, A. M. Ishihara, M. Osaaki et L. A. Ponchio (s.d.). Economia da pecuária de corte e o processo de ocupação da Amazônia. Centro de Estudos Avançados em Economia Aplicada/Universidade de São Paulo, Manuscrito.
Cambrezy, L. et M. de Maximy (1995). Le dessour des cartes. *In* L. Cambrezy et M. de Maximy (éds), La cartographie en débat. Représenter ou convaincre. Paris, Éditions Karthala - Éditions Orstom : 9-16.
Campari, J. S. (2002). Challenging the turnover hypothesis of Amazon deforestation: evidence from colonization projects in Brazil. PhD University of Texas Austin.
Campos M. T. et D. C. Nepstad (2006). "Smallholders, the Amazon's new conservationists". Conservation Biology 5 (20) : 1553-1556.

Capobianco, J. P. R. (2001). Introdução. *In* J. P. R. Capobianco, A. Veríssimo, A. Moreira, D. Sawyer, I dos Santos et L. P. Pinto (éds), Biodiversidade na Amazônia brasileira. São Paulo, ISA-Estação Liberdade : 13-15.

Carvalho, M. (1975). "Luta pela terra: Conceição do Araguaia, Pará". Movimento. São Paulo, 11 de agosto de 1975.

Castellanet, C. et C. F. Jordan (2002). Participatory action research in natural resource management. A critique of the method based on five years'experience in the Transamazônica Region of Brazil. New York, Taylor & Francis.

Castro, E., R. Monteiro, C. P. Castro. (2002). Atores e relações sociais em "novas fronteiras" do desmatamento na Amzônia (São Félix do Xingu, Novo Progresso, Castelo dos Sonhos). Estudos sobre dinâmicas sociais na fronteira, desmatamento e expansão da pecuaria na Amazonia. Belém, Banco Mundial.

Cefaï, D. (2003). Postface. L'enquête de terrain en sciences sociales. *In* D. Céfaï (éd.) L'enquête de terrain. Paris, La Découverte **:** 465-615.

Chang, M. Y. (2004). Seqüestro florestal do carbono no Brasil: dimensões politicas socioeconômicas e ecologicas. São Paulo, IEB.

Chartier, D. (2005). "ONG internationales environnementalistes et politiques forestières tropicales. L'exemple de Greenpeace en Amazonie". Anthropologie et sociétés 1 (29) : 103-120.

Chauvel A., E. M. Barbosa, E. Blanchard, M. Grimaldi, J. Ferraz, P. S. Martins, O. Topall, E. Barros, E. Barros, T. Desjardins, N. L. Filho, I. P. A. Miranda, M. Sarrasin et D. Mitja (1997). Mise en valeur de la forêt et modifications écologique. *In* H. Théry (éd.) Environnement et développement en Amazonie brésilienne. Paris, Belin : 42-75.

Checkland, P. (2005[1981]). Systems thinking, systems practice. New York, John & Wiley sons.

Chomitz, K. M. (2006). L'impasse forestière? L'expansion agricole, la réduction de la pauvreté et l'environnement dans les forêts tropicales. Whashington, Banque Mondiale**.**

Chomitz, K. M. et T. S. Thomas (2001). Geographic paterns of land use and land intensity in the Brazilian Amazon. Policy research working paper 2 687. Washington, The World Bank.

CIMI (2006). Listagem geral das terras indígenas no Brasil (situação juridíco - administrativa atual). Brasília, CIMI. Disponible à l'adresse : http://ccr6.pgr.mpf.gov.br/documentos-e-publicacoes/terras-indigenas/terras_indigenas.pdf

Cirne Lima, L. F. (2005). "L'EMBRAPA : 30 ans de recheche agronomique". Ingénieurs de la Vie : 472-473.

Clausewitz, C. von (1955[1832]). De la guerre. Paris, Les éditions de minuit.

Closet, F. de. (1994). La réforme modeste. *In* F. Pavé (éd.), Colloque de Cerisy - L'analyse stratégique. Sa genèse, ses applications et ses problèmes actuels. Autour de Michel Crozier. Paris, Seuil **:** 265-271.

Clouet, Y., N. Paralieu et D. Sautier. (1996). Fronts pionniers et organisation de l'espace en Amazonie Orientale. *In* C. Albaladejo et J.-C. Tulet (éds), Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne. La formation des nouveaux territoires. Paris, L'Harmattan : 129-158.

Combessie, J.-C. (2001[1996]). La méthode en sociologie. Paris, La Découverte.

Comissão Parlementar de Inquerito destinada a investigar a ocupação das terras publicas na região amazonica. (2001). Relatorio. Brasília.

Corcuff, P. (2004). Les Nouvelles sociologies. Constructions de la réalité sociale. Paris, Armand Colin.

Cordonnier, L. (1997). Coopération et réciprocité. Paris, Presses Universitaires de France.

Corten, A. (1990). Les peuples de Dieu et de la forêt. A propos de la "nouvelle gauche" brésilienne. Paris, L'Harmattan.
Costa, F. A. (2000). Formação agropecuaria da Amazônia. Os desafios do desenvolvimento sustentavel. Belém, NAEA/UFPa.
Costa, F. A. (1998). Ciência, tecnologia e sociedade na Amazônia. Questões para o desenvolvimento sustentável. Belém, Cejup.
Costa, F. A. (1991). Estado e grande capital na fronteira agrícola. Belém : UFPA/NAEA.
Costa, W. M. da (1988). O Estado e as políticas territoriais no Brasil. São Paulo, Contexto-Edusp.
Cotton, C. et T. Romine (1999). Face a face com a destruição. Relatório Greenpeace sobre as companhias multinacionais madeireiras na Amazônia Brasileira. São Paulo, Greenpeace.
Coudreau, H. A. (1977[1897]). Viagem ao Xingu. São Paulo, Editora Itatiaia/Edusp.
Coulon A. (2002[1987]). L'ethnométhodologie. Que sais-je ? Presses Universitaires de France.
Coulon, A. (1986). "Qu'est-ce que l'ethnométhodologie?". Quel Corps? 32-33 : 10-36
Coutinho, R. E. (1976). "Relatorio". Belém, Secretaria de Estado da Agricultura.
Coy, M. (1996). Différenciation et transformation de l'espace au nord du Mato Grosso. Contribution à un modèle dynamique des fronts pionniers en Amazonie brésilienne. *In* C. Albaladejo et J.-C. Tulet (éds), Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne. La formation de nouveaux territoires. Paris, L'Harmattan **:** 103-127.
Crozier, M. et E. Friedberg. (1977). L'acteur et le système. Paris, Seuil.
Crowder, G. (2004). Isaiah Berlin. Liberty and pluralism. Cambridge, Polity Press.
Cunha, M.C. et M. W. B. Almeida (2001). Populações tradicionais e conservação ambiental. *In* J. P. R. Capobianco, A. Veríssimo, A. Moreira, D. Sawyer, I dos Santos et L. P. Pinto (éds), Biodiversidade na Amazônia brasileira. São Paulo, ISA-Estação Liberdade : 184-193.
Dahl, R. (1957). "The concept of power". Behavioral sciences 2 : 201-215.
Damasio, A. (2006[1994]). L'erreur de Descartes. La raison des émotions. Paris, Odile Jacob.
Dean, W. (2004[1995]). A ferro e fogo. A história e a devastação da Mata Atlântica brasileira. São Paulo, Companhia das letras.
Denevan, W. M. (1992). Native American populations in 1492: recent research and a revised hemispheric estimate. *In* W. M. Denevan (éd.), The native population of the Americas in 1492. Madison, University of Wisconsin Press : xvii-xxxvii.
Devereux, G. (1980). De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement. Paris, Aubier.
Descola P. (2005). Par-delà nature et culture. Paris, Gallimard.
Desjardins, T., E. Barros, M. Sarrazin, C. Girardin et A. Mariotti (2004). "Effects of forest conversion to pasture on soil carbon content and dynamics in Brazilian Amazonia". Agriculture, Agrosystems and Environment 103 : 365-373.
De Reynal, V. D. (1999). Agricultures en front pionnier amazonien, région de Maraba/ Pará, Brésil. Thèse de doctorat de l'Institut National Agronomique de Paris-Grignon.
De Souza, O., J. H. Schoereder, V. Brown et R. O. Bierregaard (2001). A theorical overview of the processes determining species richness in forest fragments. *In* R. O. Bierregaard, C. Gascon, T. E. Lovejoy e R. Mesquita (éds), Lessons from Amazonia. The ecology and conservation of a fragmented forest. New Haven-London, Yale University Press : 13-20.
De Souza, O. et V. K. Brown (1994). "Effects of habitat fragmentation on Amazonian termite communities". Journal of Tropical Ecology 10 : 197-206.

Diaz M. D. C. et S. Schwartzman (2005). Carbon offsets and land use in brazilian Amazon. *In* P. Moutinho et S. Schwartzman (éds), Tropical deforestation and climate change. Belém-Washington, IPAM-ED : 93-100.
Diegues, A. C. (1994).O mito moderno da natureza intocada. São Paulo, Hucitec.
Didham, R. L. (2001). The implications of changing invertebrate abundance patterns for insectivorous vertebrates in fragmented forest in central Amazonia. *In* R. O. Bierregaard, C. Gascon, T. E. Lovejoy et R. Mesquita (éds). Lessons from Amazonia. The ecology and conservation of fragmented forest. London-New Haven, Yale University Press : 219-229.
Didham, R. L. (1997). The influence of edge effects and forest fragmentation on leaf litter invertebrates in Central Amazonia. *In* W. F. Laurance et R. O. Bierregaard (éds), Tropical forest remnants : ecology, management, and conservation of fragmented communities. Chicago, University of Chicago Press : 55-70.
Dinerstein, E. , D. M. Olson, D. J. Graham, A. L. Webster, S. A. Primm, M. P. Bookbinder et G. Ledec (1995). A conservation assessment of the terrestrial ecoregions of Latin America and Caribbean. World Wild Fund Report to the World Bank/LATEN.
Dion, S. (1994). Une stratégie pour l'analyse stratégique. *In* F. Pavé (éd.), Colloque de Cerisy - L'analyse stratégique. Sa génèse, ses applications et ses problèmes actuels. Autour de Michel Crozier. Paris, Seuil **:** 99-108.
Dirley J. da C. (1998). "Terras devolutas nas constituições republicanas". Revista dos Formados da Faculdade de direito da UFBA Ano III (IV) : 2-9.
Dispaux, G. (1984). La logique et le quotidien. Une analyse dialogique des mécanismes de l'argumentation. Paris, Les éditions de minuit.
Dollfus O. (1981). Phénomènes pionniers et problèmes de frontières : quelques remarques en guise de conclusion . *In* Les phénomènes de "frontière" dans les pays tropicaux. Paris, CREDAL/IHEAL **:** 445-448.
Dormelles, L. C. (2002). O regime juridico das margens dos corpos d'agua como areas de preservação permanente e o direito de propriedade. Tese de mestrado do Centro de Desenvolvimento Sustentável / Universidade de Brasilia. Brasília.
Dourojeanni M. (2001). Areas protegidas de America Latina en los albores des siglo XXI. *In* A. H. Benjamin (éd.), Direito ambiental das áreas protegidas: o regime jurídico das unidade de conservação. Rio de Janeiro, Forense Universitaria : 42-106.
Dourojeanni M. et M. T. J. Pádua (2001). Biodiversidade, a hora decisiva. Curitiba : Editora da UFPR.
Droulers, M. (2003[1995]). L'Amazonie : vers un développement durable. Paris, Armand Colin.
Droulers, M. (2001). Brésil : une géohistoire. Paris, Presses Universitaires de France.
Droulers, M. et C. Broggio (2001). "L'espace et le développement au Brésil : de la géophagie à une géosophie ?". Tiers Monde XLII (167): 673-688.
Droulers, M. et P. Maury (1981). Colonisation de l'Amazonie Maranhaense. *In* Les phénomènes de "frontière" dans les pays tropicaux. Paris, CREDAL/IHEAL **:** 133-154.
Drummond, J. A. (1997a). Devastação e preservação ambiental: os Parque Nacionais do Estado do Rio de Janeiro. Niteroi, EdUFF.
Drummond, J. A. (1997b). A visão conservacionista (1920 a 1970). *In* E. Svirsky et J. P. Capobianco (éds.), Ambientalismo no Brasil: passado, presente e futuro. ISA-Secretaria do meio ambiente do Estado de São Paulo.
Dubar, C. (2005 [2000]). La socialisation. Paris, Armand Colin.
Dufumier, M. (1996). Les projets de développement agricole. Manuel d'expertise. Paris, CTA-Karthala.

Dumez, H. (1988). "Petit organon à l'usage des sociologues, historiens, et autres théoriciens des pratiques de gestion". Economies et Sociétés. Série Sciences de Gestion 12 : 173-186.
Durand, J.-P. et R. Weil (1993). Les techniques de recueil et de traitement des données. *In* J.-P. Durand et R. Weil (éds). Sociologie contemporaine. Paris, Vigot **:** 305-313.
Durieux, L., A. T. Machado et H. Laurent (2003). "The impact of deforestation on cloud cover over the Amazon arc of deforestation". Remote Sensing of Environment 86 : 132–140.
Elliot C. (1999). Forest certification: an anlysis from a policy network perspective. Thèse n°1965 présentée au département de Génie Rural de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne.
Englin, J. et H. Théry (1982). Le pillage de l'Amazonie. Paris, Maspero.
Emerson, R. (1981). "Observational fieldwork." Annual Review of Sociology 7: 351-378.
Emperaire, L. (2001). Elementos de discussão sobre a conservação da agrobiodiversidade: o exemplo da mandioca (Manihot esculenta Crantz) na Amazônia brasileira. *In* J. P. R. Capobianco, A. Veríssimo, A. Moreira, D. Sawyer, I dos Santos et L. P. Pinto (éds), Biodiversidade na Amazônia brasileira. São Paulo, ISA-Estação Liberdade : 225-234.
Emperaire, L. (éd.) (1996). La forêt en jeu. L'extractivisme en Amazonie brésilienne. Paris, IRD.
Emperaire, L. et J.-P. Lescure (2000). Activités extractivistes pour gérer la forêt. *In*. Y. Gillon, C. Chaboud, J. Boutrais et C. Mullon (éds), Du bon usage des ressources renouvelables. Paris, Editions de l'IRD **:** 39-51.
Emperaire L. et J.-P. Lescure (1996). Introduction. *In* L. Emperaire (éd.), La forêt en jeu. L'extractivisme en Amazonie brésilienne. Paris, IRD : 11-15.
Emperaire, L. et D. Mitja (1996). Bertholletia excelsa, une espèce aux insertions multiples. *In* L. Emperaire (éd.), La forêt en jeu : l'extractivisme en Amazonie Centrale. Paris, Orstom/Unesco : 103-111.
Escada, M. I. S., I. C. G. Vieira, S. A. Kampel, R. Araúho, J. B. Veiga, A. P. D. Aguiar, I. Veiga, M. Oliveira, J. L. G. Peraira, A. C. Filho, P. M. Fearnside, A. Venturueri, F. Carriello, M. Thales, T. S. G. Carneiro, . M. V. Monteiro et G. Câmara (2005). "Processo de ocupação nas novas fronteiras da Amazônia (o interflúvio do Xingu/Iriri)". Estudos Avançados 54 (19) : 9-23.
Estudos Avançados (2002). "Eleições 2002. Entrevistas. Os presidenciáveis e o relacionamento internacional de nossa economia". Estudos Avançados 45 (16) : 155-170.
FAEPA/SENAR (2004). Fazenda legal é produtor tranqüilo. Roteiro para o cumprimento da legislação da propriedade rural. Belém, FAEPA/SENAR.
Falcone, P., S. Rocard, M. Hermeline et M. Neuville (2003). Forêts tropicales : comment la France peut-elle contribuer à leur gestion durable?. Paris, Documentation française.
Falesi, I. (1991). Impactos regionais da exploração exonomica da Amazônia brasileira e transformações possiveis. *In* L. E. Aragon (éd.), A desordem ecologica da Amazonia. Belém, UNAMAZ-UFPA **:** 287-292.
Faminow, M. D. (1998). Cattle, deforestation, and development in the Amazon: an economic, agronomic and environmental perspective. Wallingford/New York, CAB International.
FAO (1994). Le défi pour l'aménagement durable des forêts : quel avenir pour les forêts du monde ?. Rome, FAO.
Favret-Saada, J. (1977). Les mots, la mort, les sorts. Paris, Gallimard.
Fearnside, P. M. (2002). Amazonia, Deforestation of. *In* A.S. Goudie et D.J. Cuff (éds.) Encyclopedia of Global Change: Environmental Change and Human Society. vol. 1. New York, Oxford University Press : 31-38.

Fearnside, P. M. (1999). "Combate ao desmatamento na Amazônia brasileira". Cadernos da Biodiversidade 2 (2) : 10-20.
Fearnside, P. M. (1997a). "Environmental services as a strategy for sustainable development in rural Amazonia". Ecological Economics 20: 53-70.
Fearnside, P. M. (1997b). "Protection of mahogany: A catalytic species in the destruction of rain forests in the American tropics." Environmental Conservation 24(4): 303-306.
Fearnside, P. M. (1997c). "Greenhouse gases from deforestation in Brazilian Amazonia : net commited emissions". Climate Change 35 : 321-360.
Fearnside, P. M. (1995). "Quem desmate a Amazônia: os pobre ou os ricos? Ciência Hoje 113 (19): 26-33.
Fearnside, P. M. (1990). "The rate and the extent of deforestation in Brazilian Amazon". Environmental Conservation 17 (3) : 229-240.
Feitosa, T. S. (2005). *In* A. O. Sevá (éd.) Tenotã-Mo. Alerta sobre as conseqüencias dos projetos hidrelétricos no rio Xingu. IRN : 58-62.
Fernandes, A., A. Belont, A. C. Barros, L. Chermont, M. Scarcello, P. Du Pin Calmon et S. Gonçalves (2003). Falhas de governo em oportunidades de aprimoramento de políticas ambientais no Brasil. *In* P. E. Little (éd.) Políticas ambientais no Brasil. Análise, instrumentos e experiências. São Paulo-Brasília, Peiropolis-IIEB : 319-259.
Fernandes, M. (1999). Donos de terras. Trajetoria da União Democratica Ruralista - UDR. Belém, UFPA/NAEA.
Ferreira, L. V. , E. Venticinque, W. Laurance, S. Almeida. (2005). "O desmatamento na Amazônia e a importância das áreas protegidas". Estudos Avançados 22 (19) : 157-166.
Ferreira, L. V. (2001) A distribuição das unidades de conservação no Brasil e a identificação de áreas prioritarias para a conservação da biodiversidade nas ecorregiões do bioma Amazônia. Tese de doutorado em Ciências biologicas. Manaus. INPA.
Ferreira, L. V., R. L. de Sá, R. Buschbacher, G. Batmanian, J. M. C. da Silva, M. B. Arruda, E. Moretti, L. F. S. N. de Sá, J. Falcomer et M. I. Bampi. (2001). Identificação de áreas prioritárias para a conservação da biodiversidade por meio da reprensentatividade das Unidades de Conservação e tipos de vegetação nas ecorregiões da Amazônia brasileira. *In* J. P. R. Capobianco, A. Veríssimo, A. Moreira, D. Sawyer, I dos Santos et L. P. Pinto (éds), Biodiversidade na Amazônia brasileira. São Paulo, ISA-Estação Liberdade : 268-285.
Ferreira, L. V. et W. L. Laurance (1997). "Effects of forest fragmentation on mortality and damage of selected trees in central Amazonia". Conservation Biology 11: 797-801.
Ferreira, A. M. M. et E. Salati (2005). "Forças de transformação do ecossistema amazônico". Estudos Avançados 54 (19) : 25-44.
Filho, A. P. (2003) A nova política econômica. *In* J. P. R. Velloso (éd.), Governo Lula. Novas prioridades e desenvolvimento sustentado. Rio de Janeiro, José Olympio : 53-60.
Fimbel, R. A., A. Grajal et G. Robinson (éds) (2001). The cutting edge. Conserving wildlife in logged tropical forests. New York, Columbia University Press.
FNMA (2004). O projeto XINGU de gestão ambiental compartilhada. Brasília, MMA.
Flores, M. X. et A. S. Silva (1992). Projeto EMBRAPA II : do profeto de pesquisa ao desenvolvimento sócio-econômico no contexto do mercado. Brasília, EMBRAPA.
Follet, C. (2002). Diagnostic agraire en front pionnier amazonien. São Félix do Xingu - Sud du Pará - Brésil. DEA Chaire d'agriculture comparée. INA P-G. Paris.
Fon Filho A. (2005). As várias mortes de Irmã Dorothy Mae Stang. *In* Relatório Annual - Os Direitos Humanos no Brasil, 2005. São Paulo, Rede Social de Justiça e Direitos Humanos. Disponible à l'adresse : http://www.social.org.br/relatorio2005/relatorio007.htm
Foresta, R. (1991). Amazon conservation in the age of development: the limits of providence. Gainesville, University of Florida Press.

Fornel, M. de, A. Ogien et L. Quéré (2001). L'éthnométhodologie. Une sociologie radicale. Paris, La Découverte et Syros.
Forweraker, J. (1981). The struggle for land. A political economy of the pioneer frontier in Brazil from 1930 to the present day. Cambridge, Press syndicate of the University of Cambridge.
Foucault, M. (1969). L'archéologie du savoir. Paris, Gallimard.
Freeman, J. L. (1955). The political process. New York, Doubleday.
Freitas, S. R., K. M. Longo, M. A. F. S. Dias et P. L. S. Dias (2005). "Emissões de queimadas em ecossistemas da América do Sul. Estudos Avançados 19 (53) : 167-184.
Freitas, M. (2004). Dialogo com Amazônia. M. d. Freitas Amazônia e desenvolvimento sustentavel: um dialogo que todos os brasileiros deveriam conhecer.. Petropolis, Vozes**:** 9-20.
Freud, S. (1961[1916-1917]). Introduction à la psychanalyse. Paris, Payot.
Freyssenet, M. (2002). "Le plus sûr moyen de se tromper en sciences sociales". Gérer et comprendre 70 : 34-40.
Friedberg, E. (2005). "La culture "nationale" n'est tout le social. Réponse à Philippe d'Iribarne". Revue française de sociologie 1 (46) : 177-193.
Friedberg, E. (1997[1993]). Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action organisée. Paris, Seuil.
Friedberg, E. (1994). Le raisonnement stratégique comme méthode d'analyse et comme outil d'intervention. *In* F. Pavé (éd.), Colloque de Cerisy - L'analyse stratégique. Sa genèse, ses applications et ses problèmes actuels. Autour de Michel Crozier. Paris, Seuil **:** 135-159.
Friedberg, E. (1992). "Les quatre dimensions de l'action organisée". Revue française de sociologie 33 : 531-557.
Friedberg, E. (1988). "L'analyse sociologique des organisations". POUR 28 : 1-127.
Frontier, S. (1997). Conséquences d'une vision systémique de l'écologie. *In* J.-M. Besse et I. Roussel (éds), Environnement : représentations et concepts de nature. Paris, L'Harmattan : 109-169
Frontier, S. et D. Pichod-Viale. (1998[1993]). Ecosystèmes : structure, fonctionnement, évolution. Paris, Dunod.
Gaignard, R. (1996). Avant-propos. *In* C. Albaladejo et J.-C. Tulet (éds), Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne. La formation des nouveaux territoires. Paris, L'Harmattan : 11-15.
Garfinkel, H. (1984[1967]). Studies in Ethnomethodology. Cambridge, Polity Press.
Garfinkel, H. et H. Sachs (1970). On formal structures of practical action. *In* J. C. Mc Kinney et E. A. Tiryakian (éds), Theoretical sociology : perspectives and developments. New York, Appleton-Century-Crofts : 337-366.
Gascon, C., R. O. Bieeregaard Jr. W. F. Laurance et J. Rankin-de Mérona (2001). Deforestation and forest fragmentation in the Amazon. *In* R. O. Bierregaard, C. Gascon, T. E. Lovejoy et R. Mesquita (éds), Lessons from Amazonia. New Haven-London, Yale University Press : 21-30.
Gayer, M. (2006). Alexandre Hymboldt. Le dernier savant universel. Paris, Vuibert.
Geertz, C. (1973). The interpretation of cultures. New York, Basic Book.
Geffray, C. (1996). "Le modèle de l'exploitation paternaliste". Lusotopie 1 : 153-159.
Geffray, C. (1995). Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne. Essai sur l'exploitation paternaliste. Paris, Karthala.
GEOMA (2004). Sumario executivo da Missão de Campo na região de São Félix do Xingu/Iriri, 13 a 18 de outubro de 2004. Dinamica territorial da frente de ocupação de São Félix do Xingu-Iriri. Subsidios para o desenho de politicas emergenciais de

contenção do desmatamento. Dinamica de uso e occupação do territorio, dinamica de população e assentamentos humanos e modelagem computacional. MCT. Brasilia, MPEG-INPE-INPA-UFPa-EMBRAPA.
Ghasarian, C. (2004). Sur les chemins de l'ethnographie réflexive. *In* C. Ghasarian (éd.), De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux. Paris, Armand Colin **:** 5-33.
Ghasarian, C. (éd.) (2004). De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux. Paris, Armand Colin.
Ghasarian, C. (1997). "Les désarrois de l'ethnographe". L'homme 143 (37) : 189-98.
Godard, O. (1994). Le concept d'environnement, une hierarchie enchevêtrée. *In* C. Larrère et R. Larrère (éds), La crise environnementale. Paris, INRA Editions : 97-112.
Godard, O., C. Henry, P. Lagadec et E. Michel-Kerjan (2002). Traité des nouveaux risques. Précaution, crise, assurance. Paris, Gallimard.
Godfrey, B. J. (1979). Road to the Xingu: frontier settlement in southern Para, Brazil. Belém, Nucleo de Altos Estudos Amazonicos / Universidade Federal do Pará.
Goffman, E. (1988[1953]). L'ordre social de l'interaction. *In* Y. Winkin (éd.), Les moments et leurs hommes. Paris, Seuil/Minuit **:** 95-103.
Gómez-Pompa, A. C., C. Vásquez-Yañes et S. Guevara (1972). "The tropical rain forest: a nonrenewable resource?". Science 177 : 762-765.
Gonçalves, C. W. P. (2005). Amazônia, Amazônias. São Paulo, Contexto.
Governo do Pará (2005). Pará-Rural. Programa de redução da pobreza e gestão dos recursos naturais do Estado do Pará. Documento Síntese. Belém. Governo do Pará.
Grace, J., J. Lloyd, J. MacIntyre, A. Miranda, P. Meir, H. Miranda, C. Nobre, J. Moncrieff, J. Massheder, Y. Malhi, I. Wright, J. Gash (1995). "Carbon dioxyde uptake by undisturbed tropical rain forest in southwest Amazonia, 1992 to 1993". Science 270 : 778-780.
Gray, J. (1995). Isaiah Berlin. London, Harper Colins.
Greenpeace (2004). Pará: Estado de conflito. São Paulo, Greenpeace.
Greenpeace (2003). Relatorio anual 2002. São Paulo, Greenpeace.
Greenpeace (2001a). Mogno - O ouro verde da destruição da Amazônia. São Paulo, Greenpeace.
Greenpeace (2001b). Terra do Meio: lar para onças, paraiso para foras da lei. São Paulo, Greenpeace.
Greenpeace (2001c). Parceiros no crime: a extração ilegal de mogno. A Amazônia à mercê de "acordos entre cavalheiros". São Paulo, Greenpeace.
Grogan, J. E. (2002). "Rapport de bourse". OIBT Actualités des Forêts Tropicales 10 (4) : 22-23.
Grogan, J. E. (2001). Bigleaf mahogany (*Swietenia macrophylla* King) in southeast Para, Brazil : a life history study with management guideline for sustained production from natural forests. PhD Thesis School of forestry and environmental studies of Yale University, New Haven**.**
Grogan, J. E., P. Barreto et A. Veríssimo (2002). Mahogany in the Brazilian Amazon: ecology and perspectives on management. Belém, IMAZON.
Grossman, E et S. Saurugger (2006). Les groupes d'intérêt. Action collective et stratégies de représentation. Paris, Armand Colin.
Grove, R. H. (1997[1995]). Green imperialism. Colonial expansion, tropical island edens and the origins of environmentalism, 1600-1860. Cambridge-New York-Oakleigh, Cambridge University.
Grupo de Trabalho sobre Florestas / Forum Brasileiro das ONG e Movimentos Sociais para o Meio Ambiente e o Desenvolvimento (2003). Nota enviada ao Presidente Lula, 17 outobro 2003. FBOM-RMA-GTA.

Grupo de Trabalho sobre Florestas / Forum Brasileiro das ONG e Movimentos Sociais para o Meio Ambiente e o Desenvolvimento (2005). Nota do GT Floresta do FBOMS sobre dados de desmatamento 2005 e plano de prevenção e combate aos desmatamentos na Amazônia, 2 setembro 2005. FBOM.
Guéneau, S. (2006). Livre blanc sur les forêts tropicales humides. Analyses et recommandations des acteurs français. Paris, La documentation Française.
Guibert, M. (2006a). Dynamiques et paradoxes du Brésil de Lula dans les négociations agricoles internationales. *In* D. van Eeuwen (éd.), Le nouveau Brésil de Lula. Paris, Aubier : 311-328.
Guibert, M. (2006b). Le Brésil et les négociations internationales agricoles. *In* S. Monclaire et J. F. Deluchet (éds), Gouverner l'intégration : les politiques nationale et internationale du Brésil de Lula. Editions Pepper, Paris.
Guillaumet, J. L. (1987). "Some structural and floristic aspects of the forest". Experientia 43: 241-251.
Guillaumet, J. L., P. Grenand, S. Bahri, F. Grenand, M. Lourd, A. A. dos Santos et A. Gély (1990). "Les Jardins-Vergers Familiaux d'Amazonie Centrale : un exemple d'utilisation de l'espace".Turrialba (40) 1 : 63-81.
Haffer, J. (1969). "Speciation in Amazonian forest birds". Science 165 (3 989) : 131-136.
Hamelin, P. (1992). "Mutations au Brésil. Vue d'Amazonie". Cahier des Sciences Humaines 28 (4) : 727-748.
Hamelin, P. (1991). O fracasso anunciado. *In* P. Léna et A. E. Oliveira (éds), Amazônia. A fronteira agrícola 20 anos depois. Belém, Museu Paraense Emilio Goeldi : 161-175.
Harrison, R. (1992). Forêts. Essai sur l'imaginaire occidental. Paris, Flammarion.
Hastenrath, S. (1997). "Annual cycle of upper air circulation and convective activity over the tropica Americas". Journal of Geophysical Research 102 : 4 267-4 274.
Hébette, J. (1994). O MPST, passado e futuro, glórias e desafios. A historia não se repete. Belém, UFPa/CAT.
Hébette, J. (éd.) (1991). O cerco está se fechando. Belém, Vozes-FASE-NAEA.
Hébette, J. et R. Acevedo (1979). Colonização para quem?. Belém, NAEA/UFPa.
Hecht, S. (1993). "The logic of livestock and deforestation in Amazonia". Bioscience 43: 687-695.
Hecht, S., R. B. Norgaard, et G. Possio (1988). "The economics of cattle ranching in eastern Amazonia". Interciencia 13: 233-240.
Heclo, H. (1978). Issue networks and the executive establishment. *In*. A. King (éd.) The new american political system. Washington, American Enterprise Institute.
Heclo, H. (1974). Modern social politics in Britain and Sweden. New Haven, Yale University Press.
Hemming, J. (1995[1987]). Amazon frontier. The defeat of the Brazilian Indians. London, Papermac.
Hennessy A. (1981). The frontier in the Latin American history. *In* Les phénomènes de "frontière" dans les pays tropicaux. Paris, CREDAL/IHEAL : 9-23.
Hogan, D. J. (2000). A relação entre população e ambiente: desafios para a demografia. *In* H. Torres et H. Costa (éds.), População e moi ambiente. Debates e desafios. São Paulo, Senac : 21-52.
Holdsworth, A. R. et C. Uhl (1997). "Fire in Amazonian selectively logged and the potential for fire reduction". Ecology Applicated 7 : 713-725.
Hostiou, N. (2003). Pratiques et stratégies de gestion des ressources herbagères cultivées par des éleveurs laitiers sur un front pionnier en Amazonie brésilienne: cas du municipe de Uruará. Doctorat Sciences de la terre. Institut National Agronomique de Paris-Grignon.

Houghton, R. A., D. Skole, C. Nobre. J. L. Hackler, K. T. Lawrence et W. H. Chomentowski (2000). "Annual fluxes of carbon from deforestation and regrowth in the Brazilian Amazon". Nature 403 : 301-304.
Huston, M. (1994) Biological diversity: the coexistence of species on changing landscapes. , Cambridge, Cambridge University Press.
Hummel, A. C. (2001). Normas de acesso ao recurso florestal na Amazônia brasileira : o caso do manejo florestal madeireiro. Tese de Mestrado, Universidade do Amazonas et Instituto Nacional de Pesquisas da Amazônia. Manaús.
Humphreys D. (1996). Forest politics. The evolution of international cooperation. London, Earthscan.
Hurrel A. (1992). Brazil and the international politics of Amazonian deforestation. *In* A. Hurrel et B. Kingsbury (éds), The international politics of the environment: actors, interests and institutions. Oxford, Clarenton Press : 398-429.
Husson, J.-P. (2006a). Les forêts, des objets géographiques complexes. *In* M. Galochet (éd.), La forêt. Ressource et patrimoine. Paris : 15-36.
Husson, J.-P. (2006b). Vers des modèles forstiers plurifonctionnels. *In* M. Galochet (éd.), La forêt. Ressource et patrimoine. Paris : 126-154.
Ianni, O. (1978). A luta pela terra. Petropolis, Editora Vozes.
IBAMA/DIREC (2004a). Relatorio sobre a importância da criação prioritaria das unidades de conservação da Terra do Meio. Brasília, IBAMA.
IBAMA/DIREC (2004b). Proposta para criação das unidade de conservação da Terra do Meio - PA / Resultados da missão ao campo. Brasília, IBAMA.
IBAMA/DIREC (2004c). Nota tecnica n°004/2005/DIREC. Brasília, IBAMA.
IBAMA/CNPT (2006a). Estudo socioeconômicos para criação da Reserca extrativista do Rio Iriri. Brasília, IBAMA.
IBAMA/CNPT (2006b). Estudo socioeconômicos para criação da Reserca extrativista do Rio Médio Xingu. Brasília, IBAMA.
IBAMA/CNPT (2004). Relatorio de viagem para localidade Riozinho do Anfrísio visando implantação de Resex. Altamira, IBAMA.
IBAMA/DICOF (2007). Operação de fiscalização no Parque Nacional da Serra do Pardo. Relatório da operação de campo. Brasília, IBAMA.
IBAMA (2002). Informações tecnicas sobre o desmatamento. Brasília, IBAMA.
IBGE (2006). Produção animal no 2° Trimestre de 2006. Brasília, IBGE.
IBGE (2003). Atlas do IBGE. Brasília, IBGE.
IDESP (1991)."Zoneamento Ecologico-Economico do Estado do Pará – 1". Estudos paraense 58.
INCRA/FAO (2000). O novo retrato da agricultura familiar. O Brasil redescoberto. Brasília, FAO/INCRA.
IPCC (2000). Land use, land use change, and forestry special report. Summary for policymakers. Montréal, IPCC.
IPCC (1996). Climate Change 1995 : impacts, adaptations and mitigation of climate change : scientific technical analyses. Intergovernemental Panel on Climate Change. Cambridge, Cambridge University Press.
ISA-MMA (2003). Projeto Realização dos estudos preliminares e formulação de uma proposta técnica para a implantação de um mosaico de unidades de conservação no Médio Xingu. Brásilia, MMA.
Jamin, J. (1985). "Le texte ethnographique. Argument". Etudes rurales 97-98 : 13-24.
Jenkins-Smith, H. et G. St Clair (1993). The politics of offshore energy: empirically testing the advocacy coalition framework. *In* H. Jenkins-Smith et P. A. Sabatier (éds), Policy change and learning. Boulder, Westview Press : 149-176.

Jenkins-Smith, H. (1991). "Alternative thories of the policy process : reflections on research strategy for study of nuclear waste policy". Political science and politics 24 : 157-166.
Jipp, P., D. C. Nepstad et K. Cassle (1998). "Deep soil moisture storage and transpiration in forests and pastures of seasonally-dry Amazonia". Climatic Change 2-3 (39) : 395-412.
Joly, C. A. et C. E. M. Bicudo (éds) (1998). Biodiversidade do Estado de São Paulo, Brasil : síntese do conhecimento ao final do século XX. São Paulo, FAPESP.
Kaimowitz, D., B. Mertens, S. Wunder et P. Pacheco. (2004). A conexão hambúrger alimenta a destruição da Amazônia. Belém, CIFOR.
Kaimowitz D. et A. Angelsen (1999) Will livestock intensification help sabe latin america's tropical forests ?. Tropical Agronomy Center for Research and Higher Education. Turrialba.
Kaimowitz, D. (1997). Livetock and deforestation in Central America in the 1980s and 1990s : a policy perspective. Bogor, CIFOR.
Kapos, V., E. Wandelli, J. L. Camargo et G. Ganade (1997). Edge-related changes in envirnment and plant responses due to forest fragmentation in central Amazonia . *In* W. F. Laurance et R. O. Bierregaard (éds), Tropical forest remnants : ecology, management, and conservation of fragmented communities. Chicago, University of Chicago Press : 33-44.
Kellman, M. et R. Tackaberry (1997). Tropical environments: the funcionning and management of tropical ecosystem. London, Routledge.
Kervégan, J.-F. (2005). Hegel et l'hegélianisme. Que sais-je ? Presses Universitaires de France.
Kleinman, S. et M. Coop (1993). Emotions and Fieldwork. Newbury Park-Londres, Sage Publications.
Kräutler, E. (1979). Sangue nas pedras. São Paulo, Edições Paulinas.
Kräutler, E. (1978). A moringa quebrada: episódios de uma vida em meio aos índios na mata virgem. Curitiba, Edições Rosário.
Kuhn, T. (1983[1962]). La structure des révolutions scientifiques. Paris, Flammarion.
Landim, L. (2002). ""Experiencia militante" Histórias das assim chamadas ONGs". Lusotopie 1 : 215-239.
Lacoste, Y. (2000). "Nation Brésil". Hérodote 98 : 3-8.
Lacoste, Y. (1998). Vive la nation. Destin d'une idée géopolitique. Paris, Fayard.
Lacoste, Y. (1976). La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre. Paris : Maspero.
Laques, A. E. (2003). Paysages et modèles paysagers : des indicateurs géographiques pour l'analyse des dynamiques spatio-temporelles d'iun front pionnier. Le cas de São Félix do Xingu, Acte Avignon, n°3 publication mise en lighne sur le site de l'UMR ESPAE. Disponible à l'adresse : http://www.geo.unvi-avignon.fr
Larrère C. et R. Larrère (1997). Du bon usage de la nature. Pour un philosophie de l'environnement. Paris, Aubier.
Lascoumes, P. (1994). L'éco-pouvoir : environnements et politiques. Paris, La Découverte.
Latour, B. (2005[1989]). La science en action. Introduction à la sociologie des sciences. Paris, La Découverte.
Latour, B. (1997[1991]). Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique. Paris, La Découverte.
Latour, B. et S.Woolgar (1996[1979]. La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques. Paris, La Découverte.
Laurance, W. F. (1999). "Reflections on the tropical deforestation crisis". Biological Conservation 91: 109-117.

Laurance, W. F., M. A. Cochrane, S. Bergen, P. M. Fearnside, P. Delamônica, C. Barber, S. D'Angelo et T. Fernandes (2001). "The future of the Brazilian Amazon". Science 5 503 (291) : 438-444.
Laurance, W. F. (2001). Fragmentation and plant communities: synthesis and implications for landscape management. *In* R. O. Bierregaard, C. Gascon, T. E. Lovejoy et R. Mesquita (éds), Lessons from Amazonia. The ecology and conservation of fragmented forest.. London-New Haven, Yale University Press : 158-168.
Laurance, W. F., S. G. Laurance, L. V. Ferreira, J. M. Rankin-de Merona, C. Gascon, T. E. Lovejoy (1997). "Biomass collapse in Amazonian forest fragment". Science 278 : 1117-1118.
Laurance, W. F. et R. O. Bierregaard (éds) (1997). Tropical forest remnant. Ecology, management, and conservation of fragmented communities. Chicago, The University of Chicago Press.
La Condamine (2004[1745]). Voyage sur l'Amazone. Paris, La Découverte.
Le Borgne-David, A. (1998). Les migrations pauysannes du sud-Brésil vers l'Amazonie. Le salariat plutôt que la malaria. Paris, L'Harmattan.
Lecerf, Y. (1985). "Lexique ethnométhodologique". Pratiques de formation (analyses), Ethnométhodologies 11-12 : 169-207.
Lee, R. (1995). Dangerous fieldwork. Thousand Oaks, Sage Publication.
Leite J. R. M. et P. de A. Ayal (2003). Novas tendências e possibilidades do direito ambiental no Brasil. *In* A. C. Wolkmer et J. R. M. Leite (éds), Os "novos" direiros no Brasil. Uma visão básica das novas conflituosidades jurídicas. São Paulo, Editora Saraiva : 181-292.
Léna, P. (2005). Préface. *In* C. Albaladejo et X. Arnauld de Sartre (éds), L'Amazonie brésilienne et le développement durable : expériences et enjeux en milieu rural. Paris, L'Harmattan**:** 17-34.
Léna, P. (2002). "Les ONG au Brésil. Une histoire singulière". Lusotopie 1 : 209-214.
Léna, P. (1999). "La forêt amazonienne : un enjeu politique et social contemporain". Autrepart 9 : 97-120.
Léna, P. (1998). Note sur les ONG, le développement durable et la société en Amazonie brésilienne. *In* J.-P. Deler, A. Fauré et P.-J. Roca (éds), ONG et développement - Société, économie, politique. Paris, Karthala : 6 73-680.
Léna, P. (1992a). "Expansion de la frontière économique, accès au marché et transformation de l'espace rural en Amazonie brésilienne". Cahiers des Sciences Humaines 28 (4) : 579-601.
Léna, P. (1992b). "Trajectoire sociales, mobilité spatiale et accumulation paysanne en Amazonie brésilienne : un exemple en Rondônia". Cahier des Sciences Humaines 28 (2) : 209-234.
Léna, P. (1991). La difficile émergence d'une petite agriculture amazonienne au Brésil. *In* Politiques d'aménagement en milieux fragiles. Paris, L'Harmattan : 87-104.
Léna, P. (1986). "Aspects de la frontière amazonienne". Cahiers des Sciences Humaines 22 (3-4) : 319-343.
Léna, P. et A. E. Oliveira (1991). Notas sobre expansão de fronteiras e desenvolvimento na Amazônia. *In* P. Léna et A. E. Oliveira (éds) Amazônia. A fronteira agrícola 20 anos depois. Belém, Museu Paraense Emilio Goeldi : 9-20.
Leopold, A. (1987[1949]). Sand County Almanach. Madison, The University of Wiscousin.
Leroy, J. P. (2003). Direito Humano ao meio ambiente. *In* J. L. Benvenuto (éd.), Relatório brasileiro sobre Direitos Humanos econômicos, sociais e culturais 2003. Recife-São Paulo, Plataforma Brasileira de Direitos Humanos econômicos, sociais e culturais : 6-47.

Leroy, M. (2006[2004]). Gestion stratégique des écosystèmes du fleuve Sénégal. Actions et inactions publiques internationales. Paris, L'Harmattan.
Lescure, J.-P., F. Pinton et L. Emperaire (1994). People and forest products in Central Amazonia : a multidisciplinary approch of extractivism. *In* M. Clüsener-Godt et I. Sachs (éds), Extractivism and the Brazilian Amazon; Perspectives on Regional Development.. Paris UNESCO : 58-88.
Leservoisier, O. (2005). L'anthropologie réflexive comme exigence épistémologique et méthodologique. *In* O. Leservoisier (éd.), Terrains ethnographiques et hierarchies sociales. Retour réglexif sur la situation d'enquête. Paris, Karthala : 5-32.
Leservoisier, O. (éd.) (2005). Terrains ethnographiques et hierarchies sociales. Retour réglexif sur la situation d'enquête. Paris, Karthala.
Lévêque C. (2003). Vous avez dit nature… Quelle place pour l'homme dans les sciences écologiques ?. *In* C. Lévêque et S. v. d. Leuuw (éds), Quelles natures voulons-nous? Pour une approche socio-écologique du champ de l'environnement. Paris, Elesevier : 24-43.
Lévêque C. (1997). La biodiversité. Que sais-je. Paris, Presses Universitaires de France.
Lewinsohn, T. M. and P. I. Prado (2004). Biodiversidade brasileira : sintese do estado atual do conhecimento. São Paulo, Contexto.
Lewinsohn, T. M. and P. I. Prado (2005). "How many species are there in Brazil ?". Biological Conservation 19 (3): 619-624.
Le Moigne, J.-L. (1999[1995]). Les épistémologies constructivistes. Que sais-je ?. Paris, Presses Universitaires de France.
Le Prestre, P. (2005[1997]). Protection de l'environnement et relations internationales : les défis de l'écopolitique mopndiale. Paris, Dalloz.
Le Prestre, P. (2005). Les ONG et l'efficacité du système de gouvernance de la Convention sur la diversité biologique. *In* C. Aubertin (éd.), Représenter la nature? ONG et biodiversité. Paris, IRD-Éditions : 145-177.
Le Tourneau F.-M. (2006). "Enjeux et conflits autour des territoires amérindiens en Amazonie brésilienne". Problèmes d'Amérique Latine : 71-91.
Lima, D. M. (2002). "Éthique et politique environnementale en Amazonie contemporaine". Lusotopie 1 : 13-23.
Lima, D. et J. Pozzobon (2005). "Amazônia socioambiental: sustentabilidade ecológica e diversidade social". Estudos Avançados 54 (19) : 45-76.
Lins, G. F. (2003). "Os primeiros passos do governo Lula". CientiFico 3 (2).
Little, P. E. (2004). Ambientalismo e Amazônia: encontros e desencontros. *In* D. Sayago, J.-F. Tourrand et M. Bursztyn (éds), Amazônia : cenas e cenários.Brasília, Editora UnB : 321-344.
Little, P. E. (2003). Os desafios da politica ambiental no Brasil. *In* P. E. Little (éd.), Politicas ambientais no Brasil. Analises, instrumentos e experiencias. São Paulo-Brasília, Peiropolis-IIEB : 17-25.
Little, P. E. (2001). Amazonia: territorial struggles on perennial frontiers. Baltimore, The John Hopkins University Press.
Liu, K. B. et P. A. Colinvaux (1988). "A 5200-year history of Amazon rain forest". Journal of biogeography 15 : 231-248.
Livet, P. (2002). Emotions et rationalité morale. Paris, Presses Universitaires de France.
Lopez, F. G. (2004). "A política cotidianoa dos vereadores e as relações entre executivo e legislativo em âmbito municipal; o caso do município de Araruama". Revista de Sociologia e Política 22. Disponible à l'adresse : <http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0104-44782004000100012&lng=en&nrm=iso>

Losonczy, A.-M. (2004). De l'énigme réciproque au co-savoir et au silence. Figures de la relation ethnographique. *In* C. Ghasarian (éd.), De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux. Paris, Armand Colin : 91-102.
Lourau, R. (1970). L'analyse institutionnelle. Paris, Les éditions de minuit.
Loureiro V. R. et J. N. A. Pinto. (2005). "A questão fundiariária na Amazônia". Estudos Avançados 54 (19) : 77-98.
Lovejoy, T. E., R. O. Bierregaard, A. B. Rylands, J. R. Malcolm, C. E. Quintela, L. E. Harper, K. S. Brown, A. H. Powell, H. O. R. Shubart et M. B. Hays (1986). *In* M. Soulé (éd.), Edge and other effect on isolation on Amazon rainforest fragment in Conservation biology : the science of scarcity and diversity.. Sunderland, Sinauer : 257-285.
Lovejoy, T. E. et E. Salati (1983). Precipitating change in Amazonia. *In* E. F. Moran (éd.), The dilemma of Amazonian development. Boulder, Westview Press : 211-218.
Lowi, T. (1969). The End of Liberalism. New York, Norton.
Machado R. B. et L. M. de S. Aguiar (2001). Desmatamentos na Amazônia e conseqüencias para a biodiversidade. *In* Causas e diâmicas do desmatamento na Amazônia. Brasília, MMA : 225-234.
Machado, P. L. (2002). Direito ambiental brasileiro. São Paulo, Malheiros.
MacFarland, A. (1987). "Interest groups and theories of power in America". British Journal of Political Science 17 : 129-147.
Mac Faragher J. (1994). Frederick Jackson Turner and the frontier. *In* Rereading Frederick Jackson Turner. "The significance of the frontier in American history" and other essays. With commentary by John Mack Faragher. New Haven & London, Yale University Press : 1-10.
Mahar, D. J. (1978). Frontier development policy in Brasil. A study of Amazonia. New York, Praeger.
Malinowski, B. (1989[1922]). Les Argonautes du Pacifique occidental. Paris, Gallimard.
Mantega, G. (2003). A nova estratégia de crescimento sustentado. *In* J. P. R. Velloso (éd.), Governo Lula. Novas prioridades e desenvolvimento sustentado.. Rio de Janeiro, José Olympio : 61-68.
March, J. G. and H. A. Simon (1965[1958]). Les organisations. Paris, Dunod.
Marc E. et D. Picard (2002[2000]). L'école de Palo Alto. Un nouveau regard sur les relations humaines. Paris, Retz/VUEF.
Marés, C. F. (2003). A função social da terra. Porto Alegre, Fabris.
Margulis, S. (2003). Causas do desmatamento da Amazônia brasileira. Brasilia, Banco Mundial-Brasil.
Marinho, Z. (2006). Projet de loi 6479/2006 "Altera os limites do Parc nacional da Serra do Pardo". Présenté à la séance plénière du 16.01.2006. Brasília. Câmara dos Deputados Federal.
Martins, J. S. (1997). Fronteira: a degradação do outro nos confins do humano. São Paulo, Hucitec.
Martins, J. de S. (1981). Os camponeses e a política no Brasil. Petropolis, Vozes
Martins, J. de S. (1980). Expropriação e violência; a questão política no campo. São Paulo, Hucitec.
Martins, J. de S. (1975). Capitalismo e tradicionalismo. São Paulo, Livraria pioneira.
Mattos, M. et C. Uhl (1996). Perpectivas econômicas e ecológicas da pecuária na Amazônia oriental na década de 90 : o caso de Paragominas. *In* O. Almeida (éd.), A evolução da fronteira amazônica - opotunidade para um desenvolvimento sustentável. Belém, IMAZON : 32-65.

Mattos, M. M et C. Uhl (1994). "Economic and ecological perspectives on ranching in the Eastern Amazon". World Development 2 (22): 145-158.
Mazoyer M. et L. Roudart. (2002[1997]). Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine. Paris, Seuil.
Mauss, M. (2003[1950]). Sociologie et anthropologie. Paris, Presses Universitaires de France.
Meave, J. et M. Kellman (1994). Maintenance of rain forest plant diversity in tropical riparian forest fragments: implications for species conservation during Pleistocene drought. Journal of Biogeography 21: 121-135
Medina, G. et P. Shanley (2004). "Big trees, small favors: loggers and communities in Amazônia". Bois et Forêts des Tropiques 4 (282) : 19-25.
Mello, N. A. (2002). Políticas públicas territoriais na Amazônia brasileira: conflitos entre conservação ambiental e desenvolvimento - 1970 a 2000. Tese de doutorado. Departamento de Geografia. Universidade de São Paulo e Université de Paris X-Nanterre.
Mello, N. A. et H. Théry. (2006). "Entre les fronts de développement, les initiatives pour la préservation de l'environnement de la Grande Amazonie". Problèmes d'Amérique Latine : 9-28.
Mello, N. A. et H. Théry. (2004). "Amazonie, sein de la terre". IRIS 27 : 171-196.
Mello, N. A. et H. Théry. (2002). "L'Etat brésilien et l'environnement en Amazonie : évolutions, contradictions et conflits". L'Espace géographique 1 : 3-20.
Mello, N. A., R. Pasquis et H. Théry. (2004). L'Amazonie "durable" de Marina Silva. *In* D. Rolland et J. Chassin (éds), Pour comprendre le Brésil de Lula. Paris, L'Harmattan : 169-185.
Mendes F. (1990[1989]). Mon combat pour la forêt. Le dernier témoignage du leader brésilien assassiné par Gilles Perault. Paris, Seuil.
Menezes, M. A. (2001). O controle qualificado do desmatamento e o ordenamento territorial na regiã amazonica. *In* Causas e dinamicas do desmatamento na Amazônia. Brasília, MMA : 103-151.
Mercadante, M. (2001). Uma década de debate e negociação: a história da elaboração do SNUC. *In* A. H. Benjamin (éd.), Direito ambiental das áreas protegidas: o regime jurídico das unidade de conservação. Rio de Janeiro, Forense Universitaria : 190-230.
Mermet, L. (2007[1998]). L'Analyse stratégique de la gestion environnementale illustrée par les tribulations d'un noyau relictuel de population d'ours brun dans les Pyrénées Occidentales françaises. Paris, Engref-éditions.
Mermet, L. (2007). Propositions néo-soupçonneuses : une convention critique pluraliste et dialogique (scéance conclusive). (audio, conférence du 29 juin 2007), Recherches Exposées En Ligne REEL-RGTE.
Mermet, L. (2006a). Procéder à une analyse environnementale, gestionnaire et stratégique de problèmes écologiques : un retour sur la genèse et les références fondatrices de l'ASGE (audio, conférence du 11 mai 2006), Recherches Exposées En Ligne REEL-RGTE.
Mermet, L. (2006b). L'homme qui a vu l'ours qui a vu l'homme : 10 ans de recherche-ingérence sur le dossier de l'ours en Béarn (audio, conférence du 16 juin 2006), Recherches Exposées En Ligne REEL-RGTE.
Mermet, L. (2005a). Concertation orchestrée ou négociation décisives ? Programme Concertation, Décision et Environnement. Tome 1 : moments et modes de recherche d'accord sur les projets d'infrastructure qui mettent en jeu l'environnement et les ressources naturelles. Paris, ENGREF-Editions.
Mermet, L. (2005b). Recherche environnementale sur la société : lancement d'une démarche analytique et critique. (audio, conférence du 27 janvier 2005), Recherches Exposées En Ligne REEL-RGTE.

Mermet, L. (2004). Ouvrir de nouveaux espaces critiques : clarifier, renouveler, "pluraliser" les ancrages normatifs des recherches. (audio, conférence du 19 janvier 2004). Recherches Exposées En Ligne REEL-RGTE.
Mermet, L. (2002). "L'Homme ou la vie sauvage ? La société locale ou la bureaucratie centrale? Faux dilemmes et vrais rapports de force". Responsabilité Environnement 21 : 9-21.
Mermet, L. (1994). La gestion de l'environnement comme problématique de recherche. Mémoire de demande d'Habilitation à Diriger des Recherches - Sciences de la Gestion.
Mermet, L. (1992). Stratégies pour la gestion de l'environnement. La nature comme jeu de société ? Paris, L'Harmattan.
Mermet, L. (1991). "Dans quel sens pouvons-nous gérer l'environnement ?". Gérer et comprendre. Annales des Mines 22: 68-81.
Mermet, L., R. Billé, M. Leroy, J. B. Narcy, X. Poux. (2005). "L'analyse stratégique de la gestion environnementale : un cadre théorique pour penser l'efficacité en matière d'environnement". Natures, Sciences, Sociétés 13 : 127-137.
Mertens, B., R. Poccard-Chapuis, M.-G. Piketty, A.-E. Lacques et A. Venturieri, (2002)."Crossing spatial analyses and livestock economics to understand deforestation processes in the Brazilian Amazon: the case of São Félix do Xingú in South Pará". Agricultural Economics 27 : 269–294.
Michon, G., H. de Foresta et P. Levang (2000). De la forêt aux jardins (Sumatra, Indonésie). *In* Y. Gillon, C. Chaboud, J. Boutrais et C. Mullon (éds), Du bon usage des ressources renouvelables. Paris, IRD-Editions : 223-239.
Michon, G et Bouamrane M. (2000). Artificialisation et nature. Continuité en agroforêt. *In* Y. Gillon, C. Chaboud, J. Boutrais et C. Mullon (éds), Du bon usage des ressources renouvelables. Paris, IRD-Editions : 53-73.
Mintrom, M. et S. Vergari. (1996). "Advocacy coalitions, policy entrepreneus, and policy change". Policy Studies Journal 24 : 420-434.
Mittermeier, R. A., Ayres J. M. et G. A. B. da Fonseca (1992). O país da megadiversidade. Ciência Hoje 81 (14) : 20-27.
Mittermeier, R. A., G. A. B. Da Fonseca, A. B. Rylands et K. Brandon (2005). "A brief history of biodiversity conservation in Brazil". Conservation Biology 3 (19) : 601-607.
Mittermeier, R. A. (1997[1988]). Diversidade de primatas e floresta tropical. Estudos de casos do Brasil e de Madagascar e a importância dos paises com megadiversidade. *In* W. O. Wilson et F. M. Peters (éds), Biodiversidade. Rio de Janeiro, Editora Nova Fronteira : 186-197.
Molinier, M., J.L. Guyot, L. Callede, V. Guimarães, E. Oliveira et N. Flizola (1997). Hydrologie du bassin amazonien. *In* H. Théry (éd.). Environnement et développement en Amazonie brésilienne. Paris, Belin : 24-41.
Monbeig, P. (1984). Pioneiros e fazendeiros de São Paulo. São Paulo, Editora Hucitec/Editora Polis.
Monbeig, P. (1981). Les mouvements pionniers en Amérique Latine. *In* Les phénomènes de "frontière" dans les pays tropicaux. Table ronde organisée en l'honneur de Pierre Monbeig. Paris, IHEAL : 49-58.
Monbeig, P. (1966). Les franges pionnières. *In* Géographie générale. Paris, Gallimard : 974-1006.
Monclaire, S. (2006a). Pouvoir gouverner. *In* S. Monclaire et J. F. Deluchet (éds), Gouverner l'intégration : les politiques nationale et internationale du Brésil de Lula. Editions Pepper, Paris.
Monclaire, S. (2006b). Histoire d'un désenchantement ou le bilan politique du Brésil de Lula. *In* D. van Eeuwen (éd.), Le nouveau Brésil de Lula. Paris, Aubier : 239-270.

Monclaire, S. et J. F. Deluchet (éds) (2006). Discours de politique étrangère du président Lula (Paris - Sorbonne 13 juillet 2005). *In* S. Monclaire et J. F. Deluchet (éds), Gouverner l'intégration : les politiques nationale et internationale du Brésil de Lula. Editions Pepper, Paris.

Monroy, M. et A. Fournier (1997). Figures du conflit. Une analyse systémique des situations conflictuelles. Paris, Presses Universitaires de France.

Moran, E. F. (1990). Private and public colonisation schemes in Amazonia. *In* D. Goodman et A. Hall (éds), The future of Amazonia. Destruction or sustainable development ?. London, The Macmillan Press : 71-89.

Mourão, P. L. (2000). Os impactos dos projetos financiados pelo FNO-Especial nos sistemas de produção familiar do estado do Pará. *In* L. R. Tura et F. A. Costa (éds), Campesinato e Estado na Amazônia. Impacto do FNO no Pará. Belém, Brasília Jurídica-FASE :129-175

Moutinho, P. and D. Nepstad (2001). As funções ecologicas dos ecossistemas florestais : implicações para a conservação e uso da biodiversidade amazonica. *In* J. P. R. Capobianco, A. Veríssimo, A. Moreira, D. Sawyer, I dos Santos et L. P. Pinto (éds), Biodiversidade na Amazônia brasileira. Avaliação e ações prioritarias para a conservação, uso sustentavel e repartição de beneficios. São Paulo, ISA-Estação Liberdade : 177-182.

Munro, J. (1993). California water Politics: Explaining Policy Change in a Cognitively Polarized Subsystem. *In* P. Sabatier et H. Jenkins-Smith (éds), Policy change and learning. Boulder, Westview Press : 105-128.

Murcia, C. (1995). "Edge effects in fragmented forests: implications for conservation. Trends". Ecology 10 : 58-62.

Muzart-Fonseca, I. S. et D. Rolland (2006). Pour une lecture contemporaine des réalités et des imaginaires de la terre au Brésil. *In* I. S. Muzart-Fonseca et D. Rolland (éds), La Terre au Brésil, de l'abolition de l'esclavage à la mondialisation. Paris, L'Harmattan : 7-14.

Musumeci, L. (1988). O mito da terra liberta. Colonização espontânea, campesinato e patronagem na Amazônia Oriental. São Paulo, Vertice-Anpocs.

Myers, N. (1984). The primary source: tropical forest and our future. New York, W. W. Norton.

Myers, N. (1981). "The hamburger connection : how Central America's forests bacame North America's hamburger". Ambio 10 : 3-8.

Narcy, J.-B. (2000). Les conditions d'une gestion spatiale de l'eau. Le monde de l'eau face aux filières de la gestion des espaces. Thèse de doctorat en Sciences de l'Environnement de l'ENGREF. Paris.

Nepstad, D. C., S. Schwartzman, M. Bamberger, M. Santilli, A. Alencar, D. Ray, P. Schlesinger (2006). "Inhibitatations of Amazon deforestation and fire by parks and indigenous reserves". Conservation Biology 1 (20) : 65-73.

Nepstad, D. C., C. M/ Stickler et O. T. Almeida (2006). "Globalization of the Amazon soy and beef industries oppurtunities for conservation". Conservation Biology 6 (20):1 595-1 603.

Nepstad, D. C., D. Mc Grath, A. Alencar, A. C. Barros, G. Carvalho, M. Santilli et M. del C. Vera Diaz (2002). "Enhanced : frontier governance in Amazonia". Science 5 555 (295) : 629-631.

Nepstad, D. C., A. Veríssimo, A. Alencar, C. Nobres, E. Lima, P. Lefebvre, P. Schlesinger, C. Potter, P. Moutinho, E. Mondoza, M. Cochrane et V. Brooks (1999). "Large-scale impoverishment of Amazonian forests by logging and fire". Nature 398 : 505-508.

Nepstad, D. C., A. Moreira, A. Veríssimo, P. Lefebvre, P. Schlesinger, C. Potter, C. Nobre, C. A. Setzer, T. Krug, A. Barros, A. Alencar, A. Pereira (1998). "Forest fire prediction and prevention in the Brazilian Amazon". Conservation Biology 12 : 951-955.
Nepstad, D. C., C. R. de Carvalho, E. A. Davidson, P. H. Jipp, P. A. Lefebvre, G. H. Negreiros, E. D. da Silva, T. A. Stone, S. E. Trumbore et S. Vieira (1994). "The role of deep roots in the hydrological and carbon cycles of Amazonian forests and pastures". Nature 372 : 666-669.
Nepstad, D. C., C. Uhl et A. Serrão (1990). Surmounting barriers to forest regenaration in abandoned, highly degraded pastures: a case study from paragominas, Pará, Brazil. *In* A. B. Anderson (éd.), Alternatives to deforestation. Steps toward sustainable use of the Amazon rain forest. New York, Columbia University Press: 215-229.
Nepstad, D. C., P. Jipp, P. R. d. S. Moutinho, G. H. d. Negreiros et S. Vieira (1995). Forest recovery following pasture abandonment in Amazônia : canopy seasonality, fire resistance and ants. *In* D. Rapport (éd.), Evaluating and monitoring the health of large-scale ecosystems. New York, Springer-Verlag : 333-349.
Neveu, E. (2005[1996]). Sociologie des mouvements sociaux. Paris, La Découverte.
Nobre, C. A., P. J. Sellers et J. Shukla (1991) "Amazonian deforestation and regional climate change". Journal of Climate 4 : 957-988.
Nunes, W. S. (1998).Conversando com o Xingu. Belém, Unigraf.
Oledeman, R. A. (1974). L'architecture de la forêt guyannaise. Mémoires ORSTOM n°73. Paris, ORSTOM.
Oliveira, J. P. F. (1979). "O caboclo e o brabo". Encontros com a Civilizaçao Brasileira 11 : 101-140.
Olivier de Sardan, J.-P. (2003). "Observation et description en socio-anthropologie". Enquête « Pratique de la description » : 13-39.
Olivier de Sardan, J.-P (2000). "Le "je" méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain". Revue française de sociologie 41 (3): 417-445.
Olivier de Sardan, J.-P. (1995). "La politique de terrain. Sur la production des données en anthropologie". Enquête 1: 71-109.
Olson, M. (1971[1965]). The logic of collective action. Public goods and the theory of groups. Cambridge-London, Harward University Press.
Ost, F. (2003[1995]). La nature hors la loi. L'écologie à l'épreuve du droit. Paris, La Découverte.
Ostrom, E. (2003[1990]). Governing the commons. The evolution of institutions for collective action. Cambridge-New York, Cambridge university press.
Pádua, J.-A. (2004[2002]). Um sopro de destruição. Pensamento politicoe critica ambientalno Brasil escravista (1786-1888). Rio de Janeiro, Zahar.
Pádua, J.-A. (1997). Natureza e Projeto Nacional: nacimento do ambientalismo brasileiro. *In* E. Svirsky et J. P. Capobianco (éds), Ambientalismo no Brasil: passado, presente e futuro. São Paulo, ISA-Secretaria do Meio Ambiente do Estado de São Paulo : 13-18.
Pádua, J.-A. (1987). Natureza e projeto nacional: as origens da ecologia politica no Brasil. *In* J. A. Pádua (éd.), Ecologia e politica no Brasil. Rio de Janeiro, Editora Espaço e Tempo. 11-62.
Pádua, M. T. J. (1978) "Categorias de Unidade de Conservação – Objetivos de Manejo". Boletim FBCN 13 : 78-84.
Paiva, R. M. (1971). "Modernização e dualismo tecnológico na agricultura brasileira". Pesquisa e planejamento econômico vol. 4. Rio de Janeiro, IPEA.
Panigo, D. et C. Quenan (2004). La situation macroéconomique du Brésil 2003-3004 : un bilan préliminaire. *In* D. Rollan et J. Chassin (éds), Pour comprendre le Brésil de Lula. Paris, L'Harmattan : 81-93.

Pascal, G. (1986 [1968]). Les grands textes de la philosophie. Paris, Bordas.
Passeron, J.-C. (2006 [1991]). Le raisonnement sociologique. Un espace non poppérien de l'argumentation. Paris, Albin Michel.
Pavé, F. (1994). Une stratégie pour l'analyse stratégique. *In* F. Pavé (éd.), Colloque de Cerisy - L'analyse stratégique. Sa genèse, ses applications et ses problèmes actuels. Autour de Michel Crozier. Paris, Seuil : 99-108.
Pasquis, R., B. F. Nunes, F.-M. Le Tourneau, N. A. de Mello et L. Machado (2003). As Amazônias, um mosaico de visões sobre a região. Estudo realizado para o Banco Mundial.
PCA (2002a). Relatório de II Etapa : Capacitação do fórum DLIS São Félix do Xingu. Belém, SEBRAE.
PCA (2002b). Agenda local para negociação São Félix do Xingu. Belém, SEBRAE.
PCA (2002c). Diagnóstico participativo local. Belém, SEBRAE.
Peixoto, R. (1996). "A cultura politica na fronteira do Sul do Pará". Lusotopie: 253-269.
Peixoto, R. (1996). La culture politique sur la frontière sud du Pará. Lusotopie 1 : 253-269.
Peres, C. A. (2005)."Why we need megareserves in Amazonia". Conservation Biology 19 (3): 728-33.
Peres, C. A. (2002). Expandindo as redes de áreas de conservação na última fronteira selvagem: o caso da Amazônia brasileira. *In* J. Terborgh, C. van Shaik, L. Davenport, M. Rao (éds), Tornando os parques eficientes : estratégia para a conservação da natureza nos trópicos. Curitiba, Fundação Boticario : 163-174
Peres, C. A. (2000). "Effects of subsistence hunting on vertebrate community structure in Amazonian forests". Conservation Biology 1 (14) : 240-253.
Peres, C. A. (1996). "Population status of white-lipped Tayassu pecari and collared peccaries T. tacaju in hunted an unhunted Amazonian forests". Biological Conservation 77 : 115-123.
Peres, C. A. (1990). "Effects of hunting on western Amazonian primate communities". Biological Conservation 54 : 47-59.
Peres, C. A. et J. W. Terborgh (1995). "Amazonian nature reserves: an analysis of the defensibility status of existing conservation units and desing criteria for the future". Conservation Biology 1 (9) : 34-46.
Peres, C. A. et B. L. Zimmerman (2001). "Perils in parks or parks in peril? Reconciling conservation in Amazonian reserves with and without use. Conservation Biology 15 : 793-797.
Perroux, F. (1969[1961]). L'économie du 20ème siècle. Presses Universitaires de France.
Perz, S. G. (2002). Population Growth and Net Migration in the Brazilian Legal Amazon, 1970-1996. *In* C. H. Wood et R. Porro (éds), Deforestation and Land Use in the Amazon. University Press of Florida, Gainesville : 95-106.
Phillips, O. L., Y. Malhi, N. Higuchi, W. F. Laurance, P. Nunez, R. Vasquez, S. Laurance, L. Ferreira, M. Stern, S. Brown et J. Grace (1998). "Changes in carbon balance of tropical forests : evidence from long-term plots". Science 5 388 (282) : 439-442.
Piaget, J. (1968). Le structuralisme. Que sais-je ? Paris, Presses Universitaires de France.
Picon B. (2003). Problématique environnementale et représentations de la Nature. *In* C. Levêque, S. Van des Leeuw et I. Reynier (éds), Quelles natures voulons-nous ?. Paris, Elsevier : 76-85.
Piketty M.-G., J. B. Veiga, J.-F. Tourrand, A. M. Alves, R. Poccard-Chapuis, M. C. Thales, N. Hostiou et A. Venturieri. (2004). Por que a pecuária esta avançando na Amazônia Oriental?. *In* D. Sayago, J.-F. Tourrand et M. Bursztyn (éds), Amazônia : cenas e cenários. Brasília, Editora UnB : 169-189.

Piketty, M.-G., J. B. Veiga, R. Poccard-Chapuis et J.-F. Tourrand (2002). "Le potentiel des systèmes agroforestiers sur les fronts pionniers d'Amazonie brésilienne". Bois et forêts des tropiques 72: 75-87.
Pinto, J. N. A. (2005a). Terra do Meio. Estudo de caso na nova fronteira amazônica. Mestrado em sociologia. Belém, Universidade Federal do Para.
Pinto, J. N. A. (2005b). A Terra do Meio: a última fronteira do medo. *In* Violação dos direitos humanos na Amazônia: conflito e violência na fronteira paraense. Goânia-Rio de Janeiro-Curitiba, CPT-Justiça Global-Terra de Direitos : 103-112.
Pinton, F. et C. Aubertin (2000). L'extractivisme entre conservation et développement. *In* Y. Gillon, C. Chaboud, J. Boutrais et C. Mullon (éds), Du bon usage des ressources renouvelables. Paris, IRD Editions : 241-255.
Pinton, F. et C. Aubertin (1996). Extractivisme et développement régional. *In* L. Emperaire (éd.), La forêt en jeu : l'extractivisme en Amazonie Centrale. Paris, Orstom/Unesco : 145-153.
Pinton, F. et L. Emperaire (1996). La farine de manioc, un rouage des systèmes extractivistes. *In* L. Emperaire (éd.), La forêt en jeu : l'extractivisme en Amazonie Centrale. Paris, Orstom/Unesco : 51-62.
Pinton, F. et L. Emperaire (1992). "L'extractivisme en Amazonie brésilienne : un système en crise d'identité". Cahier des Sciences humaines 28 (4): 685-703.
Piotet, F. et R. Sainsaulieu (1994). Méthodes pour une sociologie de l'entreprise. Paris, Presses de Sciences Po.
Pires, J. M. et G. T. Prance (1985). The vegetation types of Brazilian Amazon. *In* G. T. Prance et T . Lovejoy (éds), Key environments : Amazonia. New York, Pergamon Press : 109-145.
Poccard-Chapuis, R. (2004). Les réseaux de la conquête. Filières bovines et structuration de l'espace sur les fronts pionniers d'Amazonie Orientale brésilienne. Thèse de Doctorat en Géographie. Université Paris X - Naterre. Paris.
Pontes, F. Jr., E. Castro, R. Araújo, M. A. Menezes (2004). Terra do Meio : poder, violência e desenvolvimento. Idéias e debate n°7. Bélem, Museu Paraense Emílio Goeldi.
Popper, K. R. (1973[1959]). La logique de la découverte scientifique. Paris, Payot.
Posey, D. (1987). Manejo da floresta secondária; capoeiras, campos e cerrados (Kayapó). *In* B. Ribeiro (éd.), Suma etnológica brasileira. vol. I. Petrópolis, Vozes.
Poutignat, P. et J. Streiff-Fenart. (1995). Théories de l'ethnicité. Paris, Presses Universitaires de France.
Powell, A. H. et G. V. N. Powell (1987). "Population dynamics of male euglossine bees in Amazonian forest fragments". Biotropica 19 : 176-179.
Prance, G. T. (1974). "Phytogeographic support for theory of pleistocene forest refuges in the Amazon brassin". Acta Amazônica 3 (3) : 5-28.
Prefeitura SFX (2004). Projeto Xingu de gestão ambiental compartilhada. Brasília, MMA.
Primack, R. B. et E. Rodrigues (2001). Biologia da conservação. Londrina, E. Rodrigues.
PROGE (2004a). Parecer n°0017/2005-PROGE/COEPA. Brasília, PROGE
PROGE (2004b). Parecer n°0026/2005-PROGE/COEPA. Brasília, PROGE.
Pulman, B. (1988). "Pour une histoire de la notion de terrain". Gradhiva 5 : 21-30.
Quenan, C. (2006a). L'économie brésilienne à la veille des élections de 2006. *In* D. van Eeuwen (éd.) Le nouveau Brésil de Lula. Paris, Aubier : 85-102.
Quenan, C. (2006b). Diminuer la vulnérabilité externe. *In* S. Monclaire et J. F. Deluchet (éds), Gouverner l'intégration : les politiques nationale et internationale du Brésil de Lula. Editions Pepper, Paris.
Quintão, A. B. (1983). Evolução do conceito de parques nacionais e sua relação com o processo de desenvolvimento. Brasil Florestal 54 : 13-28.

RADAMBRASIL (1968-1978). Levantamento de Recursos Naturais. vols 1-18. Rio de Janeiro, Ministério de Minas e Energia. Departamento Nacional de Produção Mineral.
Ramos, A. (2005). "Impasses de la politique environnementale du gouvernement Lula". EcoRev' 20.
Rankin-de Merona, J. M. et R. W. Hutching (2001). Deforestation effects at the edge of an amazonian forest fragment: tree mortality, damage and recruitment. *In* R. O. Bierregaard, C. Gascon, T. E. Lovejoy et R. Mesquita (éds), Lessons from Amazonia. The ecology and conservation of fragmented forest. London-New Haven, Yale University Press : 107-119.
Redford, K. H. (1992). "The empty forest". BioScience 42 : 412-422.
Rego, A. H. (2006). Repères chronologiques. *In* I. M.-F. Santos et D. Rolland (éds), La Terre au Brésil, de l'abolition de l'esclavage à la mondialisation. Paris, L'Harmattan : 17-19.
Reigota, M. A. S. (2006). A educação ambiental frente ao esfacelamento da cidadania no governo Lula. *In* XI Simpósio Brasileiro de Pesquisa e Intercâmbio Cientifico da Associacão Nacional de Pós-graduacão em Psicologia, 2006, Florianópolis. Anais do XI Simpósio da Anpepp.
Revault d'Allonnes, C. (1989). Psychologie clinique et démarche clinique. *In* C. Revault d'Allonnes (éd.), La démarche clinique en sciences humaines. Paris, Bordas : 17-34.
Reynaud, J.-D. (2004[1997]). Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale. Paris, Armand Colin.
Rhodes, R. A. W. et D. Marsh (1995). Les réseaux d'action publique en Grande-Bretagne. *In* P. Le Galès et M. Thather (éds), Les réseaux de politique publique. Débat autour des policy networks. Paris, L'Harmattan : 31-68.
Ribeiro, D. (1986[1970]). Os Índios e a Civilização (A integração das populações indígenas no Brasil moderno). Petrópolis, Vozes.
Ricardo R. A et P. Léna. (1992). "Da luta para os direitos das minorias ao sócio-ambientalismo. Trajetória da maior ONG brasileira do gênero, o Instituto socioambiental". Lusotopie 1 : 283-291.
Ricoeur, P. (1995). La place du politique dans une conception pluraliste des principes de justice. *In* J. Affichard et J.-B. de Foucault (éds), Pluralisme et équité. La justice sociale dans les démocraties. Paris, Editions Esprit : 71-84.
Rocha, C. G. S., P. A. da Silva, S. A. de Carvalho et I. Salgado (2005). Diagnóstico sócio-econômico da Reserva extrativista Riozinho do Anfrísio. Altamira, UFPa-LAET-CPT Altamira-STR Altamira-FVPP-AMORA-CIFOR-MMA.
Rochel, X. (2006). Les anciennes fonctions forestières : conflit, compromis et partages. *In* M. Galochet (éd.), La forêt. Ressource et patrimoine. Paris : 155-169.
Rodan, B. D., A. C. Newton et A. Veríssimo (1992). "Mahogany conservation: status and policy initiatives". Environmental Conservation 19 : 331-338.
Rodrigues, M. A. (2006). Les Communautés ecclésiales de base au Brésil. Genèse, structure et fonctions. Paris, L'Harmattan.
Rodrigues, A. S. L. et K. J. Gaston (2001). "How large do reserve network need do be?". Ecology Letters 4 : 602-609.
Rolston H. III (1993). Challenges in Environemental ethics. *In* M. E. Zimmerman (éd.), Environmental philosophy. From animal right to radical ecology : 135-157.
Rouquié, A. (2006). Le Brésil dans le monde : activisme diplomatique et la promotion internationale. *In* D. van Eeuwen (éd.), Le nouveau Brésil de Lula. Paris, Aubier : 329-343.
Rosière, S. (2003). Géographie politique et géopolitique. Une grammaire de l'espace politique. Paris, Ellipses.

Rossi, G. (2001). L'ingérence écologique. Environnement et développement rural du Nord au Sud. Paris, CNRS Editions.
Rossi, G. (1998). À propos de quelques paysages forestiers et de leurs gestions. Essai autour de quelques interrogations. *In* G. Rossi, P. Lavigne Delville et D. Narbeburu (éds), Sociétés rurales et environnement. Gestion des ressources et dynamiques locales au Sud. Paris-Paris-Talence, Karthala-GRET-REGARDS : 97-118.
Ruellan, D. (1990). La frontière humaine. *In* R. Uztarroz et J.-J. Sévilla (éds), Amazonie : la foire d'empoigne. Paris, Autrement.
Rylands, A. B. (1990). "Priority areas for conservation in Amazon". Trends in Ecology and Evolution 5 : 240-241.
Rylands, A. B. et R. A. Mittermeier (2002). Analise de nove areas propostas para a criação de unidade de conservação na Amazônia brasileira. Gland, UICN.
Sabatier, P.A. (1998). "The advocacy coalition framework. Revisions and relevance for Europe". Journal of European Public Policy 5 : 98-130.
Sabatier, P. A. (1988). "An advocacy coalition framework of policy change and role of policy-oriented learning therein". Policy Sciences 21 : 129-168.
Sabatier, A. P., E. Schlager (2000). "Les approches cognitives des politiques publiques : perspectives américaines". Revue française de science politique. 2 (50) : 209-234
Sabatier, P. A. et H. C. Jenkins-Smith. (1999). The advocacy coalition framework : an assessment. *In* P. A. Sabatier (éd.), Theories of the policy process. Boulder. Westview Press : 117-168.
Sabatier, P. A. et H. C. Jenkins-Smith (1993).
Sablayrolles P. (éd.) (2006). A problematica socioeconomica da agricultura familiar na Terra do Meio (estrada Canopus). Santarém, GRET-CPT.
SAE (1997). Política Florestal: Exploração Madeireira na Amazônia. Brasília, Secretaria de Assuntos Estratégicos.
Sainsaulieu, R. (1997[1995]). Sociologie de l'entreprise : organisation, culture et développement. Paris, Presses de Sciences Po, Dalloz.
Salati, E. (2001). Mudanças climaticas e ciclo hydrológico na Amazônia. *In* Causas e diâmicas do desmatamento na Amazônia. Brasília, MMA : 153-172.
Salati, E., A. Dall'Olio, E. Matsui et J. R. Gat (1979). "Recycling of water in the Amazon bassin: an isotopic study". Water Resources Research 15 (5): 1250-1258.
Salati, E., J. Marques et L. C. B. Molion (1978). "Origem e distribuição da chuvas na Amazônia". Interciencia 3 (4) : 200-205.
Saldarriaga, J. G. (1986). Forest succession in the Upper Rio Negro of Columbia and Venezuela. PhD Thesis, University of Tenessee.
Santiago, A. (1972). O zebu na India, no Brasil et no mundo. Campinas, Instituto Campineiro de Ensino Agricola.
Santilli, J. (2005). Sociambientalismo e novos direitos. Proteção jurídica à diversidade biológica e cultural. São Paulo : Editora Peirópolis/ISA/IEB.
Santilli, J. A. (2002). A biodiversidade e as comunidades tradicionais. *In* N. Bensusan (éd.), Seria melhor mandar ladrilhar ? Biodiversidade : como, para que, por quê. Brasília, Editora UnB : 89-101.
Santilli, M., P. Moutinho, S. Schwartzman, D. Nepstad, L. Curran et C. Nobre (2005). "Tropical deforestation and the Kyoto Protocol: an editorial essay". Climatic Change 71 : 267-276.
Santos Pereira, H. (1996). Castanha ou farinha : bilan énergétique comparé des activités extractivistes et agricole chez les Kokama. *In* L. Emperaire (éd.), La forêt en jeu. L'extractivisme en Amazonie centrale. Paris, ORSTOM-UNESCO : 63-71.

Sawyer, D., H. Torres, A. Pereira et R. Abers (1990). Fronteiras na Amazonia: significado e perspectivas. Relatório final da primeira fase da pesquisa "A Dinâmica Demográfica da Região Amazônica Numa Perspectiva Nacional". Centro de Desenvolvimento e Planejamento Regional - Universidade Federal de Minas Gerais pour ELETRONORTE

Sayago, D., J.-F. Tourrand et M. Bursztyn (éds) (2004).Amazônia : cênas e cenários. Brasília, Editora UnB.

Sayago, D. et L. Machado (2004). O pulo do grilo e a questão fundiaria na Amazônia. *In* D. Sayago J.-F. Tourrand et M. Bursztyn (éds), Amazônia : cênas e cenários. Brasília, Editora UnB : 217-235.

SBF/MMA (2005). Memorando n°17/2005/DAP/SBF/MMA. Brasília, MMA.

Schmink, M. et C. H. Wood (1992). Contested frontier in Amazonia. New York, Columbia University Press.

Schneider, R., E. Arima, A. Veríssimo, P. Barreto et C. Souza Jr. (2000). Amazônia Sustentavél : limitante e oportunidades para o desenvolvimento rural. Belém/Brasilia, IMAZON/Banco Mundial.

Schneider, R. (1995). Government and the economy on the amazon frontier. World Bank environmental paper n°11. Washington, World Bank.

Schubart, H. (1991). A Amazônia e os temas ecologicos globais : mitos e realidade. Brasília, Instituto Sociedade.

Schwartzman, S., A. Moreira et D. Nepstad (2000). "Rethinking tropical forest conservation : perils in park". Conservation Biology 14 : 1351-1357.

Schwartzman, S. et B. Zimmerman (2005). "Conservation alliances with indigenous peoples of the Amazon". Conservation Biology 3 (19) : 721-727.

Schwartz, H. et J. Jacobs (1979). Qualitative sociology. A method to the madness. New York-London, The Free Press.

Schwarzkopf, L. et A. B. Rylands (1999). "Primate species richness in relation to habitat structure in Amazonian rainforest fragments". Biological Conservation 48 : 1-12.

Scott Consultoria (2005). Exportação versus Mercado interno: o que rende mais ao frigorífico ?. São Paulo, Scott Consultoria.

SEBRAE (1999). PRODER-ESPECIAL: um vetor de sustentabilidade economica em processos de desenvolvimento local integrado e sustentavel. Brasília, SEBRAE.

SECTAM (2004). Proposta para discussão do Macro Zoneamento Ecológico Econômico do Estado do Pará. Belém, Governo do Pará.

Silva M. (2001). Historias da floresta, da vida e do mundo. *In* G. Viana, M. Silva et N. Diniz (éds), O desafio da sustentablilidade : um debate socioambiental no Brasil. São Paulão, Editora Fundação Perseu Abramo : 199-212.

Seitenfus, R. (2006a). Lula et le monde : image, parole et action. *In* D. van Eeuwen (éd.), Le nouveau Brésil de Lula. Paris, Aubier : 273-289.

Seitenfus, R. (2006b). Le Sud devient le Nord : fondements stratégiques de l'actuelle diplomatie brésilienne. *In* S. Monclaire et J. F. Deluchet (éds), Gouverner l'intégration : les politiques nationale et internationale du Brésil de Lula. Editions Pepper, Paris.

Serre, A. (2004). Meio ambiente e qualidade de vida em Bemém do Pará. *In* D. Sayago, J.-F. Tourrand et M. Bursztyn (éds), Amazônia. Cenas e cenários. Brasília, Editora UnB : 193-215.

Serrao, E. A. et J. M.Toledo (1992). Sustaining pasture-based productions systems for humid tropics. *In* T. Downing, S. Hecht, H. Pearson et C. G. Downing (éds), Development or destruction, the conversion of tropical forest to pasture in Latin America. Boulder : Westview Press : 257-280.

Serrao, E. A. et J. M. Toledo (1993). The search for sustainability in Amazonian pastures. *In* A. B. Anderson (éd.), Alternatives to deforestation : steps toward sustainable use of the amazon rain forest. New York, Columbia University Press :
Sévilla, J.-J. (1990). Grand Carajas, le dernier pachyderme. *In* R. Uztarroz et J.-J. Sévilla (éds), Amazonie : foire d'empoigne. Paris, Autrement : 138-147.
Shukla, J., C. A. Nobre et P. Sellers (1990). "Amazon deforestation and climate change". Science 247 : 1322-325.
Silva, M. C., A. B. Rylands et G. A. B. da Fonseca (2005). "The fate of the Amazonian areas of endemism". Conservation Biology 3 (19) : 689-694.
Silva, M. N. F., A. B. Rylands et J. L. Patton (1999). Biogeografia e conservação da mastofauna na floresta amazônica brasileira. Workshop « Avaliação e identificação de ações prioritarias para a conservação, utilização sustentável e repartição dos beneficios da biodiversidade da Amazônia brasileira. Disponible à l'adresse : http://www.isa.org.br/bio/index.htm
Simmel, G. (2003[1912]), Le conflit. Paris, Circé.
Smeraldi, R. (2004). A negociação sobre florestas: evolução no quadro internacional e no Brasil. *In* A. Camargo, J. P. R. Capobianco et J. A. P. de Oliveira (éds), Meio ambiente no Brasil: avanço e obstaculo pos Rio-92. São Paulo, ISA-Estação Liberdade-Fundação Gétulio Vargas : 108-114.
Smeraldi, R. et A. Veríssimo (1999). Acertando o alvo : consumo de madeiro no mercado interno brasileiro e promoção da certificação florestal. São Paulo, Amigos da Terra-IMAFLORA-IMAZON.
Smith, N., J. Dubois, D. Current, E. Lutz et C. Clement (1998). Experiências agroflorestais na Amazônia brasileira : restrições e oportunidades. Brasília, PPG7.
Smouts, M.-C. (2001). Forêts tropicales : jungle internationale. Paris, Presses de Sciences Po.
Snethlage, E. (1910). "A travessia entre o Xingu e o Tapajoz". Boletim do Museu Goeldi (Museu Paraense) de História Natural e Ethnografia. vol. III. Belém : 49-99.
Soares, N. L. (2001). Processos sociais do desmatamento na Amazônia - um estudo de caso da reional do Baixo Acre. Mestrado do Centro de Desenvolvimento Sustentável, Universidade de Brasília.
Sorj, B. (2002). The seven faces of brazilian society. *In* B. Marques-Pereira (éd.), Brasilités actuelles : paradoxes et contradictions. Cahiers du GELA-IS. Paris, L'Harmattan : 13-47.
Souza, A. P. S. (2006). O desenvolvimento socioambiental na Transamazônica : a trajetoria de um discurso de muitas vozes. Mestrado do Nucleo de Estudos Integrados de Agricultura Familiar, Universidade Federal do Pará, Belém.
Souza, C. Jr, A. Brandão Jr, A. Anderson et A. Veríssimo (2005). Avanço das estradas endógenas na Amazônia. O Estado da Amazônia n°1. Belém, IMAZON.
Steinen, K. V. D. (1940[1886]). "Entre os aborígenes do Brasil Central". Revista do Arquivo Municipal, São Paulo, XXXIV-LVIII.
Stocking Jr., G. W. (1983). "The ethnographer's magic: a fieldwork in British anthropology from Tylor to Malinowski". *In* G. W. Stocking Jr. (éd.), Observers Observed : essays on ethnographic fieldwork. Madison, University of Wisconsin Press : 71-120.
Taravella, R. (2003). Analyse Stratégique de la Gestion Environnementale en frontière pionnière d'Amazonie méridionale. Etude de cas de Cotriguaçu, Nord-Ouest du Mato Grosso, Brésil. Mémoire majeur DEA d'Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles Université Paris X - Nanterres.
Tavares dos Santos, J. V., A. NA. Teixeira et F. T. G. Becker (2000). "Conflitualidade e violênca nos espaços agrários do Brasil". Revista Crítica de Ciências Sociais. Universidade de Coimbra 57/58 : 147-158.

Taylor, P. W. (1986). Respect for Nature : a theory of environmental ethics. Princeton, Princeton University Press.
Terborgh, J. et B. Winter (1980). Some causes of extinction. *In* M. E. Soulé et B. A. Wilcox (éds), Conservation biology : an evolutionary-ecologica perpective. Sunderland, Sinauer.
Terzi, C. (2003). L'expérience constitutive des problèmes publics. La question des "fonds de déshérence". *In* C. Barril, M. Carrel, J.-C. Guerrero et A. Márquez (éds), Le public en action. Usages et limites de la notion d'espace public en sciences sociales. Paris, L'Harmattan : 25-50.
Théry, H. (2005). "Situações da Amazônia no Brasil e no continente". Estudos Avançados. 53 (19) : 37-49.
Théry, H. (2005[1985]). Le Brésil. Armand Colin.
Théry, H. (2000). "Le continent Brésil". Hérodote 98 : 9-37
Théry, H. (1986). "Une recherche cartographique: genèse et combinaison des chorèmes du Brésil." Mappemonde 4 : 14-19.
Thévenot, L. (2006). L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement. Paris, La Découverte.
Thévenot L. (1986). "Les investissements de forme". *In* L. Thévenot (éd.), Conventions économiques Cahiers de Centre d'Etude de l'Emploi 29. Paris, Pressses Universitaires de France : 21-71.
Theys, J et B. Kalaora. (1992). Quand la science réinvente l'environnement. *In* J. Theys et B. Kalaora (éds), La terre outragée. Les experts sont formes. Paris, Autrement : 15-49.
Thiele, G. (1991). La crisis del barbecho : uma reevaluación. Cali, CIAT.
Tocher, M. D., C. Gascon et B. L. Zimmerman (1997). Fragmentation effects on a central Amazonian frog community: a ten year study. *In* W. F. Laurance et R. O. Bieeregaard (éds), Tropical forest remnants; ecology, manageent, and conservation of fragmented communities. Chicago. University of Chicago Press : 124-137.
Torres, A. (1978[1914]). O Problema Nacional Brasileiro. São Paulo, Editora Nactional.
Tourrand, J.-F., M. G. Piketty, J. R. D. Oliveira, M. C. Thales, A. M. Alves, J. B. Veiga et R. Poccard-Chapuis (2004). "Elevage bovin, déforestation et développement régional : le cas du sud du Para, Amazonie brésilienne". Bois et forêts des tropiques 280 : 5-16.
Tourrand, J.-F. et M. G. Piketty (non publié). Rapport de mission dans la région de São Félix do Xingu, juillet 2003.
Tourrand, J.-F., J. B. Veiga, J. Lazard, D. Richard, P. Lhoste et F. Bertin (1997). L'élevage en Amazonie. Intérêt et mise en oeuvre d'une coopération franco-brésilienne. *In* H. Théry (éd.), Environnement et développement en Amazonie brésilienne. Paris, Belin : 180-193.
Tourrand, J.-F. et J. B. Veiga (éds) (2003). Viabilidade de sistemas agropecuários na agricultura familiar da Amazônia. Belém, Funtec.
Treccani, G. D. (2001). Violência e grilagem: instrumentos de aquisição da propriedade da terar no Paraa. Belém, ITERPA.
Treyer, S. (2006). A quelle raréfaction de l'eau faut-il se préparer ? Construire une intervention prospective au service de la planification pour les ressources en eau en Tunisie. Doctorat Sciences de l'eau (mention gestion), RGTE, ENGREF.
Tura, L. R. (2000). Notas introdutorias sobre os Fundos Constitucionais de Financiamento e sua configuraçao na Regiao Norte. *In* L. R. Tura et F. A. Costa (éds), Campesinato e Estado na Amazônia. Impacto do FNO no Pará. Belém, Brasília Jurídica-FASE : 21-45
UDR (1986). Livro de ata : UDR/Núcleo do Sul do Pará.
Uhl, C. (1997[1977]). Restauração de terras degradas na bacia amazônica. *In* W. O. Wilson et F. M. Peters (éds), Biodiversidade. Rio de Janeiro, Editora Nova Fronteira: 419-427

Uhl, C. (1990).
Uhl, C. (1987). "Factors controlling succession following slash-and-burn agriculture in Amazonia". Journal of Ecology 75 : 377-407.
Uhl, C. et R. A. Buschbacher (1985). "A disturbing synergism between cattle tanching burning practices and selective tree harvesting in the eastern Amazon". Biotropica 17 : 265-268.
Uhl, C. et J. B. Kauffman, (1995). "Deforestation, fire susceptibility and potential tree responses to fire in the easterne Amazon". Ecology 71 : 713-725.
Uhl, C., D. Nepstad, R. Buschbacher, K. Clark, B. Kauffman et S. Subler (1990). Studies of ecosystem response to natural and anthropogenic disturbances provide guidelines for designing sustainables land-use systems in Amazonia. *In* A. B. Anderson (éd.) Alternatives to deforestation. Steps toward sustainable use of the Amazon rainforest. : 24-42.
Uhl, C., A. Veríssimo, M. M. Mattos, Z. Brandino et I. C. G. Vieira (1991). "Social, economic et ecologica consequences of selective logging in an Amazon frontier: the case of Thailândia". Forest Ecology Management 46 : 243-273.
UICN (1997). Liste des Nations Unies des aires protégées. World Commission on protected area. Gland, UICN.
UICN (1980). Stratégie mondiale de la conservation - la conservation des ressources vivantes au service du développement durables. Gland, UICN-PNUE-WWF.
Upchurch, G. R. et J. A. Wolf (1987). "North American nonmarine climates and vegetation during the late Cretaceous". Palaeogeography, Palaeoclimatology, Palaeoecology 61, : 33-77
Urry, J. (1972). "Notes and Queries in Anthropology" and the development fo field methods in british anthropology". Proceedings of the Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland for 1972, Londres, Royal Anthropological Institute.
Urban, T. (2001). Missão (quase) impossível. Aventuras e desventuras do movimento ambientalista no Brasil. São Paulo, Peirópolis.
Usher, M. B. (1987). "Effect of fragmentation on communities and populations : a review with applications to wildlife conservation". Nature Conservation : 103-121.
Uztarroz, R. (1990a). Enfer vert ou El dorado?. *In* R. Uztarroz et J.-J. Sévilla (éds), Amazonie : foire d'empoigne. Paris, Autrement : 9-17.
Uztarroz, R. (1990b). Le dernier avatar du positivisme. *In* R. Uztarroz et J.-J. Sévilla (éds), Amazonie : foire d'empoigne. Paris, Autrement : 18-43.
Uztarroz, R. (1990c). Les derniers vrais "fous volants". *In* R. Uztarroz et J.-J. Sévilla (éds), Amazonie : foire d'empoigne. Paris, Autrement : 97-103.
Veiga, I. et C. Albaladejo (2005). Gestion de la fertilité des sols d'une localité amazonienne. *In* C. Alabaladejo et X. Arnauld de Sartre (éds), L'Amazonie brésilienne et le développement durable. Expériences et enjeux en milieu rural. Paris, L'Harmattan : 231-256.
Veiga, J. B., R. Poccard-Chapuis et J.-F. Tourrand (2003). Caracterização e viabilidade agropecuária na agricultura familial da Amazônia Oriental brasileira. *In* J.-F. Tourrand et J. B. Veiga (éds), Viabilidade de sistemas agropecuarios na agricultura familiar da Amazônia. Belém, FUNTEC : 17-63.
Veiga, J. B., J.-F. Tourrand, M. G. Piketty, R. Poccard-Chapuis, A. M. Alves et M. C. Thales (2004). Expansão e trajetórias da pecuária na Amazônia. Pará, Brasil. Brasília, Editora UnB.
Velho, O. G. (1981[1972]). Frentes de expansão e estrutura agraria. Estudo do processo de penetração numa área da Transamazonica. Rio de Janeiro, Zahar Editora.

Velloso, J. P. (2002). A biodiversidade como estratégia moderna de desenvolvimento da Amazônia. *In* J. P. Velloso et R. C. Cavalcanti de Albuquerque (éds), Amazônia, vazio de soluções? Desenvolvimento moderno baseado na biodiversidade. Rio de Janeiro, Olympio : 11-12.

Veríssimo, A., P. Barreto, M. Mattos, M. Tarifa et C. Uhl (1992). "Logging impacts and prospects for sustainable forest management in an old Amazonian frontier : the case of Paragominas". Forest Ecology Management 55 : 169-199.

Veríssimo, A., P. Barreto, R. Tarifa et C. Uhl (1995). "Extraction of a high-value natural resource from Amazonia: the case of mahogany". Forest Ecology Management 72 : 29-60.

Viacava, C, E. P. Castanho Filho, L. A. Josahkian, N. S. Barbosa Jr., N. Pineda, P. E. de Felício et R. B. Lôbo (2000). Nelore: o boi ecológico que está conquistando o mundo. São Paulo, Peirópolis.

Victoria, R. L., L. A. Martinelli, J. Mortatti et J. E. Richey (1991) "Mechanisms of water recycling in the Amazon basin: isotopic insights". Ambio 20 (8) : 384-387.

Vieira I. C. G., J. M. C. Silva et P. M. Toledo (2005). "Estratégias para evitar a perda de biodiversidade na Amazônia". Estudos Avançados 54 (19) : 153-164.

Viola, E. (1987a). O movimento ecologico no Brasil (1974-1986): do ambientalismo à ecopolitica. *In* J. A. Pádua (éd.), Ecologia e politica no Brasil. Rio de Janeiro, Editora Espaço e Tempo : 63-110.

Viola, E. (1987b). "A heterogeneidade politica". Lua Nova 4 (3) : 45-49.

Vlach, R. F. (2000). "L'instauration de l'Etat-nation, 1930-1960". Hérodote 98 : 63-95.

Von Glasefeld, E. (1988[1984]). Introduction à un constuctivisme radical. *In* P. Watzlawick (éd.), L'invention de la réalité. Paris, Seuil : 19-43.

Wallace, A. R. (1853). A narrative of travals on Amazon and Rio Negro : with an account of native tribes, and observation on the climate, geology and natural history of the Amazon valley.Whitefish, Kessinger publishing.

Walzer, M. (1997[1983]). Sphères de justice. Une défense du pluralisme et de l'égalité. Paris, Seuil.

Walzer, M. (1996). "Comment valoriser le pluralisme? Une lecture d'Isaiah Berlin". Esprit 8-9 : 153-164.

Walzer, M. (1996[1995]). La critique sociale au XXème siècle. Solitude et solidarité. Paris, Métaillé.

Watzlawick, P., J. H. Beavin et Don D. Jackson (1972[1967]). Une logique de la communication. Paris, Seuil.

Watzlawick, P., J. Weakland et R. Fisch (1975[1974]). Changements : paradoxes et thérapie. Paris, Seuil.

Weinstein, B. (1983). The Amazon rubber boom 1850-1920. Standford, Standford University Press.

Wetterberg, G. B., M. T. J. Pádua, C. S. Castro et J. M. C. Vasconcellos (1976). Uma análise de prioridades em conservação da natureza na Amazônia. Serie Tecnica n°8. Brasília, Prodepe/PNUD/FAO/IBDF/BRA-45.

Wood, C. H. (2002). Land Use and the deforestation in the Amazon. *In* C. H. Wood et R. Porro (éds), Deforestation and land use in the Amazon. Gainesville, The University Press of Florida : 1-38.

WorldBank (1991). Key policy issues in the livestock sector - Toward a framework for efficient and sustainable growth. Agriculture operations division. Washington, World Bank.

WWF Brasil (2000). Mapa dos biomas e ecotonos brasileiros. Brasília, WWF.

WWF Brasil. (1999). Mapa das ecoregiões do bioma Amazônia, Brasília, WWF.

XINGURI (2003). Ata de criação da Associação dos produtores rurais das terras do meio.
XINGURI (2005a). Carta ao governador do Estado do Pará. Tucumã.
XINGURI (2005b). Manifesto. Tucumã.
Young, C. E. F. et J. R. B. Fausto (1998). Valoração de recursos naturais como instrumento de Análise de expansão da fronteira agrícola. *In* A economia brasileira em pespectiva. IPEA. Rio de Janeiro : 793-822.
Zacharie A. (2004). Des choix cornéliens. *In* D. Rollan et J. Chassin (éds), Pour comprendre le Brésil de Lula. Paris, L'Harmattan : 95-101.
Zimmerman, B., C. A. Peres, J. R. Malcolm et T. Turner (2001). "Conservation and development alliances with the Kayapó of south-eastern Amazonia, a tropical forest indigenous people". Environmental Conservation 28 : 10-22.

Sigles & abréviations

ACF : Advocacy Coalition Framework

ACNB : Associação dos Criadores de Nelore do Brasil

ADEPARA : Agência de Defesa Agropecuária do Pará

APA : Aire de Protection Environnementale

ASGE : Analyse Stratégique de la Gestion Environnementale

BASA : Banco da Amazônonia

CEPLAC : Comissão Executiva de Planejamento da Lavoura Cacaueira

CI : Conservation International

CIMI : Conselho Indigenista Missionário

CIRAD : Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

CNA : Confederação da Agricultura e Pecuária do Brasil

CNS : Conselho Nacional dos Seringueiros

CNUED : Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

CPT : Comissão Pastoral da Terra

CEB : Comunidade Eclesiástica de Base

CNPT : Centro Nacional de Populações Tradicionais e Desenvolvimento Sustentável (Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis)

DLIS : Desenvolvimento Local Integrado e Sustentável

EF : Environmental Defense

EMATER : Empresa de Assistência Técnica e Extensão Rural

EMBRAPA : Emprese Brasileira de Pesqui sa Agropecuaria

FAEPA : Federação Paraense de Agricultura e Pecuária

FBOM : Fórum Brasileiro de ONGs e Movimentos Sociais para o Meio Ambiente e Desenvolvimento

FETAGRI : Federação dos Trabalhadores na Agricultura

FNO : Fundo Constitucional de Financiamento do Norte

FVPP : Fundação Viver, Produzir, Preservar

FUNAI : Fundação Nacional do Índio

GTA : Grupo de Trabalho Amazônico

DIPRO : Diretoria de Proteção Ambiental (Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis)

DIREC : Diretoria de Ecossistemas (Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis)

GEOMA : Rede Temática de Pesquisa em Modelagem da Amazônia

IBAMA : Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis

IBDF : Instituto Brasileiro de Desenvolvimento Florestal

IBGE : O Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística

ICMS : Imposto sobre Operações Relativas à Circulação de Mercadorias e sobre Prestação de Serviços de Transportes Interestadual e Intermunicipal e de Comunicação.

IDESP : Instituto de Desenvolvimento Econômico-Social do Pará

IMAZON : Instituto do Homem e Meio Ambiente da Amazônia

INCRA : Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária

INPA : Instituto Nacional de Pesquisas da Amazônia

INPE : Instituto Nacional de Pesquisa Espaciais

IPAM : Instituto de pesquisa ambiental da amazonia

IPCC : Intergovernmental Panel on Climate Change

ISA : Instituto Socioambiental

ITERPA : O Instituto de Terras do Pará

LAET : Laboratorio agro-ecológico da Transamazônica

MDTX : Movimento pelo Desenvolvimento da Transamazônica e Xingu

MMA : Ministério do Meio Ambiente

MPEG : Museu Paraense Emilio Goeldi

MPST : Movimento pela Sobrevivência na Transamazônica

MZEE-PA : Macro Zoneamento Ecologico-Economico do Estado do Pará

NAEA : Núcleo de Altos Estudos Amazônicos

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PCA : Programa Comunidade Ativa

PMDB : Partido do Movimento Democrático Brasileiro

PPG7 : Programa Piloto para a Proteção das Florestas Tropicais do Brasil

PRODER : Programa de Emprego e Renda

PT : Partido dos Trabalhadores

Resex : Reserve Extractiviste

SBF : Secretaria de Biodiversidade e Floresta (Ministério do Meio Ambiente)

SCA : Secretaria da Coordinação da Amazônia (Ministério do Meio Ambiente)

SAGRI : Secretaria de Agricultura do Estado do Pará

SEBRAE : Serviçà Brasileiro de Apoio às Micro e Pequenas Empresas

SECTAM : Secretaria Executiva de Ciência, Tecnologia e Meio Ambiente (Estado do Pará)

SEFA : Secretaria de Estado da Fazenda

SEMA : Secretario do Meio Ambiente

SEMATUR : Secretaria do Meio Ambiente et de Turismo

SFX : São Félix do Xingu

SPR : Sindicato dos Produtores Rurais

SSPP : Sous-système de politique publique

STR : Sindicato dos Trabalhadores Rurais

SUDAM : Superintendância do Desenvolvimento da Amazônia

TCA : Tratado de Cooperação Amazônica

TNC : The Nature Conservancy

UC : Unidade de Conservação

UCI : Unidade de Conservação de Proteção Integral

UCUS : Unidade de Conservação de Uso Sustentável

UFPa : Universidade Federal do Pará

UICN :

USP : Universidade de São Paulo

XINGURI : Associação Agropecuaria dos Produtores das Terras do Meio

TABLE DES MATIERES

Sommaire iii

Remerciements ix

Résumé/Abstract/Resumo xi

INTRODUCTION GENERALE 15

CHAPITRE 1 DEMARCHE DE RECHERCHE : QUELLE POSTURE ET QUEL TERRAIN POUR CONTRIBUER AU DEBAT ? 27

A - La production intellectuelle de la frontière pionnière : une trajectoire transdisciplinaire *29*
1. Les origines turnuriennes 30
2. L'accompagnement des géographes 30
3. La critique socio-anthropologique 32
4. La préoccupation environnementale 34
5. La mise en perspective géopolitique 36

B - Construire une lecture éco-centrée des dynamiques territoriales *38*
1. Des engagements précoces en faveur de la conservation de la forêt 40
   1.1. Les racines de l'écologie politique brésilienne 40
   1.2. Quand la forêt fait défaut à la Cour 41
   1.3. La gestion des ressources forestières comme « problème national » 42
   1.4. Le préservationnisme étatique 45
   1.5. L'Amazonie : des éco-sociosystèmes objets de toutes les attentions 48
      1.5.1. La conservation forestière dans les constitutions 48
      1.5.2. Un pays concerné par la conservation amazonienne 50
      1.5.3. La stratégie nationale de conservation de la biodiversité 54
   1.6. Faute d'un accord international spécifique, des engagements internationaux épars 55
2. De la nécessité d'assumer une lecture partielle pour instruire la question forestière 60
   2.1. Prendre au sérieux les engagements politiques pour la conservation forestière 61
   2.2. Abandonner le monisme de la « multifonctionnalité » forestière pour le pluralisme des objectifs de la conservation forestière 61
   2.3. Faire le choix d'une critique partielle 65
3. L'élaboration d'un référentiel normatif centré sur l'état bio-physico-chimique de la forêt 67
   3.1. Les enjeux écologiques de la conservation forestière 68
      3.1.1. Les cycles naturels 69
      3.1.2. Une biodiversité remarquable… et méconnue 72
      3.1.3. Une pièce maîtresse de la conservation régionale 81
   3.2. Des objetifs écologiques de conservation à l'état de l'écosystème à conserver 84
4. L'ASGE : un cadre pour penser la gestion de l'environnement 87
   4.1. Le cadre théorique : les principes d'une lecture dialectique des dynamiques territoriales 87
   4.2. La pratique du cadre : faire le tri des formes de gestion effective de la Terra do Meio 90
      4.2.1. La gestion effective des riverains de la Terra do Meio 91
      4.2.2. La gestion effective des pionniers de la Terra do Meio 96

C - L'enquête sur le terrain de la gestion du territoire et des ressources naturelles *106*
1. « Faire du terrain » : comment ? où ? 108
   1.1. Les questions qui se posent 108

1.2. Un tropisme amazonien 111
2. Trébucher sur le terrain de la gestion intentionnelle 113
2.1. Des conversations embarrassées 113
2.2. La disconvenance et ses motifs 115
2.3. La position de l'« entre-preneur » 117
2.4. Prise de contact avec les acteurs locaux/régionaux 119
3. Se raccrocher sur le (au) terrain de la gestion effective 121
3.1. Sur les routes de la Terra do Meio 121
3.1.1. Préparation 121
3.1.2. Exploration-Reconnaissance 128
3.1.3. Approfondissement 135
3.2. Avec les *fazendeiros* 140
3.2.1. Entre hasard et prise d'initiative 140
3.2.2. « Être pris » : de l'engagement aux mots 143
3.2.3. La violence de la Terra do Meio 144
3.2.4. « Être membre » : des mots au monde 147
4. Négocier son retour sur le terrain de la gestion intentionnelle 149
4.1. Le désengagement du lien transféro-contre-transférentiel 150
4.2. L'approche 152
4.3. Sur les berges du fleuve Xingu 153
4.3.1. La mission de diagnostic socio-économique de la situation des populations riveraines du Xingu 154
4.3.2. Les audiences publiques sur les bords du Xingu et de l'Iriri 157
4.4. Avec les membres de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio 158
4.4.1. La négociation comme figure du rapport observateur-observé 158
4.4.2. Une stratégie de recherche en trois temps 159

CHAPITRE 2 LA GENESE DU TERRITOIRE TERRA DO MEIO : UNE STRUCTURATION PROGRESSIVE AU RYTHME DES CONQUETES PIONNIERES 163

A - Le Brésil aux portes de São Félix do Xingu : l'arrivée de la route *165*
1. São Félix do Xingu, bourgade de l'Amazonie des fleuves 165
1.1. L'avant boom 165
1.2. Le boom du caoutchouc 167
1.3. L'après boom 168
2. Quand l'État fédéral investit en/l'Amazonie 169
2.1. De l'émergence du « système spatial national » aux premiers temps de l'intégration nationale 169
2.2. La période militaire (1964-1985) 170
2.2.1. Intégration territoriale et souveraineté nationale 170
2.2.2. Intégration nationale et colonisation 172
2.2.3. Intégration nationale et pôles de développement 173
3. Sur la route Brasília-Terra do Meio 174
3.1. Quitter Brasília en prenant plein nord 175
3.2. Dans le sud du Pará, aller vers l'ouest avec la PA-150 177
3.3. Poursuivre toujours et s'enfoncer vers l'Ouest lointain en suivant la PA-279 178
3.4. L'arrivée à São Félix do Xingu 181

B - La construction du « centre » de la Terra do Meio *187*
1. L'archipel Terra do Meio 191
1.1. Le lotissement São Félix do Xingu 191
1.2. Les « pistes » d'aviation des mines d'or 192
1.3. Les secteurs de la « feuille » 193
2. La « périphérie de SFX » 194

2.1. La colonie Linhares de Paiva 194
2.2. Les pistes forestières ouvertes par le « *prefeito* acajou » 195
2.3. La route du Xadá : une victoire populaire 199
3. Le « cœur » de la Terra do Meio 200
3.1. L'ouverture de la « route de la Canopus » 200
3.1.1. Par les bûcherons 200
3.1.2. Par la Canopus 202
3.2. Le contrôle du territoire par l'exploitation forestière 203
3.2.1. Le maillage du territoire 203
3.2.2. Les « aires d'influence » 205
3.3. L'entrée des colons : la colonisation du bord de route 208
3.3.1. L'invasion de la Taboca 209
3.3.2. L'incitation à la colonisation 211
3.3.3. La fièvre de l'or 215
3.3.4. La fièvre de l'acajou 215
3.4. L'avènement du cycle de la terre 217
3.4.1. L'invasion de la Canopus 217
3.4.2. La fin de l'or vert et la naissance de la « Terra do Meio » 219
3.4.3. L'invasion des terres de « feu Laudelino » 223
3.5. L'émergence des « lignes de *fazendas* » 224
3.5.1. La ligne de *fazendas* da Cotia 224
3.5.2. La ligne de *fazendas* de la Toca do Sapo 227
3.5.3. Des coins d'acajous aux polygones de déboisement 228
4. La Route Nouvelle: la dernière étape de la Terra do Meio des routes 230
4.1. La route de la Santa Rosa 230
4.2. L'ouverture de la Route Nouvelle 231
4.3. De nouvelles terres à conquérir 233
4.4. Bilan de l'avancée pionnière et dynamiques de valorisation foncière 234

CHAPITRE 3 DES ACTEURS AU SYSTEME DE LA PASTORALISATION 239

A - Le territoire de la frange pionnière pastorale *242*
1. La Terra do Meio vue du ciel 242
1.1. Les figures du déboisement 242
1.2. Le zonage du territoire 247
2. Les acteurs de la pastoralisation 248
2.1. La recherche de définitions identitaires substantives 249
2.2. Du centre aux frontières des identités collectives 257
2.2.1. Des identités à l'organisation pionnière 258
2.2.2. Une coexistence territorialisée 259
2.3. Les acteurs clés de la pastoralisation du territoire 262
3. L'occupation des terres publiques « libres » de l'Amazonie 268
3.1. Légalement régularisable 268
3.2. Historiquement ancrée et incitée par l'État 272
3.3. Frauduleusement renforcée 275

B - La pastoralisation de la Terra do Meio des routes *277*
1. Du pionnier à l'organisation pionnière 277
2. Avoir « sa » terre 280
2.1. Connaître la région 280
2.1.1. Du Centre-Ouest au sud du Pará 280
2.1.2. Vers la Terra do Meio 281
2.1.3. L'importance de la connaissance commune 283
2.2. Acquérir un droit d'occupation 284

2.3. Garantir son droit d'occupation 286
3. Abattre, brûler et semer 289
3.1. Le jeu de la coupe de végétation de sous-bois 290
3.1.1. Quand le travailleur devient une chose 290
3.1.2. Quand le travailleur reste un homme 293
3.2. Le jeu du semis des graminées fourragères 298
4. Elever des bovins 302
4.1. La conquête par la patte du bœuf 302
4.2. La rentabilité de l'élevage 305
4.2.1. Une analyse délicate 306
4.2.2. Les *fazendeiros* archétypiques 307
4.2.3. Les profits de la *fazenda* 310
4.3. Le jeu du nettoyage de pâturage 316
4.3.1. Types de *colonos* 318
4.3.2. Les négociations 319
4.3.3. Le renforcement symbolique des jeux 321
4.4. Le jeu du commerce des veaux mâles 324
4.5. Le jeu du faire-valoir indirect 326
4.5.1. Des pratiques de métayages diversifiées 326
4.5.2. Stratégie d'expansion et stratégie de consolidation 327
4.5.3. L'appariement durable des stratégies 329
5. Financer la formation de la *fazenda* 331
6. Résister à la police environnementale 333
6.1. Les infractions environnementales de la frange pionnière du Xingu-Iriri 333
6.2. Le mode d'action de la police environnementale dans la Terra do Meio 335
6.3. De la loi du silence au renforcement du système d'action concret 338

C - La pastoralisation de la Terra do Meio des fleuves *344*
1. Un système en crise 345
1.1. Changement et continuité au bord des fleuves 345
1.1.1. Les pratiques de subsistance 345
1.1.2. L'activité extractiviste pérenne : la collecte de la noix du Brésil 347
1.1.3. Les cycles d'opportunités des franges pionnières 349
1.2. Le jeu de la dette 351
1.2.1. Présentation 351
1.2.2. De la pêche commerciale à l'extractivisme de la noix du Brésil 352
1.2.3. Les bénéfices du *regatão* 358
1.3. Le délitement du système de gestion 360
1.3.1. Le départ plutôt que la dette 360
1.3.2. La géographie du jeu de la dette 362
2. Les nouvelles ressources offertes par la frange pionnière pastorale 364
2.1. Les jeux et non-jeux de l'occupation de la terre 364
2.1.1. Le non-jeu de l'expulsion 365
2.1.2. Le jeu de la vente de la terre 365
2.1.3. Entre le jeu et le non-jeu 368
2.2. Les jeux de la vente de main d'œuvre dans les *fazendas* 369
2.2.1. De la fin des *castanhais* au travail dans la fazenda 369
2.2.2. L'augmentation des marges de manœuvre 370
2.3. Le jeu avec la CR Almeida 372
2.3.1. Le plus grand grilloneur du monde 372
2.3.2. L'engouement le long du Xingu 375
2.3.3. La défiance le long du Iriri 377

D - La puissante filière d'appui à la pastoralisation de la Terra do Meio *378*

1. Echelon local 379
1.1. 1997-2004 : La *prefeitura* des éleveurs 379
1.2. L'« asphyxie » de l'opposition politico-sectorielle 381
1.3. Un processus participatif paralysé 383
1.4. Le « secrétariat de l'Environnement et du Tourisme » de SFX 387
2. Echelon régional 389
2.1. Un argumentaire pour la défense de l'élevage 389
2.2. Le MEEE-PA : gestion intégrée du territoire ou laisser-faire pro-pastoralisation actif ? 393
2.3. Des allègements fiscaux reconduits 398
2.4. Des promesses de régularisation foncière renouvelées 401
2.5. Une lutte sanitaire efficace 403
3. Echelon national 405
3.1. La défense des éleveurs 406
3.2. Un appui technico-scientifique de pointe 408
3.3. Des aides financières et des crédits pour les « grands » et les « petits » 411
3.3.1. Le financement des acteurs capitalisés (FNO-Normal) 412
3.3.2. Le financement des acteurs peu ou pas capitalisés 414
3.4. Une politique agro-exportatrice présidentiellement défendue 416

CHAPITRE 4 ACTION COALISEE ET STRATEGIQUE POUR LA CONSERVATION DE LA TERRA DO MEIO 423

A - Le modèle des coalitions de cause (advocacy coalition framework) *426*
1. Choix du modèle 428
2. Présentation de l'ACF 430
2.1. Le processus de changement de politique publique 430
2.2. Les coalitions plaidantes 433
3. Appropriation du modèle 434
3.1. L'application à la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio 434
3.2. Les « angles morts » du modèle 436
3.2.1. L'action stratégique 436
3.2.2. L'action collective 437

B - L'émergence de la coalition restreinte pour la conservation de la Terra do Meio *438*
1. En 1999 : le « Cri de la Transamazonienne » 439
1.1. Retour sur les racines du puissant mouvement socio-environnemental d'Altamira 439
1.1.1. L'appui de l'Église aux populations des fleuves 439
1.1.2. Le soutien de l'Église aux colons de la Transamazonienne 440
1.1.3. L'aide international pour la conservation de la forêt amazonienne 442
1.2. Quand la conservation de la Terra do Meio devient un problème politique 444
1.3. « Il faut protéger le poumon sud » de la Transamazonienne 446
2. L'expertise socio-environnementale pour la création d'une mosaïque d'aires protégées 448
2.1. L'Institut socio-environnemental 448
2.2. Le rapport (ISA-MMA 2003) : la forme instituante de la problématisation socio-environnementale de la Terra do Meio 450
2.2.1. La visée du travail 452
2.2.2. Le biais cognitif du paradigme socio-environnemental 453
2.2.3. Représenter… ou convaincre 453
2.2.4. Les contraintes inhérentes au système d'action 457
2.3. Le travail d'expertise (ISA-MMA 2003) : le socle de la coalition pour la conservation de la Terra do Meio 459
2.3.1. L'équipe élargie 459
2.3.2. L'équipe restreinte 460
2.3.3. Le choix du « Riozinho » do Anfrísio 461

3. La bataille du Riozinho do Anfrísio 463
3.1. Les débuts de l'action coalisée 463
3.1.1. À l'échelon local et régional 463
3.1.2. À l'échelon national 466
3.2. L'action coalisée se renforce 467

C - L'action coalisée élargie pour la création des UCI de la Terra do Meio 470
1. Le socio-environnementalisme aux commandes du ministère de l'Environnement 470
1.1. L'élection de Lula 470
1.2. Des rapports de force initiaux peu favorables 473
1.2.1. L'espoir 473
1.2.2. Les désaveux 474
1.2.3. La crise d'identité politique 475
2. La création progressive de marges de manœuvre 477
2.1. La naissance du groupe de travail interministériel 478
2.2. La revendication du secteur socio-environnemental 479
2.2.1. Activer la relation latente et agir ensemble 480
2.2.2. Incorporer la Terra do Meio à « ce qui est commun » et prendre sa défense 481
2.3. La publicisation de la Terra do Meio 483
3. L'action stratégique pour la conservation de la Terra do Meio 486
3.1. La grande stratégie amazonienne 488
3.1.1. Quand commence la guerre ? 488
3.1.2. Qu'est-ce que la guerre contre les déboisements amazoniens illégaux ? 490
3.1.3. Les centres de gravité pionniers 491
3.2. Premier engagement : l'incorporation des UCI de la Terra do Meio au *plano* 492
3.2.1. Du combat non mené à la victoire stratégique 492
3.2.2. Le point culminant de l'attaque 493
3.2.3. Les forteresses 495
3.2.4. Les alliés 496
3.2.5. La victoire 499
3.3. Deuxième engagement : la création des UCI de la Terra do Meio 500
3.3.1. L'ambiguïté du couple fédéral IBAMA-MMA 500
3.3.2. La confrontation des points de vue 502
3.3.3. Le hasard et la victoire 504
3.3.4. La poursuite 511
3.4. Troisième engagement : implanter les espaces protégés 513

D - La gestion émergente du territoire et des ressources naturelles 516
1. La dynamique des déboisements annuels 516
1.1. Les facteurs conjoncturels 518
1.2. Le choc initial (1er semestre 2005) 519
1.3. La distinction (2ème semestre 2005) 522
1.3.1. Au «dedans » 523
1.3.2. Au « dehors » 526
1.4. Le scénario de la gouvernance (l'année 2006) 529
2. La résistance s'organise 531
2.1. Prise d'initiative associative 532
2.1.1. Le réveil du Syndicat des Producteurs Ruraux (SPR) 532
2.1.2. XINGURI : une nouvelle association taillée sur mesure 533
2.2. Des actions 536
2.2.1. L'alliance avec les associations de *colonos* 536
2.2.2. Action sur le plan exécutif 538
2.2.3. Action sur le plan législatif 541
2.2.4. Action sur le plan judiciaire 542

CONCLUSION GENERALE **549**

Références ibliographiques 569

Sigles & abréviations 603

Table des matières 607

Table des figures 614

Table des tableaux 617

Table des encadrés & planches photographiques 619

Annexes 621

TABLE DES FIGURES

Figure 1 – Évolution de la surface défrichée annuellement en Amazonie légale 16
Figure 2 – Les figures du déboisement amazonien 19
Figure 3 – Localisation de la zone d'étude 21
Figure 4 – L'Arc de déboisement, les axes de déboisement et la Terra do Meio 22
Figure 5 - La dynamique des déboisements cumulées dans la Terra do Meio 22
Figure 6 - La constitution de la mosaïque de la Terra do Meio 24
Figure 7 - Les zones prioritaires pour la conservation de la biodiversité de l'Amazonie légale 54
Figure 8 – Localisation de la Terra do Meio dans les biomes brésiliens 69
Figure 9 – Modèle du cycle de l'eau dans la région amazonienne 70
Figure 10 – Flux et stocks du cycle du carbone à l'échelle mondiale 72
Figure 11 – Les types de végétations de la Terra do Meio 79
Figure 12 – La Terra do Meio : entre Amazonie des fleuves et Amazonie des routes 81
Figure 13 – Le rôle protecteur de la gangue de terres indigènes 82
Figure 14 – Le corridor écologique du bassin hydrographique du Xingu 83
Figure 15 – La dialectique de gestion de l'espace et des ressources naturelles 89
Figure 16 – La prise d'initiative de l' « entre-preneur » 118
Figure 17 – Villes et vecteurs de pénétration dans la Terra do Meio 120
Figure 18 - Mission première (17.06.2004 – 26.06.2004) : la périphérie de São Félix do Xingu 123
Figure 19 – La mission des techniciens de la CEPLAC (28.06.2004-03.07.2004) 127
Figure 20 – Mission n°1 (08.07.2004-17.07.2004) 128
Figure 21 – Mission n°2 (22.07.2004-14.08.2004) 129
Figure 22 – Mission n°3 (27.08.2004-04.09.2004) 129
Figure 23 - Mission n°4 (08.09.2004-05.10.2004) 130
Figure 24 – Les trois épines dorsales carrossables de la Terra do Meio des routes et leurs *vilas* 131
Figure 25 – La reconnaissance par tronçon de la Terra do Meio des routes 134
Figure 26 – Mission n°5 dans le cœur de la Terra do Meio (15.10.2004-27.11.2004) 137
Figure 27 – Mission n°6 dans le cœur de la Terra do Meio (08.08.2005-21.08.2005) 146
Figure 28 – Localisation des questionnaires appliqués lors de la mission sur le Xingu 155
Figure 29 – Localisation de la Brasília – Terra do Meio 174
Figure 30 – Drapeau du município de São Félix do Xingu (1983) 182
Figure 31 – Blason du município de São Félix do Xingu (1984) 182
Figure 32 – Évolution de la population du *município* de SFX 184
Figure 33 – Evolution des cycles de l'économie locale de SFX 188

Figure 34- Les étapes de la construction du territoire du « centre » de la Terra do Meio 189
Figure 35 – Le lotissement São Félix do Xingu 191
Figure 36 – L'avancée des équipes de bûcherons dans la « périphérie de SFX » 197
Figure 37 – Les premiers temps de la colonisation de la « périphérie de SFX » : entre fleuves et routes 198
Figure 38 – La voie de pénétration des bûcherons dans le cœur de la Terra do Meio 201
Figure 39 – L'occupation de l'espace lors d'une campagne d'extraction forestière 204
Figure 40 – Les aires d'influences de la *Terra do Meio* 207
Figure 41 – La chute du cours de l'étain au début des années quatre-vingt-dix 209
Figure 42 – Comment l'invasion de la Taboca a ouvert la route de la Canopus aux migrants 210
Figure 43 – La *vila* Primaveira : de la piste d'aviation à la piste routière 214
Figure 44 – La division du lot de Domingo et Roberto 216
Figure 45 – Première représentation de la « Terra do Meio » par Greenpeace 222
Figure 46 – L'ouverture de la ligne de *fazendas* da Cotia 225
Figure 47 –Lignes de *fazendas* et polygones de déboisement de la Terra do Meio 229
Figure 48 – Des « boules » d'acjou aux polygones de déboisement 229
Figure 49 – L'ouverture de la Route Nouvelle 232
Figure 50 – La valorisation des terres forestières de la Terra do Meio 235
Figure 51 – La construction de la Terra do Meio des routes 237
Figure 52 – Les zones les moins défrichées de la Terra do Meio 243
Figure 53 – Déboisement au sud sud-est de la Terra do Meio 244
Figure 54 – Les défriches annuelles du cœur de la Terra do Meio 245
Figure 55 – Les défriches annuelles du sud-est de la Terra do Meio (périphérie de SFX) 246
Figure 56 – Zonage du territoire de la Terra do Meio à partir des patrons de déboisement 247
Figure 57 – Les systèmes d'élevage adopté par les *colonos*, *fazendeirinhos* et *fazendeiros* 251
Figure 58 – Part des ethnogroupes dont le chef de famille a pour résidence principale son occupation de la Terra do Meio 252
Figure 59 – Localisation des résidences principales des *fazendeirinhos* et *fazendeiros* situées hors de la Terre do Meio 253
Figure 60 – Proportions des acteurs occupant ou étant propriétaire d'une autre terre 253
Figure 61 – Régions et Etats d'origine des migrants de la Terra do Meio en fonction des ethnogroupes identitaires (forme détaillée) 254
Figure 62 – Régions d'origine des migrants de la Terra do Meio en fonction des ethnogroupes (forme résumée) 255
Figure 63 – L'année d'arrivée des migrants en fonction de leur groupe identitaire 256
Figure 64 – La circularité identitaire 259

Figure 65 – Proportion des exploitations agricoles de chaque groupe identitaire par zones 261
Figure 66 – Proportion de l'espace occupé par chaque groupe identitaire en fonction des zones 261
Figure 67 – Espace occupé par les différents groupes identitaires dans la Terra do Meio..... 262
Figure 68 – Évolution des déboisements annuels par zone de la Terra do Meio 263
Figure 69 – Évolution des déboisements annuels par classe de superficie..... 264
Figure 70 – Évolution de la proportion des déboisements cumulés par classe de superficie..... 264
Figure 71 - Pluviométrie et fréquence de jours pluvieux dans la Terra do Meio 297
Figure 72 – La marche vers l'ouest des bovins du Sud-Pará 303
Figure 73 – Les systèmes d'élevage des *fazendeiros* de la Terra do Meio..... 303
Figure 74 – Système d'élevage de type éleveur/engraisseur (E/E) 304
Figure 75 – Système d'élevage de type naisseur/éleveur/engraisseur unifié (N/E/E unifié)..... 304
Figure 76 – Système d'élevage de type naisseur/éleveur/engraisseur réticulé (N/E/E réticulé) 304
Figure 77 – Système d'élevage de type naisseur/éleveur (N/E)..... 304
Figure 78 – Calendrier du système de cultures annuelles..... 317
Figure 79 - Le rythme de l'action policière contre les déboisements dans la Terra do Meio 336
Figure 80 – Localisation des procès verbaux dressés dans la Terra do Meio par les équipes de fiscalisation de l'IBAMA-Marabá entre 2001 et 2005..... 341
Figure 81 – Valeur cumulée annuelle des procès verbaux dressés par les équipes de fiscalisation de l'IBAMA-Marabá entre 2001 et 2005..... 342
Figure 82 – Évolution comparée de la valeur cumulée des amendes émises et des déboisements..... 343
Figure 83 – La Terra do Meio des fleuves..... 345
Figure 84 - Le calendrier de la dette 355
Figure 85 – Evolution de la dette sur une année..... 356
Figure 86 - Feuille de compte d'Edeso 359
Figure 87 – L'exode du « bord » de la Terra do Meio 361
Figure 88 – Le lotissement des « grilloneurs modernes » 367
Figure 89 - Les fazendas de Cecílio do Rego de Almeida..... 373
Figure 90 – Carte du Projet de MZEE-PA..... 396
Figure 91 – Les formes différenciées de l'espace protégé strictement dans la Terra do Meio 397
Figure 92 – Évolution des taux d'imposition de l'ICMS sur les bovins..... 400
Figure 93 - Les financements de type FNO-Spécial* accordés dans la Terra do Meio..... 415
Figure 94 – Le modèle dynamique des coalitions de cause 431
Figure 95- Le système de croyances des membres des coalitions 434
Figure 97 – Les poumons nord et sud de la Transamazonienne..... 447
Figure 98 – La mosaïque d'aires protégées proposées par l'ISA-MMA (2003)..... 455

Figure 99 – La mosaïque d'aires protégées effectivement mise en place 455
Figure 100 – La carte des « Localités habitées dans l'aire d'étude » du rapport (ISA-MMA 2003)..... 456
Figure 101 – Les parcours fluviaux et routiers réalisés dans le cadre de l'expertise 458
Figure 102 – L'interdépendance des acteurs de la coalition et leur rôle respectif 467
Figure 103 – Occurrence des articles sur la Terra do Meio dans les *Notícias da Amazônia*..... 484
Figure 104 - Thèmes centraux des articles consacrés à la Terra do Meio dans les *Notícias da Amazônia*485
Figure 105 – La conquête du territoire par les défriches forestières..... 489
Figure 106 – Proposition de mosaïque d'aires protégées par l'IBAMA/DIREC 503
Figure 107 – La proposition commune MMA-IBAMA-SECTAM de création des UCI de la Terra do Meio présentée lors de l'audience publique de São Félix do Xingu 507
Figure 108 – Les UCI de la Terra do Meio 509
Figure 109 – Localisation des pistes aériennes clandestines de la Terra do Meio dynamitées..... 514
Figure 110 –Scènes satellites dont l'analyse des déboisements est actuellement disponible pour la période août 2005-juillet 2006 517
Figure 111 – Évolution des surfaces déboisées annuellement dans la Terra do Meio..... 517
Figure 112 – Les secteurs de la Terra do Meio 520
Figure 113 – Évolution de la valeur marchande des terres de la ligne de *fazendas* du Jabá 521
Figure 114 – Évolution du nombre de foyers d'incendie annuels dans la Terra do Meio 528
Figure 115 – Évolution comparée des taux de déboisement annuels Terra do Meio, État du Pará et Amazonie légale..... 531

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Evaluation de la diversité spécifique de la région..... 80
Tableau 2 –Espèces animales menacées d'extinction, de présence avérée ou probable, dans l'interfluve Xingu-Iriri 80
Tableau 3 – Avifaune endémique..... 80
Tableau 4 – Les terres indigènes entourant la Terra do Meio 82
Tableau 5 – Les terres indigènes présentes dans la Terra do Meio..... 83
Tableau 6 – Les politiques publiques amazoniennes 1966-1990 173
Tableau 7 – Les annexes de la CITES 219
Tableau 8 – Ecart-types de la taille des occupations par groupe d'acteur..... 250
Tableau 9 – Portrait-robot des occupants de terre dans la Terra do Meio 257

Tableau 10 – Critères de régularisation foncière 272
Tableau 11 - Les bonnes propriétés de l'élevage 306
Tableau 12 – Taux de profit annuel (ramené à l'année 2005) de quatre *fazendas* de la Terra do Meio . 310
Tableau 13 – Variabilité du prix payé (R$ 2005) au *colono* pour le nettoyage de 5 ha de pâturage dans la Terra do Meio 320
Tableau 14 – Articulation diachronique et synchronique des stratégies d'expansion et de consolidation .. 328
Tableau 15- Evolution et adaptation du mode de faire-valoir indirect 329
Tableau 16 – Nombre de procès verbaux émis par les agents de l'IBAMA/DICOF de Marabá dans la Terra do Meio entre 2001 et 2005 335
Tableau 17 – États des principaux castanhais exploités par les familles de la nouvelle *vila* São Sebastião370
Tableau 18 - Les budgets prévisionnels annuels de la SEMATUR 389
Tableau 19 – Les crédits subventionnés aux éleveurs capitalisés de la Terra do Meio (jusqu'en septembre 2004) 413
Tableau 20 – Les « paramètres relativement stables » extérieurs au SSPP de la gestion du territoire et des ressources naturelles de la Terra do Meio 435
Tableau 21 - Noyau politique du système de croyances de la coalition pro-pastoralisation 436
Tableau 22 - Fréquence moyenne annuelle de la parution d'articles sur la Terra do Meio dans les *Notícias da Amazônia* 484
Tableau 23 – Comparaison des taux de déboisement annuels 526

Encadre

Encadré 1 – Amazonie / déforestation : de quoi parle-t-on ? 17

Encadré 2 – Origines de la biodiversité amazonienne 74

Encadré 3–Les données satellitaires des défriches amazoniennes publiées par l'INPE 98

Encadré 4– L'analyse stratégique de l'action organisée (ou collective) 265

Encadré 5 - Parc national et station écologique : les règles 427

Encadré 6– Les prémisses de l'*Advocacy Coalition Framework* (ACF) 432

Planche photographique

Planche photographique n°1 : la Terra do Meio des fleuves 93-96

Planche photographique n°2 : la Terra do Meio des routes 103-105

Planche photographique n°3 : la cité pionnière de São Félix do Xingu 185-186

ANNEXES

- **Annexe 1 : Le questionnaire**
- **Annexe 2 : La contre-proposition des fazendeiros**
- **Annexe 3 : Détail des calculs économiques**

ANNEXE 1 : LE QUESTIONNAIRE

Structure de base

Data :
Setor :
Nome :
Distância da bolsa :

Quando foi que você chegou nesta terra ?

A onde você nasceu ?
Em que ano ?
Quanto tempo ficou lá mais ou menos ?
Nesta época, você trabalhava ou estudava ?
Seu pai trabalhava de que ? Ele tinha uma terra ?
E depois foi para onde ?
E lá ficou quanto tempo, mais ou menos ?
Você trabalhava de que ? Você tinha uma terra ?
E depois…

Quando você chegou em São Félix do Xingu, você veio direito para esta terra ou ficou um tempo na cidade ?
Como você encontrou esta terra ?
Comprou ou cortou esta terra ?
De quem você comprou esta terra ?
Quanto foi que você pagou na época por esta terra ?
De qual tamanho você comprou na época ? E o mesmo de hoje, ou já vendeu algum pedaço ?
Quando comprou já tinha abertura ou era so mata bruta ?
Você tem o documento da terra ?

Hoje, qual é o tamanho total da sua terra ?
Quanto alqueires de pasto tem ?
Você planta roça ? Todos os anos ? Quantas linhas você planta em média ?
O que é que você planta ? Quanto você colhe em média ?
Você tem gado ?
Quantas cabeças você cria nesta terra ?
O que você faz : cria, recria, engorda ?
E tudo seu ou tem uma parte na meia ? Quantas cabeças você tem na meia ? Que tipo de meia é ? E o parceiro, quem é ? Há quanto tempo que você trabalha com ele ?
Quantas repartições tem no pasto ?

Quem trabalha aqui na terra ?

Já beneficiou de algum financiamento ? Quando foi ? Quanto foi ? O que você comprou ?

Você trabalha só na terra ou trabalha também fora da terra ? Onde ? Quando ? Quanto tempo ? E o salário, quanto é ?

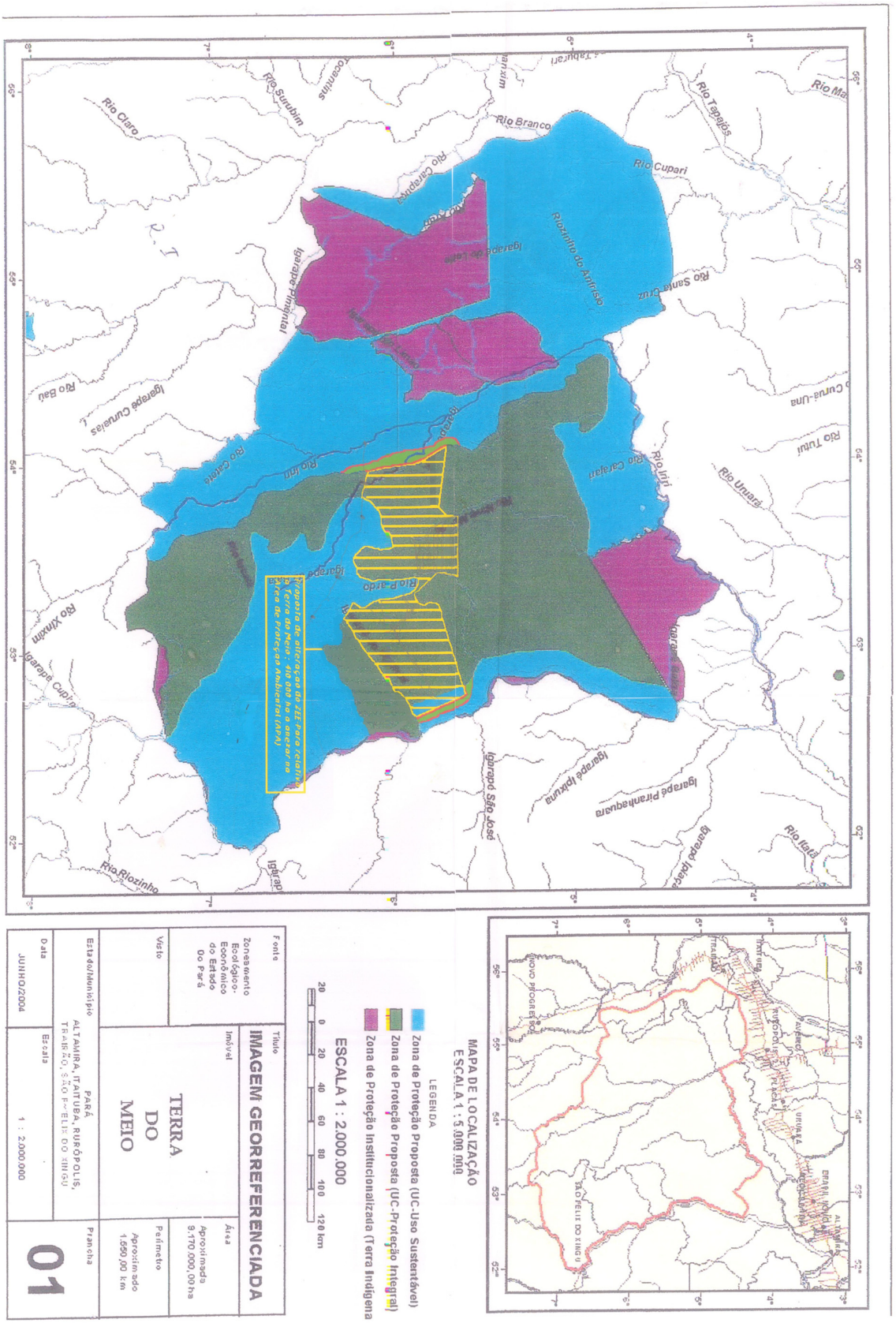
Eléments supplémentaires pour les *fazendeiros*

Quantas vezes por ano você vai na sua fazenda ? Fica quanto tempo cada vez ? Quantos kilometros tem daqui para lá ?

Você plantou o pasto em quantas vezes ? A primeira vez, plantou quantos alqueires ? A segunda vez…
Você jogou as semente na mão ou de avião ?

Quando foi que chegou o rebanho na terra ? Em quantas vezes ? Comprou os animais aqui ? Como ? De quem ?

ANNEXE 2 : LA CONTRE-PROPOSITION DES *FAZENDEIROS*



ANNEXE 3 : DETAILS DES CALCULS ECONOMIQUES

1 – MARCELO

1.1 – PRODUCTION DE BOVINS

Produit Brut (R$ 2005)				
Item	**Unité**	**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Veaux mâles	Un	280	117	32 760
Veaux femelles	Un	220	117	25 740
TOTAL				**58 500**

Consommations intermédiaires (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Soins et sel	Têtes de bétail	10	420	4 200
Entretien des pâturages	Hectare	60	600	36 000
Transport				1 000
TOTAL				**41 200**

VALEUR AJOUTEE BRUTE (R$ 2005)	**17 300**

Amortissements (R$ 2005)				
Item		**Valeur**	**Durée de vie**	**Total**
Clôtures		12931	15	862
Etable		12931	10	1 293
Habitation		12931	10	1 293
Pâturages		21000	10	2 100
TOTAL				**5 548**

VALEUR AJOUTEE NETTE (R$ 2005)	**11 752**

Salaires				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Vacher		7200	1	7 200
TOTAL				**7 200**

REVENU (R$ 2005)	**4 552**

INVESTISSEMENT (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Valeur**
Pâturages		400	600	240000
Clôtures		12931		12931
Etable		12931	1	12931
Habitation		12931	1	12931
Terre		69	1890	130345
TOTAL				**409 138**

TAUX DE PROFIT ANNUEL (R$ 2005)	**0,011125158**

1.2 – PRODUCTION DE BOVINS & VALORISATION FONCIERE

Produit Brut (R$ 2005)				
Item	**Unité**	**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Veaux mâles	Un	280	117	32 760
Veaux femelles	Un	220	117	25 740
Valorisation foncière	Hectare	15	1890	28 350
TOTAL				**86 850**

Consommations intermédiaires (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Soins et sel	Têtes de bétail	10	420	4 200
Entretien pâturages	Hectare	60	600	36 000
Transport				1 000
TOTAL				**41 200**

VALEUR AJOUTEE BRUTE (R$ 2005)	**45 650**

Amortissements				
Item		**Valeur**	**Durée de vie**	**Total**
Clôtures		12931	15	862
Etable		12931	10	1 293
Habitation		12931	10	1 293
Pâturages		21000	10	2 100
TOTAL				**5 548**

VALEUR AJOUTEE NETTE (R$ 2005)	**40 102**

Salaires				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Vacher		7200	1	7 200
TOTAL				**7 200**

REVENU (R$ 2005)	**32 902**

INVESTISSEMENT (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Valeur**
Pâturages		400	600	240000
Clôtures		12931		12931
Etable		12931	1	12931
Habitation		12931	1	12931
Terre		69	1890	130410
TOTAL				**409 203**

TAUX DE PROFIT ANNUEL (R$ 2005)	**0,080404386**

1.3 – PRODUCTION DE BOVINS, VALORISATION FONCIERE & PRODUCTION DE PATURAGES

Produit Brut (R$ 2005)				
Item	**Unité**	**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Veaux mâles	Un	280	117	32 760
Veaux femelles	Un	220	117	25 740
Valorisation foncière	Hectare	15	1890	28 350
Pâturages	Hectare	750	80	60 000
TOTAL				**146 850**

Consommations intermédiaires (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Soins et sel	Têtes de bétail	10	420	4 200
Entretien pâturages	Hectare	60	600	36 000
Ouverture pâturages	Hectare	400	80	32 000
Transport				1 000
TOTAL				**73 200**

VALEUR AJOUTEE BRUTE (R$ 2005)	**73 650**

Amortissements				
Item		**Valeur**	**Durée de vie**	**Total**
Clôtures		12931	15	862
Etable		12931	10	1 293
Habitation		12931	10	1 293
TOTAL				**3 448**

VALEUR AJOUTEE NETTE (R$ 2005)	**70 202**

Salaires				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Vacher		7200	1	7 200
TOTAL				**7 200**

REVENU (R$ 2005)	**63 002**

INVESTISSEMENT (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Valeur**
Clôtures				12931
Etable		15000	1	12931
Habitation		15000	1	12931
Terre		80	1890	151200
TOTAL				**189 993**

TAUX DE PROFIT ANNUEL (R$ 2005)	**0,331600058**

2.1 – PRODUCTION DE BOVINS

Produit Brut (R$ 2005)				
Item	**Unité**	**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Veaux mâles	Un	280	175	49 000
Veaux femelles	Un	220	175	38 500
Veaux mâles en métayage	Un	280	175	49 000
Veaux femelles en métayage	Un	220	175	38 500
TOTAL				**175 000**

Consommations intermédiaires (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Soins et sel	Tête de bétail	10	1000	10 000
Entretien des pâturages	Hectare	60	500	30 000
Cotisation pour ouverture route	Hectare	0	1935	387
Transport				1 600
TOTAL				**41 987**

VALEUR AJOUTEE BRUTE (R$ 2005)	**133 013**

Amortissements (R$ 2005)				
Item		**Valeur**	**Durée de vie**	**Total**
Clôtures		16129	15	1 075
Etable		8065	10	806
Habitation		8065	10	806
Femelles reproductrices		250000	10	25 000
Pâturages		15000	10	1 500
TOTAL				**29 188**

VALEUR AJOUTEE NETTE (R$ 2005)	**103 825**

Salaires (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Vacher		8400	1	8 400
TOTAL				**8 400**

Métayage				
	Unité	**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Veaux mâles	Un	280	87	24 360
Veaux femelles	Un	220	87	19 140
TOTAL				**43 500**
REVENU (R$ 2005)				**51 925**

INVESTISSEMENT (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Valeur**
Pâturages		302	500	150862
Clôtures				16129
Etable				8065
Habitation				8065
Femelles reproductrices		250	500	125000
Terre		50	1935	96750
TOTAL				**404 870**

TAUX DE PROFIT ANNUEL (R$ 2005)	**0,128250576**

2.2 – PRODUCTION DE BOVINS & VALORISATION FONCIERE

Produit Brut (R$ 2005)

Item	Unité	Valeur unitaire	Quantité	Total
Veaux mâles	Un	280	175	49 000
Veaux femelles	Un	220	175	38 500
Veaux mâles métayage	Un	280	175	49 000
Veaux femelles métayage	Un	220	175	38 500
Valorisation foncière	Hectare	15	1935	29 025
TOTAL				**204 025**

Consommations intermédiaires (R$ 2005)

Item		Valeur unitaire	Quantité	Total
Soins et sel	Tête de bétail	10	1000	10 000
Entretien des pâturages	Hectare	60	500	30 000
Cotisation route	Hectare	0,2	1935	387
Transport				1 600
TOTAL				**41 987**

VALEUR AJOUTEE BRUTE (R$ 2005)	**162 038**

Amortissements

Item		Valeur	Durée de vie	Total
Clôtures		16129	15	1 075
Etable		8065	10	806
Habitation		8065	10	806
Femelles reproductrices		250000	10	25 000
Pâturages		15000	10	1 500
TOTAL				**29 188**

VALEUR AJOUTEE NETTE	**132 850**

Salaires

Item		Valeur unitaire	Quantité	Total
Vacher		8400	1	8 400
TOTAL				**8 400**

Métayage

	Unité	Valeur unitaire	Quantité	Total
Veaux mâles	Un	280	87	24 360
Veaux femelles	Un	220	87	19 140
TOTAL				**43 500**

REVENU	**80 950**

INVESTISSEMENT

Item		Valeur unitaire	Quantité	Valeur
Pâturages		302	500	151000
Clôtures				20000
Etable		10000	1	10000
Habitation		10000	1	10000
Femelles reproductrices		250	500	125000
Terre		38	1935	73530
TOTAL				**389 530**

TAUX DE PROFIT ANNUEL	**0,207814104**

2.3 – PRODUCTION DE BOVINS, VALORISATION FONCIERE ET PRODUCTION DE PATURAGES

Produit Brut (R$ 2005)				
Item	**Unité**	**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Veaux mâles	Un	280	175	49 000
Veaux femelles	Un	220	175	38 500
Veaux mâles métayage	Un	280	175	49 000
Veaux femelles métayage	Un	220	175	38 500
Valorisation foncière	Hectare	15	1945	29 175
Pâturages	Hectare	700	100	70 000
TOTAL				**274 175**

Consommations intermédiaires (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Soins et sel	Têtes de bétail	10	1000	10 000
Entretien pâturages	Hectare	60	500	30 000
Ouverture pâturages	Hectare	400	100	40 000
Cotisation route	Hectare	0,2	1935	387
Transport				1 600
TOTAL				**81 987**

VALEUR AJOUTEE BRUTE (R$ 2005)	**192 188**

Amortissements (R$ 2005)				
Item		**Valeur**	**Durée de vie**	**Total**
Clôtures		16129	15	1 075
Etable		8065	10	806
Habitation		8065	10	806
Femelles reproductrices		250000	10	25 000
TOTAL				**27 688**

VALEUR AJOUTEE NETTE (R$ 2005)	**164 500**

Salaires				
Item				**Total**
Vacher				8 400
TOTAL				**8 400**

Métayage				
Veaux mâles	Un	280	87	24 360
Veaux femelles	Un	220	87	19 140
TOTAL				**43 500**
REVENU (R$ 2005)				**112 600**

INVESTISSEMENT (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	Quantité	**Valeur**
Clôtures				16129
Etable				8065
Habitation				8065
Femelles reproductrices		250	500	125000
Terre		38	1935	73530
TOTAL				**230 788**

TAUX DE PROFIT ANNUEL	**0,487892769**

3.1 – PRODUCTION DE BOVINS

Produit Brut (R$ 2005)				
Item	**Unité**	**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Veaux mâles	Un	280	700	196 000
Veaux femelles	Un	220	700	154 000
TOTAL				**350 000**

Consommations intermédiaires (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Soins et sel	Tête de bétail	10	2000	20 000
Entretien des pâturages	Hectare	60	1000	60 000
Transport				1 000
TOTAL				**81 000**

VALEUR AJOUTEE BRUTE (R$ 2005)	**269 000**

Amortissements				
Item		**Valeur**	**Durée de vie**	**Total**
Clôtures		50000	15	3 333
Etable		10417	10	1 042
Habitation		15625	10	1 563
Femelles reproductrices		75000	10	7 500
Pâturages		30000	10	3 000
TOTAL				**16 438**

VALEUR AJOUTEE NETTE (R$ 2005)	**252 563**

Salaires				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Vacher		8400	3	25 200
TOTAL				**25 200**

REVENU (R$ 2005)	**227 363**

INVESTISSEMENT (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Valeur**
Pâturages		425	1000	425347
Clôtures				50000
Etable				10417
Habitation				15625
Femelles reproductrices		250	300	75000
Terre		56	4500	250000
TOTAL				**826 389**

TAUX DE PROFIT ANNUEL (R$ 2005)	**0,275127731**

3.2 – PRODUCTION DE BOVINS & VALORISATION FONCIERE

Produit Brut (R$ 2005)				
Item	**Unité**	**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Veaux mâles	Un	280	700	196 000
Veaux femelles	Un	220	700	154 000
Valorisation foncière	Hectare	15	4500	67 500
TOTAL				**417 500**

Consommations intermédiaires (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Soins et sel	Têtes de bétail	10	2000	20 000
Entretien des pâturages	Hectare	60	1000	60 000
Transport				1 000
TOTAL				**81 000**

VALEUR AJOUTEE BRUTE (R$ 2005)	**336 500**

Amortissements				
Item		**Valeur**	**Durée de vie**	**Total**
Clôtures		50000	15	3 333
Etable		10417	10	1 042
Habitation		15625	10	1 563
Femelles reproductrices		75000	10	7 500
Pâturages		30000	10	3 000
TOTAL				**16 438**

VALEUR AJOUTEE NETTE (R$ 2005)	**320 063**

Salaires				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Vacher		8400	3	25 200
TOTAL				**25 200**

REVENU (R$ 2005)	**294 863**

INVESTISSEMENT (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Valeur**
Pâturages		425	1000	425347
Clôtures				50000
Etable				10417
Habitation				15625
Femelles reproductrices		250	300	75000
Terre		56	4500	250000
TOTAL				**826 389**

TAUX DE PROFIT ANNUEL (R$ 2005)	**0,356808403**

3.3 – PRODUCTION DE BOVINS, VALORISATION FONCIERE ET PRODUCTION DE PATURAGES

Produit Brut (R$ 2005)				
Item	**Unité**	**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Veaux mâles	Un	280	700	196 000
Veaux femelles	Un	220	700	154 000
Valorisation foncière	Hectare	15	4500	67 500
Pâturages	Hectare	700	200	140 000
TOTAL				**557 500**

Consommations intermédiaires (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Soins et sel	Têtes de bétail	10	2000	20 000
Entretien des pâturages	Hectare	60	1000	60 000
Ouverture pâturage	Hectare	400	200	80 000
Transport				1 000
TOTAL				**161 000**

VALEUR AJOUTEE BRUTE (R$ 2005)	**396 500**

Amortissements				
Item		**Valeur**	**Durée de vie**	**Total**
Clôtures		50000	15	3 333
Etable		10417	10	1 042
Habitation		15625	10	1 563
Femelles reproductrices		75000	10	7 500
TOTAL				**13 438**

VALEUR AJOUTEE NETTE (R$ 2005)	**383 063**

Salaires				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Vacher		8400	3	25 200
TOTAL				**25 200**

REVENU (R$ 2005)	**357 863**

INVESTISSEMENT (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Valeur**
Clôtures				50000
Etable				10417
Habitation				15625
Femelles reproductrices		250	300	75000
Terre		56	4500	250000
TOTAL				**401 042**

TAUX DE PROFIT ANNUEL (R$ 2005)	**0,892332468**

4.1 – PRODUCTION DE BOVINS

Produit Brut (R$ 2005)				
Item	**Unité**	**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Veaux mâles	Un	280	150	42 000
Veaux femelles	Un	220	150	33 000
Bœufs	Un	700	500	350 000
TOTAL				**425 000**

Consommations intermédiaires (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Soins et sel	Tête de bétail	10	1700	17 000
Entretien des pâturages	Hectare	60	1150	69 000
Veaux mâles	Tête de bétail	280	500	140 000
TOTAL				**226 000**

VALEUR AJOUTEE BRUTE (R$ 2005)	**199 000**

Amortissements				
Item		**Valeur**	**Durée de vie**	**Total**
Clôtures		24194	15	1 613
Etable		12097	10	1 210
Habitation		16129	10	1 613
Pâturages		34500	10	2 300
Tracteur		24800	10	2 480
TOTAL				**9 215**

VALEUR AJOUTEE NETTE (R$ 2005)	**189 785**

Salaires				
Item				**Total**
Vacher		3	8400	25 200
TOTAL				**25 200**

Intérêts des emprunts				
				10 000
TOTAL				**10 000**

REVENU (R$ 2005)	**154 585**

INVESTISSEMENT				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Valeur**
Pâturages		345	350	120690
Clôtures		24194		24194
Etable		12097	1	12097
Habitation		16129	1	16129
Terre		417	1500	625000
Tracteur		24800	1	24800
TOTAL				**798109**

TAUX DE PROFIT ANNUEL (R$ 2005)	**0,193688474**

4.2 – PRODUCTION DE BOVINS & VALORISATION FONCIERE

Produit Brut (R$ 2005)				
Item	**Unité**	**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Veaux mâles	Un	280	150	42 000
Veaux femelles	Un	220	150	33 000
Bœufs	Un	700	500	350 000
Valorisation foncière	Hectare	5	1500	7 500
TOTAL				**432 500**

Consommations intermédiaires (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Soins et sel	Tête de bétail	10	1700	17 000
Entretien pâturages	Hectare	60	1150	69 000
Veaux mâles	Tête de bétail	280	500	140 000
TOTAL				**226 000**

VALEUR AJOUTEE BRUTE (R$ 2005)	**206 500**

Amortissements				
Item		**Valeur**	**Durée de vie**	**Total**
Clôtures		24194	15	1 613
Etable		12097	10	1 210
Habitation		16129	10	1 613
Pâturages		34500	10	3 450
Tracteur		24800	10	2 480
TOTAL				**7 885**

VALEUR AJOUTEE NETTE (R$ 2005)	**198 615**

Salaires (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Vacher		8400	3	25 200
TOTAL				**25 200**

Intérêts des emprunts (R$ 2005)				
				10 000
TOTAL				**10 000**
REVENU				**163 415**

INVESTISSEMENT (R$ 2005)				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Valeur**
Pâturages		345	350	120690
Clôtures		24194		24194
Etable		12097	1	12097
Habitation		16129	1	16129
Terre		417	1500	625000
Tracteur		24800	1	24800
TOTAL				**798109**

TAUX DE PROFIT ANNUEL	**0,204752125**

4.3 – PRODUCTION DE BOVINS, VALORISATION FONCIERE ET PRODUCTION DE PATURAGES

Produit Brut				
Item	**Unité**	**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Veaux mâles	Un	280	150	42 000
Veaux femelles	Un	220	150	33 000
Bœufs	Un	700	500	350 000
Valorisation foncière	Hectare	5	1500	7 500
Pâturages	Hectare	800	10	8 000
TOTAL				**440 500**

Consommations intermédiaires				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Soins et sel	Tête de bétail	10	1700	17 000
Entretien pâturages	Hectare	60	1150	69 000
Ouverture pâturages	Hectare	400	10	4 000
Veaux mâles	Tête de bétail	280	500	140 000
TOTAL				**230 000**

VALEUR AJOUTEE BRUTE	**210 500**

Amortissements				
Item		**Valeur**	**Durée de vie**	**Total**
Clôtures		24194	15	1 613
Etable		12097	10	1 210
Habitation		16129	10	1 613
Tracteur		24800	10	2 480
TOTAL				**4 436**

VALEUR AJOUTEE NETTE	**206 064**

Salaires				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Total**
Vacher		8400	3	25 200
TOTAL				**25 200**

Intérêts des emprunts				
				10 000
TOTAL				**10 000**
REVENU				**170 864**

INVESTISSEMENT				
Item		**Valeur unitaire**	**Quantité**	**Valeur**
Clôtures				24194
Etable		12097	1	12097
Habitation		16129	1	16129
Terre		417	1500	625500
TOTAL				**677920**

TAUX DE PROFIT ANNUEL	**0,252042227**